Sammlung
Schweizerischer Rechtsquellen

Namens des Schweizerischen Juristenvereins
herausgegeben von dessen Rechtsquellenstiftung

XIX. Abteilung

Die Rechtsquellen des Kantons Waadt

Les sources du droit Suisse

Recueil édité au nom de la Société suisse des Juristes
par sa Fondation des sources du droit

XIXe partie

Les sources du droit du canton de Vaud

LES SOURCES DU DROIT DU CANTON DE VAUD

Moyen âge
(X^{e} - XVIe siècle)

B. Droits seigneuriaux et franchises municipales

II. Bailliage de Vaud et autres seigneuries vaudoises

Edition préparée par
Danielle Anex-Cabanis
et mise au point par
Dominique Reymond

Schwabe & Co. AG Verlag Basel 2001

Bearbeitet unter finanzieller Hilfe
des Schweizerischen Nationalfonds
zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
und der Friedrich-Emil-Welti-Stiftung

Publiziert mit Unterstützung
des Lotteriefonds des Kantons Bern,
des Friedrich-Emil-Welti-Fonds,
der Stadt Burgdorf und
der Maschinenfabrik Aebi & Co AG, Burgdorf

Auflage: 300 Exemplare

Dieser Band trägt die Nummer

Zitiervorschlag: SSRQ II/9

Publikationsnummer 84
ISBN 3-7941-4010-9, Bestellnummer 08 04010

Table des matières

Les sources du droit VII

Avant-propos XXIX
Introduction générale XXXI
Bibliographie générale XXXV
Liste des principales abréviations XXXVI

Edition 1
Addenda 519

Index personarum et locorum 521
Index rerum 558

Seite 6 links bleibt leer

Les sources du droit

PREMIÈRE PARTIE: Libertés et franchises de l'ensemble du pays 1

1. *Réversale du comte Amédée VI de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que la chevauchée concédée par les gens de Vaud ne constitue pas un précédent contraire aux franchises, mais est le fait de leur bonne grâce. 1352 octobre 29. Chillon* . . . 1
2. *Guillaume 1er comte de Namur et Catherine de Savoie cèdent le pays de Vaud au comte Amédée VI. 1359 [st. nat.] janvier 30. Morges* 2
3. *Guillaume de Namur et Catherine de Savoie notifient à leurs sujets vaudois la vente du pays de Vaud au comte Amédée VI de Savoie. 1359 juin 17. Golzine, province de Namur* 3
4. *Réversale du comte Amédée VI de Savoie garantissant que les proclamations et bans du châtelain d'Yverdon sur la nouvelle monnaie, faits sans le consentement des bourgeois, et ce contrairement aux franchises, ne sauraient porter préjudice aux libertés du pays. 1362 octobre 26. Pont-de-Veyle, Ain* 4
5. *Le comte Amédée VI de Savoie concède aux Vaudois que leurs causes portées en appel à Chambéry seront jugées conformément à la coutume du pays de Vaud. 1373 janvier 11. Ripaille* 4
6. *Réversale du comte Amédée VII de Savoie garantissant que l'aide militaire accordée par les gens de Vaud réunis à Moudon et Romont a été concédée par pure grâce et qu'à l'avenir les Vaudois ne seront pas tenus d'accepter ni d'obéir à des ordonnances ne mentionnant pas que les coutumes et franchises vaudoises sont réservées. 1391 septembre 23. Lausanne* 6
7. *L'interdiction d'exporter des vivres ne saurait léser les franchises du pays de Vaud. 1404 septembre 26. Chambéry* 6
8. *Réversale du duc Amédée VIII garantissant que les subsides payés par les communautés de Moudon, Rue, Nyon, Vevey, Morges et Morat ne constitueront pas un précédent contraire aux franchises, car ils sont le fait de leur bonne grâce. 1433 mars 16. Thonon* 7
9. *Réversale du prince Louis de Piémont, lieutenant du duc Amédée VIII, déclarant sans conséquence pour leurs franchises le payement effectué par les communautés de Moudon et Payerne. 1435 février 16. Thonon* 7
10. *Louis de Savoie, lieutenant général du duc Amédée VIII, précise la mission des commissaires aux extentes, conformément aux voeux exprimés par les États de Vaud. 1437 août 24. Thonon* 8
11. *Réversale du duc Louis de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que les subsides consentis par leurs communautés ne causeront aucun préjudice aux franchises du pays, car ils ont été octroyés de simple bonne grâce. 1451 mai 14. Saint-Antoine de Viennois* 9
12. *Amédée, le fils aîné du duc de Savoie, jure de respecter les franchises et privilèges du pays de Vaud. 1455 [st. nat.] février 8. s. l.*. 9
13. *Le duc Louis de Savoie ordonne à ses officiers à la demande des États de Vaud, de respecter les franchises du pays. 1455 mars 29. Chambéry* 10
14. *Procès-verbal de la cession du pays de Vaud au prince de Piémont. 1455 [st. de Pâques] / 1456 [n. st.] mars 8. Moudon* 10
15. *Réversale du duc Louis de Savoie après l'octroi d'une aide de 29 deniers par feu, par bonne grâce, après l'assemblée générale de toute la patrie d'Outre-Mont, à l'exception du pays de Vaud. 1458 novembre 17. Turin* 14
16. *Le duc Louis de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud et garantit à ses sujets vaudois que le versement de 3000 florins pour contribuer à la dot de la princesse Marguerite et le voyage à Chypre de son fils Louis est le fait de leur bonne grâce et ne saurait causer aucun préjudice à leurs libertés. 1459 février 3. Turin* 14

17. Jacques de Savoie, comte de Romont et sire de Vaud, confirme les franchises et libertés du pays de Vaud. 1467 juin 25. Annecy 15
18. Le duc Philibert Ier de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud, sur la requête d'un ambassadeur du pays. 1480 mars 18. Chambéry 15
19. Les États de Vaud réunis à Moudon décident une peine contre quiconque chercherait et obtiendrait une décision écrite contraire aux franchises du pays ainsi que contre ceux qui profèrent des injures. 1481 septembre 18 et 26. Estavayer 15
20. Le duc Charles Ier de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud. 1483 juin 18. Pignerol 16
21. Réversale du duc Charles de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que leur contribution financière à la guerre contre le marquis de Saluces ne constitue pas un précédent contraire aux franchises, mais est le fait de leur bonne grâce. 1487 septembre 18. Carignan 17
22. Réversale du duc Charles de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que l'octroi de soldats pour la guerre contre le marquis de Saluces ne constitue pas un précédent contraire aux franchises. 1488 avril 10. Savigliano 17
23. La duchesse de Savoie, Blanche de Montferrat, tutrice de son fils le duc Charles, confirme les franchises du pays de Vaud, à la suite de la requête formulée par les États de Vaud, réunis à Moudon. 1490 avril 12. Pignerol 18
24. Réversale du duc Philibert II de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que l'octroi de subsides, réunis par l'abbé de Bonmont, ne constitue pas un précédent contraire aux franchises, mais est le fait de leur bonne grâce. 1497 mars 12. Chambéry 18
25. Le duc Philibert II de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud à la requête des États de Vaud. 1498 avril 7. Genève 18
26. Le duc Philibert II confirme à ses sujets vaudois la garantie du juge naturel et l'ensemble de leurs franchises. 1498 octobre 5. Lausanne 18
27. Le duc Charles II de Savoie renonce à prélever sur les biens des notaires vaudois la taxe instaurée dans l'ensemble de ses états. 1512 juillet 16. Gex 20
28. Le duc Charles II de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud, suite à la requête formulée par les États de Vaud réunis à Romont. 1517 novembre 12. Romont 21
29. Le duc Charles II de Savoie interdit à tous ses sujets de contracter combourgeoisie ou tout autre accord ou alliance. 1517 décembre (avant le 5). Lausanne 21
30. Les Trois États ordonnent une levée d'impôt afin de faire un cadeau au duc de Savoie Charles à l'occasion de sa visite dans le pays. 1517 octobre 18. Moudon . . . 22
31. Le duc Charles II de Savoie garantit par réversale à ses sujets vaudois que les subsides accordés par les États de Vaud ne causeront aucun préjudice aux franchises du pays. 1527 mai 13. Chambéry 23

DEUXIÈME PARTIE: Libertés et droits des bourgeois 23
Chapitre 1: Aigle 23
32. Le comte Amédée V de Savoie abonne la taille due par les habitants d'Aigle. 1288 mars 28. Saint-Maurice 23
33. Le bailli du Genevois et Chablais établit quatre syndics à Aigle. 1288 juin 19. s. l. 24
34. Le bailli du Chablais vérifie et confirme que les habitants d'Aigle sont astreints à payer le plaict général et doivent contribuer aux frais de chevauchée. 1290 mai 6. Aigle 25
35. Guillaume de Septême, bailli du Chablais, accense, avec l'accord des deux syndics de la ville, les pâturages d'Aigle à divers particuliers. 1293 juin 5. Aigle 25
36. Le comte Amédée V de Savoie concède des franchises à la ville d'Aigle. 1314 mai 18. Evian 26

37. *Le bailli du Chablais, Guillaume de Chantillon, ordonne au châtelain de Chillon de faire restituer les gages pris indûment à Villeneuve, les habitants d'Aigle étant exonérés du péage. 1315 janvier 25. La-Tour-de-Peilz* 29
38. *Le comte Amédée V de Savoie ordonne la participation de tous les détenteurs de terres pour la construction de digues et autres ouvrages destinés à lutter contre les dégâts des eaux autour d'Aigle. 1315 avril 30. Chambéry* 30
39. *Le comte Edouard de Savoie ordonne à ses officiers de veiller au respect de l'exemption des péages à Villeneuve et Saint-Maurice accordée aux habitants d'Aigle et leur enjoint de s'informer puis de statuer sur les droits des habitants de Leysin. 1324 [st. nat.] février 6. Chillon* 32
40. *Réversale du comte Aymon de Savoie en faveur des habitants d'Aigle et d'autres sujets de la châtellenie de Chillon qui lui ont concédé une aide financière par pure grâce. 1331 [st. nat.] février 10. Chambéry* 33
41. *Réversale du comte Aymon de Savoie reconnaissant que le paiement de subsides par les habitants d'Aigle et des environs ne saurait porter préjudice à leurs franchises. 1338 septembre 23. s. l.* 34
42. *Le comte Amédée VI de Savoie octroie aux habitants d'Aigle de ne pas faire l'objet d'enquêtes ou procès sans la présence du dénonciateur. Il ordonne aussi la participation de tous aux tailles. 1354 août 6. Chillon* 34
43. *Robert Pugin, juge du Chablais et Genevois, et Amédée de Passu, lieutenant du bailli du Chablais et Genevois, commissaires désignés par le comte Amédée VI, examinent à la demande des habitants d'Aigle divers documents et ordonnent au châtelain de Chillon de contraindre les habitants d'Yvorne au paiement d'une quotepart aux frais d'endiguement de la Grande Eau. 1373 mars 1er. Aigle* 36
44. *La comtesse Bonne de Bourbon confirme et accroit les franchises d'Aigle. 1392 juillet 28. Chambéry.* 37
45. *Le comte Amédée VIII de Savoie confirme sans les modifier les franchises d'Aigle. 1413 [st. nat.] février 10. Cossonay* 39
46. *Louis de Savoie, prince de Piémont, répartit les frais de pont et endiguement de la Grande Eau à Aigle, imposant une participation aux habitants de Leysin, Corbeyrier et Yvorne. 1438 mai 19. Aigle* 39
47. *Louis de Savoie, prince de Piémont, confirme les droits des habitants d'Aigle. 1438 mai 22. Thonon* 40
48. *Le duc Louis de Savoie confirme sans les modifier les franchises d'Aigle. 1442 août 7. Genève* 40
49. *Le duc Louis de Savoie ratifie les contrats conclus en matière immobilière par les habitants d'Aigle et confirme les franchises de la ville, moyennant 60 florins. Les limites des franchises sont précisées. 1445 août 7.* 41
50. *LL. EE. de Berne suppriment tous les péages à Aigle. 1484 août 7. s. l.* 41

Chapitre 2: Aubonne 41

51. *Arbitrage entre Guerric, Jacques et Pierre Putou, seigneurs d'Aubonne, fixant leurs droits et les franchises des habitants d'Aubonne. 1234 avril. Aubonne* 42
52. *Transaction passée entre Guillaume Alamandi et Agnès de Villariis, son épouse, seigneurs d'Aubonne, et dame Bynfaz et Jean, son fils, coseigneurs du dit lieu au sujet de l'établissement d'un bourg neuf à Aubonne et d'autres différends. 1319 [st. nat.] février 24. Aubonne* 45
53. *Les habitants d'Aubonne se déclarent prêts à payer 40 florins d'or si Antoine, coseigneur d'Aubonne, est armé chevalier ainsi qu'ils l'ont fait pour Guillaume, fils d'Othon de Grandson. 1384 novembre 28. Aubonne* 48
54. *Le comte Antoine de Gruyère donne quittance de son mandat à son châtelain de Gruyère et percepteur d'Aubonne. 1433 [st. nat.] février 17. Aubonne* 50
55. *Serment réciproque de Jean de Gruyère et de ses sujets d'Aubonne. 1514 août 29. Aubonne* 50

56. *Le notaire Pierre Quynsin tiendra les registres concernant la ville d'Aubonne moyennant un salaire annuel de 60 sous. 1528 avril 4. s. l. [Aubonne]* 51
57. *Accord sur la juridiction à Allaman entre Jean, coseigneur d'Aubonne, et Humbert de Rossillon et Nicole d'Allaman. 1326 mai 13 [conclusion de l'acte]. s. l.; 1342 août 19. [rédaction]* 52
58. *Le sire d'Allaman, Jacques Russin, et les syndics au nom de la communauté procèdent à un échange de biens. 1468 août 4. Allaman* 54
59. *Certains habitants de Yens reconnaissent être de l'avouerie de Jean, coseigneur d'Aubonne. 1321 novembre [conclusion de l'acte]. s. l.; 1342 [st. ann.] / 1343 [n. st.] février 18. [rédaction]* 54

Chapitre 3: Les Clées 55

60. *Louis de Savoie, sire de Vaud, règle un conflit entre lui-même, les habitants des Clées et les habitants et le sire d'Orbe, Gauthier de Montfaucon. 1296 mars. Yverdon* 56
61. *Louis Ier de Savoie accorde une réversale aux habitants des Clées après l'octroi d'un subside, leur accorde l'usage des franchises de Moudon et leur abandonne ses droits sur les pâturages non accensés. 1329 avril. s. l.* 57
62. *Le comte Amédée VI libère les habitants des Clées des péages, gabelles et autres charges qu'il leur réclamait moyennant un don de cent florins d'or. 1371 février 23. Morges* 58
63. *Le duc Amédée VIII autorise l'établissement de quatre foires annuelles aux Clées, chacune de trois jours, les 6 février, 10 mai, 22 septembre et 20 décembre. 1430 mai 20. Genève* 59
64. *Amédée VIII de Savoie autorise l'extension des foires en interdisant aux habitants des Clées de vendre leurs denrées ailleurs. Il les affranchit des leydes pour dix ans. 1432 mai 22. Thonon* 59
65. *Le duc Amédée VIII de Savoie concède à la communauté des Clées le droit de percevoir un impôt en vue de l'entretien des fortifications. 1446 février 20 et mai 10. Genève* 59
66. *Tarif des péages des Clées. s. d. [milieu du XVème siècle]. s. l.* 59

Chapitre 4: Coppet 61

67. *Humbert Alamand, sire d'Aubonne, confirme aux habitants de Coppet les franchises de Moudon. 1347 [st. nat.] janvier 5. Coppet*. 61

Chapitre 5: Cossonay 61

68. *Jeanne, dame de Cossonay, concède des franchises et libertés à la ville et à la châtellenie de Cossonay. 1398 avril 14. s. l.* 62
69. *Jean de Rougemont, sire de Cossonay, concède pour trois ans le poids des viandes à vendre dans la ville, conformément à celui d'Aubonne. 1404 octobre 4. s. l.*. 72
70. *Réversale de Jean de Rougemont, sire de Cossonay, après l'arrestation de deux malfaiteurs. 1404 novembre 5. Cossonay*. 76
71. *Réversale du comte Amédée VIII en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui lui ont concédé gracieusement 100 florins. 1413 juin 8. Chambéry* 78
72. *Réversale du comte Amédée VIII en faveur de la ville et des habitants de Cossonay et de L'Isle, sollicités de participer aux frais entrainés par le passage du roi des Romains. 1414 septembre 11. Genève* 79
73. *Les habitants de Bettens reconnaissent leurs obligations de ressort à Cossonay. 1419 juin 29. s. l.* 80
74. *Réversale d'Amédée VIII en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont accordé 250 florins en vue de l'acquisition des comtés de Valentinois et de Diois. 1425 mars 21. Morges* 81
75. *Réversale du duc Amédée VIII en faveur de Cossonay à la suite de l'octroi d'un subside de 228 francs pour la dot de sa fille. 1428 septembre 2. Morges* 81

76. *Réversale de Louis de Savoie en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont versé 160 florins petit poids pour équiper l'armée levée sur l'ordre du roi des Romains en vue d'une expédition en Italie. 1432 mai 31. Thonon* 81
77. *Réversale de Louis de Savoie en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont versé 280 florins petit poids pour contribuer à la défense contre les brigands, ainsi que les avaient concédés les villes vaudoises. 1435 février 16. Thonon* 81
78. *Serment du métral de Cossonay, Rodolphe d'Illens, de respecter les franchises et libertés de la ville et de la châtellenie. 1436 [st. ann.] / 1437 [st. n.] mars 21. s. l.* 82
79. *Louis de Savoie, prince de Piémont, établit deux représentants pour exiger des habitants de la ville et châtellenie de Cossonay leur contribution financière aux réparations des fortifications et autres charges de la ville. 1437 août 24. Thonon* 84
80. *Réversale de Louis de Savoie en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont versé 100 florins petit poids au pape Félix V [Amédée VIII de Savoie]. 1442 novembre 18. Genève* 85
81. *Aymon de Gallera, nommé châtelain de Cossonay, et son lieutenant prêtent serment de respecter les franchises de la ville et de la châtellenie. 1447 septembre 27. Cossonay* 85
82. *Confirmant les autorités qu'elle a élues, la majorité, malgré une minorité contestataire, prend des mesures pour les serrures et clés de l'arche et révoque tous syndics, recteurs de l'hôpital ou de la confrérie désignés autrement. 1459 [st. ann.] / 1460 [n. st.] janvier 25. Cossonay* 86
83. *Jacques de Savoie, comte de Romont et sire de Vaud, accorde aux habitants de Cossonay le droit d'élire un officier de ville. 1468 janvier 12. Lausanne* 89
Chapitre 6: Echallens 90
84. *Girard de Montfaucon et Jacquette de Grandson, sa femme, accordent des franchises au bourg d'Echallens. 1351 juin. s. l. [confirmation par Girard]; 1352 mars. s. l. [confirmation par Jacquette]* 90
Chapitre 7: Grandson 91
85. *Réversale d'Othon de Grandson en faveur des habitants de Grandson qui lui ont octroyé une aide de quarante livres. 1356 janvier 8. s. l.* 92
86. *Réversale d'Othon de Grandson aux habitants de Grandson au sujet des aides. 1366 décembre 8. s. l.* 93
87. *Hugues de Grandson confirme solennellement les franchises de la ville. 1374 juin 29. Grandson* 94
88. *Après conflit, Hugues de Grandson réglemente la perception de l'ohmgeld à Grandson. 1382 juin 22. Grandson* 94
89. *Le recteur de la ville de Grandson accense les fontaines, les ponts et canalisations et leur entretien pour seize ans. 1397 février 3. s. l. [Grandson]* 95
90. *Le comte de Savoie Amédée VIII confirme et renouvelle les franchises de la ville de Grandson.*
a) 1399 mars 8. Morges 97
b) 1399 mars 8. Morges 99
91. *Le comte Amédée VIII de Savoie ordonne à ses divers officiers de faire participer les villages voisins de Grandson aux prélèvements fiscaux de la ville. 1399 mai 28. Chambéry* 100
92. *Le comte de Savoie octroie sa sauvegarde aux habitants de Grandson, qui la font proclamer solennellement. 1404 novembre 12. [sauvegarde]; 1404 novembre 25 [proclamation]. Yverdon* 101
93. *Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur des habitants de Grandson qui ont participé aux frais de la visite du roi des Romains, Sigismond. 1414 août 24. Genève* 103
94. *Ordonnance sur les bouchers de Grandson. 1425 mai 24. s. l.* 104

95. *Prenant possession de la châtellenie de Grandson, Louis de Chalon prête serment de respecter les franchises. 1424 janvier 2. Grandson* 106
96. *Tous les sujets de la châtellenie de Grandson sont tenus d'apporter leurs denrées à vendre aux foires et marchés de Grandson. 1428 novembre 13. s. l.* 106
97. *Louis de Chalon concède deux foires annuelles aux habitants de Grandson. 1428 novembre 14. Jougne* 108
98. *Réversale du bailli d'Orbe après violation des franchises de la ville de Grandson. 1434 novembre 3. Grandson* 109
99. *Le nouveau châtelain de Grandson, Guillaume de Baulmes, jure de respecter les franchises de la ville en prenant possession de son office. 1464 janvier 5. Grandson* 110
100. *Guillaume de Chalon promet de respecter les libertés écrites et non écrites de Grandson. 1464 avril 22. Grandson* 111
101. *LL. EE. de Berne et de Fribourg confirment aux habitants de Grandson leur marché hebdomadaire. 1495 janvier19. s. l.* 113
102. *Réglementation du marché de Grandson. 1495 janvier 20. s. l.* 113
103. *LL. EE. de Berne et Fribourg ordonnent le respect de la hiérarchie judiciaire ordinaire. 1497 septembre 5. s. l.* 115
104. *Les autorités de Berne et Fribourg, coseigneurs de Grandson, modifient les franchises de Grandson à la requête des représentants de la ville. 1521 septembre 2. Berne* 115
105. *Ordonnance sur le mariage des enfants et la procédure. 1526 août 20. Fribourg* . 117
106. *Les autorités de Berne et Fribourg règlent les émoluments de justice devant la cour de Grandson. 1527 août 13. Fribourg* 118
Chapitre 8: Morges 119
107. *Enquête sur les droits seigneuriaux et féodaux à Morges avant la fondation de la ville par Louis de Savoie. 1296 octobre 25. Morges* 120
108. *Louis de Savoie, sire de Vaud, autorise les habitants de Morges à refuser le duel judicaire. 1328 février. Morges* 126
109. *Le comte Amédée VI de Savoie fixe l'étendue du ressort de Morges et les obligations des habitants. 1376 janvier 16. Lausanne* 127
110. *Le comte Amédée VI de Savoie autorise la ville de Morges à lever des impôts pour financer sa défense. 1375 novembre 14. Evian* 128
111. *Amédée VII de Savoie confirme les franchises de la ville de Morges qui a perdu la concession de 1359 lors d'un incendie. 1390 avril 17.* 128
112. *Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur de la ville de Morges qui lui a octroyé gracieusement 250 florins. 1414 septembre 15. Genève* 129
113. *En raison de la peste, le duc Amédée VIII invite la ville de Morges à prendre des précautions particulières, pour protéger sa famille. 1420 mai 12. Morges* 129
114. *Le duc Louis de Savoie confirme les franchises et libertés des habitants de Morges. 1444 mars 31. Genève* 130
115. *Reconnaissance des fontainiers de Morges. 1506 février 15. s. l. [Morges]* 130
Chapitre 9: Moudon 130
116. *Les habitants de Peney sont affranchis de certaines corvées dues au châtelain de Moudon. 1274 / 1275 [n. st.] mars 1er. s. l.* 132
117. *Le comte Amédée V de Savoie confirme les franchises de Moudon. 1285 septembre. s. l.* 132
118. *Enquête coutumière ordonnée par Louis de Savoie, sire de Vaud, pour déterminer les droits du vidome de Moudon sur les échutes. 1305 février 18. Moudon* 138
119. *Réversale de Louis II de Savoie, sire de Vaud, en faveur de la ville de Moudon qui lui a octroyé par pure grâce un don de six gros par feu. 1328 janvier. s. l.* 139
120. *La communauté de Moudon promet de respecter le testament de Louis II de Savoie instituant sa fille Catherine héritière, sous réserve de leurs libertés et franchises. 1340 avril 20. s. l.* 139

121. *Louis II de Savoie octroie une réversale à la ville de Moudon qui a concédé cinq cents livres par pure grâce pour le mariage de sa fille Catherine. 1346 juin 10. Moudon* 140
122. *Isabelle de Chalon confirme les franchises de Moudon et les augmente. 1349 [st. nat.] janvier 29. Moudon* 141
123. *Guillaume comte de Namur, sire de Vaud, et Catherine de Savoie confirment les franchises de Moudon concédées par Isabelle de Chalon en 1349. 1352 juin 12. Moudon* 142
124. *Réversale du comte Amédée VI en faveur de Moudon qui a octroyé 500 florins par pure grâce lors de la visite de l'empereur Charles IV. 1365 octobre 29. Morges* 143
125. *Le comte Amédée VII de Savoie confirme les franchises et libertés de Moudon. 1384 juillet 2. Moudon* 143
126. *Réversale du comte Amédée VII au profit de la ville de Moudon qui lui a octroyé une aide gracieuse de 700 florins. 1390 mars 25. Ripaille* 143
127. *Le comte Amédée VIII de Savoie confirme les franchises et libertés de Moudon dont les habitants lui prêtent serment. 1398 décembre 20. Moudon* 143
128. *Réversale du comte Amédée VIII au profit de la ville de Moudon qui a octroyé une aide gracieuse de 500 florins pour la dot de sa soeur Bonne épousant le prince d'Achaïe. 1406 juin 11. Gex* 144
129. *Le comte Amédée VIII donne ordre au bailli de Vaud et au châtelain de Moudon de contraindre les habitants de Moudon au paiement de l'aide gracieuse qu'ils lui ont octroyée en raison du passage du roi des Romains. 1414 septembre 2. Genève* . . . 144
130. *Réversale du comte Amédée VIII au profit des habitants de Moudon en raison de l'aide gracieuse de 700 florins qu'ils lui ont octroyée. 1414 septembre 2. Genève* 144
131. *Louis de Savoie, prince de Piémont, octroie une réversale aux habitants de Moudon qui lui ont accordé 240 livres par pure grâce. 1437 août 24. Thonon* 145
132. *Réversale du duc Amédée VIII de Savoie aux habitants de Moudon qui lui ont concédé un subside à l'occasion du mariage de sa fille Marie de Savoie, garantissant que cette concession ne saurait aller contre les franchises de Moudon, car c'est une simple liberalité des habitants. 1428 septembre 2. Morges* 145
133. *Vacat.*
134. *Réversale du duc Amédée VIII garantissant que les subsides payés par les communautés de Moudon, Rue, Nyon, Vevey, Morges et Morat ne constitueront pas un précédent contraire aux franchises, car ils sont le fait de leur bonne grâce. 1433 mars 16. Thonon* 145
135. *Réversale du prince Louis de Piémont, lieutenant du duc Amédée VIII, déclarant sans conséquence pour leurs franchises le payement effectué par les communautés de Moudon et Payerne. 1435 février 16. Thonon* 146
136. *Réversale de Louis de Savoie, prince de Piémont, lieutenant du duc Amédée VIII, garantissant aux habitants de Moudon et Morat que les subsides qu'ils ont consentis ne porteront aucun préjudice à leur franchises. 1436 janvier 25. Ripaille* 146
137. *Le duc Louis de Savoie confirme les franchises de Moudon. 1444 [st. nat.] mars 31. Genève* 146
138. *Obligations des conseillers de Moudon. s.d. [1506 ?]. s. l. [Moudon]* 146
139. *Statut des cabaretiers de Moudon et abattage des chênes. 1521. s. l. [Moudon]* . . 149
140. *Réception d'un nouveau bourgeois. 1521 octobre 31. s. l. [Moudon]* 149
141. *Décision du conseil relative aux prostituées et ruffians. 1522 juillet 31. s. l. [Moudon]* 149
142. *Obligation d'accepter les charges électives et autres règles. 1522 novembre 1er. s. l. [Moudon]* 150
143. *Règlement du conseil pour les fourniers de Moudon. 1531 juin. s. l. [Moudon]* . . . 151

144. Les syndics de Moudon doivent subventionner les acteurs qui interprètent la passion du Christ aux Rameaux et à Pâques. 1531 avril. s. l. [Moudon] 151
Chapitre 10: Nyon 151
145. L'archevêque de Besançon inféode au comte Philippe de Savoie le château, la ville de Nyon et ses dépendances. 1272 octobre 19. s. l. 152
146. Aymon de Prangins, sire de Nyon, reconnaît ses obligations envers le comte Philippe de Savoie pour Nyon. 1279 mars 11. s. l. 152
147. Aymon de Prangins renonce à toutes ses prérogatives à Nyon moyennant la somme de 3000 livres viennoises et donne quittance de la réception de la dite somme. 1295 août 14. Genève 153
148. Les représentants du comte de Savoie Amédée V prennent l'engagement de délivrer des franchises aux habitants de Nyon. 1293 juillet 5. s. l. 153
149. Amédée V de Savoie octroie aux habitants de Nyon les mêmes franchises qu'à ceux de Moudon. 1293 juillet 10. Nyon 154
150. Guillaume de Namur et Catherine de Savoie confirment les franchises de Nyon. 1352 juin 23. s. l. 154
151. Le titre ancien des franchises de Nyon ayant disparu lors d'un incendie, le comte Amédée VI concède à la ville les franchises de la ville de Morges. 1364 juin 12. Chambéry 155
152. Les habitants de Nyon sont exonérés de l'obligation de se battre en duel judiciaire. 1364 juillet 12. Chambéry 156
153. Le comte de Savoie concède le droit de percevoir l'ohmgeld à la ville de Nyon. 1364 juillet 13. Chambéry 157
154. Ordonnance sur le commerce de viande à Nyon. 1395 / 1396 [n. st.] janvier 29. Nyon 157
155. Supplique des habitants de Nyon au duc de Savoie Amédée VIII pour obtenir l'obole du vin. s. d. [1433 printemps]. s. l. 161
156. Le duc Amédée VIII de Savoie concède pour vingt ans aux habitants de Nyon l'impôt sur le vin vendu au détail. 1433 juillet 30. Thonon 161
157. Lettre du procureur général de Vaud, Mermet Christine, au sujet du marché de Promenthoux. 1437 novembre 21. Nyon 162
158. A la requête des habitants de Nyon, le duc Amédée VIII de Savoie confirme leurs franchises. 1439 décembre 7. Ripaille 164
159. Les syndics de Nyon amodient les fontaines de la ville pour douze ans à Besanzon Danyelis. 1440 [st. nat.] février 11. Nyon 169
160. Arbitrage au sujet des modalités de la taxe sur le vin. 1442 juillet 8 [arbitrage]. Nyon; 1448 décembre 17 [rédaction de l'acte] 171
161. Louis, duc de Savoie, confirme les libertés et franchises de la ville de Nyon. 1444 mars 31. Genève 173
162. Urbain de Chivron, Antoine Champion et Etienne Pacot envoyés par la duchesse Yolande de Savoie promettent en son nom qu'elle confirmera les franchises de Nyon lorsqu'elle prendra possession en personne du pays de Vaud. 1478 février 21. Nyon 173
Chapitre 11: Orbe 173
163. Sentence entre le curé d'Orbe et ses paroissiens sur les charges de ces derniers, prononcée par Girard de Monfaucon, seigneur d'Orbe. 1340 [st. ann.] / 1341 [n. st.] mars 8. s. l. 174
164. Jean-Philippe de Montbéliard jure de respecter les franchises de la ville d'Orbe. 1381 mai 12. s. l. 175
165. Déclaration des franchises de la ville d'Orbe par Jean de Chalon. 1404 octobre 7. Nozeroy [par Jean de Chalon]; 1405 avril 22. s. l. [par Marguerite de Montbéliard] 177
166. Arbitrage au sujet des contributions dues par le clergé d'Orbe. 1410 juin 27. Orbe 187

167. *Modalités de perception d'une giète fixée par le conseil de la ville d'Orbe. 1422 février 14 et mars 14. s. l. [Orbe]* 190
168. *Louis de Chalon concède une foire à la ville d'Orbe. 1455 avril 17. Nozeroy* 191
169. *Guillaume de Chalon-Arlay jure de respecter les franchises de la ville d'Orbe. 1464 avril 19. Orbe* 192
170. *Après violation, les franchises des habitants de la ville d'Orbe sont précisées lors des troubles liés à la succession de Chalon. 1465 janvier 31. s. l.* 194
171. *Prenant possession de la ville d'Orbe, Hugues de Chalon confirme ses franchises. 1470 janvier 28. Orbe* 196
172. *Berne et Fribourg obtiennent Orbe, Grandson et Echallens. 1476 août 12. Fribourg* 196
173. *LL. EE. de Berne et de Fribourg confirment les franchises d'Orbe en matière de commerce de vin. 1506 août 17. Fribourg* 196
174. *LL. EE. de Fribourg confirment les franchises d'Orbe, à la suite de violations dues au bailli. 1521 mars 19. s. l.* 197
Chapitre 12: Palézieux 198
175. *Humbert de Billens, sire de Palézieux, concède des franchises à ses sujets de la nouvelle ville de Palézieux. 1344 mai 9. Palézieux* 198
Chapitre 13: Payerne 202
A. DROITS ET LIBERTÉS DE LA VILLE ET DES HABITANTS 203
176. *Pierre de Savoie obtient l'avouerie de l'église et du prieuré de Payerne. 1240 juin 23. Moudon* 203
177. *Accordant son pardon aux habitants de Payerne qui ont participé à la révolte du comte Philippe de Savoie, l'empereur Rodolphe de Habsbourg confirme leurs droits et libertés. 1283 décembre 23. Payerne* 204
178. *Investi de l'avouerie de Payerne, le comte Amédée V de Savoie promet de maintenir les droits et libertés de la ville et des habitants. 1291 août 15. Morat* 205
179. *L'empereur Albert confirme et renouvelle le pardon accordé par Rodolphe de Habsbourg aux habitants de Payerne. 1299 [st. nat.] février 3. Halle* 205
180. *Le compromis conclu entre l'empereur et le comte de Savoie est signifié aux habitants de Payerne. 1299 [st. nat.] mars 8. Payerne* 206
181. *Le comte Otto de Strassberg, bailli impérial, promet de respecter les libertés de la ville de Payerne. 1301 novembre 16. s. l.* 207
182. *Otto de Strassberg, bailli impérial, confirme les privilèges particuliers de certains marchands résidant à Payerne. 1303 novembre. s. l.* 207
183. *Concession de l'avouerie de Payerne à Huguet dit Malet. 1305 juin 23. s. l.* 208
184. *Henri VII de Luxembourg, roi des Romains, confirme et rénove les franchises de Payerne. 1309 avril 16. Bâle* 209
185. *Après transaction avec l'abbé de Payerne, l'avouerie, la garde et divers droits sur Payerne sont reconnus au comte de Savoie. 1314 août. s. l.* 209
186. *Pierre de Grandson, auquel Edouard de Savoie a engagé Payerne, promet de respecter les droits et franchises de la ville. Convention d'arbitrage. 1335 août 25. s. l.* 210
187. *Le comte Aymon de Savoie s'engage à respecter les coutumes, usages et libertés de la ville de Payerne. 1336 [st. nat.] février 16. Evian* 211
188. *Les châtelains de Cudrefin et Grandcour attestent l'existence d'autorités municipales et d'un sceau à Payerne. 1336 juin 28. s. l.* 211
189. *Arbitrage entre les nobles d'Estavayer et la ville de Payerne au sujet de la limite de leurs territoires et de leurs droits respectifs. 1338 juin 8. La Tour-de-Peilz* 212
190. *Arbitrage sur le même sujet entre les mêmes parties. 1353 novembre 22. Morat* 212
191. *Délimitation des territoires de Payerne et d'Estavayer sur la Glâne. 1448 mai 14. s. l.; 1526 juin 12. s. l.* 212

192. Avec l'autorisation de ses deux tuteurs – Louis II de Savoie, baron de Vaud et le comte Amédée de Genève – le comte Amédée VI enjoint à son avoué à Payerne de respecter et protéger les franchises et libertés de la ville de Payerne. 1346 avril 28. La Tour-de-Peilz 213
193. Le comte Amédée VI de Savoie concède des franchises à la ville de Payerne. 1347 [st. ann.] / 1348 [n. st.] février 4. s. l. 213
194. Poursuite d'office des délits et procédure applicable à celle-ci. 1347 [st. ann.] / 1348 [n.st.] février 5 . s. l. 222
195. Le comte Amédée VI de Savoie jure de respecter les franchises de Payerne, qu'il confirme. 1354 août 14. Moudon 225
196. Condamnés à une composition de 3000 florins à la suite de divers crimes et délits, les habitants de Payerne ont versé 1300 florins et le comte Amédée VI les déclare quittes du reste. 1358 décembre 7. s. l.. 225
197. Le comte Amédée VI de Savoie enjoint aux habitants de Payerne d'obéir à l'avoué nouvellement désigné. 1363 décembre 6. Yverdon. 225
198. Réversale du comte de Savoie Amédée VI en faveur des habitants de Payerne qui lui ont octroyé un subside de 300 florins, dont il requiert le versement. 1381 [st. ann.] / 1382 [n. st.] mars 6. Chambéry 225
199. Réversale du comte Amédée VI de Savoie en faveur des habitants de Payerne qui lui ont octroyé 300 florins d'or. 1381 [st. ann.] / 1382 [n. st.] mars 6. Chambéry. . . . 226
200. Le comte Amédée VII de Savoie jure de respecter les franchises de Payerne, les habitants lui jurent fidélité et obéissance. 1384 juillet 3. Payerne 226
201. Le comte Amédée VIII de Savoie jure de respecter et maintenir les franchises de Payerne, les habitants lui prêtent hommage et lui jurent d'être fidèles et bons sujets. 1399 décembre 30. Payerne 226
202. Requis de prendre part à la promulgation des ordonnances municipales, le lieutenant de l'avoué de Payerne refuse en raison de l'interdiction signifiée par le procureur de Vaud. 1415 juin 24. Payerne 226
203. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur des habitants de Payerne qui lui ont octroyé un subside par pure bonne grâce en vue d'acheter à Mathilde de Savoie des terres sises dans le comté de Genevois. 1417 septembre 18. Chambéry . . 227
204. Statuts annuels de la ville de Payerne adoptés par le duc de Savoie et les conseillers de la ville. 1442 juin. 227
205. Jacques de Savoie, comte de Romont et sire de Vaud, confirme les franchises de Payerne; les habitants lui jurent fidélité et obéissance. 1471 octobre 10. Payerne 232
206. Le duc Charles de Savoie accorde deux foires annuelles supplémentaires aux habitants de Payerne. Pendant la durée de la foire, les causes civiles et criminelles, sauf pour les crimes de sang, sont suspendues. 1512 juin 4. Genève 232
207. Le duc Charles de Savoie jure de respecter et maintenir les franchises de Payerne; les ambassadeurs de la ville lui prêtent serment de fidélité et obéissance en son nom. 1517 décembre 1er. Lausanne 233
B. LES COMBOURGEOISIES 233
208. Combourgeoisie entre Berne et Payerne. 1344 février. s. l.. 233
209. Arbitrage de Berne entre Fribourg et Payerne sur la teneur de leur combourgeoisie. 1349 mai 12. s. l.. 233
210. Renouvellement de la combourgeoisie entre Payerne et Fribourg. 1349 mai 13. s. l.. 234
211. Engagement du comte de Neuchâtel en tant que bourgeois de Payerne, moyennant vingt hommes armés. 1355 janvier 24. Payerne. 237
212. Confirmation et renouvellement de la combourgeoisie entre Payerne et Morat. 1364 [st. ann.] / 1365 [n. st.] janvier 24. s. l. 238
213. Les autorités de la ville de Fribourg, l'avoyer, le conseil et les habitants de Payerne renouvellent la combourgeoisie conclue entre les deux cités. 1494 mai 25. s. l.. . . 238

Les sources du droit

Chapitre 14: Rolle 239
214. *Louis II de Savoie, sire de Vaud, concède les franchises de Moudon aux habitants de la châtellenie et mandement de Mont. 1315 septembre 20. Nyon* 239
215. *Transaction entre Louis II de Savoie et Jean et Henri de Mont sur leurs différends relatifs au bourg neuf et mandement de Rolle, la construction s'étant faite sans leur accord, enfin octroyé moyennant un revenu annuel de 15 livres de terre. 1318 janvier 5. Yverdon* 239
216. *Arbitrage sur la juridiction de Rolle passé entre les sires de Mont et Louis II de Savoie, sire de Vaud. 1330 février 14. Lausanne* 240
217. *Guillaume de Grandson, seigneur de Sainte-Croix et Aubonne, affranchit les habitants de Mont-le-Grand, Rolle et Gilly des droits de pontenage sur l'Aubonne contre un demi-florin par feu payable en une seule fois. 1366 [st. nat.] mars 16. Aubonne* 241
218. *Concession du marché de Rolle. 1425 mars 22. Morges* 242
219. *Michel de Viry, sire de Rolle, confirme sur leur demande aux habitants de Rolle les franchises de Moudon octroyées à ceux de Mont en 1315. 1523 juillet 14. Rolle* 242
220. *Règlement de la boulangerie de Rolle, ainsi que des autres principaux commerces, suite à la concession par le duc Charles de Savoie d'un marché à Rolle le vendredi ainsi que deux foires franches. 1528 décembre 21. Rolle* 243
221. *Règlement de la boucherie de Rolle. 1533 mars 3. s. l. [Rolle]* 245
222. *Reconnaissance envers la communauté des fermiers de l'ohmgeld à Rolle. 1533 août 25. s. l. [Rolle]* 246
Chapitre 15: La Sarraz 246
223. *Aymon de La Sarraz promet à ses sujets de La Sarraz de les maintenir dans les usages, franchises et coutumes de Lausanne. 1363 mai 1er. La Sarraz* 247
Chapitre 16: Saint-Cergue 248
224. *L'abbé de Saint-Oyens de Joux concède des franchises au bourg de Saint-Cergue. 1357 mai 10. s. l.* 248
Chapitre 17: Sainte-Croix 252
224bis. *Amédée VIII confirme aux habitants de Sainte-Croix les franchises, usages et libertés concédées par les seigneurs antérieurs aux prudhommes et à toute la ville. 1396 septembre 13. Bourg-en-Bresse* 252
Chapitre 18: La Tour-de-Peilz 252
225. *Philippe de la Tour vend à Pierre de Savoie sa part de la Tour-de-Peilz, qu'il tenait des comtes de Genevois. 1250 [st. ann.] /1251 [n. st.] janvier. s. l.* 253
226. *Guillaume de Fruence cède tous ses droits à la Tour-de-Peilz à Pierre de Savoie, moyennant 30 livres de Lausanne. 1255 mai. Chillon* 253
227. *Plusieurs particuliers s'engagent à vendre certains biens-fonds au comte Philippe de Savoie pour lui permettre de construire une ville neuve à la Tour-de-Peilz. 1282 mai 24. La Tour-de-Peilz* 253
228. *Le comte Philippe de Savoie concède des franchises à la Tour-de-Peilz. 1282 mai 25. s. l.* 254
229. *Le comte Amédée V de Savoie précise les franchises de la Tour-de-Peilz en ce qui concerne la chevauchée, les fours, les moulins et la vente du vin. 1288 mars 31. La Tour-de-Peilz* 258
230. *Sentence du juge du Chablais en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz opposés à ceux de Montreux pour des droits de pacage. 1294 avril 18. La Tour-de-Peilz* . . 259
231. *Le comte Amédée V de Savoie complète les franchises de la Tour-de-Peilz après les avoir confirmées. 1294 septembre 15. Genève* 260
232. *Le comte Amédée V de Savoie ordonne à son châtelain de la Tour-de-Peilz de vérifier la teneur des franchises relatives aux toises et de respecter les règles ainsi déterminées. 1317 avril 10. Chambéry* 261

233. Le comte Edouard de Savoie ordonne à ses officiers de ne pas mettre les scellés sur les immeubles quand il y a des biens meubles suffisants à saisir. 1323 [st. nat.] février 20. Vevey 262
234. Le comte Edouard de Savoie confirme les droits d'usage des habitants de la Tour-de-Peilz dans les bois de Blonay. 1327 décembre 12. Morges 263
235. Le comte Aymon de Savoie engage son châtelain de la Tour-de-Peilz à respecter strictement les franchises des habitants. 1330 [st. nat.] janvier 26. Morges 263
236. Supplique des habitants de la Tour-de-Peilz au comte de Savoie. s. d. s. l.; [Antérieur au 27 février 1343, puisque l'acte suivant est la réponse comtale] . . . 264
237. Le comte Aymon maintient les droits de marché à la Tour-de-Peilz. 1343 [st. nat.] février 27. Chillon 264
238. Le comte Amédée VI de Savoie complète les franchises de la ville de la Tour-de-Peilz. 1346 avril 26. s. l. 265
239. Le comte Amédée VI de Savoie soumet à leur requête les habitants de la Tour-de-Peilz aux coutumes de Moudon à la place du droit écrit. 1348 [st. ann.] / 1349 [n. st.] janvier 30. La Tour-de-Peilz 266
240. Après avoir rétabli l'usage du droit écrit à la Tour-de-Peilz, le comte Amédée VI de Savoie maintient en vigueur les actes passés sous l'empire de la coutume de Moudon brièvement concédée. 1350 juillet 31. Le Bourget 267
241. Le comte Amédée VI de Savoie concède quelques droits aux habitants de la Tour-de-Peilz, après y avoir aboli l'usage de la coutume de Moudon. 1350 août 29. Le Bourget 268
242. Réversale du comte Amédée VI de Savoie à la suite d'une violation des franchises de la Tour-de-Peilz en matière de procédure criminelle. 1356 août 3. La Tour-de-Peilz 269
243. Le comte Amédée VI de Savoie renonce à la mainmorte sur ceux des habitants de la Tour-de-Peilz qui y étaient astreints. 1378 juin 8. Ripaille 270
244. Le comte Amédée VI de Savoie reconnaît la liberté personnelle des habitants de la Tour-de-Peilz, contestée par son châtelain, Antoine Champion. 1378 octobre 7. Villeneuve 270
245. Amédée VI renonce à nouveau à tout droit sur la succession et sur les biens des usuriers. 1382 [st. ann.] / 1383 [n. st.] janvier 6. Morges 273
246. Le comte Amédée VIII de Savoie confirme et ratifie les franchises de la Tour-de-Peilz à la demande des habitants et de leurs autorités. 1399 mai 30. Chambéry 274
247. Le comte Amédée VIII de Savoie ordonne aux habitants de Blonay de suivre la bannière de la Tour-de-Peilz. 1399 mai 31. Chambéry 274
248. Le comte Amédée VIII de Savoie transforme une aide due par feu en une contribution collective et forfaitaire. 1403 [st. nat.] février 2. Bourg[-en-Bresse] 275
249. Condamnés pour violation des ordonnances sur la monnaie, les habitants de La Tour-de-Peilz obtiennent du comte Amédée VIII la transformation des peines individuelles en une amende forfaitaire. 1407 juillet 13. Chambéry 276
250. Le duc Amédée VIII de Savoie confirme les franchises de la Tour-de-Peilz en enjoignant à ses officiers de les respecter. 1407 juillet 13. Chambéry 277
251. Après contestation, le comte Amédée VIII de Savoie décide que les habitants de Blonay doivent suivre la bannière de la Tour-de-Peilz en cas de guerre. 1410 juillet 17. Thonon 277
252. Les habitants de Blonay font la montrée d'armes sous la bannière de la Tour-de-Peilz. 1416 juin 21. La Tour-de-Peilz 278
253. Litige entre les syndics de la Tour-de-Peilz et un habitant de Blonay sur le droit de clore. 1429 mai 28. s. l. 279
254. Le duc Louis de Savoie confirme et ratifie les franchises de la Tour-de-Peilz à la demande des habitants et de leurs autorités. 1450 mars 10. 279

255. *Réversale en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont participé au don gratuit de joyeux avènement du duc Louis de Savoie. 1450 juillet 26.* 280
256. *Réversale du duc Louis de Savoie en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont contribué à la dot de la dauphine de Viennois. 1451 septembre 22. Villars* . . . 280
257. *Réversale du duc Louis de Savoie en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont contribué à la dot de Marguerite de Savoie après la décision des états de Vaud. 1457 mai 16. Chambéry* 280
258. *Au terme d'un procès contre un habitant de la ville, la Tour-de-Peilz est maintenue dans ses droits de pâturage par le conseil résident. 1458 août 14. Montmélian* . . . 280
259. *Les habitants de la Tour-de-Peilz s'étant acquittés de leur participation à une giète décidée par les États de Vaud, le duc Amédée IX reconnaît que cela n'entraîne aucune modification de leurs libertés et franchises. 1465 octobre 1er. Chambéry* . 283
260. *Le duc Amédée IX de Savoie confirme les franchises de la Tour-de-Peilz. 1465 octobre 1er. Chambéry* 283
261. *Le comte Amédée IX de Savoie échelonne le versement de l'aide due par les habitants de la Tour-de-Peilz lors de l'acquisition du comté de Villars. 1469 mars 9. Genève* 283
262. *La duchesse Yolande de Savoie, tutrice du duc Philibert, confirme et ratifie les libertés et franchises de la Tour-de-Peilz. 1474 mai 14. Aoste* 283
263. *Réversale de la duchesse Yolande de Savoie, tutrice du duc Philibert, en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont contribué aux frais du serment de fidelité à l'empereur, conformément à la décision des Trois États. 1474 mai 14. Aoste* 284
264. *Les habitants de la Tour-de-Peilz supplient le duc Charles de confirmer leurs franchises dont le texte écrit est en partie perdu. s. d. [Postérieur à 1476, peut-être 1508]. s. l.* 284
265. *Le duc Charles de Savoie confirme les libertés et franchises des habitants de la Tour-de-Peilz, dont la teneur a été précédemment précisée par une supplique de la ville. 1508 avril 10. Genève* 285
266. *Le duc Charles de Savoie accorde aux habitants de la Tour-de-Peilz le droit de percevoir une redevance sur le vin vendu en taverne afin de restaurer la ville. 1511 [st. nat.] mars 7. Genève*. 285
Chapitre 19: Vevey 286
267. *Rodolphe d'Oron concède des franchises à la ville neuve de Vevey. [circa 1240]. s. l.*. 287
268. *Le comte Rodolphe de Gruyère vend à Pierre de Savoie la moitié de l'avouerie de Vevey pour la somme de 420 livres de Lausanne. 1257 mai. s. l.* 289
269. *Pierre d'Oron, coseigneur de Vevey, complète les franchises de la ville. 1290 mai. s. l.*. 289
270. *Girard d'Oron vend au comte Amédée V de Savoie la moitié de la ville de Vevey pour la somme de 3200 livres de Lausanne. 1314 mai 8. Aigle* 290
271. *François de La Sarraz, coseigneur de Vevey, autorise la perception de taxes en vue de travaux d'utilité publique et la nomination de syndics pour leur gestion. 1356 mars, après le 25. s. l.* 290
272. *Jean de Blonay, coseigneur de Vevey, autorise la levée de certaines taxes au profit de la ville et la nomination de syndics pour leur gestion. 1356 avril 12. s. l.* 295
273. *Le comte Amédée VI de Savoie concède des foires à la ville de Vevey. 1358 février 20. Chambéry* 295
274. *Le comte Amédée VI de Savoie octroie à la ville de Vevey le droit de prélever à son profit certaines taxes afin de couvrir ses dépenses. 1361 avril 12. Evian* 296
275. *Le comte Amédée VI de Savoie concède des franchises à la ville de Vevey, afin d'uniformiser le statut des habitants sous sa seule autorité. 1370 juillet 7. Morges* 298
276. *Le comte de Savoie Amédée VI autorise la ville de Vevey à affecter temporairement certaines taxes à l'entretien des fortifications. 1376 février 5. Evian* 304

277. *Jean de Blonay procède à un échange avec le comte Amédée VI de Savoie auquel il donne sa juridiction à Blonay, sur les marchés, l'avouerie et la métralie de Vevey, Corsier et Saint-Saphorin contre le château et les dépendances d'Attalens. 1386 mai 30. Evian* 305
278. *Ordonnance du vice-châtelain et des bourgeois de Vevey sur la vente des denrées alimentaires au marché. s. d. [XVe s.]. s. l. [Vevey]* 305
279. *Le comte Amédée VIII de Savoie autorise la ville de Vevey à effectuer une imposition sur les céréales et la viande, dont le prix de vente est fixe, afin de pourvoir à l'entretien de ses fortifications. 1412 octobre 12. Morges* 306
280. *Le duc de Savoie Amédée VIII prolonge pour quatre ans le droit de la ville de Vevey à la perception de taxes spéciales sur les mesures, les céréales, la boucherie et le vin. 1421 octobre 10. Thonon* 306
281. *Le duc Louis de Savoie accorde aux Veveysans le transfert de la cour des appellations de Villeneuve à Vevey. 1454 février 18. Thonon* 306
Chapitre 20: Villeneuve 307
282. *Le comte Thomas de Savoie concède des franchises à Villeneuve. 1214 avril. Chillon* 307
283. *Le comte Amédée V de Savoie complète les franchises de Villeneuve. 1287 décembre 23. Chillon* 310
284. *Le comte Amédée V de Savoie concède des privilèges aux habitants de Villeneuve. 1294 septembre 29. Le Bourget* 311
285. *Le comte Amédée V de Savoie exonère les habitants de Villeneuve des droits de pontenage à Aigle. 1315 juin 3. Chillon* 312
286. *Le comte Aymon rend une ordonnance contre les Juifs et les Lombards en faveur des habitants de Villeneuve. 1332 janvier Ier [st. nat.]. Genève* 313
287. *Le comte Amédée VI de Savoie concède aux habitants de Villeneuve une nouvelle réglementation de la vente du poisson. 1346 [st. nat.] février 27. Chambéry* 315
288. *Sentence des commissaires du comte Amédée VI après les violences perpétrées contre les Juifs à Villeneuve. 1350 juin 18. Villeneuve* 316
289. *Supplique des habitants de Villeneuve au comte de Savoie sur un partage de bois, les émoluments de justice et le respect des franchises. Réponse comtale.*
a) s. d. [avant 1346 avril 21.] s. l. 318
b) 1346 avril 21. Chillon 318
290. *Participation des habitants de Villeneuve au jugement des délinquants. 1364 novembre 10. Villeneuve* 319
291. *Les habitants de Villeneuve ont le droit de percevoir certaines redevances au profit de la communauté. 1369 septembre 10. [Villeneuve]* 320
292. *Le comte Amédée VI concède des franchises supplémentaires à Villeneuve. 1379 mai 18. Ripaille* 321
293. *Amédée VIII ordonne à ses officiers de respecter les franchises de Villeneuve. 1407 avril 1er. s. l.* 321
294. *Ordonnance du lieutenant baillival du Chablais au sujet des pêcheries de Villeneuve. 1425 / 1426 [n. st.] mars 1er. A l'embouchure du Rhône* 322
Chapitre 21: Yverdon 323
295. *L'évêque de Lausanne Jean de Cossonay concède à Pierre de Savoie le marché de la ville d'Yverdon. 1260 mai 27. Chillon* 323
296. *L'évêque de Lausanne Jean de Cossonay concède au châtelain et aux bourgeois d'Yverdon une foire annuelle à la Saint-Michel (29 septembre) et pendant les deux jours suivants. 1264 septembre. Lausanne* 323
297. *Transaction entre Louis 1er de Savoie, sire de Vaud, et Gauthier de Montfalcon, déterminant les droits respectifs des habitants d'Yverdon et de Montagny en matière de pâturages, de moulins et de navigation sur le lac. 1300 octobre 29. Yverdon* 324

298. Louis II de Savoie, sire de Vaud, fixe les limites des franchises d'Yverdon, octroie à la ville les franchises de Moudon et crée un droit de laud sur les ventes immobilières. 1343 mai 18. Yverdon 324
299. Guillaume de Namur et Catherine de Savoie confirment les franchises d'Yverdon telles qu'elles ont été concédées par leurs prédécesseurs. 1352 juin 15. s. l. 325
300. Réversale en faveur de la communauté d'Yverdon, qui a octroyé une aide militaire au comte de Savoie Amédée VI. 1361 [st. ann.] / 1362 [n. st.] mars 3. Moudon . . . 325
301. Réversale du comte Amédée VI en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a octroyé un don gracieux de 300 florins lors de la visite de l'empereur Charles IV. 1365 novembre 5. Morges 325
302. Le comte Amédée VII de Savoie confirme les franchises d'Yverdon et reçoit le serment de fidélité des habitants de la ville. 1384 juillet 7. Yverdon 326
303. Sentence du bailli de Vaud déclarant les habitants de Chavornay du ressort d'Yverdon dont ils doivent suivre la bannière en cas de guerre. 1384 octobre. s. l. 327
304. Réversale de Bonne de Bourbon, comtesse de Savoie, au profit de la ville d'Yverdon qui a accordé une aide militaire lors de la guerre contre les Valais. 1387 septembre 18. Ripaille 328
305. Réversale du comte Amédée VII de Savoie en faveur des hommes d'Yverdon qui lui ont gracieusement octroyé leur aide militaire. 1387 octobre 12. Sion 329
306. Réversale du comte Amédée VII en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a octroyé un don gracieux de 50 florins d'or. 1390 mars 25. Ripaille 329
307. Réversale du comte Amédée VII en faveur d'Yverdon qui lui accorde une aide militaire pour lutter contre les Valaisans. 1391 septembre 23. Lausanne 329
308. Le comte Amédée VIII de Savoie confirme les franchises d'Yverdon et reçoit le serment de fidélité des habitants de la ville et de la châtellenie. 1398 décembre 22. Yverdon 329
309. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a accordé un don gracieux de 180 écus d'or lors de son entrée dans la ville. 1399 janvier 17. Yverdon 330
310. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a octroyé une aide de 450 florins lors de la visite du roi des Romains Sigismond. 1414 septembre 10. Genève 330
311. Louis de Savoie, lieutenant général du duché de Savoie, confirme les franchises d'Yverdon, dont les habitants lui ont concédé 200 livres. 1437 août 24. Thonon . . 330
312. Après l'arrestation et la détention d'un des leurs, les habitants d'Yverdon affirment que le procédé est contraire à leurs franchises. 1459 juillet 11. s. l. 330
313. Ordonnance des nobles et bourgeois d'Yverdon sur le marquage, la fabrication et le commerce des draps. 1465 mars 13. s. l. [Yverdon] 331
314. Jacques de Savoie, comte de Romont, confirme les franchises d'Yverdon et les habitants lui prêtent serment. 1468 juin 10. Yverdon 334
315. Le duc Philibert de Savoie exempte la ville d'Yverdon de tout subside pendant six ans afin de favoriser sa reconstruction après les ravages causés par le passage des confédérés. 1480 juillet 13. Chambéry 334
316. Les habitants d'Yverdon ont le droit de désigner chaque année le roi des arquebusiers, qui bénéficie de certains privilèges. 1515 novembre 8. Genève 335
317. Réversale du vice-châtelain d'Yverdon qui a arrêté un homme sans clame préalable. 1527 octobre 30. Yverdon 335

TROISIÈME PARTIE: Le droit des habitants des seigneuries rurales 336
Chapitre 1: Les terres vaudoises de la maison de Gruyère. Rougemont 336
318. Usages relatifs aux pâturages de Rougemont. 1340 [a. st.] /1341 [n. st.] mars 2. s. l. 339

319. Le comte Pierre de Gruyère affranchit de la taille les habitants de la châtellenie de Château-d'Oex. 1341 août. s. l. 339
320. Jean de Gruyère affranchit les habitants de Rossinière et Cuves de la taille. 1341 [st. ann.] / 1342 [n. st.] février 1er. s. l. 341
321. Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, affranchit ses hommes de Flendruz et terres voisines de la taille. 1341 / 1342 [n. st.] février 1er. s. l. 343
322. Malgré des extentes récentes, le comte Rodolphe de Gruyère, maintient les habitants de Rossinière dans leur statut traditionnel. 1377 [st. ann.] / 1378 [n. st.] février 23. s. l. 344
323. Le comte Rodolphe de Gruyère affranchit les habitants de Rossinière et Cuves d'une redevance en blé et d'une corvée de charroi. 1381 septembre 15. s. l. 346
324. Rodolphe de Gruyère, sire de Montsalvens, affranchit de la mainmorte les habitants de Château-d'Oex. 1388 décembre 4. s. l. 347
325. Le comte Rodolphe de Gruyère affranchit les habitants de Rossinière et Cuves de la mainmorte. 1388 novembre 2. s. l.; 1388 décembre 4. s. l. 349
326. Le comte Rodolphe de Gruyère affranchit les habitants de Rougemont de la mainmorte mobilière. 1396 mai 30. s. l. 352
327. Le comte Rodolphe de Gruyère et son fils Rodolphe, sire de Vaulgrenant, maintiennent les habitants de Rossinière dans leurs aniens droits, malgré de nouvelles extentes. 1396 décembre 20. s. l. 355
328. Des habitants de Rougemont reconnaissent devoir un cens annuel au prieur dudit lieu en raison de l'affranchissement dont ils ont bénéficié. 1456 [st. ann.] / 1457 [n. st.] janvier 3. s. l. 355
329. Les habitants de Rossinière et Cuves désignent 6 représentants pour gérer leurs pâturages. 1457 février 19. Rossinière 356
330. Le prieur de Rougemont, frère Jean Cuendod, reconnaît avoir reçu, par l'intermédiaire de Nicod Rossier, Thorin de la Tannaz, Pierre Brecton et Pierre Mermet de la Saucza, représentant les habitants de Rougemont et Flendruz, 800 livres en raison de leur affranchissement. 1463 [st. nat. = n. st.] janvier 16. s. l. 358
331. Lettre réversale de Jean de Gruyère en faveur des habitants de Rossinière qui ont participé aux guerres de Bourgogne. 1475 [st. ann.] / 1476 [n. st.] mars 8. s. l. 359
332. Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, allège le régime des vendes en les remplaçant par une redevance fixe, en faveur des habitants de Rossinière. 1476 [st. ann.] / 1477 [n. st.] février 25. s. l.; 1476 [st. ann.] / 1477 [n. st.] mars 10. s. l. . . . 360
333. Serment du prieur de Rougemont à ses sujets. 1482 novembre 3. Rougemont 363
334. Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, confirme les hommes de Rossinière dans leurs franchises, après une violation de leurs règles de procédure. 1488 octobre 6. s. l. 365
335. Serments réciproques du nouveau comte Jean de Gruyère et des habitants de Château-d'Oex. 1500 mai 25. Château-d'Oex 366
336. Le comte Jean de Gruyère affranchit les habitants de Château-d'Oex des vendes. 1500 mai 25. 368
337. Le comte Jean de Gruyère, lors de sa prise de pouvoir, requiert le serment de ses sujets de Rougemont et, après leur prestation, jure d'être un bon seigneur. 1500 mai 24. Rougemont 369
338. Les habitants de Rougemont réunis décident qu'il est interdit aux membres de la confrérie du Saint Esprit de vendre un bien de la confrérie, le but des aumônes étant de constituer un patrimoine stable. 1515 mai 29. s. l. 370
339. La communauté de Rougemont réunie en assemblée plénière décide l'interdiction des jeux, prohibe le recours aux tribunaux ecclésiastiques pour dettes de vin ou repas et annulle les contrats passés sans l'accord du chef de famille. 1516 juin 22. s. l. 370

340. *Réunis à l'instigation du métral du prieuré de Rougemont, les habitants du dit lieu décident que si un homme de Rougemont ou d'un autre lieu, mais demeurant à cet endroit, refuse de payer sa part des intérêts annuels des dettes de la communauté, une partie de ses biens peut être vendue par les délégués de la communauté désignés spécialement à cet effet. 1521 mai 26. s. l.* 372
341. *Les habitants de Rougemont modifient le droit des tutelles. 1520 [st. an.] / 1521 [n. st.] février 3.* 372
342. *Le comte Michel de Gruyère requiert le serment de ses sujets de Rougemont et, après leur prestation, jure d'être un bon seigneur. 1539 décembre 13. Rougemont* 373
Chapitre 2: Romainmôtier et sa terre 374
Paragraphe 1: Romainmôtier 375
343. *Plaict général de Romainmôtier. 1266 septembre 14. Romainmôtier* 375
344. *Convention entre le comte Philippe de Savoie et le prieur de Romainmôtier sur leurs droits et obligations respectifs à Romainmôtier et dans la châtellenie des Clées. 1272 septembre 4. s. l.* 379
345. *Louis Ier de Savoie, sire de Vaud, s'engage à respecter les droits du prieur de Romainmôtier. 1286 octobre. s. l.* 381
346. *a) Arbitrage du bailli de Vaud et du châtelain d'Yverdon entre Louis Ier sire de Vaud et le couvent de Romainmôtier au sujet de l'admission des hommes du couvent dans la ville franche de Morges. 1293 [st. nat.] février 27 ou 1294 [st. an] mars 19. s. l.* 382
b) Notification du présent arbitrage. 1294 août 26. Les Clées 384
347. *Réversale de Louis II de Savoie, sire de Vaud, en faveur du couvent de Romainmôtier à la suite d'un don de dix livres fait par les habitants de Bursins. 1314 [st. nat.] mars 4. Pierre-Châtel (Ain)* 384
348. *Louis II de Savoie, sire de Vaud, concède marchés et foires à Romainmôtier. 1333 juin 9. Prangins* 385
349. *Louis II de Savoie, sire de Vaud, ratifie les accords et engagements de 1272 et 1286, puis les renouvelle. 1329 mai. s. l.* 387
350. *Réversale d'Isabelle de Chalon, dame de Vaud, au profit des habitants de la pote de Romainmôtier qui ont effectué par pure bonne grâce le transport des pierres nécessaires au château de Morges. 1340 juin 8. Rue* 388
351. *Réversale de Louis II de Savoie, sire de Vaud, en faveur des habitants de Romainmôtier qui lui ont concédé par bonne grâce un don de 100 livres. 1342 [st. nat.] février 9. s. l.* 388
352. *Accord entre le prieur de Romainmôtier et ses sujets au sujet du marché et des foires. 1356 mars 29. Romainmôtier* 389
353. *Réversale du prieur de Romainmôtier Arthaud Alamandi en faveur de ses sujets de Romainmôtier, Envy et Juriens, qui ont contribué par pure bonne grâce au rachat de Vufflens-la-ville. 1359 avril 27. s. l.* 390
354. *Les habitants de la pote de Romainmôtier ne sauraient être gages pour les dettes des religieux. Supplique et réponse d'Amédée VI.*
a) s. d. s. l. 390
b) 1365 février 22. Morges 391
355. *Sentence arbitrale du comte Amédée VI de Savoie dans un différend opposant le prieur et le couvent de Romainmôtier à Galeas de Viry, agissant en son nom et pour le compte de noble dame Luce de Baulmes, dame de Mont, sa mère, au sujet de l'exercice des droits de juridiction sur les habitants des villages de Bursins et de Vernay, ainsi que leurs biens. 1375 [st. nat.] mars 9. Morges* 391
356. *Réversale du prieur de Romainmôtier au profit de ses sujets de Romainmôtier qui ont travaillé dans ses vignes de Bursins par pure bonne grâce. 1377 mars 27. s. l.* 392
357. *Election et charges des gouverneurs de la communauté. 1387 juin 2. s. l.* 392

358. Le prieur de Romainmôtier affranchit ses sujets de la mainmorte sur les armes. 1393 décembre 12. s. l. 394
359. Le prieur Jean de Seyssel et les prud'hommes de Romainmôtier édictent un règlement sur les cours de justice. 1403 [st. ann.] / 1404 [n. st.] février 25. s. l. 395
360. Enumération des droits du comte de Savoie à Romainmôtier. 1405 août 1er. Romainmôtier 397
361. Après enquête, les hommes de la pote de Romainmôtier sont déclarés exempts de toute obligation de payer les péages à Orbe. 1410 juin 16. s. l. 400
362. Romainmôtier est exempté du subside imposé aux habitants du bailliage de Vaud en tant que sujets du duc de Savoie. 1485 octobre 25. Genève 401
363. Les hommes du prieuré de Romainmôtier ne peuvent être assignés à Genève.
a) s. d. s. l. 401
b) 1489 décembre 19. Genève 402
364. La coutume doit être respectée à Romainmôtier pour le prélèvement du droit d'aumône.
a) s. d. s. l. 403
b) 1492 août 31. Turin 403
365. Condition des habitants de Romainmôtier. Mémoire du commissaire Aymonet Pollens. s. d. [fin du XVe siècle] s. l. 404
366. Reconnaissance générale des usages de la terre de Romainmôtier. 1497 [st. ann.] / 1498 février 7. Bretonnières; 1497 [st. ann.] / 1498 février 7. Premier; 1498 [st. ann.] / 1499 janvier 14. Juriens; 1499 octobre 14. Romainmôtier; 1499 novembre 16. Croy; 1499 novembre 26. Agiez; 1499 novembre 28. Bofflens; 1499 décembre 17. Arnex; 1499 décembre 30. Vaulion 404
367. Liste des francs de la terre de Romainmôtier. Fin du XVe siècle. s. l. [Romainmôtier] 414
Paragraphe 2: Apples 417
368. Arbitrage fixant les charges des habitants d'Apples au profit de Romainmôtier. 1293 juin. s. l. 417
369. Plaict général d'Apples. 1327 mars [st. an.] / 1328 mars avant le 25 [n. st.]. s. l.; 1355 janvier. Apples 419
Paragraphe 3: La Praz 424
370. Reconnaissance des habitants de la Praz au profit du prieur et du couvent de Romainmôtier. 1330 novembre. s. l. 424
371. Le territoire du village de La Praz n'est pas mainmortable. 1435 février 9. s. l. . . 426
Paragraphe 4: Vallorbe 428
372. Enquête sur les charges imposées aux habitants deVallorbe. 1308 décembre. s. l.. 428
373. Jean de Seyssel, prieur de Romainmôtier, affranchit les habitants de Vallorbe de la taillabilité. 1403 décembre 10. s. l. 429
374. Confirmation et rénovation du ressort de la franchise de Vallorbe. 1488 [st. nat.] février 14. Vallorbe. 431
375. Coutume et usages de Vallorbe. 1530 mars 9. s. l. 433
Chapitre 3: Les autres seigneuries 436
Paragraphe 1: Arzier 437
376. Franchises d'Arzier. 1304 juin 14. s. l. 437
Paragraphe 2: Ballaigues et Lignerolle 441
377. Partage des droits de juridiction à Ballaigues et Lignerolle entre Louis de Savoie, sire de Vaud, et Hugues de Champvent, sire de la Mothe. 1325 mai 24. s. l. 442
Paragraphe 3: Bassins 444
378. Transaction entre Jean, seigneur de Prangins, et Gaucher, prieur de Payerne, au sujet de leurs droits respectifs sur les hommes et le prieuré de Bassins. La transaction est confirmée en 1317 par Louis II de Savoie, sire de Vaud. 1277 juin 25. Viry 444

379. *Les habitants du village de Bassins sont du ressort de la ville de Payerne, moyennant la sauvegarde des droits de justice de l'abbé. 1508 octobre 18. s. l.* 446
380. *Le baron Amédée de Viry vend au duc Charles de Savoie ses droits de juridiction à Bassins et sur certaines possessions de l'abbaye de Payerne pour le prix de 900 florins de Savoie. 1514 mai 2. Genève* 446
Paragraphe 4: Baulmes 446
381. *Réversale du comte Amédée VI en faveur des habitants de Baulmes qui lui ont octroyé un subside gracieux de 10 florins par feu. 1368 mai 15. Chambéry* 447
382. *Combourgeoisie des villes de Baulmes et des Clées. 1375 [st. ann.] / 1376 [n. st.] mars 9. s. l.* 448
383. *Réversale du bailli de Vaud en faveur du prieur de Payerne et de certains de ses sujets de Baulmes qui ont combattu en Valais sous la bannière de Moudon. 1384 septembre 6. s. l.* 449
384. *Combourgeoisie entre les autorités de Sainte-Croix et des hommes de Baulmes. 1396 [st. nat.] février 22. s. l.* 450
385. *Franchises et coutumes de Baulmes d'après la confirmation du prieur de Payerne, Jacques de Montmajour. 1402 janvier 10. Payerne [Confirmation]* 451
386. *Partage des pâturages communs entre les habitants de Baulmes par les soins des autorités locales. 1432 novembre 2. s. l. [Baulmes]* 458
387. *Renouvellement des obligations militaires des habitants de Baulmes sur la base d'anciennes dispositions. 1441 [sans doute st. ann.] / 1442 [n. st.] mars 3. Baulmes [pour les hommes de Baulmes]; 1443 juillet 18. Payerne [pour le prieur et couvent de Payerne]* 459
388. *Annulation de la combourgeoisie de Baulmes et des Clées. 1462 mars 28 et juin 12. s. l.* 462
389. *Jean-Louis de Savoie autorise les habitants de Baulmes à user d'une marque pour le drap qu'ils tissent. 1464 février 4. Genève* 463
390. *Jean-Louis de Savoie, abbé commendataire de Payerne, confirme les franchises de Baulmes. 1473 juin 24. Genève* 464
391. *Jean-Louis de Savoie, abbé commendataire de Payerne, prend les habitants de Baulmes et leurs biens sous sa sauvegarde. 1474 novembre 24. Genève* 466
392. *Serments réciproques du représentant de l'abbé de Payerne et des autorités de Baulmes. 1484 mai 23. Baulmes* 467
Paragraphe 5: Belmont 467
393. *Louis de Cossonay, lieutenant général du comte de Savoie en deçà des monts, libère Pierre d'Orsens et les habitants du village d'Orzens de l'obligation de ressort à Belmont. 1393 août 27. Belmont* 468
394. *Réversale du duc Amédée VIII de Savoie en faveur du village et du ressort de Belmont qui lui ont octroyé une aide gracieuse à l'occasion du mariage de sa fille Marie, duchesse de Milan. 1428 septembre 2. Morges* 468
Paragraphe 6: Bex 468
395. *Le lieutenant du bailli de Chablais et Genevois interdit aux habitants d'Ollon l'usage des pâturages d'Anzeindaz réservés aux seuls habitants de Bex. 1298 juin 17. Saint-Maurice* 469
396. *La communauté de Bex désigne neuf jurés chargés de procéder à l'inspection des chemins et pâturages. 1438 juillet 21. Bex* 470
397. *Ordonnances des coseigneurs de Bex sur la boucherie et le commerce de la viande à Bex. 1438 août 2. Bex* 471
Paragraphe 7: Blonay 472
398. *Georges de Blonay affranchit ses taillables de Blonay. 1478 août 20. Blonay* 473
Paragraphe 8: Bursinel 475
399. *Aymon, coseigneur de La Sarraz, tranche le litige opposant les habitants de Rolle, de Mont, de Germagny, de Hautecour et Perroy aux nobles et prudhommes de Bursinel au sujet de pâturages. 1405 [st. ann.] / 1406 [n. st.] mars 17. Bursinel* 475

Paragraphe 9: Bursins 476
400. *Le comte Amédée VI de Savoie tranche un litige entre Henri de Sévery, prieur de Romainmôtier, et Galeas de Viry, ainsi que Luce de Baulmes sa mère, seigneurs de Mont, au sujet des droits de juridiction à Bursins. 1375 [st. nat.] mars 9. Morges.* 477
Paragraphe 10: Chavornay 477
401. *Guillaume de Namur, sire de Vaud, et Pierre de Goumoëns transigent au sujet des droits de juridiction à Chavornay: le sire de Vaud aura le mère empire et la haute justice alors que Pierre de Goumoëns possédera le mixte empire et exercera la basse justice. 1358 [st. nat.] février 7. s. l.* 478
Paragraphe 11: Cudrefin 478
402. *Concession du marché de Cudrefin par la duchesse-régente Blanche. 1495 mars 17. Turin* 478
Paragraphe 12: Genolier 479
403. *Guy de Mont affranchit les habitants de Genolier contre un cens annuel. 1221 septembre 15. s. l.* 480
Paragraphe 13: Gingins 480
404. *Avec l'accord des membres de la famille noble de Gingins, l'abbé de Bonmont associe Louis de Savoie à l'exercice de divers droits seigneuriaux dans le village de Gingins. 1318 mars. s. l.* 481
Paragraphe 14: Grandcour 484
405. *Louis Ier de Savoie, sire de Vaud, octroie aux habitants de Grandcour les coutumes et franchises de Moudon. 1293 avril. Les Clées* 485
406. *Pierre de Beaufort représentant François de Compey, sire de Prangins, vend au duc Charles de Savoie le château et le mandement de Grandcour pour la somme de 2200 écus d'or. 1522 juillet 18.* 485
Paragraphe 15: L'Isle 486
407. *Louis de Cossonay concède à la communauté de L'Isle l'ohmgeld perçu jusque-là à son profit. 1324 novembre 15. s. l.* 486
408. *Jean de Cossonay concède à la communauté de L'Isle la messeillerie et tous les droits qui lui sont attachés. 1364 juin 9. s. l.* 486
409. *Amédée VIII confirme les libertés et franchises de Cossonay et de la châtellenie de Cossonay et de L'Isle. 1414 septembre 11. Genève* 487
410. *Amédée VIII concède aux habitants de L'Isle les franchises de Cossonay dans leur teneur de 1398 moyennant la somme de 400 florins petit poids. 1431 juin 2. Thonon* 487
411. *Barthélémy de La Sarraz, seigneur de La Sarraz et de L'Isle, confirme les libertés et franchises de L'Isle. 1502 avril 11. s. l.* 487
Paragraphe 16: Montreux 487
412. *L'évêque de Sion, Boniface, vend avec l'accord de son chapitre la vidamie de Montreux au profit de Girard d'Oron, chantre de Lausanne et doyen de Valère. 1295 avril 6.* 488
413. *François de La Sarraz et Marie d'Oron libèrent leurs hommes de Chailly de leurs obligations d'aide moyennant leur rachat pour 300 livres. 1355 octobre. s. l.* 488
414. *Le comte Amédée VI de Savoie confirme, sans les détailler, les coutumes des habitants de Montreux et les maintient dans les coutumes de Vevey. 1377 juin 11. Vevey* 489
415. *Amédée VI, comte de Savoie, et R[odolphe] de Langins, tuteur de Nicod et Aymon de La Sarraz, coseigneurs de Montreux passent un accord fixant les droits de chaque partie. 1379 juin 2. Morges* 489
416. *François d'Oron donne le château d'Oron et tous ses droits dans le mandement d'Attalens au comte de Savoie Amédée VI qui lui concède en fief le château de Montreux et tous les droits qui y sont attachés. 1380 avril 9. Morges* 490
417. *Jean de Gingins concède à ses sujets de Montreux le droit d'établir des syndics, jurés et mesureurs du vin. 1440 octobre 6. Chailly [pour Jean de Gingins]; 1441 juillet 27. Verceil [pour Marguerite de La Sarraz, son épouse]* 491

418. *Confirmation des franchises de Montreux par le duc Louis de Savoie. 1449 mars 4. Lausanne* 493
419. *Jean, sire de Divonne, Gingins, Belmont et du Châtelard concède des franchises à la paroisse de Montreux. 1456 juillet 22. Chailly et 1457 avril 19. s. l.* 495
420. *Réversale de Jean de Seyssel, lieutenant du duc de Savoie, en faveur des habitants de Montreux qui, donnant suite à une décision des états de Savoie, ont octroyé par pure grâce une aide financière au duc, à l'occasion de son accession au trône de Chypre. 1459 juillet 23. Chambéry.* 500
Paragraphe 17: Ollon 501
421. *Transaction entre les habitants d'Aigle et d'Ollon au sujet de différents territoires litigieux. 1267 juin 19. Chalex* 501
422. *Deux commissaires du comte Amédée VI de Savoie bornent des pâturages litigieux entre les habitants des Ormonts et ceux d'Ollon. 1365 août 25. Les Ormonts* 503
423. *Les habitants de Bex et Ollon en conflit au sujet du cours de la Gryonne sont condamnés à des astreintes réciproques par le bailli du Chablais au terme d'une longue procédure. 1435 novembre 28. Glarier de la Gryonne* 503
424. *A la requête des habitants d'Ollon, Louis de Savoie, lieutenant général du duc Amédée VIII, leur donne des prérogatives nouvelles sur les pâturages. 1436 octobre 3. Thonon* 504
425. *Sentence rendue entre les communautés de Bex et d'Ollon au sujet de la Gryonne. 1439 juin 3. s. l.* 505
Paragraphe 18: Les Ormonts 506
426. *Guy de Saillon cède son château et ses possessions de Saillon au comte Thomas de Savoie qui lui octroie des terres et des droits dans la vallée des Ormonts et une maison à Saint-Triphon. s. d. [vers 1231–1232, av. 1233]. s. l.* 506
427. *Jacques de Saillon affranchit ses hommes d'Ormont-Dessus. 1277 septembre. s. l.* 507
428. *Jacques de Saillon affranchit ses hommes des Ormonts moyennant un cens annuel, l'aide aux quatre cas et la promesse de demeurer fidèles en ne prenant aucun autre seigneur ni protecteur sans son consentement. 1279 juillet 2. s. l.* 508
429. *Le comte de Savoie reconnaît les droits des sires de Pontverre aux Ormonts. 1321 novembre 14. Evian* 508
430. *Le comte Amédée VI de Savoie confirme les franchises accordées aux habitants de la vallée des Ormonts, moyennant une aide de 11 livres à l'occasion du mariage de sa fille. 1349 décembre. [illisible]* 510
431. *Amédée et Michel de Vallèse, coseigneurs des Ormonts, confirment à leurs sujets l'affranchissement des droits de lauds et vendes. 1425 août 31. Peulo [?], diocèse d'Aoste* 510
432. *François et Antoine de Vallèse, coseigneurs des Ormonts, octroient à leurs sujets deux foires annuelles au Sépey, avec franchise des vendes. 1441 septembre 20. Aigle* 510
Paragraphe 19: Oron et Rogivue 511
433. *Amédée de Viry et Antoine de Hauteville, seigneurs d'Oron garantissent leurs franchises et libertés à leurs sujets de Rogivue et du mandement d'Oron. 1407. s. l.* 511
Paragraphe 20: Oujon 512
434. *Jean Ier de Prangins concède aux habitants d'Oujon le droit de vendre et acheter des marchandises librement à Nyon sans être astreints au paiement des vendes. 1211 mai 16. Prangins* 512
Paragraphe 21: Ropraz 512
435. *Guillaume Leroux de Goumoëns accorde des droits dans certains bois du Jorat aux habitants de Ropraz. 1234. s. l.* 513
Paragraphe 22: Suchy 513
436. *Othon de Grandson affranchit le village de Suchy de diverses charges. 1367 septembre 4. s. l.* 513

437. *Le duc Amédée VIII de Savoie confirme les droits concédés par Othon de Grandson, après les tentatives prouvées indues de son commissaire Mermet Cristine. 1432 novembre 23. Thonon* 515
Paragraphe 23: La Vallée de Joux 515
438. *François de La Sarraz vend à Louis II de Savoie, sire de Vaud, tous ses droits à la vallée de Joux. 1344 avril 24. s. l.* 516
Paragraphe 24: Vernay 517
439. *Charges des habitants de Vernay au profit d'Humbert de Thoire et Villars. 1290 février 14. s. l.* 517

ADDENDA 519
162bis. *Jaquette de Grandson, dame d'Orbe, jure de respecter les franchises de la ville d'Orbe, conformément aux coutumes de Moudon. 1353 février 6. s. l.* 519
298bis. *A l'occasion d'une réversale, Louis II de Savoie, sire de Vaud, confirme à la communauté d'Yverdon l'usage des franchises de Moudon. 1328 février. s. l.* 519
412bis. *Louis de Chalon accorde des franchises à Montagny. 1428 janvier 29. Orbe* 519

Avant-propos

Ce troisième volume des Sources du droit du canton de Vaud vient fort heureusement compléter celui paru en 1977 déjà et consacré aux droits seigneuriaux et franchises municipales de Lausanne et des terres épiscopales (SDS VD B I). Préparé il y a plusieurs années déjà par Danielle Anex-Cabanis, Professeur à l'Université des sciences sociales de Toulouse, il a été entièrement collationné et mis au point pour la publication par Dominique Reymond, licenciée ès lettres, que nous remercions pour sa précieuse collaboration. Les frais de publication ont été totalement couverts par les Fondations Edouard Fleuret et Marcel Regamey, à Lausanne, et la Emil Welti Stiftung, à Berne. Nous exprimons ici notre gratitude pour leur appui, qui nous a dispensé de solliciter pour ces frais le Fonds National Suisse de la Recherche scientifique, lequel a contribué au financement de la recherche initiale.

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du pays de Vaud antérieure à la conquête bernoise et, plus généralement, des libertés et franchises médiévales, ce volume va remplacer celui publié en 1872 par François Forel sous le titre «Chartes communales du pays de Vaud dès l'an 1214 à l'an 1527» (MDR XXVII). Mais il va beaucoup plus loin que son prédécesseur. En effet, alors que Forel publiait 118 actes, on en trouvera ici 439, dont de nombreux jusque là inédits. C'est le résultat d'un dépouillement presque exhaustif des archives cantonales et communales. Ont été retenus non seulement les chartes de franchises et leurs confirmations, mais d'autres actes, en particulier des reconnaissances et ordonnances, qui nous renseignent sur les rapports entre les Vaudois, les princes de Savoie et autres détenteurs de droits seigneuriaux. En effet après une première partie consacrée aux franchises de l'ensemble du pays soumis au pouvoir savoyard, la deuxième – de loin la plus importante – traite des libertés municipales, c'est-à-dire des bourgs du pays, qu'ils dépendent des princes de Savoie ou d'autres seigneurs, et la troisième des seigneuries dite rurales, à commencer par les terres vaudoises des comtes de Gruyère, puis de la «pôté» de Romainmôtier, enfin d'autres seigneuries disséminées à l'intérieur des frontières actuelles du canton. On notera à ce propos que l'ouvrage précité de Forel englobait des seigneuries autrefois vaudoises et aujourd'hui fribourgeoises, telles Châtel Saint-Denis, Corbières, La Roche, Romont, Rue et Vaulruz, pour lesquelles il demeurera utile jusqu'à ce que les Sources du droit du canton de Fribourg prennent la relève. Ajoutons que villes et seigneuries ont été rangées dans l'ordre alphabétique, et non chronologique comme l'avait fait Forel, ce qui facilitera les recherches consacrées à un lieu déterminé.

Ayant déjà consacré plusieurs études, seul ou avec Danielle Anex-Cabanis, aux libertés et franchises, nous ne reviendrons pas ici sur la nature et le champ d'application de celles-ci. On trouvera d'ailleurs une brève introduction historique en tête de chaque chapitre. Nous voudrions simplement souligner qu'elles concernent non seulement le pouvoir seigneurial et les libertés publiques, mais

le droit privé, la vie économique et sociale, bref toute la réalité médiévale envisagée sous l'angle normatif trop souvent méconnu. C'est dire l'apport précieux que représentera la présente publication pour tous les historiens de ce pays.

Pour la Fondation des sources du droit
Jean-François Poudret

Introduction générale

Dès le début du XIIème siècle, le pays de Vaud sort de sa torpeur rurale et, avec un peu de retard sur la France voisine, les villes prennent leur essor. A côté de la cité épiscopale et du bourg de Lausanne, Payerne, Moudon se développent, sont ceints de murailles. La renaissance économique favorise la croissance de noyaux urbains anciens sis sur les principaux axes de communication quand elle n'est pas à l'origine de véritables créations. Ainsi Orbe et Vevey retrouvent-elles une activité importante, tandis que se développent de nouvelles bourgades, telle Villeneuve ou plus tard Morges et Rolle. En effet tous les dominants de l'époque, qu'ils soient laïques ou ecclésiastiques, prennent conscience de l'intérêt vital des villes, aussi bien au plan financier, économique que stratégique. Ainsi Morges se veut-elle le contre-poids de Saint-Prex qui est terre capitulaire ou Yverdon des bourgs des Grandson et Monfaucon.

Ces communautés, qui demeurent quantitativement modestes au cours de tout le moyen âge, sont progressivement dotées de franchises, dont le développement connaît fréquemment plusieurs étapes: la protection des personnes et de leurs biens, la sécurité des marchands et quelques avantages économiques constituent la base générale de tous les statuts connus. S'y ajoutent peu à peu des garanties judiciaires, la consécration d'une certaine autonomie locale, la garantie d'une certaine rigueur et équité fiscales.

A l'aube du XIIIe siècle, la situation des «Vaudois» est juridiquement très diverse: si nous laissons de côté les sujets de l'évêque et du chapitre de Notre-Dame de Lausanne, dont la situation a déjà fait l'objet d'un précédent volume (SDS VD B1), ils sont tous les sujets médiatisés, donc lointains, de l'empereur romain-germanique. Cette mouvance est absolument factice, la réalité du pouvoir étant exercée par une multitude de seigneurs, de rangs et de pouvoirs très variables, aussi bien des laïques comme les sires de Blonay ou de Cossonay, que des ecclésiastiques comme le puissant abbé de Romainmôtier ou le prieur de Payerne, pour n'en mentionner que quelques-uns. L'unité du pays a été réalisée de l'extérieur et le mérite en revient à la maison de Savoie.

Les comtes Thomas, Pierre, Philippe, puis les sires de Vaud, Louis 1er et Louis II de Savoie travaillèrent avec une constance et une efficacité exceptionnelles à la mise en oeuvre d'un système féodal, politique et judiciaire qui fasse progressivement passer tout le pays sous leur autorité, mais cela, conformément à l'esprit du droit coutumier, c'est-à-dire en n'imposant pas de mutation brutale et en ayant l'habileté d'associer ceux auxquels une nouvelle soumission était imposée. Ainsi la constitution précoce des deux bailliages de Vaud et du Chablais n'entraîna pas immédiatement l'uniformisation du statut juridique des habitants. Les statuts urbains sont au départ relativement différents, – nous essayerons d'en dégager les familles –, tout en s'opposant au régime du plat pays caractérisé par une soumission plus étroite à l'ordre seigneurial. Peu à peu toutefois le modèle du droit de Moudon, le mieux connu des juges suprêmes,

puisque c'est celui du chef-lieu de bailliage, devait s'imposer et s'appliquer aussi bien aux habitants des villes qu'à ceux des campagnes, l'ancienne distinction entre citadins, bourgeois et paysans tendant à perdre de son acuité avec le temps.

Pour connaître ce droit médiéval, il convient de ne pas oublier qu'il est dans son esprit fondamentalement différent des abstractions nées de la Déclaration des droits de 1'homme de 1789, telles la Liberté ou 1'Égalité, qui ne constituent nullement un but en soi pour les hommes du moyen âge. Chacun est imbriqué dans un réseau de relations juridiques le plus souvent complexes, caractérisées par des obligations, des devoirs, mais aussi des garanties et des protections. L'individu en tant que tel n'a aucun intérêt, seul compte le statut du groupe. Ce dernier ressort de documents extrêmement variés: si les concessions de franchises sont évidemment une source précieuse, elles sont souvent lacunaires. Il est en effet fréquent que 1'on éprouve le besoin de ne fixer par écrit que les points jusque-là objets de controverses, tandis qu'on se fie à la coutume orale pour tout ce qui est admis communément. C'est pourquoi il est indispensable de chercher des informations complémentaires dans les procès à 1'occasion de violations réelles ou supposées des franchises ou dans les transactions visant à les éviter. Les réversales elles-mêmes sont révélatrices des points sensibles: le souverain peut imposer sa volonté, malgré une tradition ou même une concession contraire, mais si les sujets tolèrent cet écart, ils exigent, ce qui n'est qu'une pitoyable compensation, que le seigneur reconnaisse qu'ils ont accepté par pure bonne grâce et que cette bonne volonté ne saurait en aucun cas constituer un précédent dangereux pour leurs libertés et franchises.

Les érudits et historiens des XVIIIe et XIXe siècles avaient déjà perçu l'intérêt de ces sources pour la connaissance d'un passé qui, pour être peu événementiel, n'en était pas moins déterminant. Dès l'accession du pays de Vaud au rang de canton indépendant, plus d'un a voulu rendre publics les textes anciens qui «préfiguraient la liberté moderne», même si l'on a bien établi depuis que ce lien est parfaitement artificiel[1]*. Le baron de Grenus*[2] *puis surtout Forel*[3] *ont pris un soin attentif à publier chartes et documents d'avant l'ère bernoise, auxquels il faut ajouter les nombreux textes publiés à l'occasion de monographies familiales ou locales*[4]*, ainsi que les textes présentés et étudiés par Armando Tallone, dans le cadre de son monumental «Parlamento Sabaudo»*[5]*. Les archives vaudoises,*

1 *Jean-François POUDRET et Danielle ANEX–CABANIS, «L'individu face au pouvoir seigneurial d'après les chartes de franchises de Suisse romande au M. A.», Recueils de la Société Jean Bodin, Bruxelles 1987.*

2 *de GRENUS, Baron, Documens relatifs à l'histoire du Pays de Vaud, dès 1293 à 1750, Genève 1817.*

3 *Fr. FOREL,«Chartes communales du pays de Vaud dès l'an 1214 à l'an 1527», MDR XXVII, Lausanne 1872.*

4 *Ces publications sont mentionnées au regard de chaque lieu.*

5 *Armando TALLONE, Parlamento Sabaudo, t. XII Parte seconda: Patria Oltramontana, vol. V et VI, Bologna 1941.*

qu'elles soient cantonales ou communales, pas plus que les archives d'Etat à Turin, ne regorgent donc de documents inédits. Force nous est de constater que les textes les plus importants pour notre passé avaient déjà été répertoriés ou publiés. Et pourtant, ce nouveau volume des sources du Droit Suisse correspond à une nécessité, qui n'est pas limitée au seul achèvement de la collection. Les éditions anciennes sont dispersées et leur accès n'est pas toujours facile. En outre, et c'est sans doute plus grave, elles ont été réalisées avec pour seul objectif la juxtaposition chronologique de documents qui sont tous mis sur le même plan. Cette absence de systématique nuit sans nul doute à leur exploitation historique, car il est malaisé de distinguer le principal de l'accessoire. De surcroît, les normes de publication du XIXe siècle sont parfois fantaisistes et plus d'un texte obscur devient plus explicite grâce à une édition scientifiquement plus sérieuse.

Il fallait donc, même en n'y introduisant que peu d'inédits, constituer un ensemble logique et si possible structuré de ces documents épars. Ce postulat posé, sa mise en oeuvre s'est avérée fort difficile, car les critères de classification sont délicats à déterminer, même en s'appuyant sur les travaux du regretté Dominique Favarger[6].

Nous avons délibérément supprimé tous les textes, nombreux, relatifs aux conflits de juridictions spirituelle et temporelle. Publiés par Armando Tallone, étudiés systématiquement par Jean-François Poudret[7]*, ils sont en fin de compte trop éloignés de notre propos et doivent être réservés à une publication spécialisée sur le droit ecclésiastique. Nous avons aussi tenu à l'écart les documents relatifs aux Etats de Vaud, pour la plupart remarquablement édités par Tallone, sauf lorsqu'il en ressortait directement ou indirectement l'affirmation d'un droit particulier des Vaudois. Ces exclusions posées, nous avons regroupé dans une première subdivision les textes relatifs à l'ensemble de la Patria Vuaudi, qui pourraient constituer une sorte de corpus des libertés générales du pays. Lui font suite une série de chapitres d'importance très inégale, consacrés chacun à une ville dotée de franchises. Les textes relatifs aux libertés locales sont complétés, lorsque c'est possible, des décisions des organes locaux, qui sont l'illustration de l'autonomie due aux franchises. L'ordre chronologique sert de critère de classement à l'intérieur de chaque chapitre, introduit par un bref rappel historique et, le cas échéant, bibliographique. Nous ne citons que les ouvrages comportant des développements juridiques et événementiels utiles, ne mentionnant pas les ouvrages manifestement dépassés ou ceux qui n'ont d'intérêt qu'anecdotique. La troisième partie est tout entière constituée par le droit des habitants des villages et hameaux. Deux chapitres sont consacrés l'un à la partie vaudoise du comté de Gruyère et Rougemont, l'autre à la seigneurie ecclésiastique de Romainmôtier. En l'absence de bourg au sens étroit, ces terres ne sont pas moins au bénéfice de*

[6] *D. Favarger, «Essai sur la notion de source du Droit», RDS 1970 vol. 89, p. 343–373.*

[7] *Jean-François POUDRET, «Les Etats de Vaud et la juridiction ecclésiastique», MHDB XXXIV, 1977, p. 197 et s.*

franchises et d'un droit particulier. Enfin, dans un dernier chapitre, apparaissent les actes le plus souvent dispersés concernant tel village ou telle communauté rurale, dont le statut juridictionnel est déterminé ou dont les droits et obligations sur des pâturages ou en fonction de cours d'eau ont fait l'objet de sentence arbitrale ou judiciaire. Si ces derniers documents ne sont pas tous représentatifs au premier chef de l'état du droit et des franchises, ils n'en sont pas moins révélateurs des préoccupations dominantes de certaines collectivités et des moyens utilisés pour obtenir la reconnaissance de leurs prétentions, ce qui est en fin de compte utile à la connaissance du climat juridique du temps.

Danielle Cabanis

Bibliographie générale

H. AMMANN, «Zur Geschichte der Westschweiz in savoyischer Zeit», RHS, 1941.

Jacques BUGNION, Les villes de franchises au pays de Vaud, 1144–1350, thèse droit, Lausanne 1952, BHV.

Philippe CHAMPOUD, Les droits seigneuriaux dans le pays de Vaud, Lausanne 1963, BHV.

Marc CHAPUIS, Recherches sur les institutions politiques du Pays de Vaud du XIe au XIIIe siècle, thèse droit Lausanne 1940, BHV.

Idem, «Reconnaissance et charte de franchises», Mélanges Charles Gilliard, Lausanne 1944.

Claude CUENDET, Les traités de combourgeoisie, thèse droit Lausanne 1982, BHV.

Paolo GALLONE, Organisation judiciaire et procédure devant les cours laïques du Pays de Vaud à l'époque savoyarde, thèse droit Lausanne 1972, BHV.

Karl HAFF, «Studien zum Waadtländer Stadtrecht», ZSR, 1919, p. 207 et s.

Ruth MARIOTTE-LOEBER, «Les chartes de franchises des comtes de Savoie», Mémoires et documents publiés par l'Académie florimontane IV, Annecy 1973.

Jean-François POUDRET, «Champ d'application du droit urbain d'après les chartes de franchises en Suisse romande», MHDB XXXIX, 1983, p. 141 et s.

Idem et Danielle ANEX-CABANIS, «L'individu face au pouvoir seigneurial d'après les chartes de franchises de Suisse romande au M. A.», Recueils de la Société Jean Bodin, Bruxelles 1987.

Denis TAPPY, «Le rôle des États de Vaud dans la formation, la transmission et l'enregistrement de la coutume d'après les sources romandes du moyen âge», MHDB XXXX, 1983, p. 195 et s.

Idem, «Les États de Vaud», thèse droit Lausanne 1987, BHV.

Liste des principales abréviations

AC	*Archives communales*
ACV	*Archives cantonales vaudoises*
AEFr	*Archives de l'Etat de Fribourg*
AET	*Archives de l'Etat de Turin*
BCU	*Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne*
BHV	*Bibliothèque historique vaudoise, Lausanne, 1940 et s.*
Coll.	*Collection*
Cf.	*Confer*
Ed.	*Edité par*
MDG	*Mémoires et documents publiés par la société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève, 1841 et s.*
MDR	*Mémoires et documents publiés par la société d'histoire de la Suisse romande. 3 séries, Lausanne, 1838 et s.*
MHDB	*Mémoires et documents publiés par la société d'histoire du droit des pays bourguignons, romands et comtois.*
P. just.	*Pièce justificative*
Rég.	*Régeste (analyse et indication de source)*
RDS ou ZSR	*Revue de droit suisse*
RHS, puis RSH	*Revue d'histoire suisse, devenue Revue suisse d'histoire, Zurich, 1921 et s.*
SDS	*Sources du droit suisse*
VD	*Vaud*

PREMIÈRE PARTIE

Libertés et franchises de l'ensemble du pays

Alors que plus d'un seigneur local a été contraint de s'incliner devant le fait accompli – le sire de Vufflens est dépossédé à Morges, ceux de Mont sont dépouillés à Rolle ou encore le sire de Prangins est spolié à Nyon, tout comme celui de Montfaucon à Yverdon, moyennant tout au plus une tardive compensation financière – il semble que les Vaudois aient vu d'un oeil favorable l'arrivée de la maison de Savoie, dont ils surent obtenir des statutaires importantes. En effet, soucieux d'entretenir de bonnes relations avec leurs sujets vaudois, aussi bien du bailliage de Vaud que de Chablais, les comtes puis ducs de Savoie respectèrent les franchises et libertés antérieures à leur installation et dès ce moment favorisèrent le développement des collectivités urbaines, par la concession et l'extension des franchises, tout en garantissant de manière toujours plus large le respect d'un droit commun à l'ensemble du pays. C'est à celui-ci en effet, qu'à l'instar des cités, les princes savoyards concédèrent de nombreuses réversales toutes destinées à rassurer les Vaudois ou une partie importante d'entre eux sur la volonté de garder, malgré leur répétition de fait, un caractère exceptionnel aux prélèvements financiers divers et à l'aide militaire requise à maintes reprises. Par le truchement des Etats de Vaud[1]*, le pays tout entier peut conserver son particularisme, malgré l'évidente volonté centralisatrice donc uniformisatrice du souverain. C'est dans cette optique qu'ont pu être rejetés les Statuts d'Amédée VIII de 1430, jugés incompatibles avec les franchises du pays.*

Pas toujours judicieux[2]*, ce conservatisme prudent a largement contribué à bloquer l'évolution coutumière, ce qui explique la remarquable stabilité du droit vaudois, voire son archaïsme, dont les actes qui suivent, qu'ils soient publiés ou simplement recensés, tentent de formuler les traits dominants.*

[1] *Faisant le point sur la question, J. Fr. POUDRET, «Les Etats de Vaud, une assemblée particulière au sein de la monarchie savoyarde», Annales de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, XXIII 1975, p. 48 et s. et D. TAPPY, Les Etats de Vaud, thèse droit Lausanne 1987, BHV.*

[2] *J. Fr. POUDRET, MHDB XXXIV, 1977, p. 197 et s. Cf. également GALLONE, passim.*

1. Réversale du comte Amédée VI de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que la chevauchée concédée par les gens de Vaud ne constitue pas un précédent contraire aux franchises, mais est le fait de leur bonne grâce.

1352 octobre 29. Chillon

Nous Amez, conte de Savoye, faissons savoir a touzt que, comme notre chere tante dame Ysabel de Challon et notre chere seour dame Katerine de Savoie sa

fillie, contesse de Namurs, dames de Vuaud, haient requis lours gens de Vuaud, qu'il allesient et chevauchesient en Valoys pour nous a notre aide, lesquelx genz dient et afferment qui non sont tenuz de chevauchier pour nous, ne pour autrui, apres ce qui sont venuz novelement des chevauchies, juque a tant qu'il haient demorez en chie leurs per l'espace de seix semenes apres leur revenue, toute foy se ce n'estoit pour le propre fait desdites dames de Vuaud. Et orendroit il haient outroiez de grace especiaul qu'il irent en ladicte notre chevauchie pour honour et amour de nous, en ce qui non lour soit preiudice ou temps avenir.

Et lesdictes dames de Vuaud haient outroiez et confesse que ladicte chevauchie lesdictes lour genz de Waud font de grace especiaul et voulont que ce non lour soit preiudice pour le temps avenir.

Nous auxi li dessus nommez Amez de Savoie conte, considerant la bonne affection et la bonne voluntez desdictes genz de Vuaud qu'il hont a nous et de nous servir, ladicte outreyance faite et confession per lesdictes dames de Vuaud, es dessus loursdictes gemz de Vuaud confermons et autroyons pour nous et nous hoirs, et volons que ladicte chevauchie qu'il nous font orendroit de grace non lours pourtoit preiudice ou temps avenir, et prometons par notre bonne foy pour nous et nous hoirs les chouses dessusdictes fermement attendre et complir, et que nous ne vindrons encontre.

Donne a Chillion soz notre seel, le vint et nuef jour dou moys d'octouvre l'an de grace mil trois cent et cinquante et dux.

Delivre a la cour de Viveis ledit iour.

Par monseigneur present monsieur Guillaume de la Balme, monsieur Loys Revoyre, monsieur B. de Boschosel, monsieur I[ehan] Ravais.

Anthonius Beczons

AC Moudon, AED 3a, ***parchemin original,*** *22 x 21,5 cm, fragment du sceau pendant du comte en cire rouge .* – ***Copies :*** *AC Moudon, AEC 26 (recueil de copies fait en 1790 par Tissot et authentifié par Nicod et Burnand), p. 21; AEC 24 (recueil de copies antérieur à 1712), fol. 7v; AEC 27 (recueil de copies fait en 1790 par Tissot et authentifié par Nicod et Burnand), p. 25–27; AC Morges, AEA 7, fol. 1r (copie tardive, probablement du XVIIIe siècle).*

Ed. MDR XXVII, p. 131 (d'après une copie); TALLONE, II/V, p. 6, version en français moderne in GRENUS, p. 10, no. 7 (d'après original), reprise par VERDEIL, A., Histoire du Canton de Vaud, Lausanne 1854, vol. I, p. 180.

2. Guillaume 1er comte de Namur et Catherine de Savoie cèdent le pays de Vaud au comte Amédée VI.

1359 [st. nat.] janvier 30. Morges

Guillaume de Namur et son épouse Catherine de Savoie cèdent à Amédée VI tous leurs droits sur le pays de Vaud, le Bugey et le Valromey, hérités de Louis II de

Savoie, sire de Vaud, et de son épouse, Isabelle de Chalon. Le prix de vente est fixé à 160'000 florins d'or au fort poids et les parties en établissent les modalités de règlement.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, II, no. 9, ***parchemin double original,*** *pâli par endroits, 35 x 33 cm, traces des sceaux apposés annoncés de Guillaume de Namur et de Guillerme de la Balme, sire d'Aubonne qui a agit au nom du comte de Savoie ; il en existait un double actuellement perdu aux AC Moudon, ancienne cote F (rédigé en vieux français).*

Ed. MDR, 2e série, VI, p. 95–100.

3. Guillaume de Namur et Catherine de Savoie notifient à leurs sujets vaudois la vente du pays de Vaud au comte Amédée VI de Savoie.

1359 juin 17. Golzine, province de Namur

Guillermus comes et Katerina de Sabaudia comitissa Namurcensis omnibus et singulis fidelibus nostris, burgensibus et communitatibus villarum et mandamentorum tocius terre, baroniarum et locorum nostrorum Vuaudi ad quos presentes littere pervenerint salutem et sincere dilectionis augmentum. Noveritis nos certis ex causis honorem et utilitatem nostros tangentibus terras nostras Vuaudi [...] in illustrem principem dominum Amedeum comitem Sabaudie legitime transtulisse, quapropter vobis et vestrum cuilibet qui super hiis fuerint requisiti mandamus expresse, precipiendo, quatenus de homagiis fiendis omnibusque aliis ad que nobis tenemini et a nobis tenetis et debetis prefato domino comiti Sabaudie tendeatis[a] et obediatis integraliter, excusacione quaconque submota.

Nos enim de dictis homagiis et feudis aliisque de quibus dicto domino comiti Sabaudie arderitis tenore presencium vos et vestrum quemlibet successoresque vestros per pactum expressum solvimus perpetuo penitus et quitamus.

Datum apud Golesines sub sigillis nostris in testimonium premissorum die decimaseptima mensis iunii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo nono.

AC Moudon, AEC 5, ***parchemin original,*** *25,5 x 9 cm, queues pour les sceaux annoncés et manquants des deux époux. –* ***Copie:*** *AC Moudon, AEC 24, fol. 16v.*

[a] *Corrigez en* teneatis.

4. Réversale du comte Amédée VI de Savoie garantissant que les proclamations et bans du châtelain d'Yverdon sur la nouvelle monnaie, faits sans le consentement des bourgeois, et ce contrairement aux franchises, ne sauraient porter préjudice aux libertés du pays.

1362 octobre 26. Pont-de-Veyle, Ain

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum pro parte dilectorum nobilium, burgensium et universitatum, villarum et personarum aliarum terre nostre Waudi fuerit propositum coram nobis quod castellanus noster Yverduni nuper in nundinis dicti loci fecit publice preconizari, sub pena seu banno sexaginta solidorum Lausannensium, quod quilibet capiat monetas nostras novas ad denariatas suas quascunque, quas cridas et bannorum imposiciones dicti conquerentes in eorum preiudicium et suarum libertatum et privilegiorum asserunt esse factas cum, ipsarum libertatum vigore sine burgensium nostrorum predictorum consilio banna non possint sicut asserunt imponi, per nos sibi de salubri provideri remedio supplicantes, nos igitur, ipsos volentes favoribus prosequi graciosis, ipsorum parte factis nobis super hiis supplicacionibus inclinati, volumus et concedimus eisdem quod per cridas predictas et bannorum imposiciones dictis nostris burgensibus, habitantibus et personis aliis dicte terre seu privilegiis, libertatibus et franchesiis ipsorum per nos concessis et confirmatis nullum preiudicium generetur in futurum nec contra ipsos ad aliquam consequenciam trahi possint. Volumus tamen quod dicte nostre monete implicentur ibidem.

Datum in Pontis Vele die vicesima sexta octobris, anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo secundo.

Per dominum relatione domini Ludovici Revoyre et Girardi Destres cancellarii.

Anthonius Beczonis.

AC Moudon, AEC 7, ***parchemin original,*** *31,5 x 14,5 cm, sceau pendant usé en cire rouge du comte. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 45–46; AEC 25 (recueil de copies et traductions du XVIIIe siècle), p. 27; AEC 24, fol. 19. Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 19v; AEC 2, p. 61–62.*

Ed. MDR XXVII, p. 148; TALLONE, II/V, p. 8; trad. française in GRENUS, p. 21, no. 9.

5. Le comte Amédée VI de Savoie concède aux Vaudois que leurs causes portées en appel à Chambéry seront jugées conformément à la coutume du pays de Vaud.

1373 janvier 11. Ripaille

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod, cum nonnunquam a pronunciacionibus, declaracionibus et diffinicivis sentenciis baillivi,

castellanorum et aliorum officiariorum nostrorum terre nostre Vuaudi per subditos nostros eiusdem terre et sepius fuerit provocatum et sollemniter appellatum et huiusmodi cause in Chamberiaco per tempora prosecute; considerantes ipsi nostri subditi quod in prosequendis causis appellacionum predictis expensis et laboribus excessive nimium gravabantur, pro parte universitatis hominum nobilium, innobilium et aliorum quorumcunque ipsius terre fuit nobis humiliter supplicatum qualiter sibi in predictis gravaminibus salubriter providere vellemus, videlicet quod dicte appellacionum cause secundum consuetudines loci in quo interposite fuerint terminentur. Nos igitur, supplicacionem predictam videntes esse consonam racioni, nostrorum subditorum dicte terre utilitati providere satagentes, pro nobis et nostris successoribus eisdem nostris fidelibus et incolis dicte terre pro se et posteritatibus eorundem in libertatis beneficium serie presencium concedimus et donamus quod universe et singule cause appellacionum predicte, que a sentenciis et pronunciacionibus nostrorum officiariorum predictorum Vuaudi legitime fuerint interiecte ex nunc imposterum audiantur, examinentur et sine debito terminentur per cognitores et decisores eorundem, et hoc secundum mores et consuetudines locorum baillivatus Vuaudi in quibus interposite fuerint cause appellacionum predicte; eo tamen casu quo ipse consuetudines allegate proposite fuerint et probate coram [cognitoribus][a] earumdem, que probatio fieri debeat in prelibata terra Vuaudi per unum specialem commissarium quem ipsarum causarum cognitores super hoc duxerint specialiter deputandum, quotienscumque fuerit opportunum.

Mandantes tenore presencium consilio nostro Chamberiaci residente, baillivis, iudicibus, castellanis, procuratoribus et ceteris officiariis nostris presentibus et futuris quatenus presentes litteras et contenta in eisdem firmiter attendant et observent, nichil in oppositum faciendo scilicet eosdem subditos nostros et incolas presenti nostra franchisia uti et gua[b] pacifice faciant et permittant, absque turbacione quacunque.

Datum Rippolie, die undecima mensis ianuarii anno dominice nativitatis millesimo trecentesimo septuagesimo tercio.

Presentes autem litteras pro hominibus loci et castellanie Yverdoni dumtaxat volumus valituras.

Datum ut supra.

AC Yverdon, Franchises P 22 d, ***parchemin original,*** *30 x 21,5 cm, sceau ducal pendant abîmé, en cire rouge.*

Ed. POUDRET, J.-F., Enquêtes sur la coutume du pays de Vaud et coutumiers vaudois à la fin du Moyen Âge, Bâle et Stuttgart 1967, p. 8 note 32. Trad. GRENUS, p. 23, no. 11, d'après le parchemin des AC d'Yverdon; reprise de la trad. par TALLONE, II/V, p. 9.

[a] *pâli.*
[b] *il faut probablement lire* gaudere.

6. Réversale du comte Amédée VII de Savoie garantissant que l'aide militaire accordée par les gens de Vaud réunis à Moudon et Romont a été concédée par pure grâce et qu'à l'avenir les Vaudois ne seront pas tenus d'accepter ni d'obéir à des ordonnances ne mentionnant pas que les coutumes et franchises vaudoises sont réservées.

1391 septembre 23. Lausanne

[...] Item volumus et ordinamus per presentes quod dicti fideles homines et subdicti nostri litteris sive mandatis nostris ad cuius vis instantiam impetrandis a nobis in posterum emanandis et officiariis seu commissariis nostris dictorum locorum dirigendis obedire minime teneantur nisi in eis apponatur hec clausula «patrie nostre Waudi consuetudinibus observatis», attento maxime quod litteris predecessorum nostrorum atque nostris dicta clausula semper describi extitit consueta [...].

AC Moudon, AEC 8b, 35 x 18,5 cm, ***parchemin original,*** *pâli par endroits, taches de moisissure, queue pour sceau annoncé et manquant de la chancellerie ducale. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 73–75; AEC 25, p. 51–52; AEC 24, fol. 25. Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 25v–26; AEC 27, p. 89–91 et AC Morges, AE 5 et AEA7, fol. 5 (copies françaises datant probablement du XVIIIe siècle).*

Ed. MDR XXVII, p. 204 (d'après une copie non retrouvée des AC Yverdon); TALLONE, II/V, p. 21. Trad. GRENUS, p. 28, no. 16 (reprise textuelle in VERDEIL, I, p. 249 et BOLLATI, II, Serie cronologica, coll. 267–268); DUFOUR, A. et RABUT, F., Deuxième centurie de documents historiques inédits ... Chartes municipales des pays soumis à la Maison de Savoie en deçà des Alpes ..., Mém. Soc. savoisienne, t. 23, 1885, p. 341 d'après une copie fr. des AET, série camerale, «Reg. de Tribu», II, 187; CROTTET, A.C., Histoire et annales de la ville d'Yverdon, 1859, p. 172, d'après une copie française non retrouvée aux AC d'Yverdon.

7. L'interdiction d'exporter des vivres ne saurait léser les franchises du pays de Vaud.

1404 septembre 26. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod exposito nobis pro parte fidelium hominum et subdictorum nostrorum baillivatus Waudi nostros officiarios dicti baillivatus de nostro mandato certas cridas fecisse et certa bampna imposuisse de non extrahendis aliquibus victualibus extra patriam nostram et eciam de non vendendis seu emendis aliquibus mercandiis nisi ad monetam nostram. Et quod dicte cride facte sunt citra formam franchesiarum eisdem per predecessores nostros concessarum et per nos confirmatarum, quibus franchesiis teneri asserunt et bampnum aliquod nisi in tribus casibus per nos eisdem apponi

debere de quibus casibus asserunt contenta in dictis cridis exclusa, nobis humiliter supplicando sibi super hiis provideri ne in futurum predicte cride sic facte dictis eorum franchesiis preiudicare valeant modo quovis. Quorum supplicacioni benigniter inclenati[a], volentes ipsos in eorum iuribus confovere et eorum franchesias in eorum singulis particulis conservare, volumus et tenore presencium declaramus quod dicte cride tam pro presenti quam pro futuro tempore eisdem preiudicare non possint in quantum contra formam dictarum franchesiarum repperirentur fore facte. Quas franchesias per baillivum et alios officiarios nostros Vuaudi iuxta ipsarum continentiam, volumus et precepimus eisdem inviolabiliter observari.

Datum Chamberiaci die vicesima sexta mensis septembris anno domini millesimo quatercentesimo quarto. Per dominum presentibus dominis abbate Clusino Asperimontis, officiali Gebennensi, Petro Maillieti, advocato phiscali.

Per Io[hannem] Balay.

Pro copia Iacobus Wallacrest.

ACV, C II 139, ***copie*** *notariée sur papier, 29 x 24 cm.*

[a] *sic. Ed. TALLONE, II/5, p. 60.*

8. Réversale du duc Amédée VIII garantissant que les subsides payés par les communautés de Moudon, Rue, Nyon, Vevey, Morges et Morat ne constitueront pas un précédent contraire aux franchises, car ils sont le fait de leur bonne grâce.

1433 mars 16. Thonon

Il existe plusieurs ***exemplaires originaux*** *de cette réversale: AC Moudon, AED 14a, 42 x 29 cm, queue pour un sceau manquant; AC Rue, Série Parchemins, sans cotation; AC Nyon, Bleu E24; AC Vevey, E bleu 27; AC Morat, Série Parchemins, 39; AC Morges, AE 15 A.*

Ed. MDR XXVII, p. 240 (d'après ms. de Nyon); TALLONE, II/V, p. 141 (d'après ms. de Moudon). Trad. française partielle in GRENUS, p. 48, no. 28 (effectuée d'après ms. de Morges).

9. Réversale du prince Louis de Piémont, lieutenant du duc Amédée VIII, déclarant sans conséquence pour leurs franchises le payement effectué par les communautés de Moudon et Payerne.

1435 février 16. Thonon

AC Moudon, AED 15, ***parchemin original*** *pour la communauté de Moudon, 39 x 29,5 cm, queue arrachée pour le sceau ducal; ACV, C II 167,* ***parchemin original*** *pour la communauté de Payer-*

ne, 34 x 30 cm, sceau pendant du prince, en cire rouge. – ***Copies*** *in AC Moudon, AEC 26, p. 117, AEC 25, p. 89; AEC 24, fol. 37. Trad. française in AC Moudon, AEC 24, fol. 39.*

Ed. MDR XXVII, p. 241; TALLONE, II/V, p. 155. Trad. française in GRENUS, p. 51, no. 30.

10. Louis de Savoie, lieutenant général du duc Amédée VIII, précise la mission des commissaires aux extentes, conformément aux voeux exprimés par les États de Vaud.

1437 août 24. Thonon

Ludovicus de Sabaudia, princeps Pedemontium, primogenitus locumtenensque generalis illustrissimi domini genitoris mei domini Amedei ducis Sabaudie, Chablaysii et Auguste principis, marchionis in Ytalia, comitis Pedemoncium et Gebennensis Valentinensisque et Dyensis. Dilectis fidelibus Mermeto Christine procuratori et commissario ceterisque commissariis et receptoribus extentarum nostrarum baillivatus Vuaudi ubilibet constitutis salutem.

Pro parte dilectorum fidelium sindicorum et communitatum bonarum villarum patrie nostre Vuaudi nobis fuit conquerendo expositum quod vos commissarii et receptores ipsarum extentarum ipsos ad aliter recognoscendum servicia pro prediis de directo dominio ipsius domini nostri moventibus, debita censusque super ipsis prediis impositas coartare satagitis quam acthenus patria in illa fuerit consuetum, supplicando ut sibi circa hec opportune providere ipsosque solita clemencia benivole tractari facere dignaremur.

Ecce quod nos, auditis prius tam relationibus vestris quam nonnullorum officiariorum aliorum in talibus expertorum, nolentes cum ipsis fidelibus nostris iuris rigore incedere sed nostrorum illustrium progenitorum vestigiis inherendo ipsos solita mansuetudine pertractare, solerti deliberatione previa advideri fecimus et in copia presentibus annexa agnotari modos in talibus sumendis recognitionibus per vos tenendos requisitioni ipsorum fidelium nostrorum merito sufficientes et ut plurimum interesse ipsius domini mei satisfacientes. Quapropter vobis et vestrum cuilibet in solidum quantum suo suberit officio districte commictimus et mandamus quathenus super premissis ipsas recognitiones secundum huiusmodi modos in dicta copia agnotatos ab eisdem fidelibus nostris quos concernit, singula singulis refferendo, indifficiliter recipiatis, et si forte in extentis, nundum tamen in camera Computorum redditis, aliquos ex eis ad ipsas recognitiones aliter fiendas coartaveritis, illud ad huiusmodi formam et instar reducatis, quibuscumque frivolis oppositionibus reiectis alteriusque auctoritate vel mandato super hoc minime requisitis.

Datum Thononii die vicesima quarta augusti anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo septimo.

Per dominum presentibus dominis Iohanne de Belliforti cancellario, H[umberto] bastardo de Sabaudia, Iohanne dicto Bariacti marescallo, Petro Marchiandi presidente, Iohanne de Compeysio, R[odulpho] dicto Coudree, Francisco de Bovixio, Vouterio Chabodi, iudice appellationum generali, Iacobo Rosseti iudice Chablaysii, Mermeto Arnaudi, Iacobo Sostionis, Iacobo de Molario, iudice Foucigniaci, Guillelmo Bolomerii.

Reddantur littere portitori.

Fabri.

AC Moudon, AED 14b, ***parchemin original,*** *45,5 x 28 cm, queue coupée pour le sceau ducal manquant.*

Ed. TALLONE, II/V, p. 172.

11. Réversale du duc Louis de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que les subsides consentis par leurs communautés ne causeront aucun préjudice aux franchises du pays, car ils ont été octroyés de simple bonne grâce.

1451 mai 14. Saint-Antoine de Viennois

AC Moudon, AED 18, ***parchemin original,*** *55 x 28 cm, sceau ducal usé pendant en cire rouge dans un boîtier en bois. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 177–179; AEC 25, p. 129–131, AEC 24, fol. 51; AC Morges, AE 20 (copie et traduction tardives, vraisemblablement du XVIIIe siècle). Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 52; AEC 27, p. 205; AC Morges, AEA 12 (copie de 1949 d'une traduction en ancien français).*

Ed. MDR XXVII, p. 276; TALLONE, II/V, p. 241. Trad. française in GRENUS, p. 73, no. 40 (d'après le ms. original).

12. Amédée, le fils aîné du duc de Savoie, jure de respecter les franchises et privilèges du pays de Vaud.

1455 [st. nat.] février 8. s. l.

AC Moudon, AEC 14, ***parchemin original,*** *44,5 x 25,5 cm, acte rédigé en français. Signet en cire rouge et signature d'Amédée.*

13. Le duc Louis de Savoie ordonne à ses officiers à la demande des États de Vaud, de respecter les franchises du pays.

1455 mars 29. Chambéry

AC Moudon, AEC 13, ***parchemin original,*** *41 x 25,5 cm, sceau usé en cire rouge du duc. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 201, AEC 25, p. 153, AEC 24, fol. 53r, AC Morges, AEA 9/7(daté de 1790). Trad. françaises: AC Moudon, AEC 27, p. 233, AEC 24, fol. 54r.*

Ed. TALLONE, II/V, p. 264. Trad. française in GRENUS, p. 75, no. 41 (d'après le ms. original).

14. Procès-verbal de la cession du pays de Vaud au prince de Piémont.

1455 [st. de Pâques] / 1456 [n. st.] mars 8. Moudon

Enumération des personnes présentes à la cérémonie.
Enumération des villes et châtellenies constituant le pays de Vaud.
Confirmation et installation des officiers.

[…] Et insuper hiisque peractis, prefati domini procuratores et commissarii dicti domini principis iuramentum fidelitatis, subiectionis et obediencie eidem domino principi prestari in persona ipsorum procuratorum et commissariorum a sindicis, incolis et ambassiatoribus omnium villarum, castrorum et communitatum dicte patrie Vuaudi ibidem tunc convocatorum et congregatorum hommagiumque sibi fieri per barones, banderetos et omnes alios nobiles et vassallos dicte patrie Vuaudi tunc ibidem eciam congregatos et existentes postulaverunt.

Quiquidem barones, bandereti, nobiles et vassalli ceterique sindici et ambassiatores dictarum villarum et communitatum dicte patrie Vuaudi, audita dicta requesta dictorum procuratorum et commissariorum dicti domini ducis, cum debitis honore et reverencia dictis dominis procuratoribus et commissariis, per vocem et organum nobilis Humberti Ceriat exponi et demonstrari fecerunt quod predicta terra et baronnia dicte patrie Vuaudi ab antiquo regitur et regi consuevit secundum franchesias, libertates, iura, usus et consuetudines scriptas et non scriptas ibidem observari solitas[a], quas et que tam prelibatus dominus noster dux Sabaudie quam alii inclite recordacionis sui predecessores domini dicte baronie et terre Vuaudi personaliter et in eorum propria persona iuraverunt et iurare consueverunt se illas libertates, iura, usus et libertates observare suis subdictis et incolis in dicta patria Vuaudi antequam ipsi subdicti teneantur et debeant aliquod iuramentum eidem domino Vuaudi prestare, postulantes preterea prefati nobiles et incole istas libertates et consuetudines sibi per dictum dominum principem ante omnia observari et adimpleri.

Quibus auditis per prefatos dominos procuratores et commissarios ipsi voce dicti domini Andree Porte dixerunt et responderunt dictum dominum prin-

cipem pro presenti esse cum serenissimo principe domino nostro rege Francorum, cum quo est aliquandiutius moraturus, ipsumque propterea pro presenti non potuisse nec posse hic personaliter interesse hocque ideo ipsum dominum principem specialem potestatem eisdem commissariis et procuratoribus dedisse et concessisse iurandi in animam ipsius domini nostri principis et promictendi eius nomine observare et custodire dicta pretensa privilegia, iura et consuetudines dicte patrie Vuaudi et alias, prout lacius continetur in licteris dicti domini principis super hoc factis, concessis et passatis eiusque propria manu signatis et suo signeto sigillatis, datis die octava mensis februarii, anno currenti millesimo quatercentesimo quinquagesimo quinto a paschate more gallicano sumpto. Secundum quarum licterarum tenorem et virtute potestatis per easdem actribute dicti domini procuratores et commissarii ipsius domini principis se obtulerunt prestare iuramentum. Et de quibusquidem licteris ipsi procuratores et commissarii tunc promptam fidem fecerunt easdemque licteras ibidem tunc de verbo ad verbum alta et intelligibili voce per prefatum Iacobum de Cresto legi fecerunt.

Quibus auditis per dictos barones, nobiles, sindicos et alios predictos incolas et ambassiatores villarum dicte patrie Vuaudi, ipsi per vocem dicti nobilis Humberti Ceriat dixerunt numquam fuisse consuetum quod domini dicte patrie Vuaudi dictum iuramentum super observacione dictarum libertatum et consuetudinum prestari solitum per procuratorem prestiterint, quynymo semper illud iuramentum personaliter prestaverunt et prestare consueverunt. Verum quia per dictas licteras dicti domini principis ipse dominus princeps actestabatur se fore impedimentum propter residenciam quam cum dicto domino nostro rege faciebat, ipsi nobiles, barones, sindici et ambassiatores prefati, contemplacione et ob honorem dicti domini nostri regis Francorum et eciam quia per ipsas licteras dictus dominus princeps promictebat et promictit ipsum iuramentum prestare et facere in eius propria persona quam primum ipsum venire et esse contingerit in istis partibus ac super hoc per illos ad quos pertinet debite requisitus fuerit, se declaraverunt et fuerunt contenti de gracia tamen speciali et pro hac vice dumtaxat quod dicti domini procuratores et commissarii dictum iuramentum prestarent nomine dicti domini principis iuxta et secundum potestatem eisdem per dictas licteras actributam, eo mediante et protestacione expressa per eos super hoc facta et eis ante omnia salva quod hoc non possit nec valeat eisdem preiudicare in dictis eorum franchesiis et libertatibus usibusque et consuetudinibus suis predictis aut eisdem quovismodo derogare seu innovare et quod hoc non possit in futurum trahy[b] ad consequenciam. Et hoc facto se obtulerunt ipsi nobiles et incole sui parte iuramentum fidelitatis et obediencie prestituros, eo tamen mediante quod originale dictarum licterarum dicti domini principis super dicto iuramento concessarum penes eosdem remaneat, certifficacionem de recepcione et habicione ipsarum licterarum dictis procuratoribus tradere offerentes, requirentes eciam insuper et postulantes sibi concedi duplum seu copiam debite collacionatam omnium predictarum aliarum licterarum tam dicti transportus per dictum dominum ducem facti quam dicte procuracionis generalis per dictum dominum principem

facte quam eciam dicte commissionis dictis dominis Iohanni de Balma et Iohanni de Saxo per dictum dominum ducem facte.

Quapropter dicti procuratores et commissarii dicti domini principis eisdem nobilibus, baronibus, sindicis et aliis ambassiatoribus dictarum villarum dicte patrie dictas copias dictarum licterarum per ipsos postulatas eisdem fieri concesserunt illasque eisdem expediri in debita forma mandaverunt; ulteriusque consencierunt dictas licteras originales per dictum dominum principem super dicti iuramenti prestacione factas penes ipsos remanere, habita prius per eos copia ipsarum debite collacionata una cum certifficacione de ipsarum licterarum originalium recepcione per eosdem incolas habita, consencientes eciam quod huiusmodi prestacio iuramenti per ipsos velut procuratores predictos facta eisdem nobilibus et incolis suisque predictis pretensis libertatibus et franchesiis quovismodo nunc vel infuturum preiudicare non valeat neque possit, cum protestacione tamen primitus per ipsos procuratores et commissarios dicti domini principis facta quod per aliqua que in hiis presentibus dicant vel faciant seu consenciant ipsi non intendunt aliqua iura vel libertates de novo tribuere eisdem nobilibus et incolis nec aliquid facere nisi solum ad conservacionem et manutencionem antiquorum privilegiorum, prerogativarum, consuetudinum et libertatum que ipsi nobiles et incole reperirentur ab antiquo habuisse et habere consuevisse.

Quibus salvis, prefati procuratores et commissarii dicti domini principis iuraverunt super sancta Dei euvangelia per eos manualiter tacta in manibus dicti nobilis Humberti Ceriat nomine et in animam dicti domini principis eisdem nobilibus et incolis observare et custodire dicta antiqua privilegia, iura et consuetudines dicte patrie Vuaudi promiseruntque nomine procuratorio ipsius domini principis quod dictus dominus princes[b] quam primum contingerit ipsum venire in hiis partibus et ipsum esse super hoc per illos ad quos pertinet debite requisitum, dictum iuramentum personaliter prestabit secundum formam et tenorem dudum per prefatum dominum ducem Sabaudie et alios suos predecessores dominos dicte patrie olim prestitum et prestari solitum.

Quo facto, prefati omnes barones, bandereti, sindici et alii incole et ambassiatores villarum et communitatum dicte patrie Vuaudi ibidem tunc presentes iuraverunt per sua iuramenta propter hoc corporaliter manum et digitum ad celum et sanctos per quemlibet eorum levando prestita se fore et esse fideles, obedientes et subiectos dicti domini principis ab hinc in antea et in futurum suumque commodum procurare et incomodum evictare eiusque officiariis assistere et eosdem recte ac sancte consulere et alia facere et prestare que verus subdictus erga suum dominum incombunt prestanda et fienda, iuxta tamen et secundum formam dicti transportus per dictum dominum ducem facti et cum condicionibus et modifficacionibus in eodem contentis.

Deindeque dicti barones, bandereti et alii nobiles et vassalli dicte patrie Vuaudi ibidem presentes et per dictos dominos procuratores et commissarios ultra premissa requisiti de eisdem faciendo et prestando sua hommagia et fidelitates que prestare debent et tenentur dicto domino principi ad causam dicte terre et baronnie Vuaudi dixerunt et responderunt per vocem dicti nobilis Humberti

Ceriat quod ipsi numquam retoactis temporibus consueverunt prestare neque facere dicta sua hommagia et fidelitates nisi ad propriam personam domini dicte baronnie et patrie Vuaudi et quod plus est ex ipsis nobilibus faciendo sua hommagia ad propriam personam sui principis intendunt prout et consueverunt requirere confirmaciones plurium suarum libertatum et franchesiarum ac aliorum suorum iurium que ibidem dominus Vuaudi debet eis confirmare. Quapropter requisiverunt et postulaverunt a dictis procuratoribus et commisariis dicti domini principis quathinus, premissis actentis actentoque quod ipsi dictum hommagium facere et prestare se offerebant ad propriam personam ipsius domini principis tociens quociens eidem placebit, quod ipsi procuratores et commissarii essent contenti remictere huiusmodi feudi recepcionem dicto domino principi. Quod facere annuerunt dicti procuratores et commissarii, actento quod illa omagia ad eorum personas facere recusabant, eo tamen mediante quod ipsi omnes et singuli barones, bandereti et ceteri nobiles et vassalli tunc ibidem presentes et congregati iuraverunt et promiserunt per eorum iuramenta manum ad celum et sanctos levando prestita se esse bonos, fideles et obedientes dicto domino nostro principi et suis officiariis eidemque domino nostro principi ad eius propriam personam facere et prestare sua omagia et fidelitates que et quas prestare tenentur tociens quociens eius placuerit voluntati.

Ad premissa autem omnia et singula fuerunt presentes et congregati barones, bandereti et nobiles sequentes, videlicet magnifficus dominus Franciscus comes Gruere, [...][c] omnes nobiles et vassalli dicte terre et baronie Vuaudi, necnon burgenses, scindici et ambassiatores villarum dicte patrie Vuaudi sequentes, videlicet Iohannes Oliveti, [...][d] cum pluribus aliis banneretis, nobilibus, burgensibus et incolis villarum et communitatum dicte patrie Vuaudi. Quibus premissis sic peractis, pro ampliori adhepcione possessionis prefati domini conmissarii dicti domini nostri ducis dictos dominos procuratores et conmissarios dicti domini principis induxerunt in realem et actualem possessionem castri seu turris maioris eiusdem loci et ville de Melduno per realem introitum eiusdem turris et tradicionem clavium eiusdem, quas claves inde dicti procuratores et commissarii dicti domini principis remiserunt dicto domino bailivo Vuaudi custodiendas nomine dicti domini nostri principis.

In quorum premissorum omnium et singulorum robur et testimonium nos prefati procuratores et conmissarii dicti domini nostri principis nosque dictus baillivus Vuaudi presentes licteras per notarios subscriptos, quibus fidem plenariam adhibemus, signari et sigillis duobus nostrum conmissariorum et procuratorum dicti domini principis in absencia aliorum sigilloque dicti baillivatus Vuaudi appensionibus duximus roborandas, actas, datas et gestas anno, die, mense, loco et presentibus quibus supra.

Acta, gesta et facta fuerunt omnia et singula premissa in mis notarii et tabellionis publici presencia.

Iocreys *[avec paraphe]*.

Et mei Clotet *[avec paraphe]*.

Et mei Io[hannis] Centlyvres *[avec paraphe]*.

AC Moudon, AED 21, ***parchemin original,*** *71,5 x 75,5 cm, fragments des sceaux de deux des procureurs et du baillage de Vaud. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 205; AEC 25, p. 157; AEC 24, fol. 56v. Trad. françaises: ACV, Bb 18/1, fol. 1, onglet baillival generalia, vidimus de 1713; AC Moudon, AEC 24, fol. 63v; AEC 27, p. 237.*

Ed. O. DESSEMONTET et F. GILLIARD, La remise du pays de Vaud au prince de Piémont en 1456. Lausanne 1953, p. 17 et s.; TALLONE, II/V, p. 274–281. Ed. de la trad. du ms. de Moudon in GRENUS, p. 77, no. 42. Trad. moderne in DESSEMONTET et GILLIARD, p. 39 et s.

[a] *Tout ce qui précède est fortement pâli et a été complété au besoin à l'aide des copies.*
[b] *sic.*
[c] *suit une liste de 31 noms, fortement pâlis et difficilement lisibles dans l'original.*
[d] *suit une liste de 25 noms, fortement pâlis et difficilement lisibles dans l'original.*

15. Réversale du duc Louis de Savoie après l'octroi d'une aide de 29 deniers par feu, par bonne grâce, après l'assemblée générale de toute la patrie d'Outre-Mont, à l'exception du pays de Vaud.

1458 novembre 17. Turin

AC Moudon, AED 22a, ***parchemin original,*** *48,5 x 30,5 cm, sceau ducal pendant, en cire rouge, abîmé. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 24, fol. 72r; AEC 25, p. 177; AEC 26, p. 229. Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 79r; AEC 27, p. 269.*

Ed. TALLONE, IX, p. 171. Ed. de la trad. française: GRENUS, p. 89, no. 42; BOLLATI, F.-E., Atti et documenti delle antiche assemblee rappresentative nella monarchia di Savoia, t. I (Monumenta historiae patriae, t. XIV), coll. 274–5, en note.

16. Le duc Louis de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud et garantit à ses sujets vaudois que le versement de 3000 florins pour contribuer à la dot de la princesse Marguerite et le voyage à Chypre de son fils Louis est le fait de leur bonne grâce et ne saurait causer aucun préjudice à leurs libertés.

1459 février 3. Turin

L'acte original est perdu. Il en subsisterait une copie authentique aux AET (Camerale, Cancellaria di Savoia) non retrouvée.

Ed. TALLONE, II/V, p. 437–438.

17. Jacques de Savoie, comte de Romont et sire de Vaud, confirme les franchises et libertés du pays de Vaud.

1467 juin 25. Annecy

AC Morges, AQA 6, ***parchemin original,*** *56 x 38 cm, coin supérieur gauche manquant, signature du secrétaire ducal et notaire public Humbert Gruet, l'acte n'est pas scellé.*

Ed. MDR XXVII, p. 288 et s.; TALLONE, II/V, p. 354. Trad. française in GRENUS, p. 95, no. 47.

18. Le duc Philibert Ier de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud, sur la requête d'un ambassadeur du pays.

1480 mars 18. Chambéry

AC Moudon, AEC 15, ***parchemin original,*** *53 x 33 cm, sceau pendant du duc manquant. –* ***Copies*** *authentiques in AC Morges, AQA 7A (vidimus fait sur l'ordre du bailli de Vaud le 20 avril 1480) et AC Yverdon, P 22 c. Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 77v–78v. et AEC 27, p. 281–284.*

Ed. MDR XXVII, p. 292 (d'après la copie authentique d'Yverdon et une copie depuis perdue des AC des Clées); TALLONE, II/V, p. 430 (d'après l'original de Moudon). Trad. française in GRENUS, p. 100, no. 50 (d'après le parchemin original et la copie authentique de Morges).

19. Les États de Vaud réunis à Moudon décident une peine contre quiconque chercherait et obtiendrait une décision écrite contraire aux franchises du pays ainsi que contre ceux qui profèrent des injures.

1481 septembre 18 et 26. Estavayer

Item fuit subsequenter ordinatum et conclusum in Melduno per Tria Statuta patrie Vuaudi die martis ante festum s. Mathei appostoli quod nulla persona de quocumque loco fuerit non teneatur, ausus sit nec sibi liceat, aliquas licteras impetrari, procurare nec obtinere contra libertates et franchisias patrie Vuaudi istius facientes, et si quis contra huiusmodi ordinationem faciat, talis sit exchetus et solvere debeat unam marcham auri boni solvendam medietatem ipsius marchi auri domino suo talis delinquentis et aliam medietatem ville et communitati penes quam talis erit constitutus et quod hec ordinacio ubique deberet proclamari, ita quod si quis in patria proclamare renueret, quod dicta marcha solvi debeat medietas metuendissimo domino nostro duci et alia medietas patrie predicte.

Ita quod nullus alteri dicere nec proferre debeat «heretice», neque «voudey» et qui contrarium faciet, si sit nobilis proferrens talem iniuriam teneatur in banno triginta florenorum, et si sit laycus in banno decem florenorum Sabaudie, solvendorum ut supra, et emendam parti offensate.

Que ordinacio proclamata fuerit per Iohannem Iaquez nuncium die mercurii sequenti ante festum sancti Michaelis archangeli in foro et telis Staviaci.

AC Estavayer-le-Lac, ***Manuaux du Conseil,*** *1481, fol. 90r.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 9.

20. Le duc Charles Ier de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud.

1483 juin 18. Pignerol

Carolus dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, sacri Romani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia, Pedemontium princeps, comes de Villariis, baro Vuaudi Nicieque, Vercellarum ac Friburgi, etc. dominus universis et singulis fiat manifestum quod nostram advenerunt presenciam spectabiles ac benedilecti fideles nostri Humbertus de Montagniaco, dominus Brissonie, Amedeus de Gingino, dominus Bellimontis, Iacobus Championis, dominus de Romanens, Iacobus Gru, Franciscus Gonelli, Petrus de Ferro et Anthonius Brideri, clericus et burgensis Merduni, ambassiatores ecclesiasticorum, nobilium, bonarum virlarum[a], opidorum et communitatum tocius baronie et patrie nostre Vuaudi huc ad nos destinati, qui nobis exposuerunt per bone memorie illustrissimos predecessores nostros ipsis ecclesiasticis, nobilibus, burgensibus, hominibus et incolis bonarum villarum, opidorum et communitatum dicte tocius baronie et patrie nostre Vuaudi fuisse datas, concessas et concessa franchesias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines et usancia, tam scriptas quam non scriptas, quibus acthenus usi fuere, dictis in baronia et patria Vuaudi, supplicatumque ut ipsas eisdem ad opus ipsorum et eorum posteritatum et successorum confirmare et prorsus observari mandare dignaremur.

Quorum supplicacioni annuentes et eosdem quos semper apud nos, ymo et memoratos illustrissimos predecessores nostros, novimus obsequiosissimos et ut fervencius animentur ad nobis obsequendum ceterisque eorum ductis exemplo incentivum relinquatur, favoribus benignis prosequi affectantes ex nostra certa sciencia, etiam matura consilii nobiscum residentis super his deliberatione prehabita, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, prefatis ecclesiasticis, nobilibus, burgensibus et incolis bonarum villarum, opidorum et communitatum dicte patrie et baronie Vuaudi, ad opus ipsorum et eorum posteritatum, predictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usancia, tam scriptas quam non scriptas, per dictos predecessores nostros concessas et concessa, confirmatas, iuratas et confirmata prout acthenus illis usi fuere confirmamus, ratifficamus et approbamus ac roboris firmitatem sub modis, condicionibus, reservacionibus et formis in eisdem franchesiis contentis perpetuo obtinere volumus per presentes.

Promittentes [...].

Mandantes [...].

Datum Pynerolii die decima octava mensis iugnii anno domini millesimo quatercentesimo octuagesimo tercio.

Per dominum presentibus dominis Anthonio Championis cancellario Sabaudie, Antermo barone Myolani marescallo Sabaudie, Anthonio de Levis ex comitibus de Villariis, Gabriele de Seysello barone de Aquis, Georgio de Menthone barone Colloniaci novi, A[nthonio] de Plozasco presidenti, Riquino de Valpergia, Guilliermo de Foraxio, magistris hospicii et Laffrancho de Advocatis.

Reddantur littere portitori.

Beczon.

AC Moudon, AEC 16, ***parchemin original,*** *47 x 33 cm, sceau ducal pendant en cire rouge. –* ***Copie*** *authentique: AC Moudon, AEC 17 (du 21 juillet 1483); copies in AC Moudon, AEC 26, p. 245–249, AEC 25, p. 189–191; AEC 24, fol. 79–80r. Trad. française in AC Moudon, AEC 24, fol. 80r–81v; AEC 27, p. 289–294.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 16–17 (d'après l'original); MDR XXVII, p. 299 (d'après copie AEC 26). Trad. française in GRENUS, p. 104, no. 53.

[a] *sic.*

21. Réversale du duc Charles de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que leur contribution financière à la guerre contre le marquis de Saluces ne constitue pas un précédent contraire aux franchises, mais est le fait de leur bonne grâce.

1487 septembre 18. Carignan

AC Moudon, AED 22b, ***parchemin original,*** *48 x 38 cm, sceau ducal en cire rouge pendant. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 25, p. 205–207 ; AEC 24, fol. 86r–87r. Trad. française: AC Moudon, AEC 24, fol. 87r–88v.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 46 (d'après le parchemin original). Trad. française in GRENUS, p. 105, no. 53; BOLLATI, I, p. 476, no. 2, d'après Grenus.

22. Réversale du duc Charles de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que l'octroi de soldats pour la guerre contre le marquis de Saluces ne constitue pas un précédent contraire aux franchises.

1488 avril 10. Savigliano

AC Yverdon, Série Parchemins, P 22 c, ***parchemin original,*** *47 x 28 cm, sceau pendant de cire rouge avec la croix de Savoie, abîmé.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 53; éd. partielle in MDR XXVII, p. 304. Trad. française in GRENUS, p. 106, no. 54.

23. La duchesse de Savoie, Blanche de Montferrat, tutrice de son fils le duc Charles, confirme les franchises du pays de Vaud, à la suite de la requête formulée par les États de Vaud, réunis à Moudon.

1490 avril 12. Pignerol

AC Moudon, AEC 18, ***parchemin original,*** *47,5 x 33,5 cm, sceau ducal pendant en cire rouge, très usé. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 24, fol. 89r, AEC 25, p. 213, AEC 26, p. 285. Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 90r, AEC 27, p. 329.*

Ed. MDR XXVII, p. 306; TALLONE, II/VI, p. 74. Trad. française in GRENUS, p. 109, no. 57.

24. Réversale du duc Philibert II de Savoie garantissant à ses sujets vaudois que l'octroi de subsides, réunis par l'abbé de Bonmont, ne constitue pas un précédent contraire aux franchises, mais est le fait de leur bonne grâce.

1497 mars 12. Chambéry

ACV, C II 222, ***original*** *sur papier, 29 x 43 cm, acte passé en l'absence du duc, fragments d'un sceau en cire rouge.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 125.

25. Le duc Philibert II de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud à la requête des États de Vaud.

1498 avril 7. Genève

AC Moudon, AEC 19, ***parchemin original,*** *61,5 x 41, sceau ducal pendant en cire rouge, très usé. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 293–298, AEC 25, p. 253–255, AEC 24 fol. 92r–93r et AC Morges, AEA 7, fol. 4 (copie tardive, vraisemblablement du XVIIIe siècle). Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 93v–95r, AEC 27, p. 337–342.*

Ed. MDR XXVII, p. 316; TALLONE, II/VI, p. 131. Trad. française in GRENUS, p. 117, no. 63.

26. Le duc Philibert II confirme à ses sujets vaudois la garantie du juge naturel et l'ensemble de leurs franchises.

1498 octobre 5. Lausanne

Philibertus dux Sabaudie, Chablasii et Auguste, [...] universis facimus manifestum quod parte ecclesiasticorum, nobilium hominumque et communitatum patrie

nostre Vuaudi nobis expositum extitit ipsis ecclesiasticis, nobilibus, hominibus et communitatibus patrie predicte Vuaudi concessas et concessa fuisse per illustrissimos numquam delende memorie dominos metuendissimos predecessores nostros dominos dicte patrie Vuaudi, libertates, previlegia[a], franchesias, immunitates et capitula contentas et contenta in litteris super hoc confectis quibus relatio habeatur, ipsosque habere et habuisse consuetudinem in dicta patria per quam cavetur neminem subdictorum nostrorum dicte patrie trahi posse nec debere alibi quam coram ipsorum subdictorum nostrorum iudice ordinario, nisi in casibus appellationum necnon quando contingit aliquem ob crimen heresis vel homicidii aut latrocinii plecti, bona talium plexorum existentia penes banneretos ipsius patrie et infra iuriditiones ipsorum banneretorum ipsis banneretis ex forma dicte consuetudinis et liberis ipsorum plexorum legitimam in bonis talium plexorum pertinere et pertinuisse, et inde ipsas libertates, franchesias, immunitates, previlegia, capitula, scripta et non scripta, hactenus observatas et observata, consuetudinemque predictam per dictos illustrissimos predecessores nostros et nos confirmatas et confirmata fuisse, quibus concessionibus et confirmationibus non obstantibus, officiarios et commissarios nostros ipsas libertates, franchesias, immunitates, previlegia, capitula et consuetudinem cothidie ipsis infringere et rompere et contra ipsa facere, in maximum dicte patrie Vuaudi et subditorum eiusdem preiudicium, nobis hoc ideo humiliter supplicantes ut ipsis [...] ipsas libertates [...] observari, mandare et facere consiliisque nobiscum et Chamberiaci residentibus ne audeant aliquem subditorum nostrorum predictorum coram ipsis trahi facere aut litteras concedere per quas ipsi subdicti nostri patrie Vuaudi coram ipsis consiliis trahantur. Quod si secus fecerint ipsis litteris concedendis[b] derogare ex nunc prout extunc, et econtra quicquid inde factum fuerit irritare mentemque nostram super premissis declarare dignaremur.

Quorum supplicationi benevole inclinati annuentes, [...] mentem nostram declaramus fuisse et esse scilicet quod ipsis supplicantibus et eorum posteritatibus franchesie, libertates, previlegia, capitula, [...] in omnibus et per omnia ut supra observentur.

Mandantes [...].

Datum Lausanne die quinta mensis octobris, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo octavo.

Per dominum presentibus dominis I. Reynerio bastardo Sabaudie comite de Villariis locumtenenti et gubernatore Sabaudie generali, Ludovico comite Camere vicecomite Mauriane, Michaele de Sabaudia appostolico prothonotario, Georgio barone Menthonis, Anthonio de Gingino domino Dyvone preside, Iohanne dicto de Challes magno magistro hospicii, Guillelmo dicto Gellerie, Petro Gorrati collatherali Chamberiaci, Ludovico Oriolli magistro hospicii.

Reddantur littere portitori.

Teste.

AC Moudon, AEC 21, ***parchemin original,*** *49 x 47 cm, reste du sceau ducal pendant en cire rouge, sous papier.* – ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 301–306; AEC 25, p. 257–259; AEC 24, fol. 96r–*

97v; AC Morges, AEA 9/13 (copie de 1790). Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 97v–99r; AEC 27, p. 345–350.

Ed. MDR XXVII, p. 318 (d'après Nouveau recueil A = AEC 26); TALLONE, II/VI, p. 133 (d'après le ms. de Moudon). Trad. française in GRENUS, p. 118, no. 63.

5 [a] *sic.*
[b] *Le manuscrit porte* concedendi.

27. Le duc Charles II de Savoie renonce à prélever sur les biens des notaires vaudois la taxe instaurée dans l'ensemble de ses états.[1]

1512 juillet 16. Gex

10 Karolus dux Sabaudie, etc. dilectis baillivo, procuratorique fiscali, universisque et singulis castellanis, clericis curiarum et ceteris officiariis tocius patrie nostre Vaudi seu ipsorum locatenentibus salutem. Cum per litteras nostras patentes et alias mandaverimus compelli quoscunque notarios totius patrie nostre predicte Vuaudi ad solucionem contribucionis sive tallee per nos facte in tota patria 15 nostra cismontana super valore bonorum notariorum tam laycorum quam clericorum, nolentes tamen certis bonis moti respectibus ipsos notarios dicte patrie Vuaudi ad premissa compelli vobis hoc ideo et vestrum cuilibet in solidum per has expresse precipimus commictimus et mandamus sub pena centum librarum fortium pro quolibet dicto gubernatori inferiore, quathenus quecunque impedi- 20 menta in bonis ipsorum notariorum dicte patrie Vuaudi apposita tollatis et amoveatis et si iam aliqua bona ipsis notariis fuerint capta sive pignorata illa restituatis et restitui faciatis, nec ipsos ad solucionem dicte imposicionis sive tallee notariorum quovismodo compellatis, quibuscunque opposicionibus, excusacionibus, litteris predictis et aliis contrariantibus non obstantibus.

25 Datum Gaii die sexdecima mensis iulii millesimo quingentesimo duodecimo.

Cartier.

Per dominum presentibus dominis Urbano de Myolano electo Valentie marcho [...][a] , Anthonio de Gingyno domino Dyvone presidente, Claudio domino Ballaysonis, Francisco de Boscho domino Pressiaci magistro hospicii.

30 *AC Moudon, AED 24,* ***original*** *sur papier, 32 x 43 cm, sceau ducal plaqué.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 222.

[a] *suivent 2 titres illisibles*

[1] *Nous ne savons à quelle occasion la décision a été prise.*

28. Le duc Charles II de Savoie confirme les franchises du pays de Vaud, suite à la requête formulée par les États de Vaud réunis à Romont.

1517 novembre 12. Romont

AC Moudon, AEC 21, ***parchemin original,*** *42,5 x 31 cm, sceau ducal pendant en cire rouge, sous papier, attaché au doc. 26 ci-dessus. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 26, p. 309–311, AEC 25, p. 261–262, AEC 24, fol. 100rv; AC Morges, AEA 9/15 (copie de 1790). Trad. françaises: AC Moudon, AEC 24, fol. 100v–101v, AEC 27, p. 353–355.*

Ed. MDR XXVII, p. 329, BOLLATI, II, Serie cronologica, coll. 347–348; TALLONE, II/VI, p. 291. Trad. française in GRENUS, p. 149, no. 78.

29. Le duc Charles II de Savoie interdit à tous ses sujets de contracter combourgeoisie ou tout autre accord ou alliance.

1517 décembre (avant le 5). Lausanne

Karolus dux Sabaudie, etc. Ex nostra certa sciencia motuque proprio et de nostre ducalis ac imperialis qua uti vicarius sacri Romani imperii perpetuus fungimur in hac parte potestatis plenitudine, hoc perpetuo edicto statuimus ne cui subdicto nostro mediato vel immediato cuiuscunque gradus, status, dignitatis et conditionis existat, nostrisque civitati, opido, ville, castro, collegio aut universitati in dominiis nostris cismontanis et intra eorum limites sub dictione[a] vel dictione[a] nostra constitutis liceat deinceps cum aliquo principe vel populo aut civitate, vel republica etiam nobis federe et amicitia coniunctis burgensiam, civitatem aut aliam subiectionem contrahere, acceptare aut per se vel alium pro se aut pro alio quomodolibet procurare absque nostra vel successorum nostrorum licentia speciali sub pena indignationis nostre perpetue et confiscacionis omnium bonorum suorum quorumcunque necnon admissionis omnium et singulorum privilegiorum franchisiarum, indultorum et concessionum per serenissimos imperatores Romanorum reges [vel per][b] predecessores nostros illis aut eorum antecessoribus sub quacunque[...][b] forma et quibusvis clausulis et roboramentis concessorum et insuper cohercionis corporalis arbitrio nostro vel successorum nostrorum imponenda.

Quod quidem edictum et decretum nostrum in Tharentasiensi, Lausanensi[a] Gebennensi, Augustensi, Bellicensi, Burgiensi ceterisque ditionis nostre cismontane civitatibus necnon opidis, villis ac locis insignibus ubi presertim sedes est ballivatus publicari et in publica populi congregacione more solito proclamari mandamus, ita ut ad omnium noticiam possit devenire nullusque ignorantiam de eo postmodum pretendere possit [...].

Datas Lausanne die [... mense ... anno domini millesimo][b] quingentesimo decimo septimo.

Per dominum presentibus dominis etc.

*AET, Arch. de Cour, Editi originali, II no. 22 (**copie** pour Moudon du 5 décembre 1517, sur papier, endommagée, ca. 27 x 30,5 cm, jointe à la publication faite pour les Trois États à Moudon, datée du 5 décembre 1517 à Lausanne, sur laquelle est apposé le sceau ducal de Charles).*

Ed. BOLLATI, coll. 730; TALLONE, II/VI, p. 297.

[a] *sic.*
[b] *trou.*

30. Les Trois États ordonnent une levée d'impôt afin de faire un cadeau au duc de Savoie Charles à l'occasion de sa visite dans le pays.

1517 octobre 18. Moudon

A tous seigneurs tant ecclesiastiques, nobles et bonnes villes de ce pays et baillivaige de Vuaud soyt manifeste que au jourduy, jour feste Sainct Luc evangeliste, mil VC XVII sont estes convoquer les Troys Estas yci Moudon, pour avoir regart et communication sur la bienvenue de notre tres redoubte seigneur, laquelle doibt estre bien briesve. Au queulx estas a este resolvi et concluz debvoir donner a notre dict tres redoubte seigneur pour la part de mesdits seigneurs ecclesiastiques et nobles certaine somme d'argent pour son bienvenir que se peult monter en somme pour ung chescung feuz desdits nobles unze gros de Savoye, laquelle somme a este donnee en charge a recouvrer tout incontinant, c'est ascavoir a nobles et puissants Ayme de Genesve seigneur de Lullin, noble Francoys de Sinarclens, noble Francoys de Billens seigneur de Maconens et aussi a noble Octhe d'Erlens. Lequel noble Francoys seigneur de Sinarclens a puissance absolue de recouvre de della du Jorat et les aultres troys de dessa dudit Jorat, avec la puissance de pouvoir faire gaiger. Lesqueulx quatres recouvreurs sont oblige de rendre bon et leal compte audit pays, pourquoy vous advertissons nous que sommes estes audits estas de la licence de monseigneur le lieutenant de baillivaige que ung chescun seigneur tant ecclesiastique que noble doige payer sa rate a rayson de XI gros pour ung chescung focaige vous priant que n'y veullies faillir et a Dieu soyes.

Donne a Moudon a l'assemblee desdits estas du commandemant de monseigneur le lieutenant et aussi de messeigneurs ausdits estas assembles le jour et l'an que dessus.

Pro duplo ad opus dicti domini de Senarclens.

*ACV, P, Château de Vufflens no. 315, **copie** sur papier destinée au sire de Senarclens, 28 x 19,5 cm.*

31. Le duc Charles II de Savoie garantit par réversale à ses sujets vaudois que les subsides accordés par les États de Vaud ne causeront aucun préjudice aux franchises du pays.

1527 mai 13. Chambéry

AC Moudon, AEE, no. 7, ***original*** *sur papier, très altéré, 32,5 x 32,5 cm, sceau plaqué non identifiable.*

Ed. TALLONE, II/VI, p. 365. Trad. française in GRENUS, p. 167, no. 88, reprise par BOLLATI, II, Serie cronologica, coll. 363–364.

DEUXIÈME PARTIE
Libertés et droits des bourgeois

Chapitre 1: Aigle

Donnée par l'empereur Henri IV à la maison de Savoie en 1076, Aigle est d'abord un simple vidomnat avant d'être érigée au rang de bourg en 1231, recevant quelques cinquante ans plus tard le droit de désigner quatre représentants des habitants pour assurer la gestion de la communauté. Les premières franchises conservées reprennent presque textuellement les franchises de Villeneuve et remontent à 1314. Elles firent l'objet de plusieurs confirmations (1392, 1413, 1442).

Bibliographie:

Danielle ANEX-CABANIS, Les terres vaudoises du bailliage savoyard du Chablais au moyen âge, à paraître.

32. Le comte Amédée V de Savoie abonne la taille due par les habitants d'Aigle.

1288 mars 28. Saint-Maurice

Nos Amedeus comes Sabaudie et in Ytalia marchio notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum homines nostri de Alyo diu fuerint in possessione solvendi nobis et predecessoribus nostris pro tallia adcensata seu nomine tallie adcensate centum solidos maurisienses annuatim in festo beati Michaelis,

nobisque supplicaverint ut ipsis censam huiusmodi confirmemus nec ab ipsis occasione tallie aliquid amplius exigamus ipsique dictam censam de octo solidis et quatuor denariis maurisiensibus nobis augmentabunt.

Nos dictorum hominum nostrorum precibus ac supplicationibus inclinati volumus ac ipsis et eorum heredibus pro nobis et nostris successoribus concedimus ut ipsi pro dicta tallia adcensata seu nomine tallie adcensate dent et dare teneantur tantum modo decetero nobis et nostris successoribus in futurum in festo predicto annuatim centum et octo solidos et quatuor denarios maurisienses, nec occasione predicta possint aut debeant deinceps compelli ad amplius persolvendum. Dictique homines pro intragio nobis dederunt decem libras octo solidos et quatuor denarios maurisienses, de quibus nos tenemus integre pro contentis.

Promittentes [...].

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum apud sanctum Mauricium Agaunensem die dominica post annunciationem beate Marie anno domini millesimo ducentesimo octogesimo octavo.

AC Aigle, G II 6 H 51, ***parchemin original,*** *21 x 14 cm, sceau pendant du comte Amédée V de Savoie (un peu abîmé).*

Rég. H. C. ZEININGER, «Les archives communales d'Aigle», RHS, 1944, p. 586.

33. Le bailli du Genevois et Chablais établit quatre syndics à Aigle.

1288 juin 19. s. l.

Nos Guillermus de Septimo, miles, baillivus in Gebennis et Chablasio pro illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, ad preces et requisitionem ac instanciam hominum dicti domini comitis burgi de Alio et pro eorum utilitate, dedimus et constituimus de consilio et voluntate[a] eorumdem quatuor probos homines procuratores et syndicos dicti loci, videlicet Thomam Culti, Valterium de Fraciis, Petrum de Yllarsa et Iohannem Pastorem eiusdem loci ad faciendum sua negocia et procurandum[b] utilitatem et commodum dicte ville de Alio, et missiones et levas inter se de consilio proborum hominum faciendas et tassandas[c] et ad perquirendum iura sua ubique poterint bona fide, ita quod possint dictos suos procuratores unum vel omnes quando sibi placuerit removere et sustituere alium vel alios in futurum quando sibi viderit expedire vel oportunum.

In cuius rei testimonium presentem litteram sigillo nostro tradidimus sigillatam.

Datum die sabbati ante festum beati Iohannis Baptiste, anno domini millesimo ducentesimo octagesimo octavo.

AC Aigle, G II 6 H 50, ***parchemin original,*** *21 x 11,5 cm, fragment du sceau pendant de Guillaume de Septême.*

Ed. MDR XXVII, p. 35–36.

[a] *Le ms. porte* voluntatem.
[b] *Le ms. porte* procurando.
[c] *lisez* taxandas.

34. Le bailli du Chablais vérifie et confirme que les habitants d'Aigle sont astreints à payer le plaict général et doivent contribuer aux frais de chevauchée.

1290 mai 6. Aigle

Nos Rodulphus Saviodi ballivus in Chablasio et Gebennis pro illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum Perreta dicta de Turre de Allyo, Aurylons uxor Perreti pelliparii, Petrus de Yllarsa et Iaquetus filius Perrete la Guersa et ipsa Perreta Guersa dicerent atque assererent se non debere ponere nec aliquid solvere de placito generali nec de missionibus que fiunt racione cavalcate dicti domini comitis in villa seu burgo de Allyo.

Nos dictus ballivus inquisita super hoc diligenter veritate, invenimus per testes ydoneos ac fidedignos quod prefati Perreta, Aurilons, Petrus de Ylarsa, Perreta Guersa, et Iaquetus eius filius in predictis placito generali et in missionibus cavalcate ponere consueverunt hactenus sicut et alii dicti loci. Qui vero testes sunt videlicet Iaquetus Tyeriz, Iohannes li Pastors, Iaquemetus li Sicholam, Thomas li Fonz, Vuillermus li Reynanz et Nantrimerius Mistralis et plures alii testes.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum apud Allyum die sabbati ante Ascensionem domini anno eiusdem millesimo ducentesimo nonagesimo.

AC Aigle, G II 6 H 6, ***parchemin original,*** *15 x 13,5 cm, sceau pendant de Rodolphe Savioz, bailli du Chablais et Genevois.*

35. Guillaume de Septême, bailli du Chablais, accense, avec l'accord des deux syndics de la ville, les pâturages d'Aigle à divers particuliers.

1293 juin 5. Aigle

Nos Guillermus de Septimo miles, ballivus in Chablassio et Gebennis pro illustrissimo viro domino Amedeo comite Sabaudie, notum facimus universis

presentes litteras inspecturis quod nos ex parte dicti domini comitis, de consensu et voluntate Iaquemeti lo Nicholam et Iaqueti filii Guerse procuratorum et syndicorum communitatis et parrochie de Allio et pro dicta communitate damus, concedimus et adcensamus Petro dicto Chamorel, Iohanni dicto Biola, Petro dicto Folyex, Anselineto, fratribus, et Moreto dicto Rubat de Antacresta ac eorum heredibus imperpetuum pastoragium et usamentum in universis pascuis parrochie de Allyo ubicumque sint, ita quod in dictis pascuis ad eorum bestias ad eorum voluntatem possint imperpetuum uti ac etiam pasturare hoc excepto quod eorum bestias infra parrochiam de Allio non debeant pernoctare nec etiam nemora parrochie de Allio recindere. Et hoc eisdem adcensavimus, ut supra dictum est, pro duabus cupis avene censualibus solvendis et reddendis annis singulis vicedomino de Allio qui pro tempore fuerit ad opus dicti domini comitis ad festum beati Nycholay et pro viginti quinque solidis maurisiensibus nomine intragii ab eisdem traditis et solutis, videlicet in dicto ballivo medietatem ad opus dicti domini comitis et aliam medietatem predictis procuratoribus et syndicis ad opus communitatis supradicte.

Promictimus enim nos dictus ballivus [...].

In cuius rei testimonium nos ballivus tam pro dicto domino comite quam ad requisitionem dictorum procuratorum et syndicorum et pro dicta communitate sigillum nostrum duximus presentibus apponendum.

Datum apud Allium die veneris proxima ante festum beati Barnabe apostoli anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio.

AC Aigle, G I 11, ***copie*** *notariée du XVIe siècle, sur parchemin, 25 x 19 cm, la copie ne porte aucun sceau.*

36. Le comte Amédée V de Savoie concède des franchises à la ville d'Aigle.

1314 mai 18. Evian

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum homines et habitatores ville nostre de Alyo nobis dixerint humiliter supplicando ut eisdem et eorum successoribus concederemus libertates et franchesias quas predecessores nostri concesserunt burgensibus nostris Villenove, nos dictus comes favore benevolo predicte supplicationi volentes annuere, eisdem hominibus et habitatoribus dicte ville de Alyo ac eorum successoribus, pro nobis et nostris heredibus et successoribus, libertates et franchesias perpetuo concedimus infrascriptas, videlicet:

[1] Quod homines et habitantes predicti non debent pedagium de aliqua sua propria mercatura apud Villamnovam, apud Alyum, apud Sanctum Mauricium, nec denarium qui ab eis exigebatur per illos de Villanova, qui denarius dicitur denarius porte.

[2] Bis in anno debent habere nundinas; in sabbato forum.

[3] Propter contractus usurarios sive exercicium usurarum non debent bona ipsorum burgensium et habitatorum barrari, molestari seu inquietari in vita vel post mortem; ipsis burgensibus vel habitatoribus remittentes eschetam que nobis competit aut competere potest in bonis ipsorum ratione usure. Et si quid contra factum fuerit, volumus non valere.

[4] Habitans aut residens in dicta villa de Alyo publice per annum et diem sine requisitione cuius libet domini, sit burgensis et pro burgense habeatur ulterius dicte ville.

[5] Si aliquis dictorum burgensium decesserit absque herede legitimo de suo corpore procreato, eidem defuncto debent et possunt ab intestato succedere sui proximiores in gradu consanguinitatis usque ad tertium gradum, nisi defunctus de bonis suis aliter duxerit ordinandum.

[6] Bastardi non habentes liberos legitimos, qui in dicta villa de Alyo residenciam continuam facient, habent et habere debent, ut alii burgenses dicte ville de Alyo, factionem liberam testamenti. Liberi ipsorum bastardorum superstites legitimi bona ipsorum habeant, nisi ipsi bastardi aliter disposuerint bonis suis.

[7] Burgensium requisitione dicte ville de Alyo, vicedominus ponere debet et admovere banna in rebus et possessionibus existentibus in territorio de Alyo, ut exstitit consuetum.

[8] Predictis burgensibus et habitatoribus de Alyo remittimus centum octo solidos quatuor denarios mauricienses qui nobis annuatim in burgo de Alyo pro tallia debebantur; meneydas que nobis racione vicedominatus debentur in dicto burgo ac eciam vicedomino similiter eisdem burgensibus et habitatoribus remittimus.

[9] In dicta villa nostra libera de Alyo habemus et habere debemus imposterum iura inferius designata, scilicet corpora et opes latronum et proditorum.

[10] Pro effusione sanguinis, LX solidos mauricienses.

[11] Qui arripit cutellum aut ensem aut aliud gladium ad percuciendum, LX solidos.

[12] Qui deprehensus fuerit in adulterio, LX solidos.

[13] Qui remanserit quando equitatio bannitur ex parte domini comitis, LX solidos.

[14] In nundinis qui ante pronunciacionem aliquid emerit vel vendiderit, si totum pretium fuerit solutum, emptor et venditor debent LX solidos.

[15] Qui vinum vendiderit infra bannum domini postquam fuerit pronunciatum per quindecim dies, LX solidos.

[16] Qui vendunt pannos tinctos aut merceriam in nundinis duos denarios mauricienses. Qui ceram et telam portant in nundinis et vendunt ad valorem quinque solidorum supra, duos denarios et ex quinque solidis inferius, unum denarium.

[17] Pro equo et equa in nundinis, IV denarios. Pro minuta bestia, obolum. Pro asino duo denarios. Pro bove vel vaca, unum denarium. Pro porco et pro bacone, obolum et hoc est omni tempore.

[18] Homines extranei debent unum denarium de omnibus que vendunt in foro, exceptis piscibus recentibus.

[19] Habitans in dicta villa de Alyo non debet istam leydam in nundinis nec in foro.

[20] Pro clama facta vicedomino, XVIII denarii, pro clama facta mistrali, VI denarii solvantur.

[21] Si aliquis bannitus fuerit et dare noluerit fideiussorem et recesserit, LX solidos solvat.

[22] Qui intrat vestituram alicuius sine precepto domini, LX solidos, si tamen querela de ipso deponitur.

[23] Omnes res persone extranee, id est aliene provincie, morientis in dicta villa de Alyo debent esse comitis, nisi quod dederit pro anima sua. Panni vero quos supra se portaverit in egritudine sunt hospitis.

[24] Si quis ceperit aliquem infra villam de Alyo et captum tenuerit sine precepto domini LX solidos solvat.

[25] Qui latronem invenerit capiat illum si poterit; si celaverit in misericordia domini est. Si latronem capere non poterit et ipsum interfecerit, non debet bannum.

[26] Qui de cutello scienter infra villam percusserit, pro banno LX solidos, passo iniuriam fiat satisfactio. Si effugerit omnes debent eum sequi, et si quis eum forte deffendendo interfecerit, non debet bannum.

[27] Qui fregerit mensam munsaliorum[a] aut beccarie, X libras et dampnum emendare.

[28] Qui falsam tenet mensam aut falsam mensuram aut falsam ulnam, LX solidos et dampnum emendare.

[29] Qui fregerit domum, X libras et dampnum emendare.

[30] Burgenses dicte ville debent molere in molendinis domini et coquere in eius furnis, ut consuetum est, si dominus molendina et furnos eisdem burgensibus voluerit[b] ministrare; sin autem quod alibi possint coquere et molere.

[31] Dominus habet pro qualibet teysa domorum existentium in dicta villa VI denarios; in venditione dictarum domorum habet dominus a venditore tertium decimum denarium et totidem ab emptore.

[32] Burgenses dicte ville debent equitationem comiti per totum episcopatum sedunensem suis propriis expensis, et idem circa totum lacum ita tamen quod ire possint et redire in una die ad naves cum eorum sumptibus et expensis.

[33] Quicunque autem venerit ad forum sive ad nundinas predictas salvus et securus veniat, dummodo sit paratus stare iuri.

[34] Termini dicte libertatis et franchesie de Allyo durent et protendantur a cruce dicta dicta[c] de Posa usque ad Mugneriam de claustro et ex loco dicto Escherchy usque ad viam dictam Chenaleressy, prout per metas etiam designantur.

[35] Promittentes autem nos dictus comes, pro nobis, heredibus ac successoribus nostris, bona fide et iuramento nostro super sancta dei evangelia corporali-

ter prestito, contra dictas libertates et franchesias et ea que superius et inferius continentur non facere vel venire per nos vel per alium in futurum.

[36] Item volumus et concedimus nos comes predictus, pro nobis ac heredibus sive successoribus nostris, predictis burgensibus de Alyo, quod si aliquis ipsorum latronem aut vulneratorem capere sive detinere non poterit et ipsum defendendo interfecerit ut supra, quod sit quittus penitus et solutus ex corpore et haberet[d] ex causa interfectionis pacem.

[37] Item quod omnes domus infra dictam villam de Alyo existentes, in quibus factus fuerit focus sive fiet per annum et diem solvant teysas, et non alie domus sub pretio premisso.

Testes autem ad hec premissa interfuerint viri religiosi et discreti, dominus Iohannes de Dunye, prepositus Montis Iovis, dominus Guillelmus de Dunye, prior Lustriaci, dominus Rodulfus de Chasteneya, rector domus Sancti Mauricii de Alyo, Iaquetus Albi de Viviaco, Reymundus Ocheti de Festerna et plures alii.

In quorum omnium robur et testimonium, nos predictus comes Sabaudie sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum Aquiani, sabbato octavo decimo die maii, anno domini millesimo tercentesimo quarto decimo.

AC Aigle, G II 6 H 14, ***parchemin original,*** *29 x 41 cm, fragment de sceau pendant du comte de Savoie; la même enveloppe contient aussi une copie et une traduction de 1765 par le notaire Curchod. – ACV, C II 39 bis (photographie de l'original).*

Ed. MDR XXVII, p. 45 et s.

[a] *lisez* mensaliorum.
[b] *Le ms. ajoute un deuxième* dominus.
[c] *sic.*
[d] *Le ms. porte* here.

37. Le bailli du Chablais, Guillaume de Chantillon, ordonne au châtelain de Chillon de faire restituer les gages pris indûment à Villeneuve, les habitants d'Aigle étant exonérés du péage.

1315 janvier 25. La-Tour-de-Peilz

Guillermus de Castellione, miles, balivus in Chablasio et Gebennis pro illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie, dilecto nostro domino, Iohanni de Bagniolo militi, nunc castellano Chillionis et qui pro tempore fuerit, salutem et sinceram dilectionem. Venientes ad nos probi homines de Allyo et ad consilium domini comitis predicti fidem fecerunt de franchesiis quas dictus comes eisdem concessit, in quibus continetur quod prefatus dominus comes ipsos probos homines de Allyo affranchiavit de denario de porta, quem levabant illi de Villanova super illos de Allyo, et ipsum denarium quittavit eisdem. Unde si aliqua pignora

habent illi de Villanova de probis hominibus de Allyo pro dicto denario, de assensu consilii dicti domini comitis presentis, vobis mando et precipio quatenus ipsa pignora reddi faciatis nec sustineatis admodo quod illi de Villanova levent ipsum denarium super illos de Allyo contra franchesias dicti comitis eisdem de Allyo concessam[a] alias.

Datum apud Turrim Viviaci die sabbati in conversione sancti Pauli anno domini millesimo tercentesimo quinto decimo.

Hec littera sigillata sigillo nostro.

AC Aigle, G II 12 H 39, ***parchemin original,*** *19,5 x 10 cm, fragment de sceau pendant.*

Ed. MDR XXVII, p. 49–50.

[a] *lisez* concessas.

38. Le comte Amédée V de Savoie ordonne la participation de tous les détenteurs de terres pour la construction de digues et autres ouvrages destinés à lutter contre les dégâts des eaux autour d'Aigle.

1315 avril 30. Chambéry

Amedeus comes Sabaudie dilectis suis iudici nostro Chablasii et Gebennarum et castellano Chillionis salutem et dilectionem sinceram. Ex parte burgensium nostrorum de Allyo nobis extitit supplicatum quod cum nos illis ordinaverimus quod omnes qui habent possessiones apud Allyum in periculo aque contribuere tenerentur in communibus missionibus faciendis pro defensionibus dicte aque quamplures de Villanova et de pluribus locis aliis possessiones habentes ibidem renuunt contribuere in defensionibus antedictis, considerantes nostram utilitatem publicam in predictis, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatenus omnes habentes possessiones quascumque compellatis modo quo poteritis forciori et sine lite quacumque ad contribuendum in sumptibus factis et faciendis pro defensione aque predicte pro rata possessionum quas obtinent vel obtinebunt ibidem.

Item proposuerunt nobis quod Perrodus de Sallone ab eisdem contra ordinacionem nostram in vindemiis levare nititur quedam sextaria vini dicta promessa super albergis de novo factis post ordinacionem nostram infra fines franchisie ville nostre de Allyo, nolentes autem quod aliquid contra ordinacionem nostram acceptetis, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatenus visa franchisia dicte ville et ordinacione nostra litterisque dicti Perrodi iureque cognito, emendari faciatis id quod per nos in franchisia vel aliter constiterit ordinatum.

Item fuit nobis propositum ut videlicet quod quidam non existentes burgenses de Allyo procurant infra franchisiam seu procuraverunt habere domos seu celaria ad reponendum ibi vinum ut illud quando voluerint vendant communiter ad ta-

bernam nolentes contribuere in communibus missionibus dicte ville. Super quibus vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatenus non habentes domos vel subternos seu celaria, sint nobiles vel innobiles, compellatis ad contribuendum pro rata in hiis que facient ad defensionem dicte ville. In aliis vero communibus missionibus nobiles habentes in dicto territorio vineas et prior dicti loci nullatenus contribuere compellantur. Alli vero non nobiles nec burgenses licet ibidem habeant vineas acque domos in dicta villa vina sua vendere non possint nisi tanquam burgenses faciant et contribuant in communibus expensis.

Item fuit nobis propositum ut videlicet quod iam per triannium[a] fuerint dicti nostri burgenses prohibiti per gentes nostras ne aliquis ante festum beati Martini hyemalis extraheret vel extrahere posset vina de dicta villa et parrochie de Allyo quod nobis placeret dictas prohibiciones inposterum revocare et adnullare, quum vero dicte prohibiciones indebite et iniuste facte fuerint. Si ita est nos eisdem burgensibus nostris tenore presencium concedimus quatenus vina sua vendere possint quocumque tempore pro libito voluntatis et emptores dicta vina quo[b] voluerint licite deportare.

Item fuit nobis expositum quod cum in franchisia predicta ordinaverimus quod cuilibet volenti edificare domum infra dictam franchisiam detur casale expensis nostris. Tu castellane dictam nostram ordinacionem et franchisias non observas, propterea tibi precipimus et mandamus quatenus ad consilium domini Rodulphi de Chastenay prioris de Allyo et Rolandi Garreti pedagiatoris nostri predicta compleas secundum formam quam in franchisia videbis contineri et id quod sic tradideris de quibus habebit instrumentum de receptione volumus et precipimus tibi in tuo primo computo allocare.

Item propositum fuit nobis quod Petrus de Blonay domicellus venit aliquando per se vel per alium ad viandum intra metas et pascua parrochie supradicte, non vocatis dictis nostris burgensibus vel aliquibus ex eisdem, super quibus tibi castellano precipimus et mandamus quatenus super predictis veritate diligenter inspecta si reppereris dictum Petrum aliquas viaciones fecerit in nostrum vel dictorum burgensium nostrorum preiudicium illud nullo modo substineas sed illud quod malefactum inveneris in statum pristinum et debitum omnino reducere procures.

Item fuit nobis propositum ut videlicet quod super concordiam factam inter dominum Guillermum de Ponte Vitreo militem ex una parte et dictos homines de Allyo ex altera dicimus ordinasse quod omnes homines habitantes in dicta villa et habitatores extra dictam villam ad tractum unius baliste uti possint nemore de Culens, de Raschiero usque in summitate dicti montis.

Item quod si contingeret dictam villam per ruynam aque vel inundacionem aque destrui in toto vel in parte et extra confines refici, quod reficerint et infra et extra habitantes dum tamen sint burgenses dicte ville habeant dictum usum.

Item dicimus ordinasse quod de cetero essarta infra limites quorum concessus est usus non fient et quicumque contra fecerit nobis solvat pro banno sexaginta solidos et nichilominus per unum mensem in carcere detineatur. Super quibus vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatenus visa ordinacione

predicta, vocatis eisdem, ipsam ordinacionem faciatis attendi et observari, nisi sit aliud legitimum quod obstat [...].

Datum Chamberiaci die ultima mensis aprilis anno domini millesimo tercentesimo quinto decimo.

AC Aigle, G II 6 H 16, ***parchemin original,*** *pâli et taché par endroits, 25 x 32,5 cm, fragment de sceau pendant du comte de Savoie.*

[a] *sic.*
[b] *lisez* quando.

39. Le comte Edouard de Savoie ordonne à ses officiers de veiller au respect de l'exemption des péages à Villeneuve et Saint-Maurice accordée aux habitants d'Aigle et leur enjoint de s'informer puis de statuer sur les droits des habitants de Leysin.

1324 [st. nat.] février 6. Chillon

Edduardus comes Sabaudie dilectis suis baylivo et iudici nostris Chablasii et Gebennesii nec non et castellano Chillonis, qui nunc et qui pro tempore fuerint, salutem et dilectionem sinceram.

[1] Accedentes ad nos dilecti burgenses nostri de Allyo et homines nostri communitatis de Lesyno nobis proposuerunt, humiliter supplicando quod cum licet per inclite recordacionis dominum karissimum progenitorem nostrum ipsis burgensibus de Allyo in eorum franchesia concessum extiterit quod ipsi non teneantur dare pedagium de quacumque merchatura apud Villamnovam apud Allyon et apud Sanctum Maurisium, Rolandus Garreti pedagiator noster Villenove ipsos burgenses nichilominus compellit et compellere nittitur ad solvendum sibi nomine pedagii Villenove ad opus nostrum unum obolum de pedagio et plus quinque pro quolibet pondere salis apud Villamnovam intrante contra franchesiam supradictam.

[2] Item quod ipsi burgenses de Allyo de animalibus suis in agricultura et societate agriculture existentibus aliquociens pro debitis pignorantur per familiares nostros, licet ipsi dicta animalia in dictis agriculturis habentes aliunde habent unde possint pignorari. Ex quibus quidem pignoracionibus que sic fiunt, ipsi burgenses multipliciter pignorantur.

[3] Item supplicando nobis proposuerunt homines nostri predicti de Lisino parrochie de Allyo quod vende pettuntur ab eisdem de rebus suis quas propter necessitates suas exponunt aliis diebus quam die fori apud Allyo ad vendendum, quamvis hoc usque ad moderna tempora non fuerit observatum.

[4] Et quod pedagiator de Villanova predictus compellit et compellere nittitur predictos de Alesino[a] ad solutionem pedagii ibidem persolvendi, licet a prestatione ipsius sint, ut asserunt, liberi et immunes.

Quo circa, visa et examinata franchesia predicta super hiis que in primo articulo continentur, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatinus circa contenta in ipso primo articulo ipsorum franchesiam observetis nec patiamini in contrarium contentorum in ipso per aliquem attentetur. Super secundo articulo vobis mandamus et vestrum cuilibet quatinus non patiamini quod ipsi burgenses aut alter ipsorum pro debitis de suis animalibus que in agriculturis vel in societate agriculture habebunt aliquatenus pignorentur, dummodo aliunde habeant de quibus possint comode pignorari. Super tercio et quarto articulo vobis iudici et castellano committimus et mandamus quatinus ad requisitionem dictorum nostrorum hominum de Lesino super contentis in ipsis, vos plenius informetis et, informatione recepta, ordinetis quod vobis videbitur ordinandum, volentes quod ordinationi vestre alii nostri subdicti pareant et obbediant reverenter.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum iussimus presentibus apponendum.

Datum apud Chillionem die lune sexta die mense februarii anno domini millesimo tercentesimo vicesimo quarto.

AC Aigle, G II 12, ***parchemin original,*** *30,5 x 19,5 cm, sceau pendant du comte Edouard de Savoie.*

[a] *lisez* Lesino.

40. Réversale du comte Aymon de Savoie en faveur des habitants d'Aigle et d'autres sujets de la châtellenie de Chillon qui lui ont concédé une aide financière par pure grâce.

1331 [st. nat.] février 10. Chambéry

Nos Aymo comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum dilecti et fideles nostri dominus Petrus de Sallione miles, nobiles, burgensesque ville nostre de Allyo ceterique subiecti nostre castellanie Chillionis pro exoneracione multorum et gravium debitorum olim contractorum per inclite recordacionis dominum Edduardum comitem Sabaudie dominum et fratrem nostrum carissimum et sub usuris gravissimis concurrencium ad nostri recquisicionem nobis concesserint certum subsidium graciose, videlicet quod de quibuscumque rebus mobilibus et immobilibus et se moventibus que venduntur et ementur in villa et castellania supradictis, exceptis billionibus cavisis, percipiamus et habeamus de et pro qualibet libra precii rei vendite sex denarios monete, de qua fuerit precium inter partes conventum. Quod quidem subsidium et eius percepcio durare debet spacio quinque annorum continuorum et complendorum dumtaxat et non ultra inchoandorum prima die proxime futuri mensis februarii, quod nos, gratis et voluntate nostra spontanea confitemur et in veritate recognoscimus manifeste dictum subsidium nobis fore factum per dictos dominum Petrum militem, nobiles et burgenses de gracia speciali, volentes et concedentes expresse quod dictum subsidium graciosum ad aliquod genus servitutis

vel cuiuscumque alterius imposicionis se non extendat nec ad aliquam consequenciam imperpetuum trahi possit neque aliquod preiudicium eis parare valeat neque sub pretextu seu occasione huiusmodi subsidi ad aliud simile seu maius vel minus per nos vel successores nostros evocari valeat vel astringi et quod elapsis vel completis dictis quinque annis proxime futuris ad subsidium huiusmodi minime teneantur, scilicet finiatur omnino et ex nunc pro ex tunc ipsos dictis quinque annis finitis et completis pro nobis et nostris solvimus et penitus quittamus, volentes eciam quod per huiusmodi subsidium franchisie dicti loci non diminuantur in aliquo vel infringantur.

Promictimus insuper pro nobis et successoribus nostris nos dictus comes bona fide nostra et per iuramentum nostrum omnia et singula suprascripta inviolabiliter observare et in nullo contrafacere vel venire.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum Chamberiaci die decima mensis februarii anno a nativitate domini millesimo tercentesimo tricesimo primo.

AC Aigle, BHA 101 c, ***parchemin original,*** *30 x 18 cm, sceau annoncé du comte Aymon de Savoie manquant. Ce document est actuellement (1996) perdu.*

41. Réversale du comte Aymon de Savoie reconnaissant que le paiement de subsides par les habitants d'Aigle et des environs ne saurait porter préjudice à leurs franchises.

1338 septembre 23. s. l.

AC Aigle, G II 6 H 18, ***parchemin original,*** *30, 5 x 22 cm, fragment de sceau pendant du comte de Savoie.*

42. Le comte Amédée VI de Savoie octroie aux habitants d'Aigle de ne pas faire l'objet d'enquêtes ou procès sans la présence du dénonciateur. Il ordonne aussi la participation de tous aux tailles.

1354 août 6. Chillon

Nos Amedeus comes Sabaudie universis notum facimus per presentes quod ex parte fidelium nostrorum burgensium et hominum burgi, claustri et de Fontaney parrochie de Allio nobis supplicatione delata effectualiter continente quod cum frequenter fiant processus et inquisitiones in eosdem, eciam de non malificio vel quasi per quas eciam de denunciatore non liquet, sed plus fit ad eas fatigandum

expensis et laboribus ut a nostris officiariis et curiarum clericis redimantur, quam pro iusticia prosequenda; que quidem redemptio et extorsio non ad nos divolvitur sed ad causam dantes licet nimis debite fatigationi predicte.

Item et quod nonnulli bona plurima possidentes horum qui in levis, talliis et exevis communibus eorumdem solent et debebant contribuere sicut dicunt in talliis, levis et exevis predictis communibus contribuere renuunt et recusant in ipsorum conquerencium non modicam lesionem quatenus eis quo ad hec de nostre munificencia largitatis clemencius providentes eis et posteritatibus eorumdem in privilegium et franchesiam concedere dignaremur ut, causis consideratis predictis, inquisitiones sive processus in eos non fierent nisi de casibus criminalibus a iure permissis et nisi denunciator appareat et presens sit, qui de rescindendis expensis si iniuste denunciaverit in manibus nostre curie prestare debeat ydoneam cautionem et quod dicti tales bona predicta possidentes contribuere in levis, talliis et exevis communibus predictis, deinceps per nostros officiarios perpetue compellantur.

Ecce quod nos animadvertentes dictos nostros burgenses et homines dudum nobis pro spe servivisse tam in nobis exhibendis armigeris suis sumptibus ex gracia pro supportacione onerum guerre nostre quam in nobis collatis muneribus dum nostre recepimus milicie decoratum, quam in personalibus laboribus frequenter in armis suscentis per eos nostrum ballivum Chablasii ad explorandum et invadendum emulos insequentes quam aliud nobis laudabiliter, ut digno relatu percepimus, serviendo eis et eorum posteritatibus pro nobis nostrisque heredibus et successoribus damus et concedimus per presentes quod in eos, heredes suos et posteritates non fiant nec si possint aut debeant inquisiciones aut processus nisi denunciator intersit et appareat personalis, exceptis tamen casibus criminalibus et a iure permissis, in quibus fiant prout suaserint dogmata rationis.

Item et eis concedimus prout supra quod bona possidentes illorum qui in levis, talliis et exevis communibus locorum predictorum contribuere consueverunt temporibus retroactis ad contribuendum in ipsis levis, talliis et exevis pro rata ipsorum bonorum et dictarum levarum, talliarum et exevarum iuxta taxationem et ordinationem debitas modo quo forciori debite poterit fieri compellantur et ad hec efficaciter perpetue teneantur, mandantes per presentes ballivo iudici nostris Chablasii et castellano Chillionis presentibus et futuris et eorum locatenentibus quatinus nostram concessionem presentem perpetue firmiter teneant et observent et in nullo contrafaciant vel opponant nec fieri vel opponi quomodolibet paciantur inquantum nobis desiderant complacere et nostre perhempcionis malivolencie habitum metuunt et formidant.

In quorum testimonium presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine iuximus roborari.

Datum Chillionis die sexta mensis augusti millesimo trecentesimo quinquagesimo quarto.

AC Aigle, G II 6 H 12, ***parchemin original,*** *40 x 25 cm, sceau pendant annoncé du comte Amédée VI de Savoie manquant.*

43. Robert Pugin, juge du Chablais et Genevois, et Amédée de Passu, lieutenant du bailli du Chablais et Genevois, commissaires désignés par le comte Amédée VI, examinent à la demande des habitants d'Aigle divers documents et ordonnent au châtelain de Chillon de contraindre les habitants d'Yvorne au paiement d'une quotepart aux frais d'endiguement de la Grande Eau.

1373 mars 1er. Aigle

Documents invoqués par les habitants d'Aigle et cités en tout ou partie:

a) leur requête au comte de Savoie pour qu'il donne l'ordre à son châtelain de Chillon de contraindre tous ceux qui possèdent des biens immobiliers dans les limites de la paroisse d'Aigle de contribuer aux frais entraînés par la construction de défense contre d'éventuelles inondations de la Grande Eau (alors nommée la Ruysy).

b) la commission du comte Amédée aux deux commissaires désignés afin qu'ils procèdent à une enquête sommaire sur la réalité des prétentions des bourgeois d'Aigle.

c) ordonnance du comte Amédée V de Savoie (non datée), sans doute numéro 38 supra.

d) composition due à Jean de Meyriaco, alors juge du Chablais.

e) ordonnance du comte Amédée V de Savoie du 18 mai 1314 (numéro 36 supra).

f) ordonnance du comte Amédée V de Savoie du 11 juillet 1317.

g) décision du juge du Chablais et Genevois de novembre 1319.

h) acte notarié du 16 juillet 1317 (contenu non indiqué).

Sur la base de ces divers documents les commissaires désignés prennent alors la décision suivante:

Nos vero commissarii predicti volentes secundum formam commissionis nostre et nobis in ea traditam potestatem ad loca accessimus propter hec necessaria et eciam opportuna ubi osculata fide vadimus et perpendimus grande et magnum periculum ex inundacione dicte aque et impetu eiusdem ruynoso quando et quociens ipsam contingerit evenire predicte ecclesie cimisterio eiusdem domus confratrie predicte necnon ville et domibus illorum de Allio quamplurimum eminere, habitis eciam et auditis actestationibus nonnullorum testium quantum ad hec productorum pro parte illorum de Allio in presencia illorum de Yvorna iuratorum qui deposuerunt coram nobis et testificati fuerunt nonnullos de Yvorna tempore quo vir nobilis dominus Petrus de Sallione miles quondam vivebat a triginta annis citra vel circa ad ipsa bastimenta et defensionem se iuvisse et ibidem venisse per iuvamen bastimentorum et operum [...]. Insuper [...] vobis precipiendo mandamus quatenus cogatis et compellatis eo modo quo poteritis forciori prefatos homines de Yvorna ad observandum, faciendum et complendum ea que per ipsum dominum Iohannem tunc iudicem ordinata fuerint super hiis et que in

ipsius litteris super hoc descripbuntur et quemadmodum in litteris domini nostri nunc comitis predicti videbitis plenius contineri, nullo alio a nobis super hoc expectato mandato peremthorio[a] et precise.

Datum Allii prima die marcii sub auctoritate nostra et decreto et sigillis iudicare nostri iudicis et mei Amedei concommissarii predicti in testimonium premissorum anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo tercio.

AC Aigle, G I 8, ***parchemin original,*** *59 x 57 cm, sceau annoncé du comte Amédée VI de Savoie manquant.*

[a] *lisez* perhemptorio.

44. La comtesse Bonne de Bourbon confirme et accroit les franchises d'Aigle.

1392 juillet 28. Chambéry

Nos Bona de Borbonio comitissa Sabaudie administratrix et tutrixque et tutorio nomine illustris carissimi filii nostri Amedei comitis Sabaudie notum fieri volumus tenore presencium universis quod nos ad supplicacionem et postulationem frequentem dilectorum fidelium nostrorum burgensium habitatorum et incolarum loci de Aillio ut ipse locus favoris nostri suffragio semper augeri valeat et burgenses, habitantes et habitaturi imposterum latiora succipiant incrementa, eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis et suis perpetuo successoribus omnes et singulas libertates, immunitates, franchesias tam eis datas et concessas quam eis confirmatas per inclitarum recordationum illustres principes dominos nostros Sabaudie comites quondam et quecumque previlegia bonosque mores, usus et consuetudines dicti loci et nostro et dicti filii nostri nomine, de certa sciencia et proposito deliberato laudamus, approbamus, rattifficamus, emologamus et tenore presencium confirmamus.

Ipsasque et ipsa teneri, actendi et inviolabiliter observari volumus iuxta ipsorum continenciam et tenorem.

[1] Item volentes ipsos burgenses et habitatores maiori semper libertate munire, eisdem concedimus et largimur quod quocienscunque et quandocunque mandamentum, cavalcatam vel succursum aut aliud forcredum ex parte comitis vel suorum officiariorum armatorum, equitum, peditum, balistrariorum vel aliorum imposterum fieri continget ad partes inferiores vel superiores Aillii, quod ipsi de Aillio nec sui perpetuo successores non teneantur nec debeant ad dictas ca- valcatas accedere nec cavalcatas nostras sequi donec gentes nostre cetere per Aillium transsiture precesserint, ne ipsi de Aillio in bonis et rebus ipsorum [...] sustinerent lesiones; postquam igitur ceteri equites et pedites superius vel inferius ad cavalcatas mandati precesserint dictos de Aillio ad cavalcatas nostras et dictorum comitum sine dilatione morosa accedere et sequi ceteros [...][a] teneantur.

[2] Item dictis burgensibus, habitatoribus et incolis et infra locum franchesiarum morantibus, nostro et quo supra nomine, concedimus et largimur quod ipsi burgenses, habitatores et incole de Aillio possint et valeant et eis licitum sit unum et plures sindicos, procuratores, consiliarios, familiares et exactores ydoneos eligere, constituere et eciam ordinare, vocato castellano nostro Ville nove Chillionis vel eius locuntenente, qui pro tempore fuerit, et ipso presente, si adesse in talibus voluerit, inter ipsos eligere, statuere et ordinare quandocunque possint et valeant pro suis levis, impositionibus et subsidiis exigendis et levandis quando et quocienscunque pro nostris et suis communitatis negociis promovendis et in melius reformandis, eos revocare semel et plures et alias statuere et qui plenariam potestatem habeant quoscumque, pignorandi, pignora levandi et vendendi, venditionibus exponendi, nulla a nobis vel officiariis nostris vel filii nostri quibuscunque mandato, auctoritate vel licentia penitus postulatis.

[3] Item eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis graciose concedimus et largimur quod ipsi nec eorum perpetuo successores non teneantur nec debeant contribuere nec contribucionem aliquam facere cum aliquibus communitatibus, universitatibus vel collegiis aut aliis quibuscunque personis nec in aliquibus excubiis, muneribus vel tributis extra castellaniam nec eciam infra dictam castellaniam nisi inquantum fuerint contribuere lapsis temporibus consueti.

[4] Item eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis perpetuo concedimus per presentes quod ipsi nec aliquis ipsorum communiter vel divisim non possint nec debeant per nos vel aliquem officiarium vel commissarium nostrum extrahi, citari vel commoveri extra iudicaturam nostram Chablaisii et Gebennarum super aliquo casu vel causa civili vel criminali nisi pro facto nostro vel commensalium nostrorum seu pro facto aliorum oriendorum extra fines nostrorum dominiorum et Sabaudie comitatum et si secus facimus, fuerit illud irritum [...] et inane.

[5] Item eisdem burgensibus et habitatoribus concedimus, et largimur quod nullus de villa seu eius parrochia non possit nec debeat officium clericature locumtenentis castellani vel basamerii in dicto loco Aillii assumere nec aliter per se vel alium exercere hinc ad decem annos proxime affuturos et si secus factum fuerit, illud tenere nec valere medio tempore non volumus.

[6] Item eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis concedimus per presentes quod si et ubi, aliquo tempore, contra predicta vel aliquod ipsorum, nos vel filium nostrum comitem aut ipsius successores vel officiarios nostros per ignoranciam vel alias fieri vel iuberi contingeret, quod illud pro non facto habeatur et teneatur et illud ex nunc prout ex tunc nullius esse decernimus efficacie penitus et valoris.

[7] Item eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis concedimus et largimur quod ipsi Aillii ad quem pertinet mensurarum signatio penitus imputetur, nisi fraux[b] vel dolus mensuris utentium appareat evidenter [...].

Pro quibus omnibus et singulis quatercentum quinquaginta florenos auri boni ponderis veteris [...] habuisse et realiter recepisse confitemur.

Mandantes [...].

Datum Chamberiaci die vicesima octava iulii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo secundo.

AC Aigle, G II 6 H 20, ***parchemin original*** *taché par l'humidité, 60 x 45 cm, sceau en cire rouge pendant de la comtesse Blanche de Bourbon, autre sceau non identifié perdu. – Trad. française: AC Aigle, G II 6 H 21.*

[a] *tache d'eau.*
[b] *sic.*

45. Le comte Amédée VIII de Savoie confirme sans les modifier les franchises d'Aigle.

1413 [st. nat.] février 10. Cossonay

AC Aigle, G II 6 H 22, ***parchemin original,*** *73 x 78 cm, grand sceau équestre du comte pendant, en cire verte avec contre-sceau en cire rouge.*

46. Louis de Savoie, prince de Piémont, répartit les frais de pont et endiguement de la Grande Eau à Aigle, imposant une participation aux habitants de Leysin, Corbeyrier et Yvorne.

1438 mai 19. Aigle

[...] Ad pronunciacionem [...] processimus ut infra:

Primo, pronunciamus, declaramus et ordinamus quod lictere superius designate et quibus presentes sunt annexe pro parte dictorum de Allio producte [...] observentur in singulis suis capitulis et clausulis observarique debeant et teneantur iuxta formam, seriem et tenorem illarum[1].

Item pronunciamus, ordinamus et declaramus quod casu adveniente fore necessarium acque opportunum bastimenta, tornasve aut deffensiones quevis contra dictam aquam vocatam Ruysi a magno ponte Allii inferius fieri hincinde, quod tales turne, bastimenta et deffensiones fieri debeant ab utraque parte sumptibus communibus partium predictarum videlicet illorum de Allio, de Leysino necnon illorum de Yvorna et Curberiaco pro rata cuiuslibet ipsarum partium.

Item pronunciamus ulterius quod magnus pons predictus Allii per partes ipsas predictas in bono statu et condecenti manuteneri debeat et teneatur sic quod tutus accessus per supra ipsum haberi possit et valeat ac de novo tociens quociens opportunum fuerit et neccessarium reffici et construi teneatur per partes ipsas sumptibus communibus partium earumdem, videlicet pro rata cuilibet contingente quemadmodum inter partes easdem temporibus retroactis usitatum factumque et observatum extitit [...].

Data, lata et lecta fuit hec nostra presens pronunciacio sive ordinacio Allii anno die et loco supra primo scriptis. Presentibus [...].

AC Aigle, G I 8, ***parchemin original,*** *67 x 53,5 cm; acte attaché au moyen de trois sceaux non identifiés au no. 43 ci-dessus; y est aussi joint une confirmation de Bonne de Bourbonne de 1392.*

[1] *Cf. sentence de 1373 publiée ci-dessus, qui fait état des mêmes documents (no. 43).*

47. Louis de Savoie, prince de Piémont, confirme les droits des habitants d'Aigle.

1438 mai 22. Thonon

Ludovicus de Sabaudia princeps Pedemontium primogenitus locuntenensque generalis illustrissimi domini genitoris mei domini Amedei ducis Sabaudie Chablaysii et Auguste principis, marchionis in Ytalia comitis Pedemoncium et Gebennensis Valentinensisque et Dyensis universis serie presencium fiat manifestum quod nos, visis licteris pronunciacionis per spectabiles consiliarios nostros dominos Petrum Marchiandi vicecancellarium et Bartholomeum Chabodi presidentem camere computorum Sabaudie milites nuper de nostri mandato facte una cum aliis pronunciacionibus et licteris presentibus annexis et consideratis in eis contentis supplicacionique dilectorum fidelium nostrorum hominum communitatis Allii in ipsis licteris nominatorum super hiis nobis facte favore benivolo inclinati ex nostra certa sciencia pro ipso domino meo nobisque ac nostrum heredibus et successoribus universis ipsam pronunciacionem per dictos consiliarios nostros ut premictitur ultimo factam ac omnia et singula in predictis licteris eiusdem pronunciacionis ultimo annexis contenta et descripta rata et grata habemus et ipsa laudamus, ratifficamus [...].

Datum Thononii die vicesima secunda maii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo octavo sub sigillo locuntenencie cancellarie proprio absente.

Fabri.

AC Aigle, G II 6 H 25, ***parchemin original,*** *50 x 30 cm, sceau annoncé du lieutenant du chancelier ducal manquant.*

48. Le duc Louis de Savoie confirme sans les modifier les franchises d'Aigle.

1442 août 7. Genève

AC Aigle, G II 6 H 44, ***parchemin original,*** *70,5 x 52 cm, sceau ducal pendant très abîmé. –* ***Copie:*** *AC Aigle, G II 6 H 45 (copie de 1775 sur papier).*

49. Le duc Louis de Savoie ratifie les contrats conclus en matière immobilière par les habitants d'Aigle et confirme les franchises de la ville, moyennant 60 florins. Les limites des franchises sont précisées.

1445 août 7.

[...]

Volumus insuper pro premissorum clarifficacione quod termini ipsarum libertatum et franchesiarum durent et protendant a cruce dicta de Posa usque ad Mugneriam de claustro et a loco de l'Escherchez de Ponty supra Fontaney tendendo per tabulum Rubentis et a Mugneria claustri usque ad maladeriam Allii [...].

AC Aigle, ADA 101 e, ***parchemin original,*** *70 x 50 cm, sceau pendant du duc Louis dans une boîte en bois. Ce document est actuellement (1996) perdu.*

50. LL. EE. de Berne suppriment tous les péages à Aigle[1]*.*

1484 août 7. s. l.

Nos scultetus et consules urbis bernensis notum facimus universis et singulis literas presentes inspecturis, lecturis vel audituris quod nos, matura deliberatione prehabita, certis moti respectibus et supplicatione nervosa nobis in hanc partem advolata, de nostra mera scientia et pura liberalitate dilectis civibus nostris Allii concessimus tenoreque presentium admittimus et elargimur exoneracionem omnium curruum et mercantiarum per dominia nostra Allii et vagantium, ita ut ex nunc sit eis facultas habeantque auctoritatem omnes currus et onera illic transeuntia alleviandi, exonerandi et levia faciendi cum omnibus privillegiis, solempnitatibus et franchesiis ad hec competentibus.

Mandantes [...].

In vim presentium literarum sigillo nostro appendente munitarum datarum septima die mensis augusti anno domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto.

AC Aigle, G II 12, ***parchemin original,*** *36,5 x 18 cm, sceau pendant perdu.*

1 *A l'exception de ce document, nous renvoyons au volume sur l'époque bernoise pour les textes postérieurs à 1476.*

Chapitre 2: Aubonne

La famille d'Aubonne est fort ancienne puisque son ancêtre éponyme aurait siégé dans les plaids royaux du temps du roi de Bourgogne transjurane Rodol-

phe III. L'une des branches de la famille reçut en héritage la partie de la seigneurie où était installée une petite communauté urbaine. Au XIIIe siècle, la ville d'Aubonne bénéficie des différends répétés entre ses coseigneurs et c'est à l'occasion d'un accord entre Guerric, Jacques et Pierre Putou que la ville reçoit ses premières franchises en 1234. En 1242, à l'instar d'autres seigneurs vaudois, Jacques, fils du Jacques Putou de 1234, remet à Pierre de Savoie sa part du château d'Aubonne et de la ville, pour la reprendre immédiatement en fief.

Le comte Philippe concéda l'hommage des lieux à la famille de Villars avec laquelle les descendants de Jacques Putou parviennent à s'entendre en 1319 pour établir un bourg neuf.

Attirée par le prestige de Genève, la petite cité devait passer acte de combourgeoisie avec elle. Si le traité d'origine semble perdu, différents documents confirment l'existence de l'accord. Ainsi un tarif des droits de pontenage sur l'Arve du début du XIVe siècle traite de manière identique les bourgeois de Genève et ceux d'Aubonne[1]*. De même, il ressort des registres du Conseil de Genève*[2] *que les franchises de Genève valent pour les habitants d'Aubonne. Enfin, dès le XVIe siècle, plus d'un document mentionne expressément «nostre ancienne union et franchise»*[3]*. Les sires d'Aubonne exercent également des droits à Allaman et Yens.*

Bibliographie:

ROGER-VILLARD DE THOIRE, étude sur la combourgeoisie qui unit Aubonne à Genève du XIVe au XVIIe siècle. Genève 1937. – L. de CHARRIÈRE, «Les dynastes d'Aubonne», MDR XXVI, p. 137 et s.

1 *Tarif éd. in MDG IX, E. MALLET, «Aymon du Quart et Genève pendant son épiscopat».*
2 *RCG, vol. 1508–1511, fol. 125, 18 juin 1510.*
3 *AEG, pièces historiques, no. 1435, anno 1549; no. 2569, anno 1619.*

51. Arbitrage entre Guerric, Jacques et Pierre Putou, seigneurs d'Aubonne, fixant leurs droits et les franchises des habitants d'Aubonne.[1]

1234 avril. Aubonne

Nos Michael Bonimontis et Humbertus de Lacu Iurensi, abbates, Williermus de Alione et Rodulfus de Estue, priores, omnibus presentibus et futuris presentem cartam inspecturis rei geste memoriam in perpetuum cum salute. Universitati vestre tenore presentium declaramus quod Guerrico, Iacobo Petroque Putou, dominis Albone, discordantibus ab invicem in quibusdam, prudentium[a] virorum consilio, pax est in eosdem reformata in nostra presentia, sub hac forma, quod ipsi iuraverint se bona fide manutenturos conservaturos universa iura et usagia subscripta dicte ville vel castelli, com omnibus que infra ipsius ville et castelli

terminos continentur. Inter que, tam dicti domini quam milites et burgenses loci memorati res Bonimontis et de Lacu et de Estue ecclesiarum nominatim tenentur iuramento quasi res proprias conservare.

Iuraverint etiam sibi invicem milites burgenses ville vel castelli sepefacti cum predictis dominis quod ipsi manutenebunt et conservabunt dicta iura et usagia omnia que in villa et castello dicto tenentur vel habentur, sub eodem iuramento nichilominus promittentes se ipsa contra omnes defensuros, si quis contra hec facere attentaret.

Iura autem dominorum sunt hec:

[1] Omnes homines de predicta villa et castello debent sequi predictos dominos et[b] expeditionem per unam diem et noctem in expensis propriis propter eorum guerram propriam et dominorum ligiorum. Si vero domini ipsos amplius voluerint detinere, eisdem in expensis providebunt. Qui ab expeditione defuerit debet sexaginta solidos, nisi eum possit evidens necessitas excusare.

[2] Dominis etiam ad transmarinas ituris vel ad Sanctum Iacobum aut Romam peregrinantibus, vel filias suas maritantibus, vel terram ad utilitatem suam acquirentibus, vel captis etiam redenptis, debent homines eorum eosdem moderare[c] de suo adiuvare.

Qui, si donum cuiuslibet eorum nollent acceptare, non possent eis vim facere, sed ad cognitionem nostram, vel ad minus unius ex nobis secum habentis duos milites et duos burgenses iuratos, essent emendandum sive pacifice terminandum.

[3] Venditores victualium debent accipere vadimonia tertiam pertem plux[d] revendendam valentia, ad nummatas scilicet incisas vel taxatas et ad ferra equorum. Qui vadimonia nollet accipere debet tres solidos. Sciendum est preterea quod vadimonia duorum[e] per annum et diem, iuratorum per dies quadraginta, aliorum quorumlibet per septem, debent custodiri. Conmutari etiam debent semel vadimonia dominorum et iuratorum, tertiam partem plux sorte valentibus illis vadimoniis pro quibus prima fuerint[f] commutanda.

[4] Dominus eciam pro eodem precio pro quo et burgenses prius habuerint res que venales fuerint habiturus.

[5] Poterunt etiam domini hospites suos mittere ad burgenses qui possint ipsis in stabulis et in lectis preter lectum proprium, providere. Quicunque vero renuerit debet tres solidos.

[6] Infractores mercati, adulteri testibus ydoneis cumprobati, false mensure, sanguinis effusio violenta, et qui per noctem de bastimento ville ceperit, debent sexaginta solidos. Qui de eodem bastimento per diem ceperit et quilibet violentus percussor et gladii exemptor debent tres solidos. Simplex proclamatio debet sex denarios.

[7] Quicumque vadimonio laneo vel lineo se induerit vel in lecto se operuerit, proclamatione facta ad dominum ab eo cuius erit vadimonium, super hac re solvet domino tres solidos et conquerenti peiorationem vadimonii restaurabit.

[8] Quociens quilibet, contra quem proclamacio coram domino vel ministeriali fiet, fideiubere renuerit, debet tres solidos. Hoc excepto, quod si fideiubere

nequiverit, iurabit se non posset ac per iuramentum factum sua vadimonia indicans domino et exponens faciet ius sub eodem iuramento.

[9] Omnes leges solvantur ut concordatum fuit ad misericordiam dominorum.

[10] Qui vadimonium in mercato vendiderit, iurabit si pro legitimo homine habeatur, se legitime vendidisse.

[11] Fures et proditores de villa vel de castello erunt domini illius ad cuius dominium pertinebit. Extranei vero ipsius erunt cuius homines ceperint sive servientes.

[12] In rebus communibus nichil novum fiet, nisi de consensu dominorum et iuratorum ville.

[13] In causibus[g] autem propriis domini edificare poterunt et facere quicquid in eorum venerit voluntatem.

[14] Recognitum est siquidem in hac compositione neminem dominorum habere usagium alterum super alterum, preter furnagia et molendina que in pertem domini Guerrici devenerint. Qui Guerricus molendina et furnos Albone se manutenturum bona fide promisit ad bona usagia et antiqua.

[15] Quelibet domus burgensium mittens porcos ad glandem in nemus domini Iacobi quod est apud Estue debet eo anno eidem Iacobo unum veru dou custil et de lonbo.

Verumtamen iura burgensium sunt hec:

[16] Quicunque domum vel focum in villa habuerit, super faciendo communia ville faciet iuramentum, alioquin domini et iurati non sustinebunt ipsum infra villam.

[17] Advena etiam qui in villa manere voluerit, in primis secundum usagia ville faciet iuramentum. Pro burgensi habendus, si in villa per annum et diem pacifice fuerit demoratus. Si autem ab aliquo fuerit infra annum reclamatus, aliis iuratis suo eum consilio foventibus, per dominum ville suum scilicet ius faciet reclamanti, et domini eidem et rebus eius per unam diem et noctem conductum prestabunt, si a villa de iure recedere compellatur.

[18] Propterea si aliquis dominorum futurorum nollet facere iuramentum, iurati ville sui et alii, donec ipsum iuramentum faceret, in nullo ei penitus tenerentur.

[19] Si quis burgensium a villa recedere voluerit, petita licentia a domino suo, si domum suam vendere voluerit, primo ipsam domino submonebit, pro minori pretio quam alii dimissurus eidem. Dominus vero, si emere noluerit, venditionem faciendam debet, salvo iure suo, concedere et laudare.

[20] Qui etiam dominus et iurati ville per unam diem et noctem conductum prestabunt abeunti, et res eius remanentes, intactas locis omnibus conservabunt.

[21] Sciendum est preterea quod predicti domini iuramento tenentur burgenses et res eorum pro posse suo manutenere locis omnibus et tueri.

[22] Ipsi itaque burgenses in nemoribus dominorum infra castellaniam talem habent usum: vivum nemus ad villam claudendam et domos construendas, hoc tamen prius eisdem dominis indicato; mortuum nemus indifferenter ad cremandum.

[23] Mercatores siquidem victualia que ad villam ad vendendum aportantur ad revendendum emere non debebunt, donec domini et burgenses ad expendendum pro sua ex eis emerint voluntate.

[24] Si denique inter dominos in invicem, vel inter burgenses in invicem, vel inter dominos ex una perte et burgenses ex altera aliquando quicquam emerserit questionis, ad cognitionem nostram debebit emendari et inter eos concordia reformari.

Que omnia ut rata et concussa permaneant in futurum, ad universalem sepedictorum dominorum, iuratorum, et burgensium peticionem, presentem cartam sigillis nostris fecimus communiri.

[25] Notandum vero quod vadimonia burgensium non debent custodiri nisi per septem dies.

[26] Si quis preterea villam aliquando fregerit, vel aliquam in ea violentiam fecerit, iurati ville qui viderint[h] iuramento prestito tenentur ipsum adducere ad dominum, si venire noluerit spontanea voluntate.

Datum et actum publice apud Albonam anno domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense aprili.

Original *perdu.* – ***Copie:*** *ACV, C XV 1/no. 2,copie contemporaine tronquée dans le bord droit, 47 x 41 cm, sceaux manquants de Guerric, Jacques et Pierre Putou; cet acte est suivi d'un acte de 1226 d'Aymo, évêque de Genève.*

Ed. MDG XIII 2 p. 1 et s.; MDR XXVII, p. 8 et s.

[a] *Le ms. porte* prudentum.
[b] *lisez* in.
[c] *lisez* moderate.
[d] *lisez* partem plus.
[e] *lisez* dominorum.
[f] *Le ms. porte* fuerit.
[g] *lisez* casalibus.
[h] *Le ms. porte* viderit.

[1] *En 1242, Jacques, seigneur d'Aubonne, devient le vassal de Pierre de Savoie (Wurstemberger, IV, no. 152, p. 86).*

52. Transaction passée entre Guillaume Alamandi et Agnès de Villariis, son épouse, seigneurs d'Aubonne, et dame Bynfaz et Jean, son fils, coseigneurs du dit lieu au sujet de l'établissement d'un bourg neuf à Aubonne et d'autres différends.

1319 [st. nat.] février 24. Aubonne

Nos officialis curie Lausanne notum facimus universis quod cum discordia verteretur inter nobiles infrascriptos, videlicet Guillermum Alamandi et Agnetem de Villariis eius uxorem ex una parte et dominam Bynfaz et Iohannem eius filium

condominos de Albona ex altera super eo quod Guillermus et Agnes predicti asserebant sibi et gentibus suis et subditis eorum multas iniurias illatas fuisse per dictam dominam Bynfaz et Iohannem eius filium et per gentes eorumdem. Item super eo quod predicti coniuges asserebant dictam dominam Bynfaz et Iohannem eius filium non recognovisse ad plenum feudum quod tenebant et tenere debebant de omnibus bonis suis existentibus infra limites iurisdictionis dicte ville de Albona, item super eo quod predicti coniuges volebant facere et construere quemdam burgum novum ultra portam superiorem dicte ville de Albona, predicta domina Bynfaz et Iohanne eius filio asserentibus se nec subditos suos ad emendam iniuriarum predictarum non teneri et feudum quod tenebant a predictis coniugibus se bene et fideliter recognovisse et burgum predictum sine voluntate et consensu eorum fieri et construi non debere, pluribus de causis per ipsam dominam Bynfaz et Iohannem eius filium allegatis.

Tandem predicte partes per amicabiles compositores venerunt ad pacem et concordiam de predictis per modum et formam inferius annotatos:

[1] Primo quod omnes iniurie illate hinc et inde a tempore retroacto usque ad confectionem presencium litterarum tam per principales personas superius designatas quam per subditos earumdem sint quitte et remisse ab utraque parte.

[2] Item quod omnes res et possessiones quas habent dicta domina Bynfaz et Iohannes eius filius et que tenentur ab eis infra limites predictos iuratos sint et esse debeant de feudo ligio dicti Guillermi et Agnetis eius uxoris, excepto feudo de Dysi; qui limites predicti protunduntur [...].

[3] Item quod pro recognicione dicti feudi predicti coniuges dant et dare teneantur dicto Iohanni in augmentationem dicti feudi decem libratas terre de annuo redditu ad monetam Lausannensem; que quidem decem librate terre possunt redimi et rehaberi per dictos coniuges vel eorum heredes pro octo viginti libris dicte monete quocienscumque dictis coniugibus vel eorum heredibus placuerit et sibi videbitur expedire et in eo casu dictus Iohannes tenetur acquirere terram et redditus de dictis octo viginti libris bona fide et ipsam terram et redditus sic acquirendam et acquirendos tenere et tenere debere a dictis coniugibus in feudum predictum; que quidem decem librate terre debent assignari dicto Iohanni per dictos coniuges infra iurisdicionem de Albona ad arbitrium duorum proborum hominum fidedignorum hinc et inde eligendorum.

[4] Item quod burgus novus fiat prout limitatus est, videlicet a torculari dictorum Marsinel descendendo inferius a parte venti per fossata usque ad domum Iacobi filii Petri Marchiant et domum dicti Ioly et per ipsas domos et per domum dictorum Rospacot et per furnum dicti Iohannis et domum Nycholai Huldrici tendendo usque ad fossata communia retro domum Petri dicti Furnii quondam et a parte boree ab angulo fossalis tendentis a dicto torculari dictorum Marsynel versus vallem de la marre Almary et descendo[a] per iuxta vineam dictorum Marsynel et per stagnum dictorum domine Bynfaz et Iohannis eius filii, usque ad molare domus seu castri ipsorum matris et filii predictorum.

[5] Item actum est inter dictas partes quod dicte domus et terre per quas fient fossata predicta acquiri debent expensis communibus dictarum partium et ad

communem extimationem faciendam per duos probos homines communiter hinc et inde eligendos.

[6] Item actum est inter dictas partes quod omnes domus edificate in dicto burgo remaneant et sint illorum quorum sunt ad presens et erant tempore retroacto casalia vero sita subtus pontem de Bougye Santi Martini licet non sint edificata, sint et remaneant illis quorum erant tempore presenti; alia vero casalia sita supra dictum pontem de Bougye ubique in dicto burgo existentia tendendo superius usque ad dictum torcular dictorum Marsinel equaliter dividantur inter dictas partes; alie vero terre cuiuscumque sint in dicto burgo existentes emantur et acquirantur communiter cum expensis communibus dictarum parcium et inter dictas partes equaliter dividantur.

[7] Item actum est inter dictas partes quod in recompensationem terre quam olim emit vir nobilis dominus Amedeus de Villariis frater quondam dicte Agnetis ab Agnessona relicta Bardi Lombardi de Albona, predicti mater et filius debent et tenentur emere et acquirere de suo proprio terram seu ochiam liberorum quondam Iohannis Amedei de Albona existentem infra dictum burgum et quod dicte terre tam empte per dictum dominum Amedeum quam emende per predictos matrem et eius filium debent dividi communiter per casalia inter dictas partes.

[8] Item actum est inter dictas partes quod in recompensationem iuris quod habebant seu habere debebant predicti mater et filius in pendentibus domorum constructarum in dicto burgo per dictos coniuges vel per predecessores eorumdem assignentur predictis matri et filio quatuor casalia de communi terra ipsarum partium continencia quodlibet quatuor tesas in latitudine in avantagium ultra partem suam sibi contingentem et quod dicta quatuor casalia assignentur eisdem matri et filio in simul vel divisim ad arbitrium duorum proborum hominum communiter ab utraque parte eligendorum.

[9] Item actum est inter dictas partes quod predicti mater et filius possunt construere si voluerint in dicto burgo unum vel plures furnos et percipere et habere fornagia eorundem nec non habere linguas grossorum animalium que occidentur in burgo predicto prout percipere consueverunt infra villam antiquam dicte ville de Albona.

[10] Item actum est inter dictas partes quod dicti coniuges possunt construere in dicto burgo si voluerint unum vel plura molendina et habere obventiones eorumdem.

[11] Item actum est inter dictas partes quod in dicto burgo debent fieri tres porte videlicet prima supra dictum pontem de Bougye, secunda vero versus dictum torcular es Marsynel, tercia autem subtus grangiam Francisci dicti Wangnyour de Albona, inter dictam grangiam et dictum molare et in qualibet earumdem quelibet pars habeat et habere debeat unum casale a quolibet latere et eum edificare prout sibi videbitur expedire; claves vero dictarum portarum debent custodiri et servari prout claves antique dicte ville de Albona consueverunt custodiri et servari.

[12] Item actum est inter dictas partes quod casalia que nunc sunt edificata in dicto burgo debent bastiri cum expensis illorum quorum sunt alia vero casalia

edificanda in dicto loco debent bastiri cum expensis communibus partium predictarum.

[13] Item actum est inter dictas partes quod quocienscumque dicti coniuges inceperint bastire locum predictum, quod predicti mater et filius debent et tenentur supra se bastire et bastimentum facere modo et forma superius denotatis et si predicti mater et filius dictum bastimentum non facerent aut facere nollent ad requisitionem dictorum coniugum seu alterius eorumdem in eo casu predicti coniuges possunt et debent eos compellere ad predicta facienda modo et forma quibus poterunt meliori.

[14] Item actum est quod dicte partes utantur iurisdictione sua tam in dicta villa de Albona quam in dicto burgo prout consueverint facere temporibus retroactis, non obstante aliqua novitate facta in loco predicto tempore dissensionis partium predictarum.

[15] Item actum est quod si aliqua dubitatio vel obscuritas oriretur super predictis aut aliquo predictorum, quod declaretur et interpretetur per Iohannem de Rossillyone decanum Alyngii, per Iacobum Albi de Viviaco clericum et per Willelmum de Lustriaco iurisperitum communiter hinc et inde electum.

Nos vero Guillermus et Agnes, Bynfaz et Iohannes eius filius predicti omnia supradicta ratificamus, approbamus et emologamus prout superius sunt expressa [...]. Renunciantes [...].

In quorum omnium robur et testimonium perpetue veritatis, nos prefatus officialis [...] sigillum prefate curie nostre presentibus litteris duximus apponendum [...].

Datum et actum Albone in aula castri dictorum coniugum sexto kalendas marcii anno domini a nativitate eiusdem millesimo trecentesimo decimo nono.

ACV, IB 289/191, ***parchemin original,*** *taché et troué, 56,5 x 65,5 cm, les sceaux annoncés de l'official de Lausanne, de Girard, prieur d'Étoy et de Guillaume, prieur de Romainmôtier sont perdus. –* ***Copies:*** *ACV, IB 289/191, copie sur rouleau de papier, vraisemblablement du dernier quart du XIVe siècle; ACV, Fh 111, fol. 1, copie datant de 1368 sur registre de papier. Trad. française: ACV, IB 289/191 (vraisemblablement du XVIIe siècle).*

Ed. MDR XXVI, p. 343 et s.

[a] *sic.*

53. Les habitants d'Aubonne se déclarent prêts à payer 40 florins d'or si Antoine, coseigneur d'Aubonne, est armé chevalier ainsi qu'ils l'ont fait pour Guillaume, fils d'Othon de Grandson.

1384 novembre 28. Aubonne

Nos officialis curie Gebennensis notum facimus universis quod coram mandato nostro Iohanne Thonsoris de Nyviduno, clerico, notario publico, predicte nostre curie iurato, cui super hiis commisimus vices nostras, in ipsius iurati nostri et

testium subscriptorum presencia propter hoc personaliter constituti, videlicet Stephanus Seschaux de Albona, domicellus, Roletus Moschet, burgensis Albone, tanquam gubernatores dicte ville Albone, Nicodus de Mollens, domicellus, Iaquetus Marchiand, Reymondus Walneret, Iohannes et Franciscus Morichier, fratres, Perretus de[a] Perodus Rosset, Iohannodus et Girardus Gavit, dicti loci Albone, fratres, et Franciscus Garriliat, burgenses dicti loci Albone, ex una parte et nobilis vir Anthonius, condominus Albone, ex alia. Cum ita sit quod nobilis vir dominus Guilliermus de Grandissona[b], filius nobilis et potentis viri domini Octhonis de Grandissono, militis, nuper ante civitatem Sedunensem fuerit effectus miles et pro sua milicia datum fuerit eidem domino Guilliermo de gracia speciali per burgenses et communitatem ville Albone quadraginta florenos boni auri et magni ponderis et in predictis quadraginta florenis contribuerint [burgenses] predicti nobilis viri Anthonii condomini Albone, cum aliis burgensibus nobilis et potentis viri domini Guilliermi de Grandissono, domini Sancte Crucis et Albone, militis, ut asserunt prenominati gubernatores, nobiles et burgenses dicte ville Albone.

Hinc est quod prefati [...] et [...] burgenses dicti loci Albone, nominibus suis et totius communitatis dicte ville Albone inter se ordinaverunt per pactum expressum inter ipsos factum et inhitum quod burgenses dicte ville Albone nobilis et potentis viri domini Guilliermi de Grandissono domini Sancte Crucis et Albone teneantur et debeant contribuere super bonis communitatis ville Albone cum aliis burgensibus Albone nobilis viri Anthonii, condomini Albone, quando ipse Anthonius, condominus Albone, efficietur miles et quando ipsum nobilem Anthonium militem devenire contingerit, scelicet in simili quantitate quadraginta florenorum auri boni et magni ponderis pro ipsius nobilis Anthonii eius milicia.

Promittentes [...].

Actum Albone ante domum Francisci Garriliat, presentibus domino Nicodo de Ponte, capellano, et Mermilliodo Morelli de Albona, testibus ad premissa vocatis et specialiter rogatis.

ln cuius rei testimonium nos prefatus officialis ad preces et requisiciones predictorum gubernatorum, nobilium et burgensium predicte ville Albone nobis oblatas [...] presentemque licteram per ipsum minime levatam levari fecimus et grossari per Ansermum de Pompaploz, de Serrata, clericum, morantem Albone, predicte curie nostre iuratum [...].

Datum die vicesima octava mensis novembris anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo quarto.

Signature avec paraphe: Ansermus de Pompaploz.

ACV, IB 291/293, ***parchemin original*** *rédigé postérieurement à l'acte, 34,5 x 30 cm, sceau manquant de l'official de Genève.*

Ed. MDR XXVI, p. 380 et s.

[a] *sic pour* et.
[b] *sic.*

54. Le comte Antoine de Gruyère donne quittance de son mandat à son châtelain de Gruyère et percepteur d'Aubonne.

1433 [st. nat.] février 17. Aubonne

Nos Anthonius comes Gruerie dominusque Albone notum facimus universis presentibus et futuris quod cum Iaquetus Monrichier burgensis Albone per nos fuerit constitutus castellanus Gruerie et magister nostri hospicii necnon et receptor prissiarum, emolumentorum censuum et reddituum nostrorum Albone et mandamenti eiusdem loci de Albona et hoc spacio trium annorum iam diu est lapsorum super promissionibus et obligationibus per ipsum Iaquetum nobis factis et promissis de nobis reddendo bonum computum et legitimum atque validam et condignam satisfacionem super premissis officiis receptoris, castellani et magistratus hospicii dictorum trium annorum, nos vero prefatus comes Gruerie et dominus Albone confitemur et in verbo veritatis recognoscimus nos habuisse et realiter recipisse pro nobis et nostris a dicto Iaqueto nos habuisse et realiter recipisse de premissis et censibus dicti loci Albone et mandamenti eiusdem necnon castellanie et magistratus domus hospicii nostri pro spacio dictorum trium annorum bonum et legale computum acque legitimam et realem satisfacionem super quibus premissis omnibus et singulis, ut supra per nos dictum comitem et dominum habitis.

Nos pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscumque dictum Iaquetum Monrichier et suos heredes quoscumque solvimus et quictamus perpetue per presentes causa computi et satisfacionis premissarum [...].

Datum et actum in castro nostro Albone presentibus discretis viris Iohanne Marchiandi domicello Albone, Mermeto Bassini notario et burgensi Albone, Iohanne Reynaudi burgensi Rotondomontis et Iohanne Thomasseti clerico ex consiliariis nostris die decima septima mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo tercio a nativitate eiusdem domini sumpto.

Idem Iohannes Ioliveti.

ACV, C XX 17/107, ***parchemin original,*** *38,5 x 17 cm, sceau manquant du comte Antoine de Gruyère.*

55. Serment réciproque de Jean de Gruyère et de ses sujets d'Aubonne.

1514 août 29. Aubonne

In nomine domini amen. Huius publici instrumenti tenore cunctis fiat manifestum quod anno a nativitate eiusdem domini sumpto currente millesimo quingentesimo decimo quarto indicione secunda cum eodem anno sumpta et die vero vigesima nona mensis augusti in mis notarii publici testiumque inferius nomina-

torum presentia in cappella beati Stephani prothomartiris Albone, ante mangnum[a] altare, personaliter constitutus magnifficus Iohannes de Grueria ipsius loci Gruerie comes dominusque Albone et aliorum locorum ex legitima successione magniffici Iohannis de Grueria comitis Gruerie dominique Albone ex una parte et nobilis Petrus de Nanto ac honestus Petrus Begoz tanquam sindici et gubernatores ipsius ville Albone nomine totius ville predicte et communitatis eiusdem ex parte altera. Cum prefatus magnifficus Iohannes comes et dominus predictus per supranominatos Petrum et Petrum sindicos et gubernatores predictos requisitus fuerit velle iurare de observando libertates, franchesias, usagia et consuetudines premencionate ville Albone mandamentique et resorti eiusdem scriptas et non scriptas prout sui predecessores acthenus iurare consueverunt.

Qui vero magnifficus[b] dixit quod dictum iuramentum facere et prestare contentabatur. Tunc idem magnifficus comes et dominus ex eius certa scientia et spontanea voluntate, manu sua dextra levata, iuravit super sanctis dei reliquiis, evangeliis et canone super dicto altare existentibus, pro se et suis successoribus quibuscunque, dictis sindicis presentibus, stipulantibus et sollempniter recipientibus vice nomine et ad opus nobilium, burgensium et habitatorum dicte ville tociusque mandamenti et resorti eiusdem franchesias, libertates, consuetudines et usagia eorumdem scriptas et non scriptas in perpetuum manutenere, custodire ipsasque ratas, gratas et firmas habere, tenere et inviolabiliter penitus et perpetue observare, nec eas per se vel per alium, verbo vel opere infrangere, impugnare, ignovare contraque easdem non facere, dicere vel venire modo quovis in fu-
fol. 7v turum. Quo / iuramento sic, ut premictitur, facto ad postulationem et requisitionem prelibati magniffi[c] comitis et domini, supranominati sindici et gubernatores nomine quo supra simili modo iuraverunt super predictis sanctis dei reliquiis, evangeliis et canone esse prefato magniffico comiti et domino legales et veri obedientes omniaque predicta rata grata et firma habere, quilibet inquantum sibi tangit contraque eadem minime per se vel per alium non facere, dicere vel vivere modo quovis in futurum [...].

ACV, Fh 138, fol. 7rv, ***registre de copies*** *d'actes relatifs à Aubonne, 1234–1600, 22 x 31 cm.*

[a] *sic*.
[b] *sousentendez* comes et dominus.
[c] *lisez* magniffici.

56. Le notaire Pierre Quynsin tiendra les registres concernant la ville d'Aubonne moyennant un salaire annuel de 60 sous.

1528 avril 4. s. l. [Aubonne]

Die sabacti quarta aprilis [anno] millesimo quingentesimo vigesimo octavo, ego Petrus Quynsini, clericus Albone subsignatus, conveni cum nobili Ludovico de

Sivyrier et honesto Petro Duchat, gubernatoribus opidi Albone, necnon cum nobilibus Francisco Mistralis, Petro Thomasset, Gasparo de Siviriaco, Iacobo Hugonini, Anthonio de Nanto, honestis viris Stephano Challet, Anthonio Barberii, Francisco Malliet et Anthonio Martini, consultoribus Albone ibidem presentibus, de scribendo negocia dicte communitatis in consilio arrestata qualibet die consilii et registrare litteras venditionum fiendarum, de acquisitionibus confratrie sancti Spiritus Albone pro stipendio cuiuslibet anni sexaginta solidorum currentium solvendorum per dictos gubernatores mihi subsignato anno quolibet in festo sancti Michaelis[1].

Signeto mei manuali hic apponendo in testimonium premissorum.

Quynsini, notarius.

ACV, Fh 138, fol. 20v.

[1] *29 septembre.*

57. Accord sur la juridiction à Allaman entre Jean, coseigneur d'Aubonne, et Humbert de Rossillon et Nicole d'Allaman.

1326 mai 13. [conclusion de l'acte]. s. l.
1342 août 19. [rédaction]

Nos officialis curie Lausanne notum facimus universis quod anno domini millesimo tercentesimo vicesimo sexto die martis post Penthecostes coram mandato nostro Stephano de Lavignye, notario curie nostre iurato, cui ad hoc commisimus vices nostras, in ipsius iurati presencia, quod cum discordia verteretur inter viros nobiles dominum Humbertum de Rossillione militem et dominam Nycholam de Alamant, eius uxorem, ex una parte et Iohannem condominum de Albona ex altera super eo quod dicti coniuges dicebant et asserebant se habere merum et mixtum imperium et omnimodam iuriditionem et eciam furcas in dominio et districtu de Alamant, dicto Iohanne condomino de Albona dicente quod dicti coniuges non debebant habere furcas predictas in dicto dominio, nisi banna et clamas tamen in homines et subdictos ipsorum coniugum.

Tandem amicis communibus intervenientibus, dicta discordia sedata extitit in hunc modum, videlicet quod dicti coniuges et eorum heredes habeant et habere debeant perpetue et libere merum et mixtum imperium et omnimodam iuriditionem in dominio et territorio de Alamant, ubicumque in homines et subdictos ipsorum coniugum presentes et futuros ac in albergamentes et albergaturos vel domicilium seu mansionem habentes seu habituros in terris seu casalibus coniugum predictorum et quod dicti coniuges ex eorum heredes habeant et habere possint libere furcas in dominio de Alamant ultra aquam Albone in dyocesi Lausanne. De advenis autem transeuntibus et nullam mansionem in dominio et

territorio predictis de Alamant habentibus sic extitit concordatum quod omnia bona mobilia advenarum deliquencium in dominio et territorio predictis, si delinquant in terris, casalibus et albergamentis dictorum coniugum seu aliis possessionibus eorumdem, bona mobilia dictorum deliquencium debent esse dictorum coniugum et heredum eorum et condempnato eorumdem corpore, vero ipsorum dampnatorum debent reddi per dictos coniuges vel eorum heredes dicto Iohanni et heredibus suis cum roba linea vel lanea qua esset inductus. Si vero advene delinquant in terris, casalibus et albergamentis seu aliis possessionibus dicti Iohannis in dominio et territorio predictis, bona mobilia et corpora et condempnato eorumdem debent esse dicti Iohannis et heredum suorum. Si autem advene delinquant in carreriis publicis, pascuis vel aliis locis communibus in territorio et dominio predictis, bona mobilia delinquencium prius occupanti et capienti remaneant; corpus autem dictorum deliquencium in locis communibus proxime dictis in omnem eventum dicto Iohanni reddatur.

Item extitit concordatum quod prefati coniuges vel eorum heredes non possint imperpetuum construere vel edificare pontem super dictam aquam Albone, per quem currus cum rotis transire valeat quavis forma nec in dicta aqua aliquod edificium facere quod cedetur vel cedere posset nunc vel imperpetuum ad lesionem seu detrimentum iuris vel dominii dicti Iohannis.

Et hec est pax, finis et concordia perpetua super premissis inter dictas partes. Quam pacem seu concordiam et omnia et singula in presenti littera contenta, dicte partes tanquam de iure suo certificate ad plenum laudaverunt et acceptaverunt, promiseruntque [...] ita tamen quod si aliquod obscurum, dubium seu inepte positum super premissis aut aliqua premissorum et maxime super condempnacione advenarum delinquencium qui detenti fuerint per predictos coniuges vel suos quos supra in presenti littera reperiatur, quod illud dubium exponatur et declaretur per viros discretos dominum Stephanum de Albona canonicum Lausanne, dominum Ludovicum de Merceriis presbiterum et per Ansermodum de Alpibus iurisperitum.

Item concordatum extitit quod pro predictis in dicta concordia contentis, prefati coniuges et quilibet ipsorum insolidum pro se et suis assignant et affectant dicto Iohanni condomino de Albona presenti et recipienti pro se et suis duos modios boni vini et puri percipiendos annuatim et de annuo redditu per dictum Iohannem et suos ad mensuram Albone legitimam tempore vindimiarum super custodia de Feschie dictorum coniugum et super obventionibus et exitibus dicte custodie. Quod quidem vinum promiserunt dicti coniuges et quilibet eorum insolidum pro se et suis iuramento suo quo supra et sub obligacione omnium bonorum suorum quorumcumque annis singulis, ut supra dictum est, solvere et deliberare dicto Iohanni et suis quibus supra et dictum affectamentum manutenere et bonum facere usque ad plenam perceptionem dictorum duorum modiorum vini. Et quod superesset de dicta custodia ultra dictos duos modios vini remaneat ipsis coniugibus et suis una cum dominio custodie sepedicte.

Universa quoque et singula predicta et totum tenorem presentium, Beatrix de Alamant mater dicte domine Nychole laudat, ratifficat imperpetuum pariter et

confirmat et promisit iuramento suo super sancta dei evangelia ea firma et rata tenere et in contrarium non venire. Supponentes se nichilominus dicte partes et Beatrix iuriditioni et cohertioni venerabilis viri domini officialis curie Lausanne ad hoc quod possint conveniri et compelli per censuram ecclesiasticam, quilibet prout sibi competit ad observationem integram et completam omnium premissorum.

Renunciaverunt [...].

Ad cuius relationem sigillum dicte nostre curie presenti littere duximus apponendum, volentes et precipientes eidem littere fidem plenam adhiberi ac si tempore dicte requisitionis per prefatum Stephanum confecta fuisset et grossata.

Datum quoad grossationem huiusmodi XIIII° kalendas septembris anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo secundo.

Ita reperta est predicta notula et confecta presens littera per me dictum Iacobum de mandato quo supra.

ACV, C XVI /3, ***parchemin original,*** *29,5 x 39 cm, sceau pendant de l'official de Lausanne manquant.*

58. Le sire d'Allaman, Jacques Russin, et les syndics au nom de la communauté procèdent à un échange de biens.

1468 août 4. Allaman

Mention de deux syndics, entourés d'habitants au nombre de huit qui représentent la communauté, sans pour autant être qualifiés de conseillers.

ACV, C XX 326, acte levé par le notaire Jean Chastain sur la base des protocoles du notaire Jean Challet de Perroy, décédé avant l'expédition, ***parchemin original,*** *31,5 x 48 cm, seing manuel de Jean Chastain.*

59. Certains habitants de Yens reconnaissent être de l'avouerie de Jean, coseigneur d'Aubonne.

1321 novembre [conclusion de l'acte]. s. l.
1342 [st. ann.] / 1343 [n. st.] février 18. [rédaction]

Nos officialis curie Lausannensis notum facimus universis quod, anno domini millesimo tercentesimo vicesimo primo mense novembris, coram mandato nostro Stephano de Lavignye clerico curie nostre iurato, cui ad hec commisimus vices nostras, dictus Baudyn Willermus Lyeboz, Iacobus Ros, Willermus filius quondam Martini dou Flon, Willermus Nardyns, Willerma filia quondam Perrole

de Ruaz, Petrus de Ruaz, Perreta de Ruaz, Iacobus de Ruaz, Aymonetus de Ruaz, Willerma relicta Petri Nardyn, Perrola filia quondam Bigyonz de Yens, scientes et spontanei confessi sunt omnes in simul et quilibet per[a] se recognoverunt per iuramenta sua ad sancta dei euvangelia corporaliter prestita se et suos commorantes apud Yens esse de avoerya nobilis viri Iohannis condomini Albone et suorum heredum et eidem debere pro avoerya unum caponem et unam gerbam frumenti pro mistrali et cavere pro ipso et suis et facere quicquid convenit ardue dominationi.

Item predictus Iacobus Ros confessus est et recognovit debere predicto nobili Iohanni et suis octo denarios census pro una ochia que fuit de tenemento Iohannis de Sotens et iacet retro domum Stephani Cochet et iuxta viam publicam a vento [...].

Quo Stephano de Lavignye clerico qui de predictis rogatus fuit conficere litteram [...] viam universe carnis ingresso priusquam dictam litteram confecisset, relicta tamen notula seu embreviatura [...], nos hanc litteram super eadem notula inter prothocolla prefati notarii reperta levari fecimus et grossari [...].

Datum quoad grossationem huiusmodi decima octava die februarii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo secundo.

Ita reperta est predicta notula et confecta presens littera per me dictum Iacobum de mandato quo supra.

ACV, IB 290/226, ***parchemin original,*** *27,5 cm x 16,5 cm, fragment de sceau pendant de l'official de Lausanne.*

Ed. MDR XXVI, p. 349–350.

[a] *lisez* pro.

Chapitre 3: Les Clées

Passage obligé pour les personnes et les biens se rendant d'Italie en France par le Jura, Les Clées jouent un rôle essentiel au moyen âge. On y perçut très tôt un péage, non sans abus parfois, au point que le pape Innocent II demanda à l'évêque de Lausanne vers 1135[1] *qu'il veille à empêcher toute reconstruction du château des Clées devenu un danger pour les voyageurs honnêtes. Dépendant de la seigneurie de Chalon, tenu en fief par les comtes de Genevois, le château des Clées est compris dans les terres constituant le gage d'une amende de 10 000 marcs due par le comte de Genevois à Pierre de Savoie*[2]*. En 1260, un arbitrage attribue définitivement le château des Clées à Pierre II, qui s'en assura la maîtrise après une ultime guerre contre le Genevois en 1265*[3]*. Une petite bourgade*[4] *s'était développée au pied du château et il y avait un accord total entre seigneurs et sujets sur la nécessité de maintenir le péage, principale ressource économique de la communauté. Le produit du péage fut d'ailleurs augmenté au profit de Louis Ier de Savoie par l'empereur Adolphe de Nassau en 1297*[5]*. Siège d'une*

châtellenie, la ville des Clées est mise tôt au bénéfice de franchises; dès 1329, Louis II de Savoie lui accorde, à l'occasion d'une réversale, l'usage des franchises de Moudon, confirmées désormais par les différents comtes puis ducs de Savoie[6].

Bibliographie:

Jules PELLIS, La ville des Clées, Lausanne 1888. – Olivier DUBUIS, «Les Clées, des origines au XVIe siècle», RHV 1954, p. 49 et s.

1 *Cf. «Cart. NDL», MDR 3 III, p. 36.*
2 *WURSTEMBERGER, IV, no. 251, p. 127 et s.*
3 *DUBUIS, p. 65–66.*
4 *On mentionne des bourgeois des Clées en 1272 (Cart. de Romainmôtier, MDR III, p. 477 et s.).*
5 *ACV, C I b/25, 11 mai 1297.*
6 *DUBUIS, p. 76.*

60. Louis de Savoie, sire de Vaud, règle un conflit entre lui-même, les habitants des Clées et les habitants et le sire d'Orbe, Gauthier de Montfaucon.

1296 mars. Yverdon

Nos Loys de Savoie sires de Waut facons savoir a touz ces qui verront et orront ces presentes lettres que come descorde fust entre nos et nos genz des Clees d'une part et noble home et puissant mon seignour Gatier de Monfacom seignour de Orba pour lui et pour ses genz de Orba d'autre part, sour ce que li diz Gautiers disoit pour lui et pour ses genz d'Orba que li bois que l'on apele Chessaigne essis entre les Clees et Orba estoit suens tant que a pui que l'on apele pui de la Rocheta devers les Clees et nos disiens de l'autre part pour nos et pour nos genz des Clees que li diz bois estoit nostres tant que desoz le leu qui est apelez puis de Tassonieres par devers Orba. Apres de ce, la devant dite descorde est apaisie amiablemant entre nos, par notre volonte en la meniere et en la forme ci desoz escrite, c'est a savoir que nobles homes messires Jehams de Jour chivaliers et Jehams sires de Blonay escuiers, messi[a] Renauz de Cicons, chivaliers, et Thorains de Gruere, en cist tens chestelen des Clees, la dite descorde et l'usemant dou dit Lois ont parti par bien de pais et par notre volonte en tel meniere que boinnes limitations et divisemanz sont faites et mises ou dit boys, premierement deis un chane qui est essis sus le pui des Tassoneres pres dou chemin par lequel l'on va deis Orba es Clees, li quels chasnes est croisiez par les mains des devanz diz apaisiours et par une boinne de pierre plantee pres de celui chasne et deis einqui par les boinnes de pierres plantees ensuguamment et par les chasnes croisiez tant que a une grosse pierre qui est nommee par nos novel pierre croisie et deis cele pierre par les autres boinnes de pierre ensuganz et par les chasnes croisiez tant que a une grosse pierre ou pui dou til et deis le dit pui dou til et le dit til par les boinnes de

pierres plantees ensugant et par les chasnes croisiez tant que a chasne ou quel Girars de Gumains escuiers fist une croiz, li quels chasnes par ces devanz diz est establiz estre apelez deis or enavant chasnes Girart et deis celui chasne Girart par les boinnes de pierre plantees et par les chasnes croisiez descendanz le contreval tant que a une boinne de pierre qui est plantee ioste le chemin, qui sat de pre racier et va vers Valieres, li quelx chemins deis enqui en avant part le dit bois iusque a une boinne de pierre qui est plantee ou chans de la charriere a l'essue dou bois a l'entree des chans par devers Valieres, en tel meniere que deis les dites boinnes desus nommees en vers les Clees et en vers Ligneroles li diz bois et li fons nos demore en bone pais nos et a nos genz a touz jours et deis les dites boinnes envers Orba li diz bois et li fonz demore au dit monseignour Gautier et a ses genz en bone pais et a touz jours, sau que tant que li pasturages des bestes d'Orbe et des Clees poent et doient pasturer li uns sus les autres senz autre domaige faire einsi comme il ont escutume iusque a jour de la confection de ceste lettre et est asavoir que nos retenons notre juridition et notre signorie einsi cum nos et notre devancier i avons have ca en arriers tant que la ou e le depart de la signorie ou devant dit monseignour Gautier et des einqui en la li devanz diz monsignour Gautiers doit avoir la sue signorie par einsi quant il la hanc ca en arriers.

Et ces covenances ci desusdites promectons nos pour nos et pour nos hoirs en bone foi et par bone volonte et par sollempne stipulation au dit monsignour Gautier et a les hoirs tenir et farmement garder a touz jours senz venir encontre.

En tesmoingnaige de laquel chose, nos havons mis notre seel en ces presentes lettres.

Donees ha Yverdon le diemenge devant l'annunciation notre Dame, en l'am corrant, mil dous cent nonante et sis.

Li pastorages est entendu de ces d'Orba et de tote la chastelonnie et des pertinences donees einsi comme desus.

AC Orbe, Carton Franchises, Série P, PAI 1, ***parchemin original,*** *21,5 x 36 cm, fragments de sceau pendant de Louis de Savoie.*

Ed. d'après une copie in GINGINS-LA-SARRA, Histoire de la ville d'Orbe, p. 130 et s.

[a] *lisez* messignours.

61. Louis Ier de Savoie accorde une réversale aux habitants des Clées après l'octroi d'un subside, leur accorde l'usage des franchises de Moudon et leur abandonne ses droits sur les pâturages non accensés.

1329 avril. s. l.

Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Waudi notum facimus universis quod cum nos requisierimus communitatem nobilium, burgensium et proborum hominum

de Cletis ut ipsi nobis ex mera gracia et liberalitate sua concederent, videlicet quilibet de dicta communitate focum tenens nobis ex mera gracia contribueret, sex grossos turonenses tantum semel et non plus, nec possit exigi ab aliquo ultra dictos sex turonenses. Ita quod qui non posset solvere dictos sex grossos turonenses solvat pro posse suo; quod ipsi nobis ex mera et pura gracia et liberalitate sua concesserunt. Nos prefatus Ludovicus in veritate confitemur quod dicta concessio [...] est ex mera gracia et liberalitate sua, quia in hoc ab ipsis nullum ius petendi habebamus vel habemus [...].

Desideramus quod sua liberta et sue franchesie sibi et suis sane et magis sint perpetuo permansure quas habent et volumus quod habeant ad usus, consuetudines, libertates et franchesias de Melduno. Et eas sibi confirmamus [...].

In recompensacionem dicte gracie cessimus et concessimus quod nos et *fol. 1v* nostri non possimus nec debeamus de cetero sibi occupare sua pascua que ad presens per nos aut predecessores nostros nondum sunt accensata, mandantes [...].

Item volumus et concessimus ac concedimus dicte communitati nobilium, burgensium et proborum hominum de Cletis quod aliquis de dicta castellania non possit nec debeat in causam trahi extra dictam castellaniam coram quibuscunque officiariis nostris ad clamam seu ad querelam alterius de rebus existentibus infra dictam castellaniam de Cletis inquantum tanget partes nisi tantum in casu appellacionis.

Promittentes [...].

In cuius rei testimonium nos prefatus Ludovicus sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum mense aprilis anno domini millesimo tercentesimo vicesimo nono.

AET, Arch. camérales, inv. 137 (Titres du pays de Vaud), paquet X/1, Les Clées no. 4, fol. 1, ***copie*** *sur papier datant vraisemblablement du XVIe siècle. L'original est actuellement (1996) perdu; il se trouvait aux AC Les Clées sous la cote E 2.*

Ed. PELLIS, p. 96–97. Ces franchises ont été confirmées par Amédée VI le 14 juillet 1359 (trad. française in AC Les Clées, E 4, fol. 12; MDR XXVII, p. 146).

62. Le comte Amédée VI libère les habitants des Clées des péages, gabelles et autres charges qu'il leur réclamait moyennant un don de cent florins d'or.

1371 février 23. Morges

Original *perdu. – Trad. françaises: AC Les Clées, E 4, recueil Bonnet (recueil d'actes et traductions effectuées par le notaire Bonnet en juillet 1710), fol. 13; E 5.*

Ed. de la traduction in MDR XXVII, p. 161–162.

63. Le duc Amédée VIII autorise l'établissement de quatre foires annuelles aux Clées, chacune de trois jours, les 6 février, 10 mai, 22 septembre et 20 décembre.

1430 mai 20. Genève

***Original** perdu. – Trad. française: AC Les Clées, E 4, recueil Bonnet, fol. 2.*

64. Amédée VIII de Savoie autorise l'extension des foires en interdisant aux habitants des Clées de vendre leurs denrées ailleurs. Il les affranchit des leydes pour dix ans.

1432 mai 22. Thonon

*AC Les Clées, E 12, **parchemin original,** 40,5 x 30,5 cm, queue pour sceau pendant en cire rouge perdu. – Trad. française: AC Les Clées, E 4, recueil Bonnet, fol. 5.*

Ed. MDR XXVII, p. 237–238.

65. Le duc Amédée VIII de Savoie concède à la communauté des Clées le droit de percevoir un impôt en vue de l'entretien des fortifications.

1446 février 20 et mai 10. Genève

***Original** perdu. – Trad. française: AC Les Clées, E 4, Recueil Bonnet, fol. 9–10.*

66. Tarif des péages des Clées.

s. d. [milieu du XVème siècle][1]*. s. l.*

Tabula magni et parvi pedagiorum:

Primo levantur pro qualibet balla pannorum undecim denarii grossorum incluso veteri pedagio et obolo qui solvitur pro sosta.

Balle pannorum Flandrie: Item levantur pro qualibet balla dictorum pannorum octo denarii grossorum turniences[a].

Balle pannorum Francie Venatorum[a]: De pedagio ballarum pannorum Flandrie Venatorum de et pro quibus levantur pro qualibet balla transeunte ibidem novem denarii oboli grossorum turniensium.

Balle lane: Levatur pro qualibet balla dictorum pannorum octo denarii grossorum turniensium pro conductu unius denarius Lausannensis vetus, pro veteri pedagio, et unius obolus pro sosta.

Balle lane de Anglia terra: Levatur pro qualibet balla dictarum lanarum transeuntium ibidem octo denarii grossorum turniensium, unius denarius Lausannensis vetus pro veteri pedagio et unius obolus vetus pro sosta.

Balle lane Venetorum: De pedagio ballarum lane Venetorum transseuntium ibidem de et pro quibus levantur pro qualibet balla transseunte ibidem septem denarii grossorum turniensium.

Balle Venetorum averi ponderis: De pedagio ballarum Venetorum averi ponderis de et pro quibus levantur pro qualibet balla transseunte ibidem septem denarii grossorum turniensium.

Balle Lombardorum averi ponderis: Levantur pro qualibet balla octo denarii grossorum turnensium, pro ponductu[b] duo denarii Lausannenses veterum pro veteri pedagio et unius obolus vetus pro sosta.

Destrerii: De pedagio destreriorum transeuncium ibidem levantur pro quolibet destrerio transeunte ibidem undecim denarii grossos[c] turniensium tam pro conductu quam veteri pedagio et pro qualibet equa magna quinque solidi Lausannenses veterum.

Minutus conductus: Levantur pro quolibet fardello novem denarii Lausannenses veterum.

Ballam calibis: Levantur pro quolibet ballono decem denarii Lausannenses veterum.

Alleca: Levantur pro quolibet milliare octo denarii Lausannenses veterum pro conductu, quactuor denarii Lausannenses veterum pro pedagio et unius obolus pro sosta.

Falcones et asturcones: De pedagio falconum et asturconum, de et pro quibus levantur pro quolibet falcone, asturcone et gilfauldo quinque solidi Lausannenses veterum, et pro quolibet tercelleto duo solidi sex denarii Lausannenses veterum et quando portantur esparverii cum avibus supradictis nullum solvitur pedagium.

Iudei: Levantur pro quolibet Iudeo transeunte ibidem duo solidi sex denarii Lausannenses veterum.

Minutum pedagium: Minutum pedagium Cletarum chargiarum salis, vini, bladi, olei, sponsarum et aliarum rerum consimilium transeuntium ibidem levantur pro qualibet bestia equina que dicitur[d] ad vendendum quattur[e] denarii Lausannenses veterum; pro qualibet chanaleta frumenti vel salliginis duo denarii eorumdem et pro qualibet sponsa duodecim denarii Lausannenses veterum.

Firma ponderis: Ad presens nullum est pondus neque nulla sosta. De quo pondere nihilominus solvit nobilis Iacobus de Gallera ut in sua recognitione, videlicet decem solidos Lausannenses novorum.

Document ***original*** *perdu. –* ***Copie*** *in ACV, Fj 8bis, fol. 2v–3v.*

Ed. du latin et de la trad. in PELLIS, p. 85–87.

[a] *sic*.
[b] *lisez* conductu.
[c] *lisez* grossorum.
[d] *lisez* ducitur.
[e] *sic pour* quatuor.

[1] *Ce tarif de péage semble dater du milieu du XVe siècle. Il est postérieur à la libéralité d'Adolphe de Nassau et correspond à la traduction presque littérale d'un tarif en français, inclus dans le «Grosses Zollbuch der Landschaft Waadt», p. 667 et s. sous le titre «Table soit mode et forme de payer et exiger les péages de Clées, dus au très haut Prince et seigneur, notre seigneur, Louis Duc de Savoie».*

Chapitre 4: Coppet

C'est probablement à la maison de Thoire-et-Villars que l'on doit la fondation du château et du bourg de Coppet, mentionné pour la première fois en 1300 en tant que bourg fortifié (castellum). Le bourg de Coppet semble avoir été doté des franchises de Moudon dès sa fondation: en effet les premières franchises conservées, celles d'Humbert Allamand du 5 janvier 1347 sont une confirmation aux bourgeois de Coppet des franchises de Moudon.

Bibliographie:

Bernard BARBEAU, Mies à l'écoute de son passé, Mies, 1993, p. 48–54. – DHV – DHS.

67. Humbert Alamand, sire d'Aubonne, confirme aux habitants de Coppet les franchises de Moudon.

1347 [st. nat.] janvier 5. Coppet

La première concession, tout comme l'original de la confirmation sont perdus. Cette dernière reprend textuellement le texte des franchises de Moudon de 1285 (cf. no. 117 infra). Les AC Coppet possédaient dans un cahier de papier une ***copie*** *de l'acte original et sa traduction en français datés de 1541 et certifiés authentiques par le notaire Jean Delaporte de Divonne; ce cahier est actuellement (1996) perdu.*

Ed. MDR XXVII, p. 91 et s. Ed. de la traduction in BARBEAU, p. 49–54; extraits de la trad. in Pierre BEAUVERD, Coppet, Neuchâtel 1949, p. 6–7.

Chapitre 5: Cossonay

La première mention de la famille de Cossonay remonte à 1096 (ACV, C VII a 86, éd. MDR V/I, p. 209). Il est alors question de l'église et du château de Cossonay, sans toutefois que l'on sache quelle pouvait être l'importance de l'ag-

glomération du même nom. Dès la fin du XIIIe siècle, les habitants sont qualifiés de bourgeois, ce qui laisse penser qu'ils bénéficient de franchises, sans qu'il soit possible d'en déterminer le contenu et la portée. La présence d'autorités locales au XIVe siècle est en revanche certaine. En 1392, la communauté a à sa tête un prieur, recteur et gouverneur, élu par les nobles et les bourgeois de la ville au deuxième degré. La communauté avait en effet préalablement désigné six bourgeois dont la mission unique était de constituer le collège électoral du recteur, tenu de prêter devant eux le serment de bien assumer sa tâche.

Les premières franchises conservées sont celles qui furent octroyées par la dernière dame de Cossonay, Jeanne, en 1398. Il s'agit d'une confirmation et d'un accroissement de franchises et libertés plus anciennes. Jeanne de Cossonay fut la dernière représentante de la famille de Cossonay et sa mort est le point de départ de nombreuses contestations. Le duc Amédée VIII de Savoie acheta une part de la succession et un arbitrage de l'évêque de Lausanne lui attribua le reste. La seigneurie de Cossonay fut désormais intégrée dans le bailliage de Vaud, dont elle constitue une châtellenie. En 1414, le nouveau seigneur confirme en faveur de Cossonay et de la communauté villageoise de L'Isle les franchises de 1398, légèrement amendées. Les habitants de L'Isle bénéficièrent d'une concession particulière de franchises dont la teneur est analogue aux précédentes le 2 juin 1431 (ACV, IB 220/447), moyennant le versement de 40 florins.

A l'égard de leurs nouveaux seigneurs auxquels ils se soumirent sans grande difficulté, les habitants de Cossonay se montrèrent fort soucieux du respect de leurs franchises, notamment en réclamant des réversales à chaque fois qu'ils les estimaient transgressées en matière fiscale ou judiciaire.

Bibliographie:

Louis de CHARRIÈRE, «Les Sires de Cossonay» et «La ville de Cossonay», MDR V/ I + II. – William de SÉVERY, La terre et la seigneurie de L'Isle, Lausanne-Paris 1912.

68. Jeanne, dame de Cossonay, concède des franchises et libertés à la ville et à la châtellenie de Cossonay.

1398 avril 14. s. l.

Nos Iohanna domina de Cossonay filia bone memorie nobilis viri Ludovici domini de Cossonay filiique quondam nobilis et potentis viri domini Iohannis, domini de Cossonay avi nostri, uxorque nobilis viri domini Iohannis de Rubeomonte militis domini de Cossonay nobilibus, burgensibus, agricolis et habitatoribus nostre ville de Cossonay et totius castellanie nostre dicti loci, fidelibus nostris predilectis, presentibus et futuris, rei geste noticiam cum salute. Et si indifferenter vulneribus verbere successis fortuitorum depressis subtrahere et caritatis solamina infondere teneamur, illos tamen quadam naturali infusionem

favorabilius prosequimur quos in fidei et nostre federis constantia fidissimos operum exhibitione conspicimus et ad nostra et nostrorum obsequia et servitia ferventi animo[a], perseveranti operatione sentimus; cum igitur sicut de omnipotenti permissione, predictus ipse locus noster Cossonay dudum et non diu fuerit insaniante fortune[b], incendiorum exageratione pro maiori parte combustus, habitatoribus loci nostri predicti bonis omnibus non tantum extinctis, sed etiam quibusdam libertatibus, immunitatibus et franchesiis, quas a predecessoribus nostris obtinuisse actenus meruerunt flamarum incendio totaliter concrematis cum ipse locus quem inter cetera loca nostra conscipimus insignem quodam paupertatis semine ad extremum verteretur ipso quodam modo inhabitabili facto.

Nos dicti loci hominibus et habitatoribus pietate considerata compuncti[a] subvenire et vulneribus suorum contrariorum evenientium mediri[c] benivole cupientes ut ipse locus in[d] tota castellania eiusdem, nobiles, burgenses, incole et habitatores ibidem[e] quos carissima dilectione prosequimur in melius reformentur, eisdem nobilibus, burgensibus, habitatoribus incolis et habitaturis in villa et tota castellania predictis et suis posteritatibus, nos Iohanna domina de Cossonay predicta, pro nobis et successoribus nostris quibuscunque, ex certa scientia nostra, deliberato animo habitoque super hiis diligenti consilio et matura deliberacione, de laude, voluntate, auctoritate, consensu, consilio, mandato expresso pariter et assensu predicti nobilis viri domini Iohannis de Rubeomonte militis, carissimi et peramati domini et mariti nostri, dedimus et damus, concessimus et concedimus perpetue ac irrevocabiliter nosque dedisse ac etiam concessisse titulo perpetue, pure, perfecte et irrevocabilis donationis et concessionis prout melius, sanius, tutius et clarius dici, interpretari aut exponi iuxta dictamen et consilium peritorum et sapientium potest confitemur libertates, immunitates et franchesias inferius declaratas et prout inferius discribuntur.

Et primo quoniam ius exigit et consuetudo requirit[1] et dictat ut in sua iuridicione iura et consuetudines domino suo recognoscantur et dominus recognoscatur, iurare teneatur iura, consuetudines et usagia et usus, libertates et franchesias ville et castellanie de Cossonay subdictis suis bene et fideliter observare et per officiarios suos observari facere, igitur per dominium de Cossonay iurari debet predicta et infrascripta tenere et observare, presentibus nobilibus, burgensibus, habitatoribus et incolis dictarum ville et castellanie et nobiles, burgenses et sindici dicti loci nomine communitatis et castellanie de Cossonay iura dicti domini fideliter observare. Que libertates secuntur:

[1] Primo dominus debet habere in villa de Cossonay et castellania castellanum suum, eius locumtenentem et duos mistrales seu nuntios tantum; qui castellanus et eius locumtenens iurare debeant, presentibus nobilibus, burgensibus, sindicis et consiliariis sindicorum ville de Cossonay, qui adesse voluerint, iura, libertates, usagia, usus, franchesias et consuetudines nobilium, burgensium et habitantium ville et castellanie de Cossonay fideliter observare. In aliis villis dicte castellanie, dominus potest et debet habere, si sibi placuerit, suum mistralem prout actinus est consuetum. Si aliquis se sentierit gravatum per castellanum seu

eius locum tenentem gravatus, potest appellare ab audientia ipsorum ad audientiam domini deinde, prout actinus est consuetum.

[2] Item dominus levare debet et habere in villa et castellania de Cossonay vendas, prout actinus est consuetum, exceptis a nobilibus, burgensibus et iuratis de Cossonay. Et qui detinet dictas vendas et secum deportat ultra diem naturalem post decessum fori tenetur domino in banno sexaginta solidorum.

[3] Item dominus in villa de Cossonay levare debet et habere pro quolibet dolio vini venditti ad tabernam in minuto suum foragium, videlicet de quolibet dolio continente decem et octo sextaria vini circa quatuor potos et de alio continente ultra decem et octo sextaria vini octo potos. Et si vinum preconizatum fuerit, dominus dictum foragium debet levare ipso dolio durante non aliter. Et si non preconizatum fuerit, dominus potest dictum foragium recuperare infra annum et diem.

[4] Item si aliqua domus, casalis seu ortus vendatur infra fossalia de Cossonay, debeat censum domino aut non, tenetur domino in laudomium videlicet pro qualibet libra vendicionis duodecim denarios Lausannenses tantum. Et si aliqua possesio quecumque que debeat censum domino extra villam et fossalia predicta vendatur, dominus debet habere laudem, ut supra, nisi fuerit de feudo nobili de quo dominus habere debeat laudomium secundum quod actenus est consuetum. De aliis possessionibus que non debent censum domino extra fossalia, dominus nullam laudem percipere debet.

[5] Item nobiles debent servire domino in exercitu armorum, missionibus ipsius domini et pro guerra ipsius legitima et iusta tantum, a decessu domus eorum usque ad recessum. Et si quis eorum pro guerra domini captus et detemptus fuerit per adversarios domini, dominus tenetur in rehemptione eorum et ipsos deffreye et gita[a] de preson.

[6] Item burgenses et habitatores ville et castellanie predictarum debent sequi calvacatam et vexillum domini missionibus eorum bene et decenter armati, secundum facultatem eorum, pro guerra ipsius domini legitima tantum per unam diem naturalem. Si dominus ultra diem predictam eos detinere voluerit, debet eisdem administrare victum sibi necessarium vel dare stipendia secundum quod consuetum est Lausanne.

[7] Item dominus non potest nec debet dictos burgenses et habitatores in villa et castellania de Cossonay pro calvacata ducere extra patriam nisi quantum fuerit consuetudo Lausanne et ipsis reversis a dicta calvacata non tenentur sequi dictam calvacatam de quadraginta diebus sequentibus et post dictos quadraginta dies potest cogere ad predictam calvacatam dum erit necesse.

[8] Item dominus potest preconizari facere calvacatam suam prima vice sub banno trium solidorum, secunda vice sub eodem banno et tertia vice subbanno sexaginta solidorum in quo includuntur banna precedentia. Et ille qui tenetur sequi et non secutus fuerit, tenetur domino in banno sexaginta solidorum. Quam calvacatam debent sequi tantummodo de quolibet foco una persona ydonea, nisi iuxta[f] causa possit excusari secundum quod consuetum est Lausanne.

[9] Item dominus potest preconizari facere nundenas dicte ville de Cossonay consuetas sub banno trium solidorum. Et qui non secutus fuerit dictas nundenas per tres dies, ut consuetum est, videlicet de quolibet foco subdictorum dicti domini, videlicet dominus domus vel domina tenetur domino in banno trium solidorum.

[10] Item dominus potest preconizari facere iustitiam seu executionem latronum, homicidarum, sedutorum et aliorum malefactorum faciendam per cognitionem nobilium, burgensium et proborum hominum ville de Cossonay, secundum quod casus requirit. Et ille qui iustitiam et executionem non sequitur tenetur domino in banno trium solidorum.

[11] Item dominus non potest alia preconizari facere sub aliquo banno nisi de consilio et consensu plurimorum nobilium, burgensium, proborum hominum de Cossonay in communi loco dicte ville consueto vel in iudicio vocatorum.

[12] Item preco domini omnia predicta debet preconizare et non alter. Et si alter preconizet vel alia preconizatio fieri debeat, non potest fieri sine mandato domini et si fiat ille qui fecerit, tenetur domino in banno sexaginta solidorum.

[13] Item si dictus preco preconizet vinum aut non, debet levare de quolibet dolio vini vendito in minuto ad tabernam unum denarium.

[14] Item linguellum vini venalis in villa et castellania de Cossonay cum frumento vigillum levare et habere debent dicti nobiles, burgenses et habitatores ville de Cossonay, prout actinus est consuetum.

[15] Item quilibet de Cossonay potest tenere pondus et mensuras iustas, quod pondus debet esse in libra sexdecim unciarum.

[16] Item nobiles feudales domini non tenentur domino in aliquo banno nec clama; dominus nec etiam nuntii sui non possunt barrare bona dictorum nobilium quoquomodo usque ad diem iuris et dicta die in iudicio facta petitione actoris debent barrari.

[17] Item dominus et officiarii sui non possunt barrare bona quecunque burgensium et iuratorum ville de Cossonay, nisi per clamam cum assignatione diei, qua die consuetum est causas audire; qua die assignacionis facta petitione, si burgensis non caverit de rationem faciendo iuxta petitionem, dominus et officiarii sui possunt barrare bona dicti burgensis de quo clama et petitio facte sunt. Burgenses et alii pro barra fracta tenentur domino in sexaginta solidos. Si facta testificata fuerint per nuntium domini et duobus secancibus et fractura per iuramentum duorum testium fidedignorum.

[18] Item omnium furum, homicidarum, falsariorum, latronum et aliorum delinquentium in quibus requiritur pena corporalis et emutilatio membrorum bona omnia domino commissa sunt et confiscata.

[19] Item dominus non potest inquirere seu inquiri facere nec accusare supra seu contra corpus hominis sine clama alterius.

[20] Item dominus non potest nec debet citare seu citari facere pro crimine corporali sine clama alterius.

[21] Item quicunque utitur falsa mensura sigillo domini non sigillata tenetur domino in banno sexaginta solidorum; et si fuerit sigillata sigillo domini et aliter

non reperiatur falsificata, ille qui utitur dicta mensura non tenetur domino in aliquo banno, sed dicta mensura debet frangi et comburi. Et qui tenet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, et emit ad magnam et vendit ad parvam in misericordia domini est.

[22] Item qui utitur falso pondere et falsa ulna, nisi dicta ulna sigillata fuerit, ut supra, tenetur in banno predicto; et si sigillata fuerit et reperiatur falsa, non tenetur domino in aliquo banno sed debet frangi et comburi.

[23] Item effusio sanguinis extractio[g] gladii maliciose valet domino sexaginta solidos per clamam vel sine clama. Ictus lapidis contra aliquem maliciose debet domino sexaginta solidos. Predicta banna in diebus fori et nundenarum duplicantur; banna trium solidorum ut consuetum est in diebus fori et nundenarum valent domino sexaginta solidos, si predicta omnia banna infra fossalia de Cossonay fiant.

[24] Item omnia banna predicta debent probari et testificari iuramento ad sancta dei euvangelia prestito plurimorum proborum virorum vel mulierum, dum tamen non sint vel sit litigatores vel litigatrices, litigator vel litigatrix vel participes seu particeps litis loco consueto placitare coram probis hominibus dicte ville et sint dicti testes legitime etatis, videlicet vir quatuordecim annorum et mulier duodecim annorum et quod non sint fattui a natura vel de mente.

[25] Item si quis voluerit aliquem testem repellere a regiquina vel testimonio, dicens ipsum minoris etatis vel fattuum seu litis participem, debet probare per iuramentum duorum testium fide dignorum, presente illo contra quem fit regiquina, si voluerit adesse vel si voluerit repellere fattuum, debet probare per curatum suum utrum debite recognoscat dominum nostrum aliter non reprobaretur.

[26] Item diebus fori et nundenarum, clama non valet pro domino nisi sex denarios per quam clamam una die assignanda post diem fori vel nundenarum fieri debeat ratio et si alia dies a dicta die assignetur partibus consentientibus, eo tunc dicta clama valere debet domino inclusis dictis sex denariis tres solidos.

[27] Item familia domini a regiquina non recipitur.

[28] Item quicunque frangit vel intrat infra villam de Cossonay hospitium alicuius maliciose, licet plus non offendat, tenetur domino in banno sexaginta solidorum et persone cui fit iniuria ad emendam dampni et vituperii per clamam, ut supra, probatione facta licita per cognitionem curie et ad moderacionem domini.

[29] Item dominus potest inquirere de bannis infra annum et diem et non ulterius.

[30] Item si alique persone inhoneste et male vite certant vel pugnent inter se vel offendant, iniuriantur vel turpe dicant alicui nobili, burgensi vel probo homini seu mulieri, nobiles, burgenses vel probi homines aut alter ipsorum possunt tales personas castigando percutere sine banno et emenda, dum tamen non percutiant de cutello vel ad mortem.

[31] Item dominus et sui officiarii non debent investigare, perscrutari seu reverchier domos ville de Cossonay pro aliquo malecapto seu pro latrocinio nisi de voluntate nobilium et burgensium dicte ville.

[32] Item dominus per clamam de omni re cognita et adiudicata debet et tenetur pignorare quecunque et cogere per captionem bonorum ad solvendum parti et domino rem adiudicatam et cognitam.

[33] Item dominus non potest pignorare aliquem nisi pro re adiudicata vel pro impositione et subsidio factis de consilio et consensu nobilium et proborum hominum ville de Cossonay aut pro censibus et redditibus suis. Et si quis in dictis casibus vel altero ipsorum pignus domino recusaverit vel hostium firmaverit, ut supra, tenetur domino in banno sexaginta solidorum.

[34] Item pignora mobilia capta ut supra debent custodiri per septem dies antequam vendi possint. Et ipsam venditionem vendictor tenetur notifficare infra tres dies pignorato et ipsi pignorato tradere excessum sortis seu capitalis sui venditionis.

[35] Item pignora mobilia feudalium capta ut supra debent custodiri per quatuordecim dies, antequam venditioni exponantur; vendictor debet venditionem notifficare pignorato ut supra et ipsi restituere excessum venditionis ut supra. Super quibus venditor credendus est suo simplici iuramento tantum et ille cuius est vadium potest ipsum recuperare et redimere infra octo dies. Et nobiles infra quatuordecim dies post venditionem, debito soluto et obulum pro quolibet solido pretii venditionis. Si vero ille cuius est vadium est extra patriam, hoc idem facere debet infra quadraginta dies post accessum, alioquin non potest recurrere ad vadium redimendum.

[36] Item de bonis immobilibus dominus pro re adiudicata potest et debet facere juyr[a] et investire illum cui adiudicatum est; que bona immobilia venditioni exponi non debent sed possideri paccifice, fructibus in sortem minime computandis, quousque possessori persolutum fuerit integre de re sibi adiudicata; si contravenerit dicte executioni, tenetur domino in banno sexaginta solidorum, quotiens casus advenerit et restituere possessionem possessori.

[37] Item dominus non potest nec debet capere nec capi facere aliquem nec detineri pro crimine, nisi per clamam alterius et per cognitionem nobilium et proborum hominum; qui sic capti non debent per dominum incarcerari nec torqueri seu destrendere, nisi per cognitionem proborum hominum ut supra in loco debito et ipsis probis hominibus presentibus et vocatis si presentes esse voluerint ouz destrendrez.

[38] Item macellarii non debent vendere carnes ovium et mutonum loco carnium castronis. Que carnes ovium et mutonum debent vendi ad partem. Si quis contrarium faceret[a], tenetur domino in banno trium solidorum et admittere carnes.

[39] Item carnes morbide debent vendi extra pontem ville de Cossonay nec debent vendi infra villam et qui fecerit tenetur domino in banno sexaginta solidorum, si possit probari per iuramentum duorum proborum hominum.

[40] Item macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die sabbati usque ad diem lune sequentem sole occidente et sic de aliis diebus. Et si amplius servaverint, tenentur domino in tribus solidis et admittere carnes et hoc a festo Pasche usque ad festum beati Michaelis.

[41] Item non debent suflare seu gonflare seu aliquo alio vento aliqua animalia. Et si fecerit, tenetur domino ut supra.

[42] Item macellarii, buelle seu buelleres non debent fondere supum infra villam de Cossonay sed extra. Et si quis ipsorum hoc fecerit, tenetur domino in banno sexaginta solidorum.

[43] Item si quis macellarius, cossons seu bolengeria vel quicunque mercator emat bovem aut aliud animal seu bladum, burgensis et residens Cossonay quicunque potest illud pro eodem precio habere et burgensis seu residens pro bove, equo, porco pinguy et alio grosso animali dare tenetur illi qui emerit quatuor denarios, dum tamen hoc fiat pro sumptibus hospitii sui et bladum a bolengeria et cossons pro eodem pretio, si burgensis et residens presens in ipsa emptione fuerit et pro suo hospitio tantum.

[44] Item quandiu burgensis seu residens habet manum super sacum bladi, bolengeria nec aliquis alter quicunque non debet illud mercandare, etiam si aliquis burgensis vel residens mercandet aliquam mercandiam quamcunque alter non debet eam mercandare, quousque mercator prius recesserit a loco; et si contrarium premissorum fecerint, tenentur domino in banno trium solidorum.

[45] Item si quis vinum suum preconizari fecerit, debet illud totum vendere pro illo pretio vel minori et si aliter fecerit tenetur domino in banno sexaginta solidorum et dominus debet ipsum compellere ut vendat vinum in priori statu nisi vendens voluerit pro se retinere.

[46] Item tabernarius est credendus de debito taberne usque ad quinque solidos, dum ille a quo petit debitum per suum iuramentum aliquid se habere de taberna recognoscit.

[47] Item ille qui deportat pagam tabernarii, invito ipso tabernario contradicente et ponente bannum taberne, tenetur domino in banno trium solidorum, si probetur per duos testes.

[48] Item si aliqua pignora quecunque male capta reperiantur in domo tabernarii per aliquem qui dicat dictum pignus esse suum, si tabernarius dicat dictum pignus esse sibi traditum et ignoret per quem, tunc tabernarius credendus est super hoc et super quantitate pro qua habet pignus predictum per suum iuramentum ad sancta dei euvangelia.

[49] Item ille qui emit escas nisi in loco consueto die fori tenetur domino in banno trium solidorum.

[50] Item quilibet nobilis vel burgensis de Cossonay potest quecunque pignorare ubicunque extra domum pro debito sibi recognito sine banno et pena; si vero debitor neget debitum et creditor possit coram domino probare debitum per litteras a decem solidis supra vel a decem solidis infra per duos testes fidedignos, non tenetur domino in aliquo banno. Sinautem tenetur domino in banno sexaginta solidorum et remittere pignora pignorato commissionibus inde sustentis, si sit factum infra villam sexaginta solidorum et extra tres solidorum.

[51] Item die fori nullus potest pignorare aliquem de denariatis quibuscunque quas atulerit vendendas in foro, nisi per dominum et hoc ratione fori quin committat bannum trium solidorum et facere debeat restitutionem pignorato.

[52] Item quilibet potest emere in carreriis publicis apud Cossonay a quibuscunque omnes denariatas et mercandias bene vel male captas dum tamen emptor non cognoscat vendentem rem male captam et si oculte tenetur restituere.

[53] Item quicunque ortum intraverit seu vigultum clausum alicuius, sine licentia illius cuius est, de die tenetur domino in septem solidos et de nocte in sexaginta et illi cuius est ortus seu vigultum in tribus solidis nisi prosequendo animal vel avem suam, quia tunc potest intrare de die vel de nocte et tenetur emendare dampnum si fecerit illi cui est ortus seu vigultum, cui credendum est per suum iuramentum et per iuramentum unius prodonee persone. Ille vero qui solvere non poterit seu noluerit septem solidos domino ut supra, debet currere nudus per totam villam cum currens et potens solvere et noluerit deinde repursus[c] esse debet ab omni regiquina seu testimonio.

[54] Item si aliquis fuerit spoliatus per aliquem possessione sua et probata prius sua possessione et spoliatione tenetur remittere spoliato suam possessionem, emendare dampnum spoliato necnon domino solvere sexaginta solidos pro banno.

[55] Item quod aliqua possessio nomine pignoris traditta non possit vendi per illum cui tradita fuerit.

[56] Item unusquisque infra villam de Cossonay ante domum suam in latitudine et longitudine ipsius domus sue usque ad medium carrerie tenere tenetur in bono statu ex nunc perpetue pavamentum. Et si quod sit reficiendum ex nunc incontinenti suis missionibus reficere et ad hoc possit compelli per captionem bonorum suorum sommarie et de plano.

[57] Item si filius vel filia existentes in potestate patris vel matris ex nunc non possit obligare perpetue vel ad tempus vendere aut alienare quoquomodo in manibus aliquorum creditorum super aliquo contractu nisi de laude et consensu patris vel matris eius; quod si fiat contractus, sit nullus nec possit conveniri. Et quod huic consuetudini non possit renuntiari.

[58] Item possessio proprietatis in castellania de Cossonay debet probari per iuramentum possidentis et duorum testium fidedignorum super sancta dei euvangelia faciendum; quos testes dominus debet compellere ad dictum iuramentum faciendum videlicet in duabus diebus infra quatuordecim dies subsequentes.

[59] Item quando aliquis voluerit facere murum infra villam de Cossonay, quod vicinus eius teneatur sibi sumptuare de terra sua pro medietate muri edifficandi; quod murum dictus murans tenetur facere suis missionibus ad altitudinem unius trabature et ultra si voluerit et teneatur dimittere dicto suo vicino investituram a trabatura infra; et si dictus vicinus a trabatura voluerit facere fenestras surdas vel almaria, fiant missionibus ipsius.

[60] Item de appellatione duelli utatur in villa et castellania de Cossonay prout utitur in Lausanna.

[61] Item dominus seu eius castellanus debent recipere omnes ydoneos volentes intrare burgensiam de Cossonay et devisare eisdem iuramentum secundum quod consuetum est apud Cossonay per sindicos dicte ville presentatos dicto castellano, quos non debet refutare, si videantur utiles et non sint talliabiles.

[62] Item de malificio de quo consuetum est inquiri de plano, burgenses et subdicti dicte ville et castellanie de Cossonay ac alii ad hoc coram castellano dicti loci citati presentes non tenentur fideiubere nec detineri nec etiam absentes condempnari quousque de dicto malificio adtestatum et repertum fuerit per debitam regiquinam duorum testium vel trium maleficium in toto vel in parte.

[63] Item quicunque burgensis potest habere ante domum suam unam mesiam francam et liberam longitudinis septem pedum hominis communis et latitudinis trium pedum predictorum. Et si dicta mesia sit in loco stricto debet fieri cum vervalis seu cherneres ad finem quod non occupet carreriam.

[64] Item burgenses et habitatores ville et castellanie de Cossonay ac resorti debent facere coniunctim fossalia, turres, muros et bastimenta a tectis superius et ultra.

[65] Item macellarii non debent excoriare animalia vendenda neque occidere nisi in macello. Qui contrarium fecerit tenetur domino in banno trium solidorum.

[66] Item illi qui non fecerint paviamentum in villa de Cossonay, tenentur facere. Et quilibet ville de Cossonay tenetur dictum pavamentum manutenere ante domum suam bene et decenter missionibus suis.

[67] Item dominus debet iurare manutenere omnes alias franchesias dicte ville ut actinus consuetum est ac etiam usus et consuetudines.

[68] Item dominus debet et tenetur tempore guerre et dubii omnes burgenses et subdictos alios suos castellanie de Cossonay extra villam de Cossonay residentes cogere, compellere et facere venire vigillatum in castro et villa de Cossonay; de quibus dictus dominus debet accipere pro custodia dicti castri tertiam partem et sindici dicte ville de Cossonay pro custodia ipsius ville de Cossonay alias duas partes. Cum quibus duabus partibus nobiles, burgenses et habitatores dicte ville tenentur vigillare ad dictam villam custodiendam.

Nos vero Iohannes de Rubeomonte miles, dominus de Cossonay maritusque dicte domine Iohanne, domine de Cossonay, sciens et spontanee, qui dicte domine Iohanne peramate uxori nostre super omnibus et singulis premissis dandis, faciendis, concedendis et expediendis licentiam, auctoritatem et speciale mandatum dedimus et damus pro nobis et nostris predicta omnia et singula ut superius sunt expressa, declarata, data et concessa, laudamus, ratifficamus, confirmamus et modo quo valemus fortiori approbamus et de laude, voluntate, auctoritate, consensu, mandato expresso pariter et assensu nostri confitemur fore facta, data et concessa eademque volumus valere et perpetui roboris firmitatem obtinere. Et promisimus et promittimus, nos, Iohanna et Iohannes domini de Cossonay prenominati, pro nobis et nostris quibuscunque bona fide nostra ac etiam iuramentis nostris a nobis corporaliter sacro Christi corpore tactis, omnes et singulas libertates, immunitates et franchesias prescriptas et omnes alias dictarum ville et castellanie ac etiam usus et consuetudines ibidem consuetas et usitatas dictis omnibus nobilibus, burgensibus, habitatoribus ville et castellanie de Cossonay fermiter attendere, tenere, manutenere et complere ac contra in futurum in toto vel in parte non facere vel venire nec alicui cuicunque contra venire volenti in aliquo tacite vel expresse consentire facto verbo, consensu vel consilio.

Nos etiam Girardus Viguiroux et Mermerius Patriaul burgenses de Cossonay, nunc sindici et rectores totius communitatis dicte ville de Cossonay, presentes, recipientes et sollempniter stipulantes nomine et ad opus omnium nobilium, burgensium, subdictorum habitantium et in futurum habitaturorum in tota villa et castellania de Cossonay pro nobis et nostris, de laude, voluntate, consensu expresso pariter et assensu Aymonis Bastardi de Cossonay, Nicholeti, Iohannis fratrum de Sunarclens, Iohannis de Mollens, Iohannodi Quarrelli, Petri Pittet, domicellorum, Aymonis Marpaul, Nicholeti Maliet, Iohannis Macri, Perreti Papouz, Perrodi Neir, Stephanodi Baddaz, Nichodi Proudum, Iacaudi Quinaz, Mermerii Oubam, Iohannis Bernardi et plurium aliorum burgensium de Cossonay, promisimus et promittimus iuramentis nostris tactis corporaliter sacro corpore Christi eidem nobili domine Iohanne, domine nostre de Cossonay, et suis, firmiter et legitime tanquam boni subiecti obedire et omnia predicta firmiter attendere et tenere et contra in futurum non facere vel venire nec alicui contra venire volenti in aliquo tacite vel expresse consentire. Et volumus et tenore presentium expresse concedimus nos Iohanna et Iohannes domini predicti, Girardus et Mermerius sindici et rectores prenominati nomine quorum supra, pro nobis et nostris de laude quorum supra quod presens instrumentum dupplicetur triplicetur et quatriplicetur. De quibus nos Iohanna et Iohannes domini predicti habeamus unum et nos dicti sindici nomine quo supra tria eiusdem substantie et quod unum ipsorum quatuor instrumentorum per se in iudicio productum vel obstensum tantam fidem plenam faciat quantum facerent dicta quatuor instrumenta simul et semel producta et obstensa etiam quod possint simul vel singulariter et quolibet per se in iudicio produci et exiberi coram quocunque iudice totiens et quotiens nobis dictis partibus vel alteri nostrum coniunctim seu divisim placuerit, non obstante quacunque consuetudine, usu vel statuto quocunque patrie sive loci.

Nos Aymo bastardus de Cossonay, Nicholetus et Iohannes de Sunarclens fratres, Iohannes de Mollens, Iohannodus Quarrelli, Petrus Pittet, domicelli, Aymo Marpaul, Nicholetus Maliet, Iohannes Macri, Perretus Papouz, Perrodus Neir, Stephanodus Baddaz, Nichodus Proudom, Iacaudus Quinaz, Mermerius Oubam, Iohannes Bernardi prenominati, pro nobis et nostris, predicta omnia et singula, ut superius sunt expressa et declarata, laudamus, ratifficamus et confirmamus et de laude et mandato ac etiam consensu nostri confitemur fore facta.

Et promisimus et promittimus iuramentis nostris tactis corporaliter sacro corpore Christi contra predicta vel aliquid predictorum non facere vel venire in futurum, sed ea rata, grata et firma habere et tenere, aliquo iure, lege vel consuetudine in contrarium premissorum facientibus super premissis non obstantibus, quibus nos domini et omnes, prenominati renuntiamus per presentes.

In quorum omnium premissorum robur et testimonium veritatis sigillum curie domini officialis Lausannensis rogavimus nos Iohanna et Iohannes domini et omnes nobiles et burgenses prenominati et ad preces nostras presentibus litteris apponi fecimus. Et nos officialis curie Lausannensis ad preces et requisitiones omnium prenominatorum requirentium nobis oblatas fideliter et relatas per Iohannem Oubam de Morgia et Iohannem de Villar de Sarrata, notarios dicte nostre

curie Lausannensis iuratos, quibus super hiis vices nostras commisimus et committimus et eisdem fidem plenam adhibemus sigillum dicte nostre curie Lausannensis presentibus litteris duximus apponendum[2].

Datum quarta decima die mensis apprilis anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo octavo.[3]

Iohannes dictus de Villar de Sarrata.

Per Iohannem Oubam de Morgia.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 1, ***parchemin original,*** *108 x 68 cm, sceau manquant de l'official de Lausanne; le parchemin comporte un certain nombre de «corrections» plus tardives (XVIIe ou XVIIIe siècle) qui rendent la lecture parfois difficile. –* ***Copie:*** *ACV, Ai 1062/1 (Inventaire Wagnon), p. 101–134. Traduction: AC Cossonay, A.21.a (traduction de 1773); ACV C XX 51/54 (trad. s. d.).*

Ed. MDR V/II, p. 299–316.

[a] *lect. difficile.*
[b] *lisez* fortuna.
[c] *lisez* remediri.
[d] *lisez* et*; le parchemin a été gratté et corrigé de manière erronnée.*
[e] *lect. probable: mot illisible suite à une correction ultérieure.*
[f] *corrigé ultérieurement en* iusta.
[g] *lisez* extractione.
[c] *lisez* repulsus.

[1] *Reprise de l'introduction des franchises de Saint-Amédée, SDS, VD, B I, no. 188, p. 217.*
[2] *Ces franchises furent également concédées à L'Isle , cf. no. 410 ci-dessous.*
[3] *Ces franchises furent confirmées par Amédée VIII le 11 septembre 1414. Original perdu. Traductions: AC L'Isle no. 25; ACV, Ai 1062/1, p. 137–178; AC Cossonay, A.21.a (trad. de 1708, 21 p. de papier).*

69. Jean de Rougemont, sire de Cossonay, concède pour trois ans le poids des viandes à vendre dans la ville, conformément à celui d'Aubonne.

1404 octobre 4. s. l.

Nos Iohannes de Rubeomonte miles, dominus de Cossonay, notum facimus universis per presentes quod cum Iohannes dictus Licion de Lausanna clericus et Petrus dictus Gollie notarius, sindici, rectores et gubernatores totius communis communitatis ville de Cossonay, frater Petrus de Villar, prior prioratus de Cossonay ordinis sancti Benedicti, Aymo bastardus de Cossonay, Iohannes de Mollens, Nicholetus de Sunarclens, Iohannes de Sunarclens, domicelli, Iohannes Oubam, Mermerius Oubam, Girardus Viguiroux, Roletus Magnini de Alens et Nicholetus Terralion consiliarii dictorum sindicorum nomine totius communitatis dicte ville nostre de Cossonay, et Williermus dictus Brochet morans Sarrate, carnifex, nomine suo ad nos dictum dominum venerint et nobis humiliter suppli-

caverint ut nostre voluntati placeret, ad utilitatem communem et prosignum totius communitatis predicte et castellanie nostre de Cossonay, eisdem concedere per terminum seu per spatium trium annorum proxime et continue venturorum iam inceptorum die dominica ante festum nativitatis beati Iohannis Baptiste nuper lapsum pondus omnium et singulorum carnium venalium et vendendarum in predicta villa de Cossonay secundum pondus ville Albone, cum in pluribus aliis bonis villis patrie Waudi carnes venales in macello ad pondus vendantur.

Nos igitur Iohannes dominus de Cossonay prenominatus, videns supplicationem predictam consonantem rationi, nolentes obviare utilitati et prosigno dicte communitatis sed volentes in premissis et maioribus ad utilitatem, commodum et prosignum omnium et singulorum nostrorum subdictorum predicte communitatis de Cossonay complacere habitisque super premissis diligenti consilio cum magna deliberatione, pro nobis et nostris, voluimus et volumus, concessimus et concedimus nosque voluisse et concessisse prout melius potest intelligi aut exponi confitemur per presentes prenominatis supplicantibus presentibus, requirentibus et solenniter stipulantibus, nominibus quibus supra, quod omnes carnes venales et vendende per dictum Williermum Brochet in macello et villa nostra de Cossonay per tres annos proxime et continue venturos in dicta die dominica iam inceptos tantum non ultra vendantur et vendi debeant ad pondus predictum sub modis et formis, conditionibus et bannis infrascriptis.

[1] Et primo quod dictus Williermus Brochet non alter quicunque debeat et teneatur qualibet die septimane qua comedentur carnes et comedi debent macellare et vendere carnes, videlicet a dicta die dominica ante festum nativitatis beati Iohannis Baptiste quolibet anno dicti termini usque ad subsequens carniprivium laicorum inclusive, pro pretiis sequentibus, videlicet libram castronis pro tribus denariis monete cursibilis loco Lausannensi, libram ovium pro duobus denariis cum obulo dicte monete, libram carnium bovinarum seu vacarum duos denarios dicte monete et alias carnes ad modum Albone et hoc videlicet a dicta die dominica ante festum nativitatis beati Iohannis Baptiste quolibet anno dicti termini, ut dictum est, usque ad diem dominicam post octabas festi beati Martini yemalis et ultra quolibet anno durante dicto termino a dicta die dominica post octabas festi beati Martini predicti usque ad carniprivium laycorum inclusive, teneatur vendere dictas carnes videlicet libram carnium castronis pro tribus denariis cum obulo dicte monete, libram carnium ovium pro tribus denariis dicte monete et libram carnium bovum seu vacarum pro duobus denariis cum obulo et alias carnes ad modum Albone.

[2] Item quod dictus Williermus Brochet teneatur providere macello predicto de Cossonay de carnibus opportunis et decentibus in qualibet die septimane dicti termini in qua die carnes comeduntur et comedi debent et specialiter de carnibus castronum; et casu quo defeciet, tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete et si dictis diebus in predicto macello non invenirentur carnes castronis et aliquis nobilis vel burgensis dicte ville de Cossonay habere seu emere voluerit unum quarterium castronis, tunc dictus Williermus Brochet macellarius teneatur et debeat eidem nobili vel burgensi requirenti administrare carnes castronis ad

requisitionem dictorum nobilium et burgensium vel alterius ipsorum et hoc tamen si fiat requisitio ante horam vesperarum, quod si recusaverit tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete.

[3] Item quod dictus macellarius teneatur et debeat librare ad pondus predictum Albone bene et decenter; quod si contrarium fecerit, tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete.

[4] Item quod dictus Williermus macellarius teneatur et debeat qualibet die sabbati pro die dominica sequenti et in die lune pro die martis et die mercurii pro die iovis sequentibus macellare usque ad horam vesperarum omnia animalia pro dicto macello de Cossonay necessaria. Quod si contrarium fecerit, tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete.

[5] Item quod idem macellarius predictas carnes non teneatur nec debeat lavare seu madefacere, nisi tantum excoriando et hoc sub banno trium solidorum dicte monete.

[6] Item quod dictus macellarius debeat et teneatur dictis diebus dominice, lune, martis et die iovis providere predictum macellum de bonis carnibus seu preparare carnes in dicto macello decentes atque venales ad sufficientem ementium et specialiter de mane quolibet die predictorum dierum, quod sint excoriate et parate a mane usque ad horam primam sub banno trium solidorum dicte monete.

[7] Item quod dictus macellarius non debeat nec teneatur aliquas carnes suflare neque gonflare sub banno trium solidorum dicte monete, nec non dispoliare seu removere pinguidinem a carnibus castronum et ovium sub dicto banno trium solidorum dicte monete.

[8] Item quod idem macellarius debeat et teneatur nottificare cuilibet persone cuiuscunque status existat vendendo carnes castronum et ovium si sint carnes castronis vel ovis et casu quo venderet carnes ovis pro carnibus castronis, teneatur nobis in banno trium solidorum dicte monete et perdere carnes.

[9] Item quod dictus macellarius teneatur vendere in predicto macello bonas carnes et decentes bonorum et sanorum animalium et non morbidorum; quod si contrarium fecerit, teneatur nobis in banno sexaginta solidorum dicte monete.

[10] Item est actum quod nullus alter macellarius teneatur in dicto macello aliquas carnes macellare, nisi fuerit de voluntate dicti Williermi durante dicto termino sub banno sexaginta solidorum dicte monete.

[11] Item quod dictus macellarius teneatur bene et legitime dictas carnes ponderare et penes se habere bonum et legitimum pondus predictum; quod si contrarium fecerit vel iniuste ponderaverit, teneatur nobis in banno sexaginta solidorum dicte monete ac perdere carnes iniuste ponderatas.

[12] Item quod dictus macellarius non debet alicui persone ementi unam peciam vel plures carnium adere seu ampliare alias carnes nisi de voluntate ementis sub banno trium solidorum.

[13] Item quod dictus macellarius vendens carnes castronis per tempus predictum ac alias carnes a die dominica ante festum nativitatis beati Iohannis Baptiste quolibet anno durante dicto termino usque ad diem dominicam post octabas festi sancti Martini yemalis ultra pretia superius declarata et a die domi-

nica post octabas dicti festi sancti Martini usque ad carniprivium laycorum inclusive ultra pretia prenotata, teneatur nobis in banno sexaginta solidorum dicte monete.

[14] Item quod dictus macellarius teneatur et debeat omnia et singula prescripta dicto termino durante attendere, facere et complere sub bannis statutis et declaratis; quod si contrarium fecerit, quotiens teneatur nobis in bannis statutis secundum quod superius est declaratum.

[15] Item est actum in premissis quod quelibet persona emens aliquas carnes a dicto macellario dicto termino durante non teneatur nec debeat secum deportare nec deportari facere ipsas carnes emendas seu tunc emptas, absque solvendo prius dicto macellario pretium et valorem ipsarum carnium emendarum seu tunc emptarum sub banno trium solidorum dicte monete tociens et quociens nisi fuerit de voluntate et mandato dicti macellarii.

[16] Item est actum quod dicti Iohannes Licion et Petrus Gollie sindici de Cossonay debent et tenentur incontinenti adcomodare seu prestare dicto Williermo macellario decem libras dicte monete pro emendo animalia pinguia ad macellandum in dicto macello et ponendum se ipsum en chedaul necnon in proximo futuro festo Pache decem libras dicte monete. Quas viginti libras prenotatas ipse Williermus macellarius vel sui heredes teneatur vel teneantur iuramentis et obligatione bonorum suorum reddere dictis sindicis vel suis successoribus nomine et ad opus dicte communitatis incontinenti finito predicto termino cum dampnis missionibus et expensis inde sibi dictis sindicis emanandis ratione dictarum viginti librarum recuperandarum.

[17] Item est actum per nos dictum dominum de Cossonay et declaratum ac concessum pro nobis et nostris quod medietas omnium bonorum predictorum sit et esse debeat nobis dicto domino et nostris et alia medietas dicte communitatis[a] nostre de Cossonay.

Volentes insuper nos dictus dominus de Cossonay pro nobis et nostris et expresse concedentes tenore presentium quod predicte ordinationes durent et durare debeant per tres annos proxime et continue venturos iam inceptos, ut dictum est, in die dominica ante festum nativitatis beati Iohannis Baptiste nuper elapsum tantum non ultra. Que omnia et singula predicta, ut superius sunt narrata et declarata, nos sindici, nobiles et burgenses consules prenominati ac Williermus Brocheti predictus quilibet nostrum in quantum ipsum tangit aut tangere poterit infuturum, confitemur esse vera. Et ad supplicationem et requisitionem nostri fore facta et ordinata et per prenominatum carissimum dominum nostrum de Cossonay nobis concessa. Et promisimus [...].

Et ut magis cautum sit, nos Girardus dictus Viguiroux et Perronetus dictus Agnel, burgenses de Cossonay, scientes et spontanei et ad plenum de iure nostro proprio certificati, ad preces et requisitiones predicti Williermi dicti Brochet et pro ipso nos pro nobis et nostris heredibus super omnibus et singulis premissis per ipsum attendere et facere promissis complendis solvendis et adtendendis constituimus et obligamus nos, quemlibet nostrum in solidum in manibus dictorum sindicorum et suorum successorum. Et promisimus et promittimus

nos Girardus et Perronetus fideiussores prenominati quilibet nostrum insolidum [...].

In cuius rei testimonium sigillum castellanie de Cossonay rogavimus nos Iohannes de Rubeomonte dominus de Cossonay, Iohannes Licion et Petrus Gollie sindici, frater Petrus prior, Aymo Bastardus de Cossonay, Iohannes de Mollens, Nicholetus de Sunarclens, Iohannes de Sunarclens domicelli, Iohannes Oubam, Mermerius Oubam, Girardus Viguiroux, Roletus Magnini et Nicholetus Terralion consilarii dictorum sindicorum, Williermus Brocheti et fideiussores prenominati et precibus nostris presentibus litteris apponi fecimus.

Datum quarta die mensis octobris anno domini millesimo quatercentesimo quarto.

Levata sunt de premissis duo instrumenta pro dictis communitate et Williermo Brocheti et istud est pro dicta communitate.

Per Iohannem Macri.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 1, ***parchemin original,*** *36,5 x 57,5 cm, sceau manquant de la châtellenie de Cossonay.*

Ed. MDR V/II, p. 317–325.

[a] *lisez* communitati.

70. Réversale de Jean de Rougemont, sire de Cossonay, après l'arrestation de deux malfaiteurs.

1404 novembre 5. Cossonay

Nos Iohannes de Rubeomonte miles, dominus de Cossonay, notum facimus universis per presentes quod die mercurii post festum Omnium Sanctorum anno domini millesimo quatercentissimo quarto infra primam portam castri nostri de Cossonay, iuxta grangiam seu stabulum nostrum ibi existentem, in presentia mei dicti domini et testium infrascriptorum propter infra scripta personaliter constitutus Iohannes dictus Licion clericus sindicus et gubernator communis totius communitatis ville de Cossonay et dixit ac nobis exposuit quod Henricus de Parvo domicellus, castellanus noster de Cossonay, apprehendit minus iuste et sine causa detenuit[a] ac incarceratos tenet in dicto castro nostro quemdam hominem de Friburgo, vocatum Iohannem[b] Ancheynoz et unum alium hominem vocatum Hensilly Relliouz, quos cepit et detenet[c] absque clama et adiudicatione contra franchesias et consuetudines patrie et loci, in quibus est usitatum ab antiquis temporibus quod nullus homo debet detineri aliqua causa nec incarcerari secundum franchesias, consuetudines et libertates dictarum patrie et loci absque clama per aliquem prosequentem vel petentem facta vel fienda de et super causa maleficii et criminis nec sine adiudicacione pro detento in locis consuetis placitare per

nobiles burgenses et probos homines dictorum locorum prius facta vel fienda. Nos dictum dominum requirens predictus sindicus nomine dicte communitatis ville de Cossonay quatinus prenominatos Iohannem[b] Ancheynoz et Hensilly Relliouz sic detentos et incarceratos remitteremus et remitti faceremus per dictum Henricum de Parvo, castellanum nostrum, in liberum locum apud Cossonay placitare consuetum ad videndum et cognoscendum per nobiles, burgenses et probos homines si commiserint et delinquerint casum per quem debeant deteneri vel ne cui Iohanni Licion sindico facta per nos responsione quod predicti Iohannem[b] Ancheynoz et Hensilly Relliouz extiterunt detenti per dictum castellanum nostrum ad clamam Petri de Chastel, morantis Cossonay, bona et iusta causa, pro eo quod confessi sunt se fore latrones et talia confessus pro iudicato habetur vel quasi. Et ulterius dictus Hensilly Relliouz confessus est eius spontanea voluntate se esse homicidam et pro eo etiam quod vox communie est in patria Waudi plures esse latrones et depredatores in eadem patria et verum est de quorum consortio predicti detenti communiter et vulgaliter esse dicuntur. Tamen nos dictus dominus videntes predictam requisicionem satis consonam rationi, nolentes franchesiis et consuetudinibus predicte communitatis ville nostre de Cossonay derogare sed eidem communitati firmiter attendere et manutenere videlicet tamen nos proprio motu affentantes[d] malefacta punire volentesque super premissis franchesiis et consuetudinibus melius informari et de facto ipsorum detentorum plenius scire et indagari ne malefacta maneant impunita, requisivimus predictum sindicum nomine quo supra ut ipsos detentos nobis dimitteret donec maiorem certificacionem ipsorum facti haberemus necnon de premissis solempnem cum consuetudinariis et sapientibus deliberationem. Qui tamen Iohannes Licion sindicus nomine dicte communitatis ville de Cossonay nobis premissa de gratia speciali concessit, hoc salvo et retento per dictum Iohannem sindicum pro se et suis successoribus nomine tamen dicte communitatis ville de Cossonay quod factum dictorum detentorum per nos et dictum nostrum castellanum ac premissa non sint nec inferant preiudicium aliquod vel gravamen seu dampnum dicte communitati ville de Cossonay nec derogent dictis franchesiis dicte communitatis; cui sindico stipulanti pro se et suis successoribus nomine quo supra requisitionem ipsius statim dictam concessimus pro nobis et nostris heredibus ac successoribus et volumus per presentes quod premissa prefate communitati in futurum non inferant preiudicium aliquod vel gravamen ipsis premissis non obstantibus nec ipsorum franchesiis non derogent in aliquo. Quibus per nos concessis, idem sindicus nomine quo supra nobis supplicando petiit sibi de premissis litteram testimonialem sigillo castellanie de Cossonay sigillatam premissa omnia continentem per nos laudari in manibus Iohannis Macri de Rotundomonte notarii dicte castellanie nostre de Cossonay iurati. Nos vero dominus de Cossonay prenominatus videntes supplicacionem et requisicionem predictas fore consonas rationi dicto Iohanni Licion sindico, pro se et suis successoribus nomine tamen dicte communitatis ville nostre de Cossonay, presentem litteram testimonialem omnia premissa continentem conferimus et concedimus ad perpetuam omnium premissorum memoriam et ipsam litteram testimonialem mandamus, volumus atque laudamus in

manibus Iohannis Macri notarii predicti dicte castellanie iurati ac omnia et singula predicta universis et singulis presentes litteras inspecturis et audituris significamus et attestamus in verbo veritatis fore vera. Ad hec fuerunt presentes testes infrascripti. Promittentesque nos dominus de Cossonay predictus pro nobis et nostris quibus supra bona fide nostra contra predicta per nos concessa, ut dictum est, non facere, dicere aliqualiter in futurum vel venire.

In premissis omnibus testes fuerunt Conodus Girardi de Bercher, dompnus Stephanodus Renparre monachus prioratus de Cossonay, Perrinus dictus Bandriliet, Petrus de Chastel predictus, Nichodus de Lucingio domicellus.

Et nos testes prenominati qui in premisis omnibus presentes fuimus, omnia et singula predicta confitemur fore vera. In cuius rei testimonium, nos dominus de Cossonay prenominatus et testes predicti sigillum castellanie de Cossonay rogavimus et precibus nostris presentibus litteris apponi fecimus.

Datum et actum ut supra die et anno quibus supra.

Per Iohannem Macri.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 1, ***parchemin original,*** *35 x 29,5 cm, queue pour sceau annoncé et manquant de la châtellenie.*

Ed. MDR V/II, p. 326–329.

[a] *lisez* detinuit.
[b] *Le ms. porte* Ioham.
[c] *lisez* detinet.
[d] *mis pour* affectantes *?*

71. Réversale du comte Amédée VIII en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui lui ont concédé gracieusement 100 florins.

1413 juin 8. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum dilecti fideles nostri nobiles, burgenses et communitas ville nostre de Cossonay suo proprio et tocius castellanie dicti loci nominibus nobis graciose concesserint centum florenos parvi ponderis in subsidium viagii nostri, quod de proximo facere proponimus deo propicio ultra montes. Hinc est quod nos dictos centum florenos confitemur a dictis burgensibus et communitate nos realiter habuisse et recepisse per manus dilecti fidelis Guigoneti Marescalci thesaurarii nostri Sabaudie generalis. Qui de ipsis nobis computare debebit. Actestantes eisdem burgensibus et communitati quod huiusmodi concessio centum florenorum nobis concessa est de gracia speciali, volentes eciam quod ipsa concessio nullum eis inferat preiudicium ipsorumque franchesiis, libertatibus et consuetudinibus de Cossonay, quinymo illese semper maneant et integre.

Datum Chamberiaci die octava mensis iunii anno domini millesimo quatercentesimo decimo tercio, nobis absentibus, qui sic fieri iussimus nostri absencia non obstante.

Quos centum florenos parvi ponderis habui.

Guigoneti Marescalci.

Receptum est C floreni parvi ponderis.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *34 x 20 cm, fragment de sceau en cire rouge pendant non identifié.*

72. Réversale du comte Amédée VIII en faveur de la ville et des habitants de Cossonay et de L'Isle, sollicités de participer aux frais entrainés par le passage du roi des Romains.

1414 septembre 11. Genève

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum dilecti fideles burgenses et incole singularesque persone locorum nostrorum de Cossonay et de Insula et mandamenti eorundem, super quibus iuriditionem habemus, nobis hodie quatercentum florenos boni ponderis quolibet computato ad rationem tresdecim denariorum grossorum ratione transitus et adventus ad has partes serenissimi principis domini mei Sigismundi, dei gratia Romanorum regis, concessorum[a] gratiose. Hinc est quod nos volentes ipsos burgenses et incolas in suis bonis usibus et consuetudinibus perpetuo confovere, huiusmodi concessionem trahi nolumus vel adduxi ad consequentiam in futurum nec eis nisi quantum de iure vel consuetudine ad hoc tenerentur aliquod preiudicium generari. Preterea harum serie commitimus et mandamus expresse castellano nostro dictorum locorum seu eius locumtenenti quatinus ipsos burgenses, incolas singularesque personas locorum predictorum et mandamenti eorumdem cogat viriliter et compellat modo fortiori quo debite poterit ad dandum et realiter solvendum in eius manibus dictam florenorum quantitatem videlicet quenlibet ipsorum pro rata sibi taxanda, sic quod dictam florenorum quantitatem nobis in manibus thesaurarii nostri Sabaudie generalis expedire confestim valeat.

Datum Gebenne die undecima mensis septembris anno domini millesimo quatercentesimo decimo quarto.

Per dominum presentibus dominis Marchione Saluciarum, G. Marchiandi cancellario, Bastardo de Sabaudia, Gaspardo de Montemaiori marescallo, Amedeo de Challant, Lamberto Oddineti, Francisco de Russino et Guigoneto Marescalci thesaurario.

Petrus Gareti.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *52,5 x 25,5 cm, queue pour sceau manquant.*

Ed. MDR V/II, p. 339–340.

[a] *lisez* concesserint.

73. Les habitants de Bettens reconnaissent leurs obligations de ressort à Cossonay.

1419 juin 29. s. l.

Nos Iohannes et Franciscus dicti Magnin de Bettens, Williermus Lamber, Iaquetus Lamber, Anthonius filius Perrodi filii quondam Henrici Bastardi de Bettens, Iohannes Grucel et Perrodus Lamber de Bettens, notum facimus universis per presentes litteras inspecturis, visuris seu etiam audituris quod nos, non vi, non dolo, non metu ducti nec in aliquo fraudis ingenio circumventi sed scientes, prudentes et spontanei ad plenumque de iuribus nostris propriis super hoc certificati, matura deliberatione super hoc prehabita, confitemur et publice coram omnibus recognoscimus pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscunque in dicta villa de Bettens moram et residentiam personalem facientibus esse et esse debere et velle esse perpetue de resorto, contributione et fortifficatione ville de Cossonay, prout homines Francisci de Melduno, domicelli, residentes et morantes apud Pampignie et homines Anthonii de Chastillion de Coctens domicelli residentes et morantes apud Coctens et prout alii de resorto de Cossonay tantum.

Et promisimus et promittimus nos prenominati Iohannes et Franciscus Magnin, Williermus Lamber, Iaquetus Lamber, Anthonius filius Perrodi filii quondam Henrici Bastardi de Bectens, Iohannes Grucel et Perrodus Lamber de Bectens pro nobis et nostris quibus supra, iuramentis nostris ad sancta dei evangelia corporaliter prestitis ac sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum mobilium et inmobilium, presentium et futurorum quorumcunque et ubicunque reperiri poterunt, terralliare, fortifficare et vigillare in dicta villa de Cossonay [...].

In premissis omnibus fuerunt testes vocati et rogati, videlicet Petrus de Mollens domicellus et Iohannes de Oulens burgensis de Cossonay, nunc sindici et gubernatores communis communitatis ville de Cossonay, Williermus[a] de Wistarnens, Nicholetus de Chabie de Vouflens Villa, Williermus de Bettens, Iaquetus de Bettens domicelli, Iaquetus Barriodi clericus et Nicholetus Vaney de Cossonay. Et nos prenominati testes predicta omnia, prout superius sunt descripta, confitemur sic fore facta. In quorum omium premissorum robur et testimonium veritatis sigillum castellanie de Cossonay rogavimus nos prenominati confitentes de Bettens et testes predicti et ad preces et requisiciones nostras hiis presentibus litteris apponi fecimus.

Datum die vicesima nona mensis iunii anno domini millesimo quatercentesimo decimo nono.

Per me N. de Laydesos.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *40,5 x 26 cm, sceau pendant de la châtellenie de Cossonay.*

Ed. MDR V/II, p. 343–346.

[a] *Le ms. porte* Willus.

74. Réversale d'Amédée VIII en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont accordé 250 florins en vue de l'acquisition des comtés de Valentinois et de Diois.

1425 mars 21. Morges

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *36,5 x 19 cm, queue pour un sceau pendant en cire rouge non annoncé et perdu.*

Ed. TALLONE, II/V, p. 87.

75. Réversale du duc Amédée VIII en faveur de Cossonay à la suite de l'octroi d'un subside de 228 francs pour la dot de sa fille.

1428 septembre 2. Morges

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *37 x 23,5 cm, queue pour un sceau non annoncé et manquant.*

Ed. TALLONE, II/V, p. 106.

76. Réversale de Louis de Savoie en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont versé 160 florins petit poids pour équiper l'armée levée sur l'ordre du roi des Romains en vue d'une expédition en Italie.

1432 mai 31. Thonon

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *35 x 25 cm, queue pour un sceau non annoncé et manquant.*

77. Réversale de Louis de Savoie en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont versé 280 florins petit poids pour contribuer à la défense contre les brigands, ainsi que les avaient concédés les villes vaudoises.

1435 février 16. Thonon

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *47,5 x 26 cm, queue coupée pour un sceau non annoncé et manquant.*

78. Serment du métral de Cossonay, Rodolphe d'Illens, de respecter les franchises et libertés de la ville et de la châtellenie.

1436 [st. ann.] / 1437 [st. n.] mars 21. s. l.

Ego Rodulphus de Illens, domicellus mistralis de Cossonay, notum facio universis presentibus pariter et futuris quod cum illustrissimus princeps et dominus, dominus Ludovicus de Sabaudia, princeps Pedemontium primogenitus locumtenensque generalis illustrissimi principis et domini, domini Amedei Sabaudie ducis, domini nostri metuendissimi, ad humilem mei supplicationem, me dictum Rodulphum et meos heredes et successores perpetuo instituerit mistralem in villa et castellania de Cossonay et Insule, citra semper alterius lesionem sub certis honoribus et oneribus mentionatis in litteris dicti domini nostri principis, super premissis confectis, datis Thononii die sexdecima martii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo septimo. Verum cum pro adhipiscenda ipsius mistralie possessione et pro officio eiusdem exercendo requisierim nobilem Anthonium de Dalliens et Iohannem Cocheti clericum, rectores et sindicos communitatis ville de Cossonay nomine rectorio eiusdem communitatis quatenus me reciperent ex parte et nomine dicte communitatis in dicto mistralie officio. Qui vero sindici se difficiles super premissis exibuerunt, se excusantes super premissis multis causis, asserentes dictam mistralie institutionem aliqualiter derogare libertatibus dicte ville de Cossonay, maxime super facto et emunitate dicte ville mensurarum et ponderum. Secundum quarum libertatum et franchesiarum tenorem quilibet nobilis, burgensis et habitator ville et castellanie de Cossonay habere et tenere potest pondera iusta et mensuras iustas. Asserentes insuper me et meos successores et locumtenentes nostros antequam admicti seu recipi in dicto officio mistralie debeamus facturos et prestituros in ecclesia parrochiali de Cossonay sollemniter coram ipsis sindicis atque coram nobilibus, burgensibus et habitantibus dicte ville iuramenta per castellanum Cossonyaci eius locumtenentem et suos nuntios fieri solita, maxime iuramentum quod sequitur, videlicet de exercendo bene et legitime dictum officium mistralie. Neminemque ipsius officii pretextu indebite opprimere atque unicuique iustitiam ministrare nostro posse. Necnon iura, libertates et franchesias tam scriptas quam non scriptas ususque et consuetudines dicte ville de Cossonay illesas perpetuo servare et contra in aliquo non venire.

Hinc est quod ego dictus Rodulphus de Yllens tanquam mistralis predictus sciens, prudens et spontaneus, informatus etiam et certifficatus de libertatibus et franchesiis predictis et omnibus premissis que a via racionis non delirant, confiteor et publice in veritate ac si essem in iudicio propter hoc evocatus recognosco pro me et meis quibus supra quod ego nullum ius nec aliquod emolumentum neque tributum habeo neque habere debeo quovis modo neque mei qui supra ratione dicti oficii mistralie, videlicet in et super pondera dicte ville de Cossonay neque nobilium, burgensium et incolarum eiusdem ville. Et quod ipsi nobiles, burgenses et incole habent et tenent et que[a] ipsi et sui in futurum habebunt et te-

nebunt tam in suis domibus quam in locis publicis dicte ville de Cossonay nec aliquam prerogativam seu auctoritatem habendi seu tenendi aliquod pondus generale vel speciale in quo dicti nobiles, burgenses et incole neque alia quavis persona ex debito ponderare teneantur neque teneatur, salvo quod ego dictus Rodulphus et mei qui supra ratione persone nostre habere et tenere possimus pondus et pondera quod et que et prout alii nobiles, burgenses et habitatores dicte ville de Cossonay habere et tenere possunt secundum libertates predictas, salvis tamen michi et meis quibus supra iustifficationibus ipsorum ponderum et correptione eorumdem atque tributis et emolumentis michi debite competentibus et pertinentibus pro iustifficatione et correptione eorumdem ratione dicti officii mistralie. Preterea ego dictus mistralis confiteor et in veritate ut supra recognosco ad instantiam dictorum sindicorum stipulantium nomine et ad opus dicte communitatis quod ego et mei qui supra atque locum meum tenens antequam recipi seu admitti debeant in dicto mistralie officio neque ad exercendum eundem officium, debemus acque tenemur facere et prestare in ecclesia parrochiali de Cossonay sollenniter supra sanctas reliquias coram dictis sindicis atque nobilibus, burgensibus et habitatoribus dicte ville de Cossonay, qui adesse voluerint, videlicet iuramentum superius declaratum, quod iuramentum facturum et prestiturum me offero in manibus eorumdem sindicorum inmediate seu quando ab ipsis sindicis fuero requisitus.

Promittens [...].

Et iuro supra sancta dei euvangelia per me corporaliter tacta, ego dictus mistralis omnia et singula premissa, prout superius sunt descripta, dicta et declarata, perpetuo attendere, tenere et inviolabiliter observare perpetuo et non contra facere, dicere vel venire per me vel per alium aliqualiter in futurum.

In cuius rei testimonium sigillum castellanie de Cossonay rogavi ego dictus Rodulphus de Illens mistralis Cossonyaci et precibus meis hiis presentibus litteris apponi feci.

Datum et actum die vicesima prima mensis martii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo sexto.

Recepta est presens littera per quondam Aymonem de Oulens de Cossonay[a] clericum predicte castellanie iuratum, post cuius Aymonis obitum, levata et grossata per me Mermerium Viguirosi de Cossonay, notarium ipsius castellanie iuratum vigore commissionis michi facte de prothoccolis notulis et registris ipsius quondam Aymonis facti sustantia non mutata.

Idem commissarius M. Viguirosi.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *42 x 36,5 cm, sceau manquant de la châtellenie de Cossonay.*

Ed. MDR V/II, p. 353–358.

[a] *lisez* atque.
[b] *sic.*

79. Louis de Savoie, prince de Piémont, établit deux représentants pour exiger des habitants de la ville et châtellenie de Cossonay leur contribution financière aux réparations des fortifications et autres charges de la ville.

1437 août 24. Thonon

Ludovicus de Sabaudia princeps Pedemontium primogenitus locumtenensque generalis illustrissimi domini genitoris mei domini Amedei ducis Sabaudie, Chablaysii et Auguste principis, marchionis in Ytalia, comitis Pedemontium et Gebennensis Valentinensisque et Dyensis, universis serie presentium fiat maniffestum quod nos supplicationi dilectorum fidelium nostrorum nobilium burgensiumque et incolarum ville de Cossonay super hiis nobis facte certis laudabilibus respectibus inclinati, attendentes itaque probitatem et industriam dilectorum nostrorum Iohannis Gieytoz alias Prayn iunioris et Roleti Bisoncii alias Leschet habitantium de Cossonay, etiam utilitate nostra pariter et reipublice in hac parte prespecta[a], ipsos Iohannem Prayn et Roletum Bisoncii ac eorum quemlibet insolidum, nostro tamen durante beneplacito, facimus et constituimus per presentes nuntios in ipsa villa et mandamento de Cossonay, eisdem propterea omnimodam conferentes potestatem cogendi, compellendi et pignorandi viis omnibus quibus debite fieri poterit fortioribus omnes et singulas personas ville et castellanie predictarum ad solvendum in manibus sindicorum eiusdem ville qui pro tempore fuerint seu receptoris ad hoc per eos deputandi subsidia, levas, tributa et alias quascunque impositiones inter eosdem homines et incolas perequandas pro reparationibus et ceteris necessitatibus eiusdem ville, ut convenit, supportandis ipsasque personas dum opus fuerit ad consilium eiusdem ville solito et debito more convocandi, eisdem ad hec penam et bannum trium solidorum imponendi. Quam penam quotiens vocationi dicti nuntii non paruerint, censeantur incurrisse. Que per castellanum dicti loci de Cossonay exigatur, qui de ea nobis legitime tenebitur computare, omnes et singulos forte ad dictas penas seu banna solvendum difficiles vel morosos viriliter more debitorum fiscalium coharcando[a].

Mandantes [...].

Datum Thononii die vicesima quarta augusti anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo septimo.

Per dominum principem presentibus dominis Iohanne domino Bellifortis cancellario, Humberto bastardo de Sabaudia, domino Bariacti marescalco, P[ietro] Marchiandi presidente, Rodulpho domino Coudree, Petro de Belloforti, Iacobo Rosseti, Mermeto Arnaudi, Guillelmo Bolomerii, Anthonio Bolomerii thesaurario Sabaudie.

Reddatur littera portitori.

De Ruppe.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *pâli et abîmé par l'humidité, 41,5 x 29 cm, queue pour un sceau non annoncé et manquant.*

Ed. MDR V/II, p. 361–363.

[a] *lisez* prespectata.
[b] *lisez* cohercendo.

80. Réversale de Louis de Savoie en faveur de la ville et des habitants de Cossonay qui ont versé 100 florins petit poids au pape Félix V [Amédée VIII de Savoie].

1442 novembre 18. Genève

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *59 x 25,5 cm, queue pour un sceau non annoncé et manquant.*

81. Aymon de Gallera, nommé châtelain de Cossonay, et son lieutenant prêtent serment de respecter les franchises de la ville et de la châtellenie.

1447 septembre 27. Cossonay

In nomine domini nostri Iehsu Christi, amen.

[...] Anno eiusdem domini millesimo quatercentesimo quadragesimo septimo inditione decima cum eodem anno sumpta die vero vicesima septima mensis septembris coram me notario publico et testibus subscriptis, personaliter constituti viri nobiles Aymo de Gallera de Cletis, Lausannensis diocesis, castellanus de Cossonay per illustrissimum et excelsum principem et dominum, dominum Ludovicum Sabaudie ducem, dominum nostrum metuendissimum institutus noviter et constitutus et Iohannes de Iuriens morans Cossonay, eius locumtenens, per eumdem castellanum prudentibus et discretis viris Vullielmo Viguyrous et Vullielmo Paccot, burgensibus, rectoribus, sindicis et gubernatoribus ville et communitatis de Cossonay, presentatus, instantibus et requirentibus ipsis sindicis nomine dictarum ville et communitatis de Cossonay, presentibus et personaliter constitutis. Ipsi siquidem Aymo castellanus et Iohannes eius locumtenens presentatus genibus flexis, manibus iunctis ante sacrosanctum corpus Christi et reliquias dei sanctas supra magnum artare[a] ecclesie parrochialis sancti Pauli ville de Cossonay predicte positas et existentes ad hocque apportatas per discretum virum dompnum Guillelmum Gulnelli presbiterum dicte parrochialis ecclesie vicarium, iuraverunt et iuramentum prestiterunt et fecerunt super dictis sacrosancto corpore Christi et reliquis elevatis ambabus manibus suis super eisdem sacrosancto corpore Christi et reliquiis dicte castellanie officium bene, fideliter, probe et legaliter exercere, decus, commodum et iura prelibati domini nostri ducis et proborum hominum illibata servare et illesa, franchesias, libertates, privilegia,

immunitates, usus, consuetudines scriptas et non scriptas dictarum ville, communitatis, castellanie et mandamenti totius de Cossonay observare et servare illesas, rationem iustitiam et iustitie complementum unicuique tam diviti, pauperi quam mediocri facere reddere et ministrare nullo supportato, neminemque ipsius officii pretestu opprimere vel gravare, ius uniuscuiusque illesum servare, facere et reddere aliqualiter non denegare et alia facere, tenere et servare probe et legaliter, que officio dicte castellanie incombunt et fuerint necessaria et que bonus castellanus, locumtenens et officiarius facere debet et tenetur secundum bonos usus, consuetudines, franchesias et libertates dictarum ville, communitatis et castellanie de Cossonay. De quoquidem iuramento et premissis omnibus et singulis dicti sindici nomine quo supra petierunt et requisierunt per me notarium publicum subscriptum sibi nomine iamdictarum ville et communitatis fieri, dari et concedi hanc cartam seu litteram et hoc publicum instrumentum ad opus ipsarum ville et communitatis testimonialem, sigillo castellanie de Cossonay si opus fuerit sigillandam.

Acta et data fuerunt hec in dicta villa de Cossonay dicte Lausannensis diocesis in ecclesia parrochiali predicta in cancello et presbiterio ipsius ecclesie ante dictum magnum artare dictumque sacrum corpus Christi et reliquias super ipso artari repositas et existentes, in presentia venerabilis et religiosi viri fratris Stephani Aymonodi, prioris prioratus dicti loci de Cossonay, religiosorum fratrum Girardi de Geneix et Thome Bellini, monachorum dicti prioratus de Cossonay, Rodulphi de Illens domicelli, necnon discretorum virorum Iohannis Challet notarii, Petri Gollyz mercatoris, Francisci Bolliar fabri et Nicoleti Beney, Iohannis Rebique et Petri dicti de Gand serarii de Cossonay, testium ad hec vocatorum et rogatorum, anno, die, indicione, loco et presentibus testibus quibus supra [...].

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 2, ***parchemin original,*** *35,5 x 28 cm, queue pour sceau manquant de la châtellenie de Cossonay, seing manuel de Pierre Oubam, notaire public.*

Ed. MDR V/II, p. 364–367.

[a] *lisez* altare.

82. Confirmant les autorités qu'elle a élues, la majorité, malgré une minorité contestataire, prend des mesures pour les serrures et clés de l'arche et révoque tous syndics, recteurs de l'hôpital ou de la confrérie désignés autrement.

1459 [st. ann.] / 1460 [n. st.] janvier 25. Cossonay

Nos Henricus de Dalliens domicellus, Girardus Lambertzon, Iohannes Gollie, Reynauldus Balley, Iohannes Baley, Franciscus de Venopia, Iohannes de Alens, Franciscus Rebitat, Iohannes Rebitat, Iohannes de Colongia, Petrus Rebitat,

Glaudius Barrillier, Iohannodus de Venopia, Petrus Baley, Mermetus Guex, Iohannes Bosset, Anthonius Goctroux, Rodulphus Barrillier, Iohannes Challiet, Iohannes Favectaz iunior, Aymo Gaudin, Petrus Agnel alias Legier, Aymonetus Berthoz, Roletus Gex, Bartholomeus Mynyod, Iohannes Bastard, Iohannes Prem loz loup, Petrus Favey, Guillermus Borgonyat, Laurencius Estornel, Iohannes Foresteir, Stephanus Bellosiz, Anthonius Chastellam, Nycodus Pallexioux, Nycoletus Chappuis, Iohannes Costier, Nycoletus Beney, Roletus Bonvesproz, Nycodus Le iuz, Petrus Goctroux, Iohannes Meliam, Symondus Parix, Roletus Bisuntii, Girardus Pappouz, Iohannodus Borjaul et Petrus de Venopia, nobiles, burgenses, habitantes et incole tam de Cossonay quam de Alens et de Cabanis prope Cossonay, nomine totius ville et communitatis de Cossonay, Petrus Rossier de Synarclens nomine communitatis de Sinarclens, Iohannes Humbert alias Codureir de Calce, Iohannes Borjaul alias Picty et Petrus filius Iaqueti Vulliemet de Yctens, nomine communitatis de Calce et de Yctens, Iohannes Fornerat de Gollion, nomine communitatis de Gollion, Mermerius Portier et Petrus de Furno alias Myquey de Pentha, velut sindici et gubernatores de Pentha, et Iohannes Aymonon de Brugnes, tamquam consindicus de Brugnes, in communi domo communitatis dicte ville de Cossonay, simul ad invicem ad sonum campane et voce preconis pro negociis subscriptis et certis aliis, nomine dicte communitatis, peragendis congregati et evocati, notum, tenore presentium, facimus universis presentibus et futuris quod cum lis et controversia sint et de presenti vertantur coram venerabili et circonspecto viro domino officiali curie Lausannensis seu venerabili consilio reverendi in Christo patris et domini, domini nostri Lausannensis episcopi, inter nobiles Iacobum de Dalliens et Petrum de Cossonay tanquam sindicos et gubernatores dictarum ville et communitatis de Cossonay necnon Anthonium Prem loz loup clericum tanquam rectorem hospitalis sancti Anthonii de Cossonay atque Iohannem Iosept et Iohannem Bolliard iuniorem tanquam rectores confratrie sancti Spiritus de Cossonay, supplicantes et per nos communiter electos, et Georgium Marchiant, Rodulphum de Cossonay, fratrem Petrum Cocheti elemosinarium Romani monasterii, Petrum Oubam, Mermerium Viguirosi, Petrum Viguirosi, Vuillermum Paccot, Iohannem Pachodi, Henricum de Laydessos, Iohannem Blambernard, Petrum Buchillion, Iaquetam relictam Aymonis de Oulens et Iohannetam relictam Iohannis Cocheti opponentes ex altera parte, super eo videlicet quod dicti supplicantes dicto domino officiali conquerendo supplicaverunt quatenus ipsis supplicantibus nomine quo supra remicti et expediri prout alias consuetum est quandam clavem arche in processu dicte cause mentionatam et per dictum fratrem Petrum Cocheti elemosinarium predictum coram dicto domino officiali iudicialiter revelatam, reddicioni cuius clavis dicti opponentes se opposuerunt et contradixerunt et de presenti contradicunt et renuunt minus iuste et sine mandato et consensu nostrum prout in processu ipsius cause prementionate plenius continetur. Quodque cedit in grande[a] ipsius communitatis ac totius castellanie de Cossonay grande[a] preiudicium. Qua propter nos omnes supranominati nobiles, burgenses, incole et habitatores tam de Cossonay quam de Alens et de Cabanis predictis communitatem dicte ville et pro maiori

parte facientes ac nomine eiusdem ville et communitatis pro nobis et nostris successoribus et nos omnes supradicti de villagiis predictis nominibus quibus supra ac pro interesse nostro quantum concernit libertates et franchesias ville et castellanie predictarum in archa prementionata reponi et custodiri consuetas, scientes, prudentes et spontanei, de iuribus nostris et dictarum communitatum ad plenum super hoc informati et unus nostrum de communi consensu et voluntate alterius nostrum ac in presentia Mermerii Viguirosi, Henrici de Laydessos et Iohannis Blambernard coopponentium predictorum, Girardi Cossonay alias Rossier et Iohannis Pachodi antenati nobiscum sedentium peregimus fecimusque et facimus, ordinavimusque et de presenti ordinamus ea que sequntur per nos et successores nostros imposterum observanda videlicet quod in archa communi superius mentionata apponi debeant ut brevius fieri poterit due bone et ydone[b] sere cum duabus clavibus nec plures apponi debeant in futurum quovismodo. De quibus duabus clavibus dicti sindici seu alter ipsorum et sui successores habere et custodire debeant unam et dictus rector hospitalis et sui successores aliam, cum iuramento per ipsos sindicos et rectores hospitalis prestando ut moris est et prout acthenus est consuetum per tantum temporis spatium quod de contrario hominum non extitit memoria. Et sic fieri per presentes volumus et ordinamus et non aliter. Et insuper revocamus et cassamus per presentes atque abbolimus omnes et singulos alios sindicos, gubernatores ac rectores communitatis, hospitalis et confratrie predictarum per nos seu predecessores nostros alias constitutos et creatos sive electos, inhibentes ulterius et prohibentes tenore presentium nos omnes supranominati sic ordinantes et dictam communitatem pro maiori parte facientes supradictis opponentibus et omnibus cum ipsis adherentibus ne ipsi a modo in futurum de dicta causa seu controversa se quomodolibet intromittant, attento quod a nobis numquam habuerunt nec de presenti habent in mandatis et cum alias per nos iam fuerint revocati [...].

Quam siquidem litteram per notarium subscriptum iubsimus fiendam sigillumque prefati domini officialis curie Lausannensis rogavimus nos omnes supradicti ordinantes et precibus nostris presentibus litteris apponi fecimus in robur et testimonium veritatis premissorum et nos prefatus officialis curie Lausannensis ad preces et requisitiones omnium prenominatorum sic ordinantium nobis oblatas fideliter et relatas per Vulliermum Hugueti de Rotundomonte notarium de Cossonay dicte curie nostre iuratum, cui super hiis vices nostras commisimus et eidem fidem plenariam adhibemus sigillum curie nostre predicte presentibus litteris duximus apponendum.

Datum ubi supra die veneris festi conversionis sancti Pauli appostoli anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo nono.

Idem Vuillermus Hugueti.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 3, ***parchemin original,*** *37,5 x 36 cm, queue coupée pour sceau manquant de l'official.*

[a] *sic.*
[b] *lisez* idonee.

83. Jacques de Savoie, comte de Romont et sire de Vaud, accorde aux habitants de Cossonay le droit d'élire un officier de ville.

1468 janvier 12. Lausanne

Iacobus de Sabaudia comes Rotundimontis et dominus patrie Vuaudi universis serie presentium facimus manifestum quod nos, animavertentes ad laudabilia grataque et accepta[a] servitia per dilectos fideles nostros nobiles, burgenses, incolas et habitatores ville nostre de Cossonay totiusque mandamenti eiusdem nobis impensa necnon onera per eos tam pretextu armate novissime ultra montes facte quam etiam adhipiscendo possessionem nostram substenta, supplicationi itaque ipsorum super hiis nobis facte que in utilitatem rei publice cedere nec inde nobis aut cuicunque alteri detrimentum afferre, ut per consilliarios nostros subscriptos disceptatum et nobis relatum extitit dignoscitur benivole inclinati, ex nostra certa scientia, dictis nobilibus, burgensibus, incolis et habitatoribus supplicantibus et suis successoribus licentiam impartimur per presentes ex nunc in antea eligendi inter se unum servientem sive nuntium ydoneum, qui omnimodam habeat potestatem nulla alia licentia obtenta ipsos cogendi et vadiandi ad solvendum ratam impositionum sive gietorum inter ipsos supplicantes quovismodo et debite fiendorum et aliorum tributorum quoruncunque eisdem supplicantibus particulariter spectantibus[b] et debite pertinentium, ita tamen quod talis serviens sive nuncius per gubernatores et consilliarios iuratos dicte ville nostre eligatur per tempus dum bene fecerit et ipsis gubernatoribus et consilliariis presentibus et futuris placuerit. Ipsoque nuntio sive serviente sic electo antequam ipse ad exercitium sui huiusmodi officii procedere audeat, in curia nostra publice in manibus castellani nostri dicti loci de Cossonay seu eius locumtenentis presentis et futuri iurare teneatur eius officium bene et fideliter exercere, iura nostra perquirere diligenter et servare, neminem officii eiusdem pretextu indebite opprimere vel gravare vadiaque, ut premictitur, levanda gubernatoribus dicte ville nostre de Cossonay qui pro tempore fuerint fideliter remictere et alia facere que per consimilles servientes sive nuntios fieri sunt assueta.

Nos enim dicto iuramento prestito tali servienti sive nuntio ad hec amplissimam harum serie impartimur potestatem. Has licteras nostras in testimonium concedentes.

Datum Lausanne die duodecima ianuarii anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo octavo.

Per dominum presentibus dominis Anthonio de Adventhica locuntenente generali, Girardo de Bruello magistro hospitii et Mermeto Cristine procuratore Vuaudi.

Reddatur littera portitori.

De Quarzo.

AC Cossonay, Fonds Parchemins, liasse X 3, ***parchemin original,*** *55 x 39 cm, sceau manquant.*

Ed. MDR V/II, p. 389–390.

[a] *lisez* acceptata.
[b] *lisez* spectantium.

Chapitre 6: Echallens

Les premiers seigneurs connus d'Echallens appartiennent à la famille comtoise des Montfaucon. Il semble qu'Amédée III de Montfaucon ait fait construire le premier château. Son petit-fils Girard entoura le bourg et le château d'une nouvelle enceinte, ce qui lui valut d'être tenu pour le fondateur du bourg neuf d'Echallens. Il concède à sa «création» les franchises de Moudon, dont le caractère avantageux devait attirer de nouveaux habitants, indispensables pour repeupler des terres ravagées par la peste lors de l'épidémie de 1348–1349. La seigneurie d'Echallens passa à Marguerite de Montbéliard, dont la succession, faute de descendant, fut attribuée pour partie à sa soeur Jeanne et surtout au mari de celle-ci Louis de Chalon. A la mort de ce dernier, ses fils se disputèrent son riche patrimoine, rendant nécessaire de vastes enquêtes coutumières, dites les enquêtes de Chalon (SDS VD A1). Lors de l'invasion du pays de Vaud en 1475, les Suisses s'emparèrent de la seigneurie d'Echallens, ainsi que des autres terres vaudoises des Châlons, Orbe et Grandson, adjugés aux villes de Fribourg et Berne par le traité de Fribourg de 1476, en indivision avec leurs autres alliés, puis en exclusivité.

Bibliographie:

F. de GINGINS, «Recherches historiques sur les acquisitions des sires de Montfaucon et de la maison de Châlons dans le pays de Vaud», MDR XIV. – Emmanuel DUPRAZ, «La condition des personnes et des terres dans la seigneurie et le bailliage d'Echallens dès le XIIe siècle», RHV 1915, p. 205–213.

84. Girard de Montfaucon et Jacquette de Grandson, sa femme, accordent des franchises au bourg d'Echallens.

1351 juin. s. l. [confirmation par Girard]
1352 mars. s. l. [confirmation par Jacquette]

Nos Girardus de Montefalconis dominus de Orba et de Eschallens notum facimus universis quod nos de laude, voluntate ac eciam consensu domine Iaquete de Grandissono, consortis nostre legitime; quod nos, utilitate nostra et heredum

nostrorum considerata et preavisa, construxerimius et de novo fundaverimus quandam bastiam seu burgum situm circa castrum nostrum de Eschallens, prout ipsa bastia cum burgo protenditur et protendere potest a dicto castro usque ad fossalia eiusdem bastie de novo constructe, nos ad ampliacionem et augmentum dicte bastie et burgi, populi et gentium nunc morancium et qui in futurum morabuntur ibidem et posteritatibus eciam eorumdem, dedimus et damus, concessimus et concedimus pro nobis et nostris heredibus et successoribus per presentes, salvo iure alterius, eciam bastie et burgo ab initio fundacionis eiusdem necnon populo, gentibus et habitatoribus dicti loci burgi et bastie, utriusque sexus qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint et posteritati eciam eorumdem omnes et singulas libertates, franchesias, statuta, consuetudines, privilegia, iura ville et loci de Melduno, Lausannensis diocesis, que et quales habent et hactenus habuerunt et quibus uti consueverunt et utuntur proceres, burgenses et habitatores ville et loci de Melduno [...].

Datum quoad dictum dominum Girardum mense iunii et quoad dictam dominam Iaquetam mense martis anno domini millesimo trecentesimo quinquagesimo primo.

Original *perdu.* – ***Copie:*** *BCU, IS 1929/6, Ms. Gilliéron, t. 6, p. 36–40 (recueil de copies de la fin du XVIIIe siècle). Résumé en français in ACV, Bf 23, p. 3 et s. (Enquête sur les libertés d'Echallens que Berne et Fribourg veulent confirmer, 25 novembre 1715: confirmation des franchises, dans leur teneur de 1351).*

Ed. MDR XXVII, p. 126–128.

Remarque:

Sont également rapportées dans le document des ACV quatre confirmations de ces franchises de septembre 1406, du 3 janvier 1434 (Louis de Chalon), du 29 avril 1464 (Guillaume de Chalon) et enfin du 5 février 1469 (Hugues de Chalon).

Chapitre 7: Grandson

Grandson s'est développée à l'ombre du château. Les seigneurs de Grandson dotèrent la ville de premières franchises, disparues avant 1378 lors d'un incendie qui avait complètement détruit la ville. Suite à la demande des nobles, des bourgeois et des habitants, le comte Amédée VIII, qui venait de s'emparer de la seigneurie, leur en octroya d'autres, dérivées de celles de Moudon, le 8 mars 1399. La terre de Grandson ne demeura pas longtemps aux mains de la maison de Savoie: en 1403, Amédée VIII l'inféoda à Marguerite de Montbéliard, puis, à sa mort, les Chalon en héritèrent. Au cours des guerres de Bourgogne, la ville fut assiégée par les Suisses. Après la guerre, ceux-ci restèrent les maîtres de la ville et de la seigneurie qui devinrent un bailliage de Berne et Fribourg jusqu'en 1798.

Bibliographie:

S'il n'y a pas d'ouvrage à caractère scientifique sur la ville de Grandson, il existe en revanche des travaux de qualité sur les dynastes de Grandson, ainsi que sur les sires de Chalon-Arlay qui leur succédèrent.

L. de CHARRIÈRE, Les dynastes de Grandson jusqu'au XIIIe s., Lausanne 1866. – Frédéric BARBEY, «Louis de Chalon, prince d'Orange, seigneur d'Orbe, Echallens et Grandson, 1390–1463», Lausanne 1926, MDR, 2e série, XIII. – Ernest CORNAZ, Un acte inédit d'Othon III de Grandson (18 juin 1396), RHV 32, 1924, p. 257–264. – J.-F. POUDRET, «Les enquêtes de Chalon de 1470–1471 concernant la succession de la châtellenie de Grandson», MHDB XXVI (1965), p. 91 et s. – L'enquête elle-même est éditée in SDS VD A1.

85. Réversale d'Othon de Grandson en faveur des habitants de Grandson qui lui ont octroyé une aide de quarante livres.

1356 janvier 8. s. l.

Ego Otho dominus de Grandissono notum facio universis presentes litteras inspecturis quod cum mei probi homines communitatis ville mee de Grandissono michi dederint et concesserint in subsidio et nomine subsidii quadraginta libras bonorum Lausannensium, quas ab ipsis habui in bona pecunia numerata, ego prefatus Otho dominus Grandissoni, sciens et spontaneus, confiteor et in verbo veritatis publice recognosco quod predictum subsidium ex aliquo debito non fecerunt sed de gratia et de sua spontanea voluntate tantum. Quare ego prefatus Otho dominus Grandissoni pro me et heredibus meis promisi et promicto bona fide mea, loco iuramenti, prestita quod pro dicto subsidio nec ex aliqua causa dicti subsidii franchesie seu libertates dictorum meorum proborum hominum ville mee Grandissoni et heredum ac successorum suorum aliquo non lederentur, non minuentur non gravabuntur nec deteriorabuntur in futurum per me vel per heredes meos seu a me causam habentes aut habituros in futurum, sed ipsos prout predecessores mei servaverunt et custodierunt servare et custodire promicto, non obstantibus omnibus impedimentis que ex causa huius subsidii possent in futurum oriri vel in contrarium proponi.

Promictens [...].

In cuius rei testimonium, ego prefatus Otho dominus de Grandissono sigillum curie Lausannensis rogavi et apponi feci meis precibus huic scripto; cum quo sigillo iussi et apponi feci huic scripto sigillum commune castellanie Grandissoni et nos officialis curie Lausannensis ad preces et requisicionem prefati domini Othonis domini de Grandissono nobis oblatas fideliter et relatas per Iohannem Mileti de Grandissono clericum curie nostre Lausannensis iuratum, cui super hiis commisimus vices nostras et fidem plenariam adhibemus sigillum dicte curie nostre Lausannensis presentibus licteris duximus apponendum, una cum sigillo supradicto.

Datum anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo sexto octava die mensis ianuarii.

Idem Iohannes Mileti clericus.

AC Grandson, Série Parchemins, P 7, ***parchemin original,*** *28 x 17 cm, queue pour sceau de la châtellenie de Grandson manquant, fragment du sceau pendant de l'official de Lausanne.*

86. Réversale d'Othon de Grandson aux habitants de Grandson au sujet des aides.

1366 décembre 8. s. l.

Je Othe seigneur de Gransson fait savoir a touz que comme je requerisse l'eycoire a mes gent de la ville et de la terre de Gransson en disant qu'il y m'estoient tenuz et pour trois cause: premier pour une quantitez de terre que j'ay achetee et conquise a Fuchey et Aymonam; secundemant pour ma terre qu'il ha estee toutes gastee en Bourgogne par les compaignes. Tyercemant pour le viage de Huguenin mon filz qu'il est aler outremers, pour lesquelx choses alours samblave oudit eycoire non estre tenuz, toutes foy de grace especiaul les dictes mes gent m'ont done trois cent et soixante florins de bon ors. Grace que je vuil et outroie pour moy et pour mes hoirs que la dicte requeste ne donacion a moy par lours dessuz faicte ne lours portoit ne portoit deige pour loz temps advenir nul prejudice ne a lours hoirs par quelquez maniere que ce soit. Lesquelx troiscent et soixante florins je confesse avoir ahuz et recehuz de mes gent surdictes par la main de mon amez et feaul chancelier monseigneur Humber de Columbier mon chastellain de Gransson, pour quoy je les en quicte et lours promet par ma bonne foy done en leuz desoireant que gimais pour loz dit viage de Huguonin mon filz ne pour la chevalerie ne pour les choses surdictes a lours ne a lours hoirs pour moy et pour mes hoirs ne lours en demanderay riem gemais. Et que contre la tenour, de ceste presente letres ne iray ne consentiray venir ne feray a l'encontre ouz temps advenir.

Enz tesmoin de laquelx chose estre plus veraye, je li dessudit Othe hait mist mon seel en pendant en ceste presente letres.

Faict et done le jour de la conception nostre Dame l'an mil trois cent soixante et six.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 8, ***parchemin original,*** *29 x 13,5 cm, fragments du sceau d'Othon de Grandson pendant.*

87. Hugues de Grandson confirme solennellement les franchises de la ville.

1374 juin 29. Grandson

Nos Hugo dominus de Grandissono miles, filius quondam viri magnificis[a] domini Octhonis domini de Grandissono pro nobis et nostris burgensibus et probis hominibus de Grandissono laudamus, ratifficamus et confirmamus iura, libertates, franchesias et consuetudines eorumdem cum eorum usanciis ongueti communitatis bladi et bannorum extra franchesias faciendorum prout uti consuerunt tempore preterito. Promictimus iuramento et fidelitate nostra predicta actendere et non contra facere vel venire nec alicui contra venienti consentire. Laudamus inquam prout dominus noster comes Sabaudie predicta laudavit suis burgensibus de Melduno.

In premissis autem fuerunt testes [...].

Datum die iovis in festo apostolorum Petri et Pauli, que dies iovis fuit penultima die mensis iunii ante ecclesiam beati Iohannis baptiste de Grandissono anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo decimo quarto.

P. Roleti.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 10, ***extrait*** *sur parchemin tiré des registres de Girard Campuchoz, notaire, par Pierre Rolet, juré de l'official de Lausanne, à la demande de Hugues de Grandson et de Humbert de Colombier, 39,5 x 31,5 cm, queue pour le sceau annoncé mais pas mis de l'official de Lausanne.*

[a] *lisez* magnifici.

88. Après conflit, Hugues de Grandson réglemente la perception de l'ohmgeld à Grandson.

1382 juin 22. Grandson

Nos Hugue sire de Gransson facons savoir a tout que come nostres gent de la terre de Gransson soient complent a nos en dissant que le ville de Gransson prenoit le longuel dou vin sur lour ad moen de droit enxi come ils dixoent et en deffendent li prodomes de Gransson dissoent que ils que les preniant ad bone raison quar ils en estoient en possession si longue que non estoit memore dou contraire et pour ces que nous ne havons temps de feire declaracion sur ces nous havons ordine que li dit prodomes de Gransson prenient les dit onguete per sept an prochainemant venant par tel mains que li dit terme deis sept ans ne portoit nyons perdigice eis parties mays adon nonobstant cites presentes letres soit gardeit eys dites parties lours bons droit de demandeir et de deffendret en tel estat come ou jour de la date de ces presentes letres.

Ces presentes non obstant, nos Perrod Robin, Perrod Borgii jureis et communours de la ville de Gransson et li autres ou non de nous et de toute la communete de la ville de Gransson surdite havons volus et volons les chouses par la maniere que elles sont dessus escriptes.

In testmoing de la quelx chouse, nous Hugue seigneur de Gransson surdit, pour nous et ad la requeste de nostres prodomes dessurs nommes havons mis notre propre seel en ces presente letres.

Faites et donee ad Gransson le XXII jours dou moys de juyn l'an mil trois cent octante et dos.

Cite presente letre est doble par tel que une chascune face soit pour soy.

Signet et signature de G. Estova, *notaire.*

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 11 A, ***parchemin double*** *original levé pour les prudhommes de la terre de Grandson (ad opus proborum hominum terre Grandissoni), 35 x 18,5 cm, queue sans sceau; P 11 B,* ***parchemin double*** *original levé pour la communauté de la ville de Grandson (ad opus communitatis ville Grandissoni), 33,5 x 16 cm, queue sans sceau.*

89. Le recteur de la ville de Grandson accense les fontaines, les ponts et canalisations et leur entretien pour seize ans.

1397 février 3. s. l. [Grandson]

Nos Perrodus dictus Coscham burgensis, communarius, rector et negociorum gestor ville et communitatis Grandissoni ex una parte et Iohannes Bosseti ac Girardus dictus de Turre, carpenthatores et burgenses Grandissoni, ex alia parte notum facimus universis presentibus et futuris quod nos spontanei et ex certa sciencia nostra pacta et convenciones subsequentes fecimus et facimus inter nos dictas partes, videlicet ego dictus Perrodus Coscham, meo et aliorum proborum hominum ville et communitatis Grandissoni iamdicte nomine cum dictis Iohanne Bosseti et Girardo dicto de Turre et nos Iohannes et Girardus carpenthatores predicti cum Perrodo Coscham, commissario et rectore predicto, in modum et formam subsequentes, videlicet quod ego dictus Perrodus, vice et nomine quibus supra, admodiavi, admodio, tradidi, trado, concessi et concedo et me admodiavisse, tradidisse et concessisse confiteor per presentes predictis Iohanni et Girardo carpenthatoribus spacio sexdecim annorum continue venturorum in festo purificationis beate Marie virginis nuper preterito iam inceptorum tantum et non ultra pontes et bornellos ville Grandissoni predicte per dictos Iohannem et Girardum dicto termino durante reficiendos et in bono statu tenendos missionibus et expensis Iohannis et Girardi predictorum prout dicte ville erit necessarium et sub forma, modo et consuetudine in dicta villa usitatis, excepto ovali, quod absit, ita tamen quod ego dictus Perrodus nomine quo supra primo et principaliter teneor pariter et debeo missionibus et expensis dicte ville et communitatis Grandissoni

dictos pontes et bornellos tradere et deliberare in bono statu dictis Iohanni et Girardo, antequam dicti Iohannes et Girardus teneantur nec debeant suis dictorum carpenthatorum missionibus aliquid in dictis pontibus et bornellis facere nec ponere. Et pro pena et missionibus Iohannis et Girardi predictorum vel heredum suorum in pontibus et bornellis predictis fiendis, ego dictus Perrodus pro me et successoribus meis in dicta communitate vice et nomine ville et communitatis Grandissoni predicte teneor et promitto iuramento meo ad sancta dei euvangelia corporaliter prestito, stipulationeque sollempni adhibita et sub expressa obligatione omnium bonorum meorum et dicte communitatis, mobilium et immobilium, presencium et futurorum quorumcumque, solvere et reddere integre dictis Iohanni et Girardo et cuilibet ipsorum insolidum vel suis heredibus aut tercio suo mandato decem florenos auri boni et ponderis aut pro quolibet floreno dictorum florenorum quatuordecim solidos Lausanensium bonorum vel monete cursualis in patria Waudi in proximo festo beati Georgii pro primo anno dictorum sexdecim annorum et subsequenter quolibet anno dicto termino durante in festo purificationis beate Marie virginis novem florenos auri boni et ponderis aut pro quolibet floreno eorumdem quatuordecim solidos Lausanne vel monete cursualis predicte, excepto tamen ultimo anno dictorum sexdecim annorum: in quo anno, per pactum expressum inter me et dictos Iohannem et Girardum factum, dictos novem florenos seu dictam monetam pro ipsis solvere non teneor nec successores mei teneantur, barra, clama, sasina omnique alio impedimento et exceptione cessantibus et remotis.

Et promitto ego dictus Perrodus nomine quo supra dictis Iohanni et Girardo vel suis quibus supra quolibet anno dictorum sexdecim annorum missionibus et expensis ville et communitatis predicte sumptuare et ministrare in dicta villa Grandissoni quercus et gallice les bases, ferraturam et ferros consuetos necessarios et ponendos in pontibus et bornellis ville predicte. Et nos Iohannes Bosseti et Girardus dictus de Turre predicti promisimus et promictimus quilibet nostrum insolidum pro nobis et nostris heredibus, iuramentis nostris super sancta dei euvangelia corporaliter prestitis, stipulationeque sollenni adhibita et sub expressa obligatione omnium bonorum nostrorum, mobilium et immobilium, presencium et futurorum quorumcumque pontes et bornellos ville Grandissoni predictos missionibus, sumptibus et expensis nostris vel nostrorum quorum supra, spatio dictorum sexdecim annorum, ut supra, inceptorum et continue venturorum reficere et in bono statu tenere, prout dicte ville erit necessarium [...].

In cuius rei testimonium, nos Perrodus, Iohannes et Girardus predicti rogavimus et fecimus presentibus apponi sigillum commune castellanie Grandissoni.

Datum tertia die mensis februarii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo septimo.

Roletus Bachie.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 22, ***parchemin original,*** *35,5 x 29 cm, queue sans le sceau annoncé.*

90. Le comte de Savoie Amédée VIII confirme et renouvelle les franchises de la ville de Grandson.

a) 1399 mars 8. Morges

Nos Amedeus comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste ac in Ytalia marchio et princeps dominusque terre Vuaudi universis et singulis[a] tam presentibus quam futuris nostras presentes litteras inspecturis et audituris rei geste noticiam infrascripte presencium serie pandimus et testamur quod nos illustrium principum dominorum progenitorum nostrorum carissimorum dominorum comitum Sabaudie memorie recolende ac suorum et nostrorum predecessorum vestigiis et actibus laudabilibus inherere cupientes, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum fidelium nobilium, burgensium, incolarum et subditorum nostrorum ville, castellanie ac districtus nostrorum Grandissoni nobis reverenter factas de et super restauratione, reparatione et refectione previlegiorum, franchesiarum, immunitatum, libertatum et consuetudinum dicte ville Grandissoni per ignis incendium casu fortuito combustarum in ipsius ville grave preiudicium et iacturam cum eadem villa eodem casu fortuito totaliter extiterit combusta, consideratis et inspectis laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis preteritis et futuris predictorum nobilium, burgensium, incolarumque subdictorum nostrorum predictorum in quibus fideliter et continue perseveraverunt et se perseveraturi intendunt sic quod noster animus in eorum dilectione requiescere cogitur et meretur, habita siquidem deliberatione et consilio maturis cum nostris proceribus et consiliariis de et super superius emanatis, concedimus, emologamus, ratifficamus, confirmamus, laudamus ac de novo damus per presentes perpetuo, pro nobis et successoribus nostris prenominatis, nobilibus, burgensibus, incolis et subditis ville, castellanie et districtus predicti loci Grandissoni ac suis heredibus, successoribus et[a] posteritatibus eorumdem omnes franchesias, libertates, consuetudines, immunitates, usus et omnia privilegia in omnibus et per omnia prout et quemadmodum fideles nostri nobiles, burgenses, incole et subdicti nostri ville nostre Melduni habent, utuntur et usitabunt per ipsorum privilegia, franchesias, immunitates, libertates, consuetudines et usus tam in scriptis quam sine scriptis, una cum omnibus privilegiis, franchesiis, immunitatibus, libertatibus, consuetudinibus et usibus ipsius predicte ville Grandissoni et castellanie eiusdem loci, quibus usi fuerunt temporibus retroactis, quorum et quarum quidem usus et limites inferius declarantur et specifficantur:

Primo terminus et limites ville sive burgi Grandissoni sunt et protenduntur a stanno dictorum Vioget de Grandissono usque ad crucem dictam dou Boschet et ab eadem cruce per semitem tendentem a villa Grandissoni apud Giez prope la Mala Vigny et de super vineas protendendo per petram Penty usque ad rivum de Repuit et a dicto rivo usque ad lacum.

Si quis burgensis vel non burgensis ville, castellanie et districtus Grandissoni rixatur vel quomodolibet damnum comiserit districtu et dominio Grandissoni

extra dictos terminos et limites dicte ville Grandissoni non tenetur domino nisi in medietate banni neque passo nisi in medietate emende si fecerit aliquid de quo debeat bannum. Dominus non potest nobiles, burgenses nec habitatores ville et castellanie Grandissoni citare, citari facere nec in causam trahere alicubi preterque in castellania et villa Grandissoni nisi dumtaxat in causa appellacionis seu provocationis.

Promittentes[b] pro nobis et nostris successoribus per nostrum corporale iuramentum ad sancta dei euvangelia prestitum et sub nostrorum obligatione bonorum dictas franchesias, libertates, immunitates, consuetudines et dictos usus in scriptis et sine scriptis predictis ipsis fidelibus nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis loci, ville et castellanie ac districtus Grandissoni ac eorum heredibus et posteritatibus inviolabiliter tenere, manutenere et observare in ipsis et secundum eorum continenciam et tenorem prout per nos superius est concessum et de novo datum et superius expressatur.

Volentes et expresse annuentes quod si inter castellanum nostrum Grandissoni vel per alios suos successores aut commissarios nostros seu alium nostrum nomine ex una parte et prenominatos fideles nobiles, burgenses, incolas et subditos nostros predictos alium seu alios ipsorum ville, castellanie et districtus ac loci nostri predicti Grandissoni parte ex alia super et de ipsis privilegiis, franchesiis, immunitatibus, libertatibus, consuetudinibus, et usibus predictis aliquod oriretur debatum, eo casu per partes predictas ad villam nostram Melduni predictam habeatur recursus et aditus ad se informandum de veritate huiusmodi debati. Et quod ibi repertum fuerit, tenere debent et servare. Et si una partium predictarum ad dictam villam nostram Melduni adire recusaret aut mittere nequiret, ex tunc pars recusans ire vel mictere ad petita seu deffensata admitti minime teneatur quousque super eisdem repertum fuerit plenarie secundum privilegia, franchesias, immunitates, libertates, consuetudines et usus ville nostre Melduni predicte quod fuerit faciendum et agendum.

Volentes insuper et concedentes quod prenominati fideles, nobiles, burgenses, incole et subditi nostri Melduni predicti de eorum privilegiis, franchesiis, immunitatibus, libertatibus ac usibus cum et quando eorumdem de Melduno fuerit voluntatis partes predictas informare possint et valeant tociens quotiens casus acciderit, ad ipsum debatum inter partes predictas pacifficandum et sedandum.

Qui vero fideles, nobiles, burgenses, incole et subditi nostri predicti loci Grandissoni, castellanie et districtus eiusdem loci promiserunt pro se et eorum heredibus et posteritatibus quibuscumque nobis et nostris successoribus quibuscumque perpetue esse boni, legales, fideles et obedientes erga nos et nostros legitimos successores, necnon iura nostra fideliter agnoscere et indicare una cum castellano nostro dicti loci Grandissoni quando et quotiens casus exigerit et fuerit oportunum, servatis tamen consuetudinibus, franchesiis antedictis.

Mandantes et precipientes expresse per presencium tenorem baillivo Vuaudi eiusque locumtenenti, castellanoque dicti loci Grandissoni et omnibus aliis presentibus et futuris nostris castellanis acque commissariis ad quos presentes per-

venenerint quatenus nostras patentes presentesque litteras et in eis contenta ipsis fidelibus, nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis ville, castellanie et districtus Grandissoni et eorum posteritatibus firmiter actendant et observent, nichil in contrarium faciendo[b].

Pro quibus omnibus a dicta communitate Grandissoni ducentos scutos auri regis manibus dilecti fidelis Petri Audieveti thesaurarii[c] nostri Sabaudie generalis qui nobis inde legitime computare debebit confitemur habuisse et recepisse. De quibus contenti ipsam communitatem solvimus et quittamus.

De quibus nostras presentes litteras ipsis nobilibus, burgensibus, incolis et subditis duximus concedendas nostri sigilli maioris roboratas.

Datum in castro nostro Morgie die octava mensis martii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo nono.

Signé I[ohannes] Boubat.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 23 A, ***parchemin original,*** *61 x 67 cm, queue pour le sceau annoncé mais perdu. –* ***Copie:*** *P 23 C, vidimus de J. Criblet, notaire, et G. Estona, clerc, daté du 26 août 1440, 46,5 x 43,5 cm, queue pour le sceau annoncé mais perdu de la châtellenie d'Yverdon.*

[a] a–a*: ce passage est repris dans la version b) ci-dessous.*
[b] b–b*: ce passage est repris dans la version b) ci-dessous.*
[c] *lect. difficile.*

b) 1399 mars 8. Morges

Il existe une version contemporaine et plus développée du même acte:
Nos Iacobus de Petra, domicellus, et Roletus Bachie, de Espendes, notarii iurati [...] notum facimus [...] quod nos vidimus [...] quandam litteram [...] sigillo magno [...] domini Amedei comitis Sabaudie sigillatam et signo manuali Iohannis Boubat secretarii prefati domini nostri signatam, cuius littere tenor sequitur et est talis:

Nos Amedeus comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste ac in Italia marchio et princeps dominusque terre Waudi universis et singulis [...][a] posteritatibus eorumdem previlegia, franchesias, immunitates, libertates et consuetudines ac usus sequentes:

[1] In primis debet iurare dominus servare iura et consuetudines dicti loci. Burgenses vero debent iurare domino iura et honorem ipsius fideliter observare.

[2] Terminus et limites ville sive burgi Grandissoni sunt videlicet a stagno dictorum Vioget de Grandissono protendendo ad crucem du Boschet et per semitem tendentem a villa Grandissoni apud Giez prope la Mala Vigny et de super vineas protendendo per petram Penty usque ad rivum de Reppuit et a rivo de Repuit usque ad lacum.

[3] Si quis peregrinus [...]. *Suivent dans le même ordre les articles 2 à 73 des franchises de Moudon*[1]*, dont la numérotation se trouve ici décalée d'un rang, par suite de l'insertion de l'art. 2 délimitant la ville de Grandson.*

[75] Quilibet macellarius tenetur domino in tribus solidis in festo beati Andree.

[76] De universis clamis [...]. *Suivent dans le même ordre les art. 73 à 76 des franchises de Moudon, dont la numérotation est décalée de deux rangs.*

[79] Item et omnes alias franchesias, libertates, consuetudines, immunitates, omnes usus et omnia privilegia in omnibus et per omnia prout et quemadmodum fideles nostri nobiles, burgenses, incole et subdicti nostri ville nostre Melduni habent et utuntur et usitabunt per ipsorum privilegia, franchesias, immunitates, libertates, consuetudines et usus tam in scriptis quam sine scriptis una cum omnibus privilegiis, franchesiis, immunitatibus, libertatibus, consuetudinibus et usibus ipsius nostre predicte ville Grandissoni et castellanie eiusdem loci quibus licite usi fuerunt temporibus retroactis.

Promictentes [...][b].

De quibus nostras litteras huiusmodi ipsis fidelibus, nobilibus, burgensibus, incolis et subditis duximus concedendas nostri maioris sigilli roboratas.

Datum in castro nostro Morgie die octava mensis martii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo nono.

[...] In cuius visionis testimonium nos Iacobus de Petra et Roletus Bachie notarii predicti sigillum commune castellanie Grandissoni rogavimus et nostris precibus fecimus apponi huic scripto et signis manualibus nostris presentem litteram signavimus.

Datum quo ad visionem dicte littere die vicesima septima mensis septembris anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo nono.

Signets manuels de Jacques de Pierre *et de* Rolet Bachy.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 23 B, ***Vidimus*** *de Jacques de Pierre et Rolet Buchy, jurés du bailliage de Vaud et de la cour du doyenné de Neuchâtel, datant du 27 septembre 1399, 59 x 67 cm, queue pour le sceau annoncé de la châtellenie de Grandson manquant.*

[a] *La suite du paragraphe d'introduction correspond à la version publiée sous a) ci-dessus* (a–a).
[b] *La suite du texte correspond à la version publiée sous a) ci-dessus* (b–b).

[1] *Cf. no. 117 infra.*

91. Le comte Amédée VIII de Savoie ordonne à ses divers officiers de faire participer les villages voisins de Grandson aux prélèvements fiscaux de la ville.

1399 mai 28. Chambéry

Amedeus comes Sabaudie dilectis baillivo procuratori Vuaudi, castellano Grandissoni et ceteris officiariis nostris presentibus et futuris quibus presentes pervenerunt seu ipsorum locatenentibus salutem. Dilecti fideles nostri sindici, nobiles, burgenses et communitas ville nostre Grandissoni sua nobis supplici queremonia

demonstrarunt quod cum sint plura villagia circumcirca ipsam villam Grandissoni situata, que secum in contributionibus donorum, imposicionum, colectarum et aliorum onerum contribuere solita sunt. Verumptamem formidant, prout dicunt, ad nonullorum instigationem ipsa villagia a dicta contributione, ut prefertur, secum fienda separari et privari circa que ipsi conquerentes cupientes pervenire, nobis humiliter supplicarunt eisdem super hoc de nostra solita clemencia ac condigno remedio provideri. Et nos dictus comes, attentis gratis serviciis per ipsos de Grandissono nobis fideliter impensis et que impendi verissimiliter speramus et volentes eosdem suis iuribus et bonis usibus possethenus conservare, eisdem sindicis, burgensibus et communitati Grandissoni presentibus litteris providendo duximus respondendum quod non est nostre intentionis dicta villagia in aliam contribucionem insolitam in ipsorum de Grandissono preiudicium quomodolibet permutare vobis et vestrum cuilibet insolidum expresse committendo mandantes quatenus dicta villagia iuxta ipsorum facultates compescatis iuris vel consuetudinis remediis opportunum viriliter cum effectu ad contribuendum cum memoratis de Grandissono in dictis donis, imposicionibus, colectis et quibusvis aliis oneribus factis et fiendis absque alterius expectacione mandati patrie nostre Vuaudi, consuetudinibus in premissis observatis et illesis.

Datum Chamberiaci die vicesima octava maii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo nono.

Domini vel dominorum: Rodulphi de Grueriis, Iohannis de Conflens cancellario, Iohannis de Verneto mareschalli, Aymonis domini de Aspermonte, Amblardi Gervaisii.

Iacobus Boubat.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 24, ***parchemin original,*** *44 x 17 cm, sceau pendant du comte Amédée VIII.*

92. Le comte de Savoie octroie sa sauvegarde aux habitants de Grandson, qui la font proclamer solennellement.

1404 novembre 12. [sauvegarde]
1404 novembre 25. [proclamation]. Yverdon

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter quod anno domini millesimo quatercentesimo quarto indicione decima tercia die vero vicesima quinta mensis novembris apud Yverdunum ante domum Iohannis de Comba, in platea fori eiusdem loci, Lausannensis diocesis, in mei notarii publici et testium subscriptorum presencia personaliter constituti propter infrascripta Iohannes Cuendo burgensis Grandissoni rector communitatis ville Grandissoni dicte diocesis ex una parte et Octhoninus de Giez locumtenens nobilis viri Guillermi Mestraul de Mont, domicelli, castellani Yverduni ex alia parte.

Idem vero Iohannes Cuendo rector presentavit dicto locumtenenti quandam litteram a nobili viro domino Gaspardo de Monte maiori domino Villarii Salleti, milite, ballivo Waudi, emanatam, sigillo communi ballivie Waudi sigillatam et manu Iohannis Wallacrest de Melduno, clerici, iurati ballivie Waudi, scriptam et signatam, petens et requirens quatenus per proclamatorem generalem de Yverduno denunciari faceret voce preconis publice in foro dicti loci Yverduni quod nobiles, burgenses et probi homines et habitatores ville communitatis et mistrallie Grandissoni et heredes eorum ac posteritates cum eorum familiis ac bonis suis quibuscumque presentibus et futuris, ubicumque essent positi et recepti sunt in salva garda, conductu, plena fiducia, securitate et protectione transquilla illustris et excelsi principis domini nostri carissimi domini Amedei comitis Sabaudie iuxta formam continenciam et tenorem dicte littere. Cuius littere tenor sequitur et est talis:

Nos Gaspardus de Monte maiori dominus Villarii Salleti miles ballivus Waudi, notum fieri volumus tenore presentium universis quod nos vice et nomine illustris et excelsi principis domini nostri carissimi domini Amedei Sabaudie comitis ad supplicationem humilem dilectorum nostrorum nobilium, burgensium et proborum hominum habitantium ville communitatis et mistrallie Grandissoni prefato domino nostro factam per nonnullos in personis, bonis, libertatibus et alias offendi dubitancium inquietari aut alias maletractari ipsos supplicantes et heredes eorumdem ac posteritates cum eorum familiis ac bonis suis quibuscumque presentibus et futuris ubicumque sint ponimus et recepimus positosque et receptos esse volumus per presentem in salva garda, conductu, plena fiducia, securitate et protectione transquilla prefati domini nostri. Quas si quis ausu temerario infringere presumpserit, prenominatos garderios in persona vel bonis, libertatibus aut alias offendendo iram prefati domini nostri se noverit intersuram, actento precipue quod si quisquam ab eis vel ipsorum altero quicquam petere seu controversiam, litem vel causam movere velit aut intendit quod parati sunt competenter iuri parere et unicuique de iusticia respondere secundum consuetudinem, usus, franchesias et libertates dicti loci Grandissoni et hoc videlicet pro quinque libris cere ad pondus Melduni prefato domino nostro et suis successoribus annuatim persolvendis in quolibet festo beati Martini yemalis in manibus nostris vel successorum nostrorum in villa Melduni donec et quousque dictus locus Grandissoni cum eius mandamento ad manus prefati domini nostri vel suorum successorum [...][a] redactus et non ultra, mandantes procuratori et ceteris officiariis Waudi prefati domini nostri presentibus et futuris necnon fidelibus et subdictis prefati domini nostri tam mediatis quam [immediatis et e]orum[a] locatenentibus quatenus dictos garderios et ipsorum bona cum eorum libertatibus, franchesiis, consuetudinibus et bonis usibus salvos et securos teneant ab omnique vi, violentia et opere facti [teneant][a] viriliter et preservent dictamque salvam gardam quibus ipsi garderii vel eorum alter duxerint nominandum et incurrent et voce preconis et alias quocienscumque fuerint requisiti publicent ne quis facti ignoranciam pretendere posset in hac parte.

In cuius rei testimonium nos prefatus ballivus has litteras fieri iussimus per Iohannem Wallacrest clericum de Melduno iuratum ballivie Waudi cui super hoc fidem plenariam adhibemus et sigillum commune ballivie Waudi presentibus duximus apponendum.

Datum die duodecima mensis novembris anno domini millesimo quatercentesimo quarto.

Et ego iuratus predictus predicta recepi, scripsi, signoque meo signavi.

Quam litteram dictus locumtenens reverenter recepit et legit, qua littera recepta, dictus locumtenens volens obedire mandato prefati domini ballivi ad requisitionem dicti Iohannis proclamari fecit per Girardum Hugon proclamatorem generalem Yverduni publice et voce preconis in hunc modum: «Un vos fait asavoir de part monseigneur lo ballif de Waud que les nobles, les borgeys, les prudomes, les habitant de la ville, communitez et mestrallie de Gransson sont recehuz en la salve garde, conduit, plenna fiance et protection de mon tresredobte signeur de Savoie, ensamble lor famillies et lor biens.»

De quaquidem crida sic facta dictus Iohannes Cuendo rector petiit nomine totius communitatis ville Grandissoni a me notario publico subscripto sibi fieri publicum instrumentum.

Presentibus ibidem Petro Mestraul, domicello, Otthoneto Perrier, Otthoneto de Tretorens et Henrico Turrat burgense Yverduni, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Datum et actum anno, loco, die, indicione et coram quibus supra.

Et me Roleto Bachie de Espendes Lausannensis diocesis imperiali auctoritate notario publico qui premissis omnibus et singulis dum sic ut premictitur agerentur et fierent una cum testibus prenominatis presens fui, ea que sic fieri vidi et audivi inde que hoc presens publicum instrumentum recepi et in hanc formam publicam redegi, manu mea propria scripsi et me hic subscripsi signoque meo solito signavi vocatus et rogatus in testimonium veritatis omnium et singulorum premissorum.

Datum ut supra.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 33, ***procès-verbal*** *notarié, rédigé sur parchemin par le notaire Rolet Bachie, 43,5 x 32 cm.*

[a] *Tache.*

93. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur des habitants de Grandson qui ont participé aux frais de la visite du roi des Romains, Sigismond.

1414 août 24. Genève

Nos Amedeus comes Sabaudie notum fieri volumus tenore presencium universis quod cum dilecti fideles nostri burgenses, habitatores et incole ac singulares per-

sone loci nostri Grandissoni pro se et aliis hominibus ac personis dicte castellanie in quibus iuridicionem habemus quingentos florenos parvi ponderis racione adventus ad has partes serenissimi principis et domini nostri carissimi domini Sigismundi dei gracia Romanorum regis hodie nobis ad nostri requisitionem concesserint graciose. Hinc est quod nos ipsos homines et personas volentes in suis bonis usibus et consuetudinibus perpetuo confovere, huiusmodi concessionem nobis factam trahi vel adduci nolumus ad consequentiam infuturum nec eis propter hoc nisi quantum de consuetudine vel iure astricti forent, preiudicium aliquod generari, mandantes propterea castellano nostro Grandissoni seu eius locumtenenti quatenus visis presentibus dictos burgenses, habitatores, incolas et singulares personas dicte ville et castellanie Grandissoni viriliter cogat et compellat modis omnibus quibus debite valebit forcioribus ad contribuendum in dicta summa quingentorum florenorum videlicet quilibet ipsorum secundum eius facultatem et ratam propterea sibi impositam vel imponendam per preceptorem et consiliarios dicte ville nostre Grandissoni solvendosque in manibus dicti preceptoris sic quod idem preceptor dictam summam integram nobis confesturum valeat in manibus thesaurarii nostri solvere et expedire.

Datum Gebennis die vicesima quarta mensis augusti anno domini millesimo quatercentesimo decimo quarto sub signeto nostro cancellario absente.

Per dominum presentibus dominis marchione Saluciarum, episcopo Gebennarum, [...][a], Francisco de Menthone, Iohanne Bonardi et G[uigoneto] Marescalci, thesaurario.

Iohannes Boubat.

AC Grandson, Fonds Parchemin, P 51, ***parchemin original,*** *48 x 13,5 cm, sceau du comte Amédée VIII de Savoie pendant.*

[a] *lect. difficile, peut-être* Terinaci.

94. Ordonnance sur les bouchers de Grandson.

1425 mai 24. s. l.

Notum sit omnibus presentibus et futuris [...] quod ego Iohannes Chuat burgensis de Grandissono, rector, gubernator, procurator et communator ville et communitatis de Grandissono procuratorio nomine dicti Grandissoni et communitatis eiusdem ex una parte et nos Franciscus filius Iohannis Cuendo burgensis ipsius loci de Grandissono ac Petrus filius quondam Henrici de Tretorens burgensis Yverduni ex altera parte fecimus et facimus [...] de laude, consilio, voluntate, consensu et assensu viri nobilis Richardi Fellyn castellani ipsius loci de Grandissono nomine illustris domini domini principis Auraice domini dicti loci de Grandissono atque Iaqueti de Petra iunyoris, Ludovici de Bionnens, [...][a] consencientium nominibusque suis ac tocius ville et communitatis ipsius loci de Grandissono consulentium, nosque partes predicte pacta et convenciones que sequuntur [...] fecisse tenore presencium legitime confitemur: [...].

[1] Et primo ego dictus Iohannes Chuat gubernator et procurator predictus nomine quo supra ac de laude, consilio et volunte[b] predictis posuymus et ponimus, tradidimus et tradimus, [...] prenominatis Francisco Cuendoz et Petro de Tretorens presentibus et recipientibus macellum seu macellarum ipsius loci de Grandissono per unum annum proxime venturum in proximo festo Penthecostes inchoandum et continue finiendum tantum et non ultra, absque eo quod ego dictus gubernator nomine quo supra seu mei successores alium seu alios macellarium seu macellarios possumus, valeamus nec debeamus dicto termino durante in dicta villa de Grandissono ponere nec tenere aut aliquem pati macellare seu macellum tenere ipso termino durante, nisi de voluntate dictorum Francisci et Petri de Tretorens processerit.

[2] Item quod dicti Franciscus et Petrus macellarii teneantur et debeant et alter ipsorum teneatur et debeat dictum macellum de Grandissono bene, fideliter et legaliter tenere et dictam villam de Grandissono et communitatem eiusdem bene et de bonis carnibus dicto termino durante habundanter servire.

[3] Item quod dicti macellarii teneantur et debeant et alter ipsorum teneatur et debeat carnes que ad macellum venduntur, videlicet bovum, castronum, porcorum non scoriatorum et scoriatorum, ovium et caprinarum unicuique persone [...] vendere, tradere et expedire, videlicet quamlibet peciam dictarum carnium ponderantem unam libram ad pondus dicti Grandissoni [...] quasi pecia dictarum carnium et cuiuslibet earumdem ponderans unam libram vendetur seu dabitur in villis de Melduno seu de Yverduno [...] sine deffectu quocumque.

[4] Item quod dicti macellarii teneantur et debeant et alter ipsorum teneatur et debeat dicto termino durante unicuique persone carnes habere volenti unum castronem pro uno carterio scoriare et eidem persone dictum carterium tradere et expedire videlicet libram pro precio [...][c] dicta persona dictum carterium castronis eisdem macellariis aut alteri ipsorum ante horam meridiei pecierit et si post horam meridiei usque ad occasum solis [...][c] dicere bis castronem habere voluerit tociens quociens dicti macellarii eidem volenti habere teneantur et debeant unum castronem scoriare dum eadem persona habere voluerit [unam][c] medietatem canalis ipsius castronis et non alias et eamdem medietatem eidem persone petenti tradere et expedire [...].

Suivent les engagements des deux parties, serments et obligations.

Datum die vicesima quarta mensis maii anno domini millesimo quatercentesimo vicesimo quinto.

Duplicata est presens littera et facit[d] ista ad opus dicte communitatis.

Signet manuel de Petrus Ponczula.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 75, ***parchemin double original,*** *exemplaire de la ville de Grandson, en assez mauvais état, taches d'humidité, 43 x 52,5 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de la châtellenie de Grandson.*

[a] *Suit une nomenclature de 16 personnes.*
[b] *lisez* voluntate.
[c] *illisible.*
[d] *lisez* fit.

95. Prenant possession de la châtellenie de Grandson, Louis de Chalon prête serment de respecter les franchises.

1424 janvier 2. Grandson

Loys de Chalon, prince d'Oranges et seigneur d'Arlay, savoir faisons a tous que comme aujourduy nous ayons pris la possession du chastel, ville et chastellenie de Granson et y soit ensuit que les habitans desdis Granson et chastellenie nous ayont fait serrement de garder noz drois et eviter noz dommaiges bien et loyalment comment vray subges doivent fere a leurs seigneurs, nous, pour nous et noz hers, leur avons promis et jurez pour eulx et leurs hers de bien et loyalment gardez et mantenir leurs franchises, libertez et usances par la maniere que ont fait noz predecesseurs, seigneurs dudit Granson.

En tesmoin de ce, nous avons fait mectre notre seel en ces presentes lectres faictes et donnees audict Granson, le second jour du mois de janvier l'an mil quatre cens vint et quatre.

Par monseigneur le prince
J. Chapuis.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 72, ***parchemin original,*** *29 x 17 cm, sceau pendant de Louis de Chalon.*

96. Tous les sujets de la châtellenie de Grandson sont tenus d'apporter leurs denrées à vendre aux foires et marchés de Grandson.

1428 novembre 13. s. l.

Ego Richardus Fellin, domicellus, castellanus Grandissoni notum facio universis quod die sabbati post festum beati Martini yemalis anno quo infra ad me venit Petrus Arnodi burgensis et commendator ville Grandissoni et michi exposuit quod maior pars burgensium et proborum hominum ville Grandissoni in consilio simul congregatorum ordinaverant dum de bene placito excelsi domini nostri domini principis vel mei procederet voluntate quod omnes subiecti dicte castellanie Grandissoni, habentes denariatas venales quascunque, venirent, apportarent et aducerent in nundinis et foro dicte ville Grandissoni et primo et principaliter presentarent dictas suas denariatas venales in dictis nundinis et foro semel antequam alibi portarent vel ducerent et nisi possent vendere in dictis nundinis vel foro pro illa vice quod possent portare, ducere et vendere alibi ubi sibi placuerit post dictam primam presentacionem et hoc sub banno trium solidorum et denariatarum admissis pro quolibet difficiente et in qualibet vice, videlicet dicto domino nostro applicandos dictos tres solidos et medietatem dictarum

denariatarum et aliam medietatem ipsarum denariatarum predicte communitati ville Grandissoni. Quare michi dicto castellano cum magna instancia requisivit dictus commendator quatenus eidem ordinacioni consentire vellem et ipsam confirmare acque ipsam cridari et publicari facerem sub dicto banno trium solidorum observando dicto domino applicandorum unacum perdicione denariatarum ut supra committendam medietatem dicto domino nostro et aliam medietatem dicte communitati ville Grandissoni. Cui requisitioni ego dictus castellanus annuens ut consone racioni ipsam confirmavi et confirmo per presentes, eidem assensum et consensum meos prebendo et illico precepi Iohanni Santellini nuncio generali dicte castellanie Grandissoni quatenus ipsam ordinacionem cridaret et publicaret prout supra in communi foro dicte ville et locis publicis et aliis quibus dictus commendator sibi ordinabit. Quiquidem Iohannes nuncius ante ecclesiam beati Iohannis baptiste de Grandissono in communi foro et in curia temporali Grandissoni ipsam ordinacionem cridavit et publicavit more solito de iussu meo et ad requestam dicti commendatoris, presentibus in premissis et consentientibus, sic fieri requirentibus et premissa asserentibus Stephano de Montagniaco, Iaqueto eius filio domicellis, Iohanne Cuendo antenato, Iohanne Cuendo iuniori, Iaquerio Cassod, Petro Ponczula, Iohanne Cublet, Girardo Clert, Iohanne Branchat cum pluribus aliis dicte ville Grandissoni, eciam presentibus in dictis cridis et publicationibus factis ante dictam ecclesiam beati Iohannis baptiste in communi foro Roleto Bachiez, Vuillermo Bybeys, Octhonino Mellin, Iohanne Chassot, burgensibus Yverduni, Petro Hudricar de Ligneroles, Mermeto Ruscilliat, Guillermo Compondu de Giez, Petro douz Visin et Henrico Biaulpeis de Orba.

In cuius rei testimonium, nos Iohannes Santellini nuntius predictus, qui de iussu dicti domini castellani et ad requisicionem dicti commendatoris premissa cridavi et publicavi more solito, Stephanus de Montagniaco, Iaquetus eius filius, Iohannes Cuendo, Iohannes Cuendo iunior, Iaquerius Cassod, Petrus Ponczula, Iohannes Cublet, Girardus Clert, Iohannes Branchat, Roletus Bachiez, Vuilliermus Bybeys, Octhoninus Mellin, Iohannes Chassot, Petrus Hudricar, Mermetus Ruscilliat, Guillermus Compondu, Petrus douz Visin et Henricus Biaulpeis prenominati, qui in premissis presentes interfuimus, quilibet nostrum, prout supra scribitur et premissa confitemur fore vera, prout cuilibet nostrum competit, sigillum commune castellanie Grandissoni rogavimus et nostris precibus huic scripto apponi fecimus et ego dictus castellanus pro me et ad preces et requisicionem omnium predictorum quorum interest sigillum commune dicte castellanie presentibus litteris duxi apponendum.

Datum dicta die sabbati anno domini millesimo quatercentesimo vicesimo octavo.

P. Iohanneti clericus.

Levata est presens littera pro dicta communitate Grandissoni.

AC Grandson, Série Parchemins, P 85, ***parchemin original,*** *35,5 x 28 cm, fragment de sceau pendant de la châtellenie de Grandson.*

97. Louis de Chalon concède deux foires annuelles aux habitants de Grandson.[1]

1428 novembre 14. Jougne

Loys de Chalon prince d'Orange et seigneur d'Arlay savoir faicons a tous comme nous biens amez les bourgois et habitans de nostre ville de Gransson nous ayent supplie et requis que nous leurs voulsissions ouctroier de grace espicial et par cortoisie comme leurs seigneurs et donner puissance de avoir deux faires chascun an en nostre dicte ville de Gransson, c'est assavoir l'une le jour de la saint Marc euvangeliste et l'autre le jour de la saint Pierre et saint Pol et que icelles feussent publies, criees et signiffies par voix de criee et aultrement de huement au lieu de Gransson et ailleurs ou il seroit neccessite et neccessere de les publier come en tel cas appartient et qu'il nous pleu de ordonner a noz subgez de Gransson, Orbe, Echarlam et Montagniey et aultres noz subgez ou pais de Vault de venir vendre et atcheter esdictes faires des danrees [...][a] selon ce que leurs appartiendroit avant qu'ilz pourtent ailleurs leurs danrees que premierement et avant toutes heures ilz portent et presentent leurs danrees esdictes ferie et marchier dudit lieu et dors ainquy la ou il leurs plaira au deffault du vendaige et que les deffaillant ad ce estans nous subgez qu'ilz soient tenuz pour le deffault de nostre faire ce que dit est un chascun a trois solz, si est que pour l'agmentation de nostre dicte ville et pour le bien publique et que ainsin nous plait avons donne et ouctroier, donnons et ouctroions par ces presentes de grace espicial faculte et puissance que iceulx nous bourgois de Gransson ayent faires es jours des dictes festes perpetuelement pour le temps advenir pour eulx et leurs successeurs au dit lieu de Gransson et que icelles ilz puissent fere publie et signiffie de part nous es lieux la ou il appartiendra et que les refusans et deffaillant ou cas dessusdiz nous officiers puissent relever sur les mesusans et deffaillant et sur un chascun d'eulx la peine de trois solz pour une chascune fois qu'ilz seront trouver mesusant et defaillant ou fait contre la teneur de ces presentes lectres, a appliquer a nous en cas de deffault si donnons en mandemens a tous noz officiers que ce present ouctroy et largission laissent joir et user lesdis de Gransson sanz leurs donne ou soffrir estre donne aucuns desturbe ou empeschemenz, quar ainsin le voulons et nous plait estre fait.

Donne en nostre chastel de Joigne le quatorziesme jour de novembre soubz nostre seel cy mis en signe de veritey l'an de grace mil quatre cens vint et huit.

Lesquelles faires nous voulons estre franches par le terme de six ans prouchains venant a partir de la date des presentes.

Donne comme dessus.

Theobaldi, notarius.

Par le comandement de mon dit seigneur le prince.

AC Grandson, Série Parchemins, P 86, ***parchemin original,*** *taches de moisissure, 34 x 21 cm, sceau pendant emballé de Louis de Chalon.*

[a] *Mot effacé.*

[1] *Cf. également AC Grandson P 138, parchemin original 37 x 27,5 cm, à leur requête, Guillaume de Chalon octroie aux habitants de Grandson le transfert de la foire du 29 au 26 juin, le 29 (saints Pierre et Paul) étant la fête votive de l'église.*

98. Réversale du bailli d'Orbe après violation des franchises de la ville de Grandson.

1434 novembre 3. Grandson

Ego Perronetus Fellin, domicellus, ballivus Orbe et commissarius in terra Vuaudi pro illustre et magniffico principe et domino domino nostro carissimo, domino Ludovico de Cabellone, principe Aurayce et domino de Allato et Grandissoni, notum facio universis presentes litteras inspecturis, visuris et audituris quod cum Richardus Fellin domicellus castellanus dicti Grandissoni pro dicto magniffico principe domino nostro post mortem domini Iohannis de Eschallens presbiteri notariique registra prothocolla ipsius domini Iohannis de Eschallens posuerit et retraxerit in castrum dicti domini nostri apud Grandissonum. Et inde communator[a] et rector communitatis ville Grandissoni ipsum castellanum Grandissoni traxerit in causam coram domino ballivo Vuaudi seu eius locumtenente apud Meldunum diu et per longum temporis spacium dicta causa fuerit ventilata, dicens dictus communnator quod dictus castellanus malefecerat et contra libertates, franchesias et bonis usibus diu in dicta villa Grandissoni et castellania eiusdem usitatos[b], ponendo dicta registra et prothocolla in predicto castro, ymo asserens debere poni in manibus unius burgensis sive probi hominis predicte ville Grandissoni et ipsa registra et prothocolla sigillare et in custodiam ponere quousque fuissent commissa et ordinata super ipsis prout athenus fuit usitatum. Et inde dicta communitas ville Grandissoni prefato domino nostro humiliter supplicaverit quatenus ipsa ponerentur in manibus unius burgensis prout supra cum certis aliis rebus per dictam communitatem Grandissoni ipsi domino nostro supplicato et requesto; super qua requisitione dictus egregius princes[b] et dominus noster michi dicto ballivo et commissario rescripsit et mandaverit quod dicta registra ponerentur in manibus proborum hominum dicti Grandissoni cum certis aliis rebus contentis in rescriptione ipsius domini nostri scripte in supplicatione et requesta predicte communitatis Grandissoni, datum in Nosereto die vicesima mensis maii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo tertio [...].

Tandem ego dictus ballivus et commissarius, actendens et considerans mandatum ducalem[c] michi liberaliter[c] factum, actento eciam et considerato bonos usus et quod iustis petentibus non est denegandum, assensus volens iuxta posse meo franchesias, libertates et bonos usus observare, ut teneor, nomine dicti metuendissimi domini nostri principis, volui et volo per presentes quod predicta fore facta per dictum castellanum Grandissoni super dicta registra et prothocolla

non preiudiceret nec graveret franchesiis, libertatibus et bonis usibus predicte ville Grandissoni. Sed ipsas libertates, franchesias et bonos usus pro me et meis successoribus nomine quo supra reconfirmo per presentes et inde iussi notario[c] subscripto quatenus dicte communitati Grandissoni faceret unam litteram testimonialem omnium premissorum.

In quorum robur et testimonium ego dictus ballivus et commissarius sigillum commune castellanie dicti Grandissoni litteris presentibus duxi apponendum in testimonium veritatis.

Datum apud dictum Grandissonum die tercia mensis novembris anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo quarto.

P[etrus] Ianneti, clericus.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 91, ***parchemin original,*** *35 x 25,5 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de la châtellenie de Grandson.*

[a] *voir également p. 104 l. 30; p. 110 l. 31.*
[b] *sic.*
[c] *lect. difficile.*

99. Le nouveau châtelain de Grandson, Guillaume de Baulmes, jure de respecter les franchises de la ville en prenant possession de son office.

1464 janvier 5. Grandson

Universis et singulis fiat magnifestum quod anno a nativitate domini sumpto millesimo quatercentesimo sexagesimo quarto die vero iovis quinta mensis ianuarii in presentia iurati et testium subscriptorum constituti supra cimisterium prioratus Grandissoni ante magnam ianuam ecclesie dicti prioratus nobilis Vuilliermus de Balmis, dominus de Essert Pictet, uti castellanus creatus et constitutus per illustrem principem et dominum, dominum, Guilliermum de Cabillone, principem Aurayce dominumque Arlati et Grandissoni, parte ex una et Guilliermus Cuendoz, clericus, burgensis dicti loci Grandissoni, tamquam gubernator et commissarius ville et communitatis Grandissoni et eo nomine, parte ex alia, dictus vero nobilis Vuilliermus castellanus sciens et spontaneus, genibus flexis ante dictam ianuam, manibus elevatis iuravit ad postulationem dicti communatoris[a] ad sacrosancta dei euvangelia super sacrum canonem libertates, franchesias ac bonos usus tam scriptos quam non scriptos ville, communitatis ac tocius resorti dicti loci Grandissoni possethenus observare, iuraque dicti domini principis acque dicte ville eciam observare neminemque pretextu dicti officii opprimere sed unicuique iusticiam ut supra possethenus ministrare via consuetudinis. Subsequenter vero et incontinenti dictus nobilis Vuilliermus castellanus creavit, constituit et ordinavit eius locumtenentem, videlicet discretum virum Ianinetum

clericum et burgensem Grandissoni quo sic creato et ordinato, idem commissarius peciit per dictum locumtenentem iuramentum ut supra prestari, quoniam eciam dictus Vuilliermus locumtenens prestitit ut supra iuramentum de observando libertates, franchesias et bonos usus posse suo et neminem opprimere pretextu dicti officii sed unicuique iusticiam ministrare via iuris et consuetudinis.

Paulo post et successive dictus dominus castellanus creavit eius nuncium generalem et specialem tocius castellanie Grandissoni, ita quod generalitas specialitati non deroget nec specialitas generalitati, videlicet Girardum Michiel alias Fabri burgensem Grandissoni. Quiquidem Girardus iuravit in manibus dicti domini castellani ad sancta dei euvangelia corporaliter tacta officium predictum bene et fideliter exercere, neminemque pretextu dicti officii opprimere.

Quibus sic pactis dictus dominus castellanus nomine prefati domini principis et dictus commissarius tam nomine suo quam tocius communitatis pecierunt sibi fieri unum vel plura instrumentum vel instrumenta cum clausulis opportunis.

Datum presentibus Petro de Montagniaco, Ymoneto de Petra, domicellis Grandissoni, Aymone Possieux de Cletis domicello et Guilliermo Rubei clerico et burgense Yverduni, die et anno quibus supra.

Iohannes Davidis.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 129, ***parchemin original,*** *41,5 x 15,5 cm, queue pour un sceau non annoncé et manquant.*

[a] *sic.*

100. Guillaume de Chalon promet de respecter les libertés écrites et non écrites de Grandson.

1464 avril 22. Grandson

Nos Guilliermus de Cabillone princeps Aurayce dominusque Allati et Grandissoni, ne modernorum facta oblivione depedantur[a], iustum esse iudicamus scripto firmare quod a memoria labi potest ad eternam rei geste memoriam notum facimus universis presentibus et futuris has licteras visuris et inspecturis quod cum dilecti Guilliermus Cuendoz sindicus et commissarius ville nostre Grandissoni et communitatis eiusdem, Iohannes Cubleti, Stephanus Clerici, Franciscus Cubleti, Iohannes Rossaz, Petrus Branchat, Iaquetus Cuendoz iunior, Iohannes Loup, Petrus Aymonetaz et Iohannes Vubbert, burgenses fideles homines nostri et habitantes ville et castellanie eiusdem nostrarum Grandissoni, dicentes se habere franchesias, libertates, usus et consuetudines tam scriptos quam non scriptos propterea ad nostri presenciam specialiter venerunt, nobis humiliter supplicantes quatinus ipsis eorum libertates, franchesias, usus et consuetudines predictos tam scriptos quam non scriptos iurare dignaremur de observando eas prout et predecessores nostri iuraverunt. Nos prefatus princeps et dominus ipsos burgenses et homines ville et mandamenti predictarum qui apud nos et predecessores nostros

in singulis casibus occurrerunt fideliter se gesserunt et complacuerunt possethenus graciose merito tractare cupientes et eis pro merito respondere ipsorum in hac parte nobis factis supplicacionibus begniniter inclinati predictas franchesias, libertates, bonos usus et consuetudines actenus usitatos perpetuo iuramus posse nostro observandas nec eas in aliquo nostro scitu eisdem burgensibus et hominibus ville et mandamenti nostri predictorum infringere tamdiu quamdiu nos eorumdem erimus dominus, hoc acto quod si per ignoranciam in franchesiis et libertatibus predictis aliquid innovaremus[b] quod dum et quando ac tociens quociens ad nostri noticiam pervenerit possumus et valeamus corrigere et emendare citra lesionem nostri iuramenti et eciam ipsarum franchesiarum. Promictentes obideo nos prenominatus princeps et dominus iuramento nostro corporali ad sacrum sanctum canonem prestito ipsas franchesias, libertates, bonos usus et consuetudines tam scriptos quam non scriptos ipsis burgensibus et hominibus ville et mandamenti nostri predictarum ut supra observare et non contra facere, dicere vel venire per nos aliqualiter in futurum. Et fuerunt presentes in premissis potentes et nobiles viri ac domini Philipus de Novocastro dominus de Fontagnyaco in Vosagon, Anthonius de Riez, dominus de Coste Bronnaz, Henricus de Novavilla, dominus Sancti Germani, Iohannes Hermynyer, dominus de Belmont, Vaucherius de Grinyon, dominus de X[c], Iohannes de Vergeyo, dominus de Monrichiez, Guido Guilliod et Hugo Chissiez, testes superius nominati, qui in premissis dum sic ut premictitur fierent et agerentur, presentes fuimus ipsaque sic facta actestamur fore vera. Quibus sic actis prefati sindicus et burgenses ville et communitatis Grandissoni nominibus ipsorum et aliorum proborum hominum habitancium in eodem loco pecierunt sibi fieri instrumentum per iuratum subscriptum ad opus ipsorum et tocius communitatis et mandamenti Grandissoni.

In quorum omnium et singulorum robur et testimonium nos Guilliermus de Gebennis dominus Lulini miles ballivus Vuaudi ad preces et requisiciones omnium prenominatorum domini principis et testium supradictorum nobis oblatas fideliter et relatas per Iohannem Davidis de Yverduno clericum ballivie Vuaudi et castellaniarum eiusdem iuratum cui super hiis vices nostras commisimus et eidem fidem plenariam adhibemus sigillum commune ballivie Vuaudi licteris presentibus duximus apponendum.

Datum et actum apud Grandissonum in platea ante castrum, dicta Ouz Ressat, hora meridiei die vicesima secunda mensis aprilis anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo quarto.

Et ego iuratus predictus predicta recepi, scribi feci signoque meo signavi rogatus.

AC Grandson, Série Parchemins, P 130, ***parchemin original,*** *45 x 23 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant du bailliage de Vaud.*

[a] *lisez* deperdantur.
[b] *lect. difficile.*
[c] *Le rédacteur a sans doute oublié le nom et le remplace par le symbole des formulaires romains.*

101. LL. EE. de Berne et de Fribourg confirment aux habitants de Grandson leur marché hebdomadaire.

1495 janvier19. s. l.

Nos sculteti et consules urbium Bernensis et Fryburgensis notum facimus presencium serie quod nos matura deliberacione super hoc prehabita, profectus et comoda nostrorum promovere cupientes maxime eorum qui more subiectorum optimorum in obsequiis nostris aptiores se reddiderunt, actendentes preces nobilis fidelis nostri Berichardi[a] Balistarii castellani nostri Grandissoni parte honorabilium fidelium nostrorum civium eiusdem oppidi Grandissoni nobis factas super recuperatione fori ebdomadalis rationabiles esse, ex eo quod antiquitus forum illud illi consueti sunt habere. Cui consuetudini tamquam bone et ditionibus nostris comoda asserenti nostra visum non fuit quoquo pacto derogare, eisdem concivibus et subditis nostris oppidi prefati et successioni sue perpetue forum illud elargimur ebdomadale, quo predecessores eorum retroactis temporibus potiti sunt, statuentes illis feriam septimam que est dies sabbati pro eiusdem negociatione, quo die licebit eis ut in oppido prefato emere, vendere et omne id negociari possint quod in ceteris locis et consimilibus foris agitur. Mandantes propter ea omnibus et singulis subditis nostris dominiorum nostrorum Grandissoni et Montagniaci cuiuscunque generis, gradus et conditionis consistant sub pena decem librarum fortium pro quolibet rebelle exigenda ut in eisdem loco et foro Grandissoni vendant que vendere habent pariter et emant, mandatum nostrum sic amplectentes ut sentiamus[b] id ab eis fieri quod subiectos obedientes decet quodque et comoda nostrorum promovere arces et oppida nostra augmentare et districtus nostros ditiores reddere potest.

In quorum omnium fidem, robur et testimonium has licteras sigillo nostrorum Fryburgensium parte et vice ambarum urbium communiri et prefatis subdictis nostris tradi iussimus.

Datas die nonodecima mensis ianuari anni salutifere nativitatis Cristi millesimi quadringentesimi nonogesimi quinti.

AC Grandson, Série Parchemins, P 176 A, ***parchemin original,*** *endommagé par l'humidité, 37 x 22 cm,queue pour le sceau de la ville de Fribourg manquant.*

[a] *lect. probable: le nom est partiellement effacé.*
[b] *lect. probable: le mot est fortement pâli.*

102. Réglementation du marché de Grandson.

1495 janvier 20. s. l.

Nous Anthoyne Archer, tresorier et Juliam de Rümhingem conseilliers pour la part de magnificques, nobles et puissantz seigneurs messieurs l'advoyer et

conseil de la ville de Berne noz tres honnorez seigneurs et nous l'advoyer et conseil de la ville de Frybourg faisons sacvoir a tous ceulx qui verront ces lettres que comme a nous soit de condescendre au prouffit, utilité et advancé de noz tres chiers fealz et bien aymez subjectz et maximement de ceulx esquieulx avons trouvé bonne foy et volonte, conciderant les bons services et les grand obseques, lesquieulx de bonne et grande affection nous ont faict et pour le temps advenir peulvent et doibvent fayre noz fealz tres chiers et bien aymez les nobles, bourgeoys et residantz de nostre ville de Grandson, ausdictz nos bons subjectz par bonne, meure deliberation et advis, avons eslargy et octroyé et par ces presentes oultroyons le marché que par avant leur avons donné jouxte le contenu d'une lettre scéllée des scaulx de noz deulx villes donnée le dixeneufviesme jour de janvyer l'an milquattre cent nonante et cinq[1], laquelle lettre par ces prezentes ratiffions pour veu que noz subjectz du ressort de Grandson venant la au marché peulvent desduyre leur denrées et que peulvent trouver ce que besoing leur fera sans tous agait et pour ce qu'ilz peussent tant mieulx tenir en bon honneur et estat nostre dicte ville, desirant leur demonstrer specialle grace et liberalité, avons ordonné et par ces presentes establions que lequel qui vendra, acheptera ou conduyra quelques biens quel biens qu'il soyent en ladicte nostre ville de Grandson soyent noz bourgeoys ou non residantz ou subjectz desdites noz deulx villes et deulx appartenances leur doibje donner sans contradiction qui soit le peage et vendes d'ancienneté accoustumées sans augmentation d'iceluy. Et en oultre que noz officiers par speciaulx nostre chastelain qui pour lors sera puisse vendre une bosse de vin sans leur donner longuelt pourveu que s'il vendoit plus d'une bosse de vin, que de ce il soit entenus leur donner leur ungelt sans contradiction et sans tous agait. De touste lesquelles oultroyantes vueullions et promectons lesdictz noz bons subjectz de Grandson maintenir et les preserver contre ung chescung, reservantz touteffoys tousjours a nous et a noz successeurs nostre advis de pouvoir selon l'exigence des occurrences augmenter, admoindrer et changer les choses susdictes au prouffit desdictz noz subjectz, tous dol et barat exclus. Et pour evidence des choses susdictes, nous les advoyer et conseil de ladicte ville de Frybourg au nom desdictes deulx villes de Berne et Frybourg avons faict pendre le seel de ladicte nostre ville a ces presentes.

Donnees le mardy appres le jour sainct Anthoyne lan mille quattre centz nonante et cinq.

Me Villanchet, notaire.

La presente et dessus escripte lettre doctroy hat esteé receue et signée par egrege et prudent seigneur Niclaus Lombard secretayre de la ville de Frybourg et scellee du scaulx de leurs excellences dudit Frybourg et par moy soubzsigne levee et signee pour coppie par commandement des honnorez seigneurs du conseil de la ville de Grandson sus le propre original de mot a mot dressée sans aulcuns changement, augmentation ny diminution dicelle, ayant dheuement este collationnée et expediee en faveur comme delle faict des nobles et bourgeoys de ladicte ville dudit Grandson sans mon prejudice ny des miens.

AC Grandson, Série Parchemins, P 176 B, ***copie*** *due à Nicolas Lombard, secrétaire de la ville de Fribourg, 29 x 27 cm, sceau manquant de LL. EE. de Fribourg (queue arrachée).*

[1] *Cf. l'acte précédent.*

103. LL. EE. de Berne et Fribourg ordonnent le respect de la hiérarchie judiciaire ordinaire.

1497 septembre 5. s. l.

Sculteti et consules urbium Bernensis et Friburgensis honorabili, fideli, dilecto nostro castelano Grandissoni presenti et futuro salutem dicunt plurimam. Intelligentibus nobis varias et multiplices expensas et gravitates ex eo evenire quod nostrates causas, impeticiones et querelas inter se oriundas ad audientiam nostram devolvi exoptant, sine eo quod in primis in loco residentie et coram te, bailivo nostro, iuris administracio attemptetur, quod nobis indignum videtur.

Nosque volentes huiusmodis g[raciis par]tibus[a], ut etiam ex debito obligamur, viam precludere, quare tibi moderno et futuro castellano nostro, vigore presentium districte precipienti, mandamus quatenus nostratibus significare et si necessarium fuerit eos inducere et compellere velis ut si quis actionem seu querelam in quempiam habere pretendat, quatenus eamdem in loco et iudicio ubi reus residenciam habet per viam iuris, ut communis vivendi modus requierit, prosequatur et nullus alium sine prima iudi[cali][b] cognicione ad nos nisi per viam appellationis vel si res de qua questio movetur nos concernere dinascitur[c] co[ntre][a]care presumat [...].

In vim presencium litterarum sigillo nostro Bernensi munitarum, datarum quinta [die] septembris anno [millesimo quatercentesimo] nonagesimo septimo.

AC Grandson, Série parchemins, P 180, ***parchemin original*** *altéré par l'humidité, 28 x 22 cm, fragment du sceau pendant de la ville de Berne.*

[a] *effacé par l'humidité.*
[b] *sous une tache.*
[c] *lisez* dignoscitur.

104. Les autorités de Berne et Fribourg, coseigneurs de Grandson, modifient les franchises de Grandson à la requête des représentants de la ville.

1521 septembre 2. Berne

Nos sculteti et consules urbium Bernensis et Friburgensis presentium tenore notum fieri volumus pariter et manifestum quod die harum date coram nobis com-

paruerunt nonnulli ex nobilibus, burgensibus et habitantibus oppidi et mandamenti nostri Grandissoni nobis proponentes nonnullos articulos hactenus ab eis observatos, petentes et requirentes ut cum ex eisdem damnum et incommodum et graves inutilesque expensas inde provenire sentiant ut ipsis super eo debite providere velimus. Intelligentibus ergo nobis prefatos nostrates iustam querulantes occasionem habere et nobis incumbere ut eisdem remedio condigno succurramus.

Quare petitioni huiusmodi acquiescere et prefatis subditis nostris provisionem facere et de remedio cogitare voluimus in modum qui sequitur et est talis:

[1] Et in primis ordinamus quod officiarii nostri antedicti mandamenti nostri Grandissoni requisitione ob id in eos facta, possint et valeant quemcumque citare et sibi ad comparendum in iuditio diem iudicialem assignare, absque eo quod ipsi officiario necessarium sit ipsam assignationem per testes verificare; volumus enim ut iuramento eiusdem officiarii fides adhibeatur.

[2] Deinde ut si aliquis adversarium suum citare faciat et ipsa die assignationis clamam et petitionem contra ipsum prima instantia non proponat, quod talis parti citate ad solvendas expensas condemnari debeat.

[3] Item volumus et ordinamus ut qui in causa principali mediante iustitia condemnatus fuerit, quod talis etiam in successorio videlicet per solutione expensarum sit condemnandus semper tamen moderatione et taxa officiarii in hiis reservata. Preterea si contingat aliquem in iudicio producere testes qui tales prima die examinari et si ipsorum testium plures sint, quisque in alterius absentia et singulariter ceteris non astantibus sit examinandus.

[4] Insuper quando aliquis unum alium crimine periurii vel alterius maleficii gravare vel accusare voluerit, quod talis obligatus sit ipsum de huiusmodi crimine convinctus et per testes ydoneos de diffamia illata facere verificationem, ita tamen ut sibi ad caducentes testes terminus et dilatio competens admittatur.

[5] Deinde volumus quod nullus periur[ium][a] testem admittatur quando de periurio per homines fidedignos constat ipsum fore periurium.

[6] Subsequenter si eveniat aliquem hominem vendidisse seu alienasse aliquid de bonis propriis que fratres et sorores aut ceteri in consanguinitate proximiores eiusdem venditoris, possint et valeant repetere huiusmodi bona vendita pretio et [summa][a] etiam missionibus et expensis ob id rationabiliter exbursatis et id spatio et termino sex mensium et ea modificatione ut venditor et emptor se sub iuramento reformant quod in tractatu venditionis nihil fraudis seu doli intervenerit et insuper repetitor boni venditi pari forma se declarare habeat huiusmodi bona ad manus proprias et non alterius seu alienas recepisse.

[7] Demum si contingat aliquod litigium exoriri et mediante iustitia comperiatur in eo offensam commissam et unam partium occasionem litigii fore, quod talis offensam suam et partis sue adverse ad expediendum sit obligatus.

Et quia prementionati nobiles, burgenses et subditi oppidi et mandamenti nostri Grandissoni huiusmodi articulos unanimi deliberatione et pro ipsorum commodo et utililate acceptarunt, nosque prece instante pro eorumdem admissione exhortarunt. Quare volentes nos huiusmodi ipsorum petitione tanquam iuste et

honeste acquiescere has literas abinde fieri et sub sigillo nostro urbis Bernensis vice ambarum nostrarum urbium appenso muniri fecimus, datas in iamdicta urbe bernensi secunda die mensis septembris anno dominice incarnacionis millesimo quingentesimo et vigesimo primo.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 241, ***parchemin original,*** *taché par endroits, 36 x 33 cm, sceau annoncé de la ville de Berne pendant.*

[a] *tache d'eau.*

105. Ordonnance sur le mariage des enfants et la procédure.

1526 août 20. Fribourg

Nous les advoyers et conseilleurs des deux villes Berne et Frybourg faisons scavoir par ces presentes que au jourdhuy, date d'ycelle, sont comparuz par devant nous les ambessans de nous tres chiers et feaulx des nobles, bourgoys, habitans et resortissans de nostre ville et seygnorie de Granson nous donnant a entendre comment desja par pleusieurs foys et journellement soy trouvoyent certains compagnons soubornant jeunes filles en plusieurs manieres pour les avoir a femmes, sans vouloir ne consentement des peres, meres et de leurs parens et mesmement les riches pour avoir leurs biens et faire les parthaiges, dont plusieurs bonnes maysons sont devenuz et devyennent en pouvrete et ruyne, pour quoy nous ont prye humblement y vouloir pourvoir du remede. Sur ce avons consydere leur requeste estre honneste et raysonnable et pour tenir jeunesse en obeyssance, avons ordonne que quant d'ycy en la aulcung filz ou filles en jeune eaige se mariagent sans le sceu et vouloir du pere et mere et, a faulte que eulx ne fussent en vie, sans le sceu des prochains parens et amys, adoncques ledit pere et mere ou leurs parens qui gerent les biens ne deburent estre tenuz de donner a ceulx l'apoint de partaige ne de heritaige mais tant seulement ce que a nous des deux villes semblera debon scelon l'egalite des biens ou des parthyes ou a reguard de la matiere dont reffoyst quant en cecy le pere, la mere ou les parens vouldroient user des cautelles et non pas pourvoir leurs filz, filles ou parens en l'age competant les marier pour repartire leurs biens nous avons reserve senon la matiere comment dessus est dit en pouvoir faire et ordonner ainsin que nous semblera de rayson.

Aussy les dessusdits ambassadeurs nous ont prye de fayre declaration quant de nos oppinions en jugement soy trouvent egales que le lieutenant et aultre mestraulx ne doyent point fayre cognoyssance pour fayre le plus.

Sur ce avons ordonne et declarie quant dues oppinions en nostre court se trouveront egales et nostre chastellain de Granson qui pour lors sera s'il est present, il doibt fayre sa cognoissance ainsin que son serement et sa conscience le portera et quant luy ne sera pas au lieu, adoncques voulons que le secretayre de la justice

doye disre son opinion ou mode qu'est dit du chastellain, aussy avons ordonne et declaire que le lieutenant et les mestraulx qui de present sont et pour l'advenir seront ne debvront point fayre de cognoissance [a–] ne aussy advocater ou conseiller a adjoindre pour adsister avecque parthye tant seulement a leur propre cas ainsy parthye soyt de son parantaige constant [–a] a nostre dicte court en vertu de ceste nostre ordonance, desquelles avecque la devantdicte commandons a tous nous officiers et aultres nous soubgectz vouloir ensuyvre, reallement garder et observer jusques a nostre revocquement sans contredit ny tant que ung chescun craindra tumber en nostre malle grace.

Et pour veriffication des chouses sus escriptes ou nom de nous les deux villes avons faict seeler ces presentes de seaul secret de la ville de Frybourg.

Que furent donne oudit Frybourg le vingtiesme jour d'ougst l'an de grace nostre segneur courrant mil cinq cent vingt et six.

Krummenstoll.

AC Grandson, Série Parchemins, P 255, ***parchemin original*** *abîmé par l'humidité, 40 x 25,5 cm, sceau pendant de la ville de Fribourg sur queue de parchemin.*

[a–a] *La phrase se poursuit dans le cadre d'une adjonction à la fin de l'acte, rédigée de la même main, mais en caractères légèrement plus petits.*

106. Les autorités de Berne et Fribourg règlent les émoluments de justice devant la cour de Grandson.

1527 août 13. Fribourg

Nous les advoyers et conseilleurs des deux villes Berne et Frybourg faisons scavoir nous avoir entenduz comment nous tres chiers et feaulx soubgectz les assistens de la court de nostre seygnorie de Granson desyrant avoir payement de leurs journees quant ilz assisteront en ladicte court, sur ce nous avons declaire et ordonne en sorte suyvante assavoir que la court ordinayre se doibt tenir comment aultreffois sans payer plus avant que n'at este accoustume. Mais la court fors[a] d'ordinayre pour causes que ne peulvent avoir attendez et que ceulx qu'il demandent la justice fussent cause que la court se tiendroit, voulons que yceulx payent aux assistens de la court a partir comment est de coustume dix grosschen pour la premiere court et estre tenuz ladicte premiere court et que la cause ne se pourroit remettre a la court ordinaire voulons que de chascune aultre court de ycelle cause yl se paye cinq gros pour chascune fois et non plus. Mais quant les assistens seront cause de tenir ladicte court fors[a] d'ordinayre, voulons que nulz soit tenuz payer riens, nonobstant que les parthyes ayant demande la court. Nous entendons auxi que par nous affaires de seygnorie, la court se doye tenir comment jusques a present at este accoustume sans ce qu'en doye payer aulcung argent plus que anciennement at este use.

Nous ordonnons auxi pour causes qu'il peuvent avoir attende que nous officiers ne debvent pas consentir que par affection ouz vindication, nousdictz soubgectz se y mestent a missions et que ycelles causes soyent mis fors[a] d'ordinayre mais a l'ordinaire estat en vertuz de ces presentes. Lesquelles pour touttes les chousses prenarrez avons confirme ouz nom de nous les deux villes du seaul secret de la ville de Frybourg.

Donne ouzdict Frybourg le treziesme jour d'aoust l'an courrant mil cinq cent vingt sept.

Krumenstollz.

AC Grandson, Fonds Parchemins, P 256, ***parchemin original,*** *40 x 19 cm, sceau pendant de Fribourg.*

[a] *lect. difficile.*

Chapitre 8: Morges

Le château de Morges a été érigé sous le règne du comte Amédée V de Savoie sur des terres appartenant au sire de Vufflens ainsi dépossédé au profit du constructeur, Louis Ier de Savoie, alors sire de Vaud. La ville a été construite à l'instigation de Louis de Savoie qui octroya divers avantages à tous ceux qui voulaient venir s'installer dans le nouveau bourg, ce qui entraîna de nombreuses contestations avec des seigneurs laïques ou ecclésiastiques du pays de Vaud, indignés devant la dépopulation de leurs terres, ainsi par exemple le prieur de Romainmôtier en 1294[1]*. Les comtes de Savoie résidèrent volontiers au château, Amédée VIII y envoya même sa femme et ses enfants lors de l'épidémie de peste de 1420, en enjoignant à ses sujets de prendre des précautions particulières pour lutter efficacement contre le fléau afin d'assurer la santé des siens. Prise en 1475, la ville subit encore le passage des Bernois et des Fribourgeois volant au secours de Genève menacée par la Savoie en 1530, dans un contexte de lutte religieuse. En 1536, la ville fut occupée sans peine par les Bernois et devint, après un bref rattachement à Moudon, le chef-lieu d'un bailliage comprenant aussi Cossonay, Rolle et Aubonne, du moins provisoirement.*

Bibliographie:

Robert CURTAT, Morges: sept siècles d'histoire vivante: 1286–1986, Lausanne 1986. – Louis DE CHARRIERE, «Le vidomat de Morges et ses attributions», MDR XXIV p. 425–432. – Emile KÜPFER, Recueil d'articles sur l'histoire de Morges, s. l. 1939 – Idem, Les origines de la ville et notes sur l'ancien temple de Morges, Morges 1938. – Idem, Morges dans le passé. La période savoyarde, la période bernoise, Lausanne 1941–1944, 2 t. en un volume. – Alfred MILLIOUD, Le seigneur de Vufflens et la ville de Morges: 1286–1296, Lausanne 1898.

[1] *ACV C II 18, parchemin original, éd. in MARIOTTE-LOEBER, p. 239.*

107. Enquête sur les droits seigneuriaux et féodaux à Morges avant la fondation de la ville par Louis de Savoie.

1296 octobre 25. Morges

Anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, indicione decima, die iovis ante festum apostolorum Symonis et Iude in presencia mei notarii et testium subscriptorum, dominus Nicholaus de Sancto Germano legum professor, vice et auctoritate et de mandato illustris viri domini Amedei comitis Sabaudie, processit ad inquirendum super infrascriptis, citato prius per ipsum dominum Nicholaum, auctoritate qua supra, illustri viro domino Ludovico de Sabaudia domino Vaudi ad respundendum veritatem super infrascriptis et ad videndum iurare testes producendos super articulis infrascriptis prout dicta citacio in quodam instrumento facto, manu mei notarii infrascripti, plenius continetur. Super quibus dictus dominus Nicholaus, auctoritate et mandato quibus supra, peciit a dicto domino Lodovico ut respunderet integram veritatem. Qui articuli inmedietate inferius subsequuntur.

Anno domini, mense, die quo supra et testibus infrascriptis apud Morgiam infra castrum, inquisitio et processus que et qui fit et fieri intenditur per dominum Nicholaum de Sancto Germano legum professorem, ex officio suo et auctoritate sibi data et commissa ab illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie, ad dicendum veritatem et ad occurendum et obviendum sucurius discordiis, que possent oriri, dum in dubium verteretur, ad quem tanquam ad superiorem et maiorem spectet et spectare debeat directum dominium et civiles possessiones loci in quo castrum de Morgia et villa sunt constructa cum appendenciis dicti loci, super eo quod dicitur verum esse et famam publicam quod dictum castrum et dicta villa cum suis pertinenciis et omne imperium et omnis iuridicio dictorum loci, castri et ville sunt et esse debeant de feudo et directo dominio dicti domini comitis et fuerunt de feudo et directo dominio ipsius domini comitis et antecessorum suorum a quibus ipse mediate vel inmediate causam habet, a decem, viginti, triginta, quadraginta annis citra et eciam a tanto tempore citra, cuius contrarii memoria non existit. Item super eo quod dicitur esse famam et verum et famam publicam quod castrum de Vouflens cum mandamento et iuridicione et inperio et appendenciis castri de Vouflens una cum dominio, inperio et iuridicione quod et que modo sunt vel esse debent seu fuerunt temporibus retroactis, fuerunt, sunt vel esse debent de feudo et directo dominico[a] dicti domini comitis, et de predictis omnibus tanquam de feudo et directo dominio tam dictus dominus comes quam eius predecessores a quibus causam habet steterunt continue in quasi possessione decem, viginti, triginta et quadraginta annorum spacio et tanto tempore cuius contrarii memoria non existit. Item super eo quod dicitur verum esse et famam publicam quod villa, castrum et pertinencie de Morgia sunt constructa infra baroniam, dominium et seynoriam domini de Vouflens et de Ioleyns. Item quod illustris vir dominus Lodovicus de Sabaudia feudum castri de Vouflens et dominium de Ioleyns et omnia tam corporalia quam incorporalia que possidet vel qua-

si infra antiquum mandamentun et antiquam limitationem castri et baronie de Voflens et dominio de Ioleyns et quicquid dominus Richardus de Duyn, dominus de Vouflens et dominus de Ioleyns, unquam tenuit vel tenere debuit in feudum a predicto domino Amedeo nunc comite vel ab eius predecessoribus usu in communitate[b] a quibus causam habet qui pro tempore fuerunt, ipse dominus Lodovicus tenet et possidet, tenere et possidere debet et quasi in feudum a dicto domino Amedeo comite et quod super hiis est vox et fama et communis opinio; super quibus dictus dominus Nycholaus auctoritate et mandato quibus supra processit et inquisivit ut infra.

Et primo requisivit dictum dominum Lodovicum et petiit ab eo ut super hiis diceret veritatem. Predictus dominus Lodovicus interrogatus tanquam principalis in feodo suo et testis in alieno respundidit se super predictis tantum scire, scilicet quod quicquid dominus de Vouflens et de Ioleyns tenebat vel tenere debebat et unquam tenuit vel tenere debuit in feudum a predicto domino comite vel a comitibus Sabaudie qui pro tempore fuerunt, quod illud tottale feudum et ius quod habet in eis, dictus dominus Amedeus comes tradidit in feudum dicto domino Lodovico et omnia illa dictus dominus Lodovicus tenet et tenere debet in feudum a dicto domino comite. De aliis autem nescit ad pressens aliud, set tantum dicit quod si priusquam dictus dominus comes sibi tradidit dictum feudum, ipse dominus Lodovicus alios aquesivit infra limitationes dominii de Vouflens et de Ioleyns, quod illa non recognoscit ad presens esse de feudo dicti domini comitis. Et ad istam responssionem fuerunt testes vocati specialiter et rogati dominus Richardus de Duyn, dominus Petrus de Ponte, milites, et ego Vuillermus Valterius de Conflens inperialis aule notarius et domini comitis Sabaudie, et fuit actum apud Morgiam in capella dicti domini Lodovici.

Deinde processit dominus Nicholaus predictus ad inquirendum ut inferius continetur. Dominus Richardus, dominus de Vouflens, testis iuratus, presente dicto domino Lodovico, et interrogatus super predictis dicere veritatem, dixit se tantum scire quod omne dominium et omnis segnoria de Ioleyns et appendenciarum suarum specabat et spectat ad eum dominum Richardum et quod omnia predicta tenuit in feudum a domino Petro comite Sabaudie, domino Philippo successore suo et domino Amedeo nunc comite Sabaudie et eciam modo a dicto domino Lodovico et hoc spacio quadraginta annorum et plus; et quod locus Morgie, ubi situm est castrum et villa Morgie sunt de pertinentiis et appendenciis de Ioleyns, et quod ipse habebat omne inperium et omnem iuridicionem in predicto loco, antequam esset edificatum dictum castrum et villa Morgie in predicto loco et fulcas suas habebat recte iuxta locum ubi modo sita est villa Morgie; et in predicto loco exercuit tam ipse dominus quam eius predecessores a quibus causam habet omnem iuridicionem et omne imperium spacio tanti temporis cuius contrarii memoria non existit et quod quum dominus Lodovicus incepit construere villam Morgie sibi prohibuit dictus dominus Richardus ne hoc faceret[c] pro eo quod dictus locus Morgie erat de dominio dicti domini Richardi. Actum ut supra, ubi testes vocati fuerunt specialiter et rogati Vuillermus de Leysse et Vuilliermus Diens. Item Vuillermus Diens testis iuratus, dicto domino Lodo-

vico absente, quamquam citato, interrogatus super predictis dicere veritatem, dixit quod locus ubi fondata est Morgia, videlicet villa et castrum Morgie solebat esse spascuum[d] et quod dominus Richardus de Duyn et eius predecessores a quibus causam habet ratione baronie de Ioleyns et de Vouflens, habebat in dicto loco de Morgia omne dominium, inperium et segnoriam et quod ipse scit quod quando aliquis forefaciebat in dicto loco, dominus de Vouflens exigebat bagna et recuperabat et quod ipse scit quod quisdam homo invenit in dicto loco unum expiu et quia illum celavit, non revelavit ipse solvit bagnum domino de Voflens seu eius mandato pro eo quia ibi ceperat dictum expiu. Interrogatus quis recuperavit bagnum dicti expiu nomine domini de Vouflens, dixit quod Petrus Diens, tunc mistralis domini de Vouflens. Item quod quidam piscatores ad invicem se prelliaverunt et percuxerunt in dicto loco Morgie et quod mistralis domini de Voflens exegit et recuperavit bagnum ab eis propter hoc quod ipsi commiserant in dicto loco. Interrogatus quis erat tunc mistralis, dixit quod Nicholaus de Trevelins. Item dixit quod quisdam sacerdos equitans fuit submerssus in aqua Morgie et eius dicti sacerdotis fuit [roncinus] redditus et traditus domino de Vouflens ratione segnorie et dominii quod et quam habebat in dicto loco. Item quod quociens aliqua inventa inveniebantur in dicto loco Morgie, ille inventiones et res invente tradi debant[e] et tradebantur domino de Vouflens racione segnorie quam habebat in dicto loco, eo quod secundum consuetudinem terre et patrie ea que inveniebantur et inveniuntur reddi et restitui debent ratione segnorie domino in cuius segnoria et iuridicione inveniuntur. Item dixit quod dominus de Vouflens eo tempore habuit fulcas iuxta locum ubi sita est villa Morgie ratione segnorie, imperii et dominii que et quod habebat dominus de Vouflens in dicto loco et hoc tanto tempore cuius contrarii memoria non existit et maxime toto tempore sue recordationis, et ibi erant eo tempore quo dominus Lodovicus fondavit dictam villam et castrum Morgie et ibi suspendebantur illi qui propter delicta sua iudicabantur ad suspendendum in mandamento de Vouflens, et ibi multi fuerunt subpenssi. Item quod super hiis que ipse dixit est vox et fama.

Et Iohannes de Vouflens, filius domini Richardi, testis iuratus, in absentia dicti domini Lodovici quamquam citatus et interrogatus super predictis dicere veritatem, dixit idem per omnia et in omnibus quod Vulliermus Diens precedens testis, hoc adito quod ipse scit et multociens audivit a dicto domino Richardo quod antequam dominus Amedeus nunc comes Sabaudie traderet in manu dicti domini Lodovici dictum feudum, quod dictus dominus Richardus tenebat a domino comite Sabaudie, ipse dominus Richardus et eius predecessores a quibus causam habet, tenebat et tenuit in feudum predictum locum ubi sita est villa et castrum Morgie, dominium et segnoriam dicti loci a domino Amedeo, nunc comite Sabaudie et ab eius predecessoribus suis a quibus causam habet longissimo tempore et maxime spacio quadraginta annorum et spacio tanti temporis cuius contrarii memoria non existit et de omnibus predictis est vox et fama. Actum ut supra et die quo supra. Testes ad hoc vocati fuerunt specialiter et rogati dominus Richardus de Duyn et Petrus de Duyn.

Item anno, die, loco quibus supra, coram testibus infrascriptis, Vulliermus Ligotrous de Voufleyns, testis iuratus, in absencia dicti domini Lodovici quamquam citatus et requisitus dicere veritatem, dixit illud idem in omnibus et per omnia quod Iohannes testis precedens, hoc adito quod ille qui invenit dictum expiu et qui solvit bagnum pro eo quod non revellaverat, vocabatur Carpentarius de Ioleyns. Requisitus utrum dominus de Voflens et de Ioleyns teneret in feudum locum predictum et dominium et inperium dicti loci a comitibus Sabaudie qui pro tempore fuerunt et utrum dictum locum Morgie teneret et esset de feudo comitis Sabaudie, respondit quod sic.

Item Petrus de Ioleyns domicellus, testis iuratus, in absencia dicti domini Lodovici quamquam citatus et interrogatus super predictis dicere veritatem, dixit idem per omnia et in omnibus quod Vulliermus Ligotrous precedens testis, hoc adito quod bagnum quod fuit exactum ab illo qui invenit dictum expiu fuit unum modium avene, quia pro tanto pacificavit de dicto bagno, et hoc adito quod idem testis qui loquitur die quo [supra] ratione dominii, segnorie et inperii que et quod habebat dominus de Vouflens tam ratione dominii de Vouflens quam ratione dominii de Ioleyns in predicto loco ubi modo est castrum et villa Morgie, ipse testis erat messelliers seu custos camporum et possessionum in dicto loco et in dicto dominio et dum erat ibi custos et chanperius invenit in dicto loco Morgie quandam vacam extraneam, de qua nesciebatur unde venisset vel cuius esset et eam tanquam rem inventam tradidit domino de Vouflens ratione segnorie et dominii que et quod habebat in dicto loco. Item dicit quod dominus de Voflens et de Ioleyns tenet et tenuit tam ipse quam predecessores sui a quibus causam habet castrum de Voflens et dominium de Ioleyns et dictum locum ubi sita est villa et castrum Morgie a tanto tempore cuius contrarii memoria non existit a domino comite Sabaudie et a comitibus eius predecessoribus a quibus causam habet et in manu dictorum comitum usagiavit de predictis tanquam de feudo ipsorum spacio longisimi temporis et maxime spacio quadraginta annorum et usque ad tempus quo dominus Amedeus nunc comes Sabaudie tradidit in feudum dicto domino Lodovico illud feudum quod a dicto domino comite tenebat dictus dominus Richardus dominus de Voflens. Et de predictis dicit esse famam publicam in predicto loco et in locis eius vicinis.

Item Petrus Diens, testis iuratus, in absentia dicti domini Lodovici quamquam citatus et requisitus super predictis dicere veritatem et diligenter examinatus super omnibus contentis in articulis inquisitionis, dixit idem per omnia quod Vulliermus Ligotrous, hoc adito quod ipse testis qui loquitur est ille qui erat mistralis domini de Voflens eo tempore quo dictum expiu seu venabulum fuit inventum, et quod ipsemet habuit ab inventore ratione bagni nomine domini de Vouflens unum modium borgeys avene. Et hoc adito quod dominus de Vouflens tam ratione dominii de Vouflens quam ratione dominii de Ioleyns habebat omne imperium et omnem iuridicionem in dicto loco ubi est villa et castrum Morgie et accipiebat ibi bagna et habebat ibi iuxta fulcas ubi fures suspendebantur et ipsemet testis qui loquitur tamquam mistralis domini de Voflens fecit ibi duos suspendere. Et scit quod racione dominii et segnorie dominus de Vouflens et eius

familia habebant ibidem segnoriam eciam in piscatoribus qui transsibant per locum, ita quod dicti piscatores racione dicte segnorie ad mandatum domini de Vouflens seu eius familie tenebantur ibidem navem adducere ad ripam una cum piscibus quos habebant, ad hoc quod dominus de Vouflens vel eius familia possent emere spices[f] et de hiis bonum forum habere antequam aliquis alius. Et quod ipse scit quod piscatores de parrochia de Ioleyns quando unus iniuriabatur alterum in dicto loco, faciebant clamam unus de altero domino de Voufleyns tanquam habenti iuridicionem in dicto loco. Interrogatus utrum unquam viderit clamam fieri domino de Vouflens de commissis in dicto loco Morgie, dixit quod sic plures et maxime hoc vidit de Ioyez qui fecit clamam domino de Vouflens de Iaqueto Boleys pro eo quod dicebat quod dictus Iaquetus sibi iniuriaverat in dicto loco Morgie. Item dixit quod quicquid iuris dominus de Voufleyns habebat in dicto loco Morgie tenebat et tenuit in feudum a predicto domino comite et eius predecessoribus a quibus causam habet continuo spacio quadraginta annorum et usque ad illud tempus quo dictus dominus comes tradidit in feudum predicto domino Lodovico tottale feudum quod dominus Richardus de Duyn dominus de Vouflens tenebat a dicto domino comite memorato et quod super omnibus et singulis est vox et fama in predictis locis et circumstantibus vicinis. Cetera ut supra ad hoc testes vocati fuerunt specialiter et rogati Iohannes filius domini Richardi predicti et Vulliermus Diens et quidam alii.

Item anno die loco quibus supra coram testibus infrascriptis dominus Aymo de Ioleyns miles testis iuratus in absencia dicti domini Lodovici quamquam citatus et requisitus super omnibus predictis contentis in articulis inquisitionis, dixit quod locus ubi sita est villa Morgie erat de pascuis de Ioleyns et erat de pertinenciis de Ioleyns et quod apud Ioleyns et in eius pascuis et pertinenciis dominus de Vouflens, qui pro tempore fuit, habuit fulcas ad suspendendum malefactores, in quibus plures fuerunt suspensi et exercuit omne imperium et iuridicionem apud Ioleyns et in appendenciis de Ioleyns et fuit in quasi possessione omnium predictorum spacio quadraginta annorum et plus. Et ipsemet testis qui loquitur, quando erat de familia domini de Vouflens, ratione dominii de Vouflens nomine domini de Voflens et pro eius segnoria seu dominio faciebat venire ad ripam piscatores prout testis precedens disposuit. Super aliis dixit se nichil scire nisi per auditum tantum. Dixit quod fama est quod dominus de Voflens et maxime dominus Richardus qui nunc est tenere debebat et tenebat in feudum predicta a comitibus Sabaudie, scelicet a comite Petro, postea a comite Philippo et postea a domino Amedeo nunc comite Sabaudie, usque quod predictus dominus Amedeus tradidit in feudum dicto domino Lodovico illud feudum quod dominus de Vouflens ab eodem domino comite tenebat. Item dicit quod ipse vidit quod dominus de Vouflens scelicet dominus Richardus venit pernoctare et pernoctavit apud Ioleyns pro accipiendo uno geto et illud accepit quod dicebat se habere apud Ioleyns racione dominii quod habebat apud Ioleyns et in eius pascuis et appendenciis. Cetera ut supra, ad hoc testes vocati fuerunt specialiter et rogati Iohannes Boneti de Villeta et Humbertus de Sancto Germano et quidam alii. Item anno et indicione quibus supra die veneris sequenti in presencia mei notarii

infrascripti et testium subscriptorum dominus Reymondus Rubei de Vouflens miles testis iuratus [...]: *sa déposition reprend exactement les précédentes*.

Item dominus Cono de Arnay miles testis iuratus absente dicto domino Lodovico quamquam citatus et interrogatus, dicit idem quod dominus Reymondus testis proximus, hoc adito quia omnia supradicta non solum vidit et audivit spacio quadraginta annorum sed eciam spacio sexaginta annorum de quibus recordatur et quod infra illud tempus vidit multociens tractare casus de hiis que contingebant in dicto loco Morgie coram domino de Vouflens tanquam coram domino et habenti iuridicionem et inperium in dicto loco ubi constructa sunt villa et castrum Morgie.

Item Iohannes Lathomus de Vouflens testis iuratus absente dicto domino Lodovico quamquam citato et interrogatus dixit idem in omnibus et per omnia quod dominus Cono de Arnay miles, testis precedens, hoc excepto quia non recordatur nisi de quinquaginta annis. Interrogatus quid sit fama, respundit quod illud quod communiter dicitur.

Item Nicholaus de Trivillin testis iuratus absente dicto domino Lodovico quamquam citato et interrogatus concordat[g] cum Iohanne Lathomo teste precendenti[d], hoc adito quod ipse fuit mistralis domini de Voflens bene spacio viginti annorum et plus in quo tempore ipsemet exercuit in dicto loco Morgie imperium et iuriditionem nomine domini de Vouflens in loco predicto et recepit clamas et exegit bagna a delinquentibus in dicto loco. Requisitus qui fuerunt illi, dicit quod multe persone et potissime quidam piscatores et quod baronia et districtus castri et dominii de Vouflens extenditur et extendi debet ab aqua que dicitur Venogi usque ad quemdam lapidem qui vocatur Brisi Salinium et a somitate montis de Iour usque infra lacum et hoc tam racione dominii de Vouflens quam racione dominii de Ioleyns. Infra quas limitationes existit locus Morgie.

Item Girodus de Porta de Vouflens [...], item Iaquetus Libolliens [...].

Acta fuerunt hec dicta die veneris presentibus testibus vocatis et rogatis Humberto de Sancto Germano et Iohanne dicto Boneti de Villeta. Et fuerunt hec acta tam in die iovis quem in die veneris predictis infra castrum Morgie in presencia dictorum testium ut supra declaratur. Et omnia predicta fuerunt acta in presencia dicti domini Nicholay de Sancto Germano et in presencia mei Guillermi Valterii de Conflens notarii publici ab imperiali aula et domini comitis Sabaudie qui omnibus predictis examinacionibus interfui et fideliter de verbo ad verbum scripsi omnia supradicta et signo meo signavi.

AET, Arch. camérales, inv. 137 (Titres du pays de Vaud), paquet XI, Morges 1, ***parchemin original,*** *taché par endroits, 42 x 79 cm, signet du notaire Guillaume Vauthier; reproduction photographique in MILLIOUD.*

Ed. et trad. A. MILLIOUD, p. 5–11.

[a] *lisez* dominio.
[b] *lect. difficile, pourrait aussi être* comitatu.
[c] *Le ms. porte* facet *sans trace d'abbréviation.*
[d] *sic pour pascuum.*
[e] *lisez* debebant.

[f] *lisez* pisces.
[g] *Le ms. porte un deuxième* concordat.

108. Louis de Savoie, sire de Vaud, autorise les habitants de Morges à refuser le duel judiciaire.

1328 février. Morges

Nous Lois de Savoye, sires de Wauz, faisons savoir a tous ceux qui verront et orront ces presentes lettres que nous, regardans et considerans mains services et maintes cortoisies faites par nostres gentis homes et nostres bourgois et nostres habitans de nostre vile de Morges a nostre cher pere de bone memoyre et a nous, nous en contredon et en remuneracion des biens et des services dessus diz, es devant diz gentis homes et es bourgois et a touz les habitans de nostre dite vile de Morges, a leurs hoirs et a leurs successeurs, pour nous et pour nostres hoirs, donnons et octroyons perpetuanment franchise, liberte et immunite que nuz de toutes le persones dessus nomees dedens nostre vile de Morges dessus dicte ne dedens les serremens de ladicte vile, pour quelque cas ou pour quelque crim que ce soit, appeler de gage de bataille puisse l'un l'autre ne autre persone estrange leur ne l'un de lour, non obstant nul droit ne male coustume encontre faisant. Et ce aucuns des persones de ladicte vile, gentis[a], bourgois ou habitans l'un a l'autre ou autre personne estrange a l'un de lour de quelque condicion ou estat que ele fust, avoit eu deist paroles d'apel de bataille dedens ladite vile ou dedens les serremens de ladicte vile, nous voulons et octroyons pour nous et pour nostres hoirs que li apel soit nuz et que nuz de toutes les persones dessus nomees se puisse obligier par pat[b], par convenance ou par volente ou par renonciacion a appeler l'un l'autre de gage de bataille de quelque cas ou de quelque crym que ce soit, ne poursegre paroles d'apel de bataille.

Promettans [...].

Et est assavoir que ceste franchise ne sestent point pour ceaux qui mefferoient contre le seigneur, son bally, ses chastellains ou son leutenant ou se aucuns de la dite vile fust gentis ou bourgois ou habitans appeloit aucum estrange, en ce cas se cis que on appeleroit requeroit droit, li sires li tenroit droit fust par bataille ou en autre maniere selonc la coustume dou pais non obstant la franchise dessus dite. Et sachent tuit que nous somes meuz a doner ceste franchise pour ce que nous avons vehu[1] letres de nostre cher pere donz diex hait l'arme[c], les quiex fais nous voudrions enseiguir, aus quiex il otroya et donna a la dessus dite vile la devant dite franchise.

En tesmoing de toutes les choses dessus dictes, nous avons mis nostre grant seel en ces presentes letres.

Done a Morges ou mois de fevrier lan mil CCC et vint et huit.

AC Morges, AE 1 B, ***parchemin original,*** *27,5 x 25 cm, sceau annoncé de Louis II manquant.*

Ed. MDR XXVII, p. 61–62.

[a] *sous-entendez* homes.
[b] *lisez* pacte.
[c] *lisez* ame.

[1] *La concession de Louis Ier de Savoie, sire de Vaud, est perdue.*

109. Le comte Amédée VI de Savoie fixe l'étendue du ressort de Morges et les obligations des habitants.

1376 janvier 16. Lausanne

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod nos accendentes locum et villam nostros Morgie, visitata prima fortificacione necessaria indigere quodque homines et burgenses nostri dicti loci ipsam fortifficacionem sine nostro suffragio commode facere non possunt, instantibus ipsis nostris burgensibus in subsidium et auxilium faciende fortificacionis predicte, eisdem concedimus quod et prout inferius declaratur: [...].

In primis quod homines dilectorum fidelium nostrorum domini Petri de Sivrie militis et Humberti eius fratris morantes et mansionem apud Lussie facientes cum dictis nostris Morgie burgensibus contribuant et se iuvent pro rata facultatum eorumdem in facienda Morgie fortificacione predicta durante tempore faciende fortificacionis eiusdem.

Item volumus, concedimus et presentibus ordinamus quod homines venerabilis prioris de Estue in villa de Lussie morantes, item homines de Sancto Simphoriano dependentibus ex eisdem ac omnes homines de domino Sancti Simphoriani, item homines domicellorum de Solatour de Vullens in quibus altam iuridicionem habemus, item homines dilecti fidelis nostri domini de Monz morantes apud Mollens de resorto nostro Morgie in quibus iuridicionem habemus, item homines Petri de Dullins et eius nepotis morantes apud Grancie in fortificacione loci nostri Morgie facienda pro rata facultatum eorumdem contribuant et se iuvent durante tempore faciende fortificacionis eiusdem. Item volumus, ordinamus et concedimus per presentes nostris burgensibus Morgie supradictis quod omnes et singule persone census redditus, homines, tallias, decimas, domos, terras, prata, vineas, nemora, hereditates et possessiones quascumque et qualescumque habentes, tenentes et possidentes per se vel alium quovismodo, item qui alias contribuere et se iuvare consueverint se iuvent et contribuant pro rata facultatum eorumdem in fortificacione et reparacione loci nostri predicti Morgie [...].

Datum Lausanne die sexdecima ianuarii anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo sexto.

Sub signeto nostro cancelario absente.

AC Morges, AE3, ***parchemin original,*** *38 x 22 cm, sceau pendant manquant. –* ***Copie:*** *AC Morges, AEBA, no. 4, recueil artificiel de copies sur papier, copie probablement contemporaine, 1 folio recto verso.*

110. Le comte Amédée VI de Savoie autorise la ville de Morges à lever des impôts pour financer sa défense.

1375 novembre 14. Evian

Nos Amedeus comes Sabaudie [...] burgensibus, habitatoribus et subditis nostris dicte ville nostre Morgie damus, concedimus et liberaliter impartimur levas, imposiciones et tributa inferius descriptos et descripta auctoritatemque licenciam et speciale mandatum ipsas et ipsa levandi, capiendi et exigendi super rebus, mercandiis et bonis inferius declaratis scilicet per quinque annos proximos die presenti incohatos et implicandas [...] in fortifficacione et reparacione dicte ville nostre et non in alios usus quoslibet convertendasas et primo videlicet ipsis burgensibus [...] concedimus [...] quod ipsi [...] levent [...] durante termino quinque annorum predicto super et de quolibet poto vini quod tabernarii vendent in villa et castellania Morgie in minuto seu in taberna unum obolum Lausanne [...].

Item quod quilibet [...] qui venderet vinum in grosso debeat et teneatur dare et solvere dictis nostris burgensibus pro quolibet modio vini quod vendet duodecim denarios Lausanne et infra pro rata.

Item quod supra quaslibet marcandias et denariatas tam vini, bestiarum quam aliarum rerum quarumcumque que ducentur et portabuntur a Iuria supra Morgiam usque ad medium lacum habeant, exigant et percipiant dicti nostri burgenses supra quamlibet libram Lausanne [...] duos denarios Lausanne [...].

Datum Aquiani die decima quarta mensis novembris anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo quinto.

AC Morges, AE 2, ***copie*** *vraisemblablement contemporaine sur parchemin, 35 x 22 cm, sceau manquant.*

111. Amédée VII de Savoie confirme les franchises de la ville de Morges qui a perdu la concession de 1359 lors d'un incendie.

1390 avril 17.

L'acte reprend textuellement les franchises de Moudon auxquelles s'ajoutent deux clauses:

[1] Item quod nos dictus comes nec alter nomine nostro vel pro nobis dictos burgenses, homines et habitatores in dicto loco nostro Morgie et castellania eiusdem non possumus neque possit citare seu in causam trahere, quacunque occasione vel causa, seu per modum citacionis venire facere coram nobis seu coram alio iudice vel officiario nostro propter quod aliquem ex eis venire contingat, extra villam dicti loci Morgie, nisi duntaxat in appellationis seu provocationis causa.

[2] Abrégé en latin de la concession de Louis II en matière de duel judiciaire concédée en 1328 (cf. no. 108 supra).

L' ***original*** *de Morges est perdu. Il en existait un* ***vidimus*** *aux AC Moudon sous la cote HHH no. 1; ce recueil de copies est actuellement (1996) perdu.*

112. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur de la ville de Morges qui lui a octroyé gracieusement 250 florins.

1414 septembre 15. Genève

AC Morges, AE 11, ***parchemin original,*** *41 x 19 cm, sceau manquant.*

113. En raison de la peste, le duc Amédée VIII invite la ville de Morges à prendre des précautions particulières, pour protéger sa famille.

1420 mai 12. Morges

Nos Amedeus dux Sabaudie [...] notum facimus tenore presencium universis quod cum tam propter morbum pestillencialem nunc in pluribus patrie nostre partibus regnantem evitandum et eidem deo adiuvante obviandum quam propter alia quamplurima pericula que supervenire possent et inde permaxima dampna suboriri et consequi, requisierimus seu requiri fecerimus dilectos fideles nostros nobiles, burgenses, incolas et communitatem loci nostri Morgie in quo illustres consors nostra carissima liberique nostri predilecti presencialiter resident quatenus portas et introitus ipsius ville die nocteque diligenter servarent et servari facerent et procurarent ne per ipsas aliqua persona ignota seu de patria epidemiante[a] veniens intraret sine scitu et voluntate dilecti fidelis consiliarii et capitanei nostri domini Iohannis de Freneto militis super hec per nos electi et constituti.

Item et quod nocte qualibet dicti burgenses, communitas et incole nostri in castro nostro dicti loci Morgie vigilles constituerent et elegerent ac custodes tam propter ignis incendium quod absit casu fortuito sustitandum, succurrendum eidem et obviandum quam custodiam ipsius castri meliorem, ad que prefati homines et communitas dicebant se minime teneri tam [tenore][b] franchesiarum et libertatum quam usuum sibi per predecessores nostros diutius observatorum, offerentes nihillominus se nostri [...][b] quecumque alia nobis placita facere cordialiter et nobis in possibilibus servire ut teneantur dumtamen ipsorum franchesiis [...][b] usibus non preiudicaret. Et nos dux predictus premissis auditis cupientes prefatos subdictos burgenses nostros et communitatem favorabiliter pertractare franchisiasque ipsorum et libertates ac bonos usus ut convenit sibi servare illesos, volumus expresse per presentes quod quecumque permissorum per nos seu

nostri parte ab eisdem burgensibus, incolis et communitate ut super requisitorum que pro posse adimplere de gracia speciali et non ex debito ut asserunt conveniunt acque volunt franchisiis, libertatibus, consuetudinibus et bonis usibus eorumdem nullum ad presens vel in futurum preiudicium inferant [...].

Datum Morgie nobis absentibus ubi presentes sic fieri ut supra iubsimus, nostra absencia non obstante die duodecima mensis maii anno domini millesimo quadringentesimo vicesimo.

AC Morges, AE 12 A, ***parchemin original,*** *troué et déchiré par endroits, 36 x 22,5 cm, sceau pendant du duc.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *trou.*

114. Le duc Louis de Savoie confirme les franchises et libertés des habitants de Morges.

1444 mars 31. Genève

AC Morges, AE 19 A, ***parchemin original,*** *59,5 x 25 cm, sceau perdu du duc.*

115. Reconnaissance des fontainiers de Morges.

1506 février 15. s. l. [Morges]

Die quindecima mensis februarii anno domini millesimo quingentesimo sexto C. Bayet et Petrus Magnin carpentator Morgie scientes [...] confitenter quilibet ipsorum in solidum tenere per spacium sex annorum die date presencium incohandorum et in fine dictorum sex annorum die festii annunciacionis beate Marie virginis finiendorum a honesto viro Henrico Borgesaz sindico et gubernatore ville Morgie [...], videlicet pontes et bornellos ville Morgie, ad manutenendum dictos pontes et bornellos et hoc sub salario borgesie et quatuor florenorum parvi ponderis solvendorum [...].

AC Morges AAA, 1, fol. 80v, ***manual*** *du Conseil de ville de Morges, papier, 20 x 29 cm.*

Chapitre 9: Moudon

Tête de pont de la pénétration savoyarde en terre vaudoise, Moudon fait en 1219 l'objet d'un accord entre l'évêque de Lausanne Berthold et Thomas de Savoie, qui se déclare homme-lige du prélat pour Moudon. La ville fut alors fortifiée,

étendue, parfois avec l'aide des habitants des villages voisins, ainsi ceux de Peney (cf. no. 116 infra). Déjà avant la fin du XIIIe siècle, un quartier neuf s'élève. Si un vidomne représente théoriquement les intérêts de l'évêque, il est progressivement évincé du pouvoir par le châtelain savoyard qui cumule fréquemment cette charge avec celle de lieutenant du bailli de Vaud. Ce dernier est à la tête de l'administration savoyarde pour le bailliage de Vaud, tous les autres officiers lui sont subordonnés, sa cour de justice est le dernier degré juridictionnel local. Il est d'ailleurs l'interlocuteur des Etats de Vaud, souvent réunis à Moudon.

Sorte de capitale du pays de Vaud savoyard, Moudon allait jouer un rôle déterminant dans l'évolution du droit coutumier vaudois. Nous savons en effet que ses franchises sont progressivement octroyées à de nombreuses cités ou servent pour le moins de droit supplétif lorsque subsistent des coutumes locales partielles. On ne peut malheureusement pas savoir quelle est la date de la première concession de franchises à la ville, puisque l'acte original, s'il a existé une rédaction officielle, est perdu. Les droits et coutumes de Moudon ne sont connus que dans la teneur de leur confirmation de 1285 par le comte Amédée V, textuellement reprise dans une confirmation d'Amédée VI en 1359. Les historiens ont envisagé différentes hypothèses qui demeurent aléatoires: dans leur libellé de 1285, les franchises peuvent avoir été rédigées entre 1263 et 1281, car on y parle du bailli institué en 1263 par Pierre de Savoie, ainsi que des cheseaux situés entre la Broye et la Mérine, alors que ce quartier fut englobé dans la ville en 1281 (ACV, Archives de Loys, no. 2273). On pourrait alors en conclure à une première concession par Pierre de Savoie, ce qui a séduit certains, mais cette hypothèse ne nous paraît guère convaincante. L'absence de mention de Pierre de Savoie dans le texte de 1285, ainsi que la référence uniquement au texte de 1285 dans les confirmations postérieures, tendent à montrer que Moudon n'avait pas d'autre texte de ses franchises que celui de 1285[1]. Une codification aussi tardive n'aurait rien de surprenant. Que l'on songe à la fixation tardive du droit lausannois solennellement mis en forme en 1368 seulement. Le propre de la coutume est sa souplesse et, en l'absence de différend, on préférait souvent la tradition orale plus susceptible d'aménagements. Comme d'autres communautés, Moudon s'est vu reconnaître peu à peu certaines prérogatives collectives, en même temps que se précisait le droit applicable à ses habitants. La place grandissante de la maison de Savoie est vraisemblablement la cause non pas des premières concessions, mais du besoin éprouvé par seigneurs et sujets de déterminer avec précision les règles à appliquer, notamment par les cours de justice des nouveaux maîtres du pays, dont il était essentiel qu'ils respectent les traditions locales. Une partie des coutumes est ainsi susceptible de remonter à l'époque du comte Thomas.

Bibliographie:

Henri CARRARD, Les statuts de Pierre de Savoie et la charte de Moudon: une commune vaudoise au XIIIe siècle, Turin 1886. – Bernard de CERENVILLE et Charles GILLIARD, «Moudon sous le Régime savoyard», Lausanne 1929, MDR, 2e série, XIV. – Franco CIARDO et Jean-Daniel

MOREROD, «Les Chartes de franchises du XIIIe siècle et l'histoire des libertés vaudoises», Lausanne 1991, RHV 99, p. 9–41.

[1] *Cf. CIARDO et MOREROD, p. 18–19.*

116. Les habitants de Peney sont affranchis de certaines corvées dues au châtelain de Moudon.

1274 / 1275 [n. st.] mars 1er. s. l.

Ego Hugo dictus Botheri, de Aqua bella, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod ego, nomine illustris viri domini mei Philippi, Sabaudie et Burgundie comitis, affranchivi imperpetuum omnes homines seu hospicia ville que dicitur Piney, sitte[a] in castellania de Melduno, a fenatura, a canabo, a manuoperibus, a carreragio que debebant castellano de Melduno, retento carreragio reddendo ad bastimentum castri vel ad bastiendum castrum novum vel ad reficiendum si destrueretur et ad hospicium domini comitis si esset presens in patria et ad cavalcatam quando dominum comitem vel gentes suas facere contigerit, pro duodecim denariis Lausannensibus reddendis singulis annis dicto castellano in festo beati Michaelis a singulis hospiciis dicte ville. Exceptis hospiciis viduarum, pupillorum et orfanorum qui laborare non possunt et pro duobus solidis reddendis singulis annis pro singulis carruas[b] termino supradicto.

In cuius rei testimonium presentes litteras sigilli mei munimine tradidi sigillatas et roboratas.

Datum anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, kalendis marcii.

ACV C II 13, ***parchemin original,*** *19,5 x 13 cm, sceau manquant de Hugues d'Aiguebelle.*

Ed. MDR XXVII, p. 15–16.

[a] *sic.*
[b] *lisez* carrucis.

117. Le comte Amédée V de Savoie confirme les franchises de Moudon.

1285 septembre. s. l.

Nos Amedeus comes Sabaudie, notum facimus universis presens scriptum inspecturis, quod nos inclite memorie predecessorum nostrorum acta gestaque insequi cupientes et merito iura sive libertates procerum de Melduno et eciam franchesias et consuetudines eiusdem loci prout in sequentibus apparebunt confirmamus pro nobis, heredibus, successoribus nostris assignatis et assignandis.

Hec sunt scilicet iura seu libertates, franchesie seu consuetudines de Melduno que secuntur:

[1] In primis debet iurare dominus servare iura et consuetudines dicti loci; burgenses vero debent iurare domino iura et honorem ipsius fideliter observare.

[2] Si quis peregrinus aut viator apud Meldunum venerit et ibidem intestatus moriatur, bona ipsius debent deponi per consilium domini in manu duorum proborum virorum de Melduno et etiam custodiri per annum et diem. Et si infra annum et diem heres venerit legitimus, debet habere bona predicta; si vero, infra annum et diem, heres non venerit qui requirat bona peregrini vel viatoris apud Meldunum defuncti, distribui debent de domini voluntate.

[3] Si quis venerit apud Meldunum et fecerit ville iuramentum et ibi moram fecerit per annum et diem, sciente domino suo, nec infra annum et diem fuerit requisitus, burgensis remanet. Si vero infra annum et diem fuerit requisitus, domino qui requisierit debet facere racionem, et si non potest se erga dominum qui eum requirit excusare, et dominus ipsum[a] probaverit per duos de paribus suis qui iurent cum domino ipsum esse hominem talliabilem, villa non debet ipsum tenere pro burgense. Potest tamen in villa et infra ville terminos remanere. Si vero a villa recedere voluerit, villa ipsum et res suas debet conducere per diem et noctem.

[4] Forum de Melduno est in die lune; et conducit venientes ad forum a dominica precedente, sole oriente, usque ad diem martis sequentem, sole occidente, et illi qui veniunt ad forum ab ortu solis diei dominice vel recedunt vendendo, veniendo et redeundo, debent domino vendas usque ad occasum solis diei martis sequentis. Si quis vero a dicto foro recesserit nec solverit vendas, debet reverti et illas solvere si poterit, aut retromittere per nuncium, antequam reversus fuerit domi, et sic est quittus. Si vero reverti non poterit nec ipsas vendas retromittere, debet dictas vendas secus viam reponere subtus lapidem et duos lapides hinc et inde reponere in testimonium et die lune sequente debet redire et habere secum duos probos homines et accipere vendas et reddere domino, et sic est quittus de vendis et de banno.

[5] Si quis veniens ad forum infirmatus fuerit, forum de Melduno ipsum tenetur conducere quando convaluerit et recedere voluerit.

[6] Si quis vendas deportaverit alio modo quam dictum est, tenetur domino in sexaginta solidis et obolo.

[7] Qui vendit in villa de Melduno non debet vendas nisi in predictis tribus diebus.

[8] Burgensis ex quo fuerit burgensis per annum et diem, non debet vendas.

[9] In nundinis vero de Melduno, et emptor et venditor, nisi fuerit burgensis, debet vendas, alias vero tantum venditor et non emptor.

[10] Quilibet[b] potest vendere res venales in fenestra sua, exceptis rebus illis que macello venduntur.

[11] Si quis frangit forum, tenetur domino in sexaginta solidis.

[12] Si burgensis rixatur in foro cum burgense, non tenetur domino in maiori banno quam alia die.

[13] Si burgensis percutit in foro non burgensem, vel non burgensis percutit burgensem, fractor fori accusatur.

[14] Nemo debet capi infra terminos ville de Melduno nisi de consilio burgensium dicti loci, preterquam latro vel proditor manifestus et homicida, vel alius qui manifeste commiserit maleficium per quod debeat recipere penam corporalem.

[15] Dominus non debet in villa de Melduno bannum ponere nisi de consilio burgensium, nisi pro fractione fori aut calvacata facienda et burgensium captione.

[16] Dominus non potest burgensem recipere nisi de consilio burgensium nec eciam burgensibus iuramentum demandare.

[17] Si quis rixatur cum aliquo et percutit ipsum, probari potest per regiquinam unius hominis vel mulieris, prestito iuramento, nisi homo ille vel mulier sit litigator vel particeps litis.

[18] Litigantes[c] et litis participes a regiquina repelluntur.

[19] Si quis voluerit aliquem a regiquina repellere, dicens ipsum esse litigatorem vel litis participem, debet hoc probare per duos testes.

[20] Regiquina debet fieri ante probos homines, presente illo contra quem fit regiquina si voluerit esse presens.

[21] Si ille qui fert regiquinam est burgensis, debet credi de regiquina per iuramentum quod fecit ville; si vero burgensis non fuerit, tenetur iurare de veritate dicenda.

[22] Qui percutit de baculo vel de alio gladio, fundat sanguinem aut non, tenetur domino in sexaginta solidis et percusso, si clamam fecerit antequam regiquina trahatur, in triginta solidis. Quia sine clama facta ante regiquinam, non tenetur percusso, sed nihilominus domino tenetur.

[23] Si quis rixatur cum aliquo et iactat lapidem ita quod ictus lapidis appareat in lapide sive in muro, in terra vel in pariete, licet non percusserit, tenetur domino in sexaginta solidis et illi super quem trahit sive contra quem iactavit in triginta solidis, per clamam factam ut supra.

[24] Qui rixando trahit cutellum vel ensem super aliquem, vel trahit lanceam extra domum unam cubitatam, tenetur domino in sexaginta solidis et illi super quem trahit in triginta solidis per clamam, ut supra. Et si vulnus fecerit, cui vulneri medicus competat, tenetur solvere operas medici et expensas vulnerati; et si ultra mensuram vulneratus extimare vellet operas sive expensas, dominus vel qui loco domini interfuerit, debet taxare et admensurare predicta, habitis secum duobus probis hominibus de Melduno.

[25] Qui percutit de pugno, tenetur domino in tribus solidis, percusso in octodecim denariis.

[26] Qui de palma, tenetur domino in quinque solidis, percusso in triginta denariis, nisi fondat sanguinem, quia tunc teneretur domino in sexaginta solidis et percusso in triginta si sanguis fluendo appareat vesti.

[27] Qui tirat ambabus manibus tenetur domino in decem solidis et illi quem tirat in quinque solidis.

[28] Qui percutit de pede tenetur domino in decem solidis et percusso in quinque solidis.

[29] Qui delacerat vestes in decem solidis domino, passo in quinque solidis.

[30] Qui capit rem alterius violenter vel qui devestit, tenetur domino in sexaginta solidis, restitutis rebus captis, devestito vel passo violenciam in triginta solidis.

[31] Qui percutit aliquem infra domum suam vel facit aliquam violenciam tenetur domino in sexaginta solidis et percusso sive passo in triginta solidis. In predictis bannis tenetur quis domino, sed non tenetur percusso sive passo, nisi clamam fecerit ante regiquinam.

[32] Mulier non debet nisi dimidium bannum viri.

[33] Si burgensis rixatur extra terminos ville, non tenetur domino neque passo nisi in medietate banni et emende, si fecerit aliquid de quo debeat bannum.

[34] Si quis dixerit alicui «avoutro», vel «pugnex» sive «leprosus» et non sit, tenetur domino in decem solidis et illi cui dixerit in quinque solidis, per clamam ut supra.

[35] Si quis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquid turpe, et ille vel illa dat ei alapam, non tenetur in aliquo.

[36] Si dixerit alicui «tu es fur vel proditor», nisi dixerit de quo, non tenetur eidem respondere nec in manu domini assecurare. Si vero dixerit de quo, tunc tenetur se defendere per se vel per nuncium suum vel per aliam racionem excusabilem et in manu domini assecurare, si super hoc fuerit requisitus. Et si ille qui appellavit retraxerit se ab appellacione sua antequam ipsam firmaverit in manu domini, non tenetur domino nisi in sexaginta solidis et appellatum tenere pro probo homine negando quod dixit.

[37] Si burgensis clamam fecerit de aliquo, non tenetur assecurare nisi in causa appellacionis bellicose.

[38] Omnes de quibus clama facta est tenentur assecurare vel facere statutum ville.

[39] Qui tenet duas mensuras unam parvam et aliam magnam, et emit ad magnam et vendit ad parvam, in misericordia domini est.

[40] Mistralis debet omnes mensuras scindere et facere sub signo suo, et dominus quociens voluerit potest ipsas facere venire ante se et parvam mensuram frangere et tenetur domino in tribus solidis si mistralis ipsam scinderit; si vero mistralis ipsam non scinderit et reperiatur falsa, tenetur domino in sexaginta solidis.

[41] Macellarii non debent lucrari nisi unum denarium in solido.

[42] Macellarius debet exponere et dicere emptori cuiusmodi carnes ipse vendit, alioquin tenetur domino in decem solidis [d–]et emptori in quinque solidis[–d].

[43] Macellario credendum est de exposicione carnium per suum iuramentum cum uno sequente idem iurando, quod si facere noluerit credendum est emptori per suum iuramentum.

[44] Macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die sabati usque ad diem lune sole occidente. Ita intelligitur de continuacione aliorum dierum et si amplius servaverint, tenentur domino in tribus solidis et carnes amittunt. Et hoc intelligendum est a festo Pasce usque ad festum beati Michaelis.

[45] Si quis macellarius aliquem renem falsiverit tenetur domino in tribus solidis et carnes falsitas amittit.

[46] Item si vendiderit carnes animalis morbidi tenetur domino in sexaginta solidis, si possit probari per duos fidedignos qui iurent illud idem et illos dominus compellat ut veritatem dicant: de hiis veritas inquiratur.

[47] Bolongeria non debet lucrari nisi duos denarios in cupa ultra suum capitale.

[48] Molendinarius debet molere tres modios pro una cupa.

[49] Fornerius debet coquere cupam pro uno denario et debet portare meydas ex una parte et ille cuius est pasta ex altera[e] conducat.

[50] Omnes debent molere ad molendinum domini et coquere ad furnum ipsius, vel ad furnum et molendina qui tenentur ab ipso prout est usitatum et exspectare per diem et noctem; post vero diem et noctem possunt molere et coquere ubicunque voluerint.

[51] Homicide, latrones, proditores domino sunt, nisi aliqua evidenti racione se poterint excusare.

[52] Usurarii manifesti sine liberis morientes quos ecclesia non recipit domino sunt.

[53] Teysa casalium sitorum infra aquas debent domino in festo beati Andree duos denarios si teneantur ab ipso. Ille cuius est domus que debet teysas potest ipsam vendere sine licencia domini, emptor domus tenetur tantum domino solvere unam cupam vini.

[54] Bolongeria debet domino quolibet anno duos solidos et unum denarium in festo beati Andree, et dominus quociens viderit panem non sufficientem potest ipsum accipere et ostendere burgensibus et si burgenses dixerint panem non sufficientem, dominus potest ipsum frangere et dare pauperibus.

[55] [f–]Sutor debet domino in festo beati Andree unum per sotularium de melioribus quos invenerit penes sutorem, exceptis duobus paribus.[–f]

[56] Tabernarius unam cupam vini.

[57] In villa de Melduno non debet quis augmentare precium vini, nisi per dominum et burgenses et si aliter fecerit tenetur domino pro qualibet mensura in tribus solidis.

[58] Si quis vinum suum clamare fecerit, debet illud totum vendere pro illo precio vel pro minori et si aliter fecerit, tenetur domino in tribus solidis. Et dominus debet ipsum compellere ut vinum redeat in priori statu.

[59] Venditores victualium tenentur credere super vadiis que valeant terciam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum.

[60] Tabernario credendum est de sua taberna usque ad quinque solidos per suum iuramentum, dummodo ille a quo poscit debitum de taberna sua aliquid se habere de taberna recognoscat.

[61] Ille qui deportat pagam tabernarii invicto tabernario et contradicente et ponente bannum taberne, tenetur domino in sexaginta solidis si probetur per duos testes.

[62] Burgensis potest vadiare in foro et alias de debito recognito. Si vero vadiatus negat debitum et vadians ipsum debitum potest probare per duos testes, non debet bannum domino, alioquin teneretur domino in sexaginta solidis si vadiaret ipsum infra terminos ville, aliter non tenentur.

[63] Dominus potest viare pascua per burgenses quociens voluerit, et ille qui imbrolliavit pascua tenetur domino in tribus solidis.

[64] Burgenses debent domino cavalcatam in episcopatu Lausannensi, Gebennensi et Sedunensi, usque ad Sedunum, moram contrahendo in eius cavalcata per octo dies ad proprias expensas.

[65] Burgensis non debet vendere domino carius quam aliis.

[66] Vadium domini debet custodiri quadraginta diebus antequam vendatur, vadium militis sive domicelli in Melduno residencium quindecim diebus.

[67] Si vero alicuius vadium venditur, et ille cuius est vadium revocat vendicionem dicens vadium non esse venditum secundum usus ville, si fuerit in patria, debet illi qui vendidit vadium presentare summam pro qua tenebat vadium et petere iusticiam vendicionis vadii infra quatuordecim dies, et ille tenetur reddere vadium nisi possit se defendere dictum vadium legitime vendidisse. Et super vendicione tenetur eidem credere suo iuramento. Si vero ille cuius est vadium fuerit extra patriam, hoc idem debet facere infra quadraginta dies quia post non valeret revocacio. Vendito vadio, ille cuius est vadium potest ipsum recuperare infra octo dies soluto debito et dato obolo pro solido.

[68] Quicunque producit testes debet exspectare illum contra quem producit usque ad nonam, post vero nonam potest producere licet sit absens contra quem producit. Et debet iurare quod producit bonos testes et debet producere coram domino vel coram probis hominibus qui interfuerint iudicio si dominum habere non poterit.

[69] Famuli domini ad regiquinam non admittuntur neque famuli illius pro quo fit regiquina.

[70] Si aliquis uxoratus inveniatur cum aliqua uxorata vel non uxorata in lecto, bracis tractis, tenetur domino in sexaginta solidis.

[71] Pater non tenetur filio suo dare porcionem nisi unum quarterium de pane vel unum album baculum; pater non tenetur de facto filii si noluerit.

[72] Illi qui Melduni sunt pro domino: ballivus, castellanus, vicedompnus et mistralis, tenentur apud Meldunum iudicare et eciam cognoscere de consilio burgensium dicti loci et si burgenses noluerint vel nescierint seu discordant, ille qui pro domino est potest habere consilium et recurrere ad curiam domini. Et si aliqua pars se sentierit agravata potest appellare ad dominum comitem. Alter alterum ad diem iuris debet exspectare usque ad vesperas, quibus transactis dominus potest presentem investire de querela sua si alter absens fuerit, racionem faciendo.

[73] De violencia et devestitura testes sunt producendi.[g]

[74] De universis clamis factis domino debet dominus facere fieri racionem primo conquerenti quam suum recuperet bannum.

[75] Qui facit homicidium in villa et infra terminos ville non debet remanere in villa nec intrare villam neque terminos ville nisi evidenti racione se possit excusare.

[76] Qui intrat ortum sive virgultum alicuius sine licencia illius cuius est ortus seu virgultum, nisi sequendo animal suum sive avem suam, si clausi fuerint, tenetur de die domino in decem solidis. Et illi cuius est ortus sive virgultum in quinque solidis et si solvere non poterit, debet currere nudus per villam. Si de nocte intraverit tenetur domino in sexaginta solidis et illi cuius est ortus sive virgultum in decem solidis. Sequendo vero animal suum sive avem suam tenetur tantum dampnum resarcire. Et hoc debet probari per iuramentum illius cuius est ortus sive virgultum vel per iuramentum unius ydonee persone

In cuius rei testimonium, nos predictus comes perpetuo confirmando premissa quia predictis burgensibus voluimus et volumus graciam facere specialem hiis presentibus sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum anno domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense septembris.

Original *perdu. L'acte n'est connu que par des confirmations ultérieures et des* ***copies.***

AC Moudon, AEB 1: confirmation du comte Amédée VI du 14 juillet 1359, ***parchemin original,*** *60 x 61 cm, sceau pendant du comte en cire verte, séparé; ACV C II 84, fol. 1r–8v, copie sur cahier de papier du XVe siècle, 14,5 x 20,5 cm; AC Morges, AEA 1, fol. 2r–7r, copie sur papier du XVe siècle.*

Ed. MDR XXVII, p. 17–26.

[a] ipsius *in copie ACV.*
[b] *La confirmation de Moudon porte* quiquilibet.
[c] *La copie des ACV porte* litigatores.
[d–d] *omis in copie ACV.*
[e] *La confirmation de Moudon ajoute* aut.
[f–f] *omis in copie ACV.*
[g] *La copie des ACV ajoute à cet endroit l'article suivant:* Quilibet macellarius tenetur domino in tribus solidis in festo beati Andree.

118. Enquête coutumière ordonnée par Louis de Savoie, sire de Vaud, pour déterminer les droits du vidome de Moudon sur les échutes[1]*.*

1305 février 18. Moudon

Geoffroy de Grandmont, bailli de Vaud, Jean de Mont et Guillaume Chantonay, respectivement châtelains d'Yverdon et de Romont, interrogent successivement 19 témoins, dont l'opinion concordante aboutit à la décision suivante:

[...] Quare nos Ioffredus ballivus Vaudi, Iohannes dominus de Monz, castellanus Yverduni, et Willermus Chantonay, castellanus Rotundimontis, milites supradicti, secundum quod nobis videtur de premissis, de concilio viri nobilis Petri de Blonay, castellani Cletarum, Perroti d'Illens, castellani Rote, et aliorum nobilium hominum terre illustris viri domini Ludovici de Sabaudia supradicti qui una nobiscum productioni et receptioni dictorum testium interfuerunt, in iudicando et cognoscendo, pronunciavimus unanimiter et concorditer quod dictus dominus Iohannes vicedomnus super bannis, clamis, inventis et eschetis supradictis de cetero debet uti prout hactenus usus est et hoc supradicti testes deposuerunt et per sua iuramenta retulerunt.

In cuius rei testimonium nos Ioffredus de Grandimonte, ballivus Vaudi, Iohannes dominus de Monz, castellanus Yverduni et Willermus Chantonay, castellanus Rotundimontis, milites supradicti sigilla nostra apposuimus huic scripto. Et ego Michael Godefredi sacerdos iuratus sigillo communi ballivie Vaudi [...] huic scripto apposui [...].

Datum et actum Melduni die iovis ante festum beati Petri in cathedra, anno domini millesimo tercentesimo quinto.

ACV, C II 33, ***parchemin original,*** *30,5 x 54,5 cm, fragments des sceaux annoncés pendants.*

1 *Le comte Amédée VI confirme les droits du vidomne par mandat solennel le 17 janvier 1376 (parchemin original annexé à la première décision, 29 x 13 cm). – Le problème a été étudié par GALLONE, p. 26.*

119. Réversale de Louis II de Savoie, sire de Vaud, en faveur de la ville de Moudon qui lui a octroyé par pure grâce un don de six gros par feu.

1328 janvier. s. l.

AC Moudon, AEC 1, ***parchemin original,*** *22,5 x 24,5 cm, sceau pendant annoncé de Louis II de Savoie perdu. – AC Moudon, AEC 2,* ***parchemin original,*** *27,5 x 22 cm, sceau pendant usé en cire rouge de Louis II de Savoie.*

Ed. MDR XXVII, p. 57–58; trad. française in GRENUS, p. 3, no. 2.

120. La communauté de Moudon promet de respecter le testament de Louis II de Savoie instituant sa fille Catherine héritière, sous réserve de leurs libertés et franchises.

1340 avril 20. s. l.

Nos universitas et communitas nobilium et burgensium de Melduno more solito convocata notum facimus universis quod cum illustris vir et potens dominus

noster carissimus dominus Ludovicus de Sabbaudia dominus Waudi nos requisierit ut nos eidem dicto domino nostro mitteremus sex vel octo ex nostra communitate ad ordinandum super quibusdam rebus ipsum dominum nostrum et nos tangentibus. Nos igitur requisitioni dicti domini nostri volentes obedire et annuere, nos predicta universitas confitemur et recognoscimus quod ad predictum dominum nostrum misimus dominum Anthonium de Williens, militem, Thomam de Glana, Iohannem de Vercellis, Cononem et Iohannem Salamine, Roletum Vioneti, Iacobum Thorenchii, burgenses de Melduno, qui predicta nobis retulerunt quod predictus dominus noster eisdem dixit quod fecerat et ordinaverat testamentum suum et instituaverat in dicto testamento heredem suum universalem dilectam dominam nostram, dominam Katherinam filiam eiusdem domini nostri et volebat [...] peciit a prenominatis personis super hoc fieri iuramentum. Qui prenominati iuraverunt predicta observare.

Quare nos predicta communitas et universitas nobilium et burgensium de Melduno universa et singula per ipsos iurata pro nobis et nostris heredibus laudamus, ratifficamus et approbamus perpetuo [...] et omnia promittimus attendere et inviolabiliter observare, salvis semper nobis nostris perpetuo libertatibus, consuetudinibus et franchesiis nostris quibus uti hactenus consuevimus in suo robore remanentibus valituris.

In cuius rei testimonium, nos universitas et communitas predicta sigillum commune ballivie Waudi unacum sigillo predicti domini Anthonii de Williens militis rogavimus et fecimus precibus nostris apponi huic scripto [...].

Datum vicesima die mensis aprilis anno domini millesimo tercentesimo quadragisimo.

AC Moudon, AEC 3, ***parchemin original,*** *taché et troué par endroits, 30,5 x 19,5 cm, queues pour les sceaux annoncés et manquants, signet du notaire Iohannod Arma, clerc de Moudon.*

121. Louis II de Savoie octroie une réversale à la ville de Moudon qui a concédé cinq cents livres par pure grâce pour le mariage de sa fille Catherine.

1346 juin 10. Moudon

AC Moudon, AED 2, ***parchemin original,*** *troué, 33,5 x 17 cm, sceau pendant en cire rouge du sire de Vaud.*

Ed. MDR XXVII, p. 89–90.

122. Isabelle de Chalon confirme les franchises de Moudon et les augmente.

1349 [st. nat.] janvier 29. Moudon

Nos Ysabella de Cabilone domina Vuaudi, relicta inclite recordacionis domini Ludovici de Sabaudia, domini Vuaudi, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos habita diligenti deliberacione et tractatu atque consilio cum viris sollertibus et discretis, vestigia moris soliti insequi cupientes, nomine nostro ac amabilis genite nostre domine Katherine de Sabaudia, filie et heredis inclite recordacionis domini Ludovici antedicti, ac eciam heredum et successorum nostrorum in posterum, confirmamus perpetuo per presentes dilecte communitati nostre nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville nostre de Melduno omnes libertates et franchesias eisdem concessas per dominos comites Sabaudie aut per dominum Ludovicum sepedictum seu per predecessores eorumdem et eciam omnes et singulas litteras sibi concessas per eosdem, volentes et expresse concedentes nominibus quibus supra:

[1] Quod pena arbitraria a predicta communitate nobilium, burgensium et ceterorum omnium vel ab altero eorumdem, per nos, heredes aut successores nostros vel officiarios exigi non possit vel recuperari modo aliquo in futurum, aliquo passamento, cognicione vel aliqua alia contradicione non obstantibus in premissis.

[2] ltem volumus et expresse concedimus predictis nominibus et pro nobis et nostris quibus supra quod ballivus et castellanus qui nunc sunt aut pro tempore fuerint in dicta villa de Melduno, incontinenti quando venerint de novo ad locum predictum de Melduno, teneantur iurare nobis vel nostris quibus supra servare bene et fideliter iura et libertates atque franchesias et consuetudines de Melduno.

[3] Item volumus et de gracia speciali indulgemus, premissorum de Melduno fidelitate attenta, quod aliquis nobilium et burgensium ac ceterorum omnium de Melduno non possit citari extra villam de Melduno nisi in appellacionis causa.

[4] Item volumus et expresse concedimus predictis nobilibus et burgensibus et ceteris omnibus habitantibus in Melduno quod nos nec nostri ut supra non possimus petere bona usurarii defuncti nec heredem seu heredes suos in causam trahere pro bonis dicti usurarii habendis, nisi illi usurarii tenerent mensam publicam ante domum suam palam usuras exercendo. Et quod illi usurarii non haberent liberos seu heredes et quod sancta mater ecclesia non reciperet.

[5] Item volumus et concedimus eisdem quod habeant plenum usum in nostris iuriis nigris pro necessitatibus eorumdem.

[6] Item volumus et concedimus per presentes quod furni et molendina de Melduno examinentur bene et fideliter per nos vel officiarios nostros et probos homines de Melduno, nunc et pro tempore quando videbitur expedire reducanturque ad statum et formam in antiquis libertatibus et franchesiis de Melduno

comprehensam postque si quisquam reperiatur delinquisse graviter et sine misericordia puniatur ut ceteris cedit in exemplum.

[7] Item volumus et concedimus supradictis per presentes quod nuncii ballivi, castellani et vicedompni de Melduno non possint pro qualibet leuca quam ibunt extra terminos loci predicti percipere vel exigere nisi dumtaxat sex denarios Lausannenses et infra terminos esse debeant soluta clama contempti.

[8] Item concedimus eisdem per presentes quod ubi aliqui dicti loci alios vel aliquem dicti loci citari fecerint et citari facientes per nos vel officiarios nostros compulsi cessare fuerint et obtemperaverint compulsioni predicte, non teneantur, ad clamam, nisi causam persequantur et reperiantur iniustam causam fovere.

[9] Item volumus et concedimus eisdem quod racione debiti recogniti possit vadiare quilibet dicti loci, secundum quod continetur in libertatibus seu franchesiis eorumdem.

[10] Item volumus quod nunciorum numerus moderetur per ballivum nostrum qui nunc est et pro tempore fuerit secundum exigenciam et necessitatem et taliter quod subditi nostri indebite non graventur.

Promittentes [...].

In cuius rei testimonium nos Ysabella predicta sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum Melduni vicesima nona die mensis ianuarii anno a nativitate domini sumpto millesimo tercentesimo quadragesimo nono.

AC Moudon, AEC 4, ***parchemin original*** *dont le bord inférieur est rongé, 35 x 33,5 cm, sceau pendant manquant d'Isabelle de Chalon. –* ***Copies:*** *AC Morges AEA 1, fol. 8 v–9v, copie vidimée du 28 juin 1430 sur papier; ACV C II 84, fol. 9r–11r, copie du XVe siècle sur papier; AC Moudon, AEC 24, fol. 5v–7v.*

Ed. MDR XXVII, p. 112 et s; trad. française in GRENUS, p. 8, no. 7.

123. Guillaume comte de Namur, sire de Vaud, et Catherine de Savoie confirment les franchises de Moudon concédées par Isabelle de Chalon en 1349.

1352 juin 12. Moudon

AC Morges, AEA 1, fol. 9v–11r, ***registre de copies*** *sur papier du XVe siècle.*

124. Réversale du comte Amédée VI en faveur de Moudon qui a octroyé 500 florins par pure grâce lors de la visite de l'empereur Charles IV.

1365 octobre 29. Morges

AC Moudon, AED 3b, ***parchemin original,*** *31 x 11,5 cm, sceau comtal pendant de cire rouge, sous papier. –* ***Copies:*** *AC Morges, AEA 9/1, copie sur papier levée en 1790 par P.-D. Tissot.*

Ed. MDR XXVII, p. 150–151.

125. Le comte Amédée VII de Savoie confirme les franchises et libertés de Moudon.

1384 juillet 2. Moudon

AC Moudon, AEC 8, ***parchemin original,*** *52,5 x 42 cm, sceau comtal pendant de cire verte. –* ***Copies:*** *AC Morges, AEA 9/2, copie sur papier levée en 1790 par P.-D. Tissot; AC Moudon, AEC 24, fol. 22–23.*

Ed. MDR XXVII, p. 176 et s; trad. française in GRENUS, p. 25, no. 14.

126. Réversale du comte Amédée VII au profit de la ville de Moudon qui lui a octroyé une aide gracieuse de 700 florins.

1390 mars 25. Ripaille

AC Moudon AED 6, ***parchemin original,*** *33 x 17,5 cm, sceau comtal pendant, de cire rouge, détériorié. –* ***Copie:*** *AC Moudon, AED 7, copie sur papier légèrement postérieure au document, probablement du XVe siècle, 29 x 22 cm.*

Ed. MDR XXVII, p. 185–186.

127. Le comte Amédée VIII de Savoie confirme les franchises et libertés de Moudon dont les habitants lui prêtent serment.

1398 décembre 20. Moudon

Nos Amedeus, comes Sabaudie, [...] nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis nostris ville et castellanie ac districtus dicti loci Melduni [...] confirmamus ac de novo concedimus per presentes in omnibus et per omnia prout et quemadmodum

in dictis privilegiis franchesiis, immunitatibus, libertatibus et consuetudinibus est notatum et descriptum [...].

Et vice versa dicti nobiles, burgenses, habitatores et incole dicti loci nostri de Melduno et generaliter tota universitas hominum loci ipsius in nostri presencia existencium, nominibus eorum et quorumcunque absencium loci eiusdem seu ville et castellanie predictorum promiserunt pro se et eorum posteritatibus quibuscunque nobis et nostris successoribus quibuscunque perpetuo ad sancta dei euvangelia iuraverunt, digitos eorum indices ad celum erigentes et dicentes unanimiter, vocibus altis et iteratis «Viva Savoya», esse boni et legales, fideles et obedientes erga nos et nostros legitimos successores [...].

AC Moudon, AEC 9, ***parchemin original,*** *34 x 43 cm, sceau équestre pendant du comte sur ruban vert, contrescel rouge. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 11, copie vidimée sur parchemin du 23 juillet 1439, 44,5 x 44 cm, sans le sceau pendant commun du bailliage de Vaud annoncé; AEC 24, fol. 29r–30v; AC Morges, AEA 9/3, copie sur papier levée en 1790 par P.-D. Tissot.*

Ed. MDR XXVII, p. 207 et s; trad. française in GRENUS, p. 35, no. 19.

128. Réversale du comte Amédée VIII au profit de la ville de Moudon qui a octroyé une aide gracieuse de 500 florins pour la dot de sa soeur Bonne épousant le prince d'Achaïe.

1406 juin 11. Gex

AC Moudon AED 8b, ***parchemin original,*** *36 x 20 cm, sceau comtal pendant de cire rouge, abîmé.*

129. Le comte Amédée VIII donne ordre au bailli de Vaud et au châtelain de Moudon de contraindre les habitants de Moudon au paiement de l'aide gracieuse qu'ils lui ont octroyée en raison du passage du roi des Romains.

1414 septembre 2. Genève

AC Moudon, AED 12, ***parchemin original,*** *33 x 22 cm, queue coupée pour le sceau comtal.*

130. Réversale du comte Amédée VIII au profit des habitants de Moudon en raison de l'aide gracieuse de 700 florins qu'ils lui ont octroyée.

1414 septembre 2. Genève

AC Moudon, AED 11, ***parchemin original,*** *40,5 x 18 cm, sceau pendant du comte en cire rouge, détérioré.*

131. Louis de Savoie, prince de Piémont, octroie une réversale aux habitants de Moudon qui lui ont accordé 240 livres par pure grâce.

1437 août 24. Thonon

AC Moudon, AED 17, ***parchemin original,*** *38 x 26 cm, queue coupée pour le sceau ducal manquant.*

132. Réversale du duc Amédée VIII de Savoie aux habitants de Moudon qui lui ont concédé un subside à l'occasion du mariage de sa fille Marie de Savoie, garantissant que cette concession ne saurait aller contre les franchises de Moudon, car c'est une simple libéralité des habitants.

1428 septembre 2. Morges

AC Moudon, AED 13, ***parchemin original,*** *44 x 23,5 cm, sceau pendant du duc en cire rouge. –* ***Copies:*** *AC Moudon, AEC 25, p. 69–70; AEC 26, p. 97–99. Trad. française: AEC 27, p. 109–111.*

Ed. TALLONE, II/V p. 105.

134. Réversale du duc Amédée VIII garantissant que les subsides payés par les communautés de Moudon, Rue, Nyon, Vevey, Morges et Morat ne constitueront pas un précédent contraire aux franchises, car ils sont le fait de leur bonne grâce.

1433 mars 16. Thonon

Il existe plusieurs **exemplaires originaux** *de cette réversale: AC Moudon, AED 14a, 42 x 29 cm, queue pour un sceau manquant, signet du notaire Bolomyer; AC Rue, Série Parchemins, sans cotation; AC Nyon, Bleu E24; AC Vevey, E bleu 27; AC Morat, Série Parchemins, 39; AC Morges, AE 15 A.*

Ed. MDR XXVII, p. 240–241 (d'après ms. de Nyon); TALLONE, II/V p.141 (d'après ms. de Moudon). Trad. française partielle in GRENUS, p. 48, no. 28 (effectuée d'après ms. de Nyon).

135. Réversale du prince Louis de Piémont, lieutenant du duc Amédée VIII, déclarant sans conséquence pour leurs franchises le payement effectué par les communautés de Moudon et Payerne.

1435 février 16. Thonon

AC Moudon, AED 15, ***parchemin original*** *pour la communauté de Moudon, 39 x 29,5 cm, queue arrachée pour le sceau ducal, signet du notaire Avenyeres; ACV, C II 167,* ***parchemin original*** *pour la communauté de Payerne, 34 x 30 cm, sceau pendant du prince, en cire rouge, abîmé, signet du notaire Avenyeres. –* ***Copies*** *in AC Moudon, AEC 26, p. 117, AEC 25, p. 89; AEC 24, fol. 37. Trad. française in AC Moudon, AEC 24, fol. 39.*

Ed. MDR XXVII, p. 241–243; TALLONE, II/V p. 155. Trad. française in GRENUS, p. 51, no. 30.

136. Réversale de Louis de Savoie, prince de Piémont, lieutenant du duc Amédée VIII, garantissant aux habitants de Moudon et Morat que les subsides qu'ils ont consentis ne porteront aucun préjudice à leurs franchises.

1436 janvier 25. Ripaille

AC Moudon, AED 16, ***parchemin original,*** *37,5 x 24 cm, queue vierge de tout sceau. – AC Morat, Parchemins, no. 40,* ***double original. – Copies:*** *AC Moudon, AEC 25, p. 97; AEC 26, p. 129. Trad. française: AEC 27, p. 153.*

Ed. TALLONE, II/V p. 159; trad. française in GRENUS, p. 52, no. 31.

137. Le duc Louis de Savoie confirme les franchises de Moudon.

1444 [st. nat.] mars 31. Genève

AC Moudon, AEC 12, ***parchemin original,*** *45 x 31 cm, sceau pendant manquant du duc.*

138. Obligations des conseillers de Moudon.

s. d. [1506 ?][1]*. s. l. [Moudon]*

Moderni consules [...] optantes rem publicam prudenter et veriliter regere, ea propter statuta et ordinaciones sequentes faciunt constituunt et ordinant ipsaque super sacrosancto canone iurant per unum annum integrum suo posse observare *p. 5*

et observari facere sub modis, penis infrascriptis, inchoanda die nova mensis ia-
p. 6 nuarii et dicta die dicto anno revoluto / finienda.

Et quia pocius extirpanda sunt vicia que inferendo virtutes, ea propter statuerunt et ordinaverunt quod nemo ex dictis consulibus presumat seu audeat iurare corpus, vulnera, mortem, sanguinem Christi aut aliud illicitum et prohibitum iuramentum in dicto consilio. Qui vero secus fecerit, teneatur solvere duodecim denarios bone monete. Si bis iuraverit, teneatur solvere duos solidos, si ter iuraverit, solvat tres solidos, omnia ad pios usus ex ordinacione consilii applicanda. Et si obstinatus continuaverit iurare deiciatur a dicto consilio nec revertatur quyn primo deo veniat, petat gloriose virgini Marie et omnibus sanctis et antequam revertatur ad dictum consilium sive recipiatur, solvat quinque solidos ob reverenciam commemoratorum quinque plagatorum domini nostri Ihesus Christi applicandos ut supra.

Item quod nemo ex dictis consulibus audeat alterum de dicto consilio tenendo consilium iniuriare aut rixam facere. Qui vero secus fecerit, stet misericordie ceterorum consulum seu marciationi partem[a] ipsorum et privetur a dicto consilio quousque acquisceat gratiam a dicto consilio et venierit, postulaverit a iniuriato nec sit ausus reverti ad dictum consilium si fuerit per sindicum sibi defensum sub pena pariurii.

Item quod si aliquis ex dictis consulibus fuerit excommunicatus et substinuerit sentenciam excommunicationis per quindecim aut sexdecim dies non audeat ultra dictos dies consilium intrare sub predicta pena nisi fuerit per dictum consilium ad dictum consilium vocatus.

Item quod dicti consules teneantur et debeant quolibet die iovis tocius anni incontinenti post misam hospitalis dicte ville pulsato consilio interesse, comparere, assistere in consilio pro determinacione negociorum ville et aliis necessariis et de eodem consilio minime recedere donec et quousque gubernator seu alter dixerit et narraverit ipsa negocia et usque de eisdem sit determinatum, nisi unanimiter ipsi consules remicterent ad aliam diem, defficientes vero seu defficiens sit et esse debeat pro quolibet deffectu pro tribus solidis per astantes post consilium tentum bibendis. De quibus deffectibus teneatur respondere, solvere hospiti in quo fuerint per consilium bibiti. Et si difficiens se vellet excusare, debet eodem die excusam sufficientem, quia alio die non erit audiendus; a quaquidem comparicione sunt, erunt excusati qui erunt extra villam dimidiam leucam.

Item quod prefati consules habent sedere per ordinem et gradum videlicet seniores qui primo fuerint recepti in dicto consilio in seniori loco successive et ultimi in ultimo loco, et qui non sederet per ordinem, ut dictum est secundum tabulam infrascriptam, teneatur et debeat solvere duodecim denarios, de quibus sindicus tenebitur dicto consilio computare et racionem reddere nisi extranei essent in dicto consilio ita quod liceret alicui locum suum relinquere [...].

Répétition de ces mêmes articles aux pages 61 et 62, puis le texte se poursuit ainsi:

p. 62 Item et quod super omnibus negociis dicte ville aut casibus eveniendis in dicto consilio consulendis, quilibet habeat dicere, iudicare et consulere iuxta

conscienciam suam sub pena pariurii et iuramenti per eum prestiti et quod nemo ex dictis consulibus in opinione dicenda turbare, redarguere aut reprehendere debeat loquentem, qua opinione sunta, poterit aliquis contra arguere causa instructionis sive remonstracionis et non alias.

Item et quod in omnibus agendis consulendis maior pars importet minorem.

Item et quod pro negociis dicte ville, dicti consules debeant et teneantur quilibet in mense iuxta formam et ordinacionem debite inferius descripte equitare, yre et reddere hinc et inde et ubique assistere durante suo mense missionibus et expensis dicte ville. Et qui renuerit yre, equitare et assistere, teneatur dictis consulibus solvere sex solidos bone monete cito et incontinenti; de quibus sex solidis dictus sindicus ceteris consulibus tenebitur computare et solvere poterit tamen talis alium ydoneum de dicto consilio gieto rogare ut pro eodem equitet et assistet et tamen non tenebitur in aliquo; et si non equitet sive assistat et ydoneum consilio gietum non recipiat solutis prius ante omnia dictis sex solidis; alter de dicto consilio debet elegi; quo electo si renuerit tenebitur solvere tres solidos ad voluntatem consilii applicandos. *p. 63*

Item et quod tociens quosciens pro aliquibus arduis negociis ville foret necesse extra diem ordinariam aliquid ordinare, facere seu consulere, quod sindicus possit dictum consilium pulsare et dicti consules teneantur sub dicto iuramento comparere, venire et assistere sub pena duorum solidorum per difficientem solvendorum ceteris assistentibus et de quibus deffectibus dictus sindicus tenebitur computere et solvere nisi talis difficiens se possit evidentibus racionibus excusare, de quibus debet dictis consulibus evidenter apparere et declaretur illico per dictum consilium si sint admictende vel ne.

Item quod omnia dicta et loquuta in dicto consilio per dictos consules sint secreta ita quod nemo audeat revellare. Quando qui dicta consilii revelaverit et probari possit per fidedignos testes quod talis revelans sit a dicto consilio expulsus et deiectus tanquam infamus et pro infamo et pariuro habeatur nec magis ac unquam cum dictis consulibus assistere habeat nec consilium ab inde cum tali pariuro converseret saltim in dicto consilio sub pena pariurii.

Item et quod nemo ex dictis consulibus sit concubinarius publicus ita quod possit probari et esset vox et fama publica unde talis debeat moneri per consilium. Quo monito et[b] se desistere nolit, privetur a dicto consilio quando turpe videretur statutum facere [...].

AC Moudon, AAA 2, p. 5–6 et 61–63, ***manual*** *du Conseil de ville.*

[a] *lisez* partis.
[b] *sous-entendez un* si.

[1] *Inséré dans une série d'actes à cette date.*

139. Statut des cabaretiers de Moudon et abattage des chênes.

1521. s. l. [Moudon]

Fuit factum statutum videlicet quod si aliquis hospes vel tabernarii seu tabernarius recusaverit dare comedere et bibere omnibus venientibus et tradere vinum cuilibet venienti sit et debeat esse astrictus ad bapnum sex solidorum Lausanne bonorum pro qualibet vice aplicandorum videlicet medietatem domino et aliam medietatem ville.

Item quod ipsi hospites et tabernarii debeant et quilibet ipsorum debeat vendere vinum et insequi iuxta et secundum precium quo incepit vendere et hoc sub bampno sexaginta solidorum applicandorum ut supra.

Item magis quod omnes hospites et tabernarii debeant sub dicto bampno sexaginta solidorum tenere in eorum domibus lanternas et meliorare eorum caminos, ita et taliter quod non eveniat dampnum et eciam fornerii non debeant quoquere panem in eorum furnis donec furni ipsorum fuerant meliorati.

Item quod nemo sub bampno decem solidorum Lausanne bonorum applicandorum ut supra non debeat quovismodo scindere nec scindi facere aliquas plantas quercus seu aliquas quercus et si quis contrafaciat teneatur pro qualibet vice et pro qualibet planta in decem solidis nisi fuerit de suis vel fuerint sibi date.

AC Moudon, AAA 2, p. 191, ***manual*** *du Conseil de ville.*

140. Réception d'un nouveau bourgeois.

1521 octobre 31. s. l. [Moudon]

Die ultima mensis octobris anno domini millesimo quingentesimo vicesimo primo, Petrus Viollat faber Melduni fuit per nobilem Ludovicum Pomelli castellanum Melduni receptus in burgensem Melduni. Et promictit iuramento suo vero[a] et obligatione omnium bonorum suorum vero[a] solvere iura ville eidem ville competentia ad causam burgesie ad primam requestam sindicorum Melduni.

AC Moudon, AAA 2, p. 186, ***manual*** *du Conseil de ville.*

[a] *lect. difficile; pourrait aussi être* in iure.

141. Décision du conseil relative aux prostituées et ruffians.

1522 juillet 31. s. l. [Moudon]

Die iovis ultima iullii anno quo supra [1522] fuit factum et edictum statutum, [...] videlicet omnes ribalde seu meretrices publice et alie mulieres macqueralles et

ruffiannes debeant infra octo dies proximos sub bampno sexaginta solidorum vacuare villam Melduni et habandonare.

Que premissa dictus nobilis Ludovicus Pomelli castellanus Melduni laudat.

AC Moudon, AAA 2, p. 204, ***manual*** *du Conseil de ville.*

142. Obligation d'accepter les charges électives et autres règles.

1522 novembre 1er. s. l. [Moudon]

Die festi Omnium Sanctorum prima mensis novembris anno domini millesimo *p. 207*
quingentesimo vicesimo secundo [...] faciunt et ordinant policias, statuta et ordinaciones que sequuntur et hoc de laude, consensu et voluntate providi viri Iohannis Luysin vicedompni Melduni, in absencia domini castellani Melduni ibidem presentis et laudantis.

Et primo videlicet quod si / quis fuerit electus et presentatus ipsa predicta die *p. 208*
in sindicum et gubernatorem ville et communitatis Melduni et recusaverit illud servicium vel officium acceptare solvere debeat ville predicte seu sindico futuro decem libras Lausanne bonorum.

Item quod nullus hospes nec tabernarius ville Melduni exinde non debeat nec audeat exonerare nec dechargiare vinum quin primo fuerit evocatus sindicus vel sindici seu oblator vel oblatores sub bampno sexaginta solidorum Lausanne bonorum applicandorum unam medietatem ville et aliam medietatem domino. De qua medietate dicte ville competenti dicti sindici debeant reddere computum ville. Item quod nullus habens vinum in domo sua audeat vel presumat vendere illud en minu sub eodem bampno applicando ut supra sine evocacione sindici vel oblatoris.

Item quod omnes vendentes vinum teneantur et debeant in quolibet quarto tempore anni reddere computum ville seu sindicis vel onus ad hoc habentibus et solvere sommam quam debuerint et ante si villa indigeat de summa quam debuerint. Item quod presbiter et omnes alii volentes vendere vinum en minu debeant et teneantur primo et ante omnia bene, sufficienter et ydonee fideiubere de bene solvendo ville predicte sommam quam debuerint ad causam obolorum et longuelli de vino quo[a] vendiderint.

Item magis quod tociens quociens sindicus ville seu oblator voluerit intrare in penu alicuius vinum vendentis, ipse talis vendens vinum debeat sub dicto bampno pro ressorto ut supra applicando eis apperire et, apperto ipso hostio, vinum quod reperietur non esse scriptum in papiro ipsius sindici vel oblatoris; teneatur solvere ipse talis vendens vinum solvere obolos ipsius dolei et sexaginta solidos pro offensa applicandos ut supra.

Item fuit actum et statutum quod si aliquis tabernarius vel hospes vel alius vendens vinum en minu non possit reperire loz longatarre pro deschargiando suum vinum quod ipse hospes vel tabernarius vel alius vendens vinum debeat

accipere in testes duos burgenses Melduni qui debeant infra viginti quatuor horas revellare dicto longatiori sub bampno predicto per illum qui defficiet solvendo.

AC Moudon, AAA 2, p. 207, ***manual*** *du Conseil de ville.*

[a] *lisez* quod.

143. Règlement du conseil pour les fourniers de Moudon.

1531 juin. s. l. [Moudon]

Fuit factum statutum uno anno durante tantum die date presencium incohando, videlicet quod nullus fornerius audeat nec debeat coquere pistas nec panem vendibilem cum pane de menajoz sub bampno applicando medietatem domino et aliam medietatem ville. Item magis quod nullus debeat dare forneriis Melduni pro fornagio nisi sex denarios Lausannenses pro qualibet cupa et eciam quod nemo debeat nec audeat dare dictis forneriis Melduni aliquod premium ultra dictos sex denarios, pro cupa et hoc sub bampno sexaginta solidorum applicandorum medietatem domino et aliam medietatem ville et debeatur adhiberi fides per iuramentum unius ydonee mulieris.

AC Moudon, AAA 2, p. 322, ***manual*** *du Conseil de ville.*

144. Les syndics de Moudon doivent subventionner les acteurs qui interprètent la passion du Christ aux Rameaux et à Pâques.

1531 avril. s. l. [Moudon]

Item magis fuit ordinatum dictis sindicis solvi et dari debere lusoribus qui luserunt die dominico de ramis palmarum unam partem passionis domini nostri Ihesus Christi et die lune post Pascham eciam luserunt resurrexionem domini nostri Ihesus Christi pro supportacione missionum et expensarum per ipsos lusores factarum videlicet decem florenos Sabaudie.

AC Moudon, AAA 2, p. 310, ***manual*** *du Conseil de ville.*

Chapitre 10: Nyon

Sis à l'emplacement de la colonie romaine des Equestres, le bourg de Nyon fut donné par Rodolphe III à l'archevêque de Besançon en 1031. Un siècle plus tard, un successeur du donataire l'inféoda à Humbert de Cossonay, sire de

Prangins. Le comte Philippe de Savoie obtint de l'archevêque de Besançon la cession du domaine direct sur Nyon en 1272 et le sire de Prangins dut dès lors lui prêter hommage. Malgré cet engagement, Aymon de Prangins assujettit le château et la ville de Nyon moyennant 1000 livres à la dauphine Béatrice de Faucigny. Cette félonie fut cause d'une guerre acharnée engagée par le comte de Savoie et Louis Ier sire de Vaud. Ce dernier reçut finalement de son frère la ville de Nyon, le sire de Prangins devant se contenter d'une indemnisation financière. Les sires de Vaud résidèrent fréquemment à Nyon, dotée d'autorités municipales dès le début du XIVe siècle. Les habitants étaient soumis à des franchises particulières (1439) et pour le surplus aux franchises de Moudon, qui leur auraient été concédées en 1293.

Bibliographie:

Maxime REYMOND, «Comment l'archevêque de Besançon est devenu seigneur de Nyon», Revue d'Histoire ecclésiastique suisse 1915, p. 242–249, et «Le problème de l'évêché de Nyon», Revue d'Histoire ecclésiastique suisse, 1917, p. 104–108. – F. de GINGINS-LA-SARRA, «Histoire de la cité et du canton des Equestres (Nyon)», Lausanne 1865, MDR XX.

145. L'archevêque de Besançon inféode au comte Philippe de Savoie le château, la ville de Nyon et ses dépendances.

1272 octobre 19. s. l.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXIII / Nyon 1, ***parchemin original,*** *29 x 15 cm, sceaux pendants annoncés de l'archevêque et de son chapitre manquants.*

Ed. Bernard ANDENMATTEN, «Les relations entre la noblesse vaudoise et la maison de Savoie, XIIIe–XIVe siècles» (en préparation).

Rég. CIBRARIO, Luigi, Tavole cronologiche, p. 36.

146. Aymon de Prangins, sire de Nyon, reconnaît ses obligations envers le comte Philippe de Savoie pour Nyon.

1279 mars 11. s. l.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXIII / Nyon 4[1]*, parchemin original, 16,5 x 20 cm, queue pour sceau annoncé et manquant d'Aymon.*

Ed. B. ANDENMATTEN (en préparation)

[1] *Le même paquet contient aussi l'authentification par les témoins (même date, 17 x 20 cm, sceaux pendants de Reymond, abbé d'Abondance, Jean, abbé du lac, Richard de Duyn et Guillaume d'Allinges, milites).*

147. Aymon de Prangins renonce à toutes ses prérogatives à Nyon moyennant la somme de 3000 livres viennoises et donne quittance de la réception de la dite somme.

1295 août 14. Genève

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXIII / Nyon 14, ***parchemin double original,*** *41,5 x 41,5 cm, fragments du sceau pendant annoncé du comte; parchemin double original, 44,5 x 40 cm, fragments des sceaux pendants annoncés du comte et de l'official de Genève.*

148. Les représentants du comte de Savoie Amédée V prennent l'engagement de délivrer des franchises aux habitants de Nyon.

1293 juillet 5. s. l.

Nos Guilialmes de Septemo, chivaliers, baillis de [Chablais] et en Genevois, et Hugon de Chandeya, chivaliers, baillis en Vihenois, Estenes de Portabons, baillis en Beugeis, [Perro] de la Tour, seignour de Chastellions, Ame de Mirabel, Aymes de Seteney, chivaliers, et Rol de Muysis, chivaliers, facons savoir a touz cil qui verrant et horrant cex letres, que en la pas faite por nos devant Nyons, ou nom dou noble baron Ame cuens de Savoye d'une part et de gentis homes demorant a Nyons et de l'universitez de borgiois dou devant dit bourg de Nyons d'autre part, que nos prometons par nostres soiremenz donez sus saint evangily et par stipulations solempnel que nos ferons que li devant dit monseignour le cons bailleray et delivreray ex devant dit gentis homes et borgiois letres scelee de son seauz pendant de lour francisse tel come il hont ou de une autre francisse tel come il voudront avoir et sauront elire de Geneve en amont en la terre dou devant dit monseignour le cons, dedanz la quinzoine que nos en serons requis et que nos ferons atenir, observer et acomplir ou dit monseignour le cons touz achet et promesses lexquex Aymes de Prangins chay en arriers hausse venduz et promis a totes genz demorant et concernant ou dit bourg de Nyons iusque le jors que la dite pas fut faite sauf l'autruy rassons; dex quex achet vendues ou promesses, om porroit monstrer letres scellees dou seauz pendanz dou devant dit Aymes de Prangins et ce doit estre fait et exgardez a la dite et ou regart dou devant dit messire Aymes de Seteney.

En tesmoignages de la quel chosse, nos devant dit Guilialmes de Septemo, Hugon de Chandeya, Estenes de Portabons, Perro de la Tour, Aymes de Seteney et Rol de Muisye havons mis notres seauz pendanz en cex letres et nos freres Aymes de Promentour humele priours de Nyons a la proiere et requeste dou devant dit Ame de Mirabel havons mis notre seauz pendanz en cex letres faites et donees en l'an corrant pour mil dous cent quatre vint et treze, la diemange apres la feste de saint Pierres et saint Pou.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 3, ***parchemin original,*** *22,5 x 20 cm, fragments de sceaux pendants*[1] *de Hugonin de Chandieu, Rolet de Musy, Amédée de Promenthoux; fragments de sceaux non identifiés, sans doute ceux de Amédée de Mirabel, Amédée de Setenay; sceaux manquant de Guillaume de Septème, Etienne de Portabon, Perrod de la Tour. –* ***Copie:*** *AC Nyon, Inventaire bleu, E 3 bis, copie sur papier, grossièrement effectuée le 21 juillet 1680.*

Ed. MDR XXVII, p. 37–38.

[1] *Il est possible d'identifier les sceaux de la plupart des parties à l'acte grâce à la mention du nom de six d'entre eux sur les bandelettes portant leurs sceaux respectifs.*

149. Amédée V de Savoie octroie aux habitants de Nyon les mêmes franchises qu'à ceux de Moudon.[1]

1293 juillet 10. Nyon

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum dilecti nostri nobiles et burgenses burgi seu ville de Nyons a nobis requisierint humiliter supplicando ut nos eisdem nobilibus et burgensibus commorantibus in dicto burgo seu villa concederemus et concedere vellemus libertatem et franchisiam Melduni in Waudo.

Nos eorum precibus inclinati dictam franchisiam seu libertatem secundum consuetudinem de Melduno pro nobis et successoribus nostris eisdem et successoribus eorumdem in dicto loco commorantibus concedimus atque damus et infuturum promittimus observare et inviolabiliter facere observari predictis nobilibus et burgensibus et eorum successoribus, tactis euvangeliis sacrosanctis.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum apud Nyons die veneris post octavam apostolorum Petri et Pauli anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 4, ***parchemin original,*** *17,5 x 11,5 cm, sceau pendant en cire naturelle d'Amédée V, apposé sur cordelette blanche.*

Ed. MDR XXVII, p. 39–40.

150. Guillaume de Namur et Catherine de Savoie confirment les franchises de Nyon.

1352 juin 23. s. l.

Nos Guillermus comes Namurcensis[a] dominusque Vaudi et Katerina de Sabaudia eius consors filiaque et heres inclite recordacionis domini Ludovici de Sabau-

dia domini Waudi quondam notum fieri volumus universis presentibus et futturis quod nos, prehabita deliberacione diligenti, vestigia soliti insequi cupientes, nomine nostro et heredum et successorum nostrorum inposterum, comfirmamus perpetuo per presentes dilecte comunitati nostre nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville nostre de Nyviduno omnes libertates et franchesias cum suis clausulis et dependenciis universis dicte communitati concessas per dominos comites Sabaudie quondam aut per dominum Ludovicum de Sabaudia antedictum seu predecessores eorumdem aut eciam per illustrem dominam Ysabellam de Cabillone dominam Waudi, dominam et genitricem carissimam nostram dicte Katerine, sive per nos dictam Katerinam super premissis sibi concessas.

Promictentes iuramentis nostris ad sancta dei euvangelia corporaliter prestitis nos Guillermus et Katerina coniuges predicti, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, predicta omnia et singula rata et grata habere acque firma ac eciam tenere perpetuo et inviolabiliter observare et non contra facere vel venire per nos vel per alium quomodolibet in futturum.

In quorum omnium robur et testimonium, nos Guillermus et Katerina coniuges predicti sigilla nostra iubsimus[a] apponenda.

Datum et actum vigesima tertia die mensis iunii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo secundo.

Ita est: Hugoninus Mistralis de Cletis.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 9, ***parchemin original,*** *26 x 22 cm, sceau pendant de Guillaume de Namur, sceau pendant de Catherine de Savoie manquant.*

[a] *sic.*

Ed. MDR XXVII, p. 130–131.

151. Le titre ancien des franchises de Nyon ayant disparu lors d'un incendie, le comte Amédée VI concède à la ville les franchises de la ville de Morges[1]*.*

1364 juin 12. Chambéry

Le texte alors concédé est la reprise exacte des franchises de Moudon.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 5 quartum, copie ancienne sur parchemin, vraisemblablement du début du XVIe siècle.

[1] *Cette concession illustre le caractère de droit commun du pays reconnu aux franchises de Moudon. Il en ira de même en 1390 à Morges (cf. no. 111 supra), où le comte Amédée VII octroie les franchises moudonoises en remplacement du texte local détruit lors d'un incendie. Depuis plus de 30 ans, c'était déjà le même droit.*

152. Les habitants de Nyon sont exonérés de l'obligation de se battre en duel judiciaire.

1364 juillet 12. Chambéry

Nous Amey conte de Savoye, sire de Waud, faisons savoir a touz ceulx aus quiex ces presentes lettres seront presentes que nous regardanz et consideranz mains granz servises et cortoisies fais a nous et a noz antecesseurs par noz gentilz hommes bourgois et habitanz de notre ville de Nyon es quiex touz jours de cuer perseverent nous a yceulx nobles, bourgois et habitanz et a leurs successeurs pour nous et pour noz hoirs et successeurs donnons et octroyons gracieusement les franchises, libertees, imunitees et privileges cy dessoubz escripts, c'est assavoir que nul de toutes les personnes dessus nomees dedenz notre ville de Nyons dessusdicte ne dedenz les seremenz d'icelle pour quel cas ne pour quelque crin que ce soit doie ne posse appeller de gaige de bataille l'un l'autre ou autre personne estrange a l'un d'eulx, non obstant nul droit ou coustume encontre faisant. Et se aucun des personnes de la dicte ville, gentilz[a], bourgois ou habitanz l'un a l'autre ou autre personne estrange a l'un d'eulx, de quelque condition ou estat qu'elle soit avoit eu dit paroles d'appel de bataille dedenz la dicte ville ou dedenz les sermenz d'icelle, et nous voulons et octroions pour nous et pour noz hoirs que tel appel soit nul et que nul de toutes les personnes dessusnomees se puisse obligier par pacte, convenance ou volunte ou par renunciacion de appeller l'un l'autre de gaige de bataille de quel cas ou de quelque crin que ce soit ne poursuyvre paroles d'appel de bataille. Promettenz nous conte dessus dit pour nous et nous hoirs par notre bonne foy sur sains euvangiles aus dessusnommez nobles, bourgois et habitanz de Nyons, a leurs hoirs et successeurs les devant dictes franchises, libertees, imunitez perpetuelment tenir et maintenir sanz corrupcion et contre celles non faire ou venir par nous out par autre ou temps a venir ne consentir a nul qui encontre voudroit venir et est assavoir que ceste franchise non sestent point pour ceulx qui mefferoient contre le seigneur, son baillifz, ses chastellains ou leurs lieutenanz ou se aucun de la dicte ville fust gentilz, bourgois ou habitanz appelloit aucun estrange en celluy cas, se celluy que on appelleroit requeroit droit, le sire ly rendroit droit fust pour bataille ou en autre maniere selon la coustume du pais, non obstant la franchise dessus dicte.

En tesmoing de ce, nous avons mis nostre seel a ces presenz lettres.

Donne a Chambery le XIIe jour de juillet l'an de grace mil trois cenz soixante et quatre.

AC Nyon, Inventaire bleu E 12, ***parchemin original,*** *46 x 20 cm, sceau manquant du comte Amédée VI de Savoie.*

[a] *sous-entendez* hommes.

153. Le comte de Savoie concède le droit de percevoir l'ohmgeld à la ville de Nyon.

1364 juillet 13. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod nos, consideracione graciarum et fidelium serviciorum nobis et predecessoribus nostris factorum et fideliter impensorum per dilectos fideles nostros nobiles, burgenses et habitatores loci nostri Nyviduni in quibus adhuc continue perseverant, eisdem nobilibus, burgensibus et habitatoribus loci supradicti concedimus et largimur l'enguey vini in toto loco et franchisia Nyviduni exigendum perpetuo et levandum prout et quemadmodum illi de Melduno et Rotondo monte habent, exigunt et percipiunt, habere, exigere et percipere consueverunt. Item quod super quolibet modio vini quod vendetur in futurum infra franchesiam Nyviduni ad grossum, ipsi burgenses et habitatores habeant et percipere debeant ab emptore octo denarios Lausanne.

Item eisdem burgensibus nostris hinc ad decem annos integros graciose concedimus et largimur ut ipsi super qualibet berrotata fuste transeunte a loco dicto Duliz usque apud Boyronum, que de montibus aducentur, debeant habere et percipere a venditore dicto decennio durante unum denarium Lausanne et super qualibet berrotata lignorumque de montibus aducetur ad villam Nyviduni a venditore unum obolum Lausanne.

Mandantes tenore presencium baillivo Vuaudi, castellano Nyviduni et aliis officiariis nostris ad quos presentes pervenerint vel eorum locatenentibus quatenus predicta omnia et singula firmiter attendent et observent et in nullo contrafaciant vel opponant sed ipsos burgenses et habitatores ville Nyviduni predictis omnibus uti pacifice faciant et permittant per modum superius declaratum.

Datum Chamberiaci die XIII^{a} iulii anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo quarto.

Per dominum presentibus dominis Guillelmo de Grandissono, Ludovico Revoir, Humberto bastardo de Sabaudia et G. Desters camerario.

I[ohannes] Ravais, notarius.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 13, ***parchemin original,*** *30 x 19,5 cm, fragment de sceau pendant. – Copies: ACV C II 103, fol. 1,* ***copie*** *sur cahier de papier datant de la deuxième moitié du XVe s., 20 x 29 cm; AC Nyon, Inventaire bleu, E 13, copie et traduction du XVIIe s. sur papier.*

154. Ordonnance sur le commerce de viande à Nyon.

1395 / 1396 [n. st.] janvier 29. Nyon

Anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo quinto indicione tercia cum eodem anno sumpta die vero vicesima nona mensis ianuarii prout constat nobis Aymoneto Alixandri de Nyviduno, domicello, castellano Nyviduni pro illustri et

magniffico principe domino nostro domino Amedeo Sabaudie comite, per relacionem Hugoneti Emardi de Nyviduno clerici notarii publici et curie prelibati domini nostri comitis in tota ipsius terra iurati queciam[a] curiarum venerabilium dominorum officialium Gebennarum et Lausanne, cui super hiis commisimus vices nostras et fidem plenariam adhibemus; in ipsius iurati et testium subscriptorum presencia, propter infrascripta specialiter et personaliter constituti, videlicet Iaquetus Neydent et Guillermus Boteller, sindici et procuratores ville Nyviduni ex una parte, et Valthisius Quiquat, Iohannodus Evoyrit, Stephanus Quarterii, Reymondus filius quondam Iohannodi Iordanier et Mermetus Boveti de Nyviduno ex altera. Dicti vero Iaquetus et Guillermus sindici et procuratores, sindicatorio et procuratorio nomine supradicte ville Nyviduni non vi non dolo non metu ad hec inducti non cohacti non decepti sed scientes utilitatem dicte ville in hac parte, attenta de voluntate, consensu assensu, consilio, iussu et mandato consultorum et quasi tocius communitatis ville predicte Nyviduni faciunt, creant, constituunt et ordinant macellatores et officii macelli administratores, servitores et rectores pro se et suis in dicto sindicatus officio successoribus, videlicet supradictos Valthisium Quiquat, Iohannodum Evoyrit, Stephanum Quarterii, Reymondum filium quondam Iohannodi Iordanier et Mermetum Boveti et quenlibet eorum in solidum presentes et onus macellandi et carnes ministrandi et ut inferius vendendi recipient et stipulant pro se et suis in dicto macello successoribus sub modis, pactis, conventionibus et conditionibus infrascriptis, videlicet quod:

[1] Dicti macellarii et quilibet eorum et sui in dicto macello perpetuo successores teneantur et debeant coniunctim vel divisim cunctis diebus et temporibus anni cuiuslibet futuri diebus veneris vigilliis assuetis, ieminari quartis temporibus et quadragesima exceptis de omnibus carnibus in sua sesione congruis vendi et opportunis ad sufficienciam macellare aut macellari facere in foro Nyviduni et ad habundanciam ad vendendum preparare, ita tamen quod tam domestici quam extranei volentes carnes emere pro preciis sequentibus in macello carnes venales sibi necessarias possint invenire et pro pretiis ordinatis habere.

[2] Que carnes vendi debeant ad magnum pondus sive ad libram magni ponderis Nyviduni et que carnes debeant esse ad vendendum, emendum, vestendum et utendum congrue, sufficientes et ydonee.

[3] Precia vero pro quibus omnium carnium venalium maneries vendi debent et vendi statute sunt secuntur et sunt hec: libra castronis, cuius quarterius ponderat sex libras vel plus, a vigillia Pasche usque ad diem carnisprivii novi inclusum pro tribus denariis monete communiter cursibilis cuilibet emere volenti diebus veneris, vigilliis et quartis temporibus ac quadragesima exceptis vendatur. Si vero quarterius castronis minus sex librarum ponderet, pro duobus denariis cum obolo habeatur et plus non vendatur. Libra quelibet carnium bovinalium a dicta vigillia Pasche usque ad festum Omnium Sanctorum inclusum[b] duobus denariis dicte monete vendatur. Et a dicto festo Omnium Sanctorum usque ad festum purificacionis beate Marie virginis duobus denariis cum obolo vendatur. Et a dicto festo purificacionis beate Marie virginis usque ad diem carnisprivii novi inclusum tribus denariis vendatur et pro tanto habere possit. Item quelibet

libra carnium porci excoriati a festo nativitatis beati Iohannis baptiste incluso usque ad festum nativitatis domini duobus denariis cum obolo vendatur et a dicto festo nativitatis domini usque ad carnisprivium novum inclusum libra dictarum carnium tribus denariis dicte monete vendatur. Libra vero carnium porci plumati et non excoriati a supradicto festo beati Iohannis baptiste incluso usque ad festum nativitatis domini tribus denariis dicte monete vendatur. Et a dicto festo nativitatis domini usque ad carnisprivium novum inclusum quatuor denariis dicte monete vendatur. Libra carnium fetantium cunctis temporibus quibus per dictos macellarios macellabuntur, si quarterius sex libras vel plus ponderet duobus denariis cum obolo vendatur et si minus sex librarum ponderet pro duobus denariis habeatur. Que carnes fetive nullo tempore pro carnibus castronis nulli vendantur sub pena amissionis ipsarum carnium, que ementi sint et pertineant, si pro carnibus castronis venderentur. Libra carnium caprinarum temporibus quibus capiuntur duobus denariis dicte monete vendatur. Carnes vitulorum et capriolorum per dictos macellarios cum foro congruo vendantur.

[4] Acto inter dictas partes quod nullus alius preter predictos possit in macello dicte ville macellare nec macellarium esse nisi se astringat erga dictam villam modo et forma quibus supradicti astringuntur. Et quod nullus possit infra resortum castellanie Nyviduni stannum macelli tenere nisi dumtaxat macellarii predicti et eorum socii et successores.

[5] Item fuit actum quod macellarii non debeant custodire carnes nisi modo declarato in literis franchesiarum dicte ville Nyviduni sub pena in eisdem contenta; que litera seu litere franchesiarum omnibus premissis non obstantibus penitus remaneant elese[c] insuique roboris firmitate.

[6] Item fuit ordinatum et condicionatum quod nullus possit vendere aliquod animal pingue donec illud uni macellariorum predictorum aut ordinandorum presentaverit aut ter in foro Nyviduni ad vendendum illud adduxerit sub pena amissionis animalis et banno trium solidorum Lausanensium applicandorum, videlicet medietatem domino nostro Sabaudie comiti et aliam medietatem ville et communitatis[d] predicte Nyviduni.

[7] Item fuit actum quod nullus macellarius totis temporibus futuris nulli debeat vendere carnes nisi ad magnum pondus Nyviduni sub pena perditionis dictarum carnium et banno trium solidorum applicandorum ut prefertur de animali pingui vendito sine presentacione vel in forum adductione. Quod pondus debeat esse bonum et iustum sub pena statuta in franchesiis de vendentibus ad falsum pondus.

[8] Item fuit actum quod predictus Valthisius et eorum socii predicti debeant et teneantur solvere incontinenti predecessoribus suis in dicto macello quadraginta florenos auri boni parvi ponderis ad valorem duodecim grossorum monete cursibilis pro quolibet floreno.

[9] Item est actum quod si aliquis macellarius novus sive de novo esse voluerit infra duos annos proximos cum dimidio quod teneatur solvere predictis macellariis de dictis quadraginta florenis datis per eosdem antecessoribus suis inmediate in dicto macello ad ordinationem sindicorum dicte ville et duorum con-

sultorum elegendorum per eosdem macellarios et eum qui macellarius novus esse voluerit.

[10] Item est actum quod quicumque macellarius esse voluerit, macellarius esse possit lapsis dictis duobus annis cum dimidio absque aliquid solvendo de dictis quadraginta florenis, solumque se astringat erga dictam villam et sindicos eiusdem modo et forma quibus supradicti astringuntur ad ponderandum carnes et vendendum forma predicta.

Promittentes dicte partes et quelibet earum videlicet dicti sindici iuramentis suis, obligando bona dicte ville, pro se et successoribus suis in suo dicti sindicatus officio de voluntate et consilio quorum supra, contra predicta et infrascripta vel ipsorum aliqua non facere, dicere vel venire per se vel per alium in iudicio vel extra neque contra venire volentes in aliquo consentire, sed dictos macellarios et eorum perpetuo successores in dicto macello ad officium dicti macelli ut prefertur perpetuo manutenere, deffendere et legitime garentire ab omnibus et contra omnes in iudicio et extra ipsius ville et communitatis Nyviduni propriis sumptibus, missionibus et expensis. Et dicti macellarii Valthisius et prenominati officium macellariorum bene et fideliter exercere et ponderare et carnes ydoneas de qualibet in suo tempore congruo et sua sesione ad sufficienciam futuris temporibus macellare facere et ad pondus iustum vendere quamlibet libram dictarum carnium prout supra extitit declaratum.

Gravamina vero, dampna, missiones, interesse et expensas que et quas altera pars dictarum parcium et sui successores facerent, sustinerent seu incurrerent quoquomodo ob causam vel ob deffectum omnium et singulorum premissorum, ut superius dictum est, sibi non actentorum, non manutentorum, non exertorum, non ponderatorum et carnes ad sufficienciam non macellatas[e] atque ad pondus iustum non venditarum, promittit pars parti una alii et alia alteri reddere, restituere et resertire plene et integre.

Volentes dicte partes quod de premissis fiant plures litere sive plura publica instrumenta ad opus omnium quorum poterit interesse et qui voluerint habere sub sigillo curie castellanie Nyviduni, nam Aymonetus Alixandri castellanus predictus ad preces et requisicionem dictorum sindicorum et communitatis dicte ville consentit et predicta approbavit.

Actum Nyviduni in domo confratriarum dicti loci presentibus testibus ad premissa convocatis et rogatis, videlicet Iohanne Spine de Gayo, Petro Condurier[f] et Iohanne Bauley de Nyviduno notariis, una cum dicto iurato nostro quo viam universe carnis ingresso presente littera non levata, relicta tamen notula in prothocollis ipsius registrata Petrus Colini de Nyviduno clericus notarius publicus, ex commissione sibi facta de dictis prothocollis, presentem literam de eisdem levavit fideliter et grossavit.

Datum quoad grossationem huius litere die vicesima septima mensis maii anno domini millesimo quatercentesimo decimo octavo cum apposicione sigilli prelibati domini nostri comitis Sabaudie quo utitur in castellania Nyviduni in robur et testimonium omnium et singulorum premissorum.

Petrus Colini, commissarius predictus.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 18, ***parchemin original,*** *39,5 x 51 cm, sceau annoncé du comte de Savoie manquant.*

[a] *lisez* cuiusquam.
[b] *sous-entendez* pro.
[c] *lisez* illese.
[d] *lisez* communitati.
[e] *lisez* macellatarum.
[f] *lect. difficile.*

155. Supplique des habitants de Nyon au duc de Savoie Amédée VIII pour obtenir l'obole du vin[1].

s. d. [1433 printemps]. s. l.

fol. 2r Vobis illustrissimo principi domino nostro Sabaudie duci exponitur humiliter pro parte vestrorum nobilium, burgensium et incolarum totius communitatis ville vestre Nyviduni, saltim pro maiori parte, quod cum dicta villa vestra Nyviduni diversimode ruinetur taliter quod menia, turres et chassali acque pontes ipsius ville prenimia vestutate ipsorum in multis suis locis disruinantur et premissa neccessaria sint denuo reconstruenda et refacienda, quod nisi mediante vestro bono auxilio minime fieri possit. Cum predicta villa vestra pauca habeat emolimenta et resortum quia a paucis temporibus citra ex resorto ipsius ville quarta pars seu quasi est extracta in multis aliis, ipsa villa quamplurimas expensas et neccessitates diversis modis substineat. Quapropter supplicant humiliter vestre dominacioni excelse quatinus dicta vestra dominacio in premissis sibi succurrere dignetur, largiendo et tribuendo si placet eidem vestre ville Nyviduni quod per eandem seu eius super hoc deputandos a vendentibus infra dictam villam et villagia castellanie Nyviduni vina ad minutum levetur et exigatur simile tributum quod per alias vestras villas patrie vestre Vuaudi levatur et percipitur, id est unus obolus super quolibet pitarso vini ibidem vendito pro predictis reconstruendis et neccessitatibus dicte ville succurrendis, vestram largifluam gratiam in premissis humiliter implorando.

ACV C II 103, fol. 2r, ***copie*** *sur cahier de papier datant de la deuxième moitié du XVe siècle, 20 x 29 cm.*

[1] *Cf. concession d'Amédée VIII infra, no. 156.*

156. Le duc Amédée VIII de Savoie concède pour vingt ans aux habitants de Nyon l'impôt sur le vin vendu au détail.

1433 juillet 30. Thonon

fol. 2v Amedeus dux Sabaudie Chableysii et Auguste princeps, marchio in Ytalia, comes Pedemontium et Gebennensis Valentinensisque et Diensis, dilectis baillivo

et procuratori Vuaudi castellanoque Nyviduni ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris ad quos pesentes pervenerint seu ipsorum locatenentibus salutem. Visa supplicatione presentibus annexa pro parte dilectorum fidelium burgensium et incolarum ville nostre Nyviduni nobis oblata, prospecta eciam necessitate qua fortifficationem ipsius ville atulata fide novimus eminere, affectantes propterea utilitatem privatis communitatibus anteferre certisque aliis laudabilibus moti considerationibus eisdem supplicantibus liberaliter et de gratia speciali concedimus et largimur, durantibus tamen viginti annis proximis, continuis et integris die prima instantis mensis septembris incohandis tributum unius oboli monete nostre percipiendum et super quolibet pitalso vini quod ad minutum venditur, tam in ipsa villa nostra quam in villagiis castellanie nostre ville Nyviduni, prout et quemadmodum in villa et castellania nostris. Morgie consimile tributum exigi consuevit recepiendum per ipsos supplicantes aut ab eis deputandos, implicandumque integraliter et sine fraude in ipsa fortifficatione ac restauratione edifficiorum communium ipsius ville. Quodquidem tributum lapso predicto viginti annorum termino nolumus in consuetudinem aut aliam consequentiam cedere / nec illud eciam nostro domanio aliqualiter recurrere vobis *fol. 3r*
propterea et vestrum cuilibet inquantum, suo suberit officio districte committendo [...].

Datum Thononii die peneultima iullii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo tertio.

Per dominum presentibus dominis illustri eius primogenito Ludovico de Sabaudia comite Gebennensi necnon dominis Humberto bastardo de Sabaudia, M. ex marchionibus Saluciarum marescallo, Ulbano Cirisserii, Anthonio de Draconibus, Francisco de Avrilliato, iudice Chableysii, et Guigone de Roverea.

Reddite litteras portitori.

B. Bolomerii.

ACV C II 103, fol. 2v–3r, ***copie*** *sur cahier de papier datant de la deuxième moitié du XVe siècle, 20 x 29 cm.*

157. Lettre du procureur général de Vaud, Mermet Christine, au sujet du marché de Promenthoux.

1437 novembre 21. Nyon

Double d'une lettre escripte par le procureur general de Vuaud au illustre segneur duc de Savoye pour le marche de Pormenthouz.

Illustrissime princeps domine mi metuendissime omni subiecta familiari recommendatione premissa, receptis per me Mermetum Cristine, procuratorem Vuaudi, cum omni qua potui reverentia, litteris dominationi vestre ad supplicationem vestrorum fidelium subdictorum hominum totius comunitatis ville

vestre Nyviduni emanatis. Que supplicatio ipsis licteris dominationis vestre annexatur. Qua visa ipsa, dominatio vestra michi mandavit quatenus ad loca propter hec opportuna accederem, de commodo seu incommodo illustrissimi domini nostri ducis, vestri genitoris vestrique ac totius rei publice super supplicatis me diligenter et veridice informarem. Deinde que comperierim ac per dominationem vestram michi fienda videbuntur prefate dominationi vestre litteris meis fideliter inclusis plene et clare rescriberem prout in ipsis licteris vestre dominationis [expressum] est. Quamobrem ante late dominationi vestre presentis scriptis serie signiffico quod ego ad locum Nyviduni causa premissa me transtuli ibidemque tam cum vicecastellano et commissario extentarum dicti loci Nyviduni necnon cum quamplurimis nobilibus, burgensibus et aliis circunvicinis ipsius loci informationem sumpsi. Qui michi retulerunt, eorum mediis iuramentis in manibus mis dicti procuratoris ad sancta dei euvangelia corporaliter tactis, quot prout supplicant dicti supplicantes in villa vestra Nyviduni qualibet septimana, videlicet in die iovis, forum publicum totis temporibus retrofluxis huc usque solitum est tenere et celebrare, in quo omnes persone cuiuscumque status dicti mandamenti Nyviduni ac aliorum locorum circunvicinorum suas res venales cuiuscumque speciei exponere et apportare consueverunt, nichilominus nonnulli montanerii et fusterii in quodam loco prope ipsam villam Nyviduni, vocato Pormenthouz, in rippa lacus penes mandamentum Prangini, ipsa die iovis, dum forum in dicto loco Nyviduni tenetur, eorum fustam adducunt venduntque et fusterios tam de Gebennensis quam de Thononio et quibuscumque aliis locis venire faciunt in ipsius fori, iurisdicionisque prelibati domini nostri ducis vestri genitoris detrimentum. Cum ipsi montanerii extra iurisditionem prelibati domini nostri ducis eorum fustam vendant et adducant, videlicet penes iurisditionem et mandamentum Prangini et prout comperire potui, dicti montanerii et fusterii premissa faciant et fecerunt ad evitandum quoddam tributum nobilibus, burgensibus et incolis Nyviduni per prefatum dominum nostrum ducem vestrum genitorem concessum, ideo quoquidem tributo levant et exigunt dicti de Nyviduno a quolibet curru minute fuste unum sortem monete, dictosque montanerios et fusterios in dicto loco de Pormenthou egomet ipsorum fustas adducentes et vendentes vidi in die iovis, dum forum in ipso loco Nyviduni tenetur.

Qui saltim aliqui ex ipsis dum per me fuerunt interrogati quare, ex qua forma ipsa die in loco Nyviduni tenebatur ipsi ad dictum forum et locum Nyviduni eorum fustas non adducebant, michi responderunt quod premissa faciebant ad solutionem dicti tributi per illos de Nyviduno impositi evitandum.

Super quibus decernat et ordinet ipsa dominatio vestra quod de eius beneplacito processerit, quam altissimus considerare dignetur.

Scriptum Nyviduni die vicesima prima novembris millesimo quatercentesimo trigesimo septimo. Dominationis vestre humilis servitor.

M[ermetus] Cristine.

AC Nyon, Inventaire bleu, E 52, ***copie*** *sur papier du XVIe s., 27 x 36 cm.*

158. A la requête des habitants de Nyon, le duc Amédée VIII de Savoie confirme leurs franchises.

1439 décembre 7. Ripaille

Humiliter exponitur sanctitati et excelsitudini vestre parte nobilium burgensium, incolarum et habitantium ville oppidi seu burgi de Nividuno in patria vestra Vaudi [...].

Istud est autem ius et consuetudo illorum de Nivyduno, mandamenti et ressorti eiusdem inter cetera et particulare ultra concessa per consuetudines et franchesias de Melduno et Morgea: [1]

[1] In primis quod illi de Nivyduno possunt et eisdem licet instituere, restituere et tenere scindicquos, gubernatores, consules, banderetos, scribas consilii, psalterios consilii pro rebus cognitis execucioni mandare et cridas ville et vini fiendas mistralemque pro mensuris sigillandis, porterios, macellarios, custodes seu messellarios, fructuum, pascuum et nemorum pastoresque et custodes segetum et ceteros officiarios servientes dicte ville, quod dicta villa iurare facere debet eosdem se constitutos iura domini et dicte ville manutenturos et observari debere, quilibet iuxta debitum suum et quantum competit.

[2] Item quod habeant pascua in pratis, nemoribus et aliis locis et illa possideant seu quasi ad eorum voluntatem, ab ulmo subtus Gento usque ad spinetam de Rupallex, salvo in locis legitime aut per eorum legitimum consensum sub bampno et recordio redactis.

[3] Item quod burgenses et habitatores dicte ville totumque ressortum eiusdem habeant ius marinandi et detherandi in Monte Nigro de Iura iuxta limites predictos, exceptis in locis ex licentia et consensu per antea in bampnum positis aut ponendis de placito dicte ville.

[4] Item quod burgensibus venandi integra potestas sit prout nobilibus.

[5] Item quod quilibet burgensis et familia sua possit piscari in magno lacu sine servicio quocunque. Qui tamen non fuerit burgensis, habitator tamen in districtu et mandamento Nyviduni, cui eciam potestas piscandi est, teneatur in piscariis seu questis assuetis tam domino quam quibus erunt omnesque tam burgenses quam alii residentes eorum piscam piscatam a medio lacus inter et rectum limites et predictos de ulmo et spineta, teneantur in dicto loco Nivyduni, tam pro domino quam pro burgensibus, presentare venalem antequam aliunde deferant, eandemque expedire precio taxato aut taxando per dominum et burgenses quater in anno.

[6] Item quod illi qui actum navigii exercent circum supradictum lacum, quique sunt burgenses, habitatores aut advene infra dictos limites deprehensi seu deprehensos teneantur dominum burgensesque et nuncios et eorum res conducere ireque et redire per dictum lacum, solvendo iuxta taxam quater in anno fiendam prout supra. Si vero contradixerint, teneantur domino in sexaginta solidis et nihilominus conductum prestare.

[7] Item quod ville spectat cognicio probitatis illius qui requirit burgesiam dicte ville cum acceptilacione et proposicione iuramenti prestandi. Dominus vero tenetur ad sui opus et ville iuxta propositum iuramentum recipere in omnibus et per omnia absque diminucione iurium et consuetudinum ville.

[8] Item quod officiarii domini teneantur usagia, iura, libertates et consuetudines patrie, ville, ressorti et tocius mandamenti iurare et servare prout dominus tenetur.

[9] Item quod dominus non potest nec sui cridari facere seu preconisari aliquod bampnum quod valeat nisi in quantum sibi de consuetudine permittitur bampnum imponere nisi eciam de consilio burgensium.

[10] Item quod burgenses feudum nobile seu aliud, prout nobiles et ad[a] talia capaces aquirere, tenere et intrare possint, laude septimii soluto si debeatur.

[11] Item quod burgenses infra eorum domos in villa existentes non sint pignorandi, nisi cognitum fuerit se aliud non habere, quod tamen permittitur contra non burgenses. Qui secus facit, teneatur domino in triginta solidis et ville in triginta solidis, et pignus restituere.

[12] Item quod dominus aut sui teneantur infra annum colligere bampna, alioquin debitores de eisdem sunt quitti.

[13] Item quod in causis criminalibus non sit appellandum, viso quod burgensibus in eisdem iudicium requiritur et mitigacio spectat gracia vero domino. Nec permittitur appellari de sentencia lata per burgenses in actionibus domini ac mobiliaribus, appuagiorum[b] et foliagiorum, apposicione limitum, nisi actio excedat decem florenos in principali aut quoad dominum si subditus se senserit gravatum.

[14] Item quod in causa litis bellicose seu duelli, si interpellatus devictus fuerit, spolia sive armature sint ville, corpus vero domino. Si vero interpellator devictus fuerit, teneatur interpellato restituere expensas et damna que propter hoc sustinuerit et sicut interpellans armaturas amittat; honor vero seu decus suum domino sit, pro faciendo ad libitum suum sive ad reintegrandum aut retinendum.

[15] Item quod consules et communitas burgensium dicte ville possint statuta, gitas et consimilia imponere, deponere et ordinare et eorum consuetudines ususque declare pro se, districtu, mandamento et ressorto et pro necessitate et utilitate ville. Quo facto quod illud domino aut suis officiariis debeant denunciare et nomine domini et burgensium cridare. Si vero bampnum imponatur, dicte ville sit et remaneat, exceptis bampnis ordinatis et descriptis in charta franchesiarum de Melduno, qui remanent domino in solidum, exceptis eciam de bampnis impositis excedentibus sexaginta solidos, in quibus excedentibus domino spectat medietas.

[16] Item quod villa possit alas unam vel plures habere sive construere ubi mercandie reponantur pondusque et mensuras et pro eisdem recuperare et percipere, prout solvitur de mensura et pondo civitatis Gebennarum, domino salvo iure pedagii et vendarum et leydarum consuetarum.

[17] Item quod in refactione meniarum ville ubi aliquid dilaceratum fuerit, illi de ressorto cum villa contribuere debeant, iis exemptis qui sunt de consuetudine

Lausannensi; et quod pro bastimento novo et fortaliciis construendis totum mandamentum contribuere debeat cum burgensibus, villa et ressorto et pro refactione meniarum castri quod villa, ressortum et mandamentum debeat contribuere pro medietate. Dominus vero debeat supportare de suo pro alia medietate et quod in manutencione pontium, portarum et fortalicie totum mandamentum adsisti debeat ville. Scilicet villa et territorium supportare debeant medietatem, residuum mandamenti aliam medietatem; de cetero quilibet penes se prout usitatum fuit, salvis predictis ex consuetudine Lausannensi.

[18] Item quod villa, burgenses et nobiles mandamenti propria sigilla habere et tenere possint ad sigillandas res ipsis proprias, prout mandamenta eorum, acta, constituciones aut attestamenta, salvo sigillo domini penes totum mandamentum particularium contractuum suarumque rerum et actuum in usum curiarum suarum, si requisitus fuerit.

[19] Item quod si de mandamento banderia exierit pro cavalcata prestanda domino aut alias quod banderia dominorum de Albona, de Montibus Veteribus, Grandis[c], Copeti, Prengini et Rotuli, ipsam teneantur comitari, si ville placuerit, et quod in custodia ville si fuerint aggressi[d] villa et ressortum teneantur eamdem cum domino de suo posse gardare, quodque garda castri sit[e] de tertia parte residui de mandamento, cetere due partes sint de custodia fortaliciorum dominorum vassallorum, salvis in custodia aliis de consuetudine Lausannensi.

[20] Item quod si burgenses et ceteri de mandamento in cavalcata plus morantur quam de consuetudine subiiciuntur, quod absque preiudicio franchesiarum, si magis remanere voluerint, dominus teneatur eisdem pro expensis providere aliunde de suo.

[21] Item quod si cavalcatam prestando, ex contraria parte alique persone capiantur, quod ipsa persona capta debet tradi et deliberari domino. Et dominus teneatur dare capientibus sexaginta solidos monete pro quolibet capto. Et equus seu equi capti et omne munimentum eorum debet esse et remanere capienti. Et quod si in ipsis cavalcatis aliquis aut plures ex burgensibus aut residentibus in mandamento per inimicum detineantur seu capiantur, quod dominus teneatur de suo ipsum captum unum vel plures rehemere et resartire de suis rebus deperditis si possibile fuerit.

[22] Item quod pro domagiis contra villam et mandamentum commissis, dominus teneatur facere guerram nocentibus et de suo posse vindictam habere usque quo villa et mandamentum plane compensantur. Sin minus liceat ville nocentes aggredi, vadiare, arrestare et prout de bono videbitur facere in sui dicte ville augmentum aut interesse et in talibus amicos sibi acquirere et amicitiam extraneam iurare, domini honore salvo.

[23] Item quod sint et esse debeant de ressorto dicte ville consistencia a[f] terra Gaii, dempta parrochia de Commugnier, usque ad spinetam de Vers tendentem à la croix du Vuerno, demptis eciam his qui sunt de consuetudine Lausannensi infra dictos confines contentis, de territorio vero prout parrochia se extendit, de qua sunt loci de Eysins, Signier, Grens, Avenex et totum confinium de Cullet et Uteret necnon Dullier et parrochia de Trelex, de districtu autem sive mandamento

sunt que includuntur per iuxta terram Gaii et sancti Prothasii[g], iuncto Estuex et Berolam, qui sunt de mandamento predicto et ab aqua Orba lacum[h] Rosses et Valem Serenes usque ad medium lacus magni. Infra quos confines nulla mercata nec nundine sunt concedende nisi illis de Albona, absque consensu illorum de mandamento.

[24] Item quod macellarii, tabernarii et ceteri venditores victuandie supradicti vendent secundum cursum temporis ad arbitrium burgensium.

[25] Item quod psalteriis ville sit definitiva potestas iudicandi et ordinandi de rebus meretricum dominusque teneatur corpora ipsarum recipere et punire si adducuntur ad illum, si vero in bampno teneantur, dominus percipiat medietatem et psalterius ville aliam medietatem.

[26] Item de bampnis et offensis mensurarum et ponderum mistralis ville possit iudicare de suo et de premissis per ipsum iudicatis medietatem percipere debeat, dominus vero aliam medietatem, salvis mistralis sigillis impositis cum aliis penis assuetis et oneribus.

[27] Item quod nato puero nata sit eius porcio, scilicet rata iuxta natos in tota medietate bonorum relictorum patris sive[i] avi paterni ipsius pueri. Et quod pater liberos suos masculos de legitimis seu portionibus suis exheredare constituens non possit, nisi sibi sit exheredandi occasio neque uni plus quam alteri largire nisi occasio exheredandi sit prebita, scilicet si patrem verberaverit mortem patris procuraverit et adulterium cum noverca aut concubina se sciente commiserit et quod ob ideo pater non teneatur de eisdem bonis suis portionem dare sua vita durante, posse[j] tamen de quarto sui totius legare aliis quam suis heredibus. Mater vero posse[j] filium exheredem constituere, si confiteatur susceptum esse in adulterio, alios naturam patris assequatur.

[28] Item quod primogeniti inter nobiles succedant scuto seu armoriis paternis et domo patris quam maluerit, una cum contingentibus circum circa menia seu fossalia eiusdem in longum quadraginta theysarum, quilibet novem pedum, ultra ratam de residuo sibi competentem in posteritate tamen. Quod inter burgenses non nobiles privillegium illud locum non habeat, scutus vero sit illi cui evenit domus propria, in qua pater faciebat residenciam suam tempore mortis sue.

[29] Item quod si aliquis burgensium filiam aut sororem suam nuptaliciam dederit, assignata ei dote sua in hereditate patris et matris, aliquid reclamare non debeant, quamdiu alii heredes existunt, sed sua dote debeat esse contenta, aliis parentibus illud tamen non licere quin talis nupta sua retrahere possit si voluerit.

[30] Item quod si quis duas aut plures uxores habuerit et ex utraque liberos, habitos de priore succedant in duabus partibus omnium bonorum patris prout permittitur, si fuerit masculus de eisdem sin unicus et si voluerint aut per capita, si maluerint cum aliis et sic alii de residuo.

[31] Item quod liberi decimum octavum annum attingentes testamentum condere possunt bonaque in suos natos, si habuerint, conferre prout supra, sin vero testantes vel ne non[k], habitis natis, si pater sit supervivus et succedat in medietate totius et in toto si filius intestatus decedat, non habitis natis predictis, qui preferuntur. Mater vero in nihilo succedat, nisi per vim testamenti, cum sit in libertate

filios exheredes constituere modo velit, nisi latus patris deficiat, in quo casu latus matris succedat.

[32] Item quod bastardi seu donati de suo testare possunt; si tamen intestati decesserint, eorum bona sint domino, nisi habuerint liberos qui preferuntur.

[33] Item quod villa et burgenses pro eorum bastimentis faciendis fortaliciisque aut eorum necessitatibus iuvandis perquirere, fodere et trahere petras seu lapides duras vel molles, minas, carbones et alia talia absque damno ubi revera penes dictum mandamentum talia reperiantur; si vero foderint et non invenerint, teneantur damno commisso illi cui locus erit; verisimiliter pro commodo ville possunt construi construereque facere canalia seu aqueductus, vias publicas deviare[l], fodere et appropriare absque damno et penes predictum mandamentum et quod pro fortaliciis construendis circum circa dictam villam aut plateas ville burgenses sibi[m] possunt appropriare loca commoda absque interesse, salva taxa moderata damni ad opus indampnati fienda per dominum et burgenses.

[34] Item quod in fodinis ordo, statuta et consuetudo generalis patrie Vuaudi locum habeant, premissis tamen salvis et illesis.

[35] Item quod pro reparacione et augmento ville littere gabellarum et imposicionum dicte ville ad tempus concessarum per illustrem quondam Amedeum Sabaudie comitem in perpetuum valeant exigi, dum tamen et quamdiu illis de mandamento placuerit, ultra forte assuetum et institutum seu per currus[n] ligni sui de Ioreriis qui perpetue ad usus ville poterunt incorporari.

Et hisce mediantibus premissis et emologatis, ipsi de mandamento Nyviduni se offerunt daturos excelsitudini vestre pro semel et citra lesionem suarum franchesiarum duo milia florenorum parvi ponderis et premissa omnia absque preiudicio aliarum dicte ville libertatum si que sunt quas placeat sanctitati vestre illesas pronuntiare. Sic eisdem erit bene provisum, ut supplicant Aymonetus Magnini et Iohannes Serrat nuntii dicte ville ad hoc commissi [...].

Datum Ripallie die septima decembris annno domini millesimo quatercentesimo trigesimo nono.

AC Nyon, Inventaire bleu, J 120, ***parchemin double original,*** *totalement illisible, 45 x 63 cm, pas de sceau. –* ***Copies:*** *AC Nyon, Inventaire bleu, E 26, 3 copies sur parchemin des XVII et XVIIIe s.; AC Morges, AQA 5 A, copie sur parchemin de l'original authentifiée par les notaires Penier et Delaloye et faite en faveur des bourgeois de Nyon, 59,5 x 71 cm; AC Morges, AEA 9/4, copie sur papier levée en 1790 par P.-D. Tissot.*

Ed. MDR XXVII, p. 250–259. (sur la base du manuscrit de Nyon). Trad. française in GRENUS, p. 57, no. 35.

[a] et ad *a aussi pour leçon* habent.
[b] *lisez* apanagiorum.
[c] *Le même mot a aussi comme leçons* vite et grandi *et* vite grandi.
[d] *Le même mot a aussi comme leçons* assalia *et* ussalia.
[e] *Le même mot a aussi comme leçon* si.
[f] *Le même mot a aussi comme leçon* et.
[g] *Le même mot a aussi comme leçon* Itasii.
[h] *sous-entendez* des.
[i] *Le même mot a aussi comme leçon* que fuerunt.

[j] *lisez* possit.
[k] vel ne non *a aussi comme leçon* velui non.
[l] *Le même mot a aussi comme leçon* reclinare.
[m] *Le même mot a aussi comme leçon* non.
[n] per currus *a aussi comme leçon* carcere.

[1] *Cf. concessions de 1293 et 1364 supra, nos. 149 et 151.*

159. Les syndics de Nyon amodient les fontaines de la ville pour douze ans à Besanzon Danyelis.

1440 [st. nat.] février 11. Nyon

In nomine domini amen. Per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter et fit notum quod anno a nativitate eiusdem domini millesimo quatercentesimo quadragesimo indicione tercia cum eodem anno sumpta die undecima mensis februarii in mis, auctoritate imperiali, notarii publici et testium subscriptorum presencia constituti Aymonetus Magnyns et Iohannes Borcardi, gubernatores et sindici ville et communitatis Nyviduni ex parte una et Besanczonus Danyelis carpentator et burgensis dicti loci Nyviduni ex parte altera. Dicte siquidem partes, scientes et spontanee, non cohacte et non in aliquo ut decepte inter se ad invicem faciunt et contrahunt pacta et conventiones que secuntur, videlicet quod ipsi Aymonetus et Iohannes sindici nomine dicte ville pro se et suis in dicto sindicatus officio successoribus, de consilio, voluntate et consensu nobilis Amedei de Lucingio, Francisci Magnin senioris, Ludovici Emardi, Petri Primeti, Girardi Levrat, Iaqueti Cardetaz, Petri Seyrat, Perrini Ymet, Iohannis Fumauz, Iohannis Levrat, Petri Beulet et Iohannis Condurarii, burgensium et consultorum predicte ville Nyviduni, ibidem presentium volentium et ad infrascripta consentientium tradunt spacio duodecim annorum proximorum a die date presencium continue mandandorum[a] eidem Besanczono carpentatori presenti acceptanti, stipulanti et recipienti pro se et suis heredibus pariter et successoribus quibuscumque, videlicet bornellos superiores et inferiores dicte ville Nyviduni ad regendum ipsos fideliter et debite per ipsum dictis duodecim annis durantibus et hoc pro salario cuiuslibet anni sexaginta solidorum monete cursibilis Sabaudie sibi carpentatori in quolibet festo sancti Michaelis, durante dicto tempore, per sindicos predictos et eorum in dicto sindicatu successores persolvendorum et ulterius quod ipse Besanczonus carpentator, durante dicto tempore, sit de omnibus gitis que in dicta villa fient causa subsidiorum et donorum domini tantummodo liber et exemptus, ita tamen quod debeat et teneatur ipse carpentator omnes bornellos ipsius ville taliter regere quod aque dictorum bornellorum venire in dicta villa locis consuetis non cessabunt propter ipsius carpentatoris negligenciam. Et si a casu dicte aque bornellorum predictorum ultra unam diem naturalem de veniendo in suis locis assuetis cessarent ob culpam ipsius carpentatoris, teneatur ipse carpentator pro qualibet vice qua dicti bornelli cessabunt solvere sindicis dicte ville quinque solidos incontinenti tociens quociens casus eveniet et ad hoc dictus

carpentator erga predictos sindicos et successores eorum meque notarium subscriptum more publice persone ad opus dicte ville et omnium quorum interest et in futurum interesse poterit predicta omnia recipientem et stipulantem se obligat et astringit per presentes.

Item debeat ipse carpentator et teneatur tociens quociens necesse fuerit curare dictos bornellos et visitare et quando invenerit aliquos esse pravos, illos debeat reparare sumptibus suis ad racionem sex denariorum sibi per dictos sindicos pro quolibet reparato incontinenti persolvendorum. Et si sit necesse in dictis bornellis alios bornellos et perclusas[b] novos ponere, debeat ipse carpentator fideliter ad modum debitum sumptibus suis, excepto quod dicti sindici et sui predicti successores debeant sibi carpentatori ante eius domum ministrare feronos convenientes ad faciendum dictos bornellos et proclusas novos ad missiones dicte ville cum boytis ferri in eisdem necessariis, ita eciam quod dicti sindici et sui successores predicti debeant et teneantur solvere dicto carpentatori decem denarios pro quolibet bornello novo et sex denarios pro qualibet proclusa in dictis bornellis per eumdem carpentatorem vel alterum eius nomine positos incontinenti post recepcionem ipsorum bornellorum.

Et est sciendum quod dicti sindici tociens quociens opus fuerit debeant una secum tribus aut duobus probis viris dicte ville bornellos veteres reparatos et novos videre et visitare ac eciam si sint dicti bornelli sufficientes recipere, et hoc semper infra duos dies post requisicionem dicti carpentatoris; alias dictus carpentator possit dictos bornellos et debeat, ut decet, coperire sine reprehensione.

Que vero pacta et convenciones conveniunt et promictunt dicte partes pro se et suis quibus supra, quelibet ipsarum parcium in quantum sibi tangit, per iuramenta sua super sancta dei euvangelia corporaliter ab eisdem prestita obligando, ipse carpentator omnia, universa et singula, bona sua mobilia et immobilia quecumque, et dicti sindici de voluntate et consilio predictorum burgensium et consultorum obligando omnia bona dicte ville presencia et futura quecumque grata, rata et firma habere nec contra ipsa modo aliquo facere, dicere aut venire [...].

Actum Nyviduni in domo habitacionis mis notarii subscripti, presentibus testibus ad premissa convocatis specialiter et rogatis videlicet discreto viro Nycodo Evrardi et Petro Berodi burgensibus Nyviduni meque Francisco Tasseri de Nyviduno clerico auctoritate imperiali notario publico et curiarum omnium illustrissimi principis domini nostri ducis Sabaudie iurato, qui hoc publicum instrumentum recepi et mea manu propria scripxi, signoque meo in talibus michi solito signavi fideliter et tradidi.

In omnium premissorum robur et testimonium veritatis et ut presens publicum instrumentum maioris roboris obtineat firmitatem, ego Franciscus Brillati de Thononio, castellanus Nyviduni, ad preces et requisicionem supradictarum parcium michi per supradictum notarium oblatas fideliter et relatas sigillum prelibati domini nostri ducis quo utitur in castellania Nyviduni presentibus duxi apponendum.

Datum die, anno et indicione quibus supra.

AC Nyon, Inventaire bleu E 27, ***parchemin original,*** *34 x 48 cm, sceau pendant manquant du duc de Savoie pour la châtellenie de Nyon.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *lisez* proclusas.

160. Arbitrage au sujet des modalités de la taxe sur le vin.

1442 juillet 8. [arbitrage]. Nyon
1448 décembre 17. [rédaction de l'acte]

fol. 4r [...] Anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo secundo inditione quinta cum eadem anno sumpta die octava mensis iullii per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter et fiat manifestum quod cum questio et discordia esset et de ipsis questione et discordia litigium verteretur coram sublimi consilio illustrissimi principis domini nostri ducis Sabaudie cum eodem residente inter Nycodum Evrardi, Guillermum Griliet, Girardum de Grens, Petrum Berodi, Iohannem Got et certos alios tam de burgo Rippe Nyviduni pro maiori parte quam burgi superioris dicti loci Nyviduni actores ex una parte et nobilem Amedeum de Lucingio, Franciscum Tasserii notarium, Petrum Primeti, Iohannem Fumauz et quosdam alios tam burgi superioris ville Nyviduni quam dicti *fol. 4v* burgi Rippe reos sive / supplicatos in actis dicti litigii nominatos ex parte altera, super eo quod dicti Nycodus Evrardi, Guillermus Griliet et alii actores superius nominati et secum adherentes dicebant et proponebant quoddam tributum per dudum quosdam gubernatores dicti loci Nyviduni impetratum erga prelibatum dominum nostrum ducem de exigendo a quolibet tabernario vendente vinum in villa et mandamento Nyviduni unum obolum pro quolibet poto vini vendito ad tabernam prout in literis dominicalibus super hoc concessis[1] asserunt dicte partes contineri. Quod tributum dicti burgenses de Rippa actores dicebant et proponebant fore et esse nullum multis rationibus et causis per ipsos propositis et allegatis, maxime pro eo quia dicte dominicales litere super dicto tributo, ut prefertur concesse, fuerunt impetrate sine voluntate et consensu dictorum Nycodi Evrardi, Guillermi Griliet et aliorum burgi Rippe actorum sibi adherencium in actis cause nominatorum. Quare dicebant ad dictum tributum minime teneri, dictis actoribus contrarium asserentibus et dicentibus quod dictum tributum exigi et recuperari debet secundum tenorem et formam dominicalium literarum super hoc concessarum quia dictum tributum concernit utilitatem et cogmodum totius rei publice dicte ville et communitatis Nyviduni.

Tandem dicte partes sano utentes consilio volentes de premissis litibus, controversiis et debato ad pacem et concordiam devenire ac in bono et sincero amore et unione prout fluxis temporibus consueverunt vivere et conversari, volentes itaque parcere laboribus et expensis de premissis litibus, controversiis et debato, unanimes et concordes se compromiserunt in amicos, arbitros et ami-

cabiles compositores, videlicet in / Aymonetum Magnini de Nyviduno domicellum et dictum Nycodum Evrardi per ipsas partes hinc inde comuniter electos. Quibus amicis dicte partes nomine suo et aliorum absentium sibi adherencium scientes et spontanei dant et actribuunt tenore huius publici instrumenti plenam, liberam et omnimodam potestatem ac speciale et generale mandatum dictas litem, questionem et debatum sedandi, cognoscendi, pacifficandi, terminandi et de eisdem pronunciandi et declarandi ad ipsorum amicorum omnimodam voluntatem, dando de iure unius partis alteri parti et econverso, prout eisdem amicis videbitur eque et rationabiliter faciendum. Quiquidem amici recepto in se dicti compromissi onere in presentia dictarum partium quo supra nomine volentium et consentientium dixerunt, pronunciaverunt, cognoverunt et ordinaverunt prout infra sequitur: *fol. 5r*

[1] In primis pronunciaverunt, cognoverunt et ordinaverunt unanimes et concordes dicti amici quod bona pax sit a modo in antea inter dictas partes perpetue duratura.

[2] Item pronunciaverunt, cognoverunt et ordinaverunt dicti amici quod tributum dictorum obolorum ut prefertur impetratum per dictos olim sindicos Nyviduni de solvendo pro quolibet poto vini unum obolum non exigatur nec exigi debeat nisi unum obolum pro singulo quarterono vini venali ad minutum durante termino dicti tributi. Qui obolus convertitur de voluntate dictarum partium de poto ad quarteronum sine interrupcione dictarum dominicalium literarum. Que dominicales litere durante suo termino in eorum virtute remanere debeant.

[3] Item pronunciaverunt, cognoverunt et ordinaverunt dicti amici quod finito tempore dicti tributi seu termino concessionis dictarum dominicalium / literarum dictum tributum dictorum obolorum ulterius exigi seu recuperari non debeat nisi videatur esse cogmodum et utilitas dicte ville Nyviduni. Et nisi dicta communitas, prout in aliis negociis dicte ville in hiis et circa eadem, sit et fuerit consentiens. *fol. 5v*

[4] Item pronunciaverunt, cognoverunt et ordinaverunt dicti amici quod dicte partes supportent et supportare debeant in se onus quelibet ipsarum partium de suis expensis et missionibus quas fecerunt et substinuerunt pendente pretacto litigio. Quod litigium a modo in antea sit cassum, irritum et penitus adnullatum de voluntate dictarum partium.

Quam pacem, pronunciacionem et concordiam omniaque et singula in presenti publico instrumento contenta, dicte partes nominibus suis et quibus supra de consilio, consensu et expressa voluntate nobilium Guigonis de Briordo, Francisci Magnini senioris, Francisci Magnini iunioris, Petri Arnodi, Stephani de Albona, Perrini Ymeti, Petri Reynaudi, Iohannis[a] et Iohannis[a] de Golion fratrum, Mermeti Ylaz, Iaqueti Ploes, Glaudii Bonardi [...][b] pariter in unum congregatorum cum dictis partibus / voce cride in domo confratrie sancti Spiritus Nyviduni ibidem presentium, volencium et consentientium laudaverunt, ratifficaverunt, emologaverunt et approbaverunt sollemniter et expresse tenore huius publici instrumenti. Et promiserunt dicte partes [...]. *fol. 6r*

Renunciantes autem in hoc facto dicte partes [...].

Volentes dicte partes quod de premissis omnibus et singulis fiant duo publica instrumenta per me notarium subscriptum sigillanda si et quando foret neccesse sigillo domini quo utitur in castellania Nyviduni eiusdem tenoris et substancie
fol. 6v vel / quasi ad opus cuiuslibet partis unum [...].

Actum Nyviduni infra domum confratrie sancti Spiritus dicti loci [...].

Datum quoad grossationem huius publici instrumenti die decima septima mensis decembris anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo octavo [...].

ACV, C II 103, fol. 4r–6v, ***copie*** *sur cahier de papier datant de la seconde moitié du XVe siècle, 20 x 29 cm.*

[a] *sic.*
[b] *suit une longue liste de noms (13 lignes).*

[1] *Cf. concession de 1433, no. 156 supra.*

161. Louis, duc de Savoie, confirme les libertés et franchises de la ville de Nyon.

1444 mars 31. Genève

AC Nyon, Inventaire bleu, E 28, ***parchemin original,*** *coin supérieur droite déchiré, 36 x 27,5 cm, pas de sceau. –* ***Copie:*** *AC Nyon, Inventaire bleu, E 28, copie sur papier levée au XVIIIe siècle.*

162. Urbain de Chivron, Antoine Champion et Etienne Pacot envoyés par la duchesse Yolande de Savoie promettent en son nom qu'elle confirmera les franchises de Nyon lorsqu'elle prendra possession en personne du pays de Vaud.

1478 février 21. Nyon

AC Nyon, Inventaire bleu, E 36, ***parchemin original,*** *47,5 x 18,5 cm, pas de sceau.*

Rég. MDR XXVII, p. 290–291.

Chapitre 11: Orbe

Connue à l'époque romaine, Orbe fut ruinée une première fois lors des invasions barbares, puis renaquit comme palais carolingien, siège de plusieurs réunions entre les descendants de Charlemagne. La ville devait ensuite servir souvent de

résidence aux souverains de la dynastie rodolphienne, avant de passer entre les mains des sires de Montfaucon et Montbéliard, qui agrandirent la ville et la dotèrent de franchises. La dernière dame d'Orbe, Marguerite de Montbéliard, mourut en 1410 sans descendant et c'est alors son beau-frère, Louis de Chalon-Arlay, prince d'Orange qui lui succéda, ainsi que dans les autres terres lui appartenant, telles Echallens, Montagny. Sa succession, en 1463, ouvrit une longue suite de querelles entre ses deux fils, Hugues et Guillaume. Les guerres de Bourgogne signifieront l'entrée des Confédérés à Orbe, terre d'un prince allié au Téméraire. Le traité de Fribourg attribua Orbe aux villes de Berne et Fribourg, en même temps qu'Echallens. Le sort des terres des Chalon fut une sorte de prélude au destin commun de tout le pays de Vaud 50 ans plus tard.

Bibliographie:

F. de GINGINS-LA SARRA, Histoire de la ville d'Orbe et de son château dans le moyen âge, Lausanne 1855.

163. Sentence entre le curé d'Orbe et ses paroissiens sur les charges de ces derniers, prononcée par Girard de Monfaucon, seigneur d'Orbe.

1340 [st. ann.] / 1341 [n. st.] mars 8. s. l.

L'an nostre segniour corant mil trois cent quarante le mescredi apres les Bordes fut ordinez et concordez par nos Girard de Monfaucon, sire de Orba, dou discorz qui estoit entre nostres gent de Orba et nostre curie de cel maime luef dou parrochiange et des choses es queles les dictes nostres gent sunt tenues ou dit curie dou consentemant des dictes parties:

[1] Primieremant que aulmona ne se face maisque de la voluntez dou mors.

[2] Item que por lo mors se facent trois presuers solonc la pussance dou mors et ni doit mener li curie avec luy fors des presueres et des clers si non est de la voluntez dou mors, ne puet ne doit contrendre li dit curie de doner argent es dit presueres fuer que de la voluntez des heirs dou mors.

[3] Item ne doit lever li dit curie sus gent ou sus enfant qui sunt en cue[a] ou en governacion de pere ou de mere nulle chose, ce exceptez se li enfes mors havoit quatorze an ou quinze, l'on doit lo trentaner et offerandes acustumees.

[4] Item que li home riche qui prent feme doit ou curie por noces et por beneicion doze deniers si ne mange es noces et li poure home six deniers, c'est a savoir li riche de quatro posses de terra ou de vignyes ou de la value.

[5] Item feme qui vait a messe d'enfant offrisse un pot de vin, un pan de dos deniers et une chandele et ne li puet demander li curie autre chose.

[6] Item tuit cil qui tenent charue entere paoent ou dit curie une cope de froment chascon et tuit li autre qui tenent terra ou vinyes, c'est a savoir quatre pos-

ses de vinyes ou qui haurant la value paoit chascun un bichet et qui ne tient terra, neant.

[7] Item que li home riche qui ne vuet faire lo ressat paoit ou curie doze deniers, c'est a savoir cil qui tient des quatro[b] posses de terra ou de vinyes ou qui saroit riche de la value et li povre six deniers et li manovrers trois deniers.

[8] Item que tuit cil qui hont fuef paoent chascon six offerandes par an, li home un denier et les femes ainsi come elles hont acustumez.

[9] Item tuit cil qui sunt chie doscau[c] paoent por cierge luminare et consession chascon trois deniers.

[10] Item tuit cil qui sunt chie doscauz[c] homes et femes qui voudrent recevoir lours sacrament, et lours en olier ne doivent ou curie fors que a la voluntez dou malade.

[11] Item cil qui tenent charrues paoent les trois corvaes ou curie pour les trois seisons, par ainsi come il li est acustumez.

[12] Item cil qui hauront nassent paoent ou curie le dieme, c'est a savoir dou pollein quatro deniers, dou veel un denier et des autres nassent attendet jusque a l'annee sequant.

[13] Item lo fait de la mayson laquelle les dictes nostres gent demandent ou curie, nos retenons a nos a faire rayson qui neant hy voudrat ou sarat demander.

En tesmoniage des quel choses, nos havons mis nostre seel pendant en ceste presente letre, donee l'an et lo jor sus dit.

AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 1, ***parchemin original,*** *26 x 25 cm, queue pour le sceau manquant de Girard de Monfaucon, seigneur d'Orbe.*

[a] *lisez* cure.
[b] *sic.*
[c] *faut-il lire* d'auscun *?*

164. Jean-Philippe de Montbéliard jure de respecter les franchises de la ville d'Orbe.

1381 mai 12. s. l.

Nous Jeham Phelippe de Montbelliar, sires d'Orbe et d'Escharllams faicons savoir a touz que, comme nous bouriois et habitans d'Orbe nos haient fait et jurey fealtey comme a lour veray et liege seigneur ainssin comme il appartenoit et comme il havoient fait a nos davanciers les signeurs d'Orbe, nous de la velontey et consentement de nostre tres chier seigneur et pere monseigneur Estienne conte de Montbelliar et seigneur de Montfaucon, nous havons promis et promettons par notre foy et sairemant tenir, garder et mantenir les diz noz bouriois et habitans d'Orbe et la dicte ville en toutes lours bonnes costumes, usaiges, franchises et libertez, des quelles il hont usey ou temps passey et usent de present et

qu'il hont ehu par la fourme et maniere que nos devantiers les signeurs d'Orbe les hont tenuy, gardey et mantenuy ou temps passey. Et se aulcunl debait sourdoit de aulcum point de lour libertey, costume et franchise entre nous ou noz officiers et les diz nous bouriois et habitans ou aulcun de lour nous dehuement enfourmez de leur costumes ou libertez qu'il allegueroient pour celuy debait, davons et sarons tenuz de garder et faire garder ycelle costume et libertey dont dehuement et raisonnablement nous sarions enfourmez par la maniere qu'il hauroient usey ou temps passey. Et celx chouses havons promis et jurey, promectons et jurons par nostre foy et sairement donney et toichie corporelement et loyalment pour nous et noz hoirs et la tenour de ces lettres entieremant tenir, garder et observer et faire tenir, garder et observer fermement et inviolablement es diz nous bouriois et habitans et a leurs hoirs, bouriois et habitans d'Orbe et les appartenances sanz attenter ou venir en contre de fait, de parole ou de consentement ne soffrir que autres y vigne en aulcune maniere.

Et pour ce que ceste chouse soit plus ferme et estanble, nous havons supplie et requis a nostre tres chier signeur et pere le dit monsigneur le conte de Montbelliar comme soverain et signeur dou fiez dou dit Orbe que en ce se vuille consentir et le vuille confermer, rattiffier et approver. Et nous Estienne conte de Montbelliar et signeur de Montfaucon a la supplication et requeste dou dit Jehan Phelippe nostre filz en toutes et singulieres les chouses dessus escriptes comme soverain et sire dou fiez, nous sumes consentuy et consentons pour nos et noz hoirs et ycelles louhons, agrehons, confermons et ratiffions et approvons par ces presentes lettres et promectons de non aler encontre ou temps advenir.

En tesmoigniage des quelx choses, nous havons mis nostre seel en ces presentes lettres ensamble et avec celuy dou dit signeur d'Orbe, nostre filz, lequel nous li diz Jeham Phelippe sire d'Orbe y havons mis, en signe de veritey de toutes et singuleres les choses dessus escriptes. Donne presenz monsigneur Thiebaul signeur de Rye, monsigneur Jeham signeur de Vene, [chivalier de Montbelliar][a], monsigneur Pierre d'Ornans, cheignoine de Montbelliar, Jeham de Velet et Richart Noblat de Montbelliar, escuiers ensamble plusours autres tesmoings, le douzieme jour dou mois de may l'am nostre seigneur courrant par mil trois cenz octante ung.

Ita est. C. de Culley Conchon.

AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 3/A, ***parchemin original,*** *45 x 33 cm, queues pour les sceaux manquants de Jean-Philippe de Montbelliard et de Estienne de Montbelliard. –* ***Copie:*** *AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 3/B, copie de l'acte précédent (Datum pro copia P. Mansan), 49 x 17 cm.*

Ed. in GINGINS-LA SARRA, p. 136–138 (texte modernisé).

[a] *lect. probable d'une abbréviation!*

165. Déclaration des franchises de la ville d'Orbe par Jean de Chalon.

1404 octobre 7. Nozeroy [par Jean de Chalon]
1405 avril 22. s. l. [par Marguerite de Montbéliard]

Nos Iohannes de Cabilone, dominus de Arlato et princeps Oringie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis et audituris quod cum questio, discordia seu materia questionis verteretur seu verti magis speraretur inter virum nobilem domicellum Humbertum de Villarcessel, dominum de Sancto Ypolito et de Orba, nepotem nostrum, filium nobilis et potentis viri domini Henrici, domini de Villarcessel et comitis de Rupe, Bisontine diocesis, ex una parte, et burgenses et habitatores ville de Orba predicte, ex altera parte; de hoc et super hoc quod dicti burgenses et habitatores ville de Orba dicebant et asserebant quod dictus domicellus Humbertus debebat et tenebatur laudare, confirmare, iurare, servare, ratifficare et approbare in suo primo iocundo adventu et tenere perpetue libertates, franchisias et consuetudines dicte ville et communitatis de Orba; et ipsas libertates, franchisias promisit pro se et suis heredibus laudari, confirmari, iurari, ratificari, approbari et perpetuo servari, tenere et consentire per nobilem domicellam domicellam Margaretam dominam dicti loci de Orba, filiam quondam nobilis memorie domini Henrici de Montebelligardo quondam domini dicte ville de Orba, uxorem dicti nobilis domicelli Humberti de Villariodessel[a] domini de Orba, dictis burgensibus et habitatoribus dicte ville de Orba pro se et suis successoribus eorum habitantibus et habitaturis in dicta villa et communitate dicte ville de Orba, prout hactenus a predecessoribus eorum Humberti et Margarete dominis de Orba solitum est fieri, et ipsas libertates, franchisias et consuetudines declarabant, prout in quodam rotulo papireo per modum copie coram nobis exhibito plenius continebatur. Dicto domicello Humberto in contrarium pluribus mediis per ipsum propositis dicente. Finaliter dicte partes ad pacem et concordiam mediantibus pluribus ipsarum partium amicis et fidelibus, tendentes specialiter dicti burgenses, cupientes, volentes etiam dilectionem dictorum domicelli Humberti et domicelle Margarate, dominorum dicte ville de Orba, stare et perpetuo subesse, etiam dicti coniuges dictam villam et communitatem de Orba eorum viribus populare, se condescenderunt in arbitragium et amicabilem compositionem et nos elegerunt de communi consensu in amicum arbitrium, arbitratorem et amicabilem compositorem dictarum discordie et materie questionis inter ipsas partes existentium ad de ipsis libertatibus, franchisiis et consuetudinibus determinandis diffiniendum et ordinandum, prout nobis videbitur expedire.

Ipsis partibus coram nobis die iovis sexta die mensis octobris, in castro nostro de Nosereto comparentibus, videlicet dicto nobili domicello Humberto, nomine suo et nomine dicte nobilis domicelle Margarete eius uxoris, domine dicte ville de Orba, de qua domicella se fortem fecit et in se onus huius operis pro se et suis heredibus suscepit et assumpxit. Et etiam promisit dictus nobilis domicellus Humbertus per iuramentum suum propter hoc ad sancta dei euvangelia corpora-

liter prestitum nostram pronuntiationem, ordinationem et declarationem seu sententiam dictarum questionum discordie et materie questionis ac libertatum, franchisiarum et consuetudinum pro se et suis heredibus tenere, complere, facere et observare et per dictam nobilem domicellam Margaretam eius uxorem teneri facere, complere, observare, confirmare, laudare et approbare ipsius determinationem, ordinationem, sententiam et pronunciationem habere ratas, gratas atque firmas plenius et in perpetuum, absque aliqua contradictione per dictos coniuges et eorum successores dominos de Orba ex nunc in antea facienda seu ponenda, et dictis burgensibus et habitantibus dicte ville et communitatis de Orba comparentibus, per Iohannem de Pompale[b] et Nicolaum Malsans, burgenses et habitantes de Orba, nomine eorum et tamquam rectores et gubernatores ville et communitatis de Orba, Henricum Petitpas, Perrodum Marescalli, Guillermum de Nosereto, Iohannem de Tillerea, Iacobum de Sarrata, Mermetum Huguet et Nicoletum dictum Cagnon, burgenses et habitatores ville de Orba ac consilliarios dicte ville et communitatis de Orba, nomine eorum et nomine omnium aliorum burgensium et habitantium dicte ville de Orba, de quibus se fortes fecerunt; et in se pro ipsis et quibuscunque aliis burgensibus et habitantibus dicte ville de Orba onus huius operis susceperunt et assumpserunt; et promiserunt per iuramenta sua propter hoc ad sancta dei euvangelia corporaliter prestita, et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum suorum quorumcunque nostram pronunciationem, ordinationem et sententiam tenere, complere et habere perpetuo ratas, gratas ac firmas plenius perpetuo absque aliqua contradictione seu molestia inferenda vel ponenda.

Nos Iohannes de Cabilone, dominus et princeps predictus, ipsis partibus in dicto nostro castro existentibus, ut dictum est, comparentibus, auditis hinc inde a dictis partibus dictis et propositis ac allegatis, deliberatione prius a consiliariis nostris, de communi consensu ipsarum partium de dictis questionibus, dissentionibus et materia questionis dictarum franchisiarum, libertatum et consuetudinum dicte ville et communitatis de Orba, in modum qui sequitur ordinamus, declaramus et sententiamus, arbitramus, dicimus et pronunciamus ac determinamus ad opus burgensium, habitantium et habitaturorum ville et communitatis de Orba et ipsam pronuntiationem, determinationem, declarationem et sententiam dictis burgensibus et eorum successoribus perpetuo valituram.

[1] Primo, quod si quis peregrinus aut viator apud Orbam venerit et ibidem intestatus moriatur, bona ipsius debent deponi per consilium domini in manibus dictorum proborum de Orba et etiam custodiri per annum et diem; et si infra annum et diem heres venerit legitimus, debet habere bona dicti peregrini; si vero infra annum et diem, heres non venerit qui requirat bona peregrini vel viatoris deffuncti apud Orbam, debent distribui de voluntate domini.

[2] Si quis venerit apud Orbam et fecerit ville iuramentum et ibidem fecerit moram per annum et diem, sciente domino suo, nec infra annum vel diem fuerit requisitus, burgensis remanet; si vero infra annum et diem fuerit requisitus, domino qui requisierit debet facere rationem; et si non potest se erga dominum qui eum requisierit excusare et si dominus ipsum probaverit per duos de paribus

qui iurent domino ipsum esse tailliabilem, villa non debet ipsum tenere per burgensem. Potest tamen in villa et infra territorium ville remanere; si vero a villa voluerit recedere, villa ipsum et res suas debet conducere per diem et noctem.

[3] Forum de Orba est per diem lune et conducit venientes ad forum a dominica precedente sole oriente usque ad diem martis sole occidente, videlicet in dominio de Orba; et illi qui veniunt ad forum de Orba ab ortu solis diei dominice vel recedunt vendendo et emendo, debent domino vendas usque ad occasum solis diei martis sequentis.

[4] Si quis vero a dicto foro recesserit nec solverit vendas debet reverti et illas solvere si potest aut retromittere per nuntium, antequam reversus fuerit domum ipsius, et sic est quictus. Si vero reverti non poterit nec ipsas vendas retromittere, debet dictas vendas secus viam subtus lapidem et duos lapides reponere hinc inde in testimonium. Et die lune sequenti, debet redire et habere secum duos testes probos homines et accipere vendas et reddere domino. Et sic est quictus de vendis et banno. Si quis vendas deportaverit alio modo quam dictum est, tenetur domino in sexaginta solidis et obollo.

[5] Qui vendit in villa de Orba non debet vendas, nisi in predictis tribus diebus.

[6] Burgensis non debet vendas in nundinis de Orba; venditor debet vendas nisi fuerit burgensis, alias tamen venditor et non emptor.

[7] Quilibet potest res venales suas in fenestra sive in sua mensa vendere, exceptis rebus illis que in macello venduntur.

[8] Si quis frangit forum, tenetur domino in sexaginta solidis.

[9] Si burgensis rixatur in foro cum burgense, non tenetur domino in maiori banno quam alia die.

[10] Si burgensis percutit non burgensem vel non burgensis burgensem fractor fori accusatur.

[11] Nemo debet capi in villa de Orba seu infra limittes dicte ville nisi de consilio dictorum burgensium de Orba, preterquam latro vel proditor maniffestus et homicida et alius qui maniffeste commiserit maleficium, per quod debeat recipere penam corporalem.

[12] Dominus non debet in villa de Orba bannum ponere nisi de consilio burgensium, nisi pro fractione fori et burgensis captione et calvacatura sua et etiam aliis casibus, si qui sint de quibus est acthenus usum ponere bannum super communitate vel singularibus personis seu aliis quovismodo in villa de Yverduno, quibus casibus et quolibet eorum ipse potest ponere bannum sine eorum voluntate.

[13] Dominus non potest refutare burgensem per gubernatorem ville sibi presentatum, ut acthenus fuit in dicto loco usitatum.

[14] Si quis rixatur cum aliquo et percutit ipsum, probare potest per regiquinam unius hominis vel mulieris, mediante iuramento, nisi homo ille vel mulier sit litigator vel particeps litis. Litigantes et litis participes a regiquina repelluntur.

[15] Si quis voluerit aliquem repellere a regiquina, dicens ipsum esse litigatorem vel litis participem, debet hoc probare per duos testes fide dignos.

[16] Regiquina debet fieri in iudicio loci ante probos homines, presente illo contra quem fit regiquina, si voluerit esse presens. Ille qui facit regiquinam debet credi per iuramentum suum ad sancta dei euvangelia prestitum.

[17] Et qui percutit de baculo vel de alio gladio, effundat sanguinem vel non, tenetur domino in sexaginta solidis, et passo, si clamam fecerit antequam regiquina trahatur, in triginta solidis. Quod sine clama non tenetur passo et indistincte tenetur domino in banno quo supra, si casus reperiatur.

[18] Si quis rixatur cum aliquo et iactat lapidem contra ipsum, tenetur domino in sexaginta solidis et illi super quem trahit in triginta si per clamam ut supra.

[19] Qui rixando trahit cutellum suum vel enudat contra aliquem, vel trahit lanceam extra domum unam cubitatam, tenetur domino in sexaginta solidis et illi super quem trahit in triginta si per clamam ut supra. Et si vulnus fecerit, cui vulneri medicus competat, tenetur solvere opera medici et expensas vulnerati; et si ultra mensuram vulneratus petierit, dominus debet taxare et admensurare predicta, habitis secum duobus probis hominibus de Orba.

[20] Qui percutit de pugno tenetur domino in tribus solidis et percusso in decem et octo denariis si per clamam.

[21] Qui percutit de palma tenetur domino in quinque solidis et percusso in triginta denariis, nisi effundat sanguinem; quia tunc tenetur domino in sexaginta solidis et percusso in triginta solidis, si sanguis effluendo apparet vesti vel in terra.

[22] Qui tirat ambabus manibus, tenetur domino in decem solidis et passo in quinque solidis si per clamam.

[23] Qui percutit de pede tenetur domino in decem solidis et percusso in quinque solidis si per clamam.

[24] Qui delacerat vestes tenetur domino in decem solidis et passo in quinque solidis si per clamam.

[25] Qui capit rem alterius violenter vel qui devestit tenetur domino in sexaginta solidis, restitutis rebus captis devestito vel passo violentiam in triginta solidis si per clamam.

[26] Qui percutit aliquem infra domum suam vel fecerit aliquam violentiam, tenetur domino in sexaginta solidis et percusso in triginta solidis si per clamam ante regiquinam et post.

[27] Mulier non tenetur domino nisi dimidium viri.

[28] Si quis dixerit alicui «avoutroz» vel «pugnay» sive «leprosus» et non sit, tenetur domino in decem solidis et passo sive illi cui dixerit in quinque solidis si per clamam.

[29] Si quis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquid turpe et ille vel illa dat ei alapam, non tenetur domino in aliquo.

[30] Si quis dixerit alicui: «Tu es fur vel proditor», nisi dixerit de quo non tenetur respondere eidem nec in manu domini assignare et assecurare. Si vero dixerit de aliquo, per clamam coram domino, tunc tenetur se deffendere per se

vel alium nuncium, vel per aliam rationabilem excusationem in manu domini assignare et assecurare, si super hoc fuerit requisitus. Et si ille qui appellavit retraxerit se ab appellatione sua, antequam ipsam firmaverit in manu domini, tenetur domino tantum in sexaginta solidis et appellantem pro bono homine tenere, negando quod dixerit ei.

[31] Si quis burgensis fecerit de aliquo clamam non tenetur assecurare nisi in causa appellationis belliquose, et nisi etiam dictus actor subcumbat in causa.

[32] Omnes de quibus facta est clama, tenentur assecurare vel facere statutum ville.

[33] Dominus potest inquirere de iniectione manuum et omni alio causu[c], excepto causu[c] criminali supra corpus hominum, et aliis casibus supra exceptis et infra scriptis, contra quemcunque sine clama si maliciose.

[34] Qui tenet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, emit ad magnam et vendit ad parvam, in misericordia domini est.

[35] Mistralis debet scindere omnes mensuras vocatis gubernatoribus ville de Orba et signare signo domini.

[36] Dominus quotiens totiens quo voluerit potest dictas mensuras capere et parvam mensuram frangere et tenetur domino in tribus solidis; si vero mistralis ipsam non scinderit et reperiatur falsa, tenetur domino in sexaginta solidis.

[37] Macellarius non debet lucrari in solidum nisi unum denarium.

[38] Macellarius debet exponere et dicere emptori cuiusmodi carnes quas ipse vendit sunt; alioquin tenetur domino in decem solidis et emptori in quinque.

[39] Macellario credendum est de expositione carnium per suum iuramentum.

[40] Macellarii non debent custodire carnes, nisi a die sabatti usque ad diem lune sole occidente; et ita intelligitur de continuatione aliorum dierum et si plus servaverit, tenetur domino in tribus solidis et carnes amittuntur; et hoc intelligendum est a festo Pasche usque ad festum beati Michaelis.

[41] Si quis macellarius aliquem renem falcierit, tenetur domino in tribus solidis et carnes falcitas amictit.

[42] Item si vendiderit carnes animalis morsi tenetur domino in sexaginta solidis, si possit probare per duos homines qui iurent illud idem. Et illos dominus compellit de veritate dicenda.

[43] Bollengeria debet lucrari in cuppa duos denarios et non plus ultra suum capitale.

[44] Mollendinarius debet molere duos modios frumenti pro una cuppa.

[45] Fornerius cuppam farine ad cumulum grossi panis debet coquere pro duobus denariis et cupam farine panis levis aut albi pro tribus denariis.

[46] Omnes debent molere ad molendinum domini et coquere ad furnum domini et expectare in molendino per diem et noctem; post vero diem et noctem possunt molere ubicunque voluerint. Et contrarium facientes erunt emendabiles domino in sexaginta solidis pro qualibet vice.

[47] Homicide, latrones, proditores domino sunt, nisi aliqua evidenti ratione se potuerint excusare.

[48] Usurarii maniffesti sine liberis morientes, quos ecclesia non recepit, domino sunt.

[49] Teise domorum seu causalium[d] ville de Orba debent domino quolibet anno in festi beati Andree duos denarios pro qualibet teisa, prout consuetum est solvere.

[50] Dominus seu nobiles, burgenses aut aliqui de commorantibus in villa de Orba non possunt neque debent in deffectu solucionis censuum petere, erigere nec levare, nec heredes sui nec ab heredibus suis duplum dictorum censuum suorum a debitoribus dictorum censuum.

[51] Item quicunque venditor, qui habet vendere aliquam possessionem seu possessiones unam vel plures in perpetuum, domino et suis heredibus non tenetur solvere nisi tresdecim denarios Lausannenses seu monete cursibilis in Waldo[e] pro qualibet venditione et contractu eiusdem. Et si quis nobilis, burgensis aut aliquis alius, qui in districtu, dominio et territorio ville de Orba velit vendere totam hereditatem suam insimul, domino non tenetur solvere nisi tredecim denarios monete cursibilis ut supra.

[52] Item quod preco non potest clamare neque debet aliquod bannum sive statutum facere, nisi per dominum et burgenses de Orba simul fuerit concordatum et quod fiat clamor nomine dicti domini et dictorum burgensium, nisi in casibus supradictis et ante declaratis.

[53] Item burgenses predicti debent dominum sequi et servire sibi per octo dies suis missionibus et expensis in facto calvacature; et si per residuum temporis quoacturus erit idem dominus, debetur ipsi servire et sequi, ipsius domini missionibus et expensis et alibi ubicunque, modis et forma acthenus observatis et consuetis in patria Waldi[f].

[54] Item non potest idem dominus de Orba neque debet dictos burgenses suos de Orba alicui prestare, nisi cum missionibus et expensis illius sive illorum quibus ipsos prestaverit.

[55] Item quod nonnullus alius cuiuscunque conditionis ac status existat non debet ad villam de Orba aliud vinum aducere nec vendere, nisi creverit in vinoblio de Orba, videlicet a tempore vindemiarum usque ad festum Assumpcionis beate Marie virginis, nisi de consensu dicti domini ac castellani ipsius et gubernatorum ville de Orba, sub pena admissionis vini et sexaginta solidorum domino applicandorum.

[56] Bollengeria debet domino anno quolibet duos solidos, si panem suum vendiderit in platea fori.

[57] Dominus, vocatis secum gubernatoribus ville de Orba, quocienscunque vendiderit panem non sufficientem, potest accipere et dare pauperibus, si burgenses dixerint panem non sufficientem.

[58] Sutor debet domino quolibet anno pro scanno suo tres solidos.

[59] Qui vendit sal in platea debet domino duodecim denarios anno quolibet.

[60] In villa de Orba non debet quis augmentare pretium vini; si quis augmentaverit post clamorem factam, tenetur domino pro qualibet mensura in tribus solidis et reponere in pristino statu vel in minori.

[61] Venditores victualium tenentur credere super vadia que valeant tertiam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum.

[62] Tabernario credendum est de taberna sua usque ad quinque solidos per suum iuramentum, dummodo ille a quo petit debitum de taberna sua aliquid se debere recognoverit.

[63] Ille qui deportat pagam tabernarii invicto tabernario et contradicente et ponente bannum taberne, tenetur domino in sexaginta solidis, si probare potest per duos testes.

[64] Dominus potest debonare seu limitare pascua de voluntate et ad requestam burgensium, quotiencunque dominus et burgenses fuerint concordes.

[65] Ille qui violaverit pascua tenetur domino in tribus solidis.

[66] Burgenses non debent vendere domino carius quam aliis; vadium domini debet custodiri quadraginta diebus antequam vendatur.

[67] Si vero vadium alicuius vendatur, et ille cuius est vadium revocat vendicionem, dicendo vadium non esse venditum secundum usus et consuetudines ville de Orba, si fuerit in presentia, debet illi cui vadium vendit presentare somam pro qua tenet vadium et petere iustitiam vendicionis infra quatuordecim dies, et ille tenetur sibi reddere vadium nisi possit se deffendere dictum vadium legitime vendidisse, et super venditione tenetur eidem credere suo iuramento; si vero ille cuius est vadium fuerit extra patriam hoc debet facere infra quadraginta dies, quia post non valeret revocatio; vendito vadio, ille cuius est vadium potest ipsum recuperare infra octo dies soluto debito et dato obolo pro solido.

[68] Quicunque producit testes debet expectare illum contra quem producit usque ad nonam; post vero nonam, potest producere, licet ille sit absens contra quem producit; et debet iurare quod producit bonos testes et debet producere coram domino vel probis hominibus qui interfuerint in loco placitandi consueto, si non potuerit habere dominum, qui representabunt dictos testes iudici domini ad ipsos examinandum.

[69] Famuli domini ad regiquinam non admittuntur pro domino, neque famuli illius pro quo fit regiquina.

[70] Si quis uxoratus cum aliqua uxorata inveniatur vel non uxorata in lecto, brachis tractis, tenetur domino in sexaginta solidis.

[71] Pater non debet dare filio suo portionem nisi unum quarterium panis et unum baculum album.

[72] Pater non tenetur pro facto filii nisi voluerit.

[73] Ballivus, castellanus et mistralis domini tenentur apud Orbam iudicare de cognitione, per consilium burgensium dicti loci et si burgenses noluerint seu negligerint cognoscere, ille qui pro domino est, potest habere consilium ubi voluerit, et per se cognoscere et si aliqua pars se consentierit agravata, potest appellare ad dominum et non ad alium.

[74] Alter alterum ad diem iuris debet expectare usque ad vesperas, quibus transactis, dominus potest investire comparentem de querela sua, si alter absens fuerit, rationem faciendo.

[75] De violentia et devestitura testes sunt producendi.

[76] Quislibet macellarius tenetur domino pro scanno suo in tribus solidis.

[77] De universis clamis factis domino, dominus debet facere rationem primo conquerenti, quam recipiat clamam.

[78] Qui facit homicidium in villa de Orba vel infra dominium dicte ville non debet remanere in villa, nec intrare villam neque dominium, nisi evidenti ratione se possit excusare.

[79] Qui intrat vineam, ortum seu virgultum alicuius sine licentia cuius est ortus, vinea seu virgultus, nisi sequendo avem suam seu animal suum, si clausi fuerint, tenetur domino de die in tribus solidis et sex denariis et messiliariis in tribus solidis et sex denariis, et illi cui est vinea seu vigultus emendare dampnum. Si de nocte intraverint dampnum faciendo tenetur in sexaginta solidis et illi cui est vinea seu vigultus emendare dampnum iuxta taxationem proborum hominum, sequendo vero animal suum sive avem suam tantum dampnum debet resarcire, et hoc debet probare per iuramentum illius cuius est vinea, ortus sive virgultus et per iuramentum unius idonee persone.

[80] Dominus seu officiarii domini non debent aliquem de nobilibus, burgensibus sive habitatoribus de Orba citare seu citari facere nisi in loco placitandi consueto in villa de Orba et alio loco publico et convenienti sufficienter existenti in dicta villa et ex parte domini habitatore sufficienter voce precona interminato[g].

[81] Item si ad requestam partis fuit posita barra ad hereditagia existentia in villa de Orba et territorio eiusdem, tenentes hereditagia possunt propria auctoritate, sine licentia iudicis et sine alia fideiussorum intrare dicta hereditagia pro ea excollenda, proviso quod ipsi non potuerint levare fructus et exitus dictorum hereditagiorum, antequam obtinuerint competenter dictam barram a iudice dicti loci levari; et contra facientes tenebuntur ad bannum sexaginta solidorum. Ymo de omnibus barratis per dominum et manibus missis, dominus tenetur vel eius officiarii tenentur recipere fideiussores ydoneos et deliberare et manum levare.

[82] De septem modiis frumenti debitis domino annuatim, dominus debet recipere a burgensibus de Orba frumentum receptabile.

[83] Dominus non potest levare nec de aliquo banno inquirere, nisi infra quadraginta dies fuerit inquisitum, quod post non valeret.

[84] Bona bastardorum et alumpnorum domino sunt, si moriantur absque liberis legitimis, aut absque testamento per ipsos facto.

[85] Quislibet nobilis et habitator in villa de Orba potest de suis bonis in sua ultima voluntate et alias ordinare sicut voluerit, modo et forma acthenus usitatis tam in villa de Orba quam patria Vuaudi.

[86] Item quod si ad requestam alicuius partis aliqua hereditagia in villa de Orba et territorio eiusdem fuerint barrata, tenentes et possidentes dicta hereditagia potuerint et sibi licebit intrare dicta hereditagia ad ea excollenda absque licentia alicuius, hoc proviso quod ipsi non potuerint nec sibi licebit levare fructus seu exitus percipere dictorum hereditagiorum antequam obtinuerint competenter dictam barram a iudice dicti loci levari et contrarium facientes tenebuntur ad bannum sexaginta solidorum.

[87] Item in omnibus causis motis et movendis coram iudice et iudicibus domini de Orba, placitatis per ambas partes usque ad decisionem cause seu causarum, et discordia sit in curia inter burgenses et assistentes in curia de Orba, dictus iudex solus poterit refferre discordiam in dicta curia existantem in concordiam et iustitiam ministrare secundum rationem et consuetudinem acthenus in dicta villa de Orba consuetas.

[88] Item si aliquis sentiens se gravatum in aliquo[h] seu de aliqua sentencia, tales sentientes se gravatos debent appellare a sententia mistralis dicti loci ad castellanum dicti loci de Orba et a castellano ad baillivum de Orba et a baillivo ad dominum de Orba, et non alibi. Ita tamen quod dominus de Orba debet ministrare iudicem appellationum in villa de Orba, ad cognoscendum secundum consuetudines de gravaminibus prout visum fuit et consuetum paciffice in villa de Orba.

[89] Item si aliquis placitet vel prosequectur in villa de Orba et curia eiusdem coram iudice et prosequatur in omnibus causibus criminalibus vel civilibus et presentet talis prossecutus fideiussorum unum vel plures, dictus iudex poterit et ei licebit ipsum ducere seu duci facere in castrum de Orba, si fideiussores non sufficiant sibi, et de ipso facere iustitiam ut consuetum est in talibus casibus secundum statuta et consuetudines.

[90] Item si in presentibus libertatibus et franchisiis aliqua ad opus et utilitatem dominorum de Orba seu eorum officiariorum sunt obmissa, et de quibus eorum predecessores acthenus ad eorum opus et utilitatem usi fuerint, quod in presentibus ponantur et reponantur, totiens quotiens dicto domino et successoribus suis placuerit, et de ipsis dictus dominus et sui successores domini de Orba et eorum officiarii possint ipsis gaudere et uti secundum rationes, statuta et consuetudines patrie, non obstante quod in presentibus non sint scripte nec inserte. Et similiter si in presentibus non sint scripte, contente aut inserte alique franchisie et libertates ad opus et utilitatem burgensium et habitantium de Orba, de quibus dicti burgenses et habitantes ville de Orba aut eorum predecessores usi fuerint et consueverint, quod in presentibus scribantur et inserantur et in presentibus possint scribi et inseri ad ipsorum et eorum successorum opus et utilitatem, totiens quotiens eis placuerit et videbitur expediens, et quod de ipsis possint et sibi et successoribus suis liceat gaudere et uti, ac si in presentibus scriberentur et inserentur modo et forma quibus acthenus ipsi et eorum predecessores consueverunt[i] et usi fuerint[i] et eis et successoribus suis valeant secundum statuta et consuetudines patrie.

Item dicimus, pronunciamus, sententiamus et ordinamus per hanc nostram presentem pronunciacionem et declaracionem has presentes sigillari nostro magno sigillo, cum sigillis dictorum dilectorum nostrorum Humberti et Margarete, dominorum de Orba, tali conditione apposita quod si presentes non sigillarentur de predictis tribus sigillis, quod presentes sub sigillo nostro et signo notarii infrascripti robur perpetuo firmentur et vigorem obtineant ac si plenarie de dictis tribus sigillis sigillarentur.

Quamquidem pronunciacionem, declaracionem et ordinacionem ac sentenciam et omnia et singula supradicta, prout superius sunt scripta, declarata et ex-

pressa, nos Humbertus et Margareta predicti, specialiter nos Margareta de laude, iussu, auctoritate et mandato dicti domini mariti nostri, et nos burgenses predicti nominibus quibus supra et quilibet nostrum in tantum quantum nos Humbertum et Margaretam predictos et burgenses nominatos tangit, tangere potest et debet, ut superius est declaratum, coniunctim vel divisim, volumus, consentimus, laudamus, confirmamus, rattifficamus et approbamus pro nobis et successoribus nostris quibuscunque dominis de Orba; et dictas franchisias et libertates et omnia et singula contenta et scripta in presentibus dictis burgensibus et habitatoribus et eorum successoribus de Orba perpetuo valere, stare et esse et valere volumus. [...]

Datum quoad nostram pronunciacionem, declaracionem, ordinacionem, consensum, laudem, confirmationem dictarum partium in castro nostro de Nosereto, septima die mensis octobris, anno domini millesimo quatercentesimo quarto, presentibus nobilibus viris domino Henrico, domino de Villario Cessel, comite de Rupibus, Galthero de Vuppes[j], militibus, domino Petro decano de Rubeomonte, magistro Habrico Bouchardi, magistro Petro de Claravalle, clericis, licenciatis in legibus, Iohanne Pitet habitatore Lausanne, Iohanne Velmet de Villario Selli[a], cum pluribus aliis.

Et quoad laudem, consensum, confirmacionem et approbacionem dicte dilecte nepte nostre Margarete de Montebeligardo, domine de Orba, de laude et auctoritate quibus supra, die vicesima secunda mensis aprilis post Pascha, anno domini millesimo quatercentesimo quinto, presentibus predicto domino Henrico, domino de Villario Cessel et comite de Rupibus, domino Petro, decano de Rubeomonte, Iohanne dicto Gribillet de Claravalle, Iohanne dicto le Clerc de Villario Cessel et pluribus aliis testibus ad hoc vocatis et rogatis.

Et ego Iohannes de Sampans, Bisuntinensis diocesis, Salins commorans, notarius imperiali auctoritate publicus, qui in premissis omnibus et singulis dum sic fierent et agerentur unacum prenominatis testibus presens fui, et ea sic fieri vidi et audivi, ex inde hoc presens publicum instrumentum de mandato dicti nobilis et potentis viri domini de Arlato et principis Orangie, ac consensu et voluntate dictarum partium confeci et in hanc formam publicam redegi per alium aliis occupatus negociis scripbi[i] feci meque propria manu mea subscripsi signoque meo publico manuali consueto signavi in testimonium veritatis vocatus et specialiter rogatus.

AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 4B, ***parchemin original,*** *pâli par endroits, 71 x 78,5 cm, sceau pendant de cire rouge de Marguerite de Montbelliard, queue pour un deuxième sceau manquant, signature du notaire Jean de Sampans. –* ***Copies:*** *AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 4A, copie sur parchemin de la fin du XVe s.; ACV, Archives du château de la Sarraz, H 7, copie sur papier du XVIe s.; ACV, Fp 15, fol. 244r–258v, Grosse d'Orbe de 1518, registre de papier de Jean Besson.*

Ed. MDR XXVII, p. 214–231; traduit et analysé in GINGINS-LA SARRA, p. 142–162.

[a] *lisez* Villarcessel.
[b] *lisez* Pompaple.

[c] *sic pour* casu.
[d] *lisez* casalium.
[e] *lisez* Waudo.
[f] *lisez* Waudi.
[g] *lisez* determinato.
[h] *sous-entendez* casu.
[i] *sic*.
[j] *lisez* Vuippens.

166. Arbitrage au sujet des contributions dues par le clergé d'Orbe.

1410 juin 27. Orbe

Nos Iacobus Lamberzon de Orba presbiter procurator et procuratorio nomine discreti viri domini Petri de Essertines, curati de Orba, omniumque cappellanorum et tocius cleri dicti loci de Orba, Petrus Burdini, Falco Girardi, Aymo Collet, Guillermus Bazam, Henricus de Grangia, Franciscus Boccherens et Willermus Fulgand, cappellani de Orba, pro parte una, Anthonius de Arnex domicellus, Iohannes Bernardi clericus et Perrodus Lovat, burgenses de Orba, nomine tocius communitatis ville de Orba, pro parte alia, notum facimus universis presentibus et futuris quod cum questio seu debatum verteretur et in futurum vertere speraretur inter nos dictas partes, videlicet super eo quod nos prenominati Anthonius de Arnex domicellus, Iohannes Bernardi clericus et Perrodus Lovat, predicti, nomine quo supra, dicebamus et de presenti dicimus quod per consilium communitatis dicte ville de Orba extitit et fuit facta quedam imposicio pecuniaria nomine et ad opus tocius communitatis dicte ville de Orba pro reparacione et fortifficacione dicte ville de Orba. Que imposicio facta fuit cuilibet residenti in dicta villa de Orba et cuilibet non residenti habenti possessiones in dominio de Orba et maxime cuilibet capellanorum residenti et habenti possessiones penes iuridicionem dicte ville de Orba prout in papiro dicte communitatis ville de Orba super dicta imposicione compilata plenius continetur. Quare petebamus et petimus per ipsos cappellanos dictam imposicionem in dicto papiro contentam solvi secundum tenorem et continentiam eiusdem, dicentes sic fieri debere, cum ita sit hactenus in dicta villa de Orba super et pro talibus fieri consuetum et a toto tempore quod contrarii hominis memoria non existit. Ad que predicta per dictos Anthonium, Iohannem et Perrodum nomine communitatis predicte prout supra proposita et petita, nos procurator et cappellani predicti nominibus quibus supra respondentes, dicebamus diximusque et dicimus nos ad eadem facienda et solvenda non teneri, pro eo quia non constat quod aliqua reparacio diu est facta, fuerit in dicta villa de Orba nec in aliqua parte eiusdem pro fortifficacione aliquali. Primo si aliqua imposicio per dictam communitatem facta fuerit, illa facta fuit pro calvacatura nobilis et potentis viri domini Humberti de Villario Saixel militis, domini nostri de Orba, eundo ultra mare ubi ipse accepit habitum et arma militie. Pro quibus et occasione quorum ad nos nichil spectat solvere, et in casu quo constaret

aliquam imposicionem de novo esse seu fuisse factam pro fortifficacione dicte ville de Orba, eo casu submisimus nos procurator et cappellani predicti et de presenti submittimus stare velle et debere facere super hiis secundum quod et modum per quem in et de talibus utuntur et faciunt et hactenus usi sunt et fecerunt domini curati et cappellani Yverduni, Melduni, Rotondimontis et Stavayaci et prout in illis villis temporibus preteritis fuit in talibus per curatos et cappellanos dictorum locorum fieri hactenus consuetum. Item de aquis, pascuis et nemoribus nos non debemus nec tenemur aliquod solvere secundum libertates et franchesias ecclesie. De quibus libertatibus et franchesiis dicte ecclesie utemur et uti volumus. Nobis Anthonio de Arnex domicello, Iohanne Bernardi clerico et Perrodo Lovat predictis nomine communitatis predicte e contrario dicentibus et prout supra proponentibus et postulantibus.

Tandem vero hiis et multis aliis alterquacionibus et debatis inter nos dictas partes super premissis habitis, nos ipse partes super eisdem concordare cupientes et pro eisdem alterquacionibus, discordiis et debatis sedandis et pacificandis compromisimus nos et compromittimus videlicet nos Anthonius de Arnex domicellus, Iohannes Bernardi clericus et Perrodus Lovat predicti nomine dicte communitatis ville de Orba, de laude, voluntate, auctoritate, mandato et consensu expressis Willermi Barberii clerici, Iohannis de Stavayaco, Mermeti Champion rectorum, scabinorum et negociorum gestorum dicte communitatis ville de Orba, Iaqueti Lamberzon, Henrici Pitipas, Iohannis de Pompaploz clericorum, Nycholay Mansan clerici, Iaquini de Comba clerici, Symonis de Grez clerici, Petri Ambrissodi notarii, Mermeti Deyniaz clerici, Iohannis Cutroz, Nicholeti Cagnyon, Petri Lamber, Octhonis Saget, Petri Tissotet et Iohannis de Bannens conconsiliariorum dicte communitatis ville de Orba nomine eiusdem et nos Iacobus Lamberczon presbiter procurator qui supra et alii cappellani nominibus quibus supra nominati, partes predicte, in nobilem et potentem virum dominum Humbertum dominum de Villario Saixel et de Orba, dominum nostrum carissimum, cui dedimus et concessimus plenam et omnimodam potestatem de et super discordiis, alterquacionibus et debatis supradictis ordinandi, pronunciandi, et quitquid sibi placuerit faciendi et declarandi iure, concordia seu consuetudine aut alias sua spontanea voluntate.

Promittentes nos partes predicte nominibus quibus supra de laude et voluntate quibus supra pro nobis et successoribus nostris iuramentis nostris ad sancta dei euvangelia corporaliter prestitis et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum, scilicet communitatis ville de Orba predicte et universitatis cleri dicti loci Orbe, mobilium et immobilium, presentium, et futurorum quorumcunque, nos ratum, gratum, validum et firmum, perpetuum habere et tenere, attendereque et observare quicquid per prefatum dominum Humbertum de et super premissis et aliquo premissorum ordinatum, dictum, pronunciatum verbo vel in scriptis fuerit seu alias quovismodo declaratum.

Et nos Humbertus dominus de Villario Saixel et de Orba miles per partes predictas quibus supra nominibus amicus arbiterque communiter electus onus dicti compromissi contemplacione ipsorum factorum acceptantes et sucipientes, dis-

cordiasque, alterquaciones et debata predictas et predicta sedare et pacificare cupientes, de et super eisdem pronunciamus, ordinamus, arbitramur et declaramus ipsis partibus presentibus et sic fieri quibus supra nominibus petentibus per modum qui sequitur sub hac forma.

[1] Primo videlicet quod bona pax et amicicia sint perpetuis temporibus inter partes supradictas.

[2] Item quod prefati cappellani seu universitas cleri predicti de Orba pro facto aquarum, pascuorum et nemorum dicte communitatis de Orba seu pro eadem necessariorum in futurum teneantur et debeant contribuere seu auxilium, favorem vel iuvamem impendere.

[3] Item quod pro rebus seu possessionibus mortificatis et in futurum mortifficandis in manibus dictorum capellanorum seu cleri predicti aut alicuius eorumdem seu nomine et ad opus ecclesie de Orba vel alicuius altaris eiusdem, ipsi cappellani seu dictus clerus non teneantur nec debeant cum dicta communitate de Orba viceque nomine et ad opus eiusdem in aliquo contribuere pro qualicunque causa seu dicte ville fortifficacione vel necessitate.

[4] Item quod pro bonis paternis seu maternis aut collaterative devenientibus seu deventuris aut deventis eisdem cappellanis seu donatis vel legatis aut per eosdem vel alterum ipsorum emptis quoquo modo vel acquisitis, ipsi cappellani et clerus et quilibet ipsorum teneantur solvere, contribuere et se iuvare cum predicta communitate nomineque et ad opus eiusdem in futurum et pro perpetuo videlicet pro fortifficatione seu reparacione murorum, bastimentorum, vallorum, fossallium, chassalium, pavimentorum et aliorum onerum fortifficacionum et reparacionum dicte ville de Orba secundum quod eisdem pertinebit pro rata debita et spectabit, facta super hiis cum necesse fuerit distribucionem et imposicionem facere racionabiliter et non alias nec aliquo modo.

Quamquidem pronunciacionem supradictam necnon omnia universa et singula premissa et modo premisso per prefatum dominum Humbertum dominum de Villario Saixel et de Orba, militem, dominum nostrum carissimum et in amicum et arbitrum nostrum dictarum partium prout supra communiter electum factam et facta ordinataque et declarata nos dicte partes nec non nos alii omnes et singuli burgenses de Orba, conconsiliarii dicte communitatis superius nominate nomine nostrum et cuiuslibet nostrum et dicte communitatis laudamus, ratifficamus, emologamus pariter et perpetuo approbamus pro nobis et nostris heredibus et sucessoribus irrevocabiliter per presentes, promittentes [...].

In premissis autem omnibus et singulis compromisis, pronunciatis et declaratis fuerunt presentes Willermus de Arnex domicellus, Clemens de Bianna, Iaquetus Waulacres et Iohannes Serragini de Melduno testes vocati specialiter et rogati, et nos Willermus de Arnex domicellus, Clemens de Bianna, Iaquetus Walacres et Iohannes Serragini predicti, qui in premissis omnibus et singulis [... que][a] acta fuerunt, ut superius discribitur, presentes exstitimus, ipsa omnia actestamur esse vera et sicut supra scripbuntur fuisse facta, compromissa, pronunciata, declarata et ordinata, laudataque post modum approbata et ratifficata. Et in pre[-dictarum][a] omnium robur et testimonium, nos prefatus Humbertus dominus de

Villario Saixel et de Orba, miles, ad preces et requisiciones predictorum domini Iacobi Lamberczoni presbiteri procuratoris cuius supra cappellanorum etiam nobilium, burgen[sium de Or]ba[a] et testium predictorum sigillum commune baillivatus nostri de Orba hiis presentibus litteris duximus et precipimus apponendum.

Datum et actum in castro de Orba die veneris post festum sancte nativitatis beati Iohannis Baptiste [anno][a] domini millesimo quatercentesimo decimo. Levatum est presens instrumentum pro se fidem faciens ad opus predicte communitatis de Orba.

Io. Lombardit, notarius.

AC Orbe, Carton Franchises, Série P, PAA 5, ***parchemin original,*** *coin inférieur droit déchiré, 57 x 36,5 cm, queue pour le sceau pendant annoncé et manquant.*

[a] *trou.*

167. Modalités de perception d'une giète fixée par le conseil de la ville d'Orbe.

1422 février 14 et mars 14. s. l. [Orbe]

Sequitur imposicio gieti facta personis sequentibus nominatim pro uno anno incepto quarta decima die mensis marcii quantum ad gietum et quantum ad posicionem gubernatorum quarta decima die mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo vicesimo secundo.

Et est sciendum quod in imposicione gieti hec acta fuerint in consilio, primo quod omnes persone sequentes que potestatem habent solverent quelibet particulariter LX solidos.

Deinde cetere persone que non videntur habere potestatem solvere debent qualibet edomada XII denarios.

Deinde mulieres vidue solvere debent qualibet edomada VI denarios.

Item fuit actum in consilio quod omnes illi de consilio solvebant LX solidos. Et si quis ipsorum magis solvetur, quod gubernatores tenebantur eis reddere.

Item fuit actum quod facta imposicione gieti de summa que inferius describitur quod gubernatores tenebantur tradere cuilibet persone divisim unam cedulam continentem quantitatem eisdem impositam quam tradiderunt dicti gubernatores.

AC Orbe, Carton Franchises, Série P, PAK 1, fol. 1v, ***registre*** *du Conseil, rédigé sur papier, partiellement rongé, 10,5 x 29,5 cm.*

168. Louis de Chalon concède une foire à la ville d'Orbe.

1455 avril 17. Nozeroy

Loys de Chalon, prince d'Orenges et seigneur d'Arlay, a tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Come pour subvenir aux vivres et autres necessites des nobles, bourgois et habitans de notre ville d'Orbe ou pais de Vuaud et du grant peuple estant en icelle ville soit necessaire d'avoir au dit lieu pleuseurs foires, esquelles soient appourtez vivres et autres danrees par les circumvoisines dudit Orbe et que en icelle ville ne soient chascun an que deux foires, esquelles ne es marches d'icelle on n'appourte ne amene pas tant de vivres et danrees a vendre comme il seroit mestier es dits habitans, qui pourroit estre octasion a pleuseurs de delaissier le lieu en notre grant preiudice et de cellui de notre dicte ville.

Pour quoy nous aient requis iceux nobles, bourgoys et habitans de leur ouctroier et consentir une foire audit lieu tous les ans au lundi apres Quasimodo; en outre les autres foires que desia y sont, savoir facons a tous que nous, inclinans a leur suplicacion et requeste et vuillans notre dite ville estre peuplee et le peuple y estant estre entretenu et affin qu'il puisse estre mieux pourveu de vivres et autres choses, nous, pour nous et noz hoirs, avons ouctroie et consentu, ouctroions et consentons par ces presentes lettres es dits nobles, bourgois et habitans dudit Orbe faculte d'avoir et tenir doresenavant ladite foire audit lieu tous les ans une foys le dit lundi apres Quasimodo, sauf notre droit et l'autruy et mesmement sauf et reserve a nous et noz successeurs seigneurs dudit Orbe tous drois d'icelle foire telz que les avons es autres foires dudit lieu.

Si mandons par ces presentes lettres a tous noz justiciers et officiers, prions et requerons tous autres non noz subges que la dite foire facent publier, notiffier et crier par tous les lieux ou il appartiendra. Et les dits nobles, bourgois et habitans dudit lieu d'Orbe lessent et souffrent joir de notre present octroy selon la forme et teneur de nos dites presentes lettres.

En tesmoing de ce, nous avons fait seeller ces presentes lettres de notre seel.

Faites et donnees en notre chastel de Noseroy le dix et septiesme jour d'avril apres Pasques, l'an mil quatre cens cinquante et cinq.

Par mon dit seigneur le prince

Morellus *avec signet*.

AC Orbe, Carton Franchises, Série P, PAA 6, ***parchemin original,*** *32 x 28,5 cm, sceau pendant de Louis de Chalon.*

169. Guillaume de Chalon-Arlay jure de respecter les franchises de la ville d'Orbe.

1464 avril 19. Orbe

Au non dez nostrez seignour, amen. Par laz tenour de ce present publique instrumant a tous soit faite chousez notoire, manifeste et evidente quez l'an dez l'incarnacion d'icelluy courant milz quatre cens sexante et quatrez et lez dixneufiesme jour duz mois d'avrilz, heure d'environ trois heures appres midy d'icelluy jour au chastelz et maison fort estant en laz ville d'Orbe au pais de Waud ou diocese dez Lausanne en laz grant salez dudit Chastelz illec personelement en laz presence dez moy Pierrez Gauther dez Romont demorant a Orbe, clert de l'auctorite imperial notayre et jure de laz court dez Lausanne et des testmoings cy appres escriptz, trest noble, excellant et puissant seigneur messirez Guilliame de Chalon prince d'Oranges et seigneur d'Arlay en compaignyer de plusaurs aultres nobles seigneurs et escuer d'une part et honorables homes Pierre dez laz Combe et Glaude Darbonyer, bourgois, governeurs, eschivens et sindiques de laz dicte ville et communite d'Orbe, aussi en compaignyer de plusaurs nobles, notables, bourgois et habitans d'icelle ville d'aultre part, les quelles parties devant dictes et nommees entre elles ayans paroles aucunes de plusaurs et diverses matierez, icelluy trest noble, puissant et excellant seigneur, monseigneur le prince d'Oranges entre les aultrez paroles plus dictes et proposees, a dit et profferer ausdit bourgois, gouverneurs et exchivens dudit Orbe les paroles en effet et substance quilz s'ensuyvrent, c'est assavoir entrez vous les gouverneurs, bourgeois et habitans d'Orbe, nous vous prions et requerons que vous veuillier fere a nous comme vostre vray et droyturier seigneur a cause duz decest et trespassemant dez feuz bonne memoyre monseigneur nostre perez, iadis prince d'Oranges et seigneur dudit Orbe et conmant le plus aisner filz d'icelluy et ausi actenduz que iceste ville d'Orbe meus a cause de ia dicte bonne memoyre madamez nostre merez le serement d'estrez subiet obeissant et feaulx a nous comme cy devant aves estez a nous predecesseurs, seigneur dudit Orbe, dez garder et procurer nostre prouffit, honour et utilite et de eviteir nostre deshonneur et dommaiges a vostre pouhoir[a], le tout celon ce qu'ilz avoient acostumer ca en arriere de fayre a ces dits predecesseurs seigneur d'Orbe, en disant aussi plusaurs aultres notables paroles et titres en protestant par icellui mondit seigneur de dire plus a plain en lieuf et temps ce mestier faisoit. Aulquelles paroles et requisicions par icelluy trest noble, excellant et puissant prince faictes et proposees, iceulx devandit gouverneurs, exchivens et bourgeois dudit Orbe apres ung petit dez intervallez de temps que ilz se sont retrahit et heuz ung polz dez conferances d'icelles requisicions et paroles emsamble ont responduz audit trest puissant prince et seigneur, monseigneur le prince d'Oranges ouz non dez heulx et des habitans et communaulter d'icelle ville d'Orbe les paroles qui s'ensiegnent en effet et substance, c'est assavoir: Mon trest redoubteir seigneur, nos sommes prest et apparellier de vous fere tous honneurs, service et obeissance cilz et en tant que raison et costume de pais le veulent

et que soyons entenuz de lez feyrez, en protestant premieremant par nous que pour quecunque obeissance, service, seremant et hommaiges que nous vous faissons que ilz ne prejudicient ne derroguent aulcunemant a nous droit, libertes, franchises et privilieges tant escriptes que non escriptes, mais en aultre mon trest redoubte seigneur, ilz est vray que par la costumez notoyrement et anciennemant gardees au pais et villes de Waud mesmemant audit lieuf d'Orbe que quant aucons seigneurs prent au entent a pranrez possession novelle d'aulcune ville et place, que icelluy seigneurs premieremant et avant touctes euvres doit fere le seremant aulx bourgeois et habitans d'icelle ville et place de les tracter gracieusemant et de les maintenir, aussi de leur estrez vray et loyal seigneurs comme rayson et costume de pais le veult et aussi de leur garder entretenir et conformer leurs liberter, droit, prerogatives et franchises, telles que par avant en avoient acostume d'en user et joir et que pour anfin veues les chouses dessusdictes, icelluy mondit seigneur le prince devoit premieremant et avant touctes autres fayrez ausdit gouverneurs, exchivens, bourgeois et habitans dudit Orbe le seremant devandit et en tel cas appartenant appres lesquelles chouses ainsi proposees et alleguees, d'ung costel et d'aultre, icelluy mon trest redoubte seigneur, monseigneur le prince d'Oranges a fait le seremant et jurer a mans nues suz ung missel d'eglisez tout ouvert, lequel missel tenoit en ses mains noble home Guilliame de Moncler escuer, iceulx bourgeois et habitans dudit Orbe bient et loialment garder, tracter, entretenir et de preserver, garder, en terme confermer et approver les drois, franchises, liberter, prerogatives tant escripte que non escriptez desdit bourgeois, habitans, lieuz et ressort de ladite ville d'Orbe comme ca en arriere ces predecesseurs avoient fait en icelle liberte, droit, prerogative et franchises par icelluy mondit seigneur le prince d'ors maintenant et desia approvant, confirmant et ratiffiant de tout en tout, de poin en poin celon la forme et teneur d'icelle et celon ce que cy devant en avoient acostumer d'en joir et user et en coubuant apres icelluy seremant par mondit seigneur le prince avoir estre fait, les devantdit monseigneur le prince, gouverneurs, exchivens et bourgeois emsamble de toucte leurs compaignye se sont departir d'icelle saule et se sont transporteir en la grant place dudit chastel devant la grant saule ycelle appallee basse court et entres les clausures d'icelluy et illec lesdit Pierrez de la Combe et Glaude Darbonyer, bourgeois gouverneurs et exchivens de la dite ville d'Orbe es nous que dessus on fet le seremant a mondit seigneur le prince et iurez sus ledit sain missel lequel tenoit tout ouvert en ses mains le dessusdit Guillaume de Montcler de estre bon, vray et loyaul soubget et obeissans a mondit seigneur le prince comme a lours vray et diret seigneur par la forme et magnyere comme cilz devant on este a mes seigneurs ces predecesseurs, en protestant toucteffois premieremant et avant touctes euvres par iceulx gouverneurs, bourgeois et exchevens que ou cas que a celluy mon dit seigneur le prince la dicte ville d'Orbe ensamble des habitans et ressort ne adviendroit come aut seigneur d'ilec, que le seremant cy dessus peulx fait ne preiudiciast au peut preiudicier aulcunemant a eulx ne a leurs successeurs au temps advenir mais que icelluy serement et promesse feust nulz cas et de nulle valeur et que aultremant ne en aultre magnyerze ne entendent au entendoient fere

icelluy serement par eulx cy dessus. A laquelle protestacion et a touctes les chouses dessus dictes icelluy mondit seigneur le prince a consentuz et par ces presentes consent.

Desquelles chouses devantdictes et d'une chascune d'icelle en tant qu'ilz leur touche ont requit et demander a moy notayre cy dessoubz escriptz a eulx estre fait publique instrument, ung au plusaurz, pour lour valoir; lesquel leur ayt aultroyer de mon office ce que de raison leur devra valoir et par ces presentes aultroyes, fait et donner les jour, heure, lieuf et an que dessus, present quant ad ce nobles seigneurs Loys de Vienne seigneur dez Russey et de Chevreal, Phillipe de Nuechastel seigneur de Fontanay, Anthoyne de Rye seigneur de Costebrunez, Einart de Nuefville, seigneur de Sain Germain, messire Jehan Armynier seigneur dez Belmont, Vauchier de Grignan seigneur d'Art, Moreal de Nuefville, Guiot Guilloz, Huguenyn de Chissy et Guillaume d'Espiney, Jaques d'Arnex, Pierrez d'Arnex et Estevenyn de Jougne, escuer, testmoings ad ce requis et demandes.

P[etrus] Gautherii.

AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 8, ***copie*** *notariée, 60,5 x 44,5 cm.*

Ed. in GINGINS-LA SARRA, p. 170–175 (texte modernisé).

[a] *sic.*

170. Après violation, les franchises des habitants de la ville d'Orbe sont précisées lors des troubles liés à la succession de Chalon.[1]

1465 janvier 31. s. l.

Nous Henry Vincent de Poligny, conseiller de monseigneur le duc et conte de Bourgogne et son procureur general du bailliaige d'Aval oudit conte de Bourgoigne, fais savoir a tous que comme iapieca et mesmement le treziesme jour du mois d'aoust dernierement passez, par auctorite des lectres closes a moy adressees de part monseigneur le president de Bourgoigne et les aultres gens du conseil et des comptes de mondit seigneur residans a Dijon, je me transpourteray en la ville d'Orbe, assise et estant de la souverainnite de mondit seigneur. Laquelle ville avoit estee prinse a force par noble et puissant seigneur Huguenin de Chalon et certains ses complices sur noble et puissant seigneur messire Guillaume de Chalon, prince d'Orenges et seigneur d'Arlay, son frere, qui la tenoit et possidoit ensemble des rentes et revenues d'icelle ville et y avoient estez prins prisonniers nobles hommes Oudot de Doubz, Jehan de Champaignole et Jehan d'Argnel escuiers, serviteurs dudit monseigneur le prince d'Orenges. Lesquelx depuis furent relachiez par Pierre de Joigne et Aymonet Fellin qui les avoient ploigiers comme ilz diserent jusques a certain jour singulier et pieta passe. Auquel jour, iceulx prisonniers furent ramenez et renduz audit lieu d'Orbe par Guillaume Ja-

quemet, mon substitu. Et en oultre depuis ce que dit est, par appointement donne et profere au lieu de Dole par mon dit seigneur le presidant et messeigneurs du conseil de mondit seigneur, estans avec luy ait este ordonne et appoincte que restaublissement seroit fait au dit monseigneur le prince des ville chastel et seignorie dudit lieu d'Orbe ensemble de leurs appartenances qui auroient este mises en la dite main de mondit seigneur, comme dit est et en seroit remis et restaubli en sa possession et saisine et pour en luy faire delivrance aye este commis de part mon dit seigneur et semblablement aye mis en la main d'icelluy seigneur les heritaiges, rentes, censes et revenues appartenant auxdits Pierre de Joigne, Aymonnet Fellin et a Jehan de Joigne, estans audit lieu d'Orbe et en souverainnite de mon dit seigneur le duc. Et pour faire les chouses dessus dites tant en general comme en particuler je aye fait et fait faire tant par mondit substitu comme par Philippe Damancey sergent de mon dit seigneur plusieurs caz, deffenses et commandemens a grosses peines tant arbitraires que aultres et mesmement de reveler et manifester a moy ou a mon commis [tous les][a] biens qui pourroient [...][a] estre substrais et prins audit lieu par le dit Huguenin de Chalon et ses dits complices depuis ladite prinse. Et il soit ainsi que les eschevens, gouverneurs et conseilliers d'icelle ville soient venuz devers moy tant au jour de la dite mainmise comme aujourduy, date de cestes et me ayent exposer et remonstrer que entre aultres explois par moy, mondit substitu et ledit sergent faiz y leur sembloit qu'ilz estoient grevez grandement en faisant ce que dit est et que c'estoit directement venir contre leurs libertez, franchises et coustumes, dont ilz estoient grandement dommaigies, en moy requerant de leur sur ce pourveoir par tant que de raison seroit affin que eulx et les aultres habitans d'icelle ville n'eussient cause de leur douloir de moy et en querir reparation devers mondit seigneur le duc et aultres qu'il appartiendra. Ainsi est que je, vuillant garder equicte et raison en ceste partie pour la descharge de ma conscience, cognois et confesse que ce qui a este fait en ceste partie tant par moy comme par mon dit substitu et aussi par ledit sergent a este fait par mon ordonnance affin de faire mon exploit a l'encontre de ceulx qui seroient trouvez curpables et mentans point avoir fait ou procurer faire ce que dit est ou preiudice des libertes, franchises, statuz, coustumes et prerogatives desdits habitans ne par ce vouloir acquerir sur eulx ne leur communaulte aucun tiltre de possession ou joyssance pour le temps a venir en tant que touche les dits caz fais en general et aussi les apposition des peines et multes sur ce faictes ou preiudice de leurs dites franchises par lesquelles ilz veullent dire et maintenir que l'on ne leur peult indire ou mectre aucune peine excedant la somme de soixante solz seulement.

Et ce je certiffie soubz mes seel et saing manuel cy mis le dernier jour de janvier l'an mil quatre cens soixante et cinq.

H. Vincent *avec signet*.

AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 10, ***parchemin original,*** *37,5 x 37,5 cm, fragments de sceau de Henri Vincent apposé au bas de l'acte.*

[a] *illisible car dans un pli et effacé.*

[1] *Cf. sur ce problème successoral «Les enquêtes de Chalon», publiées par Jeanne GALLONE-BRACK et Jean-François POUDRET, in SDS VD, Coutumes, t. I, Aarau 1972 et surtout J. F. POUDRET, «Les enquêtes de Chalon de 1470–1471 concernant la succession de la châtellenie de Grandson», MHDB, XXVI (1965), p. 91–116.*

171. Prenant possession de la ville d'Orbe, Hugues de Chalon confirme ses franchises.

1470 janvier 28. Orbe

ACV, Fp 15, fol. 266–269, Grosse d'Orbe de 1518, **registre** *de papier de Jean Besson, texte en français.*

172. Berne et Fribourg obtiennent Orbe, Grandson et Echallens.

1476 août 12. Fribourg

Copies *contemporaines: Staatsarchiv Bern, Allgemeine Eidgenössische Abschiede, A, 45–47; Staatsarchiv Luzern, Acten, Burgunderkrieg, Allgemeine Abschiede, B, 112–115.*

Ed. «Die Eidgenössischen Abschiede», Lucerne, 1863, vol. 2, p. 601–608; rég. SDS, Bern, Stadtrechte IV, 1, p. 539, no. 177 u.

173. LL. EE. de Berne et de Fribourg confirment les franchises d'Orbe en matière de commerce de vin.

1506 août 17. Fribourg

Nos sculteti et consules urbium Bernensis et Fryburgensis notum facimus universis quos interest aut in futurum interesse poterit quod nos ad humilem supplicationem nobilium dilectorum nobis fidelium gubernatoris, civium et tocius communitatis oppidi nostre[a] Orbe inclinati, quorum franchesias et iura dummodo nobis et iurisditioni nostre non fuerint preiuditio manutenere cupimus, eisdem articulum quendam existentem in litteris libertatum suarum per bone memorie illustrem dominum Iohannem de Cabilone principem Oringiarum eis concessarum, datis vicesima secunda mensis aprilis anno domini millesimo quatercentesimo quinto confirmavimus et per presentis scripti patrocinio confirmamus et emologamus.

Cuius articuli tenor sequitur et est talis: Item quod nullus alius cuiuscunque conditionis ac status existat non debet ad villam de Orba aliud vinum adducere

nec vendere nisi creverit in vignoblio de Orba, videlicet a tempore vindemiarum usque ad festum assumptionis beate virginis Marie, nisi de consensu dicti domini ac castellani ipsius et gubernatoris ville de Orbe, sub pena admissionis vini et sexaginta solidorum domino applicandorum.[1] Volentes preterea nos sculteti et consules predicti quia constitit et constat nobis in hanc partem de profectu et commoditate premissorum subditorum nostrorum quibus ex debito favere debemus ut dummodo, ut supra, non servierit nobis in dampnum tenore articuli ipsius deinceps gaudeant, proviso quod pena infligenda et consensus si casus id dederit prestandus fiat per officiarios nostros, qui pro tempore fuerint prout in ipso articulo continetur. Mandantes igitur omnibus et singulis baillivis et ceteris officiariis mandamenti nostri Orbe ut prefatos cives et subditos oppidi nostri Orba circa premissa manuteneant, preservent et tueantur omnibus dolo et fraude semotis.

In cuius rei evidentiam presentes litteras sigillis urbium nostrarum duximus roborandas.

Datas in Friburgo presentibus oratoribus nostrorum Bernensium secunda feria post festum Assumptionis Marie anno domini millesimo quingentesimo sexto.

AC Orbe, Carton Franchises, série P, PAA 11, ***parchemin original,*** *39 x 17 cm, sceau pendant de la ville de Berne, sceau manquant de la ville de Fribourg. –* ***Copie:*** *ACV, Fp 15, fol. 272v–273v, Grosse d'Orbe de 1518, registre de papier de Jean Besson. Trad. française: AC Orbe, PAA, traduction du XVIIIe s.*

Ed. d'une traduction moderne in GINGINS-LA SARRA, p. 193–195.

[a] *sic.*

[1] *Cf. art. 55 no. 165 supra.*

174. LL. EE. de Fribourg confirment les franchises d'Orbe, à la suite de violations dues au bailli.

1521 mars 19. s. l.

Nos scultetus et consules urbis Fryburgiensis universis presentium tenore signifficamus quod nos hodie supplicationem et conquestum fidelium subdictorum oppidi nostri Orbe audivimus continentem quod discretus nobis dilectus Iacobus Rubollet pro nunc eorum ballivus a carceribus nostri castri dicti loci Orbe quendam falcifficatorem monetarum in eisdem detentum ultra consensum dictorum subdictorum nostrorum distraxit, illum ducendo ad carceres castri nostri de Eschallens. Que res ipsis videbatur gesta fuisse contra libertates eorum et quia idem ballivus hec fecit absque mandato et consensu nostris, voluimus eumdem detentum ad nos remitti, dilectis fidelibus nostris predictis declarando premissa non debere preiudicari in futurum, quodque ballivus ipse nec sui successores

possint allegare, habere aliquod ius similem casum faciendi absque nostro mandato, quia volumus libertates, dictorum nostrorum subdictorum oppidi nostri Orbe fore lesas, sed perpetuis temporibus manere roboris et quas per presentes confirmamus, inhibentes officiariis nostris ne illas in futurum infringant sed observent.

Ad cuius rei evidenciam has presentes nostras licteras per fidelem secretarium nostrum signatas et sigillo urbis nostre munitas dictis subdictis nostris duximus fore concedendas.

Datas die decima nona mensis marcii anno domini millesimo quingentesimo vicesimo primo.

Zimmermann *avec signet*.

AC Orbe, Carton Franchises, Série P, PAA 13, ***parchemin original,*** *28 x 24 cm, sceau pendant de la ville de Fribourg.*

Chapitre 12: Palézieux

Le château de Palézieux a été construit au début du XIIe siècle par les sires de Palézieux. La seigneurie fut vendue à la famille de Billens en 1302. Humbert de Billens créa un bourg fortifié et lui concéda à perpétuité des franchises le 9 mai 1344. Suite au mariage de Marguerite de Grandson, veuve et héritière de Pierre de Billens, avec Rodolphe IV de Gruyère, la seigneurie de Palézieux fut réunie à celle d'Oron.

Bibliographie:

Ch. PASCHE, La Contrée d'Oron, Lausanne 1895 (rééd. Morges 1988). – N. MORARD, «Un document inédit sur la seigneurie foncière au Pays de Vaud: l'extenta nova de Palézieux (1337), RHV 1974, p. 27–63. – W. LACHER, La chronique de Palézieux, Lausanne 1955.

175. Humbert de Billens, sire de Palézieux, concède des franchises à ses sujets de la nouvelle ville de Palézieux [1].

1344 mai 9. Palézieux

Nos Humbertus de Billens, dominus de Palessuez, miles, notum facimus universis quod cum nos de novo inciperimus edificare quoddam burgum seu villam novam apud Palessuez, nos prefatus Humbertus scienter et spontaneus, pro nobis et nostris heredibus ac eciam successoribus, damus et concedimus irrevocabiliter et in perpetuum burgensibus nostris morantibus et perpetuo moraturis in dicto burgo seu villa nova de Palessuez, heredibus suis et posteritatibus eorumdem, liber-

tates, franchesias et consuetudines inferius declaratas et annotatas. Hec sunt libertates, franchesie et consuetudines inferius declarate:[2]

[1] = *Moudon art. 1*

[2] Forum de Palessuez est in die mercurii et illi qui veniunt ad forum ab ortu solis diei martis precedentis vel recedunt, vendendo, veniendo, recedendo, debent domino vendas usque ad occasum solis diei iovis sequentis, modo et forma quibus solvuntur apud Meldunum ponere, et die mercurii sequente debet redire et ipse secum [...]. *Pour la suite = Moudon, art. 4 et 6*[a]

[3] = *Moudon art. 7*[b]

[4] = *Moudon art. 10*

[5] = *Moudon art. 11*

[6] = *Moudon art. 12*

[7] = *Moudon art. 13*

[8] = *Moudon art. 14*[c]

[9] = *Moudon art. 15*[b]

[10] = *Moudon art. 16*

[11] = *Moudon art. 17, 18, 19*

[12] = *Moudon art. 20, 21*

[13] = *Moudon art. 22*

[14] = *Moudon art. 23*

[15] = *Moudon art. 24*

[16] = *Moudon art. 25*

[17] = *Moudon art. 26*

[18] = *Moudon art. 27*

[19] = *Moudon art. 28*

[20] = *Moudon art. 29*

[21] = *Moudon art. 30*, In predictis bannis tenetur quis domino sed non tenetur percusso sive passo, nisi clamam fecerit ante regiquinam.

[22] = *Moudon art. 31 pour la première phrase; la deuxième phrase est ainsi:* Et si clamam non fecerit, non tenetur domino neque passo.

[23] = *Moudon art. 32*

[24] = *Moudon art. 33*

[25] = *Moudon art. 34*

[26] = *Moudon art. 35*

[27] = *Moudon art. 36*

[28] = *Moudon art. 37*

[29] = *Moudon art. 38*

[33] = *Moudon art. 39*

[31] = *Moudon art. 40*

[32] = *Moudon art. 41*

[33] = *Moudon art. 42*

[34] = *Moudon art. 43*

[35] = *Moudon art. 44*[d]

[36] = *Moudon art. 45*

[37] = *Moudon art. 46*

[38] = *Moudon art. 47*

[39] = *Moudon art. 48*

[40] Furnus seu furni facti vel faciendi in burgo seu villa de Palessuez sunt, remanent et esse debent prout actenus est usitatum.

[41] = *Moudon art. 50*

[42] = *Moudon art. 51*

[43] = *Moudon art. 52*

[44] – [46] Teisa casalium sitorum infra burgum seu villanovam de Palessuez debent domino duos denarios cum obolo novorum [...], *la suite est la même que Moudon art. 53*

[47] Bolengeria debet domino duos solidos et septem denarios Lausannenses, et dominus [...], *la suite est la même que Moudon art. 54*

[48] = *Moudon art. 55*

[49] = *Moudon art. 56*

[50] = *Moudon art. 57–58*[b]

[51] – [64] = *Moudon art. 59–71*[b]

[65] Illi qui apud Palessuez sunt pro domino, castellanus sive mistralis vel alius, tenentur apud Palessuez iudicare et etiam cognoscere de consilio burgensium dicti loci: et si burgenses noluerint aut nesciverint, potest recurrere ad curiam domini nostri Ludovici vel alibi prout melius et utilius sibi videbitur expedire.

[66] Alter alterum ad diem iuris debet expectare usque ad vesperas; quibus transactis dominus potest presentem investire de querela sua, si alter absens fuit, rationem faciendo.

[67] = *Moudon art. 73*

[68] Quilibet macellarius tenetur domino in tribus solidis novem denariis novorum in festo beati Andree apostoli.

[69] De universis clamis factis domino debet dominus facere rationem primo conquerenti quam suum recuperet bannum.[e]

[70] = *Moudon art. 75*

[71] = *Moudon art. 76*[f]

[72] Non obstantibus vero predictis franchesiis, consuetudinibus et libertatibus, talliabiles et sui heredes, licet resideant et residentiam faciant in dicto burgo seu villa nova de Palessuez sunt et remaneant talliabiles; tamen si voluerint se affranchiare, et liberos effici, nos dictus Humbertus[g] heredes nostri ipsos debemus affranchiare, manumittere et liberos aiere[h] ad evidentiam duorum amicorum a nobis et ipsis eligendorum, tam imponendo censum super tenementa sua ultra census et tallias nobis debitos quam in pecunia secundum possibilitatem ipsorum.

[73] Item cum predicti agricole, burgenses et habitantes burgum et villam nostram de Palessuez nobis dicto Humberto et heredibus nostris teneantur annuatim in carreagiis ad voluntatem et in ceteris aliis usagiis, homagiis, consuetudinibus, auxiliis, serviciis et servitutibus, nos dictus Humbertus scienter et spontaneus pro nobis et nostris heredibus dimittimus et quitamus perpetuo ex

mera gratia et pro eo quod tenentur et debent fundare, construere et levare muros bastimenti, burgi et ville nove de Palessuez secundum quod inter nos est ordinatum, scilicet per quatuor annos proxime et continue venturos a data presentium numerandos et eodem termino finiendos; et ultra non possimus ipsos compellere, scilicet burgenses et habitantes[i] burgum seu villam novam nostram de Palessuez, heredes et posteritates eorumdem tibiam seu tibias porcorum in quibus nobis annuatim tenebantur, item panateriam, item iornerias seu dietas manuoperariorum, salvis semper et retentis nobis dicto Humberto et heredibus nostris dietis falcatorum et fenatorum semel in anno, scilicet in falcationibus vel fenationibus.

[74] De carreagiis ordinatum est inter nos et dictos burgenses nostros, habitantes villam novam et burgum nostros de Palessuez et habitaturos in futurum, quod quilibet burgensis residens vel moraturus in futurum infra dictum burgum et villam de Palessuez et terminos dicte ville de Palessuez non teneatur quolibet anno nisi in tribus carreagiis secundum qualitatem animalium suorum que habebit penes se in aratro, quotiens a nobis vel heredibus nostris super hoc fuerint requisitis, scilicet a villa de Palessuez usque ad portum de Ochie, vallem Lustriaci, item Turrim de Trema vel Rotundum Montem seu Evonant, sive Bolio vel Burio, nec ultra exigere de carreagiis possimus preter quod superius declaratur, tamen hoc addito quod quociens opus vel necesse fuerit tenentur et debent reparare et restaurare fossata castri de Palessuez, item carrerare omnia necessaria in dicto castro si ignis incendio vel alio ovallio, quod absit, destrueretur.

[75] Item de arcagio arcarum existentium infra castrum de Palessuez ordinatum est inter nos in hunc modum, quod quicunque arcam suam extrahere voluerit a dicto castro facere potest, et tunc non tenetur solvere arcagium, alias vero dum remanserint arche in castro vel infra castrum solvant et solvere teneantur prout est assuetum usque nunc.

[76] Omnia et singula vero alia usagia, hommagia, corvate aratrorum, servicia, auxilia et servitutes que et quas consuevimus percipere et habere omni anno a dictis agricolis et burgensibus morantibus vel moraturis in futurum in dicto burgo seu villa nova nostra de Palessuez, et similiter omnes census denariorum, frumenti, avene, vel alterius cuiuscumque bladi, caponum vel cetera in quibus nobis tenebantur coniunctim vel divisim vel teneri possent quovismodo nobis et heredibus nostris, sunt, remanent et esse debent perpetuo salvi et securi, salve et secure et de eisdem nobis et heredibus nostris debent respondere omni impedimento cessante, non obstantibus consuetudinibus, franchesiis et libertatibus predictis.

[77] Item est ordinatum et conventum inter nos quod predicti burgenses et habitantes vel habitaturi in futurum in predicta villa seu burgo de Palessuez, heredes et posteritates eorum, non possunt nec debent facere in altero loco burgensiam, gardam, nec iuramentum demandare, nisi de mandato nostro dicti Humberti vel heredum nostrorum.

Promittentes nos dictus Humbertus [...]. Nos vero Rodulphus Fornerii de Palessuez, Cristinus de Oviola, [...] confitemur et recognoscimus per presentes esse vera et promittimus [...].

In cuius rei testimonium nos Anthonius Cornuti de Vuilliens miles, ballivus Vuaudi, ad preces et requisitionem predicti domini Humberti de Billens, domini de Palessuez, militis, et omnium aliorum prenominatorum quorum interest nobis oblatas per Iohannem Palliere, clericum de Melduno, iuratum dicte ballivie, cui super hoc fidem adhibemus, sigillum dicte ballivie presentibus duximus apponendum.

Triplicatum est hoc presens intrumentum, ita quod predicti burgenses habent duo sigillata sigillo ballivie Vuaudi et sigillo nostro dicti Humberti, et nos dictus Humbertus habemus istud sigillatum sigillo ballivie Vuaudi tantum.

Datum apud Palessuez nona die mensis maii, anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo quarto.

Et ego iuratus predictus predicta recepi, hanc litteram scripsi et signo meo signavi rogatus.

ACV IB 56/155, ***parchemin double original,*** *taché, bord droit partiellement rongé, 51 x 67,5 cm, sceau manquant du bailliage de Vaud.*

Ed. MDR XXVII, p. 77–89; DE MELLET, E., Le Bailliage de Vevey et de Chillon du XIV au XVIIe siècle, Vevey 1861, IIe appendice, p. 51–60.

[a] *sauf pour le jour qui logiquement devient* die mercurii sequente.
[b] *sauf pour le lieu qui logiquement devient* in burgo seu villa de Pallessuez.
[c] *sauf pour le lieu qui logiquement devient* infra burgum seu villam de Palessuez.
[d] *sauf pour la date qui va* usque ad festum beati Martini hyemalis.
[e] *Moudon art. 74* = De universis clamis factis domino debet dominus facere fieri rationem primo conquerenti quam suum recuperet bannum.
[f] et si solvere non poterit, debet currere nudus per villam *omis.*
[g] *sous-entendez* et.
[h] *lisez* agere.
[i] *Le ms. porte* habitantibus.

[1] *Les franchises furent confirmées par le comte Rodolphe IV de Gruyère, avant qu'il ne cède ses seigneuries d'Oron et de Palézieux à Percival Royer en 1399 (MDR XXII p. 265 et 268).*
[2] *De nombreux articles sont tirés des franchises de Moudon auxquelles nous ferons s'il y a lieu une simple référence numérique, par rapport au texte de 1285 (chap. IX, no. 117).*

Chapitre 13: Payerne

Payerne fut d'abord soumise à l'autorité exclusive du prieur de l'établissement clunisien créé au Xe siècle par l'impératrice Adélaïde. Contraint d'accepter la protection d'un avoué en la personne du sire de Montagny, le prieur parvint à se débarrasser de cette tutelle en 1220, mais fut obligé d'agréer bon gré mal gré comme avoué Pierre de Savoie. C'était bien évidemment pour ce prince une étape dans sa volonté de mettre la main sur tout le pays de Vaud. Alors que ses droits étaient viagers, le comte Philippe succéda à son frère dans l'avouerie de Payerne. Pendant la guerre contre l'empereur, les prérogatives comtales se

trouvèrent gravement compromises. Rodolphe de Habsbourg assiégea la ville et n'y renonça qu'après le traité de paix négocié sous les auspices du roi d'Angleterre, qui laissait en suspens le problème de l'avouerie.[1] *Les comtes ne s'avouèrent pas vaincus et Amédée V parvint non sans mal à récupérer définitivement l'avouerie, donc ses droits sur la ville en 1314. Même s'ils n'étaient en droit que les avoués, les comtes puis ducs se comportèrent en véritables souverains de la ville.*

L'organisation municipale est très progressive. En 1302, le prieur conteste à la cité le droit de posséder un sceau et de tenir conseil. Une enquête en établit toutefois la légitimité peu après. Même si leur teneur originelle n'est pas connue, les franchises de Payerne sont anciennes, puisque Rodolphe de Habsbourg en 1283, Amédée V en 1291 s'engagent à les respecter, tout en les confirmant expressément. Il faut néanmoins attendre 1347 pour que les franchises de la ville soient formulées, à l'occasion de leur reconnaissance par le comte Amédée VI. Quelque cent ans plus tard, les autorités urbaines, en présence du représentant comtal, promulguent une ordonnance qui consiste essentiellement en un tarif d'amendes pour des délits d'importance très diverse, concernant aussi bien les bans des récoltes que le pacage du bétail, la voirie urbaine ou l'ordre nocturne.

La communauté de Payerne a conclu plusieurs traités de combourgeoisie avec les villes de Morat, Fribourg et Berne. Cette dernière n'hésitera d'ailleurs pas à se fonder sur cette entente pour réclamer à sa combourgeoise une aide militaire en 1531.[2]

Bibliographie:

Benjamin DUMUR, «Les coutumes de Payerne en vieux français», MDR, 2e série, IV, p. 207–244. – Albert BURMEISTER, Le 600e anniversaire de la combourgeoisie Bern-Payerne, 1344–1944, [Payerne] 1944. Idem, «Notes sur la combourgeoisie de Fribourg et Payerne», Annales fribourgeoises, t. 37 (1949), p. 96–106. – Léon KERN, «Note sur un compromis et des sentences arbitrales concernant le prieuré et la ville de Payerne», Etudes d'histoire ecclésiastique et de diplomatique, Lausanne 1973, p. 123–147.

1 *GUICHENON, 1, anno 1300, p. 355.*
2 *AC Payerne, E 5/4, 4, lettres sur papier.*

A. DROITS ET LIBERTÉS DE LA VILLE ET DES HABITANTS

176. Pierre de Savoie obtient l'avouerie de l'église et du prieuré de Payerne.

1240 juin 23. Moudon

Ego Petrus frater comitis Sabaudie notum facio[a] omnibus presentes litteras inspecturis, quod cum viri venerabiles Stephanus prior et conventus Paterniacen-

sis, de consensu et mandato viri venerabilis Hugonis abbatis cluniacensis [...] michi concesserint et donaverint avoiriam domus et ecclesie paterniacensis et apendiciarum eius, que specialiter pertinent ad domum supradictam quiete et pacifice quoad vixerim possidendam. Et ego promiserim dictis priori et conventui predictam domum et ecclesiam suam cum apendiciis omnibus, in quibus habeo avoiriam, manutenere bona fide tanquam res proprias deffendere et servare, ex ipsa donacione vel concessione nullum ius ad heredes meos vel successores transmittetur, cum fuerit personalis.

In cuius [...].

Actum Meuduni in domo domini Umberti de Fernai, castellani[b] de Meudon anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono kal. iulii.

ACV C II 9, ***parchemin original,*** *17,5 x 12 cm, sceaux pendants de Pierre de Savoie, du sire de Champvent, de Richard de Saint-Martin, sceaux annoncés manquants du sire de Grandson, de Humbert de Fernay.*

Ed. MDR XIX p. 561–2; GUICHENON, Probationes, p. 73; rég. WURSTEMBERGER, t. IV p. 64 no. 130.

[a] *Le ms. porte* faco.
[b] *Le ms. porte* castelli.

177. Accordant son pardon aux habitants de Payerne qui ont participé à la révolte du comte Philippe de Savoie, l'empereur Rodolphe de Habsbourg confirme leurs droits et libertés.

1283 décembre 23. Payerne

Rudolphus dei gratia Romanorum rex, semper augustus, universis sacri imperii Romani fidelibus presentes licteras inspecturis gratiam suam et omne bonum.

Noverit universitas vestra quod nos civibus de Paterniaco omnem indignationem, iram, rancorem, odium et offensas, puro corde et bona fide remittimus et liberaliter indulgemus et eos benignitate regia in suis iuribus, libertatibus et possessionibus dignabimur conservare, nec ipsis aliqua dampna seu gravamina inferemus, quoad vixerimus, pro eo quod nobili viro Philippo comiti Sabaudie adheserunt et quod nobis usque modo contrarii extiterunt.

In cuius rei testimonium presens scriptum exinde conscribi et maiestatis nostre sigillo fecimus communiri.

Datum in castris ante Paterniacum, in die beati Iohannis apostoli anno domini millesimo ducentesimo octuagesimo tercio, regni vero nostri anno undecimo.

AC Payerne, E 1/1, ***parchemin original,*** *22 x 16,5 cm, sceau pendant en cire naturelle de Rodolphe de Habsbourg. –* ***Copie*** *et traduction in: AC Payerne, E 7, no. 2, Registre de Moléri, copies et traductions datées de 1613.*

Ed. MDR XXVII, p. 16–17 (à partir du registre de Moléri); rég. MDR XIX, p. 408, no. 1954.

178. Investi de l'avouerie de Payerne, le comte Amédée V de Savoie promet de maintenir les droits et libertés de la ville et des habitants.

1291 août 15. Morat

Nos Amedeus, comes Sabaudie et in Ytalia marchio, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum religiosus vir frater Vacherus prior Paterniaci et probi viri, burgenses omnes totius communitatis et ville Paterniaci, nobis dederint avoieriam Paterniaci tempore vite nostre, nos promittimus predictis probis viris et omnium burgensium communitati per sacramentum a nobis corporaliter prestitum quod ipsos omnes una cum rebus, possessionibus et proprietatibus ipsorum deffendemus et manutenebimus et eisdem servabimus omnia iura et bonas consuetudines eorumdem et eos tenebimus in illis consuetudinibus, in quibus tenuerunt eos antecessores nostri bone memorie dominus Petrus et dominus Phillippus quondam comites Sabaudie karissimi patrui nostri.

Et est actum inter nos et dictos probos viros et burgenses de Paterniaco quod ipsi in cavalcatis nostris teneantur nos sequi per unam diem et per unam noctem suis propriis expensis secundum quod consueverunt dictis dominis Petro et Philippo quondam comitibus Sabaudie et patruis nostris.

In quorum omnium testimonium et firmitatem, nos predictus comes Amedeus predictis probis viris et burgensibus et communitati eorumdem has nostras litteras tradidimus sigillo nostro proprio sigillatas.

Datum apud Muretum die mercurii in festo assumptionis beate Marie anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo mense augusti.

AC Payerne, E 1/1, ***parchemin original,*** *19,5 x 23,5 cm, sceau manquant du comte Amédée V de Savoie. –* ***Copie:*** *AC Payerne, E 1/4, vidimus de Guillaume, chapelain de Payerne, 1335. Copie et traduction: AC Payerne, E 7, no. 3.*

Ed. MDR XXVII p. 36–37 (à partir du registre de Moléri).

1 *A l'insu de l'Empereur.*

179. L'empereur Albert confirme et renouvelle le pardon accordé par Rodolphe de Habsbourg aux habitants de Payerne.

1299 [st. nat.] février 3. Halle

Nos Albertus dei gratia Romanorum rex semper augustus ad universorum sacri Romani imperii fidelium noticiam cupimus pervenire quod nos iram et rancorem indignationis regie quam et quem providi viri burgenses de Paterniaco, pro eo quod opidum Paterniacum dictum ab eo tempore quo divina disponente clemencia thronum regni Romani conscendimus contra voluntatem nostri culminis usque ad hec tempora tenuerunt, de benignitate solita eamdem iram et indigna-

cionem mansuetudine regia temperantes ipsis ex animo relaxamus, recolligentes eos in finum nostri favoris et gracie specialis ac volentes eosdem in eisdem favore, gracia et promocione gaudere quibus temporibus recolende memorie serenissimi domini Rudolphi Romanorum regis genitoris nostri karissimi sunt gavisi.

In cuius relaxacionis et indulsionis evidens testimonium presentes litteras maiestatis nostre sigillo iussimus insigniri.

Datum in Hallis tercio nonas februarii anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono indictione duodecima regni vero nostri anno primo.

AC Payerne, E 1/2, ***parchemin original,*** *22 x 15,5 cm, queue pour le sceau annoncé, manquant. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 4.*

180. Le compromis conclu entre l'empereur et le comte de Savoie[1] est signifié aux habitants de Payerne.

1299 [st. nat.] mars 8. Payerne

Nos Girardus de Compesio miles notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos ex parte viri illustris domini Amedei comitis Sabaudie viris providis et discretis burgensibus Paterniaci significando exposuimus super litteris ipsius domini comitis in quibus continebatur quod dicti burgenses nobis crederent sicut sibi super hiis que ex parte sua eisdem duceremus exponenda, videlicet quod per multos varios et diversos tractatus quos habuerat dictus dominus comes cum viro illustrissimo domino Alberto dei gratia Romanorum rege super pace reformanda et amoris confederatione inhienda[a] inter prefatos dominos regem et comitem. Fuit expresse actum quod cum dictus dominus comes esset in possessione vel qualitate[b] avoerie Paterniaci quod illa possessio vel qualitas[b] debeat relaxari donec per duos viros ydoneos iam electos vel eligendos per dictum dominum regem et alios duos per dictum dominum comitem fuerit ordinatum, iure, concordia vel amore vel ecciam voluntate dicti domini regis dictis viris ydoneis cessantibus utrum dicta avoeria et qualitas[c] debeat ad dictum dominum comitem redire et dicta possessione vel qualitate[b] dictus dominus rex gaudere debeat donec per predictos viros vel per voluntatem dicti domini regis fuerit ordinatum utrum ad dictum dominum comitem dicta possessio vel qualitas[b] remanere debeat vel redire.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum una cum sigillo viri nobilis domini Petri condomini de Estavaiey militis presentibus duximus apponenda.

Datum Paterniaci die dominica in veteri carniprivio anno a nativitate domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono.

AC Payerne, E 1/2, ***parchemin original,*** *21 x 11 cm, sceau pendant de Girard de Compey, sceau pendant de Pierre coseigneur d'Estavayer. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 5.*

[a] *lisez* inhianda.
[b] *d'après la copie; le ms. porte une abbréviation qui pourrait aussi être lue* quasi.
[c] *d'après la copie; le ms. porte une abbréviation qui pourrait aussi être lue* quando.

[1] *Les droits de la maison de Savoie ne seront définitivement consacrés qu'en 1314, Amédée V obtenant alors officiellement du prieuré la reconnaissance de sa qualité d'avoué, conservée par ses successeurs jusqu'en 1536 (cf. MDR XIX, p. 519).*

181. Le comte Otto de Strassberg, bailli impérial, promet de respecter les libertés de la ville de Payerne.

1301 novembre 16. s. l.

Nos Octo comes de Straperch serenissimi principis domini Alberti dei gratia Romanorum regis et semper augusti ballivus per Burgundiam generalis notum facimus universis quod nos promictimus fide data manutenere consulibus de Paterniaco et toti communitati dicti loci omnes libertates et omnia iura et omnes consuetudines bonas dictorum consulum et dicte communitatis quibus usi fuerunt usque nunc secundum quod ius fuerit contra omnes quamdiu dictam balliviam tenebimus nostro posse.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum una cum sigillo domini Borcardi de Ruppe militis presentibus duximus apponendum. Datum anno domini millesimo tercentesimo primo die iovis post festum beati Martini yemalis.

AC Payerne, E 1/3, ***parchemin original*** *25 x 6 cm, fragment de sceau pendant du comte Otto de Strassberg, sceau manquant de Burchard de La Roche. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 6.*

182. Otto de Strassberg, bailli impérial, confirme les privilèges particuliers de certains marchands résidant à Payerne.

1303 novembre. s. l.

Nos, Otho comes de Straperch, serenissimi principis domini Alberti dei gratia Romanorum regis et semper augusti ballivus per Burgundiam generalis, notum facimus universis quod nos auctoritate predicti domini regis et nostra, tenore presencium, confirmamus Francisco et Iaquemino fratribus et Ruffino dictis de Gorzano civibus et mercatoribus astentibus ac sociis, heredibusque et familie eorumdem, omnes libertates et condiciones quas eisdem per decem annos burgenses et communitas de Paterniaco concesserunt prout in quadam littera confecta super libertatibus et condicionibus predictis plenius continetur[1], mandamus siquidem et precipimus auctoritate qua supra burgensibus et communitati de

Paterniaco predictis in quantum possimus, ut dictos mercatores socios, heredes et familiam eorumdem contra omnes pro posse suo custodiant, manuteneant et defendant et specialiter contra nos si contra ipsos mercatores, socios, heredes et familiam eorumdem aut aliquem ex ipsis iniuste vel indebite, quod absit, aliquid faceremus.

Et promittimus bona fide loco iuramenti pro nobis et omnibus nobis adherentibus quod contra presens instrumentum sive contra predicta vel aliquid ex eis facto verbo vel consensu non veniemus per nos vel per alium in futurum.

In cuius rei testimonium nos dictus ballivus sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum mense novembris anno domini millesimo tercentesimo tercio.

AC Payerne, E I/3, ***parchemin original*** *26,5 x 10,5 cm, fragment de sceau pendant en cire naturelle du comte Otto de Strassberg. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 7.*

[1] *Ce document n'a pas été retrouvé.*

183. Concession de l'avouerie de Payerne à Huguet dit Malet.

1305 juin 23. s. l.

Nos, Otto comes de Strazberg, serenissimi domini Alberti dei gratia Romanorum regis semper augusti ballivus per Burgundiam generalis, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos scienter et prudenter spontaneeque tradimus, cedimus et concedimus pro nobis et successoribus nostris irrevocabiliter Hugueto dicto Malet burgensi de Paterniaco dilecto amico nostro tamquam bene merito et eius heredibus advocatiam de Paterniaco cum omni dominio, iure, utilitate, iuanciis, serviciis et pertinentiis dicte advocatie universis a data presentium litterarum usque ad festum beati Iacobi apostoli proximo venturum et exinde in unum annum continuum et completum usque ad ipsius anni revolutionem integram et perfectam.

Promittentes pro nobis et successoribus nostris bona fide nostra dicto Hugueto et eius heredibus, eisdem ubicumque et quocienscumque eis et cuilibet ipsorum necesse fuerit nos dictam advocatiam et omnia et singula supradicta ad dictam advocatiam spectantia manutenere per dictum tempus et defendere et bene et legitime guerentire et contra ea vel ex eis aliquid non venire ullatenus infra terminum prelibatum.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris dignum duximus apponendum.

Datum feria quarta proxima ante festum beati Iohannis Baptiste anno domini millesimo tercentesimo quinto.

AC Payerne, E 1/3, ***parchemin original*** *22,5 x 15 cm, fragment de sceau pendant du comte Otto de Strassberg. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 8.*

184. Henri VII de Luxembourg, roi des Romains, confirme et rénove les franchises de Payerne.

1309 avril 16. Bâle

Henricus dei gratia Romanorum rex semper augustus universis sacri Romani imperii fidelibus presentes litteras inspecturis gratiam suam et omne bonum. Regalis excellencie immensa benignitas hoc exigit et exposcit ut nostris simus subiectis et in iusticia faciles et in gratia liberales; per hoc enim subditi in constancia devocionis et fidei maioris ardencius incenduntur; noverint igitur presentis etatis homines et futuri quod nos, prudentum virorum, civium de Paterniaco dilectorum nostrorum devotis supplicacionibus favorabiliter annuentes, ipsis omnem indignacionem, iram, rancorem, odium et offensas si quam vel quas incurrisse dinoscuntur, pro eo quod opidum Paterniacum contra dive recordationis Rudolfi et Alberti Romanorum regum antecessorum nostrorum voluntatem aliquibus temporibus tenuerunt ad instar eorumdem predecessorum nostrorum, de benignitate regia, relaxamus, recolligentes ipsos in finum nostri favoris et gracie specialis. Ad hec eciam eorundem civium commoditatibus et quieti prospicere cupientes ex uberioris dono, gracie ipsis omnia iura, libertates et bonas consuetudines quibus temporibus prenominatorum predecessorum nostrorum iuste et racionabiliter sunt gavisi innovamus, approbamus et presentis scripti patrocinio confirmamus, nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre remissionis, innovacionis, approbacionis et confirmacionis paginam infringere vel ei ausu temerario in aliquo contraire, quod qui fecerit gravem nostre maiestatis offensam se noverit incurrisse.

In cuius rei testimonium hanc litteram conscribi et maiestatis nostre sigillo fecimus communiri.

Datum Basilee XVI kalendis maii anno domini millesimo trecentesimo nono. Regni vero nostri anno primo.

AC Payerne, E 1/4, ***parchemin original*** *28 x 22 cm, fragment du sceau pendant d'Henri sur entrelacs de soie rouge et verte. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 10.*

Ed. MDR XXVII, p. 43.

185. Après transaction avec l'abbé de Payerne, l'avouerie, la garde et divers droits sur Payerne sont reconnus au comte de Savoie.

1314 août. s. l.

[...] gardia Paterniaci officiumque advocacie in villa Paterniaci et pertinenciarum eiusdem, salvis modis et condicionibus infrascriptis, ad dominum comitem et successores suos comites Sabaudie [...] pertineant et debeant pertinere [...].

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXIV / Payerne 7, fol. 1v, ***copie*** *sur papier, comportant toutes les confirmations de la transaction jusqu'au 16 décembre 1517.*

Ed. GUICHENON, Histoire généalogique de la royale maison de Savoie, Lyon, 1660, Preuves, p. 146; LÜNIG, Codex Italie diplomaticus, II, p. 971.

186. Pierre de Grandson, auquel Edouard de Savoie a engagé Payerne, promet de respecter les droits et franchises de la ville. Convention d'arbitrage.

1335 août 25. s. l.

Nos Petrus dominus de Grandissono notum facimus universis quod cum illustris vir et potens inclite recordacionis dominus Edduardus quondam comes Sabbaudie nobis, pro nobis et nostris heredibus obligaverit villam, dominium et advoeriam de Paterniaco et quicquid iuris habet in eisdem, prout in litteris inde confectis quas penes nos habemus plenius continetur, dictusque dominus Edduardus iam diu est per suas litteras mandaverit advocato, consulibus et communitati de Paterniaco ut ipsi nobis responderent et obedirent prout et sicut dicto domino Edduardo quondam tenebantur obedire; dictique advocatus, consules et communitas de Paterniaco ad mandatum dicti domini Edduardi nos benigne receperint in dominum et in advocatum suum et nobis iuraverint obedire prout dicto domino Edduardo et suis predecessoribus comitibus Sabbaudie tenebantur. Nos habito bono respectu erga ipsos advocatum, consules et communitatem predictos promisimus et promittimus dictos advocatum, consules et communitatem, bona, possessiones, libertates, consuetudines, iura, personas communiter et divisim tanquam bonus dominus et advocatus defendere et iurare pro facto suo bona fide sibique et cuilibet ipsorum auxilium, favorem et consilium ubicumque et quandocumque eis necesse fuerit tribuere nostris et nostrorum missionibus et expensis ubicumque et quandocumque fuerimus dicti loci Paterniaci advocatus a nobis et nostris gentibus universis et toto posse nostro contra omnes, hoc addito in predictis quod si aliquod novum super gentes de Paterniaco vel dominii eiusdem Paterniaci veluti vulneris vel aliud novum excepto incendio vel omicidio per alium vel alios fieret, in hoc casu dicti advocatus, consules et communitas dictum novum antequam aliud inde faciant nobis vel officiariis nostris tenentur ostendere et monstrare; nos vero vel officiarii nostri debemus pro illo novo requirere dominum de cuius dominio fuerint vel fuerit qui dictum novum fecerit quod dictum novum emendetur, et nisi rationabiliter vellent dictum novum emendare debemus ut supra dictos advocatum, consules et communitatem ad dicti novi emendationem faciendam iuvare.

Item si, quod absit, ratione iniurie illate inter gentes nostras et gentes dicte communitatis questio eveniret dominum huius cui facta fuerit iniuria, non debet

super hoc aliquod novum facere sed debet dominum iniuriantis requirere ad finem quod a domino iniuriati duo probi homines eligantur et a domino iniuriantis alii duo. Qui quatuor in locum iniuriati debent ire pro menda dicte iniurie facienda nec abinde debent recedere quoadusque dicta iniuria rationabiliter emendetur. Qui quatuor electi non possunt nec debent electionem huiusmodi refutare et per hoc ambe partes debeant contentari.

Predicta vero omnia et singula promictimus nos idem dominus de Grandissono iuramento nostro super sancta dei euvangelia corporaliter prestito sollempnique stipulacione adhibita attendere firmiter et complere, ita tamen quod per hoc heredibus nostris quantum ad tenorem licterarum quas a dicto quondam domino Edduardo habemus nullum preiudicium generetur.

In quorum omnium firmum robur et premissorum testimonium, nos Petrus dominus de Grandissono, predictus sigillum nostrum presentibus licteris duximus apponendum in testimonium omnium premissorum.

Datum et actum die vicesima quinta mensis augusti anno domini millesimo tercentesimo tricesimo quinto.

AC Payerne, E 1/5, ***parchemin original,*** *48 x 22,5 cm, sceau annoncé de Pierre de Grandson manquant.*

187. Le comte Aymon de Savoie s'engage à respecter les coutumes, usages et libertés de la ville de Payerne.

1336 [st. nat.] février 16. Evian

AC Payerne, E 1/6 a, ***parchemin original,*** *23 x 29,5 cm, sceau pendant du comte sur entrelacs de soie rouges et verts, contresceau de cire rouge. –* ***Copie:*** *AC Payerne E 1/6 b, copie sur parchemin du 26 avril 1346. Copie et traduction: AC Payerne, E 7, no. 15 et 17.*

Ed. MDR XXVII, p. 72–73.

188. Les châtelains de Cudrefin et Grandcour attestent l'existence d'autorités municipales et d'un sceau à Payerne.

1336 juin 28. s. l.

Nos castellani de Cudrifino et de Grancor communitatesque dictarum villarum notum facimus universis et per iuramenta nostra ac in verbo veritatis testificamur per presentes quod nos semper vidimus apud Paterniacum habere consules, communitatem et sigillum, ipsosque consules, burgenses et communitatem inquantum nostra existat memoria semper in omnibus suis negociis et tractatibus suo uti consilio et sigillo.

In quorum omnium testimonium, nos castellani et communitates predicti sigillum castellaniarum predictarum apponi rogavimus et fecimus huic scripto.

Datum in vigilia apostolorum Petri et Pauli anno domini millesimo tercentesimo tricesimo sexto.

AC Payerne, E 1/6, ***parchemin original*** *22,5 x 7,5 cm, queue pour le sceau annoncé, en cire naturelle, manquant. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 14.*

189. Arbitrage entre les nobles d'Estavayer et la ville de Payerne au sujet de la limite de leurs territoires et de leurs droits respectifs.

1338 juin 8. La Tour-de-Peilz

AC Estavayer, XIV/78, deux ***parchemins originaux*** *cousus ensemble, 54,5 x 74,5 cm et 55 x 65 cm, sceaux annoncés d'Aymon de Savoie et d'Isabelle de Chalon, perdus. – AC Payerne, F 1/5, deux* ***parchemins originaux*** *cousus ensemble, 56 x 59,5 cm et 57,5 x 64,5 cm, pas de sceau.*

Ed. SDS, Fribourg, Stadtrechte, II Estavayer, p. 11.

190. Arbitrage sur le même sujet entre les mêmes parties.

1353 novembre 22. Morat

AC Payerne, F 1/9, ***parchemin original,*** *37 x 41,5 cm, sceaux annoncés de Jean de Blonay, bailli de Vaud, Pierre de Sedorf, de Berne, Guillaume Velga, de Fribourg, perdus.*

Ed. SDS, Fribourg, Stadtrechte, II Estavayer, p. 35.

191. Délimitation des territoires de Payerne et d'Estavayer sur la Glâne.

1448 mai 14. s. l.
1526 juin 12. s. l.

AC Estavayer, XVI, Titres français no. 130 (l'acte de 1526 reprend la délimitation de 1448, dont ***l'original*** *est perdu).*

Ed. SDS, Fribourg, Stadtrechte, II Estavayer, p. 78 et 156.

192. Avec l'autorisation de ses deux tuteurs – Louis II de Savoie, baron de Vaud et le comte Amédée de Genève – le comte Amédée VI enjoint à son avoué à Payerne de respecter et protéger les franchises et libertés de la ville de Payerne.

1346 avril 28. La Tour-de-Peilz

AC Payerne, E 1/7, ***parchemin original*** *33 x 17 cm, fragments des sceaux pendants annoncés des deux tuteurs et du conseil comtal. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 18.*

193. Le comte Amédée VI de Savoie concède des franchises à la ville de Payerne.

1347 [st. ann.] / 1348 [n. st.] février 4. s. l.

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentes licteras inspecturis, ad eternam memoriam rei geste, quod nos precibus dilectorum burgensium nostrorum, consulum et tocius communitatis ville Paterniaci inclinati, actendentes et considerantes commodum et utilitatem ipsorum nostrorum subiectorum, qui scriptis legibus non utuntur, sed moribus et consuetudinibus reguntur, et sunt in patria in qua scriptis legibus non utitur sittuati, tenore presencium perpetuo concedimus et largimur pro nobis, heredibus et successoribus nostris, ipsis burgensibus et communitati et posteritatibus eorumdem usus, consuetudines, franchisias et ordinaciones infrascriptas ad hoc quod ipsi possint uti in iudiciis et extra iudicium, quociens et quando casus ipsorum contingerit evenire:

[1] Primo videlicet quando illi de villa Paterniaci elegent consules suos quod, ad ordinacionem ipsorum consulum faciendam, vocetur advocatus Paterniaci, qui pro tempore fuerit, et in ipsa ordinacione intersit, si interesse voluerit, sin autem fiat electio dictorum consulum per illos de villa predicta.

[2] Item quod salterius Paterniaci eligatur per consules Paterniaci prout alias est consuetum.

[3] Item quod quocienscumque advocatus ordinabitur in villa Paterniaci, idem advocatus, antequam regat in dicta villa, teneatur iurare quod servabit libertates et iura prioratus et ville Paterniaci, libertates et franchisias dicte ville et tocius territorii et districtus dicte ville ac res et personas prioratus et habitancium dicte ville et districtus predictorum ubicunque consistant.

[4] Item quod burgenses et habitantes in villa et districtu Paterniaci teneantur sequi et ire cum armis ad carvacatas domini comitis Sabaudie per unam diem et unam noctem suis propriis sumptibus et expensis et ultra dictas diem et noctem teneantur sequi dictum dominum comitem ad dictas carvacatas expensis dicti domini comitis ipsis burgensibus persolvendis.

[5] Item si aliquis petierit in villa vel districtu Paterniaci rem aliquam immobilem et ipsam asserat esse suam, et hoc probet per duos vel tres testes vel instrumenta, quod possessor ipsam teneatur reddere petitori, nisi possessor probaverit pacifice se possedisse illam rem spacio decem annorum continuorum vel ipsam rem ad se modo alio pertinere.

[6] Item quod quicumque qui de cetero accipiet ab aliquo gaieriam, quod de ipsa gaieria faciat sibi fieri litteram alioquin nisi probaverit per litteram seu per testes ydoneos ipsam gaieriam esse factam quod ipsam rem domino vel impignoranti reddere teneatur.

[7] Item quod si aliquis fuerit constitutus fideiussor pro alio usque ad quantitatem viginti solidorum et dicat se pignora pro dicto debito reddidisse vel dampna et interesse, expensas vel missiones incurrisse et fecisse; et quod super ipsis dicat sibi credere debere proprio iuramento, quod eidem non credatur proprio suo iuramento nec eciam probare possit dicta dampna, missiones et expensas, nisi usque ad terciam partem viginti solidorum vel usque ad terciam partem quantitatis pro qua se constituerit fideiussor a viginti solidis infra.

[8] Item quocienscumque pignus alicuius debitoris vel fideiussoris vendetur in foro Paterniaci, quod ille contra quem vel supra quem vendetur possit dictum pignus redimere vel rehabere infra octo dies continuos post diem vendicionis eodem precio et solvendo ultra precium unum obulum pro quolibet solido dicti precii, ita tamen quod expensas factas in custodiendo dictum pignus redditum aut alio modo, si sit pignus ductibile vel portabile, solvere teneatur.

[9] Item quando pignus vendetur prout supra debitoris vel fideiussoris, si venditor pignoris maius precium receperit quam sibi debeatur, illud quod plus receperit ultra suum debitum offerre et reddere teneatur debitori vel fideiussori pignus redditum infra octo dies a tempore vendicionis dicti pignoris; et si debitor vel fideiussor contra quem dictum pignus extiterit venditum illud plus recipere noluerit et opponat dictam vendicionem dicti pignoris non legitime fore factam, super ipsa vendicione pignoris et legitimitate et presentacione illius pluris credatur iuramento venditoris cum testificacione duorum testium fidedignorum sequencium iuramentum dicti venditoris. Et est sciendum quod debitor potest reddere pignus suum pro pignore fideiussoris, quod pignus debitoris debet servari per octo dies post reddicionem pignoris fideiussoris, quod pignus debitoris valeat calumpnium creditoris vel saltim vadium sive pignus fideiussoris.

[10] Item quod si aliquis teneat ab aliquo burgensi dicti loci Paterniaci vel nobili rem aliquam ad censum sub annuo censu, quod mortuo domino a quo tenetur, tenementarius tenetur recipere dictam rem et recognoscere ab herede dicti defuncti vel offerre legitime de recipiendo dictam rem ab herede defuncti videlicet infra unum annum et unam diem [sequentem obitum defuncti][a]; et eodem modo mortuo tenementario, heredes eius hoc facere teneantur infra tempus predictum; et si in dubium revocetur, de recepcione vel represencacione credatur super hoc iuramento ipsius tenementarii vel eius heredum cum testificacione duorum testium sequencium de veritate deponencium. Si vero dominus rei post annum et diem predictum voluerit petere eschetam seu ipsam rem tanquam

eschetam et commissam, pro eo quod non est recepta seu reprisa ab eo vel sibi oblata fuisse, quod hoc facere teneatur anno sequendo immediate post primum annum predictum ad faciendam primam reprisam statutam. Quod nisi fecerit ulterius non audiatur; et debet tenementarius duplum semel.

[11] Item quocienscumque unus burgensis vendet alteri burgensi rem immobilem infra terminum Paterniaci que tenebitur ab aliquo burgensi vel domino, quod venditor teneatur dare domino directo rei vendite duodecim denarios pro qualibet libra precii dicte rei pro laude, et pro tanto sit immunis, hoc salvo quod dominus rei possit pro eodem precio convento inter venditorem et emptorem rem venditam habere, deducta laude ipsum dominum contingente, et eciam addito quod dominus rei possit exigere iuramentum a venditoribus et emptoribus super veritate precii, et quod nulla fraus commictatur in vendicione predicta seu precio inter ipsos statuto, addito eciam quod proximior gradu personarum[b] venditorum possit et debeat, si voluerit, rem venditam habere pro eodem precio, ceteris quibuscumque exclusis, ita tamen quod pro laude nichil dare domino teneatur.

[12] Item quocienscumque aliquis burgensis vel habitator Paterniaci ducet nemus vel ligna, quod per foresterium non debeat super viam publicam sive extra nemus pignorari, et quod portanti seu carrerianti dicta ligna, si super iter publicum comprehendentur, non debent foresterii contrariare, et credatur proprio iuramento quod in nemore alieno non accepit dicta ligna, ceteris vero statutis et consuetudinibus super offensis nemorum in suis roboribus duraturis, prout hactenus extitit observatum, predictum vero statutum de novo locum habeat in nemoribus omnium burgensium et nobilium dicti loci.

[13] Item quocienscumque aliquis burgensis decedet, relictis sibi liberis impuberibus vel puberibus minoribus tamen viginti quinque annorum, quod advocatus Paterniaci, vocatis proximioribus agnatis et cognatis dictorum liberorum, provideat dictis liberis de tutoribus vel curatoribus ydoneis secundum quod etates eorum requirent. Et si aliquem de dictis agnatis vel cognatis non reperiret ydoneum, quod tunc ad consilium amicorum eorum teneatur dictus advocatus de alio ydoneo providere, et quod dicti tutor et curator de bonis dictorum minorum inventarium facere teneantur et iuramentum et obligaciones prestare quod bene et fideliter administrent et dicta bona observent[c] et de reddendo loco et tempore bonum computum et legitimam racionem, nisi pater puberum vel impuberum super hoc aliud duxerit ordinandum, cuius ordinacioni standum est.

[14] Item si contingerit in futurum quod aliquis homo burgensis dicti loci Paterniaci ducet plures uxores, et ex ipsarum qualibet liberos succeperit, quod ipso patre mortuo liberi ex prima uxore procreati vel procreandi[d] habeant et habere debeant de bonis sui patris duas partes, residuum vero dictorum bonorum ceteri liberi ex aliis uxoribus nati, quodquot fuerint habeant inter ipsos equaliter dividendum; si forte contingerit ex liberis secunde, tercie, quarte uxoris aliquem mori sine liberis, quod liberi prime uxoris nichil habeant in bonis dicti fratris mortui sed inter ceteros fratres equaliter dividantur. [Et si forte liberi prime uxoris decederint absque liberis legitimis, alii liberi secunde, tercie et quarte uxoris debent inter se communiter bona dictorum defunctorum dividere et partire].[e]

[15] Item quocienscumque aliquis burgensis queremoniam deferet coram advocato dicti loci contra alium, super eo quod dicet roncinum, bovem, vacham vel aliam rem suam esse penes alium contra voluntatem eius minus iuste, vel quia dicat rem sibi malo modo fore substractam, et pecierit rem illam sibi fieri restitui per advocatum, si ille petitor probare poterit rem illam fore suam, vel si probare poterit proprio iuramento et per duos testes ydoneos se antea habere possessionem dicte rei pacificam, quod ille penes quem fuerit res predicta, ipsam probanti restituere teneatur et tam cito compellatur.

[16] Item si aliquis burgensis aliquam rem emerit infra dictam villam, in pleno foro palam ab aliquo, si res illa per alium petatur ab ipso et suam esse probaverit, si ille qui dictam rem se emisse asseruerit vel sibi pignori datam seu in gaieriam, et per duos testes ydoneos probare poterit quod sibi infra villam in dicto foro vendita vel obligata fuerit, et dicat per suum iuramentum emptor quod non cognoscit venditorem vel impignorantem, rem predictam reddere non teneatur, nisi a petitore precium quod inde dederit vel pro quo sibi impignorata fuerit restituatur, si petitor sufficienter probaverit rem illam ad se legitime pertinere.

[17] Item quocienscumque clama fiet de aliquo burgense vel non burgense, et alius pro alio se fideiussorem constituerit, quod nisi principalis persona de qua clama facta fuerit ad requisicionem et iussum advocati iusticiam fecerit, quod ille fideiussor teneatur pro ipso iusticiam facere et solvere illud quod probatum vel repertum fuerit illum principalem debere vel teneri de quo clama facta fuerit advocato.

[18] Item quocienscumque aliquis extraneus qui burgensis non fuerit veniet ad nundinas Paterniaci et alius pro ipso deponet queremoniam super maleficium contra illum vel super rem per furtum vel violentiam vel alio malo modo sibi arreptam vel subtractam, quod ipse contra quem queremonia huiusmodi deponetur teneatur coram advocato et consulibus dicte ville iusticiam facere conquerenti et hoc presens statutum in pluribus mercatis preconizetur, ita quod venientes non excusantur quominus iusticiam facere teneantur.

[19] Item quocienscumque aliqua filia alicuius burgensis Paterniaci post mortem patris sui in hospicio patris sui fuerit, et partem in bonis sui patris a fratribus petere voluerit, quod si dicti fratres, unus vel plures dare vel solvere parati fuerint dotem sufficientem secundum facultatem dicti patris et secundum qualitatem personarum, ad arbitrium quatuor propincorum et parentum ipsorum, quod dicta soror in dictis bonis nichil ultra dictam dotem possit petere vel habere.

[20] Item quicumque burgensis habens filios unum vel plures non teneatur alicui filiorum suorum ipso vivente dare partagium nisi in casu videlicet si ille filius esset de consilio et consensu patris sui maritatus vel excexisset etatem viginti quinque annorum.

[21] Item quocienscumque aliquis burgensis questionem habuerit coram advocato contra alium et consilium reperire non poterit, quod advocatus teneatur petenti de consilio providere.

[22] Item si contigerit aliquem burgensem alium occidere, quod absit, et ille homocida pena mortis fuerit punitus, quod liberi dicti homicide et uxor eius par-

tagium suum percipere debeant in bonis dicti patris homicide et uxor homicide accipiat dotem suam de bonis dicti mariti sui. Si vero liberos non habuerit, predicta uxor uti solum[f] possit medietatem bonorum dicti mariti sui et eciam pro quantitate dotis sue. Post mortem vero dicte uxoris, bona dicti homicide que moventur sub censu vel feodo pervenire debeant ad dominos feodi et censuum, et residuum ad dominos Paterniaci. Et hoc idem statuitur de latronibus et aliis malefactoribus qui propter eorum facinora pena mortis fuerint puniendi, deducto de bonis eschetis ere alieno.

[23] Item quicumque tribus diebus nundinarum infra dictam villam alium de pugno vel de pede percusserit, si sanguis emanaverit, in sexaginta solidis Lausanne pro banno teneatur; si autem sanguis non emanaverit, novem solidos Lausanne pro banno solvere teneatur et emendam facere dampnum passo.

[24] Item quicumque durantibus nundinis Paterniaci infra dictam villam alium de gladio percusserit, et sanguis emanaverit, decem libras pro banno solvere teneatur, et si solvere vel caucionem ydoneam non posuerit, ipse captus donec solverit vel fideiusserit teneatur. Et hoc idem de ceteris cunctis maleficiis est statutum; et quicumque fideiubere non poterit ydonee, quod donec fideiusserit captus teneatur.

[25] Item quicumque burgensis de alio clamam fecerit super debito, quod ille super quem clama fiet possit petere diem consilii, si quantitas que petetur sommam quinque solidorum excedat; si autem esset minor, eciam de uno obulo, diem consilii petere non valebit nec habere, sed incontinenter ius facere teneatur.

[26] Item quicumque faciet clamam de alio super censu non soluto, et ille petierit diem pro consilio, sibi concedatur, et ad diem sibi concessam ius petenti facere teneatur.

[27] Item quicumque ab aliquo petetur terra vel aliquod hereditagium, et petat diem pro consilio, quod sibi concedatur, et die sibi assignata, teneatur respondere utrum rem illam teneat iure hereditario vel proprietario, vel nomine pignoris seu gaierie; et si responderit se tenere eam tamquam rem propriam hereditariam, quod non possit postea ad titulum gaierie remeare[g]: econtra, si dixerit eam in gaieriam se habere, quod postea non possit proponere eam tamquam suam hereditariam se tenere.

[28] Item quod in curia Paterniaci non debet cognoscere nec iudicare nisi burgensis dicte ville, et quod omnes clame[h] que fient de burgensi dicte ville debet ipse burgensis citari ad diem veneris sequentem ipsam clamam; qua die veneris, ille qui fecit clamam debet facere peticionem suam, et si peticio excedat quinque solidos, reus a quo petitur potest habere, si vult, diem consilii die veneris sequenti; et si ipse non vult habere diem consilii, ipse debet facere racionem. Et eo modo debet facere in die consilii racionem si vult et respondere de mobilibus. Et si ipse non compareat ipsa die, debet citari ipse reus ad diem veneris sequentem ad cognoscendum secundum consuetudinem curie[i]. Tercia die veneris, si veniat ipse reus, debet respondere et facere racionem; et si non veniat, curia pro tribunali sedente, petitor debet facere peticionem suam contra dictum reum, et advocatus seu eius locum tenens, facta probacione ipsius petitoris et iuramento prestito, debet

eidem dare passamentum contra dictum reum, finita curia per quod passamentum peticio sua debet esse certifficata, et consilium dicte ville aut illi de quinquaginta in dicta curia existentes vel duo ex ipsis ibidem presentes non debent refutari[d] testificare passamentum predictum, et dictus advocatus absque refutacione, debet sigillare passamentum coram ipso factum pro duodecim denariis Lausanne tantum, et nichil amplius pro ipso exigere vel habere.

[29] Item si petitor petat hereditatem et reus compareat, ipse reus potest habere diem consilii, et si ipsa die consilii ipse alleget et proponat de gaieria, ipse reus debet facere ius sicut de mobilibus, ut in precedenti proximo articulo continetur; et si ipse vult habere aliam diem, ipse potest habere diem ad octo dies sequentes, vel ad quatuordecim, et si ipse recipiat diem ad octo dies et ipse non potest habere suum guerentem, debet sibi assignare dies die veneris sequenti ad faciendum racionem precise et si ipse alleget pro hereditate, ipse debet habere dies per tres quatuordenas, prima, secunda et tercia; et tercia die est dies iuris. Et potest dictus reus habere guerentem suum, absque eo quod alia dies eidem reo assignetur. Et si ipse reus tercia die non veniat, debet dictus advocatus dare dicto petitori passamentum contra dictum reum salvo iure alterius.

[30] Item quod de omnibus clamis advocatus seu nuncius suus debet citare illum de quo fit clama prima vice, et si contingat quod de illa clama opporteat amplius citare dictum reum et non reperiatur, idem reus debet citari ad domum suam.

[31] Item quod omnes clame debent fieri advocato seu eius locum tenenti et quod de quocunque precepto et contradictione que fiet per advocatum debet fieri per clamam in curia vel extra curiam cuicumque fiat, et si ille cui fit non respondeat nec fideiubeat vel abandonet bona sua antequam intret domum suam vel domum alienam, ipse est in banno sexaginta solidorum Lausanne. Et precepta debent fieri per probos homines, scilicet per duos de consilio aut de quinquaginta, et si ille reus neget precepta sibi facta, advocatus cum duobus de consilio aut de quinquaginta est credendus et illi duo de consilio vel de quinquaginta non debent refutare testificare veritatem.

[32] Item non debet ferre testimonium aliquis contra burgensem Paterniaci, nisi sit burgensis dicti loci, nec debet fieri probacio contra litteras nisi per litteras.

[33] Item quod si ille qui petit non sequatur dies suos eidem assignatos, et ille a quo petitur se presentet coram domino, pecticio petitoris est iterum reincipienda, excepta die iuris.

[34] Item si clama fiat de homine non burgense dicte ville, ipse debet fideiubere, et advocatus debet sibi facere precepta, et non debet ipse non burgensis exire villam Paterniaci donec fideiusserit; et si ipse exiret dictam villam absque eo quod fideiusserit aut fecerit racionem, ipse est in banno sexaginta solidorum Lausannensium. Et propter hoc non debet petitor suum ius amictere, si quod habet, et advocatus seu eius locum tenens habet requirere dominum in cuius iuridicione[j] est ille non burgensis, et si infra illud tempus, ille non burgensis reperiretur in dicta villa, advocatus Paterniaci seu eius locum tenens potest ipsum detinere ad faciendam racionem petitori et domino de banno suo.

[35] Item quicumque habet peticionem per litteras seu contra litteras et ipse non utatur dicta peticione aut faciat expressam mencionem infra decem annos, dicte littere nichil valeant. Et quod dicta mencio dictarum litterarum debet fieri per clamam aut per monstram ante advocatum et consilium; et si ille cui debet fieri peticio litterarum predictarum non reperiretur in villa, petitor debet hoc monstrare advocato et consilio, qui debent confirmare et rattifficare litteras.

[36] Item si accideret quod aliquis probus homo fecerit passamentum de querela aliqua contra aliquem, de quo passamento non habeat litteram, et ille ad quem res et peticio debet venire non possit finem habere per dictum passamentum, advocatus et duo de consilio debent dictum passamentum per fidem suam testificari, et super hoc sunt credendi, et eo modo duo de consilio aut duo de quinquaginta sunt credendi super dicto passamento per iuramenta sua sine advocato, si advocatus nollet dictum passamentum testificari, a sexaginta solidis Lausanne inferius, infra quadraginta dies et non plus, et duo de consilio aut de quinquaginta debent testificari; et si nollent iurare dicere veritatem quam sciunt de dicto passamento, ipsi tenentur restituere peticionem illi qui dicitur fecisse passamentum usque ad sexaginta solidos Lausanne vel infra.

[37] Item quod si clama spoliacionis seu devestiture fiat, ille de quo fit clama debet fideiubere et debet fieri citacio per advocatum ad unam diem de placito; et tunc debet petitor facere peticionem suam; et advocatus debet inquirere de plano per duos probos homines qui viderint petitorem recolligere et levare ultimos fructus dicte possessionis pacifice; et si accideret quod petitor et reus probarent ambo possessionem suam, advocatus et probi homines debent prorogare negocium per octo dies et deliberare ad reddendum illi possessionem ad quem ipsa possessio decebit pertinere; et qui melius suam possessionem probabit et hoc per duos probos homines, si reperiatur, debet restitui possessio et ille a quo petitur est in misericordia banni erga advocatum.

[38] Item qui percutit alium de gladio mortaliter, debet detineri penes advocatum quousque sciatur de vita vel de morte vulnerati, et si vulnus sanetur, vulnerans debet facere emendam vulnerato et solvere expensas medicorum factas in curacione vulnerum et deperdita ipsius vulnerati ad arbitrium duorum proborum hominum eligendorum per advocatum et consilium; et si advocatus noluerit interesse, tunc fiat per consilium; qui duo eligendi non possunt refutare arbitrari predicta sub pena dicte emende faciende, quam tassacionem et emendam faciendam dictus vulneratus non potest refutare et debent dicti duo concordare partes et facere pacem inter vulneratum et vulnerantem. Est tamen sciendum quod si vulneratus vixerit a die vulneracionis per quadraginta dies computandos, ex tunc vulnerans non tenetur de morte vulnerati, si post dictos quadraginta dies obierit.

[39] Item qui facit fracturam hospicii de nocte, ille cui fit violencia debet proclamare, et advocatus seu eius locum tenens debet inquirere de plano et si fractura potest reperiri per duos probos homines, ille fractor domus debet esse in banno erga dominum et debet emendare dampnum factum illi cui extiterit violata domus, ad arbitrium consulum vel duorum de consulibus predictis. Qui duo dic-

tum arbitrium non debent refutare et debet dictus fractor domus exire villam et morari extra ipsam per sex seytimanas continuas; et pro predictis actendendis, debet fideiubere in manibus advocati; et si ille non velit vel non possit fideiubere, advocatus debet ipsum detinere.

[40] Item quod omnes contractus et mercandie que fiunt in die fori vel nundinarum Paterniaci possint probari de plano illa die vel in crastino per illos qui interfuerint in dictis contractibus vel mercandiis presentes.

[41] Item qui vendit vel obligat res nominatas et ipse deficit ad guerenciam ferendam rerum predictarum venditarum et obligatarum, ut supra, ipse debet capi et detineri quousque tulerit guerenciam illis cui obligavit vel vendidit.

[42] Item quod quicumque tenuerit gaieriam rei immobilis pacifice et quiete per unum annum et unam diem, et recolligerit fructus ipsius gaierie per dictum terminum, credendum est ei qui tenet gaieriam de quantitate precii pro qua ipsa gaieria est eidem obligata et si ipsa gaieria attingat prope precium vendicionis rei ipsius gaierie, tunc solvi debet domino a quo dicta gaieria movetur sex denariis Lausanne pro qualibet libra, et si gaieria ascindat duas partes valoris rei impignorate, quod tunc dominus a quo res obligata moveri dignoscitur totam laudem rei predicte percipiat, quam rem dominus potest habere pro precio pro quo erat obligata.

[43] Item quod burgenses Paterniaci possint eligere consiliarios suos fidedignos, vocato secum eorum advocato; qui consiliarii iurare teneantur bene fideliter unumquemque consulere quocienscumque in curia seu in villa Paterniaci coram advocato super hoc fuerint requisiti, exceptis personis eisdem consiliariis contingentibus a secundo gradu consanguinitatis inferius, nec eligantur consiliarii privilegiati nec inobedientes domino.

[44] Item quod quicumque burgensis[k] tenuerit aliquam possessionem in territorio Paterniaci pacifice et quiete per decem annos continuos quod ex tunc dicta possessio pro prescripta habeatur eidem possidenti, et eciam teneat et possideat tamquam rem suam propriam hereditariam.

[45] Item quod quicumque voluerit in villa Paterniaci domum muratam edificare iuxta vicinum suum proximum, quod ille proximus vicinus edificare volenti mediam terram ad dictam domum seu edificium faciendum dare et ministrare teneatur; et aliam mediam terram de sua terra recipiat edificans. Et dicto muro facto teneatur dictus edificans dare litteram dicto vicino suo, quod quocienscumque voluerit solvere expensas medietatis dicti muri ad arbitrium duorum proborum hominum per dictas partes communiter eligendorum, que medietas muri sit sua pro ea parte pro qua parte solvet expensas et in ea parte possit appodiare et edificium facere. Et dictus edificans fenestras, si quas fecerit in dicto muro, obscurare teneatur, in ea parte muri de qua fuerint expense solute, hoc excepto quod, si vicinus habeat casale latitudinis duodecim pedum vel infra hominis communis, tunc edificans debet fundare totum murum super fundum suum, in hoc quod dictus vicinus debet sibi dare compensacionem condignam in pecunia de fundacione predicta ad visum proborum hominum.

[46] Item quicumque fenestras seu foramina in muris communibus ville Paterniaci fecerit seu alias delaceraverit, quod dictos muros reficere teneatur condecenter et nichilominus bannum sexaginta solidorum Lausanne incurrat.

[47] Item domini non possunt nec debent trahere in causam pro aliquo facto extra villam Paterniaci aliquem burgensem seu habitatorem dicte ville et districtus dicti loci.

[48] Item nullus burgensis vel habitator Paterniaci et districtus dicti loci possit interpellari vel appellari in villa vel districtu predictis per aliquem super duello vel facto pro quo fiat duellum.

[49] Item nemo debet capi infra terminum ville Paterniaci sine consilio consulum dicte ville.

[50] Item dominus non potest ponere bannum alicui in villa vel districtu Paterniaci sine consilio consulum dicte ville.

[51] Item advocatus non potest nec debet recipere aliquem extraneum in burgensem dicte ville nisi de consilio burgensium vel saltim consulum dicte ville.

[52] Item quicumque utitur duabus mensuris una parva et alia maiore, videlicet vendendo cum minore et emendo cum maiore, tenetur in sexaginta solidis Lausanne in banno.

[53] Item mistralis debet omnes mensuras scindere et signare signo suo, et dominus quocienscumque voluerit, de consilio tamen consulum vel maioris partis, potest eas facere venire vel facere apportari ante se, et parvam mensuram frangere: et ille qui repertus fuerit tenere parvam mensuram, tenetur in tribus solidis Lausanne, si sit signata signo dicti mistralis; si vero mistralis mensuram non scinderit nec signaverit et reperiatur falsa, tenetur domino in sexaginta solidis Lausanne[l].

[54] Item usufructuarii et usufructuarie tenentur facere inventarium de rebus potissime immobilibus et iuribus in quibus habent[m] usufructum suum ad instanciam et peticionem quorum intererit et laudare pro illis quorum intererit sub sigillis fidedignis litteram confessionis quod ipsi usufructuarii vel usufructuarie tenent et possident huiusmodi res et iura nomine usufructus sui. Et quod si dicti usufructuarii vel usufructuarie transfferant in alios aliquid de rebus vel iuribus predictis, illi in quos transtulerunt debent dare litteram sub sigillis quibus supra proprietariis quod illud tenent nomine huiusmodi usufructus.

[55] Item si quis non habeat liberos masculos, sed tantummodo filias, duas vel plures, dicte filie debent succedere patri in bonis eiusdem pro equalibus porcionibus, eciam si aliqua ipsarum filiarum habuerit a patre certam dotem; quam quidem dotem filia vel filie sic dotata vel dotate debent reportare eo casu quo voluerit vel voluerint habere porcionem in successione predicta.

[56] Item quod debita pacta et convenciones decem solidorum Lausanne vel infra possint probari de plano per duos ex consulibus Paterniaci seu per duos ex quinquaginta.

[57] Item quicumque dotem recipiat ab uxore sua seu ab alio nomine ipsius dotem per eumdem receptam seu partem quam receperit eidem uxori sue et suis

heredibus assignare teneatur, ita tamen quod dicta assignacio valeat terciam partem ultra quantitatem pecunie racione dotis solute. Et si fieret marito assignacio dotis super rebus immobilibus pro certa pecunie quantitate, et postea a dicto marito reemantur, quod ipse maritus pecuniam per eumdem receptam teneatur uxori sue et suis heredibus assignare et affectare modo et forma quibus supra.

Que omnia et singula predicta eisdem et posteritatibus eorum pro nobis heredibus et successoribus nostris perpetuo confirmamus et pro eo etiam quod dicti burgenses nostri nobis multa grata servicia impenderunt et parati sunt nobis quoctidie impendere incessanter, promictentes bona fide nostra omnia et singula supradicta et omnes et singulas largiciones predictas perpetuo non revocare per nos vel per alium in futurum.

Datum quarto die februarii, anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo septimo.

AC Payerne, E 1/(8), ***double original,*** *rouleau de parchemin composé de 4 membranes cousues ensemble, déchiré par endroits, 47 x 206 cm, pas de sceau (= version suivie dans la présente édition); E1/8,* ***parchemin double original,*** *pâli et attaqué par l'humidité, 56,5 x 112 cm, sceau pendant de la ville de Payerne. Par précaution, la ville avait fait établir deux documents originaux. –* ***Copies:*** *ACV, C II 79, copie sur cahier de papier du XVe siècle; AC Payerne, E 1/8, copie du XVe siècle sur cahier de papier faite par Nible; AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXIV / Payerne 9, copie sur papier.*

Ed. MDR XXVII p. 93–107 (d'après la copie conservée aux ACV).

[a] *Adjonction figurant uniquement dans la copie des ACV.*
[b] *E1/(8) porte* personariorum.
[c] *lisez* conservent.
[d] *sic*.
[e] *Cette adjonction figure dans le parchemin double original des AC Payerne, E 1/8 et non dans le parchemin E 1/(8).*
[f] *E1/(8) porte* utifrui.
[g] *mis pour* reclamare.
[h] *lisez* clamas.
[i] *E1/(8) porte* et ad illam diem ad cognoscendum.
[j] *E1/(8) porte* iuridicionis.
[k] *sous-entendez* qui.
[l] *sous-entendez* in banno.
[m] *E1/(8) porte* habet.

194. Poursuite d'office des délits et procédure applicable à celle-ci.

1347 [st. ann.] / 1348 [n.st.] février 5 . s. l.

[...]. In nomine domini amen. Nos burgenses et consules et communitas ville Paternyaci ac tocius territorii et iurisdictionis eiusdem loci, notum facimus univer-

sis in huius memoriam rei geste quod satore malorum instigante quamplurima scandala, contenciones et iurgia, iniurie, dampna, contumelie et alia delicta enormia in dicta villa Paternyaci hactenus extiterint perpetrata et adhuc frequenter perpetrantur, que propter aliquas nostras consuetudines remanserint impunita. Igitur quia interest rei publice ne crimina remaneant impunita hac eciam congruit presidi provincie placatum habere suum populum et purgare provinciam suam pravis hominibus et futuris scandalis precavere et pena suos auctores tenere debeat et in iudiciis personarum accepcio esse non debeat, nos consilio diligenti, maturo et deliberato prehabito, vocatis omnibus et singulis de dicta communitate nostra, ut moris est, et eciam congregatis, ordinamus et concedimus illustri et magnifico principi domino nostro, karissimo Amedeo comiti Sabaudie, quod advocatus Paternyaci, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, possit per decem annos proximos a data presencium inchoandos tantummodo et non ultra de maleficiis perpetrandis in villa Paternyaci ac territorio et iurisdictione eiusdem loci de plano inquirere per inquestas et non per werentyes ad illius clamam in cuius personam esset iniuria irrogata seu maleficium perpetratum, et eciam sine clama pro iure domini inquirendo.

Item quod ille qui clamam faciet, incontinenti facta dicta clama, personas nominare teneatur per quas voluerit quod de maleficio seu iniuria sibi facta inquiratur, per alias vero personas in dicta clama non nominatas inquesta pro iure partis fieri non possit predicta sed pro iure domini per alias personas fieri possit inquesta. Clama vero fieri poterit infra octo dies iniuriam, maleficium et dampnum datum continuo subsequentes et non ultra, nisi persona iniuriata adeo fuerit vulnerata aut verberata quod ad advocatum seu ad eius locumtenentem habere non possit accessum. Et tunc advocatus ad clamam et denunciacionem alicuius alterius persone pro dicto vulnerato sibi factam de dampno et iniuria eidem vulnerato seu verberato datis inquirat.

Item quod in inquestis que fient, advocatus vel eius locum tenens vocare debeat consilium ville Paternyaci vel saltim sex ex eisdem ut ibidem presentes intersint ad cognoscendum et iudicandum coram dicto advocato seu eius locumtenente super iniuriis et dampnis datis, ac eciam super defensionibus et propositis hinc et inde, qui venire teneantur ad ipsius advocati requestam. Qui si venire noluerint tunc advocatus personas alias ville Paternyaci possit convocare ad cognoscendum et iudicandum in ipsius advocati presencia super premissis.

Item quod si per dictas inquestas fieri non possit probacio, tunc illius contra quem facte fuerint inqueste recipiatur iuramentum utrum dictam fecerit iniuriam vel non. Qui si requisitus iurare noluerit, pro confesso habeatur.

Item quod advocatus seu eius locumtenens possit personas per quas inquirere intenditur per imposicionem bannorum compellere ad dicendum per eorum iuramenta veritatem de dampnis et iniuriis datis, super quibus advocatus vel eius locumtenens intendit inquirere.

Item quod inqueste non fiant supra corpus hominis de criminibus, delictis vel iniuriis seu dampnis datis pro quibus aliquis ad mortem et ad bonorum suorum

amissionem posset iudicari, nisi palam et publice ipsum maleficium fuerit perpetratum.

Item quod si aliqua maleficia in villa Paternyaci et territorio dicte ville de nocte per aliquem committantur seu perpetrentur, si ille cui facta fuerit iniuria, dampnum seu violencia contra iniuriantem proclamet, quod tunc pro probatis habeantur, videlicet si probatum fuerit per inquestam quod rixatus fuerit, idem iniurians contra iniuriatum in ipsa violencia vel iniuria tunc illatis.

Item quod tabernarii, vina in villa Paternyaci publice vendentes, vinum alicui in taberna bibenti ad escot post pulsacionem prime campane non vendant neque vendere presumant, et si quis contrarium fecerit, pro banno solvat decem solidos Lausannenses. Ille vero qui post pulsacionem predictam vinum in dicta taberna emerit ad bibendum ibidem decem solidos Lausannenses similiter persolvat. Quorum bannorum habeat dominus duas partes et communitas ville predicte terciam partem percipiat eorumdem bannorum et super invencione dictorum hominum existencium et ut supra bibencium in dicta taberna, credendum sit advocato vel eius locumtenenti cum duobus de consulibus vel duobus de quinquaginta electis secum existentibus.

Promittentes nos burgenses, consules et communitas predicti, iuramentis nostris [...].

In quorum omnium premissorum testimonium et roboris firmitatem, nos dicti burgenses, consules et communitas ville Paternyaci sigillum dicte communitatis nostre hinc presenti littere duximus apponendum.

Datum quinta die mensis februarii, anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo septimo, sumpto in diocesi Lausannensi in annunciacione dominica.

Nos dictus Amedeus comes Sabaudie volentes et cupientes bonam fidem agnoscere et a veritate deviare nolentes, volumus et concedimus burgensibus nostris Paternyaci consulibusque et communitati dicti loci quod dicte concessiones nobis facte per eosdem et in dicta littera contente elapsis dictis decem annis ipso facto casse, inanes et irrite nulliusque valoris perpetuo censeantur et existant, nec ulterius dicta littera elapso dicto decennio fidem faciat in iudicio vel extra, quia sic inter nos et ipsos actum extitit et conventum, promittentes[a] bona fide nostra loco iuramenti omnia et singula supradicta rata, grata et firma habere, tenere et inviolabiliter observare, nec contrafacere per nos vel per alium in futurum nec consentire alicui contravenire volenti in predictis.

In quorum omnium premissorum testimonium, nos dictus comes Sabaudie sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

AC Payerne, E 1/9, ***parchemin original*** *42 x 61 cm, queue pour un sceau pendant manquant.*

Ed. MDR XXVII, p. 108.

[a] *Le ms. porte* protentes.

195. Le comte Amédée VI de Savoie jure de respecter les franchises de Payerne, qu'il confirme.

1354 août 14. Moudon

AC Payerne, E 1/10, ***parchemin original*** *23,5 x 8 cm, fragments de sceau pendant en cire rouge fort abîmé. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 20.*

196. Condamnés à une composition de 3000 florins à la suite de divers crimes et délits, les habitants de Payerne ont versé 1300 florins et le comte Amédée VI les déclare quittes du reste.

1358 décembre 7. s. l.

AC Payerne, E 1/10, ***parchemin original,*** *34 x 14,5 cm, sceau pendant du comte.*

197. Le comte Amédée VI de Savoie enjoint aux habitants de Payerne d'obéir à l'avoué nouvellement désigné.

1363 décembre 6. Yverdon

Amedeus comes Sabaudie universitatis, comunitatis Paterniaci et mandamenti eiusdem, fidelibus nostris dilectis salutem. Cum nos Franciscum Dorseyns domicellum fidelem nostrum, advocatum Paterniaci constituerimus, vobis precipimus et mandamus quatenus dicto Francisco dum in dicto nostro advoerie officio tanquam vero advocato nostro pareatis in omnibus et efficaciter intendatis quatenus volueritis nobis complacere.

Datum Yverduni die sexta decembris anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo tercio.

AC Payerne, E 1/11, ***parchemin original*** *33,5 x 6,5 cm, fragment de sceau pendant. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 28.*

198. Réversale du comte de Savoie Amédée VI en faveur des habitants de Payerne qui lui ont octroyé un subside de 300 florins, dont il requiert le versement.

1381 [st. ann.] / 1382 [n. st.] mars 6. Chambéry

AC Payerne, E 1/11, ***acte original*** *sur papier, 30,5 x 14 cm, sceau de cire rouge apposé.*

199. Réversale du comte Amédée VI de Savoie en faveur des habitants de Payerne qui lui ont octroyé 300 florins d'or.

1381 [st. ann.] / 1382 [n. st.] mars 6. Chambéry

AC Payerne, E 1/11, ***parchemin original,*** *34,5 x 10,5 cm, sceau pendant de cire rouge très altéré. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 32.*

200. Le comte Amédée VII de Savoie jure de respecter les franchises de Payerne, les habitants lui jurent fidélité et obéissance.

1384 juillet 3. Payerne

AC Payerne, E 1/12, ***parchemin original*** *46 x 27,5 cm, sceau pendant du comte en cire verte sur entrelacs de soie verte; contresceau de cire rouge. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 33.*

201. Le comte Amédée VIII de Savoie jure de respecter et maintenir les franchises de Payerne, les habitants lui prêtent hommage et lui jurent d'être fidèles et bons sujets.

1399 décembre 30. Payerne

AC Payerne, E 1/15, ***parchemin original*** *42 x 37 cm, sceau équestre pendant du comte en cire verte sur entrelacs de soie verte, avec un contresceau de cire rouge. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 37.*

202. Requis de prendre part à la promulgation des ordonnances municipales[1], le lieutenant de l'avoué de Payerne refuse en raison de l'interdiction signifiée par le procureur de Vaud.

1415 juin 24. Payerne

Noverint universi harum seriem litterarum inspecturi et tenorem earumdem audituri quod anno domini millesimo quatercentesimo decimoquinto die festi nativitatis beati Iohannis Baptiste hora sexta vel quasi infra villam Paterniaci Lausannensis diocesis ante domum habitacionis Iaqueti Meller, burgensis dicti loci Paterniaci, in carreria publica, Iaquetus Thome et Iohannes Crostel filius quondam Mermeti Crostel, rectores et gubernatores predicte ville Paterniaci existentes ante conspectum et in presencia honorabilis viri Vuillermi Paquerot de

Paterniaco, locumtenentis advocacie ville Paterniaci pro parte nobilis et potentis viri domini Gaspardi de Montemaiori, domini Villarii Salleti, advocati dicte ville Paterniaci predicte Lausannensis diocesis, dictumque Vuillermum Paquerot locumtenentis nomine et ex parte consilii et comunitatis dicte ville Paterniaci humiliter requisierunt virtute iuramenti sui prestiti et facti de conservando et protegendo libertates, usus et consuetudines dicti loci Paterniaci quatenus personaliter veniret in cappella beate Marie Virginis Paterniaci ubi dicta die festi nativitatis beati Iohannis Baptiste consuevit ab antiquo convenire et congregari comunitas ville predicte Paterniaci et ibi audire et vidire[a] fieri ordinaciones que anno quolibet et ab antiquo facere et ordinare dicta communitas consuevit. Quaquidem requisicione facta, ut dictum est, dictus Vuillermus Paquerot locumtenens respondendo dixit dictis rectoribus et gubernatoribus hec verba vel hiis similia: «Sciatis certissime quod non ibo, quia inhibitum est michi per procuratorem Vuaudi, quod nullo modo intersim in ordinacionibus vestris.» De quibus requisicione et responsione prenominati rectores et dictus Vuillermus Paquerot locumtenens petierunt fieri duas litteras testimoniales per me Petrum de Trevaul clericum et notarium subscriptum sub sigillo fidedigno sigillandas. Presentibus [...].

AC Payerne, E 2/18, ***parchemin double original*** *de la ville de Payerne, 42,5 x 27 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant du doyenné d'Avenches. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 40.*

[a] *sic.*

[1] *Cf. statuts de 1442 infra, no. 204.*

203. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur des habitants de Payerne qui lui ont octroyé un subside par pure bonne grâce en vue d'acheter à Mathilde de Savoie des terres sises dans le comté de Genevois.

1417 septembre 18. Chambéry

ACV, C II 154, ***acte original*** *sur papier 29 x 22 cm, traces de sceau en cire rouge.*

Ed. TALLONE, II/V p. 74.

204. Statuts annuels de la ville de Payerne adoptés par le duc de Savoie et les conseillers de la ville.

1442 juin.

p. 1 Secuntur statuta, facta et ordinata per dominum et consules ville Paterniaci in consilio sono campane more solito congregatos – que durare debent et observari

usque ad festum proximum nativitatis beati Iohannis Baptiste tantum – die veneris post festum beati Iohannis Baptiste anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo secundo. Super quibus dominus tenetur percipere mediam partem et consules reliquam mediam.

[1] Primo quis primus trahet cutellum vel alium gladium maliciose contra alium de die vel de nocte incurret bannum decem solidorum.

[2] Item quis ibit de nocte post cimbalum[a] sine lumine incurrit bannum trium solidorum.

[3] Item quis ibit in areis et stabulis sine lanternis incurrit bannum trium solidorum.

[4] Item quis flagellabit de nocte cum candela incurrit bannum trium solidorum.

[5] Item quis intrabit pisa aliena et capiet, incurrit bannum trium solidorum.

[6] Item quis ducet animalia post currus tempore messium per chirronos[1] vel alia lucra donec post messes incurrit bannum trium solidorum dummodo aducuntur.

[7] Item quis messonabit per iavellas incurrit bannum trium solidorum.

[8] Item quis operator apportabit in villa iavellas incurrit bannum trium solidorum nisi fuerit sibi datum.

[9][b] Item fuit statutus in consilio die mercurii ante circumcisionem domini anno sexaginta secundo quod quis [...] de die sive de nocte incurret bannum decem solidorum et ille in domo cuius [...] incurret idem bannum.

[10][b] Item nemo sit in taberna post nonam horam de nocte, incurret bannum trium solidorum et hospes si non revellet crastina die et si non revellet incurret idem bannum.

[11] Item quis destruet sepes vel apportabit in villa nisi sint sue et teneatur *p. 2*
monstrare ubi ceperit, incurrit bannum [c–]trium solidorum in domino, in parti ville et in accusanti[–c] et emandum dampnum.

[12] ltem quis ponet cadavera in carreria publica vel in fossalibus aut aqua, incurrit bannum trium solidorum.

[13] Item quis mundefaciet vel lavabit quid immundum in augiis bornellorum, erit pro [d–]tribus solidis[–d] et est super hoc credendus unus de consilio qui accusabit erga dominum[e].

[14] Item quis monstrabit sictuationem dotis contra villam, villa non teneatur nec debeat aliquid monstrare viro illius mulieris que monstrabit panem nec vinum molere nec coqui nec debeant duci bestie sue dicti viri supra pascua et quis faciet de contrario incurret bannum trium solidorum et inquiritur.

[15] Item quod nullus tabernarius vendat vinum nisi cum poto signato, alias erit pro tribus solidis [f–]et qui potabit de vino in poto sibi administrato non signato incurret bannum predictum[–f].

[16] Item quod omnes et singuli in sentenciam excommunicacionis innodati super quibus cessus apponitur, procurare debent se absolvi infra quindenam aut alias incurrent bannum decem solidorum quociens per eis cessabitur.[g]

p. 3 [17] Item si quis aliquod mandatum ecclesiasticum executi demandare procuraverit nisi ad ipsius nec instanciam vel familiam suam dumtaxat incurrit bannum decem solidorum et potest inquiri per illum ad cuius instanciam executabitur vel per duos alios [h]–per iuramentum et quod nullus portet acta pro alio saltem citationes–[h].

[18] Item quis intrabit ortos alienos incurrit bannum novem solidorum de quibus spectant tres solidi domino, tres solidi ville et tres solidi parti et exibit villam per octo dies[g].

Super omnibus premissis potest inquiri.

[19] Item fuit statutum per dominum et consules ut supra quod nullus deberet mectere alicubi usque ad et in ebdomada ante festum beate Marie Magdalene et in planis finibus usque in ebdomada post dictum festum sub banno trium solidorum.

[20] Item statuitur ut supra quod nullus debeat fenistrare in carreto usque post festum beati Bartholomei apostoli sub banno trium solidorum et perdicione falcis et feni.

[21] Item quicumque secabit in Planesy supra et in pratis d'amont usque post messes, incurrit bannum trium solidorum.

[22] Item quod quilibet hinc ad proximum festum Nativitatis domini foderet a mollia des Vignoles usque ad fossale vocatum fossale Cagnyar, sub banno trium solidorum[i].

[23] Item quod quilibet claudat ubicumque claudere spectat secus[j] blada[j] hinc ad proximum festum Omnium Sanctorum sub banno trium solidorum[i].

[24] Item quod bestie non vadant eis Culais usque post messes pro banno trium solidorum.

[25] Item quod non ducuntur bestie en Resex de nocte sub banno trium solidorum.

[26] Item quod ducuntur bestie a via Iuriens Iaffe usque ad viam Moirete [...][k] usque ad Assumptionem beate Marie virginis sub banno trium solidorum et falce perdita.

[27] Item quod non secatur in magnis setoratis subtus Corret usque post octavam Petri et Pauli et in setoratis Curreti [...] pro tribus solidis et falce perdita.

[28] Item quod non secatur in Resix, Tallisse, les deux podex, Parte Rapin et Planesy usque post assumptionem; item in setoratis Carret usque lune[l] post Petri et Pauli[m].

p. 4 [29] Item nullus ausu temerario vel alias quovismodo presumat facere carnaria gallico challivary de die seu de nocte sub banno decem solidorum.

[30] Item quod nullus vadat post cimbalum pulsatum per vigilem campanilis in habitu dissimulato sub banno decem solidorum.

[31] Item quod nullus faciat aliquas encenias[2] sicut hactenus est usitatum nisi quisque erga familiam suam dumtaxat sub banno decem solidorum.

[32] Item quod nullus de cetero presumat facere recolegia galice requex in uxoris sue partu sicut hactenus fuerit usitatum sub banno decem solidorum et quod non invitetur duos solidos ad balneum parientium[3n] nisi conviatus[o].

[33] Item quod nullus teneatur secare in Nerpia et Rosex usque post messes sub banno trium solidorum et falcis perdite.

[34] Item quod nullus teneatur fenecare in Planesy et seytoratis subtus Corcellas a die festi beati Eligii usque ad quindecim dies sequentes sub banno trium solidorum.

[35] Item quod post secationem factam in Nerpa et Planesy nullus non ducat animalia de die vel de nocte, ymo claudant inter prata et avenas et frumentum infra octo dies sub banno trium solidorum.

[36] Item quod nemo teneatur secare in Rosex a die hodierna lune post festum nativitatis beati Iohannis Baptiste usque ad diem iovis proximam octo diebus sub banno trium solidorum.

[37] Item nec in Talyset nec ou Crest non ducantur animalia nec de die nec de nocte usque post messes sub banno trium solidorum.

De quibus premissis inquiratur ut supra.

[38] Item si quis veniet maliciose contra alium in domum suum [p]–seu in portam suam suam–[p] cum gladio, incurret bannum sexaginta solidorum Lausannensium bonorum et inquiratur ut supra: viginti solidos consilio, viginti solidos ville et viginti solidos parti. *p. 5*

[39] Item quod nullus cuiuscunque status aut conditionis existat presumat facere pannos de pignettes, alias ille qui faciet, incurrit bannum viginti solidorum, textor decem solidorum et illa que nebit[q] trium solidorum. Et quod panni cadrati sint ad minus de duodecim ligaturis et longi sint de tali volumine sic ut ceteri vicini faciunt et facient sub dolo decem ligaturis et super hoc [...][r] pro banno viginti solidorum et textor decem solidorum, illi qui ordent pro tribus solidis.

[40] Item quod nullus vadat nocte Carnisprivii per domos alienas ut hacthenus erat solitum sub banno decem solidorum.

[41] Item quod villa tenetur percipere super bestiis lanatis super quolibet unum denarium, super equis, vachis et aliis grossis bestiis que vendantur super quolibet sex denarios et intelligitur de venditis parveis.

[42] Item quod carnifices non vendant castrones ex villa sine licentia gubernatorum sub banno decem solidorum.

[43] Item quod nullus metet in planis condaminis post festum beati Petri ad vincula sub banno trium solidorum.

[44] Item fuit statutum die martis ante Andree anno etc. quinquagesimo primo quod nullus in consilio loquatur donec cognoscat et quod sibi petatur cognitio sub banno sex denariorum.

[45] Item fuit statutum [...] anno etc. quinquagesimo tertio quod nullus teneat vel custodiat aut custodire faciat supra pascua ville aliquas bestias extraneas scilicet que non sint sue sub banno decem solidorum pro qualibet bestia et fuit cridatum, ut moris est, et de hoc potest inquiri per testes vel per iuramentum illius qui custodiet[s].

[46] Item quod boves castrati non debeant ire per yerdas sub banno trium solidorum.

[47] Item quod porchi apti ad eundum in campis non vadant per villam sub banno trium solidorum.

[48] Item fuit statutum quod de debitis et pactis factis et fiendis [t]–pecuniariis et mobilibus usque ad sexaginta solidos–[t] Lausannenses bonorum inclusive possit et debeat se refferre per duos testes ydoneos; ad quorum depositionem sit tenendum cum iuramentis ad sancta dei euvangelia per eos prestandis. Similiter et[u] de solutionibus, nota a festo sancti Iohannis in unum annum lapsum et non ante.

[49] Item quod bestie lanate et porchi non vadant a fossali Cagnyar en amont sub banno trium solidorum.

p. 6 [50] Item fuit statutum in consilio per dominum et consules [...][v] anno etc. quinquagesimo tertio quod nullus tabernarius vendat vinum ultra precium quinque denariorum sub banno decem solidorum quociens vendetur et est credendus ille cui vendetur per iuramentum suum etc., et vinum rubeum ad obolum plus.

[51] Item quod nullus ponat fimum in carreria publica pro banno trium solidorum et quod quilibet moveat hinc ad octo dies pro eodem banno et si ponat teneatur movere infra octo dies.

[52] Item quod nullus faciat aut fieri faciat retro menia ville ortum seu virgultum sub banno decem solidorum.

Datum die [...] post festum sancti MartiniYemalis anno domini millesimo quadragesimo quinquagesimo quarto [...], presentibus advocatis [...] P. Banqueta, G. de Petra, [...] G. de Valle, Ja. Benet.

AC Payerne, A 1, ***manual*** *du Conseil de ville, registre de papier, dont la reliure est très abîmée. L'acte a été rédigé en plusieurs fois (écriture de grandeur et d'épaisseur différentes, encre plus ou moins colorée) probablement par la même main, puis corrigé par la suite et complété, notamment en 1451, 1453, 1454 et 1462.*

[a] *Correction, probablement de la même main, à la place de* novam horam.
[b] *Articles partiellement effacés ajoutés en janvier 1462 sur le registre.*
[c–c] *Corrigé en* novem solidorum, iii domino, iii parti ville et iii accusanti.
[d–d] *Correction, probablement de la même main, à la place de* duodecim denariis qui spectabunt salterio.
[e] *Correction, probablement de la même main, à la place de* salterium.
[f–f] *Ajout, probablement de la main de 1462, barré.*
[g] *La suite de l'article a été corrigée, barrée, et est illisible.*
[h–h] *Ecriture plus petite, peut-être la même main.*
[i] *sous-entendez* est.
[j] *sic.*
[k] *Passage barré illisible.*
[l] *sous-entendez* diem.
[m] *sous-entendez* festum. *Suit un article barré et illisible.*
[n] *lect. difficile, pourrait aussi être* parrentium.
[o] *lect. difficile, pourrait aussi être* commatres; *suit un mot illisible.*
[p–p] *Passage barré et corrigé de manière illisible.*
[q] *Faut-il lire* emit*?*
[r] *Passage illisible: barré ou pâli.*
[s] *Suit une adjonction illisible.*

[t–t] *Suscrit au-dessus d'un passage barré dont seule la fin est déchiffrable:* [...] usque ad triginta solidos.
[u] *lisez* est.
[v] *pâli.*

[1] *Chargement (du Cange).*
[2] *Cadeau.*
[3] *Relevailles.*

205. Jacques de Savoie, comte de Romont et sire de Vaud, confirme les franchises de Payerne; les habitants lui jurent fidélité et obéissance.

1471 octobre 10. Payerne

AC Payerne E 2/29, ***parchemin original,*** *49 x 36 cm, sceau abîmé, de cire rouge, non identifié, pendant. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 49.*

206. Le duc Charles de Savoie accorde deux foires annuelles supplémentaires aux habitants de Payerne. Pendant la durée de la foire, les causes civiles et criminelles, sauf pour les crimes de sang, sont suspendues.

1512 juin 4. Genève

Karolus dux Sabaudie, [...] notum sit universis quod cum benedilecti, fideles et subditi scultetus seu eius vicegerens, nobiles, burgenses, incole et tota comunitas Paterniaci nobis exponi fecerint quod si ultra nundinas iunii in dicto loco teneri solitas et existentes imponerentur et tenerentur due alie quolibet anno una videlicet die mercurii post dominicam de Quasimodo et alia die iovis post festum Omnium Sanctorum perpetuis temporibus franchas et liberas, cederet plurimum commodo et utilitati ville nostre Paterniaci communitatis et totius reipublice; qui propterea nobis supplicari fecerint ut dictas duas nundinas de gracia impartiri, imponere et concedere dignaremur. Nos itaque de predictis veridice informati, volentes [...] dictas nundinas diebus predictis singulis annis perpetuis temporibus in loco et territorio Paterniaci tenendas liberas et franchas creamus, facimus et imponimus ac dictis sculteto, burgensibus, incolis et communitati illas teneri facere et exerceri liberas et franchas, ut supra, ac denunciari et proclamari facere personis et in locis quibus expediet auctoritate nostra licentiam impartimur per presentes, absque eo tamen quod quispiam pro quavis re civili vel criminali penam sanguine non exigente illis durantibus arrestari et detineri possit.

Mandantes propterea baillivo Vaudi et ceteris officiariis nostris mediatis et immediatis ad quos presentes pervenerint et fuerint requisiti sub pena centum marcharum argenti pro quolibet quatenus has nostras litteras [..] observent [...].

Datum Gebennis die quarta mensis iunii millesimo quingentesimo duodecimo.

AC Payerne E 2/31, ***parchemin original,*** *47 x 35,5 cm, sceau ducal pendant, de cire rouge, protégé par du papier.*

207. Le duc Charles de Savoie jure de respecter et maintenir les franchises de Payerne; les ambassadeurs de la ville lui prêtent serment de fidélité et obéissance en son nom.

1517 décembre 1er. Lausanne

AC Payerne E 2/32, ***parchemin original*** *52 x 36 cm, sceau ducal pendant, protégé par du papier. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 51.*

Ed. MDR XXVII, p. 334.

B. LES COMBOURGEOISIES

208. Combourgeoisie entre Berne et Payerne.

1344 février. s. l.

AC Berne, Fach Waadt, ***parchemin original*** *38 x 42,5 cm, sceaux de la ville de Berne et de la communauté de Payerne. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 16.*

Ed. SDS, Berne, III, p. 136 et s.; Fontes Rerum Bernensium, VI, no. 749 p. 719.

209. Arbitrage de Berne entre Fribourg et Payerne sur la teneur de leur combourgeoisie.[1]

1349 mai 12. s. l.

Nos scultetus et consules de Berno arbitri electi ab advocatis, consulibus et communitatibus de Friburgo et de Paterniaco coniuratis nostris karissimis super discordiis vertentibus inter ipsos super dictamine et ordinatione litterarum con-

federationum inter ipsos initarum faciendis, et specialiter super eo quod dicti coniurati nostri de Paterniaco petebant scribi et inseri in dictis litteris confederationum quod si ipsi haberent aliquam questionem in futurum contra aliquem conburgensem dictorum coniuratorum nostrorum de Friburgo et dictus conburgensis eorum Friburgensium dictis coniuratis nostris de Paterniaco nollet iuri parere in loco debito super suis peticionibus, quod dicti Friburgenses tenerentur in eo casu et eventu ipsos Paterniacenses iuvare contra dictum talem eorum Friburgensium conburgensem iuri ut supra parere nolentem, dictis Friburgensibus asserentibus dictum articulum in dictis litteris non scribi seu inseri debere multis rationibus et de causis. Nos scultetus et consules de Berno arbitri predicti dicimus et arbitrando pronunciamus super predictis discordiis videlicet quod dicte littere confederationum fiant inter dictas partes iuxta tenorem litterarum confederacionum inter dictos Friburgenses et Muritenses coniuratos nostros initarum.[2]

Item et quod annis singulis in futurum quando iuramenta inter dictas partes renovabuntur iuxta tenorem dictarum confederationum quod ibidem ante dicta iuramenta manifestetur viva voce, quod quandocumque dicti coniurati nostri de Paterniaco habebunt questionem aliquam contra aliquem comburgensem dictorum Friburgensium, quod si dictus comburgensis dictorum Friburgensium nollet ius facere et iuri parere dictis coniuratis nostris de Paterniaco in loco debito, ita quod iidem coniurati nostri de Paterniaco defectum iuris paterentur iuxta cognitionem et districtionem consulum de Friburgo et maioris partis eorumdem consulum, quod dicti Friburgenses teneantur dictos coniuratos nostros de Paterniaco iuvare contra talem sibi ius facere recusantem et hec dicti coniurati nostri de Friburgo iurare cum tenore dictarum litterarum annis singulis teneantur.

In cuius rei testimonium nos scultetus et consules de Berno arbitri predicti sigillum minus communitatis nostre de Berno appendimus huic scripto.

Datum duodecima die mensis maii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo nono.

AC Payerne, E 4/2, ***parchemin original,*** *28 x 17 cm, fragment du petit sceau annoncé de la ville de Berne pendant. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 19.*

1 *La première combourgeoisie est perdue.*
2 *Recueil diplomatique du canton de Fribourg, I, p. 14–16, anno 1245 (1er juillet); SDS, Fribourg, Stadtrechte, I Morat, p. 10.*

210. Renouvellement de la combourgeoisie entre Payerne et Fribourg.

1349 mai 13. s. l.

In nomine domini amen. Nos advocatus, consules et communitas de Friburgo ex una parte et nos advocatus, consules et communitas de Paterniaco dyocesis Lausanne ex altera notum facimus universis per presentes de unanimi consilio et consensu nostris quod nos formam antiqui iuramenti quo olim confederati vicissim

fuimus et sumus tenore presentium innovavimus et innovamus et esse desideramus et tenemur imperpetuum et recognoscimus ac recognovimus concorditer in hanc formam videlicet quandiu dicte ville durabunt seu durare poterint ad deffendenda omnia iura sua, omnes possessiones et investituras suas tenentur sibi mutua vice pro posse suo bona fide iuramentis suis super hoc ad sancta sanctorum corporaliter prestitis manibus levatis impendere auxilium, consilium et iuvamen contra omnes. De quo nos dicti Friburgenses preoptinuimus illustres principes et potentes dominos Austrie et Stirie duces et successores eorumdem, dominos nostros karissimos, item viros honorabiles et discretos scultetum, consules et communitatem de Berno nostros karissimos coniuratos ac eciam omnes alios coniuratos et comburgenses nostros.

Nos vero dicti advocatus, consules et communitas de Paterniaco solummodo excipimus regem Romanorum et imperatorem necnon illustrem principem et potentem dominum nostrum karissimum, dominum comitem Sabaudie et successores eiusdem, predictosque scultetum, consules et communitatem de Berno nostros karissimos coniuratos et omnes alios coniuratos et comburgenses nostros.

[1] Hiis conditionibus sive pactis inter nos Friburgenses et Paterniacenses predictos mutuo habitis et statutis quod super omnibus actionibus seu querelis quas nos dicti Friburgenses et Paterniacenses nunc adinvicem habemus vel habebimus durantibus dictis villis[a], ex ipsis villis alter alterum in aliquo iudicio spirituali nisi pro casibus et causis ad forum ecclesiasticum pertinentibus convenire non debet, a neutra dictarum villarum debet aliquod pignus auferri nisi illi qui est debitor vel fideiussor, cum ex pignorationibus de facili discordie generentur.

[2] Si quid autem ortum fuerit, de quo alicui querimonia sit habenda illam deponere tenetur in altera villa et si super hoc infra tres dies ius consequi non valebit quando reversus coram suo iudice hoc duobus testibus concivibus suis probaverit ut pro iure suo consequendo pignus accipiat competenter et hoc non vastu sed legitime servet et sibi licentia indulgenda.

[3] Si quid alteri dictarum villarum dampni in personis vel in rebus per incendium vel rapinam aut quocumque modo alio emerserit, ipsa villa cui lesores vel iniuriatores seu malefactores propinquiores fuerint, id per suum iuramentum et bona fide quocumque modo et quamcicius poterit vindicare tenetur; quod si nequiverit ullo modo ambe ville quamcicius poterint tenentur convenire quicquid super hiis poterunt ordinare ad eorum vindictam et suum comodum et honorem toto conamine et bona fide et sine more dispendio interveniente.

[4] Item est conventum inter nos dictas partes si aliquis aliquem alterius dictarum villarum impeteret aut impetere contingeret, propter quod consules dictarum villarum oporteret convenire ad cognoscendum, quod tunc priusquam dicti consules ad cognoscendum conveniant cognituri super dicta causa, ille actor tenetur et debet eligere in mediam personam super sua peticione et causa quemcumque voluerit inter consules ville in qua vel penes quam ille reus suam contraheret mansionem et si illa media persona quam de dictis consulibus elegerit sit presens, tenetur incontinenti iurare ad sancta sanctorum quod ipse super dicta

causa super qua in mediam personam electus fuerit ius dicet infra quindecim dies proximos et continuos postquam dicti consules essent in cognitione dicte cause discordes. In casu vero in quo ipse non posset dictam discordiam dirigere amore, de scitu utriusque partis secundum quod sibi videretur esse iuris, iuxta illud ius ubi violentia seu promissiones essent facte aut ubi possessiones iacerent, super quibus huiusmodi discordia moveretur debet ius dicere per suum iuramentum nec debet dicta media persona hoc dimictere ullo modo, non obstantibus aliquibus ordinationibus vel statutis quarumcumque villarum vel civitatum. Si vero dicta media persona sic eligenda presens non esset aut predictum iuramentum facere nollet, tunc advocatus suus et illa villa cuius ipse consul est eum cogere debent ad hoc quod hoc faciat et ad hec se obliget infra triduum proximum postquam in mediam personam electus fuerit ut supra. Et si dicta media persona tempore electionis in patria non esset, tunc advocatus suus et illa villa cuius ipse consul est incontinenti cum reversus fuerit eum cogere infra triduum proximum ad predicta facienda tenentur. Et si contingeret dictam mediam personam neccessitate movente causa mortis, captivationis seu infirmitatis non posse circa predicta vacare tunc potest dictus actor unum alium in mediam personam eligere inter predictos consules quorum preelectus unus erat et ille debet se ad predicta obligare tanquam media persona, ut predictum est. Si vero dicta media persona dictam causam infra quindecim dies proximos postquam dictam mediationem in se receperit non deciderit ut predictum est, tunc ipse tenetur se per iuramentum suum predictum in crastino dictorum quindecim dierum in villa cui dictus actor adheret personaliter presentare, suis propriis missionibus, ibidem moraturus nec inde recessurus quousque dictam causam deciderit seu direxerit prout iuraverit. Et debet pronunciationem sue diffinitive sentencie dare utrique dictarum partium in scriptis competenter sigillatam.

[5] Item est loquutum quod in casu in quo aliqua invasio inter nos dictas partes suboriretur, illud debet decidi et sedari ut prescriptum est et non debet aliquis illam invasionem vindicare et si aliquis ipsam invasionem presumeret vindicare et nollet iuri parere, ut prescriptum est, tunc debet illa villa penes quam talis vindicans resideret eumdem vindicantem compellere ad restitutionem et emendam tam dampnorum quam iniurie perpetrate infra quatuordecim dies proximos et nichilominus debet idem vindicans petitionem suam seu causam perdidisse. Est etiam loquutum quod nos dicte partes ratione dictarum causarum et invasionis debemus ad dies super hoc assignandos convenire apud Pontouz.

[6] Et ut amicitia et iuramenta inter nos dictas partes reformata tanto unius a nostris memoriis elabantur, idcirco concordavimus unanimiter quod dictum iuramentum ex nunc annuatim imperpetuum renovare debemus et iurare predicta firmiter servare nominatim quolibet anno in die dominica proxima post festum Penthecostas, ita quod utraque villa illa die dominica suos sollempnes nuncios habeat in altera villa ad recipiendum dictum iuramentum sine fraude nisi gentes utriusque ville essent cum armis in expeditionem suam vel cuiusvis alterius, tunc proxima die dominica post regressum dictarum gentium debet fieri predictum iuramentum eodem modo quo ipsum fieri debuisset in dicta die dominica proxima

post festum Penthecostes bona fide sine fraude, presentibus nunciis utriusque ville ut superius declaratur.

[7] Eciam debent iurare annuatim dicta die consules utriusque ville quod quando ipsi consules missi fuerint ratione cuiuscunque cause ad cognoscendum super ipsa causa, quod ipsi per id iuramentum debebunt cognoscere et [...are][b] prout sibi videbitur interesse secundum propositiones et responsiones litigantium secundum quod intellexerint ubi casus seu contractus esset factus et qualiter esset factus iuxta propositiones et responsiones ipsius cause. In casu vero et eventu in quo aliquis noster comburgensis dictorum Friburgensium vel dictorum Paterniacensium haberet aliquam causam seu questionem contra alteram dictarum villarum qui nollet recipere et facere alteri dictarum villarum iusticie complementum ut superius est expressum, eidem non tenemur aliquod dare auxilium consilium vel iuvamen in casu predicto, sed ipsum bona fide informare et inducere debemus, ad hoc quod complementum iusticie recipiat ab altera dictarum villarum querelante vel petente in loco inter villam ipsam et ipsummet inobedientem et ius recipere recusantem placitari consueto.

In cuius rei testimonium nos advocatus, consules et communitas de Friburgo predicti pro nobis sigillum nostre communitatis de Friburgo et nos advocatus, consules et communitas de Paterniaco pro nobis sigillum nostrum huic scripto duximus apponenda.

Datum tercia decima die mensis maii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo nono.

Dupplicatum est presens instrumentum, ita quod nos dicti advocatus, consules et communitas de Friburgo habemus unum et nos advocatus, consules et communitas de Paterniaco habemus aliud. Datum ut supra.

AC Payerne, E 4/1, ***parchemin double original,*** *37 x 52 cm, fragment de sceau pendant de la ville de Fribourg, sceau pendant de la ville de Payerne; suivi pour l'édition (a). – AEF, Traités et contrats, no. 338,* ***parchemin original*** *(b).*

Ed. Recueil diplomatique du canton de Fribourg, 1, p. 16–21, d'après (b), avec la date de 1249.

[a] *lisez* iuramentis. *Texte correct dans (b).*
[b] *fente dans le ms.*

211. Engagement du comte de Neuchâtel en tant que bourgeois de Payerne, moyennant vingt hommes armés.

1355 janvier 24. Payerne

Nous Loys conte et sire de Nuefchastel faczons savoir ad touz que nous sumes bourgeis de Paierne et par raison de la dite bourgesie nous sumes entenuz et prometons par nostre bone foy en nom de seyrement la vile de Payerne, les bourgeis et la communite et les sugez ensenble lours biens de la dite vile haydier et con-

seillier en tout et pour tout ad toute nostre force petite et grand per disey delay et par dilay en toutes bonnes foy durent la dite bourgesie, en ce que par raison de la dite bourgesie li dit de Paierne nous doyvont et sunt tenuz servir et haydier quant il serront requiru de nous de XX homes armez ad pie, deis quez li X haent jusarmes et li X arbelestes ad garnir nostres chastel par diver nous outre lu lay, lesquez XX homes nous ne devons ne poons passer la jour et auxi nous doyvont et sunt entenuz servir et haydier par lour poer par dissey dou lay, c'est adsavoir par diver lour villa de Paierne en tout et par tout en bone foy. Et non sunt tenuz passer lu lay par diver nous for que li XX homes dessus dit.

On temogniage deis queles choses dessusdites, nous li diz Loys conte et sire de Nuefchastel havons mis nostre propre seel en pendent en cete letre.

Donne ad Payerne lu XXIIIIe jour dou mois de janvyer l'ant de grace courant M CCC et LV.

AC Payerne, E 4/3, ***parchemin original*** *28 x 12 cm, sceau pendant du comte de Neuchâtel. –* ***Copie:*** *AC Payerne, E 7, no. 23.*

Ed. Jules JEANJAQUET, Traités d'alliance et de combourgeoisie de Neuchâtel avec les villes et les cantons suisses (1290–1815), Neuchâtel 1923, p. 16–17.

212. Confirmation et renouvellement de la combourgeoisie entre Payerne et Morat.

1364 [st. ann.] / 1365 [n. st.] janvier 24. s. l.

AC Payerne, E 4/4, ***parchemin double original*** *37,5 x 52 cm, sceaux pendants des villes de Payerne et Morat. –* ***Copie*** *et traduction: AC Payerne, E 7, no. 30.*

Ed. SDS, Fribourg, Stadtrechte, I Morat, p. 44 et s.

Remarque:

On connaît des allusions antérieures à cette combourgeoisie, notamment à l'occasion de celle qui fut conclue entre les villes de Morat et de Bienne, le 18 octobre 1342 et renouvelée le 7 juillet 1354 (SDS, Fribourg, Stadtrechte, I Morat, p. 30 et 40).

213. Les autorités de la ville de Fribourg, l'avoyer, le conseil et les habitants de Payerne renouvellent la combourgeoisie conclue entre les deux cités.

1494 mai 25. s. l.

AC Payerne E 4/5, ***parchemin original*** *63 x 47 cm, sceau de la ville de Fribourg, détaché, sceau pendant de la ville de Payerne. Acte rédigé en français (reprise du document de 1349).*

Chapitre 14: Rolle

Dès 1291, le comte Amédée V de Savoie possède un château à Rolle. À la suite d'un échange entre le comte et son frère Louis Ier de Savoie, sire de Vaud, la région de Rolle revint à ce dernier, le comte se réservant toutefois le fief du château et mandement de Rolle. C'est en 1330 que Louis II de Savoie, sire de Vaud, décide d'élever une ville à Rolle, ce qui n'allait pas sans inconvénient pour les droits des sires de Mont. Un accord intervint assurant une large maîtrise au sire de Vaud, qui s'empressa de mettre à exécution ses projets bâtisseurs. Tenue un temps par le comte de Foix, la seigneurie de Rolle revint en mains romandes lorsque le comte Gaston de Foix la vendit à Amédée de Viry en 1455. Michel de Viry, le dernier descendant de cette famille, vendit Rolle et Mont-le-Vieux au duc Charles de Savoie en 1528.

Bibliographie:

Louis de CHARRIERE, «La baronnie de Rolle et Mont-le-Vieux», Lausanne, 1877, MDR XXXIV, p. 36–122. – Olivier DUBUIS, «Le bourg et le Château de Mont-le-Vieux», RHV 1950, p. 49 et s. et 161 et s. – Charles GILLIARD, «La fondation de Rolle», RHV 1920, p. 47 et s.

214. Louis II de Savoie, sire de Vaud, concède les franchises de Moudon aux habitants de la châtellenie et mandement de Mont.

1315 septembre 20. Nyon

Le texte alors concédé est la reprise exacte des franchises de Moudon.

AC Morges, AQA 1, ***copie*** *sur cahier de papier, 18 x 28 cm. – AC Rolle, no. 433, PA 1,* ***copie*** *sur parchemin, 37 x 93 cm, fragment de sceau pendant en cire rouge, non identifiable.*

215. Transaction entre Louis II de Savoie et Jean et Henri de Mont sur leurs différends relatifs au bourg neuf et mandement de Rolle, la construction s'étant faite sans leur accord, enfin octroyé moyennant un revenu annuel de 15 livres de terre.

1318 janvier 5. Yverdon

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXVIII/Mont 12, ***parchemin original,*** *23,5 x 38 cm, sceaux pendants de Louis de Savoie, Jean de Mont et Stéphane, abbé de Bontmomt.*

216. Arbitrage sur la juridiction de Rolle passé entre les sires de Mont et Louis II de Savoie, sire de Vaud.

1330 février 14. Lausanne

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Vaudi, notum facimus universis quod cum nos edificare et fundare incepissimus villam novam liberam et francam prope castrum dictum de Ruellon et nobilis vir dominus Iohannes dominus de Montibus nomine suo et nomine Iohannis nepotis sui, filii quondam Henrici de Montibus, fratris dicti domini Iohannis, diceret et assereret hec fieri in sui preiudicium et suorum, cum in loco predicte ville iuridicionem diceret se habere.

[1] Tandem super predictis ad finalem concordiam [...] devenimus in hunc modum, videlicet quod dominus Iohannes et eius nepos predicti et eorum heredes debent habere perpetuo vicedognatum et mistraliam dicte ville de Rodulo cum omnibus iuribus et pertinenciis suis per modum et consuetudines quibus vicedognus et mistralis de Melduno uti consueverunt et debent habere in villa et castellania de Melduno.

[2] Item debet dominus Iohannes et eius nepos predicti et eorum heredes perpetuo habere medietatem furnorum et molendinorum construendorum per nos in dicta villa vel bannis ipsius ville medietatemque habere reddituum, exituum et proventuum furnorum et molendinorum predictorum cum omnibus suis iuribus et pertinentiis universis. Et debemus edificare et construi facere prima edificia eorumdem nostris sumptibus et expensis.

[3] Quibus factis, si ex tunc ad refectionem, meliorationem vel ad utilitatem ipsorum aliqua fuerint facienda, nos tenemur solvere medietatem sumptuum et expensarum predictarum. Et dominus Iohannes et eius nepos predicti et sui heredes aliam medietatem.

[4] Et tenemur dictis domino Iohanni, nepoti suo et heredibus ipsorum facere guerentiam erga illustrem virum dominum comitem de Sabaudia et suos de cursu aque molendinorum predictorum et de ipsis molendinis.

[5] Item promittimus et tenemur dare et assignare dictis dominis [...] decem libratas terre ex vi concordie supradicte, quas cum omnibus supradictis sibi per nos dimissis infra dictam villam tenere debent ipse dominus Iohannes et eius nepos ac eorum heredes a nobis in feudum, [...] in augmentum feudi antiqui [...].

[6] Volumus autem quod dicti amici banna et iuramenta dicte ville limittent et terminent prout duxerint ordinandum. Sciendum autem est quod dominus Iohannes, eius nepos predicti et eorum heredes debent habere omnimodam iuridicionem et dominium extra limittes et iuramenta dicte ville, prout hactenus habere et exercere consueverunt ante tempus constructionis dicte ville. Hoc addito in premissis quod si contigerit aliquem de hominibus domini Iohannis [...] maleficium perpetrare infra villam de Rodullo seu limites et banna dicte ville, de quo puniri deberent in corpore, pecunia vel in bannis, nos debemus habere punitionem dicti maleficii et banna et eo casu dominus Iohannes et eius nepos predicti

et eorum heredes habere debent tertiam partem ratione vicedognatus una cum iure mistralie debito ut superius est expressum.

[7] Item volumus quod si aliqui habitantes dicte ville vel castellanie de Rodulo deliquerent extra dictam villam vel extra limittes dicte ville infra dominium et limites castri dicti domini Iohannis, domini de Montibus, dictus dominus Iohannes, eius nepos et eorum heredes debent habere punitionem dictorum delictorum in corporibus, pecuniis et in bannis absque eo quod nos aliquod ius sive partem in predictis percipere debeamus.

[8] Item volumus quod dictus dominus Iohannes et eius nepos possint infra dictam villam edificare unam domum fortem vel non fortem in casali sibi assignato. Et quod dominus Iohannes et nepos suus predicti possint iura sua et debita consueta ab hominibus et subditis suis habitantibus in dicta villa recuperare et exigere prout ipsi et predecessores sui exigere et levare consueverunt ac percipere ante constructionem dicte ville, salvo dominio quod debemus habere in habitantes in dicta villa et infra terminos et iuramenta dicte ville prout superius est expressum. Et salva aveneria, panahteria, champoneria quas homines et subditi domini Iohannis et nepotis sui predictorum quas non debent percipere ab eisdem ipsi dominus Iohannes et nepos suus quamdiu habitabunt in villa supradicta.

Ego vero [...].

Promittentes [...].

Datum et actum Lausanne die quarta decima mensis februarii anno domini millesimo trecentesimo tricesimo.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXVIII/Mont 14, ***parchemin original,*** *30 x 37 cm, sceau pendant de Louis II annoncé et manquant, fragments des sceaux pendants annoncés de Jean de Mont et de l'official de Lausanne. – ACV, C II 61,* ***cahier de copies*** *tardif et altéré, fol. 1–2.*

217. Guillaume de Grandson, seigneur de Sainte-Croix et Aubonne, affranchit les habitants de Mont-le-Grand, Rolle et Gilly des droits de pontenage sur l'Aubonne contre un demi-florin par feu payable en une seule fois.

1366 [st. nat.] mars 16. Aubonne

AC Rolle, no. 334, B. AAA 2; trad. fr. du XVIIe s., 4 exemplaires sur papier. Une note mentionne que ***l'original*** *latin se trouverait aux AC Essertines: ce document est actuellement (1996) perdu (sceau annoncé de l'official de Genève).*

218. Concession du marché de Rolle.

1425 mars 22. Morges

Nos Amedeus dux Sabaudiae notum facimus universis quod nos ad supplicationem humilem super hiis nobis factam per dilectum fidelem scutifferum nostrum Claudium de Sarrata deponentem quod villa Rotuli ignis incendio nuper suscepit detrimenta, nos idcirco volentes dictae villae de aliquo incremento providere ut ipse locus magis pupuletur, viatores ibidem fertilius recipiantur et utilitas publica inde afferatur. *fol. 4*

Propterea burgensibus, subditis et incolis dictae villae Rotuli eorumque perpetue posteritati damus, largimur et concedimus authoritate nostra maiori licentiam, authoritatem, arbitrum et mandatum speciale in ipso loco Rotuli deinceps in singulis septimanis, scilicet diebus lunae, perpetuo celebrandi, tenendi, faciendi et exercendi de quibuscumque rebus venalibus publicum mercatum feci forum cum libertatibus et privilegiis in talibus scilicet locis circumvicinis observari consuetis. Ballivo Vuaudi et castellanis Morgiae, Nividuni et ceteris officiariis nostris, nobis tam mediate quam immediate subditis, seu ipsorum locatenentibus et eorum cuilibet insolidum mandantes quathenus dictum mercatum voce preconis publicent ut ibidem mercatores et mercantiarum affluat accessus et universis ipsum mercatum pandatur. Pro quibus omnibus a dictis burgensibus, subditis et incolis Rotuli viginti florenos parvi ponderis confitemur habuisse et realiter recepisse manu dilecti fidelis Guigoneti Marescali, thesaurarii nostri Sabaudiae generalis, qui de ipsis nobis computare debebit.

Datum Morgiae die vigesima secunda mensis martii anno domini millesimo quatercentesimo vigesimo quinto.

ACV, C II 61, ***cahier*** *en papier* ***de copies,*** *tardif (vers 1600) et altéré, 22 x 32 cm, le texte est suivi de sa trad. française.*

219. Michel de Viry, sire de Rolle, confirme sur leur demande aux habitants de Rolle les franchises de Moudon octroyées à ceux de Mont en 1315.[1]

1523 juillet 14. Rolle

In nomine domini, amen. Anno a nativitate eiusdem domini sumpto currente millesimo quingentesimo vicesimo tertio [...] et die quatuordecima mensis iulii in mei notarii publici subsignati testiumque inferius nominatorum presentia constitutus personaliter magnifficus Michael baro et dominus Viriaci, Montis Veteris, Rotuli, Coppeti, necnon de Monthou et Sancti Apri ex una parte et honorabiles viri Colletus Fabri et Iacobus Rammelli sindici et gubernatores ville et communitatis Rotuli et eo nomine necnon Franciscus Bertrandi honnestique viri Benedictus de Rippa alias Iaquenodi, Petrus Iordaneti, Petrus Foresterii, Glaudius *fol. 1*

Moctet, Glaudius Sirodi, Iohannes Laliardi, Anthonius Dalphini, Nicodus Brot [...][a], Glaudius Vulliermi, Stephanus Cohendoz, Franciscus Demura et Glaudius Brisseti, omnes burgenses Rotuli agentes in hac parte suis propriis nominibus, necnon omnium aliorum burgensium et habitantium atque perpetue habitandorum in dicta ville Rotuli ex parte altera, [...] humiliter supplicaverunt prefacto magniffico domino baroni [...] quod franchesias, libertates, consuetudines et usus locales dicte ville et totius communitatis Rotuli olim concessas et datas atque observatas et observatos per nunc quondam magnifficos dominos Rotuli ad formam et tenorem franchesiarum et libertatum ville Melduni confirmare et reconfirmare, laudareque et approbare dignaretur illasque iurare per eum observare et per eius castellanos et officiarios Rotuli observare facere [...]; quibus supplicationibus, requisitionibus et rogationibus annuere volens, ipse magnifficus baro et dominus Viriaci et Rotuli [...] predictas franchesias libertatesque olim per magnifficos dominos ville Rotuli et antecessores suos burgensibus et habitantibus in dicta villa Rotuli datas et concessas, consuetudines et usus locales per eosdem quondam dominos observatas et observatos laudat, ratifficat, confirmat et approbat tenore presentis instrumenti dictis sindicis, gubernatoribus et aliis supranominatis supplicantibus et recipientibus, [...] iuribus suis ipsius magniffici domini cum alterius racione in premissis semper salvis et reservatis.

Et iuravit prefatus magnifficus baro et dominus Rotuli [...] predictas franchesias, libertates, consuetudines et usus locales observare et per quoscunque eius
fol. 2 officiarios observare / facere perpetue [...].

Acta fuerunt hec publice Rotuli in ecclesia hospitalis ipsius loci [...].

Et ego Iohannes Boleti clericus de Hermencia Gebennensis diocesis [...] hoc presens publicum instrumentum [...] recepi [...] et tradidi ad opus dictorum sindicorum, burgensium et habitatorum et perpetue habitandorum dicte ville Rotuli [...].

AC Rolle, no. 334, B. AAA 1, ***copie vidimée*** *sur papier 15 décembre 1687, effectuée par le notaire Bonet, 2 folii, 27 x 40 cm. Il est mentionné que sur* ***l'original*** *aujourd'hui perdu figurait le sceau pendant du baron de Viry.*

[a] *Suit une abbréviation non identifiée.*

[1] *Cf. no. 214 supra.*

220. Règlement de la boulangerie de Rolle, ainsi que des autres principaux commerces, suite à la concession par le duc Charles de Savoie d'un marché à Rolle le vendredi ainsi que deux foires franches.

1528 décembre 21. Rolle

In nomine domini, amen. Anno a nativitate eiusdem domini sumpto currente millesimo quingentesimo vicesimo octavo indicione prima cum eodem anno sumpto

et die vigesima prima mensis decembris per hoc publicum instrumentum cunctis tam presentibus quam futuris appareat evidenter et fiat manifestum in mis notarii publici ac testium subnominatorum presentia personaliter constituti honesti viri Amedeus Chenebalis et Glaudius Moctet veluti sindici et gubernatores ville et communitatis Rotuli, quiquidem sindici et gubernatores ut supra constituti ex eorum certis scienciis et spontaneis voluntatibus de suisque et dicte communitatis ville Rotuli turibus et factis ad plenum in hac parte ut asserunt informati pariter et advisi, de tamen consilio, consensu, voluntate et mandato nobilis Glaudii de Alingio, discreti Rodulphi Picteti notarii, honestium virorum Benedicti de Rippa alias Iaquenodi, Petri Mathey, Iacobi Depeys, Nicodi Broet et Guillermi Gilliardi burgensium dicte ville Rotuli ibidem presentium consentientium et sic volentium atque ad infrascripta peragenda, quantum opus est, auctoritatem et licentiam ipsis gubernatoribus dantium et prebentium nominibus premissis ac pro se et suis in dicta communitate successoribus [...] confitentur et [...] recognoscunt [...] per ipsum prelibatum dominum nostrum Sabaudie et ducum tenendi nundenas et forum in ipso loco Rotuli [...].

[1] Et primo quod omnis bolongeria Rotuli debet prelibato illustrissimo domino anno quolibet in festo beati Andree appostoli duos solidos et unum denarium Gebennensem perpetue persolvendos et si non faciat panem sufficientem secundum cognitionem burgensium dicte ville Rotuli, prefatus dominus potest accipere panem et dare pauperibus.

[2] Item quod quilibet tabernarius dicte ville Rotuli debet prelibato illustrissimo principi in festo beati Andree appostoli unam cupam vini anno quolibet et perpetue persolvendam; et si quis tabernarius vinum venderet sine taxatione prelibati domini et burgensium, tenetur prelibato domino pro qualibet mensura vendita in tribus solidis et non debet nec potest dictum vinum taxatum in precio augmentare. Et si augmentaverat, tenetur prefato domino in tribus solidis.

[3] Item quod quilibet sutor morans apud Rotulum operatorium tenens tenetur prelibato illustrissimo principi et debet unum par sotularium in quolibet festo beati Andree persolvendum de melioribus, exceptis duobus paribus quos erga sutorem prefatus dominus invenire poterit.

[4] Item quod infra dictam villam Rotuli nemo potest neque debet sine licentia prelibati illustrissimi principis et burgensium [...] macellare. Et debet prefatus macellarius prelibato domino tres solidos anno quolibet perpetue in festo beati Andree persolvendos, quo vero ad linguas bovum et vacharum venalium in dicto macello se refferunt iuribus et titulis prefati illustrissimi principis, que habet ipse prelibatus dominus noster dux ad causam castri et pertinenciarum eiusdem loci Rotuli.

Promictentes [...].

AC Rolle, no. 422, P 30, ***parchemin original,*** *39 x 76 cm, sceau pendant de cire rouge non identifié, signet manuel de Louis Challet, notaire.*

221. Règlement de la boucherie de Rolle.

1533 mars 3. s. l. [Rolle]

fol. 41 Anno domini millesimo quingentesimo tercio [...] die vero tercia mensis marcii [...] personaliter constituti nobilis Amedeus Bertrand et nobilis Franciscus[a] de Mura sindiqui ipsius ville Rothuli parte ex una et honestus Glaudius, filius quondam Iaquobi Quibleti burgensis Morgie eiusdem patris, parte ex altera, principalis et nobilis Franciscus de Mura, Iaquobus de Peys et Nycollaus Gaquos omnes burgenses Rotuli fideiussores [...]; nomine communitatis eius ville dicti sindiqui expediunt massellum per tempus unius anni [...] sub pactis quod ipse Glaudius Quibleti teneat dare et solvere sindiquis ville Rotuli pro firma [...], videlicet decem florenos [...].

Item quod ipse macellarius teneatur servire bene et idonee villam de carnibus sub pactis que sequuntur: et primo quod ipse teneatur vendere carnes bovinales, libra ad sex denarios monete et libra de mustone ad octo denarios monete.

Item quod ipse teneatur capere carnes per totum annum [...].

Item quod ipse macellarius teneatur quot ebdomada.

Item quod carnes sint receptabiles.

Item quod ipse macellarius capiat carnes bovinales, mustonem die sabati teneatque diebus de ebdomada.

fol. 41v Quod ipse macellarius / debeat occidere mustonem die martii et iovis de ebdomada et in quasu[b] necessitatis quod ipse macellarius debeat capere mustonem ante meridiem et si esset necesse quod accipiat mustonem post meridiem [...].

Item carnes de mustone si non sit masculum, si sit femella, quod ipse macellarius non debeat vendere femellam nisi sex denariis pro libra tantum quando femella portaverit.

Item quod villa teneatur visitare seu taxare sex boves [...].

Item frescillie debeant vendere illis de villa ad unum grossum [...].

Item quod villa Rotuli teneat sibi facere vendere suas carnes tam bovinales quam alias prout est usus et consuetudo.

Promittentes [...].

AC Rolle, no. 1a, A. AAA 1a, ***registre*** *sur papier, comportant les procès-verbaux des séances du conseil de ville, ainsi que les copies d'actes intéressant la ville, 1497–1645.*[1]

[a] *lect. difficile.*
[b] *sic.*

[1] *Le même registre comporte d'autres règlements analogues relatifs à la boucherie, ff. 4, 29, notamment. Moins complets que celui de 1533, ils ne méritent pas d'être publiés.*

222. Reconnaissance envers la communauté des fermiers de l'ohmgeld à Rolle.

1533 août 25. s. l. [Rolle]

Anno domini millesimo quingentesimo trigesimo tercio [...] die vigesima quinta *fol. 42*
mensis augusti [...] personaliter constituti Claudius Vuillier tanquam principalis, [...] Franciscus [...], Iacobus [...], Nycolaus Gastons [...] eius fideiussores [...] confitentur se debere et legitime solvere teneri [...] honesto viro Claudio Basseti congubernatori ville et communitatis Rotuli ibidem presenti, stipulanti et recipienti vice nomine et ad opus omnium et singulorum aliorum gubernatorum et scindicorum dicte ville et communitatis Rotuli presencium et futurorum quorumcumque videlicet sexaginta quatuor florenos aurei parvi ponderis [...] et hoc nomine et de causa [...] ferme longuelli dicte ville et communitatis Rotuli diei festi sancti Laurentii proxime futuri iam incepti et simili die lapso ipso anno finiendo, ut est assuetum ipsam firmam annis singulis expedire, solvendos iuramentis suis sub obligacione omnium bonorum suorum [...] terminis et solucionibus sequentibus, primo in crastinum dicti festi sancti Laurencii iam lapsi unam partem, aliam terciam partem in sequenti festo Nativitatis domini nostri Ihesus Christi et aliam terciam partem in subsequenti festo Pasche [...].

AC Rolle, no. 1a, A. AAA 1a, ***registre*** *sur papier, comportant les procès-verbaux des séances du conseil de ville, ainsi que les copies d'actes intéressant la ville, 1497–1645.*

Chapitre 15: La Sarraz

La Sarraz a été créée au XIIe siècle autour du château et fortifiée au XIIIe siècle. Les premières franchises municipales remontent probablement à Aymon Ier au milieu du XIIIe siècle. Cependant, les plus anciennes franchises retrouvées sont celles concédées le 1er mai 1363 par Aymon III et par lesquelles il promet de maintenir les habitants dans les franchises de Lausanne. Dès la fin du XIVe siècle, la ville a quatre foires annuelles, qui seront complétées en 1597 par un marché hebdomadaire.

Bibliographie:

DHS – DHV.

223. Aymon de La Sarraz promet à ses sujets de la Sarraz de les maintenir dans les usages, franchises et coutumes de Lausanne.[1]

1363 mai 1er. La Sarraz

Ego Aymo dominus de Sarrata filius quondam nobilis viri et potentis domini Francisci domini de Sarrata militis, notum facio universis presentes litteras inspecturis et audituris quod cum, post obitum seu mortem prefati domini Francisci patris mei dicti Aymonis, burgenses de Sarrata fecerint michi et in manibus meis iuramentum et fidelitatem suam tamquam vero domino Sarrata et facta fidelitate et iuramento predictis, ipsi burgenses michi tamquam vero domino suo benigne et humiliter requissierint, rogaverint et supplicaverint ut ipsos burgenses tenere et manutenere vellem ex nunc in antea et in futurum in custumentis, consuetudinibus et franchesiis Lausannensibus absque aliquo pontu[a] permutato in dictis consuetudinibus et franchesiis, salvo tamen et excepto pontu[a] de custodia animalium communis.

Ego vero predictus Aymo videns dictam requissicionem et supplicacionem per dictos burgenses factam esse congruam et ydoneam, volens unicuique facere consensum racionis, volui et volo, concessi et concedo, pro me et meis heredibus, ipsos burgenses et heredes eorum tenere et manutenere ex nunc in antea et etiam in futurum in custumentis, consuetudinibus et franchesiis Lausannensibus sine aliquo pontu[a] permutato, salva de custodia predicta prout superius est expressum, promittens insuper ego predictus Aymo, pro me et meis heredibus quibuscumque, bona fide mea et per iuramentum meum super sancta dei euvangelia corporaliter prestitum, prefatos burgenses et heredes eorum tenere et manutenere ex nunc in futurum in consuetudinibus et franchesiis predictis, prout superius continetur, et quod ego contra predicta vel aliquid de predictis per me aut per alium non veniam in futurum [...].

Datum et actum Sarrate in castro prima die mensis maii anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo tercio.

AC La Sarraz, PV 3–20, Tiroir 1, Paquet 1, no. 1, parchemin original, 30 x 19 cm, queue sans sceau.

Ed. BUGNION, note 43, p. 65.

[a] *lisez* puncto.

[1] *Pour la teneur de la coutume et des franchises de Lausanne, cf. SDS VD B 1, en part. le chap. VI.*

Chapitre 16: Saint-Cergue

Appartenant à l'abbaye de Saint-Oyens de Joux, le village de Saint-Cergue existe en tout cas au XIIe siècle, puiqu'il est question d'une église paroissiale en 1110 (Guichenon, Bibl. Sebusiana, cent. I, ch. 82). A l'invitation de l'abbé, le sire de Thoire et Villard y construisit un château, détruit lors des guerres de Bourgogne. Dotés de franchises étendues, les habitants de Saint-Cergue bénéficient d'une grande prospérité en raison de l'abondant trafic de biens et de personnes par la route qui franchit le Jura.

224. L'abbé de Saint-Oyens de Joux concède des franchises au bourg de Saint-Cergue.

1357 mai 10. s. l.

Nos frater Guilliermus dei et apostolice sedis gracia humilis abbas monasterii Sancti Eugendi Iuriensis, ordinis sancti Benedicti, Lugdunensis dyocesis totus-[que ei]usdem[a] loci conventus notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos, considerata utilitate nostra et profectu, burgensibus et habitatoribus seu venientibus ad habitandum et commorantibus in castro nostro Sancti Cirici et infra receptum seu in burgo aut in burgis circa dictum castrum [nostrum][a] excogitavimus et volumus franchesiam dare seu libertatem durandam ipsis pacifice et quiete.

[1] In primis siquidem volumus, statuimus et ordinamus quod predicti burgenses seu habitatores in burgis seu in recepto sint franchi, liberi et immunes ab omni tallia, exactione et complenta [nisi de][a] ipsorum procederit voluntate. Retinendo tamen in ipsis burgensibus et habitantibus in predictis locis ut ipsi bannum sibi impositum nomine nostro ex quacumque causa, tamen racionabili, impositum nobis solvere teneantur, nisi se legitime potuerint excusare.

[2] Si vero unus alteri sanguinem violentum fe[cerit][a] quoquomodo, pena sexaginta solidorum a nostro preposito seu nuncio poterit condempnari.

[3] Qui vero alium percusserit de pugno, persolvat tres solidos.

[4] Qui vero de palma quinque solidos.

[5] Qui vero de pede septem solidos.

[6] Et quilibet ictus quorumlibet membrorum predictorum in pena pretaxata, si probari poterit duobus testibus, punietur.

[7] Si quis vero dictorum burgensium alterum appellaverit latronem, proditorem, leprosum vel fetidum, nobis pro solo verbi excussu quinque solidos persolvat. Et quod loquimur de hominibus, de mulieribus intelligimus illud idem.

[8] Et plus, quod si vir, vel mulier aliam mulierem meretricem vocaverit, si coniugata fuerit, solvat decem solidos; si vero non fuerit coniugata, in quinque solidos puniatur.

[9] In omnibus predictis emendam faciendo competentem parti iniuriam passe ad arbitrium proborum ville.

[10] De fornicantibus vero sic volumus ordinare quod secundum usum et consuetudinem terre Gebennensis existentis citra lacum gebennensem reprehensi in fornicationibus puniantur.

[11] Qui vero gladium quemcumque contra alium [levaverit][a] in septem solidos puniatur, et si vero percusserit, modus et percussio attendatur et puniatur secundum delictum.

[12] Cetera vero que ad convincia pertinent et que possunt puniri ex instructione patrie seu consuetudinis approbatu in circum vacentibus burgis, illis instructionibus et consuetudinibus [adiunctis][a] relinquantur.

[13] Item volumus quod dicti burgenses non possint per nos vel gentes nostras [extrahi extra pre]dictum[a] castrum Sancti Cirici ad iudicium pro aliquo casu nisi sit criminalis, sed in ipso loco eisdem iusticia tribuatur.

[14] Item volumus quod predicti burgenses possint et valeant ponere ad libitum sue voluntatis quatuor probos homines dicte ville qui possint gitare communia et ponere [penam][a] propria auctoritate duodecim denariorum, prout eisdem videbitur, expedire. Cuius pene nobis sit medietas et reliqua pars pro communi utilitate dicte ville sit.

[15] It[em volumus quod nos nec gentes nostre capere non p]ossimus[a] animalia, gallinas sive paleas nec alia bona dictorum burgensium [ultra suam][a] voluntatem, dum ipsi vendere voluerint pro communi et iusto precio.

[16] Item [statuimus quod si quis][a] ad falsam mensuram vendiderit, nobis pro dicto forefacto in sexaginta solidos solvere [teneatur][a].

[17] Item non possumus nec debemus ab eisdem burgensibus emendas recipere vel levare, nisi [sit casus][a] criminalis vel nisi clamor ad nos vel gentes nostras devenerit, exceptis de casibus supradictis.

[18] Item volumus quod dicti burgenses non teneantur de forefacto liberorum vel familie sue, nisi ipsi burgenses sint in delicto consentientes, participes et consortes.

[19] Item non possumus nec debemus contra predictos burgenses inquirere super aliquo casu nisi in casu criminali vel nisi aliquis de ipsis conqueratur seu de ipso casu sint diffamati.

[20] Item statuimus quod si liberi dictorum burgensium ad invicem debellantur, minores tamen duodecim annorum et sanguinem ad inv[icem fec]erint[a], quod nobis in aliquo non teneantur.

[21] Item volumus quod si dicti burgenses pro aliquo casu caperentur, nisi sit casus criminalis et ipsi velint fideiubere vel obligare bona sua, dum tamen fideiussio vel obligatio bonorum sit sufficiens secundum delictum, quod ipsi non capiantur nec valeant capi.

[22] Item volumus quod unus burgensis non possit esse cassidicus[b] seu advocator contra alium pro alio non burgense.

[23] Item volumus quod dicti burgenses semper habeant cursum et usum suum in iuriis et nemoribus existentibus in limitationibus dicti castri Sancti Cirici, absque aliquo tributo nobis persolvendo.

[24] Item volumus quod quatuor probi homines, qui electi sunt ad regendam communitatem ville, ponant et ponere valeant annis singulis, si voluerint, missileriam [quem presentent][a] castellano nostro et qui missiliarius iuret, in presencia dicti castellani, bene et fideliter officium suum facere et exercere.

Expeditis de illis que ad personas pertinent, de rebus burgensium et habitancium in predictis locis et de suis hereditatibus sic duximus ordinandum.[1]

[25] Primo de do[mibus volumus et][a] sic ordinamus quod quilibet nobis solvat pro una teysa quatuor denarios Gebennenses annuatim in festo beati Michaelis archangeli.

[26] Et de chasalibus in quibus domus non sunt constructe, pro qualibet teysa tres denarios et cum domus in eisdem edificat[e et constructe fu]erint[a], pro qualibet [teysa solvere teneantur quatuor][a] denarios, ut dictum est.

[27] Item volumus quod quilibet burgensium et habitatorum principalis tamen in domo habeat et possideat ipse et heredes sui perpetuo duos mansos terre, qui mansus contineat quindecim posas terre tassatas per nuncios nostros fideliter [et cum de terris][a] illis ad p[rata v]oluerit[a] redigere aliquis, sibi super hoc damus plenariam potestatem.

[28] Domos vero, ortos, terras, prata seu eciam exaltigia facta in iuriis nostris limitacionis dicti castri, pro suo libito voluntatis unus alteri existenti tamen in nostro dominio vendere poterit et ali[enare quoquo modo][a], retentis tamen nobis et nostris successoribus laudibus et venditionibus in eisdem. Et quia dictos mansos sibi damus franchos et liberos, excepta solucione decimarum a qua nullum cuiuscumque condicionis existat volumus lib[erari][a] quin integre decimam persolvat.

[29] Item volumus, [statuimus][a] et eciam ordinamus quod si aliquis burgensium vel habitancium se transferre vellet ad aliud dominium locum nostrum et nostrum dominium penitus relinquendo, domos suas, sive lapidee fuerint sive lignee ac eciam hereditates suas quascunque possint vendere cuicunque existenti tamen sub [iuris]dicione[a] et potestate nostra, retentis nobis et nostris successoribus laudibus et vendis, ita quod emptor et venditor quilibet unum de duodecim nobis persolvat denarium Gebennensem.

[30][c] Furna vero et molendina sive aliqua alia edificia que ad usinas [pertinent][a], nullus ibi edificare poterit nisi nos et volumus quod fornagia persolvantur ad usum et consuetudinem fornagiorum illorum de Nividuno et molendina tales [emin]as[a] contribuant quales consueverunt d[are][a] in molendinis patrie Gebennensis, volentes eciam burgenses nostros et habitatores de furno, molendino et mensura tenere ad usum et consuetudines quibus [tenere][a] consueverunt temporibus retrohactis.

[31] De calvacativis[d] vero volumus sic ordinari quod burgenses et habitantes in predictis locis non teneantur exire, nec [ire][a] in dictis calvacatis [nostris nisi fuerit in nostro] facto proprio nec poterunt existentes in predictis locis tam franchi quam equitantes teneantur sequi vexilla nostra cum suis propriis sumptibus et expensis, primo prandio excluso, salvis ipsis indigeremus, tunc tenemur eisdem victualia [e–] ministrare personis competenter.

[32] Vinum vero quilibet ipsorum predictorum burgensium habere et vendere poterit secundum fertilitatem anni, salvo mense augusto. Cuius mensis vendicionem vini nobis retinemus et si forte aliquis venditor predictum vinum suum inceperit vendere in concordiam illud determinandum committet de vendicione dicti vini trium proborum virorum, nisi possit concordare graciose, alias ille venditor nobis sexaginta solidos solvere tenetur.

[33] Item volumus manutenere bannum et franchesiam Sancti Cirici per locum qui vocatur [...].

[34] Item volumus quocienscumque per nos instituetur castellanus in dicto castro Sancti Cirici, quod in sua creacione ipse castellanus teneatur iurare predictis burgensibus de observando bene et fideliter franchesias predictas. Predictis burgensibus et habitatoribus presentibus et futuris per iuramenta nostra et sub voto religionis nostre manutenere et custodire promittimus perpetue et inviolabiliter in futurum. Nolumus autem huic facto aliqua excepcionis causa iuris vel facti sibi valeat obviare. In cuius rei testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Acta decima–[e] die mensis maii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo septimo.

ACV, C XX/248/2, ***parchemin original,*** *pâli, taché et troué par endroits, 42 x 27 cm, sceaux pendants manquants.*

Ed. MDR XXVII p. 134–139.

[a] *Passage effacé.*
[b] *sic pour* cosindicus.
[c] *Le texte qui suit est tellement pâli qu'il peut seulement être déchiffré à la lampe à quartz.*
[d] *sic.*
[e–e] *Ce passage est tellement pâli que seuls quelques mots ou fragments de mots peuvent encore être reconnus. Nous en donnons la version publiée dans les MDR. Le texte original était cependant considérablement plus long.*

[1] *Bien que l'abbé concédant divise les franchises en deux parties distinctes, la numérotation continue des articles est préférable.*

Chapitre 17: Sainte-Croix

Les premières mentions de Sainte-Croix datent du XIIe siècle. La localité appartient alors aux sires de Grandson. A la fin du XIVe siècle, après la mort tragique d'Othon de Grandson, la seigneurie de Sainte-Croix est inféodée à Luquin de Saluces, puis reprise par la maison de Savoie, d'où elle passe aux mains de Berne en 1536.

Bibliographie:

Arthur PIAGET, Oton de Grandson, sa vie et ses poésies, MDR, 3e série, I.

224bis. Amédée VIII confirme aux habitants de Sainte-Croix les franchises, usages et libertés concédées par les seigneurs antérieurs aux prudhommes et à toute la ville.

1396 septembre 13. Bourg-en-Bresse

Les habitants de la ville étaient encore taillables en 1350 (AET, Arch. camérales, inv. 137 (Titres du pays de Vaud), paquet XV, no. 1) et la confirmation du comte fait allusion aux prédécesseurs du dernier seigneur, lequel n'est autre qu'Othon III de Grandson, tué en duel judiciaire en 1396, après avoir été accusé de la mort du comte Rouge. Les franchises ont pu être concédées par Othon II de Grandson, seigneur de 1340 à 1375.

ACV, Br 29, fol. 4, **Registre de copies** *et traductions fait en 1710, 21 x 34 cm; il s'agit de la traduction française du document.*

Rég. BUGNION, p. 65, avec une attribution erronée à Amédée VII.

Chapitre 18: La Tour-de-Peilz

A la fin du XIIe siècle, le territoire de la Tour-de-Peilz dépend médiatement de l'évêque de Sion, qui l'a inféodé au comte de Genevois, lequel l'a à son tour sousinféodé aux seigneurs de Fruence. Des ministériaux, du nom du territoire, tenaient la partie sud, apparemment sans lien féodal avec les sires de Fruence. En 1251, Pierre II de Savoie acheta une partie du territoire, ainsi que certains droits, puis enfin acquit par achats successifs la totalité des droits des divers seigneurs de la ville, où il installa un châtelain chargé de l'administration et de la justice, avec bientôt un ressort élargi à Vevey et Corsier. Plusieurs litiges portant sur la teneur des franchises, le droit applicable opposèrent les habitants

et leur seigneur. Des sentences ont le plus souvent tranché ces différends, tantôt en intégrant la Tour-de-Peilz dans le système général, tantôt en sauvegardant sa liberté et son statut particulier, notamment en y maintenant comme droit applicable le droit écrit.

Bibliographie:

Albert DE MONTET, Histoire de la ville de la Tour-de-Peilz, Vevey 1927.– Albert NAEF, Notes descriptives et historiques sur la ville de la Tour-de-Peilz, Lausanne 1892.

225. Philippe de la Tour vend à Pierre de Savoie sa part de la Tour-de-Peilz, qu'il tenait des comtes de Genevois.

1250 [st. ann.] /1251 [n. st.] janvier. s. l.

AET, Arch. de Cour, duché de Savoie, paquet I, no. 4, document no. 8 d'un **rouleau de parchemin** *contenant 103 actes.*

Ed. Bernard ANDENMATTEN, «Les relations entre la noblesse vaudoise et la maison de Savoie, XIIIe–XIVe siècles» (en préparation); rég. MDR XVIII, 2e partie, p. 101; rég. WURSTEMBERGER, IV, no 264, p. 141.

226. Guillaume de Fruence cède tous ses droits à la Tour-de-Peilz à Pierre de Savoie, moyennant 30 livres de Lausanne.

1255 mai. Chillon

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, paquet I bis, no. 4, document no. 43 d'un **rouleau de parchemin** *contenant 72 actes, abîmé par l'humidité par endroits.*

Ed. ANDENMATTEN (en préparation); rég. WURSTEMBERGER, IV, no 403, p. 199.

227. Plusieurs particuliers s'engagent à vendre certains biens-fonds au comte Philippe de Savoie pour lui permettre de construire une ville neuve à la Tour-de-Peilz.

1282 mai 24. La Tour-de-Peilz

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXVI / La Tour-de-Vevey 4, **parchemin original,** *déchiré dans sa partie supérieure et s'effritant par endroits, 23 x 23 cm, pas de sceau.*

Ed. ANDENMATTEN (en préparation).

228. Le comte Philippe de Savoie concède des franchises à la Tour-de-Peilz.

1282 mai 25. s. l.

Nos Philippus comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos, pro nobis et successoribus nostris, donamus et concedimus hominibus de Turre Viviaci, qui modo sunt in dicta villa et pro tempore erunt, libertatem et usagia infrascripta, que sunt hec:

[1] Si quis per annum et diem iuratus extiterit sine calumpnia repetentis, postea habendus est ut burgensis. Et si infra annum et diem repetitus fuerit exibeatur iustitia requirenti. Homines tamen nostri talliabiles vel liberi non debent recipi ad iuramentum dicte ville sine consensu nostro speciali, neque homines illorum de Blonay et de Orons.

[2] Burgenses vero et quicumque per annum et diem steterit ut burgensis, si voluerit recedere et alibi se transferre libere potest; et dominus debet eum et bona sua conducere per unam diem et unam noctem.

[3] Burgenses et quicumque per annum et diem in villa steterit ut burgensis, libere possunt in villa emere et vendere nec debent leydam. Possunt etiam domos et casalia unus alteri vendere et dominus habebit a venditore decimum denarium, emptor solvat vicesimum et dominus potest, si vult, pro eodem precio retinere infra quindecim dies postquam ei vel nuncio suo fuerit nunciatum et non ultra. Dare poterit domum et casale burgensis burgensi dummodo non det in fraudem vel simulationem faciat donationem. Qui vero fecerit, dominus debet percipere ius suum, ut dictum est tanquam esset facta venditio.

[4] Si burgensis emerit[a] in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rem voluerit et eam probaverit esse suam, burgensis suum precium non amittet.

[5] Item burgenses possunt condere testamenta sua et quos voluerunt de iure heredes instituere, exceptis usurariis manifestis, quorum bona quandocumque decesserunt sunt in voluntate domini, nisi habeant filium vel filiam de uxore legitima et tunc filius vel filia habebit immobilia, mobilia erunt in voluntate domini.

[6] Si autem burgensis intestatus decesserit, sine liberis, nepotibus vel aliis propinquis usque in quartum gradum, dominus ei succedet et bona ipsius deffuncti ponet in manu duorum proborum virorum, vel poni faciet, qui clamores deffuncti per consilium castellani emendent et cedent usque ad valorem bonorum deffuncti et si quid residuum fuerit suum erit, uxor vero superstes predicti intestati dote et dotalicio quod ei datur secundum usum patrie sit contempta.

[7] Et si quis extraneus, peregrinus vel viator moriatur in villa, dominus debet per annum et diem bona ipsius facere custodire per duos probos homines; et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius deffuncti ad se pertinere, restituantur ei bona deffuncti, expensis factis et obsequiis[b] dicti deffuncti

deductis. Si vero infra predictum tempus nullus venerit, dominus de dictis bonis sedabit clamores et solvat debita iamdicti deffuncti, et si quid residui fuerit, suum erit.

[8] In villa vel infra terminos, nemo debet capi, nisi fuerit latro vel proditor vel infractor ville seu domini malefactor, sine iudicio vel cognicione.

[9] Paschua communia non debet dominus accensare nisi de consensu burgensium.

[10] Omnes burgenses et advene ac omnes habitatores sunt de iurisdictione domini et debent in sua curia litigare. Si burgensis vel alius clamam fecerit de aliquo debitore vel iniuriante ei usque ad quantitatem decem solidorum et infra, de plano clamore solvat duodecim denarios et decem solidos vero superius tres solidos, adversarius adversario suo restituat dictos tres solidos vel duodecim denarios et debitum solvat et illatam iniuriam ad dictam curiam domini emendabit.

[11] Qui percutit de pugno debet domino tres solidos et passo duodecim denarios; si de palma quinque solidos et passo viginti denarios; de pede septem solidos et passo duos solidos et quatuor denarios. Et si aliquis aliquem ceperit per capillos cum duabus manibus debet domino decem solidos et passo tres solidos quatuor denarios; si cum una manu quinque solidos et passo viginti denarios.

[12] Si sanguinem excuperitur ab aliquo iniurioso et passus sit sparsus dabit domino sexaginta solidos et passo triginta solidos.

[13] Qui percutit baculo sine sanguinis effusione vel mortis periculo dabit domino decem solidos; si sanguis exit debet domino sexaginta solidos, si percussus ex iactu moriatur, ille qui [percutit debet domino sexaginta libras][c].

[14] Qui percutit lapide contra aliquem volens illum percutere, si iactus lapidis appareat in terra vel in pede, vel si percutit sine mortis periculo de lapide, dabit domino sexaginta solidos.

[15] Si quis extraxerit gladium suum contra aliquem, debet domino sexaginta solidos; si quis de lancea vel de aliis gladiis qui non consueverunt deferri in vagina, si tunc fecerit aliquod foramen, dabit domino sexaginta solidos; si aliquis aliquem occiderit, bona occidentis et corpus sunt domino.

[16] Bona furata que confessa sunt de furo vel criminali sunt in misericordia domini et bona etiam proditorum.

[17] Si quis de die domum vicini sui fregerit maliciose in villa, debet domino sexaginta solidos, si de nocte aliqualiter est in misericordia domini.

[18] In omnibus autem iniuriis suprascriptis, si iustam iniuriam clamorem fecerit per visum curie domini, debet ei satisfactio fieri competenter.

[19] Deprehensique in adulterio, ambo per villam fustigentur nudi vel de die et [...] suum [...] redimunt si maluerunt videlicet homo sexaginta solidos et mulier triginta.

[20] Item dominus habebit de quolibet modio vini vendito octo denarios ab emptore prout consuetum est solvere in villa Viviaci et apud Villam novam Chillionis.

[21] Quocienscumque dominus voluerit potest facere venire ad se omnes mensuras et ille penes quem reperta fuerit falsa mensura debet domino tres solidos et mensuram perdit.

[22] Si aliquis scienter falsa ulna vel falsa mensura vel falso pondere utatur, est in misericordia domini. Et si quis habet duas mensuras vel duo pondera, videlicet parvam et magnam, vel parvum pondus et magnum, et ad magnum vel ad magnam emit vel ad parvum vel ad parvam vendit, in misericordia domini est.

[23] Omnes ementes vel vendentes venientes ad forum, debent esse sub custodia domini et ville, videlicet a Gleyrola usque ad Sanctum Mauritium tam per terram quam per aquam eundo per unam diem morando et redeundo per alteram diem.

[24] Et si quis frangit forum aliquem ibi percutiendo, vulnerando vel trahendo vel aliquem rebus suis spoliando, debet sexaginta solidos de banno et iniuriam passo emendam facere competentem. Et si percussus vel vulneratus propter hoc moriatur, ille qui vulneravit est in misericordia domini.

[25] Die vero qua mercatum fuerit, nemo debet vendere in villa extra domum fori bladum, carnes vel alia que debent vendi in domo mercati. Quod si fecerit, illud quod vendet erit in misericordia domini.

[26] Leydam habebit dominus videlicet de blado secundum quod consueverunt dare in foro Aquiani, de bove et vacha habebit dominus de leyda unum denarium, de equo, mulo et iumento quatuor denarios, de asino et asina duos denarios, de porcho, ove, mutone, horca[d] et capra, vel de vitulo, capreolo, agniculo, qui venduntur duos solidos vel ultra, similiter. Si inferius nichil de primis rebus mercatibus et de hiis que in mercato venduntur ad pondus. Granatatores stationes fori solvent, alia leyda non dabit de predictis.

[27] Burgenses cum opus fuerit in cavalcata domini ibunt, ipsis expensis, videlicet in episcopatu Gebenensi, Lausanensi et Sedunensi, si vero ultra ducantur, debet eis providere dominus in expensis.

[28] Si aliquis de periurio convictus fuerit, ponatur in scala et solvat sexaginta solidos de banno.

[29] De rixis que fient in villa dabitur tres solidos illis qui interfuerunt utriusque sexus tam parvulis quam magnis.

[30] Omnium et omnis illos qui secum irent debent portare per lacum et dominus tunc debet eis in cibo et potu providere, vel pro singulis hominibus pro qualibet comestione duos denarios.

[31] Si autem aliquis emerit de foro aliquid de quo leydam debeat, vendiderit et leydam [non] asportet debet domino sexaginta solidos de banno nisi infra noctem unam reddiderit.

[32] Dominus capit theysas domorum et casalium in villa. Pro qualibet theysa debentur ei sex denarios per annum ad festum beati Michaelis.

[33] Dominus habet molendina et furnos in villa et burgenses debent molere in dictis molendinis et forneare in dictis furnis.

[34] In supradictis vero emendis que fiunt passis dampnum vel iniuriam, potest dominus facere tanxationem[e] et moderationem competentem si viderit expedire.

[35] In hiis vero omnibus in quibus homines incurrunt bannum, mulier si incurrat illud non debet solvere nisi medietatem tantum banni illius.

[36] Concedimus etiam nundinas bis in anno quaslibet per tres dies duraturas. Retinemus tamen nobis quarantenam in dicta villa videlicet [...] per quadraginta dies secundum bonam consuetudinem aliarum villarum francharum de Sabaudia. Quam [...] dicti homines de villa pro se et successoribus suis nobis concedant.

[37] Item qui carnes mortuas vendiderit in macello, vel unam carnem pro alia, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas vel morbosas, vel sturniatas [...], vel aliud viciosas in macello vendiderit, nisi [...] de vitio vel morbo certifficaverit, solvat pro banno viginti solidos et quilibet macellarius teneatur accusare venditores huiusmodi periuros.

[38] Termini vero predicte libertatis et infra quos predicta libertas servari debet sunt hii: videlicet a parte Viviaci usque ad aquam de Ogniona et ducente teisie circumquaque villam ex aliis partibus, tam per terram quam per aquam.

[39] Item concedimus eisdem hominibus quod nullus in die fori extra portas ville per dimidiam leucam aliquid emat quod ad forum apportatur et quicumque emerit solvat pro banno tres solidos et rem emptam amittat.

[40] Preterea concedimus eis nonobstante quod supra diximus quod homines nostri libere recipi possint ad iuramentum dicte ville, ita tamen quod nostri remaneant in villa sicut ante, et quod pretextu libertatis predicte non possint ad alium dominum se transferre.

[41] Item volumus et concedimus quod castellanus noster Turris Viviaci qui nunc est et qui pro tempore fuerit iuret servare franchesiam tempore regiminis sui.

Quod ut predicta omnia et singula robur obtineant perpetue firmitatis nos omnia predicta et singula promittimus bona fide pro nobis et nostris successoribus actendere et servare firmiter et inviolabiliter et presentem litteram impressione sigilli nostri fecimus communiri.

Datum die lune in festo beati Urbani anno domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P1, parchemin endommagé, partiellement effacé, 49 x 53,5 cm, fragments de sceau non identifiable pendant. Il s'agit peut-être d'une ***copie*** *légèrement postérieure au document. – AC La Tour-de-Peilz, E7, fol. 1–4,* ***copie*** *sur papier vraisemblablement du XVe siècle.* ***Copie*** *et trad. française: E8, fol. 1–8 (recueil en papier, vers 1770).*

Ed. NAEF, p. 77–80.

[a] *d'après E7; P1 porte une version plus longue mais effacée.*
[b] *d'après E7; P1 porte* exegeitis.
[c] *Le passage est effacé, mais peut être reconstitué par analogie.*
[d] *lisez* bucco.
[e] *lisez* taxationem.

229. Le comte Amédée V de Savoie précise les franchises de la Tour-de-Peilz en ce qui concerne la chevauchée, les fours, les moulins et la vente du vin.

1288 mars 31. La Tour-de-Peilz

Nos Amedeus comes Sabaudie et marchio in Ytalia notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos pro nobis et heredibus nostris libertatem seu franchisiam datam et concessam ville Turris Viviaci et habitatoribus dicti loci per inclite recordationis karissimum dominum et patruum nostrum quondam dominum Philippum quondam comitem Sabaudie ex certa sciencia confirmamus, approbamus et bona fide manutenere promittimus et servare. Inter que hec propriis duximus vocabulis declaranda cavalcatam autem quam habitatores dicti loci nobis debebant facere in dyocesi Lausanne, Gebennarum et eciam Seduni ad expensas suas proprias, in qua non erat terminus, declaramus et restringimus in hunc modum quod habitatores dicti loci debent venire ad cavalcatas nostras et ibi stare ad eorum expensas pro octo diebus[a] tantum et non ultra quociens nos cavalcare ire vel esse non contingeret in terram inimicorum nostrorum. Si vero vellemus ulterius retinere, ex tunc in antea debemus eis expensas ministrare. Ceterum si, quod absit, contingeret quod hostes nostri super terram nostram venirent sive essent, tunc dicti habitatores tenentur ad cavalcatam nostram venire ad mandamentum nostrum vel nostri nuncii et morari tantum quantum vellemus vel nostri nuncii quamdiu hostes nostri in terra nostra morarentur.

Item volumus et concedimus quod pro clama facta de questione decem solidorum et infra, solvat culpabilis duodecim denarios Lausanne pro clama non facta de questione a decem solidis supra, solvat culpabilis duos solidos Lausanne.

Item volumus et concedimus quod habitatores dicti loci in molendinis moleant ad triscesimam sextam eminam et forneent in furnis nostris ad duos denarios Lausanne pro qualibet cupa sane cum in dicto loco nobis debeantur octo denarii Lausanne pro quolibet modio vini ibi empto et exportato extra.

Nos ad utilitatem dictorum subditorum nostrorum cura vigili intendentes ipsum pedagium emptoribus quociens vinum ibidem emptum per Viviacum exportabunt et solvent octo denarios Lausanne pro pedagio quitamus ne ipsi emptores duplici pedagio multarentur.

In quorum omnium robur et testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum.

Datum in castro Turris Viviaci in octavis Annunciacionis anno domini millesimo ducentesimo octagesimo octavo.

AC La Tour-de-Peilz. Série Parchemins, P2, ***parchemin original,*** *19,5 x 26 cm, sceau pendant du comte Amédée V de Savoie. –* ***Copie*** *et trad. française: E8, fol. 20–22.*

[a] *Dans le document:* pro octo dies.

230. Sentence du juge du Chablais en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz opposés à ceux de Montreux pour des droits de pacage.

1294 avril 18. La Tour-de-Peilz

In nomine domini amen. Cum causa seu questio verteretur coram nobis, P[etro] Balli, legum professore, iudice in Chablasio et Gebennis pro illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie, inter Petrum de Oruns procuratorem hominum parrochie de Mustruz nomine procuratorio dictorum hominum ex una parte et Aymonem Curvi et Petrum filium Aymonis procuratores hominum universitatis ville Turris iuxta Viviacum nomine suo et nomine procuratorio hominum dicte universitatis ex altera, super hoc quod dictus Petrus de Oruns nomine quo supra dicebat et asserebat quod homines predicti parrochie de Mustruz habebant ius pascendi animalia sua in pratis existentibus inter duos Rodanos et hoc etiam per vestituram triginta vel quadraginta annorum, dictis procuratoribus nomine quo supra contradicentibus et contrarium asserentibus, proponendo nomine quo supra ad eorum defensionem et ad ostendendum de iure eorum articulos infrascriptos:

[1] In primis proponunt et probare intendunt dicti procuratores nomine quo supra quod prata sita inter duos Rodanos contenta in intencione partis averse sunt pro parte hominum dicte universitatis.

[2] Item quod homines dicte universitatis per se vel per alium fuerunt per quadraginta annos et amplius usque nunc et ad hunc sunt in possessione custodiendi et deffendendi dicta prata ab animalibus quorumcumque hominum et specialiter ab animalibus hominum parrochie de Mustruz.

[3] Item quod fuerunt in possessione per predictum tempore[a] et ad huc sunt capienda animalia dictorum hominum de Mustruz et faciendi eadem redimi pascencia seu pasturancia in dictis pratis quolibet tempore.

[4] Item quod per dictum tempus fuerunt in possessione et ad huc sunt removendi et eiciendi animalia quorumcumque hominum pascentia seu pasturancia in dictis pratis quolibet tempore.

[5] Item quod si reperiatur partem adversam pasturasse vel pavisse unquam animalia sua in dictis pratis, quod ipsi pasturaverunt dicta animalia clam et ignorantibus hominibus dicte universitatis.

[6] Item quod si reperiatur partem aversam pasturasse animalia sua in dictis pratis ut supra dictum est, quod pasturaverunt mercede data hominibus dicte universitatis.

[7] Item quod si reperiatur partem aversam vel aliquem de ipsis pasturasse in dictis pratis ut supra, quod pasturaverunt precibus porrectis per ipsos hominibus dicte universitatis.

[8] Item quod super predictis et singulis est fama publica.

[9] Item quod dicti homines possederunt per se vel per alium tamquam suam rem propriam pacifice et quiete et continue partem sibi competentem in dictis pratis per triginta annos et amplius.

Cognito igitur de casu plano meo et sine sollempnitate iuris de voluntate parcium predictarum, testibus hinc inde productis et eorum atestationibus publicatis pluribus diebus assignatis ad diffiniendum et maxime die lune post dominicam qua cantatur iudica me eisdem partibus assignata apud dictam Turrim ad diffiniendum, ita quod nobis traderent partes acta sua ante diem. Actis vero procuratorum universitatis predicte nobis traditis, actis vero dicti Petri minime traditis, dicta die lune partibus presentibus coram nobis apud dictam Turrim ac diffiniri petentibus, nos secundum ea que nos vidimus et audivimus communicato paritorum[b] consilio, Deum solum habentes pre occulis quia utrumque ius in iudicium deductum est, per sentenciam diffinitivam pronunciamus dictum Petrum non ostendise sufficienter nomine quo supra quod dicti homines de Mustruz habeant ius pastorandi animalia sua in predictis pratis, idcirco dictos procuratores nomine quo supra ab impeticione dicti Petri agentis nomine hominum parrochie de Mustruz absolvimus, ipsum Petrum nomine quo supra in expensis in lite factis condempnamus, taxatione nobis reservata.

Datum apud dictam Turrim die lune predicta anno domini millesimo ducentesimo nonogesimo quarto sumpto millesimo in Paschate.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P3, ***parchemin original,*** *21,5 x 27 cm, sceau pendant du bailli du Chablais.*

[a] *lisez* tempus.
[b] *lisez* partium.

231. Le comte Amédée V de Savoie complète les franchises de la Tour-de-Peilz après les avoir confirmées.

1294 septembre 15. Genève

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum dilecti et karissimi nostri burgenses et habitatores ut burgenses ville nostre Turris prope Viviacum dyocesis Lausanensis tanquam benemeriti quamplurimas propter eorum merita a nostris antecessoribus et etiam a nobis olim obtinuerint franchisias seu libertates. Nos adhuc eos tanquam benemeritos propter eorum servicia que nobis et nostris exibent incessanter, volentes et affectantes amplecti favore benivolo tam propter eorum merita quam propter eorum utilitatem et augmentationem dicte ville Turris prope Viviacum, damus et concedimus iure, modo et forma quibus melius et fortius possumus pro nobis et successoribus nostris prefatis burgensibus habitantibus infra villam supradictam tam pro se quam pro eorum heredibus et successoribus quod nec nos nec successores nostri iure aliquo, forma seu causa aliqua vel occasione possimus deinceps per nos vel per alium ipsos vel quemlibet ipsorum seu heredes vel successores ipsorum nec eciam bona mobilia vel immobilia, nomina seu debita vel alia qualiacumque inquietare, accipere, molestare seu saisire ea occasione qua ipsi vel

aliquis ipsorum seu heredes vel successores eorum fuerint, sint vel esse dicantur usurarii olim, nunc vel in futurum publice vel privatim vel contractus aliquos usurarios fecisse vel exercuisse dicantur modo aliquo seu forma. Ymo si nos vel antecessores nostri aliquo iure vel aliqua de causa vel modo aliquo seu consuetudine aliqua ius aliquod habemus vel habere possumus vel etiam nos et successores nostri habere possemus in futurum in personis, bonis et rebus ipsorum quibuscumque ac etiam successorum eorumdem ratione et occasione predictorum, nos pro nobis et successoribus nostris iure, modo et forma quibus melius possumus ipsos et successores et bona eorumdem a predicto iure et omni ratione et actione que in ipsis et bonis ipsorum tam nos quam successores nostri occasione predictorum habemus et habere possemus in futurum liberamus, quictamus et absolvimus per pactum reale expressum et per aquillianam stipulationem interpositam et acceptilationem legittime subsecutam.

Promittentes bona fide [...].

Confitentes et recognoscentes nos tam pro nobis quam successoribus nostris predicta omnia fecisse et facere tam propter maximam utilitatem nostram cum[a] propter hoc predicta villa nostra maximum infuturum et evidens suscipiet incrementum quam propter decem libras Lausanenses quas ab eis burgensibus propter predicta confitemur et recognoscimus habuisse et recepisse in bona pecunia numerata.

Renunciantes [...].

In quorum omnium robur et testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum et actum Gebennis idus mensis septembris anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P1, est attaché au parchemin comportant les franchises de 1282, ***parchemin original,*** *29 x 27 cm, fragments de sceaux pendants non identifiables. –* ***Copie:*** *E7, fol. 5–6. Copie et trad. française: E8, fol. 8–11.*

[a] *sic.*

232. Le comte Amédée V de Savoie ordonne à son châtelain de la Tour-de-Peilz de vérifier la teneur des franchises relatives aux toises et de respecter les règles ainsi déterminées.

1317 avril 10. Chambéry

Amedeus comes Sabaudie dilecto nostro castellano Turris Viviaci qui nunc est et pro tempore fuerit, salutem. Exposuerunt nobis dilecti burgenses nostri Turris predicte quod ipsi habent franchesiam similem franchesie illorum de Aquiano[1] et dicta franchesia sua utuntur modis et formis quibus dicti burgenses de Aquiano franchesia sua utuntur. Super quibus tibi precipimus et mandamus quatenus a dictis burgensibus Turris non leves nec exigas teysas domorum nisi per modum

et formam quem et quam apud Aquianum levantur et solvantur, si ita est quod dictas franchesias Turris et Aquiani similes esse invenis et concordes, nec ulterius dictos burgenses Turris super dictis teysis levandis inquietes nec molestes nec permittas molestari nisi secundum quod superius extitit declaratum et nisi super predictis per predictos burgenses Turris pactum expressum inveneris esse factum, sic agens in premissis quod ob hoc dictos burgenses Turris ad nos iterato recurrere non contingat.

Datum Chamberiaci decima die mensis aprilis anno domini millesimo tercentesimo decimo septimo.

Reddite litteras portitori.

Expeditum de mandato domini comitis ad relationem Hugonis de Rupecta[a].

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P10, ***parchemin original,*** *18 x 12 cm, fragments du sceau pendant du comte.*

[a] *lect. difficile.*

[1] *Evian.*

233. Le comte Edouard de Savoie ordonne à ses officiers de ne pas mettre les scellés sur les immeubles quand il y a des biens meubles suffisants à saisir.

1323 [st. nat.] février 20. Vevey

Edduardus comes Sabaudie dilectis fidelibus nostris ballivo, iudici et castellano Turris Viviaci, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, salutem et dilectionem sinceram. Ex parte burgensium et communitatis ville Turris Viviaci nobis extitit conquerendo monstratum quod aliquando vos et alii officiales nostri hostia domorum suarum et celariorum suorum sigillatis et clauditis in pignorationibus faciendis, cum ipsi habeant extra domos et celaria eorum alia bona sufficiencia ad pignorandum. Quo circa vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatenus cessetis a clausura sigillatione et barracione domorum et celariorum ipsorum ac bonorum ibidem existencium dum tamen habeant aliunde alia bona sufficientia de quibus pignorari possint secundum quantitatem bonorum seu debitorum pro quibus ipsos vos opportuerit pignorari et contra hoc mandatum nostrum facere nullatenus presumatis.

Datum Viviaci vicesima die mensis februarii anno a nativitate domini millesimo tercentesimo vicesimo quarto.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P11, ***parchemin original,*** *24,5 x 13,5 cm, sceau pendant du comte de Savoie.*

234. Le comte Edouard de Savoie confirme les droits d'usage des habitants de la Tour-de-Peilz dans les bois de Blonay.

1327 décembre 12. Morges

Edduardus comes Sabaudie dilecto nostro castellano Castri Sancti Dyonesii in Fruencia qui nunc est et qui pro tempore fuerit, salutem et dilectionem sinceram. Ex parte dilectorum burgensium nostrorum et habitancium Turris Viviaci nobis querelose supplicando fuit expositum quod cum ipsi et eorum predecessores fuerint in possessione pacifica utendi et fruendi in nemoribus et ioriis mandamenti de Blonay et cindendi[a] ligna et adducendi per aquam Viveysie pro suo libito voluntatis ad usum eorumdem absque eo quod ipsi aliquod tributum seu censum dederint aut solverint alicui persone, quod tu in predictis eisdem burgensibus et habitatoribus impedimentum dedisti indebite, potissime impediendo aduci et detinendo ligna sua que per aquam Viveysie faciebant aduci in ipsorum burgensium et habitancium grande preiudicium et gravamen.

Volentes igitur pocius ipsos burgenses et habitatores favorabiliter prosequi quam suis iuribus et consuetudinibus detrahere vel obesse, tibi precipiendo mandamus quatenus ipsos burgenses et habitatores uti permittas pacifice dictis nemoribus et ioriis prout hactenus retroactis temporibus consueti sunt uti et ipsos de predictis in sua iusta possessione manuteneas et deffendas. Et si forte contra dictos supplicantes in predictis quicquam novi fuerit acceptatum, illud in statum facias pristinum revocari et reduci, sic agens in premissis quod ob tui defficium ad nos pro predictis ulterius minime recurratur.

Datum apud Morgiam die duodecima mensis decembris anno domini millesimo tercentesimo vicesimo septimo.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P15, ***parchemin original,*** *26 x 17 cm, fragment de sceau non identifié pendant.*

[a] *lisez* scindendi.

235. Le comte Aymon de Savoie engage son châtelain de la Tour-de-Peilz à respecter strictement les franchises des habitants.

1330 [st. nat.] janvier 26. Morges

Aymo comes Sabaudie dilecto nostro castellano Turris Viviaci qui nunc est et pro tempore fuerit salutem et dilectionem sinceram. Ad supplicationem et instanciam dilectorum burgensium nostrorum Turris Viviaci asserencium se certas habere libertates et franchesias a predecessoribus nostris, ex parte illustris domine nostre carissime domine Marie de Brebancio comitisse Sabaudie et nostra, vobis precipimus et mandamus quatenus contra dictas franchesias nullas novitates faciatis nec a vestris familiaribus vel subditis fieri permittatis, quoniam ipsos burgenses nostros a nobis et nostris prosequi volumus benigno favore.

Datum apud Morgiam die vicesimasexta mensis ianuarii anno a nativitate domini millesimo tercentesimo trigesimo.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P17, ***parchemin original,*** *26 x 10,5 cm, fragment de sceau non identifié pendant. –* ***Copie*** *et trad. française: E8, fol. 21–22; E11 (transcription et traduction sur papier de 1768).*

236. Supplique des habitants de la Tour-de-Peilz au comte de Savoie.

s. d. s. l.

[Antérieur au 27 février 1343, puisque l'acte suivant est la réponse comtale].

Vobis illustri ac magnifico viro domino Aymoni comiti Sabaudie domino suo liberissimo supplicant probi homines, burgenses et habitantes Turris vestre prope Viviacum quod nonnulli de Viviaco predictis de Turre plures varias et diversas iniurias graves et enormes indebite et iniuste intulerint, in bonis et rebus ipsorum et in personas[a] ipsorum, quod est notorium apud omnes; dicti quibus nullam emendam consequi potuerunt licet per curiam vestram super hiis fuerint condempnati quatenus super predictis ordinetis quod vobis videbitur ordinandum.

Item supplicant quod cum inclite recordacionis dominus Amedeus comes Sabaudie, pater vester et dominus liberissimus, ordinasset forum in villa vestra Turris predicte singulis septimanis in die iovis, quod quidem forum illi de Viviaco impediunt et cum dictum forum per vestram graciam apud dictam Turrim fuerit ordinatum vos sicut eisdem supplicantibus utilitatem obtinebitis et predicti supplicantes quoquidem benignitati vestre placeat ordinare quod vobis videbitur ordinandum.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P30, annexe de la décision du comte de Savoie, ***parchemin original,*** *39 x 10 cm, pas de sceau.*

[a] *sic.*

237. Le comte Aymon maintient les droits de marché à la Tour-de-Peilz.

1343 [st. nat.] février 27. Chillon

Aymo comes Sabaudie dilectis baillivo et iudici Chablasii et Gebennarum et castellano Turris Viviaci et ceteris nostris officiariis dicte baillivie salutem. Supplicacionem recepimus hic annexam duos articulos continentem. Quorum atento tenore, vobis iudici commictimus et mandamus quatenus super hiisque in primo

continentur articulo vocatis evocandis faciatis supplicantibus quod iusticia suadebit. Vobis omnibus et singulis aliis officiariis nostre baillivie iamdicte, mandantes quatenus super ordinacione fori nostri in nostra villa Turris Viviaci qualiter ibi bonum fieri valeat adsistatis et super hiis pro beatis nostris hominibus dicte ville consilium et favorem.

Datum Chillionis die vicesima septima mensis februarii anno domini millesino tercentesimo quadragesimo tercio.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P30, ***parchemin original,*** *30,5 x 9 cm, fragment du sceau pendant du comte.*

238. Le comte Amédée VI de Savoie complète les franchises de la ville de la Tour-de-Peilz.

1346 avril 26. s. l.

Amedeus comes Sabaudie dilectis fidelibus baillivo, iudici Chablaisii, Gebennarum et Waudi castellanoque nostris[a] Turris Viviaci qui nunc sunt et pro tempore fuerint vel eorum locatenentibus salutem et dilectionem. Porrectam nobis per dilectos fideles burgenses nostros Turris predicte recepimus et vidimus hic annexam[b]; cuius considerato tenore sic super contentis in ea dictis nostris burgensibus providendo duximus ordinandum, super primo videlicet et secundo articulis supplicacionis ipsius que franchesie et libertates ipsorum prout iacent et iuxta tenorem ipsarum sibi firmiter observentur nichilque in contrarium attemptetur. Super tercio vero quod de et pro casibus civilibus nisi denunciacione precedente non fiant contra dictos nostros burgenses inquisiciones alique vel processus, quod sibi concedimus de gracia speciali donec revocandum duxerimus valiturum. Super quinto vero quod vos iudex de contentis in eo vos diligenter informetis utrum supplicata veritate nittantur, nobisque quod inveneritis refferatis, ut vestra super hiis habita relacione possimus salubriter providere. Super autem ultimo articulo ut locus idem pocius recipiat incrementum, ordinamus et concedimus eisdem per decennium proximum valiturum quod die Iovis qua mercatum est ibidem ut supplicant ordinatum de personis ad dictum mercatum venientibus causa vendendi vel emendi sibi necessaria, clama non fiat vel fieri valeat racione debitorum in contractibus inhitorum quorumcumque et si facta fuerit, nullatenus admittatur, vobis et vestrum cuilibet expresse precipiendo mandantes quatenus nostras provisionem, concessionem et ordinacionem presentes et omnia et singula supra dicta firmiter observetis et in nullo contra facere vel venire presumatis aut sinatis actemptari.

In quibus omnibus nostri patruus, frater et tutores carissimi domini Ludovicus de Sabaudia dominus Waudi et Amedeus comes Gebennarum nobis auctoritatem et consensum prebuerunt.

Datum sub sigillo nostri consilii Chamberiaci residentis quo ad presens utimur nostro proprio absente die vicesima sexta mensis aprilis anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo sexto.

Anthonius Bovonis.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P33, ***parchemin original,*** *33 x 18 cm, sceau pendant du conseil comtal de Chambéry. –* ***Copie*** *et trad. française: E8, fol. 23–25.*

[a] *lisez* nostro.
[b] *sous-entendez* supplicacionem*; cette annexe n'a pas été retrouvée.*

239. Le comte Amédée VI de Savoie soumet à leur requête les habitants de la Tour-de-Peilz aux coutumes de Moudon à la place du droit écrit.

1348 [st. ann.] / 1349 [n. st.] janvier 30. La Tour-de-Peilz

Nos Amedeus comes Sabaudie notum fieri volumus universis quod nos [...] cum igitur homines, burgenses et incole ville nostre Turris Viviaci fideles nostri dilecti nobis in querimoniam deduxerint quod quia ipsi patrie nostre consuetudinario ex non scripto que regitur sunt quasi medio situati et ipsi iure scripto reguntur cum pro exactionibus excessivis iudicum et secularium in multis qui ab eis interdum inmodestas extrahunt quantitates tam eciam quia dispares sunt in modo vivendi cum eorum circumstantibus vicinis predictis hactenus multipliciter oppressi fuere et adhuc super similibus verissimiliter quo ad futura metuentes, nobis in provisionis remedium supplicarunt ipsos ad consuetudines Melduni reduci et posteritatem ipsorum et usum iuris scripti interdici.

Super quibus ut ipsa villa et homines presentes et futuri felix recipiant incrementum et ex nostre largitionis munificentia apud nos magis obnoxii reputentur, benigniter inclinantes, ipsos homines, burgenses et incolas ville Turris predicte, heredes et posteritates eorumdem quod ad eorum ibidem regimen et modum vivendi ad consuetudines predictas Melduni et secundum eas ex nunc in perpetuum reducimus et ponimus per presentes, omnem iuris scripti examinationem et cognitionem a nostris officiariis quo ad eorum regimen presentibus abdicantes, nisi inquantum videlicet per consuetudinem reducitur ad ius scriptum, sed dictis Melduni consuetudinibus, ut premictitur, eos volumus gubernari, cavalcatas autem nostras et omnia alia iura nostra nobis vigore libertatum et franchisiarum per nos vel predecessores nostros dictis hominibus hactenus concessarum in ipsis competentia sicut ante consueverant et debebant in ipsis hominibus et eorum heredibus retinentes inquantum videlicet pro nobis in pluri facerent quam consuetudines predicte quibus quo ad predicta franchisiis per hoc non intendimus in aliquo derogare. Retinemus eciam et in pactum deducimus pro nobis et nostris quod in villa et castellania Turris predicte sicut ante fieri valeant instrumenta et littere que nostro debeant sigillari sigillo et quod a notariis dicti loci exigere possimus consueta tributa.

Mandantes [...].

Pro quibus predictis a dictis hominibus nostris ducentos florenos auri boni ponderis habuimus et recepimus [...].

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus est appensum.

Datum apud dictam Turrim Viviaci die penultima mensis ianuarii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo octavo.

Nicoletus.

AC La Tour-de-Peilz. Série Parchemins, P34, ***parchemin original,*** *38,5 x 33 cm, sceau pendant du comte de Savoie.*

240. Après avoir rétabli l'usage du droit écrit à la Tour-de-Peilz, le comte Amédée VI de Savoie maintient en vigueur les actes passés sous l'empire de la coutume de Moudon brièvement concédée.

1350 juillet 31. Le Bourget

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum nos olim dum impuber essemus ad supplicacionem nostrorum burgensium Turris Viviaci qui prius secundum iura scripta regebantur concesserimus eisdem quod secundum consuetudines Melduni regerentur. Qua concessione durante plura acta et expedita fuerint in loco memorato iuxta consuetudines predictas. Nosque postmodum, non est diu, factus pubes, concessionem revocaverimus causis iustis et racionabilibus antedictam. Sub cuius revocacionis pretextu facta et expedita iuxta dictas consuetudines possent in dubium revocari. Volentes dictis nostris burgensibus nobis supplicantibus super hiis providere, suis supplicacionibus inclinati, volumus, concedimus eisdem pro nobis et nostris successoribus quod omnia et singula facta, gesta et expedita ibidem secundum predictas et formam nostre concessionis predicte usque ad tempus dicte revocacionis valeant et in firmitate persistant prout valere deberent si dicta non fuisset concessio revocata, mandantes tenore presencium baillivo, iudici Chablaisii, castellano Turris presentibus et futuris vel eorum locatenentibus quatenus nostram concessionem presentem firmiter attendant et observent et in nullo contrafaciant vel opponant.

Datum Burgeti die ultima mensis iulii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo.

Anthonius Bovonis.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P37, ***parchemin original,*** *38 x 15,5 cm, fragment de sceau pendant du comte de Savoie.*

241. Le comte Amédée VI de Savoie concède quelques droits aux habitants de la Tour-de-Peilz, après y avoir aboli l'usage de la coutume de Moudon.

1350 août 29. Le Bourget

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum nos olim existentes infra pupillarem etatem dilectis burgensibus nostris Turris Viviaci qui ante secundum ius scriptum regebantur concessimus quod secundum consuetudinem loci Melduni regerentur, pro quaquidem concessione ducentos florenos auri habuimus ab ipsis, nosque postmodum factus pubes, videntes et cognoscentes dictam concessionem nobis dapnosam[a] et ex ea nos gravatos et pluribus aliis rationibus et causis concessionem revocavimus eamdem, ipsos nostros burgenses ad iuris scripti regimen reducentes, propter quod ipsi dictos ducentos florenos per nos sibi restitui postulabant, nobis asserentibus nos ad ipsorum restitutionem non teneri. Quorum occasione venerunt ad nostri presenciam Iaquerodus de Burye et Thorencius Ducis burgenses predictorum et nomine procuratorio ipsorum nobis humiliter supplicantes sibi super hiis provideri, fidem de sua procuratione facientes per quoddam publicum instrumentum factum per Iohannem Canailliex notarium publicum sub anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo nono indictione secunda die decima septima mensis novembris.

Quorum supplicationibus inclinati, volentes ipsos favoribus prosequi graciosis, super predictis omnibus et singulis, cum dictis procuratoribus nomine procuratorio dictorum burgensium ad transactionem et compositionem devenimus infrascriptam, videlicet quod pro dictis ducentis florenis et omni iure si quod fuit ipsis burgensibus quesitum ex nostra consuetudinis concessione predicta in libertatem, franchesiam et privilegium pro nobis et nostris successoribus dictis nostris burgensibus et eorum posteritati damus et concedimus que secuntur:

[1] Primo quod clericos seu notarios nostre curie dicti loci Turris qui sint de loco eodem et non aliunde ponere et ordinare debeamus et dumtamen ydonei et sufficientes existant et censam nobis solvant pro dicto officio competentem nec alios clericos extraneos ordinare vel ponere valeamus ibidem dum in dicto loco ydoneus et sufficiens sit repertus et censam voluerit solvere supradictam.

[2] Item quod pro aliquibus debitis in quibus quibuscumque personis, nobis dumtaxat excepto, tenentur vel tenebuntur in futurum, pena aliqua pecuniaria vel alia sibi non possit vel debeat imponi nec ipsi de dictis penis si imposite vel commisse fuerint puniri nisi forte ad ipsas specialiter se obligassent.

[3] Item quod pro et super aliquibus delictis vel offensis sine denunciacione non possit contra ipsos inquiri vel alterum ipsorum nisi in criminibus et casibus a iure traditis et permissis.

Et pro predictis dicti procuratores procuratorio nomine predicto nos et nostros successores et bona de dictis ducentis florenis et omni iure si quod sibi ex concessione predicta sit quesitum quictaverunt penitus et absolverunt, pactum facientes expressum de ulterius non petendo.

Mandantes [...].

Litteras autem concessionis costume dilecto fideli Mermerio de Roverea castellano nostro dicti loci debeant nobis reddendas expedire. Qui castellanus de predictis omnibus eciam faciat in suo primo computo mencionem.

Datum Burgeti die vicessimanona augusti anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo.

Anthonius B[ov]onis.

Per dominum in consilio presentibus dominis Humberto Bastardo, G. cancellario, Mermerio de Roverea.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P38, ***parchemin original,*** *41 x 28,5 cm, sceau pendant manquant. –* ***Copie*** *et trad. française: E8, fol. 26–29.*

[a] *lisez* dampnosam.

242. Réversale du comte Amédée VI de Savoie à la suite d'une violation des franchises de la Tour-de-Peilz en matière de procédure criminelle.

1356 août 3. La Tour-de-Peilz

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum per gentes nostras die externa dictus Li Reys parrochie de Nynda pro quibusdam commisis per eum infra confines franchesie Turris de Peyl fuerit arrestatus et in castro nostro dicti loci carceri mancipatus, burgensesque nostri dicti loci nobis exposuerint conquerendo eorum libertates tam per nos quam per predecessores nostros sibi concessas inter cetera continere neminem capi debere infra confines predictos nisi cognitione premissa, furibus, proditoribus et homicidis dumtaxat exceptis, dictumque Rey furem, proditorem vel homicidum publicum non esse testentur. Quodque carceratio cognitionem precessit et ne per hec dicte eorum franchisie infringantur, supplicaverint bonitate dominica eis super hoc provideri, quod nos ipsis burgensibus per presentes concedimus quod in quantum arrestatio et carceratio persone dicti Reys posset viribus et effectui dictarum libertatum suarum obsistere, quod in futurum sibi vel posteritati ipsorum quo ad infirmationem, violationem vel distractionem effectus et virium dictarum franchisiarum inquantum videlicet ipse franchisie legitime processerunt et non ultra preiudicare vel obsistere in futurum non possit.

Datum apud Turrem de Peyl die tercia mensis augusti anno domini millesimo tercentesimo quiquagesimo sexto.

AC La Tour-de-Peilz, série Parchemins, P39, ***parchemin original,*** *29,5 x 14,5 cm, fragment de sceau pendant de cire rouge non identifié.*

243. Le comte Amédée VI de Savoie renonce à la mainmorte sur ceux des habitants de la Tour-de-Peilz qui y étaient astreints.

1378 juin 8. Ripaille

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum nos nuper certam graciam, libertatem et privilegium concesserimus burgensibus et hominibus nostris ville Turris Viviaci de et super successionibus talliabilium et censitorum et aliorum pro futuro tempore, ut in suis libertatibus et literis dicitur contineri, hinc est quod nos volumus et nostre intencionis existit quod dicta gracia, libertas et privilegium sicut ad tempus futurum eciam ad preteritum se extendant, ita quod pro tempore preterito usque ad diem hodiernam in successionibus burgensium, hominum talliabilium et aliorum predictorum pro aliquo casu qui contingerit, nullum ius nullamque actionem petere, requirere vel exigere valeamus per nos vel per alium expresse vel tacite quovismodo, sed omnia iura nobis adversus eos competencia pro tempore preterito quoquo modo, racione successionis predicte, eisdem burgensibus et hominibus nostris quictamus et remictimus de gracia speciali.

Datum Ripallie die octava iunii anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo octavo.

Michaelis de Croso.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P55, ***parchemin original,*** *27 x 14,5 cm, sceau pendant de cire rouge manquant.*

244. Le comte Amédée VI de Savoie reconnaît la liberté personnelle des habitants de la Tour-de-Peilz, contestée par son châtelain, Antoine Champion.

1378 octobre 7. Villeneuve

Nos Amedeus comes Sabaudie dux Chablaysii et Auguste, in Ytalia marchio et princeps, notum fieri volumus tenore presencium universis quod cum Anthonius Championis fidelis noster dilectus castellanusque Turris et Viviaci diceret et proponeret pro parte nostra nobis pertinere debere hereditates, res et bona hominum, habitatorum, burgencium talliabilium et censitorum nostrorum dicte ville et rationabiliter quesita fuisse quandocumque decedunt ab humanis, prout littere franchesiarum comitis Philippi abavi nostri carissimi recordationis felicis continent, hiis annexe[1], dictis hominibus, burgensibus, talliabilibus et censitis respondentibus ex adverso quod secundum ipsarum franchesiarum tenorem possunt de bonis et rebus eorum testari, disponere et eciam ordinare in testamento et extra pro sue libito voluntatis. Et quod propinquiores usque ad quartum gradum succedere debent in ipsis. Dicto Anthonio quo supra nomine replicante quod dicte li-

bertates per nos vel predecessores nostros numquam confirmate fuerunt et quod in ipsa franchesia retentum est et eciam reservatum quod homines nostri talliabiles et liberi non possunt iurare franchesiam dicte ville nec huiusmodi libertatibus uti sine nostris specialibus auctoritate et consensu[2] dicebat eciam et asserebat dictus Anthonius ipsas franchesias vero sigillo dicti abavi nostri quondam numquam fuisse sigillatas, sed sigillum quod appensum est in ipsis fuit a quibusdam licteris aliis evulsum et in ipsis franchesiis dolose appositum et appensum. Quibus ex causis dicte franchesie eosdem homines et burgenses minime relevare poterant vel iuvare sed quodam[a] modo inutiles habebantur. Preterea dicebat idem Anthonius et eciam proponebat omnia bona mobilia usurariorum dicte ville nobis eciam pertinere debere quando eos ab humanis contingit decedere, vigore consuetudinis generalis in nostro Sabaudie comitatu diutius observate, dictis hominibus et burgensibus dicentibus et se opponentibus ex adverso quod sibi fuerint indulte certe franchesie et libertates per inclite recordationis dominum Amedeum comitem Sabaudie avum nostrum carissimum, que presentibus sunt annexe[3], per quas ab eorum successione de mobilibus excludimur et privamur, ut plene cavetur[b] in ipsis. Dicto Anthonio ad ea replicante et dicente dictas franchesias beneficio nostre confirmacionis carere et eciam confirmacione domini et genitoris nostri comitis Aymonis recordationis laudande, qua de causa inanes et fragiles reddebantur.

Tandem dicti burgenses, homines et incole ville Turris ad nostri presenciam venientes nobis humiliter supplicarunt qualiter dictas libertates annexas presentibus confirmando et laudando cum eis super hiis agere misericorditer dignaremur. Quorum supplicacionibus, ut convenit, benigniter inclinati, cupientes eos favoribus prosequi graciosis, pro nobis et nostris successoribus et heredibus universis, dictis burgensibus et incolis et eorum posteritatibus ipsas libertates et franchesias in omnibus earum capitulis ex nostra certa sciencia laudamus, approbamus, ratificamus, et emologamus omnino iuxta ipsarum libertatum continentiam et tenorem, quibus burgensibus et incolis et eorum posteris ultra predicta in libertatis beneficium pro nobis et nostris successoribus deliberato animo concedimus et largimur quod homines nostri predicti qui sunt oriundi et erunt in futurum de dicta villa[4] et eorum posteritates ac eciam alii burgenses nunc ibidem habitantes et qui et que in posterum habitabunt sint et esse debeant abinde in antea nostri burgenses franchi et liberi et cuiuslibet tallie vocabulo retroiecto franchi et liberi perpetuo nuncupari, sublata prorsus talliarum macula et omnium talliarum ad misericordiam et censitarum et quarumlibet aliarum, ita quod inter dictos nostros homines et burgenses et successores ipsorum et alios nostros antiquos homines francos et liberos nulla abinde perpetuo differencia habeatur.

[1] Preterea ut dicti homines nostri libertate certiori polleant et fructu nostre libertatis huiusmodi se videant in posterum secundatos, volumus et tenore presentium declaramus quod ea tributa omnia que dicti homines occasione tallie accensate nobis annuatim debebant ad redditum et canonem perpetuum reddantur, ita quod abinde perpetuo canon et redditus annuus appellentur, ablato penitus abinde omni verbo tallie in genere et specie ad misericordiam et censite sub

quacumque verborum forma valeant comprehendi, et ita et tali modo et non aliter dicti homines et burgenses [...][c] et recognoscere debeant abinde perpetuo in nostris recognicionibus et extentis.

Possuntque dicti homines et sui perpetuo successores et quilibet ipsorum communiter et divisim libere et impune testari testamenta, unum et plura, condere, donaciones inter vivos et causa mortis ac codicillos facere et quaslibet alias dispositiones postremas ordinare et condere in quascumque capaces personas pro sue libito voluntatis de rebus et bonis eorum mobilibus et immobilibus et se moventibus et cuiuslibet eorumdem. Et si qui ipsorum inposterum ab intestato decesserint, proximiores ipsorum descendentes et ascendentes et alii agnati et cognati et collaterales quicumque sibi succedant et succedere possint et valeant, ascendentes videlicet et descendentes recta linea in infinitum, suo loco, et collaterales usque ad quartum gradum inclusive et non ultra, absque eo quod in ipsis bonis et rebus racione dicte successionis pro nobis vel successoribus nostris quicumque[d] petere vel exigere valeamus.

[2] Item quod ipsi possint et valeant recipere in burgensem, vocato castellano nostro dicti loci, quoscumque cuiuscumque condicionis existant, qui gaudeant et gaudere possint et debeant libertatibus antedictis et nostra largicione et concessione presenti, exceptis hominibus nostris talliabilibus qui sunt oriundi de extra villam predictam et de extra limites franchisie dicte ville.

[3] Item quod omnes et singuli homines nostri talliabiles ad talliam accensatam et liberi qui sunt oriundi ad presens et erunt in futurum de loco et villa Turris franchisiis et libertatibus per nos superius confirmatis sicut ceteri nostri burgenses plene gaudeant et utantur. Que omnia et singula dictis hominibus et burgensibus nostris dicti loci teneri et observari perpetuo expresse precipimus et mandamus per officiarios nostros quoscumque presentes eciam et futuros prout superius declarantur.

[4] Item volumus et dictis burgensibus nostris concedimus per presentes quod si et ubi super bonis mobilibus et immobilibus aliquorum hominum predictorum vel antecessorum suorum racione alicuius successionis agnatorum vel cognatorum suorum parentum collateralium seu quorumlibet aliorum aliquid ius nobis competeret particulariter universaliter vel divisim pro toto tempore predicto usque ad diem presentem, nos illud omne ius omnemque racionem, actionem et dreaturam nobis competentem et competere seu pertinere convenientes[e] in et super rebus et bonis ipsorum et predecessorum suorum eisdem et singulis ipsorum de speciali gracia non improvide vel per errorem remictimus et quictamus eisdem et successoribus ipsorum et eos inde solumus cum pacto de quidquam ulterius non petendo, aquiliana stipulacione interveniente et acceptilacione legitime subsecuta. Quam largicionem et concessionem et omnia et singula supradicta promictimus nos comes [...].

In quorum testimonium presentes litteras nostri sigilli iussimus munimine roborari.

Datum apud Villam novam Chillionis die septima mensis octobris anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo octavo.

Per dominum presentibus dominis priore Burgeti, baillivo Waudi, P. de Muris, P. de Ponte, P. Fuserii et Anth[onio] Champion.

AC La Tour-de-Peilz, Série parchemins, P56, ***parchemin original,*** *49 x 44,5 cm, fragment de sceau pendant du comte Amédée VI de Savoie. –* ***Copie:*** *AC Vevey, Bleu Ga 80, fol. 4–5, Registre de Chillon établi en 1382.* ***Copie*** *et trad. française: AC La Tour-de-Peilz, E8, fol. 28–35.*

Ed. MDR XXVII, p. 168–172, d'après la copie de 1382.

[a] quod a *in E8.*
[b] continetur *in E8.*
[c] *mot illisible.*
[d] *lisez* quibuscumque.
[e] potentes *in Vevey.*

[1] *Cf. no 229 supra.*
[2] *Ibidem, en part. art. 1.*
[3] *Cf. no 232 supra.*
[4] *Consécration d'un statut personnel et non territorial.*

245. Amédée VI renonce à nouveau à tout droit sur la succession et sur les biens des usuriers.[1]

1382 [st. ann.] / 1383 [n. st.] janvier 6. Morges

Nos Amedeus comes Sabaudie [...] cupientes burgenses nostros Turris favore benigno tractare, eis poscentibus humiliter, damus, concedimus et largimur quibuscunque personis habitantibus infra dictam villam Turris et que ibidem imposterum habitabunt dictum libertatis punctum et capitulum, declarantes et eciam ampliantes quod nec nos nec successores nostri iure aliquo seu forma seu causa aliqua vel occasione possumus deinceps per nos vel alium ipsos habitantes infra dictam villam vel qui imposterum habitabunt perpetuo vel aliquem ipsorum eorumve successores vel heredes vel alicuius ipsorum nec eciam bona mobilia vel immobilia nomina seu debita vel alia qualiacumque inquietare, turbare, barare, saysire, molestare vel aliter impedire ea occasione quod ipsi vel aliquis ipsorum seu heredes vel successores eorum fuerint, sint vel esse dicantur vel presumantur usurarii olim, nunc vel infuturum publice vel oculte vel contractus aliquos usurarios fecisse vel exercuisse dicantur modo seu colore aliquo sive forma; quinymo si nos vel predecessores nostri aliquo iure vel aliqua causa seu modo aliquo vel consuetudine aliqua ius aliquod habuerimus, habemus vel habere possumus vel eciam nos et successores nostri habere possemus aliqualiter in futurum in personis, bonis et rebus ipsorum quibuscumque ac eciam successores eorumdem racione, colore et occasione predictorum, nos dictus comes, pro nobis et successoribus nostris perpetuo iure, modo et forma quibus melius possumus ipsos et successores eorum et cuiuslibet eorumdem et bona eorum et cuiuslibet ipsorum

a predicto iure omnique racione, accione et dreytura in ipsis et bonis ipsorum tam nos quam successores nostri occasione predictorum habemus vel habere possemus in futurum liberamus, quittamus et absolvimus per pactum reale et per acquilianam stipulacionem interpositam et acceptilacionem legitime subsecutam.

Insuper si per castellanum nostrum Turris vel alium officiarium aut commissarium nostrum presentem vel futurum saysinam, barram vel impedimentum aliud apponi contingerit in futurum in bonis mobilibus, immobilibus vel aliis quibuscumque alicuius habitantis in dicta villa et qui habitaverit in futurum occasione vel causa usurariorum contractuum de quibus fuerit inculpatus, nos dictus comes exhabundanti dictam saysinam et impedimenta alia exnunc prout extunc revocamus, tollimus et aufferimus de bonis et rebus eisdem per presentes.

Quorum fractores de fractione nolumus aliqualiter molestari nec nobis provide in aliquo teneantur.

Harum tenore mandantes [...].

Pro quibus a dictis burgensibus et heredibus dicti Aymoneti[2] ducentos florenos auri boni [...] habuisse et recepisse confitemur [...].

Datum Morgie die sexta mensis ianuarii anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo secundo.

Michaelis de Croso.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P57, ***parchemin original,*** *44 x 34 cm, un sceau pendant de cire rouge perdu, fragment de sceau pendant de cire rouge non identifié.*

1 *Cf. concession de 1294 supra (no 232).*
2 De cujus*, dont la succession avait causé des difficultés.*

246. Le comte Amédée VIII de Savoie confirme et ratifie les franchises de la Tour-de-Peilz à la demande des habitants et de leurs autorités.

1399 mai 30. Chambéry

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P60, ***parchemin original,*** *41 x 25,5 cm, sceau pendant du comte de Savoie. –* ***Copie*** *et trad. française: E9, fol. 1–2 (recueil en papier, vers 1770).*

247. Le comte Amédée VIII de Savoie ordonne aux habitants de Blonay de suivre la bannière de la Tour-de-Peilz.

1399 mai 31. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie [...] cum salute dilecti fideles nostri sindici, procuratores, burgenses et incole ville nostre Turris de Peil Viviaci sua nobis frequenti queremonia demonstrarunt[a] quod cum ipsi habeant vexillum seu bande-

riam sub qua consueverunt ad cavalcatas nostras equitare, ita quod sic quod ipsi sint tam numero pauci sub dicta banderia cavalcantes, numerum sexaginta hominum cavalcancium fere non excedentes vel circa nec habentes aliquos ressortos nisi dumtaxat corpus dicte ville inquantum menia eiusdem se extendunt, quod si in futurum ipsos contingeret per nos ad cavalcatas mandari ire et sub nomine unius banderie nobiscum ad inimicos negociari posset nobis et eisdem, quod deus advertat, in maximum preiudicium redundare cum pro una banderia computarentur, licet sint tam pauci quod vi sufficerent pro uno pennone, nobis humiliter supplicando ut totam communitatem hominum et subdictorum nostrorum vallis de Blonay sibi de propinquo vicinorum cum alibi sub banderia vel contribucione aliqua[b] non contribuant cumque sint de castellania dicte nostre ville Turris et sint tam in numero pauci quod per se banderiam commode facere non valerent eisdem supplicantibus sub eorum banderia et omnibus suis aliis contribucionibus iuxta ipsorum facultates unire, coniungere et annexare dignaremur. Et nos dictus comes [...] predictos homines et subdictos nostros tocius communitatis predicte vallis de Blonay cum ipsorum posteritate harum vigore nostrarum literarum ponimus, unimus, coniungimus et annexamus a modo imperpetuum et participes esse volumus in omnibus contribucionibus iuxta ipsorum facultates cumque et sub banderia atque communitate dicte ville nostre Turris [...].

Datum Chamberiaci die ultima maii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo nono.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P61, ***parchemin original,*** *40 x 25 cm, sceau manquant.*

[a] *Le ms. porte* demostrarunt.
[b] *Le ms. porte* aliquali.

248. Le comte Amédée VIII de Savoie transforme une aide due par feu en une contribution collective et forfaitaire.

1403 [st. nat.] février 2. Bourg [-en-Bresse]

Nos Amedeus comes Sabaudie [...] notum facimus universis quod cum nostri parte peteretur a dilectis fidelibus nostris sindicis et universitate ville nostre Turris de Peil prope Viviacum, videlicet unum scutum auri pro quolibet foco nobis graciose concedi in subvencionem precii acquirimenti per nos facti de comitatu Gebennensi expensarumque per nos fiendarum pro iocondo proximo adventu illustris consortis nostre carissime comitisse Sabaudie, tandem facta nobis super hiis humili supplicatione per ipsos sindicos et universitatem, ut eisdem de dicto dono nostram graciam facere dignaremur specialem. Quorum supplicacioni favoribus graciosis annuentes, eosdem sindicos et universitatem de predicto dono nobis ut supra fiendo ex nostra gracia speciali solvimus et quictamus per presentes pro centum florenis auri parvi ponderis [...].

Datum Burgi die secunda februarii anno domini millesimo quatercentesimo tercio sub signeto nostro c[ancellari][a]o absente [...].

Iacobus Boubat.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P63, ***parchemin original,*** *33 x 20 cm, fragment de sceau pendant du comte Amédée VIII.*

[a] *trou.*

249. Condamnés pour violation des ordonnances sur la monnaie, les habitants de La Tour-de-Peilz obtiennent du comte Amédée VIII la transformation des peines individuelles en une amende forfaitaire.

1407 juillet 13. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum per informaciones, inquisiciones et processus inde factos manu dilectorum commissariorum nostrorum Iohannis de Arculingio et Thome de Rippa, burgenses et homines tocius communitatis ville nostre Turris de Peil inculparentur contraxisse, negociasse et mercancias suas fecisse sepissime ad alias quam monetas nostras novas, contra formam ordinacionum et cridarum nostri parte factarum per nostrum Sabaudie comitatum et specialiter in nostro baillivatu Chablaysii et per inde penas in dictis ordinacionibus et cridis monetarum nostrarum frequenter incurrisse et alia perpetrasse, que lacius in dictis processibus continentur. Cumque hiidem burgenses et homines propterea citati fuerint, quilibet primo, secundo et tercio sub certis penis nobis supplicandis dictis processibus responsuri in manibus dictorum commissariorum nostrorum, ipsique respondere recusaverint sed inde appellaverint; propterque dicti nostri commissarii asserebant ipsos burgenses et homines dictas huiusmodi penas incurrisse ascendentes in summa ad ducentas et quinquaginta libras forcium pro quolibet eorumdem. Quas procurator noster fiscalis instanter petebat declarari et fisco nostro applicari dictosque burgenses et homines nichillominus coherceri et compelli ad respondendum processibus memoratis. Quorum premissorum occasione ex parte et nomine tocius communitatis predicte ad nostram venerunt presenciam Perronetus Tissoti sindicus et sindicario nomine eiusdem communitatis, Iohannes Casciodi, Iohannes de Cresto, Henricus de Mellet, Perronetus Episcopi[a] et Mermetus de Pereriu[a] humiliter supplicantes ut de et super premissis omnibus misericorditer cum eisdem agere dignaremur.

Hinc est quod nos comes dicte eorum supplicacioni benigniter annuentes ex nostra certa sciencia pro nobis et nostris omnes et singulas penas, culpas, offensas et banna, quas et que hiidem nostri burgenses et homines dicte communitatis generaliter seu particulariter commictere et incurrere potuerunt quomodocumque pretextu et occasione premissorum [...], eisdem burgensibus, hominibus et toti cummunitati liberaliter remictimus et quictamus per presentes pro centum et

quadraginta florenis auri parvi ponderis ad racionem duodecim denariorum grossorum monete nostre nove [...].

Datum Chamberiaci die decima tercia mensis iulii anno domini millesimo quatercentesimo septimo.

Humbertus de Rivo.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P64, ***parchemin original,*** *47,5 x 22 cm, sceau pendant de cire rouge manquant.*

[a] *lect. incertaine.*

250. Le duc Amédée VIII de Savoie confirme les franchises de la Tour-de-Peilz en enjoignant à ses officiers de les respecter.

1407 juillet 13. Chambéry

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P65, ***parchemin original,*** *47,5 x 18 cm, sceau ducal pendant de cire rouge, signé Humbert de Rivo avec paraphe. –* ***Copie*** *et trad. française: E9, fol. 6–7.*

251. Après contestation, le comte Amédée VIII de Savoie décide que les habitants de Blonay doivent suivre la bannière de la Tour-de-Peilz en cas de guerre.

1410 juillet 17. Thonon

Anno domini millesimo quatercentesimo decimo die decima septima mensis iulii, [...] nos comes [...] pronunciamus et ordinamus dictas litteras nostras presentibus annexas[1] esse observandas et exequendas dictosque homines dicte communitatis vallis de Blonay stare debere sub banderia seu vexillo nostro dicte communitatis Turris et ipsum vexillum sequi, non obstantibus dictis propositis et allegatis pro parte iamdicte communitatis vallis de Blonay et facere que facienda sunt in talibus. Mandantes propterea serie presencium baillivo Chablaisii castellanoque dicti loci Turris seu eorum locatenentibus presentibus et futuris quatenus prenominatos homines predicte communitatis de Blonay cogant et compellant per penarum imposicionem et omnibus aliis modis quibus poterunt debite forcioribus ad standum sub predicto vexillo Turris et ipsum sequendum, associandum et fortifficandum de cetero absque alterius expectacione mandati [...].

Datum Thononii anno et die quibus supra.

Humbertus de Rivo.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P61, ***parchemin original,*** *attaché au doc. 248, 37 x 31 cm, fragment de sceau pendant du conseil résident de Savoie.*

[1] *Cf. no 248 supra.*

252. Les habitants de Blonay font la montrée d'armes sous la bannière de la Tour-de-Peilz.

1416 juin 21. La Tour-de-Peilz

In nomine domini amen. Anno eiusdem domini millesimo quatercentessimo decimo sexto indicione nona cum eodem anno sumpta die vicessema[a] prima mensis iunii apud Turrem de Peyl prope Viviacum Lausanensis diocesis ante capellam sancti Theodolli, per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod in mei notarii publici et testium subscriptorum presencia propter hoc personaliter constitutis et congregatis ad invicem hominibus et communitatibus de Blonay vallis partisque domini nostri domini Amedei ducis Sabaudie, qui omnes et singuli homines ibidem presentes partisque predicte domini Amedei Sabaudie ducis volentis et consencientis, pro se ipsis ac vice nomineque communitatis seu universitatis vallis de Blonay partisque predicti domini nostri domini Amedei ducis Sabaudie suam fecerunt mostram sub banderia seu vexillo dicti domini ducis Sabaudie cum hominibus communitatis ville Turris de Peyl ad invicem cumvocatis et congregatis coram Willermo de Viviaco domicello vicecastellano pro nobili et potenti viro et domino Rodulpho de Blonay vigore cuiusdam cride facte de mandato dicti vicecastellani predicti. Mostram fecerunt ut moris est.

De quaquidem mostra Octhinodus de Piririouz et Perronetus Tissot ac de omnibus et singulis suprascriptis tanquam sindici actores et procuratores ville et communitatis Turris predicte pecierunt per me notarium infra scriptum sibi nomine et ad opus ipsius communitatis ville Turris predicte fieri publicum instrumentum, presentibus testibus ad premissa vocatis et rogatis, videlicet Iohanne Combremont codurerio et Iohanne Bonetaz de Viviaco.

Et ego Petrus Corberes de Viviaco auctoritate imperiali notarius publicus qui in premissis una cum dictis testibus presens interfui et presens publicum instrumentum recepi manu mea[b] propria scripsi et in formam publicam redigi signoque meo michi solito signavi, rogatus in testimonium viratatis[c] omnium premissorum.

Datum ut supra.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P67, ***parchemin original,*** *30,5 x 15 cm, pas de sceau.*

[a] *lisez* vicesima.
[b] *Le ms. porte* me.
[c] *lisez* veritatis.

253. Litige entre les syndics de la Tour-de-Peilz et un habitant de Blonay sur le droit de clore.

1429 mai 28. s. l.

Ego Iaquetus Custumeri alias Durie parrochie de Blonay notum facio universis presentibus et futuris quod cum Nychodus de Cruce et Henricus de Mellet, sindici seu procuratores ville Turris de Peil prope Viviacum nomineque tocius communitatis dicte ville dicerent et affermarent me dictum Iaquetum indebite ultra ipsorum voluntatem clausisse et occupasse in ipsorum iacturam et gravamentum de pascuis seu certam partem pascuorum ipsius communitatis et in pluribus locis, quod facere non poteram et non debebam absque ipsorum voluntate. Que pascua sita sunt in dominio et territorio de Blonay. Unde petebant per me dictum Iaquetum dictam clausuram indebite positam tolli et admoveri et ab occupacione per me eisdem facta in eisdem pascuis desisti dictaque pascua im pristinum statum reducti, petentes ulterius pro dampnis et interesse ipsius communitatis pro premissis per me sibi solvi centum libras monete domini. Hinc est quod ego dictus Iaquetus sciens et spontaneus, volens amicabiliter venire litigiaque missiones et expensas evitare sponte et non cohaptus[a] [...] me et bona mea suppono et submicto ordinacioni et disposicioni summarie et semplici et misericordie dicti Aymoneti de Mellet videlicet in quantum concernit dictam communitatem et pro rata ipsius communitatis tamen [...].

Datum die sabbati post trinitatem anno domini millesimo quatercentesimo vicesimo nono.

Idem M[ichaelis] Martignyer.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P72, ***parchemin original,*** *31,5 x 23 cm, sceau pendant de l'official de Lausanne annoncé et manquant.*

[a] *lisez* cohactus.

254. Le duc Louis de Savoie confirme et ratifie les franchises de la Tour-de-Peilz à la demande des habitants et de leurs autorités.

1450 mars 10.

Ce document est actuellement (1996) perdu. Il se trouvait aux AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, sous l'ancienne cotation sur papier III/3/5, ***parchemin original,*** *44 x 29 cm, sceau pendant du duc de Savoie.*

255. Réversale en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont participé au don gratuit de joyeux avènement du duc Louis de Savoie.

1450 juillet 26.

Ce document est actuellement (1996) perdu. Il se trouvait aux AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, ***parchemin original,*** *43,5 x 30 cm, fragment de sceau pendant en cire rouge, non identifié.*

256. Réversale du duc Louis de Savoie en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont contribué à la dot de la dauphine de Viennois.

1451 septembre 22. Villars

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P79, ***parchemin original,*** *38,5 x 28,5 cm, sceau pendant du duc Louis de Savoie.*

257. Réversale du duc Louis de Savoie en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont contribué à la dot de Marguerite de Savoie après la décision des états de Vaud.

1457 mai 16. Chambéry

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P82, ***parchemin original,*** *46 x 22 cm, sceau pendant du duc de Savoie.*

258. Au terme d'un procès contre un habitant de la ville, la Tour-de-Peilz est maintenue dans ses droits de pâturage par le conseil résident.

1458 août 14. Montmélian

In nomine domini amen. Anno a nativitate eiusdem domini sumpto millesimo quatercentesimo quinquagesimo octavo die decima quarta augusti per nos consilium illustrissimi principis domini nostri domini Ludovici ducis Sabaudie [...] Chamberiaci residens assignata in quadam supplicationis causa primo coram venerabili consilio prelibati domini nostri ducis secum residenti et deinde coram nobis aliquamdiu ventilata inter homines et communitatem ville Turris de Peil supplicantes hinc et Iohannem Bruneti de eodem loco Turris de Peyl supplicatum inde, videlicet ad comparendum coram nobis iusque et diffinitivam sententiam in et super ipsa causa per nos ferri videndum et audiendum perhemptorie et precise, prout de huiusmodi assignacione ex ultimo memoriali actorum ipsius

cause dato in hoc loco Montismeliani die undecima mensis huius augusti per subscriptum secretarium confecto latius potest apparere. Ipsa enim die predicte assignacionis vigore comparuerunt iudicialiter coram nobis Anthonius de Fonte sindicus et procurator ut in actis dicte cause apparet sindicarioque et procuratorio nominibus dictorum hominum et communitatis ville Turris de Peyl supplicantium secum Ludovico Hugonini nuncio ad hoc misso, requirens in et super huiusmodi causa iuxta nostre predicte assignacionis formam per nos ius dici et sententialiter diffiniri ex una parte et prefatus Iohannes Bruneti supplicatus citra suorum procuratorum revocacionem una secum Lamberto de Furno requirens equidem in et super ipsa causa secundum predicte nostre assignacionis seriem per nos ius dici et sentenciam diffinitivam ferri ex alia parte.

Quibus partibus auditis, visisque actis cause presentis, et primo supplicacione parte dictorum hominum et communitatis Turris de Peyl prefato domino nostro duci porrecta, cuius tenor sequitur et est talis: «Illustrissimo principi domino nostro Sabaudie duci exponitur pro parte communitatis, hominum et subdictorum vestrorum Turris de Peyl quod licet dicta communitas vestra sit et fuerit in possessione tam per se quam alios eius nomine, animo et corpore, per tanti temporis spacium, quod hominum memoria non est in contrarium, iuris de pascendi eorum animalia a festo Pasche usque ad festum nativitatis beati Iohannis Baptiste quolibet anno et eciam bocheandi seu ligna accipiendi per totum annum in quodam masso prati, nemoris et insullarum sito prope Rodanum iuxta communia et pascua Turris de Peyl superius prata asserta hospitalis Viviaci, Vulliermi et Iaqueti Tissot ac Petri Episcopi ex occidente et Rodanum ab oriente cum suis aliis confinibus. Tamen castellanus Chillionis nescitur quo motu dictam communitatem seu homines dicte communitatis nititur et nixus fuit molestare seu turbare in dicta eius possessione, ipsos multando, assignando et processibus involvere intendo, pro eo quod exercent et continuant dictam eorum possessionem et timet dicta communitas ne per aliquos in dicta possessione turbetur, ideo cum ita sit quod quilibet possessor est tuhendus ab omni vi et opere facti illicitis donec de possessorio et iuribus suis fuerit cognitum, supplicat dicta communitas sibi provideri de opportuno remedio, mandando castellano Turris de Peyl et ceteris vestris officiariis quathinus dictam communitatem in dicta sua possessione, qua est et fuit, tuheantur et manuteneant ab omni vi et opere facti illicitis, inhibendo etiam dicto castellano Chillionis et ceteris officiariis ne de cetero dictam communitatem turbent vel molestent, sed se a molestando desistant donec de negocio dicti possessorii fuerit cognitum, penas seu multas si que sint cum ceteris impedimentis cassando et annullando, a quibus fuit et est ad dominacionem vestram per viam recursus supplicatum licteris fortasse in contrarium concessis non obstantibus. Parata enim erat dicta communitas iuri stare coram vobis si quis in contrarium certare voluerit ut fuerit rationis licteras opportunas et ulteriores si placet concedendo.» Visis [...] summariter quibusdam articulis parte ipsius Iohannis Bruneti tradictis die quatuordecimo mensis aprilis anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo sexto in quadam cedula initiante «articulos sequentes», una cum conclusione et peti-

cione post finem ipsorum articulorum inserta et descripta, cuius tenor sequitur in hunc modum:

«Quare petit se et dictum hospitale in dicta sua possessione vel quasi libertatis tuheri necnon per vos spectabile consilium declarari dictos homines et communitatem non habere ius servitutis animalia eorum inmictendi et illa depascendi in dicto masso saltim a dicto festo Pentecostes usque ad dictum festum sancti Iohannis Baptiste, ac eciam per vos declarari ipsos homines et communitatem non habere ius servitutis ligna per totum annum seu per aliquam partem anni scindendi, recolligendi et pre maxime in tam magna cupa et multitudine supra narrata illorumque possessionem si que sit clandestinam fuisse et violentam et alias in et super omnibus et singulis premissis requirit sibi et dicto hospitali iusticiam summariam ministrari, vestrum spectabile officium humiliter implorando. De expensisque factis et fiendis semper protestando Petrus Conodi.»

[...] matura deliberacione prehabita, nos memoratum consilium pro tribunali more maiorum sedentes [...] ad hanc nostram diffinitivam sentenciam processimus et procedimus ut sequitur:

Quoniam intencionem ipsorum hominum et communitatis Turris de Peyl supplicancium ex eorum longissima possessione et aliis iuribus sufficienter iustifficatam et comprobatam comperimus, eapropter et aliis iustis de causis nos ad hec moventibus, et animum cuiuslibet alterius recte iudicantis movere debentibus per ipsam nostram diffinitivam sentenciam quam ferimus in hiis scriptis, pronunciamus et ordinamus ipsos homines et communitatem supplicantes esse manutenendos in eorum usu et possessione sive quasi de quibus in dicta eorum supplicacione continetur et quia actentis, deductis et probatis per prefatam communitatem intencionem ipsius Iohannis Bruneti non comperimus super negatoria per eum in fine articulorum predictorum intentata et superius inserta iustifficatam nec probatam, idcirco ipsos homines et communitatem supplicantes ab ipsa peticione eadem nostra sentencia absolvimus; dictamque partem victrici in expensis in hac causa factis in quibus tamen neutra earum extitit condempnata, condempnantes ipsarum taxacione nobis imposterum reservata. A quaquidem sentencia nostra prefatus Iohannes Bruneti illico viva voce supplicavit ad prelibatum dominum nostrum ducem eiusque generales audiencias de proximo tenendas appellosque et licteras dimissorias sibi dari postulavit. Cuius supplicacionem uti a nullo gravamine interiectam non admisimus nec admictimus nisi si et inquantum de iure fuerit admictenda alias non. Hanc responsionem loco appellorum de iure debitorum eidem supplicato facientes.

Data, lata et lecta fuit hec nostra diffinitiva sentencia in Montemeliano loco in quo iura partibus per nos reddi sunt solita die et anno supra primo descriptis.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P83, ***parchemin original,*** *72 x 41,5 cm, fragment de sceau pendant du Conseil résident de Savoie.*

259. Les habitants de la Tour-de-Peilz s'étant acquittés de leur participation à une giète décidée par les États de Vaud[1], le duc Amédée IX reconnaît que cela n'entraîne aucune modification de leurs libertés et franchises.

1465 octobre 1er. Chambéry

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P94, ***parchemin original,*** *46 x 32 cm, sceau pendant de cire rouge du duc de Savoie. –* ***Copie*** *et trad. française: E9, fol. 11–13.*

[1] *Il s'agit sans doute de la giète destinée au remboursement des dettes du duc de Savoie à l'encontre des Bernois (cf. TALLONE, V/II, p. 349).*

260. Le duc Amédée IX de Savoie confirme les franchises de la Tour-de-Peilz.

1465 octobre 1er. Chambéry

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P93, ***parchemin original,*** *49,5 x 31 cm, sceau pendant du duc de Savoie en cire rouge sur entrelacs de soie verte, protégé par une boîte en bois. –* ***Copies*** *et trad. françaises: E9, fol. 9–11; E17 (copie et trad. sur papier faites en 1768 par le notaire Curchod).*

261. Le comte Amédée IX de Savoie échelonne le versement de l'aide due par les habitants de la Tour-de-Peilz lors de l'acquisition du comté de Villars.

1469 mars 9. Genève

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P95, ***parchemin original,*** *52 x 27,5 cm, sceau pendant de cire rouge du duc de Savoie.*

262. La duchesse Yolande de Savoie, tutrice du duc Philibert, confirme et ratifie les libertés et franchises de la Tour-de-Peilz.

1474 mai 14. Aoste

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P98, ***parchemin original,*** *50,5 x 35 cm, fragment de sceau pendant de la duchesse Yolande sur entrelacs de soie verte. –* ***Copies*** *et trad. françaises: E9, fol. 16–19; E19 (copie et trad. sur papier faites en 1768 par le notaire Curchod).*

263. Réversale de la duchesse Yolande de Savoie, tutrice du duc Philibert, en faveur des habitants de la Tour-de-Peilz qui ont contribué aux frais du serment de fidélité à l'empereur, conformément à la décision des Trois États.

1474 mai 14. Aoste

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P97, ***parchemin original,*** *44 x 29 cm, fragment de sceau pendant de la duchesse Yolande. –* ***Copie:*** *E19 (copie sur papier vraisemblablement du XVIIe s.).* ***Copie*** *et trad. française: E9, fol. 13–16.*

264. Les habitants de la Tour-de-Peilz supplient le duc Charles de confirmer leurs franchises dont le texte écrit est en partie perdu.

s. d. [Postérieur à 1476, peut-être 1508[1]]. s. l.

Illustrissime princeps humilime exponunt [...] burgenses et incole Turris de Peil vicine Valleysianorum quod dudum fuerunt per inclitos bone memorie illustrissimos duces Sabaudie bene motos concesse nonnulle immunitates, franchisie et libertates signanter inferius descripte, de quibus fides fieri non potest licet fuerint in scriptis redacte quia extiterunt eisdem per hostes subtracte et consumpte. Hii sunt qui multis annis continuo [...] multa onera substinuerunt et omni die patiuntur dampna ut itaque frequencius se exhibeant maiora facere, [...] supplicant [...] eisdem cappitula franchisiarum et libertatum subscripta confirmare et de novo, quantus opus est, concedere in perpetuam ipsorum observanciam et corde toto offerentes observare debitam fidelitatem et obsequia prestare celsitudini vestre [...].

[1] In primis quod nullus possit extrahere aliquem burgensem aut incolam ville vestre Turris de Peyl prope Viviacum pro quacumque causa extra villam ac limites dicti loci cum serenitas vestra ibidem habeat castellanum omnem iuridicionem habentem pro prima instancia sed solum in appellacionis causa iuxta iuris ordinem.

[2] Item quod officiarii ducales tam mediati quam immediati non possunt aliquem burgensem aut aliquem incolam dicte ville Turris de Peyl barrare, arrestare personas et bona occupare nisi tantum per vocationem in ius coram castellano ipsius loci.

[3] Item quod castellanus ipsius loci teneatur recuperare censum debitum illustrissimo domino nostro Sabaudie duci termino beati Martini hyemalis circa dictum festum presertim vini et frumenti et si longius distulerit, non posset recuperare nisi verum valorem qui tunc currit, ne dilatio fiat nova censeriis.

[4] Item quod nullus burgensis aut incola ville Turris de Peyl posset per quoscumque ducales officiarios personaliter apprehendi aut in carcerem micti

nisi ad denunciacionem alicuius partis que sufficienter caveat de respondendis expensis et dampnis illatis in casu subcombencie, nisi aliter de iudicis mandato occurrat.

[5] Item quod castellanus dicti loci teneatur observare cappitula concessa tribus statibus tentis Chamberiaci per illustrissimum Sabaudie ducem Karolum inter que continetur quod ipse cavere ydonee debeat de sindicatu non excludendo aliqua et hoc tamen intelligatur iuxta hactenus solitum et consuetum.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P118, ***parchemin original*** *annexé à la confirmation octroyée par le duc Charles (no. 266), 49 x 34 cm. –* ***Copie*** *et trad. française: E9, fol. 22–24.*

1 *S'il s'agit de la supplique mentionnée au no. 266.*

265. Le duc Charles de Savoie confirme les libertés et franchises des habitants de la Tour-de-Peilz, dont la teneur a été précédemment précisée par une supplique de la ville.

1508 avril 10. Genève

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P118, ***parchemin original,*** *53,5 x 31 cm, sceau pendant du duc de Savoie sur entrelacs de soie verte, protégé par une boîte en bois.*

266. Le duc Charles de Savoie accorde aux habitants de la Tour-de-Peilz le droit de percevoir une redevance sur le vin vendu en taverne afin de restaurer la ville.

1511 [st. nat.] mars 7. Genève

Karolus dux Sabaudie Chablaisii, [...] universis sit manifestum quod nos visis[a] supplicacione his annexa [...], ex nostra certa sciencia [...] dilectis fidelibus nostris supplicantibus ex nunc pro tribus annis proximis continuis et integris durantibus et ulterius quamdiu nostri fuerit beneplaciti imponendi in ipso loco Turris de Pey unum obolum bone monete super quolibet poto sive pinta vini ad minutum in eodem loco per tabernarios vendetu[b] [...] recuperandi licentiam autem et facultatem plenarias damus [...] in reparacionem et fortificationem ipsius loci [...].

Datas Gebennis die septima mensis marcii anno millesimo quingentesimo undecimo.

AC La Tour-de-Peilz, Série Parchemins, P124, ***parchemin original,*** *37,5 x 33 cm, sceau pendant du duc Charles de Savoie.*

a *sic.*
b *lisez* vendito.

Chapitre 19: Vevey

L'histoire des droits seigneuriaux exercés sur la ville de Vevey est extrêmement complexe, car elle met en jeu plusieurs familles nobles, plus ou moins rivales, en même temps qu'elles étaient confrontées aux ambitions de la maison de Savoie, finalement titulaire de l'essentiel des droits sur la ville, médiatement ou immédiatement.

Détenteur de droits à Vevey depuis la donation Rodolphienne de 1011, l'évêque de Lausanne Lambert de Grandson en fit don, sans charge féodale, à son neveu Gauthier de Blonay, dont les successeurs purent conserver l'essentiel, moyennant toutefois hommage au prélat. Les sires de Blonay sousinféodèrent une moitié du territoire de Vevey aux sires d'Oron. Au XIIe siècle, le comte de Genevois usurpe les prérogatives de suzeraineté appartenant à l'évêque de Lausanne à Vevey. Dans le premier quart du XIIIe siècle, ses descendants inféodèrent l'ensemble de ses droits au comte de Gruyère, Rodolphe le Jeune. Toujours à court d'argent, ce dernier s'empressa de les engager à son beau-frère Aymon de Blonay. Les Blonay et les Oron devaient conserver durablement les droits seigneuriaux et la souveraineté sur Vevey, tandis que Pierre de Savoie, dans le cadre de sa politique de pénétration pacifique en terre vaudoise, faisait l'acquisition des droits de juridiction, créait deux offices de justice héréditaires, la mairie et l'avouerie, confiées respectivement aux sires de Blonay et aux sires d'Oron, désormais vassaux de la maison de Savoie, suzeraine médiate des lieux. Il faut cependant noter que la ville ne sera pas intégrée au bailliage de Vaud.

Jusqu'en 1240 environ, Vevey est composé du bourg dit du Vieux Mazel sis à l'est et dépendant des sires de Blonay, alors qu'à l'ouest s'élève le bourg soumis aux Oron. D'autres quartiers furent progressivement érigés, dotés de droits et franchises particuliers, ainsi les franchises et libertés du bourg neuf fondé vers 1240 par Rodolphe d'Oron ou encore les droits des hommes de François de La Sarraz, héritier des Oron en 1356.

En 1360, le comte Amédée VI, se fondant sur son rang de suzerain, devait confirmer la totalité des affranchissements partiels, en étendre la portée à tous les habitants et octroyer ainsi un statut unique, cumulant tous les avantages des concessions particulières, au profit de toute la ville, dont l'administration municipale se trouve désormais stabilisée jusqu'à l'époque bernoise.

Bibliographie:

A. de MONTET, Extrait de documents relatifs à l'histoire de Vevey depuis ses origines jusqu'en 1565, Miscellanea di storia italiana, Turin 1884, p. 380–637. – F. de GINGINS-LA SARRA, Histoire de la ville de Vevey, Lausanne 1863. – Idem, «L'avouerie, vicomté, mestralie et maiorie de la ville et du territoire de Vevey, XIIe–XIIIe siècles», MDR XVIII, 2e partie, p. 1–159.

267. Rodolphe d'Oron concède des franchises à la ville neuve de Vevey.

[circa 1240]. s. l.

Nos Hugo de Chanvent, decanus Viviaci, notum facimus universis quod nos vidimus et de verbo ad verbum legimus quamdam litteram sanam et integram, sigillatam sigillis domini Rodulphi de Orons, militis, quondam, et domini R[odulphi] quondam comitis de Grueria ut prima facie apparebat. Cuius tenor talis est:

Notum sit omnibus tam futuris quam presentibus quod Rodulphus dominus de Orons, consilio A[ymonis] domini de Fougcigniaco et domini R[odulphi] comitis de Grueria et domini Ay[monis] de Blonyaco, et consilio domini Willelmi de Orons, filii prenominati domini R[odulphi] de Orons, et aliorum filiorum eiusdem, scilicet Iohannis de Orons canonici Lausanensis, Rodulphi domicelli, Amedei, Petri, Girardi, et consilio suorum proborum militum et burgensium, instituit villam novam liberam inter forum de Viviaco et villam veterem de Viviaco. Et hec sunt iura et forma libertatis dicte ville nove libere de Viviaco.

[1] Homo qui venit in villam et moratur ibi per annum et diem sine calumpnia, si quis venit post, querens eum, qui fuerit sine impedimento non tenetur ei respondere in aliquo. Et quicquid acquisierit omne potest dare et vendere cui voluerit et recedere libere; et villa debet eum conducere per unum diem et per noctem.

[2] Si burgensis moritur sine herede qui non fecerit suum testamentum, dominus res eius debet commendare duobus probis hominibus consilio proborum hominum, et illi debent custodire per annum et diem, et si infra annum venit legitimus heres, ille debet habere; si non venit, dominus debet facere helemosinam consilio proborum hominum; si quid superest, illud debet habere. Si quis mercator venit aut peregrinus aut viator, hoc idem debet fieri.

[3] Qui trahit cutellum in villa libera debet LX solidos.

[4] Qui trahit dimidium ensem, LX solidos.

[5] Qui trahit lanceam extra hostium unum thomant[a], LX solidos.

[6] Qui trahit lapidem, ita quod ictus appareat in pariete vel in terra, LX solidos.

[7] Qui tirat ambis manibus, X solidos.

[8] Qui effundit sanguinem, ita quod sanguis appareat in pannis aut in terra, LX solidos.

[9] Qui percutit de baculo, LX solidos.

[10] Qui rumpit violenter domum viscini sui, LX solidos.

[11] Si garcio vel garcia dicit aliquid turpe probo homini aut mulieri, et ab eis recipit unam alapam, non debent legem.

[12] Mulier debet dimidiam legem hominis.

[13] Dominus quocienscunque vult, potest facere venire ante se omnes mensuras, et si aliquam invenit falsam tres solidos debet.

[14] Qui duas mensuras habet, unam magnam et unam parvam, in misericordia domini est.

[15] Si quis inventus est in mercatione, et probatus est per duos burgenses qui non sunt famuli domini, bracis etiam tractis debet LX solidos.

[16] Qui contendit fideiussionem[b] de cognito clamore debet domino III solidos. Et dominus debet cogere debitorem ut ei satisfaciat qui clamorem fecit.

[17] Omnes debent sequi dominum per unum diem et per noctem quocumque ire voluerit cum expensa sua, pro suo proprio negocio et si quis de villa vult eum sequi ulterius, ipse debet eum servare indempnem in expensis et in aliis necessariis.

[18] Si dominus facit chevagiam consilio ville et ponit bannum suum, ille qui non vult ire debet LX solidos, si non occasionem possit [ostendere][c] rationabilem.

[19] Manifesti usurarii quos ecclesia non recepit domino sunt.

[20] Casalia militum non debent excubias nisi ea que burgensis emerit.

[21] Infra terminos ville non debet aliquid[d] capi nisi latro aut proditor et cum cognitione.

[22] Quelibet bolongeria debet denariatam panis in festo Sancti Andree.

[23] Qui vendit domum aut casale domino debet decimam partem denariorum inde habitorum. Qui emit domino debet unam cupam vini.

[24] Burgenses de villa libera debent molere ad molendinum domini, et stare ibi per diem unum et per noctem unam, quod nisi fecerint debent III solidos. Et tamen si non possunt molere infra dictum tempus bladum suum, possunt facere alibi et molere neque debent bannum. Dominus debet habere in molendinis suis de tribus modiis unam cupam.

[25] Burgenses de villa libera debent omnes quoquere ad furnum domini, et si competentem locum quoquendi habere non potuerunt, possunt ire ad alium furnum. Fornerius de iure et consuetudine debet ex una parte portare la mey, et cuius est panis ex alia.

[26] Dominus habet in villa quadraginta dies credentiam, si redditorem vel fideiussorem posuerit. Et si pignus suum reliquerit quod plus tertie partis valeat, per annum et diem debet custodiri, ita tamen quod hospes nichil perdat.

[27] Domino sicut hospiti extraneo debent vendere.

[28] In omnibus hiis que supradiximus dominus debet accipere misericorditer legem suam et bannum suum.

Hanc villam liberam iuraverunt dominus Rodulphus de Orons, cuius est, et dominus Willelmus eiusdem filius, dominus R[odulphus] comes de Grueria, dominus Ay[mo] de Focigniaco, dominus Aymo de Blonay. In cuius rei testimonium suorum sigillorum munimine presentem cartulam roboraverunt. In cuius visionis testimonium, nos dictus decanus Viviaci sigillum nostrum presenti littere duximus apponendum.

Datum die mercurii post festum sancti Barnabe apostoli, anno domini millesimo tercentesimo decimo septimo.

AC Vevey, E Bleu 3, ***Vidimus*** *sur parchemin du 15 juin 1317, émanant du doyen de Vevey, Hugues de Champvent, 31,5 x 35 cm. –* ***Copie:*** *E Bleu 1, cf. no. 270 infra.*

Ed. MDR XXVII, p. 12–15.

[a] tornant *in E Bleu 1.*
[b] fideiubere *in E Bleu 1.*
[c] *effacé; lisible in E Bleu 1.*
[d] aliquis *in E bleu 1.*

268. Le comte Rodolphe de Gruyère vend à Pierre de Savoie la moitié de l'avouerie de Vevey pour la somme de 420 livres de Lausanne.

1257 mai. s. l.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXVIII/Vevey 2, ***parchemin original,*** *coin supérieur gauche déchiré, 34 x 16 cm, un sceau pendant non identifié sur les trois annoncés de Rodolphe de Gruyère, de Pierre de Savoie et de Falco, prévôt du Mont Joux.*

Ed. Bernard ANDENMATTEN, «Les relations entre la noblesse vaudoise et la maison de Savoie, XIIIe–XIVe siècles» (en préparation).

269. Pierre d'Oron, coseigneur de Vevey, complète les franchises de la ville.

1290 mai. s. l.

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod Petrus de Orons condominus de Viviaco [...] instituit villam novam liberam in territorio des Cumunauz [...] et hec sunt iura et forma libertatis dicte nove ville libere:

Suivent les 28 articles inchangés des franchises de 1240 (AC Vevey, E Bleu 3, publiés sous no. 268 supra).

S'y ajoutent les dispositions suivantes:

[29] Casalia ab anteriori parte teisata debent domino pro qualibet teisa XII denarios in festo Beati Nicolai.

[30] Quilibet burgensis potest vendere domum seu casale suum cui voluerit exceptis forcioribus et potentioribus personis domino dicte ville in quibus dominus posset ius suum amittere et burgenses ville sua usagia consueta.

[31] Quilibet burgensis domum suam in quantum voluerit levare potest excepto hoc quod merlos[a], fossata, ustensilia prop[e lacum][b] a parte ville non faciat contra dominum et burgenses ali[quos][b].

Ad hanc institutionem testes fuerunt [...].

Datum et actum mense maii anno domini millesimo ducentesimo quadragesino.

AC Vevey, E Bleu 1, ***parchemin original,*** *abîmé par l'humidité, 35 x 39 cm, sceaux manquants de Pierre d'Oron, de Girard d'Oron, chantre, et de Burcard de Fontaine.*

[a] *lisez* muros.
[b] *effacé.*

270. Girard d'Oron vend au comte Amédée V de Savoie la moitié de la ville de Vevey pour la somme de 3200 livres de Lausanne.

1314 mai 8. Aigle

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXXVIII/Vevey 5, ***parchemin original,*** *36,5 x 45,5 cm, sceaux pendants annoncés et perdus de Girard d'Oron, de l'abbé de St-Maurice d'Agaune, du prévôt du Mont Joux et de l'abbé de Hautcrêt.*

271. François de La Sarraz, coseigneur de Vevey, autorise la perception de taxes en vue de travaux d'utilité publique et la nomination de syndics pour leur gestion.

1356 mars, après le 25. s. l.

Nos Franciscus dominus de Serrata condominus Viviaci et perrochie de Mustruz miles et Maria eius uxor notum facimus universis quod, exposicione burgensium et habitancium ville Viviaci nostrorum dilectorum nobis facta, ex audito quod ipsi burgenses eo quia aliquod commune non habent pro necessitatibus ville cum casus accidit faciendis et supportandis, sepe gravantur nec possunt ville ut deceret necessitatibus providere, unde multociens dampna enorma recipiunt maiora que recipere formidant in futurum, volentes igitur ad eorum supplicacionem et requestam eis super expositis graciam facere specialem, actentis nobis impensis, serviciis per eosdem ipsorum future indempnitati providere ipsis burgensibus et incolis harum serie litterarum, pro nobis et nostris heredibus inquantum nostra interest perpetuo concedimus et largimus, cupientes quod ipsorum burgensium et ville negocia de die in diem in melius reformentur prosperumque recipiant incrementum, annuimus eciam ipsis burgensibus et incolis dicte ville, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint in ipsa villa eaque inferius continentur:

[1] Primo quod quicumque cuiuscumque status seu condicionis existit qui ex nunc in antea et imperpetuum vinum aducet ad vendendum infra villam Viviaci predictam seu territorium eiusdem, quod territorium protenditur et est inter aquam dictam Vivesy et aquam dictam Ognina de ultra aquam que vocatur Veray, protendendo versus Chablassium, quod solvat de quolibet modio vini quinque solidos Lausanne monete. Qui aduxerit de ultra aquam que vocatur Salangy protendendo versus vallem Lustriaci solvat pro quolibet modio quinque solidos Lausanne monete. Qui aduxerit de ultra lacum solvat pro quolibet modio

decem solidos Lausanne. Et si non aduceretur modius vini perfecte, fiat solucio pro quantitate vini aducti. Quam solucionem fieri volumus antequam reponatur vinum aductum infra dictam villam et territorium eiusdem burgensibus dicte ville.

[2] Item eis concedimus perpetuo pro nobis et nostris heredibus quod quilibet vendens vinum extraneum, si ad tabernam vendatur, infra dictam villam et territorium eiusdem, quod preconiczetur ubi dictum vinum excreverit et hoc idem faciat ementibus dictum vinum aliter quam ad tabernam et declaretur quod si vendens non fecerit solvat burgensibus predictis decem solidos Lausanne pro quolibet modio ad opus dicte ville; quodque solvatur dicta pecunia duobus aut tribus burgensibus dicte ville qui a burgensibus ipsius ville eligentur ad recuperandum pecuniam antedictam. Qui burgenses eligendi admoveri et mutari possint prout ipsis burgensibus dicte ville videbitur expedire ac eciam ipsi receptores dicte pecunie teneantur de receptis ipsis burgensibus reddere computum et racionem. Pecuniam autem habitam ex premissis et infrascriptis teneantur dicti burgenses convertere ad edificacionem pontis Vivesie et ad edificandum et faciendum portas et bastimenta predicte ville ac eciam ad ea que utilia et necessaria fuerint pro ipsa villa.

[3] Item si quis burgensis aut habitator dicte ville vinum habeat ad presens vel in futurum de vineis aut redditibus suis propriis, quod ad dictam villam aducere voluerit ipsum vinum possit aducere absque eo quod aliquid predictorum ab eo exigatur et solvere teneatur. De quo quod suum sit de propriis vineis vel redditibus debeat fidem facere proprio iuramento cum per ipsos receptores fuerit requisitus, nobis aut heredibus nostris semper exceptis.

[4] Item quod quicumque qui burgensis non fuerit dicte ville cuiuscumque condicionis aut status existat qui vinum excretum intra dictos confines aducet et reponet infra villam Viviaci et territorium eiusdem quod solvat pro quolibet modio quinque solidos Lausanne bonorum burgensibus antedictis ad opus dicte ville Viviaci, nobis et heredibus nostris exceptis. Et si forte aliqui partis nostre perrochie de Mustruz vinum suum timore seu dubitacione magne gueyre evidentis infra dictam villam Viviaci aducerent seu reponerent in eo casu ad solucionem dicti tributi minime teneantur nec ad ipsam solucionem dicto casu veniente faciendam sint in aliquo astricti seu obligati.

[5] Item concedimus perpetuo ut supra eisdem burgensibus linguellum vini videlicet a quibuscumque personis vinum infra dictam villam Viviaci et territorium eiusdem vendentibus ad tabernam unum picotum vini pro quolibet sextario, nobis et heredibus nostris semper exceptis.

[6] Item quod a quibuscumque personis blada vendentibus, quecumque blada sint, seu ligumina in villa et foro Viviaci et territorio eiusdem solvantur tres denarii Lausanne pro modio et si minus vendiderint solvant pro quantitate vendita secundum deductionem dicti modii, ita quod pro dictis tribus denariis burgenses dicte ville debeant et teneantur dictis venditoribus eorum burgensium expensis mensuras administrare in quibus consuetum est blada mensurare, nobis et heredibus nostris semper exceptis.

[7] Item quod possint dicti burgenses mensuratores vinorum et bladorum vendendorum in dicta villa Viviaci et territorio eiusdem ponere et ipsis mensurantibus dictas mensuras vendere et admodiare prout ipsis burgensibus videbitur expedire.

[8] Item quod ipsi burgenses possint rivagium accipere ab illis de Lausanna, de portu et vallis Lustriaci prout illi de Lausanne, de portu ac vallis Lustriaci ab illis de Viviaco recipiunt.

[9] Item concedimus eisdem burgensibus perpetuo ut supra quod ipsi habeant grossa et minuta communia pondera ad ponderandum cuprum, plumbum, stannum, metallum, lanas, succum, canabum et omnes alias denariatas et materias grossas ad ipsa pondera ponderare consuetas et nullus alter ex nunc in antea pondera in dicta villa Viviaci et territorio eiusdem habeat; vel si habuerit et tenuerit, aliquid non ponderet nec ponderare presumat nisi de voluntate et consensu dictorum burgensium et si contrarium faceret pro qualibet vice qua ponderaret, solvat ad opus dicte ville decem solidos Lausanne bonorum, ita tamen quod ille qui dicta pondera tenuerit pro nobis et heredibus nostris tociens et quociens fuerit requisitus absque exactione aliqua ad ipsa pondera res nostras ponderare teneatur.

[10] Item quod dicti burgenses eligere possint quinque sindicos in dicta villa Viviaci, qui potestatem habeant admodiandi et recipiendi premissa, statumque et honorem dicte ville regendi et meliorandi et de receptis per eosdem teneantur bis in anno reddere computum et racionem viginti aliis probis hominibus dicte ville per ipsos burgenses Viviaci eligendis, ita tamen quod dicti sindici electi antequam in predictisse emisceant iurent nostrum honorem et statum totis viribus procurare et incomodum evitare, eciam iurare teneantur bene et fideliter officium suum exercere, statumque et honorem dicte ville fideliter regere et legitimum computum et rationem reddere ut dictum est et si quid residui habuerint solvere et tradere illis qui super hoc fuerint ordinati ad opus dicte ville quodque removeri possint a dictis burgensibus et alios possint dicti burgenses loco ipsorum ponere quociens ipsis burgensibus videbitur opportunum in quolibet termino quo tenentur computum reddere. Ita tamen quod in creatione dictorum sindicorum et quotiens eligentur seu creabuntur ipsi sindici nobis dicto Francisco et heredibus nostris qui nobis succedent in parte nostra ville Viviaci seu nuncio nostro qui pro nobis seu dictis nostris heredibus tunc temporis Viviaci fuerint presententur, et quod nullus sindicus per dictos burgenses ville Viviaci eligatur ad predicta regenda qui nobis esset inimicus, et quod in computis rationibus predictis reddendis ut supra per dictos sindicos et receptores ut supra intersimus et interesse debeamus nos dictus Franciscus vel heredes nostri predicti seu nuncius noster qui pro nobis tunc temporis fuerit in villa Viviaci, si voluerimus interesse; que redditio computorum et rationum predictorum nobis dicto Francisco vel heredibus predictis seu nuncio nostro predicto debet per dictos sindicos et receptores per octo dies antequam ad reddicionem dictorum computorum ac rationum procedatur intimari, adeo quod nos seu dictus nuncius noster in predictis computis et rationibus reddendis, si nobis placuerit, intersimus; et si forte dicta die ad dictos

computos et rationes reddendos assignata post intimacionem nobis factam ut dictum est non interessemus seu nuncius noster antedictus nichilominus absencia nostra seu dicti nuncii nostri non obsante dicti sindici et receptores ad reddicionem predictam procedant predictorum; ceterique burgenses dicte ville ad dictos computos et rationes audiendos ordinati ipsos computos et rationes ab ipsis sindicis et receptoribus audiant et recipiant et ordinent super ipsis prout eisdem melius videbitur expedire nec propter nostram seu dicti nuncii nostri absentiam computis et rationibus per ipsos sindicos et burgenses antedictos receptis et ordinatis qualibet vice qua nos seu nuncius noster predictus interesse non vellemus, facta prius intimatione debita ut prefertur, in aliquo nollimus derogari, sed quos per eosdem fuerit ordinatum super computis et rationibus predictis firmum remaneat et perseveret.

[11] Item si contingerit aliquos burgenses recipi per dictos sindicos et communitatem seu consiliaros dicte ville Viviaci in receptione ipsorum burgensium ipsi burgenses recepti et quilibet eorum iurent et iurare teneantur in manibus nostris, heredum nostrorum predictorum seu nuncii nostri qui pro nobis ibidem tunc fuerit honorem et profignum nostrum et dicte ville procurare et dampnum et incomodum nostrum et dicte ville evictare. Quamdiu burgenses extiterint dicte ville nobis et nostris heredibus per pactum expressum reservato quod dicti sindici, communitas seu consiliarii dicte ville Viviaci non possint nec tenentur quemcumque cuiuscumque conditionis existat de nostris gentibus et habitantibus in parte nostra parrochie de Mustruz recipere in burgensiam, nisi inquantum de nostra et et heredum nostrorum predictorum spontanea processerit voluntate.

[12] Item actum est in premissis quod nos seu heredes nostri ad predicta huiusmodi tributa nec ad quodcumque genus tributi solvendum et solvenda ratione premissorum per nos sit concessorum ad presens et in futurum minime teneamur, sed de ipsis quicti sumus realiter et inmunes.

[13] Item ex gratia speciali quictamus nos diciti coniuges penitus et remictimus perpetuo pro nobis et nostris heredibus, burgensibus et habitantibus dicte ville Viviaci qui quantitatem pecunie eisdem factam seu impositam in lena olim facta Viviaci ratione concordie facte cum domino comite Sabaudie super condempnatione facta per eumdem dominum comitem contra illos de Viviaco soluerunt omnia dampna gravamina missiones interesse et expensas que et quas sustinimus, solvimus et portavimus ratione fideiussionis per nos seu per dilectam dominam nostram dominam Alexiam quondam matrem nostram dicte Marie facte et promissionis nobis et dicte domine Alexie quondam coniuntim vel divisim per dictos burgenses facte et quelibet ipsorum observancie indempnitatis dicte fideiussionis erga dictum dominum comitem et alios quoscumque, exceptis tamen illis qui de quantitate sibi imponita ratione dicte condempnacionis seu concordie eiusdem nobis non satisfecerunt.

Mandamus insuper et precipimus per presentes omnibus et singulis nunciis et officiariis nostris et locum nostrum tenentibus ad presens et in futurum in dicta villa Viviaci ut ipsi ad requisicionem dictorum sindicorum et burgensium omnes et singulos subditos nostros qui rebelles fuerint in solutione predictorum sibi per

nos concessorum in quantum nos tangit compellant eo modo quo poterunt forciori ad observacionem et solucionem predictorum omnium faciendam pro quibus omnibus per nos dictis burgensibus et habitantibus ville Viviaci predicte sic concessis, videlicet tam pro gratia predicta quam pro dampnis lene seu condempnacionis Viviaci predicte per nos suscentis. Confitemur nos habuisse ab ipsis burgensibus et habitantibus dicte ville Viviaci quingentos et viginti florenos boni auri et legitimum ponderis de Florencia in bonis florenis auri numeratis. Insuper promictimus nos dicti coniuges iuramentis nostris ad sancta Dei euvangelia corporaliter prestitis sollempnique stipulatione pro nobis et nostris heredibus prefatis burgensibus sindicis et habitantibus dicte ville Viviaci presentibus et futuris et eorum heredibus omnia et singula supradicta, prout superius sunt expressa, concessa, declarata, firmiter actendere, perpetuo complere et servare et non contrafacere vel venire per nos vel per alium in futurum inquantum ius ibidem habemus seu nos tangit aut tangere possit de iure vel consuetudine aliqualiter in futurum et non alio modo et vice versa nos Iohannodus Morgens, Iohannes Passerat, Mermetus de Tavel, Perrodus de Sancto Leodigario, Iohannodus Gay sindici dicte ville pro nobis et communitate dicte ville nec non et successoribus nostris omnia et singula supradicta confitemur esse vera et ea promictimus iuramentis nostris ad sancta dei euvangelia corporaliter prestitis inquantum nos et dictam villam et successores nostros in dicto sindicatu tangit ad presens et in futurum prefato domino de Serrata et suis heredibus firmiter actendere perpetuo et servare et non contra facere vel venire per nos vel per alium in futurum prout superius est expressum.

Renunciantes in hoc facto nos dicti coniuges et sindici prout cuilibet nostrum competit, certificati de iure nostro, omni actioni et exceptioni doli mali, metus, circumvencionis, decepcionis et lesionis [...].

In quorum omnium premissorum testimonium, nos Petrus de Ponte de Gebennis, iudex in Chablasio et Gebennis pro illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie, ad preces et requisicionem dictorum nobilium coniugum et sindicorum predictorum nobis fideliter oblatas et relatas per Iaquetum de Mollens et Guidonem dictum de Burgondia de Viviaco, clericos notarios et iuratos curie prefati domini comitis, quibus super hiis fidem plenariam adhibemus, sigillum dicte curie prefati domini comitis presentibus duximus apponendum.

Datum presentibus testibus ad premissa vocatis et rogatis Valcherio de Lucingio, Perrodo de Serreres domicellis et Iohanne de Cuarnens mense marcii post festum annunciacionis dominice anno eiusdem millesimo trecentesimo quinquagesimo sexto.

Quadriplicatum est.

Ista est pro communitate.

AC Vevey, E Bleu 5, 3 ***parchemins doubles originaux;*** *exemplaires de la communauté de Vevey, 63,5 x 46 cm, sceau pendant de la cour de justice du Chablais et Genevois; 61 x 51 cm, sceau pendant de la cour de justice du Chablais et Genevois; 67 x 49,5 cm, fragments du sceau pendant de la cour de justice du Chablais et Genevois.*

[a] *sic.*

272. Jean de Blonay, coseigneur de Vevey, autorise la levée de certaines taxes au profit de la ville et la nomination de syndics pour leur gestion.

1356 avril 12. s. l.

Nos Iohannes de Blonay condominus Viviaci miles notum facimus universis quod exposicione burgensium et habitancium ville Viviaci nostrorum dilectorum nobis facta ex audito quod ipsi burgenses eo quia aliquod commune non habent pro necessitatibus ville cum casus accidit faciendis et supportandis sepe gravantur nec possunt ville ut deceret necessitatibus providere unde multociens dampna ernoma[a] recipiunt maioraque recipere formidant in futurum, volentes igitur ad eorum supplicacionem et requisicionem eis super expositis gratiam facere specialem actentis nobis impensis, serviciis per eosdem ipsorum future indempnitati providere, de laude, voluntate et consensu Henrici et Iohannis filiorum nostrorum ipsis burgensibus et incolis harum serie litterarum pro nobis et nostris heredibus inquantum nostra interest perpetuo concedimus et largimus cupientes quod ipsorum burgensium et ville negocia de die in diem in melius reformentur prosperumque recipiant incrementum annuimus [...].

Jean de Blonay reprend textuellement la concession de François de La Sarraz, coseigneur avec lui de la ville de Vevey, de la fin du mois de mars 1356, publiée au no 272 supra.

Quaterplicita est [littera].

Ista est pro communitate.

AC Vevey, E Bleu 6, ***parchemin double original;*** *exemplaire de la communauté de Vevey, 56,5 x 56,5 cm, sceau pendant de la cour de justice du Chablais et Genevois.*

[a] *lisez* enorma.

273. Le comte Amédée VI de Savoie concède des foires à la ville de Vevey.

1358 février 20. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum fieri harum serie volumus tam presentibus quam futuris quod per Nycolaum de Lucingio et Franciscum Morgens de Viviaco syndicos et procuratores fidelium nostrorum dilectorum hominum communitatis et universitatis ville Viviaci porrecta supplicatio continebat ut ad finem quod locus ville Viviaci successivis temporibus nostrorum suffragiorum presidio presencialiter popularetur et temporis in processu augmentaretur quodque honoribus et nostris priviligiis ac beneficiis floretur infinitus eisdem syndicis nomine dicte communitatis nondinas in loco predicto Viviaci nostra maiestas benevola concedere graciose dignaretur [...].

Ipsis syndicis recipientibus nomine dicte communitatis [...] Viviaci [...] concedimus [...] per presentes nondynas teneri et celebrari posse et debere in villa nostra Viviaci supradicta ex nunc imperpetuum singulis annis duabus vicibus diebus et terminis infrascriptis videlicet in vigilia et in festo beati Georgii ac in crastinum dicti festi; item et in die festo beati Leonardi per unum diem ante et posterius [...].

Iniungentes quatenus ad requisitionem dictorum syndicorum, burgensium et habitantium dicte nostre ville [...] hanc nostram concessionem nondeynarum[a] in ecclesia et locis Viviaci tam diebus fori quam aliis sicut congruet et negocii qualitas exiget visis presentibus in futurum cum dicti syndici, burgenses et habitantes dicte ville presentes et futuri requirendum duxerint omnibus innotescant et faciant in villa Viviaci et alibi locis circumvicinis et aliis ubi fuerit opportunum et duxerint requirendum publice devulgari quoque omnes et singulos ad ipsas nondeynas venientes, stantes et redeuntes terminis et diebus supradictis salvos et securos tam in personis quam rebus teneant deffendantque ab omni violencia, iniuria et gravaminibus aliis quibuscumque quantum nobis voluerint perpetuo complacere.

Datum Chamberiaci die vicesima mensis februarii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo octavo.

AC Vevey, E Bleu 9, ***parchemin original,*** *35,5 x 23 cm, sceau très altéré pendant du comte de Savoie.*

[a] *sic.*

274. Le comte Amédée VI de Savoie octroie à la ville de Vevey le droit de prélever à son profit certaines taxes afin de couvrir ses dépenses.

1361 avril 12. Evian

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus [...] quod hodie ad nostram accedentes presenciam procuratores et syndici fidelium nostrorum dilectorum hominum [...] Viviaci, nobis exposuerunt quod tam pro constructione et reparacione clausurarum et fortaliciorum dicte ville quam aliis diversis oneribus que dicta villa pro iurium ipsius conservatione cum banneretis et villis sibi circumvicinis cum quibus plures et diversas questiones, querelas et litigia habuerunt hactenus, nuper habent, etiam de presente sustinuit et sustinet molis debitorum et sarcinis tam sub usurarum voragine quam alias ipsi nostri burgenses sunt gravati et oppressi multimode per creditores eorundem et in tantum quod absque novis imposicionibus in dicta villa faciendis seu alio contractu sibi immense dampnoso tanta nequirent onera ulterius supportare, ymmo bona certa que dictum commune percipit annuatim venditioni exponere crebra et continua creditorum eorundem oppressio et infestacio eos sine temporis intervallo cantaret. Et quia sine nostri suffragio et nostre uberioris gracie munificentia largitatis dicta onera absque

eorum grandi et eminenti dispendio nequirent ut asserunt tollerare per nos certas gratas et concessiones ut premissis obvient sarcinis sibi fieri cum reverencia supplicarunt quod nos [...] concedimus prout infra:

[1] Et primo videlicet quod dicti burgenses et incole commune dicte ville quedam a nobis obtinuerunt, iam est dictum, teneant et habeant, levent et percipiant per quinque annos ultra terminum et tempus sibi nostris licentiis concessum secundum formam et continenciam litterarum earundem.

[2] Item quod chantelli mensurarum bladorum vendendorum et emendorum in dicta villa et territorio eiusdem nichidantur in dictis mensuris bladorum et de novo fiant et augmententur mensure in tantum quod ipse chantellus seu quantitas bladi provide solita recipi in dicta mensura sit nichisa et ex nunc ad rasonam mensurentur [...]. Ita tamen quod quilibet vendens unum obolum pro duabus cupis bladi dicto communi et receptori eiusdem solvere teneatur et quando sola bladi cupa vendetur vel emetur, vendens vel emens nichil solvere sit astrictus.

[3] Item volumus et eisdem concedimus quod durante concessione dicti communis ipsius communis receptor unum picotum vini pro quolibet sesterio ultra unum potum vini qui ex nostre concessionis dicti communis vigore solitus est levari, levet et percipiat, ita quod unus potus cum dimidio pro quolibet sesterio dumtaxat levetur, et non ultra.

[4] Item volumus et eis concedimus quod ipsi possunt quascumque res per Rodanum et lacum inferius versus Viviacum aducere et aduci facere absque eo quod apud Villam novam et Turrim de Peyl se presentent, videlicet pro eorum proprio usu tantum, dum tamen non sint ibi mercandie vel res alie pro quibus pedagium debeatur. In hiis tamen iure nostro et alieno semper salvo.

[5] Item cum ipsi burgenses pro concordia per eos facta cum inclite recordationis domino et genitore nostro carissimo nobis tenerentur in quinque milibus florenis et aliunde pro duabus inde factis in quingentis florenis ipsos burgenses et incolas eorumque posteritates pro nobis et nostris [...] quittamus [...].

[6] Item cum dicti burgenses et incole inculparentur per inquisitionem adversus eos factam per Iohannem de Allevis clericum nostrum dilectum quandam vineam domini Iohannis de Orons domini de Ataleyns militis, fidelis nostri dilecti, cum vexillo ville vi armata et multitudine armatorum copiosa per eos congregata contra inhibitionem et deffensam vicecastellani nostri Turris cedisse et calasse et penis dicti vicecastellani nostri non paruisse tanquam inobedientes et rebelles sed ipsas penas commisisse pluresque iniurias alias et dampna ipsi domino Iohanni ac gravamina dedisse et intulisse. Nos penam que pro premissis offensis [...] eis infligi [...] debebat pro nobis et nostris [...] remictimus [...].

[7] Item quia dicebamus ipsos nobis adhuc teneri pro subsidio per eos nuper concesso in quadam pecunie quantitate, volentes eis graciam facere ampliorem, ipsos et eorum posteritates de ipsa quantitate [...] solumus penitus et quittamus.

Promittentes [...].

Mandantes [...].

Pro quibus omnibus et singulis a dictis sindicis [...] confitemur habuisse et recepisse mille et centum florenos auri boni ponderis [...].

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus iubssimus[a] apponendum.

Datum Aquiani sub sigillo nostro et dicti Aymonis Lupi die dodecima aprilis anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo primo.

AC Vevey, E Bleu 10, ***parchemin original,*** *60,5 x 45 cm, fragment du sceau d'Aymon Loup pendant, sceau d'Amédée VI pendant, en cire rouge, manquant.*

[a] *sic.*

275. Le comte Amédée VI de Savoie concède des franchises à la ville de Vevey, afin d'uniformiser le statut des habitants sous sa seule autorité.

1370 juillet 7. Morges

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste, in Ytalia marchio et princeps, notum tenore presencium et pagina cunctis intuentibus ac lucidum fieri volumus per presentes, quod hodie ad nostri presenciam accedentes fideles nostri dilecti homines utriusque sexus tam nobiles, burgenses quam incole communitatis et universitatis ville Viviaci, dominii et territorii loci eiusdem, nobis humiliter supplicarunt ut cum ipsi et eorum predecessores usque nunc sub regimine, umbraculo et protectionibus nostris dominorum et predecessorum nostrorum vixerint et sua consummaverint tempora ac provincie consuetudinibus usi fuerunt, absque eo quod a nobis seu dominis et predecessoribus nostris aliqua privilegia, libertates, franchesias et immunitates habuerent[a] vel obtinuerint que in scriptis posita fuerint et redacta, eisdem et eorum posteritatibus franchesias, libertates et immunitates et privilegia infrascripta dare et concedere ac largiri de speciali gracia dignaremur. Quod nos attendentes et in nostre mentis consideracionem revolventes grata et accepta servicia tam inclitarum recordationum dominis et predecessoribus nostris quam nobis per nunc nobiles burgenses et incolas dicte ville Viviaci et eorum predecessorum facta et impensa quoque cordis desiderio operis eciam et effectu in nostris serviciis uberioribus affectibus se exponunt, volentes eisdem pro meritis respondere ut de die in diem a nobis et nostris serviendum se reddant pronctiores, ipsa villa Viviaci populetur, locupletetur perspicuum recipiat incrementum, ipsis nobilibus, burgensibus et incolis dicte ville, dominii et territorii eiusdem et eorum posteritatibus, pro nobis et nostris successoribus in Sabaudie comitatu, donamus, perpetuo concedimus et largimur de gracia speciali libertates, franchesias, immunitates et priviligia que secuntur:

[1] In primis nanque eisdem burgensibus, habitantibus, incolis ville Viviaci eorumque posteritatibus concedimus et largimur quod nulle pene imponantur burgensibus et habitantibus dicte ville infra dictum locum Viviaci, dominium et territorium eiusdem, nisi dumtaxat banna consueta.

[2] Item quod nos seu officiarii nostri non possimus barrare nec aliquem accusare seu pignorare, nisi ad clamam alterius persone et cognitionem proborum hominum ville Viviaci, nisi tamen pro facto nostro, videlicet pro redditibus nostris et bannis cognitis.

[3] Item quod nos seu officiarii nostri non possimus nec debeamus convenire nec in causam trahere extra villam Viviaci, territorium et dominium eiusdem aliquam personam cum ibidem iuridicionem habeamus, nisi per appellationem; quam appellationis causam possimus committere videlicet secundam ubi voluerimus citra montes.

[4] Item volumus et eis concedimus et largimur quod si aliqua appellacio fiat per aliquem, quod ipsa appellatio videlicet prima determinetur coram ballivo nostro Chablasii vel eius locumtenenti apud Villam novam Chillionis, secundum Lausanensem consuetudinem.

[5] Item eisdem concedimus et largimur, sic ut supra, quod nos seu nostri heredes et successores non possimus nec debeamus a dictis burgensibus, incolis et habitantibus ville Viviaci aliquam exactionem, exchetam vel commissionem petere vel exigere, tam ratione contractuum usurariorum quam alia quacunque causa, nisi in casibus furti, homicidii vel prodicionis, exceptis rebus et feudis a nobis moventibus quavis causa, in quibus ius habeamus quod habemus secundum patrie consuetudinem.

[6] Item quod officiarii nostri in dicta villa non possint aliqua pignora emere nec cessionem contra subditos nostros Viviaci accipere, sui officii regimine durante.

[7] Item quod carnifices habitantes in Viviaco, dominio et territorio loci eiusdem carnes ad pondus vendere debeant ac etiam teneantur, prout solitum est in dicta villa et locis circumvicinis; et si quis contrafecerit, bannum quinque solidorum committat nobis applicandum, quotiens contra predicta per quemcumque extiterit attentatum.

[8] Item quod assignationes dietarum et cause que ibi tenebuntur et ventilabuntur successu temporis ex nunc, teneantur diebus sabbati et mercurii, prout et quemadmodum solitum est, videlicet ab ortu solis usque ad exitum magne misse parrochialis ecclesie ville Viviaci, excepto quod in casibus criminalibus teneantur et teneri debeant singulis horis diei quibus nos vel officiarii nostri viderimus et cognoverimus expedire.

[9] Item quod nulla persona cuiuscunque gradus, status et conditionis existat possit, valeat et sibi liceat emere aliquas denariatas in diebus fori et nundinarum in villa, dominio et territorio dicte ville Viviaci, nisi prius celebrata missa capelle venerabilis crucifixi porte fori Viviaci, nobis et officiariis nostris exceptis, quibus licitum sit denariatas emere omni hora diei pro sue libito voluntatis. Et qui contra predicta, nobis et officiariis nostris exceptis sicut supra, facere et attentare presumpserit, bannum trium solidorum incurrat; quod bannum nobis debeat applicari. Concedimus etiam eisdem sub dicto banno nobis commictendo et applicando quod nullus, quicunque sit, nobis tamen et officiariis nostris exceptis, audax sit, presumat vel attentet in dictis diebus fori et nundinarum aliquas denari-

atas emere vel vendere nisi a platea Mali consilii versus lacum, et non intendimus tamen quod banna huiusmodi contra venditorem intelligatur, sed duntaxat contra emptorem, si forte in contrarium faciant vel veniant quoquomodo.

[10] Item quod nemo propter aliqua denunciata sua ponatur ad torturam seu regiquinam nisi per cognitionem proborum hominum in curia existentium et assistentium, et presentibus et audientibus tribus probis hominibus dicte ville Viviaci.

[11] Item quod omnes et singuli burgenses, habitantes et incole ville, dominii et territorii Viviaci sexus utriusque, cuiuscunque conditionis existant possint et sibi liceat de bonis suis disponere et ordinare pro sue libito voluntatis. Et si aliquis intestatus decesserit, eidem succedere possint illi de progenie sua usque ad quintum gradum, iuribus nostris secundum patrie consuetudinem in rebus nostris feudalibus, nobis et nostris semper salvis.

[12] Item quod ly cossons, id est revenditores piscium, non possint nec debeant in piscibus quos ement lucrari nisi unum denarium pro solido, nec custodire debeant pisces recentes nisi per unam diem; et si secus fecerint, bannum decem solidorum incurrant, nobis sine remissione aliquali applicandum. Et ulterius pisces quos ement infra dictam villam seu a medio lacus usque Viviacum, teneantur et debeant apportare antequam alibi ipsos venditioni exponant, et hoc sub banno decem solidorum supradicto per eos committendo, si contra fecerint, et nobis ut premittitur applicando. Concedimus etiam eisdem quod dicti cossons in presencia burgensium et habitantium Viviaci, vel ipsis presentibus, pisces non possint nec debeant emere nisi de ipsorum burgensium voluntate, usque dicti burgenses de dictis piscibus emerint si emere voluerint, nobis et officiariis nostris a predictis exceptis; qui officiarii nostri pro nobis ab ipsis de dictis piscibus emere possint, si et quando voluerint, pro sue libito voluntatis.

[13] Item quod quicunque fuerit burgensis vel incola ville Viviaci supradicte possit emere et habere denariatas que venditioni exponentur pre cunctis aliis non burgensibus, sub precio pro quo venditioni exponerentur et darentur, nobis et nostris officiariis exceptis et non inclusis in forma et continentia articuli supradicti.

[14] Item quod ille qui deportabit pagam seu solutionem tabernarii, invicto tabernario et bannum imponente, teneatur nobis in banno consueto, videlicet trium solidorum, si tamen per duos testes hoc probetur.

[15] Item quod si aliquis faciat de aliquo extraneo clamam indebite, ipse sic clamam faciens solvere teneatur expensas quas faciet ille de quo clama fiet, cum moderatione officiariorum nostrorum et proborum virorum dicte ville.

[16] Item quod nullus officiarius qui pro tempore fuerit ibidem possit, debeat nec sibi liceat, durante officii sui regimine, advocare in iudicio preterquam pro facto domini principali.

[17] Item quod si forte aliqua persona absque cognitione detinetur vel acciperetur de nocte, quod ipse detentus in crastinum hora assignationis dierum et dietarum remittatur franchesie Viviaci ad cognoscendum, utrum delinquerit vel ne.

[18] Item quod nulle preconizationes fieri possint infra villam, territorium et dominium Viviaci, nisi per cognitionem proborum hominum, excepto pro cal-

vacatis nostris, captione burgensium et incolarum dicti loci seu ruptura mercati.

[19] Item quod quilibet mugnerius recipiens blada et ea ad molendinum suum molere volens, sive sit molendinum suum vel non, teneatur reddere farinam ad mensuram cumulatam, sicut recepit bladum ad mensuram rasam, inclusa et deducta hemina propter eius penam et laborem; et si contrarium fecerit pro qualibet vice bannum quinque solidorum incurrat, quod nobis debeat applicari.

[20] Item quod in causa in qua curia esset in discordia, et nos vel officiarii nostri consilium habere vellemus ad discordiam concordandam, quod consilium habeamus secundum loci Viviaci solitam consuetudinem.

[21] Item quod quicunque fuerint rectores confraternitatum sancti Spiritus de Viviaco et conceptionis beate virginis Marie dicti loci non possint nec debeant esse rectores dum in humanis vixerint nisi spatio duorum annorum continuorum, nisi bonum computum reddiderint quolibet anno. Et qui contra fecerint vel se immiscuerint ad redditionem dictarum confraternitatum, pro qualibet vice qua contrarium fecerint, bannum sexaginta solidorum incurrant, quod nobis debeat applicari.

[22] Item quod si quis peregrinus vel viator apud Viviacum venerit et ibi intestatus decesserit, bona ipsius debent deponi et per consilium nostrum in manu duorum proborum hominum de Viviaco et etiam custodiri per annum et diem; et si infra annum et diem heres venerit legitimus, debet habere bona predicta, et si vero infra annum et diem heres non venerit qui requirat bona peregrini vel viatoris apud Viviacum bona defuncti, debent distribui de nostra voluntate.

[23] Item si quis venerit apud Viviacum et fecerit ville iuramentum et ibi moram fecerit per annum et diem sciente domino suo, nec infra annum et diem fuerit requisitus, burgensis remaneat. Si vero infra annum et diem fuerit requisitus, dominus qui requisierit debet facere rationem. Et si non potest se erga dominum qui eum requirit excusare et dominus ipsum probaverit per duos de paribus suis, qui iurent cum domino, ipsum esse hominem taliabilem, villa non debet tenere ipsum pro burgense; potest enim in villa vel infra terminos ville remanere. Si vero a villa recedere voluerit, ipsum et res suas villa debet conducere per diem et noctem.

[24] Item nemo debet capi seu detineri infra villam Viviaci seu terminos et dominium eiusdem, nisi de consilio et cognitione proborum hominum in curia existentium, preterquam latro vel proditor manifestus, homicida vel alius qui manifeste commiserit malificium, per quod debeat recipere penam corporalem per cognitionem proborum hominum presente nostro castellano.

[25] Item quod litigatores et litis participes a regiquina repellantur, id est quod regiquinam referre non debeant neque possint.

[26] Item quod si aliquis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquod turpe, iniuriose et ille vel illa dat ei alapam non tenetur nobis in aliquo.

[27] Item si quis dixerit alicui: «tu es fur» vel «proditor», nisi dixerit de quo, non tenetur eidem respondere nec in manu nostra vel officiariorum nostrorum as-

securare; si vero dixerit de quo, tunc tenetur se deffendere per se vel per nuncium vel aliam excusabilem rationem et in manu nostra vel officiariorum nostrorum assecurare, si super hoc fuerit requisitus. Et si ille qui appellaverit, retraxerit se ab appellatione sua antequam ipsam affirmaverit in manu nostra vel officiariorum nostrorum, non tenetur nobis nisi in sexaginta solidis et appellatum tenere pro probo negando quod dixit.

[28] Item quod si burgensis clamam fecerit de aliquo, non tenetur assecurare nisi in causa appellationis bellicose. Omnes de quibus clama facta est tenentur assecurare vel facere statutum ville.

[29] Item macellarii non debent lucrari nisi unum denarium in solido. Macellarii debent exponere et dicere emptori cuiusmodi carnes ipsi vendunt, alioquin tenentur nobis in decem solidis Lausanensibus et emptori in quinque solidis Lausanensibus. Macellarius credendus est de emptione carnium super suum iuramentum cum uno sequente idem iurando. Et si facere noluerit, credendum est emptori per suum iuramentum. Macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die sabbati usque ad diem lune sole occidente et ita intelligatur de continuatione aliorum dierum. Et si amplius servaverint teneantur nobis in tribus solidis Lausanensibus; et hoc intelligendum est a festo Pasche usque ad festum beati Michaelis archangeli.

[30] Item si quis macellarius renem falciverit, tenetur nobis in tribus solidis Lausanensibus, et carnes farcitas amittit ad clamam burgensium, nec sufflaverit inflando.

[31] Item si vendiderit carnes animalis morbidi, videlicet in macello consueto, tenetur nobis in sexaginta solidis Lausanensibus, si probari possit per duos fidedignos qui iurent illud esse, et nos illos talia facientes ad veritatem dicendam compellere debemus et inquiri facere de premissis.

[32] Item bolengeria non debet lucrari nisi duos denarios in cupa frumenti ultra suum capitale et penam.

[33] Item nos vel officiarii nostri, quotiens viderimus panem non sufficientem, possint nostri officiarii ipsum accipere et ostendere burgensibus; et si burgenses dixerint panem non sufficientem, officiarii nostri possunt ipsum frangere et dare pauperibus.

[34] Item venditores victualium tenentur credere super vadiis que valent tertiam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum, et de ipsis vadiis possint facere secundum consuetudinem loci.

[35] Item quod burgensis potest vadiare in foro et alia die non fori de debito recognito et alias. Si vero vadiatus negat debitum et vadians potest ipsum probare per duos testes, non debet bannum; alioquin tenetur nobis in sexaginta solidis Lausanensibus si vadiaret infra terminos ville.

[36] Item de universis clamis factis nobis vel officiariis nostris debemus facere rationem primo conquerenti quam nostrum reciperetur bannum.

[37] Si quis fecerit homicidium in villa Viviaci vel infra eius terminos, non debet remanere in villa neque intrare villam nec terminos ville, nisi evidenti ratione se possit excusare.

[38] Item qui intrat ortum vel vilgultum alicuius sine licencia illius cuius ortus sive vilgultum est, nisi sequendo animalia sua, si clausi fuerint, tenetur de die nobis in decem solidis Lausanensibus et illi cuius est ortus sive vilgultum in quinque solidis Lausanensibus cum emenda. Et si solvere non poterit, debet duci seu fustigari nudus per totam villam. Si de nocte intraverit, tenetur nobis in sexaginta solidis Lausanensibus, et illi cuius est ortus in decem solidis Lausanensibus.

[39] Item quod officiarii nostri ville Viviaci presentes et futuri et locatenentes eorumdem in princio sui regiminis iurent ad sancta dei euvangelia attendere et observare libertates, franchesias, immunitates et priviligia suprascriptas et suprascripta et contenta in eisdem.

[40] In omnibus autem aliis casibus et causis predicti burgenses et habitatores Viviaci et eorum posteritates iuxta conditionem[a] Lausanensem utantur.

[41] Item quia solutio nobis facienda de infrascripta florenorum quantitate pro neccessitatibus dicte ville faciendis, que, ut asserunt dicti burgenses, aliter solvi et fieri non possent, ipsis burgensibus concedimus linguellum vini et mensuras vini et bladorum et alia emolumenta per ipsos burgenses in villa levari consueta; et hoc spatio quindecim annorum incohandorum in fine termini concessionis de dicto linguello et aliis prescriptis ipsis burgensibus novissime per nos facte.

Pro quibus omnibus et singulis supradictis per nos dictis de Viviaco concessis ut premittitur et indultis, confitemur habuisse et recepisse per manum Anthonii Championis, fidelis et familiaris nostri dilecti, videlicet mille ducentos florenos auri boni et magni ponderis; qui Anthonius nobis de ipsis computare debebit; de qua florenorum quantitate ipsos de Viviaco solvimus penitus et quittamus.

Quasquidem libertates, franchesias, immunitates et priviligia et omnia et singula suprascripta, nos comes predictus promittimus tenore presentium bona fide pro nobis et nostris ratas et rata, gratas et grata, firmas et firma habere perpetuo et tenere et non contra facere vel venire nec contra facere vel venire volenti consentire palam vel occulte, seu quibusvis coloribus exquesitis seu prebere auxilium, consilium vel assensum, sed potius ea ipsis burgensibus perpetuo inviolabiliter observare, mandantes ballivis Vuaudi, Chablasii et ceteris dictarum baroniarum et totius alterius terre nostre, castellanis, mistralibus ac officiariis et subditis nostris quibuscunque tam presentibus quam futuris quatinus dictas immunitates, libertates, franchesias et priviligia et cetera omnia et singula suprascripta per nos dictis burgensibus ut supra universaliter et particulariter indulta et concessa teneant et inviolabiliter perpetuo observent prout iacent, et in suis singulis capitulis atque ponctis, inquantum indignationem nostram voluerint perpetuo evitare.

In quorum testimonium ad maiorem omnium predictorum firmitatem, presentes nostras litteras nostri sigilli iussimus munimine roborari.

Datum Morgie die dominica septima mensis iulii anno domini millesimo trecentisimo septuagisimo.

Per dominum presentibus: preposito Montis Iovis, Guillermo de Grandissono, Anthelmo domino [...], Girardo Destres, cancellario, Humberto de Columberio, Gaspardo de Montemaiori, Aymone de Chatonay, militibus, Humberto domino de Fromentes et Anthonio Champion.

AC Vevey, E Bleu 11, 2 ***parchemins doubles originaux:*** *légèrement taché, 51 x 68 cm, sceau pendant d'Amédée VI; 53 x 70 cm, cordon de soie verte pour sceau manquant. –* ***Copies:*** *E Bleu 11, copie contemporaine sur 2 parchemins cousus ensemble, 66 x 94 cm, pas de sceau; copie de 1525 sur parchemin, 81 x 75 cm, sceau de l'official de Vevey; E Bleu 12, copie sur papier de 1781.*

Ed. MDR XXVII p. 151–160.

[a] *sic.*

276. Le comte de Savoie Amédée VI autorise la ville de Vevey à affecter temporairement certaines taxes à l'entretien des fortifications.

1376 février 5. Evian

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod nos [...] burgensibus habitatoribus et subdictis nostris dicte ville Viviaci damus, concedimus et liberaliter impartimur levas, impositiones et tributa inferius descriptas et descripta [...] licentiam [...] capiendi et exigendi super rebus, mercandiis et bonis inferius declaratis, scelicet[a] per quinque annos proximos [...] implicandas [...] in fortifficatione et reparacione dicte Viviaci ville et non in alios usus quoslibet convertendas.

[1] Et primo videlicet dictis nostris burgensibus [...] damus [...] quod ipsi vel certi et fideles nuncii super hoc deputandi levent, habeant, exigant et percipiant [...] dicto tempore quinque annorum durante ab omnibus et singulis mercatoribus et aliis personis mercandias infrascriptas vendentibus scelicet[a] pro qualibet libra Lausanne [...] quatuor denarios Lausanne, exceptis et exclusis a mercandiis et imposicionibus predictis omnibus et singulis fardellis, trosselis, ballis et aliis mercandiis de et pro quibus solvitur et levatur grossum pedagium in villa et locis nostris Cletarum et Chillionis seu Ville Nove. Et etiam exclusis et exceptis a predictis mercandiis [...] omnibus et singulis victualibus que comedi seu bibi possint. Item exclusis et exceptis omnibus et singulis burgensibus et habitatoribus dicte ville Viviaci a tributo et imposicione quatuor denariorum [...].

Item pro eo quod dicti burgenses [...].

Datum Aquiani die quinta mensis Februarii anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo sexto.

AC Vevey, E Bleu 14, ***parchemin original,*** *abîmé par l'humidité, pâli par endroits, coupé sur 5 cm, 50 x 39 cm, sceau du comte Amédée VI manquant.*

[a] *sic.*

277. Jean de Blonay procède à un échange avec le comte Amédée VI de Savoie auquel il donne sa juridiction à Blonay, sur les marchés, l'avouerie et la métralie de Vevey, Corsier et Saint-Saphorin contre le château et les dépendances d'Attalens.

1386 mai 30. Evian

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud V/Attalens 5, ***parchemin original*** *fait de 2 parchemins cousus ensemble, pâli et taché par endroits, 63 x 113 cm, pas de sceau, seing manuel de Guillaume Genevest, notaire.*

278. Ordonnance du vice-châtelain et des bourgeois de Vevey sur la vente des denrées alimentaires au marché.

s. d. [XVe s.]. s. l. [Vevey]

Sequuntur ordinaciones et cride facte per dominum vicecastellanum ac per nobiles, burgenses et communitatem ville Viviaci super victualibus emendis et vendendis in foro ville Viviaci.

[1] Et primo ung vous fait asavoir de part mon tres reddote segnyour monseignyour de Savoye et de part les prouhomment que nulle personne ne dege acheter ny on froment ne autre bley moins que pour saz pourvysion de vuyt jours tant sorlement et ce deso le bam de LX sols pour ung chascun qu'yl ferat dou contrayre.

[2] Item mes que nulle personne ne dege acheter nulle victuallies pour revendre celuy jours deso le dusudict bam de LX sols.

[3] Item mes que nulle personne ne dege acheter ny on vivres ouz marchie ne en laz villaz jusque passe X houres pour revendre et ce deso le desudict bam de LX sols.

[4] Item mes que nulle personne ne dege moudre ne fayre moudre eys moules blanches ne fayre pain blam pour revendre et ce deso le desudict bam de LX sols.

[5] Item mes que nulle personne ne dege myssure mesque ouz pycton rion et ce deso lesdit bam de LX sols.

AC Vevey, ***Manual*** *du Conseil de ville, Bleu Aa 2, fol. 98, 21 x 29 cm.*

279. Le comte Amédée VIII de Savoie autorise la ville de Vevey à effectuer une imposition sur les céréales et la viande, dont le prix de vente est fixe, afin de pourvoir à l'entretien de ses fortifications.

1412 octobre 12. Morges

AC Vevey, E Bleu 20, ***parchemin original,*** *48,5 x 37 cm, sceau ducal pendant, fragment d'un deuxième sceau pendant en cire rouge non identifié.*

280. Le duc de Savoie Amédée VIII prolonge pour quatre ans le droit de la ville de Vevey à la perception de taxes spéciales sur les mesures, les céréales, la boucherie et le vin.

1421 octobre 10. Thonon

AC Vevey, E Bleu 20, ***parchemin original,*** *33 x 25,5 cm, acte attaché au précédent au moyen d'un sceau pendant du duc de cire rouge.*

281. Le duc Louis de Savoie accorde aux Veveysans le transfert de la cour des appellations de Villeneuve à Vevey.

1454 février 18. Thonon

Ludovicus, dux Sabaudie [...] universis serie presencium fiat manifestum quod nos supplicacioni dilectorum fidelium nostrorum nobilium, burgensium et incolarum ville nostre Viviaci super hiis nobis facte, laude dignis moti respectibus annuentes et presertim ut subdictorum expense victentur baillivique nostri Chablaysii [...] labores, allementum pariter atque sumptus, attento eciam quod in loco ut infra transmutato numerus consuetudinariorum facilius comperiri poterit quam in Villanova Chillionis cum ibi consuetudine utatur et non iure scripto et insuper utilitate nostra evidenti super inde considerata eidem baillivo moderno et futuro licenciam, auctoritatemque [...] impartimur plenariam et potestatem omnimodam sedem tenendi in loco nostro Viviaci ubi placitare consuetum est, videlicet pro causis appellacionum que tractari solent et inolerunt devolvique ac terminari per consuetudinem Lausannensem in Villanova Chillionis, videlicet diebus mercurinis hora vesperorum coram eodem baillivo Chablaysii seu eius locumtenente [...].

Datas Thononu[a] die decima octava februarii anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo quarto.

AC Vevey, E Bleu 36, ***parchemin original,*** *50 x 31 cm, sceau pendant du duc Louis de Savoie.*

Ed. MDR XXVII, p. 277–278.

[a] *sic.*

Chapitre 20: Villeneuve

A l'emplacement de l'actuel Villeneuve existait au XIe siècle une modeste localité connue sous le nom de Compengie. Son église était sous le patronage de l'abbaye cistercienne de Hautcrêt en vertu d'une donation de l'évêque de Lausanne, Landri de Durnes, en 1066. Sur la route de France en Italie par les Clées et le Grand-Saint-Bernard, les comtes de Savoie avaient établi un péage, sis au passage obligé de Chillon. L'exiguïté des lieux ne permettant pas le développement d'une agglomération importante, le comte Thomas de Savoie décida la création d'une Villeneuve de Chillon, qu'il dote de franchises en 1214. Première fondation savoyarde sur sol vaudois, Villeneuve devait connaître un grand développement, tout en bénéficiant de l'élargissement de ses franchises. Un commerce actif avait attiré Lombards et Juifs, exerçant une activité bancaire dont les succès suscitaient bien des envieux à leurs dépens. Il en résulta notamment des violences contre eux lors de la grande peste de 1348, dont la fureur populaire les rendait responsables. Le déclin des foires de Champagne, la guerre de Cent Ans devaient détourner les marchands italiens des rives lémaniques, leur faisant préférer le transit par le Gothard. La ville devait alors connaître une grande décadence, vérifiable par les comptes du péage, qui attestent un passage qui n'atteint pas les 25 % de celui du XIVe siècle. Les guerres de Bourgogne allaient frapper durement la petite cité, ravagée par les Hautvalaisans rentrant d'une expédition punitive contre les possessions savoyardes. En 1536, des députés de Villeneuve, aux côtés de ceux de Rolle, se soumirent volontairement au général Nägeli, échappant ainsi au siège et au tribut exigé des villes qui entendaient ne pas être la proie des flammes.

Bibliographie:

Louis JUNOD, Le château, le bourg et la ville neuve de Chillon, s. l. 1946. – Marcel GRANDJEAN, Villeneuve, publié par la société d'histoire de l'art en Suisse, Berne 1985. – X, «Charte de la fondation de l'Hôtel-Dieu», Le conservateur suisse, 2e éd., 1856, p. 197–204.

282. Le comte Thomas de Savoie concède des franchises à Villeneuve.

1214 avril. Chillon

p. 343 Anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo [...], nos, Amedeus comes Sabaudie [...] notum facimus [...] cum homines Ville Nove [...] assererent se instrumentum quondam factum a domino Thoma comite Sabaudie felicis recordationis super libertate ipsius Ville Nove amisisse et peterent [...] ut eis eumdem instrumentum de verbo ad verbum fieri faceremus et eisdem trade-
p. 344 remus [...]. / Tenor cuius instrumenti talis est.

Hec carta libertatis Ville Nove facta anno gratie millesimo ducentesimo decimo quarto mensis aprilis.

[1] Homines residentes in villa non debent pedagium de aliqua sua propria mercatura in villa nec de sale, nec etiam apud Sanctum Mauritium nec illud quod illi de Chablexio dare consueverunt.

[2] Pro rippa debent dare castellano de Chillione annuatim in Pascha quadraginta solidos Lausannenses nec amplius.

[3] Bis in anno debent habere nundinas. In quarta feria forum.

[4] Hec autem promisit eis comes Thomas semper attendere: terminus [...][a]

Item hec sunt iura comitis que debet habere in villa.

[5] Corpora et opes latronum et proditorum sunt comiti.

[6] Pro effusione sanguinis sexaginta solidos.

[7] Qui arripit cutellum aut ensem aut aliud gladium ad ferendum debet sexaginta solidos.

[8] Qui remanserit quando equitatio bannitur ex parte comitis sexaginta solidos.

[9] In nundinis qui ante pronunciationem aliquid emerit vel vendiderit si totum fuerit solutum, emptor et venditor debent sexaginta solidos; arrestum dare possit.

[10] Qui vinum vendiderit infra bannum domini postquam fuerit pronunciatum per quindecim dies, sexaginta solidos.

[11] Qui vendiderit pannos tinctos aut merceriam in nundinis quatuor denarios debet.

[12] Qui ceram aut telam portant in nundinis et vendunt, duos denarios.

[13] Pro equo vel equa in nundinis, quatuor denarios.

[14] Pro asino, duos denarios.

[15] Pro bove vel vacha vel porcho aut bacone, unum denarium.

[16] Pro quatuor minutis bestiis, duos denarios, et hoc est omni tempore.

[17] Homines extranei debent unum denarium de / omnibus que vendunt in foro, exceptis piscibus recentibus. Habitatores in villa non debent istam leidam in nundinis nec in foro. *p. 345*

[18] Si clamor factus fuerit de aliquo privato aut extraneo, reus debet tres solidos; et si fuerit barratus et noluerit dare fideiussorem et recesserit, sexaginta[b] solidos.

[19] Adulteri si communiter deprehensi, sexaginta solidos.

[20] Hereditas illius qui moritur sine herede vel parentibus est comiti, nisi quod dederit pro anima sua.

[21] Qui intrat in vestituram alterius sine precepto domini debet sexaginta solidos, si tamen querela de ipso deponitur.

[22] Omnes res extranei, id est aliene provincie, morientis in villa debent esse comiti, nisi quod dederit pro anima sua; panni vero quos super se in egritudine portaverit sunt hospiti.

[23] Si quis ceperit aliquem infra villam et captum tenebit sine precepto domini, debet sexaginta solidos.

[24] Qui latronem invenerit, capiat eum si poterit; si celaverit in misericordia domini est; et si latronem non poterit capere et ipsum interfecerit, non dare debet bampnum.

[25] Si cutello infra villam scienter percusserit, in misericordia[c] est. Si effugerit, omnes debent eum sequi, et si quis eum forte defendendo interfecerit, non debet dare bampnum.

[26] Qui fregerit mensam numulariorum aut beccarie, sexaginta libras debet dare et dampnum emendare.

[27] Qui domum frangerit debet sexaginta libras et dampnum emendare.

[28] Qui falsam tenet mensuram aut falsam peisam aut falsam ulnam, debet sexaginta solidos et dampnum emendare.

[29] Furni et molendina debent esse comiti et pro qualibet theisa ante domum
p. 346 debet habere annuatim / octo denarios.

[30] In venditione domus debet habere tertium decimum denarium; pro laudo similiter tertium decimum denarium.

[31] Omnes manentes in villa debent comiti equitationem per totum sedunensem episcopatum et circa totum lacum, ita quod ire possint et redire in una die ad naves, et hoc cum eorum expensis.

Omnes suprascriptas conventiones iuravit dominus comes attendere bona fide imperpetuum, et cum eo [...].

Verum cum in instrumento libertatis Ville Nove non continentur termini sive fines seu limites ipsius libertatis Ville Nove, volumus et concedimus ad preces et instantiam hominum Ville Nove quod libertas Ville Nove duret a crucce de Socquenim sicutilibet scindit citra Novilla usque ad Rodanum.

Volumus etiam quod omnia pascua quondam Ville Nove sint communia Ville
p. 347 Nove et aliorum qui consueverunt / ibidem habere pascua.

Item quod nullus ibi faciat prata vel campum et si fecit vel faceret, quod redigantur[d] ad communitatem.

Et quod possint habere forum die lune.

Volumus etiam quod casalia Ville Nove possint et debeant albergare per castellanum Chillionis.

Actum est hoc in castro de Chillion, ubi fuerunt vocati testes et rogati, [...].

Original *perdu.* – ***Copies:*** *ACV, B/b 38/5, t. II, p. 341–347, registre de l'époque bernoise, deuxième moitié du XVIe s., 19 x 30 cm; il s'agit d'une copie du vidimus fait par Amédée VI en mai 1252 de la concession de Thomas de Savoie; l'original du vidimus est lui aussi perdu. Ce manuscrit est la base de la présente édition, complétée s'il y a lieu. – ACV, Ai 10/1, p. 1–5, «mauvais extrait» du XVIIIe siècle.*

Ed. MDR XXVII, p. 3–7.

[a] *La suite de l'article est omise.*
[b] *B/b 38/5 porte* LS.
[c] *sous-entendez* domini.
[d] *lisez* reducantur.

283. Le comte Amédée V de Savoie complète les franchises de Villeneuve.

1287 décembre 23. Chillon

Nos Amedeus comes Sabaudie et in Ytalia marchio notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos, considerata diligenti affectione quam burgenses et habitatores nostri Ville Nove Chillonis habent ad nos et ad predecessores nostros retroactis temporibus habuerunt, per quam nos sibi indissolubiliter unierunt, volumus et prefatis nostris burgensibus et habitatoribus concedimus ex gracia speciali ad hoc ut dicta villa magis augmentetur et emendetur articulos infrascriptos qui sequuntur:

[1] Primo quod de possessionibus quas olim tenebant habitatores ville predicte iam defuncti ponatur de cetero in communitate et usagiis dicte ville a quocumque clerico vel laico teneantur, prout ab ipsis pristinis possessoribus poni extitit consuetum, salvis privilegiis per nos et predecessores nostros concessis et fundatores hospitalis Ville Nove ipsi hospitali que quantum ad possessiones quas nunc tenent et possident fratres dicti hospitalis illesa et integra volumus observari.

[2] Item quod omnia pascua et omnia que per pasquaria vel pascua sunt limitata seu cindata ad communem utilitatem nostram et ville predicte penitus reducantur nec de ipsis pascuis possit aliquid adcensari nec occupari nisi de consensu castellani nostri Chillonis et quatuor syndicorum ville predicte, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint. Qui de illis pascuis ad utilitatem nostram et dicte ville possint unanimiter et concorditer prout sibi videbitur ordinare albergando seu ad censum dando vel inde aliud faciendo, prout nobis et ipsis melius viderint expedire.

[3] Item quod census annuales qui inde dabuntur sint nostri imposterum et nostrorum et introgia[a] que inde dabuntur vel [dantur... per][b] nos et sindicos dicte ville ad opus nostri et communis utilitatis ipsius ville equaliter dividantur.

[4] Item volumus et eisdem concedimus quod quilibet currus et quadriga extranei honerati carreantes per monetam seu chaminum ville predicte solvat unum denarium mauriciensem, quem recipiat quidam probus homo de villa ibidem appositus per syndicos dicte ville qui de ipso conputet cum syndicis supradictis et dicti syndici ipsum ponant in chaminis, bastimentis et fossatis et communibus utilitatibus dicte ville; ita tamen quod prefatum castellanum nostrum quandocumque voluerit et ipsos requisierit[c] certum reddant quantum ascendet leva denarii supradicti et ubi et in quibus operibus seu negociis posita seu applicata fuerit dicta leva. Super quibus dictus castellanus dictos syndicos suo iuramento credere teneatur.

Mandantes insuper castellano nostro predicto, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, ut predictos syndicos et eorum nuncios quandocumque per ipsos fuerit requisitus fortes faciat ad predicta omnia exequenda.

Promittimus insuper predictis burgensibus et habitatoribus nostris [...] omnia predicta et singula ipsis et eorum heredibus attendere, [...].

Predicti autem burgenses et habitatores gratiam per nos sibi factam grato animo acceptantes et pro magno et speciali munere reputantes nobis [...] dederunt quadraginta libras Lausanne, quas nobis integre persolverunt in bona peccunia numerata.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum Chillionis die martis ante natalem[d] domini, anno eiusdem millesimo ducentesimo octuagesimo septimo.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 1, ***parchemin original*** *mutilé, 26 x 28,5 cm, sceau manquant du comte de Savoie.*

[a] *sic.*
[b] *trou.*
[c] *sous-entendez* ut.
[d] *sous-entendez* diem.

284. Le comte Amédée V de Savoie concède des privilèges aux habitants de Villeneuve.

1294 septembre 29. Le Bourget

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum dilecti et karissimi nostri burgenses et habitatores ut burgenses nostre Ville Nove Chillonis dyocesis Lausanensis tanquam benemeriti quamplurimas propter eorum merita a nostris antecessoribus et etiam a nobis olim optinuerint franchesias seu libertates. Nos adhuc eos tanquam benemeritos propter eorum servitia que nobis et nostris exibent incessanter, volentes et affectantes amplecti favore, benivolo tam propter eorum merita quam propter utilitatem et augmentationem dicte Ville Nove, damus et concedimus iure, modo et forma quibus melius et fortius possumus pro nobis et successoribus nostris prefatis burgensibus et habitatoribus dicte Ville Nove ab aqua Tigneri usque ad pratum mistralium de Savie, tam pro se quam pro eorum heredibus et successoribus quod nec nos nec successores nostri iure aliquo, forma seu causa aliqua vel occasione possimus, deinceps per nos vel per alium ipsos vel quemlibet ipsorum seu heredes vel successores nec etiam bona mobilia vel immobilia, nomina vel debita vel alia qualiacumque inquietare, accipere, molestare, saisire seu modo aliquo detinere, ea occasione quod ipsi vel aliquis ipsorum seu heredes vel successores ipsorum fuerint, sint vel esse dicantur usurarii olim, nunc vel in futurum, publice vel privatim vel contractus aliquos usurarios fictisios seu manifestos fecisse vel etiam exercuisse modo aliquo dicantur. Et si forte processu temporis occasione predicta per aliquem saisina fieret ipsam exnunc volumus esse nullam, ymo si nos vel antecessores nostri aliquo iure vel aliqua de causa vel modo aliquo seu

consuetudine aliqua, ius aliquod habemus vel habere possumus vel etiam nos, et successores nostri habere possemus in futurum in personis, bonis et rebus ipsorum quibuscumque ac etiam successoribus eorumdem ratione et occasione predictorum.

Nos, pro nobis et successoribus nostris iure, modo et forma quibus melius possumus ipsos ac heredes et successores et bona eorumdem a predicto iure et omni ratione et actione que in ipsos et bona ipsorum tam nos quam successores nostri occasione predictorum habemus vel habere possemus in futurum seu habebamus, liberamus, quictamus et absolvimus et etiam remittimus per pactum reale expressum et per aquillianam stipulationem sollempniter interpositam et acceptilationem legittime subsecutam.

Promittentes [...].

Volumus etiam et concedimus iure, modo et forma quibus supra quod si aliqui vel aliquis burgensium seu habitantium dicti loci in servicio nostro seu peregrinatione vel mercandiis vel locis aliquibus pro terris suis colendis et fructibus recollendis existentes decederent, habeant et optineant libertates et franchesias supradictas [...].

Datum apud Burgetum die mercurii in festo Beati Michaelis anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve B 1, ***parchemin original,*** *33,5 x 31,5 cm, sceau pendant du comte de Savoie.*

Ed. MDR XXVII, p. 41–42.

285. Le comte Amédée V de Savoie exonère les habitants de Villeneuve des droits de pontenage à Aigle.

1315 juin 3. Chillon

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentibus et futuris quod cum ad supplicationem nostram, burgenses et habitatores nostre Ville Nove remiserint burgensibus, habitantibus in villa nostra et franchisia ville nostre de Allyo denarius[a] qui vocatur denarius de porta, qui eisdem burgensibus Ville Nove debetur ratione cuiuslibet currus prout in ipsorum privilegio continetur, nos, in recompensationem remissionis predicte, damus et concedimus pro nobis et heredibus nostris franchisiam dictis burgensibus nostris Ville Nove quod ipsi non teneantur ad aliquam contributionem de hiis que in futurum constituentur vel ordinabuntur per nos seu per illos de Allyo ratione pontenagii camini vel cause alterius cuiuscumque. Volumus etiam et concedimus dictis burgensibus nostris Ville Nove quod omnes littere privilegiorum suorum et franchisiarum suarum maneant in suo [robore] excepto capitulo remissionis denarii supradicti.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum apud Chillions die tertia mensis iunii anno domini millesimo tercentesimo decimo quinto.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 2, ***parchemin original,*** *25 x 11,5 cm, sceau pendant du comte Amédée V.*

[a] *lisez* denarium.

286. Le comte Aymon rend une ordonnance contre les Juifs et les Lombards en faveur des habitants de Villeneuve.

1332 janvier 1er [st. nat.]. Genève

Aymo comes Sabaudie dilectis fidelibus nostris baillivo et iudici Chablaysii et Gebennarum ac castellano Chillionis ac aliis nostris officiariis dicte baillivie qui nunc sunt et pro tempore fuerint salutem et dilectionem sinceram. Graves querelas hominum et subditorum nostrorum Chillionis Ville Nove [et cas]tellanie[a] dicti loci nos noveritis recepisse quod Lombardi casanas tenentes et Iudei moram contrahentes in castellania [nostra Chillionis et][a] ultra gravamina eisdem inferunt multa, quod exiguunt et extorquunt ab ipsis et eisdem iniuriantur in multis que [...][a] inferius describuntur.

Super quibus nobis humiliter supplicarunt provideri eisdem de remedio oportuno. Quare nos [cupientes][a] dictos nostros homines et subditos in sua iusticia confovere et ne a predictis Lombardis et Iudeis indebite opprimantur ac iura eorum et dictorum Lombardorum et Iudeorum honeste et licite conservare predictis supplicationibus de remediis infrascriptis duximus providendum.

[1] In primis quia predictorum hominum et subditorum nostrorum querelis audivimus quod predicti Lombardi et Iudei differunt et recusant eisdem reddere instrumenta et licteras quasvis sibi a debitoribus suis, facta sit solutio de debitis supradictis, plerumque dicendo quod lictere non sunt facte seu instrumenta dictorum debitorum et sic sequitur, ut asserit[b] predicti supplicantes, quod debitores solvunt debitum iterato, volumus et ordinamus quod quociens debitores informaverint se satisfecisse Lombardis et Iudeis supradictis, quod compellantur summarie et de plano reddere predictas licteras vel instrumenta que, soluto debito, fuerunt apud eos inefficaces et ne pretextu litterarum nondum confectarum differant restitutionem earum, volumus quod compellantur facere levari litteras seu instrumenta infra menses post receptionem earum, iusto impedimento cessante. Si tamen soluta maiori parte debiti, debitor curaverit sibi reddi litteram vel instrumentum de debito, si de residuo competentem satisdationem dederit debitor sub repetitione seu mentione expressa temporis precedentis obligationis ita quod dictis Lombardis prerogativa precedentis obligationis in sequenti obligatione reservetur eisdem debitoribus litteram vel instrumentum debiti precedentis reddere compellantur.

[2] Item quod predictorum supplicantium querelis audivimus quod dicti Lombardi et Iudei bona debitorum suorum pro suis debitis obligata ab ipsis emptoribus petunt vel vendicant per actionem ypothecariam vel modos alios [quin][a] decennium sit elapsum. Et licet sanerint venditionem dictorum bonorum vel eciam precium dictorum bonorum venditorum in totum vel in partem receperint, volumus et ordinamus quod si post dictorum bonorum venditionem ignorantibus dictis Lombardis decennium sit elapsum, quod possessores ex emptione prescriptionis decennii sint tuti; predictis Lombardis audiencia denegetur, nisi sit aliud rationabile quod obsistat. Si vero sciverint distrahi dicta bona publice vel privatim et si de dicta privata distractione certificati fuerint competenter et de sua obligatione non fuerint protestati aut si scienter precia dictorum bonorum distractorum in totum vel in partem receperint et de iure suo protestati non fuerint, volumus quod similiter in hiis casibus predictis Lombardis et Iudeis audiencia denegetur.

[3] Item quod predictorum supplicantium querelis audivimus quod cum frequenter contingat quod predicti Lombardi et Iudei ab emptoribus bonorum debitorum ipsorum Lombardorum et Iudeorum precia recipiunt et recusant eis dare licteras de recepta et deinde lapsu temporis ab ipsis emptoribus et possessoribus dictorum bonorum iterum: eadem debita exiguunt et extorquunt, volumus et ordinamus quod dicti Lombardi et Iudei in causa receptionis dicti precii ipsis emptoribus litteram de quittatione rei vendite vel de consensu prestito venditoribus dictorum bonorum post quam scienter precia eorum receperint, tradere compellantur.

[4] Item quia supplicancium predictorum querelis audivimus quod officiarii nostri compellunt eos quos dicti Lombardi et Iudei suos asserunt debitores, licet inde fidem non faciant per litteras vel instrumenta et absque eo quod confessi fuerint vel convicti hoc fieri tottaliter prohibemus nec volumus quod ad simplicem assertionem dictorum Lombardorum et Iudeorum aliquis compellatur nisi de debito littere vel instrumenti sigillo curie nostre sigillate vel sigillati primitus ostendantur vel nisi coram iudice seu castellano vel deputato a castellano maxime in modicis quantitatibus sufficienter convictus fuerit vel confessus.

[5] Item quod predictis querelis audivimus quod dicti Lombardi super mutuis que faciunt quinque notulas scribi faciunt in propriis papiris et rationibus dictorum per notarios et solutis debitis assserunt se cancellare vel cancellasse seu cancellare fecisse notulas inde confectas. Et de lapsu temporis notulas predictas inefficaces propter solutiones factas per debitiones eorum in formam publicam redigi faciunt et iterum iam soluta exiguunt et extorquunt, ordinamus et volumus ut eisdem Lombardis et curie nostre iuratis inhibeatur expresse ne in propriis papiris et racionibus dictorum Lombardorum alique notule seu abreviature super temporis debitis inscribantur, sed in propriis papiris et protocollis notariorum sive iuratorum qui ipsas recipient quas levare debeant infra mensem post receptionem ipsarum iusto impedimento cessante ut supra.

[6] Item audivimus quod cum debitores dictorum Lombardorum et Iudeorum vel alii qui fideiussores nomine principalium debitorum tenentur eisdem desi-

derant et requirunt ab eisdem Lombardis quod ostendant eisdem licteras vel scripturas, continentes debita et obligationes eorum et se velle computare de sorte interesse et pena promissis per eos et satisfacere de eisdem quod dicti Lombardi varias et diversas occasiones adinveniunt differendi predicta ut sit ex maiori temporis transcursu maiores usuras exigant, seu que pene nomine adhiciunt in eorum obligationibus, ordinamus et volumus quod cum dicti Lombardi super premissis fuerint requisiti si predicta facere distulerint iudex vel castellanus cum super hoc ab ipsis debitoribus vel fideiussoribus fuerint requisiti compellant predictos Lombardos et Iudeos ut computum et racionem faciant cum ipsis debitoribus et litteras suas instrumenta atque rationes edant et satisfactiones congruas recipiant ab eisdem. Hanc autem nostram ordinacionem et omnia supradicta per vos baillivum, iudicem et castellanos volumus expresse, precipientes attendi et inviolabiliter observari.

Datum et actum Gebennis die prima mensis ianuarii anno domini millesimo trecentesimo tricesimo secundo sumpto millesimo in nativitate domini.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve R 8, ***parchemin original*** *fortement altéré, 40,5 x 53 cm, sceau pendant manquant.*

[a] *trou.*
[b] *lisez* asserunt.

287. Le comte Amédée VI de Savoie concède aux habitants de Villeneuve une nouvelle réglementation de la vente du poisson.

1346 [st. nat.] février 27. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod nuper ex parte dilectorum burgensium nostrorum Ville Nove Chillionis nobis fuit demonstratum quod pretextu incendii quo dicta villa casu fortuito combusta extitit a tribus annis citra, multis necessitatibus et omnibus inevictabilibus cohercentur quodque ultra hec incombet eis expensarum multitudo occasione cuiusdam campanarii in ipsa villa per eos incohati, supplicantes nobis humiliter quod cum cumune[a] aliquod non habeant nec aliam utilitatem communem percipiant unde succurrere possint dictis omnibus secundum exigenciam eorumdem quatenus de accensando ad tempus infrascriptam piscariam concedere benigniter dignaremus.

Nos igitur qui libenter illos graciis et fructuosis favoribus prosequimur quos erga nos et comitatum nostrum benevolos noscimus et fideles, volentes ipsis supplicantibus burgensibus nostris in predictorum subsidium nostre largitionis ianuam apperire, idcirco de auctoritate carissimorum patrui, fratris et tutorum nostrorum dominorum Ludovici de Sabaudia domini Waudi et Amedei comitis Gebennensis eisdem, sic ut sequitur duximus concedendum.

Primo quia eorum queremoniis audivimus quod cum ipsis a piscatoribus tam loci quam aliis quibuscumque piscantibus in lacu et Rodano emptio piscium per-

tinere noscatur quod cossoneria nomine nuncupatur, quod plerumque in eorum preiudicium aliqui cossonerii ementes a piscatoribus moderato precio pisces eorumdem ipsos vendere burgensibus et extraneis venientibus differunt et recusant, ymmo eciam lattenter venales destinant extra lacum, eis damus ac eciam concedimus per presentes quod ipsi dictam cossoneriam, inquantum ad ipsos pertinere noscitur possint et valeant, prout eis videbitur, amodiare seu accensare per quatuor annos a data presencium numerandos et emolumentum quod inde percipient liceat eis converti ad usus communes eorumdem. Ius autem nostrum et officiariorum nostrorum emendi sicut solitum est hactenus volumus reservatum [...][b].

In quorum testimonium sigillum nostrum unacum sigillo communi tutorum nostrorum presentibus est appensum.

Datum Chamberiaci die XXVII mensis februarii anno a nativitate domini millesimo tercentesimo quadragesimo sexto.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve G 46, ***parchemin original*** *très altéré, 41 x 33,5 cm, sceaux annoncés manquants.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *Dans un pli: le texte s'est effrité!*

288. Sentence des commissaires du comte Amédée VI après les violences perpétrées contre les Juifs à Villeneuve.

1350 juin 18. Villeneuve

Nos Guillermus de Castillione dominus de Larringio miles et Petrus de Ponte iurisperitus commissarii ab illustri principe domino nostro Amedeo comite Sabaudie in hac parte specialiter deputati una cum nobili viro Aymone de Pontevitreo domino Acrimontis baillivo Chablaisii cum clausula contra vostres[a] aut duo vestrum etc.

Cuius quidem commissionis tenor legitur per hec verba:

Amedeus comes Sabaudie dilectis fidelibus Aymoni de Pontevitreo baillivo nostro Chablaisii dominoque Acrimontis, dominis Guillermo de Castillione domino Larringii militi et Petro de Ponte iurisperito consiliariis nostris salutem. Cum nos dilectum clericum secretarium nostrum Nicoletum de Monxiaco ad partes baillivatus Chablaisii, Vuaudi, Valesii et Gebennensis destinemus pro inquirendo contra illos qui in dicto baillivatu nostros Iudeos mares[b] et feminas occiderunt bonaque rapuerunt eorum et contra omnes et singulos qui aliqua alia malificia et delicta in ipso commiserunt baillivatu a duobus annis citra et ante et qui ibidem committerent, quamdius ipse Nicoletus propter hec resideret ibidem, et ter, ut in commissione ipsius continetur, vobis et vestrum singulis precipimus

et mandamus quatenus ad predicta omnia et singula facienda et exequenda iuxta formam commissionis [...].

Notum facimus universis quod cum certi burgenses et incole Ville Nove Chillionis culparentur castri violenter prius fracto carcere Chillionis, Iudeos utriusque sexus tunc captivatos ibidem auctoritate propria ab ipso carcere extraxisse ipsosque tormentorum diversis generibus cruciasse, nulla cognicione iuridica precedente adeo quod alter ex ipsis Iudeis dolore preminuo paulo post diem clausit extremum et aliqui ex eis membris inpotentes et debilitati fuerunt.

Culparetur eciam maior pars ville, commune faciens more solito ad sonum campane in aula fori ville ipsius congregatos Iudeos omnes et singulos in ipso castro detentos tam maiores quam minores pueros, puberes et impuberes, non convinctos non confessos absentesque a loco nulloque facto processu debito contra ipsos inique et perperam flamis urendos eciam condempnasse, quamquam dictus baillivus et iudex tunc Chablaisii ac dominus Petrus de Duyno miles ab ipso domino comite super facto dictorum Iudeorum tunc commissarii deputati solam preter ipsum dominum cognoscendi et in eos iudicandi potestatem haberent [...].

Hinc est quod nos [...] predictos omnes et singulos inculpatos, heredes et bona omnia eorumdem auctoritate qua fungimur in hac parte, vice et nomine domini nostri predicti de predictis omnibus et singulis excessibus criminibus, offensibus, reatibus et delictis et aliis quibuscumque factis et commissis in personis vel bonis dictorum Iudeorum per ipsos inculpatos vel alterum eorumdem dependentibus et emergentibus ex eisdem et de omni pena civili et criminali que eis et cuilibet vel alteri ipsorum occasione predictorum potuisset et debuisset infligi vel inferri, tenore presencium totaliter solvimus et quittamus et ne sub confidencia gracie supradicte ad delinquendum procliniores inposterum reddi possent, non tamen loco pene scilicet metu consequencie futurorum centum florenos auri maioris ponderis ad opus domini [...] quittamus.

Datum apud Villam novam Chillionis die decimaoctava mensis iunii sub sigillo causarum appellationum Chablaisii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo.

Nicoletus.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve B 7, ***parchemin original,*** *60,5 x 39 cm, sceau annoncé manquant.*

[a] *sic.*
[b] *lisez* males.

289. Supplique des habitants de Villeneuve au comte de Savoie sur un partage de bois, les émoluments de justice et le respect des franchises. Réponse comtale.

a) s. d. [avant 1346 avril 21.] s. l.

[1] Vobis illustri principi domino domino carissimo domino comiti Sabaudie exponunt vestri burgenses et communitas Ville Nove Chillionis quod cum nemus de Brest inter villam Sancti Gingolphi et vilagium de Edimez[1] existens inter ipsos et burgenses Turris Viviaci sit commune et nemo ultra eius voluntatem in communi debeat remanere. Idcirco supplicant quatenus placeat vobis ordinare vestro ballivo Chablasii et cui vobis placuerit ut ipsi burgenses Turris compellantur venire ad divisionem dicti nemoris cum eisdem burgensibus Ville Nove maxime quia in utendo dicto nemore inter dictas communitates rixe, iurgia et scandala oriuntur et possent oriri inter ipsos.

[2] Item cum intellexerunt quod ab ordinacione vestra processit quod non fiant inquisiciones ex officio curie nisi in certis casibus et nisi ad denunciacionem partis. Que pars cavere debeat ydonee de restituendo expensas parti denunciate si temere denunciaverit aut si succombat. Igitur supplicant ut supra quatenus similem litteram quam super hiis aliis concexistis[a] eisdem burgensibus concedatis, quodque in scripturis et sigillis accordatis curie vestre et in pignorationibus que fiunt per familiares dicte curie vestre et in aliis actibus et negociis quibuscumque statuta communitatis Sabaudie observentur.

[3] Item supplicant ut super prenominatorum eorum libertates et franchisias cum bonis eorum consuetudinibus dignemur confirmare, mandantes precipiendo vestris ballivis, iudicibus, castellanis et aliis vestris officiariis et eorum locatenentibus quatenus ipsas libertates et franchisias cum suis consuetudinibus predictis eisdem burgensibus et posteritatibus eorum manuteneant deffendant et inviolabiliter observent inhibendo eisdem ne contraveniant, faciant aliqualiter vel opponant.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 8, ***parchemin original,*** *29 x 19 cm.*

[a] *sic.*

[1] *non identifié.*

b) 1346 avril 21. Chillon

[1] Amedeus comes Sabaudie dilectis nostris baillivo et iudici Chablaisii et castellano Chillionis salutem. Attento tenore presentis supplicacioni agnexe[a] vobis baillivo et iudici auctoritate tutorum nostrorum commictimus per presentes quatenus super contentis in prima parte supplicacionis predicte debitas divisiones si partes consenciant alias vocate evocandum quod iustum fuerit faciatis.

[2] Super parte vero secunda nolumus sed pocius inhibemus quod ex nunc donec duxerimus revocandum quod alique inquisiciones fiant in dicta villa seu par-

rochia eiusdem sine denunciantore nisi in casibus a iure permissis et criminalibus quibuscumque. Super autem solucione copiarum inquisicionum et scripturarum curie nostre volumus quod statuta Sabaudie comitatus inviolabiliter observentur.

[3] Item super terciam et ultimam partem vobis [...] precipimus et mandamus quatenus libertates et franchisias quas noscuntur dicti supplicantes a nostris predecessoribus obtinere eisdem firmiter observetis cum bonis consuetudinibus eorumdem nichil in contrarium facientes.

Datum Chillionis sub sigillo consilii Chamberiaci die vicesima prima mensis aprilis anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo sexto.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 8, ***parchemin original,*** *30,5 x 15 cm, sceau annoncé manquant.*

[a] *sic.*

290. Participation des habitants de Villeneuve au jugement des délinquants.

1364 novembre 10. Villeneuve

In nomine domini amen. Anno eiusdem millesimo tercentesimo sexagesimo quarto [...] die decima mensis novembris apud Villam Novam Chillionis in platea ante hospitalem [...] coram me notario publico et testibus infrascriptis per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod [...] burgenses dicte Ville Nove non tenentur nec debent aliquem malefactorem seu aliquos malefactores sententiare nec ullo modo iudicare nec iudicium aliquod seu sententiam aliquam facere contra ipsos malefactores. Et si ipsi burgenses dicte Ville Nove alias aliquod iudicium fecerint de et super aliquo seu aliquibus malefactoribus hoc fecerunt dicti burgenses dicte Ville Nove de gratia speciali per modum consullendi et non iudicii nec sententiandi ad requestam castellani qui tunc erat ibidem qui cum ipsis burgensibus dicte Ville Nove consillium super hiis habere vellebat [...].

Et ego Petrus dou Chastellex Sedunensis dyocesis auctoritate imperiali notarius publicus premissis interfui et scripsi signoque meo signavi, rogatus in testimonium veritatis.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve B 8, ***parchemin original,*** *30 x 51,5 cm, sans sceau, signet manuel de Pierre du Chastellex, notaire.*

291. Les habitants de Villeneuve ont le droit de percevoir certaines redevances au profit de la communauté.

1369 septembre 10. [Villeneuve]

Nos Iohannes de Blonay, dominus Sancti Pauli, miles, ballivus Chablasii et Gebennarum castellanusque Chillionis pro illustri principe domino nostro domino Amedeo comite Sabaudie, notum facimus universis quod ad nos personaliter accedentes sindici, consiliarii nonnullique probi homines alii et burgenses Ville Nove Chillionis nobis suis exposuerunt nominibus et tocius communitatis dicte ville quod ipsi tot et tantorum eventibus onerum fuerunt ac etiam sunt oppressi tam pro [...][a] et alterius modi concessionibus dicto domino nostro per eosdem olim factis quam pro necessitatibus urgentibus dicte ville quod, non obstantibus levis et impositionibus pro predictis factis inter homines communitatis antedicte, totum illud [quod][a] habet dicta villa licet modicum sit diu impignoratum extitit et adhuc est occasionibus onerum predictorum taliter quod nichil habent communis unde possent dicte ville necessitates et onera aliqualiter suppor[tare ...][a] diversimode. Sunt in promptu nisi per levas et impositiones ex quibus si fierent cum lapso tempore frequentissime facere fuerint rumor et tumultus vehementum inter eos oriretur cum tot oppressiones ec[iam su]stinere[a] non possent.

Quod quia prout nobis fuit expositum per eosdem, nonnulli dicte communitatis ad utilitatem suam propriam infrascripta dicte communitati competencia reducunt et ipsis singulariter utuntur absque eo quod inde proveniat emolumentum aliquod communitati predicte, videlicet cossoneriam dicte ville seu exercicium eiusdem, mensurationem seu exercicium mensurationis vinorum, que infra dictam communitatem [ven]duntur[a] in grosso, item exercicium exellarum seu ordinationis navium et vehicurationis rerum que ducuntur in navibus per lacum a locis communitatis predicte, supplicaverunt nobis humiliter dicti sindici, consiliarii et burgenses ut nos sibi super hiis providendo licet hoc ipsis asserentibus per se ipsos posse facere viderentur predicta exercicia cum eorum emolumentis dicte communitati applicari ex parte dicti domini nostri concedere [...][a] dignaremur.

Nos siquidem attendentes predicta per ipsos exposita veritate non carere sperantesque quod huiusmodi concessio dicto domino nostro grata erit quam aliter facere non vellemus et quod inde nulli preterquam postulantibus onus aliquod generatur, prospicientes necnon communem utilitatem fore preferendam private et ut necessitates et onera dicte ville melius supportentur dictis burgensibus et communitati nomine et ex parte dicti domini nostri comitis provisiones super predictis supplicatis per septennium seu per septem annos a die presenti continue duraturos concedimus que et prout infra [contine]ntur[a], videlicet quod sindici dicte ville qui pro tempore fuerint cum suorum consiliariorum [consensu][a] possint, valeant et sibi liceat predictas cossoneriam, mensurationem vinorumque [...][a] infra communitatem seu limites eiusdem in grosso, scilicet per sextaria vel modia necnon dictum exercicium exellarum navium per dicte communitatis seu

sindicorum et consiliariorum ipsius nuncium vel [...][a] deputatum vel deputatos exercere et emolumenta inde provenientia ad opus dicte [communita]tis[a] percipere et habere aut cui vel quibus eis videbitur admodiare per dictum septennium seu per annos sin[gula]res[a] aut per alia temporis intervalla emolumenta inde proveniencia ut dictum est ad [usus][a] communes dicte communitatis applicando prout pro saniori provisione negociacionem dicte communitatis cognoverint faciendum levando dumtaxat et non ultra et percipiendo ad opus dicte communitatis vel admodiatoris ab emptore vel emptoribus dictorum vinorum pro pena mensurationis et labore duodecim denarios Lausanne pro modo et ad eandem ratam pro quantitate vini que vendetur.

[...].

In quorum testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum.

Datum [Ville Nove][a] predicte die decima mensis septembris anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo nono.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 9, ***parchemin original,*** *abîmé par l'humidité, déchiré et effrité le long des plis, en deux morceaux, 40,5 x 19,5 cm, sceau arraché, conservé de Jean de Blonay.*

[a] *effrité.*

292. Le comte Amédée VI concède des franchises supplémentaires à Villeneuve.

1379 mai 18. Ripaille

Tous les biens immobiliers, laïques et ecclésiastiques, doivent contribuer à l'impôt. Le fontainier est exonéré de la chevauchée et de l'ost. Nul officier seigneurial ne peut intenter de procès ni procéder à une enquête sans dépôt préalable de caution. Réglementation de la vente de viande et de poisson. Nul ne peut être arrêté ou détenu, s'il a versé une caution. Les marchandises doivent être déposées dans la halle de ville et les taxes perçues le sont au profit de la ville. Les habitants de la ville peuvent percevoir le droit de navigation sur le lac, moyennant le versement au comte de 3 florins d'or.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 12, ***parchemin original*** *très altéré, 60 x 39,5 cm, sceau pendant d'Amédée VI. Le résumé ci-dessous se fonde sur l'analyse de Thurey dans son inventaire.*

293. Amédée VIII ordonne à ses officiers de respecter les franchises de Villeneuve.

1407 avril 1er. s. l.

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve A 17, ***parchemin original,*** *troué par endroits, 31 x 15 cm, traces de sceau rouge.*

294. Ordonnance du lieutenant baillival du Chablais au sujet des pêcheries de Villeneuve.

1425 / 1426 [n. st.] mars 1er.
A l'embouchure du Rhône

In nomine domini amen. Anno eiusdem domini millesimo quatercentesimo vigesimo quinto indicione octava die prima mensis marcii, prope cursum Rodani Chablasii et ubi Rodanus intrat lacum coram me notario publico et testibus infrascriptis, cum vero debatum foret inter Ansimetum Pabiete et Michaudum dou Leysey piscatores, dicentes ad firmam ab illustrissimo principe domino nostro, domino Amedeo duce Sabaudie, piscariam Rodani a lacu usque ad pontem Sancti Mauritii Agaunensis ex una parte et Anthonium Beriondi et Iohannem de Vyn, sindicos et procuratores communitatis Ville Nove Chillionis nomine procuratorio dicte communitatis ex altera. Super eo quod dicti piscatores Rodani dixerunt et proposuerunt quod alii piscatores de dicta Villa Nova piscantes et sua retia tendentes in quadam piscaria vocata Pauteres pertinente dicte communitati Ville Nove, ipsa retia tetenderunt et laxaverunt pluribus vicibus in cursu dicti Rodani et nimis prope ipsum cursum impediendo pisces intrare volentes dictum Rodanum quod dicti piscatores Rodani reputabant esse et fuisse in eorum grande dampnum et super hoc supplicaverunt prefato domino nostro duci sibi de remedio provideri.

Qui dominus noster dux commisit viro provido Francisco Boverii, locumtenenti baillivi Chablasii et castellani Chillionis, quod provideret super premissis, vocatis evocandis ut per mandatum domini. Datum Morgie die sexta mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo vicesimo quinto, signato per Bolomyer secretarium domini.

Qui locumtenens, vocatis partibus predictis et aliis inferius nominatis, accessit super loco debati predicti. Qui siquidem locumtenens cum partibus predictis ipso loco tam per aquam quam per terram visitato et inspectis dictis piscariis Rodani et lacus participatoque consilio per ipsum locumtenentem cum Perroneto de Burier, Iohanne Lausanne et Perrodo Constiency[a] piscatoribus antiquis dicti loci Ville Nove. Sedando dictum debatum, pronunciavit, declaravit et ordinavit ut infra:

Videlicet quod piscatores piscaturam dictam Pauteriarum ab inde piscantes retia sua ulterius non tendant prope rippas Rodani seu aquam turbidam ipsius Rodani per tres teysias ab utraque parte dicti Rodani quodque dicta piscatura Pauteriarum duret et habere ac se extendere debeat a dictis tribus teysiis a parte Ville Nove usque ad quemdam palum vocatum palum des Crosat et a parte de Edime[a] a dictis tribus teysiis dicta piscaria Pauteriarum duret per centum et quinquaginta teysias in latitudine mensurando a parte terre. Residuum vero lacus ab utraque parte sit commune ad piscandum, iuribus tamen dicti domini nostri ducis ubicumque salvis et reservato suo beneplacito [...].

AC Villeneuve, actuellement (1996) aux ACV, P Villeneuve G 41, ***parchemin original,*** *52,5 x 18 cm, sceau ducal annoncé manquant.*

[a] *lect. difficile.*

Chapitre 21: Yverdon

Fondée par Pierre II de Savoie, la ville neuve d' Yverdon est entourée d'une enceinte dès 1260. Dotée de marchés, puis mise au bénéfice des franchises de Moudon[1]*, la ville jouit d'une certaine autonomie municipale et, comme les autres bourgs savoyards, elle peut désigner ses représentants. Place commerciale importante, Yverdon est le siège d'une industrie drapière florissante du XVe siècle, très surveillée par le pouvoir aussi bien seigneurial qu'urbain. Une règlementation minutieuse de la production des marques vise à assurer à l'acheteur les plus grandes garanties de qualité.*

Bibliographie:

Roger DEGLON, «Yverdon au moyen âge», BHV 8, Lausanne 1949.

[1] *probablement dès sa fondation, cf. no. 303 infra qui renvoie à Amédée V.*

295. L'évêque de Lausanne Jean de Cossonay concède à Pierre de Savoie le marché de la ville d'Yverdon.

1260 mai 27. Chillon

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, paquet I bis, no. 4, acte no. 59 d'un ***rouleau de parchemin*** *en contenant 72; abîmé par l'humidité par endroits.*

Rég. WURSTEMBERGER, IV, no. 541, p. 273.

296. L'évêque de Lausanne Jean de Cossonay concède au châtelain et aux bourgeois d'Yverdon une foire annuelle à la Saint-Michel (29 septembre) et pendant les deux jours suivants.

1264 septembre. Lausanne

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXV / Yverdon 2, ***parchemin original,*** *17,5 x 11 cm, cordon pour sceau annoncé et manquant de l'évêque.*

Rég. WURSTEMBERGER, IV, no. 658, p. 338.

297. Transaction entre Louis 1er de Savoie, sire de Vaud, et Gauthier de Montfalcon, déterminant les droits respectifs des habitants d'Yverdon et de Montagny en matière de pâturages, de moulins et de navigation sur le lac.

1300 octobre 29. Yverdon

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXV / Yverdon 4, ***parchemin original,*** *en français, pâli par endroits, 48 x 39 cm, sceau pendant altéré de Gauthier de Montfalcon, sceaux pendants annoncés de Louis de Savoie et Raoul, comte de Neuchâtel, manquants.*

298. Louis II de Savoie, sire de Vaud, fixe les limites des franchises d'Yverdon, octroie à la ville les franchises de Moudon et crée un droit de laud sur les ventes immobilières.

1343 mai 18. Yverdon

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Vuaudi, notum facimus universis quod nos ad requisicionem dilectorum nobilium et burgensium nostrorum ville nostre Yverduni, limitaciones, terminos et metas sacramentorum suorum de Yverduno pro nobis et nostris in hac parte declaravimus et declaramus per presentes, videlicet primo ab aqua que vulgaliter appellatur li Breynna tendendo ad domum seu grangiam heredum quondam Mermodi de Chanvent sitam in fine calciate de Trescogvanies, et a dicta domo seu grangia tendendo versus nova molendina nostra Yverduni et a dictis molendinis nostris tendendo versus costam videlicet ad viam ascendentem versus Sermutum, et a dicta via tendendo ad antiquam maladeriam Yverduni, et a dicta maladeria tendendo ad nucem de Porchirueuz[1] ubi consuetum est tempore rogationum Euvangelium celebrare, et a dicta nuce de Porchirueuz tendendo ad fontem beati Lazarii prope lacum, et a dicto fonte beati Lazarii tendendo versus predictam aquam dictam Breynna a transverso lacus Yverduni, volentes et concedentes pro nobis et nostris quod universi et singuli nobiles et burgenses nostri ville nostre Yverduni et eorum successores ac heredes utantur et uti debeant perpetuo infra prenotatas limitationes sacramentorum suorum illis usibus, libertatibus, franchesiis et consuetudinibus quibus dilecti nostri nobiles et burgenses nostri ville nostre de Melduno utuntur et hactenus usi fuerunt et quas habent infra limitationes et terminos sacramentorum suorum de Melduno.

Declarato in premissis quod nos Ludovicus predictus et nostri heredes debemus percipere, habere et levare pro qualibet domo, quolibet casali domus, qualibet pecia culcilis magna vel parva, qualibet pecia terre et prati magna vel parva, vendita seu vendenda in posterum, infra limitationes, terminos et metas sacramentorum predictorum ville nostre Yverduni unam cupam vini tantum et non ul-

tra pro laude nobis et nostris competente in qualibet venditione facta vel facienda, de qualibet domo, quolibet casali et qualibet pecia terre et prati magna vel parva, infra terminos et metas sacramentorum predictorum iacente, salvis et exceptis rebus et possessionibus quibuscumque que de nostro feudo moveri denoscuntur[a] infra terminos predictos in quibus ius nostrum in ipsis nobis competens pro nobis et nostris retinemus.

Promittentes [...].

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum et actum Yverduni die decima octava mensis maii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo tertio.

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin double original,*** *troué et taché, 33 x 20 cm, sceau pendant perdu de Louis II de Savoie, sire de Vaud.*

Ed. MDR XXVII, p. 75–76.

[a] *lisez* dignoscuntur.

[1] *Des pores (Nos lieux-dits, p. 190).*

299. Guillaume de Namur et Catherine de Savoie confirment les franchises d'Yverdon telles qu'elles ont été concédées par leurs prédécesseurs.

1352 juin 15. s. l.

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *28,5 x 21 cm, sceaux manquants des deux concédants.*

300. Réversale en faveur de la communauté d'Yverdon, qui a octroyé une aide militaire au comte de Savoie Amédée VI.

1361 [st. ann.] / 1362 [n. st.] mars 3. Moudon

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *32,5 x 12,5 cm, sceau pendant de François de la Sarraz, bailli de Chablais et sceau pendant de Jean de Blonay, bailli de Vaud.*

301. Réversale du comte Amédée VI en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a octroyé un don gracieux de 300 florins lors de la visite de l'empereur Charles IV.

1365 novembre 5. Morges

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *36,5 x 11 cm, fragment de sceau pendant du comte.*

302. Le comte Amédée VII de Savoie confirme les franchises d'Yverdon et reçoit le serment de fidélité des habitants de la ville.

1384 juillet 7. Yverdon

Nos Amedeus comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste ac in Italia marchio et princeps dominusque baronie terre Vuaudi universis et singulis tam presentibus quam futuris nostras presentes litteras inspecturis et audituris rei geste noticiam infra scripte presencium serie pandimur et testamur quod nos illustris principis domini genitoris nostri carissimi domini Amedei Sabaudie comitis memorie recollende ac suorum et nostrorum predecessorum vestigiis et actibus laudabilibus inherere cupientes, nobis hodie existentibus in villa et loco nostris Yverduni, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum, fidelium nobilium, burgensiumque, incolarum et subditorum nostrorum ville et castellanie atque districtus nostrorum dicti loci Yverduni nobis reverenter factas super infrascriptis per eosdem, consideratis etiam laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis preteritis temporibus dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per eosdem impensis, in quibus yllariter et fideliter continue perseverant et se perseveraturos ferventius intendunt et satagunt, sic quod noster animus letabundus in eorum synu et dilectione sinceris requiescere cogitur et meretur propter amoris et fidei humiles exitus et ferventiores effectus, habita siquidem deliberatione et consilio maturis cum nostris proceribus et consiliariis de et super inferius descriptis, omnes et singulas franchesias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines ipsis nobilibus, burgensibus et incolis atque eorum antecessoribus ac predecessoribus quibuscumque eorumdem concessas et confirmatas, per inclitarum recordationum dominos comitem Amedeum proavum nostrum et dominum Ludovicum de Sabaudia[1] avunculum nostrum dominum quondam dicte terre Vuaudi et dominam Ysabellam de Scabillone dicti domini Ludovici coniugem et consanguineam nostram dominam Caterinam de Sabaudia[2] dicti domini Ludovici filiam, nunc uxorem carissimi consanguinei nostri domini comitis Namurcensis et per eumdem comitem et dictum dominum et genitorem nostrum Sabaudie comitem quondam predecessores nostros in dictis terra et baronia Vuaudi, quas terram et baroniam ipsa domina Caterina una cum domino comite Namurcense eius viro, in dictum dominum et genitorem nostrum venditionis titulo transtulit atque dedit, eisdem burgensibus, nobilibus incolis ac subdictis nostris ville, castellanie et districtus dicti loci nostri Yverduni, pro nobis et nostris successoribus in Sabaudie comitatu atque terra et baronia Waudi, laudamus, emologamus, ratificamus et confirmamus, ac de novo concedimus per presentes [...].

Promittentes pro nobis et nostris successoribus ut supra per nostrum corporale iuramentum ad sancta dei euvangelia corporaliter prestitum, bona nostra propter hoc obligando, dictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia et consuetudines ipsis nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis nostris ac eorum posteritatibus inviolabiliter tenere et observare, ac eos manutenere in ipsis, se-

cundum eorum continentiam et tenorem et quemadmodum dictus dominus et genitor noster et alii sui et nostri predecessores manutenuerunt et acthenus ser- vaverunt eisdem.

Et viceversa Ludovicus de Bieria, Petrus de Balmis, Anthonius Porterii, Anthonius Reneverii, Iohannes Rabilliodi, Octhonetus de Troistorrenz et Berthetus Cholerii, nobiles et burgenses dicti loci Yverduni, pro se et ceteris omnibus ville, castellanie et districtus predictorum [...] iuraverunt [...] esse boni, legales, fideles et obedientes erga nos et successores nostros quoscunque, necnon iura nostra fideliter cognoscere et iudicare una cum baillivo nostro Waudi seu nostro castellano dicti loci Yverduni, quando et quotiens coram ipsis proponentur et fuerit opportunum ac propter hoc extiterint convocati, servatis tamen consuetudinibus, franchesiis et privilegiis antedictis.

Mandantes [...].

De quibus nostras presentes litteras ipsis nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis petentibus duximus concedendas nostri maioris sigilli munimine roboratas.

Datum et actum in platea ante portam dicte ville nostre Yverduni die septima mensis iulii anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo quarto.

Guillermus Genevesii.

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *52,5 x 35 cm, sceau pendant perdu du comte Amédée VII de Savoie.*

Ed. MDR XXVII, p. 179–182; trad. CROTTET, A., Histoire et annales de la ville d'Yverdon depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'année 1845, Genève 1859, p. 168–170.

1 *Cf. no. 299 supra.*
2 *Cf. no. 300 supra.*

303. Sentence du bailli de Vaud déclarant les habitants de Chavornay du ressort d'Yverdon dont ils doivent suivre la bannière en cas de guerre.

1384 octobre. s. l.

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin double original,*** *39,5 x 48,5 cm, très taché, sceau pendant manquant de la châtellenie d'Yverdon.*

304. Réversale de Bonne de Bourbon, comtesse de Savoie, au profit de la ville d'Yverdon qui a accordé une aide militaire lors de la guerre contre les Valais.

1387 septembre 18. Ripaille

Nos Bona de Borbonio, comitissa Sabaudie, notum facimus universis quod cum fideles et subdicti nostri carissimi nobiles, burgenses et communitas ville et castellanie nostrarum Yverduni ad requisicionem nonnullorum consiliariorum nostrorum scilicet domini Rodulphi domini de Langino, militis, baillivi nostri Vuaudi et domini Stephani Guerrici, militis, nostri parte dictis fidelibus nostris factam, concesserint graciose nos et illustrem filium nostrum carissimum dominum Amedeum comitem Sabaudie in guerra existente inter nos et dictum filium nostrum ex una parte et communitates Valesie ex altera per sex decem dies integros iuvare et auxilium dare et cum omnibus gentibus ville et castellanie predictarum equitare et ad pedes cum suis armis ambulare potentibus, inclusis octo diebus per quos cum eorum vexillo per franchesias suas nos et dictum filium nostrum servire debent infra certos limites declaratos in eorum franchesiis ut asserunt, quos limites per presentem concessionem transire in presenti guerra et iuvamine debent et convenerunt; nos prefata comitissa confitemur et in veritate testificamur quod dictam concessionem et dictum iuvamen et transitionem dictorum limitum prenominati fideles nostri ville et castellanie Yverduni fecerunt et facere debent de gracia speciali et non ex debito, et volumus ac concedimus per presentes quod per predicta vel aliquid eorumdem prenominatis fidelibus nostris aliquod preiudicium in eorum franchesiis et libertatibus aliquo modo ad presens vel in futurum minime generetur, sed quod ipse franchesie et libertates illese remaneant. Volumus eciam quod castellanus noster Yverduni et dicti fideles nostri, homines antiquos, debilesque et alias personas quos eis racionabiliter videbitur excusandos habeant excusatos, ita quod nos et nostri officiarii aliquod bannum ab ipsis excusati ista vice exigere non possimus, sed ipsa banna totaliter remittimus et quittamus.

Mandantes tenore presencium baillivo et aliis nostris officiariis terre nostre Vuaudi, quatenus predicta omnia attendant et observent, nihil in contrarium faciendo, presentibus litteris in ipsarum viribus ista vice duntaxat et non ulterius duraturis.

Datum Ripaillie, die decima octava septembris, anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo septimo.

Guillermus Genevesii.

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *32,5 x 19 cm, fragment de sceau pendant de la comtesse de Savoie.*

Ed. MDR XXVII, p. 184–185.

305. Réversale du comte Amédée VII de Savoie en faveur des hommes d'Yverdon qui lui ont gracieusement octroyé leur aide militaire.

1387 octobre 12. Sion

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *28,5 x 17 cm, fragment de sceau pendant du comte.*

306. Réversale du comte Amédée VII en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a octroyé un don gracieux de 50 florins d'or.

1390 mars 25. Ripaille

AC Yverdon, P 22 a, ***parchemin original,*** *33 x 18 cm, queue pour un sceau de cire rouge perdu.*

307. Réversale du comte Amédée VII en faveur d'Yverdon qui lui accorde une aide militaire pour lutter contre les Valaisans.

1391 septembre 23. Lausanne

AC Yverdon, P 22 a, ***vidimus*** *du 31 mars 1393, 23 x 22,5 cm, sceau manquant de la châtellenie d'Yverdon.*

308. Le comte Amédée VIII de Savoie confirme les franchises d'Yverdon et reçoit le serment de fidélité des habitants de la ville et de la châtellenie.

1398 décembre 22. Yverdon

Le texte est analogue à celui de la confirmation du 7 juillet 1384 (publiée sous no. 303 supra).

Les habitants d'Yverdon qui prêtent serment au nom de la communauté urbaine et de la châtellenie sont: Petrus de Balmis, Iohannes Raballiont, Petrus Bandereti, Iohannes Cholier, Othinetus Prier, Franciscus Alamand, Petrus Ermenjoz, Perrodus Chassot et Iohannes Porchat.

Signatum: Henricus de Rivo.

AC Yverdon, P 22 b, ***parchemin original,*** *43,5 x 37 cm, sceau pendant du comte Amédée VIII de Savoie perdu.*

Ed. MDR XXVII, p. 210–212.

309. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a accordé un don gracieux de 180 écus d'or lors de son entrée dans la ville.

1399 janvier 17. Yverdon

AC Yverdon, P 22 b, ***parchemin original,*** *36,5 x 15 cm, queue et boîte en bois pour sceau de cire rouge perdu.*

310. Réversale du comte Amédée VIII de Savoie en faveur de la ville d'Yverdon qui lui a octroyé une aide de 450 florins lors de la visite du roi des Romains Sigismond.

1414 septembre 10. Genève

AC Yverdon, P 22 b, ***parchemin original,*** *32,5 x 16 cm, queue avec restes de cire rouge.*

311. Louis de Savoie, lieutenant général du duché de Savoie, confirme les franchises d'Yverdon, dont les habitants lui ont concédé 200 livres.

1437 août 24. Thonon

Le ***parchemin original*** *actuellement (1996) perdu se trouvait aux AC Yverdon sous la cote P 22 c.*

Ed. MDR XXVII, p. 244–245.

312. Après l'arrestation et la détention d'un des leurs, les habitants d'Yverdon affirment que le procédé est contraire à leurs franchises.

1459 juillet 11. s. l.

AC Yverdon, P 22 b, ***parchemin orginal,*** *54 x 21,5 cm, sceau pendant manquant de la châtellenie d'Yverdon.*

313. Ordonnance des nobles et bourgeois d'Yverdon sur le marquage, la fabrication et le commerce des draps.[1]

1465 mars 13. s. l. [Yverdon]

p. 41 Sequuntur ordinaciones facte per nobiles et burgenses ville Yverduni pro drapperia sive pannis sigillandis et fiendis in villa Yverduni die decima tercia mensis marcii anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo quinto vigore largicionis dicte ville facte per illustrissimum dominum nostrum dominum Ludovicum Sabaudie ducem duraturas[a] dumtaxat ad beneplacitum consilii dicte ville sub condicione quod in eisdem ordinacionibus possint disiungere et adiungere quicquid in eisdem ordinacionibus ipsis disiungere et adiungere pro utilitate et commodo dicte ville placuerit tociens quociens opportunum fuerit. Quequidem ordinaciones sunt hee que sequuntur.

[1] Et primo quod quilibet faciens et facere volens pannos in villa Yverduni pro tribus peciis panni faciat suum visieux longitudinis quadraginta quatuor ulnarum ad ulnam Yverduni salvo pluri.

[2] Item ordinaverunt quod quilibet faciens et facere volens pannos longos, non faciat neque facere debeat ad minus de novem liris sub perdicione et incheta trium solidorum quorum medietas applicetur metuendissimo domino nostro Yverduni et alia medietas ville.

[3] Item ordinaverunt quod quilibet volens facere pannos quadratos albos et griseos non faciat neque facere debeat in minori computo de duodecim liris sub perdicione et incheta predictorum, dividenda et applicanda ut supra.

p. 42 [4] Item ordinaverunt quod quilibet volens facere pannos coloris non faciat neque facere debeat si sint filati cum buogo[b] in minori computo de quatuordecim liris sub dicta incheta.

[5] Item ordinaverunt quod quicumque faciens pannos filatos cum colo non faciat neque facere debeat in minori computo de sexdecim liris sub dicta incheta.

[6] Item ordinaverunt quod textores pannorum non teneantur neque debeant recipere nec textere pannos nisi sint in computo precedenti videlicet longi in novem liris, quadrati albi et grisei in duodecim liris pro minori, panni vero coloris in quatuordecim liris et filati cum colo in sexdecim liris sub dicta incheta.

[7] Item quod dicti textores teneantur et debeant facere eorum pectines secundum mutacionem et tenorem pannorum predictorum pro qualibet specie sub dicta incheta.

[8] Item quod quando textores fecerint seu texerint pannos cum cuiuscumque speciei et tenoris teneantur quando reddere voluerint illi vel illis cui vel quibus erunt vocare visitatores pertice et facere visitare in pertica et si sit bene factus et texus et satis longus, visitatores debent sigillare modica cera rubea vel alias esse bonum approbare; et si non sit bene factus nec satis longus in presencia que non habebit suum longum facere in uno cadro dicti panni seu dicte pecie unum foramen et revelare dictum deffectum sub dicta incheta et

ipsum deffectum emendare ad dictum duorum vel trium burgensium; qui pannus debeat tenere in pertica videlicet quelibet pecia quatuordecim ulnas ad ulnam Yverduni salvo pluri.

[9] Item ordinaverunt quod dicti textores non faciant neque facere debeant les *p. 43*
5 peynoz nisi dumtaxat de uno pede longitudinis sub perdicione et incheta predicta.

[10] Item ordinaverunt quod textores debeant facere les veyres pannorum longorum solum unica veyry [c-]fili lene[-c] in duobus quadris sub dicta incheta.

[11] Item pannos duodecim lirarum unica veyry in qualibet pecia de filo cana-
10 pis sub dicta incheta.

[12] Item pannos quatuordecim lirarum debeant veryez in qualibet pecia de duabus veyres de filo canapis sub dicta incheta.

[13] Item ordinaverunt quod panni filati cum colo sigillentur duobus sigillis si sint de computo et tenore prout supra dictum est sub dicta incheta solvenda per
15 illum cui erit pannus.

[14] Item ordinaverunt quod si textores habeant ab aliquo unam chenam in planchia et non sit satis longa quod textor debeat ulnare et partiri duas pecias ad quatuordecim ulnas de Yverduno quamlibet et dimittere residuum curtum sub dicta incheta.

20 [15] Item ordinaverunt quod omnes textores ville facientes pannos debeant iurare quod non facient sive textent pannos cuiuscumque speciei in minori computo de computo precedenti.

[16] Item ordinaverunt quod si textores faciant contrarium premissorum aut alicuius ipsorum quod difficiens teneatur emendare pannum illi cui erit et tenea-
25 tur si sit per eius deffectum solvere ut supra.

[17] Item ordinaverunt quod preparatores pannorum teneantur et debeant *p. 44*
facere in eorum ramis duos turnos videlicet in quolibet quadro unum et ipsas manutenere bene crochiatas sub dicta incheta.

[18] Item ordinaverunt quod dicti preparatores non teneantur levare pannos
30 nec alius quicumque diapperius de ramis donec fuerint visitati per illum vel illos qui erunt pro visitando ordinati et ordinandi sub dicta incheta.

[19] Item ordinaverunt quod preparatores existentes in Yverduno presentes et futuri debeant sub dicta incheta ulnare pannos in exitu ramarum et iurare de ulnando bene et fideliter videlicet quod quelibet pecia teneat ad ulnam Yverduni
35 duodecim ulnas et duos tercios et pecia que non habebit illum longum non debeat sigillari et solvatur nichilominus sigillum integre.

[20] Item ordinaverunt quod non debent ipsi preparatores dictos pannos ab eisdem operatoribus generis[b] ovryeux[b] dimittere exire sine sigillando si sint sigillandi prout supra est statutum et si non sint sigillandi usque quo solverint le-
40 gem sigilli licet non esset sigillandum sub dicta incheta.

[21] Item ordinaverunt quod plicatores sive preparatores non debeant plicare pannos in exitu ramarum donec steterint dicti panni ad plicandum a remocione ramarum per sex horas integras sine plicando et postmodum ulnare et si habeant suum longum plicare sub dicta incheta.

p. 45 [22] Item ordinaverunt quod si dicti preparatores sive alter ipsorum difficiant sive difficiat in preparacione ipsorum pannorum teneatur emendare deffectum ad dictum duorum de consilio et operariorum in talibus expertorum sub dicta incheta.

[23] Item ordinaverunt quod visitatores pertice debeant visitare pannos qualibet die si sint visitandi in exitu misse prime et vesperorum sub dicta incheta.

[24] Item ordinaverunt quod visitatores ramarum eciam dictis horis teneantur visitare aut saltim semel in die videlicet in hora vel quasi merediei et si reperiant in ramis esse bene factos quod debeant sigillare modica cera rubea et si sit deffectum debeant signare de archana rubea sub dicta incheta.

[25] Item ordinaverunt quod postquam reperietur in una pecia de duabus tramis satis equalibus et de una trama comparente et valente aliam si sit satis longa et bene facta quod sigilletur et si sint de tribus tramis quod non sigilletur sed perforetur in uno cadro.

[26] Item ordinaverunt quod nulli textores nec preparatores pannorum teneantur levare operatorium ad texstendum[d] nec preparandum dum pannos sine licencia consilii dicte ville et donec fecerit iuramentum prout et ceteri fecerunt sub incheta et perdicione decem solidorum Lausannensium ut supra applicandorum.

[27] Item ordinaverunt quod pro quolibet panno longo triginta octo ulnarum ad ulnam Yverduni exigantur pro lege sigilli tres denarii ad opus ville tantum applicandi.

[28] Item et pro qualibet pecia panni longi que non esset in dicto computo casu quo erit sigillanda exigantur pro lege sigilli duo denarii pro villa.

p. 46 [29] Item pro qualibet pecia grisei et albi vel alterius de duodecim liris duo denarii Lausanne pro lege sigilli exigantur pro villa.

[30] Item pro qualibet pecia quadrati coloris vel non coloris sexdecim lirarum filata cum colo tres denarii pro lege sigilli exigantur pro villa.

ACV, Br 109, ***Manual*** *du Conseil de ville, p. 41–46.*

[a] *lisez* durature.
[b] *lect. difficile.*
[c-c] *écrit au-dessus.*
[d] *sic.*

[1] *Centre d'industrie drapière florissante au moyen-âge, Yverdon règlemente avec minutie la fabrication, le marquage et l'expédition du drap. Ces différents règlements se ressemblent et nous n'en publions qu'un à titre d'exemple, sinon cf. notamment dans le même manual un règlement du 29 février 1444 (p. 20–24).*

314. Jacques de Savoie, comte de Romont, confirme les franchises d'Yverdon et les habitants lui prêtent serment.

1468 juin 10. Yverdon

AC Yverdon, P 22 c, ***parchemin original,*** *57 x 47 cm, sceau pendant de Jacques de Savoie sur entrelacs de soie rouge et signature personnelle du même.*

315. Le duc Philibert de Savoie exempte la ville d'Yverdon de tout subside pendant six ans afin de favoriser sa reconstruction après les ravages causés par le passage des confédérés.

1480 juillet 13. Chambéry

Philibertus dux Sabaudie, [...] universis serie presentium fiat manifestum quod nostram advenit presentiam dilectus fidelis noster Iohannes Bachie, sindicus et ambaxiator dilectorum fidelium nostrorum hominum et communitatis Yverduni, qui nobis exhibuit supplicacionem eorumdem fidelium nostrorum, etiam rectoris hospitalis dicti loci presentibus annexam, continentem flebilem casum in guerra ultimate in patria nostra Vuaudi per Theotonicos facta et alia eis eventa in supplicatione ipsa mentionata, de quibus nedum per informationes ea de re sumptas per commissarios in eadem supplicacione nominatos verum et quamplures alios qui meatum[a] per ipsum locum fecerunt extamus informati; ob quod ipsis supplicantibus compatimur et ut villa ac suburbia Yverduni reedifficentur et gentibus populentur, volentes erga ipsos nostras porrigere manus adiuvantes, [...] eosdem homines, communitatem et incolas Yverduni eximimus, affranchimus et liberamus, videlicet eos qui in eodem loco Yverduni et suburbiis eiusdem habitabunt et moram trahent dumtaxat, etiam et rectorem dicti hospitalis durantibus sex annis proximis continuis et integris hodie incohandis, primo a subsidiis, donis, taleis et aliis oneribus extraordinariis nobis et nostris dicto pendenti termino concedendis. Insuper de censibus, servitiis et tributis ad causam domorum, prediorum, possessionum et aliorum quorumcunque que a nobis tenent, nobis per ipsos debitis et solvi consuetis dicto durante termino et parifformiter de censa seu firma furnorum nostrorum dicti loci per ipsos homines et communitatem nobis et predecessoribus nostris solvi consueta et ulterius a rata subsidii nobis ultimate per patriam nostram Vuaudi concessi ipsis hominibus et communitati imposita et contingente, ita tamen et taliter quod ad solucionem premissorum vel alterius eorum pro dicto termino deinceps nulli mode arrestari, compelli, detineri aut alias molestari possint vel valeant, verum quitti, liberi et immunes penitus remaneant, mandantes [...].

Datum Chamberiaci, die decima tercia iullii, millesimo quatercentesimo octuagesimo.

AC Yverdon, P 22 c, ***parchemin original,*** *54 x 27 cm, queue pour sceau non annoncé en cire rouge perdu, attaché avec la confirmation de la concession par le duc Charles de Savoie, le 30 octobre 1483, ainsi que les deux suppliques, l'une en papier, l'autre en parchemin.*

Ed. MDR XXVII, p. 295–297; trad. CROTTET, p. 243–245 (trad. de la requête, p. 240–243).

[a] *lect. difficile.*

316. Les habitants d'Yverdon ont le droit de désigner chaque année le roi des arquebusiers, qui bénéficie de certains privilèges.

1515 novembre 8. Genève

Carolus dux Sabaudie [...] fidelibus nobis supplicantibus, presentibus et futuris, in ludis et exerciis ludorum arcus, colovrine et balliste regem annualiter, ut supplicant, deputandi et eligendi licentiam et auctoritatem damus et conferimus per presentes eumdem sic eligendum regem et deputandum ab omnium pedagiorum, tributorum, leydarum, vendarum, contributionum, gabellarum, communium et aliorum onerum imponendorum solutione ab inde in totis dominiis nostris tam cis quam ultra montes, durante dumtaxat anno sui regni, eximentes et liberantes, dummodo dolus non intervenerit et rex sit eligendus si mercator existat suas proprias et non alienas conducat merces.

Mandantes [...].

Datum Gebennis die octava mensis novembris anno domini millesimo quingentesimo decimo quinto.

AC Yverdon, P 22 c, ***parchemin original,*** *49 x 32,5 cm, sceau pendant du duc Charles de Savoie. Ce document est actuellement (1996) perdu. –* ***Copies:*** *AC Yverdon, P 23 b, copie sur parchemin, datant de 1551, 39 x 22,5 cm; AC Morges, AEA 11, copie sur papier.*

Ed. MDR XXVII, p. 328.

317. Réversale du vice-châtelain d'Yverdon qui a arrêté un homme sans clame préalable.

1527 octobre 30. Yverdon

Ego Andreas Chioti, vicecastellanus Yverduni, [...] confiteor quod premissa per me acta et facta non debebant fieri et quod nemo debet capi sine clama vel adiudicacione nisi de consensu et consilio burgensium et quod nullo modo intendo dictas libertates infregisse et in futurum talia non facere nec fieri permictere [...].

Datum et actum in consilio ville Yverduni in stupha nova domus ville Yverduni die mercurii ante festum sanctorum Symonis et Iude apostolorum anno domini millesimo quingentesimo vigesimo septimo.

AC Yverdon, P 22 c, ***parchemin original,*** *37,5 cm x 18 cm, sceau pendant manquant de la châtellenie d'Yverdon.*

TROISIÈME PARTIE

Le droit des habitants des seigneuries rurales

Chapitre 1: Les terres vaudoises de la maison de Gruyère. Rougemont.

Désignés par les Confédérés pour régler le sort de cet endetté chronique qu'était, à l'image d'ailleurs de ses ancêtres, le comte Michel de Gruyère, les arbitres rendirent leur sentence le 9 novembre 1554[1] *et prononcèrent la déchéance du comte et la remise du comté à ses créanciers. En fait, Berne et Fribourg se chargèrent de payer les dettes et se partagèrent le comté, ainsi acquis à des conditions très avantageuses. La Haute Gruyère, depuis la Tine, revint alors à Berne constituant ainsi le futur district du Pays d'En Haut. C'est aux terres de cette seule zone, ainsi qu'à Rougemont, que s'attache la présente publication, les documents de la Gruyère fribourgeoise ayant déjà fait pour l'essentiel l'objet d'une publication dans cette même collection.*[2]

La Haute Gruyère faisait partie du comté de Vaud, d'après une charte de 1040[3] *et la principale domination est celle du comte de Gruyère ou de membres de sa famille. A cela s'ajoute la domination temporelle du prieur de Rougemont.*

D'abord vassaux du comte de Genevois, tant que celui-ci exerça la haute justice et assuma l'administration du comté de Vaud, les comtes de Gruyère entrèrent dans la mouvance de la maison de Savoie en 1244.[4] *Le comte Rodolphe III fut alors dans l'incapacité de résister à la pression énergique et déterminée de Pierre II de Savoie. Il lui céda en franc-alleu, alors que sa qualité d'alleutier est contestable, son château de Gruyères et ses dépendances, immédiatement rétrocédés à titre de fief. Désormais le comté de Gruyère fait partie intégrante de l'empire du «Petit Charlemagne» et le restera jusqu'en 1536, tout en entretenant des relations étroites avec les villes de Berne et de Fribourg.*

Cette stabilité politique devait dans l'ensemble profiter aux habitants du comté, alors qu'elle ne s'est guère avérée bénéfique pour la maison comtale, confrontée à des difficultés d'argent insolubles. D'un rapport suffisant pour un seigneur prêt à se contenter d'un mode de vie simple, le comté ne pouvait en revanche assurer l'existence fastueuse d'un comte voyageant et engageant des dépenses somptuaires toujours plus importantes. Même si, hormis quelques possessions ecclésiastiques, toutes les terres appartenaient au comte ou à des membres de sa famille, qui les concédaient en tenures individuelles ou collectives aux habitants des différentes communautés villageoises moyennant des redevances fixées par contrat, le bénéfice n'était pas ou peu extensible. Une proportion importante, bien qu'on ne puisse la chiffrer, des habitants était de condition servile; ils étaient astreints à la taille et frappés par les rigueurs du

droit de mainmorte. La majorité d'entre eux parvint à conquérir la liberté personnelle, notamment en mettant habilement à profit les éternels problèmes d'argent de leurs seigneurs successifs. A ces maîtres aux abois face à des créanciers toujours plus pressants, ils offraient le rachat des diverses charges pesant sur eux moyennant le versement immédiat d'une somme forfaitaire qui venait à propos calmer quelque usurier peu compréhensif. Ainsi la taille, les taxes sur les transactions commerciales, enfin la mainmorte sont rachetées par des communautés rurales de mieux en mieux organisées, bénéficiant au même titre que le reste du pays de Vaud savoyard de l'extension des franchises de Moudon. Même s'il n'éprouve pas les mêmes embarras financiers que la famille comtale, le prieur de Rougemont affranchit lui aussi ses sujets, parfois avec un léger décalage chronologique, sans doute parce qu'il craint que ses sujets, qui ne sont astreints à aucune obligation de résidence, ne préfèrent émigrer vers des zones plus favorables.

Dans le cadre des relations entre vallées, les habitants de Château-d'Oex devinrent combourgeois de ceux de Berne en 1403[5] *par extension de l'accord passé en 1401 avec Gessenay.*[6] *Si l'ours s'engageait à protéger ses combourgeois, ceux-ci avaient promis de suivre les Bernois en chevauchée, de se rencontrer avec eux à Erlenbach en cas de différend et de verser annuellement au trésor de Berne la somme de deux marcs d'argent. Il ne s'agissait donc nullement d'une entente entre égaux, mais d'une forme subtile de dépendance préfigurant avant la lettre la mainmise bernoise d'après 1544.*

Bibliographie:

André GETAZ, Le pays d'En Haut sous les comtes de Gruyère. Château-d'Oex 1949. – Abbé GREMAUD et J. J. HISELY, «Histoire du comté de Gruyère» et «Monuments de l'histoire du comté de Gruyère», MDR IX, X, XXII et XXIII.

[1] *MDR XXIII, no. 331 p. 323.*
[2] *SDS Fribourg, Droit des villes IV, Gruyères.*
[3] *MDR IX, no. 1 p. 53 et no. 5 p. 56.*
[4] *MDR XXII, p. 43.*
[5] *SDS Berne III/1, no. 15 p. 27.*
[6] *SDS Berne III/1, no. 14 p. 27.*

Généalogie simplifiée de la famille de Gruyère: entre ( ), les années de règne

Guillaume Ier (? — 1115)
|
Raimond (1115—1136)
|
Guillaume II (1136 –1157)
|
Rodolphe Ier (1157 – 1196)
|
Pierre Ier (1196 – 1209) — Rodolphe II (1196 – 1226)
|
Rodolphe III (1226 – 1244)
|
Rodolphe IV (1244 – 1270)
|
Pierre II (1270 – 1304)
|
Rodolphe *Pierre III (1304 – 1342)*
:
:
Pierre IV du Vanel (1342 – 1365)
|
Rodolphe V (1365 – 1403)
:
(Rodolphe d'Aubonne)
|
Antoine (1403 – 1433)
|
François Ier (1433 – 1475) *Jean III de Montsal-vens*
|
Louis (1475 – 1492) — *François III (1499 – 1500)* — *Jean Ier (1500 – 1514)*
|
François II (1492–1499) — *Jean II (1514–1539)*
|
Michel (1539–1554) faillite

318. Usages relatifs aux pâturages de Rougemont.

1340 [a. st.] /1341 [n. st.] mars 2. s. l.

[1] Réunissant dans un même statut plusieurs pâturages, le prieur de Rougemont décide que ses serviteurs et dépendants [familia] doivent tenir son bétail propre et le garder. Ses sujets seront autorisés à y faire également paître leur bétail, en respectant les décisions de quatre prudhommes salariés par le prieur.

[2] Le prieur doit assurer aux vachers des demeures suffisantes et leur fournir tous les ustensiles nécessaires, conformément aux usages anciens.

[3] Il faut faire en sorte que les boeufs et chevaux ne gênent en rien les vaches, qui fournissent le lait, produit prépondérant.

[4] Celui qui conduit les bêtes dans les pâturages a droit au tiers du produit du troupeau, et ce en exonération des taxes et charges habituelles. Le prieur a droit à tout le produit pendant six jours et demi, à condition de nourrir pendant ce temps les vachers. Le prieur a également droit à la même part du produit des troupeaux demeurés en plaine, moyennant aussi la fourniture de nourriture aux vachers.

[5] Le prieur doit veiller au respect des droits de tous les vachers.

[6] Si des troupeaux étrangers à la paroisse sont conduits dans les dits pâturages, une taxe de trois sous sera perçue.

AC Rougemont, D4, ***cahier*** *de papier, fol. 2v–4v, traduction française du XVIe s. d'une partie de l'acte original latin non retrouvé.*

319. Le comte Pierre de Gruyère affranchit de la taille[1] les habitants de la châtellenie de Château-d'Oex.

1341 août. s. l.

Nos Petrus, comes et dominus Gruerie, notum facimus universis, de laude, consensu et voluntate expressa domini Petri de Grueria, domini de Vanello, et domini Iohannis de Grueria, domini de Monsalvein, karissimorum nepotum nostrorum militum, quod nos, attendentes et considerantes fidelitatem dilectorum nostrorum fidelium proborum hominum nostre castellanie de Oyez consideratisque multis gratis serviciis nobis a dictis nostris probis hominibus et fidelibus factis multipliciter, liberaliter et impensis, nos dictus Petrus comes Gruerie, scientes et spontanei, in recompensationem dictorum serviciorum et pro mille libris bonorum Lausanne nobis a dictis nostris probis hominibus et fidelibus de Oyez traditis et solutis in bona pecunia numerata, ipsos probos homines et fideles nostros, successores et heredes ac posteritatem eorumdem quitavimus et quitamus, liberamus et absolvimus imperpetuum pro nobis et nostris heredibus, pro heredibus et successoribus nostris, per presentes super universis et singulis

exactionibus, prestationibus, levationibus seu levis pecuniariis et subsidiis et ab omni pariter missiliaria a dictis nostris probis hominibus et fidelibus nec ab heredibus successoribusque nec a posteritate eorumdem a nobis et a progenitoribus nostris exigi et per ipsos nobis dari, prestari et solvi in pecunia aut in aliis rebus mobilibus consuetis hactenus et solutis racione cuiusvis subsidii seu exactionis, prestationis missiliarie seu leve cuiuslibet quoquomodo et ex quacumque causa et ipsas exactiones, prestationes, subsidia, levationes seu levas et missiliariam eisdem remissimus et remittimus pro nobis et nostris quibus supra perpetue per presentes.

Et promittimus pro nobis et nostris quibus supra iuramento nostro ad sancta dei euvangelia corporaliter prestito, ratione predictorum, ab ipsis probis hominibus et fidelibus nostris nec a posteritate eorumdem aut alicuius eorumdem per nullum accidens seu casum quod nobis supervenire in futurum posset aliquid non exigere, petere seu recipere aut aliquid facere aut permittere imposterum exigi seu capi ullo modo, salvis tamen et retentis in premissis nobis et nostris quibus supra, ut prius, calvacata, banno calvacate, meroque et mixto imperio et iuridicione omnimoda in dictis probis hominibus et fidelibus nostris successoribusque et posteritate eorumdem.

Confitentes nos dictus Petrus comes Gruerie dictas mille libras Lausanne in evidentem utilitatem nostram et causam nostri necessariam et in solutionem, liberationem et exonerationem gravium debitorum urgencium, currencium graviter ad usuras in quibus Mermeto de Massonens domicello et aliis pluribus creditoribus nostris de Friburgo eramus graviter obligati fore implicatam penitus et conversam.

Insuper concedimus dictis probis hominibus et fidelibus nostris et suis quibus supra et eisdem remittimus et quitamus libere per presentes in recompensationem dictorum serviciorum et dictarum mille librarum, nobis ut premictitur traditarum, de clamis trium solidorum triginta denarios Lausanne, ita quod imposterum nobis et nostris quibus supra pro clama predicta trium solidorum in sex denariis Lausanne termino teneantur, salvis et exceptis clamis que fierent nostre proprie persone quas ad nos retinemus, ut est hactenus consuetum.

Item volumus et concedimus dictis probis hominibus et fidelibus nostris et suis quibus supra per pascua et pasqueragia dicte nostre castellanie de Oyez, prout sunt per dictos nostros probos homines ad hoc de consensu nostro deputatos limitata, et per metas lapideas designata in suam limitationem perpetuo perseverent inhibentes quod nulla persona cuiuscumque status seu conditionis existat ultra metas dictorum pascuorum seu pasqueragiorum claudat de cetero ocupet nec perturbet sub pena sexaginta solidorum Lausanne nobis aut nostris quibus supra per comittentes persolvenda tociens quociens penam incurrent supradictam, excludentes nos dictus comes Gruerie de premissis omnibus homines nostros dictos Lueycheres.

Nos vero Petrus de Grueria, dominus de Vanello, et Iohannes de Grueria, dominus de Monsalvein, milites, nepotes dicti domini comitis predicti patrui nostri [...] singula supradicta [...] laudamus, ratifficamus [...].

In onorem omnium premissorum, robur et testimonium, nos Petrus comes et dominus Gruerie, Petrus de Grueria, dominus de Vanello, et Iohannes de Grueria, dominus de Monsalvein, eius nepotes milites predicti sigilla nostra apposuimus huic scripto et ad maiorem robur[a], firmitatem, nos prefati Petrus comes Gruerie, Petrus et Iohannes milites eius nepotes predicti, sigilla venerabilium virorum discretorum domini Richardi decani de Ogo et domini Nicholay Psalterii de Lausanna prioris Rubeimontis, una cum sigillis nostris predictis apponi rogavimus huic scripto. Et nos Richardus decanus de Ogo et Nicholaus Psalterii de Lausanna prior humilis Rubeimontis prenominati ad requisitionem et preces dictorum domini comitis Gruerie, domini Petri et domini Iohannis militum eius nepotum, nobis oblatas et relatas per Aymonem de Vallier clericum dicti domini Petri comitis Gruerie iuratum nostrum cui super hiis vices nostras commissimus et eidem fidem plenariam adhibemus sigilla nostra una cum sigillis predictis apposuimus huic scripto in testimonium omnium premissorum.

Datum mense augusti anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo primo.

Duplicatum est instrumentum.

AC Château-d'Oex, Parchemin non coté, en dépôt au Musée du Pays d'En Haut, ***parchemin double original,*** *39,5 x 42 cm, sceaux pendants annoncés de Pierre, comte de Gruyère, Pierre de Gruyère, sire du Vanel, Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, Jean Sautier, prieur de Rougemont, queue pour sceau annoncé mais perdu de Richard, doyen d'Ogoz.*

Ed. MDRXXII, p. 475–476, no. 207.

[a] *Le ms. porte* roborem *ou* roborum.

[1] Exactio, levatio, leva pecuniaria = taillia.

320. Jean de Gruyère affranchit les habitants de Rossinière et Cuves[1] de la taille.[2]

1341 [st. ann.] / 1342 [n. st.] février 1er. s. l.

Ego Iohannes de Gruyeria dominus de Monsalvein, miles, notum facio universis quod ego, de laude, consensu et voluntate expressis viri nobilis et potentis domini Petri comitis Gruerie, patrui mei et domini Petri de Grueria, domini de Vanello, militis fratris mei, considerans et actendens fidelitatem dilectorum meorum fidelium de villis de Rassoneria et de Cuves, consideratisque multis gratis serviciis michi a dictis hominibus et fidelibus meis factis multipliciter, liberaliter et inpensis, ego dictus Iohannes dominus de Monsalvein, sciens et spontaneus, in recompensatione dictorum serviciorum et pro quatercentum libris bonorum Lausanne michi a dictis hominibus et fidelibus meis de Rassoneria et de Cuves traditis et solutis in bona pecunia numerata ipsos homines et fideles meos, communitates et universitates dictarum villarum et locorum et successores, heredesque ac posteritatem eorumdem quitavi et quito, liberavi et libero pariter et absol-

vo inperpetuum pro me et heredibus meis, pro heredibus et successoribus nostris per presentes super universis et singulis exactionibus, prestacionibus, levacionibus seu levis pecuniariis et subsidiis et de omni missiliaria a dictis hominibus et fidelibus meis, communitate et universitate predictis nec a suis quibus supra a me et a progenitoribus meis exigi et per ipsos michi dari, prestari et solvi in pecunia aut in aliis rebus mobilibus hactenus consuetis et solitis racione cuiusvis subsidii seu exactionis, prestationis missiliarie seu leve cuiuslibet quoquomodo et ex quacumque causa et ipsas exactiones, prestaciones, levaciones seu levas, subsidia et missiliarias eisdem remisi et remitto pro me et meis quibus supra perpetue per presentes, quitans in super ego dictus Iohannes, dominus de Monsalven, miles, pro me et meis quibus supra dictos homines et fideles meos, communitates et universitates predictas villarum predictarum, heredes, successoresque ac posteritates eorumdem de omnibus et singulis iornevis[a] pro quibus hactenus michi dare consueverant sex denarios Lausanne, ita quod ad solucionem dictorum sex denariorum Lausanne de cetero michi vel meis quibus supra minime teneantur, tali condicione addita in premissis quod dicti homines et fideles mei villarum predictarum tenentur et debent michi et meis quibus supra dictas iornevas facere et reddere propriis corporibus vel per alias personas interpositas equivalentes infra parochiam ipsorum tantum et non extra eo casu quo necesse in aliquo michi esset.

Et promitto pro me et meis quibus supra iuramento meo ad sancta dei euvangelia corporaliter prestito racione predictorum ab ipsis hominibus et fidelibus meis nec a posteritate eorumdem aut alicuius eorumdem per nullum accidens quod michi in futurum supervenire posset aliquid non exigere, petere seu recipere aut aliquid facere aut permittere in posterum exigi seu capi ullo modo, salvis tamen et retentis in premissis michi et meis quibus supra ut prius calvacata, banno calvacate, meroque et mixto imperio et iuridicione omnimoda in dictis hominibus et fidelibus meis et suis quibus supra. Nos vero Petrus, comes Gruerie, et Petrus de Grueria, dominus de Vanello, miles, nepos eius predicti, liberacionem, quitacionem et absolucionem predictas et omnia et singula supradicta, scientes et spontanei et de iure nostro ad plenum contenti, laudamus [...].

Renunciantes in hoc facto nos Iohannes de Gruyeria dominus de Monsalvein miles, Petrus comes Gruerie, Petrus de Grueria dominus de Vanello eius nepos predicti [...].

In cuius rei testimonium, ego Iohannes de Grueria, dominus de Monsalvein, miles, sigillum meum proprium huic presenti apposui. Et nos Petrus[b] dominus et comes Gruerie, Petrus de Grueria, dominus de Vanello, predicti precibus dicti Iohannis et ex parte nostra sigilla nostra propria apposuimus huic scripto in testimonium veritatis et omnium premissorum.

Datum prima die mensis februarii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo primo.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 1, ***parchemin original,*** *47 x 27,5 cm, fragment du sceau annoncé pendant de Jean de Gruyère, sire de Monsalvens, sceau annoncé pendant de Pierre, comte de*

Gruyère, fragment du sceau annoncé pendant de Pierre de Gruyère, sire du Vanel. – Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 2, trad. sur papier de 1592, 3 p.

Ed. d'un texte fortement abrégé in MDR XXIII, no. 951 p. 638.

[a] *sic pour iornetis.*
[b] *Le ms. porte* Pe *sans signe d'abbréviation.*

[1] *Actuellement* La Tine.
[2] *Le terme n'est pas utilisé dans l'acte, mais on peut tenir pour synonymes* leve, exactiones.

321. Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, affranchit ses hommes de Flendruz et terres voisines de la taille.

1341 / 1342 [n. st.] février 1er. s. l.

Ego Iohannes de Grueria, dominus de Monsalvens miles, notum facio universis quod ego, de laude, consensu et voluntate expressis domini Petri comitis Gruerie, patrui mei, et domini Petri de Grueria domini de Vanello fratris mei militis, considerans et actendens fidelitatem dilectorum nostrorum hominum fidelium de villis infrascriptis communitatibus et universis earumdem, videlicet de Entredos Flindru, de villa de Iurignio prout in dictis villis dominium meum protenditur, videlicet in villa dou Flindru a fonte grangie descendendo per lu ruali currentem usque aquam Sarone ex una parte et per lu Flindru inferius ex altera, item in villa de Iurignio predicta prout ibi dominium meum protenditur ab aqua seu fluvio vocato Iurignio ascendendo superius usque ad dominium fratris mei Petri de Grueria domini de Vanello militis aut quocumque modo dominium meum existat a villa dou Chastel de Oez usque ad villam de Roiomont, consideratisque multis gratis serviciis mihi a dictis meis hominibus fidelibus communitatis et universitatis de villis predictis factis multipliciter et liberaliter impensis, ego dictus Iohannes, dominus de Monsalvein miles, sciens et spontaneus, in recompensationem dictorum serviciorum et pro septem viginti et decem libris Lausanne bonorum mihi a dictis hominibus et fidelibus meis et communitate et universitate villarum predictarum traditis et solutis in bona pecunia numerata ipsos homines et fideles meos communitatem et universitatem villarum predictarum, successores heredesque ac posteritates eorumdem quitavi et quito, liberavi et absolvo inperpetuum pro me et meis heredibus, pro heredibus et successoribus nostris, per presentes super universis et singulis exactionibus, prestacionibus, levacionibus seu levis pecuniariis et subsidiis a dictis hominibus et fidelibus meis communiter et universaliter villarum predictarum nec a suis quibus supra a me et progenitoribus meis exigi et per ipsos mihi dari, prestari et solvi de pecunia aut in aliis rebus mobilibus hactenus consuetis et solitis ratione cuiusvis subsidii seu exactionis, prestationis, levationis seu leve cuiuslibet quoquomodo et ex quacumque causa et ipsas exactiones, prestationes, subsidia, levationes seu levas

easdemsdem remisi et remitto pro me et meis quibus supra perpetuo per presentes et promitto pro me et meis quibus supra iuramento meo [...].

Salvis tamen et retentis in premissis mihi et meis quibus supra, ut prius, calvacata, banno calvacate, meroque et mixto imperio et iuridicione omnimoda in dictis hominibus et fidelibus meis communitate et universitate et posteritate eorumdem.

Nos vero Petrus comes Gruerie, Petrus de Grueria, dominus de Vanello miles nepos eius, predictam liberationem, quittacionem et absolucionem predictas et omnia et singula supra et infrascripta, scientes et spontanei, non dolo ducti nec in aliquo fraudis ingenio circumventi, laudamus, ratificamus, confirmamus et approbamus pro nobis et nostris heredibus et successoribus imperpetuum per presentes et ea confitemur esse vera [...].

In cuius rei testimonium nos Iohannes de Grueria, dominus de Montsalvens miles, Petrus dominus et comes Gruerie, Petrus de Grueria, dominus de Vanello miles, predicti sigilla nostra apposuimus huic scripto in testimonium veritatis.

Datum prima die mensis februarii anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo primo.

AC Château-d'Oex, Parchemin non coté, en dépôt au Musée du Pays d'En Haut, prêté par M. et Mme Paul Martin, ***parchemin original,*** *26,5 x 40 cm, sceaux pendants annoncés de Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, Pierre, comte de Gruyère et fragment du sceau de Pierre de Gruyère, sire du Vanel.*

322. Malgré des extentes récentes, le comte Rodolphe de Gruyère, maintient les habitants de Rossinière dans leur statut traditionnel.

1377 [st. ann.] / 1378 [n. st.] février 23. s. l.

Nos Rodulphus comes et dominus Gruerie notum facimus universis presentibus et futuris quod cum nos de novo fieri fecimus extentas nostras in Rassoneria et apud Cuves possessionum, tenementorum, abergamentorum acque censuum hominum nostrorum de Rassoneria et de Cuves de omnibus et singulis in quibus nobis tenentur singulis annis, dictique homines nostri predicti pro se et suis heredibus tam masculi quam femelle de Rassoneria et de Cuves timentes ne in aliquo offendantur seu recte non recognoverint acque obliti fuerint in recognitionibus per eosdem, examinando dictas extentas et emergentibus ex eisdem, supplicaverunt nobis prefati homines nostri de Rassoneria et de Cuves humiliter deprecando ut eisdem hominibus nostris super dicto deffectu recognitionis predicte extentarum predictarum si quis esset graciam impenderemus specialem. Nos prefatus comes, sciens et spontaneus, consideratis et inspectis multis obsequiis et sedulis serviciis nobis per dictos homines nostros acthenus factis et impensis et que de die in diem incessanter impenduntur, nolentes esse immemores predictorum obsequiorum et serviciorum sed pocius memores eorumdem, volentesque eisdem

graciam facere specialem, volumus, concedimus et ordinamus tenore presencium eisdem hominibus nostris pro se et suis heredibus pro nobis, domino Iohanne de Grueria milite dilecto fratre nostro et nostris heredibus pacta et convenciones quo inferius declarantur:

Et primo quod si aliquis predictorum hominum nostrorum de Rassoneria et de Cuves non recognoverint recte res et bona, possidentium quecumque tenent pro quibus per nos seu heredes nostros possent in aliquo condempnari seu esse commissi ob deffectum dicte recognicionis non recte facte prefatosque homines nostros quittamus penitus et absolvimus per presentes, facientesque per pactum expressum, sentenciam et quittacionem aliquid in futurum de non petendo ac eciam eisdem per presentes ita tamen cum dicta quittacione, remissione per nos eisdem factis, possimus dictas extentas semper examinare prout decet et omnia que non essent in predictis extentis recognita cum oblivionis seu quacumque forma in bono reponere et eciam reformare censusque nostros et redditus omnium possessionum, tenementorum ac omnium bonorum nostrorum predictorum hominum in statum pristinum reponere prout alias nobis solvere consueverunt, ut in scriptis nostris censuum plenius continetur.

Et est facta presens quittacio, remissio et absolucio omnium premissorum pro precio sex viginti florenorum boni auri et legitimi ponderis quos nos prefatus comes a predictis hominibus nostris de Rassoneria et de Cuves confitemur habuisse et recepisse in bonis florenis legitime numeratis [...].

Promittentesque nos prefatus comes [...].

In quorum omnium premissorum robur et testimonium, nos prefatus Rodulphus comes et dominus Gruerie, ad preces et requisicionem dictorum hominum nostrorum de Cuves et de Rassoneria licet non sint in presenti littera nominati seu presentes tamquam si presentes et nominati interessent et personaliter habeantur sigillum nostrum una cum sigillo dicti domini Iohannis de Grueria dilecti fratris nostri presentibus litteris duximus apponendum.

Datum die vicesima tercia mensis februarii anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo septimo.

De mandato domini Stephanus Mandargent.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 13, ***parchemin original,*** *30 x 29 cm, sceaux annoncés pendants du comte Rodolphe de Gruyère et de Jean de Gruyère, son frère, protégés par du papier. – Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 9, trad. sur papier de 1608, 4 p. (ce document donne à tort la date du 23 février 1397).*

Ed. d'un texte fortement abrégé in MDR XXIII, no. 959 p. 640.

323. Le comte Rodolphe de Gruyère affranchit les habitants de Rossinière et Cuves d'une redevance en blé et d'une corvée de charroi.

1381 septembre 15. s. l.

Nos Rodulphus comes et dominus Gruerie notum facimus universis presentem literam inspecturis quod cum nos peteremus a nostris probis hominibus de Rassoneria et de Cuves ut ipsi ex eorum gracia nobis donarent seu facerent unum subsidium seu adiutorium pro debitis nostris persolvendis et negociis nostris peragendis pre[dictis nost]ris[a] probis hominibus nobis respondentibus ipsos graviter esse occupa[tos requisitio]ne[a] subsidiorum nobis et domino Iohanni comiti Gruerie condam domino de Monservien patruo nostro tempore transito factorum et pro eo quod dictus condam dominus Iohannes patruus noster ipsos cogebat et compellebat annuatim tempore quo adducebant eorum fena ad ductionem bladorum de Rassoneria et de Cuves usque ad villam de Lessoc. Cuius ductio bladi ipsos graviter danificabat et dampnum ipsis grave donabat et in ductione dictorum bladorum dicto condam patruo nostro nec nobis de iure tenebantur.

Nos vero Rodulphus comes et dominus Gruerie volentes dictis nostris probis hominibus de Rassoneria et de Cuves et eorum heredibus acque sucesoribus eorumdem et habitatoribus dictarum villarum, qui nunc sont[b] vel qui pro tempore venturo eront[b], facere gratiam specialem ac eciam considerantes multa servicia nobis et predecessoribus nostris facta per dictos nostros probos homines de Rassoneria et de Cuves iure compensationis dictorum serviciorum et in exonerationem anime predicti domini Iohannis condam patrui nostri predictos probos homines de Rassoneria et de Cuves, heredes et sucesores eorumdem et habitatores dictarum villarum qui nunc sont[b] vel qui pro tempore venturo eront[b] pro nobis et nostris heredibus, coheredibus et sucesoribus nostris et nomine nobilis viri domini Iohannis de Grueria militis fratris n[ostri][a] de et super dicta ductione bladorum et reddituum bladi dictarum villarum de Rassoneria et de Cuves perpetue quitavimus et quitamus penitus et absolvimus per presentes et hoc pro sexaginta florenis de Florentia boni auri et legitimi ponderis quos nos Rodulphus comes et dominus Gruerie habuimus pariter et recepimus a dictis probis hominibus de Rassoneria et de Cuves nomine et ob causam quitationis supradicte. Et facimus pactum finale aliquid ulterius ratione ductionis dictorum bladorum eisdem non petendum. Et de ipsa quitatione promittimus bona fide nostra data loco iuramenti et stipulatione sollemni in premissis aposita dictis probis hominibus de Rassoneria et de Cuves et eorum heredibus et sucesoribus eorumdem et habitatoribus dictarum villarum qui nunc sont[b] vel qui pro tempore venturo eront[b] ferre bonam guerenciam pacis erga predictum dominum Iohannem de Grueria fratrem nostrum.

Renunciantes in hoc facto, nos Rodulphus comes et dominus Gruerie pro nobis et nostris heredibus exceptioni [...].

Testes ad premissa vocati Perrodus de Grivilies, Petrus de Verdes castellanus de Oyez, domicelli, Anthonius de Flendru et plures alii fidedigni.

In cuius rei testimonium nos Rodulphus comes et dominus Gruerie ad maiorem firmitatem et ad requisitionem testium sigillum nostrum presentibus aposuimus in testimonium premissorum.

Datum quintadecima die mensis septembris anno domini millesimo tercentesimo octuagisimo primo.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 3, ***parchemin original,*** *troué par endroits, 29 x 54 cm, sceau annoncé du comte Rodolphe de Gruyère pendant sur queue de parchemin. –* ***Copie:*** *AC Rossinière, répertoire 1917, A 4, copie sur papier de 1608, 3 p. Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 18, trad. sur papier de 1608, 3 p.*

Ed. d'un texte fortement abrégé in MDR XXIII, no. 960 p. 641.

[a] *trou.*
[b] *sic.*

324. Rodolphe de Gruyère, sire de Montsalvens, affranchit de la mainmorte les habitants de Château-d'Oex.[1]

1388 décembre 4. s. l.

Nos Rodulphus comes et dominus Gruerie miles et Rodulphus de Grueria dominus de Montsarvens[a] filius dicti domini comitis, videlicet ego dictus Rodulphus de Grueria cum auctoritate et mandato dicti domini genitoris mei, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos, considerantes quandam servam condicionem, que nuncupatur manus mortua, per predecessores nostros comites Gruerie in terra nostra de Oyez parrochia et castellania eiusdem seu infra confines et limictes dicte parrochie illicite, iniuste et ut relatu fidedigno percepimus impositam indebite fuisse et intrusam. Ex quo seu occasione cuius iniuste imposicionis non in merito abhorremus ipsos predecessores nostros in Christum per huiusmodi imposicionem peccata commississe, actendentes eciam et considerantes dictam parrochiam seu castellaniam de Oyez in bonis et gentibus propter huiusmodi servam condicionem manus mortue hactenus passas fuisse et adhuc quod penis est maximum incessanter pati decrementum, cum multe gentes ut nobis constat propter dictam servam condicionem in parrochia et castellania predictis residenciam facere et bona ex aliis locis ibidem deportare perhorrescent, considerantesque et attendentes multimoda onera per gentes nostras parrochie et castellanie predictarum multipharie pro nobis et nostris predecessoribus habuisse et sustinuisse plurimaque servicia, auxilia et subsidia pecuniaria et personalia nobis et nostris predecessoribus pro nostris gravibus debitis, [...] manumisimus, manumittimus, affranchiavimus et affranchiamus, liberamus et quitamus liberosque, affranchiatos atque quitos facimus [...] totam communitatem et universitatem proborum hominum et omnium habitatorum seu imposterum

habitancium in parrochia et castellania de Oyez predictis seu infra dictas parrochiam et castellaniam residentes et bona habentes nunc vel infuturum necnon omnes et singulos homines, mulieres et personas utriusque sexus cuiuscunque condicionis existant, eorum liberos et posteros quoscunque [...].

Et pro omnibus et singulis hominibus, mulieribus et personis in parrochia et castellania predictis aut eorum confiniis vel limitibus nunc residentibus vel residenciam facturis infuturum pro bonisque eorum quibuscunque videlicet de et super serva condicione manus mortue predicta et ab omni genere et servitute predicte serve condicionis manus mortue et super omni iure racione, actione, reclamacione vel exactione quod et quas nos aut alter nostrorum possemus petere, exigere, levare et percipere in personis et habitatoribus castellanie et parrochie predictarum [...].

Insuper nos comes Gruerie et Rodulphus de Grueria eius filius predicti [...] confirmamus [...] predictis hominibus et personis utriusque sexus [...] omnes et singulos bonos usus et bonas consuetudines quibus hactenus soliti sunt [...] uti [...] et hoc videlicet tam in recompensacionem et remuneracionem predictas quam pro mille et sex centis florenis boni auri et iusti ponderis Florencie [...].

Volentes et expresse concedentes nos comes Gruerie et eius filius predicti alter nostrorum de consensu et assensu alterius nostrorum [...] quod ex nunc in antea probi homines parrochie et castellanie de Oyez predictarum habitatoresque earum [...] res, terras, possessiones vel bona habentes aut in futurum habituri de universis et singulis bonis et rebus suis [...] disponant et ordinent ac disponere valeant et ordinare, testando, legando, alienando, donando vel aliter contrahendo tamquam de rebus suis propriis ad arbitrium sue voluntatis, nullo iure seu mandato a nobis vel nostris quibus supra super hoc expectato seu eciam expectando et quod si aliquis de dictis habitatoribus seu residenciam facientibus [...] obierit et de bonis et rebus suis tempore sui obitus non disposuerit vel ordinaverit prout facere poterat, quis fuerit talis decedentis propinquior in linea consanguinitatis eidem sic decedenti succedat et succedere debeat universaliter et legitime tanquam ipsius decedentis heres universalis et legitimus in omnibus bonis et rebus ipsius decedentis [...].

Salvis tamen et retentis nobis comiti et Rodulpho eius filio predictis et nostris quibus supra omnibus et singulis aliis censibus, redditibus, usagiis et serviciis cum omni pleno et perfecto dominio tenementorum in quibus nobis tenentur seu teneri possunt dicti probi homines et communitas [...] et salvis eciam nobis et nostris quibus supra laudibus et laudemiis de iure vel consuetudine debitis et hactenus solvi consuetis in comitatu nostro Gruerie extra et ultra dictam servam condicionem manus mortue si et cum terre et possessiones ab uno ad manus alterius aliter quam hereditarie vel successive transmutantur.

Promittentes [...].

In quorum premissorum omnium testimonium et robur firmum, nos Rodulphus comes et dominus Gruerie ac Rodulphus et Franciscus de Grueria predicti sigilla nostra propria duximus presentibus litteris apponendis.

Datum sub signo manuali Petri Frossar de Corberes clerici iurati nostri dicti comitis quarta die mensis decembris anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo octavo.

Signé: Idem P. Frossar.

AC Château-d'Oex, Parchemin non coté en dépôt au musée du Pays d'En Haut, ***parchemin original,*** *taché et pâli par endroits, 64 x 56,5 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de Rodolphe, comte de Gruyère, sceaux pendants de Rodolphe de Montsalvens et de François de Gruyère.*

Rég. in MDR XXIII, no. 962 p. 644.

[a] *sic.*

[1] *Cf. le texte analogue de l'affranchissement de Rossinières, sous no. 326.*

325. Le comte Rodolphe de Gruyère affranchit les habitants de Rossinière et Cuves de la mainmorte.

1388 novembre 2. s. l.
1388 décembre 4. s. l.

Nos Rodulphus, comes et dominus Gruerie, et Rodulphus de Grueria, dominus de Montservens, filius dicti domini comitis, videlicet ego dictus Rodulphus de Grueria, cum auctoritate et mandato dicti domini genitoris mei, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos, considerantes quandam servam conditionem que dicitur manus mortua per predecessores nostros comites Gruerie, maxime apud la Rassonery et apud Cuves, illicite et ut relatu fidedigno percepimus minus iuste impositam fuisse et intrusam ex quo abhorremus ipsos predecessores nostros per huiusmodi impositionem in Ihesum Christum peccata commisisse. Actendentes eciam predictas villas de la Rassonery et de Cuves in bonis et gentibus propter huiusmodi servam conditionem manus mortue hactenus passas fuisse et adhuc quod peius est maximum incessanter pati detrimentum cum multe gentes, ut nobis constat, propter dictam servam conditionem in villis de la Rassonery et de Cuves predictis residenciam facere et bona ex aliis locis ibidem deportare perhorrescant, considerantes quod multimoda onera per gentes nostras villarum predictarum pro nobis et nostris predecessoribus multipharie sustinuisse plurimaque servicia, auxilia et subsidia pecunialia et personalia eorum gratia intulisse, unde eis tenemur ad remunerationem eorumdem, eapropter cupientes salubritatem animarum predecessorum nostrorum et inepte per ipsos gesta emendare, annelantes ad communem utilitatem villarum predictarum, ut eedem ville valeant bonis et gentibus imposterum habundare etiam ad remunerationem et recompensationem onerum, servitiorum et subsidiorum predictorum de laude, consensu et voluntate expressis Francisci de Grueria dilecti filii nostri dicti comitis fratrisque mei dicti Rodulphi de Grueria, perpetue et irrevocabiliter manu-

misimus et manumittimus, affranchiavimus et affranchiamus, liberamusque et quitamus, nosque manumisisse, affranchiasse, liberasse et quitasse legitime confitemur quilibet nostrum insolidum pro nobis, heredibus, successoribus assignatis et assignandis nostris et pro omnibus aliis a nobis causam vel titulum habentibus vel imposterum habituris quibuscumque per presentes totam communitatem omnium proborum hominum et habitatorum dictarum villarum de la Rassonery et de Cuves et omnes homines et personas utriusque sexus in dictis villis habitantes aut in futurum residenciam facturos omnes insimul et quemlibet eorum per se insolidum et in totum presentes sollempniterque stipulantes et recipientes pro se, heredibus, successoribus assignatis et assignandis suis quibuscumque et pro bonis et rebus eorumdem, videlicet de et super serva conditione manus mortue et ab omni genere et servitute dicte serve conditionis manus mortue et super omni iure, ratione et actione, quod et quam nos aut quisquam alter nomine nostro possemus exigere in personis et habitatoribus villarum de la Rassonery et de Cuves predictarum autem[a] bonis et rebus sine quibuscumque nunc vel in futurum ratione vel actione predicte serve conditionis manus mortue aut dependencium ex eadem necnon omnes et singulas res, terras et possessiones ac omnia et singula bona mobilia et immobilia, presentia et futura, actiones et iura quecumque et ubicumque sint in dictis villis de la Rassonery et de Cuves aut earum territoriis, finibus et fenagiis existentes et existencia et que ibidem existere potuerint in futurum, cuiusvis persone sint, tam habitancium dictarum villarum quam aliorum quorumcumque locorum vel villarum, quecumque et ubicumque eedem res, terre, possessiones et bona sint vel fuerint et quocumque nomine seu vocabulo censeantur, ac in quibuscumque rebus consistant vel consistere potuerint in futurum tam in terris cultis, non cultis, pratis, planchiis domibus, casalibus, canaperiis, ortis, nemoribus, raspis, pascuis, pasturagiis, usibus, usagiis, usamentis censibus, redditibus, montibus, planis assertis, clausuris, introitibus, viis, inviis, animalibus, bladis, pecuniariis debitis, iuribus, actionibus, utensilibus, warnimentis quam in rebus aliis quibuscumque [...]. Et hoc videlicet tam in recompensationem et remunerationem predictas quam eciam pro quatercentum florenis boni auri et iusti ponderis Florencie quos inde a prefatis communitate, hominibus et personis villarum de la Rassonery et de Cuves predictarum integre habuimus et recepimus, nosque habuisse et recepisse legitime confitemur in bonis florenis numeratis et legitime ponderatis in evidentem utilitatem nostram et heredum nostrorum et causam necessariam, maxime in solutionem et exonerationem plurium et diversorum debitorum, in quibus tenebamur pluribus et diversis creditoribus nostris graviter obligatis, urgentibus, currentibus graviter ad usuras implicitis totaliter et conversis [...].

Volentes et concedentes nos Rodulphus comes Gruerie et Rodulphus de Grueria eius filius predicti, pro nobis et nostris quibus supra per presentes quod ex nunc in antea probi homines et persone villarum predictarum ac in eis habitantes vel in futurum habitaturi et sui qui supra necnon omnes alii in dictis villis vel earum territoriis, res, terras, possessiones et bona habentes aut in futurum habituri, de universis et singulis bonis et rebus suis, quecumque sint et ubicumque

fuerint, disponere valeant prout sibi melius placuerit et ordinare. Et quod si aliquis de bonis et rebus suis tempore sui obitus non disposuerit vel ordinaverit, illius decedentis propinquior in linea consanguineitatis tali decedenti successive et iure hereditario succedat et succedere universaliter debeat in omnibus ipsius defuncti rebus et bonis et ipsorum bonorum possessionem libere valeat adipisci auctoritate sui propria sine iuris dominii vel domini offensa nulloque mandato domini vel iudicis super hoc expectato ipsaque bona talis defuncti libere apprehendere, habere, tenere, occupare et possidere, et de ipsis tanquam de rebus suis propriis uti et gaudere ad arbitrium sue voluntatis, predicta serva conditione manus mortue superius quitata vel aliqua consuetudine inde hactenus suborta aut aliqua contradicione non obstantibus ullo modo in eisdem, salvis tamen et retentis nobis prefatis comiti et Rodulpho eius filio nostrisque quibus supra omnibus aliis censibus, redditibus, usagiis et serviciis cum omni pleno et perfecto dominio tenementorum que a nobis in dictis villis tenentur seu teneri possunt et que communitas et probi homines dictarum villarum in eisdem villis vel earum territoriis ibidem tenent et possident, que nobis seu predecessoribus nostris pro ipsis tenementis et rebus hactenus sunt solvi consueti, ultra predicta per nos superius per presentes quitata ac eciam manumissa; et salvis eciam nobis et nostris quibus supra omnibus laudibus et laudemiis de iure vel de consuetudine debitis et solvi consuetis in comitatu nostro Gruerie extra dictam servam conditionem manus mortue si et cum possessiones ab uno ad manus alterius aliter quam hereditarie transmutantur.

Promittentes [...].

Renunciantes [...].

In cuius rei testimonium et robur firmum, nos Rodulphus comes et dominus Gruerie ac Rodulphus et Franciscus de Grueria fratres predicti sigilla nostra propria duximus una cum signo manuali Petri Frossar de Corberes clerici et iurati nostri dicti comitis presentibus apponenda.

Datum quoad dominum comitem et Rodulphum eius filium predictos die secunda mensis novembris et quoad Franciscum de Grueria predictum quarta die mensis decembris anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo octavo.

P. Frossar *[avec signet]*.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 5, ***parchemin original,*** *43 x 64 cm, queue pour le sceau manquant du comte Rodolphe de Gruyère, fragment du sceau pendant de Rodolphe de Gruyère, son fils, sire de Montsalvens, sceau pendant de François de Gruyère, frère du précédent. – Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 6, trad. sur papier de 1608, 11 p.*

Rég. in MDR XXIII, no. 963 p. 644.

[a] *lect. difficile car fortement pâli.*

326. Le comte Rodolphe de Gruyère affranchit les habitants de Rougemont de la mainmorte mobilière.

1396 mai 30. s. l.

Nos Rodulphus, comes et dominus Gruerie, et Rodulphus de Grueria, dominus de Montsalvens et de Vaulgrenant, miles, filius dicti domini comitis, notum facimus universis presentem litteram inspecturis seu eciam audituris quod nos, considerantes quandam servam conditionem qua nuncupatur manus mortua per predecessores nostros comites Gruerie in parrochia de Rubeomonte territoriisque, finibus, fenagiis et pertinenciis eiusdem parrochie, ut, relatu fidedigno, percepimus in bonis mobilibus habitancium ipsius parrochie impositam illicite et iniuste fuisse et intrusam, ex quo abhorremus predictos predecessores nostros per huiusmodi intrusionem in Christum peccata commisisse, actendentes dictam parrochiam de Rubeomonte propter dictam servam conditionem in bonis et gentibus grave pati detrimentum cum ob hoc multe gentes ibidem residere et bona ab aliunde ibidem aportare non inmerito perhorrescant, considerantes multimoda onera pro nobis per incolas dicte parrochie et in dicta parrochia residentes et in eius pertinenciis bona habentes multipharie sustinuisse, maxime per probos homines in dicta parrochia ad presens residentes et ibidem bona tenentes et per eorum predecessores nobis et nostris gravibus necessitatibus multociens succurendo, idcirco, salubritatem animarum nostrarum et predecessorum nostrorum peroptantes ac inepta per ipsos et nos gesta possetenus emendare et ut locus, dicte parrochie de Rubeomonte bonis et gentibus valeat imposterum fertilius habundare, nolentesque de beneficiis acceptis esse inmemores, sed pocius de grata et merita vicissitudine collandari anuelantes, imperpetuum et irrevocabiliter manumisimus et manumittimus, affranchiavimus, liberamus, quitamus et absolvimus, nosque manumisisse, affranchiasse, liberasse, quitasse et absolvisse legitime confitemur quilibet nostrum insolidum per presentes pro nobis, heredibus, coheredibus, successoribus assignatis et assignandis nostris et causam vel titulum a nobis habentibus vel imposterum habituris quibuscumque omnes et singulos incolas, habitatores, homines, personas utriusque sexus et bona possidentes in villis villagiis, territoriis, finibus et fenagiis tocius parrochie Rubeimontis et in pertinenciis eiusdem ac totam communitatem ipsarum villarum et parrochie Rubeimontis cum suis quibus supra omnesque et singulas personas in dicta parrochia residentes aut in ipsa vel eius pertinenciis bona mobilia habentes aut habituras, quemlibet ipsorum insolidum, presentes et recipientes pro se suisque heredibus, coheredibus, successoribus, assignatis et assignandis suis quibuscumque et pro posteritate eorumdem ac eciam pro omnibus et singulis hominibus et personis in dicta parrochia de Rubeomonte residentibus aut residenciam facturis in futurum aut ibidem vel in eius territoriis et pertinenciis bona mobilia habentibus vel imposterum habituris et pro bonis eorum mobilibus quibuscumque prout et inquantum dicta parrochia de Rubeomonte se extendit et protenditur in longum et in latum ex utraque parte Sarone et inter duas aquas nuncupatas

Flendru seu intredos Flendru una cum et in burgo de Vanello et pertinenciis eiusdem burgi infra dictam parrochiam de Rubeomonte dumtaxat existentibus quecumque et ubicumque eadem bona mobilia sint vel fuerint ad presens vel in futurum de et super predicta serva conditione manus mortue et ab omnimodo genere et servitute dicte serve condicionis manus mortue omnique iure, ratione, actione, occasione et petitione quod et que possent exigi ac haberi in personis et habitatoribus dicte parrochie dictique burgi de Vanello suarumque pertinenciarum ratione suorum bonorum mobilium et pretextu serve conditionis antedicte necnon omnes et singulas res eorum mobiles ac omnia et singula bona mobilia omnium parrochianorum dicte parrochie de Rubeomonte et alia omnia mobilia in predicta parrochia ad presens vel in futurum existencia, presencia et futura, actiones et iura sive eadem bona sint in dicta parrochia sive extra ipsam parrochiam ubicumque, quecumque et ubicumque dicte res mobiles dictaque bona mobilia superius quitate et quitata, affranchiate et affranchiata sint vel fuerint et quocumque nomine seu vocabulo censeantur et in quibuscumque rebus consistant vel consisterint in futurum, tam in domibus, grangiis, orreis, racardis, cheseriis finilibus, edificiis, ligneis, auro, argento, bladis, frumentis, avenis ordeis, fabis, pisis, liguminibus quocumque nomine nuncupentur, animalibus grossis vel minutis, carnibus, caseis, seraciis, lacticiniis, pannis, lineis, laneis, lactisterviis, fructibus, exitibus, iuvanciis[a], emolumentis, fenis, paleis, clausuris sepibus, fenis[b], paleis[b], de debitis litteris, iuribus, actionibus, utensilibus, warmimentis quam in rebus aliis quibuscumque, pactum reale et finale nos prenominati comes et eius filius pro nobis et nostris quibus supra harum serie facientes predictis hominibus et personis predicte parrochie Rubeimontis presentibus et futuris pactum reale et finale de non petendo imposterum ab ipsis aliquid pretextu predicte serve conditionis quitate aut aliquorum dependencium, emergencium et exurgencium ex eadem, exclusis tamen ab huiusmodi manumissione et affranchimento villa et villagio de Flendru habitatoribusque ipsius ville et suarum pertinenciarum quam et quos in et sub vigore in hoc contractu contentorum non intendimus neque volumus aliquatenus comprehendi.

Insuper nos comes Gruerie et Rodulphus eius filius antedicti pro nobis et nostris quibus supra laudamus, ratifficamus, emologamus, confirmamus et approbamus harum tenore omnibus et singulis hominibus et personis cuiusvis sint sexus et speciei infra dictam parrochiam ad presens existentibus et habitantibus aut imposterum habitaturis omnes et singulos bonos usus, bonas consuetudines quibus hactenus soliti sunt uti omnesque contractus, litteras et instrumenta, quos, quas et que habent a nobis vel predecessoribus nostris aut habere possunt vel debent super qualicumque libertate vel franchesia sibi aut suis predecessoribus per nos aut nostros predecessores coniunctim vel divisim datis, laudatis hucusque et concessis, cuiuscumque sint tenoris cum totis tenoribus et clausulis earumdem, confitentes et publice recognoscentes nos prenominati pater et filius per presentes quod in contrahendo huiusmodi contractum ipsiusque vigore homines et habitatores dicte parrochie Rubeimontis nobis solverunt, dederunt

et concesserunt quatercentum et quaterviginti florenos boni auri et legitimi ponderis in bonis florenis numeratis et legitime ponderatis in evidentem utilitatem nostram et heredum nostrorum et causam necessariam implicitis totaliter et conversis super quibus nos tenemus et habemus nunc et in perpetuum plenarie pro contentis.

Volentes et concedentes pro nobis et nostris quibus supra per presentes quod exnunc in antea prefati incole habitatores et bona tenentes in villis, villagiis et parrochia de Rubeomonte predictis et sui alii qui supra et posteritas eorumdem in dicta parrochia de Rubeomonte pertinenciisque et appendenciis eiusdem de universis et singulis bonis et rebus suis mobilibus acquisitis et acquirendis presentibus et futuris ac que et quas nunc habent, tenent et possident aut habebunt vel acquirent in futurum quecumque eadem bona mobilia sint vel fuerint et ubicumque eadem sint et existant, tam in dicta parrochia de Rubeomonte quam extra dictam parrochiam et alibi ubicumque una et habitatores dicti burgi de Vanello quandocumque, cuicumque, quibuscumque et ubicumque voluerint auctoritate sua propria sine iuris pretoris et dominii offensa nulloque mandato domini vel iudicis super hoc expectato licite disponere valeant et ordinare omnibus modis et formis quibus sibi placuerit et melius videbitur expedire ad arbitrium sue voluntatis. Et quod si quis ipsorum aut cum quis ipsorum parrochianorum vel habitancium ipsius parrochie Rubeimontis obierit intestatus aut de bonis et rebus suis mobilibus non disposuerit seu ordinaverit, qui eidem decedenti propinquior fuerit in linea consanguineitatis attingens cuicumque sic decedenti seu defuncto succedat et succedere debeat universaliter et legitime tanquam suus heres et in eius bonis et rebus mobilibus ubicumque sint vel fuerint tanquam in suis propriis se transferant possessionem bonorum mobilium talis decedentis seu defuncti licite valeat adhipisci ipsaque bona mobilia talis defuncti habere, tenere, apprehendere, occupare et possidere et de ipsis tanquam de rebus suis propriis uti et gaudere, prout sibi melius videbitur expedire, dicta serva condicione manus mortue aut aliquo usu inde habito vel usitato aut aliqua consuetudine inde habita vel suborta aut aliqua alia vel iure aut contraditione aliquibus non obstantibus ullomodo exclusione et exclusis predictis semper salvis nobisque et nostris quibus supra in dicta parrochia et pertinenciis eiusdem reservatis ultra predictam servam conditionem manus mortue superius quitatam omni alio dominio, censibusque et redditibus per nos in dicta parrochia olim habita nobisque ibidem debitis, quantum in incolas et habitatores dicte parrochie aut posteritatem eorumdem pretextu predicte serve conditionis aut dependencium vel emergencium ex eadem nos nichil iuris, rationis, actionis vel dominii ad presens vel infuturum retinemus sed ipsos eximimus a dicta serva conditione manus mortue prout supra et omnibus dependenciis ex eadem.

Promittentes [...].

In quorum premissorum omnium testimonium et robur firmum, nos Rodulphus comes et dominus Gruerie et Rodulphus de Grueria eius filius predicti sigilla nostra propria duximus presentibus licteris apponenda.

Datum una cum dictis sigillis nostris propriis sub signo manuali domini Nicolay Ioly curati Rubeimontis iurati nostri predicti comitis Gruerie die penultima mensis maii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo sexto.

Idem Nicolaus Ioly.

AC Château-d'Oex, Parchemin non coté conservé au Musée du Pays d'En Haut, prêté par M. et Mme Paul Martin, ***parchemin original,*** *67 x 50 cm, queues pour les sceaux annoncés du comte Rodolphe de Gruyère et de son fils Rodolphe, sire de Montsalvens, manquants.*

[a] *Le ms. porte* ivanciis.
[b] *sic.*

327. Le comte Rodolphe de Gruyère et son fils Rodolphe, sire de Vaulgrenant, maintiennent les habitants de Rossinière dans leurs anciens droits, malgré de nouvelles extentes.[1]

1396 décembre 20. s. l.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 7, ***parchemin original,*** *49,5 x 21,5 cm, queues pour les sceaux annoncés mais manquants de Rodolphe, comte de Gruyère et de Rodolphe, son fils, sire de Vaulgrenant. – Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 8, trad. sur papier de 1608, 5 p.*

Rég. in MDR XXIII, no. 967 p. 656.

[1] *Cf. acte no. 323 supra.*

328. Des habitants de Rougemont reconnaissent devoir un cens annuel au prieur dudit lieu en raison de l'affranchissement dont ils ont bénéficié.

1456 [st. ann.] / 1457 [n. st.] janvier 3. s. l.

Nos Peyter Goncet, Nycodus Goncet, eius filius, Nycodus et Stephanus de Plans, Iohannes Rolet, Iaquetus eius filius, Iohannes Platel, Iohannes de Plans, Guillermus Pilliciey, Thornichius de la Tannaz, Iohannes Buemzo, Petrus Chappaleir, Petrus Reyro[a] antenatus[a], Humbertus Gay, Nycodus eius filius, Iohannes et Petrus Castelles alias de la Grugy[a], Iaquetus dour Perraix[a], Iohannetus Songy, Iaquetus Bretton, Nycodus Cortier et Ludovicus Cortier dour Cast, Mermetus et Iohannes Allamand, Iohannes Yllinod, Mermetus Girard, Stephanus dour Perreix, Yaquinus dour Perraix, Mermetus de la Samzat, Iohannes Boneir, Petrus Burguet, Petrus Borgonyon, Henricus et Mermetus Muhet, Iohannes dour Bach, Peyter Cottier, Nycodus Belfrare, Perretus de Plans, Iohannes Veeroz, Iohannes Grant eius gener, Iohannis filius quondam Yaquini Goncet, Petrus Beecton, Mermetus Berthod, Richardus Buognet, Yaquinus[a] Platel, Iohannes Marmilliar[a],

Guillermus Platel, Petrus Borly, Petrus Leeman, Hugo Cottier, Petrus et Iohannes filius quondam Richardi Nycollet, Petrus Bonor, Petrus Goncet, Iohannes eius filius, Cristanninus[a] Synnilchy[a], Iohannes ouz Favre et Petrus Manloz, omnes incole et habitantes in parrochia Rubeimontis nominibus nostris acque omnium et singulorum aliorum proborum hominum tocius parrochie Rubeimontis exceptis illis de Flendruz, notum facimus universis [...] quod nos [...] debere ac solvere teneri confitemur [...] venerabili et discreto religioso fratri Iohanni Cuendodi de Grandissono, priori prioratus seu monasterii Rubeimontis [...] videlicet quadraginta libras bone monete cursibilis in patria Vuaudi annui et perpetui redditus, census et hoc scilicet racione et ex causa manimissionis, affranchiacionis et quictacionis nobis dictis hominibus et incolis parrochie Rubeimontis et communitate eiusdem per prefatum dominum priorem de laude, consensu et favore magniffici domini Francisci comitis Gruerie fundatoris et protectoris dicti monasterii seu prioratus die, mense et anno quibus infra factis et laudatis confessione aliqua in licteris ipsius manumissionis et quictationis contenta non obstante ullomodo; quasquidem quadraginta libras [...] tenemur [...] sub [...] obligatione bonorum mobilium et immobilium presencium et futurorum [...] solvere [...] prefato domino priori et suis [...] in quolibet festo beati Andree appostoli exceptis tamen quatuor annis proximis et continue venturis iam in festo beati Andree nuper elapso inceptis et incohatis [...] sub tali quidem condicione in premissis adiecta pariter et locuta videlicet quod nos dicti homines et incole dicte parrochie Rubeimontis et nostri qui supra seu altera pars nostrum predictas quadraginta libras [...] a prefato domino priore [...] possimus et valeamus nobisque licebit rehabere et redimere pro precio octies seu octo centum librarum monete [...].

In cuius rei testimonium nos Franciscus comes et dominus Gruerie[...] contrasigillum nostri comitatus Gruerie duximus presentibus apponendum.

Datum tertia die mensis ianuarii anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo sexto.

Petrus Favrodi.

AC Rougemont, D 14, ***parchemin double original,*** *48,5 x 44,5 cm, queue pour le contresceau du comté de Gruyère manquant; signet de Pierre Favrod, notaire; D 13,* ***parchemin double original,*** *lacéré, 44 x 41,5 cm, queue pour le contresceau du comté de Gruyère manquant; signet de Pierre Favrod, notaire.*

[a] *lect. difficile.*

329. Les habitants de Rossinière et Cuves désignent 6 représentants pour gérer leurs pâturages.

1457 février 19. Rossinière

Nos Girardus Mellet, Aymo Ossallet alias Soudan, Vuilliermus dou Bugnyon, Iohannes Pillet, Nycodus Mossye, Iaquetus Bassin, Roletus Bochet, Petrus Bas-

sin, Perretus eius frater, Iohannes Sieboz, multor, Petrus Doren, Humbertus eius frater, Iohannes Masczar, Perretus Syeboz, Iaquetus Syeboz, Nycodus Bouczanes, Petrus Mossye, Dompnodus Mossye, Uldrietus Chagnet, Iohannes Vuanibeix, Iohannes Syeboz, Nycolletus Chagnet, Yagnit Fructing, Iohannetus Mirilion, Cristinus Masczar, Cristinus Pigniolet, Nycodus Yllinod, Iaquilliodus Fabri, Roletus eius filius, Petrus Philippoz alias Cosson, Nycodus Mellet, Uldrietus dou Bugnyon, Iaquetus Grant, Mermetus Murguil, Petrus Pignyolet, Aymonetus Pigniolet, Nycodus Rumod, Nycodus Cocqua, Iohannes Cocqua, Henricus Cocqua, Guilliermus Cocqua, Franciscus Bougnier, Iohannes Mossye, Henricus Chagnet, Iohannes Fabri alias Francey, Petrus Mellet, Iohannetus eius frater, Iohannes Carementrand, Iohannes gener a la Bocza, Iohannes Ramuz, Mermetus dou Buif, Uldrieta uxor Guilliermi dou Pont, Iohannetus Rogiour, Franciscus Rolichon, Petrus Rolichon, Girardus Baul et Perretus dictus Ginod, de Rassoneria et de Cuves habitatores, notum facimus universis presentem licteram inspecturis lecturis pariter et audituris quod nos omnes et singuli superius nominati, nominibus nostris acque omnium et singulorum aliorum proborum hominum villagiorum et communitatum predictarum de Rassoneria et de Cuves propter infrascripta rite et legitime peragenda coram honesto viro Iohanne Mellet mistrali de Rassoneria et de Cuves personaliter constituti et simul congregati, de legalitate vero, probitate, sensu et discretione Mermeti Gontet, Nycodi Grant, Iohannis Bassin, Petri Fabri filii Iaquilliodi, Perreti dou Buif et Guilliermi Bierdoz dictorum locorum de Rassoneria et de Cuves ad plenum consulentes, nobis omnibus annuentibus, nulloque nostrum contradicente, ad utilitatem, comodum et profitium dictarum communitatum et rei publice super hiis circumspectantis, eisdem Mermeto, Nycodo, Iohanni, Petro, Perreto et Vuilliermo et ipsorum cuilibet simul et insolidum tenore presentium dedimus, damus, contulimus et concessimus nosque dedisse, contulisse et concessisse confitemur legitime et in rei veritate recognoscentes pro nobis, dictisque communitatibus et nostris heredibus acque posteritatibus quibuscunque, videlicet plenam, liberam et puram ac omnimodam potestatem, auctoritatem, licentiam et mandatum tam generale quam speciale pascua nostra dictarum communitatum communia et quidquid de eisdem pascuis communibus ac rebus nostris communibus ipsis melius videbitur expedire pro comodo et utilitate predictis vendendi, concedendi, alienandi, aufferendi, permutandi seu tribuendi cuicunque sibi placuerit dictaque pascua nostra communia per quascunque personas infra territorium de Rassoneria et de Cuves ubicunque clausa aut sibi appropriata petendi, removendi et sibi aufferendi et ad utilitatem et comodum rei publice reducendi et reponendi ac omnia et singula que circa huiusmodi negocium in exonerationem et solutionem debitorum nostrorum communium seu rei publice aut communitatum predictarum fuerint necessaria et opportuna agendi, faciendi, statuendi, et ordinandi acque procurandi eorum discretioni et ipsorum cuiuslibet vocatis prius et appellatis per ipsos sex electos in huiusmodi negocio seu alienatione cuiuscunque rei publice Aymone Assalet, Iaqueto Bassin, Vuilliermo dou Bugnyon, Iohanne Mossye, Iohanne Fabri et Petro Mellet, quorum consilio prenominati sex electi participari debeant in om-

nibus premissis negociandis per ipsos sex electos removendis et agendis. Ita tamem quod maior pars dictorum sex primo electorum in omnibus actis gestis et negociatis circa premissa ad opus et nomine communitatum predictarum importet et importare debeat minorem. Et sic premissa omnia de consensu et voluntate predicti mistralis inter nos prenominatos probos homines communiter ad invicem statuimus, volumus et ordinamus tenenda et inviolabiliter observanda sine quacunque contradicione. Et promisimus [...].

In quorum omnium premissorum robur, fidem et testimonium ego Iohannes mistralis antedictus, dictus Mellet, qui premissa omnia per me et coram me ac de mei consensu per prenominatos probos homines dictarum communitatum Rassonerie et de Cuves sic ut prescribuntur esse facta confiteor et nos omnes alii probi homines superius nominati contrasigillum comitatus Gruerie rogavimus et apponi fecimus huic scripto. Et nos Franciscus comes et dominus Gruerie ad preces et requisitionem omnium prenominatorum quorum interest nobis oblatas et fideliter relatas per Iohannem Favrodi de Oyez clericum iuratum nostrum, cui quantum ad hec nostras vices commisimus et sibi super hiis plenariam fidem adhibemus, contrasigillum nostri comitatus Gruerie predictum duximus presentibus apponendum.

Datum et actum in Rassoneria decima nona die mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo septimo.

Iohannes Favrodi.

[a–]Levata est presens lictera nomine et ad opus prenominatorum proborum hominum dictarum communitatum et suarum posteritatum.[–a]

AC Rossinière, répertoire 1917, C 1, ***parchemin original*** *levé en faveur des bourgeois, 55 x 47 cm, contrescel du comté de Gruyère pendant protégé par du papier (texte publié supra). – C 1 bis,* ***parchemin original*** *levé en faveur des six régisseurs, 49,5 x 49,5 cm, contrescel du comté de Gruyère pendant protégé par du papier. –* ***Copie:*** *AC Rossinière, répertoire 1917, C 2, copie sur papier du curial Curchod, faite le 2 septembre 1765, 8 p.*

[a–a] *C 1 bis:* Levata est presens lictera nomine et ad opus prenominatorum sex gestorum et exactorum dictarum communitatum tantum.

330. Le prieur de Rougemont, frère Jean Cuendod, reconnaît avoir reçu, par l'intermédiaire de Nicod Rossier, Thorin de la Tannaz, Pierre Brecton et Pierre Mermet de la Saucza, représentant les habitants de Rougemont et Flendruz, 800 livres en raison de leur affranchissement.

1463 [st. nat. = n. st.] janvier 16. s. l.

AC Rougemont, D 19, ***parchemin original,*** *49 x 40,5 cm, queue pour le contresceau du comté de Gruyère annoncé et manquant; signet de Pierre Gaschet, notaire.*

331. Lettre réversale de Jean de Gruyère en faveur des habitants de Rossinière qui ont participé aux guerres de Bourgogne.

1475 [st. ann.] / 1476 [n. st.] mars 8. s. l.

Nos Iohannes de Grueria dominus de Montsalvens notum facimus universis serie presentium quod cum nostri probi homines et subdicti dilecti villagiorum nostrorum Rassonerie et de Cues ad mandatum et postulationem nostras nobis et toti patrie comitatus Gruerie in multa armigerorum et sociorum suorum comitiva servierint et famulatum tam in villa Gruerie quam alibi pro tuitione, protectione et deffensione ipsius ville Gruerie et totius Gruerie comitatus prebuerint acque eorum manus adiuctrices porrexerint una etiam cum hominibus et subdictis magniffici et potentis domini Ludovici comitis et domini Gruerie carissimi nostri consanguinei, qui similiter famulatum prefato domino comiti in dicta villa sua prebuerunt ratione hostilis guerre hiis diebus existentis inter ducem Burgondie et comitem Rotondimontis acque eorum complices ex una[a] necnon Allemanos confederatos ad invicem vicinos nostros nobis caros atque etiam comitatum Gruerie tanquam adherentem dictis Allemanis eorum vicinis partibus ex altera et huiusmodi servitium quamplurimis vicibus durante ipsa guerra prebuerint, ecce quod nos memoratus Iohannes de Grueria, scientes et spontanei acque bene premeditati, bona etiam deliberatione super hiis prehabita, voluimus, volumus, concessimus, concedimus et largiti sumus pro nobis at nostris heredibus et posteritatibus quibuscunque prementionatis nostris probis hominibus et subdictis locorum nostrorum predictorum, signanter Iohanni Mellet nunc mistrali nostro Rassonerie, Perreto Ouguey, Petro Banoux, Anthonio Maszard, Iohanneto Bassin, Iohanni Fabri et Girardo Baul, presentibus et stipulantibus suis et ceterorum proborum hominum dictorum locorum nominibus ac eorum posteritatibus quibuscunque huiusmodi servitium et famulatum nobis, ut prefertur, per ipsos nostrates ipsorum locorum Rassonerie et de Cues prestitum et etiam prebendum ratione huiusmodi guerre non preiudicet neque gravamen generare possit aut debeat imposterum libertatibus et franchesiis quibuscunque scriptis et non scriptis dictorum proborum hominum neque eorum bonis usibus nolentes propterea dictos nostrates neque eorum posteritates occasione huiusmodi servitii seu famulatus posse nec trahi debere ad aliquam consequentiam. Quoniam re vera huiusmodi servitium confitemur presentium tenore actestamur fuisse factum per quos supra tam de speciali gratia quam etiam pro deffensione, tuitione et conservatione totius comitatus Gruerie et personarum ipsius, iuribus nostris semper in premissis salvis.

Promittentes postremo nos antefatus dominus de Montservens bona fide nostra data loco iuramenti more nobilium et sub nostrorum expressa obligatione bonorum premissa omnia rata habere et contra licteram presentem aut aliquid de contentis in eadem non facere nec venire aliqualiter in futurum cum omni iuris et facti ad hec necessaria[b] renuntiatione pariter et cautela.

Datum et actum sub nostro impendenti sigillo ac signeto manuali Humberti Demyeusiez clerici in Grueria iurati nostri in efficax testimonium licterarum[b]

premissorum die octava mensis marcii anno domini millesimo quatercentesimo septuagesimo quinto secundum stilum curie Lausanensis sumpto.

De iussu et mandato antefati domini de Montsalvens.

Idem Humbertus Demyeusiez *[avec paraphe]*.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 10, ***parchemin original,*** *30,5 x 29 cm, sceau de cire rouge pendant de Jean de Gruyère, sire de Montsalvens. –* ***Copie:*** *AC Rossinière, répertoire 1917, A 10 bis, copie sur papier de 1608, 3 p.*

[a] *sous-entendez* parte.
[b] *lect. difficile.*

332. Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, allège le régime des vendes en les remplaçant par une redevance fixe, en faveur des habitants de Rossinière.

1476 [st. ann.] / 1477 [n. st.] février 25. s. l.
1476 [st. ann.] / 1477 [n. st.] mars 10. s. l.

Nos Iohannes de Grueria dominus de Montsalvens ex una parte necnon omnes ac singuli homines et subdicti prelibati domini villagiorum et locorum Rassonerie et de Cues inferius nominati more solito adinvicem congregati parte ex altera, signanter Iohannes Mellet, modernus mistralis dicti loci Rassonerie pro parte prelibati domini, Uldrietus dou Bugnyon, Girodus dou Bugnyon, Stephanus Grant, Petrus Grant eius frater, Nycolletus Chagnet, Petrus Pigniolet, Nycodus Yellinod, Iohannetus Mellet, Nycodus Pigniolet, Henricus Pigniolet eius frater, Franciscus Brugnier, Iohannes Mossye, Petrus Bavoux alias Caly, Nycodus Mellet, Cristinus eius filius, Petrus Philippoz alias Cosson, Iohannes Chagnet alias Baul, Iaquetus Marmilliod, Petrus Fabri dictus Iaquilliod, Mermetus Marmilliod, Roletus Heynod, Iohannetus Heynod dictus Mirillion, Yaquinus Frutingnis[a], Uldrietus Syeboz, Iohannes Vuambex, Petrus Chagnet, Anthonius Bucze, Aymo Soudan dictus Ossallet, Iohannetus Bassin, Nycodus Mossye, Iohannes filius quondam Vuillermi Bassyn, Perretus Bassyn, Henricus Syeboz, Perretus Syeboz dictus Baul, Iohannes Mastzard alias Favre, Iohannes Tavergnier, Petrus Mulgnit, Iohannes Cocqua, Iohannes Bassin, Mermetus Bassin, Iaquetus Mossye, Petrus Mossye, et Petrus filius quondam Vioneti douz Bugnyon villagii Rassonerie, necnon etiam nos Perretus Rogioux dictus Rolichon, Franciscus Rogioux, Iohannes Rogioux, Iohannes Fabri, Henricus Borgeys, Iohannes Gigniod, Girardus Baul, Perretus dou Buif meo acque Petri mei nepotis, Petrus Chevallu, dictus Ramuz, Vuilliermus Bierdoz, Petrus Mellet, Iohannes Carementrant et Iohannes dictus Franczey villagii de Cues, nominibus nostris acque ceterorum proborum hominum in dictis locis residentium, notum facimus universis presentibus et venturis tenore presencium quod nos, scientes, prudentes et spontanei, non cohacti nec seducti, nullisque persuasionibus dolosis agitati quinymo de

nostris iuribus ad plenum informati bonaque et diligenti deliberatione inter nos huiusmodi partes prehabita, fecimus, facimus et adinvicem inter nos iamdictas partes contraximus pacta et conditiones subscriptas perpetuo duraturas ac illese inter nos rite observandas:

[1] In primis videlicet quod nos mencionatus Iohannes de Grueria de Monservens dominus, utilitate nostra evidenti in hoc plenius perpensata, quictavimus, quictamus, remisimus acque accensavimus et accensamus et nos imperpetuum et irrevocabiliter quictasse remisisse et de novo accensasse confitemur legitime et publice recognoscimus pro nobis et nostris universis heredibus ac successoribus nostris quibuscunque, prout huiusmodi quictatio et accensatio melius, firmius et securius fieri, dici, et dictari possunt de iure acque laudabili loci et patrie consuetudine per presentes prenominatis nostris probis hominibus presentibus et sollemniter stipulantibus, recipientibus pro se et suis posteritatibus ac aliis personis in dicta mistrallia Rassonerie commorantibus, scilicet a loco dicto douz Sengloz usque ad fontem dictum de la Tinaz, videlicet omnes et singulas vendas nostras, quas dicti iurantes et ipsorum alter divisim et coniunctim ac eorum successores in dicta nostra mistrallia Rassonerie residentes nobis ac nostris quibuscunque successoribus debere potuerunt acque solvere consueverunt in ipsa mistrallia, pretextu et occasione quarumcumque mercationum seu mercantiarum per ipsos probos homines et suos successores acque ipsorum alterum in eadem mistrallia a quibuscunque personis imposterum fiendarum. De quibus quidem vendis levari, exigi et percipi solitis in dictis locis et nobis solvi solitis pro quibuscumque mercantiis in ipsa mistrallia per ipsos iurantes et ipsorum alterum fiendis. Iamdicti nostrates et eorum successores in ipsis locis residentes et non alibi virtute quictationis, remissionis et accensationis antedictarum quicti, immunes et exempti esse temporibus perpetuis debebunt. Et hoc videlicet ex eo ac pro eo quod quelibet persona de cetero focum faciens ad presens et imposterum in dicta mistralia ac inter iamdictos confines nobis prefato domino de Montsalvens et nostris quibuscunque heredibus et successoribus seu nostro venderio aut receptori ad hoc deputato perpetuo solvere teneatur ratione dictarum vendarum scilicet unum caseum seu unam moctam talem qualem dicta persona faciet sine dolo nec fraude quibuscunque de suis animalibus inter festum Penthecostes et subsequens festum nativitatis beati Iohannis Baptiste nobis et nostris heredibus persolvendum. Et si fortasse quis ipsorum inter dicta festa fecerit in una soya duos caseos aut duas moctas aut plures, tunc illos duos caseos aut plures si fecerit nobis et nostris ut supra persolvere tenebitur omni dolo et fraude in premissis cessantibus. Tali tamen conditione in premissis adiecta et expresse apposita, videlicet quod si fortasse imposterum fuerit aliqua persona inter huiusmodi residens terminos que non habuerit vachas seu animalia lactantes, tunc talis persona in huiusmodi locis residens, ratione dictarum vendarum nobis sepefato domino atque modis quibus supra solvere tenebitur duodecim denarios bonorum Lausanensium termino solutionis dictarum vendarum aut termino quo ceteri nostri census ibidem debiti nobis solvere consueverunt. Sub altera adiecta conditione videlicet quod si quis ipsorum proborum hominum inter huiusmodi festa fecerit adeo unum parvum

caseum propter lactis penuriam aut alia de causa non valentem quantitatem duodecim denariorum Lausanne ordinationi nostre prefati domini aut nostri venderii seu receptoris, tunc talis persona ratione ipsarum vendarum de et pro dicta mocta seu caseo parvo nobis ut supra solvere tenebitur duodecim denarios Lausanne ad nostri voluntatem ut supra accipiendos.

[2] Ceterum habitum fuit per pactum expressum inter nos iamdictum dominum et dictos nostros subdictos, videlicet quod quislibet homo noster dicti domini et qui in dicta mistrallia natus fuerit ac in futurum nascetur, tamen commorans aut residens seu serviens penes dictam nostram mistralliam, si talis noster homo sui iuris existat seu magister sui ipsius fuerit et etiam a patre aut fratribus seu parentibus suis separatus fuerit totaliter et divisus, tunc ratione dictarum vendarum, nobis memorato domino et nostris solvere tenebitur anno quolibet scilicet duodecim denarios Lausanne et tunc a quibuscunque vendis per ipsum debitis sit quictus ut ceteri foca facientes quicti esse debent. Et si fortasse vachas habuerit lactantes tunc unam moctam ratione vendarum aut dictorum duodecim denariorum ad nostram iamdicti domini et nostrorum voluntatem solvere tenebitur.

[3] Intelligendum siquidem quod fratres aut cognati insimul commorantes aut non partiti nec divisi unus ab altero ratione dictarum vendarum solvere non tenebuntur nisi pro uno foco donec fuerint partiti. Reservatis tamen in premissis personis ab huiusmodi vendis quictis et liberis si que fuerint.

[4] Preterea habitum extitit quod nos prefatus dominus et nostri heredes, premissis non obstantibus, vendas percipi et exigi consuetas in dicto loco a personis extraneis seu extra dictam mistraliam residentibus de cetero recuperare et exigere debebimus sicuti ante datam presentium percipiebamus et exigebamus.

Que premissa omnia et singula, nos Iohannes de Grueria dominus de Montsalvens antefatus acque etiam nos homines predicti superius nominati nostris ac aliorum proborum hominum dictorum locorum nominibus laudamus et perpetuo ratifficamus pro nobis et nostris heredibus acque successoribus universis per presentes. Et promittimus pro nobis et nostris quibus supra nostrum quislibet prout sua interest et sibi melius competit, videlicet nos ipse dominus bona fide nostra more nobilium data loco iuramenti, nosque dicti probi homines iuramentis nostris corporaliter prestitis et sub quorumcunque nostrorum expressa obligatione bonorum mobilium et immobilium premissa et subscripta omnia et singula rata habere et contra licteram presentem non facere, dicere nec venire facto verbo opere vel consensu nec alicui contra venire volenti nullo modo consentire infuturum cum omni iuris et facti ad hec necessaria renuntiatione pariter et cautela.

In quorum premissorum omnium robur et testimonium, nos sepefatus Iohannes de Grueria dominus de Montsalvens precibus dictorum nostrorum proborum hominum presentem licteram sigillo nostro duximus corroborandam et sigillandam una cum signeto manuali Humberti Demyeusiez in Grueria clerici et iurati nostri.

Datum et actum quo ad laudem prelibati domini vicesimaquinta die mensis februarii et quo ad laudem dictorum proborum hominum decima die mensis

marcii anno domini millesimo quadringentesimo septuagesimo sexto secundum stilum curie Lausanne sumpto.

Idem Humbertus Demyeusiez.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 11, ***parchemin original,*** *42 x 41 cm, queue pour le sceau annoncé de Jean de Gruyère manquant. –* ***Copie:*** *AC Rossinière, répertoire 1917, A 12, copie sur papier de 1608, 4 p. Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 11 bis, trad. sur papier de 1801, 3 p.*

[a] *lect. difficile car partiellement effacé.*

333. Serment du prieur de Rougemont à ses sujets.

1482 novembre 3. Rougemont

fol. 1 In nomine domini amen. Notum fiat cunctis [...] quod[a] [...] in presentia illustris et magnifici domini Ludovici comitis Gruerie [...] fuerunt personaliter constitute partes inferius[b] nominate, videlicet venerabilis ac honestus religiosus dominus Anthonius de Guidalardis ex dominio Veroni Cligniani ordinis veluti prior Rubeimontis ex una, necnon probi homines parochie et communitatis Rubeimontis, signantes nobiles Aymo d'Everdes et Ioannes eius filius, atque Ioannes de Flindruz, Ludovicus Cottier, Petrus Cottier du Cret, Richardus Rossier, Ioannes Desplan, Ioannes Gerard, Petrus et Marmetus dicti Bucquet, Marmetus Saugy, Ioannes Goncet notarius, Ioannes dictus Iaquillard, Marmetus Bovay, Petrus Breton, Petrus Chapalley, Ioannes Platel, Guillermus Rayro, Guillermus Pilicier et Marmetus Pilicier, atque plures alii suis et ceterorum proborum hominum dicti communitatis nominibus partibus ex altera. Que siquidem partes in prelibati magnifici domini comitis Gruyerie presentia ad inter eos convenerunt et pacta fecerunt in modum et formam inferius designatam.

In primis videlicet quod prefatus dominus Anthonius accipiendo possessionem realem dicti prioratus [...] iuravit et promisit solemniter ambabus manibus suis ad sacrosancta dei evangelia corporaliter prestitum puncta et articulos subscriptos observare illese absque fraudis labe.

Et primo promisit et iuravit ipse prior residentiam personalem in dicto eius prioratu Rubeimontis facere et contrahere, necnon dictum eius prioratum nullo unquam tempore admodiare, advendare, resignare nec excambire nisi de communi magnifici domini Gruyeria comitis dictorumque parochianorum Rubeimontis expressa voluntate.

Item dictos parochianos, subditos Rubeimontis et in posterum alternum divi-
fol. 2 sim / et coniunctim in eorum bonis usibus et consuetudinibus scriptis et non scriptis tenere, laudando eorum bonos usus et consuetudines scriptos et non scriptos.

Item in dicto prioratu servire tam in divinis quam spiritualibus prout facere tenetur et sui predecessores deservierunt et deservire debuerunt absque dolo quocunque.

Item iura dicti prioratus perquirere et manutenere et maxime decimam dicti prioratus quam habet in Rossoneria et apud Cues erga curatum d'Oyez debrigare si non qualiter fuit obligata et de hac[c] decima neque de fundis et proprietatibus dicti prioratus nihil perpetuo agere nisi ut supra de ipsorum magnifici domini comitis et parochianorum voluntate.

Item domos et edificia dicti prioratus reparare, cooperire et reficere locis necessariis et congruis iuxta eius possibilitatem.

Item ipse prior laudavit et ratificavit quandam manumissionem sive affranchinantem manus mortue per quondam venerabilem religiosum fratrem Ioannem Mendor suum predecessorem [...] factam [...].

Item aliunde predictus dominus prior promisit dictos parochianos et subditos dicti prioratus Rubeimontis pro re temporali et civili extra iurisdictionem prioratus fore nec extra Gruyerie comitatum minime tractare nec vexare, sed de ipsis in ipso loco ac in dicto Gruyerie comitatu rationem et iustitiam accipere.

Item est et fuit conventum et habitum inter prefatum dominum priorem et subditos dicti prioratus quod de capitali argento manus mortue dicti prioratus ne inposterum perdere valeat debeant poni et institui gubernatores et exactores videlicet per prefatum dominum Gruyerie comitem veluti fundatorem dicti prioratus [...].

Item super nonnullis recognitionibus per dictos de Flindruz ac nonnullis ceteris dicte parochie factis, [...], / fuit actum et cognitum quod huiusmodi recogni- *fol. 3*
tiones ad ordinationem sepefati domini et eius honorabilis consilii remaneant et remanere debent [...].

Item aliunde petierunt dicti probi homines Rubeimontis dictum priorem solvere debere debita per dictum quondam suum predecessorem facta [...]. Super quid fuit conclusum quod hecce[c] debita per dominum castellanum de Gessenay scribi debebant et per creditores iurare debere [...].

Postremo [...] prefati homines iurarunt eorum consueto iuramento digitis ad celum elevatis [...] sepefato domino priori esse obedientes, ut de iure teneantur, eidemque domino priori tanquam habenti in dicta parochia partim mixtum imperium hactenus solitum obedire atque sibi solvere, prestare et recognoscere que suis predecessoribus solverunt, prestarunt et recognoscerunt[d] [...].

In quorum premissorum omnium vim et testimonium nos antefatus Ludo- *fol. 4*
vicus comes et dominus Gruyerie [...] contrasigillum nostri Gruyerie comitatus hisce presentibus literis diximus[d] apponendum.

Datum et actum in dicto prioratu Rubeimontis, presentibus nobilibus Ioanne de Cleirie Gruyerie castellano, Rodolpho de Sancto Germano et Petro et Bernardo de Guidarlardis fratribus dicti domini prioris, necnon viris discretis Petro Poncery secretario prefati domini, Iacobo Luppi castellano de Gessenay atque Honorio Ysner dicti loci de Gessenay testibus, die tertia mensis novembris anno domini millesimo quadringentesimo octuagesimo secundo.

Idem Humbertus Demyeusiez.

Levata est ad opus et nomine dictorum proborum hominum parochie Rubeimontis et suorum successorum.

***Original** perdu. – **Copies:** AC Rougemont, D 23, copie de l'époque bernoise sur papier, 20,5 x 33,5 cm; la copie mentionne la présence d'un sceau sur l'original. Trad. françaises: AC Rougemont, D 23, copie de 1758 sur papier d'une trad. française; D 24, traduction française tardive.*

[a] *ommis dans la copie.*
[b] *La copie porte* inferie.
[c] *lect. difficile.*
[d] *sic.*

334. Jean de Gruyère, sire de Montsalvens, confirme les hommes de Rossinière dans leurs franchises, après une violation de leurs règles de procédure.

1488 octobre 6. s. l.

Nos Iohannes de Grueria dominus de Montsalvens miles, tenore presentium notifficamus universis quod cum Nycolletus Chagnet de Rassoneria homo et[a] subdictus noster ob causam suorum demeritorum extiterit in dicto loco Rassonerie detentus super casu heresie nephande vigore criminalis clame per Yaquinum Fructinger et Petrum dou Bugnyon subdictos etiam nostros in manibus nobilis Ludovici de Corbieres castellani nostri de Montservens in personam ipsius Nycolleti facte. Cuius vigore ipse Nycolletus unacum dictis Yaquino et Petro a mistrallia nostra dicti loci Rassonerie et[a] absque aquitione subdictorum nostrorum dicti loci Rassonerie et de Cues fuerit extractus et[a] in castrum nostrum de Broth ductus et incarceratus. Cumque re vera ipsi subdicti nostri mistrallie predicte Rassonerie et[a] de Cues pretendentes franchesias et libertates habere quod nullus malefactor in dicta mistrallia detentus et incarceratus quacumque de causa non potest nec quovismodo debet ab eadem mistrallia detrahi nec removi absque ipsorum subdictorum nostrorum aquitione, supplicantes dictas eorum franchesias per nos tamquam eorum dominum naturalem observari debere.

Hinc est quod nos Iohannes de Grueria dominus de Montsalvens antefatus, nolentes dictis libertatibus et franchesiis eorumdem subdictorum nostrorum, si quas prout supra habeant, derogare nec infringi[b], verum potius illas eosdemque subdictos nostros in eorum bonis usibus manutenere volumus ob ideo et harum serie concedimus pro nobis et[a] nostris heredibus et[a] successoribus universis, nos prelibatus dominus quod huiusmodi Nycolleti Chagnet detractio extra dictam mistralliam libertatibus et franchesiis ipsorum subdictorum nostrorum gravamen non inferat nec imposterum ad aliquam consequentiam trahi valeat.

Et promittimus pro nobis et nostris quibus supra nos sepefatus Iohannes de Grueria dominus de Monservens bona fide nostra data loco iuramenti more nobilium et sub obligatione omnium et[a] singulorum bonorum nostrorum universa premissa omnia habere rata et[a] contra ea aut ipsarum aliqua non facere in futurum, omnibus et singulis exceptionibus in contrarium premissorum facientibus serie presentium renuntiamus.

Datum et actum presentibus nobili scutiphero Anthonio de Grueria condomino Acrimontis virisque honestis Petro Demyeusiez et Anthonio Pillicier burgensibus Gruerie necnon Petro Cally dicti loci Rassonerie et pluribus aliis testibus ad premissa vocatis die sexta mensis octobris anno domini millesimo quadringentesimo octuagesimo octavo, sub sigillo nostro in talibus apponi solito signetoque manuali Oliverii Demyeusiez Gruerie notarii iuratique nostri in efficax testimonium veritatis premissorum.

De iussu spectabilis Iohannis de Grueria militis dominique de Montservens antefati.

Idem Oliverius Demyeusiez.

AC Rossinière, répertoire 1917, A 14, ***parchemin original,*** *troué et racommodé, 40 x 21 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de Jean de Gruyère. – Trad. française: AC Rossinière, répertoire 1917, A 16, trad. sur papier de 1608, 2 p.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *sic.*

335. Serments réciproques du nouveau comte Jean de Gruyère et des habitants de Château-d'Oex.

1500 mai 25. Château-d'Oex

In nomine domini amen. Universis et singulis presentibus et futuris notum serie presencium fiat acque manifestum quod anno a nativitate domini sumpto currente millesimo quingentesimo indicione tercia cum eodem anno sumpta et die vicesima quinta mensis maii in nostrum notariorum publicorum ac testium subscriptorum presencia fuerunt specialiter et personaliter constituti propter infrascripta peragenda apud castrum dOyes in ecclesia et cimisterio parrochialis ecclesie dicti loci castri dOyes, videlicet illustris et potens dominus Iohannes de Grueria comes Gruerie et dominus Montisservini parte ex una et probi homines et patriote dicte parrochie castri dOyes parte ex altera. Dicte siquidem partes presertim prelibatus dominus comes dictis probis hominibus ibidem ad hec congregatis proposuit et dixit quod per decessum magniffici et potentis domini Francisci de Grueria, comitis Gruerie ultimo deccessi, qui deccessit ab humanis absque liberis naturalibus et legitimis ab eius proprio corpore legitime procreatis unde successio tocius comictatus ad eumdem dominum presencialiter dignoscitur pertinere uti propinquiori in recta linea masculina. Quare peciit ipse dominus eisdem probis hominibus et patriotis per ipsos patriotas eidem domino ut eorum domino sibi fidelitatem prestari prout et quemadmodum quilibet servus et subdictus domino suo prestare tenetur et debet.

Quiquidem probi homines et patriote ab illo loco se retraxerunt, petentes eidem domino terminum ad consulendum unus alterum. Postmodum habito inter

ipsos consilio et matura deliberacione, moti stimulo, amoris erga eundem dominum comitem fidelitatem quam subdictus domino suo prestare tenetur prestarunt et fecerunt, videlicet iurando duobus digitis in celum directis more Theodonicorum recognoscendo prout recognoverunt eum esse eorum verum dominum terrarum[a], quodque erunt fideles et obedientes eidem illustri domino prout quilibet servus et subdictus domino suo esse debet, necnon commodum suum procurare et incommodum evitare viribus totis ac eciam eorum census et tributa eidem domino annuatim solvere, prout tenebantur predecessoribus suis solvere iuxta contentum libertatum et franchesiarum quas hiidem patriote habent et habere possunt a felicis memorie predecessoribus predicti domini comitis et premissa fecerunt, ut supra, uti fideles subdicti et prout quilibet subdictus domino suo facere tenetur. Quapropter contemplacione premissorum dictus dominus comes iuravit super sacrosanctis dei euvangeliis manibus tactis de manutenendo eosdem patriotas et incolas prout quilibet dominus subdictum suum manutenere tenetur. Necnon franchesias et libertates scriptas et non scriptas que eisdem patriotis fuerunt per eius predecessores antiquitus datas tam generaliter quam particulariter tales quales esse possent servare et illesas custodire.

Item largitus fuit ipse dominus comes eisdem patriotis videlicet quod ipse dominus teneatur et debeat de triennio[a] in triennium[a] eisdem patriotis in dicto loco castri dOyes mutare castellanum et vexillifferum et annuatim unum mistralem qui eisdem patriotis servire habeant et maxime quod castellanus sit unus ex patriotis dicti loci dOyes et non de alio loco, ita tamen quod dictus dominus comes in dicta patria unum possit eligere qui ad huiusmodi officium regendum sit ydoneus et pro dicto domino commodosus.

Item fuit actum et expresse conventum videlicet quod prefatus dominus comes non possit eisdem patriotis imponere aliquas imposiciones ad solvendum ullas angarias et perangarias nec uberiores census ultra formam dictarum franchesiarum.

De quibus premissis prefatus dominus comes [...].

Et me Humberto de Fleyer de Viviaco [...] manu mea propria levavi, grossavi et in hanc publicam formam reddigi signoque meo manuali in talibus fieri solito [...] subsignavi fideliter in robur et testimonium omnium et singulorum premissorum veritatem.

AC Château-d'Oex, parchemin non coté, en dépôt au Musée du Pays d'En Haut, ***parchemin original,*** *33 x 40 cm, signature annoncée de Humbert de Fleyer, notaire.*

Ed. d'un texte fortement abrégé in MDR XXIII, no. 724 p. 525.

[a] *lect. difficile.*

336. Le comte Jean de Gruyère affranchit les habitants de Château-d'Oex des vendes.

1500 mai 25.

In nomine domini amen. Universis et singulis presentibus et futuris notum serie presencium fiat acque manifestum quod anno domini currente millesimo quingentesimo indicione tercia cum eodem anno sumpta die vero vicesima quinta mensis maii apud castrum dOyes in ecclesia parrochiali ipsius loci acque super cimisterio eiusdem subscripta tractando in nostrum notariorum publicorum ac testium inferius nominatorum presencia propter subscripta rite peragenda fuerunt specialiter et personaliter constituti, videlicet magnifficus et potens dominus Iohannes de Grueria, comes Gruerie et dominus Montisservini necnon dominus ipsius loci castri dOyes, parte ex una et probi homines et patriote tocius communitatis dicti loci castri dOyes, qui erant ibidem fere omnes congregati parte ex altera. Quequidem partes in unum convenientes et presertim dicti patriote et probi homines supplicantes et supplicacionem facientes tam nomine ipsorum ibidem presencium quam nomine omnium et singulorum aliorum proborum hominum et patriotarum ibidem absencium et suorum heredum universorum de et super negocio infrascripto.

Quiquidem probi homines et patriote prelibato illustri domino comicti proposuerunt quod cum universitas patriotarum et incolarum ipsius loci efficaciter tentantur et sint astricti ipsi domino comiti imperpetuum solvere theoloneum seu vendas gallice dictas les melies de omnibus bonis mobilibus que venduntur et vendi possunt in et penex dictum locum castri dOyes quare supplicarunt eumdem dominum comitem quatenus ipse eisdem patriotis et suis heredibus et posteritatibus universis predictas vendas seu theoloneum benigniter et de gracia speciali pro eius primo adventu dare et conferre dignaretur, suam illustrem dominacionem humiliter implorantes. Unde prelibatus dominus comes, actendens dictam supplicacionem sibi esse gratam et placentem tam ob causam nonnullorum gratorum serviciorum et curialitatum per dictos probos homines factorum eidem domino et impensorum, quam ex eo quod ipsi patriote sponte et benigniter absque stimulo et cohactione fidelitatem quam subdicti domino suo prestare tenentur eidem prestarant et fecerant, quapropter ipse dominus nolens peccata ingratitudinis erga eosdem subdictos suos redargui nec beneficii accepti immemor esse, sed pocius de renunciacione et largicione laudare, quare tanquam sciens et spontaneus de iuribusque suis in hac parte ad plenum certifficatus et bene advisus convenit cum eisdem patriotis et subdictis suis prout inferius describitur, videlicet quod ipse dominus dat, donat, cedit et concedit perpetue et irrevocabiliter pro se et suis heredibus universis prenominatis patriotis et probis hominibus ipsius loci castri dOyes et suis heredibus et posteritatibus universis, videlicet dictum theoloneum seu vendas que exhigi et recuperari solebant pro parte illustrum comitum Gruerie predecessorum suorum in et penex dictum locum castri dOyes et tocius parrochie eiusdem unacum iuribus et pertinenciis ipsius theolonei universis per

hoc resultantibus dictis laudabilibus serviciis sibi domino comicti ut prefertur impensis.

Devestiens autem se [...].

Renuncians expresse [...].

Datum ubi supra, presentibus honestis et providis viris dompno Vuilliermo Ronoz plebano, Vuill[ier]mo Gandez castellano, Vuill[ier]mo [A]ldi vexiliffero, Cleyunie[a] Stephen, Heyni Perreten et Hensillmo Kublyn patriotis de Gyssineis, testibus ad premissa vocatis specialiterque rogatis.

Et me Humberto de Fleyer de Viviaco auctoritate imperiali notario publico qui premissis omnibus et singulis dum sic, ut premictitur agerentur et fierent unacum prenominatis testibus presens fui priusquam publicum instrumentum una cum egregio viro Petro Faulcon de Friburgo notario subsignato inde rogatus recepi ipsumque manu mea propria levavi, grossam scripxi et in hanc publicam formam reddigi signoque meo manuali in talibus fieri solito me subsignavi fideliter in robur et testimonium et singulorum premissorum veritatis.

AC Château-d'Oex, parchemin non coté, en dépôt au Musée du Pays d'En Haut, ***parchemin original,*** *38 x 40 cm, signature annoncée de Humbert de Fleyer, notaire.*

Ed. défectueuse d'après une copie non retrouvée des ACV in MDR XXIII, no. 268 p. 167.

[a] *lect. difficile.*

337. Le comte Jean de Gruyère, lors de sa prise de pouvoir, requiert le serment de ses sujets de Rougemont et, après leur prestation, jure d'être un bon seigneur.

1500 mai 24. Rougemont

[...] Quiquidem probi homines et patriote a moris stimulo erga eumdem dominum comitem moti fidelitatem quam servus et subdictus domino suo prestare tenetur et debet prestarunt et fecerunt, videlicet iurando duobus digitis in celum directis more Theodonicorum, recognoscendo prout recognoverunt eorum esse verum dominum temporalem, quodque erunt fideles et obedientes eidem domino comiti, prout quilibet subdictus domino suo esse debet, necnon commodum suum [procu][a]rare et incommodum evitare viribus totis ac eciam census, tributa et alia per ipsos probos homines temporibus fluxis solvi assueta eidem domino solvere et adimplere et premissa fecerunt ut supra uti fideles subdicti et prout supra quilibet subdictus domino suo facere tenetur et debet. Quapropter contemplacione premissorum prelibatus dominus comes iuravit super sacrosanctis dei euvangeliis manibus tactis de manutenendo eosdem probos homines prout quilibet dominus servum et subdictum suum manutenere tenetur et debet, necnon franchesias, libertates et inmunitates dicte parrochie servare et illesas custodire tam scriptas quam non scriptas ac bonos usus ipsius parrochie pari forma servare

et custodire et ultra alia in dictis eorum franchesiis et libertatibus contenta et descripta largitus est ipse dominus comes eisdem patriotis de gracia speciali videlicet quod ipse dominus et eius successores teneantur et debeant eisdem patriotis mutare de anno in annum mistralem et de triennio in triennium vexilliferum [...].

AC Rougemont, D 28, ***parchemin original,*** *taché et pâli par endroits, 35,5 x 29 cm, aucun sceau n'a été prévu; l'acte est signé par le notaire Humbert Fleyer de Vevey, qui a été assisté de Pierre Faucon de Fribourg.*

[a] *effacé.*

338. Les habitants de Rougemont réunis décident qu'il est interdit aux membres de la confrérie du Saint Esprit de vendre un bien de la confrérie, le but des aumônes étant de constituer un patrimoine stable.

1515 mai 29. s. l.

AC Rougemont, D 31, ***parchemin original,*** *24,5 x 20,5 cm, queue pour le contresceau annoncé et perdu du comte Jean de Gruyère, signet manuel de Claude Mermet, notaire.*

339. La communauté de Rougemont réunie en assemblée plénière décide l'interdiction des jeux, prohibe le recours aux tribunaux ecclésiastiques pour dettes de vin ou repas et annulle les contrats passés sans l'accord du chef de famille.

1516 juin 22. s. l.

In nomine domini amen. Noscat modernorum etas eiusdemque successiva posteritas non ignoret quod cum per honestum virum Nicodum Michet mistralem modernum venerabilis et egregii viri fratris Claudii Marchiandi presentis prioris devoti[a] prioratus Rubeimontis fuerint proclamati patriote sive tota communitas dicti loci Rubeimontis trius proclamacionibus dominicalibus [...] scientes et spontanei pro nobis et successoribus nostris universis spiritu dei bono imbuti[a] [...] volentes opera dyaboli similia deo et suis mandatis contraria toto posse fugare [e]vitare[b] et abolire [...]. Quare nos ut supra patriote dictis malis operibus obviare cupientes voluimus, volumus, ordinamus et constituimus acque pronunciamus quod quicumque homo sive quecumque persona cuiuscumque status, sexus aut condicionis fuerit nostre Rubeimontis perrochie aut alterius [...] intra limites dicte nostre perrochie ludens illo turpissimo et illicito ludo quartarum a nostro imposterum et perpetue auro, argento, dapibus, fructibus aut alia quevis re, sive fuit ioco sive non, quocumque tempore anni, termino tantum subscripto excepto, pariterque qui in eorum domibus scienter et voluntarie tenebunt et

hospitabunt tali ludo ludentes ac eciam qui vel que dictis ludoribus ministrabunt instrumenta et quartas ad talem ludum exercentes, quod talis sive tales sic facientes et quilibet ipsorum, prout voluimus et volumus, tenetur, debet et est ex nunc prout ex tunc [...] adiudicatus et per hanc nostram presentem ordinacionem adiudicamus ad solucionem unius banni sexaginta solidorum monete Lausanne pro semel metuendissimo domino nostro domino comiti Gruerie aut de Monsalvens et eorum in dictis dominiis successoribus sive eorum officiariis, salvo tamen termino a vigillia circumcisionis domini usque ad festum sancti Anthonii inclusive et non ultra.

Item ultra premissa, attendentes nos dicti patriote quod quidem hospites dicte nostre perrochie vendunt vinum et dapes gentibus et hominibus loci nostri ad terminum et faciunt [...] des tallyes non habentibus unde solvere, exinde eosdem debitores excomunicari facere volunt et per curiam spiritualem compellunt quod est multarum animarum perdicio, quare illi male condicioni, consuetudini et modo contravenire volentes per nostram presentem ordinacionem videlicet quod quicumque hospes sive hospita qui nunc est et futuris temporibus fuerit qui vendiderit vinum aut dapes alicui persone predicte nostre perrochie ad terminum et non habeat unde solvere, quod minime potest neque debet dictum suum debitorem excomunicari facere neque modo quovis convocare[c] per curiam spiritualem et quod advertantur a modo hospites de premissis.

Item quare plerumque liberi erant et sunt inobedientes parentibus, quod est contra dictum Salomonis proverbiorum XX, ubi prohibet inobedienciam patris et matris, convenciones et pacta quamplurima facientes pocius in dampnum quam in lucrum, quod fuit multorum bonorum magna perdicio, ideo constituimus et [per][d] presentes ordinamus quod nullus teneatur neque debeat convenciones nec pacta facere preterquam cum magistris, gubernatoribus et rectoribus domus et non cum aliis. Quod si secus sive contra factum fuerit per quamcumque personam magister domus minime pacta neque convenciones tenere tenebitur nec solvere.

Item quod ordinaciones premisse perpetuis temporibus observari debeant [...].

In quorum omnium et singulorum premissorum, nos Iohannes dominus et comes Gruerie [...] contrasigillum dicti nostri Gruerie comitatus [...] duximus apponendum.

Datum [...] die dominica proxima ante festum nativitatis beati Iohannis Baptiste anno domini millesimo quingentesimo decimo sexto.

AC Rougemont, D 32a, ***parchemin original,*** *44 x 25 cm, queue pour le contresceau annoncé et perdu du comté de Gruyère, signets manuels de Louis Suget et Claude Mermet, notaires. – Trad. française: AC Rougemont, D 32b.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *effacé.*
[c] *lect. difficile car fortement pâli.*
[d] *omis dans le ms.*

340. Réunis à l'instigation du métral du prieuré de Rougemont, les habitants du dit lieu décident que si un homme de Rougemont ou d'un autre lieu, mais demeurant à cet endroit, refuse de payer sa part des intérêts annuels des dettes de la communauté, une partie de ses biens peut être vendue par les délégués de la communauté désignés spécialement à cet effet.

1521 mai 26. s. l.

AC Rougemont, D 34, **parchemin original,** *44,5 x 28,5 cm, queue pour le contresceau annoncé et perdu du comté de Gruyère, signet manuel de Claude Mermet, notaire.*

341. Les habitants de Rougemont modifient le droit des tutelles.

1520 [st. an.] / 1521 [n. st.] février 3.

Soit notoire a tous et un chaquun presens et advenir qui liront ceste presente lettre ou qui semblablement l'orront lire que le iour de dimanche prochainement appres la feste de la purification de la vierge Marie l'an du Seigneur mille cinq cent et vingt pris dès l'annontiation dominicale, toute la comunauté et les habitans de la patrie de Rougemont ayans estes evoques tous ensemble pour faire les choses soubs escriptes, considerans qu'en ceste annee non pas encor escoules il avoyent desia commandé de faire et escrire un certain instrument touschant la maniere de donner des tuteurs aux pupils comme aussi aux autres necessiteux selon la forme, vigueur et teneur de ceste lettre faitte sur ce subject ne voulans annullir ny enfraindre ceste lettre ny son effect mais de tout leur pouvoir comme mieux il leur est possible la corroborer et ameliorer.

C'est pourquoy les dits patriotes et toute la communauté du predit lieu convoqués ensemble comme sus est dit, au iour susnommé, ont statué et statuent, ont ordonné et ordonnent et constituent touschant la maniere de donner et establir des tuteurs aux pupils et autres necessiteux en ceste maniere suyvante.

Premierement quand aux enfans non aages ou n'ayans encor l'aage convenable le plus proche parent en consanguinité de la race et de la tige du pere doibt estre constitue, ordonné et mis tuteur, fauteur et gouverneur des dits enfans l'espace et le temps d'une année pourveu que le mesme proche parent semble et soit trouvé idoyne et suffisant de ce faire ou agir et que si le mesme proche parent des dits enfans ne vouloit recevoir la ditte tutele entre ses mains ny aider les dits pupilles en la crainte et pour l'amour de Dieu, alors le plus proche apres celuy qui auroit ainsi refusé, en un mesme ou moindre degré de consanguinité doibt estre ordonné et institué tuteur, gouverneur et asistant des dits pupils et ainsi de suitte; en telle sorte toutefois et tellement que refusans ainsi d'estre tuteurs de quelques pupils et cependant sont les plus proches [parens][a] comme a este dit idoynes et

trouves capables debvront et seront obligés de renoncer totalement et entierement a la succession et heritage des dits pupils et aussi de payer reelement pour ceux pour lesquels ils sont demandes tuteurs dix livres petite monnoye pour une fois et ainsi proceder de degres en degres comme a este dit.

Item quand a ceux qui soit sont plus grands et qui ont l'aage convenable et sont authorisés, demandans et requerans des tuteurs ou bien si les parens et alliés *fol. 1v* de ceux qui ont l'aage demandent ou requierent des tuteurs et / gouverneurs pour eux, alors tousiours le plus proche parent en consanguinité doibt estre tenu et obligé d'estre tuteur, gouverneur et assistant dudit requerant ou de ceux pour lesquels on requiert et demande un tuteur si seulement il est trouvé idoyne et suffisant, que si en quelque maniere que ce soit il n'auroit voulu recevoir la ditte tutelle par l'espace d'un an comme est dit, alors, un autre en mesme degré de consanguinite ou moindre devra estre establi tuteur et gouverneur dudit pupil ou d'autres quoy que grands et ainsi de degre en degre desendre en suitte que si un tel ou de tels refusent la ditte tutelle, ils seront tousiours tenus de renoncer comme de droit a l'heritage et succession et de payer manuelement dix livres petite monoye pour une fois a ceux ou pour ceux pour lesquels la tutelle leur est demandee et repetée comme sus a esté dit. Mais quand aux pupils et pauvres estrangers et advenaires habitans au dit lieu de Rougemont, il a este ainsi ordonné et statué que si il y a quelcun qui soit ou aye este requis et demandé d'estre tuteur en la crainte et pour l'amour de Dieu pour l'espace d'un an et non plus outre, il sera tenu d'accepter et tenir en la crainte et pour l'amour de Dieu la ditte tutelle, si seulement il est trouvé idoyne et suffisant et en faisant le serment comme il a este ordonné des autres.

Toutes lesquelles choses [...].

AC Rougemont, D 33, ***copie*** *sur papier de la version française, l'original latin semble perdu; sont annoncés dans la traduction un sceau apposé du comté de Gruyère et le signet manuel de Claude Mermet, notaire.*

[a] *omis dans la copie.*

342. Le comte Michel de Gruyère requiert le serment de ses sujets de Rougemont et, après leur prestation, jure d'être un bon seigneur.

1539 décembre 13. Rougemont

AC Rougemont, D 38, ***parchemin original,*** *exemplaire de la communauté de Rougemont, 43 x 34,5 cm, queue pour le contresceau annoncé et perdu du comté de Gruyère, signet manuel de Claude Favrod, curé de Château-d'Oex. – Trad. française: AC Rougemont, D 38, trad. sur papier, vraisemblablement du XVIIIe s.*

Chapitre 2: Romainmôtier et sa terre

Fondé par Saint Romain, le monastère de Romainmôtier s'intègre dans le vaste ensemble que constitue la «famille» des monastères clunisiens. En vertu de la double immédiateté impériale et pontificale, son prieur bénéficie d'une très large autonomie. Il est le seigneur direct des habitants de la «pôté», répartis dans plusieurs villages sis de part et d'autre du Jura, les terres vaudoises demeurant toutefois le noyau essentiel du patrimoine du monastère. Sans suzerain sinon l'empereur, le prieur exerce toutes les prérogatives liées au droit de haute et basse justice dont il est le titulaire. Il dispose en outre de droits importants en matière économique, ce qui lui permet d'organiser au plus près de ses intérêts la vie agricole de sa seigneurie. A la différence de ce qui se passe pour la majeure partie des habitants du pays de Vaud, les sujets du prieur lui sont attachés par des liens très étroits. Qualifiés d'hommes liges et mainmortables, ils sont libres, tout en subissant des restrictions importantes à l'exercice du droit d'aliéner leurs biens immobiliers que ce soit entre vifs ou mortis causa.

Malgré l'existence de l'immédiateté, la Maison de Savoie parvint à se faire reconnaître certains droits: ainsi les comtes puis ducs exercent-ils certains droits de justice, notamment sur les étrangers. Ils ont la faculté de solliciter des habitants de la terre de Romainmôtier, à l'instar des autres Vaudois, des aides et subsides. Leur octroi entraîne alors la concession de réversales garantissant que cette générosité au demeurant forcée ne saurait être un précédent dommageable pour les franchises. En outre, le prieur du monastère participe en tant que seigneur ecclésiastique aux Etats de Vaud. Tout comme la participation des Lausannois, celle de Romainmôtier prépare l'unité future du pays de Vaud. Le rôle des abbés commendataires savoyards sera d'ailleurs déterminant dans ce sens.

Dans les sources conservées, on distingue les textes de portée générale s'appliquant à toute la seigneurie et à tous les sujets du prieur et les textes à vocation plus particulière, parce qu'ils ne concernent qu'un village qui bénéficie ainsi d'un statut spécial – et avantageux. Le plus souvent, ce sont des reconnaissances collectives qui permettent de découvrir la coutume du lieu, portant alors le nom de plaict, en souvenir de la grande assemblée au cours de laquelle elle a été concédée ou simplement lue. Parmi les chartes spéciales, il faut aussi mentionner celles qui visent une catégorie sociale, un groupe bien déterminé d'hommes, soumis à un droit qui leur est particulier.

Bibliographie:

F. DE CHARRIÈRE, Recherches sur le couvent de Romainmôtier et ses possessions. MDR III, p. 1–384, Lausanne 1842. – F. DE GINGINS-LA-SARRA, Le Cartulaire de Romainmôtier (et autres actes). MDR III, p. 385–898, Lausanne 1844 . – Jean-Pierre COTTIER, L'abbaye royale de Romainmôtier et le droit de sa terre. Lausanne 1948. – Jean-François POUDRET, «La condition des sujets de Romainmôtier à la fin du moyen âge». Mélanges Marcel Bridel, Lausanne 1968 p. 443 et s.

Paragraphe 1: Romainmôtier

343. Plaict général de Romainmôtier.[1]

1266 septembre 14. Romainmôtier

Sciant presentes et futuri, quod cum inter priorem et conventum Romanimonasterii, ex una parte, et homines suos potestatis Romanimonasterii, ex altera, gravis dissensio ac sumptuosa contentio longo tempore extitisset super diversis consuetudinibus et demandis, quas predicti prior et conventus asserebant predictos homines sibi debere; predictis hominibus in contrarium asserentibus, se videlicet ad ea non teneri de iure. Tandem post multa gravamina et expensas, amicabilis compositio intervenit inter partes predictas, in perpetuum duratura. Ita videlicet quod predicti prior et conventus, pro se et successoribus suis, firmiter promiserunt et dicti homines, pro se et heredibus suis, super sancta dei euvangelia, iuraverunt et concesserunt quod iura, consuetudines et usagia super quibus hactenus inter partes predictas extitit discordia, prout inferius scribentur et recognoscentur. Quequidem recognicio uniformiter et concorditer est a partibus approbata, pro iure et legibus inter ipsos, inperpetuum inviolabiliter observentur, et in generali placito recitentur cum aliis, que consueverunt in eodem generali placito recitari.

Hec est recognitio placiti generalis:

[1] Inter festum Omnium Sanctorum et festum sancti Martini prior Romanimonasterii debet precipere vilicis suis de potestate ut, quilibet in sua parrochia, quadam die dominica precipiat placitum generale, tribus diebus continue tenendum; ad quod placitum generale dominus hospicii debet venire; et postquam dictum placitum fuerit nunciatum, nullus de terra debet exire, ita quod eidem placito non intersit, nisi licentiatus a priore, et si aliter fecerit, incidit in emendam trium solidorum.

[2] Prima die placiti generalis omnibus congregatis in loco uno ad mandatum prioris maiores terre, unus post alium, iubente priore, debet vocare quemlibet de sua parrochia, nomine suo.

Et si quis non fuerit, nisi pro certa causa, scilicet pro communi custodia, seu pro necessitate terre, se habuerit excusatum, vel ter vocatus non responderit, erit in emenda trium solidorum; et post vocationem precipit prior uni de familia bannire placitum generale. Ita videlicet quod nemo se moveat de loco suo nec aliquis loquatur nisi licentiatus a priore, nec rixam moveat aut sermones, per quos dominus aliquid iuris sui amittat. Et si quis commiserit in premissis, erit in emenda trium solidorum.

[3] Ibi quilibet melius potest terram placitare, petere aut relinquere, quam alio tempore; precepto autem dicto placito generali, si quid de viis aut pascuis fuerit impeditum, nemo debet deliberare, seu aliquid immutare, quousque dictum

placitum teneatur. Et dominus fecerit viatas suas, si eas facere voluerit. Si quis contra fecerit, incidit in emenda trium solidorum.

[4] Prior debet mittere decanum, familiam suam et iuratos terre ad recognoscendum iura placiti generalis, que prior et ecclesia debet hominibus terre, et homines terre ecclesie et priori. Et si supradicti missi maius consilium voluerint, debent petere a priore, et prior debet eis concedere de monachis et aliis tales, qui melius sciant consuetudines dicti placiti generalis.

[5] Prima recognicio est quod homines potestatis liberi sunt ecclesie Romanimonasterii, ita scilicet quod si quis recedere voluerit ad morandum extra dominium ecclesie Romanimonasterii, licenciam debet petere a priore et ius faciendo et accipiendo, si dominus vel alius aliquid habuerit contra eum. Prior ei dare debet licenciam recedendi et ipsum cum omnibus bonis suis mobilibus conducere de se et de suis per unum diem et noctem. Hereditas vero recedentis quitta et libera debet ecclesie remanere; heres propinquior recedentis potest hereditatem ipsius secundum consuetudinem, si possit et voluerit, placitare. Qui autem modo predicto, seu superbia aut divitiis a dominio ecclesie recesserit, ipse nec heredes corporis sui quos secum extra dominium ecclesie duxerit ad morandum in hereditate sua nichil omnino iuris poterunt in perpetuum reclamare, nisi de voluntate prioris.

[6] Si quis autem paupertate aut guerrarum incomodo extra potestatem recesserit ad morandum, ipse et heredes sui sine ostaculo debent hereditatem suam, cum redierint, rehabere.

[7] Quilibet de potestate pro necessitate sua pari suo, scilicet homini ecclesie, potest vendere aut invadiare partem vel totum hereditatis sue, salvis consuetudinibus ecclesie supradicte.

[8] Prior habet plenum dominium in tota terra et in hominibus potestatis Romanimonasterii et hoc ei homines universi dicte potestatis sine contradictione aliqua recognoscunt. Unde si aliquis episcopus aut alius de spirituali dominio, aut aliquis dominus temporalis de dominio temporali priorem et ecclesiam in causam posuerit, per quam dicta ecclesia in expensis gravetur, ita quod necesse sit auxilium petere ab hominibus memoratis, tenentur homines supradicti huiusmodi auxilium facere et in expensis ecclesie subvenire.

[9] Item si ecclesia memorata in escis sive victualibus, igne aut tempestate incurrerit tanta dampna, quod conventus non possit sufficienter sustentari, et dicti homines huiusmodi dampna non incurrerint tenentur ecclesie subvenire, ita quod conventus possit sufficienter sustentari.

[10] Item si prior vult aliquos redditus aut terras acquirere et non habuerit ad perficiendum, homines dicte potestatis tenentur facere auxilium in dicta acquisitione.

[11] Item si prior aliquam gageriam pro necessitate ecclesie posuerit de communi consilio, si eam redimere voluerit nec adhoc habeat plenum posse, homines dicte potestatis in redemptione tenentur sufficienter adiuvare.

[12] Si aliquis vel aliqua matrimonium contraxerit cum aliquo vel aliqua, qui vel que non sit liber, vel libera, debet de dominio ecclesie recedere et exire, sicut superius est expressum, et eius hereditas ecclesie remanebit.

[13] Nullus hominum iamdicte potestatis debet burgensitatem, sacramentum vel alligationem inter se invicem, vel in aliquo castro, seu villa libera, sine voluntate et consensu prioris Romanimonasterii facere, nec contra ius memorate ecclesie aliquod auxilium seu patrocinium invocare. Et si fecerit, nisi infra certum terminum sibi a priore statutum resipuerit[a] a predictis, debet de terra ecclesie recedere et ipsius hereditas debet ecclesie remanere.

[14] Homines dicte potestatis habent usagium in nemoribus bannitis, preter quercum, pomum et pirum, et ad currus et carrucas faciendas habent usagium in arboribus supradictis.

[15] Et debent habere currus suos paratos in messibus et vindemiis si opus fuerit ad carriandum blada et vina ecclesie supradicte.

[16] Si quis inciderit arbores bannitas, puniatur; et nemora ecclesie custodiantur, prout est hactenus consuetum, secundum reportum placiti generalis.

[17] In tempore messis, sciente vilico sue parrochie, quilibet pro necessitate sua potest metere quatuor vel quinque gerbas, sine accusatione, et dicte gerbe prime debent computari, cum cetere gerbe in accipiendo ius ecclesie memorate computantur. Et si plures gerbas messus fuerit, nisi de licencia decani, erit in emenda trium solidorum. Quando messis facta est de frumentis in quartacione prime vere, decanus debet quartare in domibus. Interrogatus dominus domus de numero gerbarum suarum, si nescierit, decanus faciet computari et ius ecclesie accipiet. Et si interrogatus, in gerbis suis, taxationem fecerit, et decanus postea fecerit computari, et sex vel septem plus invenerit, incidit in emenda trium solidorum. Et si numerus excedat decem, incidit in grossa emenda, et gerbe superflue sunt in domini voluntate. Et si aliquid a prima vera inveniatur excussum, nisi de iure messorum fuerit approbatum, in cuiuscunque domo erit inventum, erit in emenda trium solidorum.

[18] Quilibet ius ecclesie de quartis, quod ei taxatum fuerit, debet ducere vel portare in grangiis propinquioribus ecclesie memorate. Decanus post commissum debet petere fideiussionem et non ante. Omnes clamationes in manu decani, pertinentes ad messem, debent esse trium solidorum.

[19] In vindemiis currus debiti ad ducendum vina ecclesie primo debent accipi, et si vina habundaverint, tam debiti quam reliqui ad carriandum dicta vina communiter debent ire; opera et carragia pro negotiis dicte ecclesie debent facere homines supradicti, et victum percipere, secundum quod est hactenus consuetum. Sed ipsos prior extra negotium ecclesie accommodare non poterit; nisi de eorum fuerit voluntate.

[20] Quelibet domus potestatis debet semel in anno unum caponem ecclesie memorate, si habuerit. Et si non habuerit, vadiari non debet, nisi maliciose dimittat nutrire ne reddat. Et de hoc exigi poterit iuramentum.

[21] Elemosine fiant prout sunt hactenus consuete; hoc excepto, quod si quis, ad carrucam habens bovem et equum, aut equam, aut duos equos aut equas, obierit, quem voluerit, pro elemosina sua dabit. Et si retinere voluerit, prior illud animal per duos probos homines faciet estimari, et quinque solidos de iusto precio relaxabit, et de residuo pro elemosina sit contentus.

[22] In tota potestate Romanimonasterii, nemo potest nec debet habere furnum, nisi ecclesia Romanimonasterii. Ius fornagii ita taxatum est quod de duodecim cupis duabus plus vel minus in furno, una vice coctis, unus panis debetur ad mensuram quinque de cupa, et de plus plus, et de minus minus.

[23] Si quis avenam in furno siccare voluerit, sine contradictione fornerii siccare poterit, dum tamen sit sine impedimento volentium coquere in furno.

[24] Si aliqua innovanda fuerint, vel mutanda in consuetudinibus supradictis, in generali placito de communi consilio innoventur vel mutentur.

Quia vero plura sunt alia, que dicti homines potestatis debent ecclesie sepedicte, super quibus non est discordia, et que longum esset inserere huic scripto, observentur prout sunt hactenus observata. Et si forte super hiis aliqua contentio oriretur, ad bonum statum et concordiam revocentur per recognitionem et reportum eorum qui debent recognoscere placitum generale.

Et ut omnia supradicta robur obtineant firmitatis, et ad memoriam perpetuam, dua scripta unius tenoris omnino sunt confecta, quorum unum habebunt homines supradicti dicte potestatis, reverendi patris domini abbatis Cluniacensis et prioris et conventus Romanimonasterii sigillatum sigillis. In alio vero quod predicti prior et conventus Romanimonasterii habebunt, dicti homines sigilla reverendi patris domini [Aymonis][b] Gebennensis episcopi et abbatis de Lacu Iurensi procurabunt apponi.

Acta sunt hec apud Romanummonasterium in die exaltationis sancte crucis, presentibus Aymone priore dicti loci, reverendo priore de Bevaz, W[illermo][b] priore de Corcellis, W[illermo][b] priore de Valorbes, Udrico decano Romanimonasterii et toto conventu eiusdem loci. Presentibus etiam domino Humberto Suchet de Festerna, milite, tunc temporis castellano Cletarum, domino Hugone, dicto Gaschet, de Orba, milite, Petro Rochet et universitate hominum potestatis predicte, anno domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto.

AC Romainmôtier, D 121, ***parchemin double original,*** *34 x 25 cm, queues de deux sceaux manquants, vraisemblablement ceux de l'évêque de Genève et de l'abbé du Lac de Joux; le parchemin conservé serait donc l'exemplaire du prieuré de Romainmôtier, plutôt que celui des habitants. –* ***Copie:*** *BCU, MS 5011, Cartulaire de Romainmôtier, fol. 31v–32r, copie sur parchemin du début du XIVe siècle; ACV, Fj 137, livre du Plaict général, fol. 24–28.*

Ed. MDR III, p. 481 et s.; J.-P. Cottier, L'abbaye royale de Romainmôtier et le droit de sa terre, Lausanne 1948, p. 187 et s.

[a] *lisez* resilierit.
[b] *pas dans le ms.*

[1] *Cf. J. F. Poudret, «Le rôle des plaicts généraux dans la formation de la coutume d'après les sources romandes du moyen âge.» MHDB XXXIX (1983).*

344. Convention entre le comte Philippe de Savoie et le prieur de Romainmôtier sur leurs droits et obligations respectifs à Romainmôtier et dans la châtellenie des Clées.

1272 septembre 4. s. l.

fol. 2v [...] Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Vuaudi notum facimus universis quod nos vidimus et de verbo ad verbum diligenter inspeximus quasdam litteras sigillis illustris viri bone memorie Philippi domini quondam comitatis Sabaudie et domini Aymonis quondam episcopi Gebennensis et religiosorum virorum prioris et conventus Romanimonasterii sigillatas, non rasas, non corruptas nec in aliqua sui parte viciatas, quondam composicionem inter ipsos habitam continentem; quarum tenor talis est:

Nos Philippus Sabaudie et Borgondie comes et nos Aymo prior et conventus Romanimonasterii notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum controversia verteretur inter nos comitem predictum ex una parte et nos priorem et conventum ex altera super quibusdam iuribus, accionibus et peticionibus que vel quas nos comes predictus habebamus vel habere intendebamus contra priorem et conventum predictos et homines eorumdem potestatis Romanimonasterii racione dominii, districtus seu iuridicionis castri nostri Cletarum et *fol. 3* specialiter quia dominus Iacandus de Balma castellanus / noster dicti castri Cletarum nomine nostro asserebat quod homines potestatis et districtus Romanimonasterii tenebantur charreare blada, vina, fena et ligna castellanorum castri Cletarum et bastimentum et[a] opera dicti castri facere. Item quia asserebat quod castellani Cletarum tam ipse quam hii qui ante ipsum pro tempore fuerunt castellani consueverunt punire delinquentes in predicta potestate Romanimonasterii; cumque de premissis iuribus, accionibus et peticionibus invicem inter nos et religiosos predictos disceptacionis materia verteretur, nos disceptacionem seu controversiam huiusmodi sopiri volentes et rationaliter diffiniri et de consensu et voluntate dictorum religiosorum volumus et ordinamus quod tam de iure nostro quam de iure prioris et conventus predictorum fieret inquisicio per discretos viros magistrum Petrum de Megeva officialem Gebennensem, Petrum de Sancto Iorio et Iohannem de Alavardo iudicem nostrum in Chablisio. Per quorum inquisicionem nos comes predictus et nos prior et conventus predicti cerciorati de iure nostro predicto eiusque inquisicionis auctoritate suffulti super iuribus, accionibus, peticionibus hinc et inde vertentibus convenimus et concordamus in hunc modum, videlicet quod:

[1] Prior et conventus predicti habeant ex nunc imperpetuum iusticiam et merum ac mixtum imperium et iuridicionem in hominibus potestatis Romanimonasterii que sibi et successoribus suis remaneret ex composicione huiusmodi pleno iure; in quaquidem iusticia, mero et mixto imperio et iuridicione per nos et successores nostros aut per castellanum Cletarum qui nunc est aut qui pro tempore fuerit non debent aliquathenus impediri non tamen potest dictus prior aut conventus iusticiam, merum et mixtum imperium et iuridicionem quas et que ex

nunc habent et sibi remanent in hominibus suis potestatis Romanimonasterii de manu sua aliquathenus removere autem in aliam / personam transferre quacumque causa vel qualibet racione. *fol. 3v*

[2] Item secundum convencionem et concordiam supradictas dictus dominus comes potest et debebit levare et percipere censam bladi et gallinarum in hominibus potestatis Romanimonasterii ratione castri Cletarum prout acthenus extitit consuetum.

[3] Notum est eciam et conventum quod iusticia, merum et mixtum imperium et iuridicio in terra Romanimonasterii super homines extraneos ad castrum Cletarum pertineat. Intelliguntur nunc extranei qui non sunt homines prioris et conventus Romanimonasterii aut qui in terra ipsorum non resident.

[4] Item iusticiam, merum et mixtum imperium et iuridicionem habeat et exerceat dictus dominus comes in itenere[b] et strata publica, racione castri superius nominati inter homines prioris et conventus Romanimonasterii si inter se ibidem relinquerent seu eciam certarentur. Preterea nos quecumque sint invente in strata et itenere[b] ad castrum pertinent antedictum. Homines vero de potestate Romanimonasterii, exceptis hominibus de comba dicti monasterii, debent venire bis in anno ad bastimentum et charreagium ligneum ad castrum Cletarum evidenter necessarium per priorem dicti monasterii, cum ibidem prior per castellanum dicti castri super fuerit requisitus.

[5] Item si aliquis de hominibus nostris, videlicet prioris et conventus Romanimonasterii, ad eo malefactor esset, sic quod esset ei pena corporali infligenda aut esset corporaliter puniendus, si castellanus castri predicti nobis tamen prius semel vel secundo requisitus et negligendus malefactorem predictum puniret pretextu convencionis presentis, reclamari non possumus nec debemus nec dicere quod super hoc nobis / iniuria inferatur. Ita tamen quod castellanus de bonis *fol. 4* malefactoris puniti nichil detineat aut percipiat sed disposicioni nostre et nostro arbitrio videlicet prioris et conventus bona huiusmodi devolvantur.

[6] Notum est eciam et conventum quod castellanus Cletarum qui nunc est vel qui pro tempore fuerit non manuteneat vel deffendat contra priorem et monasterium seu conventum predictum homines prioris et monasterii predicti in rebus vel personis nec eos receptet contra priorem et monasterium quamdiu voluerint habitare in terra prioris et monasterii predictorum.

Pro hiis autem omnibus, nos comes predictus et successores nostri in castro predicto tenemur et debemus priorem et conventum Romanimonasterii in rebus, iuribus et hominibus eorumdem contra omnes manutenere et deffendere, iusticia mediante, et nichil aliud exhigere vel levare in hominibus et terra Romanimonasterii quam superius est expressum. Volumus eciam et precipimus quod castellanus noster Cletarum qui nunc est aut qui pro tempore fuerit ex nunc iuret iura prioris et conventus Romanimonasterii manutenere et deffendere bona fide et composicionem presentem prout suprascriptum est inviolabiliter observare. Hec autem omnia suprascripta promictimus nobis invicem nos comes et nos prior et conventus predicti actendere et inviolabiliter observare et contra per nos vel per alium non venire.

In quorum testimonium, nos comes, prior et conventus predicti sigilla nostra duximus litteris presentibus apponenda. Rogantes dominum Aymonem dei gratia Gebennensem episcopum ut sigillum suum apponat, presentibus in testimonium predictorum. Nos autem episcopus Gebennensis predictus ad preces et instanciam predictorum sigillum nostrum duximus presentibus apponendum in testimonium veritatis.

Datum et actum die dominica ante nativitatem beate Marie Virginis anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo.

ACV, C II 142, ***copie*** *sur cahier de papier de la fin du XVe siècle, 21 x 29 cm.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *sic pour* itinere.

345. Louis Ier de Savoie, sire de Vaud, s'engage à respecter les droits du prieur de Romainmôtier.

1286 octobre. s. l.

fol. 4v [...] Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Vuaudi qui inquisita diligenter veritate super premissis invenimus predictam composicionem per advunculum nostrum supradictum quondam comitem Sabaudie iure et rationaliter factam esse predictam composicionem prout superius est expressum pro nobis et heredibus et successoribus nostris laudamus, ratifficamus et eciam approbamus.

Item promictimus bona fide pro nobis et successoribus nostris quod non recipiemus in futurum per nos vel per alium nec recepi consentiemus aliquos homines dictorum religiosorum in burgenses seu iuratos alicuius castri nostri seu alicuius bone ville nostre, preterquam homines de Iolens. Et si aliquis castellanus noster vel alius nomine nostro homines dictorum religiosorum reciperet in iuratos preter dictos homines de Iolens ipsos pro non receptis haberemus et volumus quod iam recepti per nos seu nomine nostro pro non receptis habeantur. Item volumus et precipimus quod castellanus noster Cletarum qui nunc est vel qui pro tempore fuerit quam cito requisitus fuerit a dicto priore vel mandato suo iuret iura dicti prioris et conventus Romanimonasterii manutenere et deffendere bona
fol. 5 fide et composicionem / supradictam inviolabiliter observare prout superius est expressum. Promittimus siquidem nos predictus Ludovicus pro nobis et heredibus et successoribus nostris, supradicta omnia, prout superius sunt expressa, bona fide guerentire, actendere et inviolabiliter observare et facere a nostris subdictis observari et quod contra presens instrumentum seu contra aliquid de predictis quod[a] nos vel per alium non veniemus infuturum nec consenciemus alicui contravenienti.

In quorum omnium testimonium nos prefatus Ludovicus sigillum nostrum duximus presentibus apponendum una cum sigillis religiosorum virorum abbatis

Altecriste, de Thela et nos predicti abbates Cisterciensis ordinis ad preces et requisiciones dicti domini Ludocuici[b] sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum anno domini millesimo ducentesimo octuagesimo sexto mensis octobris.

ACV, C II 142, ***copie*** *sur cahier de papier de la fin du XVe siècle, 21 x 29 cm.*

[a] *lisez* per.
[b] *sic pour* Ludovici.

346. a) Arbitrage du bailli de Vaud et du châtelain d'Yverdon entre Louis Ier sire de Vaud et le couvent de Romainmôtier au sujet de l'admission des hommes du couvent dans la ville franche de Morges.

1293 [st. nat.] février 27 ou 1294 [st. an] mars 19. s. l.

Nos Iofredus de Grandi Monte domicellus ballivus illustris viri domini Ludovici de Sabaudia, domini Waudi, in ipso Waudo, et Oddo de Ponteallye miles castellanus de Yverdon universis ad quos presentes littere pervenerint clarissimum sit quod, cum discordia verteretur inter illustrem virum dominum nostrum, dominum Ludovicum de Sabaudia dominum Waudi, ex una parte, pro se et successoribus suis, et religiosos viros, priorem et conventum Romanimonasterii pro se et successoribus suis ex altera, super controversiis variis et diversis, specialiter super eo quod dicti religiosi asserebant quosdam ex hominibus suis talliabiles, francos et censuales iurasse franchesiam et burgensiam de Morgia. Pretextu cuius burgensie asserebant dicti religiosi se suis talliis et serviciis eisdem per predictos homines debitis et eciam homagiis predictorum hominum defraudari; quod tamen intencio non erat dicti domini nostri domini Ludovici. Tandem dicte partes in nos predictos Iofredum scilicet et Oddonem compromiserunt tanquam in amicos arbitros et amicabiles compositores, volentes et promittentes, tactis evangeliis sacrosanctis, tenere et attendere quicquid super predictis controversiis et querelis iure, pace vel concordia diceremus.

Nos vero predicti amici inter predictas partes talem pacem interponimus et arbitramur, videlicet quod omnes homines dictorum religiosorum qui predictam franchesiam et burgensiam iuraverant, qui tempore confectionis presencium domos apud Morgiam non habebant, dictis religiosis reddat et restituat ac restitui faciat dictus dominus noster Ludovicus pleno iure, eisdem hominibus dictam franchesiam ac burgensiam dedicendo et faciendo dedici a burgensibus de Morgia absque alia pena et quod eosdem nec alios dictorum religiosorum homines ad dictam franchesiam et burgensiam nec ad aliam per se vel per alium non admittat nec consenciat admitti.

De ceteris vero hominibus dictorum religiosorum qui domos apud Morgiam habebant tempore confectionis presencium, volumus et ordinamus quod burgen-

ses Morgie remaneant de cetero sub hac forma, videlicet quod dicti homines per dictum dominum nostrum dominum Ludovicum vel per gentes suas constringantur super talliis et aliis serviciis dictis religiosis integraliter respondere sicut ante dictam burgensiam respondebant, ita tamen quod si predicti homines domos predictas habentes dictis religiosis terras, domos et possessiones quas ab ipsis tenent et tenebant ante dictam franchesiam eisdem religiosis quittare vellent ac dimittere extunc a predictis talliis et serviciis habeantur immunes et in omnibus a dictis religiosis quittati et absoluti per omnia homines in omnibus remanenant dicti domini nostri domini Ludovici. Et si dicti homines dictas domos habentes vel non habentes se negarent esse homines predictorum religiosorum vel se debere tallias aut servicia prout debent in probacione premissorum credi debeat dicto priori absque probacione alia per iuramentum suum cum duobus sequancibus fidedignis; quod iuramentum fiat coram domino nostro predicto domino Ludovico vel mandato suo vel stetur probacioni super premissis iam facte coram nobilibus viris Guillermo domino de Montagnye, ballivo tunc temporis in Waudo, domino Petro de Ponte milite, castellano tunc temporis de Rotundo Monte, et domino Borcardo de Fonz eorumdem sigillis sigillate.

Si vero predicti homines vel burgenses de Morgia aut alii aliqui resisterent contra predicta vel aliquod de predictis faciat, dictus dominus noster dominus Ludovicus et procuret quod per se vel per gentes suas predicta et premissorum singula inviolabiliter observentur. Volentes nichilominus quod littere quas una pars predictarum quondam confecit alteri ista littera non obstante durent et valeant in sui roboris firmitate et nichilominus pax ista totaliter observetur. Item volumus quod predicti religiosi pro pace predicta dent et solvant sexaginta libras Lausannenses dicto domino nostro domino Ludovico et viginti libras burgensibus Morgie pro muris construendis dicti loci et specialiter pro pena in qua incidunt illi qui dictam burgensiam dedicere consueverunt, cum tamen dicti burgenses primo ratificaverint dictam pacem, et centum solidos consilio dicti domini nostri domini Ludovici. Predicte autem partes laudaverunt, ratificaverunt et emologaverunt dictam pacem, promittentes per iuramenta sua super sancta dei evangelia corporaliter prestita pro se et successoribus suis dictam pacem laudatam et approbatam perpetuo firmiter observare, precipientes dictis partibus ut presenti paci sigilla sua una cum sigillis nostris apponant in testimonium veritatis. Unde nos predicte partes videlicet Ludovicus de Sabaudia dominus Waudi et nos prior et conventus sigilla nostra una cum sigillis dictorum arbitrorum presentibus duximus apponenda.

Datum die veneris post dominicam qua cantatur Reminiscere anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio.

ACV, C II 18, ***parchemin original,*** *38 x 28 cm, sceau pendant de Louis de Savoie; des autres sceaux annoncés, il ne reste que la queue.*

Ed. Ruth MARIOTTE-LÖBER, p. 239– 240, qui donne la date erronée du 14 mars 1294.

b) Notification du présent arbitrage.

1294 août 26. Les Clées

Ludovicus de Sabaudia dominus Waudi dilectis fidelibus nostris Guafrido de Grandimonte ballivo nostro de Waudo et domino Amedeo de Valle Transversa castellano nostro Morgie et aliis ballivis nostris et castellanis dicti loci qui pro tempore fuerint[a] salutem et dilectionem sinceram. Vobis et cuilibet vestrum precipimus et mandamus quatenus compositionem factam per te Guafridum predictum et per dominum Odonem de Ponteallye castellanum nostrum Yverduni inter nos et religiosos viros priorem et conventum prioratus Romanimonasterii super quibusdam eorum hominibus qui dicebant se esse burgenses Morgie teneatis et penitus observetis, teneri et observari faciatis et contra predictam compositionem aliquid fieri nullatenus permittatis et dictis hominibus dictam burgensiam omnino dedicatis et contramandetis bannum sexaginta solidorum Lausanne omnibus burgensibus Morgie et cuilibet eorum tam nobilibus quas aliis ex parte nostra imponentes ne ipsis hominibus dictorum religiosorum qui se dicebant esse burgenses Morgie dictos religiosos seu homines eorumdem ex nunc in antea vadiare adiuvent nec in aliquo ipsis de cetero dampnum facere permittant; quod si fecerint ultra bannum dampna dicto priori vel hominibus suis illata sine mora emendare teneantur nisi a nobis specialiter vel a vobis prius haberent in mandatis nec ipsos homines contra dictos priorem et conventum in iudicio et extra aliquatenus non deffendant racione burgensie predicte sed ipsos religiosos permittant uti de dictis hominibus suis prout usi sunt de ipsis et rebus eorum uti ante burgensiam supradictam. In cuius rei testimonium dictis priori et conventui tradidimus has patentes litteras sigillo nostro sigillatas.

Datum apud Cletas anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto die iovis post festum beati Bartholomei apostoli.

ACV, C II 18 bis, ***parchemin original,*** *21,5 x 16 cm, sceau pendant de Louis de Savoie, sire de Vaud.*

[a] *Le ms. porte* fuererint.

347. Réversale de Louis II de Savoie, sire de Vaud, en faveur du couvent de Romainmôtier à la suite d'un don de dix livres fait par les habitants de Bursins.

1314 [st. nat.] mars 4. Pierre-Châtel (Ain)

AC Romainmôtier, no. 132, ***parchemin original,*** *18 x 8,5 cm, fragment du sceau pendant annoncé du sire de Vaud.*

348. Louis II de Savoie, sire de Vaud, concède marchés et foires à Romainmôtier.

1333 juin 9. Prangins

Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Vuaudi notum facimus universis quod nos consideratis et attentis utilitatibus monasterii de Romanomonasterio atque nostris dedimus et damus ac concessiumus pro nobis et heredibus ac successoribus nostris, priori et conventui dicti monasterii potestatem et auctoritatem faciendi mercatum in perpetuum in villa de Romanomonasterio singulis diebus sabbativis et etiam nundenas semel in anno secundum usus et consuetudines de Melduno, quod quidem mercatum et nundenas predictas et omnes venientes ad ipsas nundenas et mercatum recedentesque de ipsis mundenis et mercato promittimus custodire, manutenere, conducere secundum usus et consuetudines predictos, nostris propriis sumptibus et expensis sub forma et conditionibus que secuntur:

[1] In primis quod predicti prior et conventus et eorum successores habeant et habere debent et debeant merum et mixtum imperium et iuridictionem omnimodam in omnibus hominibus et abbergatoribus suis presentibus et futuris existentibus in dictis nundenis et mercato et venientibus ad ipsas nundenas et mercatum secundum consuetudines de Melduno, in omnibus casibus in quibus temporibus preteritis consueverunt habere iuriditionem predictam et merum et mixtum imperium supradictum. In aliis vero hominibus, qui non sunt vel fuerint homines aut abbergatores dictorum prioris et conventus, undecumque sint, merum et mixtum imperium et omnimoda iuridicio ad nos plene pertineant in diebus dictarum nundenarum et mercati.

[2] Ita tamen quod quicumque fuerit nuncius dictorum prioris et conventus super exercicio iuridicionis dicti loci de Romanomonasterio in diebus nundenarum et mercati predictarum sit nuncius noster super exercicio iuridicionis ad nos pertinentis dictis loco et diebus mercati et nundenarum predictarum et non ultra. Et habebit dictus nuncius exercens iuriditionem nostram et dictorum prioris et conventus in diebus dictarum nundenarum et mercati in banno sexaginta solidorum spectante ad nos tres solidos, et in aliis bannis a sexaginta solidis infra usque ad decem solidos et in bannis decem solidorum, duodecim denarios debet percipere dictus nuncius, et a decem solidis infra in bannis et clamis, sex denarios.

[3] De quibus omnibus idem nuncius teneatur per iuramentum suum reddere plenum computum castellano nostro de Cletis semel aut bis in anno ad requisitionem dicti castellani et eidem respondere integre de eisdem.

[4] Et si in diebus dictarum nundenarum vel mercati evenerit casus aliquis appellacionis ad duellum, si provocans et provocatus non sint de hominibus seu abbergatoribus dictorum prioris et conventus, cognicio ipsius duelli et ipsum duellum et execucio eiusdem fiant apud Cletas per castellanum nostrum Cletarum. Et si provocans et provocatus ambo fuerint de hominibus seu abbergatoribus dictorum prioris et conventus spectantibus ad dictos priorem et conventum, tunc

cognitio duelli et ipsum duellum et executio eiusdem fiant per nuncium dictorum prioris et conventus apud Romanummonasterium. Et si provocans aut provocatus fuerit de hominibus seu abbergatoribus predictis et unus ipsorum fuerit extraneus, tunc cognitio et duellum et executio duelli fiant coram nuncio dictorum prioris et conventus apud Romanummonasterium, vocato ad hoc castellano nostro de Cletis pro custodiendo campum ipsius duelli una cum nuncio dictorum prioris et conventus. Et si extraneus fuerit victus in ipso duello, bona illius victi debent esse nostra deductis expensis rationabilibus factis per castellanum nostrum de Cletis et per nuncium dictorum prioris et conventus ratione ipsius duelli. Et si homo aut abbergator dictorum prioris et conventus fuerit victus in ipso duello, bona illius victi erunt dictorum prioris et conventus, facta deductione expensarum sub modo predicto.

[5] Omnes autem redditus, proventus et emolumenta quecumque sint que evenirent vel evenire poterunt racione dictarum nundenarum et mercati debent esse dictorum prioris et conventus, remanentibus nobis salvis redditibus, serviciis et usagiis quos et que percipere consuevimus ab hominibus et abbergatoribus predictis, in ipsis hominibus et abbergatoribus et eorum successoribus, ac in supervenientibus abbergatoribus et advenis in futurum.

[6] Teneanturque dicti prior et conventus pro predictis per nos eisdem concessis et pro custodia et conductu dictarum nundenarum et mercati solvere nobis et heredibus nostris annis singulis in festo purificacionis beate Marie virginis apud Cletas in manu castellani nostri Cletarum sexaginta libras cere.

[7] Confitemurque et recognoscimus nos habuisse et recepisse de intragio pro predictis et racione predictorum sexaginta libras bonorum Lausanensium in bona pecunia numerata.

[8] Volumus eciam et concedimus dictis priori et conventui quod quociens-cumque castellanus noster Cletarum, qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, faciet iuramentum de antiquis consuetudinibus per eum observandis.

[9] Idem castellanus faciat iuramentum de omnibus predictis concessis per nos, sicut in presenti littera continetur, per eum integre observandis.

[10] Nostre eciam intencionis existit quod antique conventiones inter nos seu predecessores nostros et dictos priorem et conventum seu eorum predecessores habite et littere super conventionibus eisdem confecte tam pro nobis quam pro parte dictorum prioris et conventus remaneant in suo robore, salvis hiis que superius declarantur.

Que omnia predicta nos dictus Ludovicus de Sabaudia pro nobis et nostris heredibus promictimus iuramento nostro super hoc prestito predictis priori et conventui et eorum successoribus firmiter et integre attendere et inviolabiliter observare.

In quorum omnium robur et testimonium premissorum nos predictus Ludovicus de Sabaudia sigillum nostrum hiis presentibus litteris duximus apponendum.

Datum et actum in castro nostro de Prangins die mercuri ante festum beati Barnabe apostoli anno domini millesimo tricentesimo tricesimo tercio.

ACV, C VII a 308, ***parchemin original,*** *45 x 35 cm, sceau pendant de Louis II de Savoie; en annexe confirmations d'Amédée VIII et Amédée IX avec leurs sceaux pendants. –* ***Copies:*** *ACV, CII 142, copie sur cahier de papier de la fin du XVe s., fol. 6r–7v, cette copie porte la date de 1323; AC Romainmôtier, D 137,* ***vidimus*** *du 2 août 1405, cette copie porte la date de 1323; AC Romainmôtier, D 109, ratification par Isabelle de Chalon, épouse de Louis de Savoie, et par Jean de Savoie, son fils, le 20 juin 1333,* ***parchemin original,*** *30 x 15,5 cm, fragments des sceaux pendants d'Isabelle de Chalon et de Jean de Savoie.*

Ed. MDR III, p. 608, d'après le vidimus de 1405.

349. Louis II de Savoie, sire de Vaud, ratifie les accords et engagements de 1272 et 1286, puis les renouvelle.[1]

1329 mai. s. l.

Item nos Ludovicus de Sabaudia filius illustris viri quondam bone memorie domini Ludovici de Sabaudia domini Vuaudi tam compositionem et ordinacionem factam et inhitam ut supra inter illustrem virum dominum dominum Philippum quondam bone memorie comitem Sabaudie ex una parte et religiosum virum priorem et conventum Romanimonasterii ex altera quam eciam ratifficacionem, approbacionem et laudacionem factam per dictum illustrem virum dominum Ludovicum de Sabaudia carissimum patrem meum super ordinacione et composicione predicta certiorati et de iure nostro in omnibus et singulis supradictis informati deum habentes pre occulis habentes eciam specialem affectionem[a] et dilectionem ad monasterium Romanimonasterii supradictum, de certa nostra sciencia ratifficamus, approbamus et cum omni sollempnitate laudamus. Promittentes pro nobis et heredibus ac successoribus nostris per stipulacionem sollempnem ac fide data priori et conventui supradictis stipulantibus nomine
fol. 5v prioratus eorum contra dictam / composicionem, ratifficacionem, approbacionem et laudacionem per nos vel per alium non venire nec alicui contravenire volenti in aliquo consentire sed omnia et singula supradicta actendere promictimus et inviolabiliter observare.

Item volumus et precipimus quod castellanus noster Cletarum qui nunc est vel qui pro tempore fuerit quamcito requisitus fuerit a dicto priore vel mandato suo iuret iura dicti prioris et conventus Romanimonasterii manutenere et deffendere bona fide et composicionem supradictam inviolabiliter observare, ut superius est expressum.

In quorum testimonium predictarum composicionis, ratifficacionis, approbacionis et laudacionis ac eciam visionis nostrum magnum sigillum iussimus et apponi fecimus huic presento instrumento.

Datum mense maii anno domini millesimo tercentesimo vicesimo nono.

ACV, CII 142, ***copie*** *sur cahier de papier de la fin du XVe s.*

[a] *Le ms. porte un deuxième* affectionem.

[1] *Cf. nos 345 et 346 supra.*

350. Réversale d'Isabelle de Chalon, dame de Vaud, au profit des habitants de la pote de Romainmôtier qui ont effectué par pure bonne grâce le transport des pierres nécessaires au château de Morges.

1340 juin 8. Rue

Nous Ysabel de Chalon dame de Vuaud faisons savoir a touz que comme notre bien ame monseigneur Arthaut Alamand prieurs de Romainmoustier nous ait fait prester par les soubgiz de l'Eglise de Romainmoustier cinquante chars pour une foiz pour mener et charroier aucune quantite de pierre traite a la Sarree de notre commandement pour faire les desgrez de notre chastel de Morge, c'est a savoir des ledit lieu de la Sarree moues au dit lieu de Morge, que nous ledit charroi confessons avoir desdiz soubgiz de grace especial par ceste foiz et voulons, pour nous et notres hoirs, que li diz charrois fait ensi comme dessus ne soit au preiudice des diz soubgiz au temps a venir ne de lours hoirs nomeement par occasion du prest dudit charroi a nous fait par ensi comme devant est escript.

Donne a Roue soubz notre seel le viiie iour de juing l'an de grace mil CCC et quarante.

AC Romainmôtier, D 133, ***parchemin original,*** *35,5 x 8 cm, fragment de sceau pendant d'Isabelle de Chalon.*

351. Réversale de Louis II de Savoie, sire de Vaud, en faveur des habitants de Romainmôtier qui lui ont concédé par bonne grâce un don de 100 livres.

1342 [st. nat.] février 9. s. l.

Nous Lois de Savoie sire de Waud faison savoir a toutz ceaust qui verront ces presentes letres que come les genz et li habitiours de la terre, deis villes et de la poistez de Romansmostier nous ayent done de lour bone voluntez en grace espiciaul cent livres de Losonois pour une foi, lesquelles nous confessons avoir heuz deis dit habitiours par la maim Ysabel de Chalon dame d'enchie nous, nous volons et ouctroions pour nous et pour notres hoirs que la dite donacion ou grace a nous faite par les dessus dit habitiours aus dit habitiours, a lours hoirs ne a lours successours ensenble ou par devis ne lours puisse portez preiudice ne damage ad present ou ou temps a venir, non obstent droit, custume ou possession encontre faissant, par lesquels nous ou notres hoirs puissiens venir, dire ou faire a l'encontre, prometans pour nous et pour notres hoirs en bone foi contre les chouses dessus dites non venir, pour quoi nous li dessusdit Lois les dessusdites genz et habitiours, lours chouses, lours hoirs et lours fiances sur les dites cent livres quictons et absolvons pour raison de la dite satisfacion a nous faite ensi come dessus est dit.

En tesmoingniage de la quelle chouse nous li dessusdit Lois notre seel avons fait metre en cest present escript, avoic lequel seel nous Ysabel de Chalon dessus [nomee que][a] les dictes cent livres avons receuz deis dessus dites genz notre seel avons fait metre en cestes presentes letres en tesmoingniage [de toutes][a] les chouses dessus nomees. Cest presentes letres sunt doubles.

Donnee le neume jour de fevrer l'an de grace corant mil CCC [et qu]arante[a] et dous.

AC Romainmôtier, no. 140, ***parchemin original,*** *taché par endroits, 26 x 9 cm, sceaux manquants d'Isabelle de Chalon et de Louis II de Savoie, sire de Vaud.*

Ed. MDR III, p. 630.

[a] *effacé par l'eau.*

352. Accord entre le prieur de Romainmôtier et ses sujets au sujet du marché et des foires.

1356 mars 29. Romainmôtier

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter quod anno ab incarnatione eiusdem currente millesimo tricentesimo quinquagesimo sexto vicesima nona die mensis marcii hora vespertina vel circa indicione nona in prioratu Romanimonasterii Cluniacensis ordinis Lausanne dyocesis, in nostri publici notarii et testium subscriptorum presentia, propter hoc personaliter constituti venerabilis et religiosus vir frater Althaudus Alamandi prior Romanimonasterii Cluniacensis ordinis Lausanne dyocesis nomine suo et conventus sui Romanimonasterii ex una parte ac plures probi homines terre potestatis Romanimonasterii ex altera. Habito super hoc inter ipsas partes diligenti consilio et tractatu, facte fuerunt perpetue valiture et durature pro tota terra potestatis Romanimonasterii conventiones et pacta infrascripte nomine fori Romanimonasterii ac pro utilitate ecclesie Romanimonasterii ac tocius terre predicte:

[1] Et primo quod forum seu mercatum dicte ville Romanimonasterii teneatur et sit et esse debeat omnibus diebus sabbativis, ut consuetum est.

[2] Item quod nundine sint semel in anno in dicta villa videlicet in vigilia festi beatorum Petri et Pauli apostolorum et in die dicti festi et in die crastina festi predicti.

[3] Item quod in die dicti fori qualibet die intersit una persona de quolibet foco, que sciat vendere et emere, videlicet de terra potestatis Romanimonasterii, videlicet cum denariatis quas habebit ad vendendum. Sinautem incidit in pena trium solidorum pro qualibet vice in manibus dicti domini prioris vel successorum suorum et illud idem fiat in tribus diebus nundinarum.

[4] Item actum est et concordatum quod nullus hominum seu mulierum dicte terre possit vel debeat vendere vel deportare alibi extra dictam terram aliquas

denariatas, quecumque sint, quousque ipsas habuerit seu deportaverit et venales ostenderit in villa Romanimonasterii per quatuor fora et qui contrarium fecerit denariatas amittit et sunt dicte denariate ad monasterium domini prioris exchete et incidit in manibus dicti domini in pena trium solidorum.

[5] Preterea ordinatum est quod ad predicta reportanda ordinati sunt quatuor probi homines iurati quibus de hiis que super premissis reportabunt credendi sunt et quilibet ipsorum in solidis qui pro pena ipsorum et labore habeant et habere debeant terciam partem bannorum pro predictis committendorum. Qui probi homines quocienscumque expediens fuerit mutari possunt per dominum priorem de consilio aliquorum expertorum dicte terre. Qui predicti iurati tenentur et debent inquirere per villicos et iuratos cuiuslibet ville dicte terre de illis qui in aliquo premissorum contrarium fecerint vel in premissis deficerent et illa domino priori vel mandato suo referre.

Acta autem sunt hec presentibus domino Henrico curato de Valorbes, domino Nicholao Berthelleti curato de Arnay, domino Rynaudo Borcardi presbytero Romanimonasterii et domino Nichodo de Agie presbytero, testibus ad premissa testificanda vocatis specialiter et rogatis sub data qua supra.

ACV, C VII a 372, ***parchemin original,*** *28 x 32 cm, l'acte qui est un double original n'est pas scellé.*

MDR III, p. 635 (éd. partielle d'après une copie tardive des AC Romainmôtier).

353. Réversale du prieur de Romainmôtier Arthaud Alamandi en faveur de ses sujets de Romainmôtier, Envy et Juriens, qui ont contribué par pure bonne grâce au rachat deVufflens-la-ville.

1359 avril 27. s. l.

AC Romainmôtier, D 135, ***parchemin original,*** *26 x 13,5 cm, queues pour les sceaux annoncés et manquants du prieur et du couvent de Romainmôtier.*

Ed. MDR III, p. 636.

354. Les habitants de la pote de Romainmôtier ne sauraient être gages pour les dettes des religieux. Supplique et réponse d'Amédée VI.

a) s. d. s. l.

Vobis supplicatum illustri principi comiti Sabaudie.

Supplicando exponunt vestri probi homines de potestate Romanimonasterii, qui vobis debent gardam per annum videlicet quelibet [...][a] domus unam cupam frumenti, duas cupas avene, unum caponem, sex denarios Lausanen-

ses, quod cum quondam illustris et potens princeps dominus Ludovicus de Sabaudia, cuius animam absolvat Omnipotens, iuxerit et preceperit ballivo suo Waudi, castellano suo de Cletis et omnibus aliis castellanis et officiariis suis et loca eorum tenentibus quatenus ipsi, non patiarentur dictos probos homines pignorari pro aliquo debito religiosorum Romanimonasterii exceptis censibus in quibus tenentur dictis religiosis, prout in littera dicti domini Ludovici sigillo suo sigillata plenius continetur, quam vobis obscendent si placet. Quare amore dei et intuitu pietatis predictam litteram dicti domini Ludovici confirmare dignemini[b] quia dicti probi homines non habent nec habere volunt nullum alium recursum nisi ad vos.

b) 1365 février 22. Morges

Amedeus comes Sabaudie dilectis baillivo Waudi castellanisque nostris Cletarum, Morgie et aliis nostris officiariis quibuscumque vel eorum locatenentibus salutem. Visa supplicacione presentibus annexa, vobis et vestrum singulum mandamus quatenus homines supplicantes pro debitis religiosorum Romanimonasterii non inquietetis, molestetis aut compellatis, donec a nobis aliud habueritis in mandatis, nisi quatenus ipsos homines inveneritis obligatos aut dictis religiosis teneri.

Datum Morgie die vicesima secunda februarii anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo quinto.

Anthonius Bessonis.

AC Romainmôtier, D 123, deux **parchemins originaux,** *attachés ensemble par une queue en parchemin dont le sceau de cire rouge est perdu; a): abîmé par l'humidité, 28 x 11,5 cm; b): 32 x 9,5 cm.*

Ed. MDR III, p. 637.

[a] *tache.*
[b] *lect. difficile.*

355. Sentence arbitrale du comte Amédée VI de Savoie dans un différend opposant le prieur et le couvent de Romainmôtier à Galeas de Viry, agissant en son nom et pour le compte de noble dame Luce de Baulmes, dame de Mont, sa mère, au sujet de l'exercice des droits de juridiction sur les habitants des villages de Bursins et de Vernay, ainsi que leurs biens.

1375 [st. nat.] mars 9. Morges

[...] In primis quod dicte ville de Brussins et de Verney separate et limictate in mandamento de Monte et merum mixtum imperium et omnimoda iuridicio et quicquid iuris habent, habere possint quacumque occasione, racione vel casu

dicti domina Luca et Galisseus in et pro mero mixto imperio et iuridicione villarum et territoriorum predictorum et aliorum reddituum, censuum et bonorum ipsius domine Luce et Galissei in villis et territoriis predictis racione castri et territoriorum predictis de Monte vel alia quavis causa tam in hominibus ipsius Galissei et dicte domine Luce matris sue vel ipsius prioratus seu eciam avenis ad ipsum dominum priorem et dictum prioratum pertineat pleno iure et que omnia et singula dictus Galisseus quo supra nomine tradidit, cedit, transfert penictus et in perpetuum transportat in dictum dominum priorem et prioratum atque suos per presentes, nichil iuris actionis, racionis, meri mixti imperii, superioritatis seu iuridicionis cuiuscumque in predictis retinendo.

Item quod in recompensationem predictorum meri imperii et aliorum iurium que dicta domina Luca et Galisseus prout supra scriptum est habent et se habere pretendebant, dictus dominus prior teneatur eisdem [...] tradere et expedire tantum vallorem quantus est valor hominum, reddituum, placitorum, censuum, usagiorum et aliorum bonorum que habent dicti domina Luca et Galisseus in villis et territoriis de Brussins et de Verney supradictis et eisdem [...] assignare eumdem valorem facta vera et legitima tassacione predictorum ad arbitrium et ordinacionem Anthonii Championis et Guillermi de Malliono [...].

Datum Morgie die nona marcii anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo quinto sumpto a nativitate [...].

ACV, C VII a 406, ***copie*** *sur parchemin collationnée sur l'original par Jean de Gignilliat, clerc juré de l'official de Genève, 48,5 x 64 cm, pas de sceau annoncé.*

356. Réversale du prieur de Romainmôtier au profit de ses sujets de Romainmôtier qui ont travaillé dans ses vignes de Bursins par pure bonne grâce.

1377 mars 27. s. l.

AC Romainmôtier, D 136, ***parchemin original,*** *26 x 16 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de Henri de Sivirier, prieur de Romainmôtier.*

Ed. MDR III, p. 652.

357. Election et charges des gouverneurs de la communauté.

1387 juin 2. s. l.

Nos Ianninetus dictus Bonasieur de Romanomonasterio et Nychodus dictus Poncie filius quondam Aymoneti dicti Poncie dicti loci, tanquam rectores communitatis ville dicti Romanimonasterii anni preteriti in data presencium finiti, notum

facimus universis presentibus et futuris quod nos, considerata utilitate dicte communitatis ville predicte Romanimonasterii, de laude, consensu, voluntate et mandato venerabilis et religiosi viri domini nostri carissimi fratris Iohannis de Seyssello prioris humilis prioratus dicti Romanimonasterii ac eciam de consensu et voluntate proborum hominum infrascriptorum et nominatorum, videlicet Iaquerii Nylion, Willermi et Aymoneti dictorum Aymonod, Perrodi Poncie, Iaqueti de Envy, Richardi de Noz, Nychodi Hugueta, Perrodi Magnin, Girardi Amiet et plurium aliorum proborum hominum presencium, volencium et consenciencium, elegimus, constituimus et ordinamus rectores et gubernatores communitatis predicte ville Romanimonasterii et pertinenciarum eiusdem communitatis per unum annum a data presencium numerandum, videlicet Guillermum Henriodi de Romanomonasterio, pelliparium, et Aymonetum douz Chablet, fabrum dicti Romanimonasterii, et eorum quemlibet in solidum, ad regendum et gubernandum per ipsos Guillermum et Aymonetum et eorum quemlibet predictam communitatem Romanimonasterii cum omnibus suis iuribus, pertinenciis, obvencionibus et appendenciis suis singulis et universis, sub modis et formis inferius declaratis, videlicet:

[1] Quod predicti Guillermus et Aymonetus promiserunt per iuramenta sua ad sancta dei euvangelia corporaliter tacta, predictam communitatem cum omnibus suis iuribus et pertinenciis quibus supra bene et fideliter regere et gubernare posse suo et in ipsam communitatem regendam bonam diligenciam ponere et habere et cum consilio predicti domini prioris et proborum hominum suprascriptorum.

[2] Item quod predicti Guillermus et Aymonetus in fine anni predicti debent coram predicto domino priore et aliis probis hominibus suprascriptis bonum computum reddere de bonis et possessionibus[a] dicte communitatis.

[3] Item quod, anno finito, dicti Guillermus et Aymonetus, quilibet ipsorum per se et in solidum, possunt ponere et eligere alios duos probos homines pro predicta communitate regenda et gubernanda, et si dicti duo electi per ipsos Guillermum et Aymonetum predictam electionem recusarent adimplendam, quod ipsi tenerentur in duobus florenis auri implicandis ad opus et utilitatem dicte communitatis; et sic deinceps alii duo eligendi ad regendum dictam communitatem recusantes dictam electionem sint incheti[a] de duobus florenis auri implicandis ut prefertur in dicta communitate.

[4] Nos vero frater Iohannes de Seissello prior predictus et nos predicti probi homines suprascripti omnia et singula predicta pro nobis et nostris et vice et nomine omnium aliorum proborum hominum dicte communitatis laudamus ratificamus et approbamus penitus per presentes. Mandantes et tenore presencium precipientes, nos prior predictus et nos alii homines supranominati, omnibus illis qui in dicta communitate in aliquo tenentur, quatenus ipsis Guillermo et Aymoneto electis et cuilibet ipsorum in solidum et omnibus aliis in tempore futuro in dicta communitate eligendis, quatenus ipsis electis et eligendis solvant, rendeant[a] et intendant nullo alio mandato a nobis super hoc expectato.

[5] Quibus electis et eligendis pro tempore futuro, nos prior et dicti prenominati homines pro nobis et nomine omnium aliorum proborum hominum dicte

communitatis, damus tenore presencium plenariam potestatem ac mandatum speciale petendi, defendendi, in iudicio standi, fructus, iura, exitus et iuancias dicte communitatis recuperandi et levandi ac exigendi.

Promittentes [...].

Datum die secunda mensis iunii anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo septimo.

Idem Henricus de la Pra.

AC Romainmôtier, D 124, ***parchemin original,*** *28,5 x 32,5 cm, sceau pendant de la cour du prieur de Romainmôtier.*

Ed. MDR III, p. 661.

[a] *lect. difficile.*

358. Le prieur de Romainmôtier affranchit ses sujets de la mainmorte sur les armes.

1393 décembre 12. s. l.

Nos frater Iohannes de Seyssello humilis prior prioratus Romanimonasterii ordinis Cluniacensis, Lausannensis diocesis totusque eiusdem loci conventus notum facimus universis per presentes quod cum gentes, incole et habitantes in terra nostra Romanimonasterii humiliter supplicaverint quod nos eisdem pro se et heredibus suis quibuscumque concedere dignaremur de gracia speciali non obstantibus manu mortua ac bonorum suorum excheyta quorumcumque in eadem terra vigentibus et existentibus, quatenus laurice, gantillia, bauciguerii, galee, venabuli, lancee, disploydes et omnia alia universa et singula quecumque armorum genera, que dicti homines, incole, habitantes seu habitaturi procurare possent se habere pro tuycione et meliori custodia dicte terre in dicto casu manus mortue et excheyte perpetuis temporibus remaneant et remanere debeant predictis hominibus et successoribus et heredibus quibuscumque absque eo quod nos prefati prior et conventus ad ipsa arma quecumque manus apponere valeamus nec in excheytam ipsa arma petere debeamus quoquomodo.

Nos dicti prior et conventus propter supra et infrascripta ad sonum campane unanimiter convocati, considerata evidenti utilitate nostra dicti prioratus et tocius terre nostre predicte Romanimonasterii, dicte supplicacioni graciose inclinati, pro nobis et successoribus nostris quibuscumque, dictis gentibus nostris, hominibus, incolis, habitantibus et habitaturis in predicta terra nostra Romanimonasterii tantum modo pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque largimur et concedimus de gracia speciali per presentes attentis bona affectione quam habent et semper habuerint erga nos et dictum prioratum nostrum Romanimonasterii et sinestris scandallis guerrarum castri Sancte Crucis, a quo castro dominus Guillermus de Grandissono, miles, dictum prioratum, terram Romani-

monasterii, homines, habitantes et omnia bona quecumque dicte terre cum armiferis suis iam predavit et semper predare, currere nititur indebite modo quo potest forciori predicta arma quecunque esse et remanere debere extra servitutem dicte manus mortue et excheyte et quod ipsa arma quecunque dictis hominibus, incolis, habitantibus et habitaturis et suis heredibus et successoribus suis quibuscunque, adveniente dicto casu, libere et quiete in perpetuum remaneant et remanere, esse debeant, omni contradictione cessante et sine hoc quod de dictis armis seu arnesiis nos predicti prior et conventus per nos vel officiarios nostros quoscunque pro aliquo debito aut alia quacunque re pignorare valeamus seu possemus quoquomodo.

Promittentes [...].

In cuius rei testimonium nos prior et conventus predicti pro nobis et successoribus nostris sigilla nostra et signo manuali [a–]Nicoleti de Valeres clerici curie nostre Romanimonasterii iurati[–a] presentibus litteris duximus apponenda.

Duplicatum est presens instrumentum pro qualibet parte unum ita quod quodlibet instrumentum per se fidem faciat.

Datum die duodecima mensis decembris anno domino millesimo tercentesimo nonogesimo tercio.

AC Romainmôtier, D 166, deux ***parchemins originaux,*** *a) 34,5 x 35 cm, sceau pendant du couvent, queue pour le sceau du prieur manquant, rédigé par Nicolet de Valeres; b) 43 x 24,5 cm, queues pour les sceaux manquants; rédigé par Nicod Amiet après la mort de Nicolet de Valeres.*

Ed. MDR III, p. 679.

[a–a] *La version b) porte* dompni Amieti de Romanomonasterio presbyteri dicte curie nostre iurati, cui nos prefatus prior presentem licteram levari fecimus et grossari post obitum quondam Nycoleti de Valleres.

359. Le prieur Jean de Seyssel et les prud'hommes de Romainmôtier édictent un règlement sur les cours de justice.

1403 [st. ann.] / 1404 [n. st.] février 25. s. l.

Nos frater Iohannes de Seyssello humilis prior prioratus Romanimonasterii, ordinis Cluniacensis, Lausannensis diocesis totusque eiusdem loci conventus, notum facimus universis presentibus pariter et futuris, quod cum in die dominico totus orbis christianorum fidelium ab omni opere quiescere teneatur et divina servicia ac mandata ecclesiastica ad honorem altissimi creatoris totis viribus adimplere, et in terra nostra Romanimonasterii curia temporalis longevis temporibus ad iura reddenda secundum consuetudinem per officiarios nostros tenta fuit et teneri consueta, que secundum legem divinam fieri non debebat. Eademque die dominico percipi consueverimus pro qualibet clama dicta die facta duodecim denarios.

[1] Hinc est quod nos prior et conventus prefati, scientes et spontanei, consideratis premissis ob reverenciam festi diei dominicalis, volentes in eisdem de remedio providere opportuno, ne talia in preiudicium et periculum animarum nostrarum et ad earum dampnacionem perpetuam, eciam gencium nostrarum eadem[a] valeant. Vocatis nobiscum Iohanne Mayor de Romanomonasterio procuratore nostro, Nycoleto Nylion et Iohanne Besson alias Blanchar sindicis et gubernatoribus ville Romanimonasterii, nomine suo et dicte communitatis Romanimonasterii, Iohanne Clers, Guillermo Henriodi, Perrodo Poncier, Vuillermo Aymonod, Rynaudo de Lanfrey de Romanomonasterio, Iaqueto dEnvy dicto Ameron dEnvy, Hugueto Barat de Brettoneres, Iaqueto et Cristino dou Bosson fratribus, Iohanne Grallit, Petro Mayor de Agie, Aymoneto Estuer de Agie, Mermerio dicto Dayrit de Bofflens, Girardo Mayor de Arnay, Perrodo Rey de Premier, Hugonino Marugler de Vaulions, Bartholomeo Cler de Iuriens, Nycodo de la Praz et Iaquodo dou Trembley, proborum hominum nostrorum, quolibet ipsorum pro se et nomine sue ville prenominatorum ibidem presencium et consenciencium, statuimus, ordinavimus et ordinamus ponimusque et remictimus pro nobis et nostris successoribus quibuscunque, nosque statuisse, ordinasse, posuisse et remisisse perpetue tenore presencium confitemur, prout melius intelligi potest seu dici, predictam curiam deinceps tenendam in qualibet die sabbati per officiarios nostros post nonam, videlicet post pulsacionem magni cimballi, quod pro tunc et ad eo debet pulsari more solito, sub conditione quod non obstante quod clame de diebus sabbatis solent valere tres solidos et ictus pugni sexaginta solidos, primo, quod clame in dictis diebus sabbatis fiende valeant semper duodecim denarios Lausannenses solum, salvis clamis extraneorum et illis que specifficarentur et nominarentur ad clamam fori, que clama semper valeat tres solidos.

[2] Item ictus pugni valeat solum tres solidos et alii icti prout fuerunt usitati aliis diebus septimane.

[3] Item volumus et ordinamus nos prefati prior et conventus pro nobis et nostris successoribus de consensu predictorum proborum hominum quod quilibet advocatus teneatur consulere partem litigantem in curia pro quatuor denariis pro qualilbet die. Et nisi voluerit consulere, non debet consulere in dicta curia aliquem donec post quadraginta dies prius lapsos.

[4] Item quod clame dicti Iohannis Mayor remaneant et valeant tres denarios Lausannenses et debet tenere curiam suam post curiam nostram predictam dicta die sabbati.

[5] Item ordinamus nos prior et conventus prefati pro nobis et nostris successoribus de consensu predictorum proborum hominum quod ceteri maiores terre nostre Romanimonasterii debent et teneantur tenere curiam suam in qualibet maioria sua, dicta die sabbati in mane.

[6] Item ordinavimus et statuimus nos prefati prior et conventus pro nobis et nostris quibus supra de consensu prenominatorum proborum hominum quod pulsato magno cimballo pro dicta curia tenenda omnes et singuli terre debent dimittere opus suum et facere festum et ferare die dominica bene et fideliter, et qui

secus faceret quicquid faceret tenetur comburere ante ecclesiam. Nos vero [...] [b] probi homines superius nominati [...] premissis omnibus et singulis consentimus [...].

In cuius rei testimonium nos prior et conventus prenominati pro nobis et ad preces et requisicionem prenominatorum nostrorum proborum hominum nobis oblatas fideliter et relatas per Nycoletum de Valleres clericum curie nostre Romanimonasterii iuratum [...], de cuius Nycoleti registris et prothocolis, nos prefatus prior presentem litteram levari fecimus et grossari, post ipsius Nycoleti obitum, per dompnum Nycodum Amieti de Romanomonasterio presbyterum curie nostre Romanimonasterii iuratum, cui dicta prothocola et registra per nos eidem fuerunt commissa et qui nobis retulit predicta facti substancia non mutata in dictis registris et prothocolis reperisse, et cui super hiis vices nostras commisimus et eidem fidem plenariam adhibemus, sigilla nostra licteris presentibus roborando duximus apponenda.

Datum die vicesima quinta mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo tercio.

Idem Nycodus Amieti.

AC Romainmôtier, D 118, ***parchemin original,*** *32,5 x 36,5 cm, queues pour les deux sceaux annoncés et manquants. – Trad. française: AC Romainmôtier, D 118, trad. du XVIe s. sur papier (2 folii).*

Ed. MDR III, p. 695.

[a] *lect. difficile.*
[b] *suivent les noms déjà cités dans l'article [1].*

360. Enumération des droits du comte de Savoie à Romainmôtier.

1405 août 1er. Romainmôtier

fol. 1 Anno domini millesimo quatercentesimo quinto indicione decima tercia die prima mensis augusti, serie presentis publici instrumenti, cunctis fiat manifestum quod, ad instanciam et requisicionem mei Iohannis Thalmin Tharentinensis diocesis notarii publici commissariique et receptoris generalis extentarum Vuaudi illustris et serenissimi principis et domini mei, domini Amedei comitis Sabaudie, per ipsum dominum nostrum ad ipsas extentas faciendas et recipiendas specialiter deputati, stipulantis et recipientis more publice persone, nomine, vice et ad opus eiusdem domini nostri comitis et suorum quorumcumque successorum, venerabilis et religiosus vir frater Iohannes de Seysello, prior Romanimonasterii, ordinis Clugniacensis, diocesis Lausanne, necnon et religiosi viri fratres Iohannes de Divestant camerarius et supprior, Aymo de Molleria decanus, Girardus Maioris de Cugie, magnus celerarius, Rodulphus Salagrini elemosinarius, Iohannes de Lugduno Saunerii infirmarius, Iohannes Hugoneti cantor, Oliverius de Cugiez, Anthonius Berengerii, Iacobus Maior de Agiez, Bartholomeus de Vil-

lario Gondry, Petrus de Eschagnens, Stephanus Portherat, Henricus de Boctens, Guillermus de Lucingio, Iaquetus de Dyvona, Guillermus Lombardati et Aymo de Ionolye, omnes monachi dicti monasterii, ad infrascripta peragenda ad invicem solito more ad sonum campane congregati, conventum tenentes et capitulum facientes; ipsi dominus prior et conventus, pro se et eorum successoribus in dicto monasterio, confitentur publice eciam et manifeste recognoscunt et actestantur omnia et singula inferius particulariter descripta et designata:

[1] Primo inquam quod prefatus dominus noster comes Sabaudie percipit et percipere debet et consuevit ac eius predecessores a quibus causam habet hactenus perceperunt et percipere consueverunt vigore pactorum et / conventionum *fol. 1v* dudum inter predecessores domini nostri predicti comitis prioresque et conventum Romanimonasterii predecessores domini prioris et conventus modernorum dicti loci habitatorum et habitantium inhitarum; quorumquidem pactorum et conventionum tenoris modus et forma eorumdem inferius serratim de verbo ad verbum denotantur, videlicet a quolibet homine potestatis Romanimonasterii domum ad fiestam habente scilicet villarum Romanimonasterii, de Lanffrey, de Vaulion, de Iuriens, de Envy, de La Pra, de Prumyer, de Brethonnieres, de Agiez, de Croy, de Bofflens, de Valorbes et de Arnay, unam cupam frumenti, duas cupas avene ad mensuram Cletarum, solvendas in castro Cletarum, de redditu annuali singulis annis in festo beati Martini yemalis.

[2] Item unum caponem pro quolibet homine predictorum domum ad fiestam habentium in Carnisprevio singulis annis et imperpetuum solvendum. Ceteri vero homines dicti prioratus predictorum locorum domum ad fiestam non habentes sed cabornam ad notam dumtaxat in eadem caborna focum tenentes et facientes ad censam bladi predicti minime tenentur nec sunt submissi nisi dumtaxat ad unum caponem persolvendum annualiter termino suprascripto; hoc addito quod si in dicta caborna quis operarius domicilium et focum suum teneat et faciat ipso domino nostro comiti et suis in sex denariis Lausanne annualium tenetur pro omnibus corvatis, charreagiis et bastimentis prout infra in festo beati Nycolay yemalis in manibus villici villarum predictarum seu psalterii ad opus dicti domini nostri comitis annualiter persolvendis; mulieres autem operarios non habentes in earum domibus ad notam necnon et villici villarum predictarum, salterius eciam, marticulanrius[a] et somellarius, officiarius marescalcie, ianitor que et illi de comba Romanimonasterii qui corvatas / seu bastimenta hactenus solvere non consue- *fol. 2* verunt ipsos sex denarios prefato domino nostro comiti solvere non tenentur. Sciendum est tamen quod si aliquis hominum predictorum vel mulierum focum facerent in caborna aliqua mensuram decem octo pedum in latitudine excedente, ipse talis homo vel mulier in eadem caborna habente latitudinem ultra dictos decem octo pedes focum faciens ad solucionem cense bladi et caponis predictorum integriter et ad plenum tenetur et totaliter submissus est. Ceterum omnes et singuli homines villarum predictarum, salvis officiariis et personis cabornam habentibus modo superius declarato, dicto domino nostro comiti et suis tenentur et solvere debent ac soliti sunt pro omnibus corvatis, bastimentis et charreagiis sex denarios annualiter in festo beati Nycolay yemalis annualiter.

[3] Quantum vero ad iuridicionem dicto domino nostro comiti in dictis locis pertinentem, confitentur ipsi dominus prior et conventus ipsum dominum nostrum comitem illud ius iuridicionis in locis antedictis et aliis inferius declaratis habere et habere debere quod et quemadmodum in litteris conventionum et pactorum super huiusmodi negocio inter partes antedictas, ut prefertur, factorum et inhitorum. Tenor quorum inferius de verbo ad verbum ibi prope inseritur et seriatim exprimitur.

[4] Item percipit et percipere debet dictus dominus noster comes et sui, prout actestantur esse verum dicti dominus prior et eius conventus, vigore pactorum et convencionum predictarum scilicet a quolibet homine dicti domini prioris et conventus Romanimonasterii villarum de Mollens, de Ballens, de Apples, de Pampignie et de Moeryeir habente domum ad fiestam videlicet unam cupam frumenti et duas cupas avene apud Cletas annualiter persolvendas in quolibet festo beati Martini yemalis. Illud idem ius, idem dominus prior comes habebat et habebant
fol. 2v sui antecessores quod et prout in dictis locis et villagiis proxime / et ultimo supra recitatis in villa de Voufflens la Villa; verumtamen idem dominus noster comes seu eius predecessores illud ius domino quondam de Cossonay titulo vendicionis perpetue alienavit vel alienaverunt; iamdiu est. Et sic, mediante dicta alienatione, homines dicti loci eidem domino de Cossonay respondent de ipsis paciffice sine contradicione aliquali. Tenores vero litterarum omnium, conventionum et pactorum inter ipsos dominum nostrum comitem, priorem et conventum existencium sequitur prout ecce:

Nos Amedeus comes Sabaudie dominusque terre Vuaudi notum facimus universis quod hodie ad nostri presenciam actendentes prior et conventus Romanimonasterii, religiosi nostri dilecti, nobis exhibuerunt, supplicantes per nos confirmari, litteras continencie subsequentis:

Suivent les actes de 1272, 1286 et 1329, publiés sous les nos 345, 346 et 350 supra.

Quod nos ipsis litteris matura deliberatione inspectis et advisis specialem affectionem quam habemus ad ipsum monasterium actendentes ex nostra certa sciencia omnia et singula in ipsis litteris contenta approbamus pro nobis et nostris heredibus et successoribus pariter et laudamus; promittentes bona fide contra in eis contenta vel eorum aliqua non facere vel venire sed ea perpetuo inviolabiliter observare. Mandantes baillivo Vuaudi, castellano de Cletis et certis nostris officiariis quibuscumque presentibus et futuris quatenus omnia et singula in ipsis litteris contenta et per nos approbata et emologata sicut supra observent et non contra faciant vel veniant et observari faciant in suis singulis capitulis acque pontis quantum indignacionem nostram perpetuam incurrere formidabunt.

fol. 6 Datum Morgie / die vicesima mensis iullii anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo nono.

Suit la concession de Louis II de Savoie, sire de Vaud, concernant les marchés et les foires, ainsi que la procédure, publiée sous no 349 supra.

fol. 7v Que omnia et singula superius seriatim distincte et speciffice confessata et recognita per dictos dominos priorem, monachos et conventum, homines et perso-

ne inferius singulariter nominati tam nominibus suis quam omnium aliorum et singulorum villarum et villagiorum predictorum, si aliqui defficiant et presentes non sint per iuramenta sua et cuiuslibet ipsorum corporalia prestita ad sancta dei euvangelia in manibus mei dicti commissarii per ipsorum quemlibet confitentur et recognoscunt publice et manifeste velud[a] in iudicio vera esse, si et prout superius inseruntur necnon et quemlibet eorumdem tam presentium quam absentium ipsi domino nostro comiti et suis debere census seu tributa bladi, avene, frumenti, denariorum et caponum que per prefatos priorem et eius conventum supra particulariter confessa et recognita extiterunt si et quemadmodum ad quemlibet ipsorum pertinet ut supra distinguitur. Quarum personarum, hominum et subditorum dictorum domini prioris et conventus [...] nomina [...] secuntur prout infra: [../.][b]. *fol. 9v*

Quiquidem dominus prior eiusque monachi et conventus sub voto eorum religionis manibus eorum ad pectus iuramenti loco elevatis necnon homines omnes et singuli villarum et villagiorum predictorum superius particulariter nominatim iurati corporaliter ad sancta dei euvangelia, promiserunt dictas confessionem, promissionem et omnia predicta ratas et habere rata et tenere contra que per se vel alium non facere, dicere vel venire in aliquo nec alicui contrafacere vel venire volenti aliqualiter consentire publice vel occulte. Renunciantes [../.]. *fol. 10*

Actum in dicto prioratu Romanimonasterii tam in cappitulo quam in plate claustrali dicti loci. Testes fuerunt vocati et rogati ad premissa, videlicet Iohannes Maioris de Romanomonasterio, Iaquetus de Envy, Richardus de Illens, Georgius de Gallera domicelli et Iohannes Chivalerii de Gayo clericus. Ego itaque Iohannes Chalvini commissarius predictus imperiali auctoritate et domini nostri comitis predicti notarius publicus qui predicte recognicionis copiam dictis confitentibus postulantibus meo manuali signeto in testimonium veritatis omnium premissorum cum signeto per me apponi consueto in expedicione instrumentorum per me receptorum signatam duci concedendam.

Ita est Iohannes Chalvini commissarius predictus.

Anthonius Cosson.

Pro copia – Collacione facta diligenter per me.

ACV, C II 142, ***copie*** *sur cahier de papier de la fin du XVe s., 29 x 21 cm.*

[a] *sic.*
[b] *suivent 4 pages de noms.*

361. Après enquête, les hommes de la pote de Romainmôtier sont déclarés exempts de toute obligation de payer les péages à Orbe.

1410 juin 16. s. l.

ACV, C VII a 490, ***parchemin original,*** *42,5 x 56,5 cm, sceau annoncé de Richard d'Illens, châtelain des Clées, manquant; signet manuel de Nycodus de Valeres, juré; rédigé partiellement en latin et partiellement en français.*

362. Romainmôtier est exempté du subside imposé aux habitants du bailliage de Vaud en tant que sujets du duc de Savoie.

1485 octobre 25. Genève

AC Romainmôtier, DXXI, FRANCHISES 2, pièce f, **original** *sur papier, 31 x 22 cm, sceau apposé de Charles, duc de Savoie.*

Ed. de toute la procédure et de l'enquête in MDR III, p. 743 et s., ainsi que de la décision du duc de Savoie, p. 753– 754.

363. Les hommes du prieuré de Romainmôtier ne peuvent être assignés à Genève.

a) s. d. s. l.

Supplique au vicaire général de François de Savoie, commendataire de Romainmôtier.

Vobis reverendo domino vicario generali episcopatus Gebennensis et omnium beneficiorum illustris et reverendissimi domini nostri Francisci de Sabaudia archiepiscopi Auxitanensis et prioratus Romanimonasterii commendatarii perpetui, in eiusdem domini nostri absencia humiliter exponitur pro parte communitatis tocius terre et potestatis dicti Romanimonasterii quod, licet ipse prioratus Romanimonasterii tam ex privilegio Cluniaci cuius ordinis et membrum est, quam ex indultis per summos pontifices ymo eciam imperatores eidem prioratui collatis, sit cum suis capellis et capellanis atque subdictis ab omni potestate, iuridicione et superioritate cuiuscunque persone ecclesiastice et secularis exemptum et nullo medio dictis summis pontifici et regi subiectum. Quo iure habet prior eiusdem Romanimonasterii et consuevit acthenus atque solet ius dicere dictis suis subdictis in eodem prioratu in duobus foris: seculari per castellanum et ecclesiastico per vices gerentem suos. Et propter hoc non debeant ipsi subdicti trahi extra territorium eiusdem Romanimonasterii, ymo in foro competenti et coram suis iudicibus ordinariis evocari. Nichillominus tamen a paucis diebus citra diverse persone ignorantia simplici pocius quam crassa, putantes eosdem de Romanomonasterio debere vocari ad iudicium in Gebennis coram prefato domino nostro tamquam eorum domino, ceperunt et dietim solent citare eosdem de terra Romanimonasterii ad Gebennas eciam pro simplicibus debitis et causis, quod cedit in enervacionem dictorum privilegiorum ecclesie et gravem iacturam dictorum subdictorum, frustra enim fit per maiora quod potest fieri per pauciora.

Verum, reverende pater, cum tales introduciones consuetudinum non debeant tollerari, ymo repelli, nemoque debeat nisi subsit legitima causa trahi extra forum

suum ordinarium, supplicant merito sibi de remedio provideri opportuno, mandando capellanis dicte potestatis ne deinceps recipere et exequi habeant quascunque litteras citatorias, excommunicatoriales vel alias, nisi ipsis constet quod tales littere debeant exequi et hoc per litteras de placet a vicesgerente dicti domini Romanimonasterii in dicto prioratu residenti impetratas, signatas et sigillo suo solito sigillatas, ut ipsa eeclesia in suis privilegiis, ut dicti subdicti, remaneant illesa et indempnes.

b) 1489 décembre 19. Genève

Réponse et décision du vicaire général.

Andreas de Maluenda, utriusque iuris doctor, sedis apostolice prothonotarius, canonicus et cantor Gebennensis, prioratus de Aquis et Thononii commendatarius, decanus Albone, in spiritualibus et temporalibus ecclesie et episcopatus Gebennarum et omnium aliorum beneficiorum illustris et reverendi in Christo patris et domini nostri domini Francisci de Sabaudia dei et apostolice sedis gracia archiepiscopi Auxitani, dicti episcopatus Gebennarum administratoris et prioratus Romanimonasterii commendatarii perpetui, generalis vicarius auctoritate ordinaria specialiter deputatus, universis et singulis curatis, vicariis, capellanis, clericis, notariis et tabellionibus publicis in terra et potestate Romanimonasterii ubilibet constitutis salutem in domino.

Visa supplicatione communitatis hominum dicte potestatis Romanimonasterii hiis retroannexa ipsiusque continencia mature considerata, volentes eumdem prioratum Romanimonasterii in suis privilegiis illesum remanere et dictos supplicantes extra territorium et forum dicti Romanimonasterii trahi non debere, vobis ideo quibus supra et vestrum cuilibet inhibemus in virtute sancte obediencie et sub excommunicacionis pena et viginti quinque librarum Gebennensium eirario phiscali applicandarum, ne deinceps quascumque litteras citatorias, monitorias, excommunicatorias seu alterius efficacie et tenoris a nobis seu alio subrogato nostro sub quacumque verborum forma impetratas, quamviscumque sint graves et impetrantes extranei cuiuscumque condicionis existant, atque pene adiecte, recipere et exequi habeant vel audeant, nisi ipse littere signo nostro manuali fuerint signate, has nostras quas vobis intimari mandamus ipsis supplicantibus concedentes.

Datas Gebennis die decimo nono mensis decembris anno domini millesimo quatercentesimo octuagesimo nono.

Signé: Andreas de Maluenda vicarius, Richard [notarius].

AC Romainmôtier, DXXI, FRANCHISES 1, deux ***papiers originaux*** *attachés ensemble, a) 28 x 20 cm; b) 28 x 20 cm, fragments d'un sceau apposé.*

Ed. MDR III, p. 764.

364. La coutume doit être respectée à Romainmôtier pour le prélèvement du droit d'aumône.

a) s. d. s. l.

Supplique à Michel de Savoie, abbé commendataire de Romainmôtier.

Vobis illustri et reverendo domino domino Michaeli de Sabaudia sancte sedis apostolice prothonotario et insignis prioratus Romanimonasterii commendatario perpetuo, humiliter exponunt pauperes subdicti et fideles vestri homines tocius terre dicti Romanimonasterii: verum esse quod defuncto patre vel matre, avo aut avia, patruo vel amita, verum eciam uno duorum vel plurium fratrum vel sororum indivisorum alicuius familie cuiuslibet domus dicte terre Romanimonasterii, dummodo fuerit senior et caput dicte domus, heres talis defuncti debet elemosinam pro qua in recognitione dicti prioratus est scriptum et etiam ex antiquo sint usitatum quod dominus dicti Romanimonasterii levat et percipit secundum melius seu quodcumque vult animal dicti domus, ita videlicet quod dictus heres primo levat primum quodcumque vult et dominus prefatus postea levat secundum quodcumque vult animal domus talis defuncti. Solet tamen dictum animal per dictum dominum levatum seu levandum per dictum heredem redemi ab eodem domino ex graciosa compositione pro valore vel circa valorem ipsius animalis.

Et quia continget venire ad dictum prioratum Romanimonasterii plures et diversos patriotas et extraneos firmarios et receptores qui scriptum et consuetudinem predictos ignorantes circa levacionem et exactionem dictarum elemosinarum errare et pauperes subdictos vestros impetere et vexare possent, contra quos recursum habere nequirent nisi ad illustrem et reverendam dominacionem vestram in tam longincis partibus residentem, ad quam ire et redire non possent sine magnis laboribus et expensis. Ob ideo predicti pauperes homines vestri de premissis formidantes, supplicant mandari et sub formidalibus[a] penis inhiberi firmariis et receptoribus dicti prioratus modernis et futuris, quathenus pro predictis elemosinis aliter non levent seu exigant quod in predictis extentis fuerit scriptum et antea cunctis usitatum, vestram illustrem et reverendam dominacionem humiliter super hoc implorando.

b) 1492 août 31. Turin

Réponse et décision de l'abbé commendataire.

Michael de Sabaudia, prothonotarius [...] dilectis nostris officiariis et firmariis seu accensatoribus predicti loci prioratus atque reddituum Romanimonasterii qui pro tempore fuerint seu ipsorum officiariorum locatenentibus: visa supplicacione presentibus annexa et eius tenore inspecto, vobis et vestrum singulis prout ad eum spectaverit, sub pena viginti quinque ducatorum expresse prohibemus ne pro elemosinis seu levacionibus de quibus supplicatur quicquid plus exigatis, levetis seu recipiatis quam ex forma recognicionum seu extentarum antiquarum

deberi comperietur et temporibus antiquis levari et exigi consuetum fuit in qua tum pena premissa vobis plecti formidatis.

Datum Thaurini die ultima augusti millesimo quatercentesimo nonagesimo secundo.

AC Romainmôtier, D 126, deux **papiers originaux,** *attachés ensemble et protégés par un parchemin, trace d'un sceau apposé en cire rouge; a) 31 x 24 cm; b) 31 x 22,5 cm.*

Ed. MDR III, p. 774.

[a] *sic pour* formidabilibus.

365. Condition des habitants de Romainmôtier. Mémoire du commissaire Aymonet Pollens.[1]

s. d. [fin du XVe siècle] s. l.

***Original** perdu. – **Copie:** BCU, F 991, p. 60–73 (Recueil artificiel), copie réalisée au début du XVIe siècle par le notaire Stéphane de Martheret.*

Ed. partielle in MDR III, p. 807 et s. (début) et in J. F. POUDRET, «La condition des sujets...», p. 444 et s. (extraits de la suite).

[1] *Précédant vraisemblablement la reconnaissance de 1499, ce mémoire est plus détaillé pour tout ce qui a trait au statut personnel des habitants de la « poté». (Cf. Poudret, op. cit. p. 444).*

366. Reconnaissance générale des usages de la terre de Romainmôtier.

1497 [st. ann.] / 1498 février 7. Bretonnières
1497 [st. ann.] / 1498 février 7. Premier
1498 [st. ann.] / 1499 janvier 14. Juriens
1499 octobre 14. Romainmôtier
1499 novembre 16. Croy
1499 novembre 26. Agiez
1499 novembre 28. Bofflens
1499 décembre 17. Arnex
1499 décembre 30. Vaulion

In nomine domini amen. Huius presentis instrumenti serie cunctis evidenter appareat et sit manifestum quod diebus et annis infrascriptis et in notarii commissarii extentarum Romanimonasterii et testium infranominatorum presencia personaliter constituti et existentes probi homines et iurati terre Romanimonasterii inferius descripti informatique de tenore placiti generalis ante inserto et omnibus aliis consuetudinibus, usagiis, oneribus et exemptionibus dicte terre et ad que ho- *membrane 1*

mines dicte terre et potestatis Romanimonasterii astringuntur, scienter, gratis et sponte in manibus dicti commissarii confessi sunt et recognoverunt confitenturque et recognoscunt per presentes, declarant et exprimunt onera, usagia, consuetudines, condiciones, astrinctiones, iura ecclesie et prioratus Romanimonasterii libertatesque et exempciones hominum et terre Romanimonasterii prout inferius capitulatim describitur. Ex quibus certa capitula in eodem placito generali sumpserunt originem et certa capitula fuerunt hactenus usitata et adhuc nunc utitur eisdem tam in iudicio quam alias inter dominum et homines.

[1] Et primo habet dicta ecclesia Romanimonasterii seu dominus prior eiusdem totale dominium merumque et mixtum imperium acque omnimodam iuridicionem, altam, mediam et bassam, spiritualem et temporalem in et super omnibus et singulis rebus et locis terre Romanimonasterii per limites eiusdem et super omnibus hominibus et habitatoribus dicte terre Romanimonasterii et in tota terra, exceptis extraneis in et super quibus officiarii et villici dicte terre Romanimonasterii exercent et solent exercere iuridicionem et officium iusticie nomine et ad opus castellani Cletarum secundum anticum transumptum et percipiendo *membrane 2* stipendia consueta et prout hactenus / observatum est.

[2] In eadem terra Romanimonasterii utitur consuetudine Melduni exceptis tantum punctis localibus reservatis: clame ordinarie valent duodecim denarios Lausannenses et clame que fiunt die fori et nundinarum que intimantur Melduni consuetudine valent et valere solent tres solidos monete. De devestituris et aliis casibus bampna peti debent et solent adiudicari secundum consuetudinem Melduni. Clame villicorum valent sex denarios Lausannenses, nec possunt audire causas de bonis immobilibus nisi forte prima dicta, nec de mobilibus et debitis nisi usque ad valorem quadraginta solidorum pro semel, sed si tales cause incepte sint coram ipsis, remictere debent coram castellano et ad curiam castellani Romanimonasterii. Ab audiencia villicorum appellaciones sunt et appellare debetur ad audienciam castellani Romanimonasterii et ad Romanummonasterium. Et a castellano appellatur ad iudicem appellacionum et a iudice appellacionum appellatur ad dominum in eius camera. Nec solent cause exire a curia domini, sed ibi sunt terminande maxime cause subdictorum.

[3] Homines et habitatores terre et potestatis Romanimonasterii sunt homines liberi et iusticiabiles ecclesie dicti Romanimonasterii et dominorum eiusdem debentque resortire et bastire in eodem Romanomonasterio et non alibi. Et debent sequi calvacatam domini, pro utilitate ecclesie et quando neccessitas ulget[a], et debent arma monstrare castellano Romanimonasterii atque sibi parere.

[4] Homines et habitatores predicte terre et potestatis Romanimonasterii habent et tenent ab eadem ecclesia et dominis eiusdem usum suum pascuorum, carreriarum, aquarum fontium, decursuum aquarum, silvarum et omnium aliorum communium existencium in terra Romanimonasterii tota in quantum per suos limites dilatatur.

[5] Item habent dicti homines et habitatores dicte terre et potestatis Romanimonasterii usum suum in nemoribus domini non bampnitis tam des Chasney quam de la Goctetaz et de la Bougery, exceptis quercu, pomo et piro. Que arbores

quercuum, pomorum et pirorum si per quemquam inveniantur scindi vel educi a nemoribus domini, vadiari debet a forestariis qui invenietur hoc faciens, de gubeo vel secure aut alio vadio eciam extra nemus si apprehendatur quantum ipse foresterius iacere posset vadium assumptum infra nemus et non alias. Habent tamen ipsi homines et habitatores dicte terre et potestatis Romanimonasterii usum suum et facultatem scindendi et inducendi de quercubus et piris et pomis per eadem nemora domini pro carrucis et curribus suis faciendis prout in dicto placito generali cavetur et hactenus usitatum est et utitur. Nemus de Forel est bampnitum domini et qui aliquam plantam nemoris quercus insciderit, que a fonda in fine novem pedum posset foramen unius tirovalli chouceret sustinere incidit pro qualibet planta in pena sive bampno sexaginta solidorum. Et habet sequelam dictum nemus usque ad domum in qua ductum est exclusive. Nec debet quis in aliis dicti Forel lignis scindere nisi de licentia domini, nec in nemore de Fael sito supra pratum de Prael sub pena trium solidorum.

[6] Furni dicte terre Romanimonasterii sunt et competunt dicte ecclesie Romanimonasterii. De quibus furnus de Agie competit conventui nomine eorum pidancie; furnus de Prata infirmario et alii furni dicte terre competunt domino Romanimonasterii. Dicti homines et habitatores dicte terre et potestatis Romanimonasterii tenentur coquere in dictis furnis, quilibet in furno ville sue et non alibi sub pena in talibus solita. Ius fornagii est quod de duodecim cupis duabus plus vel duabus minus coctis in una fornata, fornerius debet habere unum panem ad rationem quinque pro cupa. Et sic de pluri plus et de minori minus intelligendum est. Quilibet dictorum hominum et habitatorum potest siccare avenam vel aliud bladum ymo eciam canapum in furno, dummodo non impediat coquere quando neccessitas ulget[a] et prout in dicto placito generali expresse continetur.

[7] Molendina dicte terre sunt et competunt dicte ecclesie Romanimonasterii; que tamen tenet magnus celerarius pro oneribus sui officii supportandis. Et tenentur dicti homines et habitatores dicte terre molere in dictis molendinis sub bampno consueto, videlicet illi de Romanomonasterio, Envy, Iuriens, Prata et Prumyer in molendino Romanimonasterii, illi de Croy, Brethoneres et Bofflens in molendino de Croy, illi de Vaullion in molendino dicti loci, illi de Agie in molendino dicti loci, illi de Arnex in molendino dicti loci de Arnex, quamvis tamen illi de Agie et de Arnex modo vadunt ubi sibi placet defectu molendinorum. Et debet esse emina iustifficata ad consuetudinem loci, dicte videlicet terre Romanimonasterii et prout usum est.

[8] Similiter tenentur homines et habitatores dicte terre baptire in baptitorio Romanimonasterii quod competit conventui ad opus eorum pidancie et follare pagna sua in folla[1] subtus Croy, que competit camerario dicti Romanimonasterii sub bampnis consuetis.

[9] Quelibet fresta dicte terre Romanimonasterii subtus quam fit focus vel fiunt foci debet eidem domino Romanimonasterii unum bichetum frumenti receptibilis ad mensuram Romanimonasterii in nativitate domini pro marescallia, exceptis franchis et illi de Prata et de Vaullion ac illis de comba de Romanomonasterio, videlicet burgensibus dicti Romanimonasterii.

[10] Item unum bichetum frumenti receptibilis ad dictam mensuram pro elemosinaria in nativitate domini, quem percipit elemosinarius pro oneribus officii sui supportandis, exceptis predictis franchis necnon illis de Prata et de Vaullion qui non tenentur ad dictam elemosinariam.

[11] Et pro messe, debet quilibet vir coniugatus vel viduus unum bichetum frumenti receptibilis dicte mensure in nativitate domini et mulier coniugata vel vidua unum bichetum avene ad eandem mensuram in eodem termino. De quaquidem messe elemosinarius habet medietatem et curatus aliam medietatem, nec tamen comprehenduntur illi de Prata.

[12] Quilibet focum faciens in dicta terra Romanimonasterii debet domino Romanimonasterii unum capponem sive unam gallinam in nativitate domini, si habeat gallum cum gallina, proviso quod non desinat habere gallum fraude et dolo, exceptis franchis, cappellanis et nobilibus, ymo eciam burgensibus Romanimonasterii.

[13] Quelibet carruca integra dicte terre Romanimonasterii, exceptis illis de Prata, debet domino Romanimonasterii tres corvatas aratri aut pro ipsis decem solidos in nativitate domini, optione domino remanente, exceptis franchis qui nullas debent corvatas. Et levantur in quadragesima una corvata aut tres solidi cum dimidio; in setate semorando, una corvata aut tres solidi et in autonno una corvata aut tres solidi cum dimidio.

[14] Item debet dicta carruca integra charreagium vini, hoc est adducere missionibus suis et expensis a Brussino vel aliis locis ubi vina ecclesie crescunt seu a locis similis distancie quando casus evenit quatuor dolia vino plena quolibet dolio tenente quatuor sextaria cum dimidio vini ad mensuram Romanimonasterii. Solent tamen redimi quodlibet dolium pro quatuor solidis solvendis in nativitate domini, optione domino remanente et levatur charreagium ad causam autonni, ita quod si inveniatur quis in autonno habere carrucam et habuisse ad cultivandum in estate, tunc tenetur ad charreagium predictum. Debetur autem ut dicunt cuilibet currui adducenti duo dolia unum cadum vini tenoris duorum potorum vel circa adeo quod in doliis bibere non debeant et sexdecim miche panis familie et unum mirale vini quando exoneraverint dolia. Franchi autem ad nullum charreagium tenentur. Sunt tamen aliqui ex dictis franchis qui in casu neccessitatis, si habeant carrucam, tenentur adducere tria dolia prout supra et tunc debetur prout fertur cuilibet pro dictis tribus doliis cum adduxerint quinquaginta miche dicti panis cum vino et ceteris. Solent tamen redimi dicta tria dolia pro duodecim solidis quos solvunt dicti franchi in nativitate domini. Fertur autem quod quilibet francus si velit potest secum habere aliquem sequacem ad carrucam, sub dictis duodecim solidis, dummodo francus plura animalia habeat quam sequax; et ita usum est hactenus et adhuc de presenti utitur sic.

[15] Item debent dicti homines habentes animalia ad carrucam trahentia charreagium ad edifficia ecclesie et mansionum seu membrorum oneri domini cadencium faciendum et reparandum, videlicet marrini, lapidum, calcis, arene, tegularum, sinduli et alterius materiei ad edifficia facienda necessaria, quociens necesse est et iubetur. Nec tamen debent transire, ut dicunt, aquam Orbe, nec ab-

baciam lacus a parte occidentis, nec ipsam aquam Orbe a parte de Vallorbes, Cletarum etiam et ville Orbe, nec pontem Orbe seu inclusagium, nec pontem Pompapuli, nec fontem Moeriaci. Et debentur cuilibet currui charreanti pro qualibet vice quatuor miche panis familie et si transeant Pierraz Fully debent habere, ut dicunt, sex micas.

[16] Item debet quilibet homo vel mulier habens animal ad carrucam trahens les faggot, videlicet adducere a nemoribus domini, excepto Forel, unam cadrigatam nemoris secundum posse suum ad Romanummonasterium, in ebdomada ante nativitate domini annuatim et debentur cuilibet currui quatuor miche panis familie, exceptis Vaullion et Prata et franchis, cappellanis et nobilibus, qui non tenentur ad dictos faggot.

[17] Quilibet focum faciens in dicta terra Romanimonasterii nullum animal habens ad carrucam, tenetur facere unam iornatam sive corvatam scindendo pro domino in nemoribus suis ligna ad preceptum domini vel aurige. Et illi debentur miche pro eius victu cum tamen prandio, prout hactenus est solitum, exceptis illis de Vaullion et de Prata, exceptis tamen cappellanis, nobilibus et franchis. Et similiter debent facere unam iornatam seu corvatam in ortis domini pro domino cum ligone vel alias expensis domini, exceptis quibus supra proxime. Dicunt tamen quod pro cena accipiunt quatuor micas.

[18] De elemosinis ita scribitur in placito generali et inde utitur prout infra: elemosine fiant prout sunt hactenus consuete, hoc excepto quod si quis ad carrucam habens bovem et equum vel equam aut duos equos vel equas, obierit, quem voluerit pro elemosina sua dabit et si retinere voluerit, prior illud animal per duos probos homines faciet extimari et quinque solidos de iusto precio relaxabit et de residuo pro elemosina sit contentus. Hec ibi debentur autem elemosine de et pro capite domus et ita utitur modo et usum est hactenus, quod dum senior domus qui caput hospicii et rector domus est, sive sit pater, sive mater, sive avus, sive avia, sive patruus, sive amita, sive frater, sive soror, sive noverca, moritur, hii qui sunt eius heredes elemosinam eiusdem defuncti solvunt domino, nec possunt artari ad plus quam potest valere secundum animal domus hoc est dictum quod de animalibus domus heredes melius quod voluerint levabunt et aliud pro elemosina debetur. Et si haberi voluerit per heredes, que supra scripta sunt, relaxantur. Si autem dictus senior qui caput est fuerit coniugatus debet uterque coniunx[b] elemosinam, quamvis mulier moriatur ante virum, vir enim elemosinam uxoris solvit et postea heredes viri iterum pro eodem viro elemosinam ut prefertur solvunt.

[19] Dominus Romanimonasterii habet manummortuam in et super omnibus et singulis bonis, rebus et possessionibus et tota terra Romanimonasterii exceptis forte aliquibus rebus sitis apud Arnex, que fierunt de allodio nobilium de Arnex et rebus sitis in confinio de Prata et certis aliis que asseruntur libere. Ex qua manumortua competit domino excheta omnium bonorum mobilium et immobilium omnium decedentium in terra Romanimonasterii ab hoc seculo sine heredibus naturalibus et legitimis, sive legitimis et indivisis. Et de huiusmodi exchetis competit ab antico iudicium iuratis dicte terre Romanimonasterii, de quibus duo

sunt in qualibet villa qui cognoscere et reportare solent et tenentur exchetas quando contingunt evenire. Nec potest dominus intrare vel apprehendere bona saltem immobilia quyn ipsi iurati prius cognoverint et reportum suum fecerint. Ipsis autem tam a domino quam hominibus credendum est et ita usum fuit hactenus et adhuc modo utitur. Racione dicte manusmortue possunt dicti homines terre et potestatis Romanimonasterii vendere, invadiare, permutare vel alias quovismodo alienare pari suo, hoc est alter alteri hominum et habitatorum dicte terre, partem vel totum hereditatis sue pro neccessitatibus suis, absque laudemio solvendo, salvis semper consuetudinibus et iuribus ecclesie Romanimonasterii; nec tamen potest quisquam aliquid vendere vel transferre cuiquam nisi pari suo.

[20] Si quis hominum terre Romanimonasterii recedere voluerit extra terram Romanimonasterii cum familia sua ad morandum, licenciam debet petere a domino Romanimonasterii vel eius locum tenente, et satisfacto cuique dominus sibi licenciam debet dare et ipsum cum omnibus bonis suis mobilibus conducere per suos officiarios per unam diem et noctem. Hereditas autem domino debet remanere et adiudicari atque reportari per iuratos ut supra. Si quis hominum dicte terre Romanimonasterii extra eandem terram et dominium Romanimonasterii moram personalem cum familia sua traxerit per unum annum et diem continuam, nulla petita nec obtenta licencia a domino seu eius locumtenente, hereditas et bona ipsius sunt exchete domino et reportari debent. Si quis tamen paupertate vel guerrarum incomodo aut alia gravi anxietate extra dominium Romanimonasterii recesserit ad morandum, moram eciam fecerit cum familia sua per magnum tempus, si et cum redierit vel eius heredes redierint, debent eorum hereditatem et bona, racionem faciendo de debitis, rehabere, quocunque reporto de eisdem per iuratos dicte terre facto non obstante. Si quis autem superbia vel divitiis a dominio Romanimonasterii recesserit cum familia sua ad morandum, ipse nec heredes sui quos secum duxerit nunquam poterunt ad hereditatem suam quoquomodo revenire, nec aliquod ius imperpetuum reclamare, nisi de voluntate domini.

[21] Si quis vel aliqua ex hominibus dicte terre et potestatis Romanimonasterii contraxerit matrimonium cum aliquo vel aliqua qui vel que non sit liber vel libera, eo casu talis a dominio Romanimonasterii debet recedere et hereditas eiusdem excheta debet et potest reportari per iuratos ut supra.

[22] Nemo potest vel debet facere quamcumque burgensiam vel iuramentum aut confederacionem alicuius ville, castri, civitatis vel oppidi nec se ponere in
membrane 3 salvam gardiam alicuius principis vel / domini, aut patrocinium invocare sine licencia domini, saltem in preiudicium ecclesie et contra dominos eiusdem et eorum iura, nisi anticam gardam Cletarum. Et si per quemque inveniatur secus factum et infra statutum sibi terminum non resipuerit, talis debet a dominio dicti Romanimonasterii recedere et hereditas eiusdem domino remanere et reportari debet per iuratos ut supra.

[23] In dicta terra Romanimonasterii utitur et hactenus usum est de iure proximitatis, ex quo solet et potest propinquior in genere qui fuerit divisus defuncti vel recedentis aut morantis extra dominium Romanimonasterii, quorum bona reportata fuerint excheta, potest replacitare et reclamare dicta bona a domino et re-

habere debet pre ceteris, si voluerit, pro minori precio quam alter et, ut asserunt, pro tercio minus tocius valoris, prout a maioribus et senioribus audierunt; eciam ab eo cui per dominum vendita fuerint, pro eodem precio quo vendita fuerint a domino, fraude et dolo totaliter cessantibus.

Et similiter, si quis rem suam vendidit aliquam, eius propinquior in genere divisus rem ipsam reclamare poterit et rehabere pro precio quo vendita fuerit, fraude et dolo, ut prefertur, quoquomodo cessantibus.

[24] Ecclesia predicta Romanimonasterii habet et percipit decimam omnium bladorum, liguminum, canapis et vini in tota terra Romanimonasterii, videlicet in omnibus terris, ochiis et vineis dicte terre, exceptis rebus que antiquitus fuerunt de allodio nobilium de Arnex, sitis[c] in villa et confinio de Arnex, quas tenent Glaudius de Arnex, domicellus, residens Orbe, Nycodus villicus de Arnex et liberi Anthonii Iaquineti in quibus rebus nulla liguminum et canapis levatur decima, sed libere sunt. Et[d] autem sciendum quod infirmarius apud Pratam et sacrista apud Vaullion percipiunt decimas ex suis officiis. Decime lane et nascencium eciam debetur prout sequitur: videlicet quod pro singulo pullo eque quatuor denarii, pro vitulo unus denarius, pro capriolo unus obolus debentur et pro porcello quatuor denarii, quamvis aliqui dicant non debere nisi unum denarium si nutriatur vel vivant, per totam terram Romanimonasterii. De quibus camerarius percipit in perrochia Romanimonasterii, excepto Vaullion qui competit sacriste, et in aliis perrochis competit curatis locorum. Bofflens autem competit curato Romanimonasterii insolidum. Decima lane, videlicet de undecim velleribus ovium unum, debetur per annum in dicta perrochia Romanimonasterii excepto Vaullion qui competit sacriste et loco decime lane percipit pro quolibet unum obolum per annum. Bofflens competit curato Romanimonasterii, qui debent sicut illi de Vaullion; in aliis autem locis dicte perrochie competit ipsa decima lane camerario et eciam in Brecthoneres. Apud Agie et Arnex debentur pro quolibet agno unum obolum, quem habent curati dictorum locorum et decima porcellorum et Prata competit curato de Cuarnens prout hactenus usum est. Nemo debet seu potest inducere sive extrahere gerbas suas a campo, nec canapum ab ochia, nec excutere ligumina sua, nec torculare vindemiam suam seu excolare vinum suum, donec a decimario domini gerbe in campo computate sint et decimate et de liguminibus concordatum sit cum decimario et manipuli canapis computati sint in ochia et decimati et vindemia visa sit et decimata, singula singulis debite referendo, sub pena sexaginta solidorum pro quolibet viagio quod factum fuerit et est credendum iuramento decimarii dummodo iuramentum fecerit prout solet fieri. Salvo quod si pluvia veniat, tunc potest currus onerari de gerbis et induci atque exonerari ad partem et, si necesse sit, iterum reverti ad adducendum restantes. Nec debet secundus currus exonerari donec vocato decimario, prout ita dicunt hactenus usum fuisse et uti debere. Exceptis terris et ochiis atque vineis que fuerunt dictorum nobilium de Arnex et de eorum allodio, quas tenent qui supra et eciam illis de Prata et de Vaullion qui non subiciuntur ad illam servitutem, nec tenentur expectare decimarium sed clamare ut consuetum est. Potest tamen quis et quilibet, pro sua evidenti neccessitate, metere quatuor vel quinque

gerbas, vocato villico, et computatis ipsis per villicum, inducere potest, proviso quod in computo aliarum computentur per decimarium et villico credendum est. Quilibet tenetur inducere et reddere gerbas decime bladorum suorum sibi levatas ad grangias domini, videlicet illi de Romanomonasterio, Croy, Envy, Iuriens et Prumier ad grangiam de Prael; illi de Brecthoneres ad grangiam quam dominus habebit apud Brecthoneres; illi de Bofflens ad grangiam de Arnex vel aliam quam dominus habebit apud[e] Arnex et illi de Agie ad grangiam decime de Agie, quando a decimario fuerit requisitus sub pena trium solidorum pro quolibet deffectu, exceptis tenementariis terrarum que sunt de allodio nobilium de Arnex, quas tenent qui supra, et illis de Prata et de Vaullion qui non tenentur charreare ipsas gerbas decime si noluerint et excepto Nicolao villico Romanimonasterii qui similiter non tenetur charreare ipsas gerbas, nisi dominus ad manus suas faceret colligere decimas suas, ut patet scripto. Illi de Agie, Bofflens et Brecthoneres tenentur adducere ad Romanummonasterium blada decimarum ipsorum locorum quando fuerint excussa et cuilibet currui charreanti debentur quatuor miche panis familie expediri. Quilibet tenetur adducere et reddere infra Romanummonasterium decimam liguminum suorum prout fuerit cum ipso concordatum ad requestam decimarii sub pena trium solidorum bone monete pro singulo deffectu. In quo casu credendum est decimario cum iuramento. Nisi tamen ante festum sancti Martini yemalis concordaverit de liguminibus vel repetierit si aliquid repetere voluerit, ab inde non erit sibi credendum, nec si ligumina excutiantur aliquod bampnum incurreretur.

[25] Si dicta ecclesia Romanimonasterii contingeret trahi in causam ad instanciam alicuius episcopi vel prelati aut alicuius principis vel domini et ita gravetur expensis quod nequiret sustinere et tunc dicti homines dicte terre tenentur subvenire de facultatibus suis.

Et similiter si contingeret gravari tempestate, igne vel guerrarum importunitate adeo quod conventus sustineri non posset de bonis ecclesie, tunc dicti homines tenentur subvenire de facultatibus suis, dummodo ipsi homines talia non passi fuerint dampna. Et si dominus aliquos redditus vel alia bona ad opus ecclesie acquirere vellet et non posset perficere precium, tunc dicti homines tenentur in dicto casu prestare subsidium in dicta acquisicione. Et si aliqua gageria pro neccessitate ecclesie facta fuerit de communi consilio et ad redimendum non possent suppetere bona ecclesie, eciam in dicto casu subvenire debent dicti homines secundum eorum facultates.

[26] Illi de Agie solent falquare et debent atque fenare pratum domini de Agie, si dominus ad manus eius teneret, et debetur cuilibet falquatori et fenatori et eciam cuilibet currui charreanti prout illis de Bofflens et de Arnex. Illi de Bofflens videlicet quilibet focum faciens debet unam iornatam falquatoris facere pro domino in prato dou Brueux de Arnex et debetur cuilibet unum panem cum dimidio et unum generale casei et una mica panis familie prout solitum est sibi dare, et ipsis habet precipere et preesse villicus de Arnex, accipiens simile stipendium, ut hactenus solitum est. Illi de Arnex videlicet quilibet focum faciens debet unam iornatam fenatoris facere in eodem prato et debentur cuilibet fenatori quatuor

miche panis familie. Quelibet carruca de Arnex tenetur adducere a prato dou Brueux ad grangiam domini de Arnex quatuor veyturas cum animalibus suis et debetur cuilibet currui charreanti quatuor miche panis familie. Illi de Brecthoneres, videlicet quilibet focum faciens, debet unam iornatam falcis in prato de Prael et debetur cuilibet unum panem cum dimidio, ad racionem quinque in cupa, et unam micham panis et unum generale casei, pro[f] hactenus solitum est et precipere debet villicus et presse[g] si foret neccesse cum stipendiis solitis quamvis modo nuncii domini presint. Illi de Romanomonasterio, videlicet quilibet focum faciens, debet unam iornatam fenatoris in prato de Prael et debentur cuilibet quatuor miche panis familie et una micha de frumento in mane et una in vespere, modo tamen solent fenare eumdem pratum quando dominus tenet ad manus, exceptis franchis, nobilibus et cappellanis. Quilibet tenens animal ad carrucam de Envy, Romanomonasterio et Croy tenetur charreare fenum de Prael cum uno equo vel equa ad grangiam de Prael per unam diem et debentur cuilibet charreanti septem miche panis familie et una de frumento ut dicunt. Illi de Prata et de Vaullion debent, quilibet focum faciens in dictis locis, unam iornatam falcis in prato domini de Calce prope Vaullion et debetur cuilibet falquatori prout illis de Brecthoneres. Illi de Prumier debent, quilibet focum faciens, unam iornatam fenatoris cum illis de Vaullion in dicto prato et debentur cuilibet quatuor miche dicti panis. Quilibet de Vaullion animal habens ad aratrum tenetur charreare fenum Calcis ad grangiam domini et debetur cuilibet currui charreanti quatuor miche dicti panis. Illi de Iuriens tenentur falquare, fenare et charreare pratum de la Busynaz et debentur cuilibet falquatori, fenatori et charreanti ad Romanummonasterium prout de Calce.

[27] Quelibet carruca perrochie Romanimonasterii, exceptis illis de Vaullion et franchis, debet domino pro messelieria unum bichetum frumenti et unum bichetum avene mensure Romanimonasterii in nativitate domini; et si sint duo vel tres in una carruca, quilibet eorum debet unum bichetum frumenti et totidem avene; si de ipsis bladis seminaverit, sicut hactenus est solitum et propter hoc tenetur dominus administrare messelierios pro servandis bladis et pratis suis domini expensis.

[28] Vende debentur per omnes homines terre Romanimonasterii et extraneos domino Romanimonasterii in foris et nundinis, que sunt tres in anno, videlicet prima die festi sanctorum Petri et Pauli et alie due sunt in festo sancti Georgii et in festo sancti Clementis – fori autem sunt singulis sabbatis – exceptis franchis et burgensibus Romanimonasterii et exiguntur a venditoribus pro pullo eque quatuor denarii, pro equo totidem pro bove, vaca, vitulo et vitula unus denarius; pro capra, capriolo, ove, mutone et agno, unus obolus et pro porco unus denarius Lausannensis seu alterius bone monete.

[29] Foragia debentur per vendentes vinum ad tabernam in tota terra Romanimonasterii excepto Vallorbes, et levatur pro quolibet modio vendito una cupa vini aut ad valorem et ea percipit magnus celerarius pro oneribus officii sui supportandis; potest tamen quis de dicta terra vendere de suo proprio creto usque ad dimidium modium vini absque foragio, prout utitur.

[30] Franchi sunt de omnibus clamis et charreagiis vini, corvatis carruce, nemoris et orti et iornatis falcis et fenatoris, capponeria, marescallia, helemosinaria, charreagiis marrinorum pro edifficiis, vendis et messelieria debita in perrochia Romanimonasterii liberi et exempti et de censa Cletarum racione et ex causa officiorum suorum, dicunt eciam se pro helemosina non teneri nisi ad sexaginta solidos.

[31] Quia illi de Vallorbes[2] licet sint de terra et potestate Romanimonasterii tenentur ad certa alia usagia non intelliguntur ibi esse comprehensi, sed designacio suorum usagiorum alibi est, videlicet in principio extente seu recognicionum dicti loci de Vallorbes.

Hec igitur usagia, onera tam annualia quam alia, condiciones, servicia, exempciones et condiciones dicte terre supra declarata confessi sunt et confitentur probi homines et iurati dicte terre infrascripti, videlicet primo Aymo Perrin alias Boetoux, Glaudius Boetoux, Iohannes Collon, Iacobus Allamand, Petrus Barat, Petrus Carraudi et Iohannes Iurien de Brecthoneres, Aymonodus Rey, Nicodus Manovrey, Aymonetus Poget et Petrus Collon de Prumyer, Glaudius Chesaul, Girardus Gillabert, Aymonodus Cuetet, Glaudius Gabirex, Nicodus Sontier, Humbertus Evesgnoz et Iohannes Costhet de Iuriens, Petrus Escueyr, Petrus Ameyron, Glaudius Bugnard et Petrus Maistre de Envy, Glaudius Niglon, Petrus Chambretaz, Hugoninus Calliz et Nicolletus Figuey de Romanomonasterio, Glaudius Fanolliet, Iohannes de Lacouldraz, Glaudius Pernyn et Iohannes Figuey de Croy, Glaudius Besson, Iohannes Ginon, Anthoninus Marchiand, Iohannes Fovy, Glaudius Marchiand et Nicodus Besson de Bofflens, Aymo Crostel, Glaudius Crostel, Petrus Morel, Hugonetus Huguet et Aymo Gilliard de Agie, et Iohannes Cristinet, Petrus Iolivet, Nicodus Gilliard, Amedeus Gosel, Glaudius Grobet et Cristinus Guey de Arnex, cum villicis locorum predictorum et tam suo quam aliorum hominum et tocius universitatis terre et potestatis Romanimonasterii nominibus tamquam ad hoc missi.

Promictentes [...].

membrane 4 De quibus premissis omnibus et singulis voluerint dicti iurati et probi homines recognoscentes fieri duo instrumenta unum ad opus dicte ecclesie et pro interesse eiusdem et aliud ad opus sui et pro interesse dicte terre sive universitatis hominum predictorum, sigillo curie Lausannensis, si necesse sit, eciam sigillo dicti Romanimonasterii si opus sit sigillanda.

Datum et actum quoad illos de Brecthoneres et de Prumyer die septima mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo septimo; quoad vero illos de Iuriens die quatuordecima mensis ianuarii anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo octavo; et quoad illos de Romanomonasterio die quarta mensis octobris; quoad vero illos de Croy die decima sexta novembris; quoad vero illos de Agie vicesima sexta mensis predicti novembris; et quoad illos de Bofflens vicesima octava dicti mensis novembris; et quoad illos de Arnex die decima septima mensis decembris; et quoad illos de Vaullion die penultima mensis decembris anno domini millesimo quatercentesimo nona-

gesimo nono, ab annunciacione dominica secundum stilum curie Lausanensis sumpto.

Unde nos officialis curie Lausannensis [...] sigillum dicte nostre curie presentibus licteris duximus apponendum in testimonium veritatis premissorum. Et nos prior et dominus dicti Romanimonasterii ad preces equidem dictorum recognoscencium [...] sigillum itaque curie nostre Romanimonasterii presentibus litteris, salvo semper iure nostro, duximus apponendum in robur et testimonium premissorum. Datum diebus et annis suprascriptis.

Duplum pro dictis recognoscentibus et ad opus eorum et ipsorum interesse.

Signé: Idem Aymonetus Pollens, Comissarius.

AC Romainmôtier, D 157, ***rouleau de parchemin*** *fait de quatre membranes cousues à la suite, pâli par endroits, pas de sceaux.*

Ed. MDR III, p. 784.

[a] *Lisez* urget.
[b] *sic.*
[c] *lect. difficile.*
[d] *lisez* est.
[e] *Le ms. porte une deuxième fois* illi de Arnex ad grangiam quam dominus habebit Arnex et.
[f] *lisez* prout.
[g] *lisez* preesse.

[1] *Fouloir.*
[2] *En même temps qu'il procédait à la rédaction de la reconnaissance générale des usages de la terre de Romainmôtier, le commissaire Aymonet Pollens rédigeait la reconnaissance particulière des usages et droits de Vallorbe, qui servira de base à la reconnaissance plus détaillée de 1530, publiée infra. (ACV, Fj 52, p. 55 et s. – la numérotation est moderne). Dans le texte de Vallorbe figure toutefois en plus (p. 66):* Et preterea confitentur [...] quod prefatus dominus Romanimonasterii habet [...] in et super omnes homines et habitantes ville de Vallorbes et in omnibus et singulis rebus et possessionibus sitis in villa et confinio de Vallorbes, ut in pascuis communibus bampnum, clamam, cognicionem, merum et mixtum imperium et omnimodam iuridicionem, altam, mediam et bassam, spiritualem et temporalem, excepto super extraneis super quibus eciam officiarii dicti domini Romanimonasterii exercent iuridicionem racione et pro parte castellani Cletarum pro stipendiis solitis.

367. Liste des francs de la terre de Romainmôtier.

Fin du XVe siècle. s. l. [Romainmôtier]

[1] Franchi sunt sexdecim numero, quorum primus villicus Romanimonasterii, qualis est nobilis Nycolaus de eodem Romanomonasterio, cuius officium est audire causas ante domum suam, prout supra designatur, recipere iuramenta a burgensibus, sindicis ville Romanimonasterii et messellieriis perrochie dicti loci, recipere sponsas et conducere pro stipendiis consuetis et gerere vices castellani

et eius locumtenentis quando tempus exigit utilitatem ecclesie procurare. Et debentur pro repreisia sexaginta solidi, quando videlicet mutatur per alienacionem vel in personam devenit alienam.

[2] Villicus de Croy, qualis est Iohannes Coschet de Iuriens, cui officium est gerere vices castellani apud Croy quando tempus exigit et obsequi domino tamquam officiarius, procurando utilitatem ecclesie et dominorum eiusdem. Et debetur pro repreisia sexaginta solidi ut supra.

[3] Villicus de Brethoneres qualis modo est Petrus Arnodi domicellus, tamquam administrator Petri Maioris, cuius officium est audire causas ante domum suam apud Brethoneres, prout ante est designatum, recipere sponsas et conducere pro stipendiis consuetis, recipere iuramenta scindicorum et messelierorum de Brethoneres, exercere iurisditionem loco castellani Romanimonasterii super extraneos nomine et ad opus castellani Cletarum, procurare utilitatem ecclesie et dominorum eiusdem et incomodum evitare atque significare pro posse; et debetur pro repreissia sexaginta solidi ut supra.

[4] Villicus de Agie, qualis est Amedeus Thomasseti domicellus, cuius officium est simile illi de Brethoneres et debet preesse falquatoribus et fenatoribus et curribus in prato de Agie, cum stipendiis consuetis, et debetur pro repreisia sexaginta solidi ut supra.

[5] Villicus de Arnex, qualis est Nycodus villicus modernus, cuius officium est simile illi de Agie et debet preesse falcatoribus, fenatoribus et curribus fenando pratum dou Bruyeulx, quando dominus tenet ad manus, pro stipendiis consuetis. Et debetur ut supra.

[6] Villicus de Vallorbes, qualis est Nycodus Magnovrey de Prumyer, cuius officium simile est ceteris precedentibus et debetur pro repreisia ut supra.

[7] Villicus de Prata, qualis est Aymonetus Poget de Prumyer, cuius officium simile est ceteris precedentibus et debet preesse falcatoribus, fenatoribus et curribus in prato Calcis si sit neccesse et debetur pro repreisia ut supra.

[8] Salterius, qualis est Aymonodus Regis de Prumyer, cuius officium est gerere vices castellani Romanimonasterii, si tempus exigeret et assignaciones facere tamquam nuncius domini si neccesse esset et presse atque precipere fenando pratum de la Businaz, falquatoribus, fenatoribus et curribus, colligere pro villico de Romanomonasterio tamquam subaterno corvatas debitas castellano Cletarum et procurare utilitatem et evitare incomodum suo posse. Et debetur pro repreisia ut supra.

[9] Villicus de Moeryer qualis est Petrus Vallient de Romanomonasterio nomine Nicollete eius uxoris filie quondam Petri Chableti, cuius officium est exigere census domini debitos apud Moeryer tamquam receptor domini et reddere citatos eos qui non solverunt et preterea procurare utilitatem et evitare incomodum atque signifficare, pro posse, dicte ecclesie. Et debetur pro repreisia prout supra.

[10] Marescallus, qualis est modo Aymo Pribelli, nomine Guillierme filie Iacobi Iaquineti eius uxoris de Arnex, cuius officium est parere castellano Romanimonasterii in adiudicatione alicuius malefactoris et in execucione iusticie

eidem castellano asistere cum nunciis procurareque utilitatem ecclesie et incomodum significare et evitare pro posse et debetur pro repreisia prout supra.

[11], [12] Duo foresterii sunt quorum primus Blasius Mayor de Voufflens, nomine Anthonie eius [a]-neptis-[a], cuius officium est, cum alio socio suo, servare nemora domini, vadiare scindentes et inducentes ligna vetita, reportare reteisas, assignaciones coram castellano et execuciones passamentorum velut seriani et clientes, parere castellano velut nuncii et procurare utilitatem ecclesie et incomodum evitare atque significare. Et debetur pro repreisia prout supra. Alter est Iohannes de Monte de Romanomonasterio cuius officium est simile alteri, velut socius, et debetur pro repreisia prout supra. Percipiuntque pro eorum officiis certa stipendia de quibus alibi.

[13] Sommerius, qualis est Aymonodus Curtet de Iuriens, cuius officium est ducere loz bahuz domini quando vadit ad capitulum Clugniacense vel alibi. Et debet dominus eundem sumptuare de omnibus. Ipse autem debet servare loz bahuz in hospicio et obsequi domino in itinere tamquam servus et debet procurare utilitatem ecclesie et dominorum eiusdem et incomodum evitare pro posse. Et debetur pro repreisia prout supra.

[14] Matercularius ecclesie, qualis est Petrus Escuyer de Envy, cuius officium est portare vas aque benedicte ante processionem dum contingit fieri per conventum in claustro diebus solempnibus et extra monasterium quociens vadit; et in ebdomada sancta providere de tabussetis et providere de aqua ad faciendum aquam benedictam et ad loca solita ecclesie et debite eandem aquam benedictam imponere, ymo eciam procurare utilitatem dicte ecclesie et incomodum evitare atque signifiquare pro posse et debetur propter represiam sexaginta solidi ut supra.

[15] Porterius seu ianitor, qualis est Petrus Mono de Romanomonasterio, cuius officium est custodire ianuam anteriorem, claudere de nocte et aperire de die et servare taliter quod de nocte nichil vi extrahatur vel intretur et procurare utillitatem ecclesie et dominorum eiusdem et incomodum evitare pro posse et debetur pro repreisia ut supra.

[16] Cocus conventus dicti Romanimonasterii, qualis est Aymonetus Bessonis, cuius officium est coquere, parare et appuntuare escas in coquina dicti conventus pro eodem conventu, assistente et sibi tamen famulante Solliardo, quem dominus tenetur sumptuare et eciam procurare utillitatem ecclesie et dominorum eiusdem et incomodum evitare pro posse et debetur pro represia ut supra.

Predicti sexdecim franchi, pro eorum officiis, percipiunt diversa stipendia de quibus infra habetur in designacione onerum consuetorum. Indifferenter tamen debentur cuilibet eorumdem per annum in cellario domini sex poti vini[b], videlicet in festo omnium sanctorum duo, in nativitate domini duo, et reliqui in carnisprevio[c].

Franchi sunt de omnibus clamis et charreagis vini, corvatis carruce, nemoris et orti et iornatis falcis et fenatoris, capponeria et marescallia, helemosinaria, charreagiis marrinorum pro edifficiis, vendis et messeleria debita in parrochia Romanimonasterii, liberi et exempti et de censa Cletarum, racione et causa of-

ficiorum suorum. Dicunt eciam se pro elemosyna non teneri nisi ad sexaginta solidos.

ACV, Fj 137, ***livre*** *du Plaict général, début du XVIe s., sur papier, fol. 43–46. –* ***Copie:*** *ACV, Fj 138, copie de 1533 sur papier, fol. 26–28.*

Ed. MDR III, p. 801, d'après l'ancienne grosse des AC Romainmôtier non retrouvée.

[a-a] *Les MDR, d'après l'ancienne grosse, ont* uxoris neptis et bonatenentis quondam Iohannis de Lanfrey.
[b] *le texte de Fj 137 s'arrête ici.*
[c] *le texte de Fj 138 s'arrête ici; le texte qui suit est donné d'après les MDR.*

Paragraphe 2: Apples

368. Arbitrage fixant les charges des habitants d'Apples au profit de Romainmôtier.

1293 juin. s. l.

Nos Roletus Mugnerius, Cristinus filius Girardi Lardons, Hugo Borgeys miletus, Stephanus Fredivila, Renaldus Faber, Stephanus filius Richardi dicti Iuliet, Richardus de Fonte, Girardus dictus Fottoz, Petrus Fottoz frater eius, Ramus de Fonte, Uldricus forestarius Charpil, Petrus de Prato, Willermus de Prato, Iohannes Fornerius, Petrus dictus Pochon, Willermus filius Mathiam, Stephanus dictus Venot, Aubertus filius Richardi, Poncetus dictus Liquot, Willermus dictus Rossyer, Stephanus Mursin, Stephanus Reynaut, Petrus filius eius, Iohannes Reynaut, Stephanus Palliar, Williquier et Roletus Guotrous, notum facimus universis quod cum discordia seu questio verteretur inter nos ex una parte et religiosos viros, fratrem Aymonem priorem Romanimonasterii et conventum eiusdem loci ex altera, super avoeria ville de Apples et pertinenciis eius prout se extendunt vel extendi debent aut possunt in totis pertinenciis dicte ville, item super foresteria, item super colongeriis et super aliquibus aliis articulis prout inferius apparebunt.

Tandem nos et dicti religiosi super dictis peticionibus compromisimus in Nicholaum de Disy, Willermum de Disy, Rodulfum de Escublens, Iacobum de Eschagnens domicellos et Iohannem de Brenlles clericum, tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores.

[1] Qui de consensu et communi concordia nostra et dictorum religiosorum ordinaverunt, arbitrati fuerunt et pronunciaverunt quod nos, predicti homines de Apples et habitatores dicte ville et heredes nostri dicte domui pertinentes, aut eciam tenementa dicte domui pertinencia, si aliqui in dictis tenementis non invenirentur solvamus et deliberemus in perpetuo annuatim pro avoeria dicti loci in festo beati Martini yemalis predictis religiosis quatuor libras bonorum Lausan-

nensium, exceptis illis quorum predecessores et ipsi a dicta avoeria exempti fuerunt ab antiquo usque in hodiernum diem, salvis et reservatis tamen supradictis religiosis bannis grossis et minutis latronum et malefactorum, iusticia et eschetis.

[2] Item solvamus et deliberemus dictis religiosis annuatim corvatas carrucarum nostrarum ter in anno prout est consuetum in loco predicto.

[3] Item ordinaverunt et pronunciaverunt quod cum in dicta villa de Apples sint et esse debeant quatuor forestarii ab antiquo et nec ultra et si predicti forestarii inter se de dicta foresteria discordaverint, prior qui fuerit pro tempore vel conventus potest providere et ordinare de foresteria supradicta quousque forestarii concordaverint et ordinaverint de forestariis.

[4] Item de colongeriis, ita est ordinatum quod debent esse in dicta villa de Apples duodecim colongerii et non ultra et illi se habeant et comportent in futurum prout ordinatum est sive ordinabitur in placito generali.

[5] Item est ordinatum quod prior qui fuerit pro tempore vel conventus potest, si contingit, duo abergamenta quodlibet de duodecim posis cum pratis, casalibus et ochiis predictis, abergamentis pertinentibus ad suos usus proprios retinere. Si vero predicta abergamenta admodiarent, concederent vel infeodarent vel aliquo alio genere alienationis alicui concederent, ille vel illi aut eorum successores qui predicta abergamenta possiderent solvent usagia ville supradicte prout alii homines et habitatores dicti loci.

[6] Item si venirent extranei aliunde, tenentur solvere usagia supradicta, quamdiu ipsi vel eorum heredes in eodem loco morarentur.

[7] Item est ordinatum quod prior qui fuerit pro tempore debet viare et deliberare pascua ville dicte in territorio et pertinenciis eius cum sibi placuerit vel ab illis de Apples qui pro tempore fuerint fuerit requisitus.

[8] Item est ordinatum quod illi de Apples qui fuerint pro tempore debent inter se eligere duos ydoneos qui ordinent et dividant predictas quatuor libras inter omnes habitatores et morantes secundum quod predictorum suppetent facultates in loco, villa et territorio de Apples; cum quibus predictis duobus de Apples debet esse nuncius prioris vel conventus qui debet recuperare quatuor libras supradictas et si aliquis habitancium sive morancium dicte ville vel religiosi predicti acquirerent aut possiderent abergamentum unum vel plura, ille solvat usagia pro abergamento sive abergamentis acquisitis.

[9] Item est ordinatum quod si aliqua terra de colongiis remaneret ad colendum, prior vel conventus potest ipsam colere sine diminucione avoerie supradicte quousque alicui collocetur.

[10] Item est ordinatum quod per iurator placiti generalis et antiquos dicte ville debet fieri via et deliberacio pascuarum.

Nos omnes predicti superius nominati laudamus, ratificamus et approbamus universa et singula supradicta per predictos ordinatores inter nos, priorem et conventum predictos ordinata et pronunciata et iuramus super sancta[a] manu tacta quilibet secundum quod nostra interest pro nobis et heredibus nostris sive successoribus quod contra predicta vel aliquod de predictis non veniemus per nos

vel per alium nec consentiemus alicui contravenire volenti in futurum. Renunciantes ex certa sciencia in hoc facto et sub vi prestiti iuramenti exceptioni doli, metus et in factum actioni et omni iuri, consuetudini patrie acque loci, iuri scripto et non scripto et omnibus exceptionibus iuris et facti per quas nos vel alter nostrum possemus venire contra predicta vel aliquod de predictis et iuri dicenti generalem renunciacionem non valere nisi precesserit specialis.

In cuius rei testimonium, nos omnes homines ville de Apples superius nominati presentibus rogavimus apponi sigillum curie Lausannensis una cum sigillo religiosi viri domini abbatis de Lacu Iurensi Premonstracensis ordinis. Et nos officialis curie Lausannensis sigillum dicte curie, nos abbas predictus sigillum nostrum ad preces et requisitionem omnium prenominatorum duximus apponenda in testimonium omnium premissorum.

Datum anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio mense iunii.

ACV, C VII a 201, ***parchemin original,*** *44 x 26 cm, sceaux manquants de l'official de Lausanne et de l'abbé de Joux.*

[a] *sous-entendez* euvangelia.

369. Plaict général d'Apples.

1327 mars [st. an.] / 1328 mars avant le 25 [n. st.]. s. l.
1355 janvier. Apples

Nos Iaqueminus Vioneti, Iohannetus filius quondam Reymondi de Mont, [...][a] notum facimus universis per presentes quod nos, scientes et spontanei, ad plenum de iure nostro certificati, [...] quod cum predecessores nostri de villa de Apples confessi fuerint et publice recognoscerint omnia iura, tributa et raciones religiosorum virorum domini prioris Romanimonasterii Cluniacensis ordinis, Lausannensis dyocesis, et eius conventus dominorum nostrorum carissimorum, que et quas continentur in quadam littera de et super iuribus, tributis et rationibus dictorum religiosorum dominorum nostrorum confecta sigillo curie Lausannensis et sigillo bone memorie domini Willermi curati de Apples, cuius tenor talis est: Nos videlicet [...][b].

Notum facimus universis quod nos sepe et sepius requisierimus pro nobis vice et nomine omnium aliorum proborum hominum de Apples, virum religiosum providum et honestum ac dominum nostrum carissimum fratrem Williermum tunc temporis priorem Romanimonasterii, Cluniacensis ordinis, Lausannensis dyocesis, ut sibi placeret nobis dare et assignare diem certam ad tenendum et deducendum suum placitum generale, prout a predecessoribus suis olim extitit consuetum, ordinatum pariter et servatum. Tandem instantia nostra motus, predictus dominus prior dedit nobis et assignavit diem certam videlicet diem dominicam Bordarum currente anno domini millesimo tercentesimo vicesimo septimo, in villa de Apples, in domo sua, ad tenendum et ordinandum suum placitum

generale, prout ab antiquo per predecessores suos extitit observatum. Quam diem predictam, nos prenominati probi homines concorditer recepimus et acceptavimus, nemine discrepante. Qua die predicta, dicto domino priore sedente in domo sua de Apples, assignataque et assecurata curia sua legitime, ut moris est, presentibus bonis viris providis et honestis, videlicet [...][c], presentibus eciam nobis et comparentibus vocatis et rogatis et clamatis per maiorem suum de Apples forestariis, famulis et colengiariis suis ceterisque personis universis et singulis que ad dictum placitum generale sedere aut interesse debent de iure aut de consuetudine antiqua fecit bannire dictus dominus prior suum placitum generale, ut moris est. Quo facto nos prenominati probi homines requisivimus predictum dominum priorem ut ipse, nomine suo et conventus sui Romanimonasterii, daret et poneret pro se duos amicabiles compositores qui cum duobus aliis amicabilibus compositoribus a nobis communiter et concorditer positis et electis una cum personis iuratis placiti generalis possent et potestatem haberent faciendi et reportandi per iuramenta sua ea que in dicto placito generali facienda et reportanda essent de consuetudine antiqua. Quod fecit predictus dominus prior, protestando quod in futurum nullum sibi et ecclesie sue predicte preiudicium generaret. Quo facto dictus dominus prior pro se et suo conventu elegit duos amicabiles compositores videlicet fratrem Robertum de Arbosio priorem de lacu dou Vaucer et fratrem Girardum de Dulucio. Et nos predicti probi homines elegimus pro nobis duos alios amicabiles compositores videlicet dominum Williermum tunc curatum de Apples et Franciscum de Columberio domicellum. Quiquidem quatuor amicabiles compositores predicti una cum iuratis predictis iuraverunt ad sancta dei euvangelia dicere et reportare secundum eorum conscienciam omnia et singula que reportanda erunt legitime in dicto placito generali, tam de iuribus, iuridicionibus, dreyturis, franchesiis, usanciis, usagiis et consuetudinibus universis et singulis pertinentibus tam ad dominum priorem predictum et ecclesiam suam Romanimonasterii quam ad nos homines predictos de Apples.

Promittentes nos prenominati probi homines pro nobis, heredibus et successoribus nostris et nos prior predictus, pro nobis et conventu nostro, bona fide et stipulacione sollempni attendere et tenere ea que predicti amicabiles compositores et iurati predicti dicere et reportare voluerint concorditer in dicto placito generali. Quiquidem amicabiles compositores et iurati predicti ordinaverunt concorditer et reportaverunt in modum qui sequitur et in formam.

Recognicio autem et reportacio predicti placiti generalis de Apples facta per predictos quatuor amicabiles compositores et iuratos predictos talis est:

[1] Quod dictus dominus prior habet et habere debet omnem iuridicionem, districtum, merum et mistum inperium in omnes nos probos homines prenominatos de Apples et in habitantes ibidem de dominio nostro.

[2] Item quod dictus dominus prior debet denunciare apud Apples placitum generale semel in anno quo tempore voluerit per tres dies dominicos vel festivos. Et placito generali denunciato nemo debet se absentare de dicta parrochia de Apples nisi de licentia dicti domini prioris aut necessitate urgente vel communi custodia aut necessitate ville de Apples; quod secus fecerit et ter vocatus non

responderit cadit in penam dicti domini prioris trium solidorum Lausannensium. Vocacione autem facta, dictus dominus prior debet precipere uni de familia sua bannire placitum generale, ita videlicet quod nemo se moveat de loco suo, nec aliquis loquatur nisi sit licenciatus a dicto domino priore nec rissam faciat per quam ius domini prioris et placitum generale impediatur. Et si quis contrarium fecerit cadit in penam trium solidorum.

[3] Quilibet autem potest ibidem terram suam replacitare, petere aut relinquere melius quam in alio tempore: precepto vero placito generali, ut moris est, aliquid de viis aut pascuis de Apples fuerit impeditum, nemo debet deliberare aut aliquid mutare quousque placitum generale teneatur et dominus metas suas posuerit si apponere voluerit. Et si quis contrarium fecerit cadit in penam trium solidorum.

[4] Item tenetur dominus prior mittere curatum de Apples qui pro tempore fuerit, villicum et famulos suos qui morantur in villa de Apples ad recognoscendum iura placiti generalis tam pro se quam pro nobis. Et si predicti missi maius consilium habere voluerint, debent petere a dicto domino priore, et ipse tenetur eis concedere de hominibus ville de Apples qui melius sciant iura et consuetudines placiti generalis.

[5] Homines vero placiti generalis liberi sunt domini prioris et ecclesie supradicte, ita videlicet quod si quis recedere voluerit ad morandum extra dominium domini prioris, licenciam debet petere ab ipso, ita quod si ipse aut alius habuerit agere cum eodem, faciendo ius et recipiendo debet eidem dare licenciam recedendi et ipsum cum omnibus bonis suis mobilibus conducere de se et suis per unam diem et noctem, et hereditas dicti recedentis sibi debet quiete et libere remanere. Heres autem propinquior recedentis potest hereditatem ipsius secundum antiquam consuetudinem si voluerit placitare. Qui autem alio modo per superbiam aut divitias a dominio domini prioris recesserit, ipse nec heredes corporis sui quos secum extra dominium predictum duxerit ad morandum, nichil omnino iure in sua hereditate poterit reclamare, nisi de voluntate domini prioris. Si quis autem paupertate seu guerra vel alio euvalio evidenti recesserit ad morandum alibi, ipse et heredes sui sine obstaculo debent hereditatem suam cum redierint rehabere.

[6] Quilibet autem de placito generali pro necessitate sua pari suo scilicet homini dicti domini prioris et non alteri potest vendere, alienare, accensire aut invadiare hereditatem suam in toto vel in parte, salvo iure et consuetudinibus domini prioris.

[7] Item dominus prior habet plenum dominium in villa de Apples in hominibus suis, ut premissum est, et hoc predicti homines de Apples recognoscere debent sine contradicione aliqua in placito generali et est sciendum quod si aliquis episcopus aut alius de spirituali dominio, seu aliquis dominus temporalis vel alius de dominio temporali dictum dominum priorem aut ecclesiam suam in causam traxerit, per quod predicta ecclesia sua gravetur in expensis in tantum quod necesse sit auxilium petere a nobis, tenemur sibi prestare competens auxilium secundum posse nostrum et dicte ecclesie misericorditer subvenire.

[8] Item si ecclesia memorata igne aut tempestate tanta dampna incurrerit aut sustinuerit, quod conventus dicte ecclesie in escis et victualibus non possit sufficienter sustentari et nos huiusmodi dampna vel consimilia non incurrerimus, tenemur predicte ecclesie auxilium facere moderatum.

[9] Preterea nemo potest contrahere matrimonium cum aliqua muliere de Apples libera domini prioris nisi fuerit talis condicionis et status sicut alii probi homines de Apples, nisi de licencia domini prioris, et si secus fecerit hereditas dicte mulieris domino priori incidat in commissum.

[10] Item nullus de hominibus de Apples potest nec debet facere burgesiam, iuramentum seu custodiam alicuius civitatis, burgi, ville vel castri nisi de licencia domini prioris, nec contra ius memorate ecclesie aliquod auxilium vel patrocinium invocare. Et si contrarium fecerit nisi infra quadraginta dierum terminum sibi a domino priore prefissum resipuerit a predictis debet de dominio ipsius recedere et eius hereditas debet predicte ecclesie remanere.

[11] Preterea sciendum est quod de plana clama debentur domino priori tres solidi a nobis hominibus predictis.

[12] Item de devestitura debentur novem solidi.

[13] Item de percussione pugni tres solidi.

[14] Item de percussione palme quinque solidi.

[15] Item de percussione pedis decem solidi.

[16] Item de vocacione «pugnex» iniuriose decem solidi.

[17] Item de percussione gladii usque ad effusionem sanguinis iniuriose sexaginta solidi.

[18] Item de vocacione «mesel» vel «avoutro» iniuriose decem solidi.

[19] Item in defectu maioris de Apples per mortem ipsius debet legitimus heres suus de corpore suo procreatus pro replacito domino priori viginti quinque solidos. Si vero alius replacitare voluerit officium maiorie, illud debet esse ad voluntatem domini prioris.

[20] Item post mortem duorum famulorum, proprii heredes ipsius debent pro replacito quindecim solidos.

[21] Item post mortem forestariorum, proprii heredes debent decem et octo denarios.

[22] Item post mortem colengiariorum, proprii heredes debent quindecim denarios; si autem alius replacitare voluerit, illud esse debet ad voluntatem domini prioris.

[23] Item illi qui non sunt collengiarii, quilibet eorum debet duos denarios censuales in nativitate domini solvendos pro affoagio suo. Quem censum recuperare debent forestarii domini prioris et inde levare debent decimum denarium pro labore suo.

[24] Item cause que moventur aut movebuntur apud Apples per clamam factam ibidem ventilentur et terminentur nisi dicte cause tam graves et ardue extiterint quod ibidem nequeant comode terminari, aut per appellacionem vel provocacionem factam ad curiam Romanimonasterii.

[25] Item duodecim colengiarii residentes in villa de Apples habent usum suum in nemoribus bannitis pro levaturis domorum suarum si necessitate, vetustate vel incendio corruerint et non aliter. In nemoribus autem mortuis habent affoagium suum pro suis sepibus necessariis tantum. Curatus vero de Apples villicus, duo famuli et duodecim colengiarii, commorantes apud Apples habent passonagium propriorum porcorum in nemoribus de Apples, ceteri vero homines placiti generalis habent passonagium in dictis nemoribus pro duobus denariis pro quolibet porco. Curatus vero dicti loci, villicus et duo famuli habent affoagium suum in nemoribus mortuis.

[26] Item duodecim colengiarii habent usum suum in nemoribus de Apples bannitis pro curribus et carrucis suis proprie et hoc idem habent curatus, villicus et duo famuli de Apples. Nullus hominum debet excerpare seu exertare in nemoribus bannitis sine licencia domini prioris. Et qui scinderit arbores bannitas cadit in penam trium solidorum.

[27] Item quatuor forestarii debent per iuramenta sua nemora predicta de Apples fideliter custodire et vadia nuncio domini prioris reddere et banna eidem reportare. Et debent forestarii predicti semel in anno a festo sancti Michaelis usque ad sequens festum omnium sanctorum nuncio domini prioris cum uno equo et uno garcione et curato, villico et duobus famulis de Apples facere annuatim unum receptum.

[28] Item duo famuli debent fenare prata domini prioris de Apples et les andens espanchiez fenumque custodire expensis domini prioris quamdiu dictum fenum extiterit fenandum. Si vero aliquis reperiatur falcare vel metere in pratis domini prioris aut iter per illa facere vel per ipsius condeminas dampnose incedere cadit in penam trium solidorum.

[29] Item duodecim colengiarii possunt licite metere in campis suis tempore messium sine licencia domini prioris quatuor vel quinque gerbas et non plus, quas debent computare cum aliis gerbis domino priori pertinentibus. Nullus hominum predictorum debet metere blada sua sine licencia prioris, si secus fecerit, cadit in penam trium solidorum. Colengiarii vero debent semel aut bis in anno iuvare se ad carruganda blada domini prioris ad grangiam suam de Apples tempore messium si necesse fuerit et pre omnibus si voluerint excutere blada in grangia dicti prioris pro excosura sua. Et si dictus prior voluerit tenentur excutere omnibus modis, salvis suis excosuris. Nullus hominum debet levare vel apportare gerbas de campo suo donec a nuncio domini prioris fuerint computate.

Quia vero plura sunt alia que nos dicto domino priori et ecclesie sue predicte debemus, de quibus non est facta mencio, in hac parte prout actenus observate fuerunt observentur in futurum. Et si forte aliqua contempcio super hiis oriatur, ad bonam concordiam per recognicionem illorum qui debent recognoscere placitum generale fideliter reducatur.

Renunciantes [...].

Promittentes [...].

In quorum omnium premissorum testimonium, nos omnes prenominati probi homines de Apples coniunctim et divisim rogavimus et fecimus huic instrumento

apponi sigillum curie Lausannensis et sigillum domini Williermi tunc temporis curati nostri de Apples [...].

Datum anno domini millesimo tricentesimo vicesimo septimo mense marcii ante annunciacionem dominicam.

Nos vero, scientes et videntes omnia universa et singula contemta et scripta in littera supradicta et per predecessores nostros narrata ut superius sunt expressa et declarata, confitemur et publice in verbo veritatis recognoscimus esse vera. Et nos et quilibet nostrum coniunctim vel divisim esse et esse debere astrictos et obligatos sub iugo servitutis et oneris in quibus predecessores nostri superius nominati erant astricti et obligati prout in littera memorata extitit, ut superius est divisum et declaratum.

Et promittimus [...].

In cuius rei testimonium nos omnes prenominati quorum interest et interesse videtur ad maiorem et tuciorem roboris firmitatem sigillum curie Lausanne rogavimus et ad preces nostras apponi fecimus huic scripto. Et nos officialis curie Lausanne ad preces et requisitiones omnium prenominatorum quorum supra quorum interest nobis oblatas fideliter et relatas per dompnum Nicholaum de Agie, presbyterum curie nostre iuratum, [...].

Datum et actum mense ianuarii apud Apples anno domini millesimo tricentesimo quinquagesimo quinto.

Nicolaus de Agie.

ACV, C VII a 363, ***parchemin original,*** *bord supérieur taché, 61,5 x 64 cm, fragments du sceau pendant de la cour de l'official de Lausanne.*

Ed. MDR III, p. 616; COTTIER, op. cit., p. 191.

[a] *Suit la nomenclature de 26 hommes et 7 femmes.*
[b] *Suit la nomenclature de 39 hommes et 4 femmes qualifiés de* probi homines de Apples.
[c] *Suivent 7 témoins mentionnés nomément* et pluribus aliis fidedignis.

Paragraphe 3: La Praz

370. Reconnaissance des habitants de la Praz au profit du prieur et du couvent de Romainmôtier.

1330 novembre. s. l.

Nos Martinus de la Praz, dictus Mayorat, Vauterius dictus de Vaulionz, Nardiznus, filius dicti Vauterii, Perrodus Briseti, Beatrix dicta Bridaz, Perrodus dictus Pitet, Nicholaus frater dicti Perrodi, Girardus dictus Agneta, [...][a] habitatores de la Praz, notum facimus universis quod nos [...] confitemur et in veritate reco-

gnoscimus nos esse homines ligios inperpetuum pre cunctis dominis religiosorum virorum fratris Willermi de Montrischier prioris Romanimonasterii [...] sub censu et conditionibus infrascriptis et quod nos tenemus et possidemus a dictis religiosis tanquam a veris dominis nostris quidquid habemus, possidemus et adquiremus coniunctim vel divisim, salvis semper dictis religiosis antiquis consuetudinibus, videlicet corvatarum et charragiorum antiquitus [...] debitorum ac eciam consuetorum, videlicet ego predictus Martinus dictus Mayorat pro viginti solidis Lausanne, ego Vauterius dictus de Vaulionz pro tribus solidis Lausanne [...][b] annui perpetuique redditus solvendis, a nobis superius nominatis et heredibus nostris predictis religiosis aut eorum mandato apud Romanummonasterium singulis annis in festo beati Michaelis archangeli secundum consuetudinem [...].

Confitemur insuper et in veritate recognoscimus quod predicti religiosi [...] habent [...] super nos et heredes nostros in villa de la Praz merum et mistum imperium, iusticiam altam et bassam, corvata et charragia predicta et omnes alias consuetudines quas habent [...] super alios homines suos potestatis Romanimonasterii supradicti, preterquam quatuor denarios sibi in cena domini censuales consuetos, addito eciam et apposito in premisso pacto expresso super hoc [...] quod nos homines predicti aut heredes nostri non possumus nec debemus coniunctim vel divisim facere alium dominum, iuramentum, burgensiam, gardam vel confederationem aliquam preterquam religiosorum predictorum et antiquam gardam Cletarum. Quod si fecerimus, volumus [...] quod omnia bona nostra eo ipso facto dictis religiosis tam de iure et consuetudine quam nomine pene [...] cadant in commissum, nobis in dicto homagio nichilominus remanentibus efficaciter obligatis, adito et apposito in premissis, ut supra, quod si unus nostrum vel plures, quod absit, recederet, seu recederent et nollet seu nollent morari in dicta villa de la Praz seu in terra potestatis Romanimonasterii supradicti, omnia bona recedentis seu recedentium eo ipso facto [...] dictis religiosis cadant in commissum secundum bonos usus et consuetudines aliorum hominum potestatis Romanimonasterii predicti.

Obligavimus et obligamus insuper [...] omnia bona nostra aquisita et aquirenda quecumque sint, ubicumque sint et quocumque nomine censeantur.

Ulterius magis sciendum est quod nos predicti homines [...] quittavimus [...] predictis religiosis dominis nostris [...] quidquid iuris [...] habemus [...] in furno de la Praz cum suis pertinenciis, ita quod alium furnum in predicta villa de la Praz facere non debemus in futurum, scilicet debemus in ipso furno facere nostra necessaria dictis dominis nostris aut eorum mandato suum fornagium persolvendo [...].

In quorum omnium premissorum robur et testimonium nos officialis curie Lausanne ad preces et requisitionem Martini Mayorat, Vauterii [...][c] nobis oblatas [...] adhibemus sigillum curie nostre predicte presentibus litteris duximus apponendum.

Datum anno domini millesimo tricentesimo tricesimo mense novembris.

Ita expeditum est coram me dicto iurato.

ACV, C VII a 297, ***parchemin original,*** *41 x 27 cm, sceau pendant de la cour de l'official de Lausanne.*

[a] *Suivent les noms des 17 autres chefs de feu.*
[b] *Suivent les reconnaissances individuelles des 23 autres chefs de feu.*
[c] *Suivent tous les noms déjà mentionnés.*

371. Le territoire du village de La Praz n'est pas mainmortable.

1435 février 9. s. l.

Sciendum est [...] quod [...] villagium [de Prata][a] cum toto suo confinio [...] / non *fol. 4*
s[ubiicitur][a] condicioni manusmo[rtue][a], quamvis sit de terra Romanimonasterii, *fol. 5*
ex[cepta][a] parrochia, sed levantur laudes ad rationem sexti denarii et tenentur ad ce[rta][a] onera annualia, servi[cia][a] et usagia inferius particulariter designata tantum. Et hoc virtute certe transactionis dudum facte, per dompnum Nicodum Amieti recepte, cuius duplum pro fundamento / hic est incertum et tenor. *fol. 5v*

Ne gestarum rerum memoria processu temporis evanescat et pereat discretorum virorum prudencia solet eis litterarum testimonio commendare, cognoscant igitur presentes futurorumque posteritas non ignoret quod cum lis, iurgium et controversie materia verterentur, maioresque in posterum verti sperarentur, inter nos fratrem Iohannem / de Iuys humilem priorem Romanimonasterii nomine no- *fol. 6*
stro et conventus Romanimonasterii ex una et [...] homines communitatis de La Pra ex altera partibus, super eo videlicet quod nos dictus prior petebamus per dictos de La Pra nobis nomine quo supra recognosci / per quemlibet eorumdem *fol. 6v*
hominum homagium ligium cum condicionibus[b] in quadam littera recognicionis pridem facta per certos probos homines dicti loci de La Pra recepta per Petrum Michaelis de Apples iuratum[c].

Nobis dictis probis hominibus de La Pra ad premissam recognitionem fiendam minime teneri asserentibus, maxime ad predictum homagium, eo quia non sumus de / dessendentibus a dictis hominibus in dicta littera descriptis, nec eo- *fol. 7*
rum heredes seu bonorum possessores sumus, multisque aliis racionibus et causis, precipue quia nos dicti homines fecimus certas alias recogniciones de novo in quibus non continentur aliqua in dicta littera descripta.

Tandem nos partes prenominate attendentes quod inter dominum et subditos / litigium vigere non congruit, videlicet nos prefatus prior de consensu et vo- *fol. 7v*
luntate virorum religiosorum domini Iacobi de Dyvona camerarii, Petri Thuner helemosinarii et Vulliermi Iallieti, monachorum nostrorum dicti conventus de premissis lite, iurgio et controversia dependenciisque, emergenciis et connexis ex eisdem, tractatu egregii [d–]utriusque domini sacristi doctoris[–d] de Bonifacio, / consilliarii ducalis, ac nobilium et discretorum virorum Iohannis Maioris de Ro- *fol. 8*
manomonasterio et Mermerii Crestine castellani Morgie ad pacem et concordiam transigendo devenimus in modum et formam subsequentem.

[1] In primis quod inter nos dictas partes bonus amor et sincera dilectio sint et
fol. 8v perpetue remaneant prout decet inter subdictum et dominum, / ita quod nos dictus prior tractemus[e] homines nostros tanquam probos et legales subdictos nostros et nos dicti probi[f] dez La Pra tractemus et honoremus dictum dominum nostrum Romanimonasterii tanquam carissimum et dilectum dominum nostrum.

[2] Item quod omnes sumptus, missiones et expensas[g] hinc et inde facte occasione premissorum per nos dictas partes sint remisse.

fol. 9 [3] Item quod nos dicti probi homines de La Pra pro nobis et nostris constituimus nos esse homines ligios dicti prioratus, stantibus preterea[h] premissis pariter et infrascriptis in eorum roboris firmitate.

[4] Item quod nos dicti probi homines de La Pra nos submittimus quod nobis recedentibus cum tota familia nostra, de dicto loco de La Pra pro non redeundo,
fol. 9v bona nostra / sint commissa dicto nostro domino Romanimonasterii et eius prioratui.

[5] Item quod nos dictus prior nomine[i] quo supra[j] ac successorum nostrorum remictimus dictis probis hominibus de gracia speciali quecunque laudimia atque dicti probi homines nostri de La Pra usque ad presentem diem nobis tenentur.

fol. 10 [6] Item quod nos prefatus / prior nomine quo supra concedimus dictis hominibus[k] quod contemplacione matrimoniorum liberorum suorum presencium et futurorum possunt[l] eisdem liberis sive donare et assignare in dotem et porcionem de eorum possessionibus dum maritentur infra dominium potestatis dicti loci Romanimonasterii.

[7] Item concedimus nos prior prefatus eisdem probis hominibus et suis quod
fol. 10v nunquam intelligantur esse homines manusmortue / nec supportare aliquod onus occasione eiusdem manusmortue.

[8] Item concedimus nos memoratus prior quod nos seu [m–]aliqui successores nostri[–m] extra dominium postestatis dicti prioratus Romanimonasterii non habeamus sequelam personalem contra aliquos de dictis probis hominibus de La Pra et ab ipsis decedentibus[n].

fol. 11 [9] Item concedimus nos iamdictus prior eisdem hominibus quod dicti homines de La Pra possint dare et legare de bonis suis cuicumque voluerint[o] super eorum bonis sub ea tamen condicione qua[p] sint astricti per eorum recogniciones.

[10] Item concedimus eisdem hominibus de La Pra quod unus possit succedere alteri[p] ab intestato racione proximitatis.

Que omnia premissa nos partes predicte promictimus[q] rata habere etc.

Quibus premissis rogavimus instrumentum fieri sub sigillo curie Lausannensis etc.

Datum die nona mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo quinto.

*ACV, Fj 54, **Registre** du XVIe s. de reconnaissances en faveur du prieuré de Romainmôtier par la Praz; commissaire: Claude Besson, notaire; en partie détruit par l'humidité, 1er cahier, fol. 4–11, 19 x 30 cm.*

Ed. MDR III, p. 722.

[a] *détruit par l'humidité; texte donné d'après les MDR.*
[b] *corrigé ultérieurement en* adicionibus.
[c] curie officialatus Lausannensis sub anno domini millesimo tricentesimo tricesimo mense novembris *ajouté ultérieurement.*
[d–d] *corrigé ultérieurement en* utriusque doctoris domini Francisci.
[e] dictos *ajouté ultérieurement.*
[f] *sous-entendez* homines.
[g] *lisez* expense.
[h] *barré ultérieurement et remplacé par* prop[terea].
[i] nostro et *ajouté ultérieurement.*
[j] nomine *ajouté ultérieurement.*
[k] La Pra pro se et suis *ajouté ultérieurement.*
[l] *corrigé ultérieurement en* possint.
[m–m] *corrigé ultérieurement en* aliquis successor noster.
[n] *lisez* descendentibus.
[o] ac instituere et reducere quecumque voluerint *ajouté ultérieurement dans la marge.*
[p] *lect. difficile.*
[q] *tout ce qui suit est écrit plus petit et semble avoir été ajouté ultérieurement.*

Paragraphe 4: Vallorbe

372. Enquête sur les charges imposées aux habitants deVallorbe.

1308 décembre. s. l.

Inquisitio facta de mandato domini prioris per dominum Iacobum de Disy, dominum Girardum de Sarrata et per dominum Willermum de Montericherio super petitione charragii vini prioris de Valorbes, quod dicebat sibi deberi ab hominibus predictis de Valorbes:

Primo inquisitum fuit per Henricum villicum Romanimonasterii per iuramentum suum super sancta dei evangelia datum; qui dixit quod ipse vidit tempore domini Willermi prioris de Valorbes dicti Charpil vinum suum successorum suorum continue subsequentium atque nonciorum locum prioris de Valorbes tenencium charreare et aducere[a] apud Valorbes a predictis hominibus cum expensis dicti prioris liberaliter ansque[b] conttraditione[a] aliqua vel deffensa.

Item inquisitum fuit similiter per Aubertum Qaustorem[c] qui super iuramentum suum dixit quod vidit tempore domini Willermi de Brusins predecessoris domini Willermi prioris de Valorbes dicti Charpil successorum suorum et nonciorum locum prioris de Valorbes tenentium vinum suum a predictis hominibus apud Valorbes charreiare[a] et adducere cum expensis et missionibus prioris supradicti liberaliter ansque[b] conttraditione vel defensa.

Item inquisitum fuit per Petrum Marescalum qui dixit hoc idem quod dixit Henricus superius nominatus et hoc dixit per iuramentum suum.

Item inquisitum fuit per Iacobum de Valorbes per iuramentum suum, qui dixit quod non vidit ibi apud Valorbes aliquem priorem commorantem, scilicet dum fuit noncius, vidit ibidem vinum a predictis hominibus aducere atque charreiare.

Hec autem inquisitio facta fuit die dominica ante nativitatem domini. Et nos dictus prior Romanimonasterii assignavimus diem dictis partibus ad publicandum dictam inquisitionem. Dicti homines ad dictam diem non comparuerunt. Dictus prior de Valorbes comparuit et petiit sibi reddi iudicium super dicta inquisitione. Nos dictum priorem[d] de consilio proborum super petitione charragii dicti vini dicto priori dedimus passamentum.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum una cum sigillo camerarii nostri domini Girardi de Sarrata et domini Willermi de Montericherio presenti scripto duximus apponendum.

Datum anno domini millesimo tercentesimo octavo.

ACV, C VII a 218, ***parchemin original,*** *20 x 20 cm, traces des sceaux tombés du prieur de Romainmôtier, de Gérard de La Sarraz, de Guillaume de Montricher.*

[a] *sic*
[b] *sic pour* absque.
[c] *lect. difficile.*
[d] *sic pour* dictus prior.

373. Jean de Seyssel, prieur de Romainmôtier, affranchit les habitants de Vallorbe de la taillabilité.

1403 décembre 10. s. l.

Nos frater Iohannes de Seissello humilis prior prioratus Romanimonasterii, ordinis Cluniacensis, Lausannensis diocesis, fratres Iohannes de Durescello camerarius et subprior dicti loci, Aymo de Moleria decanus, Petrus Aymonis magnus cellerarius, Rodulphus Chalangrin de Novocastro elemosinarius, Iohannes de Ledone Salnerii infirmarius et Ottoninus sacrista dicti prioratus totusque eiusdem loci conventus, notum facimus universis per presentes quod nos ad sonum campane in capitulo nostro Romanimonasterii convocati ad invicem capitulantes et capitulum facientes, ut moris est, habita deliberacione matura et consilio diligenti, considerata utilitate nostra et dicti prioratus nostri pro nobis et successoribus nostris quibuscunque, ad instanciam et humilem requisicionem Amedei Beccellin, Perrodi eius filii, Aymoneti Grand [...][a] hominum nostrorum de Valorbes talliabilium pro hereditagiis, bonis et possessionibus eorumdem, existentibus apud Valorbes, nobis factam, ipsos homines nostros heredes suos masculos et femellas, successores et posteritates eorumdem et quemlibet eorum insolidum affranchiamus, manumictimus, affranchiavimus et manumisimus et ab omni

iugo et servitute talliabili totaliter liberamus [...] cum eorum tenementis, possessionibus et bonis universis proprietatibusque et hereditagiis eorumdem.

Dantes et concedentes dictis hominibus nostris de Valorbes heredibus et successoribus ac posteritatibus eorumdem et eorum cuilibet insolidum plenam, generalem, liberam potestatem et mandatum speciale agendi, petendi, deffendendi, pacisci, contrahendi et omnia et singula alia faciendi, exercendi, que homo ligius sui iuris effectus agere, contrahere, petere, deffendere et exercere potest et debet.

De quorum hominum nostrorum predictorum condicione volumus et intellegimus omnes habitantes et habitaturi in predicta villa nostra de Valorbes, condicione tali in premissis apposita pactoque expresso inter nos et dictos homines nostros habito, sollempni stipulacione valato, quod prenominati homines nostri de Valorbes, heredes et successores eorumdem habitantes et habitaturi in dicto loco de Valorbes sint et remaneant imperpetuum homines nostri ligii, successorum nostrorum et condicionis manus mortue iusta usum et secundum consuetudinem aliorum hominum nostrorum terre et potestatis Romanimonasterii.

Affranchiavimus, inquam, tam pro quadraginta franchis boni auri et legitimi ponderis, quos a dictis hominibus nostris habuimus et recepimus nomine dicte manumissionis, quam pro eo quod dicti homines nostri, heredes, successores et posteritates eorumdem nobis dictis priori et conventui et successoribus nostris solvere et tradere teneantur et debeant annis singulis perpetuis temporibus, in festo beati Michaelis archangeli, viginti libras bonorum Lausannensium seu bone monete cursibilis in patria Vuaudi, nomine et ex causa presentis et huiusmodi affranchiationis. Et pro eo quod ipsi homines nostri et sui qui supra nobis et nostris quibus supra alios census in quibus nobis tenebantur ante presencium confectionem solvere debeant realiter cum dictis viginti libris corvatasque, charreagia et omnia usagia et servicia ibidem nobis per eosdem homines nostros debita et fieri consueta, facere expedire, tradere et exibere teneantur simpliciter et de plano sicut ante confectionem presencium tenebantur et in omnibus et singulis aliis auxiliis et servitutibus in quibus homines ligii suis dominis tenentur servire, intendere et penitus obedire.

In quibus hominibus et habitantibus predictis, eorum tenementis et bonis universis, banna, clamas, cognicionem, merum, mistum imperium et omnimodam iuridicionem retinimus[b] et habere debeamus pleno iure nos prior et conventus supradicti.

Promittentes nos prior et conventus [...].

Promittentes nos probi homines de Valorbes [...] omnia [...] supra descripta prout et in quantum nos tangunt [...] attendere [...] nec non dictis dominis nostris et eorum successoribus obedientes esse et fideles in omnibus et singulis in quibus homines ligii et manus mortue suo domino tenentur secundum novam et antiquam fidelitatis et obediencie formam.

Cunctis et singulis exceptionibus [...].

In cuius rei testimonium nos prior et conventus [...] sigilla nostra unacum sigillo curie Romanimonasterii [...].

Datum decima die mensis decembris anno domini millesimo quatercentesimo tercio.

Nycodus de Valeres.

ACV, C VII a 473, ***parchemin original,*** *31,5 x 42 cm, sceau pendant du prieuré, sceaux manquants du prieur et de la cour de Romainmôtier.*

Ed. MDR III, p. 700.

[a] *suit la nomenclature de 19 personnes.*
[b] *sic pour* retinuimus.

374. Confirmation et rénovation du ressort de la franchise de Vallorbe.

1488 [st. nat.] février 14. Vallorbe

In nomine domini amen. Nos frater Claudius Michaudi magnus celerarius insignis prioratus Romanimonasterii [...][a] notum fieri volumus et manifestum quod anno eiusdem domini a nativitate sumpto currente millesimo quatercentesimo octuagesimo octavo [...] die decima quarta mensis februarii [...] venientes ad nos [...] honesti et probi viri Willermus Glaudet et Anthonius Ballif, sindici ville et communitatis de Vallorbes, Iohannes Palliard, Petrus Palliard, Petrus Glardon, Nicolletus Bastard, magister Glaudius de Franquefort, ferrerius, Glaudius Ialliet, Petrus Amey alias Beccelin, Glaudius Bastard, Petrus de Velley, Petrus George, Iohannes Bagnion et Guillermus Grobet alias Grant, incole et habitatores dicti loci de Vallorbes, suam verbotenus peticionem exposuerunt, asserendo quod dudum reverendus pater et religiosi viri fratres Iohannes de Seyssello prior et conventus dicti Romanimonasterii beneficium manumissionis contulerant suis dictorum incolarum predecessoribus eosdemque affranchiaverunt a iugo et servitute tallie ad misericordiam ad quam pridem subiciebantur. Cuius affranchiamenti recepit instrumentum Nicodus de Valleres quod in manibus suis tenentes nobis exibuerunt legendum.[1] Et quia pro ut eorum expositio subiungebat eumdem[b] instrumentum iam fuerat per armigeros cum suis aliis predis sublatum a dicto loco de Vallorbes et per eos inhoneste tractatum timebantque ne in futurum similiter vel deterius aut aliud sinistrum de ipso instrumento sibi contingeret maxime cum de eodem fidem facere diversis in locis forent necessarii et ne propter hostium insultus et alios sinistros eventus, qui plurimum contingere solent, ipsum instrumentum perdatur, laceretur, cancelletur [...] cum humili requisicione postulaverunt ut ipsum instrumentum in publicam [...] formam redigi et renovari iuberemus [...]. Preterea asserentes eorum peticioni subiunxerunt quod pridem deffuncti priores prioratus de Vallorbes limitacionem maiorie seu villicacionis aut suorum communium in uno instrumento sigillo eiusdem prioratus de Vallor-

bes sigillato approbaverant, quod licet fuerit sublatum per guerram, limitacionem tamen quam a suis predecessoribus sepissime audiverunt designari verbis suis declaraverunt medio eorum iuramento esse talem, ut sequitur, asserentes quod quecunque continentur et inveniri possunt infra circuitum infrascriptum quoddam[c], videlicet incipit a ponte de Monbusset tendendo directe per destensum fossalis usque ad aquam Orbe et inde ascendendo de longitudine aque Orbe per medium aluti usque ad illum locum ubi intrat aqua appellata Iognynaz in ripariam Orbe per medium cuius aluti aque de la Iognynaz ascendendo tendit usque ad l'endrey unius cresti existentem prope dictam Ioignynaz a parte venti, ubi erat una grossa fagus, et in uno prato quod tenet magister Glaudius de Franquefort a domino Romanimonasterii appellato Pra dou Grofos[c] et ab illo cresto respicit directe tendendo ad unam rupem seu rupis faciem[c] existentem en Rochydaulx, vulgariter appellatam Rochy Rossaz, inde per iurias existentes super villam de Vallorbes tendendo contra ventum et occidentem quantum ipsi homines de Vallorbes possunt ultro ire scindendo ligna in dictis iuriis et consueverunt actenus, dicentes ibidem nescire aliquos limites certos que solent aliquando plus aliquando minus intrare iurias; a parte tamen vallis abbacie Lacus Iuriensis tendit per cacumen montis Orseyres et ultra per certa pascua et prata que habent aliqui homines de Vallorbes, prout soliti sunt scindere ligna usque prope lacum Brunet et respicit ad summitatem montis que dicitur Chiechevaulx, unde a dicto cacumine retrocedit tendendo contra boream per altitudinem collis quantum aqua posset fluere in Orbam, comprehendendo ascensum seu costam a summitate collis quantum nemora durant per descensum usque ad aquam Orbe tantum et protenditur per dictam summitatem usque ad l'endrey de Montbusset. A quo loco iterum descendit basse directe tendendo per medium prescripti pontis de Monbusset. Sunt, ut prefertur, de maioria et communibus ville de Vallorbes infraque et per medium dictorum limitum solent exercere iuridicionem mistralis et villicus de Vallorbes pro domino Romanimonasterii. Unde pecierunt ipsam per eos factam limitacionem in scriptis redigi [...].

Nos igitur [...] redigi fecimus [...].

Datum et actum apud Vallorbes, anno, inditione et die quibus suppra. [...].

ACV, C VII a 942 bis, ***original*** *perdu,* ***vidimus*** *du 4 juin 1572*[2]*, 35 x 51 cm.*

[a] *suivent ses titres.*
[b] *sic.*
[c] *lect. difficile.*

[1] *Cf. no. 374 supra.*
[2] *Le texte a été copié dans les registres d'Aymonet Pollens par Abel Mayor de Romainmôtier.*

375. Coutume et usages de Vallorbe.

1530 mars 9. s. l.

Quia villa de Vallorbes antiquitus subiciebatur prioratui dez Vallorbes et priori eiusdem aliqualiter dicebatur et adhuc dicitur esse aliena et dissimilis condicionis residui terre Romanimonasterii in aliquibus passibus. Ideo et demanium et recognitiones homagiorum, censuumque, servitiorum annualiumve et usagiorum per habitatores dicte ville dez Vallorbes facte hic ad partem designantur.

fol. 1v [A.] Et primo / demanium. Tenet dominus ad manus suas in villa et territorio dez Vallorbes res et possessiones sequentes: primo casale prioratus situm iuxta et subtus ecclesiam parrochialem dez Vallorbes, cum pertinenciis suis ubi olim erat domus predicti prioratus. Item domum quadratam sitam in villa dez Vallor-
fol. 2 bes [../.] que domus solet admodiari et habetur per annum circa quatuor florenos parvi ponderis Sabaudie, et minime tenentur qui in ea resident ad quecumque tri-
fol. 2v buta molendini, furni nec ad alia [../.][a].

fol. 3 [../.] Item ripariam Orbe que est bampnita nec debet quis in ea piscari cum retibus sub bampno, salvis illis de Vallorbes qui cum linea et trobla piscari solent et curato qui solet habere nansam [...]. Item molendinum domini situm in fluxu dicte aque Orbe prope pontem, in quo solent et tenentur molere omnes habitatores dez Vallorbes. Ipsum tamen molendinum tenet communitas dez Vallorbes ad firmam perpetuam; pro quolibet autem foco tenetur solvere unam cupam ordei ad mensuram Romanimonasterii. [...] Et non comprehenditur curatus seu vicari-
fol. 3v us nec qui resident in domo domini supradicta. Item furnum / dez Vallorbes [...] quem tenet dominus curatus ipsius loci nomine ecclesie sue loco mense sue quam habebat cum priore. In quoquidem furno tenentur et solent coquere omnes habitatores dez Vallorbes excempti sunt tamen residentes in supradicta domo domini. [...] Item ferreriam sitam in fluxu rivi dicti Fuma prope aquam Orbe et ad eam labentis, cum pertinenciis suis ac quinque falcatis prati et novem posis terre
fol. 4 contiguis, [...] quammodo tenet [...] magister Stephanus dez Franquefort / alias Mathey ad certum terminum pro viginti florenis parvi ponderis Sabaudie cum certis prout infra recognitum est.

Item decimam bladi videlicet ordei, avene, leguminum et omnium aliorum bladorum quando ibidem contingerent seminari. Que valet nunc communiter circa decem octo modia mensure Romanimonasterii per annum. Hoc tamen dignum est scitu quod totum ordeum dicte decime quantum excuti potest primo expeditur; et deinde legumina quantum haberi possunt et residuum eiusdem decime sol-
fol. 4v–6v: blanc vitur in avena. Que vero decima se extendit in confinio de Iogniis videlicet tertia pars decime de Iogniis. Prout sequitur.

fol. 7 [B.] Recognitio gubernatorum universitatis et hominum dez Vallorbes de usagiis suis facta.

In nomine domini amen. Huius publici presentis instrumenti serie cunctis appareat evidenter [...] quod anno a nativitate eiusdem domini sumpto currente millesimo quingentesimo tricesimo indicione tercia cum eodem anno sumpta, et die

nona mensis marcii, in mis Glaudii Bessonis de Luyns in costa montis patrie Vuaudi Gebennensis diocesis, auctoritatibus apostolica et imperiali notarii publicii, / commissari et receptoris extentarum et recognitionum insignis prioratus *fol. 7v* seu ecclesie sancti Petri de Romanomonasterio ac testium subscriptorum presencia personaliter constituti, Glaudius Glardon iunior et Iohannes Iaquet dez Vallorbes velut gubernatores et eo nomine ville et communitatis dicti loci dez Vallorbes non decepti [...] ymo scientes [...] confitentur et recognoscunt palam et publice, tanquam si essent in vero iudicio coram eorum iudice ordinario hac de causa evocati, se et alios homines habitatores dicte ville dez Vallorbes presentes et futuros licet affranchitos esse, velle esse et esse debere atque esse et fore constituunt homines / ligios et iusticiabiles condicionis manusmortue dicte insi- *fol. 8* gnis ecclesie et prioratus Romanimonasterii ac reverendissimi in Cristo patris domini, domini Glaudii de Staviaco permissione divina Bellicensis episcopi, inclitarumque abbaciarum Altecombe et Lacus Iuriensis ac dicti prioratus Romanimonasterii commendatarii perpetui et etiam venerabilis conventus dominorum religiosorum eiusdem Romanimonasterii, Clugniacensis ordinis in Lausannensi diocesi, licet absentium tanquam presencium, meque iandicto notario et commissario [...] stipulante solempniter [...].

[1] Se que ac dictos homines et habitantes dez Vallorbes presentes et futuri *fol. 8v* tenere et possidere ab eadem ecclesia et predictis dominis suis de ipsius ecclesie allodio et antiqua proprietate, videlicet omne id et quicquid tenent et possident seu colunt et colere atque extirpare possunt et poterunt in futurum in villa et toto territorio dez Vallorbes in quantum confines territorii et maiorie eiusdem loci se extendunt, ymo eciam usum suum pascuorum, charreriarum, aquarum, silvarum et aliorum communium dicte maiorie dez Vallorbes, tenent inquam sub onere dictorum suorum homagiorum et certis annuis censibus / particulariter ab anti- *fol. 9* quo recognitis et etiam sub censu annuo et perpetuo viginti librarum bone monete cursabilis in Vuaudo in dicto affranchimento reservatarum et sub aliis oneribus, usagiis et conditionibus solitis et infrascriptis. Et est sciendum quod licet dicte viginti libre annuales non fuerunt antiquitus equate, nec super rebus et prediis imposite, sed tantum solebant equari per probos[b] dez Vallorbes, tamen cum debeantur ad rationem rerum immobilium, de communi consensu eorumdem proborum in precedenti extenta per egregium virum Aymonetum Pollens de Romanomonasterio notarium quondam et olim huiusmodi recognitionum receptorem et commissarium confecta, super rebus et prediis / equate et imposite atque per *fol. 9v* singulos homines et quemlibet eorum quoad ipsum concernit cum rebus quas tenebant et aliis censibus recognite, in presente enim extenta unusquisque hominum et habitancium dicte ville dez Vallorbes, quamvis antiquitus non nisi res pro quibus parvi census debebantur recognite inveniantur, omne id et quicquid tenet et possidet recognoscit et declarat speciffice cum rata sibi contingente de dictis viginti libris cum parvis censibus et prout in recognicionibus eorumdem particulariter postea descriptis ad mentem quidem et formam precedentis extente describitur.

[2] Preterea autem cum in supradicto affranchimento reservata sint usagia, char-
fol. 10 reagia, / carreagia, corvate et alia onera solita, nec alia designacio de eisdem adhuc facta repareretur, ideo in presenti prout et precedenti extenta recognitione declarantur et declarant dicti gubernatores nomine et consilio atque consensu quorum supra hominum dez Vallorbes, hic pro maiori parte presencium eadem usagia fuisse et esse atque ea debere et ad ipsa se tenere confitentur ut sequitur.

[2. 1.] In primis debent [...] corvatas carruce tempore veris, videlicet quelibet carruca integra debet domino Romanimonasterii unam carrucam fiendam in terris domini aut pro eadem carruca debentur tres solidi et sex denarii Lausannensis
fol. 10v bone monete que solent solvi in festo beati Michaelis archangeli, / optione tamen dicto domino vel eius receptori remanente.

[2. 2.] Item debent, confitentur debere ut supra charreagium quod solebat fieri pro priore dez Vallorbes adducendo vinum suum ad Vallorbes et solebat fieri per eos qui equum vel equam habebant trahentes, adhuc in presenti levantur a quolibet habitante in villa dez Vallorbes equum vel equam trahentem habente tres solidi bone monete pro eodem charreagio, iamdiu est ad tantum arrationato et solvuntur in festo beati Michaelis archangelli. Et propterea tenentur facere charreagium de loco de Vallorbes ad Romanummonasterium de doliis, cerculis et situlis tempore vindemiarum vel ante quando requiruntur. Nec aliud homagium
fol. 11 soliti / sunt facere quod clarius appareat.

[2. 3.] Item debent corvatas falcis et rastri in pratis domini sitis in confinio dez Vallorbes et que solebant fieri priore dez Vallorbes et levari solebant a quolibet homine uxorato habitante apud Vallorbes et focum faciente tres solidi per annum et a quolibet homine viduo et muliere vidua faciente focum decem octo denarios pro dicta corvata falcis et rastri. Nunc autem eo quod contingit in uno domicilio esse plura coniugia et plures personas viduas et prout iam hactenus soli tum est levantur a quolibet focum faciente viduo vel coniugato etiam si plures ibi degant coniugati tres solidi tantum qui solvuntur in festo beati Michaelis archangelli. Si autem ibi non sit nisi una vidua non tenetur nisi ad decem octo de-
fol. 11v narios. Debent propterea helemosinas prout / ceteri de terra Romanimonasterii.

[3] Item debent decimam bladorum, liguminum atque canabis dicto domino Romanimonasterii, cum certis terragiis in terris certis, de quibus in recognitionibus particulariter expressa fit mentio. Quod terragium remissum fuit olim ad certum censum argenti de quo in dictis cavitur recognitionibus.

[4] Confitentur etiam quod dictus dominus Romanimonasterii habet in et super omnes et singulos habitantes dicte ville et territorii dez Vallorbes et eorum bonis quibuscunque manummortuam, ex qua competit eidem domino Romanimonasterii excheta omnium bonorum residentium in eodem loco et sine heredibus naturalibus vel legitimis indivisis decedentium, prout hactenus consuetum
fol. 12 est. De quibus / exchetis iudicium et reportum competit iuratis dicte ville dez Vallorbes prout in residuo dicte terre. Possunt etiam prout ceteri de terra Romanimonasterii vendere, invadiare, permutare vel alias alienare alter alteri de terra et non cuiquam extraneo prout ceteri de terra Romanimonasterii et in placito generali vel recognicione describitur.

[5] De aliis autem usagiis in eadem generali recognicione placiti generalis descriptis confitentur uti et recognoscunt quod in loco dez Vallorbes utitur consuetudine Melduni et etiam iure proximitatis prout in villa Romanimonasterii, clame villici et audiencia eiusdem prout de aliis villicis; ab eodem villico appellatur ad audienciam mistralis et ab audiencia mistralis ad castellanum Romanimonasterii, in Romanomonasterio. Clame mistralis valent duodecim denarios. /

[6] De furno et de molendino dicunt se teneri ad ius fornagii et eminam molendini prout illi de Romanomonasterio. *fol. 12v*

[7] Et de hiis qui recedere volunt et de licentia petenda et de residencia non fienda extra et de hiis qui recedunt paupertate vel guerra et aliis qui recedunt superbia vel divitiis et de hiis qui contrahunt matrimonium cum aliquo vel cum aliqua qui vel que non sit liber vel libera et de burgensia non fienda nec salvagardia impetranda confitentur et recognoscunt prout in dicta generali recognitione usagiorum declaratur.

[8] Item debent eorum curato messem et decimam nascentium et agnorum prout hactenus solitum est.

[9] Etiam tenentur ad ventas[c] prout ceteri de terra Romanimonasterii.

[10] De / aliis autem charreagiis, oneribus et usagiis contentis in dicta usagiorum recognitione et per alios homines dicte terre debitis, de quibus supra nulla fit mencio, dicunt se non teneri nisi ad ea que supra per eos sunt recognita. Tenentur tamen eisdem domino et conventui ad omnia onera, auxilia et servicia ad que homines ligii sue condicionis domino suo et sicut ceteri de terra dicti Romanimonasterii. *fol. 13*

ACV, Fj 53, Grosse Besson: ***copie*** *par François Grossi de Bière pour LLEE de Berne; commissaire: Claude Besson, 20,5 x 30,5 cm.*

Ed. MDR III, p. 852.

[a] *suit l'énumération d'une série de prés et de terres.*
[b] *sous-entendez* homines.
[c] *lisez vendas.*

Chapitre 3: Les autres seigneuries

Ce dernier chapitre regroupe de manière artificielle des documents très différents de nature et de forme, souvent simplement en régeste, afin de donner un aperçu du droit auquel étaient soumis les habitants des campagnes. Compte tenu de leur développement ultérieur, Belmont sur Yverdon, Cudrefin et Grandcour ont été intégrés ici, alors que juridiquement il eût sans doute été plus logique de les ranger dans la catégorie des villes. Comme le critère juridique n'apparaît pas absolument rigoureux, c'est le critère matériel sur le long terme qui a prévalu.

Paragraphe 1: Arzier

Le site d'Arzier semble avoir été habité dès l'époque mérovingienne mais l'histoire proprement dite d'Arzier commence en 1304, lorsque les chartreux d'Oujon, dans le but d'attirer des habitants dans leurs domaines, accordèrent de nombreuses franchises aux hommes qui étaient venus se fixer à Arzier.

Bibliographie:

DHS – DHV. – Jean-Daniel MOREROD, «Deux destins liés: la chartreuse d'Oujon et la communauté d'Arzier», in Laurent AUBERSON (dir.), Notre-Dame d'Oujon (v. 1146–1537), Cahiers d'archéologie romande, 68, à paraîte.

376. Franchises d'Arzier.

1304 juin 14. s. l.

Nos officialis curie Gebennensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod coram mandato nostro videlicet Petro de Cuynsins, clerico curie predicte, iurato ad hoc specialiter destinato cui quantum ad hoc vices nostras commisimus et totaliter [committimus][a] propter hoc specialiter constituto, frater Petrus, prior domus Augionis, ordinis Carthusiensis, Gebennensis diocesis, et conventus dicte domus Augionis non vi, non dolo nec metu inducti, sed scienter et spontane, inspecta, considerata utilitate mon[asterii dicte domus][a] Augionis donant, cedunt, concedunt et se donavisse et concessisse confitentur imperpetuum Petro Marugler, Cirgoni dicto Ros, Vuillermo Chevaler, Auberto de la Cheynea, Iohanni et Perrussodo eius nepotibus, Picodo de la Chanee, Thiebaudo, Iohanni Seler, Reymondo et Iordano de Bignyns, Humberto de Bacins, Iaqueto de la Perrery, Guillermo, Vidoni de Marins, Berthodo, Iohanni filio Petri de Be[ria][a], Iohanni Vitilliet, Stephano de Banz Nanteys, Perreto de Chaney et Perreto de Bignyns et eorum heredibus, albergatoribus dictorum prioris et conventus habitatoribus et commorantibus ville de Argier et omnibus aliis venientibus ad habitandum vel existentibus infra terminos dictorum prioris et conventus dicte domus Augionis qui nunc sunt seu pro tempore fuerint libertatem seu franchiam inferius declaratam ipsis perpetuum tenendam et durandam paciffice et quiete.

[1] In primis siquidem volunt, [statuunt][a] et ordinant, cedunt, concedunt quod predicti habitatores in dicta villa de Argier vel alibi infra dictos terminos seu ibidem venientes ad habitandum pro se et heredibus suis liberi fiant et immunes ab omni tallia et complanynta nec de ipsorum procedent voluntate, retinen[tes][a] vero dicti prior et conventus in ipsis hominibus, abergatoribus seu habitantibus et venientibus ad habitandum in predictis locis ut ipsi bannum [parvum][a] et magnum sibi impositum nomine et ex parte dictorum prioris et conventus per ipsos vel per nuncios ipsorum ex quacumque causa tamen rationabile imposita et etiam adiucata teneantur solvere dictis priori et conventui vel eorum mandato.

[2] Si vero unus al[teri sanguinem][a] fecerit violenter quoquomodo vel ex quacumque causa teneatur dictis priori et conventui in sexaginta solidos et in eisdem a suis nunciis quibuscumque poterit condempnari nisi gratia fuerit intermedia.

[3] Qui vero alium percusserit de pugno solvat tres solidos dictis priori et conventui. Qui vero de palma quinque solidos solvat. Qui vero de pede decem solidos solvat et quilibet ictus quorum predictorum membrorum in pena pretaxata sibi probari poterit duobus testibus puniatur.

[4] Si vero aliquis homo sive aliqua mulier alium leprosum vel fetidum seu aliam «leprosam» vel «fetidam» vocaverit nec ad proband[um se obtulerit][b] et probaverit debet solvere tres solidos.

[5] Si vero vir sive mulier aliam mulierem «miritricem»[c] vocaverit si coniugata fuerit debet solvere quinque solidos; si non fuerit coniugata debet solvere tres solidos.

[6] Qui vero gladium quodcumque maliciose contra alium l[evaverit in tribus][d] solidis puniatur. Si percusserit, modus et percussio diligenter actendantur[e].

[7] Cetera vicia et malificia iudicio sapientium virorum et consuetudini patrie ordinata relinquatur[f].

[8] Item dicti prior et conventus retinent in dictis habitatoribus seu albergatoribus census et servicia que et quos debent eis pro terris et pratis que et quas concesserunt eisdem ad firmam perpetuam, alii plus, alii minus, aliis uno pretio et aliis alio sicut taxatum est unicuique eorum inter dictos priorem et conventum et dictos albergatores seu habitatores et communiter ordinatum in quibus terris et aliis que debent dicimari a dictis priore et conventu retinet sibi decimas dicti prior et conventus a quarum solutione nullus debet eximi vel quictari quin persolvat et quilibet principalis teneatur solvere dictos census et servicia abergamenti sui.

[9] Item retinent et actum est quod dicti prior et conventus corvatas seu iornalia ter quolibet anno de propriis personis dictorum abergatorum seu habitatorum expensis rationabilibus eis traditis vel si plus diligunt quatuor denarios pro qualibet dieta de qualibet persona et de carrucis similiter corvatas ter in anno quolibet et tunc burbuti exenti sunt et quicti de dietis.

[10] Item cedunt et concedunt dictis habitatoribus de Argier et aliis infradictis habitantibus seu venientibus ad habitandum pascua communia tam in eis quam in dictis priore et conventu sine dampnificatione bladi et que inferius declarabuntur exceptis locis in quibus voluerint dicti prior et conventus facere pratum sive prata vel antifficare vel dare aliis quibuscumque voluerint ad prata faciendum que prata teneantur et debeant custodiri a festo beatorum Philipi et Iacobi usque ad festum beati Michaelis archangeli singulis annis tamen alio tempore pascant et suis bestiis depaschi faciant sue voluntati exceptis porcis.

[11] Termini dictorum dictorum paschorum item hii, videlicet per verticem de Veytres et per cornu inferius prati sancte Marie a quo recte tendentes ultra combam per quam currit aqua dicta Homon per subtus pratum Iohannis Chapuis de Genollie quod tenet a dictis priore et conventu usque ad quamdem carreriam que venit de Iuria versus villas a parte lacus inquantum sunt dictorum prioris et

conventus; hoc excepto quod si grangia douz Mois reverteretur ad dictos priorem et conventum non habeant paschua per inferius fontis dicti des Aberiours a quo recte versus boream usque ad viam aliam et versus ventum usque ad viam que vadit per medium campum de la Vigni.

[12] Item cedunt, concedunt eis paschua in prato de Veytres tamen de dicto prato non exeant ad pascendum nisi a parte boree et rafurnum[g] de Veytres recte tendendo per combam que venit de monasterio monachorum usque ad viam que venit per medium prati dominorum, excepto hoc quod non apropinquent domum vel locum monachorum ita quod a dictis monachis non videantur nec a prope audiantur, scilicet ab exercis longioribus factis circa domum locum monachorum tamen tempore yemali a festo beati Martini episcopi usque ad kalendas aprilis possint transire recte versus prata sua et etiam paschi a prato vero dominorum recte per combam et per semitam per quam descendunt de Iuria illi qui apportare solent scindulas versus dictum pratum et per lis Chomillon quod est inter pratum douz V[ermelleys][a] et pratum de l'Ayna recte versus [Iuri]am[a] per altiore molare montis dicti Monsala tamen prope pratum de l'Eyna non apropinquant interdum ibi fuerint bestie dictorum prioris et conventus et ne ingrediantur terminos dictorum paschuorum imponunt eis dicti prior et conventus bannum duodecim denariorum quotienscumque aliquis eorum vel pastorum eorum voluerit dictam pactonem[h] seu conventionem violare.

[13] Item concedunt eis combam qua est ab inferiori parte prati de l'Eyna ad [fac]iendum[a] fructuariam in quo loco vel alibi ubicumque fecerint vel tenuerint dictam fructuariam dicti prior et conventus debent percipere omnes fructus donatione fructuarie trium dierum cuicumlibet anni pro chavana et pro calderia et paschuis et aquis hoc addito quod si aqua defficeret in dicto loco propter sterilitatem possunt in dicto loco de la Choumilly transire ad morandum et dictam fructuariam tenendum donec in dicta comba possit aqua rediri.

[14] Preterea dicti abergatores seu habitatores infra dictos terminos existentes promittunt, debent et tenentur et recognoscunt se esse boni fideles legitimi homines ligii domus Augionis et servitores eius seu dictorum prioris et conventus et que non facient gardam nec se apponent in garda alterius domini nec facient iuramentum seu promissionem alteri castri, burgi, bone ville franche seu civitatis nisi de voluntate dictorum priori et conventus; quod si facerent predictam vel aliquid predictorum statim admittunt et admittere debent et tenentur medietatem omnium mobilium suorum et omnia immobilia et si dicta domus bene non posset per se eos custodire prior dicte domus tenetur eis providere consilio eorum vel aliquorum eorumdem bonum custodem expensis dictorum habitatorum minori pretio quod poterit et dicti habitatores debent solvere et reddere dictam gardam in manu dictorum prioris et conventus vel eorum nuncii ne dictus custos possit in eis aliquid aliud extorquere seu demandare.

[15] Et si aliquis dictorum habitatorum vellet se transferre in alium locum dominum suum penitus relinquendo domum suam et labores suos in pratis et terris possit vendere cuicumlibet voluerit existenti, tamen sub iuridictione sua pro tertia parte ipsis tradita prius vel eorum nuncio e[i] de mobilibus aliis de

duodecim denariis tertium decimum denarium pro laudibus et ventis ipsis solvant.

[16] Furna, molendina seu alia edifficia que ad communes usus pertinent nullus dictorum abergatorum seu habitatorum edificare poterit infra dictos terminos et ad furnum et molendinum dictorum prioris et conventus debent molere et quoquere et dare eis eyminas et furnagia secundum usus patrie Gebennensis.

Hanc autem franchisiam et libertatem factam et datam communitati predictorum abergatorum seu habitatorum salva littera Petri Marugler dicti prior et conventus promiserunt in fide religionis pro se et successoribus suis tenere, attendere [et][a] etiam inviolabiliter observare et dictos habitatores seu abergatores cum universis et singulis rebus suis posse suo manutenere, deffendere et etiam garentire ab omnibus et contra omnes et contra predictam vel aliquid predictorum non ire, non venire, non revocare, in iudicio vel extra, de iure vel de facto, in parte vel in toto, per eos vel per alium, clam vel palam, nec alicui contra volenti venire ullatenus consentire; et dicti Petrus Marugler, Cirgo dictus Ros, Vuillermus Chevaler, Aubertus de laz Chana, Iohannes et Perrussodus eius nepotes, Picodus de la Chana, Thiebaudus, Iohannes Seler, Reymondus et Iordanus de Bignyns, Humbertus de Bacins, Iaquetus de la Perrery, Guillermus, Vido de Marens, Berthodus, Iohannes filius Petri de Beria, Iohannes Vitilliet, Stephanus de Banz Nanteys, Perretus Chana et Perretus de Bignyns promiserunt per iuramenta sua super sancta dei euvangelia corporaliter prestita et per stipulationem sollempnem dictam franchesiam seu libertatem et omnia et singula supradicta in omnibus tenere, attendere et inviolabiliter observare et contra non ire, non venire, non revocare, in iudicio vel extra, de iure vel de facto, in parte vel in toto, per eos vel per alium, clam vel palam, nec alicui contra volenti venire ullatenus consentire sed dictos priorem et conventum et omnes res dicte domus Augionis servare et gardare et eis tamquam boni homines obedire comodum eorum profectum et utilitatem omnibus locis facere et omnimode procurare dampnum vero dedecus et incomodum eorumdem non facere sed penitus destorbare.

In cuius rei testimonium nos dictus officialis ad preces et requisitionem dictorum prioris et conventus, Petri Marugler, Cirgonis dicti Ros, Vuillermi Chevaler, Auberti de la Chana, Iohannis et Perrussodi, Picodi, Thiebaudi, Iohannis Seleir, Reymondi, Iordani, Humberti, Iaqueti, Guillermi, Vidonis, Berthodi, Iohannis filii Petri de Beria, Iohannis Vitilliet, Stephani de Banz Nanteys, Perreti Chana et Perreti de Bignyns, nobis per dictum iuratum oblatas qui nobis retulit omnia predicta esse vera et in presentia sua esse facta et totaliter celebrata cui super hoc fidem adhibemus sigillum dicte curie presentibus duximus apponendum.

Nos vero Borcardus[j] curatus de Bacins ad preces et requisitionem dictorum prioris et conventus, Petri Marugler, Cirgonis dicti Ros, Vuillermi Chevaler, Auberti de la Chana, Iohannis et Perrussodi, Picodi, Thiebaudi, Iohannis Seler, Reymondi, Iordani, Humberti, Iaqueti, Guillermi, Vidonis, Berthodi, Iohannis filii Petri de Beria, Iohannis Vitilliet, Stephani de Banz Nanteys, Perreti Cheyna et Perreti de Bignyns, sigillum nostrum presenti scripto apposuimus una cum sigillo curie supradicte.

Datum decima octava kalendas iulii anno domini millesimo tercentesimo quarto.

Constat nobis de intellineari quod est et conventus.

Datum ut supra.

Ita expeditum est coram me dicto iurato.

Datum per copiam per me Nycodum de Gimel iuratum curie domini officialis predicte et facta collatione ab orriginale.

AC Arzier, A 24 b, ***copie*** *sur parchemin, pâli et taché par endroits, 51 x 35 cm.*

Ed. et trad. in MOREROD, à paraître.

[a] *pâli et illisible.*
[b] *pâli et troué.*
[c] *lisez* meretricem.
[d] *pâli et taché.*
[e] *Le ms. porte* actedatur.
[f] *lisez* relinquantur.
[g] *lisez* rafurni.
[h] *lisez* pactionem.
[i] *lisez* et.
[j] *lect. difficile.*

Paragraphe 2: Ballaigues et Lignerolle

L'acte le plus ancien retrouvé attestant d'une mayorie sur les deux villages de Lignerolle et de Ballaigues date d'environ 1165[1]*. Les mayors de Lignerolle et Ballaigues ont fait hommage de leur fief à la maison de Savoie en tous cas à partir de Pierre II*[2]*. Cette inféodation fut renouvelée à chaque mayor, notamment en août 1302, lorsque Louis II de Savoie, seigneur de Vaud, inféode son fief à Lignerolle et Ballaigues à Nicolas, mayor*[3]*. En 1325, la seigneurie était possédée par Hugues de Champvent, seigneur de la Mothe et chanoine de Lausanne, qui la vendit à Antoine Champion. En 1526, elle passa par mariage aux Asperlin, seigneurs de Rarogne. En 1604, les seigneuries de Ballaigues et de Lignerolle furent partagées et reconnues séparément.*

Bibliographie:

François-Olivier DUBUIS, «Lignerolle au Moyen Age», RHV 1954, p. 113–139.

[1] *Liber donatium Alteripe, photographie du ms. original, Bibliothèque cantonale, Fribourg, Ms. lat. 222, p. 16; cité par DUBUIS, p. 127.*
[2] *cité dans l'acte d'août 1302, cf. note 3.*
[3] *AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXVI/Lignerolles 1; publié par DUBUIS, p. 125–126.*

377. Partage des droits de juridiction à Ballaigues et Lignerolle entre Louis de Savoie, sire de Vaud, et Hugues de Champvent, sire de la Mothe.

1325 mai 24. s. l.

Nos Lodovicus de Sabaudia dominus Waudi et Hugo de Chanvenz, dominus de la Mota, notum facimus universis per presentes quod cum questio seu discordia verteretur inter nos partes predictas super mero et mixto imperio et omnimoda iuridictione villarum de Lygneroules et de Bella Aqua prope Cletas pertinentiarumque ac limitationum villarum predictarum ac etiam super iuriis existentibus super dictas villas, prout se estendunt dicte iurie in lungo et in largo a castro et dominio de Ionye citra tendendo versus Cletas, versus Orbam, versus Rances et versus Baumes ac etiam super alpagiis iurium predictarum, que [...] utraque pars dicebat ad se pertinere et se esse et fuisse in possessione percipiendi dicta alpagia in dictis iuriis atque essercendi dictam iuridictionem in villis et locis predictis.

Tandem dicta discordia amicabiliter et concorditer inter nos Lodovicum dominum Waudi ex una parte et me dictum Hugonem ex altera predictos presentes, volentes et consentientes pro nobis et heredibus nostris, sedata est et sopita in hunc modum:

[1] Primo videlicet quod quocienscumque aliqui malefactores seu fuerint habitantes sive residentes in villis et locis predictis aut transseuntes estranei per loca predicta facient inposterum seu committent aliquod maleficium propter quod debeant subpendi, capite puniri vel alio modo condempnari ad mortem seu ad mutilationem corporis seu membri, quod dicta punitio seu condempnatio ad nos dictum Lodovicum et ad heredes nostros pertineat et debeat perpetuo devenire.

[2] Item quod nos predictus Lodovicus ex forma pacis et concordie predicte pro nobis et heredibus nostris in dictis estraneis tantum transseuntibus per villas et loca predicta merum et mistum imperium, clamas, barras, sesinas, banna, maiora et minora, et omnimodam iuridicionem perpetuo habeamus.

[3] Item quod ego predictus Hugo habeam perpetuo et habere debeam pro me et heredibus meis omnia bona mobilia et immobilia essistentia et iacentia in villis et locis predictis, quecumque sint, dictorum condempnatorum seu condennandorum ad mortem seu ad mutilationem corporis vel membri existentium tantum seu residentium in villis et locis predictis et non transeuntium predictorum, sed ad nos dictum Lodovicum et ad heredes nostros bona mobilia et immobilia dictorum estraneorum condempnatorum seu condempnandorum ad punimentum corporis, ut dictum est, debeant perpetuo pertinere.

[4] Item quod ego dictus Hugo perpetuo habeam et habere debeam ex forma pacis et concordie predicte pro me et heredibus meis in locis et villis predictis in habitantes et residentes ibidem banna maiora et minora, clamas, sesinas, barras et eschetas, mistum imperium et omnimodam iuridictionem, excepto punimento

corporis supradicto ratione misti imperii, provenientem et proveniendam in villis et locis predictis, inter habitantes et residentes predictos.

[5] Hoc in premissis addito quod dicte iurie, alpagia et omnia emolumenta ex dictis iuriis quoquomodo evenientia seu evenienda inposterum sint communia inter nos Lodovicum et Hugonem predictos, communiter pro equalibus portionibus dividenda. Itaque inter nos scilicet Lodovicum et Hugonem predictos habeamus quelibet pars unum nuncium vel ambe partes unum communiter electum qui, nomine nostro scilicet Lodovici et Hugonis predictorum, dictas iurias[a] custodiant, ponant en devenz, banna, alpagia et omnia emolumenta predicta recuperent, inter nos Lodovicum et Hugonem predictos communiter dividenda, prout videbitur expedire, hoc salvo et excepto quod decime omnium bladorum provenientium et proveniendorum in dictis iuriis inposterum ad me dictum Hugonem debeant perpetuo remanere.

[6] Item quod omnia prata, terre culte ac censerie actenus possesse et habite per nos dictum Lodovicum et per subditos nostros aut per me dictum Hugonem et per suditos meos vel alios quoscumque remaneant illis qui ipsas habebant ante presentem compositionem pacifice et quiete ut prius, dicta compositione non obstante.

[7] Item actum est in premissis quod si aliquis de habitantibus predictis inferret iniuriam seu dampnum alicui de estraneis transseuntibus per villas et loca predicta aut spoliaret seu dampnificaret in aliquo, quod ego dictus Hugo debeam et tenear iniuriatorem et spoliatorem predictum compellere ad satisfaciendum de iniuriis et spoliis predictis meliori et forciori modo quo potero de consuetudine vel de iure.

[8] Addito in premissis et convento inter nos partes predictas quod nos Lodovicus dominus Vuaudi predictus non debemus habere in futurum aliquam calvacatam in hominibus habitantibus in villis predictis virtute compositionis supradicte.

Que omnia et singula supradicta nos Lodovicus dominus Waudi et Hugo predicti pro nobis et heredibus nostris confitemur esse vera et inter nos dictas partes presentes, volentes et espresse consentientes fore facta, [...].

Promittentes [...].

Datum anno domini millesimo tercentesimo vicesimo quinto mense maii die veneris ante festum Pentecostes, testibus ad premissa presentibus, domino Richardo domino de Wofflens, domino Vuillermo, domino de Bossonens, domino Vuillermo Chantonay, militibus, Othonino de Chanvenz, monacho, domino Uldrico de Merceryz, presbitero, Rodulpho de Everdes, Perrodo de Warens et Iaquemeto de Wofflens, domicellis.

Duplicatum est instrumentum[b].

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXVI/Lignerolles 2, ***parchemin original,*** *35 x 45 cm, sceaux pendants du seigneur de Vaud, du sire de la Mothe, ainsi que de l'official de Lausanne. –* ***Copies:*** *AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXVI/Lignerolles 2, copie sur papier; ACV, C II 56, copie sur papier, tirée d'une autre copie non retrouvée, signée Besson, 21 x 34 cm.*

Rég. DUBUIS, p. 132.

[a] *sic.*
[b] *La copie des ACV ajoute* ad opus cuiuslibet partis unum.

Paragraphe 3: Bassins

Dès le XIe siècle, les seigneurs de Prangins ont l'avouerie du prieuré rural, alors que l'église de Bassins est sous la dépendance du couvent de Payerne, qui accordera des franchises aux hommes de Bassins en 1508.

Bibliographie:

DHV – Germain HAUSMANN, Bassins. Bâle 1991.

378. Transaction entre Jean, seigneur de Prangins, et Gaucher, prieur de Payerne, au sujet de leurs droits respectifs sur les hommes et le prieuré de Bassins. La transaction est confirmée en 1317 par Louis II de Savoie, sire de Vaud.

1277 juin 25. Viry

Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Vaudi notum facimus universis presentes *fol. 4* licteras inspecturis quod nos quandam composicionem seu transactionem factam seu initam quondam inter Iohannem de Prangins dominum tunc temporis de Bioleto ex una parte et religiosos viros priorem et conventum de Paterniaco ex altera [...] confirmamus, ratifficamus et eciam approbamus [../.]. Cuius transactionis *fol. 4v* seu composicionis tenor talis est:

Anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo dominica post festum beati Iohannis baptiste, cum lis, causa, questio seu controversia verteretur inter religiosum virum dominum Galcherum priorem Paterniaci nomine suo et conventus eiusdem loci ex una parte et nobilem virum Iohannem dominum Prangins ex altera, super eo quod dictus prior nomine quo supra dicebat et asserebat villam et homines de Bacins suos et dictorum monasterii et conventus Paterniaci esse [../.]. *fol. 5*

Ad que respondebat dictus Iohannes se premissa fecisse utendo iure suo videlicet racione iuris quod dicebat se habere in villa et hominibus antedictis. Item super eo quod dictus Iohannes de Prangins versa vice dicebat, proponebat contra dictum priorem et dictos homines de Bacins quod ipse habebat advocaciam sive advoyeriam in villa et hominibus et prioratu sive domo de Bacins. Racione cuius avoerie dicebat se habere in dictis hominibus panateriam videlicet unum panem frumenti in quolibet foco annuatim. Item aveneriam videlicet in quolibet foco

fol. 5v unam cupam ad mensuram Nividuni in quolibet anno. / Item corvatas aratrii scilicet ter in quolibet anno. Item bannum et clamas et omnem iuridicionem. Item bastimentum tale videlicet quod predicti homines tenebantur et debebant facere adiuvamen ipsum ad faciendum bastimenta castrorum suorum tociens haberet neccesse bastire.

Item dicebat et asserebat dictus Iohannes se habere ius in dicta domo seu prioratu de Bacins quod quandocumque et quociens ipse volebat descendere ad dictam domum illi de domo debebant sibi administrare omnia neccessaria tanquam advocato et de hiis fuerat in possessione vel quasi longissimo tempore tam ipse quam predecessores sui [...].

fol. 6 [...] Super premissis querelis [...] pervenerunt ad talem transactionem [...] videlicet quod dictus Iohannes habebat in villa et prioratu et hominibus dictorum *fol. 6v* prioris et prioratus de Bacins infra territorium / de Bacins advocaciam sive advoyeriam. Pro quaquidem advoyeria [...] debet habere dictus Iohannes in villa, prioratu et hominibus antedictis ea iura dumtaxat que sequntur:

Scilicet quod malefactores et delinquentes infra predictum territorium unde debebuntur pugniri ad mortem vel membri mutilacionem dictus Iohannes iusticiam de ipsis excerceat. Si vero crimina sic delinquentium talia fuerunt quod eorum bona iure vel consuetudine debeant confiscari, medietas bonorum mobilium dictorum sic delinquentium spectet et deveniat ad dictum Iohannem, alia vero medietas spectet et deveniat ad ipsum priorem Paterniaci. Universe quoque possessiones et bona immobilia remaneant ipsi priori. Si vero contingeret penam corporalem in pecuniariam mutari, illa peccunia inter dictos priorem et Iohan- *fol. 7* nem dividatur [../.].

Item ordinatum extitit et conventum inter dictas partes quod quandocumque infra dictum territorium de bannis continget bannum sexaginta solidorum commicti et levari racione sanguinis violenter effusi, bannum [...] inter dictum priorem et dictum Iohannem per medium dividatur [...].

Item ordinatum extitit [...] quod dictus Iohannes habeat panateriam in dictis *fol. 7v* hominibus de Bacins seu in quolibet hospicio, excepto prioratu / unum panem de meliori blado de quo inveniet panem factum in ipsis hospiciis tempore quo recuperantur dicti panes. Item quod habeat dictus Iohannes in dictis hominibus aveneriam videlicet in quolibet hospicio excepto semper prioratu, unam cupam avene ad mensuram Nividuni que nunc currit.

Item quod dictus Iohannes habeat in dicta villa corvatas aratori ter in quolibet anno ad expensas dicti Iohannis consuetas.

Item quod dictus Iohannes habeat in dictis hominibus bastimentum per tres dies quolibet anno ad opus castri sui de Bioleto, videlicet in quolibet hospicio, in quo homo fuerit, unum hominem qualis in domo fuerit, ita quod si aliquis dictorum hominum nollet vel non posset ire ad dictum bastimentum, teneatur unum operatorem vel plures stipendium unius hominis [... mittere ...][a] illo tempore, ita *fol. 8* quod dictus Iohannes non possit compellere / dictos homines ad bastimentum tempore messium nisi casu necessitatis imminenti [...].

fol. 9 In quorum omnium robur et testimonium [...].

Actum in Viry predictis die et anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo. *fol. 9v*

AC Rolle, no 421a, B. ZGA 468, ***recueil de copies*** *relatives à Rolle et ses environs, effectuées sur papier à la fin du XVe siècle.*

[a] *lect. difficile.*

379. Les habitants du village de Bassins sont du ressort de la ville de Payerne, moyennant la sauvegarde des droits de justice de l'abbé.

1508 octobre 18. s. l.

ACV, C XX 224, ***copie*** *sur cahier de papier contemporaine, 19 x 30 cm, 5 folios.*

380. Le baron Amédée de Viry vend au duc Charles de Savoie ses droits de juridiction à Bassins et sur certaines possessions de l'abbaye de Payerne pour le prix de 900 florins de Savoie.

1514 mai 2. Genève

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, VII/Bassins 1, ***parchemin original,*** *71 x 33,5 cm, l'acte n'est pas scellé.*

Paragraphe 4: Baulmes

Sujets du prieuré clunisien de Payerne, les habitants de Baulmes sont dotés de franchises, relativement détaillées, confirmées à plusieurs reprises par différents prieurs, ainsi par exemple en 1402 par Jacques de Montmajour, ou par Jean-Louis de Savoie, alors abbé commendataire, en 1473. En combinant le texte des confirmations ainsi qu'une copie tardive (XVe siècle) du texte des franchises, il est possible de reconstituer les libertés de Baulmes, au moins dans leur teneur du début du XVe siècle. On ignore la date de la première concession; tout au plus dit-on en 1402 que les habitants bénéficient de leurs droits et usages depuis plus longtemps que la mémoire humaine n'en garde le souvenir. Les coutumes et franchises de Moudon sont invoquées à titre supplétif.

Relativement frondeurs, les hommes de Baulmes, ou du moins certains d'entre eux, concluent en 1375, en l'absence de tout accord du prieur, une combourgeoisie avec les habitants des Clées, apparemment seuls bénéficiaires de

l'opération, puisqu'ils ont droit à un bichet annuel de froment par feu, 100 florins d'entrage, en plus de l'obligation pour tous les hommes de Baulmes de suivre leur chevauchée. Cet accord plus ou moins léonin fut annulé officiellement en 1462, mais certains de ses effets semblent ne pas s'être maintenus jusqu'à cette date: ainsi en 1384, les habitants de Baulmes sont arrivés sous leur bannière à Moudon, puis ont fait la guerre sous la bannière de Moudon, ville dans laquelle ils avaient laissé la leur en dépôt pour ne la reprendre qu'à leur retour. La combourgeoisie conclue quelque vingt ans plus tard (1396) avec Sainte-Croix prévoyait que, moyennant une coupe d'avoine annuelle par feu et la chevauchée commune, les habitants de Baulmes bénéficieraient de droits d'usage dans certains bois. Cette alliance paraît être restée en vigueur plus durablement.

Du point de vue économique, il est à noter que Baulmes est un petit centre de l'industrie textile et obtient une marque spécifique à apposer sur ses draps.

Bibliographie:

Louis de CHARRIÈRE, «Le prieuré et la commune de Baulmes», MDR XIII, p. 57–144.

381. Réversale du comte Amédée VI en faveur des habitants de Baulmes qui lui ont octroyé un subside gracieux de 10 florins par feu.

1368 mai 15. Chambéry

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis quod cum dilectus fideliter noster prior de Baumes nuper nobis graciose concesserit in subsidium [decem][a] florenos auri pro quolibet foco hominum et subditorum suorum; nos ipsam concessionem confitemur nobis de speciali gracia [factam][b] nec per ipsam voluntatem nec intendimus dicto priori de Baumes nec dictis suis hominibus et subditis in suis privilegiis, consuetudinibus et libertatibus aliquod preiudicium generari.

Datum Chamberiaci die quindecima maii anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo octavo, subsignato nostro absente cancellario.

AC Baulmes, Série E1 non classé, **parchemin original,** *pâli par endroits, 27,5 x 10 cm, fragment de sceau non identifiable pendant.*

[a] *ou* duos*: mot pâli dont seul le «d» est bien lisible.*
[b] *mot pâli.*

382. Combourgeoisie des villes de Baulmes et des Clées.

1375 [st. ann.] / 1376 [n. st.] mars 9. s. l.

Nos Roletus Pavioti et Nichodus de Gallera iunior nunc iurati ville de Cletis, Guilliermetus et Girardotus de Bretignyez fratres, [...][a] burgenses Cletarum notum facimus universis per presentes quod cum probi homines villarum scilicet de Balmis et de Sex Fontibus intraverint perpetue pro se et suis heredibus ac eciam pro tota communitate dictarum villarum de Balmis et de Sex Fontibus borgensiam de Cletis et quod Iaquetus Fanquo, Iacobus Bolio, Hugoninus dou Tilliet, Iaquetus Verdunet, [...][b] et Perrinus Maczo de Balmis, item Hugetus Salvio, Nicholetus li Mogy, [...][c] et Perronetus filius ou grant Cler de Sex Fontibus, videlicet quilibet ipsorum pro uno bicheto frumenti ad mensuram Cletarum per quemlibet ipsorum solvendum anno quolibet et perpetue in festo beati Michaelis et pro eo quod prenominati de Balmis et de Sex Fontibus tenentur et debent pro se et suis heredibus vice et nomine tocius communitatis villarum de Balmis et de Sex Fontibus sequi carvacatam domini Cletarum tantum et pro centum florentiis Florencie boni auri et boni ponderis, quod nos prenominati iurati et burgenses Cletarum habuimus et recepimus a prenominatis probis hominibus villarum de Balmis et de Sex Fontibus in bonis florentiis de Florencia numeratis.

Hinc est quod nos prenominati iurati et burgenses ville de Cletis fecimus et facimus pacta et convenciones inter nos cum predictis probis hominibus de Balmis et de Sex Fontibus sub hac forma seu condicione quod nos aut heredes nostri non possumus nec debemus ipsis prenominatis de Balmis et de Sex Fontibus aut heredibus suis petere, exigere aliquod auxilium vel iuvamen nec aliquam fortificacionem ville Cletarum cuiuscumque condicionis existentem nec ipsos compellere in aliquo auxilio [...][d] per nos aut heredes [nostros. Qui][e] in futurum faciendo contra villam de Cletis, prout superius declaratur ab omnibus et per omnia salvis bur[gensia][e] et cavarcata [simplice][e].

Que omnia [...].

Renunciantes [...].

Datum nova die mensis marcii anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo quinto.

Duplicatum est presens instrumentum ita quod ista littera faciat pro prenominatis de Balmis et Sex Fontibus et suis tantum.

AC Baulmes, Série E1 non classé, ***parchemin double original,*** *pâli, taché et troué, 58 x 35 cm, sceaux annoncés et manquants de l'official de Lausanne et de la châtellenie des Clées.*

[a] *suivent 23 noms.*
[b] *suivent 64 noms.*
[c] *suivent 2 noms.*
[d] *trou.*
[e] *abîmé par le pli du parchemin.*

383. Réversale du bailli de Vaud en faveur du prieur de Payerne et de certains de ses sujets de Baulmes qui ont combattu en Valais sous la bannière de Moudon.

1384 septembre 6. s. l.

Nos Humbertus de Columberio miles, baillivus Waudi, notum facimus universis quod cum religiosus et honestus vir frater Petrus Vincencii prior prioratus Paterniaci Cluniacensis ordinis, Lausanne dyocesis, sua mera gracia et voluntate munificaverit semel tantum et non ultra suis propriis sumptibus et expensis illustri principi domino nostro carissimo domino Amedeo comiti Sabaudie pro sua guerra quam habet contra patriam Vallesii, videlicet duos homines armorum et quadraginta clientes de gentibus suis de Balmis ad sibi dicto domino nostro serviendum in dicta guerra per certum tempus dictusque dominus prior predictos homines armorum et clientes miserit sub vexillo seu banneria sua de Balmis apud Meldunum et voluerit et graciose [...][a] et clara sui concesserit quod predicti homines armorum et clientes equitarent et in dicta guerra irent cum gentibus ville et castellanie Melduni et sub vexillis dicti loci Melduni, relicto vexillo de Balmis in Melduno usque ad regressum eorum [...][a]. Quod vexillum seu banneria in regressu ipsi receperunt in Melduno et secum in Balmis deportaverunt [...][a] modo et forma sicut consuetum est deferre seu portare banneriam.

Nos dictus ballivus confitemur et in veritate [recognoscimus][a] quod omnia predicta facta fuerint per dictum dominum priorem et gentes suas predictas modo et forma sicut superius est [narratum ex][b] mera et speciali gracia ipsorum et non ex debito volumusque et concedimus quod eisdem domino priori et suis gentibus [...][b] nullum inferatur in futurum preiudicium vel gravamen [...].

Datum sexta die mensis septembris anno domini millesimo tercentesimo octogesimo quarto.

Et ego iuratus predictus[1] predicta recepi, scribi, feci auctoritate mihi commissa, meque subscripsi mea propria manu signoque meo signans rogatus.

AC Baulmes, Série E1 non classé, ***parchemin original*** *fortement abîmé par l'humidité, troué, dont une partie du bord droit a été arrachée, 24 x 19,5 cm, sceau pendant manquant du bailliage de Vaud.*

[a] *pâli et illisible.*
[b] *trou.*

[1] *Guillaume Chartren de Moudon.*

384. Combourgeoisie entre les autorités de Sainte-Croix et des hommes de Baulmes.

1396 [st. nat.] février 22. s. l.

[Nos Perro][a]dus dictus Poget, Reynaudus dictus Poncy de Bulet, Henricus de la Charmilly et Cristinus dictus Recordon de Sancta Cruce, rectores et communarii tocius communitatis castellanie Sancte Crucis ex una [parte][a], Nycolletus dictus Quoquilliat, Iohannodus de Placy, Reynaudus Boclet, [...][b] et Perronetus dictus Longanez commorantes et habitantes in villa de Balmis ex altera, videlicet nos dicti rectores et communarii nomine et ad opus predicte communitatis, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos scientes et spontanei [...] pacta et conventiones que secuntur per modum infrascriptum fecimus et facimus, nosque de laude, consensu et propria voluntate nobilis et potentis viri domini Octhonis de Grandissono militis domini dicti loci Sancte Crucis fecisse per presentes confitemur, et primo videlicet quod nos predicti [...] rectores et communarii iandicti [...] recipimus et recepimus prefatos Nycolletum dictum Quoquilliat, Reynaudum Boclet [...][c] et Perronetum Brugniez de Balmis in nostros bonos, veros et fideles iuratos et burgenses dicte communitatis et castellanie dicti loci Sancte Crucis secundum bonos usus et consuetudines veteres in superque premissis consueta et usitata tali[d] condicione in premissis acta quod quilibet dictorum burgensium sic receptorum et sui heredes ipsis durantibus et existentibus in dicta burgensia debent et tenentur dare et solvere nobis dictis rectoribus et nostris quibus supra nomine quo supra pro dicta burgensia in quolibet festo Purificacionis beate Marie Virginis unam cupam bone avene ad mensuram de Grandissono et sequi carvacatam et vexillum dicti loci Sancte Crucis et predicti domini Otthonis et suorum heredum modo et forma quibus homines dicti loci Sancte Crucis premissa sequi tenentur.

Et pro eo eciam quod predicti burgenses sic recepti possint et valleant de nemoribus et lignis mortuis, galice «boise mort», existentibus in toto dominio et castellania dicti loci Sancte Crucis uti, gaudere et acipere ad eorum voluntatem et pro necessitatibus suis, exceptis in loco vocato Extery, ubi est bannum sexaginta solidorum et in iuria de Bulet, ita eciam quod casu eveniente et cum necesse et oportunum fuerit unum vel plures dictorum burgensium domificare vel domus suas reparare vel coperire, eodem casu et eventu castellanus dicti loci Sancte Crucis vel eius locumtenens et dicti communarii et sui qui supra aut duo probi homines dicte castellanie per dictos castellanum vel eius locumtenentem et nos dictos gubernatores et nostros quos supra super hoc electi vel eligendi ad requisicionem dictorum burgensium aut alterius ipsorum qui sic voluerit domificare, debemus et tenemur ire apud Balmas supra dictum locum vel loca sic domificanda et respicere bene et diligenter quantitatem lignorum et marmorum sibi burgensibus ad premissa necessariorum et ipsam quantitatem palam dicere de ipsaque quantitate ipsis burgensibus, ut dictum est, indigentibus dare plenam et liberam potestatem cindendi et acipiendi in nemoribus et iuriis dicti loci et castellanie

Sancte Crucis et apud Balmas ducendi ad premissa agendi sine aliquo impedimento vel aliqua contradicione, exceptis in predictis duobus locis deis Exterys et iuria de Bulet. Hoc acto eciam inter nos dictas partes de laude et nomine quibus supra quod quilibet dictorum burgensium vel alter eorum possit et valeat dictam burgensiam quitare et de ipsa quitus esse tociens quociens sibi burgensi placuerit pro viginti solidis Lausanensibus aut monete cursibilis in patria Waudi cum uno obolo semel nobis dictis communariis aut nostris quibus supra per ipsos burgenses aut alterum ipsorum sic volentem[d] quitare persolvendis nomine et ad opus dicte communitatis et mulieres vidue dictorum burgensium quelibet pro quatuor denariis predicte monete semel et hoc videlicet infra annum in quo efficeretur vidua et non post annum, quia post annum elapsum teneretur solvere tantum sicut unus aliorum burgensium, cupa dicte avene pro dicta burgensia prius soluta. Et hec volumus nos dicte partes uti et valere prout antiquitus inter nos et predecessores nostros fuerunt consueta et usitata, iurantes [...].

Datum die vicesima secunda mensis februarii anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo sexto et quoad me dictum Perronetum Brugniez die quinta mensis martii anno quo supra.

Iohannes de Cheres.

AC Baulmes, Série E1 non classé, ***parchemin original,*** *coin supérieur droit arraché, 43 x 30,5 cm, sceaux pendants annoncés et manquants de la châtellenie de Sainte-Croix et du doyenné de Neuchâtel.*

[a] *trou.*
[b] *suivent 12 noms.*
[c] *suivent 11 noms.*
[d] *lect. difficile.*
[e] *lisez* bois.

385. Franchises et coutumes de Baulmes d'après la confirmation du prieur de Payerne, Jacques de Montmajour.

1402 janvier 10. Payerne [Confirmation] [1]

[1] Et primo de consuetudine antiqua et hactenus observata per predecessores fideles et alios in predicta villa de Balmis habitatores est stilus quod quocienscumque prior de novo advenerit, tenetur iurare sub voto et observacione sue religionis manus ad pectus loco iuramenti apponendo, tenere et inviolabiliter observare iura, libertates, franchesias acque usus inferius declaratos et designatos dictis fidelibus, incolis et habitatoribus dicti loci de Balmis ac eciam alios usus et bonas consuetudines quibus de tempore preterito usitati fuerint, de quibus inferius non fieret mencio expressa ut prefertur. Et vice versa dicti fideles, incole,
fol. 1v habitatores et iurati tenentur iurare super sancta dei / euvangelia tenere et cum effectu observare iura dicti prioratus Paterniaci nomine et ad opus ecclesiarum beate Marie virginis dicti loci de Balmis et Michaelis, comodum, utilitatem et

honorem persone nostre dicti prioris et nostrorum successorum ac religiosorum et familie procurare et incommodum evitare iuxta posse et si non possent evitare tenentur notifficare vel notifficari facere.

[2] Item semel in anno in uno de placitis generalibus communitas fideles, incole et habitatores dicti loci de Balmis debent et possunt nobis priore seu nostro castellano vel nuncio vocatis de consensu nostro seu castellani vel nuncii nostri eligere novem iuratos ad consulendum pro negociis ville et communitatis de Balmis. Qui novem iurati electi in continenti vocato dicto castellano seu eius nuncio de consensu et assensu predictis possunt eligere quatuor procuratores / et ne- *fol. 2* gociorum gestores, qui ad gubernandum et tenendum iura et libertates dicte ville et communitatis de Balmis et ad petendum, observandum et deffendendum predicta iura habeant omnimodam potestatem. Qui novem iurati et quatuor procuratores et negociorum gestores electi debent iurare in manibus nostris aut nostri castellani vel nuncii presentis et futuri de servando iura nostra dicti prioris et predictarum ecclesiarum honoremque, utilitatem ius et comodum necnon persignum dicte ville de Balmis.

[3] Item dicti quatuor procuratores seu negociorum gestores et novem electi una cum omnibus tenentibus focum in predicta villa nostra de Balmis debent nobis dicto priori et successoribus nostris placitum generale ter in anno scilicet in mense maii. Et debet nobis prefato priori in dicto placito quilibet focum faciens / unum denarium Lausannensem nomine dicti placiti et debemus nos pri- *fol. 2v* or predictus dictum placitum cridari facere sub banno hactenus consueto octo diebus ante uno die dominico in ecclesia parrochiali beati Petri de Balmis, in magna missa loco et hora quibus sacerdos festa populo consuevit denunciare et ipsum placitum tenere per diem dominicum. Quod placitum dicto mense nos prefatus prior possumus prorogare semel vel pluries semper ipsum assignando per diem dominicam. In quo placito dicta communitas debet eligere novem iuratos. Et dicti iurati electi debent eligere dictos quatuor procuratores de voluntate qua supra prout superius narratur. Qui electi debent et tenentur nobis et nostris futuris successoribus facere iuramenta superius designata.

[4] Item in festo beati Martini yemalis debet eciam nobis dicti priori quilibet focum faciens unum denarium nomine dicti placiti modo et condicione / [a]-quibus *fol. 3* supra.

[5] Item in mense februarii predicta communitas ville de Balmis potest tenere coram nobis prefato priore vel nostro castellano seu eius nuncio presenti et futuro placitum generale si placeat nobis dicto priori vel nostris successoribus vel si sit necesse dicte communitati et non debet dicta villa de Balmis in dicto placito dicti mensis februarii aliquem denarium. Et si aliquis de dicta communitate ville nostre predicte defficeret ad comparendum et solvendum predictum denarium corum nobis dicto priore vel nostro castellano seu nuncio die dicti placiti solvere tenetur pro banno sex denariorum Lausanensium seu monete cursibilis nisi causam iustam allegaverit seu invenerit secundum respectum nostrum dicti prioris seu nostri castellani presentis et futuri et dictorum quatuor procuratorum seu negociorum gestorum et si aliquis de dictis quatuor procuratoribus seu negociorum

gestoribus vel de dictis novem electis in die placiti deffecerit, tenetur solvere pro
fol. 3v uno banno duodecim denariorum Lausanensium vel dicte monete. / Et etiam diebus dictorum placitorum antequam predicti iurati intrent curiam ad tenendum dictum placitum debent et tenentur audire missam, alia in defficientes solvere teneantur aliis unum potum vini. Et si a casu alique cause evenerint seu mote fuerint inter aliquos de probis hominibus iuratis et habitatoribus dicte ville nostre de Balmis seu alique clame inter ipsos facte fuerint diebus dictorum placitorum ut est de consuetudine, quod dicte clame et cause remictantur et reponantur ad diem sabbati proximam inmedietate sequentem in tali statu ob reverenciam diei dominice et quod eadem die sabbati fiat ius et dies iuris prout in dicta villa est hactenus fieri consuetum et dicte clame valeant nobis priori ut est fieri consuetum.

[6] Item nos dictus prior neque nostri successores vel castellani seu nuncii nostri presentes et futuri non possumus nec debemus aliquod bannum ponere seu
fol. 4 aliquam cridam facere [–a] / nisi de cognicione dictorum iuratorum excepto pro calvacata pro sequendo iusticiam et pro faciendo fortem dominum seu eius castellanum.

[7] Item si aliquis rixatur cum aliquo et percutit eum, probari potest per regiquinam unius hominis vel mulieris nisi ille homo vel illa mulier sit litigator vel litigatrix aut particeps litis; litigatores et litis participes a regiquina repelluntur et si aliquis voluerit aliquem a regiquina repellere dicens eum esse litigatorem vel litis participem, debet hoc probare per duos testes. Regiquina debet fieri in manibus castellani nostri vel nuncii sui, prestito iuramento coram probis hominibus, presente illo contra quem regiquina producitur, si esse voluerit, sin autem audiatur et fiat ius.

[8] Item familiares nostri dicti prioris et familiares illius pro quo regiquina producitur a regiquina et cognicione repellantur.

[9] Item si aliquis capiat alicui aliquam rem violenter vel eciam devestit aliquem de aliqua re immobili, debet nobis dicto priori pro banno sexaginta soli-
fol. 4v dos / et ad restitucionem rerum captarum seu devestitarum et passo triginta solidos si fecerit clamam pro dicto casu.

[10] Item ille qui transit in alienum dominium vel possessionem immobilem ultra methas seu terminos, clama plana facta in manibus castellani vel eius nuncii debet nobis dicto priori pro banno tres solidos. Et si methe ponantur per castellanum vel eius nuncium, nos habere debemus pro qualibet metha tres solidos.

[11] Item si aliquis fecerit clamam in manibus castellani vel eius nuncii tanquam spoliatus sive devestitus vi et violenter de rebus immobilibus, bannum valet nobis dicto priori sexaginta solidos si debite testificari possit ita vi et violenter fuisse factum, quia de vi et violencia testes sunt producendi.

[12] Item clama plana facta per aliquem non valet nobis prefato priori nisi quatuor denarios dicte monete.

[13] Item quando castellanus seu eius nuncius facit barram alicui ad sui instanciam vel ad instanciam alicuius ipsum requirentis, ipse debet habere secum
fol. 5 duos testes quando recipit clamam / et facit barram pro testificando clamam et barram et pro barra castellanus noster seu eius nuncius debet habere quatuor

denarios et ille qui frangit barram seu admovet barram debet nobis prefato priori sexaginta solidos pro banno. De quo banno castellanus noster debet acipere[e] ydoneum fideiussorem seu ydoneam caucionem.

[14] Item si aliquis facit contradicere[b] aliquid alicui per castellanum nostrum vel eius nuncium, contradicio valet pro banno tres solidos dicte monete et contradicio debet fieri per duos testes.

[15] Item si aliquis intrat infra domum alicuius violenter et percutit eum infra domum suam vel facit aliquam violenciam, tenetur nobis pro banno in sexaginta solidis et passo in triginta si fecerit clamam ante regiquinam, quia absque clama facta ante regiquinam non tenetur passo sed nichilominus tenetur nobis prefato priori.

[16] Item si aliquis percutit aliquem de pugno, debet nobis priori pro banno tres solidos et passo decemocto denarios si fecerit clamam.

[17] Item qui percutit aliquem de palma debet nobis / pro banno quinque solidos et passo quinque solidos cum dimidio si fecerit clamam ut supra. *fol. 5v*

[18] Item qui ponit manum supra alium maliciose seu iniuriose debet nobis pro banno quinque solidos dicte monete et passo ut supra. Et si ponat ambas manus, debet nobis pro banno decem solidos et passo quinque.

[19] Item qui percutit aliquem de pede maliciose, debet nobis pro banno decem solidos et passo quinque, si fecerit clamam.

[20] Item ille qui dicit alicui «cochachime» seu «pugnex», debet nobis pro banno septem solidos et passo tres cum dimidio si non sit talis, et si fecerit clamam ante regiquinam ut superius narratur.

[21] Item ille qui dicit alicui maliciose «leprose», debet nobis pro banno septem solidos et passo tres cum dimidio si non sit talis et si fecerit clamam ut supra.

[22] Item qui delacerat alicui maliciose vestimenta sua debet nobis pro banno decem solidos et passo quinque si fecerit clamam ut supra.

[23] Item ille qui dicit alicui «adulter» debet nobis pro banno decem solidos nisi sit talis et passo quinque si fecerit clamam.

[24] Item qui percutit aliquem de baculo sive ferro absque effusione sanguinis / debet nobis pro banno tres solidos et si sanguis emanaverit, debet nobis pro *fol. 6* banno decem solidos.

[25] Item qui percutit aliquem de baculo ferrato vel baculo dicto «appuyenty affeytiez» tenetur nobis pro banno in sexaginta solidis et passo in triginta si fecerit clamam.

[26] Item qui levat lapidem maliciose contra aliam[c] et non implicaverit ictum suum contrarisantem seu in terra, muro, pariete vel alibi, tenetur nobis pro banno in sexaginta solidis et passo in triginta. Et si implicaverit ictum suum contra rixantem et fuerit effusio sanguinis tenetur nobis dicto priori in sexaginta solidis et passo in triginta. Et si non fuerit effusio sanguinis tenetur nobis in tribus solidis pro banno et passo in decem octo denariis. Et qui lapidem levat et non percutit maliciose contra aliquem, non tenetur in aliquo banno.

[27] Item qui percutit aliquem de gladio seu de cutello maliciose debet nobis prefato priori pro banno sexaginta solidos et passo triginta[d] si fecerit clamam.

[28] Item qui extrahit cutellum vel gladium de vagena vel loco suo seu lanceam vel venabulum extra tectum domus maliciose contra aliquem, tenetur nobis pre-
fol. 6v fato priori pro banno in sexaginta solidis et / passo in triginta si fecerit clamam. Et si ictum suum implicaverit, ita quod percuserit in terra, muro, pariete vel alibi et aliquem non percusserit, non tenetur in aliquo banno. Mulieres de premissis bannis et inferius declaratis non debent nisi medietatem banni.

[29] Item qui loquitur curia sedente contra iuramenta alterius si clama facta fuerit per illum qui fecit iuramentum tenetur nobis prefato priori pro banno in sexaginta solidis et passo in triginta.

[30] Item qui percutit aliquem de secure si percutat de manubrio et teneat per ferrum debet nobis prefato priori pro banno tres solidos et si sanguis emanaverit, tenetur nobis prefato priori pro banno in decem solidos et passo in quinque si fecerit clamam et si percutat de ferro et teneat per manubrium tenetur nobis pro banno in sexaginta solidis et passo in triginta.

[31] Item qui vulnerat aliquem si vulnus seu plaga requirat medicum, vulnerans tenetur solvere opera medici et expensas vullnerati[e]. Et si vulneratus petat excessive, nos prefatus prior vel castellanus noster tenemus expensas moderare, vocatis quatuor iuratis.

[32] Item ille qui se facit nuncium domini absque iussu domini tenetur pro banno in tribus solidis si non sit nuncius domini et si nuncius noster ponat alicui
fol. 7 aliquod bannum / et ille cui ponitur bannum dicto nuncio aliud bannum reponat reponens est pro tali banno quo reponit dicto nuncio.

[33] Item ille qui recurrit seu recursum facit nuncio nostro dicti prioris de aliquo pignore tenetur nobis pro banno in tribus solidis si testificari debite possit dicta recursio et ante omnia debet reportare et reponere pignus.

[34] Item si aliquod bannorum prescriptorum et infrascriptorum commitatur de nocte et audiantur ambe partes per aliquos testes iustos habere debemus tale bannum sicut haberemus de die.

[35] Item de discordia curie de Balmis castellanus noster ac eius locumtenens debet habere recursum consilii cum dictis quatuor procuratoribus et negociorum gestoribus et novem electis et aliis sequentibus. Et secundum quod reperietur debet reportare et si dicti iurati essent discordes aut nescirent cognoscere, ipsi debent habere dilacionem competentem ad se concordandum super dicta cognicione fienda. Et quocienscumque concordes esse non possent, nos prefatus prior seu noster castellanus vel nuncius possimus habere consilium super dicto casu.

[36] Item si aliquis in curia dicti loci de Balmis de cognicione seu reportamento castellani vel eius nuncii senciat se fore gravatum, ita quod appellet, ap-
fol. 7v pellacio venit vel venire debet coram nobis prefato / priore seu nostro certo commissario inde de premissis deputando et tunc appellacio huiusmodi valet nobis dicto priori tres solidos.

[37] Item nos prefatus prior et nostri successores aut noster castellanus vel locumtenens vocatis dictis quatuor procuratoribus seu negociorum gestoribus et novem electis possumus ordinare, ponere et admovere tale bannum sicut est et

fuit consuetum habere et percipere super iuriis per nos prefatum priorem et nostros predecessores et dictam communitatem dicti loci de Balmis; propter quod bannum, nos prefatus prior debemus habere chargiam cinduli et tres solidos pro banno. De quibus tribus solidis castellanus noster seu locumtenens habere debet duodecim denarios, dicta communitas duodecim et messelliarius duodecim et durat dictum bannum anno quolibet a quindecim ante carnisprevium laycorum usque ad quindecim dies ante festum Omnium Sanctorum, ita quod si alicui de dicta communitate esset auctorisatus[b] de habendo nemus pro domificando, nos prefatus prior debemus eidem largire ad dictum et respectum dictorum iuratorum et procuratorum prout hactenus consuetum est.

[38] Item si aliquis sponsus efficiatur in dicto loco, idem sponsus debet nobis dicto priori nomine nupciarum tres solidos et de sponsa sicut est hactenus consuetum.

[39] [a–]Item nos prefatus prior aut nostri castellanus vel nuncius vocatis dictis *fol. 8* quatuor procuratoribus et negociorum gestoribus possumus appreciare et admoderare panem et vinum qui venderentur in dicta villa de Balmis, excepto anno quolibet in vigilia beati Michaelis archangeli; qua die illi de dicta villa possunt vendere ad eorum voluntatem.

[40] Item nos prefatus prior et nostri successores habemus et habere debemus ius nostrum in plano et in monte tam de terra arabili, pratis quam aliis rebus quibuscunque ab aliis divisum et separatum.

[41] Item predicta communitas seu predicti quatuor procuratores et novem electi possunt ordinare nomine quocumque[b] et facere ad eorum voluntatem de communibus eorum montis et plani eo quod nos prefatus prior habemus et habere debemus partem nostram de predictis ab aliis separatam et divisam.

[42] Item si casus acciderit aliquem homicidam se et bona sua retrahere infra terminos beati Michaelis de Balmis, dictus homicida et bona sua que haberet infra dictos terminos debent esse securi infra dictos terminos per libertates beati Michaelis archangeli ibidem iam retroactis temporibus usitatas.

[43] Item aliquis non debet capi nec detineri infra dictos terminos dicti loci de Balmis sine clama / vel cognicione et si capiatur, debet remicti et aduci in cu- *fol. 8v* ria ad cognoscendum si sit liberandus vel condempnandus, si super premissis fuerit requisitus a dictis quatuor procuratoribus vel eorum altero.

[44] Item si aliqua causa vel aliquis casus advenerit in dicta villa de Balmis seu dictis terminis qui vel que non sit in presenti littera declaratus vel declarata et de similibus non reperiatur declaracio fuisse facta, quod super eorum declaracione debeatur consulere et declarare per consuetudinarios secundum consuetudines Melduni dum tamen alicui articulorum suprascriptorum non derogentur, excepto de matrimoniis de quibus dicta communitas habet usum.

[45] Item nos prefatus prior neque nostri officiarii non possimus nec debeamus accusare vel detinere aliquem super aliquo casu criminali nisi per clamam alterius.

[46] [f–]Item nemo seu nullus debet capi nec detineri infra villam et terminos ville de Balmis nisi de consilio iuratorum predictorum preter quam latro vel pro-

ditor manifestus aut homicida vel alter qui manifeste commiserit maleficium propter quod debeat recipere penam corporalem.–[f]

[47] Item si aliquis tabernarius tenuerit tabernam suam per annum et diem in dicta villa de Balmis et petat alicui aliquam quantitatem de taberna sua scilicet de pane, vino ac aliis victualibus, idem tabernarius est credendus per suum corporale iuramentum usque ad quantitatem quinque solidorum, ita quod petendo et iurando debet habere potum cum quo mensurat in sua manu.–[a]

fol. 9 [48] Item quicumque utitur duabus mensuris, videlicet / una parva alia maiore, vendendo cum minore et emendo cum maiore tenetur nobis prefato priori in sexaginta solidis.

[49] Item nos prefatus prior et nostri successores debemus signare mensuras, pondus et ulnas signo nostro et quocienscumque castellanus vel noster locumtenens voluerit, vocatis dictis quatuor procuratoribus aut duobus de iuratis, potest eas facere apportari coram se et parvam mensuram frangere et ille qui repertus fuerit tenere parvam mensuram, si sit signata et reperiatur falsa, tenetur nobis prefato priori in tribus solidis. Et si non sit signata et reperiatur falsa, tenetur nobis in sexaginta solidis dicte monete pro banno.

[50][g–] Item quilibet dicte communitatis potest vendere, alienare quamcumque rem immobilem, videlicet prata, campos et alia quecumque bona immobilia videlicet pro qualibet libra pro laude nostra dicti prioris pro duodecim denariis. Et si de collungia dicta res immobilis fuerit, ille cui collungia pertinet debet habere eandem rem seu forum pro precio aut duodecim denarios predicte monete si maluerit.

fol. 9v [51] Item nos prefatus prior vel noster castellanus vel nuncius debemus facere capere per nostrum fornerium in furno nostro de Balmis quamlibet cupam pro uno denario seu pro una nominata pasta ita quod nos prefatus prior debemus manutenere furnum et dicta communitas debet sumptuare nemus.

[52] Item nos dictus prior vel noster nuncius debemus facere molere in nostro molendino secundum bonos usus hactenus observatos quamlibet cupam pro una emina et sexdecem emine faciunt bichetum. Et nos prefatus prior ut supra debemus sumptuare nostris missionibus[b].

[53] Item ille qui invenit aliquid excedens valorem quatuor denariorum et non revelat nobis dicto priori vel nostro castellano infra octo dies, ille est pro uno banno sexaginta solidorum nobis commictendo. Et quod invenit debet reddere nobis prefato priori vel nostro nuncio, contradicente[b] testificari possit.

[54] Item nos dictus prior habemus die tercia nativitatis domini nostri anno quolibet supra quemlibet focum facientem in dicta villa de Balmis unam cupam *fol. 10* avene / et unum denarium secundum bonos usus ab antiquo observatos ultra alia tributa per ipsos nobis debita.

[55] Item nos prefatus prior neque noster nuncius non tenemur intrare domum alicuius si hostia sint clausa nisi per cognicionem dictorum iuratorum.

[56] Item dicta communitas habet usum placitandi in platea consueta et nos prefatus prior neque noster castellanus vel eius locumtenens non debemus officiari in aliquo nisi vocatis dictis iuratis et communariis.

[57] Item probi homines dicte ville debent sollare in solla nostra pannos suos sicut est consuetum.[–g]

Expliciunt usus, libertates, franchesie ville et communitatis de Balmis Deo gratias.

AC Baulmes, Série E1 non classé, ***copie*** *du seul texte des franchises sur cahier de parchemin, sans date, 21 x 14,5 cm, fol. 1, 2, 4, 5, 6, 7 et 9; ACV, C XX 258/8, deux feuillets arrachés au document précédent, fol. 3 et 8 (c'est le texte de ce cahier qui a servi de base à la présente édition); AC Baulmes, Série E1 non classé, vidimus auquel il manque le «In» initial et auquel la date a été rajoutée le 15 mai 1433 par Iohannes Gummeis (?), clerc, parchemin, 67,5 x 92 cm. – Confirmation: AC Baulmes, Série E1 non classé, confirmation du 30 déc. 1432,* ***parchemin original*** *en très mauvais état, illisible dans toute sa partie supérieure, déchiré, taché, 60 x 60 cm, fragment d'un des deux sceaux pendants annoncés de Jean de la Pallud, prieur de Payerne, et du couvent;* ***parchemin triple original,*** *fortement pâli, 59 x 82 cm, deux queues pour les sceaux manquants;* ***parchemin triple original,*** *pâli par endroits, 62 x 98 cm, sceaux arrachés. Trad. française: AC Baulmes, Série E1 non classé, trad. probablement contemporaine sur un cahier de papier de 19 folios.*

[a–a] *sur le feuillet volant des ACV.*
[b] *lect. difficile.*
[c] *sousentendez* personam.
[d] *sousentendez* solidos.
[e] *sic.*
[f–f] *Cet article n'apparaît pas dans la copie sur cahier de parchemin prise comme base pour cette édition.*
[g–g] *Les articles 50 à 57 figurent dans la seule copie sur cahier de parchemin.*

[1] *La date de la première concession des franchises est inconnue. Par comparaison avec les plaids d'Apples et de Romainmôtier, on peut penser qu'elles remontent à la fin du XIIIe s. ou au début du XIVe siècle. Nous publions le seul texte des franchises.*

386. Partage des pâturages communs entre les habitants de Baulmes par les soins des autorités locales.

1432 novembre 2. s. l. [Baulmes]

Nos Mermerius Borgonion, Iohannes Vautraver, Willermus Verdonet et Petrus Bolliet sindici, gubernatores iuratique et rectores ville et communitatis de Balmis, notum facimus universis presentibus et futuris quod cum nos de laude, consensu et propria voluntate Iohannis Richard, Reynaudi Escarnod, Petri de Ruaz, Petri Fabri, Francisci Verdonet, Nicodi de Ruaz, Girardi Cachimeilliz, Iohannes Pugin et Humbertus Frossard, consilliariorum ville et communitatis predicte iuratorumque nobiscum adiunctorum feceremus et ordinaverimus pro bono communi et ad utilitatem tocius ville et communitatis de Balmis, omniumque habitancium et habitaturorum dicte ville quod quedam pascua sita En Plury, que est de proprio communi dicte ville esset et perpetue remaneret in proprio domennoz dicte ville et communitati sub hac forma quod dicta pascua distribueretur et

particularetur unicuique focum et domicilium tenentem et facientem in dicta villa equis porcionibus periure et libere absque onere et tributo per ipsos et quemlibet ipsorum et suorum quorum supra dicte ville infuturum persolvendo, salva decima in dicto loco et pascua iure debita, ad plantandum et aviandum in vineam et sub certis aliis condicionibus in lictera super dicta ordinacione facta, quam dicta communitas habet penes se contentis per quemlibet de Balmis habitatorem imperpetuum observandis.

Hinc est quod nos predicti sindici, gubernatores iuratique et rectores dicte ville, scientes et spontanei volentes complere que ordinata fuerint et unicuique de Balmis ut supra, petenti et habere volenti de laude predictorum consilliariorum pro nobis et nostris successoribus tradidimus et tradimus, deliberavimus et deliberamus perpetue per presentes Hugonino Fancaz [...] partem suam [...].

Datum die secunda mensis novembris anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo.

Idem Humbertus Celerarii.

Levata est presens lictera ad opus communitatis de Balmis predicte.

AC Baulmes, Série E1 non classé, ***parchemin original*** *fortement pâli dans sa partie supérieure, 44 x 61,5 cm, queue pour le sceau manquant de l'official de Lausanne. – ACV, CXX 258/6,* ***parchemin original,*** *36 x 18 cm (ne concerne que l'attribution de la part du curé).*

387. Renouvellement des obligations militaires des habitants de Baulmes sur la base d'anciennes dispositions.

1441 [sans doute st. ann.] / 1442 [n. st.] mars 3. Baulmes [pour les hommes de Baulmes]
1443 juillet 18. Payerne [pour le prieur et couvent de Payerne]

Noverint universi presentes licteras inspecturi, visuri, lecturi pariter et audituri quod anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo primo et die tercia mensis marcii in ecclesia prioratus beate Marie de Balmis, convocatis hominibus, incolis et habitatoribus ville et communitatis predicti loci de Balmis in quodam placito generali in dicta villa teneri solito, cum necesse est super negociis dicte communitatis peragendis, constitutus personaliter venerabilis et religiosus frater Petrus Paneralli,vicarius et procurator venerabilis et religiosi viri domini Iohannis de Palude, prioris Paterniaci ac domini dicti loci de Balmis, qui vero frater Petrus Paneralli, vicarius et procurator prefatus, tenens in manibus suis certos articulos in romano scriptos in quodam folio papiri contentos, super refactione[a] et reparacione fortalicii dicti loci de Balmis alias ordinatos per prefatum dominum Iohannem de Palude priorem Paterniaci ex parte una, Girardum Fabri alias de Pieraflour castellanum, Mermerium Aubertiez et Petrum Pugin dicti loci de Balmis nomine communitatis eiusdem loci parte ex altera, sic complere et

observare suis nominibus et aliorum habitatorum dicti loci de Balmis promissos. Qui frater Petrus Paneralli vicarius et procurator prefatus requisivit prefatum Girardum de Pieraflour castelanum in eodem placito generali pro tribunali sedente et omnes alios habitatores de Balmis in eodem placito existentes quatenus descripta in eisdem articulis laudarent et complere promicterent eosdemque, articulos in eodem loco perlegi et publicari palam omnibus fecit. Quorumquidem articulorum titulus acque tenor in verbis galicis secuntur in hoc modo:

[1] Pour la refecion de la fortellesce de Baulmes ensemble les fosseis et autres reparacions, les habitans de celluy lieuf et ressort convienyent avoyques monseignour de Payernes en la maniere qui s'ensoit, premieremant que iceulx habitans farons et seront tenus de fayre les fosseirs a lours propre missions et despens tallement et sy convenablement qu'il apartiendra et devra appertenir pour deffense possible et necessayre de celle fortellesce.

[2] Secundement que yceulx habitans a lours missions et despens sarons tenuz de palliciez et fayre pallys alentor de la dicte fortellesce en maniere[b] convenable.

[3] Tiercemant que yceulx habitans a lours despens et missions devront ratteller les murs de la dicte fortellesce et garnir d'espines et clees pour soustenir les pieres, que semblablement lesdits habitans seront tenu de porteir sus lesdits murs pour la deffense de la dicte fortellesce et pour ce que ycelle fortellesce pour satuifacion[b] en estre et la deffense necessayre de ceulx habitans pour le cas qui pouroyent occourre a evidente necessite de reformacion en ses muraillies et ausy deis edifficacions de tours novelles pour plus grant et ample deffense de celle forteresce est convenuz pour la reformacion et novel ediffice avantdit que lesdits habitans contribueront a ce en la maniere qui s'ensoit, premieremant que pour les choses necessayres lesdits habitans faront le rassort et furneront a souffisance chaul pour ycelle reformacion et nouveaulx ediffices.

[4] Item de voictures pour amener pieres, arrenes et bois selon laz necessite de ladicte reparacion et autremant selon qu'elle seroit deliberee par monseignour de Payerne et les sindiques de Baulmes et conduicte de la reformacion et ediffices avantdits.

[5] Item pour les muraillies reformer ou reffayre de novel outre les choses dessus dictes, lesdits habitans contribueront et furniront la moytie de ceste et despens qui y syront fay et y convendra fayre et monseignour de Payerne est tenuz de fayre l'autre moytiez.

[6] Item seront tenuz lesdits habitans a la maintenue deis reparacions et ediffices avantdits selon les divisions et modifficacions dessus ordenees pour la moytiez et montdit[a] seignour de Payerne pour l'autre moytiez.

[7] Item mondit seignour de Payerne fara a ses despens les pont, portes, ferraillies, chennes[b] et autres ferrementes necessayres et les maintiendra.

[8] Item par ce meant lesdits habitans et chascuns d'eulx selon lour necessiteir pour le cas qui pour divisions de guerres occurroyent ouz pourroyent anvenir aront plenne[b] entree et retracte de lours corps et biens dedant la dicte fortellesce pour la rayson duque retrait et entree riens ne lours pourra estre de-

mander ou exigir en aucune maniere, mais plennement et liberalement pourront lours et loursdits biens franchement et entierement retrayre a lours bon playsir et volunter.

[9] Item que de part mondit seignour de Payerne les fosseis de la dicte fortellesce ne puissont ne deivont estre emplis ou autremant empachie tellement que par celluy meyant reparacion aprest deust estre necessayre.

[10] Item que mondit seignour de Payerne sera tenus de aydier a protegir et deffendre lesdits habitans a l'encontre de quelcunque impeticion ou molestacion a quoy yceulx habitans pourroyent pour les temps a venir estre convoquer soit par rayson de gayt, garde ou reparacions autre part fayre out autrement pour rayson de ce seroyent trais, moleste ou damagiez en aucune maniere.

[11] Item mondit seignour de Payerne ne prendra ne pourra employer ou fayre destrayre ou aliener deis pieres, chaulx, arene ne bois que lesdits habitans pour les reformacions et ediffices avantdits aroyent amenee, condutes et aprestees soit pour ediffier didant la dicte forteresce out autrement en aucune manieres, se non dou consentement hou vouleir et playsir desdits habitans et semblablemant ne serons lesdits habitans tenus de riens ediffier ou contribuer aulx ediffices qui se faroyent ou pourroyent estre fait de ores en avant dident la dicte fortellesce.

Post quorumquidem articulorum premissorum visionem et publicacionem, nos Vuillermus Verdonet, Iaquetus Pictonet, Petrus Vallient et Petrus Pugin, iurati et gubernatores ville et communitatis de Balmis et nos Mermerius Borgonyon, Franciscus Verdonet dominatus, Iohannes Pugin, Ianynus Bacteret, Petrus Mongueir, Humbertus Frossard, Mermerius Gerbet, Iohannes Bellin et Petrus Vioget, iurati et consilliarii cum predictis quatuor procuratoribus [...] omnia et singula in predictis articulis in gallico scriptis contenta et designata [...] ratifficamus, laudamus et approbamus per presentes [...].

Nos vero frater Iohannes de Palude humilis prior prioratus Paterniaci [...] omnia et singula premissa et in dictis articulis contenta laudamus, ratifficamus, confirmamus et approbamus per presentes [...].

In quorum omnium robur, fidem et testimonium premissorum nos prefati prior et conventus presentes licteras sive presentum publicum instrumentum exinde fieri et per notarios subscriptos subscribi et publicari mandavimus sigillisque nostris duximus appensione muniri.

Datum et actum inquantum concernit prenominatos homines de Balmis, incolas et habitatores dicti loci dicta die tercia dicti mensis marcii anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo primo. Et inquantum concernit nos priorem et conventum predictos in capitulo dicti prioratus dicta die decima octava mensis iulii anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo tercio.

Levatum est presens instrumentum per nos Girardum de Valle supra Polloniacum notarium Paterniaci et Humbertum Celerarii clericum eiusdem loci de Balmis videlicet ad opus ville et communitatis de Balmis.

Idem G[irardum] de Valle.

Idem H[umbertus] Celerarii.

AC Baulmes, Série E2 non classé, ***parchemin original,*** *40 x 68 cm, queue pour les deux sceaux annoncés et manquants.*

[a] *sic.*
[b] *lect. difficile.*

388. Annulation de la combourgeoisie de Baulmes et des Clées.[1]

1462 mars 28 et juin 12. s. l.

Nos Iohannes de Siviriaco, Iohannes de Valleres, Anthonius de Gland, Aymo Possuof, Iohannes Barat, Iohannes Pellis, Franciscus Barat, Petrus Petraul, Iohannodus Chedel, Humbertus Villar, Anthonius Terraul, Petrus Pugin, Guilermus Chedel, Iohannes Magninet, Stephanus Dremant et Petrus Mocte tam nobiles quam burgenses Cletarum notum facimus universis presentibus et futuris quod cum Iaquetus dictus Bolyoz, Reynaudus dictus Ermitin, Iaquetus dictus Verdeller, Franciscus dictus Fornet, Ianinus Borgonyon, Huguetus dictus Ioly, Iaquetus Pillivuit, [...][a] probi homines et tunc habitantes in villa de Balmis, quilibet ipsorum pro se, recognoverint et confessi fuerint palam omnibus esse et velle esse prout melius et tucius dici poterant burgenses ville Cletarum secundum modum et formam quibus burgenses de Melduno sunt astricti et prout in licteris ultimis factis apud Meldunum, ut alii burgenses de Melduno astringuntur, videlicet quilibet ipsorum burgensium pro duodecim denariis bone monete per quemlibet ipsorum solvendis anno quolibet et perpetue durante dicta burgesia videlicet ville predicte Cletarum, in quolibet festo sancti Michaelis archangeli et promiserint ipsi burgenses superius nominati pro se et suis heredibus, iuramentis suis sanctis dei euvangeliis corporaliter prestitis et sub expressa obligacione omnium bonorum suorum quorumcunque dictos duodecim denarios annuatim solvere termino predicto durante predicta burgesia et dum fuerint burgenses.

Prout hec omnia cum nonnullis aliis clausulis in quadam lictera super dicta burgesia confecta, recepta et signata per quondam Symonem Auberti de Cletis sub sigillo castellanie Cletarum dataque die tricesima mensis maii anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo nono[2], quam penes nos nunc habemus plenius continentur, hinc est quod nos omnes prenominati nobiles, burgenses et habitantes in Cletis non vi non dolo non metu ducti sed de iuribus nostris et dicte ville Cletarum ad plenum certifficati et legitime informati, considerantes quod de predictis burgensibus nostris de Balmis superius nominati nulli vivunt et decesserunt ab humanis, nullis sibi relictis heredibus superstitibus qui per nos possint agnosci et reperiri et quod dicta burgesia non venit nobis in comodum, quare nos quitamus, liberamus et penitus debrigamus pro nobis et dicta villa Cletarum ac pro nostris heredibus quibuscumque nosque quictavisse liberavisse et perpetue debrigavisse, prout melius et tucius ad dictamen sapientum et consuetudinariorum dici potest, per presentes legitime confitemur omnes et singulos burgenses prenominatos et eorum heredes quoscumque necnon omnes et singulos

habitantes de Balmis super burgesia predicta et omnibus aliis burgesiis in quibus ipsi possent seu alter eorumdem posset esse astrictus et obligatus burgensibus Cletarum quoquomodo a toto tempore preterito usque nunc et super censu per quemlibet ipsorum burgensium debito ville Cletarum ad causam dicte burgesie et retentis eiusdem census, et hoc videlicet tam pro multis serviciis per illos de Balmis nobis et communitati de Cletis temporibus retrofluxis factis quam eciam pro eo quod quilibet burgensis potest dedicere dictam burgesiam pro sexaginta solidis cum sibi placuerit si qui burgenses reperirentur.

Item quictamus ipsos de Balmis et liberamus super omnibus et singulis tributis, prosequcionibus et aliis usagiis fieri consuetis dicte ville Cletarum per burgenses extraneos ipsius ville faciendo cum ipsis de Balmis pactum expressum de non ulterius sibi petendo super premissis per nos sibi quictatis stipulantibus pro ipsis de Balmis et tota communitate videlicet Petro Fabri, Petro de Riaz, Petro Buriat, Glaudio Richard et Henrico Estarnod cum iuratis subscriptis, annullantes nos prenominati de Cletis superius scripti et sibi de Balmis remictentes predictam licteram dicte burgesie superius narratam tanquam nullam et nullam vim habentem vigore premissorum quia sic volumus et ita nobis placet.

Promictentes [...].

Datum die vicesima octava mensis marcii et quo ad laudem Iohannis Barat, Francisci Barat, Petri Petraul, Iohannodi Chedel, Humberti Villar, Anthonii Terraul, Petri Pugin, Guillermi Chedel, Iohannis Magninet, Stephani Dremant et Petri Moctey factam in manibus dicti Anthonii Cosson die duodecima mensis iunii anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo secundo.

Cum Iohanne Pellis, Anthonius Cosson.

Cum predicto Anthonio, Iohannes Pellis.

AC Baulmes, Série E2 non classé, ***parchemin original,*** *45 x 39,5 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de la châtellenie des Clées.*

[a] *suivent les noms de 46 habitants.*

[1] *Cf. no. 382 supra.*

[2] *Cet acte n'a pas été retrouvé.*

389. Jean-Louis de Savoie autorise les habitants de Baulmes à user d'une marque pour le drap qu'ils tissent.

1464 février 4. Genève

Iohannes Ludovicus de Sabaudia apostolice sedis prothonotarius ecclesie ac episcopatus Gebennarum, in spiritualibus et temporalibus administrator abbacieque Paterniaci commendatarius perpetuus, auctoritate apostolica specialiter deputatus, universis et singulis [...] notum fieri volumus et manifestum quod nos ad humilem supplicationem hominum nostrorum, burgensiumque et incolarum loci de Baumes, membri abbacie nostre predicte Paterniaci ad causam prioratus ab-

bacie, nobis subdictorum exponencium quod quamquam dudum longinca per tempora ipsi quodam signo ale[a] sancti Michaelis et una crocia in pagnis quos ibidem texunt usi fuerint, modo et forma quibus in aliis locis in quibus pagni fiunt talibus signis uti fideliter est usitatum, ac tamen aut negligencia aliquorum ex predecessoribus ipsorum hominum nostrorum aut aliter signo huiusmodi amplius non utuntur nec a certis annis citra usi fuerunt, quod in multiforme dampnum eis cedit nobis humiliter supplicando quathenus signum huiusmodi reassumere aut aliud de novo eligere ipsoque uti in pagnis per ipsos abinde texendis et gaudere auctoritatem et licenciam eis impartiri dignaremur, cui quidem supplicacioni velut consone racionis benivole annuentes ipsorumque hominum nostrorum commoda augere et pre[ser]vare[b] affectantes, ex nostra certa sciencia maturaque et spaciosa deliberatione prehabita, considerantes premaxime quod prepetita equitati sunt consentanea et nisi ad utilitatem rei publice redundare non possunt pro nobis et nostris in dicta abbacia successoribus quibuscumque predictis hominibus nostris burgensibusque et incolis pre[dicti][b] loci de Baumes et eorum heredibus et successoribus in eodem loco quibuscumque signum supradesignatum videlicet ale santi Michaelis cum crocia ad imprimendum pagnis per ipsos abinde texendis reassumendi seu eligendi ipsoque abinde perpetuo ipsis in pagnis utendi et gaudendi prout per alios pagnorum compositores fideliter talibus uti inolevit licentiam, facultatem et omnimodam auctoritatem impartimur per presentes castellano et ceteris officiariis et subdictis nostris ipsius loci de Balmis hoc ideo [...][b] sub pena excommunicacionis et ulterius centum librarum pro quolibet contrafaciente commictenda et fabrice ecclesie nostre Paterniaci applicanda [...].

Datas Gebennis die quarta mensis februarii anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimoquarto et eciam sub sigillo monasterii nostri seu abbacie Paterniaci.

Per dominum prothonotarium administratorem et commendatarium memoratum

Iohannes Chivallz.

AC Baulmes, Série E2 non classé, ***parchemin original,*** *pâli, 40 x 20 cm, fragment de sceau pendant de Jean-Louis de Savoie, queue pour le sceau pendant de l'abbaye de Payerne manquant.*

[a] *sic.*
[b] *effacé.*

390. Jean-Louis de Savoie, abbé commendataire de Payerne, confirme les franchises de Baulmes.

1473 juin 24. Genève

Nos Iohannes Ludovicus de Sabaudia sancte Romane ecclesie prothonotarius in spiritualibus et temporalibus ecclesie et episcopatus Gebennensis administrator,

necnon commendatarius perpetuus abbaciarum Sanctorum Eugendi Iurensis, Benigni Fructuariensis, Ambrogniaci et Paterniaci, necnon prioratum Romanimonasterii et Nantuaci prepositureque sanctorum Anthonii et Dalmatii de Thaurino auctoritate apostolica specialiter deputatus, notum facimus serie presencium universis quod ad supplicem et devotam hominum nostrorum de Balmis ex membris dicte nostre abbacie Paterniaci supplicacionem, quos non immerito dilectione sinceris ac favore benivollo prosequi debemus ac volumus, et ut locus ipse de Balmis non anichiletur sed pocius augeatur dicti monasterii nostri Paterniaci certis racionibus, utilitate pensata eciam quia tenemur, promittimus bona fide nostra more prelatorum manus ad pectus ponendo pro nobis et in ipsa abbacia Paterniaci successoribus nostris canonice intrantibus omnes homines et personas ipsius loci de Balmis et eorum heredes dimittere et manutenere in eorum bonis franchesiis, libertatibus, usibus et consuetudinibus, quibus ipsi et eorum predecessores temporibus retroactis usi fuerunt. Quibus usibus, franchesiis, libertatibus et consuetudinibus predictis volumus et concedimus pro nobis et dictis successoribus nostris quod dicti nostri homines dicti loci de Balmis et eorum heredes de cetero utantur et gaudeant eorum propria auctoritate et absque contradictione quacumque prout et per modum per quem usi fuerunt et nunc utuntur citra tamen dicte nostre abbacie Paterniaci et nostri iurium preiudicium, statuentes et ordinantes pro nobis et dictis successoribus nostris in predicta nostra abbacia Paterniaci ut premittitur canonice intrantibus quod omnes abbates et in dicta abbacia Paterniaci successores nostri hoc simile iuramentum in eorum creatione et admissione ad dictam abbaciam dictis hominibus nostris et suis heredibus ac successoribus iurare et facere teneantur antequam dicti homines nostri de Balmis seu ipsorum heredes et successores quicumque dictis successoribus nostris in ipsa abbacia Paterniaci solvere teneantur aliquas tallias, tributa, census nec redditus quoscumque dumtamen ipsi successores nostri prius debite per dictos homines et heredes suos dicti loci de Balmis requisiti fuerint.

In quorum omnium [...].

Datum et actum Gebennis in domo reverendi patris domini Iohannis de Montecanuto sedis apostolice prothonotarii preceptoris Sancti Anthonii de Ranverso et omnium beneficiorum nostrorum vicarii generalis die vicesima quarta mensis iunii millesimo quadringentesimo septuagesimo tercio. Presentibus ibidem ipso domino Ranversi, venerabilibus et circunspectis viris dominis Andrea de Maluenda utriusque iuris doctore officiali Gebennensi et Stephano Piardi capellano et consiliariis nostris carissimis ad premissa astantibus.

Iohannes Ludovicus *[signature autographe de Jean-Louis de Savoie]*.

Per dictum dominum administratorem et commendatorem sic iuratum et peractum: Glaudius de Solano et Glaudius de Viennesii *[secrétaires de Jean-Louis de Savoie]*.

AC Baulmes, Série E2 non classé, ***parchemin original,*** *38 x 30 cm, sceau pendant abîmé de Jean-Louis de Savoie. – Trad. française: AC Baulmes, Série E2 non classé, trad. sur papier probablement du XVIe s., 2 folii.*

391. Jean-Louis de Savoie, abbé commendataire de Payerne, prend les habitants de Baulmes et leurs biens sous sa sauvegarde.

1474 novembre 24. Genève

Iohannes Ludovicus de Sabaudia sancte Romane ecclesie prothonotarius in spiritualibus et temporalibus ecclesie et episcopatus Gebennensis administrator et princeps insignis civitatis Gebennensis abbatiarumque Sancti Benigni Fructuariensis casenove Paterniaci et Ambrogniaci necnon prioratus Romanimonasterii et Nantuaci ac prepositure sanctorum Anthonii et Dalmitii Thaurini commendatarius perpetuus auctoritate apostolica specialiter deputatus dilectis vicariis, officialibus, iudicibus, procuratoribus fiscalibus, vicedompnis [...][a] et quibuscumque officiariis nostris presentibus et futuris et ipsorum cuilibet ipsorumque locatenentibus salutem et nostris huiusmodi pare mandatis si nostrorum iugiter prospicimus ad comoda subdictorum [...] potissime a quibusvis illicitis oppressionibus reddere cupimus aliens sane supplicacioni dilectorum [hominum][b] nostrorum opidi nostri de Balmis, ex membris dicte nostre abbacie Paterniaci, formidaverunt ex nonnullis verissimilibus giecturis per aliquos ipsorum emulos indebite se offendi super hiis nobis facte[...][c], benivolo inclinati eosdem homines nostros ipsorumque domos et familias, res et bona quascumque recipimus, ponimus ac de cetero esse volumus et manere in et sub nostris salvagardia, guidagio et protectione specialibus, quas si quis ausu temerario infrangere presumpserit ipsos homines nostros ipsorumve familias in personis vel bonis quomodolibet offendendo, [iram magnam][c] nostram et penas centum marcharum argenti vice pro qualibet se noverit incursurum, [vobis per predicta][c] et vestrum cuilibet quantum suo suberit officio et ad ipsum spectaverit districte precipiendo, mandantes quatenus ipsos homines nostros et ipsorum quemlibet ipsorumque familias res et bona ubilibet [salvos][c], securos teneatis et ab omni vi, violencia, iniuria, oppressione et opere facti illicitis adversus quascumque protegatis, thueamini et deffendatis [...].

Datum Gebennis in domo nostre habitacionis que olim fuit episcopi Nyciensis die vicesima quarta novembris millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto sub sigillo nostro et signeto manuali dilecti secretarii nostri Glaudii Viennesii subsignati in testimonium premissorum.

Iohannes Ludovicus *[signature autographe de Jean Louis de Savoie]*.

Per dictum dominum administratorem et commendatarium.

Idem Glaudius Viennesii.

AC Baulmes, Série E2 non classé, ***parchemin original,*** *abîmé par l'humidité, 31 x 28,5 cm, sceau pendant de Jean-Louis de Savoie.*

[a] *illisible car abîmé par un pli.*
[b] *effacé.*
[c] *taché et illisible.*

392. Serments réciproques du représentant de l'abbé de Payerne et des autorités de Baulmes.

1484 mai 23. Baulmes

Ego Humbertus de Gradibus de Staviaco, locumtenens et procurator et eo nomine reverendissimi et illustris domini, domini Francisci de Sabaudia dei et sancte sedis apostolice gratia episcopi Auxitanensis, prepositi Montisiovis administratoris sive commendatarii perpetui abbacie Paterniaci ad requisicionem et humilem supplicacionem discretorum et honestorum virorum Iaqueti Verdonet, Octhonini de Riaz, Nicodi Bolliet et Anthonii Iordannaz alias Batalliard sindicorum et procuratorum sive gubernatorum villagii de Balmis et tocius communitatis necnon Girardi Magnynet, Petri Boriat, Vuillermi Bolliet, Anthonii Vuilliame, Francisci Pugin, Anthonii Cachemelye, Petri Chivilliodi et Vuillermi Quoquilliat iuratorum et consulum iamdicti loci de Balmis nominibus ipsorum et tocius communitatis predicte de Balmis, quod villagium et communitas dominiumque et omnimoda iuridicio earumdem est et dependet de membris et dependenciis dicte abbacie Paterniaci, iuravi et promisi in manu[a] prelibati domini magistri mei iuramento meo corporali per me super sacris sanctis dei euvangeliis et dei virtutibus per me corporaliter tactis, franchesias et libertates ususque et consuetudines ipsorum supplicancium locique et tocius communitatis predictorum de Balmis tam scriptas quam non scriptas manutenere fideliter et observare et pari modo nos Iaquetus Verdonet [...] iuravimus super dictis sanctis euvangeliis et virtutibus per quemlibet nostrum corporaliter tactis, nos esse velleque et esse debere homines probos et fideles prelibati domini nostri reverendissimi et metuendissimi et obedientes sibique et suis officiariis eorumque iussibus parere et obedire tenemur et debemus, dampnum eciam vitare et comodum procurare nostro posse [...].

Datum et actum infra ecclesiam et choro eiusdem loci de Balmis die vicesimatercia mensis maii anno domini millesimo quatercentesimo octuagesimo quarto.

Levata est nomine et ad opus[b] et suorum successorum.

Idem commissarius Petrus de Arsina.

AC Baulmes, Série E2 non classé, ***parchemin original,*** *44,5 x 34 cm, sceau annoncé et manquant de l'official de Lausanne.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *Le nom du destinataire n'est pas mentionné!*

Paragraphe 5: Belmont

Le premier seigneur de Belmont que l'on connaisse est Barthélémy de Grandson en 1154. La seigneurie resta dans les mains des Grandson-Belmont, Belmont, puis Grandson jusqu'à Hugues de Grandson. Accusé de félonie et condamné à

mort en 1389, il s'enfuit en Angleterre et ses terres furent rattachées à la couronne de Savoie. La seigneurie fut inféodée à Guy de la Trémoille en 1394 et sa famille la gardera jusqu'en 1428 où elle est rendue au duc de Savoie. En 1447, elle fut alliénée aux Châlons, puis rachetée en 1470 par Yolande de Savoie, épouse d'Amédée IX. Elle fut héritée en 1497 par François de Luxembourg qui la posséda jusqu'à la conquête bernoise en 1536.

Bibliographie:

Olivier DESSEMONTET, La seigneurie de Belmont au Pays de Vaud: 1154–1553, Lausanne 1955. BHV 17. – DHV.

393. Louis de Cossonay, lieutenant général du comte de Savoie en deçà des monts, libère Pierre d'Orsens et les habitants du village d'Orzens de l'obligation de ressort à Belmont.

1393 août 27. Belmont

ACV, C XX 351/1, no. 2 (anciennes archives communales, série continue), ***parchemin original,*** *altéré et troué, 45 x 40 cm, sceau annoncé de la châtellenie de Belmont manquant; signet manuel de F. Bornelli, notaire.*

394. Réversale du duc Amédée VIII de Savoie en faveur du village et du ressort de Belmont qui lui ont octroyé une aide gracieuse à l'occasion du mariage de sa fille Marie, duchesse de Milan.

1428 septembre 2. Morges

ACV, C XX 351/2, no. 13 (anciennes archives communales, série continue), ***parchemin original,*** *33,5 x 23,5 cm, l'acte n'est pas scellé.*

Paragraphe 6: Bex

La seigneurie de Bex a été divisée entre plusieurs seigneurs pendant tout le moyen âge. Le bourg de Bex remonte à la fin du XIIe siècle; il a été fondé par Girol de Bex, également à l'origine de la construction du château de Bex sis sur la colline de Chiètres. Les Bernois s'y installèrent sans combat dès 1476, les habitants ayant alors préféré la «protection» bernoise à l'invasion valaisanne qui les menaçait, en tant que sujets du duc de Savoie.

Bibliographie:

Philippe CHERIX, La seigneurie de Bex: son histoire, ses habitants. Bex 1931. – R. A. HOURIET, Bex. Bex s. d. – Alfred MILLIOUD, Histoire de Bex. Bex 1910.

395. Le lieutenant du bailli de Chablais et Genevois interdit aux habitants d'Ollon l'usage des pâturages d'Anzeindaz réservés aux seuls habitants de Bex. [1]

1298 juin 17. Saint-Maurice

Ego Petrus de Sarravalle, tenens locum baillivi Chablasii et Gebennarum notum facio universis quod cum receperim quasdam patentes litteras sigillo illustris viri domini Amedei comitis Sabaudie sigillatas in quibus continebatur quod ipse dominus comes mandabat et precipiebat baillivo suo et iudici ceterisque officialibus [a] suis Chablasii et Gebennarum quod ipsi prohiberent homines et habitatores in parrochia de Olono ne aliquo modo uterentur pascuis positis et sitis in parrochia de Bacio et infra limites dicte parrochie de Bacio, exceptis tantum duobus locis videlicet Torrentruex et Bruel, una cum dicti homines et habitatores dicte parrochie de Olono nitantur uti sive velint pascuis montis de Anzenda ultra voluntatem hominum communitatis de Bacio et ultra prohibicionem eisdem factam per nuncios proprios baillivi Chillyonis prout hec in quodam publico instrumento vidimus contineri, petebant a me homines communitatis de Bacio quod animalia hominum habitatorum in parrochia de Olono removeri facerem a dicto monte cum mons et pascua dicti montis de Anzenda siti sint infra confines et limites parrochie de Bacio, scilicet ab aqua que dicitur Gryona versus confines et parrochiam Sancti Mauricii Agaunensis, ex adverso hominibus communitatis de Olono contrarium asserentibus petita fieri non debere.

Super quibus diligenter inquisivi veritatem scilicet per Domongium Sutorem, Iohannem de Grions et Iohannem dictum Gyndre burgensem Sancti Mauricii; quibus diligenter examinatis, inveni dictum montem et pascua eiusdem esse de parrochia de Bacio et sitos esse ab aqua que dicitur Griona versus confines Sancti Mauricii et idcirco consideratis actestacionibus dictorum testium et quibusdam confessionibus factis coram me per homines dicte communitatis de Olono et coram diversis iudicibus et ballivis, prohibeo hominibus dicte communitatis de Olono ne a modo uti presumant dictis pascuis de Anzenda nisi in dictis duobus locis suprascriptis sub pena vigintiquinque librarum Mauriciensium ipsi domino comiti persolvenda quociens contraventum fuerit, dans et concedens dictis hominibus dicte communitatis de Bacio plenam et liberam auctoritatem et licentiam quod dictis pascuis dicti montis de Anzenda a modo utantur pro libito voluntatis.

In quorum omnium robur et testimonium sigillum curie dicti domini comitis una cum sigillo meo rogavi apponi et posui huic scripto.

Datum apud Sanctum Mauricium die martis ante festum beati Iohannis baptiste anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo.

AC Bex, Série parchemins, classement chronologique, ***parchemin original,*** *28 x 13,5 cm, les deux sceaux annoncés manquent.*

[a] *Lisez officiariis.*

[1] *Les deux communautés se sont affrontées à de nombreuses reprises au sujet de leurs pâturages. Compromis et sentences mettent temporairement fin à ces conflits, contribuant à déterminer progressivement les limites modernes de Bex et Ollon. S'il y a lieu, on procède à l'interrogatoire de témoins, qui viennent éclairer arbitres ou magistrats. (Cf. aux AC Bex, Série Parchemins, des pièces de 1290, 1293, 1417 et 1439, qui toutes confirment la maîtrise des Bellerins sur les pâturages d'Anzeindaz).*
Un autre thème constant de litiges entre communautés ou internes dans les Préalpes vaudoises réside dans l'organisation et la mise en oeuvre des mesures contre les crues de la Gryonne, de l'Avençon ou de la Grande Eau. Le problème crucial est évidemment celui de la répartition des frais élevés de travaux qu'il faut souvent recommencer. Ces difficultés ne connaîtront aucune solution définitive pendant l'époque savoyarde et se poursuivent pendant la domination bernoise; ainsi par exemple en 1528, la communauté de Bex poursuit les nobles jusque devant le Conseil des Deux Cents pour obtenir leur participation financière (AC Bex, Registres, vol. 2, fol. 4 et s.).

396. La communauté de Bex désigne neuf jurés chargés de procéder à l'inspection des chemins et pâturages.

1438 juillet 21. Bex

[...] Anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo octavo indicione prima et die vicesima prima mensis iullii coram me notario publico et testibus infrascriptis constituti Iohannes Guy alias Bron, Hudricus Escoffier, Iohannes de Amarde et Iaquetus Iacodi alias Oyex de Possia nominibus suis et inquantum eos et eorum quemlibet tangit ac vice et nominibus virorum nobilium et potentium videlicet dicti Iohannis Guy et Hudrici, nobilis Amedei de Verneto militis, Iohannes de Amarduy, nobilis Aymonis Hugonis, Iohannis et Ludovici de Roverea fratrum et Iaqueti Iacodi alias Oyex, nobilis Iohannis de Composito omnesque simul predictis nominibus ut homines et feudatariorum nobilium predictorum cum ita sit quod die presenti suprascripta nobilis Guichardus Tavelli antedictus Bacii pro terra parte iuridicionis loci eiusdem et nobilis Gabriel de Duyno dictus castri Bacii cumdominus[a] dicti loci Bacii iuriditionisque eiusdem loci pro duabus partibus nominibus suis et aliorum nobilium feudatariorum in dominio et parrochia Bacii ac probi homines dicte parrochie Bacii iuridicionisque dicti loci seu maior pars ut fertur dicte Bacii parrochie et communitatis dictorum hominum et nominibus suis et aliorum absencium hominum sibi adherere volentium elexerunt et levaverunt novem probos homines dicte communitatis Bacii iuratos ad faciendum in dicta Bacii parochia locis consuetis tam in plano quam in monte per loca viari solita viancias videlicet ad seperandum[b] possessiones proprias a pascuis communibus dicte communitatis et parrochie et pascua communia a possessionibus propriis ut alias sint usitata. Ibidem ipsique nobiles dictos novem

iuratos et certos eorum consiliarios electos eciam et iuratos ad dandum consilium predictis novem iuratis ut convenit in talibus, ut[c] moris est, super dictis vianciis fiendis in dicta parrochia et communitate promiserunt servare et custodire indempnes et illesos ut convenit ut de dicta indempnitate et electione dictorum novem iuratorum et consiliariorum plene constat instrumento recepto per Iohannem de Petra notarium die predicta et factis prestitis et receptis iuramentis a dictis probis huminibus[b] iuratis per dictum Iohannem de Petra de mandato dictorum nobilium dominorum Bacii in manibus dicti notarii super sanctis dei euvangeliis videlicet sancta canone de bene viando et consulendo que cognoscendo viandari nominibus dictorum nobilium et proborum dicte communitatis [...].

Actum hoc Bacii in platea communi vocata de ulmo loco curiam loco curiam et causas teneri et fieri solitam.

Presentibus [...].

AC Bex, Série Parchemins, classement chronologique. ***Vidimus*** *de l' original réalisé par le notaire Uldric Bizelli de Orserens, qui a apposé son signet manuel, 31,5 x 42 cm.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *sic.*
[c] *Le ms. porte* et.

397. Ordonnances des coseigneurs de Bex sur la boucherie et le commerce de la viande à Bex.

1438 août 2. Bex

Notum sit omnibus et singulis presentibus pariter et futuris litteras presentes inspecturis quod nos Gabriel de Duyno et Guichardus Tavelli domini Bacii, nominibus nostris et eciam nomine domini Amedei de Verneto militis, ad preces et requisicionem maioris et sanioris partis proborum hominum communitatis Bacii, pro re publica et bono communi, eo quod nobis et predicte communitati generaliter in loco Bacii predicto in speciali et honesto loco publico de bonis et receptibilibus castronis, mutonis, bovinis, caprinis, porcinis et vitulinis acque edulibus delicatis aliis carnibus exceptis carnibus recentibus in macello vendendis serviatur et vendatur per aliquem in suum macellarium ad hec facere et vendere ydoneum et potentem reperiendum, ordinavimus et voluimus, ordinamusque serie presencium et volumus, inquantum possumus et fieri debet, quod in Bacio sit et esse debeat de toto[a] unus solus macellarius, qui in loco habili et publico habeat, ministret et teneat per tempora et secundum tempora carnes recentes de animalibus premencionatis, demptis tamen carnibus delicatis quolibet anno qualibet septimana cuiuslibet mensis anni scelicet qualibet die sabbati, qualibet die lune et qualibet die mercuri in vespere cuiuslibet diei dierum predictorum seu in mane sequente causa necessitatis tempore quadragesimali excepto in quo carnibus non utitur, ad vendendum et tradendum petentibus et emere volentibus de predictis

carnibus sub pondere consueto et sub preciis et solucionibus eidem macellerario[b] per recipientes et ementes ab eodem fiendis secundum quantitatem carnium receptarum et emptarum, sic et taliter quod potentibus et mediocribus acque inferioribus tam sanis et valentibus quam infirmis pro denario communiter iuxta possibilitatem serviatur pro modo debito in premissis.

Et hec fecimus eciam pro eo quia plures macellarii fuerunt et sunt in loco Bacii predicto qui cessaverunt et cessant tempore estivo carnes habiles petentibus et carnes volentibus ministrare et tradere, licet pecunie fuerunt per emptores debite ad solvendum si carnes traderent et venderent presentare. Et sic eorum deffectu nos et dicti homines communitatis predicte nequiebamus in nostris necessitatibus ab eisdem macellariis pro nostris denariis carnes habere sed quasi moriebamur fame [c-]deffectu carnificum carnes ministrare defficiencium[-c] volentes eapropter quod singulis annis dictus macellerarius[b] per fidedignos homines communitatis predicte in nostri presencia seu officiariorum nostrorum elegatur[b] et ponatur circa festum beati Iohannis baptiste. Qui iuret et promittat ad sancta dei euvangelia et sub obligacione bonorum presencium et futurorum quorumcumque officium dicte macellarie per annum integrum bene et fideliter facere et complere et carnes bonas et receptibiles non suspectas seu viciatas vel morbidas in suspecto ministrare in debito pondere et sub debita solucione sibi fienda prout decet, inhibentes autem tenore presencium universis et singulis hominibus dicte communitatis et commorantibus in eadem ne de cetero carnes venales in publico seu secreto faciant, ministrent seu teneant vel habeant ad vendendum nisi dumtaxat in suo hospicio pro suis victualibus et nupciis acque conversacionibus honestis et licitis et hoc sub pena per quemlibet qualibet vice in culpa repertum sexaginta solidorum Maurisiensium commictenda et domino suo cui subest totaliter applicanda. Ratifficantes [...].

Datum et actum Bacii die secunda mensis augusti sub sigillis nostris impendentibus in premissorum omnium testimonium veritatis anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo octavo.

AC Bex, Série Parchemins, classement chronologique, ***parchemin original,*** *fortement pâli par endroits, 28 x 26 cm, les deux sceaux annoncés manquent.*

[a] *lect. difficile.*
[b] *sic.*
[c-c] *rajouté en bas de page.*

Paragraphe 7: Blonay

Dépendant des sires du même nom, la communauté de Blonay est demeurée dans une soumission étroite jusqu'au XVe siècle. Le baron Georges de Blonay ne se résout qu'en 1478 à affranchir ses hommes taillables et mainmortables, moyennant le versement d'une somme d'argent, en même temps qu'il leur accorde des

garanties de procédure à leur requête. En 1508, tous les habitants des terres de Blonay bénéficient de la liberté personnelle, tandis que dès le XVe siècle, ils ont un début d'organisation politique, incarnée par des conseillers et syndics, dont on ignore la date d'apparition.

Bibliographie:

Ansgar WILDERMANN, Blonay. Bern 1986. – Maxime REYMOND, «Hypothèses concernant l'origine de la maison de Blonay», Archives héraldiques suisses, 1910. – P. HENCHOZ, «La Charte de Blonay, un affranchissement communal provoqué par la première invasion du pays de Vaud en 1476», RHV 1937, p. 84–98.

398. Georges de Blonay affranchit ses taillables de Blonay.

1478 août 20. Blonay

Ego Georgius de Blonay dominus dicti loci [...] notum facio [...] quod ego multis et assiduis supplicationibus [...] michi factis per [...] homines mei[a] talliabiles ligios [...] quathenus ipsos [...] liberare [...] dignarer [...]. Item michi supplicaverunt quod licet de usu habui et habeo et mei predecessores in dicto dominio de Blonay habuerunt facultatem eisdem ponendi banna vindemiarum [...], item quod ego [...] eisdem hominibus et communitati supradictis pro se et suis heredibus quibuscumque largire et concedere dignarer [...] potestatem [...] eligendi ac nominandi unum vel plures mensuratores vini et iuratos sive sindicos inter eosdem absque aliqua presentatione michi vel meis [...] fienda [...]. Item michi exposuerunt [...] quod ego seu officiarii mei assigno vel assignari facio dictos homines meos de Blonay [...] per multas et diversas dilationes ultra formam consuetudinis patrie et loci, quod ego debeam seu officiarii mei [...] debeant [...] probare et verificare dicta banna infra tres dilationes, sive tribus iornatis immediate post dictas assignationes sequentibus et non probatis sive verificatis infra dictas tres dilationes sive tres iornatas, quod eo tunc assignatus sive assignati [...] ab inde minime teneantur comparere coram me seu officiariis meis presentibus et futuris sed omnino sint et sit quitti et penitus liber et liberi de dicto banno seu bannis superius designatis [...].

Quorumquidem supplicationibus [...] inclinatus, ego prefatus Georgius [...] homines meos de Blonay [...] tam talliabiles, ligios et de feudis predictis tenentes et possidentes ac omnes et singulas possessiones et terras in dicta iurisdictione mea de Blonay existentes [...] affranchio, manumitto [...] ac dictam manum mortuam tollo et abmoveo ab omnibus homagiis talliabilibus et manus mortue conditionibus omnibusque talliis, feudis ligiis et quibuscumque talliabilium conditionibus et iugo servitutis hominum talliabilium, ligiorum et de eisdem feudis tenentium et possidentium penitus omnino libero, [...], dans et concedens tenore presentium dictis hominibus meis predictis [...] licentiam, auctoritatem puram et

liberam tam specialem quam generalem administrationem suarum rerum et bonorum quorumcumque predictorum, ita quod deinceps absque aliquo obstaculo servitutis cuiusvis tallie valeant quidque possent eisdemque liceat vendere, alienare, testari, contrahere, agere, pacisci omniaque et singula alia facere et exercere legitime que quilibet pater familias, liber homo et sui iuris facere et exercere potest sub conditionibus subscriptis michi et meis reservatis:

Quod dicti homines [...] remaneant [...] homines mei liberi et franchi [...] et omnes et singulas possessiones in dicta iuridictione mea de Blonay [...] tenere [...] in feudum franchum et liberum dumtamen ab aliis dominis pridem non moventur [...] debeantque et teneantur dicti homines [...] dare, solvere et expedire pacifice [...] anno quolibet et perpetue terminis et locis consuetis census, redditus, servicia et alia onera annualiter michi debita et solvi solita pro dictis suis rebus et possessionibus ac aliis superius liberatis tantum de censu quantum de talia prout in recognitionibus meis et predecessorum meorum continetur cum directo dominio, mero, mixto imperio et omnimoda iurisdictione.

Item largior [...] quod ego et mei qui supra non possint nec valeant seu officiarii mei [...] eisdem dicta banna vindemiarum ponere.

Item largior [...] quod ipsi [...] possint et valeant eisque liceat nominare [...] unum vel plures iuratos et sindicos ac mensuratores vini eosdemque tollere et removere totiens quotiens eis placuerit absque alia presentatione [...].

Item ulterius ego dictus Georgius [...] largior [...] quod si contingat in futurum aliquem ex dictis hominibus [...] citari et assignari per me seu officiarios meos ad cognoscendum unum bannum sexaginta solidorum vel plures, quod ego tenear et debeam ab eisdem assignatis unum vel plures recipere cautionem dummodo presentaverit seu alter ipsorum presentaverit idoneam et habitis [...] tribus dilationibus sive iornatis immediate sequentibus et non probato seu probatis, quod eo tunc assignatus seu assignati [...] coram me seu officiariis meis [...] comparere teneatur et teneantur, sed ego et mei qui supra seu officiarii predicti debeam et tenear [...] eosdem assignatos seu assignatum a petitione dicti banni [...] liberare [...].

Item volo et concedo ego prefatus Georgius quod si contingat in futurum michi vel meis quibus supra devenire aliqua bona penes iurisdictionem meam predictam tam ex acquisito defectu tenementariorum, ultimo[b] supplicio[b] quam alias ex quacunque causa vel titulo quod dicta bona michi ut supra devenienda non possim nec mei qui supra possint eadem albergare seu quomodolibet ad alias personas transferre nisi sub dicto homagio, franco et libero [...] et hoc pro et mediantibus mille et quingentis florenis auri parvi ponderis [...].

Devestiens me [...].

Datum Blonay die vicesima mensis augusti anno domini millesimo quatercentesimo septuagesimo octavo.

L'original *est actuellement (1996) perdu. Il se trouvait aux AC Blonay, dans l'ancienne série Parchemins. –* ***Copies:*** *AC Blonay, PF16, no. 1, copie sur parchemin de 1508, pâli et troué par endroits, 79 x 82 cm; PF1 46, copie sur papier de 1646 faite d'après une autre copie; PF1 1b, copie*

tardive sur papier; Arch. de Montreux, Châtelard, PH I, 24 et 25, copies sur papier du XVIe siècle. Trad. française: AC Blonay, PF1 1a, traduction de 1646 sur papier; E1, p. 13–27, trad. du XVIIIe s. – Confirmation: AC Blonay, PF1 45, confirmation par Philibert, duc de Savoie, le 21 février 1479, parchemin original, le bas du document a été découpé, 46,5 x 25,5 cm; PF1 1c, copie tardive sur papier de la confirmation.

Ed. de la trad. in HENCHOZ, p. 84–98.

[a] *sic.*
[b] *lect. difficile.*

Paragraphe 8: Bursinel

Ce village faisait partie de la seigneurie de Mont-le-Vieux. Dès le XIIe siècle, son église dépendait du couvent de Romainmôtier.

Bibliographie:

DHS – DHV.

399. Aymon, coseigneur de La Sarraz, tranche le litige opposant les habitants de Rolle, de Mont, de Germagny, de Hautecour et Perroy aux nobles et prudhommes de Bursinel au sujet de pâturages.

1405 [st. ann.] / 1406 [n. st.] mars 17. Bursinel

[...] Pronunciavit et declaravit et ordinavit in modum qui sequitur [...].

[1] Primo videlicet quod bona paux[a] et concordia sit et maneat perpetue inter dictas partes.

[2] Item pronunciavit et declaravit quod illi de Rotulo, de Monte, de Germagny, de Altacurte et de Perruys et comparsonarii sui predicti cum suis animalibus possint et debeant pasquerare[b] quando sibi placuerit sine dampno faciendo et sine aliqua contradictione per dicta pascua tendendo per subtus Brussinel, videlicet usque ad aquam et combam vocatam douz Pichat et de supra dictam villam de Brussinel prout actenus consueverunt. Et ab aqua dicte combe douz Pichat prope pontem sustendo[c] de Ovionet, capiendo ad unum grossum salicem in campo douz Culeydet recte tendendo versus duos castanarum [...], ita quod a dictis limictibus supra usque ad villam de Brussinel non possint nec debeant illi de Rotulo, de Monte et predicti parsonarii sui transire pasquerando cum animalibus suis.

[3] Item pronunciavit et declaravit [...] quod dicti nobiles et probi homines communitatis de Brussinel et parsonarii sui possint et debeant pasturare cum suis

animalibus sine dampno faciendo quibuscumque debatis non obstantibus a villa de Brussinel usque ad quamdam viam publicam que tendit [...] que via vocatur via a laz Sanqry[c], tantummodo et ultra dictam viam non debeant transire illi de Brussinel versus Boreum pasquerando animalibus suis.

[4] Item pronunciavit et declaravit quod dicte communitates cum suis animalibus coniunctim vel divisim possint et debeant pasquerare sine dampno faciendo [...].

[...] In cuius rei testimonium nos prefatus officialis ad preces et requisicionem dictarum partium nobis fideliter oblatas [...] nostrum sigillum [...] duximus apponendum.

Datum ut supra.

Ia[quemetus] douz Rucit, iuratus *[avec paraphe]*.

AC Rolle, no. 424, P 73, ***parchemin double original,*** *pâli et taché par endroits, 39 x 36,5 cm, queue pour le sceau manquant de l'official de la cour de Genève qui fait connaître le 22 mars 1406 la décision d'Aymon.*

[a] *sic.*
[b] *lisez* pascere: *lect. difficile.*
[c] *lect. difficile.*

Paragraphe 9: Bursins

Le village et l'église de Bursins furent donné en 1011 par le roi de Bourgogne au couvent de Romainmôtier. Celui-ci posséda le village jusqu'à la Réformation. Les sujets du prieuré de Bursins étaient des hommes libres, qui n'étaient astreints qu'à la dîme et aux cens, à l'usage du four et du moulin du seigneur, et à la chevauchée. Il y eut tout d'abord à Bursins un prieuré rural autonome, administré par un prieur, aidé de quelques religieux. Mais, en 1329, il fut uni à Romainmôtier. Depuis lors, le domaine fut administré par un châtelain qui rendait la justice, et duquel on pouvait faire appel au châtelain de Romainmôtier. Mais tout Bursins n'appartenait pas au couvent de Romainmôtier: les seigneurs de Mont-le-Vieux y avaient conservé quelques biens, alors qu'en 1248, la chartreuse d'Oujon avait acquis de Romainmôtier une partie de la dîme pour 14 sols par année.

Bibliographie:

DHV – DHS – Eric CABOUSSAT, Bursins, empreinte du temps. Morges 1990.

400. Le comte Amédée VI de Savoie tranche un litige entre Henri de Sévery, prieur de Romainmôtier, et Galeas de Viry, ainsi que Luce de Baulmes sa mère, seigneurs de Mont, au sujet des droits de juridiction à Bursins.

1375 [st. nat.] mars 9. Morges

[1] Les droits d'omnimode juridiction sont reconnus au prieur à l'exclusion de tout autre à Bursins.

[2] Le prieur doit payer la contrepartie de cette cession à l'autre partie, lorsque la taxation aura été effectuée ou à défaut en assigner la contrevaleur.

[3] Le prieur ne doit ériger aucune fourche patibulaire ni procéder à aucune condamnation corporelle dans la seigneurie de Mont, sinon à Bursins.

[4] Le prieur doit verser immédiatement en plus des dédommagements déjà mentionnés trois cents florins d'or.

[5] La délimitation territoriale effectuée est susceptible d'être à nouveau soumise aux commissaires d'estimation en cas de litige subséquent.

[6] Si les sujets de l'une des parties commettent un délit dans le territoire et la juridiction de l'autre, cette dernière doit renoncer au profit du seigneur personnel aux bans et clames.

[7] Toute querelle et tout litige sont abandonnés entre les parties.

AC Rolle, no. 421a, B. ZGA 468, **recueil de copies** *relatives à la région de Rolle et effectuées sur papier à la fin du XVe siècle, fol. 10v–16v.*

Paragraphe 10: Chavornay

D'origine romaine, le village de Chavornay est propriété dès le IXe siècle des rois de Bourgogne transjurane qui y résidèrent parfois. Plus tard, Chavornay devint la propriété de l'église de Lausanne: en 1397, l'évêque y percevait la dîme, alors que le chapitre avait le patronnat de l'église paroissiale. Chavornay possédait des franchises[1] qui furent supprimées par les Bernois en 1536.

Bibliographie:

DHS – DHV.

[1] *non retrouvées.*

401. Guillaume de Namur, sire de Vaud, et Pierre de Goumoëns transigent au sujet des droits de juridiction à Chavornay: le sire de Vaud aura le mère empire et la haute justice alors que Pierre de Goumoëns possédera le mixte empire et exercera la basse justice.

1358 [st. nat.] février 7. s. l.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, X/Chavornay 2, ***parchemin double original,*** *42 x 26,5 cm, sceaux pendants annoncés et manquants de François de La Sarraz, bailli de Vaud pour le comte de Namur et de Pierre et Antoine de Goumoens.*

Paragraphe 11: Cudrefin

Cudrefin et le Vully appartenaient déjà vers l'an 1000 aux évêques de Sion qui les vendirent en 1246 au comte Pierre de Savoie. Dès lors Cudrefin et son territoire formèrent une châtellenie savoyarde. A la mort de Pierre en 1285, Cudrefin fut compris dans la baronnie de Vaud. En 1311, Louis II le remit à Pierre de Grandson et il ne revient à la maison de Savoie qu'après la confiscation des biens d'Othon de Grandson en 1397. Ce fut en 1403 l'apanage du bâtard Humbert de Savoie, en 1460 du comte Jacques de Romont. Les Fribourgeois l'occupèrent pendant les guerres de Bourgogne. En 1536, la ville se soumit volontairement aux Bernois. La ville possédait des franchises confirmées le 8 octobre 1471 par le comte de Romont, envoyait des députés aux Etats de Vaud, avait le droit de tenir deux foires par an, et depuis 1495, celui d'avoir un marché hebdomadaire[1].

Bibliographie:

DHS – DHV.

[1] *cf. doc. 402 ci-dessous.*

402. Concession du marché de Cudrefin par la duchesse-régente Blanche.

1495 mars 17. Turin

Licentias pro communitate et hominibus Cudreffini, pour y avoir foire tous les jours le lundy, 1495.

Blancha etc., universis serie presentium facimus manifestum quod cum litteris nostris patentibus aliunde emanatis superiori tempore donaverimus dilectis fi- *fol. 1*

delibus nostris hominibus et communitati Cudrefini licentiam et autoritatem in eodem loco tenendi certas nundinas ut locus ille refici et menia circumcirca ipsum locum Cudrefini erigi et construi possint. Ecce quod nos cupientes, eosdem homines et communitatem suis exigenciis erga nos et prefatum filium nostrum integra fidelitate constancia uberioribus amplecti favoribus quo inde locus ipse meliorari possit et illorum amor in nos obsequendique crescat devocio, supplicacioni igitur ipsorum subdictorum nostrorum super hiis nobis facte favore benivolo annuentes ex nostra certa scientia tutorio nomine premisso matura consilliariorum nostrorum infrascriptorum super hiis deliberatione prehabita, eisdem hominibus et eorum posteritatibus imperpetuum et in vim perpetui previle-
fol. 1v gii singulis diebus lune cuiuslibet ebdomade mercatum in eodem loco. / Cudrefini tenendi licentiam et auctoritatem damus, impartimur et concedimus, iuribus tamen pedagiorum, gabellarum, leydarum et aliis quibusvis prefati filii nostri in premissis semper salvis.

Mandans consiliis cum prefato filio nostro et Chamberiaci residente presidente et magistris camere computorum Sabaudie, baillivo et procuratori Vuaudi, castellanis Cudrefini, Meldini et Rotondimontis ac ceteris nostris sub pena [...] quathenus huiusmodi licencie et largicionis litteras dictis hominibus et incolis Cudrefini teneant, actendant et observent tenerique actendi et per quosvis faciant inconcusse observari et in illud contraveniant quolibet vel opponant sic cum fieri volumus ut eidem duximus concedendum.

Datum Thaurini die decima septima marcii millesimo quatercentesimo nonagesimo quinto.

ACV, C II 220, ***Extrait*** *sur deux feuillets de papier tiré de l'original en 1569 par le notaire Delaporte.*

Paragraphe 12: Genolier

Au moyen âge, le village de Genolier appartenait aux seigneurs de Mont. Ceux-ci étaient eux-mêmes vassaux pour Genolier des seigneurs de Prangins, puis dès le XIVe siècle des comtes de Savoie. Les hommes de Genolier furent affranchis en 1221 par Guy de Mont à la condition qu'ils lui paieront un cens annuel[1]*. En 1523, la seigneurie fut vendue au duc de Savoie qui l'inféoda en 1528 aux barons de Prangins.*

Bibliographie:

DHS – DHV.

[1] *cf. doc. 403.*

403. Guy de Mont affranchit les habitants de Genolier contre un cens annuel .

1221 septembre 15. s. l.

Aymo dei permissione Gebennensis episcopus omnibus qui presentem paginam viderint eternam in domino salutem. Noverit universitas nostra quod donnus Guido de Montibus, dominus de Genolie, convenit in nostra presentia cum suis hominibus in hunc modum, videlicet quod omnes homines de iusriditione dicti Guidonis existentes, qui infra continentiam sui castri de Ionolie existerent personaliter et ibidem certam mansionem haberent, libertatis munere fruerentur. De cetero quia diu inhabitarent ibidem, ita tamen quod certum censum singulis annis reddere tenerentur / dicto Guidoni militi et scensum[a] istum eidem semper in festo *fol. 8v* beati Michaelis dicti homines solvere tenerentur. Ultra scensum[a] istum nichil possit a dicto milite exigi ab eisdem, nisi episcopi eidem ex liberalitate sua vellent aliquid erogare. Ne vero super variatione census possit oriri contentio inter ipsos, noveritis quod Iohannes Sicars debet III solidos Gebennenses et duas copas bladi frumenti et avene per modium, P[etrus] Chalvez et fratres sui XII solidos et dimidium modium bladi, Udricus Balbus XVI solidos et dimidium modium bladi, Aimo Sicars et fratres sui XVIII solidos et dimidium modium bladi, Gangissus X solidos et IV copas bladi, Cristinus tres copas bladi et III solidos, Amaudricus X solidos et dimidium modium bladi, Stephanus de Furno III solidos et IV copas bladi, Stephanus Bordons X solidos et V copas bladi, Constantinus et fratres sui V solidos et IV copes[b] bladi, Iohannes Faber et Anselmus frater suus XII solidos et dimidium modium bladi, W[illermus] Bretons V solidos et III copes[b] bladi.

Hoc autem esse observandum secundum consuetudinem et usus ville libere protestamus et hoc utraque pars firmavit proprio iuramento, ut autem istud ratum maneat ad instanciam utriusque partis presentem paginam fecimus roborari.

Anno ab incarnatione domini millesimo ducentesimo vicesimo primo decima septima kalendas octobris.

ACV, Ad 16, fol. 8, ***cartulaire*** *de la chartreuse d'Oujon.*

Ed. MDR XII/1, no. 8, p. 15–16.

[a] *lisez* censum.
[b] *sic.*

Paragraphe 13: Gingins

Au moyen âge, la seigneurie de Gingins appartenait à la famille de Gingins. Elle exerça toujours ses droits sur le village, alors qu'elle partagea parfois ses droits dans le reste de la seigneurie avec l'abbaye de Bonmont, qu'elle avait fondée.

En 1319, le droit de haute juridiction à Gingins est remis à Louis II de Savoie[1]*; il reviendra aux Gingins en 1441.*

Bibliographie:

DHV – Pierre REYMOND, Gingins, entre château et abbaye. Gingins 1989.

[1] *cf. doc. 404.*

404. Avec l'accord des membres de la famille noble de Gingins, l'abbé de Bonmont associe Louis de Savoie à l'exercice de divers droits seigneuriaux dans le village de Gingins.

1318 mars. s. l.

Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Vaudi notum facimus universis presentes litteras inspecturis seu etiam audituris quod cum viri religiosi frater Stephanus abbas et conventus Bonimontis Cysterciensis ordinis associaverint nos et heredes nostros de speciali gracia eorumdem in aliquibus iuribus et iuridicionibus hominum, habitatorum et habitandorum in villa de Gingins quantum dominium dicti loci se extendit et non ultra, salvo omni iure alterius, de voluntate et expresso consensu nobilium de Gingins [...][a] pro eo videlicet quod nos, heredes et successores nostri teneantur dictum locum de Gingins cum habitatoribus universis, rebus et pertinenciis eorumdem fideliter gardare, tueri, garentire et deffendere ab omnibus et contra omnes, sicut res nostras proprias et omnes res dictorum religiosorum et omnium aliorum hominum suorum cum pertinenciis ubicumque sint. Nos dictam associationem per dictos religiosos et eorum participes nobis factam modo et forma predictis recipimus ex nunc et imperpetuum pro nobis, heredibus et successoribus nostris presentibus et futuris sub conditionibus et conventionibus infrascriptis.

[1] In primis dicti religiosi et sui participes dant et concedunt nobis et heredibus nostris quod si quis dictorum hominum, habitatorum et habitandorum in villa de Gingins vel aliorum extraneorum committeret in dicto loco de Gingins homicidium vel aliquid aliud crimen manifestum et clarum pro quibus deberet condempnari ad mortem vel aliquam membrorum mutilationem per iustum iudicium sustinere vel si dicti habitatores de Gingins in aliquo alio loco dominii et iuridicionis nostre committerent illud, idem condempnatio, punitio et iudicium illius criminosi ad nos et nostros heredes pertineat in futurum, ita quod omnia bona immobilia cum domo, scala, pila et gallo et cum toto tenemento remaneant in statu in quo essent dictis religiosis et suis participibus integre pleno iure, in quibus omnibus non debemus nec possumus nec alius pro nobis manus apponere seu aliud exigere quoquomodo. Medietas autem omnium bonorum mobilium dicti criminosi debet dictis religiosis integre remanere et alia medietas nobis

et nostris heredibus remanebit. Que bona mobilia debet sesire et tenere ad utilitatem dictorum religiosorum et nostram nuncius propter hoc appositus. Qui nuncius debet esse homo dictorum religiosorum et ipsum debent dicti religiosi in dicto loco de Gingins assignare. Qui dictus nuncius debet iurare in presencia nostra vel nuncii nostri quod ipse iura utriusque partis fideliter custodiet et etiam exercebit.

[2] Item in personis criminosis manifeste condempnatis aut condempnandis ut supra, debet et potest predictus nuncius dictorum religiosorum et noster apponere manus et facere secundum quod ordo iuris dictaverit et non in aliis personis per suspicionem.

[3] Item concedunt nobis dicti religiosi et sui participes quod de bannis sanguinis manifeste effusi, videlicet gladio, lapide vel baculo solum et non alio modo in dictis malefactoribus hominibus eorum levatis in dicto loco de Gingins vel in omni alio loco dominii et iuridicionis nostre et in aliis extraneis personis in dicto loco de Gingins solum habeamus medietatem et dicti religiosi aliam medietatem et dictus nuncius debet recipere fideiussiones banorum sessaginta solidorum et levare banna et reddere utrique parti suam equaliter portionem.

[4] Item non debemus ibi habere nec tenere nec assignare aliquem mistralem vel nuncium proprium nec sesinam vel inquestam facere, sed nuncius predictus ad hoc deputatus, ut dictum est, debet hec omnia exercere.

[5] Item iudicium banni seu cognitio debent in dicto loco de Gingins vel ubi voluerint dicti religiosi cognosci, iudicari et marciari per abbatem dicti loci Bonimontis qui pro tempore fuerit et castellanum nostrum de Nyons cum bona misericordia et nos non possumus nec heredes vel successores nostri nec debemus aliquid aliud omnino exigere in dictis habitatoribus et habitandis cum eorum pertinenciis in dicto loco de Gingins et dominio eius, exceptis iuridictionibus de personis faciendis et bonis eorum et bannis dicti sanguinis manifeste effusi et non alterius banni, sed omnia alia banna sunt et remanent iure perpetuo religiosis sepedictis. Qui dicti religiosi vel nuncius eorum debent et possunt omnes alias iuridiciones exercere, banna levare et leges habere et marciare vel remittere pro sua voluntate et super hiis omnibus non possumus vel heredes nostri seu successores aliquid aliud exigere, allegare vel mutare.

[6] Item non possumus nec heredes nostri vel successores nec debemus dictos habitatores presentes et futuros dicti loci de Gingins recipere ad iuramenta vel gardas castrorum seu villarum nostrarum et si aliqui iuraverunt, dicti religiosi possunt et sui participes eos revocare et nos non possumus nec debemus contradicere nec ipsos deffendere, tueri, manutenere vel etiam imparare seu in aliquo nos pro eis opponere contra dictos religiosos et participes supradictos, sed si dicti habitatores vel posteritas eorum essent vel pro tempore fuerint in aliquo contra dictos religiosos et eorum participes inobedientes vel rebelles, nos, heredes et successores nostri tenemur per iuramentum nostrum ad requisitionem dictorum religiosorum seu participum facere et dare posse et auxilium incontinenti ad corrigendos dictos habitatores et eorum heredes quousque dicti religiosi vel participes de dictis habitatoribus et habitandis se tenuerint plenarie pro contentis.

[7] Item de omnibus aliis excessibus casibus et questionibus occultis et manifestis superius non expressis vel qui possent emergi in ipsis habitatoribus et habitandis vel per alias personas inter ipsos in predicto loco et dominio de Gingins quocumque modo vel quos commicterent dicti habitatores et heredes, debent dicti religiosi vel eorum nuncii et consortes et participes cognoscere, punire et plenam iuridicionem habere et dominium.

[8] Item si aliqui de nunciis dictorum religiosorum, videlicet religiosi, ecclesiastici, familiares vel eciam seculares seu qualescumque persone essent in casibus et locis predictis aliquid commicterent vel offenderent, cognitio et levatio banni, iudicium et vindicta pertineat ad dictos religiosos secundum formam sui ordinis et statuta.

[9] Item de omnibus aliis usagiis, serviciis, pilicheriis, adiutoriis, clamoribus terre, calvacatis, bastimento, custumis et aliis exactionibus universis, non possumus nos, heredes vel successores nostri dictos habitatores vel habitandos in dicto loco de Gingins compellere seu compelli facere nec ab eis aliquid aliud exigere, cum nos nichil aliud preter quod suprascriptum est retineamus in omnibus et singulis supradictis, inhibentes per presentes litteras omnibus ballivis, castellanis, vicedonnis, mistralibus et aliis officialibus nostris sub indignatione nostra ac sub pena abmittendi medietatem salarii sui ut ipsi nichil aliud innovent, mutent vel faciant in predictis habitatoribus, heredibus cum rebus eorum, loco, pertinenciis et dominio supradictis nisi quod scriptum est in presenti littera vel statutum.

[10] Item si dicti religiosi et nos dictus Ludovicus voluerimus personam condempnatam ad mortem vel ad mutilationem membrorum iudicatam marciare ad argentum, possumus facere, ita quod quelibet pars habeat suam medietatem illius marciationis prenotate et per hec omnia maleficia per dictos habitatores tempore retroacto facta volumus esse quitta.

[11] Item si in presenti littera reperiretur aliquid ambiguum vel obscurum, volumus et concedimus quod illa ambiguitas vel obscuritas possit declarari vel emendari ad requisitionem dictorum religiosorum ad dictamen duorum sapientum hinc et inde communiter electorum et possit rescribi, dicari et meliorari quociens necesse fuerit ad consilium peritorum. Et quia consideramus quod dicti religiosi pro suis benefactoribus quasi continue altissimum, intercedunt ob devotionem quam habemus ad eosdem et dilectionem specialiter ad abbatem, ipsis abbati et conventui supradictis pro deo et remedio anime nostre, animarumque omnium predecessorum nostrorum omnes teneaturas, possessiones, elemosinas, res et bona que nunc possident, a quocumque sint et quecumque sint in nostra iuridicione et districtu eisdem religiosis concedimus, laudamus ac eciam pro nobis heredibus nostris et successoribus confirmamus, concedentes pro nobis et nostris quod dicti religiosi, habitatores, et heredes sepedicti possint uti in omni terra et dominio nostro aquis, pascuis, nemoribus et aliis communibus pacifice et quiete, hiis autem conditionibus omnibus et conventionibus supradictis dicti religiosi associant nos et nostros successores in hominibus et heredibus eorum quos habent nunc vel pro tempore habuerint in villis de Borray, d'Arnay, de Trelay, de Givrins, de Glanz, de Clarens, de Volatar, de Monte Laciano et de Sancto Eugendo

de Rotteres et nos ipsos recipimus pro nobis et nostris heredibus et successoribus modo et forma habitatorum et habitandorum in villa de Gingins superius declaratis.

[12] Pro quibus omnibus et singulis supradictis per nos, heredes et successores nostros firmius attendendis et melius observandis volunt et concedunt dicti religiosi et eorum participes de consensu habitatorum dictarum villarum quod dicti habitatores et habitandi in villa de Gingins necnon et in aliis villis predictis dictorum religiosorum solvant et solvere teneantur ratione personarum et familiarum suarum dum ibi moram fecerint et non alia ratione sex modios avene ad mensuram de Nyons annuatim, videlicet habitatores et habitandi in villa de Gingins quatuor modios avene et habitatores aliarum villarum homines dictorum religiosorum duos modios. De quibus sex modiis avene debent habere dicti religiosi et eorum participes secundum partem suam duos modios avene et nos alios quatuor modios remanentes. Quam avenam teneatur recolligere, recipere et levare nuncius vel nuncii dictorum religiosorum tempore quo dicti religiosi voluerint a messibus usque ad nativitatem domini et reddere nuncio nostro a nuncio dictorum religiosorum propter hoc appellato tres modios avene ante portam ecclesie dicti loci de Gingins et alium modium avene ante furnum albergatorum habitancium super grangiam dictorum religiosorum dictam de Monte Laciano.

Has quidem conditiones et conventiones et universa et singula supradicta nos dictus Ludovicus pro nobis, heredibus et successoribus nostris promittimus bona fide et per iuramentum nostrum attendere, tenere firmiter et complere et in contrarium verbo, consensu vel opere non venire nec contravenienti consentire.

In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum et actum anno domini millesimo tercentesimo decimo octavo mense martii.

ACV, C II 47, ***parchemin original,*** *41 x 65 cm, sceau pendant de Louis de Savoie, sire de Vaud, sur entrelacs de soie rouge.*

[a] *suivent 6 nobles mentionnés nomément et leurs soeurs.*

Paragraphe 14: Grandcour

Au XIe siècle, Grandcour appartenait à la maison de Cossonay-Prangins et était de la mouvance des évêques de Lausanne. A la chute de la maison de Prangins, en 1293, la seigneurie passa à Louis de Savoie, seigneur de Vaud. Celui-ci, pour se concilier les bourgeois de Grandcour leur accorda les franchises de Moudon[1]*. En 1311, la seigneurie fut inféodée à Pierre de Grandson; ce seigneur ayant voulu restreindre certains droits des habitants (exploitation des forêts et*

messeillerie), ceux-ci s'y opposèrent et obtinrent une confirmation de leurs droits en mai 1326[2]*, puis en 1356 et en 1377*[3]*. A la mort d'Othon de Grandson, la seigneurie retourna aux Savoie. En 1450, Grandcour fut cédée à François de Gruyère. En 1473, Grandcour passa à Philibert de Compey. En 1475, la ville ouvrit ses portes aux Bernois, mais après les guerres de Bourgogne elle redevint la propriété de Philibert de Compey. Ce dernier affranchit les habitants en 1480 de l'obligation de cuire leur pain au four du seigneur*[4]*. En 1528, la ville fut inféodée par Charles, duc de Savoie, à Georges de Rive, gouverneur de Neuchâtel.*

Bibliographie:

Franco CIARDO et Gilbert MARION, La ville de Grandcour au Moyen Age, Yens s/Morges 1993.

1 *cf. doc. 406.*
2 *AC Grandcour, E8, traduction notariée de 1703.*
3 *AC Grandcour, L 102, copie notariée du XVIe siècle.*
4 *ACV, C XX 309/107, traduction notariée de 1722.*

405. Louis Ier de Savoie, sire de Vaud, octroie aux habitants de Grandcour les coutumes et franchises de Moudon.

1293 avril. Les Clées

***Original** perdu. – **Copies:** AC Grandcour, L 102, copie notariée de l'original, du XVe siècle, 2 folii de papier, 21 x 32 cm; Z 8, recueil de documents, p. 112–114, copie peu correcte du XVIIIe siècle, photocopie aux ACV, Ai 1309/2.*

Ed. CIARDO, MOREROD, RHV 99, p. 40–41; rég. BUGNION, no. 19, p. 57, MDR XXVII, no. 12, p. 40–41 et Ch. MARCUARD-GUEX, Annales de Grandcour, Lausanne 1923, p. 56.

406. Pierre de Beaufort représentant François de Compey, sire de Prangins, vend au duc Charles de Savoie le château et le mandement de Grandcour pour la somme de 2200 écus d'or.

1522 juillet 18.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, XXII / Grandcour 19, **parchemin original,** *49,5 x 57 cm, pas de sceaux, seings manuels d'Aubert de Molario et de Pierre Louis Balli, notaires.*

Paragraphe 15: L'Isle

De la fin du XIe siècle à 1472, la seigneurie de l'Isle appartient aux sires de Cossonay. Durant cette période la ville réussit à augmenter ses libertés: en 1324[1] elle obtient l'ohmgeld, en 1344 le droit de vendre le vin, en 1364 le droit de messeillerie[2]. En 1398, Jeanne de Cossonay étend ses franchises[3]; franchises qui seront confirmées en 1414, 1421 et 1438 par Amédée VIII[4]. Dès 1431 la châtellenie est distincte de celle de Cossonay. En 1472, elle passe aux mains deFrançois de Glérens et à ses héritiers.

Bibliographie:

DHV – William de SÉVERY, la terre et seigneurie de l'Isle. s.l. s.d.

1 *cf. doc. 407.*
2 *cf. doc. 408.*
3 *cf. doc. 68 et 409.*
4 *cf. doc. 409 et 410.*

407. Louis de Cossonay concède à la communauté de L'Isle l'ohmgeld perçu jusque-là à son profit.

1324 novembre 15. s. l.

Copies et trad. françaises: AC L'Isle, Grosse Wagnon, no. 1, **copie** *sur papier; ACV, Ai 1062/1, inventaire Wagnon, p. 60–65. Trad. seule: AC L'Isle, U 1.*

408. Jean de Cossonay concède à la communauté de L'Isle la messeillerie et tous les droits qui lui sont attachés.

1364 juin 9. s. l.

AC L'Isle, Grosse Wagnon, no. 3, **parchemin original** *très endommagé par l'humidité, partie inférieure gauche manquante, 39 x 20 cm, sceau annoncé de la châtellenie de Cossonay manquant. –* **Copie** *et trad. française: ACV, Ai 1062/1, inventaire Wagnon, p. 76-85. Trad. françaises: AC L'Isle, Grosse Wagnon, no. 3.*

409. Amédée VIII confirme les libertés et franchises de Cossonay et de la châtellenie de Cossonay et de L'Isle[1].

1414 septembre 11. Genève

Trad. françaises: AC L'Isle, Grosse Wagnon, no. 25, trad. sur papier, 22 p.; ACV, Ai 1062/1, inventaire Wagnon, p. 137–178.

[1] *Cf. texte no 68 (pour les franchises de 1398).*

410. Amédée VIII concède aux habitants de L'Isle les franchises de Cossonay dans leur teneur de 1398[1] *moyennant la somme de 400 florins petit poids.*

1431 juin 2. Thonon

Copie: *ACV, IB 220/447, cahier de papier, fol. 1–11 (non numérotés), certifié conforme à l'original par le notaire Garillieri. – Trad. françaises: AC L'Isle, Grosse Wagnon, no. 27, copie vidimée de 1730, 21 p. de papier; ACV, Ai 1062/1, inventaire Wagnon, p. 181–210.*

[1] *Cf. texte no 68 ci-dessus.*

411. Barthélémy de La Sarraz, seigneur de La Sarraz et de L'Isle, confirme les libertés et franchises de L'Isle.

1502 avril 11. s. l.

Copies *et trad. françaises: AC L'Isle, Grosse Wagnon, no. 28; ACV, Ai 1062/1, inventaire Wagnon, p. 212–221.*

Paragraphe 16: Montreux

Composée de plusieurs villages, la paroisse de Montreux appartenait aux évêques de Sion (XIe s.) qui en avaient fait une vidamie. Cette charge fut vendue à Girard d'Oron en 1295, qui devait céder au comte Amédée V une partie de ses droits, ne conservant pour lui que la seigneurie du Châtelard. Par mariage cette seigneurie passa aux mains des nobles de La Sarraz, puis aux Gingins. La baronnie relevait immédiatement du duc de Savoie (bailliage du Chablais). En 1476, le château est pillé et brûlé, les Gingins dépouillés de leurs biens. En 1490, Amédée de Gingins obtient la restitution de la seigneurie pour son neveu François.

Bibliographie:

F. de GINGINS-LA-SARRAZ, «Notice sur l'ancienne vidamie de Montreux soit de la ci-devant baronnie de Châtellard», Lausanne 1863, MDR XVIII/2, p. 79–87 + 111–150.

412. L'évêque de Sion, Boniface, vend avec l'accord de son chapitre la vidamie de Montreux au profit de Girard d'Oron, chantre de Lausanne et doyen de Valère.

1295 avril 6.

Ce document est actuellement (1996) perdu. Il se trouvait aux AC Montreux, non coté, **vidimus** *du 9 mars 1312 (jeudi après Letare), 1311 [a. s.]. Il en existe quelques extraits dans: Arch. de Montreux, Châtelard, PH I, 9 (15 janv. 1343, limites de la seigneurie du Châtelard).*

413. François de La Sarraz et Marie d'Oron libèrent leurs hommes de Chailly de leurs obligations d'aide moyennant leur rachat pour 300 livres.

1355 octobre. s. l.

Nos Petrus de Ponte de Gebennis iudex in Chablasio et Gebennis [...], notum facimus universis quod sicut nobis constat per relationem Guidonis dicti de Burgondia [...] personaliter constitutis nobilibus domino Francisco domino de Serrata condomino Viviaci et parrochie de Mustru et domina Maria de Orons uxore ipsius domini Francisci ex una parte et Perreto de Turre de Challie [...][a] nomine omnium aliorum hominum et communitatis dicte parrochie [...] ex altera, cum discordia verteretur inter predictas partes super eo quod dicti coniuges dicebant [...] quod ipsi omnes homines tenebantur ipsis coniugibus in auxilio et ad faciendum eisdem auxilium pro tribus casibus qui iam supervenerant, scilicet ratione militie dicti domini Francisci et peregrinationis quam fecit ultra mare et ratione cuiusdam de filiabus suis quam dotaverat seu maritaverat, quare petebant dicti coniuges a dictis omnibus hominibus et communitate secundum eorum facultates dictum auxilium pro dictis tribus casibus eis solvi. Dictis hominibus [...] contrarium dicentibus [...], tandem post multas altercationes, [...] ad pacem, transactionem et devenerunt in hunc modum, videlicet [...] quod ipsi omnes homines pro bono pacis et concordie et pro uno prato dictorum coniugum quod eisdem hominibus pro eorum pascuis augmentandis dederunt et concesserunt, ipsi coniuges sito apud Cornauz solverunt [...] dictis coniugibus trescentas libras Lausannensium bonorum [...] dicti coniuges [...] quittaverunt et solverunt [...] omnes homines

et suos heredes et eorum posteritates [...] ab omni auxilio, seu adiutorio in quibus teneri possent [...].

Datum mense octobris anno domini millesimo tercentesimo quinquagesimo quinto.

Arch. de Montreux, Châtelard, E 26, ***parchemin original*** *en très mauvais état, collé sur du papier, 25 x 55,5 cm, sceaux pendants de la cour du comte Amédée VI de Savoie et de François de La Sarraz manquants; E 27,* ***parchemin double original*** *en très mauvais état, collé sur du papier, 31 x 47 cm, sceaux pendants de la cour du comte Amédée VI de Savoie et de François de La Sarraz manquants. –* ***Copies:*** *Arch. de Montreux, Châtelard Les Planches, PH I, 11, copie sur parchemin faite en 1733 et suivie d'une trad. française, 62,5 x 62 cm (pour le tout); E 28, copie de l'époque bernoise, sur parchemin, tronquée; ACV, P Château de La Sarraz, B 6, fol. 1–5.*

Ed. Charles GILLIARD, Seigneurs et paysans dans la paroisse de Montreux, 1911, p. 49.

[a] *suivent 13 noms de témoins.*

414. Le comte AmédéeVI de Savoie confirme, sans les détailler, les coutumes des habitants de Montreux et les maintient dans les coutumes de Vevey. [1]

1377 juin 11. Vevey

Arch. de Montreux, Les Planches, PH I, 94, ***parchemin original,*** *18 x 31 cm, série de 5 parchemins de confirmation de prince à prince de 1377 à 1498, réunis par 3 sceaux en boîte. –* ***Copie*** *et trad. française: Arch. de Montreux, Les Planches, PH I, 5, copie et trad. sur parchemin datées de 1763, 41 x 26 cm.*

Rég. BUGNION, no. 40, p. 67.

[1] *La ville de Vevey a reçu en 1370 de nouvelles franchises, regroupant et codifiant de manière uniforme l'ensemble des concessions pratiques coutumières antérieures (cf. no 276 supra).*

415. Amédée VI, comte de Savoie, et R[odolphe] de Langins, tuteur de Nicod et Aymon de La Sarraz, coseigneurs de Montreux passent un accord fixant les droits de chaque partie.

1379 juin 2. Morges

Arch. de Montreux, Châtelard, PH I, 14, copie sur parchemin faite en 1627, 79 x 60 cm.

Ed. MDR XVIII/2, p. 135–150.

416. François d'Oron donne le château d'Oron et tous ses droits dans le mandement d'Attalens au comte de Savoie Amédée VI qui lui concède en fief le château de Montreux et tous les droits qui y sont attachés.

1380 avril 9. Morges

In nomine domini nostri Iesu Christi, amen. Anno nativitatis eiusdem millesimo trecentesimo octuagesimo [...] die nona mensis aprilis in castro Morgie Lausannensis diocesis [...] per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod [...] constitutis personaliter propter ea que secuntur prefato illustri et magniffico principi et domino domino Amedeo comiti Sabaudie ex una parte, et Francisco filio quondam domini Iohannis d'Orons, domini d'Etalens, domicello ex altera, ipse quidem Franciscus [...] confitens se habere litteras veras et legitimas quibus cavetur quod dominus Franciscus dominus d'Orons eius patruus dedit et concessit eidem Francisco et Humberto fratri suo [...] post decessum ipsius domini Francisci, domini d'Orons, casu quo decederet ab humanis sine legitimis heredibus de suo proprio corpore procreatis videlicet castrum suum d'Orons una cum mandamento et suis fondis, iuribus, inhanciis, pertinenciis et appendenciis cum mero, mixto imperio dicti castri universis [...] et alias litteras quibus cavetur quod domini Franciscus dominus d'Orons, Iohannes dominus d'Atalens et Aymo d'Orons dominus de Bossones, fratres pactiones et convenciones inter se fecisse dicuntur, quod in eorum hereditatibus filie non succedant [...].

Idcirco idem Franciscus [...] dat, tradit, cedit, transfert pariter et concedit eidem domino comiti [...] videlicet castrum d'Orons una cum mandamento et suis fondis [...].

Item et cum predictis [...] dat [...] idem Franciscus [...] eidem domino comiti [...] omnia et singula retracta et reacheta, omnes que actiones, res et iura [...] et alia quecumque que idem Franciscus habet [...] in et super castro, villa, mandamento d'Atalens, hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, censibus, iuribus, mero, mixto imperio, pratis, vineis, nemoribus, terris cultis et incultis ceterisque iuribus, actonibus[a] et dreyturis ad dictam castellaniam d'Etalens pertinentibus [...] ita et tali modo quod ipse dominus comes et sui eisdem reachetis uti possit et valeat prout [...] idem Franciscus ante presentem contractum uti poterat [...].

Quibus factis dictus dominus comes [...] dat [...] perpetuo [...] dicto Francisco [...] in feudum franchum, ligium, nobile antiquum et paternum [...] videlicet domum fortem ipsius domini comitis sitam apud Mostruel subtus ecclesiam parrochialem dicti loci [...]. Item dat [...] ipse comes [...] videlicet centum florenos auri boni ponderis veteris de redditu per annum [...].

Item dat [...] ipse dominus comes eidem Francisco in feudum et sub homagio ligio supradicto videlicet omnes et singulos homines et personas, homagia et fidelitates, banna grossa et minuta saisinas, dessaisinas, merumque mixtum imperium et iuridicionem omnimodam [...] infra confines aquarum de la Bay et de la

Vevey et in hominibus et personis infra dictos confines commorantibus [...] et excepto ultimo supplicio quociens casus occurrerit in eisdem hominibus seu aliquibus ipsorum, cognitione eidem Francisco et suis heredibus masculis [...] excepto eciam quod dicti homines ad cavalcatas suas mandati venire debeant prout et quando alii homines sui [...] accederent temporibus opportunis. Item dat [...] eidem Francisco quod ipse et sui liberi masculi [...] possint [...] se et domicilium suum affoagiare in nemoribus nostris infradictos confines [...]. Item dat [...] quingentos florenos [...].

Que omnia [...] promiserunt dicte partes [...] per iuramenta sua [...].

ACV, C II 117, ***parchemin original,*** *taches de moisissure, 66,5 x 64 cm, sceau manquant du comte Amédée VI.*

[a] *lisez* actionibus.

417. Jean de Gingins concède à ses sujets de Montreux le droit d'établir des syndics, jurés et mesureurs du vin.

1440 octobre 6. Chailly [pour Jean de Gingins]
1441 juillet 27. Verceil [pour Marguerite de La Sarraz, son épouse]

p. 1 Nos Iohannes, dominus Dyvone, Gingini et Castellarii in parrochia Mustruaci, miles, notum fieri volumus universis quod cum nos diceremus et requireremus Roletum Souterii, Iaquetum Vouterii, Iohannem et Petrum Longit douz Chanoz, *p. 2* [...][a] / tam homines quam subditos nostros nominibus suis et ceterorum hominum et subditorum nostrorum iurisdictionis nostrae dictae parrochiae Mustruaci et tam nomine nostro quam eciam spectabilis et egregiae dominae Margaritae de Serrata condominae dictae parrochiae Mustruaci carissimae consortis nostrae *p. 3* nos iuvare debere in / tribus casibus, videlicet in dotacione cuiusdam filie nostre per nos noviter uxorate, item et in edifficacione castri nostri Castellarii de novo domifficare incepti necnon in aquisito per nos noviter facto de medietate terrae et iurisdicionis dicte parrochie quam tenebant heredes seu causam habentes a nobili et potente viro Glaudio de Serrata, quondam domino de Mont, fratre carrissime consortis nostrae, et pro unione et reintergratione dicte terre, que separata et disiuncta erat, dictis hominibus et subditis nostris respondentibus et dicentibus quibus supra nominibus ad prepetita minime teneri vigore certarum libertatum eisdem hactenus concessarum per predecessores dicte carissime consortis nostre, *p. 4* de quibus libertatibus promptam fidem coram / nobis faciebant.[1]

Nichilominus ipsi homines et subditi nostri quibus supra nominibus attenta affectione et vero amore quos erga nos habent gerunt et semper habuerunt, ex eorum mera liberalitate et dono gracioso speciali et eciam pro eo quod nos tam nomine nostro quam eciam dicte domine Margarite carissime consortis nostre dedimus et damus ac conferimus per presentes pro nobis et nostris heredibus

plenam, liberam et omnimodam potestatem dictis hominibus et subditis nostris ac ceteris omnibus et singulis hominibus et subditis nostris dicte parrochie penes dictam iurisdicionem nostram conmorantibus presentibus et futuris, pro se et eorum heredibus ac eorum posteritate, [...] / constituendi, creandi et ordinandi *p. 5* quandocunque voluerint in dicta parrochia Mustruaci penes dictam iurisdicionem nostram dicteque carissime consortis nostre unum, duos et plures usque ad quatuor iuratos, sindicos et procuratores, qui ad opus tocius communitatis dictae parrochiae iuridicionis nostrae habeant potestatem petendi iura dictae communitatis, compendi coram quibuscunque iudicibus, ipsam communitatem deffendendi et generaliter omnia faciendi et exercendi que officio sindicorum, procuratorum et iuratorum incombunt facere, nec non eciam construendi / et ordinandi *p. 6* mensuratores vini in dicta iurisdicione nostra necessarios qui uti possint ipsa mensura prout utuntur mensuratores vini in parrochia Corsiaci, constituere emolumenta que ipsarum mensurarum dictis hominibus et subditis nostris presentibus et futuris et suis quibus supra perpetue sint et pertineant.

Qui tamen subditi et iurati acque mensuratores teneantur et debeant semper in principio regiminis officii sui in manibus nostris seu castellani nostri presentis et futuri in dicta parrochia honorem commodum et utilitatem nostram et dicte carissime consortis nostre ac successive successorum nostrorum eciam et dictorum hominum et subditorum nostrorum procurare [...] incommodumque evitare ut decet.

Preterea nobis dederunt et con- / cesserunt nomine predicto videlicet ducentum florenos auri parvi ponderis, quos ab eisdem [...] confitemur nos habuisse et recepisse in bonis florenis auri numeratis. *p. 7*

Nolentes nec intendentes nos miles antedictus nomine antedicto pro nobis et nostris quibus supra per huiusmodi concessionem derogare in aliquibus dictis eorum litteris, libertatibus et franchesiis eisdem concessis per prefatos predecessores antedicte carissime consortis nostre nec presens donum pro nobis et nostris trahi in futurum ad consequenciam indebitam contra ipsorum probos homines et subditos nostros, [...]. *p. 8–10*

Datum Challiaci quoad laudem dicti domini Dyvone die sexta mensis octobris anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo et quoad laudem dicte domine Margarite in civitate Vercellarum die vicesima septima / mensis *p. 11* iullii anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo primo.

Pro copia collatum.

Rodolphe David Hermann, notaire.

L'original *est actuellement (1996) perdu. Il devait se trouver dans les archives du château de Châtelard, paquet 41, no. 372 .* – ***Copies:*** *ACV, P Château de La Sarraz, C 25, copie vidimée tardive sur papier (base de la présente édition); Arch. de Montreux, Châtelard, PH I, 17, copie sur parchemin faite en 1634; E 25, p. 29–32, copie sur papier faite en 1634. Trad. françaises: Arch. de Montreux, Châtelard, PH I, 18 + PH I, 20.*

[a] *suivent 26 noms.*

[1] *Ces concessions sont perdues.*

418. Confirmation des franchises de Montreux par le duc Louis de Savoie.

1449 mars 4. Lausanne

La confirmation reprend les franchises de Vevey de 1370, très légèrement modifiées et complétées[1].

1 = 1, *si ce n'est qu'il n'est pas fait mention des burgenses.*
2 = 2
3 = 3
4 = 4
5 = 5, *sinon qu'il est fait mention non de burgenses, mais de nobles, paysans et habitants.*
6 = 6
7 = 7
8 = 8
9 = 10
10 = 11
11 = 14
12 = 15
13 = 16
14 = 17
15 = 18
16 = 19
17 = 20
18 = 22
19 = 24
20 = 25
21 = 26
22 = 27
23 = 28, *sinon qu'il est fait mention non de burgenses, mais de nobles, paysans et habitants.*
24 = 29
25 = 30, *sinon qu'à Vevey il s'agit des rognons et à Montreux de la viande sans autre précision.*
26 = 31
27 = 32
28 = 33
29 = 34
30 = 36
31 = 38
32 = 39
33 = 12

[34] Item quicumque utitur falsa mensura, falso pondere et falsa ulna tenetur nobis in sexaginta solidis pro banno tantum.

[35] Item qui rumpit / barram factam iuste, tenetur nobis in sexaginta solidis pro banno. *p. 492*

[36] Item qui percusierit aliquem maliciose adeo quod sanguis exeat, tenetur nobis in sexaginta solidis et ad emendam lesi.

[37] Item si quis levaverit lapidem et progesserit maliciose, animo percutendi, licet non percuserit, tenetur nobis in sexaginta solidis.

[38] Item qui fregerit ostium alicuius hominis totius communitatis Mustruaci, licet plus non offendat, tenetur nobis in sexaginta solidis et ad emendam.

[39] Item qui percusserit aliquem de pede maliciose tenetur nobis in septem solidis, de palma in quinque solidis, de pugno in duodecim denariis et si ex istis tribus sanguis exeat tenetur nobis in sexaginta solidis.

[40] Item qui ponit maliciose manum supra aliquem tenetur nobis in tribus solidis.

[41] Item si alicui imponatur bannum trium solidorum de solvendo vel reddendo rem ad quam per iudicem extiterit condennatus et non obedierit, secunda die imponatur bannum septem solidorum et si non obedierit tercia die imponatur bannum sexaginta solidorum.

[42] Item quando venditur pignus, venditor debet notifficare illi a quo pignus habetur citius quam potest et tradere illud quod est venditum ultra sortem seu capitale.

[43] Item quando / pignus venditum est, ille cuius erat ante vendicionem illud requirere potest infra septem dies sequentes dictam vendicionem, et soluto capitali debet emptori solvere pro soludo[a] unum obolum, si emptor habere voluerit videlicet a die sabbati antequam vendatur usque ad aliam diem sequentem. *p. 493*

[44] Item ille qui emit aliquid in carreria publica et coram gentibus ne cognoscat venditorem, credatur iuramento emptoris et si requiratur per illum qui amisit, emptor tradat soluto sibi precio et restituat et tamen non inculpetur de delicto.

[45] Item quando ligatur[b] super aliqua possessione et inquiritur, quod illi qui producunt inqueytas primo iurent quod producent bonas et legitimas inquestas et compellantur iurare si pars adversa petat et quod iuret quod peticio sua est vera.

[46] Item quod si aliquis spoliatus fuerit per aliquem possessione sua, probata prius possessione sua et spoliacione, spolians teneatur remittere spoliato possessionem suam et emendare spoliato et solvat nobis pro banno videlicet sexaginta solidos.

[47] Item si aliquis trahat gladium suum contra aliquem dummodo non percutiat, non incurrat aliquam penam [...].

Datum Lausanne nobis absentibus quia sic fieri iussimus nostri absencia non obstante die quarta martii anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo nono. *p. 494*

***L'original** est actuellement (1996) perdu. Il se trouvait aux Arch. de Montreux, Les Planches, sous l'ancienne cote Pf I 1 bis. – **Copie:** ACV, Bb 38/5, t. II, p. 483–494, onglets du bailliage de Vevey.*

Ed. MDR XXVII, p. 266 et s. Trad.: L. RODE, Les Franchises de Montreux, 1874.

[a] *sic pour* persolvendo.
[b] *sic pour* litigatur.

[1] *Cf. ci-dessous no. 276.*

419. Jean, sire de Divonne, Gingins, Belmont et du Châtelard concède des franchises à la paroisse de Montreux.

1456 juillet 22. Chailly et 1457 avril 19. s. l.

In nomine domini, amen. Nos Iohannes dominus Dyvone, Gingini, Bellimontis in Semina et Castellarii in Mustruaco, miles, notum fieri volumus universis presentibus et futuris, quod ad nos personaliter accesserunt in domo nostra Challiaci Vincentius de Gradibus de Chernex et Nycodus Puensieux de Clarens, syndici et procuratores totius communitatis hominum, habitatorum et incolarum parrochie Mustruaci iurisditionis nostre dicti loci Castellarii, requirentes nos nomines totius communitatis predicte quatenus ipsos homines in suis bonis usibus gaudere permicteremus, et de novo libertates, statuta, franchesias et ordinationes descriptas et contentas in eorum supplicatione, nobis per ipsos syndicos porrecta pro utilitate totius reipublice dignaremus concedere et confirmare. Cuiusquidam supplicationis tenor sequitur de verbo ad verbum et est talis:

Vobis spectabili et potenti militi domino Iohanni, domino Dyvone et Castellarii in parrochia Mustruaci, humiliter supplicando exponunt humiles subditi et iurisditiarii vestri parochie predicte Mustruaci, in rotulo presentibus annexo nominati in numero maiori duarum partium iurisditiariorum et subditorum vestrorum predictorum existentes.

Quod cum ita sit quod dicti exponentes cupiant pro commodo et utilitate ipsorum ac totius reipublice, salvis in omnibus et reservatis iuribus, laude et consensu dominationis vestre, capitula, statuta et ordinationes infrascriptas inter eos observari et per sindicos eorumdem presentes et posteros ad opus eorundem exponentium conservari, ex deliberato proposito et consilio super his prehabito, inter Vincentium de Gradibus et Nycodum Puensieux, sindicos et procuratores dictorum exponentium, cum ipsorum consiliariis et nominatis in rotulo predicto, qui vobis una cum presenti supplicatione exhibetur, capitula infrascripta continente:

[1] Et primo quod tributum corde seu mensurarum vini per dominationem vestram concessum possit et valeat per dictos sindicos modernos et posteros, nomine communitatis predicte, annualiter vel ad certum tempus accensare et ad firmam tradere et plus offerenti expedire atque firmam recuperare et in utilitatem dicte communitatis implicare.

[2] Item quod prata dictorum exponentium infra dominium iurisditionis vestre[a] existentia, sint et remanere debeant in deveno, absque servitute pasquera-

gii quorumcumque animalium, annis singulis, a die secunda marcii inclusive usque ad festum beate Marie Magdalene proxime sequuturum, etiam inclusive, reservatis equis ipsorum exponentium, pro recolligendo dicta prata tempore falcationum.

[3] Item quod dicti subditi vestri non debeant aliquem eorundem compellere seu extrahere extra curiam vestram per aliquam curiam alienam.

[4] Item quod brevis et summaria iustitia debeat per officiarios vestros ministrari et petitiones probari per testes fide dignos non partiales seu affines, nec consanguineos.

[5] Item quod vestra parte et dictorum exponentium sit et eligi debeat unus clericus notarius ydoneus, vestre curie iuratus, qui contractus et dispositiones ipsorum exponentium recipiat sub sigillo vestro, si opus fuerit sigillandi, cui sigillo plena fides adhibeatur tanquam sigillo aucthentico, cum signeto dicti notarii eligendi.

Super quibus vestra dignetur dominatio predicta capitula seu ordinationes et statuta dictis exponentibus suisque adherentibus laudare et confirmare, et per officiarios vestros presentes et futuros facere observari, eandem dominationem vestram in premissis humiliter exhortando.

Nos igitur miles prefatus dicte supplicationi annuentes ipsiusque tenore considerato, attendentes quod iuste petentibus non est denegandus assensus et ut supplicata possint rite et securius ordinari, omnes et singulos homines et subditos ac incolas dicte iuriditionis nostre parochie Mustruaci, tam in dicto rotulo nominatos quam alios quoscunque fecimus coram nobis, in domo nostre habitationis Challiaci voce cride, personaliter evocari, ut a quolibet intentionem suam super premissis sentiremus.

Qui tam generaliter quam specialiter ac distincte super capitulis et clausulis superius et inferius descriptis advisati, sindici et procuratores predicti ac consultores eorundem, nomine totius communitatis predicte, necnon omnes et singuli in rotulo predicto nominati ac plures alii eiusdem communitatis in numero existentes ultra duas partes hominum dicte communitatis voluerunt et consentierunt requisieruntque et supplicaverunt per nos militem predictum super premissis ordinari et statuta concedi adque ordinanda ipsi sindici et homines nobis plenariam contulerunt potestatem.

Ideo nos miles antefatus, matura deliberatione prehabita, volentes dictos homines nostros tam per nos quam officiarios nostros graciose pertractare et ne ab aliis officiariis nostris vel personis possint indebite vexari pro utilitate totius reipublice hominumque predictorum, ac de consilio et consensu eorumdem facimus, concedimus, statuimus, tradimus et ordinamus predictis hominibus et incolis ac suis successoribus statuta, libertates, capitula, franchesias et ordinationes inferius descriptas per modum qui sequitur declaratum inferius:

[1] In primis quod omnia prata et omnes possessiones in dicta iurisditione nostra parrochie Mustruaci existentes sint in deveno seu banno a die festi sancti Georgii Martiris in mense aprili inclusive usque ad vigiliam proximi sequentis festi beate Marie Magdalenes etiam inclusive. Videlicet quod aliquis non ponat

nec dimittat ire sua animalia quecumque infra tempus predictum per prata nec possessiones predictas necnon etiam per alias possessiones ipsorum iurisdiciariorum nostrorum ubicumque existentes, exceptis equis tempore falcationum, qui possint adduci pro recolligendo fena dictorum pratorum absque tamen damno alicui inferendo. Et si dicti homines ponant libenter vel quod sciant dicta sua animalia in damno vel in possessione alicuius alterius, durante tempore predicto, tunc incurrant bampnum trium solidorum Lausannensium bonorum pro qualibet vice gardis nostris applicandorum, cum emenda partis lese. Et si aliquis rumpat sepes vel clausuras, tunc incurrat bampnum trium solidorum pro vice qualibet ut supra applicandorum, cum emenda partis lese, nisi necesse esset pro investiendo et devestiendo dicta prata; et tunc ille qui declauserit teneatur incontinenti ipsam clausuram refacere et reclaudere.

[2] Item quod quilibet dictorum hominum teneatur claudere suas possessiones affrontantes itineribus publicis per tempus predictum sub banno trium solidorum.

[3] Item quod possint pignorari pro predictis bannis per officiarios et gardas nostros, si clama fiat.

[4] Item quod tributum corde seu mensurarum vini ponatur ad firmam per omnes mistralias dicte parrochie iurisditionis nostre quolibet anno magis offerentibus; et firma dictarum mensurarum recuperetur per sindicos dicte parrochie iurisditionis nostre et reducatur in commodum et utilitatem totius communitatis iurisditionis predicte. De qua firma ipsi sindici debeant reddere bonum computum et legitimam rationem ad opus ipsius communitatis, in presentia nostra vel castellani nostri aut alterius a nobis deputandi.

[5] Item quod aliquis dictorum iurisditiariorum nostrorum, qui nunc est et qui pro tempore fuerit in futurum, non possit nec debeat aliquam personam dicte iurisditionis nostre trahere seu compellere, aut trahi seu compelli facere coram aliquo iudice alieno seu per curiam alienam pro re profana, nisi coram officiariis nostris et nostrorum successorum, exceptis in causis appellationum et hoc sub banno sexaginta solidorum Lausannensium bonorum per quemlibet contrafacientem committendo et nobis applicando.

[6] Item quod castellanus noster presens et futurus teneatur et debeat bonam, brevem et summariam iustitiam omnibus petentibus coram ipso facere et ministrare.

[7] Item quod a decem solidis inferius, si actor defferat iuramento rei, tunc debeat reus iurare vel remittere dictum iuramentum actori absque aliqua dilatione, nisi vellet requirere septem dies pro iurando advise.

[8] Item quod reus teneatur et debeat in aliis maioribus causis respondere petitionibus actoris infra tres primas iornatas, absque alia dilatione aut aliter quod petitio habeatur pro confessa.

[9] Item quod quisquis possit suam petitionem probare, si fuerit negata, per litteras vel per testes fidedignos, non suspectos.

[10] Item quod nos et nostri successores possimus et debeamus eligere et ordinare de voluntate dictorum sindicorum et consiliariorum ac successorum

suorum unum notarium ydoneum, qui recipiat omnes et singulas litteras et omnes contractus inter ipsos iurisdiciabiles nostros fiendos ex nunc in antea in tota nostra iurisditione dicte parochie Mustruaci. Qui notarius, ut supra electus, teneatur et debeat ante dicti sui officii exercitium iurare in manibus nostris vel nostri castellani, in presentia dictorum sindicorum, dictum officium bene et fideliter exercere, commodum nostrum et totius communitatis predicte procurare et incommodum evitare[b] suo posse neminemque pretextu sui huiusmodi officii indebite opprimere vel gravare. Qui notarius possit eligi, transmutari et ordinari et unus alius de novo in dicto officio constitui per nos dictum militem et nostros successores, de consensu et voluntate dictorum sindicorum et consiliariorum, quolibet anno et totiens quotiens nostre et dictorum sindicorum ac nostrorum predictorum fuerit voluntatis.

[11] Item quod omnes littere quas dictus notarius recipiet infra confines dicte nostre iurisditionis, tam pro dictis iurisdicialibus nostris quam contra ipsos, recipiantur sub sigillo nostro et quod debeant ipso sigillo nostro et nostrorum successorum sigillari nisi inter eas partes altercantes, contrahantes seu litigantes habeantur et teneantur pro sigillatis; quod sigillum tamquam authenticum et validum in ipsis litteris habeatur et teneatur.

[12] Item quod nos habeamus pro sigillo cuiuslibet littere dictarum litterarum, per nos sigillate, pro prima libra pretii seu valoris in littera sigillata per nos seu sigillanda contenti, videlicet sex denarios Lausannenses bonorum et de qualibet alia libra sequenti unum denarium eiusdem monete.

[13] Et quod ipse notarius teneatur facere moram personalem in dicta parrochia Mustruaci.

[14] Item quod dictus notarius teneatur et debeat levare in forma debita et expedire quibus pertinebit quamlibet litteram tangentem factum proprietatis pretii in ea contenti, a quadraginta solidis Lausannensibus inferius, pro tribus solidis Lausannensibus bonorum; et ulterius pro qualibet libra pretii contenti in littera ultra quadraginta solidos Lausannenses bonorum, videlicet duos denarios eiusdem monete.

[15] Item quod alie littere debiti semel registrentur in libro dicti notarii et habeat de qualibet littera pro suo registro sex denarios Lausannenses bonorum; et non leventur dicte littere debiti semel in pergameno nisi fuerit primo requisitus per creditorem.

[16] Item quod in causis ventilantibus coram dicto castellano nostro, clericus curie eiusdem castellani habeat et percipere debeat pro pena et labore suis memoralium fiendorum coram dicto castellano, videlicet pro memoriali petitionis si non contineat nisi unam colonam papiri sex denarios Lausannenses bonorum et de qualibet alia colonna papiri tres denarios Lausannenses. Et in responsione petitionis totidem; et de omnibus aliis parvis memorialibus qui non registrantur ad plenum pro quolibet eorumdem duos denarios Lausannenses.

[17] Item quod si partes litigantes non petant sibi fieri memorialia de suis causis, quod non fiant nisi ad requisitionem ipsarum partium; et si petant sibi fieri

memorialia de suis actibus, quod dictus clericus curie teneatur ipsa memorialia facere et expedire pro pretio predicto.

[18] Item quod quilibet advocatus de parrochia Mustruaci habeat pro qualibet comparicione ab illo pro quo comparebit in iornatis coram dicto castellano duodecim denarios Lausannenses bonorum. Et si ipse advocatus sit extraneus veniens ab una leuca longe vel circa, habeat pro prima comparitione duos solidos Lausannenses bonorum et pro qualibet alia comparitione sequenti duodecim denarios eiusdem monete.

[19] Item quod cognoscentes in curia dicti castellani nostri teneantur et debeant iurare in manibus dicti castellani de faciendo bonam, iustam et legalem cognitionem, eorum posse et iuxta ipsorum bonum intellectum, neminem favorizando nec supportando.

[20] Item quod cause possint poni in statu, si reperiatur castellanum nostrum in curia pro suis iornatis sedentem.

[21] Item quod castellanus noster, qui nunc erit et qui pro tempore fuerit, possit et debeat facere et ministrare iustitiam secundum dispositionem iuris, super casibus iniuriarum, infra dictam iurisditionem nostram factarum et probatarum si pars conquiratur.

[22] Item quod prata existentia infra clausuras et confines camporum in dicta nostra iurisditione existentium, remaneant et esse debeant in banno et in deveno ad usus camporum predictorum et prata existentia infra clausuras et confines vinearum in dicta nostra iurisditione existentium sint et remaneant in banno et ad usus dictarum vinearum; et quod illi quibus erunt dicta prata infra confines camporum et vinearum predictarum existentia teneantur et debeant ipsa bene claudere infra festum beati Petri in cathedra in mense februarii.

[23] Item quod omnes alii usus possessionum in dicta nostra iurisditione existentium, de quibus supra non fuit facta mentio, remaneant et esse debeant in eorum esse, prout est et fuit consuetum temporibus retrofluxis.

[24] Item quod si aliquis vellet claudere dictos campos et vineas ultra modum consuetum, quod moderetur respectu proborum hominum dicte parrochie non suspectorum.

[25] Item quod si aliquis dictorum nostrorum iurisdiciabilium ausu suo[c] temerario[c] predicta statuta seu ordinationes in aliqua parte infringere presumpserit, incurrat pro vice qualibet bannum sexaginta solidorum Lausannenses bonnorum nobis et nostris applicandum.

Que premissa omnia et singula supra et infra scripta, nos Nycodus Puensieux de Clarens, Vincentius de Gradibus de Chernex, sindici et procuratores dicte communitatis totius iurisditionis nostre predicte, Iohannes Michel de Vernex, Iohannetus de Tavel, [...][d] omnes iurisdiciabiles dicti domini Dyvone, laudamus, ratifficamus, approbamus et confirmamus eademque ita fieri volumus et concedimus prout superius sunt expressa.

Insuper promittimus [...].

Renunciantes [...].

Protestantes [...].

Volentes et precipientes nos partes superius nominate quod de premissis omnibus et singulis fiant littere seu instrumenta tot et quante fuerint per dictas partes requisite, que possint dictari, corrigi et meliorari ad consilium et dictamen sapientium semel et plures, substantia tamen premissorum in aliquo non mutata.

Testes ad premissa fuerunt presentes vocati et rogati, videlicet discreti viri Anthonius Boniour et Iohannes eius filius, Iohannes Pictet, burgenses Viviaci, Petrus Pectruyn de Mustruaco et Iohannes doux Croux de Blonay, clerici et notarii.

In quorum omnium et singulorum premissorum robur et testimonium nos Iohannes dominus Dyvone, miles prefatus, qui in premissis omnibus et singulis presentes interfuimus, sigillum nostrum proprium cum signeto manuali notarii subscripti presentibus litteris duximus apponendum.

Datum Challiaci in domo nostre habitacionis, die iovis vicesima secunda mensis iulii anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo sexto et quoad laudem septem hominum iurisdiciabilium, superius ultime nominatorum, die martis decima nona mensis aprilis anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo septimo.

Arch. de Montreux, Châtelard, PH I, 23, ***parchemin original*** *très altéré, 76 x 69 cm, sceau manquant (A). –* ***Copies:*** *Arch. de Montreux, Les Planches, Pf 1 sans numéro, copie contemporaine très altérée, parchemin enluminé, 76 x 80 cm (B); ACV, P Château de La Sarraz, B 6, fol. 10–22, copie notariée tardive (C); Arch. de Montreux, Châtelard, E 25, p. 1–24, copie sur papier de 1634 (D). – Ed. supra sur la base de (A), sauf en cas de lacune complétée par (B) et pour les art. 14 à 17 par (D).*

Ed. MDR XXVII, p. 279–288, sans doute d'après (C).

[a] *(B) porte* nostre.
[b] *sous-entendez* pro.
[c] *lect. difficile.*
[d] *suivent environ 45 noms.*

420. Réversale de Jean de Seyssel, lieutenant du duc de Savoie, en faveur des habitants de Montreux qui, donnant suite à une décision des états de Savoie, ont octroyé par pure grâce une aide financière au duc, à l'occasion de son accession au trône de Chypre.

1459 juillet 23. Chambéry

Arch. de Montreux, Les Planches, PH I, 14, ***double original,*** *46 x 31,5 cm; PH I, 15,* ***double original,*** *48,5 x 31,5 cm, sceau pendant non identifié.*

Paragraphe 17: Ollon

Dépendant pour partie de l'abbaye de Saint-Maurice, le village d'Ollon relève de plusieurs coseigneuries. A côté du vidomnat, tenu d'abord par la famille valaisanne de La Tour, puis exercé après de nombreuses difficultés concurremment par l'abbé de Saint-Maurice et le comte de Savoie, on trouve notamment les seigneuries de La Roche et de Saint-Triphon où ont lieu des foires célèbres jusqu'en Lombardie.

Les archives ne comportent guère de documents susceptibles de fournir des renseignements sur le statut des habitants en tant que sujets. Seuls les statuts personnels sont connus, notamment par la «Grosse d'Aiguebelle» conservée pour une part aux Archives de l'Etat de Fribourg et pour le reste aux Archives cantonales vaudoises. Il en ressort notamment que de nombreux habitants étaient taillables et certains durent attendre le XVIe siècle pour être mis au bénéfice d'un affranchissement.

S'étendant sur un vaste territoire, la communauté d'Ollon est subdivisée en dizains, six de plaine, six de montagne. C'est avec la domination bernoise, dès 1476 seulement, que l'organisation municipale prendra vraiment corps. En revanche, on connaît plusieurs procédures mettant aux prises les habitants d'Ollon et ceux des communautés voisines, toujours pour des questions de pâturages, de bois et rivières.

421. Transaction entre les habitants d'Aigle et d'Ollon au sujet de différents territoires litigieux.

1267 juin 19. Chalex

fol. 1 Cum questio verteretur coram nobis Reymondo iudice curie illustris viri domini Petri comitis Sabaudie inter communitatem hominum de Allio ex parte una et communitatem de Ollono ex altera super eo quod homines de Allio asserebant contra communitatem de Ollono quod ipsi in monte de Gleva habuerunt per triginta annos et amplius usum suum pacifice et quiete pascendo ibidem animalia sua et lignum in nemoribus ibidem existentibus faciendo per terminos infrascriptos, videlicet a loco dicto «Dusilliet» a parte inferiori usque ad petram Cossiz sitam apud Visona et ab eodem loco usque ad fontem de Chiez per arrestam montis de Gleyvaz et per touasseriam plani nemoris et per lapidem cruce signatam de ultra aquam versus partem de Allio. Econtra vero dicti homines de Ollono asserebant contra homines de Allio se habere et habuisse usum suum per triginta annos et plus in dicto monte per terminos seu locos infrascriptos, videlicet a loco dicto Duzilliet usque ad petram posam et a dicta petra usque ad truncum sapi et a dicto trunco ad saxum Aquila et ab illo saxo usque ad Crestam de

Parins et ad verticem seu setam de Arssis et usque ad petram cruce signatam de ultra aquam versus partem de Ollono.

Et tum ipsi homines de Allio et Ollono se mutuo perturbarent uti pascuis et *fol. 1v* nemoribus dicti montis [...], tandem dicti homines de Allio et Ollono unanimiter et concorditer promiserunt in nos predictum magistrum Reymondum iudicem et in nos Aymonem de Sallanches castellanum Chillionis tanquam in arbitros, arbitrores seu amicabiles compositores, promittentes et iurantes supra sancta dei evangelia et sub pena quinquaginta librarum Maurisentium a parte parti stipullata stare parere alte et basse dicte cognitioni seu difinitioni nostre et tenere et firmiter observare quidquid per nos de die vel de nocte sedendo vel stando die feriata vel non feriata una parte presente et altera per contumanciam absente super premissis dictum, diffinitum fuerit seu etiam ordinatum.

Nos autem, visis et intellectis positionibus, iuribus et rationibus utriusque partis et attestationibus et his que partes proponere volluerunt, habito et requisito speciali illustrissimi viri domini Petri comitis Sabaudie consilio plurimorum aliorum proborum hominum, unanimiter et concorditer dictum nostrum pro bono pacis et concordie protusimus[a] in hunc modum videlicet quod nemora et pascua de quibus est contestatio per probos / homines dividantur et per metarum positio- *fol. 2* nem quelibet pars habeat et possideat versus villam suam exceptis terris, pascuis et pratis existentibus a prima meta inferius prope stratam que ducit de Sancto Mauritio versus Allium, de quibus quilibet credens in ei[b] ius habere possit et debeat coram curia domini comitis ius suum postullare et de ipsis in dicto compromisso nullam fecimus mentionem.

Item volumus et diximus quod si aliquis dictorum hominum vel alius extranendi asseret se habere infra metas dictorum divisorum res hereditarias seu longiquo tempore prescriptas, ipsas possit et debeat coram iudice domini comitis petere et quod ipse iudex per inquisitionem factam et sine strepitu iudicii uniquique[c] debeat ius suum impartiri, que omnia universa et singula prout superius sunt expressa, homines de Allio et homines de Ollono laudaverunt, gratifficaverunt et etiam penitus aprobaverunt [../.]. *fol. 2v*

Nos autem predictus magister Reymondus sigillum curie illustri domini Petri comitis Sabaudie et nos Aymo Sallanchis castellanus Chillionis sigillum nostrum ad preces et requisitionem partium predictorum presenti pagine apposuimus in robur et testimonium veritatis.

Datum in pratum de Challer die dominica ante festum sancti Iohannis baptiste anno domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo.

***Original** perdu. – **Copies:** AC Ollon, inv. Isabel, H 1, copie sur papier de 1681, deux feuillets recto verso, 23 x 34 cm; H 1 bis, 2 copies tardives sur papier, 23 x 35 cm. Trad. française: H 2, trad. sur papier de 1734.*

[a] *lisez* proponimus.
[b] *lisez* eis.
[c] *sic*.

422. Deux commissaires du comte Amédée VI de Savoie bornent des pâturages litigieux entre les habitants des Ormonts et ceux d'Ollon.

1365 août 25. Les Ormonts

[...] Vocatoque cum eisdem[1] ad predicta adimplenda Aymonodo Alamandi vicedompno Olonis ibidem personaliter assistente, metus seu terminos posuerunt et plantaverunt infrascriptos iubxeruntque[a] poni et plantari videlicet unum terminum seu metam in loco vocato ut asserunt ipsi commissarii in «Pede plastarie», prope currentem Aquefrigide a parte occidentali iuxtaque iter tendens de Lasiaz de Siz versus torrentes de Orginal et de Culat qui insimul inmiscentur. Item modo eodem unum alium terminum sive metam in loco vocato in «Pede de Lasiaz de Siz» citra torrentem iuxta iter tendens versus Vilant[b] directe precendendo versus metam vel terminum superius designatum qui a loco presenti «Pedis de Lasiaz de Siz» videri[b] potest[b] fide occulata [...].

AC Ollon, inv. Isabel, Q 5, ***parchemin double original,*** *pâli par endroits, 25 x 36,5 cm, signet manuel du notaire Guillaume de Malion.*

[a] *sic.*
[b] *lect. difficile.*

[1] *= Jean de Blonay, bailli du Chablais, et Guillaume de Caselbone (?), les commissaires.*

423. Les habitants de Bex et Ollon en conflit au sujet du cours de la Gryonne sont condamnés à des astreintes réciproques par le bailli du Chablais au terme d'une longue procédure.

1435 novembre 28. Glarier de la Gryonne

[...] Quibus auditis per dictum dominum baillivum visisque et visitatis per eundem cursibus dicte aque Greone tam novo quam antiquis presentibus partibus supradictis, hinc et inde tractatoque cum ipsis partibus omnibus modis quibus potuit de concordia et viso quod non potuit ipsas partes ad aliquam concordiam reducere licet super hoc ipse dominus baillivus et procurator Chablaysii fecerint omnem quam potuerunt diligenciam, concessa copia productorum, hinc et inde partibus predictis in ea parte qua voluerint et considerato quod ipse dominus baillivus non est nisi merus exequtor in hac parte visisque cum honore et reverencia debitis per eundem dominum baillivum receptis dictis dominicalibus licteris, ipsasque ut convenit exequendo imposuit dictis condominis Bacii presentibus et audientibus penam centum marcharum argenti pro semel et decem marcharum pro qualibet die necnon sindicis et aliis de Bacio tam presentibus quam absentibus in personas dictorum sindicorum penam centum librarum Maurisiensium pro semel et sexaginta solidis pro qualibet die qua ad infrascipta morosi extiterint ut

ipsi apperiant et deoccupent apperirique et deoccupari faciant antiquum cursum Greone per modum et formam in dicto pronunciacionis instrumento descriptos et declaratos et deinceps ipsam aquam Greone per eundem cursum antiquum labi permictant sine contradicione vel occupacione quibuscunque et quod barras per ipsos in oppositum alias factas tollant et admoveant et hoc hinc ad proximum festum Nativitatis domini nostri Ihesus Christi dictisque sindico et aliis hominibus Oloni sub eadem pena centum librarum Maurisiensium pro semel et sexaginta solidorum Maurisiensium pro qualibet die ut ipsi a parte Oloni dictam aquam Greone infra dictum tempus barreent iuxta formam ipsius pronunciacionis et barreatam teneant prout in ipsa pronunciacione continetur. A quaquidem exequucione et iniunctione predicti condomini procuratores et sindici et alii homines Bacii presentes incontinenti una voce appellaverunt ad prefatum dominum nostrum principem et eius venerabile consilium secum residens [...].

AC Ollon, inv. Isabel, N1, ***parchemin original,*** *quelques taches d'eau, 56 x 53 cm, l'acte n'est pas scellé.*

424. A la requête des habitants d'Ollon, Louis de Savoie, lieutenant général du duc Amédée VIII, leur donne des prérogatives nouvelles sur les pâturages.

1436 octobre 3. Thonon

[...] Eisdem nobilibus et incollis et suis posteritatibus ac successoribus quibuscumque licenciam impartimur pariter et auctoritatem per presentes de pascuis predictis communibus ipsius parrochie Olloni per et circumcirca ripparias dictarum aquarum et fluminum Rodani et Gryone existentibus et infra a parte Olloni, vocatis tamen et presentibus castellano et clerico curie nostris Chillionis, presentibus et futuris, alienandi, abbergandi ac in emphiteoses nostras perpetuas concedendi quibus voluerint et videbitur utilius expedire pro deffensione dictarum aquarum modis tamen et sub conditionibus que sequntur:

Primo quod dicta pascua communia que per ipsos de Ollono presentes et futuros deinceps abbergari contingerit sint moveanturque specifficeque per tenementarios recognoscantur et perpetuo remanere debeant de nostris feudo et emphiteosi sic quod in quibuscunque [...] transportationibus de eisdem fiendis nos et nostri laudes et vendas cum ceteris feudi et emphiteosis emolumentis consuetis et debitis [...] percipere et habere debeamus tociens quociens ipsa abberganda tam coniunctim quam divisim alienari contingerit.

Item quod ipsi de Ollono et eorum posteritates omnes quantitates pecuniarum quas in futurum recipient de introgiis dictorum pascuorum tam pro barris et deffensionibus dictarum aquarum ac tuhicionibus dictorum pascuorum et feudorum nostrorum quam aliis suis communibus necessitatibus habeant [...]. Quorum bastimentorum onus in se ex nunc dicti homines et communitas Olloni suscipiunt

et ipsa feuda nostra presencia ac quicquid ex nunc de predictis pascuis abbergabunt necnon et ipsa pascua communia deffendere posse suo conveniunt et ad hec astricti sint [...].

Item quod nos et nostri de cetero habere et percipere debeamus perpetuo de et super ac pro singulis iornaliis terre et seyturis [...] de annuali servicio quartum unius denarii grossi nobis deinceps singulis annis in quolibet festo sancti Michaelis per quemlibet abbergatariorum [...]. Nos enim premissa sic egimus et concessimus pro et mediantibus quadraginta florenis parvi ponderis [...].

Datum Thononii die tercia octobris anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo sexto.

AC Ollon, inv. Isabel, Q 7, ***parchemin original,*** *59 x 39 cm, queue pour un sceau non annoncé manquant.*

425. Sentence rendue entre les communautés de Bex et d'Ollon au sujet de la Gryonne.

1439 juin 3. s. l.

[...]

[1] In primis quod bona pax [...] remaneat inter dictas partes.

[2] Item quod omnes iniurie [...] sint nulle, casse [...].

[3] Item quod omns litigium inter partes [...] cesset omnesque expense causarum inter ipsas facte et nondum qualitercunque adiudicate [...] quicte sint [...].

[4] Item super cursu aque Grione pronunciaverunt, ordinaverunt et declaraverunt quod dictus cursus ab exitu montis descendendo usque ad locum appellatum Dou Chivallet fiat et conducatur ut directius fieri poterit ab ipso exitu usque ad predictum locum Dou Chivallet per predictas partes sumptibusque communibus ipsarum, quodque ipse partes teneantur hinc et inde ipsum cursum barreare et deffensiones condecentes facere sic quod deffectu deffensionum ipsa aqua de cetero non labatur extra proprium cursum suum, videlicet homines communitatis Oloni a parte Oloni et homines communitatis Bacii a parte Bacii. Hoc tamen addicto quod dicti homines Oloni qui prope dictam aquam nulla nemora communia habent possint et valeant perpetue quocienscunque fuerit necessarium accipere in et de dictis nemoribus communibus hominum de Bacio propinquioribus dicte aque nemora eis necessaria ad constructionem et manutenenciam barreriarum et deffensionum dicte aque fiendarum a parte Oloni et a dicto loco Dou Chivallet usque ad introitum montium et hoc cum minori dampno quod poterunt [...].[1]

AC Ollon, inv. Isabel, Q 9, 2 ***parchemins originaux*** *cousus ensemble, pâli par endroits, 70 x 99 cm, queue pour un sceau manquant; attachée à ce parchemin se trouve la confirmation du duc Amédée VIII (5 sept. 1439 – Ripaille).*

[1] *Très détaillée, la sentence se poursuit, organisant minutieusement les détails techniques et géographiques de l'endiguement de la Gryonne. Cf. également les documents relatifs à Bex, § 5 supra.*

Paragraphe 18: Les Ormonts

On ne sait rien de certain sur l'histoire des Ormonts avant le XIIIe siècle. A ce moment, la vallée est divisée en plusieurs fiefs appartenant au comte de Savoie, à l'abbaye de St-Maurice, aux nobles de Saillon, de Pontverre, puis aux nobles de Vallese et au comte de Gruyère dès le XVe siècle. Dès 1475, les Ormonens furent sous la souveraineté des Bernois et organisés en deux communautés distinctes: Ormont-Dessus et Ormont-Dessous. Les habitants des Ormonts réussirent très tôt à obtenir des droits de leurs seigneurs, puisqu'en 1277 Jacques de Saillon affranchit ses hommes d'Ormont-Dessus[1], puis ses sujets des Ormonts en 1279[2]. En 1349, Amédée VI confirme les franchises des Ormonts[3]; alors qu'en 1441, François et Antoine de Vallèse octroient deux foires annuelles au Sépey[4]. Les Bernois confirmeront les franchises des Ormonts en 1486.

Bibliographie:

Eugène CORTHÉSY, La vallée des Ormonts. Lausanne 1902. (Thèse de doctorat). – Edouard FAES, 700e anniversaire à Ormont-Dessus de la charte d'affranchissement de 1277, s. l. 1977.

[1] *cf. doc. 427.*
[2] *cf. doc. 428.*
[3] *cf. doc. 430.*
[4] *cf. doc. 432.*

426. Guy de Saillon cède son château et ses possessions de Saillon au comte Thomas de Savoie qui lui octroie des terres et des droits dans la vallée des Ormonts et une maison à Saint-Triphon.

s. d. [vers 1231–1232, av. 1233]. s. l.

Original *aux AET non retrouvé.*

Ed. MDR XXIX, no. 377, p. 294; rég. WURSTEMBERGER, IV, no. 79, p. 34.

427. Jacques de Saillon affranchit ses hommes d'Ormont-Dessus.[1]

1277 septembre. s. l.

Noverint universi presentem cartam inspecturi quod Iacobus, domicellus de Alyo, filius quondam domini P[etri] de Salyone, militis, franchiavit spontaneus homines suos de la Iour de Hormont qui inferius nominantur et heredes eorumdem hominum, ab aqua que dicitur Ryus[etaz] superius existentes, promittens bona fide prestitoque super sancta dei euvangelia pro se et eius heredibus corporali iuramento, contra huiusmodi francheisiam[a] seu libert[atem] per se vel per alium aliquatenus in posterum non venire et quod in eisdem hominibus aut eorum heredibus vel tenementis me[naydas] non de cetero accipiet vel accipi faciet sive querelabit nisi tantummodo eas que inferius exprimuntur, videlicet in Iohanne [Bertraran ?] octo solidos censuales, item in Anthonio de L[e]s Raveres [...] solidos annuales, item in Thomasio de [...]nen quatuor solidos annuatim, item in Francisco de la [...?], item in Vu[illel]mo filio quondam Pe[tri] [...]am et fratribus suis sex solidos, item in Bruneto de La Bessoneri quinque solidos, item in Petro lo [Venitien ?] et comparticibus eius octo solidos, item in Iacobo filio domini Vuib[er]ti duos solidos et in Petro, fratre eius, viginti denarios, item in Petro filio Girodi Theutonici quatuor solidos et excubias, item in Iacobo filio quondam Petri Ruffi tres solidos et decem denarios et in Nicolao, fratre eius, tres solidos et excubias, item in Margarita dicta Grant quatuor solidos et octo denarios, item in Petro Comite duos solidos et in Iohanne, fratre eius, tres solidos, item in Anselmo tres solidos duobus[a] [denarios], item in Petro Bovet tres solidos, item in Thoma de la Iour Iulyant et [...] viaz[b] quinque solidos, item in Petro de la Iour Iulyant duos solidos et octo denarios et in Vu[illelmo] fratre eius [...] [solidos] tres denarios, item in [...] solidos et octo denarios, [item] viginti denarios, item in illo homine qui [...] absque omni alia pet[itione ?] [...].

Promisit et tenetur [...] predictos homines et heredes et tenementa [...] eorumdem deinceps diu[tius] solito manutenere, [...] et amare.

Inde sunt testes Vu[illelmus] de Sallyone, [filius ?] eiusdem Iacobi, Gilius quondam filius Girodi Fabri et dominus [Vuillelmus] vicarius de Alyo, qui hanc cartam leva[vit] apud Alyum nomine Iacobi [carta]rii monasterii Agaunensis; [in qua] carta ad preces partium fuit appositum sigillum capituli eiusdem monasterii [in veritatis] testimonium, cui si quis contravenire presumpserit, maledictionem dei se no[verit] incursurum [et penam decem librarum Mauriciensium solvendam] regie potestati.

Actum anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo mense septembris.

AC Ormont-Dessus, H 1, ***parchemin original,*** *26 x 17 cm, sceau annoncé manquant. Le parchemin est très altéré et la reconstitution du texte est hypothétique et s'appuie sur la transcription réalisée par M. O. DESSEMONTET à l'appui des travaux de M. FAES.*

Trad. FAES, p. 13–14.

[a] *sic.*
[b] *lect. difficile.*

[1] *Restés soumis à la mainmorte, les hommes des Ormonts n'en seront affranchis, conquérant ainsi la pleine liberté, qu'en 1476 par les Bernois (AC Ormont-Dessus, H 9: l'Avoyer et le Conseil de la ville de Berne suppriment la mainmorte, parchemin original, 30 x 15,5 cm, sceau annoncé de Berne, manquant).*

428. Jacques de Saillon affranchit ses hommes des Ormonts moyennant un cens annuel, l'aide aux quatre cas et la promesse de demeurer fidèles en ne prenant aucun autre seigneur ni protecteur sans son consentement.

1279 juillet 2. s. l.

AET, Arch. de Cour, Baronnie de Vaud, 34 / Ormonts 1, ***parchemin original,*** *25,5 x 19 cm, queue pour le sceau annoncé et perdu du chapitre du monastère d'Agaune.*

Ed. CORTHÉSY, Pièces justificatives no. 2, p. 148–149, sous la date erronée du 1er juillet. Trad. FAES, p. 27–28.

429. Le comte de Savoie reconnaît les droits des sires de Pontverre aux Ormonts.

1321 novembre 14. Evian

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentem litteram inspecturis quod cum dilectus fidelis noster dominus Guillermus de Ponte Vitreo miles, dominus Sancti Triphonis, nomine suo et Aymonis nepotis sui, filii quondam domini Richardi de Ponte Vitreo militis fratris ipsius domini Guillermi diceret et assereret se et dictum nepotem suum habere et habere debere mixtum et merum imperium et iuridicionem omnimodam in terra sua et in feodis suis parrochie de Ormont et in hominibus suis et aliis hominibus commorantibus seu contrahentibus aut delinquentibus in eisdem, nobis et officiariis nostris dicentibus ipsum dominum Guillermum et eius nepotem in terra et parrochia predicta iuriditionem, meri imperii non habere.

[1] Tandem nos predictus comes iuri et iuridicioni dictorum domini Guillermi et eius nepotis nolentes detrahere sed pocius ampliare volumus, et tenore presencium declaramus ipsos dominum Guillermum et Aymonem eius nepotem et successores eorum habere et habere debere in terra sua et feodis suis dicte parrochie et in hominibus omnibus supradictis mixtum et merum imperium et omnimodam iuridicionem cum exercicio et execucione mixti et meri imperii et iurisdicionis omnimode ac mutilacione membrorum et gladii potestate.

[2] Item quod predicti dominus Guillermus et Aymo eius nepos et successores eorum in terra sua dicte parrochie de Ormont unicas furchas habeant ad facinorosos homines pena supendii puniendos et ad merum imperium exercendum; quas furchas facere possint et elevare et elevatas tenere in locis terre sue predicte ubicumque et quandocumque ipsis vel eorum alteri placuerit. Quas furchas si eas vetustate vel casu aliquo consumi contingat aut dirui vel dissolvi possint reficere et de novo facere.

[3] Item quod cum nos olim concesserimus dicto domino Guillermo et domino Richardo fratri suo banna, clamas que habebamus vel habere poteramus in albergis Raymondi, Rodulphi et Amiconis loci dicti de Capella prope Allium, prout nobis constat per quandam litteram patentem sigillo nostro sigillatam et inter ipsos dominum Guillermum et eius nepotem et officiarios nostros super predictis frequenter questio vertatur, volumus et declaramus quod predictus Aymo et successores eius habeant et habere debeant in predictis abergis ac hominibus et descendentibus ab eis et successoribus eorum ac in possidentibus dicta aberga in dicto loco clamas, banna ac clamarum et bannorum exercicium et causarum cognicionem, ita quod si delinquerint pro quo delicto bona ipsorum fisco debeant applicari vel esse commissa. Que bona ipsorum delinquencium mobilia et immobilia existencia seu reperta penes ipsos et in abergis predictis ad ipsum Aymonem et suos successores deveniant et pertineant et eorum corporis ad nos pertineat punimentum.

[4] Item quod res et possessiones, dominium et iura que et quas predicti dominus Guillermus et Aymo eius nepos aut predecessores eorum per se vel per homines aut foedatarios suos triginta annis possederunt, quod ea teneant et habeant et de hiis non spolientur, devestiantur vel inquietentur, absque cause cognicione et ordine iudiciario.

[5] Item volumus et declaramus quod nos et successores nostri, ballivi, iudices et castellani aut officiarii seu subiecti terre nostre homines talliabiles dictorum domini Guillermi et Aymonis eius nepotis et eorum successorum in borgesia, garda et protectione non recipiamus nec recipiant absque eorum domini Guillermi et Aymonis eius nepotis et eorum successorum voluntate expressa; et si contra olim a quoquam actum sit vel fuerit, in futurum haberi volumus pro infecto et quod nullius sit momenti, salvo quod si predicti homines talliabiles facerent burgesiam in aliqua villa nostra et ibidem post factam burgesiam commorati fuerint per annum et diem, ipsis domino Guillermo et dicto Aymone scientibus, videntibus et non contradicentibus, quod dicta burgesia valeat, prout est assuetum. Predictis autem per nos superius concessis de nostro feodo remanentibus in futurum.

Promittentes nos comes predictus pro nobis et nostris successoribus bona fide nostra omnia et singula supra et infrascripta rata, grata et firma perpetuo tenere et habere et numquam contrafacere vel venire et volumus quod predicta omnia per officiarios nostros firmiter perpetue observentur. Et pro predictis et declaracione predictorum, nos confitemur habuisse et recepisse a dictis domino Guillermo et Aymone eius nepote centum et sexaginta libras bonorum Mauri-

siensium per manum Guillermi de Castilione familiaris nostri in pecunia numerata. Quam pecuniam habuimus et recepimus ab eisdem domino Guillermo et eius nepote ex causis predictis.

In quorum testimonium et robur presentem litteram sigillo nostro tradidimus sigillatam.

Datum et actum apud Aquianum die sabbati quarta decima die mensis novembris anno domini millesimo tercentesimo vicesimo primo.

ACV, C XVI 208/2, ***parchemin double original,*** *30 x 33 cm, queue pour le sceau pendant du comte de Savoie perdu. – ACV, CXVI 208/4,* ***parchemin double original,*** *26 x 38 cm.*

Ed. CORTHÉSY, pièces justificatives no. 6, p. 153–155.

430. Le comte Amédée VI de Savoie confirme les franchises [1] accordées aux habitants de la vallée des Ormonts, moyennant une aide de 11 livres à l'occasion du mariage de sa fille.

1349 décembre. [illisible]

AC Ormont-Dessus, H 4, ***parchemin original*** *en très mauvais état, 21 x 31,5 cm, fente pour la queue d'un probable sceau pendant non identifié.*

[1] *L'avoyer et les conseils de Berne ont confirmé ces mêmes franchises après la conquête, le 14 octobre 1486 (AC Ormont-Dessus, J 3, copie du XVIe s. en français).*

431. Amédée et Michel de Vallèse, coseigneurs des Ormonts, confirment à leurs sujets l'affranchissement des droits de lauds et vendes.

1425 août 31. Peulo [?], diocèse d'Aoste

AC Ormont-Dessous, Parchemins non classés, ***copie*** *sur parchemin faite le 3 juillet 1530 par Johannes Cernyolery d'Aigle, notaire public, et authentifiée par son seing manuel, 43 x 62 cm.*

432. François et Antoine de Vallèse, coseigneurs des Ormonts, octroient à leurs sujets deux foires annuelles au Sépey, avec franchise des vendes.

1441 septembre 20. Aigle

AC Ormont-Dessous, parchemins non classés, ***parchemin original,*** *41 x 63 cm, l'acte n'est pas scellé, seing manuel de Johannes de Loes d'Aigle, notaire public et juré.*

Ed. CORTHÉSY, Pièces justificatives no. 22, p. 187 et s.

Paragraphe 19: Oron et Rogivue

Au moyen âge, la seigneurie et le village de la Rogivue étaient possédés par les nobles du même nom. En 1300, ils furent cédés à Amédée d'Oron; dès lors, la Rogivue a suivi le sort de la baronnie d'Oron.

Dès le XIe siècle, les droits et terres de la seigneurie d'Oron sont partagés entre les sires d'Oron et l'abbaye de St-Maurice.

Bibliographie:

Ch. PASCHE, La Contrée d'Oron, Lausanne 1895 (rééd. Morges 1988).

433. Amédée de Viry et Antoine de Hauteville, seigneurs d'Oron garantissent leurs franchises et libertés à leurs sujets de Rogivue et du mandement d'Oron.

1407. s. l.

Nos Amedeus dominus de Viriaco et Anthonius de Altavilla nunc domini de Orons notum harum serie facimus universis presentibus et futuris quod nos ad humilem supplicacionem et requisicionem hominum et subdictorum nostrorum de Rogievuit mandamenti de Orons videlicet [...][a] promittimus bona fide nostra loco iuramenti data et sub nostrorum et cuiuslibet nostrum obligacione bonorum presentium et futurorum predictos homines et subditos nostros castellanie et mandamenti de Orons eorumque et cuiuslibet ipsorum posteritatem in suis usibus, consuetudinibus, libertatibus et franchesiis manutenere, protegere, fovere et deffendere ipsosque usus, consuetudines, libertates, imunitates et franchesias dictis hominibus nostris subdictis eorumque posteritatibus et cuiuslibet ipsorum observare et manutenere in omnibus et singulis suis punctis prout et quemadmodum nobiles domini comes Gruerie et Gaspardus de Montemaiori olim ante nos domini de Orons faciebant et facere consueverunt absque interrupcione aliquali per nos seu alterum nostrum facienda et iuramus supra sancta dei euvangelia corporaliter nos predicti Amedeus dominus de Viriaco et Anthonius dominus de Altavilla omnia predicta attendere et complere et contra non facere, dicere vel venire.

In cuius rei testimonium, nos officialis curie Lausanne [...].

Datum anno domini millesimo quatercentesimo septimo.

P[etrus] Musy.

ACV, C XV/11/258, ***parchemin original,*** *37,5 x 21 cm, sceau de l'officialité annoncé et manquant.*

[a] *suivent 13 noms.*

Paragraphe 20: Oujon

La chartreuse d'Oujon fut fondée vers 1146 par Louis de Mont-le-Grand. Elle eut à se défendre contre ses propres avoués, les seigneurs de Mont, puis dès 1317 des membres de la maison de Savoie, dont elle dépendit dès lors. En 1536, le couvent fut sécularisé par les Bernois et ses biens répartis.

Bibliographie:

Albert-Marie COURTRAY, Documents inédits sur la chartreuse Notre-Dame d'Oujon, MDR, 2e série, VI, p. 107–264. – Laurent AUBERSON, L'ancienne chartreuse Notre-Dame d'Oujon, Arzier (VD). Guides de monuments suisses. Berne 1996. – Laurent AUBERSON (dir.), Notre-Dame d'Oujon (v. 1146–1537), Cahiers d'archéologie romande, 68, à paraître.

434. Jean Ier de Prangins concède aux habitants d'Oujon le droit de vendre et acheter des marchandises librement à Nyon sans être astreints au paiement des vendes.

1211 mai 16. Prangins

ACV, Ad 16, fol. 29v–31, **Cartulaire** *de la chartreuse d'Oujon.*

Ed. MDR XII/1, no. 43, p. 60–62.

Paragraphe 21: Ropraz

Le village fit partie de la seigneurie de Vulliens jusqu'en 1327, date à laquelle il fut détaché de la seigneurie, pour devenir l'apanage d'un cadet de la famille. Il passa ensuite en 1354 aux Bonvillars, en 1405 aux Fernex, en 1419 aux Glane, puis progressivement dès le milieu du XVIe siècle aux Sordet et enfin au début du XVIIe siècle aux Clavel qui affranchirent de tous droits les bourgeois de Ropraz en 1796 contre un paiement de 8000 francs. Les habitants de Ropraz avaient cependant déjà obtenu en 1234 divers droits d'usage dans les forêts du Jorat de Guillaume de Goumoëns, qui possédait en fief de l'évêque de Lausanne une grande partie du Jorat[1].

Bibliographie:

DHV – DHS.

[1] *cf. doc. 435.*

435. Guillaume Leroux de Goumoëns accorde des droits dans certains bois du Jorat aux habitants de Ropraz.

1234. s. l.

fol. 1 [...] Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod ego Vulliernus Rufus miles de Gumoens [...] dedi et concessi omnibus hominibus qui sunt apud Rospraz et qui manebunt ibi usque in finem seculi, super dominum Vulliernum et Giraldum fratrem eius et super heredes ipsorum, usum infra Iorat ita ut quisque *fol. 1v* eorum qui habitabunt apud Rospraz si voluerit / bene poterit libere scindere et vendere de Iorat et passionare porcos suos si habeat et etiam omnibus modis suam facere voluntatem.

Quod ut firmum teneatur, presentem paginam sigillo domini Henrici de Chanvent feci corroborari.

Datum anno domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto.

ACV, P Goumoëns 5, ***copie*** *non vidimée sur papier du 12 août 1584.*

Paragraphe 22: Suchy

D'origine romaine, le village de Suchy a été donné en 885 par l'empereur Charles-le-Gros à Vodelgise, qui le donne en 888 à l'église de Lausanne. Au XIIe siècle, Suchy fait partie de la seigneurie de Bavois, qui appartient aux sires de Joux, puis à Aymon de Faucigny, Pierre de Savoie, et aux seigneurs de Thoire et Villars. Au XIVe siècle, le village passa aux Grandson, qui affranchirent les habitants de diverses charges[1]*. Ces droits ayant été menacés, Amédée VIII les reconfirmera en 1432*[2]*.*

Bibliographie:

Marc HENRIOUD, La communauté et les gens de Suchy jusqu'au XVIIIe siècle. Lausanne 1905.

[1] *cf. doc. 436.*
[2] *cf. doc. 437.*

436. Othon de Grandson affranchit le village de Suchy de diverses charges.

1367 septembre 4. s. l.

Nos Otho dominus de Grandissono notum facimus universis [...] quod [...] gentes nostras antiquas ville nostre de Suchey [...] manumisimus et manumictimus nec-

non et liberas et absolutas facimus et fecimus per presentes pro nobis et heredibus nostris quibuscumque ab omni exactione, servitute manusmortue et ab omni iure et usu [...]. Item super predictarum charreagii et guetie questione quas ab omnibus in dicta villa nostra de Suchey habitantibus et residentibus videlicet tam ab gentibus nostris antiquis quam ab acquisitis ricte et sollemniter imquantum[a] investigare fecimus diligenter. Qua inquisicione facta inventum fuit quod ad nullum charreagium nec eciam ad aliquam guetiam dicti castri nostri Bellimontis nobis aut alicui alteri minime ex debito tenentur nisi in tempore guerre quapropter nos secundum viam iusticie semper posse nostro procedere volentes nec in aliquo neminem gravare ipsas gentes nostras de Suchey antiquas et acquisitas proprietates et posteritates earumdem liberas, francas et absolutas ab omni charreagio et guetia et ipsarum servitute sentenciamus [...] excepto quod in tempore guerre ipse teneantur et debeant ad dictum castrum nostrum Bellimontis corpora et bona sua retrahere et ipsum castrum bene et fideliter prout bone gentes custodire et vigilare secundum patrie consuetudinem.

Item super peticione continente quod ipse blada sua molere ad nostrum molendinum du Buyron tenentur, perpendimus quod hoc esset ipsis propter minimam distanciam molendini incomodum et gravamen, idcirco volumus et per presentes ordinamus quod de cetero ad dictum molendinum nostrum du Buyron molere minime teneantur nec super hoc aliqualiter coherceantur sed ordinavimus et volumus pro nobis et nostris quod ad molendinum de Espendes quem a nobis in feudum ligium tenet dominus Humbertus de Columberio miles blada sua de cetero molere teneantur et hoc sub bannis et pena de patrie generali consuetudine usitata [...].

Item [...] volumus et ordinamus per presentes quod omnes gentes quecunque sint in dicta villa nostra de Suchey habitantes sint et perpetuo remaneant sub generali consuetudine Meldunensi et quod illa nova constitucione in burgo nostro Bellimontis usitata in qua recipitur iuramentum, consuetudinem retinendo minime tam pro ipsis gentibus nostris supradictum quam contra ipsas de cetero minime teneantur nec eciam utatur.

[...].

In quorum omnium testimonium premissorum, nos Octho dominus de Grandissono et Blanchia coniuges prefati sigilla nostra presentibus licteris duximus apponenda.

Datum anno domini millesimo trecentesimo sexagesimo septimo quarta die mensis septembris.

Sigillatum duobus sigillis cere viridis pendentibus.

ACV, PP 659, anc. C XX 351 B/1, no. 1, ***copie*** *du XVe s. sur parchemin, 35 x 31 cm, deux sceaux de cire verte annoncés.*

[a] *lect. difficile.*

437. Le duc Amédée VIII de Savoie confirme les droits concédés par Othon de Grandson, après les tentatives prouvées indues de son commissaire Mermet Cristine.

1432 novembre 23. Thonon

ACV, C XX 351/1 (série continue), no. 1, ***copie*** *sur parchemin annexée à la concession ci-dessus, 30,5 x 24 cm, un sceau de cire rouge pendant annoncé.*

Paragraphe 23: La Vallée de Joux

Le monastère prémontré de la Vallée de Joux a été fondé en 1140 par Ebal de La Sarraz et l'évêque de Lausanne a aussitôt ratifié cette fondation.[1] *L'établissement ecclésiastique reçut de nombreuses prérogatives sur les habitants de la vallée, même si la famille donatrice conservait à son profit différents droits, dont en particulier la haute justice. Le servage était la condition normale de tous les paysans combiers ou peu s'en faut. Le comte de Savoie fit l'acquisition en 1344 des droits de La Sarraz, aliénés à son profit par François de La Sarraz.*[2]

Alors que la liberté personnelle se généralisait sur les terres savoyardes, la vallée allait constituer un îlot de résistance servile: en 1382, la communauté du Lieu reconnait sa condition taillable en faveur de l'abbaye du lac de Joux.[3] *En 1405, – c'est une conséquence de la vente de 1344 –, l'abbé confirme que le comte de Savoie exerce les droits de haute justice aussi bien sur ses taillables du Lieu que sur les étrangers commettant des délits importants.*[4] *La situation juridique semble claire, ne faisant nulle place aux libertés et franchises présentées dans ce volume. Les sujets de l'abbé de Joux méritent néanmoins une rapide mention, car ils sont les seuls des Vaudois à s'être collectivement révoltés contre leur seigneur, joignant les voies de fait et les arguties juridiques. Au cours d'un interminable procès, les hommes du Lieu furent d'abord reconnus libres par le Conseil étroit de Moudon*[5]*, puis finalement le recours de leur abbé aboutit devant le conseil de Savoie qui, cinq ans plus tard, en 1488, prononce définitivement que les hommes du Lieu sont taillables.*[6] *Ils ne conquerront la liberté personnelle qu'à l'époque bernoise.*[7]

Bibliographie:

Jacques-David NICOLE, «Recueil historique sur la vallée du Lac-de-Joux», MDR I/1, p. vii à x, 285–497. – Fréd. de GINGINS-LA-SARRAZ, «Annales sur l'abbaye du Lac-de-Joux», MDR I/2.

1 *NICOLE, p. 289.*
2 *Cf. doc. infra, no. 438.*
3 *MDR I/2, no. 36, p. 230 (Grosse p. 117) – 13 décembre 1382.*
4 *MDR I/2, no. 41, p. 243 (Grosse p. 122) – 2 août 1405.*

[5] *MDX I/2, no. 54, p. 303 (Grosse p. 305) – 3 janvier 1483.*
[6] *MDR I/2, no. 61, p. 323 (ACV, registre de copies de Romainmôtier, t. III, no. 383) – 10 mai 1488.*
[7] *Danielle ANEX, «Le servage au pays de Vaud à l'époque savoyarde», BHV, Lausanne 1973.*

438. François de La Sarraz vend à Louis II de Savoie, sire de Vaud, tous ses droits à la vallée de Joux.

1344 avril 24. s. l.

Ego Franciscus de Sarrata vendo perpetue domino Ludovico de Sabaudia [...] quidquid iuris, actionis, racionis, reclamacionis, advocacionis, avoerie, proprietatis, dominii utilis et directi, meri et mixti imperii et omnimode iurisdicionis, possessionis vel quasi, venacionis, cursus aque et aquarum decursibus[a] et omnia et singula que habeo [...] in tota valle abbacie Lacus Iurensis [...] pro precio mille librarum [...].

Item quod ego et successores mei et gentes mee de Sarrata et tocius districtus habeamus perpetue usum nostrum in iuriis, nemoribus et pascuis existentibus infra confines predictos.

Item quod gentes mee transeundo per hunc locum solvant pedagium prout in Cletis.

Item retineo usum meum piscandi seu piscari faciendi in lacu pro hospicio meo pro me et meis perpetue.

Item quod [...] idem dominus Ludovicus infra dictos confines faceret domos, castra, villas, grangias et in quibus et infra dictos limites ego vendens habebo et retineo pro me et meis vicedominatum et esse vicedominus et exercere officium vicedominatus sicut Melduni et capere iura. Quem vicedominatum confiteor tenere in augmentum feudi mei in quod ego et predecessores mei eidem tenentur ad curiam comitatus Sabaudie.

Item eciam retineo pasturagium pro me et gentibus meis ut supra in exertis et campis fiendis quando fructus recollecti erunt.

Item ego dictus Franciscus retineo pro me et meis heredibus a loco de Pierraz de Fully infra in villis, terris, territoriis et hominibus dicte abbacie existentibus infra iuridicionem et terram meam servare omne ius avoerie seu advocacionis, merum et mixtum imperium et omnimodam iuridicionem.

Item retineo omnia iura et omnes actiones michi competentia et competentes quoquomodo contra dominum abbatem et conventum de Lacu Iuriensi et eorum successores et bona racione debitorum vendicionis, actionis et obligacionis in quibus dicti religiosi michi sunt obligati, exceptis rebus per me venditis.

Item quod dictus dominus Ludovicus non possit recipere aliquem de Sarrata et iurisditionis nec in burgensia.

Et ego Maria uxor dicti Francisci laudo, renuncians [...].

Datum die vicesima quarta aprilis anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo quarto.

L'original *est actuellement (1996) perdu. Il se trouvait aux AC Morges, sous la cote AEDA. –* ***Copies:*** *ACV, C II 74, copie du XVIe s. sur papier, 1 fol. rv, 21,5 x 32 cm; AC Morges, AEDA 2, copie sur papier, vraisemblablement du XVIe s., 1 fol. rv.*

[a] *lisez* decursus.

Paragraphe 24: Vernay

Le village de Vernay était situé entre les territoires de Bursins, Bursinel et Dully. Il dépendait du prieuré de Romainmôtier et relevait du château de Bursins. A un moment qu'on ne peut préciser, il aurait été détruit par le feu ou décimé par la peste: en tous cas en 1489, la Grosse Polens n'y mentionne plus qu'une famille[1].

Bibliographie:

Roger SECRÉTAN, L'ancienne commune de Vernay, RHV 1946, p. 190–199.

[1] *AC Bursins, fol. 125 v. (cité par SECRÉTAN).*

439. Charges des habitants de Vernay au profit d'Humbert de Thoire et Villars.

1290 février 14. s. l.

Nos vir illustris Humbertus dominus de Thory et de Villars notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum homines seu habitatores, ville dicte de Verney site subtus villam de Brussins tenerentur nobis et heredibus nostris facere et solvere unum giestum singulis annis, quod nos ex certa scientia nostra quittavimus et quittamus et solvimus in perpetuum pro nobis et successoribus nostris habitatoribus dicte ville de Verney et eorum heredibus dictum giestum et quicquid iuris aut alterius racionis quod vel quam exigere poteramus ab habitatoribus dicte ville de Verney racione giesti supradicti pro duodecim denariis monete bone Gebennarum nobis vel mandato nostro solvendis et reddendis annuatim in festo omnium sanctorum pro quolibet casali in quo focus seu ignis teneretur.

Promittentes per iuramentum a nobis corporaliter prestitum super sancta dei evangelia contra istam quittacionem giesti aut contra istud instrumentum in futurum ullatenus non venire nec alicui contravenire volenti in aliquo consentire.

Qui duodecim denarii qui debent nobis solvi annuatim pro quolibet casali in quo ignis teneretur in dicta villa de Verney debent ab habitatoribus dicte ville de Verney vel a mandato ipsorum solvi et reddi apud Albonam annuatim termino supradicto.

In cuius rei robur et testimonium habitatoribus dicte ville de Verney tradidimus presentes litteras sigilli nostri munimine sigillatas.

Actum mense februarii anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo in festo beati Valentini.

5 *ACV, C VII a 195,* ***parchemin original,*** *20 x 15,5 cm, sceau manquant de Humbert de Thoire et Villars.*

ADDENDA

162bis. Jaquette de Grandson, dame d'Orbe, jure de respecter les franchises de la ville d'Orbe, conformément aux coutumes de Moudon.

1353 février 6. s.l.

AC Orbe, PAA 2, copie sur papier du latin et de la traduction. Ce document est actuellement (1998) perdu.

Ed. de la traduction française, faite à partir de l'original en latin le 18 février 1669 par Pierre Combe, in MDR XXVII, p. 133–4, no. 44 et in GINGINS-LA-SARRA, p. 133.

298bis. A l'occasion d'une réversale, Louis II de Savoie, sire de Vaud, confirme à la communauté d'Yverdon l'usage des franchises de Moudon.

1328 février. s.l.

AC Yverdon, P22a, parchemin original, 28 x 35 cm, queue pour le sceau annoncé et manquant de Louis de Savoie.

Ed. MDR XXVII, p. 59–61, no. 23.

412bis. Louis de Chalon accorde des franchises à Montagny.

1428 janvier 29. Orbe.

Il s'agit d'un texte en français ayant à peu près le même contenu que les franchises de Moudon.

ACV, P SVG, G 178, copie sur cahier de papier, vraisemblablement du XIXe s., d'une copie faite en 1697 par Daniel Aubert, notaire, p. 1–10.

INDEX PERSONARUM ET LOCORUM

Remarques pour la constitution de l'index:

1. ***Noms de personnes:*** *classés sous leur graphie moderne uniquement lorsqu'elle est d'usage courant avec mentions des diverses formes rencontrées.*

– *en cas de lieu d'origine ou de profession utilisés comme nom de famille, la personne est classée sous son lieu d'origine ou sous sa profession.*
– *au cas où la personne n'est identifiée que par son prénom, mais qu'elle habite clairement un endroit, elle est classée sous cet endroit.*
– *en cas de prénom seul, elle est classée sous son prénom.*

2. ***Noms de lieux:*** *classés, lorsque cela est possible, sous leur graphie moderne avec mentions des diverses formes rencontrées.*

– *pour les lieux faisant l'objet d'un chapitre ou d'un paragraphe, les pages de référence du chapitre sont données en caractères espacés, le détail des occurrences à l'intérieur du chapitre n'est pas donné sauf lorsqu'elles étaient porteuses d'informations.*
– *les lieux-dits sont classés sous le lieu où ils sont mentionnés (avec des renvois s'ils sont cités par rapport à plusieurs villages).*
– *pour des mots tels que pons, castrum, ecclesia ... ils sont classés dans l'index rerum lorsqu'il y a des informations les concernant, par contre s'ils sont uniquement là comme référence géographique, ils apparaissent dans l'index du lieu.*

– *lorsqu'un mot – une notion – apparaît plus de deux fois dans une page, cela est signalé par la mention ss.*

– *cf. signifie consulter également le présent index sous ce terme.*
– **cf. signifie consulter également l'index rerum sous ce terme.*
– *seul le texte des sources a été pris en compte pour l'établissement de cet index .*

A

Achaïe, prince d', époux de Bonne, soeur d'Amédée VIII 144[18]

Acrimontis *cf. Aigremont*

Adventhica, Antonius de, locumtenens generalis 89[37]

Advocatis, Laffranchus de 17[7]

Agaune (Agaunensis) *cf. Saint-Maurice d'Agaune*

Agie, Nichodus de, presbyter 390[16]

– Nicholaus de, presbyter, iuratus 424[17, 21]

Agiez (Agie) 396[11,12], 397[38], 398[17], 406[16ss], 410[27], 411[7ss], 413[24], 415[16ss]; – *acte passé à* 413[40]

Agnel, Perronetus, dictus, burgensis de Cossonay, fideiussor 75[38], 76[1]

– Petrus, alias Legier 87[3]

Agneta, Girardus dictus 424[34]

Aigle (Aillium, Alium, Allium, Allyon, Allyum, Alyum) 23[22] à 41[27], 312[29, 34], 501[21] à 502[36], 507[4ss], 509[10]: – *acte passé à* 25[25], 26[21], 37[4], 40[1à2], 290[7], 510[27]; *limites territoriales des franchises* 28[39à42], 41[6à10]

– crux dicta de Posa 28[40], 41[7]; domus Sancti Mauricii 29[13]; Dusilliet, Duzilliet 501[30, 36]; L'Escherchez de Ponty, supra Fontaney 41[8]; Escherchy 28[41]; fons de Chiez 501[31]; lacus 28[34]; maladeria 41[9]; mons de Gleva, Gleyvaz 501[27, 32]; Mugneria de claustro, Mugneria claustri 28[40], 41[8, 9]; nemor de Culens 31[37]: petra Cossiz sita apud Visona 501[31]; pons 39[24]; Raschierum 31[37]; Rubentis tabulum 41[9]; Turre de Allyo 25[13]; via dicta Chenaleressy 28[41]; Visona 501[31]

cf. aussi lieux-dits d'Ollon

– Vuillelmus, vicarius de Alyo 507[30]
Aigremont (Acrimontis) 316[25, 29], 366[2]
Aiguebelle (Aqua bella) 132[7]
Alamand (Alamandi), Arthaut (Althaudus), prieurs de Romainmoustier 388[6], 389[20], 390[21]
– Aymonodus, vicedompnus Olonis 503[4]
– Franciscus 329[22]
– Guillermus, maritus Agnetis de Villariis 45[38], 46[1, 21], 48[18]
– *Humbert, sire d'Aubonne* 61[20]
Alamant, Beatrix de, mater Nychole 53[43], 54[3]
– Nychola de, uxor Humberti de Rossillione, filia Beatricis 52[22], 53[44]
Alavardo, Iohannes de, iudex in Chablisio 379[31]
Albi, Iacobus, de Viviaco, clericus 48[16]
– Iaquetus, de Viviaco 29[14]
Albona *cf. Aubonne*
Aldi?, Vuilliermus, vexiliffer 369[6]
Alesinum *cf. Leysin*
Alingio, Glaudius de 244[8]
Alione, Williermus de, prior 42[31]
Alixandri, Aymonetus, domicellus, castellanus Nyviduni 157[38], 160[30]
Allaman (Alamant) 52[27ss], 53[1], 54[17]; – *acte passé à* 54[19]
cf. Alamant
Allamand, Iacobus, de Brecthoneres 413[14]
– Iohannes 355[29]
– Mermetus 355[28]
Allemand **cf.* Allemani
Allens (Alens) 72[37], 87[10, 44]
Allens (Alens), Iohannes de 86[36]
Allevis, Iohannes de, clericus 297[30]
Allinges (Alyngium) 48[16]
Almary, marre 46[40]
Alpibus, Ansermodus de, iurisperitus 53[28]
Altacomba *cf. Hautecombe*
Altacrista *cf. Hautcrêt*
Altavilla *cf. Hauteville*
Amarde (Amarduy), Iohannes de 470[23, 26]
Ambrissodi, Petrus, notarius 188[23]
Ambronay (Ambrogniacum) 465[2], 466[7]
Amey, Petrus 431[19]
Ameyron, Petrus, de Envy 413[18]
Amiet (Amieti), Girardus 393[7]
– Nycodus, de Romanomonasterio, presbyter curie Romanimonasterii iuratus 397[9, 17], 426[12]
Ancheynoz, Iohannes, de Friburgo 76[31], 77[3, 8]
Angleterre (Anglia terra) 60[4]
Annecy
– *acte passé à* 15[3]
Anselinetus 26[5]
Anselmus 507[21]
Antacresta 26[5]
Anthelmus, dominus 304[2]
Anthonius, condominus Albone 49[7ss]
Anzeindaz (Anzenda) 469[16ss]
Aoste (Augusta, Augustensis) 8[10], 16[8], 18[28], 21[32], 40[11], 84[8], 97[4], 99[27], 161[36], 270[26], 298[12], 326[4], 510[21]; – *acte passé à* 283[25], 284[5]
Apples 399[11], 417[11] à 424[21], 426[24]; – *acte passé à* 424[19]
– Willermus, curatus de Apples 419[28], 420[21], 424[1]
Apremont (Aspermons) 7[12]
Aqua bella *cf. Aiguebelle,* Botheri
Aquafrigida *cf. Eau Froide*
Aquianum *cf. Evian*
Aquis, baro de 17[5]
– prior de 402[11]
Arbosio, Robertus de, prior de lacu dou Vaucer 420[19]
Arculingio, Iohannes de, commissarius 276[13]
Argnel, Jehan d', escuiers, serviteurs du prince d'Orenges (= Guillaume de Chalon) 194[33]
Arlay (Allatum, Arlatum)
cf. Chalon, Guillermus, Iohannes et Louis de
Armynier (Hermynyer), Iohannes, dominus de Belmont 112[18], 194[11]
Arnaudi, Mermetus 9[5], 84[36]
Arnay, Cono de, dominus, miles 125[3, 13]
Arnex (Arnay) 390[15], 396[12], 398[18], 406[32, 33], 408[39], 410[11ss], 411[6ss], 412[1, 2], 413[26], 415[20, 43], 483[43]; – *acte passé à* 413[42]
– pratum dou Brueux, Bruyeulx 411[40], 412[2], 415[22]
– Nycodus, villicus de Arnex 410[12], 415[20]
Arnex, Anthonius de, domicellus 187[15ss], 188[10, 16]
– Glaudius de, domicellus, residens Orbe 410[12]
– Jacques d' 194[13]
– Pierrez d' 194[13]
– Willermus de, domicellus 189[37, 39]

Arnodi, Petrus, burgensis et commendator ville Grandissoni 106[24]
– Petrus 172[37]
– Petrus, domicellus, villicus de Brethoneres, administrator Petri Maioris 415[8]
Arsina, Petrus de, commissarius 467[30]
Art 194[12]
Arzier (Argier) 437[8] à 441[7]
– aqua dicta Homon (= *Haut-Mont*) 438[42]; campus de la Vigni (= *Vigne*) 439[4]; Chomillon, Choumilly *(= Chaumillon)* 439[14, 26]; fons dictus des Aberiours (= *abreuvoirs*) 439[2]; grangia douz Mois (= *Muids*) 439[1]; mons dictus Monsala (= *Mont Sâla*) 439[16]; pratum del'Ayna, Eyna (= *Enne*) 439[15ss]; pratum dominorum (= des *Seigneurs*) 439[8, 12]; pratum douz Vermelleys (= *Vermeilley*) 439[15]; pratum Iohannis Chapuis 438[42]; pratum sancte Marie 438[41]; termini paschorum 438[40] à 439[4]; Veytres 438[41], 439[5, 6]
– Berthodus 437[23], 440[19ss]
– Guillermus 437[23], 440[18ss]
– Thiebaudus 437[21], 440[17ss]
Aspermons *cf. Apremont*
Aspermonte, Aymo, dominus de 101[22]
Assalet *cf. Ossalet*
Attalens (Atalens, Ataleyns, Etalens) 297[31], 305[4], 490[11ss]
Auberti, Symo, de Cletis 462[27]
Aubertiez, Mermerius 459[37]
Aubertus, filius Richardi 417[19]
Aubonne (Albona) 42[27] à 55[20], 46[34à42] *(limites du bourg neuf)*, 61[20], 73[6ss], 74[5], 166[15], 167[4], 241[29], 402[12], 517[32]; – *acte passé à* 241[32]
– aqua Albone 52[36], 53[16], 241[30]; cappella beati Stephani prothomartiris Albone 51[1]; castrum Anthonii Gruerie 50[23]; castrum domine Bynfaz 46[42]; castrum Guillermi Alamandi 48[24]; confratrie sancti Spiritus 52[7]; fossata 46[35, 38] (communia), 46[44]; furnus Iohannis Bynfaz 46[37]; grangia Francisci Wangnyour 47[37, 38]; molare 46[42], 47[38]; porta 46[8], 47[35à42]; stagnum domine Bynfaz 46[41]; torcular dictorum Marsinel 46[34, 39], 47[8, 37]; vinea dictorum Marsinel 46[39]
Aubonne (Albona), Iohannes, condominus de 52[23, 26], 53[6ss], 55[5, 10]
– Stephanus de 172[37]
– Stephanus de, canonicus Lausanne 53[27]
Auch (Auxitanensis, Auxitanum) 401[15], 402[15], 467[6]
Audieveti, Petrus, thesaurarius Sabaudie generalis 99[6]
Augionis *cf. Oujon*
Augusta *cf. Aoste*
Auraica, Aurayca *cf. Orange*
Aurylons (Aurilons), uxor Perreti pelliparii 25[13, 19]
Autriche (Austria) 235[8]
Auxitanensis, Auxitanum *cf. Auch*
Aval, bailliage d' 194[23]
Avenex 166[43]
Avrilliato, Franciscus de, iudex Chableysii 162[25]
Aymonam 93[12]
Aymonetaz, Petrus 111[32]
Aymonetus 274[16]
Aymonis, Petrus, magnus cellerarius Romanimonasterii 429[26]
Aymonod, Aymonetus dictus 393[6]
– Willermus (dictus) 393[6], 396[9]
Aymonodi, Stephanus, frater, prior prioratus de Cossonay 86[20]
Aymonon, Iohannes, consindicus de Brugnes 87[16]

B

Bach, Iohannes dour 355[31]
Bachie (Bachiez), Iohannes, sindicus et ambaxiator Yverduni 334[11]
– Roletus, de Espendes, notarius iuratus 96[41], 99[22], 100[18, 24], 103[23], 107[21, 29]
Bacteret, Ianynus, iuratus et consilliarius 461[22]
Baddaz, Stephanodus, burgensis de Cossonay 71[9, 30]
Bâgé (Beugeis) 153[13]
Bagniolo, Iohannes de, miles, castellanus Chillionis 9[33]
Bagnion, Iohannes 431[20]
Balay, Iohannes 7[14]
Balbus, Udricus 480[17]
Bâle (Basilea)
– *acte passé à* 209[26]
Baley, Iohannes 86[36]
– Petrus 87[1]
Ballaigues (Bella Aqua) 441[1] à 444[39]
Ballaysonis, Claudius, dominus 20[30]
Ballens 399[11]
Balley, Reynauldus 86[36]

Balli, Petrus, legum professor, iudex in Chablasio et Gebennis 259[4]
Ballif, Anthonius, sindicus de Vallorbes 431[16]
Balm... *cf.* Baulm...
Bandereti, Petrus 329[21]
Bandriliet, Perrinus, dictus 78[8]
Bannens, Iohannes de, conconsiliarius ville de Orba 188[24]
Banoux (Bavoux?), Petrus 359[23]
– Petrus alias Caly 360[22]
cf. Cally, Petrus
Banqueta, P., advocatus 231[21]
Banz Nanteys, Stephanus de 437[24], 440[19, 34, 42]
Barat, Franciscus 462[8], 463[20]
– Huguetus, de Brettoneres 396[10]
– Iohannes 462[8], 463[19]
– Petrus, de Brecthoneres 413[14]
Barberii, Anthonius 52[3]
– Willermus, clericus 188[19]
Bariacti, Iohannes, dicto, marescallus 9[2], 84[34]
Barrillier, Glaudius 87[1]
– Rodulphus 87[2]
Barriodi, Iaquetus, clericus 80[30]
Basseti, Claudius, congubernator Rotuli 246[7]
Bassin (Bassini), Iaquetus 356[39], 357[43]
– Iohannes 357[21, 25], 360[30]
– Iohannetus 359[23], 360[27]
– Mermetus 360[30]
– Mermetus, notarius et burgensis Albone 50[24]
– Perretus, frater Petri 357[1]
– Petrus, frater Perreti 356[39]
Bassins (Bacins) 444[10] à 446[13]
– Borcardus, curatus de Bacins 440[38]
Bassins (Bacins), Humbertus de 437[22], 440[18ss]
Bassyn, Iohannes, filius Vuillermi 360[27]
– Perretus 360[28]
– Vuillermus 360[28]
Bastard, Glaudius 431[19]
– Iohannes 87[4]
– Nicolletus 431[18]
Bastardi, Anthonius, filius Perrodi, de Bettens 80[5, 19]
– Henricus, de Bettens 80[5, 20]
– Perrodus, filius Henrici, de Bettens 80[5, 19]
Bastardus, Humbertus 269[8]
Batalliard *cf.* Iordannaz, Anthonius
Baudyn 54[32]
Baul, Girardus 357[13], 359[24], 360[34]
cf. Chagnet, Iohannes; Syeboz, Perretus
Bauley, Iohannes, de Nyviduno, notarius 160[35]
Baulmes (Balme, Baumes) 442[12], 447[17] à 467[30]; – *acte passé à* 459[27], 467[26]
– ecclesia 467[26]; ecclesia beate Marie (virginis) 451[40], 459[27]; ecclesia (beati) Michaelis (archangeli) 451[40], 456[27 (?), 29]; ecclesia parrochialis beati Petri 452[23]; En Plury 458[38]
Baulmes (Balma, Balme, Balmis), Guillaume de la Balme 2[23]
– Iacandus de Balma, castellanus Cletarum 379[19]
– Iohannes Balma 12[1]
– Luca *(Luce, dame de Mont, mère de Galeas de Viry)* 392[1ss], 477[2]
– Petrus de Balmis 327[4], 329[21]
– Vuilliermus de Balmis, dominus de Essert Pictet, castellanus Grandissoni 110[24ss], 111[3]
Bavoux *cf.* Banoux
Baye de Montreux (aqua de la Bay) 490[42]
Bayet, C. 130[19]
Bazam, Guillermus 187[14]
Beaufort, Pierre de 485[24]
Beaumont en Semine (Bellusmons in Semina) 495[8]
cf. Belmont
Beccellin, Amedeus 429[33]
– Perrodus, filius Amedei 429[34]
cf. Amey, Petrus
Beczon, *notaire* 17[9]
Beczons (Beczonis), Anthonius, *notaire* 2[25], 4[27]
Beecton, Petrus 355[33]
Begnins (Bignyns), Iordanus de 437[22], 440[17ss]
– Perretus de 437[24], 440[20ss]
– Reymondus de 437[22], 440[17ss]
Begoz, Petrus de, sindicus et gubernator Albone 51[5, 8]
Belfrare, Nycodus 355[32]
Bella Aqua *cf. Ballaigues*
Belley (Bellicensis) 21[32], 434[13]
Belliforti, Iohannes de, cancellarius 9[1], 84[33]
Bellin, Iohannes, iuratus et consilliarius 461[23]
Bellini, Thomas, frater, monachus prioratus de Cossonay 86[21]

Belloforti, Petrus de 84[35]
Bellosiz, Stephanus 87[6]
Belmont (Bellusmons) 16[13], 112[19], 194[12], 468[10à20], 495[8], 514[7ss]; – *acte passé à* 468[13]
Benet, Ja., advocatus 231[22]
Beney, Nicoletus (Nycoletus) 86[23], 87[7]
Bercher 78[7]
Berengerii, Anthonius, monachus Romanimonasterii 397[39]
Beria *cf. Bière*
Beriondi, Anthonius, sindicus et procurator Ville Nove Chillionis 322[11]
Bernardi, Iohannes, burgensis de Cossonay 71[10, 31]
– Iohannes, clericus, burgensis de Orba 187[15ss], 188[10, 17]
Berne (Bernensis) 41[15], 113[4], 114[1, 32], 115[7ss], 117[1ss], 118[22], 196[10, 19], 197[15], 233[16], 233[24], 234[10ss], 235[10, 15]
Berodi, Petrus, burgensis Nyviduni 170[33], 171[13]
Berolam *cf. Bière*
Berthelleti, Nicholaus, curatus de Arnay 390[15]
Berthod, Mermetus 355[33]
Berthoz, Aymonetus 87[3]
Bertrand, Amedeus, sindicus Rothuli 245[4]
Bertrandi, Franciscus 242[36]
Bertraran?, Iohannes 507[11]
Besançon 152[17]
– Bisuntinis (Bisontinis) diocesis 177[10], 186[26]
Besson, Glaudius, de Bofflens 413[22]
– Iohannes, alias Blanchar, sindicus et gubernator ville Romanimonasterii 396[6]
– Nicodus, de Bofflens 413[23]
Bessoneri, Brunetus de La 507[15]
Bessonis, Anthonius *(notaire)* 391[21]
– Aymonetus, cocus conventus Romanimonasterii 416[31]
– Glaudius, de Luyns, notarius publicus, commissarius et receptor extentarum prioratus de Romanomonasterio 434[1]
Bettens 80[4à34]
– Iaquetus de Bettens, domicellus 80[29]
– Williermus de Bettens, domicellus 80[29]
Beugeis *cf. Bâgé*
Beulet, Petrus 169[23]
Bevaz, prior de 378[22]
Bex (Bacium) 469[4] à 472[29], 503[19] à 504[13], 505[13à35]; – *acte passé à* 471[11], 472[27]
– Bruel 469[15]; Torrentruex 469[15]
cf. lieux-dits d'Ollon
Bianna, Clemens de 189[37, 39]
Biaulpeis, Henricus, de Orba 107[23, 31]
Bierdoz, Guilliermus (Vuilliermus) 357[21, 25], 360[35]
Bière (Berolam) 167[2]
Bière (Beria, Bieria), Iohannes, filius Petri 437[23], 440[19ss]
– Ludovicus de 327[4]
– Petrus de 437[23], 440[19ss]
Bigyonz?, de Yens 55[2]
– Perrola, filia Bigyonz 55[2]
Billens, Francoys de, seigneur de Maconens 22[23]
– Humbertus de, dominus de Palessuez, miles 198[28, 30], 200[35ss], 201[8ss], 202[2ss]
Biola, Iohannes dictus 26[4]
Bioley (Bioletum) 444[17], 445[38]
Bionnens, Ludovicus de 104[37]
Bisoncii, Roletus, alias Leschet, habitans de *Cossonay* 84[13, 15]
Bisuntii, Roletus 87[8]
Blambernard, Iohannes 87[32], 88[7]
Blanchar *cf.* Besson, Iohannes
Blonay 254[12], 263[9], 275[10, 16], 277[21ss], 278[10, 13], 279[4, 11], 305[2], 473[10] à 474[40], 500[8]; – *acte passé à* 474[39]
Blonay (Blonyaco), Aymo de 287[11], 288[38]
– Georgius de, dominus de *Blonay* 473[12, 30], 474[21, 31]
– Henricus, filius Iohannis, condomini Viviaci 295[12]
– *Jean* (Jehams), sire de, *écuyer* 56[28]
– Iohannes de, condominus Viviaci 295[4], 305[1]*(?)*
– Iohannes de, dominus Sancti Pauli, miles, ballivus Chablasii et Gebennarum castellanusque Chillionis 320[4]
– Iohannes, filius Iohannis, condomini Viviaci 295[12], 305[1]*(?)*
– Petrus de, castellanus Cletarum 139[3]
– Petrus de, domicellus 31[25, 29]
– Rodulphus de 278[17]
Boccherens, Franciscus, cappellanus de Orba 187[14]
Bochet, Roletus 356[39]
Boclet, Reynaudus 450[7, 15]
Bocza 357[11]
– Iohannes, gener a la Bocza 357[11]
Boetoux, Glaudius, de Brecthoneres 413[14]
cf. Perrin, Aymo

Bofflens 396[12],398[18],406[30],410[21,25], 411[6ss], 413[23]; – *acte passé à* 413[41]
Boiron (Boyronum) 157[17]
Boleti, Iohannes, clericus, de Hermencia 243[24]
Boleys, Iaquetus 124[11]
Bolio, Iacobus 448[8]
Bolliar, Franciscus, faber 86[23]
Bolliard, Iohannes, iunior, rector confratrie sancti Spiritus de *Cossonay* 87[27]
Bolliet, Nicodus, sindicus, procurator sive gubernator de Balmis 467[9]
– Petrus, sindicus, gubernator, iuratus et rector de Balmis 458[30]
– Vuillermus, iuratus et consul de Balmis 467[11]
Bolomerii, Anthonius, thesaurarius Sabaudie 84[36]
– B., *notaire* 162[27]
– Guillelmus 9[6], 84[36]
Bolomyer, secretarius 322[24]
Bolyoz, Iaquetus dictus 462[12]
Bonardi, Glaudius 172[39]
– Iohannes 104[21]
Bonasieur, Ianninetus dictus, rector communitatis ville Romanimonasterii 392[32]
Boneir, Iohannes 355[30]
Bonetaz, Iohannes, de Viviaco 278[25]
Boneti *cf.* Boveti
Bonifacio, Franciscus *(?)* de 426[36]
Boniour, Anthonius, burgensis Viviaci 500[7]
– Iohannes, filius Anthonii, burgensis Viviaci 500[7]
Bonmont (Bonimontis) 43[2], 481[12], 482[22]
– *abbé de* 18[10]
– Michael, abbas 42[31]
– Stephanus, abbas 481[11]
Bonor, Petrus 356[2]
Bonvesproz, Roletus 87[7]
Borcardi, Iohannes, gubernator et syndicus Nyviduni 169[14,19]
– Rynaudus, presbyter Romanimonasterii 390[15]
Bordons, Stephanus 480[21]
Borex (Boreum, Borray) 476[4], 483[43]
Borgesaz, sindicus et gubernator ville Morgie 130[23]
Borgeys, Henricus 360[33]
– Hugo, miletus 417[14]
Borgii, Perrod, iurei et communour de la ville de Gransson 95[1]
Borgonion (Borgonyon), Ianinus 462[13]
– Mermerius, sindicus, gubernator, iuratus et rector de Balmis; iuratus et consilliarius 458[30], 461[21]
– Petrus 355[31]
Borgonyat, Guillermus 87[5]
Boriat, Petrus, iuratus et consul de Balmis 467[11]
Borjaul, Iohannes, alias Picty 87[13]
– Iohannodus 87[9]
Borly, Petrus 356[1]
Boscho, Franciscus de, dominus Pressiaci, magister hospicii 20[30]
Boschosel, B. de 2[24]
Bosset, Iohannes 87[2]
Bosseti, Iohannes, carpenthator et burgensis Grandissoni 95[20ss], 96[1ss]
Bosson, Cristinus dou, frater Iaqueti 396[10]
– Iaquetus dou, frater Cristini 396[10]
Bossonnens (Bossones) 490[20]
Bossonnens (Bossonens), Vuillermus, dominus de 443[35]
Boteller, Guillermus, syndicus et procurator ville Nyviduni 158[7,10]
Botheri, Hugo, dictus, de Aqua bella 132[7]
Bottens (Boctens), Henricus de, monachus Romanimonasterii 398[1]
Boubat, Iacobus *(secrétaire ou notaire)* 101[23], 276[3]
– Iohannes, secretarius Amedei comitis Sabaudie 99[13,24], 104[23]
Bouchardi, Habricus, magister, clericus, licenciatus in legibus 186[16]
Bouczanes, Nycodus 357[2]
Bougnier, Franciscus 357[9]
Bougy-Saint-Martin (Bougye Sancti Martini), pons de 47[5ss]
Bourbon (Borbonio) *cf. Savoie, Bonne de*
Bourg (Burgiensis, Burgum) 21[32]; – *acte passé à* 276[1]
Bourg-en-Bresse
– *acte passé à* 252[12]
Le Bourget (Burgetum) 273[1]; – *acte passé à* 267[31], 269[5], 312[18]
*Bourgogne (*Borgondia, Bourgoigne, Burgundia) 93[13], 132[9], 194[23,26], 207[11,27], 208[18], 379[12]
Bourgogne (Burgondia), dux Burgondie 359[13]
– Guido dictus de, de Viviaco, clericus notarius et iuratus curie comitis Sabaudie 294[30], 488[16]
Bovay, Marmetus 363[18]

Boverii, Franciscus, locumtenens baillivi Chablasii et castellani Chillionis 322[21]
Bovet, Petrus 507[22]
Boveti (*ou* Boneti), Iohannes (dictus), de Villeta 124[43], 125[29]
– Mermetus, de Nyviduno, macellarius 158[9, 18]
Bovixio, Franciscus de 9[3]
Bovonis, Anthonius *(secrétaire ou notaire)* 266[4], 267[33], 269[7]
Branchat, Iohannes 107[19, 29]
– Petrus 111[31]
Brebancio *cf. Savoie*, Marie
Brecton (Breton, Bretton), Iaquetus 355[28]
– Petrus 358[33], 363[18]
cf. Beecton, Bretons
Brenet (lacus Brunet) 432[19]
Brenlles, Iohannes de, clericus 417[29]
Bressonnaz (Brissonie) 16[12]
Bret (Brest) 318[7]
Bretignyez, Girardotus de, frater Guilliermeti 448[4]
– Guilliermetus de, frater Girardoti 448[4]
Bretonnières (Brecthoneres, Brethoneres, Brethonnieres, Brettoneres) 396[10], 398[17], 406[30], 410[27], 411[5ss], 412[3, 18], 413[15], 415[8ss]; – *acte passé à* 413[35]
Bretons, Willermus 480[23]
Bridaz, Beatrix dicta 424[33]
Brideri, Anthonius, clericus et burgensis Merduni 16[14]
Brillati, Franciscus, de Thononio, castellanus Nyviduni 170[39]
Brine (aqua dicta (li) Breynna) 324[17, 25]
Briordo, Guigo de 172[36]
Briseti, Perrodus 424[33]
Brisseti, Glaudius 243[2]
Broc (Broth) 365[21]
Brochet (Brocheti), Williermus, dictus, morrans Sarrate, carnifex, macellarius 72[39], 73[17ss], 74[7, 32], 75[15ss], 76[8, 12]
Bron *cf.* Guy, Iohannes
Brot… (Broet), Nicodus, burgensis Rotuli 243[1], 244[10]
Bruello, Girardus de, magister hospitii 89[38]
Brugnier, Franciscus 360[22]
Brugniez, Perronetus de Balmis 450[16], 451[16]
Bruneti, Iohannes, de Turris de Peyl 280[26], 281[8, 42], 282[26, 32]
Brus… *cf. Bursins*
Buchillion, Petrus 87[32]
Bucquet, Marmetus dictus 363[17]
– Petrus dictus 363[17]
Bucze, Anthonius 360[26]
Buemzo, Iohannes 355[25]
Bugnard, Glaudius, de Envy 413[19]
Bugnyon, Girodus dou 360[19]
– Petrus douz, filius Vioneti, villagii Rassonerie 360[31], 365[16, 18]
– Uldrietus dou 357[6], 360[19]
– Vionetus douz, villagii Rassonerie 360[31]
– Vuilliermus dou 356[38], 357[43]
Buif, Mermetus dou 357[11]
– Perretus dou 357[21, 25], 360[34]
– Petrus, Perreti nepos 360[34]
*Bulle (*Bolio) 201[17]
Bullet (Bulet) 450[4, 31], 451[3]
Buognet, Richardus 355[34]
Burdini, Petrus 187[13]
Burguet, Petrus 355[30]
Burgundia *cf. Bourgogne*
Buriat, Petrus 463[13]
Burier (Burium) 201[17]
Burier, Perronetus de, piscator Ville Nove 322[29]
Bursinel (Brussinel) 475[14] à 476[12]; – *acte passé à* 475[17]
– aqua et comba vocata douz Pichat 475[25, 27]; campum douz Culeydet 475[28]; pons de Ovionet 475[27]; via a laz Sanqry 476[3]
Bursins (Brussins, Brussinum) 384[32], 391[34], 392[16], 392[24], 407[22], 477[1à19], 517[18]
Bursins (Brusins), Willermus de, prior de Valorbes 428[33]
Burye, Iaquerodus de 268[14]
Bybeys, Vuillermus 107[21, 29]
Bynfaz, domina de Albone 45[39], 46[3ss], 48[18]
– Iohannes, eius filius, dominus de Albone 45[39], 46[3ss], 47[16], 48[18]

C

Cachemelye, Anthonius, iuratus et consul de Balmis 467[12]
Cachimeilliz, Girardus, consilliarius de Balmis, iuratus 458[34]
Cagnon (Cagnyon), Nicoletus dictus, burgensis de Orba 178[13], 188[23]
Calx *cf. La Chaux*
Calliz, Hugoninus, de Romanomonasterio 413[20]

Cally (Caly), Petrus, de Rassonerie 366[3]
cf. Banoux/Bavoux, Petrus
Camere, Ludovicus, comes Camere, vicecomes Mauriane 19[35]
Canailliex, Iohannes, notarius publicus 268[17]
Capella prope Allium *cf. Chapelle*
Cardetaz, Iaquetus 169[22]
Carementrand (Carementrant), Iohannes 357[11], 360[35]
Carignan
– *acte passé à* 17[21]
Carpentarius, de Ioleyns 123[5]
Carraudi, Petrus, de Brecthoneres 413[15]
Carthusiensis *cf. Chartreux*
Cartier, *notaire* 20[26]
Casciodi, Iohannes 276[30]
Cassod, Iaquerius 107[18, 28]
Castelles, alias de la Grugy, Iohannes 355[26]
– Petrus 355[27]
Castellione (Castilione, Castillione), Guillermus de, miles, balivus in Chablasio et Gebennis 29[31], 510[1]
– Guillermus de, dominus de Larringio, miles 316[22, 29]
Castrum Sancti Dyonesii *cf. Châtel-Saint-Denis*
Celerarii, Humbertus, clericus de Balmis 459[15], 461[41, 44]
Centlyvres, Iohannes 13[44]
Ceriat, Humbertus 10[24], 11[19], 12[22], 13[1]
Chabie, Nicholetus de, de Vouflens Villa 80[29]
Chablais (Chablaisium, Chablasium, Chablassium, Chablaysium, Chablexium, Chableysium, Chablisium) 8[10], 9[5], 16[8], 18[28], 24[23], 25[11, 32], 29[31], 30[16], 32[14], 35[20, 33], 36[1ss], 38[23], 40[11], 84[7], 97[4], 99[27], 153[11], 161[36], 162[25], 259[5], 264[29], 265[13], 267[27], 270[26], 276[17], 277[24], 285[21], 290[33], 294[28], 298[12], 299[12], 303[33], 306[19, 28], 308[5], 313[9], 316[25ss], 317[14, 30], 318[10, 33], 320[4], 322[7, 22], 326[4], 379[31], 469[8, 12], 488[15], 503[27]
Chablet (Chableti), Aymonetus douz, faber Romanimonasterii 393[11ss]
– Petrus, pater Nicollete, uxoris Petri Valliant 415[37]
Chabodi, Bartholomeus, presidens camere computorum Sabaudie, miles 40[14]
– Vouterius, iudex appellationum generalis 9[4]
Chagnet, Henricus 357[9]
– Iohannes alias Baul 360[23]
– Nycolletus 357[4], 360[20], 365[13ss]
– Petrus 360[26]
– Uldrietus 357[3]
Chailly (Challiacum, Challie) 488[19], 495[10], 496[24]; – *acte passé à* 492[31], 500[14]
Chalangrin (Salagrini), Rodulphus, de Novocastro, elemosinarius Romanimonasterii 397[37], 429[27]
Challant, Amedeus de 79[34]
cf. Clusinus
Challes, Iohannes dictus de, magnus magister hospicii 19[38]
Challet, Iohannes, de Perroy, notarius 86[22]
– Stephanus 52[3]
Challiet, Iohannes 87[2]
Chalon (Cabellone, Cabillone, Cabilone, Challon, Scabillone), Guilliermus de Cabillone, princeps Aurayce, dominus Arlati et Grandissoni 110[26], 111[25], 192[12ss], 193[18], 194[30, 34]
– *Hugues* (Huguenin) *de*, frere de Guillaume 194[29], 195[16], 196[5]
– Iohannes de, dominus de Arlato et princeps Oringie 177[5], 178[24], 186[30], 196[25]
– *Isabelle* (Ysabel, Ysabella), *dame de Vaud, épouse de Louis II, mère de Catherine de Savoie* 1[38], 3[1], 141[4], 142[18, 28], 155[8], 326[26], 388[5, 27], 389[2]
– *Louis* (Loys, Ludovicus), *prince d'Orange, seigneur d'Arlay et de Grandson* 106[4], 108[4], 109[10], 191[3], 192[25], 519[17]
Chalvez, Petrus 480[16]
Chalvini, Iohannes, commissarius, notarius publicus 400[24, 29]
Chambéry (Chamberiacum) 5[3, 23], 19[21, 39], 266[1], 280[23], 319[9], 479[15]; – *acte passé à* 7[11], 10[3], 15[9], 18[13], 23[4], 32[3], 34[15], 39[1], 79[1], 101[19], 155[28], 156[34], 157[26], 225[27], 226[3], 227[27], 262[8], 274[27], 275[20], 277[3], 277[11], 280[14], 283[5, 12], 285[5], 296[17], 316[13], 334[36], 447[27], 500[34]
Chambretaz, Petrus, de Romanomonasterio 413[19]
Chamorel, Petrus dictus 26[4]
Champaignole, Jehan de 194[33]
Champion (Championis), Anthonius, castellanus Turris et Viviaci 270[27, 37], 271[5ss], 273[2], 303[22, 24], 304[4], 392[18]
– Anthonius, cancellarius Sabaudie 17[3], 173[19]

– Iacobus, dominus de Romanens 16[13]
– Mermetus, rector 188[19]
Champvent (Chanvent, Chanvenz), Henricus de 513[11]
– Hugo de, decanus Viviaci 287[4]
– Hugo de, dominus de la Mota 442[5ss], 443[5ss]
– Mermodus de 324[18]
– Othoninus de, monachus 443[36]
Chanay (Chana, Chanee, Chaney, Cheyna, Cheynea), Aubertus de la 437[20], 440[16ss]
– Iohannes, nepos Auberti 437[21], 440[16ss]
– Perretus (de) 437[24], 440[20ss]
– Perrussodus, nepos Auberti 437[21], 440[16ss]
– Picodus de la 437[21], 440[17ss]
Chandieu (Chandeya), Hugon de, chivaliers, baillis en Vihenois 153[12, 32]
Chanoz *cf.* Longit douz Chanoz
Chantonay, Willermus, castellanus Rotundimontis, miles 139[2, 12]
– Vuillermus, miles 443[36]
Chapalley, Petrus 363[19]
Chapelle (Capella prope Allium) 509[10]
– Amico 509[10]
– Raymondus 509[10]
– Rodulphus 509[10]
Chappaleir, Petrus 355[25]
Chappuis, Nycoletus 87[7]
Chapuis, Iohannes, de Genollie 438[42]
– J. *(secrétaire ou notaire)* 106[16]
Charles IV cf. Romanorum rex
Charmilly, Henricus de la, de Sancta Cruce, rector et communarius Sancte Crucis 450[4]
Charpil, Uldricus, forestarius 417[17]
– Willermus dictus, prior de Valorbes 428[28, 34]
Chartreux (Carthusiensis) 437[16]
Chassot, Iohannes, burgensis Yverduni 107[22, 30]
– Perrodus 329[23]
Chastain, Jean, notaire 54[22, 24]
Chastel, Petrus de, morans *Cossonay* 77[10], 78[9]
Chastellam, Anthonius 87[6]
Chastellex, Petrus dou, Sedunensis dyocesis auctoritate imperiali notarius publicus 319[29]
Chastenay (Chasteneya), Rodulfus de, prior de Allyo, rector domus Sancti Mauricii de Alyo 29[13], 31[21]
Chastillion, Anthonius de, domicellus, de *Cottens* 80[15]
Château-d'Oex (Oeyz, Oez, Oyes, Oyez) 339[22] à 341[17], 343[22], 346[42], 347[13] à 349[4], 358[15], 364[2], 366[16] à 369[15]; – *acte passé à* 366[24]
– cimisterium parrochialis ecclesie 366[24], 368[8]; ecclesia (parrochialis) 366[24], 368[7]
Châtel-Saint-Denis (Castrum Sancti Dyonesii in Fruencia) 263[4]
Châtelard (Castellarium) 491[17, 25], 495[9ss]
Châtillon (Chastellions) 153[13]
Chatonay, Aymo de, miles 304[3]
La Chaux (Calx) 87[13, 14]
– Calx prope Vaullion 412[17ss], 415[28]
Chavornay 327[26], 478[1à5]
Chedel, Guillermus 462[9], 463[21]
– Iohannodus 462[8], 463[20]
Chenebalis, Amedeus 244[4]
Cheres, Iohannes de 451[18]
Chernex 495[11], 499[37]
Chesaul, Glaudius, de Iuriens 413[16]
Chevaler, Vuillermus 437[20], 440[15ss]
Chevallu, Petrus, dictus Ramuz 360[34]
Chevreal 194[9]
Chillon (Chillio, Chillion, Chillions, Chillyo) 29[33], 30[17], 32[15], 33[24], 35[33], 36[4, 10], 38[5], 281[24, 34], 304[28], 308[6], 309[31], 310[21], 313[10ss], 317[4], 318[34], 320[5], 322[22], 469[18], 502[6, 32], 504[24]; – *acte passé à* 2[20], 33[14], 35[40], 253[18], 265[6], 309[32], 311[8], 313[1], 319[9], 323[18]
– carcer 317[4, 5]; castrum 309[32], 317[4ss] *cf. Villeneuve*
Chioti, Andreas, vicecastellanus Yverduni 335[28]
Chissiez (Chissy), Hugo (Huguenyn de) 112[20], 194[13]
Chivalerii, Iohannes, de Gayo, clericus 400[23]
Chivallz, Iohannes *(secrétaire)* 464[29]
Chivilliodi, Petrus, iuratus et consul de Balmis 467[12]
Chivron, Urbain de 173[19]
Cholerii, Berthetus 327[5]
Cholier, Iohannes 329[22]
Christine (Cristine), Mermetus, procurator et commissiarius baillivatus Vuaudi 8[11], 89[38], 162[36], 163[42], 515[3]
Chuat, Iohannes, burgensis de Grandissono, rector, gubernator, procurator et communator ville et communitatis de Grandissono 104[29], 105[1]
Chypre 14[25], 500[33]
Cicons, *Renaud* (Renauz) de, *chevalier* 56[29]

Cirisserii, Ulbanus 162[24]
cismontain 21[19,32]
– patria cismontana 20[15]
Cistercien (Cisterciensis, Cysterciensis) 382[1], 481[12]
Clairvaux (Claravalle) 186[24]
Claravalle, Petrus de, magister, clericus, licenciatus in legibus 186[16]
Clarens 483[44], 495[11], 499[37]
Les Clées (les Clees, Clete) 56[14] à 60[41], 85[18], 111[16], 139[4], 155[20], 304[28], 378[25], 379[18ss], 380[6ss], 381[26], 385[35,40], 386[6ss], 387[29], 391[3,12], 398[19], 399[13,34], 405[16], 408[1], 409[37], 413[4], 415[13,33], 416[44], 425[22], 442[8,11], 448[1à34], 462[5] à 463[25], 516[17]; – *acte passé à* 384[25], 485[18]
– bois que l'on apele Chessaigne essis entre les Clees et Orba 56[22] à 57[18]; chasnes *(chênes)* Girart 57[1à3]; novel pierre croisie 56[37]; pre racier 57[5]; pui *(= colline)* de la Rocheta devers les Clees 56[23]; pui *(= colline)* de Tassonieres, Tassoneres par devers Orba 56[25,33]; pui *(= colline)* dou til *(= tilleul)* 56[39]
cf. lieux-dits d'Orbe
Cleirie, Ioannes de, Gruyerie castellanus 364[36]
Cler, Bartholomeus, de Iuriens 396[13]
– Perronetus, filius ou grant Cler, de Sex Fontibus 448[10]
Clerc, Iohannes dictus le, de Villario Cessel 186[24]
Clerici, Stephanus 111[30]
Clers, Iohannes 396[8]
Clert, Girardus 107[18,29]
Clotet 13[43]
Cluny (Clugniacensis, Cluniacensis, Cluniacis) 378[16], 389[18,21], 394[16], 395[30], 397[35], 401[18], 416[13], 419[24,33], 429[25], 434[16], 449[7]
– Clignianus ordo 363[13]
– Hugo abbas Cluniacensis 204[1]
Clusinus abbas *(= Guillaume de Challant)* 7[12]
Cochet, Stephanus 55[11]
Cocheti, Iohannes, clericus, rector et sindicus de *Cossonay* 82[15], 87[33]
– Iohanneta, relicta Iohannis 87[33]
– Petrus, frater, elemosinarius Romanimonasterii 87[30,37]
Cocqua, Guilliermus 357[9]
– Henricus 357[8]
– Iohannes 357[8], 360[30]
– Nycodus 357[8]
Coctens *cf. Cottens*
Codureir *cf.* Humbert, Iohannes
Cohendoz, Stephanus 243[2]
Coinsins (Cuynsins), Petrus de, clericus curie Gebennensis iuratus 437[13]
Coligny (Colloniacum novum) 17[6]
Colini, Petrus, de Nyviduno, clericus notarius publicus, commissarius 160[37,44]
Collet, Aymo 187[13]
Collon, Iohannes, de Brecthoneres 413[14]
– Petrus, de Prumyer 413[16]
Colongia, Iohannes de 86[37]
Columbier (Columberio), Franciscus de, domicellus 420[22]
– Humber de, chastellain de Gransson, chancelier, baillivus Waudi 93[21], 304[2], 449[5], 514[22]
Comba, Iaquinus de, clericus 188[22]
– Iohannes de 101[34]
Combe, Pierre de la 192[14], 193[32]
Combremont, Iohannes, codurerius 278[24]
Commugny (Commugnier) 166[40]
Compey (Compesio, Compeysio), *François de, sire de Prangins* 485[24]
– Girardus de, miles 206[14]
– Iohannes de 9[3]
Compondu, Guillermus, de Giez 107[23,31]
Composito, Iohannes de 470[28]
Comte (Comite), Iohannes, frater Petri 507[21]
– Petrus, frater Iohannis 507[21]
Condurarii, Iohannes 169[23]
Condurier, Petrus, de Nyviduno, notarius 160[34]
Conflens 121[24], 125[33]
Conflens, Iohannes de, cancellarius 101[21]
Conodi, Petrus 282[13]
Constiency, Perrodus, piscator Ville Nove 322[30]
Coppet (Copetum, Coppetum) 61[20à22], 166[16], 242[34]; – *acte passé à* 61[22]
Corberes, Petrus, de Viviaco, notarius publicus 278[26]
Corbeyrier (Curberiacum) 39[27]
Corbières (Corberes) 349[1], 351[27]
Corbieres, Ludovicus, castellanus de Montservens 365[17]
Corcelles (Corcellas) 230[4]
– Willermus, prior de Corcellis 378[23]
Cornauz *(= Chaulin, à l'entrée du vallon de Villars sur Clarens)* 488[32]

Cornuti, Anthonius, de Vuilliens, miles, ballivus Vuaudi 202[1]
Corsier (Corsiacum) 305[3], 492[13]
Cortier, Nycodus 355[28]
– Cortier dour Cast, Ludovicus 355[28]
Coscham, Perrodus, burgensis, rector, negociorum gestor ville et communitatis Grandissoni 95[19ss], 96[5ss]
Coschet, Iohannes, de Iuriens, villicus de Croy 415[4]
Cosson, Anthonius *(notaire ou secrétaire)* 400[30]
– Anthonius 463[22, 24, 25]
cf. Philippoz, Petrus
Cossonay 62[28] à 89[41], 399[17, 19], 487[1ss]; – *acte passé à* 39[10], 86[16]
– Brugnes 87[17]; Cabanis (prope *Cossonay*) 87[10, 44]; communis domus 87[17]; confratria sancti Spiritus 87[28]; ecclesia parrochialis 82[25], 83[15]; ecclesia parrochialis sancti Pauli 85[28], 86[17]; grangia Iohannis de Rubeomonte 76[25]; hospital sancti Anthonii 87[26]; porta castris Iohannis de Rubeomonte 76[24]
Cossonay, Aymo, bastardus de 71[6, 27], 72[35], 76[5]
– Girardus, alias Rossier 88[8]
– Iohanna, domina de, filia Ludovici et uxor Iohannis de Rubeomonte 62[31], 63[17], 70[28ss], 71[12ss]
– Iohannes, dominus de 62[32]
– *Jean de* 486[20]
– *Jean de, évêque de Lausanne* 323[16, 22]
– *Louis de* 486[15]
– *Louis de, lieutenant général du comte de Savoie* 468[10]
– Ludovicus, dominus de, filius Iohannis 62[31]
– Petrus de, sindicus et gubernator ville de *Cossonay* 87[24]
– Rodulphus de 87[29]
cf. Rougemont, Iohannes
Coste Bronnaz (Costebrunez) 112[17], 194[10]
Costhet, Iohannes, de Iuriens 413[18]
Costier, Iohannes 87[7]
Cottens (Coctens) 80[15, 16]
Cottier, Hugo 356[1]
– Cottier du Cret, Petrus 363[16]
– Ludovicus 363[16]
– Peyter 355[32]
Coudree, Rodulphus, dictus 9[3], 84[35]
Crestine, Mermerius, castellanus Morgie 426[38]
Cresto, Iacobus de 11[15]
– Iohannes de 276[30]
Cristine *cf.* Christine
Cristinet, Iohannes, de Arnex 413[24]
Croso, Michaelis de *(secrétaire ou notaire)* 270[19], 274[20]
Crostel, Aymo, de Agie 413[23]
– Glaudius, de Agie 413[23]
– Iohannes, filius Mermeti, rector et gubernator Paterniaci 226[26]
– Mermetus 226[27]
Croux, Iohannes doux, de *Blonay*, clericus et notarius 500[8]
Croy 398[17], 406[30ss], 411[4], 412[13], 413[22], 415[4, 5]; – *acte passé à* 413[39]
Cruce, Nychodus de, sindicus Turris de Peil 279[5]
Cuarnens 410[29]
Cuarnens, Iohannes de 294[35]
Cublet (Cubleti), Franciscus 111[30]
– Iohannes 107[18, 29], 111[30]
Cudrefin (Cudrefinum, Cudreffinum, Cudrifinum) 211[29], 478[25] à 479[23]
Cuendod (Cuendo, Cuendodi, Cuendoz), Franciscus, burgensis, macellarius, filius Iohannis (antenati) 104[32], 105[3ss]
– Guilliermus, clericus, burgensis Grandissoni, gubernator, sindicus et commissarius ville et communitatis Grandissoni 110[27], 111[29]
– Iaquetus iunior 111[31]
– Iohannes (antenatus), burgensis Grandissoni, rector communitatis ville Grandissoni 101[36], 102[1], 103[10, 16], 104[32], 107[17, 28]
– Iohannes iunior 107[17, 28]
– Iohannes *(Jean),* de Grandissono, prior prioratus Rubeimontis 356[7], 358[31]
Cuetet, Aymonodus, de Iuriens 413[17]
Cugiez, Oliverius de, monachus Romanimonasterii 397[38]
Cugy (Cugie) 397[37]
Culley Conchon, C. de 176[33]
Culti, Thomas 24[28]
Curberiacum *cf. Corbeyrier*
Curtet, Aymonodus, de Iuriens, sommerius 416[12]
Curvi, Aymo, procurator hominum Turris iuxta Viviacum 259[7, 8]
– Petrus, filius Aymonis, procurator hominum Turris iuxta Viviacum 259[8]

Custumeri, Iaquetus, alias Durie parrochie de *Blonay* 279[4ss]
Cutroz, Iohannes 188[23]
Cuves (Cues) = *La Tine* 341[26] à 342[40], 344[22] à 347[5], 349[11] à 351[32], 356[35] à 358[23], 359[1] à 363[3], 364[2], 365[8] à 366[10]
cf. La Tine

D

Dalliens, Anthonius de, rector et sindicus de *Cossonay* 82[14]
– Henricus de, domicellus 86[35]
– Iacobus de, sindicus et gubernator ville de *Cossonay* 87[24]
Dalphini, Anthonius 243[1]
Damancey, Philippe, sergent 195[13]
Danyelis, Besanczonus, carpentator et burgensis Nyviduni 169[15ss]
Darbonyer, Glaude, bourgois, governeur, eschiven et sindique d'Orbe 192[14], 193[32]
Davidis, Iohannes *(notaire ou secrétaire)* 111[18]
Dayrit, Mermerius dictus, de Bofflens 396[12]
Delaporte, Jean, notaire de Divonne 61[26]
Demura, Franciscus 243[2]
Demyeusiez, Humbertus, clericus in Grueria iuratus 359[41], 360[4], 362[41], 363[3], 364[42]
– Oliverius, Gruerie notarius iuratus 366[6, 10]
– Petrus, burgensis Gruerie 366[2]
Depeys, Iacobus 244[10]
Desplan, Ioannes 363[16]
Destres (Desters), Girardus, cancellarius, camerarius 4[25], 157[29], 304[2]
Deyniaz, Mermetus, clericus 188[23]
Diens, Petrus, mistralis domini de Vouflens 122[11], 123[33]
– Vuillermus 121[44], 122[33], 124[20]
Dijon 194[27]
Diois (Diensis, Dyensis) 8[11], 40[12], 81[3], 84[9], 161[37]
Disy, Iacobus de, dominus 428[22]
– Nicholaus de 417[28]
– Willermus de 417[28]
Divestant, Iohannes de, camerarius et supprior Romanimonasterii 397[36]
cf. Durescello
Divonne (Dyvone) 61[26]
– *seigneurs de Divonne cf. Gingins*, Anthonius et Iohannes
Dizy (Dysi) 46[22]
Dole 195[2]
Doren, Humbertus, frater Petri 357[1]
– Petrus, frater Humberti 357[1]
Dorseyns, Franciscus, domicellus, advocatus Paterniaci 225[15, 17]
Doubz, Oudot de 194[33]
Draconibus, Anthonius de 162[24]
Dremant, Stephanus 462[10], 463[21]
Duchat, Petrus, gubernator opidi Albone 52[1]
Ducis, Thorencius 268[15]
Duillier (Dullier) 166[44]
Dullins, Petrus de 127[26]
Dully (Duliz) 157[17]
Dulucio, Girardus de, frater 420[20]
Dunye, Guillelmus de, prior Lustriaci 29[12]
– Iohannes de, prepositus Montis Iovis 29[12]
Durescello, Iohannes de, camerarius et subprior Romanimonasterii 429[25]
cf. Divestant
Durie *cf.* Custumeri, Iaquetus
Duyn (Duyno), Gabriel de, castri Bacii cumdominus 470[31], 471[23]
– Petrus de 122[44]
– Petrus de, miles 317[14]
– Richardus de, dominus de Vouflens et dominus de Ioleyns 121[2ss], 122[3ss], 123[31], 124[16ss]
Dyvona, Iacobus de, camerarius Romanimonasterii 426[33]
– Iaquetus de, monachus Romanimonasterii 398[2]

E

Eau Froide (Aquafrigida) 503[8]
Echallens (Echarlam, Eschallens, Escharllams) 90[27] à 91[17], 91[2à5] (limites bastie et burgi), 108[13], 175[30], 196[10], 197[34]
– bastia 91[2ss]; castrum 91[2, 3]
Echallens (Eschallens), Iohannes de, presbiter, notarius 109[13, 14]
Edimez (Edime), vilagium de *(= Le Bouveret?)* 318[7], 322[37]
Emardi, Hugonetus, de Nyviduno, clericus notarius publicus et curie Amedei Sabaudie comitis 158[2]
– Ludovicus 169[21]
Envy 390[22], 398[17], 406[29], 411[4], 412[13], 413[19], 416[18]
Envy, Iaquetus de, dictus Ameron dEnvy 393[6], 396[9], 400[22]
Ependes (Espendes) 99[22], 103[23], 514[21]

Episcopi, Perronetus 276[31]
– Petrus 281[23]
Erlens, Octhe d' 22[24]
Ermenjoz, Petrus 329[22]
Ermitin, Reynaudus dictus 462[12]
Escarnod (Estarnod), Henricus 463[14]
– Reynaudus, consilliarius de Balmis, iuratus 458[33]
Eschagnens, Iacobus de, domicellus 417[28]
– Petrus de, monachus Romanimonasterii 398[1]
L'Escherchez de Ponty, supra Fontaney *cf. Aigle*
Escoffier, Hudricus 470[23, 26]
Escublens, Rodulfus de, domicellus 417[28]
Escuyer (Escueyr), Petrus, de Envy, matercularius ecclesie 413[18], 416[18]
Espiney, Guillaume d' 194[13]
Essertines, Petrus de, curatus de Orba 187[12]
Essert-Pittet (Essert Pictet) 110[25]
Estavayer (Stavayacum, Staviacum) 188[5], 467[4]; – *acte passé à* 16[2]; *limites du territoire* 212[7ss]
Estavayer (Estavaiey, Stavayaco, Staviaco), Glaudius de 434[13]
– Iohannes de 188[19]
– Petrus, condominus de 206[33]
Estornel, Laurencius 87[5]
Estova, G., *notaire* 95[11]
Estue, Estuex *cf. Etoy*
Estuer, Aymonetus, de Agie 396[11]
Etoy (Estue, Estuex) 43[2], 44[18], 167[1]
– prior de 127[21]
– Rodulfus de, prior 42[32]
cf. Nyon
Everdes, Aymo d' 363[16]
– Ioannes, filius Aymonis 363[16]
– Rodulphus de 443[37]
Evesgnoz, Humbertus, de Iuriens 413[18]
Evian (Aquianum) 256[21], 261[36, 37], 262[1, 2]; – *acte passé à* 29[17], 128[21], 211[21], 298[3], 304[33], 305[5], 510[6]
Evonant *cf. Yvonand*
Evoyrit, Iohannodus, macellarius 158[8, 17]
Evrardi, Nycodus, burgensis Nyviduni 170[33], 171[13ss], 172[2]
Eysins 166[43]

F

Faber, Anselmus, frater Iohannis 480[22]
– Iohannes, frater Anselmi 480[22]
– Renaldus 417[15]
Fabri, Colletus, sindicus et gubernator Rotuli 242[36]
– Gilius, filius Girodi 507[29]
– Girardus, alias de Pieraflour, castellanus 459[36], 460[3]
– Girodus 507[30]
– Iaquilliodus 357[5, 21]
– Iohannes alias Francey 357[10, 43], 359[23], 360[33]
– *notaire* 9[8], 40[27]
– Petrus 463[13]
– Petrus, consilliarius de Balmis, iuratus 458[34]
– Petrus dictus Iaquilliod 360[24]
– Petrus, filius Iaquilliodi 357[21, 25]
– Roletus, filius Iaquilliodi 357[6]
cf. Michiel, Girardus
Fancaz, Hugoninus 459[12]
Fanolliet, Glaudius, de *Croy* 413[21]
Fanquo, Iaquetus 448[8]
Faucigny (Foucigniaci) 9[6]
Faulcon, Petrus, de Friburgo, notarius 369[12]
Favectaz, Iohannes, iunior 87[3]
Favey, Petrus 87[5]
Favre, Iohannes ouz 356[3]
cf. Mastzard, Iohannes
Favrod (Favrodi), Iohannes, de Oyez, clericus iuratus 358[15, 21]
– Petrus *(notaire)* 356[29]
Féchy (Feschie) 53[35]
Félix V cf. Savoie, Amédée VIII
Fellin (Fellyn), Aymonet 194[35], 195[10]
– Perronetus, domicellus, ballivus Orbe et commissarius in terra Vuaudi pro domino Ludovico de Cabellone 109[8]
– Richardus, domicellus, castellanus Grandissoni 104[35], 106[22], 109[12]
Fernai, Umbertus de, castellanus de Meudon 204[10]
Ferro, Petrus de 16[14]
Feternes (Festerna) 29[14], 378[25]
Figuey, Iohannes, de *Croy* 413[22]
– Nicolletus, de Romanomonasterio 413[20]
Flandre (Flandria) 59[22, 24]
Flendruz (Flendru, Flindru, Entredos Flendru) 343[8] à 344[17], 353[28], 356[6], 358[31à36], 364[20]
– aqua 343[18], 353[1]; fons grangie 343[17]; lu ruali 343[17]
Flendruz (Flendru, Flindruz), Anthonius de 346[42]
– Ioannes de 363[16]

Fleyer, Humbertus de, de Viviaco, notarius publicus 367[30], 369[9]
Flon, Martinus dou 54[33]
– Willermus, filius Martini 54[32]
Florence (Florencia) 294[7], 346[29], 348[17], 350[31], 448[16, 18]
Folyex, Petrus dictus 26[5]
Fontanay (Fontagnyaco) 112[17], 194[10]
Fontaney 34[30], 41[8]
– L'Escherchez de Ponty, supra Fontaney *cf. Aigle*
Fonte, Anthonius de, sindicus et procurator 281[3]
– Ramus de 417[16]
– Richardus de 417[16]
Fonz, Borcardus de 383[17]
Foraxio, Guilliermus de, magister hospicii 17[7]
Forel *cf. Romainmôtier*
Foresteir, Iohannes 87[5]
Foresterii, Petrus 242[37]
Fornerat, Iohannes, de Gollion 87[14]
Fornerii, Rodulphus, de Palessuez 201[42]
Fornerius, Iohannes 417[17]
Fornet, Franciscus dictus 462[13]
Fottoz, Girardus dictus, frater Petri 417[16]
– Petrus, frater Girardi 417[16]
Foucigniaci *cf. Faucigny*
Fougcigniaco (Focigniaco), Aymo, dominus de 287[10], 288[38]
Fovy, Iohannes, de Bofflens 413[22]
Fraciis, Valterius de 24[28]
Français (Franci)
**cf.* rex Francorum
France (Francie) 59[24]
Francey *cf.* Fabri, Iohannes
Franciscus, fideiussor 246[6]
Franciscus de la [...] 507[14]
Franczey, Iohannes dictus, de Cues 360[36]
Franquefort, Glaudius de, magister, ferrerius 431[18], 432[10]
– Stephanus dez, magister, alias Mathey 433[28]
Fredivila, Stephanus 417[15]
Freneto, Iohannes de, consiliarius, capitaneus, miles 129[22]
Fribourg (Friburgensis, Friburgum, Frybourg, Fryburgensis, Fryburgiensis) 16[10], 76[31], 113[4, 26], 114[2ss], 115[7, 33], 117[10], 118[11, 22], 119[6], 196[10, 19], 197[28], 233[25], 234[4ss], 235[7ss], 237[9ss], 238[28], 340[23], 369[12]; – *acte passé à* 118[12], 119[7], 196[11], 197[15]
Fromentes, Humbertus, dominus de 304[3]
Frossar, Petrus, de Corberes, clericus iuratus Rodulphi comitis Gruerie 349[1, 4], 351[27, 32]
Frossard, Humbertus, consilliarius de Balmis, iuratus 458[35], 461[23]
Fructing, Yagnit 357[4]
Fructinger, Yaquinus 365[15, 18]
Fruence (Fruencia) 263[5]
Fruence, Guillaume de 253[16]
Frutingnis, Yaquinus 360[25]
Fuchey 93[12]
Fulgand, Willermus, cappellanus de Orba 187[14]
Fumauz, Iohannes 169[22], 171[16]
Furnii, Petrus, dictus 46[38]
Furno, Lambertus de 281[9]
– Petrus de, alias Myquey, sindicus et gubernator de Pentha 87[15]
– Stephanus de 480[20]
Fuserii, P. 273[2]

G

G., cancellarius 269[8]
Gabirex, Glaudius, de Iuriens 413[17]
Gallera, Aymo de, de Cletis, castellanus de *Cossonay* 85[18,26]
– Georgius de, domicellus 400[22]
– Iacobus de 60[40]
– Nichodus de iunior, iuratus ville de Cletis 448[3]
Gand, Petrus, dictus de, serarius, de *Cossonay* 86[24]
Gandez, Vuilliermus, castellanus 369[6]
Gaquos, Nycollaus 245[7]
Gareti, Petrus, *notaire* 79[36]
Garreti, Rolandus, pedagiator 31[21], 32[22]
Garriliat, Franciscus 49[6, 27]
Gaschet, Hugo, dictus, de Orba, miles 378[25]
Gastons, Nycolaus, fideiussor 246[6]
Gaudin, Aymo 87[3]
Gauther (Gautherii), Pierrez, dez Romont, demorant a Orbe, clert de l'auctorite imperial notayre et jure de laz court dez *Lausanne* 192[10], 194[15]
Gavit, Girardus, Albone, frater Iohannodi 49[5]
– Iohannodus, Albone, frater Girardi 49[5]
Gay, Humbertus 355[26]
– Iohannodus 294[16]
– Nycodus, filius Humberti 355[26]

Gayum *cf. Gex*
Gellerie, Guillelmus dictus 19[38]
Geneix, Girardus de, frater, monachus prioratus de *Cossonay* 86[21]
Genève (Gebenna, Gebenne, Gebennensis) 7[13], 48[37], 104[20], 153[22], 158[4], 163[22], 165[41], 244[19], 249[7], 250[13ss], 294[27], 379[30], 401[29, 31], 402[11], 437[10], 465[35], 466[6], 488[15]; Gebennensis comitatus 275[32]; Gebennensis (Gebennarum) diocesis 243[24], 258[12], 434[2], 437[16]; Gebennensis (Gebennarum) episcopatus 137[10], 256[28], 401[13], 402[13, 15], 463[35], 464[38], 466[5]; Gebennensis lacus 249[7]; Gebennarum (Gebennensium) moneta 402[25], 480[15], 517[24]; – *acte passé à* 18[19], 40[32], 59[4, 15], 79[30], 85[7], 104[18], 129[7], 130[14], 144[25, 30], 146[21], 153[4], 233[4], 261[24], 283[20], 285[14], 285[29], 315[14], 330[10], 335[19], 401[3], 402[33], 446[13], 464[24], 465[30], 466[29], 487[3]
– Aymo, prior Romanimonasterii, episcopus Gebennensis 378[19, 22], 379[8, 12], 381[2, 4], 417[23]
– Aymo, Gebennensis episcopus 480[4]
Genève, Amédée, comte de, tuteur d'Amédée VI 213[2], 265[37], 315[36]
– Ayme de Genesve, seigneur de Lullin 22[22]
– Guillermus de Gebennis, dominus Lulini, miles ballivus Vuaudi 112[27]
Genevesii, Guillermus *(secrétaire ou notaire)* 327[19], 328[36]
Genevois (Gebennensis, Gebenne, Gebennesium) 8[11], 21[32], 24[23], 25[11, 32], 29[31], 30[16], 32[14], 36[1ss], 38[23], 40[12], 84[9], 153[11], 161[37], 162[23], 227[26], 253[9], 259[5], 264[29], 265[13], 294[28], 313[10], 316[32], 320[4], 440[6], 469[8, 12], 488[15]
Genolier (Genolie, Genollie, Ionolie) 438[43], 480[1à29]
– castrum 480[8]
– Amaudricus 480[20]
– Constantinus 480[21]
– Cristinus 480[19]
– Gangissus 480[19]
Genthod (Gentum) 164[20]
George, Petrus 431[19]
Gerard, Ioannes 363[17]
Gerbet, Mermerius, iuratus et consilliarius 461[23]
Gergilland (Iour Iulyant), Petrus de la, frater Vuillelmi 507[23]
– Thomas de la 507[22]
– Vuillelmus de la, frater Petri 507[24]
Gérignoz (Iurignio) 343[8] à 344[17]
– aqua 343[19]
Germagny 475[21]
Gervaisii, Amblardus 101[22]
Gessenay (Gyssineis) 364[26ss], 369[7]
Gex (Gaium, Gayum) 160[34], 166[40], 167[1], 400[23]; – *acte passé à* 20[26], 144[19]
Gex, Roletus 87[4]
Gieytoz, Iohannes, alias Prayn iunior, habitans de *Cossonay* 84[13, 15]
Giez 97[37], 99[35], 107[23]
Giez, Octhoninus de, locumtenens Guillermi Mestraul de Mont, castellani Yverduni 101[37]
Gigniod, Iohannes 360[33]
Gillabert, Girardus, de Iuriens 413[17]
Gilliard (Gilliardi), Aymo, de Agie 413[24]
– Guillermus, burgensis Rotuli 244[10]
– Nicodus, de Arnex 413[25]
Gilly 241[29]
Gimel, Nycodus de, iuratus curie domini officialis Gebennensis 441[6]
Gingins 481[6] à 484[29]
– ecclesia 484[18]; furnus 484[18]
Gingins (Gingino, Gingyno), Amedeus de, dominus Bellimontis 10[13]
– Anthonius de, baro Dyvone 19[37], 20[29]
– Iohannes, dominus Dyvone, Gingini, Bellimontis in Semina et Castellarii in parrochia Mustruaci 491[17], 492[31], 495[8, 19], 499[39], 500[10]
Ginod, Perretus dictus 357[13]
Ginon, Iohannes, de Bofflens 413[22]
Girard (Girardi), Conodus, de Bercher 78[7]
– Falco 187[13]
– Mermetus 355[29]
Givrins 483[43]
Glana, Thomas de 140[6]
Gland (Glanz) 483[44]
Gland, Anthonius de 462[7]
Glardon, Glaudius iunior 434[5]
– Petrus 431[17]
Glaudet, Willermus, sindicus de Vallorbes 431[16]
Gleyrola 256[10]
Goctroux, Anthonius 87[2]
– Petrus 87[8]
Godefredi, Michael, sacerdos iuratus 139[14]
Gollie, Iohannes 86[35]
– Petrus dictus, notarius, sindicus, rector et gubernator ville de *Cossonay* 72[33], 75[14], 76[4]

Gollion 87[15]
Gollion, (Golion) Iohannes de 172[38]
Gollyz, Petrus, mercator 86[23]
Golzine (Golesines)
– *acte passé à* 3[27]
Goncet (Gontet), Ioannes, notarius 363[19]
– Iohannes, filius Petri 356[2]
– Iohannes, filius Yaquini 355[33]
– Mermetus 357[20, 25]
– Nycodus, filius Peytri 355[23]
– Petrus 356[2]
– Peyter 355[23]
– Yaquinus 355[33]
Gonelli, Franciscus 16[14]
Gorati, Petrus, collatheralis Chamberiaci 19[39]
Gorzano, Ruffinus dictus de, mercator 207[29]
Gosel, Amedeus, de Arnex 413[25]
Got, Iohannes 171[14]
Goumoëns (Gumoens) 513[5]
Goumoëns, Pierre de 478[1, 3]
Gradibus, Humbertus de, de Staviaco, locumtenens et procurator Francisci de Sabaudia 467[4]
– Vincentius de, de Chernex, syndicus et procurator Mustruaci 495[11, 29], 499[37]
Grallit, Iohannes 396[11]
Grancy (Grancie) 127[26]
Grand, Aymonetus 429[34]
Grandcour (Grancor) 211[29], 485[16à27]
Grande Eau (Ruysi, la Ruysy) 36[6, 12], 39[24]
Grandmont (Grandimonte, Grandi Monte), Ioffredus (Guafridus) de, ballivus Vaudi 139[1, 11], 382[13, 25], 384[3, 7]
Grandson (Grandissonum, Granson, Gransson) 92[11] à 119[9], 97[35à39] *(limites de la ville)*, 99[33à37] *(limites de la ville)*, 196[10], 356[8], 450[23]; – *acte passé à* 95[8], 110[9], 112[34]
– cimisterium 110[23]; commune forum 107[11ss]; crux dictam dou Boschet 97[36], 99[34]; ecclesia beati Iohannis baptiste 94[15], 107[13, 20]; lacus 97[39], 99[37]; la Mala Vigny 97[38], 99[35]; petra Penty 97[38], 99[36]; platea ante castrum dicta Ouz Ressat 112[34]; prioratus, ecclesie prioratus 110[23, 24]; rivus de Repuit, Reppuit 97[38], 99[36]; stagnum dictorum Vioget 97[36], 99[34]
**cf.* castrum
Grandson (Grandissona, Grandissono, Gransson), Blanchia, uxor Octhonis II 514[33]
– Guillelmus de 157[28]
– Guillermus de, filius Octhonis, dominus Sancte Crucis et Albone, miles 49[8ss], 241[28], 304[1], 394[38]
– Hugo (Hugue, Huguenin, Huguonin), filius Octhonis, miles 93[13, 23], 94[4, 26], 95[5]
– *Jaquette de,* Iaqueta de, uxor Girardus de Montefalconis 90[32], 91[16]
– *Othon II* (Octho, Othe, Otho), miles, dominus de Grandissono, seigneur de *Sainte-Croix* de *1340 à 1375* 49[9], 92[14ss], 93[9, 28], 94[5], 252[17], 513[30], 514[32], 515[2]
– *Othon III*, dominus Sancte Crucis 252[15], 450[12, 24]
– Petrus, dominus de Grandissono 210[9], 211[7, 12]
Grangia, Henricus de 187[14]
Grant, Iaquetus 357[7]
– Iohannes, gener Iohannis Veeroz 355[32]
– Margarita dicta 507[20]
– Nycodus 357[20, 25]
– Petrus, frater Stephani 360[20]
– Stephanus, frater Petri 360[19]
cf. Grobet, Guillermus
Grens 166[43]
Grens, Girardus de 171[13]
Grez, Symon de, clericus 188[22]
Gribillet, Iohannes dictus, de Claravalle 186[24]
Grignan (Grinyon), Vauchier de, seigneur d'Art 112[19], 194[12]
Griliet, Guillermus 171[13ss]
Grinyon *cf.* Grignan
Grivilies, Perrodus de, domicellus 346[41]
Grobet, Glaudius, de Arnex 413[25]
– Guillermus, alias Grant 431[20]
Gru, Iacobus 16[14]
Grucel, Iohannes, de *Bettens* 80[6, 20]
Grugy *cf.* Castelles
Gruyère (Grueria, Gruyeria) 359[42], 362[41], 364[37], 366[3, 6]
– comitatus Gruerie 348[38], 351[20], 356[26], 358[12, 17], 359[7ss], 364[13ss], 371[33]
– villa Gruerie 359[8, 9]
Gruyère (Gruera, Gruere, Grueria, Gruerie, Gruyeria)
– castellanus Gruerie 50[6]
– comes 511[24]
– comites Gruerie 347[20], 349[19], 352[8], 368[41]
– *Antoine* (Anthonius, comes Gruerie, dominus Albone) 50[4, 12]

– *Antoine de Gruyère* (Anthonius de Grueria, condominus Acrimontis, scutipherus) 366[1]
– *François Ier* (Franciscus, comes Gruere) 13[22], 356[13,25], 358[13]
– *François II* (Franciscus de Grueria, comes Gruerie) 366[29]
– *François de Gruyère, fils de Rodolphe V* (Franciscus de Grueria) 348[43], 349[36], 351[26,30]
– *Jean Ier* (Iohannes de Grueria, comes Gruerie, dominus Albone, dominus Montisservini) 51[2], 366[25], 368[11], 369[20]
– *Jean II* (Iohannes de Grueria, comes Gruerie, dominus Albone) 51[4], 371[6,32]
– *Jean de Gruyère, sire de Montsalvens* (Iohannes de Grueria, dominus de Monsalvein, miles) 339[27], 340[42], 341[2ss], 342[10ss],343[11,25], 344[13],346[9](comes Gruerie), [11,22]
– *Jean de Gruyère* (Iohannes de Grueria, miles) 345[2,27], 346[26,37]
– *Jean de Gruyère, sire de Montsalvens* (Iohannes de Grueria, dominus de Montsalvens, miles) 359[4ss], 360[3,15], 361[5,28], 362[25,38], 365[12ss], 366[8]
– *Louis* (Ludovicus comes Gruerie) 359[11], 363[11ss], 364[18,33]
– *Michel* 373[30]
– *Pierre III* (Petrus comes Gruerie) 339[25,31], 340[19,40], 341[1ss], 342[27ss], 343[12], 344[7,14]
– *Pierre IV du Vanel* (Petrus de Grueria, dominus de Vanello, miles) 339[26], 340[42], 341[2ss], 342[28ss], 343[13,20], 344[7,14]
– *Rodolphe III* (Rodulphus, comes de Grueria) 287[7,10], 288[37]
– *Rodolphe IV* (Rodulphus, comes de Grueria) 289[8]
– *Rodolphe V* (Rodulphus de Grueriis, Rodulphus comes Gruerie) 101[21], 344[25], 345[23],346[4ss],347[1,16], 348[13ss], 349[15], 350[39], 351[25], 352[4], 353[32], 354[42],355[2], 355[10]
– *Rodolphe de Gruyère, sire de Montsalvens et de Vaulgrenant, fils de Rodolphe V* (Rodolphus de Grueria dominus de Montsarvens et de Vaulgrenant) 347[16,17], 348[13ss], 349[15ss], 350[39], 351[12ss],352[4], 353[32], 354[43], 355[10]
– Thorains de Gruere, chestelen des Clees 56[29]

Gryon (Grions), Iohannes de 469[26]

Gryonne (aqua Greona, Griona, Gryona) 469[22,28], 503[24], 504[2ss], 505[21]; – *acte passé au glarier de la Gryonne* 503[22]

Guerrici, Stephanus, miles 328[9]

Guersa, Perreta (la) 25[14,20]
– Iaquetus, filius Perrete la Guersa, procurator et syndicus communitatis et parrochie de Allio 25[14,20], 26[2]

Guex, Mermetus 87[1]

Guey, Cristinus, de Arnex 413[26]

Guidalardis, Anthonius de, religiosus dominus, ex dominio Veroni, Cligniani ordinis, prior Rubeimontis 363[13,24]
– Bernardus de, frater Anthonii 364[37]
– Petrus de, frater Anthonii 364[37]

Guilliod (Guilloz), Guido (Guiot) 112[20], 194[13]

Gulnelli, Guillelmus, presbiter parrochialis ecclesie ville de *Cossonay,* vicarius 85[30]

Gumains, Girars de, *écuyer* 57[2]

Guotrous, Roletus 417[21]
– Williquier 417[21]

Guy, Iohannes, alias Bron 470[23,26]

Gyndre, Iohannes dictus, burgensis Sancti Mauricii 469[26]

H

Habsbourg cf. Romanorum rex

Halle (Hallis)
– *acte passé à* 206[7]

Haut-Crêt (Altecrista, Antacrista)26[5?], 382[1]

Hautecombe (Altacomba) 434[14]

Hautecour 475[22]

Hauteville (Altavilla), Anthonius de, dominus de Orons 511[13,27]

Henriodi, Guillermus, de Romanomonasterio, pelliparius 393[11ss], 396[8]

Hermann, Rodolphe David *(notaire)* 492[36]

Hermencia 243[24]

Hermynyer *cf.* Armynier

Heynod, Iohannetus, dictus Mirillion 357[4], 360[25]
– Roletus 360[25]

Hudricar, Petrus, de Ligneroles 107[22,30]

Hugon, Girardus, proclamator generalis Yverduni 103[10]

Hugoneti, Iohannes, cantor Romanimonasterii 397[38]

Hugonini, Iacobus 52[2]
– Ludovicus, nuncius 283[6]

Hugonis, Aymo 470[27]

Huguet, Mermetus, burgensis de Orba 178[13]
Huguet (Hugueti), Hugonetus, de Agie 413[24]
– Vulliermus, de Rotundomonte, notarius de *Cossonay* curie iuratus 88[33, 39]
Hugueta, Nychodus 393[7]
Huldrici, Nychola 46[37]
Humbert, Iohannes, alias Codureir, de Calce 87[12]

I

Iacobus 54[13], 55[19]
Iacobus, fideiussor 246[6]
Iacobus, filius Vuiberti, frater Petri 507[17]
Iacodi, Iaquetus, alias Oyex, de Possia 470[24, 28]
Ialliet, Glaudius 431[18]
Iallieti, Vulliermus, monachus Romanimonasterii 426[34]
Ianinetus, clericus et burgensis Grandissoni, locumtenens Vuillermus de Balmis 110[38]
Ianneti, Petrus, clericus 110[11]
Iaquenodi, Benedictus alias, de Rippa 242[36], 244[9]
Iaquet, Iohannes, dez Vallorbes 434[5]
Iaquez, Iohannes, nuncius 16[1]
Iaquillard, Ioannes dictus 363[18]
Iaquilliod *cf.* Fabri, Petrus
Iaquineti, Anthonius 410[13]
– Iacobus, pater Guillierme uxoris Aymonis Pribelli 415[43]
Illens (Yllens), Perrotus d', castellanus Rote 139[4]
– Richardus de 400[22]
– Rodolphus de, domicellus mistralis de *Cossonay* 82[4ss], 83[5, 27], 86[22]
Iocret, notarius et tabellio publicus 13[42]
Iohannes, vicedomnus 139[8]
cf. Aubonne
Iohanneti, P., clericus 107[40]
Iolens *cf. Joulens*
Ioleyns *cf. Joulens*
Ioleyns, dominus de 120[40] à 122[4], 123[6] à 124[41], 125[26]
– Aymo de, dominus, miles 124[21]
– Petrus de, domicellus 123[10]
Iolivet, Petrus, de Arnex 413[25]
Ioliveti, Iohannes 50[28]
Ioly 46[36]
– Huguetus dictus 462[13]
– Nicolaus, curatus Rubeimontis iuratus comitis Gruerie 355[1, 4]
Ionolye, Aymo de, monachus Romanimonasterii 398[2]
Iordaneti, Petrus 242[37]
Iordanier, Iohannodus 158[9, 18]
– Reymondus, filius Iohannodi, macellarius 158[9, 17]
Iordannaz, Anthonius, alias Batalliard, sindicus, procurator sive gubernator de Balmis 467[9]
Ioreriis, lignum de *cf. Nyon*
Iosept, Iohannes, rector confratrie sancti Spiritus de *Cossonay* 87[27]
Iour de Hormont *cf. Ormont-Dessus*
Iour Iulyant *cf.* Gergilland
Ioyez 124[10]
L'Isle (Insula) 79[15], 82[10], 486[15] à 487[17]
Italie (Italia, Ytalia) 8[10], 16[9], 23[25], 40[11], 81[16], 84[8], 97[4], 99[27], 161[36], 205[4], 258[5], 270[26], 298[12], 310[4], 326[4]
Ittens (Yctens) 87[14]
Iudei **cf.* Iudei
Iuliet, Stephanus, filius Richardi dicti 417[15]
– Richardus dictus 417[15]
Iura *cf. Jura*
Iuria (supra Morgiam) 128[18]
Iuria nigra (= *les Joux noires*) 141[38]
Iurien, Iohannes, de Brecthoneres 413[15]
Iuriens, Iohannes de, morans Cossonay, locumtenens castellani de *Cossonay* 85[21,26]
cf. Juriens
Iurignio *cf. Gérignoz*
Iuys, Iohannes de, prior Romanimonasterii 426[18]
Iuz *cf.* Le iuz

J

Jaquemet, Guillaume, *substitut d'Henri Vincent* 194[37]
Jorat (Iorat) 22[25], 513[7, 9]
Jougne (Joigne, Iognie, Ionye) 108[33], 433[36, 37], 442[11]
– chastel, castrum 108[33], 442[10]
Jougne (Joigne), Estevenyn de, escuer 194[14]
– Jehan de 195[10]
– Pierre de 194[35], 195[9]
Jougnena (aqua appellata Iognynaz, Ioignynaz) 432[9ss]
Joulens (Iolens, Ioleyns) 120[40] à 122[4], 123[6] à 124[41], 125[26], 381[22, 24]
Jour, Jean (Jehams) de, chevalier 56[28]

Joux (Iurensis, Iuriensis), *lac de* 43[2] (Lacus), 378[19], 419[9], 432[17], 434[14], 516[33]
– Humbertus de Lacu Iurensi, abbas 42[31] *cf. Vallée de Joux*
Jura (Iura, Iuria) 164[24], 438[44], 439[13, 15]
Juriens (Iuriens) 390[22], 396[13], 398[17], 406[29], 411[4], 412[22], 413[18], 415[4], 416[12]; *– acte passé à* 413[37]
– pratum de la Busynaz *cf. Romainmôtier*

K

Krummenstoll (Krumenstollz), *(secrétaire)* 118[14], 119[9]
Kublyn, Hensillmus, patriotus de Gyssineis 369[7]

L

Lac Léman cf. Aigle, Genève, Morges, Nyon, Vevey, Villeneuve
**cf.* lacus
Lacouldraz, Iohannes de, de Croy 413[21]
Laliardi, Iohannes 243[1]
Lamber, Iaquetus, de Bettens 80[5, 19]
– Perrodus, de Bettens 80[6, 20]
– Petrus 188[24]
– Williermus, de Bettens 80[4, 19]
Lamberczon (Lamberczoni, Lambertzon, Lamberzon), Girardus 86[35]
– Iacobus, de Orba, presbiter, procurator 187[11], 188[25], 190[2]
– Iaquetus 188[21]
Lanffrey 398[16]
Lanfrey, Rynaudus de, de Romanomonasterio 396[9]
Langins (Langino), Rodulphus, dominus de, miles, baillivus Vuaudi 328[8], 489[25] *(tuteur de Nicod et Aymon de la Sarraz)*
Lardons, Cristinus, filius Girardi 417[14]
– Girardus 417[14]
Larringe (Larringium) 316[22, 30]
Lathomus, Iohannes, de Vouflens 125[11, 17]
Lausanne (Lausanensis, Lausanna, Lausannensis, Losonois) 21[31], 45[37], 52[18], 53[27], 54[3, 29], 64[32ss], 69[40], 71[40, 42], 72[1ss], 87[22, 23], 88[29, 31], 92[32ss], 158[4], 166[1ss], 186[17], 192[11], 247[12, 19], 287[13], 292[5, 6], 299[13], 303[13], 306[27], 323[16, 22], 341[7, 9], 413[33], 414[3], 419[8ss], 424[1ss], 425[40], 427[35], 488[5], 511[30]; *– acte passé à* 6[6], 19[32], 22[1], 89[35], 127[35], 233[11], 241[22], 323[25], 329[11], 494[39]
– Lausannensis curie stilum 360[2], 363[2], 414[1]
– Lausannensis (Lausanne) diocesis 52[36], 85[18], 86[16], 91[12], 101[34], 103[23], 192[9], 224[24], 226[25], 227[3], 234[37], 258[12], 260[27], 278[6], 311[21], 389[18, 21], 394[16], 395[30], 397[35], 419[24, 33], 429[25], 434[16], 449[7], 490[7]
– Lausannensis episcopatus 137[10], 256[28]
– Lausannensis moneta 46[25], 60[2ss], 64[16], 73[26], 92[17], 96[13, 17], 128[13ss], 142[5], 149[5, 15], 150[15, 18], 151[11], 157[14ss], 159[28], 182[12], 200[12], 217[10, 11], 218[5ss], 219[14, 17], 220[16], 221[3ss], 224[11, 12], 230[16], 231[4], 253[17], 258[23ss], 261[18], 289[9], 290[6], 290[34, 36], 291[1ss], 292[15], 302[12ss], 303[3ss], 304[25], 308[7], 311[5], 321[9], 333[18, 26], 339[33], 340[19ss], 341[35], 342[14, 15], 343[26], 361[41], 362[2ss], 371[5], 383[25], 384[13], 386[24], 388[26], 390[34], 396[24, 35], 398[28], 405[20, 23], 412[39], 417[36], 421[1], 425[8], 430[22], 435[9], 451[6], 452[21, 41], 453[2], 488[32], 497[7, 30], 498[21ss], 499[5ss]
Lausanne, Iohannes, piscator Ville Nove 322[30]
Lavignye, Stephanus de, notarius curie Lausanne iuratus 52[20], 54[10, 31], 55[13]
Laydesos, N. de, *notaire* 80[38]
Laydessos, Henricus de 87[31], 88[7]
Le Clerc *cf.* Clerc
Leeman, Petrus 356[1]
Legier cf. Agnel, Petrus
Le iuz, Nycodus 87[8]
Leschet *cf.* Bisoncii
Lessoc 346[13]
Levis, Anthonius de 17[4]
Levrat, Girardus 169[21]
– Iohannes 169[23]
Leysey, Michaudus dou, pescator 322[8]
Leysin (Alesinum, Lesynum, Leysinum, Lisinum) 32[18ss], 33[10], 39[26]
Leysse, Vuillermus de 121[43]
Libolliens, Iaquetus 125[27]
Licion, Iohannes dictus, de Lausanna, clericus, sindicus, rector et gubernator ville de *Cossonay* 72[32], 75[14], 76[4, 27], 77[8ss]
Lignerolle (Ligneroles, Lygneroules) 57[9], 107[22], 441[1] à 444[39]
Ligotrous, Vulliermus, de Voufleyns 123[1ss]
Liquot, Poncetus dictus 417[19]
Lombard (Lombardus) 60[13]
Lombard, Niclaus, secretayre de la ville de Frybourg 114[38]
Lombardati, Guillermus, monachus Romanimonasterii 398[2]

Lombardi, Agnessona, relicta Bardi Lombardi, de Albona 47[14]
– Bardus 47[14]
Lombardit, Io., notarius 190[10]
Lombards (Lombardi) 313[13] à 315[9]
Longanez, Perronetus dictus 450[7]
Longit douz Chanoz, Iohannes 491[19]
– Petrus 491[19]
Loup (Lupi, Luppi), Aymo 298[3]
– Iacobus, castellanus de Gessenay 364[39]
– Iohannes 111[31]
Lovat, Perrodus, burgensis de Orba 187[16ss], 188[11, 17]
Lucingio, Amedeus de 169[20], 171[16]
– Guillermus de, monachus Romanimonasterii 398[2]
– Nichodus de, domicellus 78[9]
– Nycolaus de, syndicus et procurator Viviaci 295[29]
– Valcherius de, domicellus 294[34]
Lueycheres 340[41]
Luins (Luyns) 434[1]
Lullin (Lulin) 22[22], 112[28]
Lupi, Luppi *cf.* Loup
Lussy (Lussie) 127[16, 21]
Lutry (Lustriacum) 29[13], 48[17], 201[16] (vallis), 290[35] (vallis), 292[6] (portus ac vallis)
Luysin, Iohannes, vicedompnus Melduni 150[9]
Lyeboz, Willermus 54[32]
Lyon (Ledone?, Lugdunensis, Lugdunum) 397[38], ?429[28]
– Lugdunensis dyocesis 248[13]

M

Macconnens (Maconens) 22[23]
Macri, Iohannes, de Rotundomonte, burgensis de *Cossonay*, notarius castellanie de *Cossonay* iuratus 71[8, 29], 76[14], 77[39], 78[1, 15]
Maczo, Perrinus, de Balmis 448[9]
Magnin, Franciscus, dictus, de *Bettens* 80[4, 18]
– Franciscus iunior 172[37]
– Franciscus senior 169[21], 172[36]
– Iohannes, dictus, de *Bettens* 80[4, 18]
– Petrus, carpentator Morgie 130[19]
– Perrodus 393[7]
Magninet, Iohannes 462[10], 463[21]
Magnini, Aymonetus, nuntius Nyviduni, domicellus 168[26], 172[1]
– Roletus, de Alens, consiliarius sindicorum ville de *Cossonay* 72[37], 76[7]
Magnovrey, Nycodus, de Prumyer, villicus de Vallorbes 415[24]
Magnynet, Girardus, iuratus et consul de Balmis 467[11]
Magnyns, Aymonetus, gubernator et syndicus Nyviduni 169[14, 19]
Maillieti, Petrus, advocatus phiscalis 7[13]
Maior, Iacobus, de *Agiez*, monachus Romanimonasterii 397[39]
Maioris, Girardus, de Cugie, magnus celerarius Romanimonasterii 397[36]
– Iohannes, de Romanomonasterio 400[21], 426[37]
– Petrus 415[9]
Maistre, Petrus, de *Envy* 413[19]
Mala Vigny *cf. Grandson*
Malet, Huguetus dictus, burgensis de Paterniaco 208[21, 27]
Maliet, Nycholetus, burgensis de *Cossonay* 71[8, 29]
Malliet, Franciscus 52[4]
Malliono, Guillermus de 392[18]
Malsans, Nicolaus, burgensis de Orba 178[10]
Maluenda, Andreas de, iuris doctor, sedis apostolice prothonotarius, canonicus et cantor Gebennensis, prioratus de Aquis et Thononii commendatarius, decanus Albone, episcopatus Gebennarum administrator et prioratus Romanimonasterii commendatarius perpetuus; utriusque iuris doctor officialis Gebennensis 402[10, 35]; 465[34]
Mandargent, Stephanus *(notaire ou secrétaire)* 345[31]
Manloz, Petrus 356[3]
Manovrey, Nicodus, de Prumyer 413[15]
Mansan, Nycholay, clericus 188[22]
Marchiand, Anthoninus, de *Bofflens* 413[22]
– Glaudius, de *Bofflens* 413[23]
– Iaquetus 49[4]
Marchiandi, Claudius, frater, prior prioratus Rubeimontis 370[22]
– G., cancellarius 79[32]
– Iohannes, domicellus Albone 50[24]
– Petrus, presidens, vicecancellarius, miles 9[2], 40[14], 84[34]
Marchiant, Georgius 87[29]
– Iacobus, filius Petri 46[36]
– Petrus 46[36]
Marescalci (Marescali), Guigonetus, thesaurarius Sabaudie generalis 78[32], 79[5, 34], 104[21], 242[21]

Marescalli, Perrodus, burgensis de Orba 178[12]
Marescalus, Petrus 428[38]
Marins (Marens), Vido de 437[23], 440[18ss]
Marmilliar, Iohannes 355[34]
Marmilliod, Iaquetus 360[24]
– Mermetus 360[24]
Marpaul, Aymo, burgensis de *Cossonay* 71[8, 29]
Marsinel (Marsynel) 46[35ss], 47[8, 37]
Martignyer, Michaelis *(notaire ou secrétaire)* 279[23]
Martini, Anthonius 52[4]
Marugler, Hugoninus, de Vaulions 396[13]
– Petrus 437[20], 440[8ss]
Masczar, Cristinus 357[5]
– Iohannes 357[2]
Massonens, Mermetus de, domicellus 340[22]
Mastzard, Iohannes, alias Favre 360[29]
Maszard, Anthonius 359[23]
Mathey, Petrus 244[10]
cf. Franquefort, Stephanus dez
Mauriane 19[36]
Maurienne (Maurisiensis, Mauriciensis)
– moneta mauriciensis 23[28], 24[3ss], 26[13], 27[22, 28], 310[31], 469[33], 472[25], 502[8], 503[35], 504[7, 8], 507[34], 509[44]
Mayor, Anthonia, nepos Blasii 416[4]
– Blasius de Voufflens, foresterius 416[3]
– Girardus, de Arnay 396[12]
– Iohannes de Romanomonasterio, procurator 396[5, 34]
– Petrus, d'Agie 396[11]
cf. Maioris
Mayorat, Martinus (dictus), de la Praz 424[32] (Martinus de *la Praz*, dictus Mayorat), 425[7, 40]
Megève (Megeva), Petrus de, officialis Gebennensis 379[30]
Meliam, Iohannes 87[8]
Meller, Iaquetus, burgensis Paterniaci 226[25]
Mellet, Aymonetus de 279[18]
– Cristinus, filius Nycodi 360[23]
– Girardus 356[38]
– Henricus de, sindicus Turris de Peil 276[31], 279[5]
– Iohannes, mistralis Rassoneria et *Cuves* 357[18], 358[8], 359[22], 360[18]
– Iohannetus, frater Petri 357[10], 360[21]
– Nycodus 357[6], 360[22]
– Petrus, frater Iohanneti 357[10, 44], 360[35]
Mellin, Octhoninus 107[21, 30]
Mendor, Ioannes, frater religiosus, prior Rubeimontis 364[9]
Menthone, Franciscus de 104[21]
– Georgius de, baro Colloniaci novi 17[5], 19[37]
Merceriis, Ludovicus de, presbiter 53[28]
Merceryz, Uldricus de, presbiter 443[37]
Mermet de la Saucza, Pierre 358[33]
Mestraul, Petrus, domicellus 103[19]
Mestraul de Mont, Guillermus, domicellus, castellanus Yverduni 101[38]
Meyriaco, Jean de, juge du Chablais 36[19, 41]
Michaelis, Petrus, de *Apples*, iuratus 426[23]
Michaudi, Claudius, magnus celerarius Romanimonasterii 431[12]
Michel, Iohannes, de Vernex 499[38]
Michet, Nicodus, mistral 370[21]
Michiel, Girardus, alias Fabri, burgensis Grandissoni, nuncius generalis castellanie Grandissoni 111[8, 9]
Milan 468[19]
Mileti, Iohannes, de Grandissono, clericus curie Lausannensis iuratus, clericus 92[35], 93[3]
Mirabel, Ame de 153[13, 35]
Mirilion (Mirillion) *cf.* Heynod, Iohannetus
Mistralis, Franciscus 52[2]
– Hugoninus, de Cletis 155[20]
Mocte (Moctey), Petrus 462[10], 463[22]
Moctet, Glaudius 242[37], 244[4]
Mogy, Nicholetus li 448[10]
Moiry (Moeriacum, Moeryeir, Moeryer) 399[12], 415[36, 38]
– fons 408[3]
Molario, Iacobus de, iudex Foucigniaci 9[5]
Moleria (Molleria), Aymo de, decanus Romanimonasterii 397[36]
Mollens 127[25], 399[11]
Mollens, Iaquetus de, clericus notarius et iuratus curie comitis Sabaudie 294[30]
– Iohannes de, domicellus 71[7, 28], 72[35], 76[5]
– Nicodus de, domicellus 49[3]
– Petrus de, domicellus, sindicus et gubernator ville de *Cossonay* 80[26]
Moncler (Montcler), Guillaume de, escuer 193[19, 35]
Monfaucon *cf. Montfaucon*
Mongueir, Petrus, iuratus et consilliarius 461[23]
Mono, Petrus, de Romanomonasterio, porterius 416[26]

Monrichier, Iaquetus, burgensis Albone, castellanus Gruerie, magister hospicii, receptor Albone 50[5ss]
Monrichiez *cf. Montricher*
Mons Lacianus *cf. Montlaçon*
Mons Nigrus 164[24]
Mont (sur Rolle) 239[19], 391[35], 392[4], 475[21, 30], 477[11]
– *Mont-le-Grand* (Montes Grandi) 166[15], 241[29]
– *Mont-le-Vieux* (Montes Veteres) 166[15], 242[33]
Mont (Montibus), Guido de, dominus de Genolie 480[6ss]
– Henricus de 239[24], 240[7]
– Iohannetus de, filius Reymondi 419[20]
– Iohannes de, frater Henrici 239[24], 240[6ss], 241[5ss]
– Iohannes, nepos Iohannis de Montibus, filius Henrici de Montibus 240[7ss], 241[5ss]
– Reymondus de *Mont* 419[20]
cf. Baulmes, Luce de; *La Sarraz*, Glaudius de; *Viry*, Galeas de
cf. Monte, Monz
Montagny (Montagniey) 108[13], 324[3], 519[17]
Montagny (Montagniaco, Montagnye), Guillermus, baillivus in Waudo 383[15]
– Humbertus de, dominus Brissonie 16[12]
– Iaquetus de, domicellus, filius Stephani 107[17, 27]
– Petrus de, domicellus Grandissoni 111[15]
– Stephanus de, domicellus 107[17, 27]
Montbéliard (Montbelliar) 176[29, 30]
Montbéliard (Montbelliar, Montebelligardo), chivalier de 176[28]
– Estienne, conte de Montbelliar et seigneur de Montfaucon, pere de Jeham Phelippe de Montbelliar 175[34], 176[16, 18]
– Henricus de, dominus de Orba 177[19]
– Jeham Phelippe de, sires d'Orbe et d'Escharllams 175[30], 176[19, 26]
– Margareta, domina de Orba, filia Henrici de Montebelligardo, uxor Humberti de Villarcessel 177[18ss], 178[4], 185[38], 186[1ss]
Monte, Iohannes de, de Romanomonasterio, foresterius 416[8]
Montecanuto, Iohannes de, sedis apostolice prothonotarius preceptor sancti Anthonii de Ranverso et vicarius generalis Iohannis Ludovici de Sabaudia 465[30]
Montemaiori, Gaspardus de 304[3]
– Gaspardus de, marescallus; domino Villarii Salleti, miles, ballivus Waudi, advocatus Paterniaci 79[33], 102[2, 14], 227[2]
– Gaspardus de 511[24]
Montfalcon *cf. Montfaucon*
Montfaucon (Monfacom, Monfaucon, Montefalconis)
– Gauthier (Gatier, Gautier, Gautiers), seigneur d'Orbe 56[20, 21], 57[11ss], 324[1]
– Girardus, dominus de Orba et de Eschallens, maritus Iaquete de Grandissono 90[31], 91[15], 174[20]
cf. Montbéliard, Estienne
Montferrat cf. Savoie, Blanche de
Montheron (Thela) 382[1]
Monthou 242[35]
Mont-Joux (Mons Iovis) 29[12], 304[1], 467[6]
Montlaçon (Mons Lacianus) 483[44], 484[19]
Montmélian (Monsmelianus)
– *acte passé à* 281[1], 282[38]
Montreux (Mostruel, Mustruacum, Mustruz) 259[7ss], 260[11, 13], 290[15], 291[30], 293[22], 488[4] à 500[34]
– domus fortis 490[36]; ecclesia parrochialis 490[36]
*Montricher (*Monrichiez) 112[20]
Montricher (Montericherio, Montrischier), Willermus de 425[2] (prior Romanimonasterii) 428[23], 429[12]
Montsalvens (Montservens) 365[17]
Montsalvens (Monsalvein, Monsalven, Monsalvens, Monservens, Monservien, Montisservini, Montsalvens, Montsarvensa, Montservens), sire de *cf. Gruyère, Jean, Rodolphe*
Monxiaco, Nicoletus de, clericus, secretarius 316[31, 36], 317[32]
Monz, dominus de 127[24]
– Iohannes, dominus de, castellanus Yverduni, miles 139[1, 12]
*Morat (*Muretum, Muritenses) 7[19], 145[18], 146[12], 205[21], 234[13], 238[19]; – *acte passé à* 212[15]
Morel, Petrus, de Agie 413[24]
Morelli, Mermilliodus, de Albona 49[28]
Morellus *(secrétaire ou notaire)* 191[34]
Morgens, Franciscus, syndicus et procurator Viviaci 295[29]
– Iohannodus 294[15]
Morges (Morge, Morgea, Morgia) 7[19], 71[44], 72[7], 120[1] à 130[25], 145[17], 155[27], 162[12],

164[9], 242[15], 245[6], 382[21ss], 383[1ss], 384[5ss], 388[9,10], 391[13], 426[38]; – *acte passé à* 2[36], 58[34], 81[4,10], 99[11], 100[16], 121[25], 125[30], 126[38], 130[5], 143[4], 145[11], 242[23], 263[23], 264[1], 274[18], 303[43], 306[4], 322[23], 325[29], 391[19], 392[19], 399[39], 468[20], 477[5], 489[28], 490[7]
– aqua Morgie 122[16]; capella domini Lodovici 121[25]; castrum 99[11], 120[17ss], 121[34,36], 122[2ss], 123[17ss], 125[10,30], 490[7]; lacus 125[25], 128[19]
Morichier, Franciscus, frater Iohannis 49[4]
– Iohannes, frater Francisci 49[4]
Moschet, Roletus, burgensis Albone 49[2]
Mossye, Dompnodus 357[3]
– Iaquetus 360[30]
– Iohannes 357[9,43], 360[22]
– Nycodus 356[39], 360[27]
– Petrus 357[3], 360[31]
Mothe (Mota), dominus de la *cf. Champvent*, Hugo de
Moudon (Meldinum, Meldunum, Merdunum, Meudon, Meudunum) 6[2], 7[19,30], 13[29], 15[20], 16[15], 18[3], 22[15], 58[11], 61[21], 91[12,14], 94[12], 97[29], 98[21ss], 100[7], 102[4ss], 103[2], 105[22], 109[18], 128[28], 132[4] à 151[24], 154[16,18], 155[29], 157[10], 164[9], 165[36], 188[5], 189[38], 199[7], 202[4], 204[10], 239[18,21], 240[14,15], 243[9], 266[21ss], 267[17], 268[8], 324[30,31], 385[10,19], 405[18ss], 436[3], 449[14ss], 456[38], 462[17,18], 479[17], 485[17], 514[27], 516[23], 519[3,11]; – *acte passé à* 10[9], 22[32], 139[16], 140[30], 142[20,30], 143[10,24], 204[10], 225[3], 325[23]
– castrum 13[28]; turris maior 13[28,29]
Moudon, Franciscus de Melduno, domicellus 80[14]
Mugnerius, Roletus 417[14]
Muhet, Henricus 355[31]
– Mermetus 355[31]
Mulgnit, Petrus 360[29]
Mura, Franciscus de, nobilis, sindicus Rothuli 245[4,7]
Murguil, Mermetus 357[7]
Muris, P. de 273[1]
Mursin, Stephanus 417[20]
Musy (Muisye, Muysis), Petrus *(notaire ou secrétaire)* 511[32]
– Rol de, chivaliers 153[14,33]
Mynyod, Bartholomeus 87[4]
Myolani, Antermus, baro Myolani, marescallus Sabaudie 17[4]
Myolano, Urbanus de, electus Valentie marchus 20[28]
Myquey *cf.* Furno, Petrus de

N

Namur (Namurcensis)
– *Guillaume* (Guillermus) *Ier, comte de, sire de Vaud, époux de Catherine de Savoie* 2[34], 3[13], 142[27], 154[32], 155[12,16], 325[16], 326[29,32], 478[1,2]
cf. Savoie, Catherine de
Nanto, Anthonius 52[3]
– Petrus de, sindicus et gubernator Albone 51[5,8]
Nantua (Nantuacum) 465[3], 466[8]
Nardyn, Petrus 55[2]
– Willerma, relicta Petri 55[2]
Nardyns, Willermus 54[33]
Neir, Perrodus, burgensis de *Cossonay* 71[8,29]
Nendaz (Nynda), parrochia de 269[18]
Neuchâtel (Novumcastrum) 429[27]
Neuchâtel (Novocastro, Nuechastel, Nuefchastel), Loys, conte et sire de Nuefchastel 237[35], 238[10]
– Philipus de, dominus de Fontagnyaco in Vosagon 112[16], 194[9]
Neuveville (Novavilla, Nuefville), Einart de, seigneur de Sain Germain 194[11]
– Henricus de, dominus Sancti Germani 112[18]
– Moreal 194[12]
Neydent, Iaquetus, syndicus et procurator ville Nyviduni 158[7,10]
Nice, baro Nicie 16[10]
Nyciensis 466[29]
Nicholam, Iaquemetus lo, procurator et syndicus communitatis et parrochie de Allio 26[2]
Nicoletus *(secrétaire ou notaire)* 267[7]
Niglon, Glaudius, de Romanomonasterio 413[19]
Noblat, Richart, de Montbelliar, escuiers 176[29]
Novavilla *cf. Neuveville*
Novel (Novilla) 309[24]
Novocastro *cf. Neuchâtel*
Noz, Richardus de 393[7]
Nozeroy (Noseretum, Noseroy) 109[32], 177[38] (castrum); – *acte passé au château de* 186[12], 191[31]

Nozeroy (Nosereto), Guillermus de, burgensis de Orba 178[12]
Nuefville *cf. Neuveville*
Nycollet, Iohannes, filius Richardi 356[1]
– Petrus, filius Richardi 356[1]
– Richardus 356[2]
Nylion, Iaquerius 393[5]
– Nycoletus, sindicus et gubernator ville Romanimonasterii 396[6]
Nyon (Nividunum, Nivydunum, Nyons, Nyvidunum) 7[19], 48[38], 145[17], 152[17] à 173[23], 242[15], 250[39], 445[1,34], 482[23], 484[10], 512[12]; – *acte passé à* 154[24], 160[33], 163[40], 170[31], 173[5], 173[23], 239[20]
– confratria sancti Spiritus 172[40], 173[5]; croix du Vuerno 166[41]; Cullet 166[43]; domus confratriarum 160[33]; lignum de Ioreriis 168[21]; magnus lacus 164[28], 167[3]; ressortum ville 166[39] à 167[5]; rippa lacus 163[20]; spineta de Vers 166[39]; Uteret 166[44]

O

Ocheti, Reymundus, de Festerna 29[14]
Ochie *cf. Ouchy*
Oddineti, Lambertus 79[34]
Oex (Oeyz, Oez, Oyes, Oyez) *cf. Château-d'Oex*
Ogniona (Ognina), aqua de, dicta 257[15], 290[32]
Ogoz (Ogo), Richardus decanus de 341[6,8]
Oliveti, Iohannes 13[24]
Ollon (Ollonum, Olonum) 469[13ss], 501[21] à 505[35]
– cresta de Parins 502[1]; Dusilliet, Duzilliet 501[30,36]; Lasiaz de Siz 503[8]; locus Dou Chivallet 505[23ss]; mons de Gleva, Gleyvaz 501[27,32]; Pede de Lasiaz de Siz 503[10,12]; Pede plastarie 503[7]; pratum de Challer (= *Chalex*) 502[35] *(acte passé à);* saxum Aquila 501[37]; torrens de Culat 503[9]; torrens de Original 503[9]; vertex de Arssis 502[1]; Vilant 503[11]
cf. aussi lieux-dits d'Aigle
Orange (Auraice, Aurayce, Oranges, Orangia, Orenges, Oringia, Oringie), princeps Auraice 104[36]
cf. Chalon, Guilliermus, Iohannes *et Louis de*
Orbe (Orba) 56[21ss], 57[11ss], 90[31], 107[24], 108[13], 109[8], 174[15] à 198[11], 378[26], 400[36], 408[2], 410[12], 442[11], 519[3]; – *acte passé à* 196[7]
– aqua Orba 167[2], 407[44], 408[1], 432[6ss], 433[15ss]; castrum, chastelz et maison fort 190[6], 192[8], 193[31] (basse court); pons 408[2]
cf. lieux-dits des Clées
Oriolli, Ludovicus, magister hospicii 19[39]
Les Ormonts 503[1à13], 506[8] à 510[27]; – *acte passé à* 503[3]
– *Ormont-Dessus, Joux d'Ormont* (Iour de Hormont) 507[5]
cf. lieux-dits d'Ollon
Ornans, Pierre d', cheignoine de Montbelliar 176[29]
Oron (Orons) 254[12], 490[16,23], 511[9à32]
Oron (Orons, Oruns), Amedeus, filius Rodulphi 287[14]
– Aymo, dominus de Bossones, frater Francisci, domini d'Orons et Iohannis, domini d'Atalens 490[20]
– Franciscus, dominus d', filius Iohannis d'Orons, domini d'Etalens 490[13ss]
– Franciscus, dominus d', patruus Francisci d'Orons filii Iohannis, frater Iohannis, domini d'Atalens et Aymonis, domini de Bossones 490[11ss], 491[3,6]
– *Girard d'* 290[5]
– *Girard d', chantre de Lausanne et doyen de Valère* 488[5]
– Girardus, filius Rodulphi 287[14]
– Humbertus, frater Francisci 490[14]
– Iohannes de, canonicus Lausanensis, filius Rodulphi 287[13]
– Iohannes de, dominus de Ataleyns, miles, frater Francisci, domini d'Orons et Aymonis, domini de Bossones 297[31,35], 490[11,19]
– Maria de, uxor Francisci de Serrata 488[18]
– Petrus de, condominus de Viviaco 289[19]
– Petrus, filius Rodulphi 287[14]
– Petrus de, procurator hominum parrochie de Mustruz 259[6,10], 260[6ss]
– Rodulphus de, dominus de Orons, miles 287[6ss], 288[36]
– Rodulphus, filius Rodulphi, domicellus 287[13]
– Willelmus de, filius Rodulphi 287[11], 288[37]
Orsens, Pierre d' 468[11]
Orxeires (mons Orseyres) 432[18]
Orzens 468[12]
Ossallet (Assalet?), Aymo, alias Soudan 356[38], 357[42], (Aymo Soudan dictus Ossallet) 360[26]

Oubam, Iohannes, de Morgia, notarius curie Lausannensis iuratus, consiliarius sindicorum ville de *Cossonay* 71[43], 72[7,36], 76[6]
– Mermerius, burgensis de *Cossonay*, consiliarius sindicorum ville de *Cossonay* 71[9,30], 72[37], 76[7]
– *Pierre, notaire public* 86[27], 87[30]
Ouchy (Ochie) 201[16] (portus)
Ouguey, Perretus 359[23]
Oujon (Augionis) 437[16ss], 439[30], 440[26], 512[11à14]
– Petrus, prior 437[16]
Oulens, Aymo de, de *Cossonay*, clericus castellanie de *Cossonay* iuratus 83[31ss], 87[33]
– Iaqueta, relicta Aymonis 87[32]
– Iohannes de, burgensis de *Cossonay*, sindicus et gubernator ville de *Cossonay* 80[27]
Outre-Mont 14[14]
Oviola, Cristinus de 201[43]
Oyex *cf.* Iacodi, Iaquetus

P

Pabiete, Ansimetus, pescator 322[8]
Pachodi, Iohannes 87[31], 88[9]
Paccot, Vullielmus, burgens, rector, sindicus et gubernator ville de *Cossonay* 85[22], 87[31]
Pacot, Etienne 173[19]
Palézieux (Palessuez) 198[25] à 202[13]; – *acte passé à* 202[10]
Pallexioux, Nycodus 87[6]
Palliar, Stephanus 417[21]
Palliard, Iohannes 431[17]
– Petrus 431[17]
Palliere, Iohannes, clericus de Melduno, iuratus ballivie Vuaudi 202[4]
Palude, Iohannes de, prior Paterniaci ac dominus de Balmis 459[32,36], 461[27]
Pampigny (Pampignie) 80[15], 399[11]
Paneralli, Petrus, vicarius et procurator Iohannis de Palude 459[31,33], 460[2]
Papouz, Perretus, burgensis de *Cossonay* 71[8,29]
Pappouz, Girardus 87[9]
Paquerot, Vuillermus de Paterniaco, locumtenens advocacie Paterniaci 226[28], 227[3ss]
Parix, Symondus 87[8]
Parvo, Henricus de, domicellus, castellanus de *Cossonay* 76[28], 77[5]
Passerat, Iohannes 294[15]
Passu, Amédée de, lieutenant du bailli du Chablais et Genevois, commissaire d'Amédée VI 36[1], 37[5]
Pastors (Pastor), Iohannes (li) 24[29], 25[22]
Patriaul, Mermerius, burgensis de *Cossonay*, sindicus et rector 71[1,16]
Pavioti, Roletus, iuratus ville de Cletis 448[3]
Payerne (Paierne, Paterniacensis, Paterniacum, Payernes) 7[30], 146[3], 203[33] à 238[31], 444[18,26], 445[21], 446[7,12], 449[6], 451[39], 459[32,36], 460[10ss], 461[4ss], 463[36,39], 464[23,26], 465[2ss], 466[7,15], 467[7,16]; – *acte passé à* 204[33], 206[34], 226[8ss], 232[11], 238[12], 451[29], 461[37]; *limites du territoire* 212[7ss]
– cappella beate Marie Virginis 227[7]; castrum 204[33]; Crest 230[12]; Culais 229[24]; les deux podex 229[33]; fossale Cagnyar 229[20], 231[8]; mollia des Vignoles 229[20]; Nerpa, Nerpia 230[1,6]; Parte Rapin 229[33]; Planesy 229[17,34], 230[3,6]; pratum d'amont 229[17]; en Resex, Resix, Rosex 229[26,33], 230[1,9]; setorates Carret, subtus Corret, Curreti 229[31ss]; Tallisse, Talyset 229[33], 230[12]; via Iuriens Iaffe 229[28]; via Moirete 229[28]
– Franciscus et Iaqueminus, fratres, mercatores 207[29]
– Galcherus, prior Paterniaci 444[23]
– Stephanus prior Paterniacensis conventus 203[37]
– Vacherus prior Paterniaci 205[5]
Pays-d'en-Haut 339[1] à 373[32]
Pectruyn, Petrus, de Mustruaco, clericus et notarius 500[8]
Pellis, Iohannes 462[8], 463[24,25]
Peney (Piney) 132[10]
Penthaz (Pentha) 87[16]
Pereriu, Mermetus de 276[31]
Pernyn, Glaudius, de Croy 413[21]
Perraix (Perreix), Iaquetus dour 355[27]
– Stephanus dour 355[29]
– Yaquinus dour 355[30]
Perrery, Iaquetus de la 437[22], 440[18ss]
Perreten, Heynis, patriotus de Gyssineis 369[7]
Perretus pelliparius 25[13]
Perrier, Otthonetus 103[19]
Perrin, Aymo, alias Boetoux, de Brecthoneres 413[13]
Perroy (Perruys) 54[23], 475[22]
Petitpas (Pitipas), Henricus, burgensis de Orba, clericus 178[12], 188[21]

Petra, G. de, advocatum 231[22]
– Iacobus de, domicellus, notarius iuratus 99[22], 100[18,24]
– Iaquetus de, iunyor 104[37]
– Iohannes de, notarius 471[5,7]
– Ymonetus de, domicellus Grandissoni 111[15]
Petraul, Petrus 462[8], 463[20]
Petrus, filius Vuiberti, frater Iacobi 507[17]
Petrus [...]am 507[14]
Peulo? (diocèse d'Aoste) 510[21]
Peys, Iaquobus de 245[7]
Philippoz, Petrus alias Cosson 357[6], 360[23]
Piardi, Stephanus, capellanus et consiliarius Iohannis Ludovici de Sabaudia 465[35]
Pictet (Picteti), Iohannes, burgensis Viviaci 500[7]
– Rodulphus, notarius 244[9]
Pictonet, Iaquetus, iuratus et gubernator de Balmis 461[20]
Picty *cf.* Borjaul, Iohannes
Piémont (Pedemontium, Pedemoncium) 7[28], 8[8,10], 16[9], 40[11], 84[8], 161[37]
cf. Savoie, Louis de
Pieraflour, Girardus de *cf.* Fabri, Girardus
Pierre-Châtel
– *acte passé à* 384[33]
Pignerol (Pynerolii)
– *acte passé à* 17[1], 18[4]
Pigniolet, Aymonetus 357[7]
– Cristinus 357[5]
– Henricus, frater Nycodi 360[21]
– Nycodus, frater Henrici 360[21]
– Petrus 360[20]
Pignyolet, Petrus 357[7]
Pilicier (Pillicier, Pilliciey), Anthonius, burgensis Gruerie 366[2]
– Guillermus 355[24]
– Guillermus 363[20]
– Marmetus 363[21]
Pillet, Iohannes 356[39]
Pillivuit, Iaquetus 462[14]
Piririouz, Octhinodus de 278[20]
Pitet, Iohannes, habitator Lausanne 186[17]
– Nicholaus, frater Perrodi 424[34]
– Perrodus dictus, frater Nicholai 424[33]
Pittet, Petrus, domicellus 71[7,28]
Placy, Iohannodus de 450[7]
Plans, Iohannes de 355[24]
– Nycodus de 355[23]
– Perretus de 355[32]
– Stephanus de 355[23]
Platel, Guillermus 356[1]
– Ioannes 363[19]
– Iohannes 355[24]
– Yaquinus 355[34]
Ploes, Iaquetus 172[39]
Plozasco, Anthonius de, presidens 17[6]
Pochon, Petrus dictus 417[18]
Poget, Aymonetus, de Prumyer, villicus de Prata 413[16], 415[26]
– Perrodus dictus, de Bulet, rector et communarius Sancte Crucis 450[4]
Poligny (Polloniacum) 194[22], 461[40]
Pollens, Aymonetus, de Romanomonasterio, notarius, commissarius 404[10], 414[10], 434[33]
Polloniacum *cf. Poligny*
Pomelli, Ludovicus, castellanus Melduni 149[23], 150[3]
Pompaples (Pompapulum)
– pons 408[3]
Pompaples (Pompaploz), Ansermus, de Serrata, clericus, morans Albone, iuratus curie Gebennensis 49[33,37]
– Iohannes de, burgensis de Orba, clericus 178[10], 188[21]
Poncery, Petrus, secretarius 364[38]
Poncie, Aymonetus dictus 392[33]
– Nychodus dictus, filius Aymoneti, rector communitatis ville Romanimonasterii 392[32]
– Perrodus 393[6]
Poncier, Perrodus 396[8]
Poncy, Reynaudus dictus, de Bulet, rector et communarius Sancte Crucis 450[4]
Ponczula, Petrus *(secrétaire ou notaire)* 105[37], 107[18,28]
Pont, Guillermus dou 357[12]
– Uldrieta, uxor Guillermi dou 357[12]
Pont-de-Veyle (Pontis Vele)
– *acte passé à* 4[23]
Ponte, Nicodus de, capellanus 49[27]
– P. de 273[2]
– Petrus de, de Gebennis, iudex in Chablasio et Gebennis 294[27], 316[22,30], 488[15]
– Petrus de, dominus, miles, castellanus de Rotundo Monte 121[23], 383[16]
Ponteallye, Oddo de, miles, castellanus de Yverdon 382[14,25], 384[8]
Ponthaux (Pontouz) 236[35]
Pontverre (Ponte Vitreo, Pontevitreo), Aymo, dominus Acrimontis, baillivus

Chablaisii, nepos Guillermi, filius Richardi 316[24,28], 508[22,31], 509[1ss]
– Guillermus de, miles, dominus Sancti Triphonis 31[34], 508[20ss], 509[1ss], 510[2]
– Richardus de, miles, frater Guillermi 508[22], 509[9]
Porchat, Iohannes 329[23]
Porta, Girodus de, de Vouflens 125[27]
Portabons, Estenes de, baillis en Beugeis 153[12,32]
Porte, Andree 10[36]
Porterii, Anthonius 327[4]
Portherat, Stephanus, monachus Romanimonasterii 398[1]
Portier, Mermerius, sindicus et gubernator de Pentha 87[15]
Les Posses (Possia) 470[24]
Possieux, Aymo, de Cletis, domicellus 111[16]
Possuof, Aymo 462[7]
Pra, Henricus de la 394[7]
Prangins (Pranginum, Prenginum) 163[20,26], 166[16], 485[25]; – *acte passé à* 386[43], 512[13]
– castrum 386[43]
Prangins, Aymon de, sire de Nyon 152[25], 153[1ss]
– *Jean Ier de* 512[11]
– Iohannes de, dominus de Bioleto 444[17ss], 445[6ss]
Prato, Petrus de 417[17]
– Willermus de 417[17]
Prayn *cf.* Gieytoz
La Praz (La Pra, Prata) 398[17], 406[17ss], 407[3ss], 408[10ss], 410[14ss], 411[10], 412[15], 415[26], 424[29] à 427[38]
Praz, Nycodus de la 396[13]
cf. Mayorat
Premier (Prumier, Prumyer) 396[13], 398[17], 406[30], 411[5], 412[18], 413[16], 415[24ss]
– *acte passé à* 413[35]
Prem loz loup, Anthonius, clericus, rector hospitalis sancti Anthonii de *Cossonay* 87[26]
– Iohannes 87[4]
Prémontrés (Premonstracensis) 419[9]
*Pressy (*Pressiaci) 20[29]
Pribelli, Aymo, maritus Guillierme, marescallus 415[42]
– Guillierma, filia Iacobi Iaqineti, uxor Aymonis 412[42]
Prier, Othinetus 329[22]
Primeti, Petrus 169[21], 171[16]
Promenthoux (Pormenthou, Pormenthouz) 162[34], 163[20,31]
Promenthoux (Promentour), Aymes de, priours de Nyons 153[33]
Proudom (Proudum), Nichodus, burgensis de *Cossonay* 71[9,30]
Psalterii, Nicholaus, de Lausanna, prior Rubeimontis 341[6,8]
Puensieux, Nycodus, de *Clarens*, syndicus et procurator Mustruaci 495[11,29], 499[36]
Pugin, Franciscus, iuratus et consul de Balmis 467[12]
– Iohannes, consilliarius de Balmis, iuratus 458[34], 461[22]
– Petrus 462[9], 463[21]
– Petrus, iuratus et gubernator de Balmis 459[37], 461[20]
– *Robert, juge du Chablais et Genevois, commissaire d'Amédée VI* 36[1]
Putou, Guerricus, dominus Albone 42[34], 44[15]
– Iacobus, dominus Albone 42[34], 44[18]
– Petrus, dominus Albone 42[34]

Q

Qaustorem?, Aubertus 428[32]
Quarrelli, Iohannodus, domicellus 71[7,28]
Quarterii, Stephanus, macellarius 158[8,17]
Quarzo, *notaire* 89[41]
Quibleti, Iaquobus, burgensis Morgie 245[6]
– Glaudius, filius Iaquobi 245[5,9]
Quinaz, Iacaudus, burgensis de *Cossonay* 71[9,30]
Quiquat, Valthisius, macellarius 158[8,17], 159[37], 160[16]
Quoquilliat, Nycolletus dictus 450[6,15]
– Vuillermus, iuratus et consul de Balmis 467[12]
Quynsini, Petrus, clericus Albone, notarius 51[38], 52[11]

R

Raballiont, Iohannes 329[21]
Rabilliodi, Iohannes 327[5]
Rammelli, Iacobus, sindicus et gubernator Rotuli 242[35]
Ramuz, Iohannes 357[11]
cf. Chevallu, Petrus
Rances 442[11]
Ranversum *cf. Saint-Antoine de Ranvers*
Rassoneria, Rassonery *cf. Rossinière*

Ravais, Iehan, notarius 2[24], 157[30]
Raveres, Anthonius de Les 507[12]
Raverette (aqua que dicitur Ryusetaz) 507[6?] *(lecture douteuse, il pourrait aussi s'agir de la Grande Eau)*
Rayro, Guillermus 363[19]
Rebique, Iohannes 86[23]
Rebitat, Franciscus 86[37]
– Iohannes 86[37]
– Petrus 86[37]
Recordon, Cristinus dictus, de Sancta Cruce, rector et communarius Sancte Crucis 450[5]
Regis, Aymonodus, de Prumyer, salterius 415[29]
Rellioz, Hensilly 76[32], 77[3ss]
Reneverii, Anthonius 327[4]
Renparre, Stephanodus, monachus prioratus de *Cossonay* 78[8]
Revoyre (Revoir), Loys (Ludovicus) 2[24], 4[25], 157[28]
Rey (Li Rey, Reys), parrochie de Nynda 269[18ss]
– Aymonodus, de Prumyer 413[15]
– Perrodus, de Premier 396[12]
Reymondus, iudex curie Petri comitis Sabadie 501[24], 502[5, 31]
Reynaudi, Iohannes, burgensis Rotondomontis 50[25]
– Petrus 172[38]
Reynaut, Iohannes 417[20]
– Petrus, filius Stephani 417[20]
– Stephanus 417[20]
Reynerio, I., bastardus Sabaudie, comes de Villariis, locumtenens et gubernator Sabaudie generalis 19[35]
Reyro?, Petrus antenatus 355[26]
Rhône (Rodanus) 281[21, 23], 297[21], 309[24], 315[39], 322[6ss], 504[23]
– duo Rodani 259[12, 18]
Riaz, Octhoninus de, sindicus, procurator sive gubernator de Balmis 467[8]
– Petrus de 463[13]
Richard *(notaire)* 402[35]
– Glaudius 463[14]
– Iohannes, consilliarius de Balmis, iuratus 458[33]
Riez (Rye), Anthonius de, dominus de Coste Bronnaz (Costebrunez) 112[17], 194[10]
Ripaille (Ripaillia, Ripallia, Rippolia)
– *acte passé à* 5[29], 143[17], 146[15], 168[28], 270[17], 321[21], 328[34], 329[7]
Rippa, Thomas de, commissarius 276[13]
La Rippe (Rippa) 171[14ss], 242[37], 244[10]
Rivo, Humbertus de *(notaire ou secrétaire)* 277[5, 31]
– Henricus de *(notaire ou secrétaire)* 329[24]
Robin, Perrod, iurei et communour de la ville de Gransson 95[1]
Roche (Rupa, Rupes) 177[10], 186[15, 23]
La Roche (Ruppe), Borcardus de, miles 207[17]
Rochet, Petrus 378[26]
Rogiour, Iohannetus 357[12]
Rogioux, Franciscus 360[32]
– Iohannes 360[33]
– Perretus, dictus Rolichon 360[32]
La Rogivue (Rogievuit) 511[9à32]
Rolet (Roleti), Iaquetus, filius Iohannis 355[24]
– Iohannes 355[24]
– P[etrus, notarius curie Lausanne iuratus] 94[17]
Rolichon, Franciscus 357[12]
– Petrus 357[13]
cf. Rogioux
Rolle (Rodullum, Rodulum, Rothulum, Rotulum) 166[16], 239[17] à 246[18], 475[21, 30]; – *acte passé à* 243[23, 36]
– castrum dictum de Ruellon 240[6]; castrum Iohannis de Montibus 241[5]; ecclesia hospitalis 243[23]
Romain *cf.* Romanus
Romainmôtier (Romainmoustier, Romansmostier, Romanummonasterium) 87[30], 375[4] à 417[2], 417[23], 419[24, 33], 420[11, 27], 422[43], 425[2ss], 426[9ss], 427[5ss], 429[6ss], 430[16, 44], 431[13, 23], 432[11, 28], 433[5ss], 434[4ss], 435[8ss], 436[3ss], 465[2], 466[7], 477[2]; – *acte passé à* 378[21], 389[18], 400[20], 413[38]
– abbatia lacus 408[1]; comba de Romanomonasterio 380[17], 398[33], 406[43]; ecclesia Sancti Petri 434[4]; nemus de Fael 406[13]; nemus de Forel 406[8, 13], 408[7]; nemus de la Bougery 405[44]; nemus de la Goctetaz 405[44]; nemus des Chasney 405[43]; Pierraz Fully, Pierraz de Fully 408[4], 516[28]; pratum de la Businaz, Busynaz 412[23], 415[32]; pratum de Prael 406[14], 411[5] (grangia de), 412[4ss] (grangia de)
– Aymo, prior Romanimonasterii *cf. Genève*, Aymo, episcopus
– Henricus, villicus Romanimonasterii 428[26, 39]

– Nicolaus, nobilis, villicus Romanimonasterii 411[11], 414[36]
– Ottoninus, sacrista Romanimonasterii 429[28]
– Udricus, decanus Romanimonasterii 378[23]
– Williermus, prior Romanimonasterii 419[32]
cf. Montricher, Willermus de
Romanens 16[14]
Romanorum rex 144[24], 235[13]
– *Albert Ier* 205[31], 206[20], 207[10,26], 208[17], 209[13]
– *Charles IV* 143[3], 325[28]
– *Henri VII de Luxembourg* 209[4]
– *Rodolphe de Habsbourg* (Rudolphus) 204[23], 206[4], 209[13]
– *Sigismond* 79[18], 104[3], 330[9]
**cf.* rex Romanorum, imperator
Rome (Roma) 43[15]
Romont (Rotondomons, Rotundus Mons) 6[2], 21[2], 50[25], 88[33], 139[2,13], 157[10], 188[5], 192[10], 201[17], 383[16], 479[17]; – *acte passé à* 21[3]
Romont (Rotondimontis), comte de 359[14]
cf. Savoie, Jacques de
Ronoz, Vuilliermus, plebanus 369[5]
Ropraz (Rospraz) 513[1à13]
Ros, Cirgo dictus 437[20], 440[15ss]
– Iacobus 54[32], 55[9]
Rospacot 46[37]
Rossaz, Iohannes 111[31]
Rosset, Perretus 49[5]
– Perodus 49[5]
Rosseti, Iacobus, iudex Chablaysii 9[4], 84[35]
Rossier, Nicod 358[32]
– Petrus, de Synarclens 87[11]
– Richardus 363[16]
cf. Cossonay, Girardus
Rossillione (Rossillyone), Humbertus de, miles, maritus Nychole de Alamant 52[22]
– Iohannes de, decanus Alyngii 48[15]
Rossinière (Rassoneria, Rassonery, Rossoneria) 341[25] à 342[40], 344[22] à 347[5], 349[11] à 351[32], 355[10,11], 356[35] à 358[23], 359[1] à 363[3], 364[2], 365[8] à 366[10]; – *acte passé à* 358[19]; *limites de la métralie* 361[14à15]
– Sengloz 361[14]
Rossyer, Willermus dictus 417[19]
Rota *cf. Rue*
Rotteres *cf. Saint-Oyens de Rottières*
Roue *cf. Rue*
Rougemont (Roiomont, Rubeusmons) 77[38], 339[1à19], 341[7,9], 343[22], 352[1] à 355[4], 355[19] à 356[29], 358[31à36], 363[8] à 364[44], 369[20] à 373[32]; – *acte passé à* 364[36], 369[23], 373[32]
– Petrus, decanus de 186[15,23]
Rougemont (Rubeomonte), Iohannes de Rubeomonte, dominus de *Cossonay*, maritus Iohanne 62[33], 63[21], 70[27,36], 71[16ss], 72[31], 73[8], 76[4,22]
Rousses (Russey) 194[9]
– (Rosses), lac des 167[2]
Roverea, Guigo de 162[25]
– Iohannes de, frater Ludovici 470[27]
– Ludovicus de, frater Iohannis 470[27]
– Mermerius de, castellanus Turris Viviaci 269[2,9]
Ruaz, Aymonetus de 55[1]
– Iacobus de 55[1]
– Nicodus, consilliarius de Balmis, iuratus 458[34]
– Perreta de 55[1]
– Perrola de 54[33]
– Petrus de 55[1]
– Petrus de, consilliarius de Balmis, iuratus 458[33]
– Willerma, filia Perrole de 54[33]
Rubat, Moretus dictus, de Antacresta 26[5]
Rubei, Guillermus, clericus et burgensis Yverduni 111[16]
– Reymondus, de Vouflens, dominus, miles 125[1,4]
Rubollet, Iacobus, ballivus Orbe 197[30]
Rucit, Iaquemetus douz, iuratus 476[12]
Rue (Roue, Rota) 7[19], 139[4], 145[17]; – *acte passé à* 388[15]
Ruffi, Iacobus, filius Petri, frater Nicolai 507[18]
– Nicolaus, filius Petri, frater Iacobi 507[18]
– Petrus 507[18]
Rufus [*à classer sous* Roux *ou* Le Roux *ou* Leroux], Giraldus, frater Vullierni 513[7]
– Vulliernus, miles, de Gumoens, frater Giraldi 513[4,6]
Rumod, Nycodus 357[8]
Rupa, Rupes *cf. Roche*
Rupalet (Rupallex) 164[21]
Rupecta, Hugo de 262[11]
Ruppe, *notaire* 84[39]
cf. Roche
Ruscilliat, Mermetus 107[22,30]
Russey *cf. Rousses*
Russin, Jacques, sire d'Allaman 54[17]
Russino, Franciscus de 79[34]

Ruysy, la (Ruysi) *cf. la Grande Eau*
Rye, Thiebaul, signeur de 176[27]
Ryusetaz *cf. Raverette*

S

Saanen cf. Gessenay
Sacrum Romanum imperium 16[8], 21[15], 79[18], 81[16], 104[4], 204[23], 205[31], 209[4]
cf. Romanorum rex
Saget, Octho 188[24]
Saillon 506[7]
Saillon (Salyone), *Guy de* 506[7]
– Iacobus, domicellus de Alyo, filius Petri de Salyone 506[11], 507[3,29], 508[7]
– Petrus de, miles 507[4]
– Vuillelmus de, filius Iacobi 507[29]
Saint-Antoine de Ranvers (Sanctus Anthonius de Ranverso) 465[31,34]
Saint-Antoine de Viennois
– *acte passé à* 9[16]
Saint-Benoît (sancti Benedicti), ordo 248[13]
Saint-Cergue (Sanctus Ciricus) 248[9] à 251[24]
– castrum 248[16,17], 249[16], 250[4,24], 251[16]
Saint-Esprit, confrérie du 370[10]
Saint-Germain (Sanctus Germanus, Sain Germain) 112[18], 194[11]
Saint-Germain, Humbertus de Sancto Germano 124[43], 125[28]
– Nicholaus (Nycholaus, Nycholay) de Sancto Germano, dominus, legum professor 120[6ss], 121[8,26], 125[32]
– Rodulphus de Sancto Germano 364[37]
Saint-Gingolph (Sanctus Gingolphus) 318[7]
Saint-Hippolyte (Sanctus Ypolitus) 177[8]
Saint-Jacques (Sanctus Iacobus) 43[15]
*Saint-Maurice d'Agaune (*Sanctus Mauricius Agaunensis, Sanctus Maurisius) 26[37], 32[22], 256[10], 308[4], 469[23ss], 502[20]; – *acte passé à* 24[15], 469[39]
– pons 322[10]
– Iacobus, cartarii monasterii Agaunensis 507[31]
Saint-Oyens de Joux [= Saint-Claude] (Sanctus Eugendus Iuriensis) 248[13], 465[1]
– Guilliermus, abbas monasterii Sancti Eugendi Iurensis 248[12]
Saint-Oyens de Rottières (Sanctus Eugendus de Rotteres) 483[44]
Saint-Paul (Sanctus Paulus) 320[4]
Saint-Prex (Sanctus Prothasius) 167[1]
Saint-Saphorin (Sanctus Simphorianus) 127[21,22], 305[3]
Saint-Triphon (Sanctus Tripho) 506[25], 508[21]
Sainte-Croix (Sancta Crux) 49[14,20], 241[29], 252[9à18], 394[37], 450[1] à 451[18]
– Extery 450[30], 451[2]
Salagrini *cf.* Chalangrin
Salamine, Cono 140[7]
– Iohannes 140[7]
Salanche (Salangy) 290[34]
Salins 186[26]
Sallanches (Sallanchis), Aymo de, castellanus Chillionis 502[6,32]
Sallione, Petrus de, miles 33[23,37], 36[36]
Sallone, Perrodus de 30[28,33]
Salnerii *cf.* Saunerii
Salomon 371[22]
Saluces (Saluciarum), *marquis* (marchio) *de* 17[19,28], 79[32], 104[20]
– M. ex marchionibus Saluciarum marescallus 162[23]
Salvio, Hugetus 448[9]
Sampans, Iohannes de, Bisuntinensis diocesis, Salins commorans, notarius imperiali auctoritate publicus 186[26]
Samzat, Mermetus de la 355[30]
San Benigno de Fruttuaria (Sanctus Benignus Fructuariensis) 465[2], 466[6]
Sancto Iorio, Petrus de 379[30]
Sancto Leodigario, Perrodus de 294[16]
Sanctus Aprus 242[35]
Santellini, Iohannes, nuncius generalis castellanie Grandissoni 107[9ss]
Sarine (aqua Sarone) 343[18], 352[42]
Sarravalle, Petrus de, tenens locum baillivi Chablasii et Gebennarum 469[8]
La Sarraz (Sarrata, La Sarree) 71[44], 72[6,38], 247[1] à 247[28], 388[8,10], 487[15], 516[13,36]; – *acte passé à* 247[27]
– castrum 247[27]
La Sarraz (Sarrata, Serrata), Alexia, mater Francisci 293[35,36]
– Aymo, dominus de, filius Francisci 247[4ss]
– *Aymon de, coseigneur de Montreux* 489[26]
– *Barthélémy de, seigneur de La Sarraz et de l'Isle* 487[15]
– Claudius, scutifferus 242[5]
– Franciscus, dominus de Sarrata, condominus Viviaci et perrochie de Mustruz miles 247[5,6], 290[15], 292[32ss], 294[21], 295[17], 488[17ss], 516[7ss]

– Girardus de, dominus 428[23], 429[12]
– Glaudius de, dominus de Mont, frater Margarite de Serrata 491[28]
– Iacobus de, burgensis de Orba 178[13]
– Margarita de, condomina parrochia Mustruaci, consors Iohannis domini Gingini 491[22,37], 492[33]
– Maria, uxor Francisci 290[16], 293[35], 516[38]
– *Nicod de, coseigneur de Montreux* 489[26]

Saugy, Marmetus 363[18]

Saunerii (Salnerii), Iohannes de Lugduno (Ledone), infirmarius Romanimonasterii 397[38], 429[27]

Sautier cf. Psalterii

Savigliano
– *acte passé à* 17[30]

Saviodi, Rodulphus, ballivus in Chablasio et Gebennis 25[11]

Savoie (Sabaudia, Savoya, Savoye) 15[32], 17[3,4], 22[20], 40[15], 78[32], 79[28], 84[37], 99[7], 144[9], 151[24], 169[30], 242[21], 257[7], 318[21], 433[13,29], 479[16], 500[32]
– comitatus 38[26], 271[12], 276[16], 298[33], 319[3], 326[35], 516[25]
– duché 330[12]
– moneta 446[12]

Savoie (Savoye, Sabaudia)
– bastardus 79[33]; comites 37[22], 94[11], 97[8], 121[15], 123[7ss], 124[35], 141[12], 155[7], 209[36], 213[34] (comes), 235[14] (comes), 318[5] (comes); duces 284[14]; dux 10[28]; monseignyour de Savoye 305[16]
– *Amédée IV* (Amedeus), *comte* 307[31]
– *Amédée V* (Ame, Amedeus), *comte* 23[25], 24[24], 25[12,33], 26[28], 29[32], 30[16], 36[17ss], 120[7,19], 121[4ss], 122[35ss], 123[26,29], 124[36], 125[33], 132[30], 153[16], 154[12], 168[18], 205[4,18], 206[15], 258[5], 259[6], 260[25], 261[34], 264[16], 271[15], 290[5], 310[4], 311[19], 312[26], 326[24], 469[10], 508[19]
– *Amédée VI* (Amey, Amez, Amedeus), *comte* 1[37], 2[12], 2[35], 3[18], 4[6,36], 34[29], 36[3ss], 58[31], 127[9], 128[4], 143[1], 155[26], 156[4] (sire de Waud), 157[4], 213[2,11], 223[11], 224[26,36], 225[1,8], 225[14], 225[24], 226[1], 235[14], 265[13], 266[13], 267[14], 268[5], 269[17], 270[4,26], 273[19], 293[31?], 294[28], 295[28], 296[25], 298[12], 304[14], 305[1], 315[23], 316[23,28], ?318[5], 318[33], 320[6], 321[19], 325[22,26], 326[8,30], 390[31], 391[12], 391[27], 447[20], 477[1], 489[14,25], 490[10], 503[1], 510[11]
– *Amédée VII, comte Rouge* 6[1], 128[30], 143[8,15], 226[6], 252[17], 326[4], 329[1ss], 449[9]
– *Amédée VIII, comte puis duc [dès 1416]* 6[29], 7[28], 8[9], 35[14], 39[8], 40[10], 59[1ss], 78[26], 79[13], 81[1,8], 82[7], 84[7], 85[5] *(Félix V)*, 97[4], 99[24,26], 100[35], 102[11,16], 103[38], 129[5], 129[12], 143[25], 144[16ss], 145[6,16], 146[1,12], 158[1], 159[29], 160[42], 161[12,36], 162[34], 164[1], 170[35], 171[12], 226[11], 227[23,30], 242[3], 252[9], 274[25], 274[33], 275[28], 276[11], 277[9], 277[19], 278[10ss], 306[1,7], 321[33], 322[10], 328[11], 329[14], 330[1,7], 397[30], 398[8], 399[23], 468[10,17], 487[1,7], 504[17], 515[1]
– *Amédée IX, duc* 9[24] *(fils aîné du duc Louis de Savoie)*, 10[14] (princeps Pedemoncium), 283[2ss]
– *Aymon, comte* 33[22], 34[19], 211[19], 240[27], 263[31], 264[9,29], 271[19], 313[9]
– *Blanche de Montferrat, duchesse, tutrice de Charles II* 18[1], 478[30]
– *Bonne, soeur d'Amédée VIII, épouse du prince d'Achaïe* 144[18]
– *Bonne de Bourbon* (Borbonio), *comtesse, mère et tutrice d'Amédée VIII* 37[13], 328[5]
– *Catherine* (Katerina), *comtesse de Namur, dame de Vaud, fille de Louis II de Savoie et d'Isabelle de Chalon* 1[38], 3[13], 140[11], 140[29], 141[8], 142[27], 154[32], 155[10ss], 325[16], 326[27,31]
– *Charles Ier* (Carolus), *duc* 16[8], 17[17,27], 284[33?], 285[5?], 401[2]
– *Charles II* (Karolus), *duc* 18[2], 20[10], 21[1], 21[14], 23[1], 284[33?], 285[5?]
– *Charles III* (Karolus), *duc* 232[19], 233[8], 244[15], 284[33?], 285[5?], 285[11,21], 335[9], 446[10], 485[25]
– *Edouard* (Edduardus), *comte* 32[14], 33[26], 210[10ss], 211[11], 262[20], 263[4]
– *François de Savoie* (Franciscus de Sabaudia, archiepiscopus Auxitanensis, administrator episcopatus Gebennarum et prioratus Romanimonasterii commendatarius perpetuus, abbacie Paterniaci commendatarius perpetuus ...) 401[14], 402[14], 467[5]
– Humbertus, bastardus 9[1], 84[34], 157[29], 162[23]
– *Jacques, comte de Romont et sire de Vaud* 15[1], 89[5], 232[8], 334[1]
– *Jean-Louis* (Iohannes Ludovicus de Sabaudia, apostolice sedis prothonotarius ecclesie ac episcopatus Gebennarum in spiritualibus et temporalibus administrator

abbacieque Paterniaci commendatarius perpetuus...) 463[34], 464[37], 465[37], 466[4, 33]
– *Louis Ier* (Lois, Loys, Lodovicus, Ludovicus), *sire de Vaud* 56[18, 30], 57[36], 58[6, 23], 120[9ss], 121[5ss], 122[27ss], 123[2ss], 124[16ss], 125[3ss], 139[5], 324[1], 379[5], 381[14ss], 382[2ss], 383[2ss], 384[1], 387[13, 18], ?391[1ss], 442[5ss], 443[5ss], 444[15], 485[16]
– *Louis II, sire de Vaud* 2[38], 126[6], 129[1], 139[22], 140[1], 140[27], 141[5ss], 154[33], 155[7], 200[21], 213[1] *(tuteur d'Amédée VI)*, 239[17, 24], 240[4], 265[36] *(tuteur d'Amédée VI)*, 315[36] *(tuteur d'Amédée VI)*, 324[13, 33], 326[25ss], 384[30], 385[4], 386[36, 40], 387[12], 388[23, 34], 389[1], 391[1ss?], 481[10], 483[22], 484[22], 516[7ss], 519[10]
– *Louis:* – comes Gebennensis 162[22]
– *prince de Piémont, lieutenant d'Amédée VIII* 7[28], 8[8], 39[13], 40[9], 81[14, 20], 82[6], 84[6], 85[4], 145[1], 146[1, 11], 330[12], 504[16]
– *duc* 9[12], 10[1], 10[27], 14[12, 22], 40[30], 41[1], 85[19], 130[12], 146[20], 173[14], 279[27], 280[2ss], 281[15], 306[16], 331[7], 493[1], 500[30]
– *Marguerite, princesse* 14[24], 280[12]
– *Marie de Bourgogne, épouse d'Amédée VIII, comtesse* 275[33]
– Marie de Brebancio, *comtesse, épouse d'Aymon* 263[35]
– *Marie de Savoie, fille d'Amédée VIII, duchesse de Milan* 145[8], 468[19]
– *Mathilde de Savoie* 227[25]
– *Michel de Savoie* (Michael de Sabaudia, appostolicus prothonotarius et prioratus Romanimonasterii commendatarius perpetuus) 19[36], 403[5, 33]
– *Pierre* (Petrus), *comte* 121[31], 124[35], 203[36] (frater comitis Sabaudie), 204[30], 205[12, 16], 253[8, 17], 289[8], 323[16], 501[25], 502[15, 31]
– *Philibert Ier, duc* 15[7], 283[23], 284[1], 334[10]
– *Philibert II* (Philibertus), *duc* 18[9ss]
– *Philippe I* (Philippus), *comte* 121[31], 124[35], 132[8], 152[17, 26], 205[13, 16], 253[23], 254[4], 258[9], 270[32], 379[7, 12], 381[16], 387[14]
– *Thomas, comte* 307[33], 308[9], 506[9]
– *Yolande, duchesse* 173[20], 283[23] *(tutrice du duc Philibert)*, 284[1] *(tutrice du duc Philibert)*
cf. Reynerio, I.
Saxo, Iohannes de 12[2]
Sedunensis
cf. Sion
Seler (Seleir), Iohannes 437[22], 440[17ss]
Semina *cf. Beaumont en Semine*
Senarclens (Sinarclens, Synarclens) 87[12]
Senarclens (Sunarclens), Iohannes de, domicellus, frater Nicholeti 71[6, 27], 72[36], 76[6]
– Nicholetus de, domicellus, frater Iohannis 71[6, 27], 72[36], 76[6]
Le Sépey 510[25]
Septème (Septemo, Septimo), Guillermus de, miles, baillivus in Gebennis et Chablasio 24[23], 25[32], 153[11, 31]
Serragini, Iohannes, de Melduno 189[38, 40]
Serrat, Iohannes, nuntius Nyviduni 168[27]
Serreres, Perrodus de, domicellus 294[35]
Seschaux, Stephanus, de Albona, domicellus 49[2]
Seteney, Aymes de, chivaliers 153[13ss]
Sévery, Henri de, prieur de Romainmôtier 477[1]
Seyrat, Petrus 169[22]
Seyssel (Seissello, Seysello, Seyssello), Gabriel, baro de Aquis 17[5]
– Iohannes de, frater, prior prioratus Romanimonasterii 393[3, 34], 394[15], 395[29], 397[34], 429[24], 431[22]
– *Jean de, lieutenant du duc de Savoie* 500[30]
Sicars, Aimo 480[18]
– Iohannes 480[15]
Sicholam, Iaquemetus li 25[22]
Sieboz, Iohannes, multor 357[1]
cf. Syeboz
Sigismond (Sigismundus) *cf.* Romanorum rex
*Signy (*Signier) 166[43]
Sinarclens (Senarclens), Francoys de 22[23ss]
Sion (Sedunensis civitas, Sedunum) 49[9], 137[11], 488[4]; – *acte passé à* 329[3]
– Sedunensis episcopatus 28[34], 137[11], 256[28], 309[16]; Seduni dyocesis 258[12], 319[29]
– *Boniface, évêque de Sion* 488[4]
Sirodi, Glaudius 243[1]
Siviriaco, Gasparus de 52[2]
– Iohannes de 462[7]
Sivrie, Humbertus de, morans apud Lussie, frater Petri 127[16]
– Petrus de, dominus, miles, morans apud Lussie, frater Humberti 127[15]
Sivyrier, Ludovicus de, gubernator opidi Albone 51[38]
Six-Fontaines (Sex Fontes) 448[6ss]
Solano, Glaudius de *(secrétaire de Jean-Louis de Savoie)* 465[39]
Solatour 127[23]

Solliardus 416[33]
Songy, Iohannetus 355[27]
Sontier, Nicodus, de Iuriens 413[17]
Sostionis, Iacobus 9[5]
Sotens, Iohannes de 55[10]
Soudan *cf. Ossallet*
Souterii, Roletus 491[19]
Spine, Iohannes, de Gayo 160[34]
Staviacum *cf. Estavayer*
Stephen?, Cleyunie?, patriotus de Gyssineis 369[7]
Strassberg (Straperch, Strazberg), Otto (Octo), comes de, Alberti Romanorum regis ballivus per Burgundiam generalis 207[10, 26], 208[17]
Styrie (Stirie duces) 235[8]
Suchet, Humbertus, de Festerna, miles, castellanus Cletarum 378[24]
Suchy (Suchey) 513[27] à 515[4]
– molendinum du Buyron 514[17, 19]
Sutor, Domongius 469[25]
Syeboz, Henricus 360[28]
– Iaquetus 357[2]
– Iohannes 357[4]
– Perretus 357[2]
– Perretus dictus Baul 360[28]
– Uldrietus 360[25]
cf. Sieboz
Synnilchy?, Cristanninus 356[3]

T

Tannaz, Thornichius *(Thorin)* de la 355[25], 358[32]
Tarantaise (Tharentasiensis, Tharentinensis 21[31], 397[28]
Tasseri (Tasserii), Franciscus, de Nyviduno, clericus auctoritate imperiali notarius publicus et curiarum omnium ducis Sabaudie iuratus 170[33], 171[16]
Tavel, Iohannetus de 499[39]
– Mermetus de 294[16]
Tavelli, Guichardus, dominus Bacii 470[30], 471[23]
Tavergnier, Iohannes 360[29]
Terralion, Nicholetus, consiliarius sindicorum ville de *Cossonay* 72[38], 76[8]
Terraul, Anthonius 462[9], 463[20]
Thalmin, Iohannes, Tharentinensis diocesis notarius publicus, commissarius et receptor generalis extentarum Vuaudi 397[28]
Thela *(= Montheron)* 382[1]
Theobaldi, notarius 108[38]
Theodonici, Theotonici **cf.* Allemani
Theutonici, Girodus 507[18]
– Petrus, filius Girodi 507[17]
Thoire et Villars (Thory et Villars), Humbertus, dominus de 517[16]
Thomasius de [...]nen 507[13]
Thomasset, Petrus 52[2]
Thomasseti, Amedeus, domicellus, villicus de Agie 415[16]
– Iohannes, clericus 50[25]
Thome, Iaquetus, rector et gubernator Paterniaci 226[26]
Thonon (Thononium) 163[22], 170[40]; – *acte passé à* 7[22, 31], 8[36], 40[24], 59[9], 81[17, 24], 82[12], 84[31], 145[3, 20], 146[4], 162[20], 277[30], 306[10, 30], 330[15], 402[11], 487[10], 505[9], 515[4]
Thonsoris, Iohannes, de Nyviduno, clericus, notarius publicus, iuratus curie Gebennensis 48[38]
Thorenchii, Iacobus, burgensis de Melduno 140[8]
Thuner, Petrus, helemosinarius Romanimonasterii 426[33]
Tillerea, Iohannes de, burgensis de Orba 178[13]
Tilliet, Hugoninus dou 448[8]
La Tine (la Tinaz) 361[15] (fons)
cf. Cuves
Tinière (Tigneri aqua) 311[28]
Tissot (Tissoti), Iaquetus 281[23]
– Perronetus, sindicus 276[29], 278[20]
– Vulliermus 281[23]
Tissotet, Petrus, conconsiliarius ville de Orba 188[24]
Tour, Perro de la, seignour de Chastellions 153[13, 32]
– Philippe de la 253[8]
La Tour-de-Peilz (Turrim; Turrim Viviaci, Turrim iuxta Viviacum, Turrim prope Viviacum; Turrim de Pey, Turrim de Peyl) 253[8] à 285[30], 297[22, 33], 318[8, 10]; – *acte passé à* 30[6], 212[9], 213[5], 253[25], 258[36], 260[16], 267[5], 269[33], 278[6]
– capella sancti Theodolli 278[7]; castrum 269[19]
La Tour-de-Trême (Turrim de Trema) 201[17]
Tours, tournois (Turniencis, Turonensis, Turniensis)
– moneta 58[3, 4], 59[23, 26], 60[2ss]
Trélex (Trelay, Trelex) 166[44], 483[43]

Trembley, Iaquodus dou 396[14]
Tretorens (Troistorrenz), Henricus de, burgensis Yverduni 104[33]
– Otthonetus de 103[19], 327[5]
– Petrus, macellarius, filius Henrici 104[33], 105[3ss]
Trevaul, Petrus de, clericus et notarius 227[16]
Trevelins (Trivillin), Nicholaus de, mistralis 122[15], 125[16]
Treycovagnes (Trescogvanies) 324[19] (calciata)
Turin (Thaurinis, Thaurinum) 465[3], 466[8]; – *acte passé à* 14[15,27], 404[3], 479[22]
– Sancti Anthonius et Dalmatius de Thaurino 465[3], 466[8]
Turrat, Henricus, burgensis Yverduni 103[20]
Turre, Girardus, dictus de, carpenthator et burgensis Grandissoni 95[20ss], 96[2ss]
– Perretus de, de Challie 488[19]
Turre de Allyo, Perreta dicta de 25[13,19]
Turrim Viviaci *cf. La Tour-de-Peilz*
Tyeriz, Iaquetus 25[22]

V

Valais, Valaisans (Valesia, Valesium, Vallesium, Valoys) 2[2], 284[13], 316[32], 328[12], 329[10], 449[10]
Valence (Valentie) 20[28]
Valentinois (Valentinensis) 8[11], 40[12], 81[3], 84[9], 161[37]
Valère 488[6]
Valeres (Valleres), Iohannes de 462[7]
– Nicoletus de, clericus curie Romanimonasterii iuratus 395[13], 397[6ss]
– Nycodus de *(secrétaire ou notaire)* 431[3,26]
Valeyres (Valieres) 57[6,8]
Valle (supra Polloniacum), Girardus de, advocatus, notarius Paterniaci 231[22], 461[40,43]
La Vallée de Joux (Valllis abbacie Lacus Iurensis) 516[4à40]
– Pierraz Fully *cf. Romainmôtier*
Vallèse, Amédée de, coseigneur des Ormonts 510[19]
– *Antoine de, coseigneur des Orfmonts* 510[24]
– *François de, coseigneur des Ormonts* 510[24]
– *Michel de, coseigneur des Ormonts* 510[19]
Valle Transversa, Amedeus de, castellanus Morgie 384[4]
Vallient, Nicolleta, filia Petri Chableti, uxor Petri 415[37]
– Petrus, de Romanomonasterio, villicus de Moeryer, maritus Nicollete 415[36]
– Petrus, iuratus et gubernator de Balmis 461[20]
Vallier, Aymo de, clericus Petri comitis Gruerie iuratus 341[11]
Vallorbe (Valorbes) 398[17], 408[1], 412[41], 413[7,10], 415[24], 428[20] à 436[23]; – *acte passé à* 432[31]; *limites* 432[5à26]
– domus quadrata 433[11]; ecclesia parrochialis 433[10]; fossalis 432[6]; mons que dicitur Chiechevaulx 432[20]; pons 433[18]; pons de Monbusset, Montbusset 432[5ss]; Pradou Grofos 432[11]; rivum dictum Fuma prope aquam Orbe 433[26]; Rochy Rossaz 432[13]; Rochydaulx 432[12]
– Henricus, curatus de Valorbes 390[14]
– Iacobus 429[1]
– Willermus, prior de Valorbes 378[23]
Valpergia, Riquinus de, magister hospicii 17[6]
Valserine (Val Serenes) 167[3]
Valterius, Guillermus (Vuillermus), de Conflens, notarius publicus imperialis aule et comitis Sabaudie 121[23], 125[32]
Vanel (Vanellum) 353[1,7], 354[15]
Vanel (Vanello), sire du *cf. Gruyère, Pierre IV*
Vaney, Nicholetus, de *Cossonay* 80[30]
Vaucer, lacus dou 420[19]
Vaud (Vaudum, Vuaud, Waud, Waut, Wauz) 1[31] à 23[4]
– dames de 2[1ss]
cf. Chalon, Isabelle de
– *sire de* (sires de Waut, dominus Waudi) *cf. Namur; Savoie, Amédée VI, Jacques de, Louis Ier, Louis II*
**cf.* baillivia, baillivus, baronnia, *bonnes villes*, consuetudo, *Etats de Vaud, gens de Vaud*
Vaulgrenant, sire de cf. Gruyère, Rodolphe
Vaulion (Vaulions, Vaullion) 396[13], 398[17], 406[31,43], 407[3], 408[10,16], 410[15ss], 411[10], 412[16ss]; – *acte passé à* 413[42]
Vaulionz, Nardiznus, filius Vauterii 424[32]
– Vauterius dictus de 424[32,33], 425[8,40]
Vautraver, Iohannes, sindicus, gubernator, iuratus et rector de Balmis 458[30]
Veeroz, Iohannes 355[32]
Velet, Jeham de 176[29]

Velley, Petrus de 431[19]
Velmet, Iohannes, de Villario Selli 186[17]
Vene, Jeham, signeur de 176[28]
Vénitien (Venetus) 60[7,10]
Venitien, Petrus lo 507[15]
Venoge (aqua que dicitur Venogi) 125[23]
Venopia, Franciscus de 86[36]
– Iohannodus de 87[1]
– Petrus de 87[9]
Venot, Stephanus dictus 417[18]
Veraye (Veray) 290[32]
Verceil (Vercelle) 16[10], 492[33]
Vercellis, Iohannes de 140[7]
Verdeller, Iaquetus dictus 462[12]
Verdes, Petrus de, castellanus de Oeyz, domicellus 346[41]
Verdonet, Franciscus, consilliarius de Balmis, iuratus 458[34], 461[22]
– Iaquetus, sindicus, procurator sive gubernator de Balmis 467[8,21]
– Willermus (Vuillermus), sindicus, gubernator, iuratus et rector de Balmis 458[30], 461[21]
Verdunet, Iaquetus 448[9]
Vergeyo, Iohannes de, dominus de Monrichiez 112[19]
Vernay (Verney, Vernex) 391[34], 392[16], 499[38] (Vernex), 517[13] à 518[4]
Verneto, Amedeus de, miles 470[26], 471[24]
– Iohannes de, mareschallus 101[22]
Vérone (Veronis) 363[13]
Vevey (Viveis, Viviacum) 2[22] (cour de), 7[19], 29[14], 48[16], 145[17], 255[43], 257[15], 258[31], 264[11,18], 270[28], 278[25,26], 281[22], 287[1] à 306[31], 367[30], 369[9], 488[18], 489[16], 493[4], 500[7]; – *acte passé à* 62[32], 489[17]; *limites du territoire* 290[31à33]
– capella venerabilis crucifixi 299[38]; confraternitas conceptionis beate virginis Marie 301[12]; confraternitas sancti Spiritus 301[11]; Cumunauz 289[20]; ecclesia 296[8], 299[32] (parrochialis); hospitale 281[22], 282[3]; lacus 289[31], 290[36], 297[21], 300[1,18]; platea Mali consilii 300[1]
Vevey (Viviaco), Willermus de, domicellus, vicecastellanus pro Rodulpho de Blonay 278[16]
Veveyse (aqua Vivesie, Vivesy, Viveysie, de la Vevey) 263[9,13], 290[32], 491[1]
– pons 291[16]
Vienne, Loys de, seigneur dez Russey et de Chevreal 194[9]
Viennesii, Glaudius de *(secrétaire de Jean-Louis de Savoie)* 465[39], 466[31,35]
Viennois (Vihenois) 153[2], 153[12], 280[7]
Viguirosi, Mermerius, de *Cossonay,* notarius castellanie de *Cossonay*, iuratus 83[33,36], 87[30], 88[7]
– Petrus 87[31]
Viguiroux, Girardus (dictus), burgensis de *Cossonay*, sindicus et rector, consiliarius, fideiussor 71[1,16], 72[37], 75[38], 76[1,7]
Viguyrous, Vullielmus, burgens, rector, sindicus et gubernator ville de *Cossonay* 85[22]
Villanchet, Me, notaire 114[36]
Villar, Humbertus 462[9], 463[20]
– Iohannes (dictus) de, de Sarrata, notarius curie Lausannensis iuratus 71[44], 72[6]
– Petrus de, frater, prior prioratus de *Cossonay* ordinis sancti Benedicti 72[34], 76[5]
Villarcessel, Villarium Cessel *cf. Villersexel*
Villarcessel (Villarcessel, Villario Cessel, Villario Saixel), Henricus, dominus de, comitis de Rupe (Rupibus) 177[9], 186[14,22]
– Humbertus de, dominus de Sancto Ypolito et de Orba, miles, nepos Iohannis de Cabilone, filius Henrici 177[8ss], 185[38], 186[1,3], 187[39], 188[28ss], 189[28,44]
Villard-Sallet (Villarium Salletum) 102[2,14], 227[2]
Villariis, comes de 16[9], 17[5], 19[35]
– Agnes, uxor Guillermi Alamandi 45[38], 46[1,21], 47[13], 48[18]
– Amedeus, frater Agnetis 47[13ss]
Villario Gondri, Bartholomeus de, monachus Romanimonasterii 397[39]
Villarium Salletum *cf. Villard-Sallet*
Villarium Sellum *cf. Villersexel*
Villars
– *acte passé à* 280[8]
– *comté de* 283[19]
Villeneuve (Villa nova Chillionis, Villanova) 26[31ss], 29[37], 30[1ss], 32[21à25,36], 38[5], 255[43], 297[22], 299[12], 304[28], 306[22,27], 307[28] à 322[41]; – *acte passé à* 272[43], 317[29], 319[18]
– aula fori ville 317[10]; crux de Socquenim 309[24]; hospitale 310[15], 319[19] (platea ante hospitalem); lacus 309[17], 315[39], 316[4], 320[25], 321[28], 322[7ss]; palum des Crosat 322[38]; piscaria vocata Pauteres, piscatura dicta Pauteriarum 322[15ss]; pratum mistralium de Savie *(Les Saviez)* 311[28]

Villersexel (Villarcessel, Villarium Cessel, Villarium Sellum) 186[17ss]
Villette (Villeta) 124[43], 125[29]
Vincencii, Petrus, prior prioratus Paterniaci 449[6]
Vincent, Henry, de Poligny, conseiller du duc et conte de Bourgogne et son procureur general du bailliaige d'Aval 194[22], 195[40]
Vioget, Petrus, iuratus et consilliarius 461[24]
Viollat, Petrus, faber, burgensis Melduni 149[23]
Vioneti, Iaqueminus 419[20]
– Roletis, burgensis de Melduno 140[7]
Viry
– *acte passé à* 446[1]
Viry (Viriaci), *Amédée de* 446[10]
– Amedeus, dominus de Viriaco, dominus de Orons 511[13, 27]
– Galisseus de *(Galeas, fils de Luce de Baulmes, dame de Mont)* 392[1ss], 477[2]
– Michael, baro et dominus Viriaci, Montis Veteris, Rotuli, Coppeti, nencon de Monthou et Sancti Apri 242[33], 243[13]
Visin, Petrus douz 107[23, 31]
Vitilliet, Iohannes 437[24], 440[19ss]
Volatar 483[44]
Vosges (Vosagon) 112[17]
Vouterii, Iaquetus 491[19]
Vuambex (= Vuanibeix?), Iohannes 360[26]
Vuanibeix (= Vuambex?), Iohannes 357[3]
Vubbert, Iohannes 111[32]
Vufflens (Voflens, Vouflens, Voufflens, Voufleyns), *seigneur, seigneurie, baronie, château de* 120[31] à 125[22] *(en particulier* 125[23à26]: *limites de la baronie)*, 416[3]
– castrum 120[31ss], 121[1], 123[24], 125[22]; lapis qui vocatur Brisi Salinium 125[24]; mons de Iour 125[24]
Vufflens (Vouflens, Wofflens), Iaquemetus de, domicellus 443[38]
– Iohannes de, filius Richardi de Duyn 122[31], 123[4], 124[19]
– Richardus, dominus de 443[35]
cf. Duyn, Rychardus de
Vufflens-la-Ville (Vouflens Villa) 80[29], 390[23], 399[16]
Vuibertus, dominus 507[17]
Vuillelmus, filius Petri [...]am 507[14]
Vuilliame, Anthonius, iuratus et consul de Balmis 467[11]
Vuillier, Claudius 246[5]
Vuippens (Vuppes), Galtherus de, miles 186[15]
Vuisternens cf. Wistarnens
Vulliemet, Iaquetus, de Yctens 87[13]
– Petrus, filius Iaqueti 87[13]
Vulliens (Vuilliens) 202[1]
Vulliens (Vullens) 127[23]
Vulliermi, Glaudius 243[2]
Vyn, Iohannes de, sindicus et procurator Ville Nove Chillionis 322[11]

W

Wallacrest, Iacobus 7[15]
– Iohannes, de Melduno, clericus iuratus ballivie Waudi 102[4], 103[2]
Walneret, Reymondus 49[4]
Wangnyour, Franciscus, dictus, de Albona 47[37]
Warens, Perrodus de 443[37]
Waulacres (Walacres), Iaquetus 189[37, 39]
Willelmus, de Lustriaco, iurisperitus 48[17]
Willermus, filius Mathiam 417[18]
Williens, Anthonius de, miles 140[6, 21]
Wistarnens, Williermus de 80[28]

Y

Yctens *cf. Ittens*
Yellinod, Nycodus 360[20]
cf. Yllinod
Yens 55[2, 5]
Ylaz, Mermetus 172[39]
Yllarsa, Petrus de 24[28], 25[14, 19]
Yllens *cf. Illens*
Yllinod, Iohannes 355[29]
– Nycodus 357[5]
cf. Yellinod
Ymet (Ymeti), Perrinus 169[22], 172[38]
Ysner, Honorius, de Gessenay 364[40]
Yverdon (Yverdunum, Yverdonum) 4[9], 5[31], 101[33, 38], 102[5, 6], 103[11, 20], 104[34], 105[22], 107[22], 111[17], 112[30], 139[2, 12], 179[36], 188[5], 323[16] à 335[34], 382[15], 384[8]; – *acte passé à* 57[24], 225[20], 239[28], 324[5], 325[9], 327[17], 329[17], 330[4], 334[3], 335[32], 519[11]; *limites des franchises* 324[15à26]
– grangiam heredum Mermodi de Chanvent 324[18]; hospitale 334[14]; lacus Yverduni 324[4ss]; maladeria 324[21]; molendina 324[19]; platea ante portam 327[17]; platea fori, forum 101[34], 102[6]; *Pores* (Porchi-

rueuz) 324[22, 24]; *Saint Lazare* (fons beati Lazarii) 324[24, 25]; *Sermuz* (Sermutum) 324[21]; stupha nova domus ville 335[32]
Yvonand (Evonant) 201[17]
Yvorne (Yvorna) 36[5ss], 39[27]

Z

Zimmermann *(notaire ou secrétaire)* 198[11]

INDEX RERUM

Remarques pour la constitution de l'index:

- *italique: explication de type glossaire. En ce qui concerne les textes en français médiéval, les notions ont été classées sous le latin lorsque la correspondance est évidente. Vu la multiplicité des graphies, et pour ne pas alourdir l'index, toutes les variantes graphiques n'ont pas été mentionnées.*
- *pour alléger l'index, une même notion, exprimée par plusieurs termes, a été classée sous un seul mot, avec renvoi pour les autres termes. Les renvois ont aussi été utilisés lorsqu'un mot apparaît systématiquement en corrélation avec une ou d'autres notions.*
- *les mots en français médiéval sont séparés des mots en latin par un point-virgule.*
- *losqu'un mot – une notion – apparaît plus de deux fois dans une page, cela est signalé par la mention ss.*

- *cf. signifie consulter également le présent index sous ce terme.*
- **cf. signifie consulter également l'index personarum et locorum sous ce terme.*
- *seul le texte des sources a été pris en compte pour l'établissement de cet index.*

A

abergamentum, abergum, albergum, abbergare 344[27], 418[15à21, 33ss], 438[25], 504[25ss], 505[1], 509[9ss]
abergator, abbergator, albergator 385[17ss], 386[3ss], 437[23, 32], 438[18ss], 439[28], 440[4ss], 484[18], 505[7]
accensare, adcensare *cf.* census
accusare 456[41]
actio 490[26, 30], 516[8ss]
ypothecaria 314[3]
adhesio Philippo comiti Sabaudie 204[30]
adiudicatio 76[32, 37], 335[29], 405[22], 415[44]
cf. res
adiutorium 346[7], 483[12], 489[1]
adiuvare *cf.* contributio
administratio 474[1]
admodiatio, admodiare 292[20], 316[6], 321[2], 363[30], 433[12]
abergamentorum 418[18]
bornellorum 95[28] à 96[35], 169[23] à 170[30]
mensurarum 292[3]
pontum 95[28] à 96[35]
adulterium, adulter 27[32], 43[35], 137[32à33], 167[21, 24], 183[31à32], 255[39], 308[35]
cf. iniuriosa verba
advene 52[37] à 53[14], 53[25]
advocatia, advoeria, advoyeria, avoeria, avoerya, avoieria, avoiria 55[5 à 8]
de *Apples* 417[24, 35], 418[1, 36]
de Bacins 444[31ss], 445[13ss]
de Paterniaco 204[2à8], 205[7], 206[22à31], 208[20à32], 209[34], 210[11], 225[17], 227[1]
de Viviaco 289[9], 305[3]
valle abbacie Lacus Iurensis 516[8, 30]
advocator 250[1]
advocatus 396[31], 499[3à8]
advocatus; advoyer, avoué
de Bacins 445[9]
de Berne 113[37], 117[10], 118[22]
de Friburgo; de Frybourg 114[1], 117[10], 118[22], 233[24], 234[36], 236[10, 13], 237[17]
Paterniaci 210[14ss], 213[3, 23, 28à32], 215[25], 216[1ss], 217[43], 218[4ss], 219[4ss], 220[3ss], 221[14], 223[11ss], 224[15], 225[15à19], 227[2], 233[24], 234[37], 235[12], 236[10, 13], 237[18], 238[28]
locumtenens 227[1]
affoagium, affoagiare 422[37], 423[3, 8], 491[7]
affranchiatio, affranchimentum, affranchiare, franchiare, liberare 132[9], 200[35, 36], 241[31], 347[35], 350[1], 352[25], 353[28], 356[10], 358[35], 364[8], 429[38], 430[17, 24], 431[24, 25], 434[28], 435[1], 473[33], 507[4], 508[7], 510[20, 25]
affranchitus 434[10]
agnatus 215[26, 28], 272[10, 30]
ala 165[39à42]
albergare 309[30], 310[23], 474[35]
alienatio 69[25], 250[25], 348[24], 357[33, 42], 399[18], 409[7], 415[2], 418[19], 421[34], 435[42], 457[18], 461[13], 474[4], 504[25, 34]
cf. bona propria

alleca *cf.* pedagium
Allemani, Theodonici, Theotonici 334[15], 359[14,16], 367[3], 369[27]
alligatio 377[2]
allodium 408[39], 410[11,41], 411[9], 434[21]
alpagium 442[12,13], 443[3,9]
alumpnus 184[33]
amicitia extranea 166[37]
andens *(= andains)* 423[21]
angarie et perangarie 367[27]
animal, bestia, pecus 32[27à30], 33[6], 68[7à12], 128[17], 249[23], 259[12ss], 260[12], 281[19], 282[5], 339[4à19], 350[28], 353[19], 361[32], 377[43], 407[38,40], 408[6ss,22à32], 438[39], 439[17], 469[19]
– ducere 229[24à30], 230[6,12], 231[8]
percipere super ... 230[28à30], 403[13à18], 412[36à39]; decima agnorum 436[15]; decima lane 410[22à28]; decima nascentium 175[15à17], 410[16à22,28], 436[15]
– asinus 27[43], 256[22], 308[26]
bestia minuta 27[42], 308[28]
bos, vaca 27[43], 230[43], 244[35], 256[21], 308[27], 339[9], 361[39], 362[14]
equus, equa 27[42], 43[24], 256[22], 308[25], 339[9]
pinguy, pingue animal 68[9], 159[26]
porcus, baco 27[43], 44[17], 256[23], 308[27], 438[39], 513[9]
cf. carruca, custodia, macellarius, pascua, pedagium, pratum, pretium
appellatio, appellationis causa 5[3à21], 19[9], 58[20], 64[1à2], 98[7], 115[20], 128[35], 137[40], 141[29], 165[19à24], 183[39], 185[7à12], 276[23], 284[26], 299[7à13], 306[26], 405[27à30], 422[42], 436[4], 455[38à41], 497[29], 504[12]
– duelli, bellicosa 69[39à40], 129[1], 135[24,28], 181[2,7], 221[8], 302[3ss], 385[38]
– appeler de gage (gaige) de bataille 126[13à31], 156[10à32]
appropriatio 168[13]
aqua 169[35à40], 188[7], 189[8], 240[28], 256[11], 257[16], 405[39], 434[24], 439[25à27], 483[40]
benedicta 416[19ss]
cursus aque 503[24], 504[1à10], 505[21à35], 516[10]
defensio contra aqua 30[19à26], 36[11], 36[36à41], 39[23à27], 504[27,37], 505[26à35]
cf. barra, bornellus
aqueductus 168[10]
aquisitus terre 491[26]
aquitio 365[19,25]
arbitrium, arbitragium, arbitror, arbitrus 21[29], 46[32], 47[25], 171[39], 177[31,32], 189[30], 211[1à6], 212[7,14], 216[34], 219[31à34,44], 220[1,35], 233[24], 249[5], 380[28], 382[26], 392[17], 417[29ss], 502[6]
arcagium 201[22à26]
arcus 335[10]
arma 394[21à28], 395[3ss], 405[36]
armorie 167[26]
arrene, arene *(= sable)* 460[28], 461[13]
arrestatio 166[36], 232[34], 269[19,27], 284[29], 321[25], 330[18], 334[33]
assecuratio 135[21ss], 180[43], 181[2ss], 301[44], 302[3ss]
assignatio 65[29,30], 116[12ss], 222[1à5], 281[2ss], 299[29], 300[41], 415[30], 416[6], 473[21,25], 474[22ss], 477[9], 482[4,18]
audientia 115[10], 282[33], 314[8,13], 405[27,28], 436[4ss]
augmentum, augmentatio 168[17], 311[26], 516[24]
aulmona 174[24]
auxilium *cf.* contributio
avena *cf.* bladum, census, decima, mensura: bichetum + cupa, tributum
aveneria 241[16], 444[34], 445[32]
avoeria, avoerya, avoieria, avoiria *cf.* advocatia
avoutro, avoutroz *cf.* iniuriosa verba

B

bahuz, loz 416[13,15]
baillivatus, baillivia 21[34]
bailliaige d'Aval 194[23]
per Burgundiam 207[15]
Chablaisii, Vuaudi, Valesii et Gebennensis 316[32ss]
Chablaysii 276[17]
Chablaysii et Gebennarum 264[31], 265[2], 313[10]
Orbe 190[4]
Vuaudi 5[17], 6[30], 8[13], 13[37], 22[13], 102[3,4], 103[2,3], 139[14], 140[21], 202[4ss], 401[2]
baillivus; ballif 5[24], 115[11], 137[36], 183[36], 262[20], 384[5], 469[31], 483[17], 509[27]
– en Beugeis 153[12]
per Burgundiam 207[11,27], 208[18]
Chablasii 35[20,32], 267[27], 277[24], 299[11], 303[33], 306[19ss], 316[25,28], 317[14], 318[10ss], 503[23ss]
locumtenens 322[21ss]
in Chablasio et Gebennis, Chablasii et Gebennarum 24[23], 25[11à21,32], 26[14ss], 29[31],

32[14], 153[11], 264[29], 265[13], 313[9], 315[12], 320[4], 469[11]
locumtenens 36[2], 469[8]
Chillyonis 469[18]
in villa de Melduno 141[22], 142[14]
Orbe 109[8ss], 110[6], 185[9], 197[10ss]
en Vihenois 153[12]
Vuaudi 4[37], 7[8], 13[31,34], 98[43], 100[35], 102[3,14], 103[1ss], 109[17], 126[28], 139[1], 144[21], 156[28], 157[21], 161[37], 202[1], 233[1], 242[15], 265[13], 303[33], 327[9,26], 328[8,30], 382[13], 383[15], 384[4], 391[2,12], 399[34], 449[5], 479[16]
– locumtenens 22[28], 98[44], 156[29]
ballista 335[10]
banderetus 10[18,20], 12[30,40], 13[14,21], 164[11]
banderia, banneria 166[14,15], 274[35] à 275[19], 277[20à29], 278[14], 327[27], 449[13à19]
bannitus 28[7], 377[7,12], 406[8], 423[2ss]
bannum, banna 27[19], 52[27], 94[8], 122[7ss], 125[21], 133[30], 134[7], 139[8], 165[17], 167[10,12à15], 179[33à38], 182[17], 184[31à32], 199[29], 224[13à17], 228[3à4] (perceptio), 240[18ss], 241[7], 248[23], 251[13], 276[36], 288[11,35], 298[38], 299[4ss], 328[28,29], 390[8], 405[22], 414[29], 418[3], 423[16], 430[33], 433[15], 437[33], 442[28,40], 443[9], 445[2,26à28], 455[21à22,26à28,44] à 456[10], 473[16à29], 474[23,29], 477[18], 482[11à17,21à32], 483[10], 490[41], 496[42], 497[16], 499[20,22], 509[9ss]
calvacate 340[16], 342[25], 344[4]
molendini 288[24]
mulieris 135[11], 180[36], 257[3], 455[5à6]
taberne 68[26], 137[2], 183[7], 300[32]
vindemiarum 473[16], 474[17]
bannorum impositio *cf.* crida
baptitorium 406[36]
barat *(= litige, controverse)* 114[30]
baronnia 303[34]
domini de Vouflens 120[40] (et de Ioleyns), 122[4] (et de Ioleyns), 125[22]
Vuaudi 10[25,28], 12[44], 13[3], 16[16,19,22,32], 326[5ss]
barra, barratio, barrare 65[24à35], 96[21], 184[21à28,38à44], 262[27], 273[27], 274[7], 284[29], 299[1], 442[28,40], 453[41] à 454[2], 494[3]
barra, barreata, barreria, barreare 504[4ss], 505[26,33]
barratus 184[27,39], 308[33]
basamerius 38[30]
bastardus 27[14à17], 168[3à4], 184[33]
bastimentum *cf.* constructio
beccaria 28[22], 309[7]
beneficium 295[34], 352[23], 368[33], 431[23], 465[32]
berrotata fuste, lignorum 157[15à20] (taxatio)
bestia *cf.* animal
bladum; bley 60[35], 68[7ss], 94[8], 201[31], 256[20], 291[38], 292[1], 297[8à14], 303[17], 305[17], 306[2,9], 346[12à15, 26à33] (ductio), 350[28], 353[17], 377[11], 379[21], 380[5], 398[25,39], 400[7], 406[24], 410[9], 411[3,14], 412[29,30], 423[29ss], 433[31,32], 435[31], 438[34], 443[11], 445[31], 480[16ss], 514[16,22]
cf. furnus, messis, molendinum
bocheare *cf.* lignum
bois *cf.* nemus
bolengeria, bolongeria 68[6à17], 136[10,27à30], 181[34], 182[35à39], 200[12], 244[17à21], 288[18], 302[27à32]
bona
cf. obligatio, partagium, pena, res, victus
bone ville 8[14], 16[16ss], 22[13]
bornellus 95[33] à 96[35], 130[23à25], 169[23] à 170[30], 228[31à33]
cf. admodiatio
bose mort *cf.* lignum
buelle, buelleres *cf.* macellarius
burbutus (= bubulcus) 438[31]
burgensia, burgesia, borgensia, borgesia; bourgesie 149[26], 201[39], 237[36], 382[21ss], 383[4,27], 384[12ss], 409[33], 422[9], 425[20], 436[12], 448[8,28], 450[20,22], 451[5,12], 462[20] à 463[17], 509[30ss], 516[37]
cf. burgensis
burgensis; bourgeis 4[13], 27[3], 44[39], 137[13], 164[23ss], 165[11ss], 167[32], 168[5], 175[31], 179[39] (refutatio), 182[18,21], 183[10,12], 184[30], 237[36], 382[39], 384[10ss], 412[36], 462[14à25]
receptio 27[7à9], 44[25à26], 69[41à44], 133[11à19], 134[10à11], 149[24], 165[1à4], 178[40] à 179[4], 221[14à16], 254[8à12], 272[16à20], 293[13à23], 301[24à32], 381[21]
cf. burgesia, iura, iuramentum
burgensitas 377[1]
burgus novus 46[7à12,34à42], 239[25]

C

cadaver 228[29]
calderia 439[24]
calibis *cf.* canabis
calumpnia 287[17]
camera computorum 8[32], 479[16]
camerarius 406[38], 410[19,27]

campanarium 315[27]
canabis, calibis, canabum, canapum, chavana 132[10], 439[24]
cf. decima, pedagium
canalia 168[10]
canon 271[42,43]
capax persona 272[7], 373[1]
capellanus 187[12ss], 188[2ss], 189[7ss], 401[20], 402[2,17], 407[13], 408[10,16], 412[12]
capitaneus 129[21]
capo, cappo 407[11]
cf. census, tributum
capponeria 413[2], 416[42]
captio (boni) 43[36,37], 67[2], 135[4], 180[30], 228[13,27], 249[23], 453[27]
cf. barra, sasina
captio (persone) 28[14à15], 67[28à33], 134[3,8], 166[25à32], 179[29,34], 217[15,17], 220[9], 221[10], 249[40,43], 255[4], 269[22], 288[16], 300[40], 301[1,33à37], 308[43], 335[29], 456[30à33,41,43]
captio ville *Orbe* 194[28à34]
captus 64[24à26], 194[32à37]
carcer, carceratio 197[31,33]
cf. incarceratio, preson
carnifex 72[39], 230[31], 299[24à28], 472[12]
carnis 321[24], 493[32]
cf. macellarius, pretium
carnisprivium 230[26]
carpentator 95[21ss], 96[3], 130[19], 169[15ss], 170[1ss]
carreagium, carragium, charragium, charreagium, charreare; charroi, charroier 132[11à13], 200[42], 201[10à21], 377[33], 379[21], 380[18], 388[8ss], 398[29,43], 407[21] à 408[11], 411[10ss], 412[3ss], 413[1,3], 416[41,43], 423[31], 425[6,15], 428[24] à 429[10], 430[26], 435[1à6,12à20], 436[18], 514[7ss]
cf. voicture
carreria, charreria 69[19à23], 70[15à17], 95[33] à 96[35], 231[15], 405[39], 434[24], 438[43], 494[27]
carruca 377[8,41], 406[7], 407[15ss], 408[6ss], 412[1ss], 413[1], 416[41], 418[5], 423[11], 435[7à11], 438[30]
carta 507[3ss]
casale, chasale 31[18], 44[11], 47[5ss], 52[34], 136[23], 182[3], 200[9], 220[40], 241[10], 250[15], 254[18,21], 256[40], 288[15,19], 289[25,27], 309[30], 324[34], 325[2], 352[25], 418[16], 433[9], 517[25,30]
casana 313[13]
caseus 353[19], 361[31ss], 362[1ss], 411[41], 412[6]
castellania; chastellenie
Albone 44[41]
Chillionis 33[24,30], 313[12,14]
Cletarum 58[17ss], 462[28]
de Cossonay 62[35], 63[14ss], 64[3ss], 65[19], 69[29,39], 70[2ss], 71[4], 73[2], 76[3], 77[37,38], 78[1ss], 80[33], 82[10,22], 83[26ss], 84[19], 85[33], 86[2ss], 87[42], 88[3]; de *Cossonay* et Insule 487[2]
Cudrifino 212[2]
d'Etalens 490[30]
Grancor 212[2]
Grandissoni 92[33], 97[13ss], 98[1ss], 99[3], 100[11], 104[1,11], 106[5ss], 107[10ss], 109[20], 110[7], 111[7,33]
Gruerie 50[16]
de Melduno 132[10], 143[26], 144[6], 240[15], 449[16]
de Mont 239[18]
Morgie 128[13,31], 162[12]
Nyviduni 159[19], 160[30,42], 161[24], 162[11], 170[42], 173[3]
Orbe 57[26]
de Orons 511[18]
de Oyez 339[29], 340[33], 347[21ss], 348[1ss]
de Rodulo 241[3]
Sante Crucis 450[6ss]
Turris Viviaci 266[38], 275[11]
Ville nove Chillionis 38[18]
Yverduni 5[31], 326[12,34], 327[7], 328[7ss], 329[16]
castellanus 137[36], 183[36], 200[18], 278[16,18] (vicecastellanus), 301[37], 303[34], 314[30], 315[7,12], 318[24], 384[5], 391[3], 401[24], 414[39] (vices castellani), 415[5] (vices castellani), 416[6,7], 483[17], 492[17], 497[24,32], 498[4ss], 499[4ss], 509[28]
de Balmis 452[6ss], 453[12ss], 454[2,4], 455[17ss], 456[4,14], 457[12ss], 459[37], 460[3], 464[21]
Chillionis 29[33], 30[17], 31[19,28], 32[15], 33[9], 35[33], 36[4,9], 281[24ss], 308[6], 309[30], 310[21ss], 313[10], 318[34], 320[5], 322[22], 502[6,32], 504[24]
Cletarum 56[30], 139[4], 378[25], 379[19ss], 380[19ss], 381[22,26], 385[35ss], 386[5ss], 387[29], 391[3,12], 399[34], 405[16], 414[32], 415[13,33]
de *Cossonay* 63[37à42,44], 69[41], 70[2], 76[29], 77[5ss], 82[27], 84[27], 85[18] à 86[15], 89[25]
locumtenens 63[38à42], 82[27], 85[21] à 86[15], 89[26]
de *Cossonay* et de Insula 79[23]
de Cudrifino 211[29], 212[1], 479[17]
de Gessenay 364[26,39]
Grancor 211[29], 212[1]
Grandissoni 93[21], 98[17ss], 99[1], 100[35], 104[9,35], 106[22], 107[2ss], 109[12ss], 110[25ss], 111[6ss], 113[8], 114[22], 115[8,14], 117[36], 118[1]
locumtenens 110[38], 111[2,3]
Gruerie 50[6], 364[37]

de Melduno 132[11,15], 141[22], 144[21], 149[23], 150[3,10], 204[10], 479[17]
de Montservens 365[7]
Morgie 242[15], 384[5], 391[12], 426[38]
Nyviduni 157[21,38], 160[30], 162[1], 170[40], 242[15], 482[23]
vicecastellanus 163[10]
Orbe 182[32], 185[8,9], 197[3]
de Oyez 346[41], 367[20à24], 369[6]
Romanimonasterii 405[26ss], 415[12ss], 416[1], 436[5]
Rote 139[4]
Rotuli 243[11]
Rotundimontis 139[2], 383[16], 479[17]
Sancte Crucis 450[33,35]
Sancti Cirici 250[8,9], 251[15,16]
Sancti Dyonesii 263[4]
Turris Viviaci 257[24], 261[34], 262[20], 263[31], 264[29], 265[14], 267[27], 269[2], 270[28], 272[16], 274[6], 277[24], 284[25ss], 285[4], 297[32] (vicecastellanus)
Ville nove Chillionis 38[5], 319[26]
Viviaci 270[28], 305[12] (vicecastellanus)
Vuaudi 5[1,24], 126[28], 156[28]
locatenentes 156[29]
Yverduni 4[8], 101[38], 139[1], 323[22], 327[9], 328[25], 335[28] (vicecastellanus), 382[14], 384[8]
locumtenens 101[37], 102[1], 103[8]
castellum
Albone 42[38], 43[4ss], 44[6]
castrum; chastel 377[2], 380[21], 409[34], 422[10], 439[32], 445[4], 482[35], 516[21]
d'Atalens 305[4], 490[27]
Bacii 470[31]
Bellimontis 514[7ss]
de Bioleto 445[38]
de Broth 365[20]
Castellarii 491[25]
Chillionis 317[4ss]
Cletarum 379[18ss], 380[6ss], 398[19]
de Cossonay 76[30]
de Eschallens 197[33]
de Grandcourt 485[25]
Grandissoni 106[5], 109[15,21]
de Melduno 13[28] (possessio), 132[11à13]
de Monte 392[3]
de Morgia 120[24] à 122[30], 129[24,26], 388[10]
de Nuefchastel 238[5,11]
Nyviduni 152[18]
de Orba 185[16], 195[4], 197[31]
d'Orons 490[16ss]
de Palessuez 201[20à26]
Rotuli 244[37]
de Saillon 506[7]
Sante Crucis 394[37]
Turris de Peyl 269[19]
de Vouflens 120[31], 121[1]
cf. custodia, fortalicie, menia, turris
**cf. Aubonne, Chillon, Echallens, Genolier, Jougne, Morges, Moudon, Nozeroy, Orbe, Payerne, Prangins, Rolle, Saint-Cergue, La Sarraz, La Tour-de-Peilz, Vufflens*
casus, causa 301[8], 391[36], 401[32], 405[24ss], 414[37], 415[9], 422[40à43], 434[9], 444[22], 453[5], 456[34], 483[1], 497[38], 498[35], 499[13], 505[19], 509[16,25]
civilis 38[24], 185[14], 232[33], 265[21]
criminalis 35[10,25], 38[24], 165[19], 181[11], 185[14], 232[33], 249[16ss], 299[32], 319[1], 456[41]
cf. contributio: auxilium
cautio 35[13], 454[3], 474[24]
cavalcata, calvacata, calvacatura, carvacata, cavarcata, equitatio, expeditio, forcredum 2[2à16], 25[16,21], 28[33à36], 37[30à38], 43[10à14], 64[27à44], 132[14], 134[8], 137[10à12], 148[6à17], 165[14à32], 179[34], 182[22], 187[38], 205[14à17], 213[33à37], 236[42], 251[1à6], 256[27à29], 258[11à21], 266[31], 275[1à19], 288[7à13], 300[44], 308[15], 309[16à18], 321[22], 328[14], 340[16], 342[25], 344[3], 405[35], 443[26], 448[15,28], 450[24], 453[14], 483[13], 488[24], 491[4]
celerarius 406[27], 412[42]
censeria 443[14]
censitus 270[6à16,29à37]
censualis 382[21], 422[37], 425[17], 507[12]
censura ecclesiastica 54[4]
census, censa, censita 8[17], 50[7], 64[15ss], 182[6à9], 195[9], 200[37,38], 201[30à34], 214[36], 217[5], 217[23], 263[11], 268[29,31], 271[36,44], 284[32], 310[24,26à28], 334[26,28], 344[27], 345[14,17], 348[34], 350[27], 351[13], 354[34], 356[10], 361[42], 367[7,27], 369[30], 380[5], 391[5], 392[2,14], 398[25,39], 400[7], 413[4], 415[38], 416[44], 422[37], 425[3], 430[25], 433[6], 434[26ss], 435[34], 438[19,25], 463[3,5], 465[26], 474[11,13], 480[10ss], 490[28], 508[8]
accensatio, accensire, adcensare 26[4à16], 255[6], 310[20], 315[30], 316[6], 361[7ss], 421[34], 495[35]
accensator 403[34]
cf. tallia adcensata
cera 27[39], 308[24]
cessio, venditio, transportus 477[8], 506[8]

patrie Vuaudi 2[34], 3[17à19], 11[43], 12[38], 326[32]
(translatio tituli venditionis)
Turre Viviaci 253[8, 16]
Viviaci 289[8], 290[5]
challivary *(= charivari)* 229[36]
champoneria 241[16]
chanperius 123[19]
charreagium, charreare *cf.* carreagium
charreria *cf.* carreria
charue, charrue 174[37], 175[13]
chassale *cf.* fossalia
chedaul *(= capital)* 75[17]
cherneres *(= charnières)* 70[9]
chevauchée, chevaucher *cf.* cavalcata
chouceret *(peut-être à rapprocher de «chouquet» = souche)* 406[10]
citatio 38[22], 65[41à42], 98[6], 116[11, 15], 128[32, 33], 141[29], 142[8], 184[17], 217[35, 40], 218[18, 20], 219[19], 229[4], 276[20], 401[30], 415[39]
cf. littera
civilis *cf.* res
clama 28[5], 52[27], 58[19], 65[25ss], 66[9ss], 67[1, 29], 76[32, 35], 77[10], 96[21], 116[16], 124[7ss], 125[20], 134[24ss], 135[10, 16, 27à30], 138[1à2], 139[8], 142[6, 10], 180[7ss], 181[6à9, 12], 184[2à3], 199[28, 30], 200[28à29], 216[17à22], 217[19à25, 34à36], 218[18à24, 36], 219[4, 18], 223[15à27], 255[9], 258[22à25], 265[30], 299[2], 300[34à36], 302[7à9, 21, 40à41], 335[29], 340[28ss], 365[15] (criminalis), 385[33], 395[37], 396[22à26, 34], 405[20à23], 413[1], 414[29], 416[41], 422[15, 40], 430[33], 436[4, 6], 442[28, 40], 445[2], 453[7à11, 30à44], 454[9ss], 455[3ss], 456[31, 41], 477[18], 497[17], 509[9ss]
clamare, clamatio 377[29], 410[43]
clamor 182[17], 249[29], 254[34], 255[2ss], 288[5, 6], 308[32], 483[12]
clausura 296[28], 497[8à15], 499[19à25, 29à31]
cf. pascua
claves arche 87[36à39], 88[11à18]
– ville 47[40à42]
– clavium traditio 13[30]
clericus *cf.* notarius
clerus 187[13], 189[7ss]
clientes 449[11ss]
cochachime *cf.* iniuriosa verba
cocus 416[31à35]
codicillus 272[6]
cognatus 215[26, 28], 272[11, 30]
cognitio 43[20], 45[6], 65[7], 67[29, 31], 77[6], 115[19], 117[34, 37], 118[3], 165[1], 183[37], 185[11], 217[33], 223[30, 34], 230[36], 234[20], 235[39, 40], 236[2], 237[4, 5], 255[5], 260[1], 266[28], 269[23, 25], 288[17], 299[2], 300[5ss], 301[34, 37], 317[6, 16], 385[39], 386[1, 4], 409[1, 3], 414[29], 430[33], 453[14, 26], 455[32ss], 456[31, 32], 457[41], 474[23], 482[21], 483[5, 9], 491[3], 499[9à12], 502[9], 509[17, 25]
collaterativus, collateralis 189[17], 272[11, 31]
colongerius, colengiarius 417[26], 418[12à14], 420[7], 422[33à36], 423[1à14, 26à35]
colongia, collungia 418[35à37], 457[21]
colovrina 335[10]
comburgensia 21[20à23], 233[16], 238[18, 29]
cf. burgensia, confederatio
comburgensis 234[3ss], 235[11, 16], 237[9]
comitatus
**cf. Genève, Gruyère, Savoie*
commendator Grandissoni 106[24], 107[3ss]
commensalis 38[24]
commissarius 95[27], 110[28], 111[13, 29], 404[9]
– appellationum 5[20]
comitis, ducis, principis 36[2ss], 98[18], 99[1], 109[1ss], 110[6], 274[6], 276[12ss], 316[23], 317[15], 400[4ss], 503[7], 515[2]
d'estimation 477[15]
extentarum 8[12, 15], 163[10], 397[28], 404[29], 434[3, 35]
prioris 455[40]
– Grandissoni *cf.* communarius
cf. iuramentum principis, eius nomine
commissio 316[27, 37], 317[2]
commissum 377[28], 422[8], 425[24, 28]
communarius 95[19], 450[5ss], 451[7], 457[44]
communator 104[30], 109[15, 19], 110[31]
commune, communia 281[22], 296[35], 297[15], 315[28], 318[8, 9], 335[13], 405[40], 431[37], 432[26], 434[25], 456[24], 483[40]
communis *cf.* pascua, proprium, res
communour 95[1]
comparere *cf.* assignatio
comparitio 499[4ss]
compensatio 166[35], 477[12]
complanynta 437[31]
compositio 36[19], 44[13], 177[31], 225[6], 268[22], 375[10], 379[10, 38], 380[41], 381[15ss], 384[7, 11], 387[13ss], 403[18], 443[17ss], 444[16, 20]
compositor 420[12ss] (electio[18, 20])
cf. arbitrus
computus 50[17, 22], 269[4], 331[21ss], 332[14ss], 333[23], 411[2]
computum reddere, computare 50[10], 84[28], 147[39], 148[12, 23], 150[20, 25], 215[33], 291[14], 292[22ss, 39] à 293[12], 301[14], 303[24], 310[32], 315[2, 9], 385[35], 393[25], 497[22]
computare, computari 377[16ss], 411[2], 423[28]
cf. camera

concessio *cf.* contributio: subsidium
concordia, bona pax 31[33], 45[6], 46[15], 53[20ss], 171[36], 172[34], 177[26], 188[31], 240[10,30], 293[31], 297[25], 378[12], 380[4], 382[28], 417[31], 423[39], 426[38], 442[26,39], 475[19], 488[30], 502[17], 503[26], 505[17]
concordare, concordes esse 455[33,34]
concubinarius, concubinus, concubina 148[32à35], 167[21]
condempnatio *cf.* pena
conditio 404[9], 413[11], 430[9ss], 433[4], 434[29]
conductio, conductus, conducere 44[28,37], 60[2ss], 133[18à20,32], 164[39à42], 179[3à5], 254[15], 287[20], 301[31], 376[12], 385[12], 386[20], 409[14], 414[39], 415[10], 421[23]
cf. salva garda
confederatio 206[21], 233[26] à 234[24], 409[34], 424[21]
cf. comburgensia
confederatus 234[39], 359[14]
confiscacio 21[24], 445[19]
confraternitas, confratria sancti Spiritus de *Cossonay* 87[28], 88[20]
sancti Spiritus Rubeimontis 370[10,11]
conceptionis beate virginis Marie de Viviaco 301[11à17]
sancti Spiritus de Viviaco 301[11à17]
coniuratus 234[2ss], 235[10ss]
consanguinitas, consanguineus 116[31], 348[29], 351[3], 354[22], 372[28], 373[8], 496[9]
consanguinitatis gradus 27[12], 220[24], 372[34], 373[12]
consensus patris vel matris 69[26], 117[16,22], 216[38]
consiliarius; conseillier 38[4] (electio), 40[13,20], 50[26], 72[37], 76[8], 89[12ss], 97[22], 104[15], 113[36], 129[21], 178[14,26], 188[25], 194[22], 195[17], 220[20à25], 293[14,20], 316[30], 320[7ss], 326[20], 328[7], 458[36], 461[24], 465[36], 471[1,5], 479[8], 495[30], 497[44], 498[10]
consilium 12[36], 31[20], 63[19], 73[12], 169[19], 170[27], 171[35], 172[36], 183[38], 210[24], 216[41,42], 230[36], 235[6], 237[13,38], 265[5], 287[10ss], 301[9], 303[32], 326[20], 357[44], 389[24], 429[31], 435[4], 439[36], 471[1], 479[15], 495[28], 496[37]
amicorum 215[29]
burgensium 4[14], 134[3ss], 137[37], 165[10], 179[29,33], 183[37], 200[19], 220[15], 244[11], 335[30]
burgensium et proborum hominum 106[25]
castellani 254[35]
communum 376[40], 378[8], 411[33]
consulum 221[10ss], 234[36]
curie domini 137[39]
expertorum 390[10]
iuratorum 456[44]
nobilium, burgensium et proborum hominum 65[12]
nobilium et proborum hominum 67[5]
peritorum 483[31]
peritorum et sapientum 63[25]
prioris et proborum hominum 393[22]
proborum hominum 24[27,31], 287[23,26], 301[34], 429[9], 502[15]
proborum militum et burgensium 287[14]
proborum militum et patriotarum 367[1]
prudentum virorum 42[35]
sapientium 500[3]
ville 288[11]
consilium *(= assemblée)* 376[5], 421[16], 455[30,35]
– comitis aut ducis Sabaudie 5[23], 16[29], 19[21,24], 29[34], 30[2], 171[12], 301[19], 319[9]
residens 266[1], 280[21,24], 282[4,15], 504[13]
du conte de Bourgoigne 194[26], 195[3]
domini 133[6], 178[35], 364[22], 383[28]
episcopi Lausannensis 87[24]
piscatorum 322[29]
– Albone 52[5,6]
ville de *Cossonay* 84[24]
ville Grandissoni 114[40]
Melduni 146[25] à 148[35]
Nivyduni 164[12]
Paterniaci 211[34], 218[2ss], 219[4ss], 223[29], 227[4], 227[34], 228[20,32], 231[10], 238[28]
communitatis ville de Orba 187[21], 190[21,27]
Ville Nove 319[27]
Yverduni 331[8], 333[3,17], 335[32]
– assistere 147[24à34], 148[18à25]
sedere per ordinem et gradum 147[35à40]
cf. dies
constructio bastimentorum, edificatio; edifficacion 31[18], 44[11], 48[3à9], 53[15à19], 70[10à12], 166[1], 168[5à14], 201[2], 291[16], 379[22], 380[18], 398[29ss], 405[34], 407[43], 413[3], 416[43], 440[3à6], 445[3à5,37à43], 460[24ss], 461[15,17], 483[13], 504[38], 505[32]
– castri 491[25]
clausurarum 296[27]
domus fortis vel non fortis 241[10]
fortaliciorum 296[27]
fossalium 70[10à12]
meniarum 479[3]
muri, murorum 69[33à38], 70[10à12], 201[1], 220[30à44], 289[31], 383[26]
turrium 70[10à12], 460[23]

– ville Morgie 121[41]; nove apud Palessuez 198[29], 201[1à4]; nove prope castrum dictum de Ruellon; burgi novi (= *Rolle*) 239[26], 240[5]; nove apud Turrim Viviaci 253[16]
– domificare 450[32, 37], 456[8], 491[26]
domum levare 289[30]
reedificatio ville et suburbiorum Yverduni 334[19]
cf. furnus, molendinum, pons
consuetudinarius 77[23], 266[15], 306[21], 456[37], 462[37]
consuetudo, usus; costume, coustume, custume 71[26, 36], 126[17], 156[14], 162[16], 188[31], 213[15], 249[13, 14], 250[42], 261[4], 273[33], 288[28], 294[14], 298[19], 306[22], 312[1], 348[15] (bone), 348[37], 351[10, 19], 353[36] (bone), 354[30], 365[30] (bone), 371[14], 420[8, 16], 388[31], 443[23], 445[19], 453[8], 483[13]
– curie 217[41], 419[3]
loci 5[8ss], 302[35], 361[11], 406[34], 419[3], 473[22]
patrie; de pais 122[20], 126[31], 156[31], 165[5], 185[24, 34], 192[42], 193[5, 11], 254[37], 299[20], 300[12], 361[11], 438[16], 473[22], 514[15, 23]
villarum francharum de Sabaudia, in Sabaudie comitatu 257[5], 271[12]
ville libere 480[25]
– Albone 51[9, 18]
Allii 37[22]
de *Apples* 420[26], 421[17ss]
de Balmis 447[25], 451[30ss], 465[13, 14], 467[18]
de Cossonay 63[28ss], 70[19, 40], 76[33, 35], 77[17ss], 78[36], 79[20, 22], 82[32], 86[1, 9]
de Cues 359[30]
de Eschallens 91[11]
terre Gebennensis 249[7], 250[40]
de Grandcourt 485[17]
Grandissoni 94[7], 95[36], 97[15ss], 98[11ss], 99[30, 32], 100[5ss], 101[9ss], 102[30, 39], 104[6, 8], 106[10], 109[20, 37], 110[1ss], 111[4ss], 112[4, 12], 113[11], 118[30]
Lausannensis 165[44], 166[8ss], 247[11ss], 299[13], 303[13], 306[27]
Melduni 58[10], 91[11], 98[30, 33], 132[33], 133[1, 3], 140[17], 141[25], 144[1], 154[18], 164[8], 240[13], 266[21ss], 267[17ss] (revocatio), 268[7] (revocatio), 268[24], 324[29], 385[9ss], 405[18ss], 436[2], 456[37], 485[17], 514[27, 28]
Morgie 129[28ss], 130[3], 164[8]
Mustruaci 489[15]
Nivyduni 164[7], 165[4ss], 250[39]
Orbe 175[37], 176[3ss], 177[14ss], 178[3, 28], 183[15], 185[5ss], 195[22, 31]
de *Orons* 511[20, 21]
de Palessuez 199[1, 2], 200[32, 42], 201[35]
Paterniaci 205[11], 207[14], 209[17], 210[22], 211[19], 213[18], 215[21], 223[4], 227[6]
La Praz 425[6ss]
Rassonerie 359[30]
de Rogievuit 511[20, 21]
Romanimonasterii 375[7, 13], 395[35], 401[34], 403[20], 404[33], 405[3ss], 406[34], 425[29], 430[15]; ecclesie 376[23], 409[9], 420[26]; observande per castellanum Cletarum 386[28]; placiti generalis 376[7, 15], 378[7]
Rotuli 243[6ss], 245[29]
Rubeimontis 363[34, 35] (scripte et non scripte), 369[38]
Sancte Crucis 450[18]
Turris Viviaci 263[16]
Ville Nove Chillionis 318[23, 25], 319[7]
Viviaci 301[10], 489[16]
Vuaudi 6[11], 10[26, 30, 33], 11[6, 20, 35], 12[18, 24], 16[21, 33], 19[6, 12, 18], 76[33, 35], 168[15]
Yverduni 324[29], 326[22, 41], 327[11]
consul 41[15], 113[4], 115[7, 33], 146[25] à 148[35], 164[11], 165[30], 196[19], 197[28], 207[12, 14], 210[14ss], 211[31, 32], 213[22à27] (electio [22à25]), 216[27], 219[44], 221[10ss], 224[16], 227[33], 233[24], 234[36, 37], 235[9ss], 236[2ss], 237[3ss], 467[13]
conseil, conseilleur 114[1, 2], 117[10], 118[22]
consulere 147[44], 220[22], 319[26], 357[22], 396[31ss], 452[7], 456[37], 471[9]
consultor 52[4], 158[14], 159[44], 169[22], 170[28], 496[27]
contractus 220[5à7], 265[31], 274[10], 296[34], 474[4], 490[32], 496[11], 497[2]
contradicio 454[4à6], 504[4]
contributio 35[5, 6], 38[16à19], 80[13], 101[2à18], 165[43] à 166[8], 189[7à26], 275[10ss], 280[7, 12], 284[2], 312[33], 321[21], 335[13], 376[41], 384[17], 390[31], 445[4], 460[25, 33], 461[17]
– pro milicia 49[10à25]
pro rata possessionum, bonorum, facultatum 30[26], 31[4], 35[29], 39[27, 32], 127[17ss]
– auxilium 127[12à34], 189[9], 200[43], 201[28], 210[24], 235[6], 237[12, 38], 238[3à9], 283[17], 303[31], 328[13], 347[33], 349[30], 376[30ss], 377[4], 421[43], 422[4, 11], 430[30], 436[21], 448[24, 26], 468[18], 482[42], 488[22] à 489[2], 510[12]; pro tribus casibus 488[23, 27], 491[24]; pro quattuor casibus 508[8]
missio 24[30], 30[19à26], 31[1à8], 36[11], 36[36à41], 64[22à26], 69[19à23], 70[15à17], 95[33] à 96[35], 148[6à17]
servicium, *service* 8[16], 89[7], 114[5], 126[7, 10],

156[6], 157[5], 164[29] (sine servicio), 182[21à25], 192[42], 193[2], 200[43], 201[27], 208[23], 260[30], 290[23], 295[11], 298[25, 28], 311[24], 312[14], 334[26], 339[30, 32], 340[27], 341[31, 34], 343[23, 26], 344[36, 39], 346[19, 21], 347[33], 348[34], 349[30, 35], 351[13], 359[17ss], 368[29], 369[1], 382[22], 383[3ss], 386[15], 413[11], 426[11], 430[27], 433[6], 436[21], 438[19, 25], 463[5], 474[12], 483[12], 505[5]
subsidium, donum; donacion 7[18, 29], 9[13], 14[12, 23], 17[18], 18[10], 23[2], 33[28] à 34[9], 34[20], 38[8], 43[15à22], 58[2à8], 67[5], 78[29], 79[16], 81[2ss], 84[21], 85[5], 92[16ss], 93[16], 104[2à5, 12à15], 127[13], 129[6], 139[23], 140[28], 143[2, 16], 144[17ss], 145[2ss], 146[2, 13], 225[25], 226[1], 227[24], 275[35, 36], 280[2], 297[38], 315[34], 325[27], 329[6], 330[2ss], 334[24, 30], 340[1ss], 342[3ss], 343[33ss], 346[7, 9], 347[33], 349[30, 35], 384[31], 388[28], 401[1], 411[32], 447[21], 492[22ss], 500[32]
subventio 275[31], 376[31, 34], 411[26à35], 421[44]
succursum 6[1], 17[28], 37[30], 325[22], 329[2, 10], 352[19]
cf. cavalcata, constructio, eymine, exevis, furnagia, impositio, leva, leyda, meneyda, tallia, tributum, vinum
controversia 382[19]
cf. disceptacio, lis, querela
contumacia 502[11]
corvate; corvaes 175[13], 201[27], 398[29ss], 407[16à20], 408[13, 17], 413[1], 415[33], 416[41], 418[5], 425[6, 15], 430[26], 435[2ss], 438[27, 30], 445[1, 35]
cosson *(= revendeur)* 68[6à12], 300[14à26]
cossoneria, cossonerius 316[1à8], 320[22, 40]
credentia 288[30]
creditor 68[37], 69[26], 214[34], 296[33, 36], 340[23], 350[37], 364[27], 498[34]
crida, bannorum impositio 4[11ss], 6[31ss], 7[1ss], 164[12], 165[8à10, 34à38], 223[40], 230[40], 305[12], 452[22], 453[12à16], 494[16à19]
crida, publicatio; criee 103[16], 107[4ss], 108[10ss], ?172[40], 191[25], 242[18], 276[16 18], 278[18], 496[24]
crimen, criminalis, criminosus 223[5, 43], 225[7], 255[33], 268[38], 317[20], 445[18], 481[28ss], 482[7]
crimen corporale 65[41à42]
cf. casus, heresis, homicidium, latrocinium, maleficium, periurium
curator 215[24à34]
curatus; curie 174[1] à 175[19] (*rétribution*), 187[12], 188[5], 364[2], 402[17], 407[8], 410[21ss], 421[13], 423[4ss], 433[17ss], 436[15]
**cf. Apples, Bassins* , Berthelleti, Essertines, Ioly, *Vallorbe*
curia; court 35[12], 117[35], 118[24] à 119[6], 137[39], 185[3ss], 192[11], 200[20], 217[33, 42], 218[1ss], 220[22], 255[9ss], 264[14], 268[27], 300[5], 301[8, 34], 314[29, 38], 318[15ss], 319[3], 396[19ss], 405[26, 30], 420[4], 422[43], 453[3], 455[7ss], 456[31], 496[6ss], 497[28], 498[36], 499[1ss], 502[27], 516[25]
court ordinayre 118[26à27]
court fors d'ordinayre 118[27à28]
spiritualis 371[13, 19]
temporalis 395[34]
cf. officialis
currus; char 310[29], 377[8ss], 406[7], 407[29], 408[3, 9], 410[37, 39], 411[15, 38], 412[3, 21], 415[18ss], 423[11], 388[7]
cursus nudus 69[10], 138[9]
custil *(= côte)* 44[18]
custodia, custos 164[14, 15], 166[17à20], 375[30], 439[36à40], 471[3]
animalium communium 247[13, 20]
bestie extranee 230[41]
bonorum defunctorum 133[7], 178[36], 254[40], 301[20]
campi duelli 386[6]
castri 70[23], 129[24à26], 166[18] (garda), 422[10], 482[35] (garda), 514[14]
domini 256[10]
ianue 416[27]
iuriarum 443[9]
nemorum 377[12], 423[16]
nundenarum et mercati 386[20]
pratorum 438[37]
registrorum et prothocollorum 109[23]
terre 394[24]
ville 70[24], 166[17], 420[44], 422[10]
vini 53[35ss], 256[10]

D

dampnum 235[30], 257[1], 376[33], 422[1], 443[20], 464[6], 467[25], 497[6]
dampna et interesse 214[12], 279[14], 293[33]
cf. emendatio
dapes 370[32], 371[10à20]
debitum, debitor 32[28], 68[22à24, 35à41], 136[43], 137[5], 142[11], 165[18], 183[4], 217[19], 221[40], 231[3], 235[23], 255[2ss], 262[30], 265[31], 268[32], 288[6], 296[31], 302[36, 37], 313[22] à 315[11], 346[7], 347[34], 350[28], 353[21], 364[25, 26], 371[12, 18], 372[4], 391[5, 15], 395[9], 401[31], 405[24], 409[24], 449[22], 514[8], 516[34]
exoneratio 33[25], 340[21], 350[36], 357[38]
cf. littera
decanus Albone 402[12]

Alyngii 48[16]
de Ogo 341[6]
Romanimonasterii 376[3], 377[17ss], 378[23], 397[35]
de Rubeomonte 186[15]
Viviaci 287[4]
decima, decimum 250[27,28], 254[18], 288[19], 364[1à5], 410[8] à 411[22], 433[31à37], 435[31], 436[15], 438[23], 443[11], 459[4]
decimarius 410[32ss], 411[2ss]
defensio; deffense comitatus 359[9,34]
de la fortellesce 460[13ss]
des habitans 460[21], 461[8] *cf.* garentire
pascuorum et feudorum 504[37]
ville 31[1à8], 359[9]
cf. aqua, fortificatio
deffectus 331[41], 332[1,25], 333[2], 411[8,18]
deffreye *(= défraiement)* 64[25]
délai, durée
30 annos 509[24]
20 annos 162[8]
16 annos 95[31], 96[15ss]
16 annos 303[18]
12 annos 169[24,28]
10 annos, decennium 157[15], 207[31], 214[4], 219[2], 220[27], 223[12], 224[29], 265[28], 314[3ss]
7 annos, septennium 94[32,33], 320[37], 321[2]
6 annos 108[35], 130[20,21], 334[23]
5 annos 128[8,11], 297[6], 304[18,23]
4 annos 306[7], 316[7]
3 annos, triennum 50[8], 73[3,18], 75[30], 285[23], 367[19], 370[4]
2 annos cum dimidio 159[42], 160[4]
2 annos 301[13]
annum et diem 29[9], 43[26], 133[7ss], 178[36ss], 214[39], 220[12], 254[13ss], 287[24], 288[32], 301[20,25], 409[18], 457[3], 509[35]
1 annum, annuatim 105[5], 146[27], 151[7], 190[17], 208[25], 231[7], 245[9], 367[20], 370[4], 372[30], 373[12,21], 393[10]
infra annum 165[17]
6 menses 116[34]
6 seytimanas 220[2]
40 dies 43[26], 64[36], 67[20], 137[14,22], 183[20], 219[14,37], 257[6], 288[30], 396[33], 422[12]
16 dies 328[12]
15 dies 27[37], 137[15], 228[42] (quindena), 236[1ss]
14 dies 67[13,17], 137[19], 183[17], 236[32]
8 dies 137[24], 183[22], 214[19ss], 219[24], 223[22], 229[8], 230[8], 231[17], 258[15], 305[17], 328[14]
7 dies 43[27], 45[12], 67[9], 494[24], 497[37]
6 jours et demi 339[13]
3 dies, triduum 235[26], 236[11,14], 375[22]
3 iornatas 473[24,26], 474[26], 497[39]
diem et noctem 43[11], 44[37], 133[18], 136[17], 179[3], 181[40], 205[15], 213[34], 254[15], 287[20], 288[7,22], 301[31], 376[13], 409[15], 421[24]
diem naturalem 64[5,30], 169[37]
24 horas 151[1]
unam diem 256[11]
unam iornatam 408[13,17], 411[39,44], 412[4ss]
unam noctem 256[39]
sex horas 332[43]
cf. prescriptio
delictum 122[28], 223[2,43], 225[7], 241[3à8], 249[32,42], 268[36], 316[35], 317[21], 477[16], 494[29], 509[17]
delinquens *cf.* malefactor
demanium 433[8]
denunciacio, denunciata 223[25], 265[21], 285[1], 300[4], 318[15]
denunciator 34[33], 35[11,25], 319[1]
destructio 228[26]
detentio *cf.* captio, incarceratio
detractio extra mistrallia 365[24,32]
in deveno; en devenz *(= en défens, c'est-à-dire fermé au parcours du bétail sauf à certaines conditions; vraisemblablement par extension, l'amende qu'on peut en percevoir)* 443[9], 495[39], 496[42], 499[30]
devestitura 135[4à6], 137[44], 180[30à32], 183[44], 219[18à27], 405[21], 422[12], 453[27à30,36], 497[11]
dieme 175[15]
dies consilii, pro consilio 217[20ss], 218[8ss]
iuris, iudicalis 65[26], 116[12], 137[41], 183[41], 200[22], 218[14,35], 453[10]
dieta 299[29], 300[41], 438[30,31]
manuoperiariorum 201[7à9]
dilatio 116[27], 284[35], 455[33], 473[22ss], 474[26], 497[36,30]
disceptacio 379[26]
discordia; discorz 45[37], 52[21], 56[19], 171[11], 174[20], 177[5,33], 185[3], 233[26], 235[23], 236[3ss], 301[8,9], 375[14], 378[10], 382[16], 417[22], 442[6,15], 455[29], 488[21]
cf. lis
dissensio, dissentio 178[27], 375[6]
dissimulatus *cf.* vadere
divitie 376[16], 409[25], 421[27], 436[11]
dol 114[30]
domagium 166[33]
dominicus 395[31], 396[44]

dominium 240[37], 241[14], 343[16ss], 354[34,38], 379[18], 453[31], 483[6], 509[22]
directum 8[17], 120[21ss], 474[15], 516[9]
omne 121[29], 122[5], 208[22], 348[35]
plenum 376[25à31], 421[37]
proprium 458[40] (domenoz)
spirituale 376[27], 421[40]
temporale 376[28], 421[41]
totale 405[10]
utile 516[9]
dominus directus; diret seigneur 193[37], 215[7]
naturalis 365[26]
temporalis 369[28], 376[28], 421[40]
Vuaudi, *sire de Vaud,* locumtenens 126[28], 156[29]
**cf. Namur; Savoie, Amédée VI, Jacques, Louis Ier, Louis II*
domus
fortis 241[10], 490[36]
cf. constructio, fractio, intrare
donatio 254[21], 272[6], 287[19]
donatus 168[3à4]
donum; donacion *cf.* contributio, subsidium
dos, dotalicium 14[24], 81[9], 144[17], 167[32à35], 216[30à35], 217[2], 221[37,38,43] à 222[5], 228[34], 254[37], 280[7,12], 427[20], 488[25], 491[24]
drapperia 331[4] à 333[28]
dreytura 274[1], 420[26], 490[30]
duellum 165[25à29], 385[37] à 386[12]
cf. appellatio

E

ecclesia 188[9], 189[13], 288[14], 397[1]
effusio sanguinis 27[28], 43[36], 66[8], 180[6,21], 255[23], 287[34], 308[12], 438[1], 445[27], 454[30ss], 455[11], 482[11,27], 494[5,13]
electio 418[28]
cf. consiliarius, consul, exactor, familiares, iuratus, macellarius, probi homines, procurator, rector, sindicus
electus 357[41,44], 358[1,2], 393[28], 452[8ss], 453[1], 455[31,44], 456[23], 471[1], 483[30]
elemosina, elemosyna, helemosina 287[25], 370[11], 377[40à44], 403[10] à 404[2], 408[20à36], 413[5], 417[1], 435[30], 483[35]
elemosinaria, helemosinaria 407[1à4], 413[2], 416[42]
elemosinarius 407[2,8]
emendatio dampni 28[23ss], 66[33], 69[8,15], 184[10,12], 219[43], 228[28], 236[31], 309[8ss], 384[18]
iniurie 46[10], 210[34à36], 211[4], 236[31], 249[4], 255[13], 256[15]
lesi, spoliati 494[6ss], 497[8,10]
emphiteosis 504[25ss]
encenia 229[40]
enfan *cf.* liber
enguey *cf.* linguellum
en minu *(= en menu, au détail)* 150[22ss]
episcopus 323[16,22], 376[27], 411[24], 421[40]
**cf. Cossonay, Genève, Sion*
equitatio *cf.* cavalcata
equus *cf.* animal, pedagium
esca 68[33], 376[32], 416[32], 422[2]
escheta *cf.* excheta
eschevens, eschivens, exchevens, exchivens 192[15ss], 195[17]
cf. scabinus
espanchier *(= disperser)* 423[21]
essarta 314[1]
etas
cf. filius, liber, testis
Etats de Vaud cf. Tres Status patrie Vuaudi
exactio 248[22], 266[17], 299[16], 340[1ss], 342[2ss], 343[32ss], 348[10], 403[21], 483[13], 514[2]
exactor 38[4] (electio), 358[29], 364[17]
excambire 363[30]
excheta, escheta, excheyta 27[4], 139[8], 214[44], 215[1], 217[8], 299[16], 390[3], 394[20ss], 395[4], 408[41,43], 409[1ss], 418[4], 435[38,40], 442[41]
excommunicatio, excommunicatus, excomunicare 147[20à23], 228[41à44], 371[13,19], 402[25], 464[22]
cf. littera
excubia 288[15], 507[18,20]
executio malefactorum 65[6à10]
exemptio 404[33], 405[5], 413[9]
exeva 35[5ss]
expeditio *cf.* cavalcata
expense, sumptus 240[21,23], 315[27], 318[16], 375[9], 411[25], 416[14,34], 428[30], 438[29], 505[19]
communes 46[44], 47[10], 48[1], 505[24]
ecclesie 376[29à31], 421[42]
iusticie 116[17à21], 118[24à38], 282[13,30], 300[35]
medietatis muri 220[35]
cf. contributio, missio, taxatio
extenta 8[31], 272[3], 344[25] à 345[17], 355[12], 397[30], 403[28,39], 413[9], 434[33ss], 435[3]
cf. commissarius extentarum
extractio victualium 6[32]
extraneus, estraneus; estranger 28[1,11], 44[7], 147[39], 216[23], 254[39], 268[30], 288[33], 291[6], 300[34], 308[29ss], 310[19], 316[3], 339[18], 362[23],

373[18], 380[9, 10], 386[3, 7], 396[24], 402[29], 403[20], 405[14], 412[32], 414[30], 415[12], 418[22], 435[43], 442[20ss], 443[20], 463[11], 481[27], 482[14], 499[5]
cf. advene, amicitia, custodia
eycoire *(type d'aide)* 93[9, 15]
eymine 440[6]

F

fabrice 464[23]
facinorosus 509[2]
faggot 408[7, 11]
falcatio, falcator *cf.* messis
falco *cf.* pedagium
falsarius 65[36]
falcifficator monetarum 197[32]
fama publica 259[39]
familia 339[4], 376[3], 452[2], 466[18ss]
familiares 32[28], 38[4] (electio), 453[25], 483[8], 484[9], 510[1]
famuli 137[30], 183[29], 420[7], 421[14], 422[29], 423[5ss]
fenatio, fenator *cf.* messis
fenatura 132[10]
fenestra in muris 69[37], 220[38], 221[1à3]
ferma 246[12]
ferreria 433[26]
fetidus *cf.* iniuriosa verba
feu *cf.* focus
feudalis 65[24], 300[13]
feudatarius, foedatarius 470[29, 33], 509[24]
feudum, feodum; fiez 3[24], 13[11], 46[5ss], 120[26ss], 121[3ss], 122[36, 38], 123[6ss], 124[13ss], 152[17], 176[17, 21], 217[5], 240[29à33], 299[18], 325[4], 473[31, 36], 474[9], 490[39], 504[30ss], 505[1], 508[24, 32], 509[37], 516[25]
ligium 46[21], 473[35], 490[35], 514[22]
nobile 64[18], 165[11]
fideiussio, fideiubere 43[44], 150[28], 217[16, 17], 218[25ss], 219[19], 220[3], 249[41], 288[5], 293[34, 38], 377[29], 482[16]
fideiussor 28[7], 184[23, 28], 185[15, 16], 214[10ss], 216[18, 20], 235[23], 245[8], 246[6], 288[30], 308[33], 314[44], 315[8], 454[3]
fidelitas 366[35], 368[31], 430[41], 508[9]
cf. homagium, iuramentum
fiducia; fiance 102[10, 24], 103[14]
filia 69[24]
portio 221[35à39]
cf. partagium, successio
filius 69[24]
factum 137[35], 183[35]
maritatus 216[38]
portio 137[34], 167[16à25], 183[33]
cf. partagium
fimum 231[15]
firma 433[20], 438[20], 495[36], 497[18ss]
firmarius 403[20ss]
fiscum 276[26], 509[17]
focus; feu, focaige 22[20, 30], 29[9], 44[21], 58[2], 64[42], 65[3], 241[31], 275[30], 361[27], 362[14, 19], 389[33], 398[24ss], 406[40], 407[10], 408[12], 411[39, 43], 412[4ss], 433[20], 435[23ss], 444[34], 447[22], 452[18ss], 457[37], 459[1], 517[25]
fodina 168[15]
foedus *cf.* amicitia extranea, comburgensia
folla, follare 406[37, 38]
fondatio Morgie 122[27]
fons 57[10, 11], 405[39]
fontainier 321[22]
foragium 64[7à13], 412[40à44]
forefactum liberorum vel familie 249[31]
foresteria, foresterius, forestarius 215[17, 19], 406[2, 4], 416[3à11], 417[25], 418[7à11], 420[6], 422[31, 38], 423[15à20]
fornagium *cf.* furnagia
fornerius 136[13], 149[13], 151[7à15], 181[37], 288[28], 378[5], 406[21], 457[25]
fornicatio 249[6]
fortalicie 166[1ss], 168[5, 12], 296[28], 459[35]
fortellesce, forteresce *(= forteresse)* 460[8] à 461[18]
fortificatio 59[14], 80[13, 24], 127[10ss], 128[9], 162[5à15], 187[23, 37], 188[1], 189[16ss], 285[27], 304[18], 306[3], 448[24]
cf. contributio
forum, mercatum; foire, marche, marchie, marchier 27[1], 28[1à4], 28[37], 32[34], 44[4], 66[10ss], 68[33ss], 106[27] à 107[7], 108[16], 113[10à21], 114[10à30], 133[20à32], 133[42] à 134[2], 137[4], 158[26], 159[15ss], 162[34], 163[15à37], 167[3], 179[5à17, 24à28, 34], 182[36], 191[9], 199[4à8], 214[18], 215[10], 216[28], 220[5], 242[9à22], 244[16], 254[24], 256[9ss], 257[17à19], 264[17à22], 265[3, 29], 291[39], 296[8], 299[36ss], 301[1], 302[36], 305[2ss], 308[8ss], 309[29], 323[17], 385[8] à 386[22], 389[25] à 390[4], 405[20], 412[33, 35], 478[28], 479[11]
infractores 43[35]
cf. fractio
forum 396[25], 401[26, 35], 402[23]
ecclesiasticum 235[21], 401[25]
secularis 401[24]

fossalia, fossata; fosseis, fosseirs 46[44], 70[11], 189[22], 201[20], 289[31], 460[8à13], 461[4]
chassale 161[15], 189[23]
fossio, fodere 229[19]
fractio, fractor, ruptura 28[22], 274[13], 309[7], 454[1]
domus, hospicii 28[26], 219[40] à 220[4], 255[35], 287[37], 309[9]
fori 133[42], 134[2,8], 179[24ss], 256[13]
mercati 301[1]
ostii 494[9]
ville 45[13], 66[31], 255[5]
franchesie, libertates 242[14], 456[28]
– ecclesie 188[8,9]
hospitalis 282[3]
– Albone 51[9,18]
Allii 26[30ss], 28[39à42] (termini franchesie de Allio), 29[1,35], 30[4ss], 31[17ss], 32[20,25], 33[1,3], 34[8], 34[21], 35[9], 37[20,28], 38[1], 39[9], 40[30], 41[6à10] (termini franchesiarum), 41[23]
de *Apples* 420[26]
de Aquiano 261[36,38], 262[2]
de Argier 437[26], 440[7,22]
de Balmis 447[25], 451[34], 452[10], 458[3], 465[12,14], 467[18] (scripte et non scripte)
Cletarum 58[9]
Copeti 61[21]
de Cossonay 63[7ss], 70[18,39], 76[33ss], 77[16ss], 78[36], 82[19ss], 83[7], 85[35], 86[9], 88[3], 487[1,7]
de Cues 359[29] (scripte et non scripte), 365[22ss]
de Eschallens 91[11]
de Grandcourt 485[17]
Grandissoni 92[23], 94[6,7], 97[14ss], 98[11ss], 99[30], 100[5ss], 102[20ss], 106[10], 109[19ss], 110[1ss], 111[4ss], 112[3ss], 115[30]
de Hormont 510[11]
de Insula 487[1ss]
de la Iour de Hormont 507[8]
Lausannenses 247[12ss]
Melduni 58[11], 61[21], 91[11], 99[40], 100[4], 100[5], 128[28], 132[33], 133[1], 140[17], 141[12ss], 142[12,28], 143[8,22], 144[1], 145[9,18], 146[2ss], 154[15], 155[29], 164[8], 239[17,21], 243[9], 485[17], 519[11,19]
Mont 239[17]
Montagny 519[17]
Morgie 126[13ss], 128[25], 129[5ss], 130[3,12], 155[25], 164[8], 382[21ss], 383[6]
Mustruaci 491[31,33], 492[27], 493[4], 495[15], 496[39]
Nyviduni 153[21], 154[15,17], 155[5,25], 156[10ss], 157[9,12], 159[22ss], 164[8], 165[5,35], 166[22], 168[24,25], 173[14,21]
Orbe 175[37], 176[3ss], 177[13ss], 178[2,28], 185[19,26], 186[7], 193[3ss], 195[22ss], 196[6,22], 197[34], 198[2], 519[3]
de *Orons* 511[20,21]
castri dOyes 367[9ss] (scripte et non scripte)
de Palessuez 198[33], 199[1,2], 200[32], 201[35]
Paterniaci 204[27], 207[13], 209[17], 210[22], 211[20], 213[3ss], 225[1], 226[6,12], 227[6], 232[9], 233[8]
prioratus Paterniaci 213[30]
Rassonerie 359[29] (scripte et non scripte), 365[22ss]
de Rogievuit 511[20,21]
Romanimonasterii 405[5], 420[26]
Rotuli 243[6ss]
Rubeimontis 353[39], 369[37] (scripte et non scripte), 370[1]
Sancte Crucis 252[9,17]
Sancti Cirici 248[18], 251[13,17]
Turris Viviaci, Turris de Peyl 254[7], 257[14à16] (termini), 257[22,25], 258[6], 260[29], 261[36,37], 262[2], 263[34,36], 265[19], 266[32,36], 268[24], 269[19ss] (confines), 270[5ss], 271[1ss], 272[18ss], 273[22], 274[25], 277[9], 279[27], 283[3ss], 284[14,19], 285[11]
Ville Nove Chillionis 307[34], 308[1], 309[21à24] (termini), 310[1], 311[23], 312[16] (obtentio), 312[28ss], 318[22,25], 319[6], 321[18,32]
Viviaci 287[16], 289[21], 298[21ss], 300[42], 303[10ss]
Vuaudi 4[12,19], 5[12,27], 6[5ss], 7[3ss], 9[14,24], 10[2ss], 11[20,35], 12[12ss], 13[5], 14[22], 15[2ss], 16[20ss], 17[19,29], 18[2ss], 19[4ss], 21[1], 21[26] (amissio), 23[3], 165[5]
Yverduni 324[29], 325[16], 326[21,40], 327[12], 328[15ss], 329[14], 330[13,19], 334[1], 335[31]
francus, franchus 248[21], 250[27], 251[3], 271[34ss], 382[21], 406[43], 407[3ss,31à39], 408[10,16], 412[12ss], 413[1à6], 414[35], 416[36,41], 474[7ss], 490[35], 514[11]
cf. nundine, villa
frater et soror 116[31]
fraus 254[21]
fresta 406[40]
fructuaria 439[21à27]
frumentum 65[19], 184[29,30], 284[34], 377[18]
cf. census, mensura: bichetum + cupa, pedagium, tributum
fulce *cf.* suspendium
fundacio bastie seu burgi 91[1à14] (de novo)
ville nove 240[5]
fundator 356[13], 364[18]

fur, furtum 44[6], 65[36], 135[20], 180[42], 216[25], 255[33], 269[23,24], 299[18], 301[43]
cf. suspendium, res furtiva
furce *cf.* suspendium
furnagia, fornagia, fornagium 44[14], 47[29], 151[11], 250[38,39], 378[2] (ius), 406[20] (ius), 425[37], 436[7] (ius), 440[6]
furnus 28[28], 44[15], 47[28], 136[15à18], 141[39] à 142[2], 149[14], 181[39], 200[4à5], 240[16à25], 250[37à43], 256[42à43], 258[27], 288[26à29], 309[12], 334[29], 378[1à6], 406[15à25], 425[34à38], 433[14,22à26], 436[7], 440[3à6], 457[24à27]
caminus 149[12]
rafurnus 439[6]
fusta 163[21ss]
fustigari nudus 255[39], 303[5]

G

gabella; gabelle 58[31], 168[17], 335[13], 479[13]
gage de bataille *cf.* appellatio
gageria, gaieria 214[6à9], 216[12], 217[29ss], 218[8], 220[11à19], 376[39], 411[32]
gallina, gallus 249[24], 380[5], 407[11,12], 481[33]
garcio, garcia 135[18], 180[40], 287[38], 301[40]
garda; garde 166[18], 201[40], 209[34], 390[32], 409[37], 425[20,21], 439[31ss], 440[27], 461[10], 481[18], 482[35], 497[8,16], 509[30]
cf. custodia, salva garda
garderius *cf.* salva garda
garentire 160[14], 440[12], 481[18]
gayt 461[10]
gens de *Vaud* 2[1ss]
gentis homes 126[8ss], 153[16,20], 156[6ss]
gietum, giestus; gita 64[26], 89[18], 148[13,15], 165[31], 169[32], 190[17à32], 283[2], 517[19ss]
gitare 249[19]
gubernator
Albone 49[3], 52[1]
de Balmis 461[21]
de Cossonay 89[21ss]
Grandissoni 104[30], 105[1,7], 110[28]
Melduni 147[27]
Nivyduni 171[21]
Orbe 178[11], 179[39], 181[15], 182[32,37], 190[19ss], 195[17], 197[3]
Paterniaci 226[27], 228[12], 230[31]
Romanimonasterii 393[9]
Rotuli 246[8] (congubernator)
Sancte Crucis 450[36]
de Vallorbes 433[38], 434[6], 435[4]
cf. magister, sindicus, tutor
guerencia 220[8à10], 240[27], 346[37]
guerens 218[12,15]
guerra 166[34], 291[30], 327[28], 328[11,17], 334[14], 359[13ss], 376[19], 394[37], 409[20], 411[27], 421[30], 432[1], 436[10], 449[9ss], 460[42], 514[8,13]
supportacio onerum 35[17à21]
cf. cavalcata, contributio
guetia 514[3ss]
guidagium 466[19]

H

helemosina *cf.* elemosina
hereditagium, hereditagia 184[21à28,33à44], 217[26à32], 429[35], 430[2]
cf. res
hereditas; heritaige, heritage 27[10à17], 117[25], 167[33], 182[15], 195[9], 215[35à44], 218[7à17], 250[11,30à36], 270[29], 308[36], 373[2,16], 376[13à24,44], 377[6], 403[8à18], 408[29à36,42], 409[8,15à28ss], 421[24à36], 422[7,14], 490[21]
cf. extraneus, filius, intestatus, manus mortua, replacitare, successio, testamentum
heresis 19[9], 365[15]
heretice *cf.* iniuriosa verba
homagium 3[20,24], 10[17], 12[42], 13[2ss], 193[2], 200[42], 201[27], 226[12], 382[23], 425[24], 426[22,26], 433[6], 434[26], 435[19], 473[34], 474[36], 490[28ss]
homicidium, homicida 19[10], 65[7,36], 77[13], 134[4], 136[19], 138[3à5], 179[31], 181[43], 184[4à6], 210[29], 216[43] à 217[6], 269[23,24], 299[18], 301[35], 302[42à44], 456[26à29], 457[1], 481[28]
homines armorum 449[10ss]
hospes 149[3à14], 150[16à23,37] à 151[2], 288[33], 371[10à20]
domini 43[32à34]
hospicium 132[9ss], 375[23], 416[15], 445[30ss], 472[23], 516[18]
hospitale Ville Nove 310[14à17]
Viviaci 281[22], 282[3à13]
hostium 150[33]
hypothecarius *cf.* actio

I

ianitor *cf.* porterius
ianua *cf.* porta
ignis *cf.* focus, incendium

immobilis *cf.* res, obligatio, pignus, possessio
immunitas 16[21,33], 19[4ss], 37[20], 63[7,26], 70[39], 86[1], 97[15ss], 98[11ss], 99[30], 100[5ss], 126[13], 144[1], 156[10,25], 284[14], 298[21ss], 303[10ss], 326[21,40], 369[37], 511[21]
impedimentum 96[21], 273[28], 274[6,11], 281[37], 287[18], 313[32], 314[42]
imperator 21[27], 143[2], 235[13], 284[3], 325[28], 401[19]
imperium 120[31,32], 122[24], 123[7,15], 125[9,19]
merum 392[11], 478[3], 508[28], 509[3]
merum et mixtum 52[24à35], 340[16], 342[26], 344[4], 379[37] à 380[3], 380[8à20], 385[15à24], 391[35], 392[1,9], 405[10], 414[29], 420[38], 425[14], 430[33], 442[7,28], 474[15], 490[18ss], 508[24ss], 516[9,31]
mixtum 364[30], 442[41], 443[1], 478[4]
omne 120[25], 121[35,39], 122[5], 123[41], 124[27]
impeticion *(= demande, réclamation)* 461[8]
impositio 22[17], 34[1], 38[8], 67[5], 84[22], 89[18], 128[5], 168[17], 187[22] à 188[9], 189[25], 190[17à32], 293[30], 296[33], 304[16ss], 306[2], 320[12,16], 347[23,25], 349[22], 367[26]
cf. contributio, leva, tallia
incarceratio, detentio 31[43], 67[30], 76[30,33], 77[7ss], 232[34], 269[20ss], 284[37], 297[35], 317[4ss], 321[25], 330[18], 334[33], 365[15ss]
incendium, ignis 63[5,8], 97[16], 129[25], 155[26], 201[21], 210[29], 235[30], 242[5], 315[25], 376[32], 411[27], 422[1], 423[3]
incheta 331[17ss], 332[5ss], 333[3ss], 393[32]
incidere arbores 377[12]
cf. scindere arbores
inculpatio 276[14], 297[29]
inculpatus 274[10]
indulgentia, indulsio Romanorum regis 204[27], 206[5]
infeodare 418[18]
infirmarius 406[17], 410[14]
iniuria 46[16à18], 147[14à19], 210[37] à 211[4], 223[16ss], 224[4], 255[10ss], 257[1], 264[12], 296[14], 313[15], 443[19à24], 466[26], 499[17], 505[17]
cf. emendatio
iniuriosa verba
adulter 454[28]
avoutro, avoutroz 135[15], 180[37], 422[24]
cochachime 454[21]
fetidus, fetida 248[34], 438[8,9]
heretice 15[30]
leprosus, leprosa 135[15], 180[37], 248[34], 438[8,9], 454[24]
meretrix 249[1], 438[11]
mesel 422[24]
pugnex, pugnay 135[15], 180[37], 422[21], 454[21]
voudey 15[30]
inobedientia patris et matris 371[21à29]
cf. consensus
inquesta, inqueyta 223[15] à 224[7], 229[3,9], 249[34], 494[31]
de bannis 66[35]
per testes vel per iuramentum 230[41]
supra (aut contra) corpus 65[39à40], 181[10], 223[43]
inquisitio 34[32] à 35[26], 120[17], 123[35], 124[23], 265[22], 268[37], 276[12], 297[29], 318[15,40], 319[2], 321[23], 379[29ss], 400[35], 428[22], 429[5ss], 502[27], 514[6]
expense 35[1]
instancia prima 284[26]
intestatus 27[11], 133[5], 167[43], 168[3], 178[35], 254[32à38], 272[9], 287[22], 300[11], 301[18], 348[27à32], 351[1à11], 354[19à28], 427[34]
intragium, introgium 386[23], 504[36]
intrare (infra) domum (violenter) 454[7], 457[40]
ortum 229[6à8]
ortum seu virgultum 69[4à12], 138[6à13], 303[1à7]
pisa aliena 228[13]
vestituram alicuius 28[9], 308[38]
vineam, ortum seu virgultum 184[7à15]
cf. nox
introgium *cf.* intragium
inundacio, ruyna aque 31[38à40], 36[30]
cf. contributio
invasio 236[27à35]
invenire 457[32à35]
investigatio 66[42à44]
investitura 137[42], 183[42], 200[23], 235[4], 497[10]
iocus *cf.* ludus
ioria *cf.* iuria
iornata, iornalia, iorneria, iorneta, iorneva 201[7], 342[13,18], 413[2], 416[42], 438[27], 505[5]
cf. délai
iter 503[8]
Iudei 60[32], 313[13] à 315[9], 316[33] à 317[28]
cf. pedagium
iudex 5[24], 128[34], 183[27], 184[23,25], 185[1ss], 235[27], 262[20], 266[17], 285[2], 314[30], 315[7,12], 318[24], 351[7], 354[17], 466[10], 469[11,31], 492[9], 494[17], 497[28], 501[24], 502[26,27], 509[28]
– appellationum 185[11], 405[29]
ordinarius 19[8], 401[27], 434[8]
– Chablasii et Gebennarum 30[16], 32[14], 33[8], 36[1ss], 259[5], 264[29,32], 265[13] (et Waudi), 265[24], 294[28], 313[9], 488[15]

Chablaysii 35[33], 267[27], 317[14], 318[33,35], 379[31]
iudicare 137[37], 147[44], 167[8,13], 183[36], 200[19], 217[33], 223[30,34], 224[1], 317[16], 319[22], 327[9], 482[22]
iudicatura Chablaisii et Gebennarum 38[23]
iudicium 65[26], 71[21,24], 82[37], 115[17], 116[12,21], 117[32] à 118[9], 137[28], 160[11,15], 180[3], 213[20], 223[8], 224[31], 235[20], 249[16], 255[5], 260[9], 300[38], 319[22ss], 384[20], 394[2], 400[5], 401[29], 405[8], 408[44], 429[8], 434[8], 435[40], 438[16], 440[13,24], 481[29,31], 482[21], 483[10], 502[27]
iura *cf.* franchesie, ius; aveneria, champoneria, panateria
iuramentum, sacramentum; sairemant, seremant, serrement, soiremenz 43[1ss], 44[1ss], 45[14], 68[23,31], 69[9ss], 75[19], 82[27], 88[15], 92[22], 96[7,29], 134[13], 137[21,27], 139[10], 149[24], 153[18], 160[8], 166[38], 170[25à30], 179[42], 180[5], 183[19,25], 201[40], 210[23], 214[13] (proprius), 215[20] (proprius), 217[44], 219[12], 223[37,38], 224[18], 229[4], 230[41], 234[14ss,39] à 235[7,32], 236[36] à 237[2], 284[3], 291[23] (proprius), 310[37], 375[13], 377[39], 383[30], 400[3,14], 418[42], 419[2], 428[26ss], 429[1], 432[3], 453[22], 455[7à9], 462[22], 480[26] (proprius), 482[41], 491[9], 514[28]
– medie persone 235[44], 236[6ss]
medium 163[12]
cum uno sequente 135[42], 302[13]
cum duobus sequantibus fidedignis 383[12,13]
ut subditus, subiectus 10[14,32], 11[38], 13[15à19], 51[24à29], 55[4à8], 63[33à36], 71[11à15,34à38], 80[21à25], 106[6à8], 140[12,13], 144[3à10], 192[27à34], 193[2,33] à 194[1], 210[18], 226[7,13], 232[9], 233[9], 246[14], 327[4à12], 329[15], 362[31], 364[28à32], 367[1à12], 369[24à33], 373[30], 377[1], 409[33], 422[10], 425[20], 439[31], 440[20], 451[37] à 452[3], 467[21à25], 502[7]
de veritate 134[21], 219[15], 223[40]
– burgensium, ville 44[25], 99[33], 133[4,11], 134[11,20], 135[29] (statutus ville), 165[2,3], 175[31], 178[18,40], 181[8] (statutus ville), 240[34,37], 241[15], 247[8,9], 254[11], 257[21], 271[3], 293[15], 301[24], 302[9] (statutus ville), 334[2], 382[21,31], 414[37], 482[34,35]
cleri 188[34]
domini 63[30à33], 70[18à19], 70[37à44], 94[9à10], 99[32], 133[3], 155[11à15], 175[36], 176[8à14], 177[12,41], 193[8à28], 211[8], 224[33], 226[11], 243[10,20], 247[22], 251[18], 288[36], 294[8à15], 342[21à30], 344[2], 386[37], 484[23], 507[8], 511[26], 517[27] – bona fides data loco iuramenti 359[37], 362[31], 365[36]; abbatis 465[22,24] – locumtenentis 467[16à20]; domine 54[1à2]; principis, ducis, comitis 28[43] à 29[2], 34[11], 51[13à23], 98[9à16], 106[8à11], 111[34] à 112[15], 205[8à13] (sacramentum), 309[19], 326[38] à 327[3], 340[10à18], 367[12à17], 369[33] à 370[4], 373[31] – bona fides data loco iuramenti; bone foy en nom de seyrement 237[37], 346[34], 511[17] – eius nomine 11[4ss], 12[11], 12[20à39] – personaliter 10[29], 11[22,27] – prioris 363[24à28], 451[32à37]
– advocati 213[28à32]
locumtenentis 227[5]
ballivi 141[24à26]
castellani 63[38à42], 85[26] à 86[10], 110[30à36], 141[24à26], 251[16], 257[24], 380[39], 381[27], 386[28,29], 387[31]
locumtenens 85[26] à 86[10], 111[2à5]
nuncii 111[9à11]
cognoscentium 499[9à12]
compositorum 420[15,23]
consiliarii 220[21]
consulis 146[27] à 147[2], 148[1,20], 237[3à8]
creditoris 364[27]
curatoris 215[31]
decimarii 410[36], 411[19]
emptoris 116[35], 135[44], 215[11], 216[13], 231[13], 302[15], 494[28]
forestarii 423[15]
gubernatorum 393[18]
illorum qui producunt inquestas 494[30à33]
iuratorum 452[13,30], 471[6]
macellarii 135[42], 181[23], 302[13], 472[15]
missiliarii 250[8], 414[37], 415[11]
mistralis 82[28à33], 83[18,22à25]
negociorum gestorum 452[13]
notarii 498[4]
nuncii 385[34], 482[4]
officiarii 116[14], 164[16], 165[6], 303[9]
preparatorum pannorum 332[33], 333[17]
procuratorum 452[13]
rei 497[35à37]
servientis seu nuntii 89[23à32]
simplex 67[16]
sindici 292[24à31], 294[15à23], 414[37], 415[11]
tabernarii 136[43], 183[4], 457[6]
tenementarii 214[42]
testium 211[30]; duorum testium fide dignorum 65[34]; duorum testium ydoneorum 231[6]; cum testificatione duorum testium fidedignorum sequentium 214[30]; cum testificatione duorum testium sequentium de

veritate deponencium 214[42]; unius ydonee, prodonee persone 69[9]; unius ydonee mulieris 151[15]
textorum 332[21], 333[17]
tutoris 215[31]
venditoris 116[35], 214[30], 215[11]
– regiquina 66[20ss], 69[12], 70[5], 134[12à26], 135[10], 137[30], 179[41] à 180[5, 8, 35], 183[29], 199[28], 300[5], 301[38à39], 453[17à26], 454[9ss]
– illicitum iuramentum 147[3à13]
cf. homagium, periurium, probatio
iurator 418[38]
iuratus 36[35], 43[21ss], 44[10ss], 45[9, 14], 89[21], 314[38, 41], 376[3], 381[21, 23], 390[6ss], 404[31], 408[44], 409[3ss], 413[13], 420[14ss], 435[40], 452[4à30] (electio[7, 27]), 453[1à6, 14], 455[18, 32], 456[9, 44], 457[13ss], 470[36] à 471[10], 471[4] (electio), 473[19], 474[19] (nominatio), 492[7ss], 496[11]
cf. coniuratus
iuria, ioria 141[38], 250[4, 23], 263[8à22], 432[13ss], 442[9à14], 443[3à13], 450[31, 42], 451[3], 456[1], 516[14]
iurisdiciabilis 498[2, 14], 499[32, 39], 500[16]
iurisdiciarius 495[21, 22], 497[2, 25]
iurisdicio, iuridicio 46[6], 48[10], 54[3], 57[15], 63[28], 79[15], 104[2], 120[31, 32], 122[22], 124[8], 125[9, 20], 127[25], 163[23ss], 187[26], 196[23], 218[41], 240[9], 255[8], 299[7], 305[2], 364[12], 379[18], 379[37] à 380[3], 380[8à20], 385[26ss], 392[1, 10], 399[1, 3], 401[21], 405[15], 414[31], 415[12], 420[25], 432[27], 439[43], 446[11], 470[31ss], 478[2], 474[32], 481[13], 482[26, 30], 483[6]
alta 127[24], 405[11], 414[30]
bassa 405[11], 414[30]
media 405[11], 414[30]
omnimoda 52[24à35], 240[36], 340[16], 342[26], 344[4], 385[15à24], 391[35], 405[10], 414[30], 430[34], 442[8ss], 467[15], 474[15], 477[6], 490[42], 508[24à35], 516[9, 31]
omnis 120[25], 121[35, 39], 123[41], 124[27], 284[25], 420[37], 445[2]
spiritualis 405[11], 414[30]
temporalis 405[11], 414[30]; districtus 420[38]
ius; droit 8[23], 63[28], 115[18], 191[21], 217[22, 24], 218[9ss], 234[5ss], 235[26], 236[1ss], 260[1ss], 284[30], 339[17], 348[37], 351[19], 354[30, 37], 361[11], 362[10], 375[9ss], 377[3], 388[31], 392[9], 399[3ss], 401[22, 23], 443[24], 444[28], 445[6ss], 453[10, 24], 474[5], 499[16], 502[21ss], 508[29], 512[10], 517[22]
– avoerie, advocacionis 516[30]
ecclesie 377[16ss], 422[11]
fornagii *cf.* furnagia
hereditarium 351[4]
marinandi et detherandi 164[23à26]
messorum 377[25]
non scriptum 266[16], 419[4]
partis 223[20]
pascendi, pastorandi 259[11], 260[11], 281[18]
prioris 456[20]
proximitatis 409[41] à 410[7], 427[34], 436[3]
scriptum 266[16ss], 267[16], 268[7, 12], 306[22], 419[3]
servitutis 282[5, 8]
– administracio iuris 115[12], 445[8]
doctor iuris **cf.* Maluenda
ordo iuris 482[9]
– iura 27[27], 42[37], 43[5], 235[4], 240[13], 253[16], 282[19], 313[19], 350[18, 28], 353[12, 21], 355[12], 368[42], 393[15], 395[35], 462[31], 477[6], 478[2], 479[12], 481[13ss], 482[5], 489[27], 490[17ss], 495[25], 506[9]; burgensium 44[20] à 45[7]; comitis, ducis 308[10], 312[1], 322[40], 327[8], 368[35], 379[15ss]; communitatis 393[20], 394[2], 492[8]; domini 43[9] à 44[19], 164[16] (domini et ville), 223[17, 21], 241[11], 243[18], 244[36], 254[23], 266[32], 294[13], 351[6], 379[28], 387[19], 392[11], 409[37], 445[15], 446[7, 11], 509[22], 516[8ss]; dominii 351[6], 354[15]; mistralie 241[2]; placiti generalis 376[4], 421[15, 17]; de pontenage 241[30]; pretoris 354[15]; prioratus 364[1], 405[4], 451[39]; prioris et conventus 380[36], 381[28], 387[31]; usufructariorum 221[28]
– Insule 486[21]
Nivyduni 164[7], 165[4]
Paterniaci 205[11]
Paterniaci et Staviaci 212[8, 14]
Romanimonasterii 375[13], 409[9], 419[23]
de Suchy 515[1]
Turris Viviaci 263[16]
Viviaci 296[29]
cf. dies
iusticia 65[6à10], 82[30], 86[3], 102[29], 116[18, 38], 118[29], 185[5, 17], 216[19], 237[11, 14], 249[17], 254[10], 265[1], 282[12], 313[18], 364[14], 379[36] à 380[3], 380[8à20, 36], 405[15], 415[44], 418[3], 425[15] (alta et bassa), 445[17], 446[7], 453[15], 478[3] (alta), 478[4] (bassa), 496[7], 497[33], 499[16], 514[9]
cf. expense
iusticiabiles 405[33], 434[11]
iuvamen, iuvare 234[7, 23], 328[13ss], 423[31]
cf. contributio: auxilium

J

jusarme *(= hallebarde)* 238[4]
justicier 191[24]

L

lac 362[1]
lacus 28[34], 164[29ss], 256[34], 297[21], 309[17], 315[39], 316[4], 320[25], 321[26], 322[7ss], 324[4], 516[18]
cf. Aigle, Brenet, Genève, Grandson, Morges, Nyon, Vaucer, Vevey, Villeneuve, Yverdon
lana *cf.* animal, decima, pedagium
lanterna 149[12]
latro, latrocinium 19[10], 27[27], 28[16à18], 29[5], 65[5, 36], 77[11, 15], 81[22], 134[4], 136[19], 179[30], 181[43], 217[6], 248[33], 255[4], 288[16], 301[35], 308[11], 309[1à3], 418[3], 456[44]
laus, laudemium, laudimium, laudomium 64[14à21], 165[12], 215[8à15], 220[17], 250[26, 35], 309[14], 325[1], 348[37], 351[19], 409[8], 426[10], 427[16], 440[1], 457[20], 495[25], 504[32], 510[20]
lay *(= lac)* 238[5ss]
legare 427[31]
leges 44[3], 287[40], 288[35], 482[30]
mulieris 287[41]
sigilli 332[40], 333[21ss]
cf. lex
leguminum *cf.* bladum, decima, mensura: cupa
lena 293[30], 294[4]
leprosus *cf.* iniuriosa verba
leva, levatio 24[30], 35[4ss], 38[8], 41[22], 84[21], 128[5], 304[16], 310[35, 37], 320[12, 16], 340[6, 7], 342[7ss], 343[37ss], 380[37], 403[21, 38], 483[9], 484[15], 498[25, 33]
pecunaria 340[1], 342[2], 343[32]
cf. bannum, censa, decima, elemosina
lex 375[16]
divina 395[36]
leges scripte 213[15, 16]
leyda, leida 28[3], 59[8], 165[42], 254[17], 256[20à26, 37à39], 308[30], 335[13], 479[13]
liber; enfan 167[40], 249[31], 371[21]
enfans non aages 372[27] à 373[4]
enfans qui ont l'aage convenable 373[5à24]
liber minor 12 annorum 249[38]
liber minor 25 annorum 215[25]
cf. curator, filius, partagium, tutor
liber 254[10], 271[3], 272[22], 347[36], 376[8], 405[33], 421[19], 436[12], 437[30], 473[28], 474[5ss], 514[1, 11]
cf. francus, nundine, villa
libertates alicuius 207[31, 33]
cf. franchesie
ligius 43[12], 175[32], 425[1], 426[22], 427[9], 430[6ss], 434[11], 436[22], 439[30], 473[13ss], 490[40]
cf. feudum
lignum 168[20], 215[16à23], 263[9, 13], 281[20], 282[8], 379[21], 380[18], 432[15, 19]
– lignum mortuum, *bose mort* 450[28]
– bocheare 281[20]
cf. fusta, nemus
liguminum *cf.* decima
lingua 47[29], 244[35]
linguellum, longuellum, onguetum; enguey, longuel, longuelt, onguete, ungelt (= *Ohmgeld*) 65[19à21], 94[7, 27à36], 114[23, 25], 150[30], 157[8à14], 246[7à18], 291[34], 303[16, 19], 486[15]
lis 87[21], 102[28], 171[35], 172[5], 239[25], 255[9], 260[14], 426[16], 444[22], 477[19]
lis bellicosa 165[25à29]
cf. discordia, litigator
litigator, litigatrix, litigans, pars litigans 66[16ss], 134[14à17], 179[43] à 180[2], 237[6], 301[38], 396[31], 453[17à21], 498[16, 42]
litigium 116[38à40], 171[11], 172[32], 279[16], 296[30], 426[32], 477[15, 19], 494[30], 505[19]
littera citatoria 402[3, 26]
de debito, debiti 314[29], 315[1], 353[21], 498[31à34]
excommunicatoria, excommunicatorialis 402[3, 27]
monitoria 402[26]
de placet 402[4]
de recepta 314[18]
lonbo *(= longe)* 44[18]
longatarre; longatior *(= ?une variante de longuellum, onguetum)* 150[38], 151[2]
longuellum; longuel, longuelt *cf.* linguellum
ludus, iocus 335[10], 370[31] à 371[9]
lusor 151[20à24]

M

macellarius, macellator, macellum 67[34] à 68[12], 70[13à14], 73[2] à 75[32], 100[1], 105[1à32], 133[41], 135[38] à 136[9], 138[31], 158[10] à 160[27], 164[13], 167[6], 179[23], 181[20à33], 184[1], 200[26],

244[32à38], 245[9à29], 257[9à13], 302[10à26], 306[9], 471[26] à 472[26], 472[14] (electio)
buelle, buelleres 68[3à5]
magister, magistratus domus 371[26,28]
hospicii 50[6,16]
mainmise 195[18]
maior 375[28], 396[38], 410[2], 420[6], 422[25], 426[17]
maior pars, maiora 148[5], 358[2], 401[33], 435[5], 470[34], 471[25]
maioria 396[40], 422[27], 431[36], 432[26], 434[23,25]
malefactor, maleficium, delinquens 65[7,36], 70[1], 77[21], 116[24], 125[21], 134[5], 179[31], 216[24], 217[6,16], 223[13ss], 224[1,3], 235[32], 240[39,42], 255[5], 301[36], 316[35], 319[21ss], 365[23], 379[24], 380[21à28], 415[44], 418[3], 438[16], 442[19,21], 445[16ss], 457[1], 482[13], 483[25], 508[26], 509[18]
cf. delictum, falsarius, fur, homicide, latro, sedutor, suspendium
mandatum ecclesiasticum 229[1]
mansus, massus 250[19ss], 281[21], 282[6]
manumissio, manumittere 200[36], 347[35], 350[1], 352[25], 353[28], 356[10,15], 364[8], 429[38], 430[19], 431[23], 473[33], 513[31]
manuopus 132[11]
manus apponere 481[35], 482[8]
ponere 494[14]
manus mortua 347[20,27], 348[8ss], 349[19,24], 350[12ss], 351[9,20], 352[7], 353[4,5], 354[29ss], 364[9,16], 394[20,24], 395[4], 408[37,41], 409[5], 426[9], 427[24,25], 430[15,40], 434[11], 435[37], 473[33,34], 514[2]
manutentio; maintenue 39[28à34], 95[33] à 96[35], 130[23à25], 161[15à18], 166[5], 306[3], 460[36,40], 505[32]
marciatio, marciare, marciari 147[16], 482[22,30], 483[23,25]
marescallia, marescalcia 398[33], 406[42], 413[2], 416[42]
marescallus 415[42] à 416[2]
marmor 450[39]
massus *cf.* mansus
matercularius, marticulanrius 398[33], 416[18à25]
matrimonium; mariage 117[14à31], 140[28], 145[5], 376[42à44], 409[29à32], 422[5à8], 427[18à22], 436[11], 456[39], 468[19], 510[13]
cf. dos, nuptie
media personna 235[40] à 236[26]
mediatio 236[20]
mediatus et immediatus 233[1], 284[28]
cf. subditus
medicus 134[34], 180[15], 219[30], 455[15]
melies *cf.* vende
memorialia 498[37ss], 499[1]
meneyda, menayda 27[23], 507[10]
menia; muraillie, mur 161[15], 165[43à44], 166[2à4], 231[18], 275[4], 460[17à27,32à35], 479[2]
cf. serremens
mensura 28[24à25], 38[39à41], 43[35], 53[34], 65[22], 65[43] à 66[7], 82[21ss], 135[31à37], 164[13], 165[40,41], 167[12], 181[13à19], 221[17à26], 249[26], 250[42], 256[1à8], 287[41] à 288[2], 291[43], 292[1à4], 297[8à14], 301[5], 303[16], 305[28], 306[8], 309[10], 378[3], 398[19,37], 406[42], 407[1ss], 412[27], 433[21,33], 445[1,34], 448[11], 450[23], 457[7à17], 484[10], 492[13,14], 494[1], 495[33] (vini), 497[18] (vini), 497[20]
balista 31[36]
bichetum 406[41], 407[1ss], 412[26ss], 448[11], 457[30]
cadrigata 408[7]
cubitata 134[32]
cupa, copa 26[11], 136[10ss], 151[11,13], 181[34ss], 244[23], 258[28], 288[20,25], 297[12,14], 302[27], 324[37], 378[3], 390[33], 398[18], 399[12], 406[20,22], 412[5,41], 433[20], 445[1,33], 450[23], 451[12], 457[25ss], 480[16ss]
dolium 407[23ss], 435[18]
emina, hemina 258[27], 301[6], 406[34], 436[7], 457[30]
leuca 142[4], 147[34] (dimidia), 257[18] (dimidia), 499[6]
libra 73[25ss], 102[31], 105[20,21], 158[30ss], 159[1ss], 160[19], 245[14]
librata 46[24ss], 240[30]
micha, mica 407[30,35], 408[4ss], 411[15,41], 412[1ss]
mirale 407[31]
modium 53[32], 123[14,39], 128[15], 136[12], 157[12], 184[29], 258[29], 288[25], 290[33ss], 291[1ss], 320[42], 321[8], 412[41,44], 433[33], 480[16ss], 484[9ss]
pes 70[7,8], 167[28], 220[41], 332[5], 398[37], 406[10]
picotus 291[36], 297[16]
pinta 285[25]
posa 250[20], 418[16], 433[27]
potus 64[9,10], 128[12], 171[23], 172[18,21], 228[38], 285[25], 297[17,18], 407[29], 416[38], 453[5], 457[7]
quarterius 73[43], 137[34], 158[34ss], 183[33]
quarteronum 172[19,21]
sextaria, sextarium, sesterium 30[29], 64[9,10], 291[36], 297[16,18], 320[41], 407[24]
seytura 505[5]
trabatura 69[36ss]
trama 333[11ss]

ulna 28[24],66[5],256[4],309[10],331[14,15],332[2ss] (ulnare), 333[20,21], 457[12], 494[1]
cf. pondus
mensuratio, mensurator vinorum 320[23,40], 321[8],473[19],474[19](nominatio), 492[12ss]
mercandia 220[5à7]
mercator 68[6,16],207[30] à 208[5],242[18],287[26], 304[23], 335[16]
mercatus *cf.* forum
merceria 27[38], 308[22]
meretrix *cf.* iniuriosa verba, prostitutio
mesel *cf.* iniuriosa verba
mesia 70[6à9]
messe d'enfant 174[35]
messeleria, messelieria, missiliaria; messeillerie 250[6à9],340[2ss],342[3ss],412[26],413[3], 416[43], 486[21]
messellarius, messelierius, messellierius, messillarius, missiliarius; messellier 123[18], 164[14], 184[9], 250[6à9], 412[30], 414[38], 415[11], 456[5]
messis, mectere, metere 228[14à19], 229[10à25,31à35], 230[1à13,33], 377[10,14à26,30], 407[5,8], 410[29] à 411[22] (decima), 423[21à35], 436[15], 445[43], 484[16]
falcatio, falcator, falcare 201[9], 411[36] à 412[24],413[2],415[17ss],416[42],423[23à25],433[27], 435[21,25], 496[3], 497[3]
fenatio, fenator, fenare, fenecare, fenistrare 201[9], 229[14], 230[3], 411[36] à 412[24], 413[2], 415[17ss], 416[42], 423[21à23]
raster 435[21,25]
metha, metus 453[31à34], 503[5]
meyda; mey *(= moitié)* 136[13], 288[28]
militia *cf.* cavalcata
missa 299[37], 452[24], 453[4]
missiliaria *cf.* messeleria
missiliarius *cf.* messellarius
missio 69[35,38], 170[12], 236[23]
missiones et expense; missions et despens 75[22], 116[33], 160[16,21], 172[31], 182[22ss], 210[25], 214[12,14],279[16], 293[33], 427[6], 428[36], 460[11ss]
cf. contributio
mistralia 102[7,18], 103[13], 240[12], 241[2], 305[3], 361[14ss], 362[8ss], 365[19ss], 497[19]
mistralis; mestral 28[5], 63[38,43], 82[1] à 83[36], 117[33],118[2],122[11ss],123[43],125[18],135[33à37], 137[37], 164[13], 167[12à15], 181[15,18], 183[36], 185[8],200[18], 221[20à26], 240[14], 303[34], 357[19], 358[5,9],359[22], 360[18], 367[20], 370[4,21], 372[1], 432[27], 436[5ss], 482[18], 483[18]
mobilis 217[39], 218[9], 231[4]
cf. res, obligatio, pignus
molendinarius 136[12], 181[36]
molendinum, molere 28[27à29], 44[14,15], 47[33], 136[15à18], 141[39] à 142[2], 181[39,40], 240[16à28], 250[37à43], 256[42à43], 258[26], 288[21à25], 301[3à7], 305[25], 309[12], 324[3], 406[26à35], 433[14,17à22], 436[7], 440[3à6], 457[28à31], 514[16à24]
molestacion 461[8,11]
monachus 78[8], 86[20], 376[6], 398[3], 399[44], 400[13], 426[34], 439[7ss], 443[36]
moneta 4[10,21], 6[33], 276[15à18]
cf. falsarius
**cf. Genève, Lausanne, Maurienne, Savoie, Tours*
monstra, mostra 219[4], 278[14à20], 405[36]
mora personalis 498[23]
mors *cf.* pena
mortificatus *cf.* res
mortuus; mors 174[24à31]
mostra *cf.* monstra
mugnerius 301[3à7]
mulier 248[35], 398[31]
macquerallis *cf.* prostitutio
cf. bannum, leges
muraillie, mur *cf.* menia
mutuum 314[32]

N

navigatio 164[37à42], 320[25], 321[27], 324[4]
necessitas 43[14], 245[21]
necessitas ecclesie 376[39], 411[33]
necessitas terre 375[31]
necessitas, necessitates ville 84[23], 165[32], 168[6],189[16],290[18,20],295[7,8],303[15],315[26], 320[11ss], 420[44]
necessitates communes 504[38]
necessiteux 372[19,26]
negociorum gestor 95[19], 188[20], 452[9à30,43,44], 455[30,43], 456[15]
nemus; bois 26[9], 31[36], 44[17], 44[41à44], 56[22] à 57[18], 188[7], 189[8], 215[16à23], 250[4], 263[8à22], 281[21],318[6à13,36à38],350[26],377[7à9,12],405[42] à 406[14], 408[7ss], 413[1], 416[5,41], 423[1à20], 456[8], 450[27] à 451[3], 457[27], 460[28], 461[13], 483[40], 490[29], 491[7], 501[29,32], 502[4,17], 505[29à32], 513[7], 516[14]
cf. essarta, iuria, lignum, quercus
nobilis, more nobilium 359[37],362[31],365[36]
noces *cf.* nupte

notarius 20[13à25], 52[5à9] (officium), 266[39], 268[27à31] (ordinatio), 314[34,40], 402[18], 496[10à14], 497[43] à 498[35], 499[1]
novus *cf.* burgus, constructio, fundacio, villa
nox, de nocte ire, agere 228[7à12,23à25], 300[41], 455[27]
nudus *cf.* cursus, fustigari
nundine, nundene, nondeyne, nondine, nondyne; faires, feries, foires 4[9], 27[1], 27[34] à 28[4], 28[37], 59[1,6], 65[1à5], 66[10ss], 106[27] à 107[7], 108[5à36], 133[38], 167[4], 179[20], 191[3à28], 216[24], 217[9,13], 220[5], 232[21à31], 244[15], 257[5], 295[35], 296[2à5,7ss], 299[36,44], 308[8ss], 323[23], 385[9] à 386[22], 389[29à31,36], 405[20], 412[33], 479[2], 510[25]
franche et libere; franche 108[35], 232[24ss]
nuntius 63[38], 82[28], 84[17,26], 89[15à32], 107[9ss], 111[6], 142[14], 248[27], 250[20], 292[33ss], 320[43], 412[8], 415[31], 416[1,7], 443[7], 482[2ss]
advocati 218[18]
ballivi 142[3à6], 469[18]
castellani 142[3à6], 452[8ss]
comitis 258[20]
domini 455[19à22]
domini Vuaudi 385[25ss], 482[5ss], 484[16]
prioris 452[6ss], 455[23]
prioris et conventus 385[25ss], 386[1ss], 418[31], 437[35]
religiosorum 482[2ss], 483[5,7], 484[15ss]
vicedompni 142[3à6]
ville 168[27], 236[40], 237[1]
nuntius *(champion)* 135[22], 181[1], 302[1]
nuptie; noces 174[32], 456[12], 472[23]
cf. dos, matrimonium

O

obediencia, obediens, obedire 6[10], 10[14], 11[38], 12[33], 13[16], 51[27], 71[13], 98[39], 113[22], 144[9], 210[15ss], 226[7], 232[9], 233[10], 364[29], 367[5], 369[28], 430[41], 440[27], 467[24]
oblator 150[18ss]
obligatio bonorum 75[19], 80[22], 96[8,31], 98[10], 149[25], 170[25,28], 178[19], 188[35], 220[8], 246[15], 249[41,42], 313[35,36], 314[11], 315[2,6], 356[16], 359[37], 362[32], 365[37], 391[17] (obligatus), 425[31], 462[23], 472[16], 511[17], 516[34]
cf. res
ochia 47[15], 55[10], 410[10ss], 418[17]
officialis 262[23], 466[9], 483[18]
curie Gebennensis 48[37], 158[4], 379[30], 437[10]
curie Lausanne 45[37], 52[18], 54[29], 71[42], 87[22ss], 88[29,31], 92[34], 158[4]
officiarius 5[1ss], 7[8], 35[1], 86[8], 100[36], 102[36], 108[26,29], 114[22], 116[10,14], 118[7], 119[1], 128[34], 141[40], 142[8], 157[22], 162[1], 164[15], 165[5,33], 184[16,27], 185[20,24], 191[24], 197[9,10], 198[4], 210[31,32], 233[1], 242[15], 243[11,22], 264[30], 265[2], 266[29], 272[26], 274[6], 277[10], 281[32,34], 284[28,37], 293[42], 299[1ss], 300[24ss], 301[8,44], 302[2ss], 303[8,34], 313[10], 314[24], 316[9], 318[24], 321[22,32], 328[27,30], 371[7], 391[3,13], 395[8,35], 396[20], 398[33,41], 399[34], 403[33], 405[14], 409[15], 414[31], 415[6], 456[40], 457[43], 464[21], 466[11], 467[24], 469[11], 472[14], 473[21ss], 474[16ss], 496[7ss], 497[16,28], 508[26], 509[12ss]; armatus 37[31]; balistrari 37[31]; equites 37[31,36]; locumtenens 157[22], 162[2], 403[35]; pedites 37[31,36]
officium clericature 38[29]
iusticie 405[15]
Ohmgeld cf. linguellum
omnimoda *cf.* iurisdicio, potestas
onguetum; onguete *cf.* linguellum
onus, onera 296[28ss], 339[12], 347[31], 349[28,35], 352[16], 404[33], 405[3], 413[11], 424[9], 426[11], 434[25,28], 435[2], 436[18,21], 459[2], 474[12], 504[39]
cf. contributio, guerra
operarius 398[27,31]
optio 407[17,26], 435[10]
ordeum *cf.* bladum, decima, mensura: cupa
ordinatio navium 320[24,42]
ordo iudiciarius 509[26]
orfanus 132[17]
ortum 231[18], 408[17], 413[2], 416[42]
cf. intrare
ost 321[23]

P

pactum 231[3], 235[17], 371[26à29], 430[11], 448[21], 450[10], 463[11], 474[4]
pagnus *cf.* pannus
pallys *(= palissade)*, palliciez *(= palissader)* 460[15]
panateria, panahteria 201[7], 241[16], 444[33], 445[29]
panis 456[16], 457[5]
blam 305[26]
de menajoz 151[9]
vendibilis 151[8]
cf. bolengeria, furnus; mensura: micha; stipendium
pannus, pagnus 230[19à25], 331[4] à 333[28], 458[1], 464[1à23]

tinctus 27[38], 308[22]
cf. pedagium
papa *cf.* pontifex summus
pariurium *cf.* periurium
parrochiange *(= droits levés sur les habitants d'une paroisse)* 174[21]
parsonarius 475[22ss]
comparsonarii 475[22]
partagium, bonorum partitio 117[17, 25], 216[30à39, 43] à 217[8]
partus 229[43]
pascua, pascere; pasturages 164[19à22], 183[9à11], 188[7], 189[8], 255[6], 281[22], 309[25], 310[18à25], 324[3], 339[3à19], 340[32à41], 350[26], 357[29à44], 375[38], 405[38], 414[28], 418[25, 39], 421[9], 432[18], 434[24], 438[33, 40] (termini), 439[2ss], 458[39, 41], 459[4], 470[39, 40], 475[21] à 476[7], 483[40], 488[31], 501[28] (termini), 502[3ss], 504[21ss], 505[1, 2], 516[14]
non accensata 58[13à14]; clausura 279[8à15]; usamentum 26[6à10], 57[12à14], 259[11à42], 469[13à36]; viatio 31[26à32], 137[8], 418[24, 39]
cf. ius pascendi
pasqueragium 495[39]
passamentum 218[1à6, 17], 416[6], 429[10]
de querela 219[7à17]
passonagium 423[5, 7]
pastor 164[14], 439[19]
pastoragium, pasturagium; pastorage 26[6], 57[26], 516[26]
pater familias 474[5]
cf. filius, liber
patrimonium 370[11]
patriote 366[26ss], 367[9ss], 368[12ss], 369[7, 24], 370[2ss], 371[10], 372[23], 403[20]
patrocinium 377[4], 409[35], 422[11]
pauperes; pauvres 244[21], 373[18], 403[7ss]
paupertas 376[19], 409[20], 421[30], 436[10]
pavamentum 69[19à23], 70[15à17], 95[33] à 96[35], 189[23]
pax bona *cf.* concordia
pecus *cf.* animal
pedagiator 32[22, 36]
pedagium 26[36], 32[21à24, 37], 58[31], 59[19] à 60[42], 114[21], 165[42], 258[31à33], 297[23], 304[27] (grossum), 308[3], 335[12], 400[36], 479[13], 516[16]
allecarum 60[24à26]
bestia equina ad vendendum 60[36]
calibis 60[22à23]
denarius porte (de porta) 26[39], 29[37] à 30[4], 312[29, 37]
destreriorum, equarum 60[16à19]
exoneratio 41[19à22]
falconum et asturconum 60[27à31]
frumenti vel salliginis 60[37]
pro Iudeo transeunte 60[32à33]
lane 60[1à9]
minutum pedagium 60[34à38]
pannorum 59[20] à 60[15]
sponsarum 60[35, 38]
pena, punitio 197[8], 249[20], 276[21ss], 277[27], 281[36], 297[36], 298[36], 442[23], 481[31], 483[5]
– arbitraria 141[16à20]
civilis 317[23]
corporalis 65[37], 134[5], 179[32], 240[41], 241[7], 301[36], 380[22], 442[36, 41], 445[22], 457[2], 477[11], 509[20]; mutilatio corporis seu membri 65[37], 442[23, 33], 445[17], 481[29], 483[23], 508[35]
criminalis 317[23]
mortis 216[44], 217[7], 223[44], 442[22, 33], 445[17], 481[29], 483[23]; capite 442[22]
pecunaria 195[36], 240[41], 241[7], 268[33], 445[23]
(pour le détail des peines se rapporter aux différents délits)
sanguinis 232[34]
– amissio bonorum 223[44]
amissio denariatarum 390[3]
amissio privilegiorum 21[25]
confiscacio bonorum 21[24]
cf. bannum, supplicium, suspendium
perceptor, preceptor 104[13, 15]
percussio 27[29], 28[19], 43[38], 66[8à13, 37à41], 134[1, 12, 23à26, 38] à 135[3, 7à10], 179[27, 41], 180[6à9, 18à29, 33à35], 217[9à16], 219[28à39], 228[5], 230[15à18], 248[26à32], 249[9à11], 255[15à32], 256[13], 287[28à36], 308[13], 309[4], 396[22, 27à28], 422[18à20, 22], 438[1à7, 14à15], 453[17], 454[7à20, 26à27, 30] à 455[6, 10à14], 494[5à8, 11à13, 37]
peregrinatio ultra mare 93[14], 187[40], 488[24]
peregrinus 133[5à10], 178[34à39], 254[39], 287[27], 301[18à23]
periurium, periurus 116[24à29], 147[19], 148[1, 29à31], 256[30], 257[13]
permutatio 54[18], 357[34], 409[6, 10]
pestilencia, morbus pestilencialis 129[12à22]
petitio 65[26ss], 116[16], 217[36ss], 218[2], 219[1ss], 234[6], 235[41], 236[33], 282[29], 353[6], 379[15ss], 417[27], 428[24], 429[9], 431[21, 35], 474[29], 494[32], 496[8], 497[38ss], 498[37, 39], 507[26], 514[16]
peynoz *(= étoffes, draps, tissus)* 332[5]
pidancia 406[16, 37]
pignus, pignorare, pignoratio 20[22], 29[38], 30[3], 32[27à31], 33[5à8], 38[11], 67[1à21], 68[28à32, 35à44], 69[17à18], 84[18], 165[13à16], 214[8ss, 17à34], 216[11],

217[28], 235[22à24, 28], 262[23à31], 288[31], 299[2, 21], 318[19], 391[5], 395[9], 455[24, 25], 494[20à26], 497[16]
impignoratus 320[13]
pignora mobilia 67[9à21]
piscaria 164[31], 315[31], 322[10à41]
piscator 122[11], 124[1à8, 32], 125[22], 315[38] à 316[8], 322[8à41]
piscatus 164[23à26] (ius marinandi), 164[28à36], 433[15à18], 516[18]
piscis 28[2], 300[14à26], 308[30], 315[39] à 316[8], 321[24], 322[17]
placitare, placitari 185[13], 237[16], 306[25], 375[37], 376[15], 421[26], 457[42]
placitum 219[19], 392[14]
generale 25[15, 21], 375[17] à 378[13], 404[32], 405[6], 406[7, 25], 408[20], 418[14, 38], 419[30] à 423[40], 435[43], 436[1], 452[4, 17] à 453[11], 459[29], 460[3, 4]
pondus, ponderare 60[10, 13, 39à41], 65[22à23], 66[5à7], 73[5ss], 74[34à37], 82[21ss], 83[2ss], 105[20], 158[30], 159[32à36], 160[6, 17à20, 25], 165[40, 41], 167[12], 256[4à8], 292[8à18], 299[25], 309[10] (peisa), 457[12], 494[1]
– carnium 73[5], 472[1, 19]
– Albone 73[6], 74[4]
Melduni 102[31]
Nyviduni 158[31], 159[32]
pons 39[28à34], 53[16], 95[33] à 96[35], 130[23à25], 161[15à18], 166[5], 291[16], 460[39]
cf. admodiatio
**cf. Aigle, Bougy-Saint-Martin, Bursinel, Orbe, Pompaples, Saint-Maurice d'Agaune, Vallorbe, Vevey*
pontenagium 241[30], 312[34]
pontifex summus 85[5], 401[19, 22]
populare 295[33], 298[30], 334[19]
porta, ianua; porte 47[35à42], 129[19], 166[5], 291[17], 416[27], 460[39]
portatio per lacum 256[34]
porterius, ianitor 164[13], 398[33], 416[26à30]
possessio 13[26, 28], 69[13ss], 106[5], 173[21], 193[7], 263[8, 18], 344[27], 345[15], 363[24], 388[31], 433[9], 442[13], 470[39, 40], 494[30ss], 496[41], 497[2ss], 499[26], 506[8], 509[22], 516[10]
civilis 120[22]
communitatis 281[17ss], 282[10ss]
hospitalis 282[3]
immobilis 453[31]
ville 195[7, 33], 196[5, 10], 204[27], 235[4], 310[11]
cf. castrum, contributio, devestitura, res, spolacio
potestas 401[20]
gladii 508[35]
libera 492[1]
omnimoda 89[17], 172[5], 188[29], 306[24], 357[30], 452[12], 492[1]
plena 492[1]
plenaria 394[1], 496[33]
regie 507[35]
potestas; poistez **cf. Romainmôtier*
pratum 438[35à39], 443[14], 490[29], 495[38], 496[41] à 497[12], 499[19à25]
cf. pascua
preco 65[14, 17], 182[17à20], 242[17]
preconizatio 65[6à18], 68[18à21], 165[8à10], 216[28], 300[43]
predium 8[17], 334[26], 434[30, 35]
prelatus, more prelatorum 465[10]
preparatores pannorum 332[26ss], 333[1, 15]
prepositus 248[27]
presbiter, presbyter 150[27], 187[11]
**cf.* Agie, Amiet, Borcardi, *Echallens,* Gulnelli, Lamberczon, Merceriis, Merceryz
prescriptio
annum et diem 27[7], 44[25], 64[12], 66[35], 133[12], 254[8], 287[17]
cf. délai
preson *(= prison)* 64[26]
presuers, presueres *(= ?prières)* 174[25à28]
pretium 164[35], 249[25], 300[29], 314[5ss], 316[2], 498[26], 499[2]
carnium 73[25à36], 158[33] à 159[15], 245[13à29], 306[2], 472[2]
vini 136[34, 38], 149[9], 182[42], 231[11à14], 244[26]
primogenitus 167[26]
principalis 250[18]
privilegium 11[6], 12[18, 23], 16[21], 19[4ss], 35[9], 37[22], 41[22], 85[35], 91[11], 97[14ss], 98[21ss], 99[30], 100[6ss], 144[1], 156[10], 167[30], 193[4], 242[14], 268[25], 270[5], 295[34], 298[20ss], 303[10ss], 310[14], 312[30, 36], 326[21, 40], 327[12], 335[12à17], 401[18, 32], 402[6, 22], 447[25]
probatio 5[19], 66[34], 214[3] (pacifice), 214[14], 216[5ss], 217[44], 219[22], 220[6], 223[36], 254[25, 41], 259[17], 383[11ss], 438[9], 473[24]
per curatum 66[23]
per duos burgenses 288[3]
per duos ex consulibus 221[41]
per duos ex qinquaginta 221[42]
per duos probos homines 219[25]
per duos testes (fidedignos, ydoneos) 68[27], 134[17], 137[2, 5], 180[2], 183[7], 216[6, 12], 235[28], 248[32], 300[33], 302[37], 438[7], 453[21]

per duos vel tres testes 214[2]
per inquestam 224[6]
per instrumenta 214[2]
per iuramentum duorum (testium) fide dignorum, (proborum) hominum 66[22], 67[40],68[38], 69[29], 136[8], 181[32], 302[24],383[12]; duorum parium 133[15], 178[44], 301[28]; illius cuius est 138[12], 184[14], 216[6]; plurimorum proborum virorum vel mulierum 66[14]; unius ydonee persone 138[13], 184[15]
per litteram, litteras 68[37], 214[7], 218[32], 497[41]
per regiquina 134[12] (unius), 179[41] (unius), 453[17] (unius)
per testes fidedignos, ydoneos 43[35], 148[28], 214[7], 496[8], 497[41]

probi homines, prodomes, prudomes 24[27, 31], 30[1],46[32],47[1, 25],57[37],58[17],65[8, 12], 66[17], 67[5ss], 77[1, 7], 85[35], 92[15, 23], 94[29, 32], 95[6, 24], 102[7, 18], 103[13], 106[25], 109[22, 30], 112[23], 133[6, 29], 134[18, 37], 137[28], 141[40], 178[36], 179[15], 180[3, 17], 183[26], 184[12], 211[2, 5à6], 218[27], 219[7ss], 220[36, 43], 249[5, 19], 250[6], 251[11], 252[11], 254[34, 40], 264[10], 287[23ss], 292[22], 299[2], 300[5ss], 301[20ss], 310[31], 320[7], 339[6ss], 340[2ss], 346[5ss], 347[37], 348[21, 36], 350[6, 41], 351[15], 352[17], 356[5], 357[16], 358[5ss], 359[2ss], 360[37], 361[12ss], 362[27ss], 363[14, 20], 364[24, 43], 366[26ss], 368[12ss], 369[24ss], 377[43], 389[22], 390[6ss], 391[4, 9], 393[5ss], 396[15ss], 397[2, 5], 404[31], 408[24], 413[13], 419[31], 420[2ss], 422[6], 423[43], 426[23, 25], 427[3ss], 429[9], 430[37], 434[31, 32], 448[5ss], 450[34], 453[6, 22], 458[1], 462[14], 467[23], 470[34], 471[6ss], 475[32], 492[29], 499[30], 502[16, 18]
electio 211[2, 5à6], 250[6], 292[22], 393[26à33], 470[37]
probi viri 170[19], 205[6ss], 431[16]

proceres 91[13], 97[22], 132[32], 326[20]

processus 34[32] à 35[26], 265[23], 276[12ss], 281[26], 317[12], 321[23]
expense 35[1]

proclamatio 43[38, 43], 103[10], 224[5], 232[31], 370[24]

procurator 5[24], 102[36], 396[5], 452[9à30, 43, 44], 455[30, 43],456[10ss],457[13],459[31],461[24],467[4]; electio 38[4], 452[9, 28]
– fiscalis 276[25], 466[10]
– procureur general du bailliaige d'*Aval* 194[23]
– Chablaysii 503[27]
Vuaudi 162[1ss], 163[13], 227[13], 479[16]
cf. gubernator; iuramentum principis, eius nomine; sindicus

proditor, proditio 27[27], 44[6], 134[4], 135[20], 136[19],179[30], 180[42], 181[43], 248[33], 255[4, 34], 269[23, 24], 288[16], 299[18], 301[35, 43], 308[11], 456[44]

prodomes, prudomes *cf.* probi homines

proprium commune 458[40]

proprius *cf.* res

prosequcio 463[10]

prostitutio
meretrix 167[9], 249[1], 438[11]; publica 149[32]
mulier macquerallis 149[32]
ruffiannis 150[1]

protectio; protection 102[10, 24], 103[14], 298[18], 359[8], 461[7], 466[19], 509[30], 511[20]

protector 356[13], 508[9]

provocatio, provocationis causa 5[2], 98[8], 128[35], 422[42]

psalterius *cf.* salterius

publicatio *cf.* crida

pugnex, pugnay *cf.* iniuriosa verba

pui, puis *(= montagne, colline, coteau)* 56[23ss]

punitio, punimentum *cf.* pena

pupillus, *pupil* 132[17], 372[17] à 373[24]

Q

quadriga 310[29]

quartacio 377[18]

quercus 149[15à18]
cf. lignum, nemus

querela 28[10], 58[19], 115[10, 17], 137[42], 183[42], 200[23],219[8], 235[18], 296[30], 308[39], 313[11, 22], 314[1ss], 382[28], 445[11], 477[19]

queremonia, querimonia 100[38], 216[1ss], 235[25], 266[15], 274[35], 315[38]

questio 45[6], 171[10], 172[6], 177[5, 33], 178[27], 187[18], 210[38], 216[40], 234[3, 17], 237[10], 259[4], 296[30],442[6],444[22],483[1],501[24],509[13],514[3]

quinquaginta 218[2ss],219[12, 15],221[42],224[16]

quittatio 314[21], 517[28]

R

rapina 235[31]

rassort *cf.* resortum

rateller *(= garnir de piques)* 460[17]

reacheta 490[26, 31]

recedere (ad morandum) extra dominium, villam, terram 44[33à36], 376[9à21, 43], 377[5],

409[11à28ss], 421[19à32], 422[13], 425[26], 427[12], 436[9à14], 460[43] à 461[3]
cf. transferre se ad aliud dominium
recepta *cf.* littera
receptio alicuius 380[32]
cf. burgensis
receptor 50[6], 361[29], 362[3], 403[20,27], 415[38], 434[34], 435[11]
cf. commissarius extentarum
recognitio 8[25ss], 46[23], 214[37], 272[3], 344[31,34], 345[8], 364[20,21], 375[15,19], 376[3ss], 378[12], 400[25], 403[12,39], 413[9], 420[35], 421[14], 423[39], 424[35], 426[22ss], 427[32], 433[5,38], 434[3ss], 435[3ss], 436[1ss], 474[14]
recompensatio 47[12à26], 58[12], 312[31], 340[26], 341[34], 343[25], 348[16], 349[35], 350[30]
rector 188[20]
confratrie sancti Spiritus de *Cossonay* 87[28], 88[20]
domus 408[27]
hospitalis sancti Anthonii de *Cossonay* 87[26], 88[15ss]
Grandissoni 95[19,27], 101[36], 102[1], 103[16], 104[30], 109[15]
Orbe 178[11]
Paterniaci 226[27], 228[12,15]
Romanimonasterii 392[33], 393[9à17] (electio)
Sancte Crucis 450[5ss]
confraternitatis conceptionis beate virginis Marie de Viviaco 301[11à17]
confraternitatis sancti Spiritus de Viviaco 301[11à17]
hospitalis Yverduni 334[13,23]
cf. magister, sindicus
recursus 98[24], 137[39], 200[20], 263[22], 281[38], 391[9], 403[23], 455[23,30]
reditus, redditus; rente, revenue 195[9], 271[42,43], 291[20,22], 299[3], 345[14], 346[27] (bladi), 348[34], 350[27], 351[13], 354[34], 356[9], 376[36], 386[13,15], 392[2,14], 398[19], 403[34], 411[30], 425[9], 465[26], 474[11], 490[28,38]
refictio, refactio, refectio, reparatio; refecion, reformacion, reparacion 69[19à23], 70[15à17], 95[33] à 96[35], 128[9], 161[17], 162[5à15], 165[43à44], 166[2à4], 168[17], 170[5à17], 187[23,36], 189[22,23], 201[19], 240[22], 285[27], 296[27], 304[19], 364[6], 407[42], 450[33], 459[35], 460[8ss], 461[6ss], 479[2]
regiquina *cf.* iuramentum
registrare 498[31ss]
renunciatio 153[1], 368[34], 419[6]
reparatio *cf.* refictio
replacitare, replacitum 409[44], 421[7], 422[26ss]
repreisia 415[2ss], 416[2ss]
res adiudicata 67[1à4,22à27]
civilis 364[12]
communes 44[9], 357[32]; bona debitorum 314[2ss]
furtiva 254[24]; bona furata 255[33]
immobiles 33[29à32] (impositio venditionis), 41[1], 214[1à5] (possessio), 215[5à15], 220[11] (obligata), 221[28], 222[3], 434[32], 439[35], 453[28,36], 457[19,21]; bona immobilia 36[10], 67[22à27], 254[30], 260[38], 272[8,29], 273[27], 274[8], 311[32], 321[21], 350[18], 356[17], 362[33], 405[24], 408[41], 409[2], 442[31,35], 445[22], 457[19], 481[33], 509[18]
male capta 69[2,3]
mobiles 33[29à32] (impositio venditionis), 340[4], 342[6], 343[36], 353[9,13], 354[10ss], 439[35,44]; bona mobilia 254[30], 260[38], 271[10,16], 272[8,29], 273[26], 274[8], 311[32], 350[18], 352[10ss], 353[3ss], 354[10ss], 356[17], 362[33], 368[22], 376[12], 405[24], 408[41], 409[14], 421[23], 442[31,35], 445[19], 481[36], 482[1], 509[18]
mortificate 189[11à16]
propria 259[41], 348[25], 351[8], 354[28], 481[19]; hereditaria 217[29], 220[26à29], 502[25]; bona propria 116[30à37] (repetere post venditionem aut alienationem); quasi res propria 43[3]
publica 357[24ss], 464[13], 471[26], 495[17,25], 496[36]
substracta 216[4]
temporalis 364[12]
venales 43[30], 133[40], 163[17], 164[34], 179[22], 242[13]
residentia personalis 363[28]
resignare 363[30]
resortire 405[34]
resortum, ressortum, *rassort* 80[13], 161[19], 166[39], 275[3], 327[27], 446[6], 460[26], 468[12]
ressat *(= repas qu'on donnait à jours fixes aux religieux)* 175[3]
retracta 490[26]
reus 115[18], 217[37ss], 218[1ss], 235[42], 308[32], 497[35ss]
reverchier *(= retourner en tous sens, fouiller)* 66[42]
rex 401[22]
arcus, collovrine et balliste 335[9à17]
Francorum 11[1,26]

Romanorum 79[18], 81[16], 104[4], 144[23], 204[23], 205[31], 206[20ss], 207[11ss], 208[18], 209[4, 13], 330[9]
cf. imperator
ribalda 149[32]
riche 174[34], 175[3à4]
rivagium, rippa 292[5à7], 308[6], 322[34]
rixa 98[2], 133[43], 134[12, 27à37], 135[12à14], 147[14à19], 179[25, 41], 180[10à17], 224[6], 249[37à39], 256[32], 318[12], 375[34], 421[4], 453[17], 454[38]
Romanus
(sancta) Romana ecclesia 464[37], 466[4]
Romanum imperium *cf.* Sacrum Romanum imperium
Romanum regnum 205[35]
Romanorum rex *cf.* rex, *cf.* Romanorum rex
ruffiannis *cf.* prostitutio
ruptura *cf.* fractio

S

sacrament 175[11]
sacramentum *cf.* iuramentum
sacrista 410[15ss]
saisina, saysina *cf.* sasina
saisine *cf.* sasina
sal 32[25], 60[34, 37], 182[41], 308[4]
salarium 169[28], 483[19]
salterius, psalterius 167[8à11], 213[26], 398[30, 32], 415[29à35]
salva garda, salva gardia 102[7à44], 103[11à15], 409[35], 436[12], 446[7], 466[19]
sasina, saisina, saysina, sesina; saisine 96[21], 195[6], 260[39], 273[28], 274[7, 11], 311[33, 38], 442[28, 40], 482[1, 19], 490[41]
dessaisina 490[41]
satisdatio 313[34]
satisfactio; satisfacion 28[20], 50[11ss], 255[38], 288[6], 313[28], 315[3, 10], 388[36], 443[22]
scabinus 188[20]
cf. eschevens
scindere arbores 149[16], 406[1ss], 408[13], 423[12], 432[15, 19], 513[8]
cf. incidere arbores, forestarius
scriba 164[11]
scriptus 284[16], 298[21], 403[20, 28], 432[29], 483[21]
cf. franchesie, ius, leges
scultetus 41[15], 113[4], 115[7, 33], 196[19], 197[28], 232[20], 233[24], 235[9]
scutifferus 242[4]
scutus 167[26, 30]
secretus 148[27]
sedes 306[25]
sedutor 65[7]
segnoria, seynoria *cf.* dominium
sententia diffinitiva 236[25], 260[10], 282[16]
cf. appellatio, excommunicatio
sequela personalis 427[28]
serremens, seremenz *(= ? murailles)* 126[15, 20], 156[12, 17]
cf. menia
servicium; service *cf.* contributio
servire in divinis et spiritualibus 363[37]
servitus, servitutes 33[38], 200[43], 201[28], 282[5, 8], 348[8], 350[12], 354[5], 395[3], 410[42], 424[9], 430[1, 30], 431[24], 473[36], 474[3], 495[39], 514[2, 12]
servus 339[4], 366[35], 367[6], 369[25, 36], 416[15]
serva condicio 347[19ss], 348[8ss], 349[18ss], 350[11ss], 351[9, 20], 352[7, 13], 353[4ss], 354[29ss]
sesina *cf.* sasina
sigillatio 262[27]
sigillum, sigillare 166[9à13], 211[32, 34], 266[39], 271[6], 314[29], 318[19], 331[5, 38], 332[13ss], 333[9ss], 496[12ss], 498[15à22]
cf. leges
signare 457[11]
signetum 496[13]
signum 464[2ss]
silva 405[39], 434[24]
sindicus, syndicus; sindique
Albone 51[5], 54[17]
de Allio 24[27à34], 26[2ss], 38[4] (electio)
de Bacio 503[34], 504[11]
de Balmis 458[32], 460[30], 467[9]
de Blonay 473[19] (electio), 474[19] (nominatio)
de Brethoneres 415[11]
de Brugnes 87[17]
de Cossonay 69[43], 71[2ss], 72[32], 75[14], 76[5, 27], 77[2ss], 80[27], 82[15ss], 83[12ss], 84[20], 85[23, 24], 86[11], 87[25], 88[14ss]
Grandissoni 100[37], 101[10], 111[29], 112[22]
Melduni 147[18, 39], 148[12ss], 149[26], 150[12à15, 17ss], 151[20]
Morgie 130[22]
Mustruaci 492[7, 10], 495[11ss], 496[27, 32], 497[20ss], 498[5ss], 499[37]
Nyviduni 158[7], 159[44], 160[5ss], 164[11], 169[14ss], 170[1ss], 172[17]
Oloni 504[6]
d'Orbe 192[15]
de Pentha 87[16]
Romanimonasterii 396[6], 414[38]

Rotuli 242[35], 244[4], 245[5]
Turris de Peil 274[33], 275[29ss], 276[29], 278[21], 279[5], 281[4]
de Vallorbes 431[16]
Ville Nove Chillonis 310[21ss], 320[7ss], 322[12]
Viviaci 292[19] à 293[12, 13ss], 294[10ss], 295[30], 296[1ss], 297[43]
Yverduni 334[11]
solla, sollare 458[1]
somellarius 398[33]
sommerius 416[12à17]
sosta 59[21], 60[3ss]
soya *(= seille, sceau)* 361[34]
spiritualis *cf.* dominium, iuridicio, servire
spolatio 69[13à16], 219[18à27], 256[14], 443[21], 453[36], 494[33à36]
sponsa, sponsus 414[39], 415[10], 456[11à13]
cf. pedagium
statutum 71[26], 91[11], 165[30], 168[15], 182[18], 185[18ss], 215[20], 216[28], 227[33], 236[8], 483[11, 21], 495[15, 26], 496[16ss], 499[33]
statuta Sabaudie 318[21], 319[3]
stipendium 411[42], 416[36], 445[40]
strata *cf.* via
subditus 427[2à3]
mediatus vel immediatus 21[16], 102[37], 242[16]
cf. iuramentum
subsidium *cf.* contributio
substractus *cf.* res
subventio *cf.* contributio
successio 167[26] à 168[4], 221[35à39], 270[6à16, 36], 271[16], 272[10à15, 30], 300[11], 348[30], 351[4], 354[23], 366[31] (in recta linea masculina), 373[2, 16], 490[21] (filie)
cf. consanguinitas, filius, hereditas, intestatus, partagium, tenementarius, testamentum
succursum *cf.* contributio
sumptus *cf.* expense
superbia 376[16], 409[25], 421[26], 436[10]
supplicium ultimum 491[2]
suspendium 122[27à29], 123[42à44], 124[26à27], 442[22]
fulce, furce, furche 52[25à28, 35à37], 121[37], 122[23], 123[42], 124[26], 477[10], 509[1à7]
suspicio 482[10]
sutor 136[31à32], 182[40], 244[28à31]
syndicus *cf.* sindicus

T

tabellio 402[18]
tabernarius, taberna 68[22à32], 128[12], 136[33], 136[42] à 137[3], 149[3à14], 150[16à23, 37] à 151[2], 167[6], 171[22], 183[3à8], 224[8à17], 228[23, 38à40], 231[11], 244[22à27], 285[26], 291[6ss], 300[31à33], 412[40], 457[3à7]
tallia, talea, talia, tallea; tallyes 20[14à25], 27[23], 35[4ss], 165[11], 200[38], 248[22], 271[34] à 272[3], 334[25], 341[23], 343[7], 371[12], 382[22], 383[3ss], 431[25], 437[31], 465[26], 473[35], 474[3, 13]
adcensata 23[27] à 24[12], 271[41], 272[21]
cf. exactio, leva
talliabilis 69[44], 133[16], 179[1], 200[32à39], 252[13], 254[10], 270[6à16, 29] à 271[4], 272[19, 21], 301[29], 382[20], 429[35], 430[1], 473[13ss], 509[28, 33]
tallyes *cf.* tallia
taxatio operum medici et expensarum vulnerati 134[33à37], 180[14à17], 219[30à36], 455[15à18]
tela 27[39], 308[24]
tempestas 376[32], 411[27], 422[1]
temporalis *cf.* dominium, dominus, iuridicio, res
teneatura 483[35]
tenementarius 214[35] à 215[4], 474[33], 504[29]
tenementum 344[27], 345[15], 348[35], 351[14, 16], 417[34], 430[1, 32], 481[33], 507[10, 27]
terra 174[38] à 175[1] (taxation), 483[13], 505[5]
acquirere 376[36], 506[9]
petere aut relinquere 375[37], 421[7]
terragium 435[32, 33]
tesa, teisa, teisia, teysa, theisa, theysa 28[30], 29[9], 47[23], 136[23à26], 137[28], 182[3à5], 200[9à10], 250[13ss], 256[40], 257[15], 261[39], 262[3], 289[25], 309[12], 322[35ss]
testamentum, testare 140[10], 167[40, 44], 168[3], 184[34], 254[27], 270[35], 272[5], 287[22], 300[10], 348[24], 474[4]
cf. hereditas, intestatus
testis, testimonium 65[34], 66[20à25], 116[13ss], 120[11], 137[25à29, 44], 151[1], 179[14], 183[23à28, 44], 218[30à32], 219[11à15], 230[41], 260[2], 269[24], 453[37ss], 454[5], 455[24, 27], 457[35], 469[29]
legitima etas 66[18à19]
cf. iuramentum, probatio
textor 331[28ss], 332[4ss], 333[15]
theoloneum 368[21ss]
tibia porcorum 201[6]
tortura, tormentum 300[4], 317[6]
traditio (in causa) 98[6], 141[34], 376[29], 411[23à26], 421[42]; coram baillivo Vuaudi

109[17]; coram iudice alieno seu curiam alienam 496[6], 497[27]; extra castellaniam 58[18]; extra castrum 249[16]; extra forum ordinarium 401[35], 402[23]; extra iudicaturam 38[22]; extra territorium 401[26], 402[23]; extra villam 128[32], 221[4], 284[23], 299[6]
traditio (rerum) 122[15à22], 123[21]
transferre se ad aliud dominium, ad alium dominum 250[31], 251[14], 257[23]
in alium locum 439[41]
cf. recedere
transportus patrie Vuaudi *cf.* cessio
transumptum 405[16]
trentaner *(= trentain)* 174[31]
Tres Status patrie Vuaudi 15[20] (Tria Statuta), 22[15à33], 23[2], 280[13], 283[2], 284[4]
tenti Chamberiaci 285[4]
tribunal 217[2], 282[15], 460[3]
cf. curia
tributum 59[14], 84[21], 89[19], 128[6], 161[23,25], 162[8à19], 163[27ss], 171[20à34], 172[16à28], 250[5], 263[10], 266[40], 271[41], 291[32], 293[25], 304[16,31], 306[8], 321[22], 334[26], 335[13], 367[7], 369[30], 400[7], 419[23,26], 433[13], 457[39], 459[2], 463[9], 465[26], 495[33à37] (corde), 497[18à20] (corde)
cf. contributio
tuitio *cf.* defensio
turris 161[15à18]
cf. constructio
tutor; tuteur, tutele 215[24à34], 372[17] à 373[24]

U

ungelt *cf.* linguellum
usagium 42[37], 43[5ss], 44[14ss], 252[10], 254[7], 289[29], 310[12], 339[8], 348[34], 350[26], 351[13], 386[16], 392[15], 413[8ss], 418[20ss], 426[11], 430[27], 433[6,39], 434[29], 435[1,6], 436[1ss], 463[10], 483[12]
cf. consuetudo; nemus
usufructarius, usufructaria, usufructus 221[27à34]
usura, usurarius 27[2à6], 33[27], 136[21], 141[31à36], 182[1], 254[28à31], 261[2,3], 271[10], 273[30], 274[10], 288[14], 296[32], 299[17], 311[35,36], 315[5], 340[22], 350[37]
usus de Balmis 451[34], 458[3]
de Blonay 473[15]
boni 457[29,38], 495[14]
patrie Gebennensis 440[6]
cf. consuetudo; iurium, nemus

V

vacher 339[7à17]
vadere in habitu dissimulato 229[38]
vadimonium, vadium, vadiare / invadiare 43[23à29,40à42], 44[1,4], 67[19,20], 89[28], 136[40à41], 137[16à24], 142[12], 183[1à2,12à22], 302[33à39], 321[24,25], 377[28], 384[16], 406[2à4], 409[6], 416[5], 423[16], 435[42]
burgensis 45[11], 137[4à7]
domini 137[14], 183[12]
militis, domicelli 137[15]
cf. pignus, fideiussor
valor 392[14ss]
vassallus 10[18,20], 12[40], 13[14,22], 166[19]
venacio 516[10]
venalis *cf.* res
venatus 164[27]
vende 32[33à35], 64[3à6], 114[21], 133[22à30,33à39], 165[42], 179[8à21], 199[6], 250[35], 335[13], 361[15] à 362[24], 368[19] à 369[2], 412[32à39], 413[3], 416[43], 436[17], 440[1], 504[32], 510[20,25], 512[12]
les melies 368[22]
venderius 361[29], 362[2]
venditio 28[31], 182[10à16], 215[5à15], 220[8], 250[23à29], 253[22], 287[19], 288[19], 289[27], 296[36], 300[28], 309[14], 314[4ss] (bonorum obligatorum), 321[24], 325[1], 357[33], 370[10], 372[5], 399[17], 409[6,10], 435[42], 439[43], 446[10], 456[16,18], 457[18], 474[3], 485[25], 488[4], 494[20ss], 513[9], 516[7ss]
domino 44[33à36], 124[4à5], 137[13], 183[12], 254[19]
revenditio 45[1à3], 305[20ss]
extra terram 389[38]
cf. cessio, cossoneria, forum, nundine, pignus
venditor 167[6]
revenditor *cf.* cosson, cossonerius
ventus ducis Sabaudie 22[16]
veru *(= verrat, porc)* 44[18]
vexillifer 367[20], 369[6], 370[4]
vexillum 64[28], 251[4], 274[35] à 275[19], 277[20à29], 278[14], 297[32], 327[27], 328[15], 449[13à19], 450[24]
via, strata 375[38], 421[9], 502[20]
publica 168[10], 380[13,16], 476[2]
cf. carreria, pavamentum
viancia 470[39], 471[2]
viatio *cf.* pascua
viator 133[5à10], 178[34à39], 254[39], 287[26], 301[18à23]
vicarius 85[30], 402[17], 433[21], 459[31], 466[9], 507[30]

generalis episcopatus Gebennensis 401[13], 402[16], 465[32]
sacri Romani imperii 16[9], 21[15]
vicecastellanus *cf.* castellanus
vicedominatus, vicedognatus 27[23], 240[12], 241[1], 488[5], 516[22à25]
vicedominus, vicedognus, vicedompnus, vicedonnus 28[5], 137[36], 466[10], 483[18], 516[22]
de Allio 26[11], 27[18, 24]
Melduni 139[8], 150[10], 240[14]
Olonis 503[4]
vices gerens 401[25], 402[4]
vicesimus 254[19]
victus 386[7ss], 408[15]
vidua 132[16], 451[9, 11]
vigilia, vigil 70[20à26], 80[24], 129[24], 258[30], 514[15]
villa bona 381[22], 439[32]
francha 240[5], 257[7], 439[32]
libera 27[26], 240[5], 287[15, 16], 288[21ss], 289[20, 21], 377[2], 480[25]
nova 240[5], 253[23], 287[15, 16], 289[20, 21]
vetus 287[15]
cf. fractio
villicacio 431[36]
villicus 375[21], 377[14], 390[11], 398[30, 32], 405[14ss], 410[12], 411[1ss], 412[7], 413[26], 414[35] à 415[41], 421[14], 423[4ss], 428[26], 432[27], 436[4]
vindemia 30[29], 377[10, 31], 410[31, 34], 435[19], 473[16], 474[17]
vindicta, vindicare 166[34], 235[33, 35], 236[29ss], 483[10]
vinea; vinyes 174[38] à 175[1] (taxation), 297[30], 392[24], 410[10, 40], 459[4], 490[29], 499[21ss]
vinum 27[36], 30[36] à 31[16], 53[33à42], 60[34], 64[7à13], 65[17à21], 68[18à21], 114[23à25], 128[11à20], 136[34à39], 149[4, 9], 150[16] à 151[2], 161[24à28], 162[10], 164[13], 171[22à25], 172[18, 19], 182[29à34, 42à44], 196[29] à 197[4], 224[8à12], 228[38à40], 231[11à14], 244[23à27], 251[7à12], 255[42], 258[29, 31], 284[34], 285[25], 288[20], 290[29] à 291[37], 292[1], 297[15à19], 303[16, 17], 306[9], 308[20], 320[23, 40], 321[7à9], 324[37], 371[10à20], 377[11, 31à33], 379[21], 407[21à34], 410[9, 31], 412[40à44], 413[1], 416[38, 41], 428[24ss], 429[3, 10], 435[13], 453[5], 456[16], 457[5], 473[19], 474[19], 492[12, 13], 495[33], 497[18]
cf. foragium, linguellum, tabernarius
violatio franchisiarum 269[30]
violencia 45[13], 137[44], 183[44], 216[25], 219[40], 236[5], 296[14], 454[8], 466[26]
virgultum 231[18]
cf. intrare
visieux *(= ourdissage)* 331[14]
visitator 333[5, 7]
vocatio 284[30], 401[29], 421[2]
cf. iniuriosa verba
voicture 460[28]
cf. carreagium
voudey *cf.* iniuriosa verba

W

warnimentum 350[29], 353[22]
werentyes 223[15]